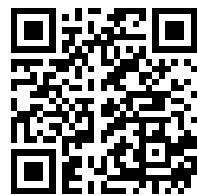


---

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google<sup>TM</sup> books

<http://books.google.com>





## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

UNIVERSITY OF VIRGINIA LIBRARY

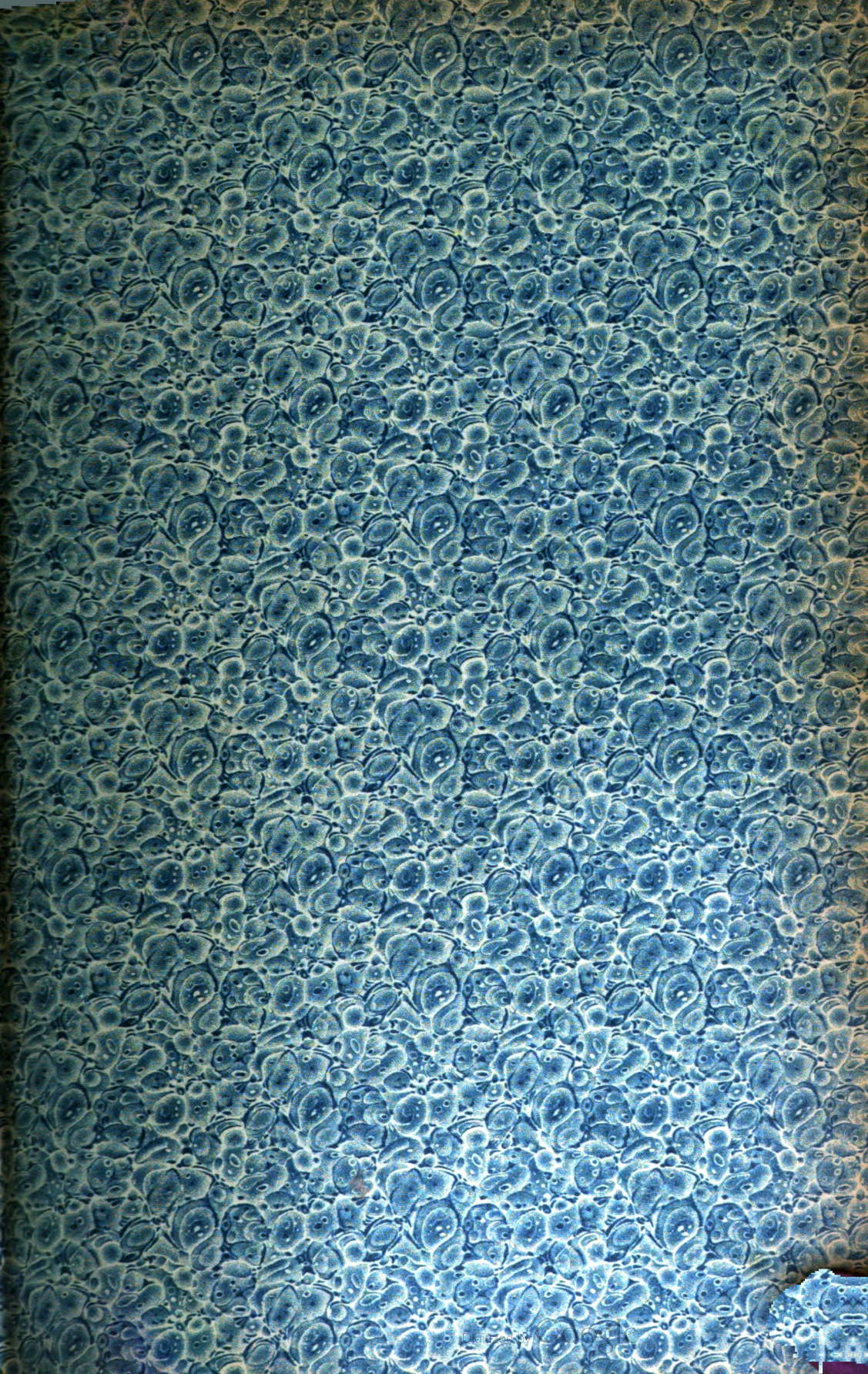


University of Virginia  
Library











11  
β









**REVUE**  
**DES**  
**QUESTIONS HISTORIQUES**

**T. LXXXII. 1<sup>er</sup> JUILLET 1907.**

**1**



REVUE  
DES  
QUESTIONS HISTORIQUES

FONDÉE PAR M. LE MARQUIS DE BEAUCOURT

---

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE

---

NOUVELLE SÉRIE. — TOME XXXVIII

(LXXXII<sup>e</sup> DE LA COLLECTION)

---

PARIS  
BUREAUX DE LA REVUE

5, RUE SAINT-SIMON, 5

---

1907



D  
-  
R5  
v. 82  
1907

5

---

# LES PERSÉCUTIONS CONTRE LES CHRÉTIENS

DANS  
LA POLITIQUE RELIGIEUSE DE L'ÉTAT ROMAIN

---

## I.

Bien que la religion romaine n'ait pas eu d'adversaires plus radicaux et plus obstinés que les disciples du Christ, ce serait une erreur de croire qu'elle n'ait pas rencontré d'autres dissidents. De même que les légions romaines ont pris contact avec des armées ennemies, de même le culte national s'est trouvé en présence de religions étrangères et de cultes exotiques. Le pouvoir romain, chargé de sauvegarder les intérêts de la religion nationale, fut obligé de se tracer une ligne de conduite à suivre à l'égard des cultes dissidents. Il dut avoir une politique religieuse bien longtemps avant d'entreprendre contre le christianisme naissant cette lutte sanglante dans laquelle le paganisme romain allait succomber.

Il est donc de toute nécessité de connaître à fond la politique religieuse de Rome, si on veut se rendre un compte exact de la situation légale des chrétiens dans l'Empire romain <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> J. Marquardt, *Le culte chez les Romains*, trad. de M. Brissaud, 2 vol., Paris, 1889; G. Sérullaz, *Essai sur la religion romaine et sur les rapports de l'État romain avec quelques religions étrangères*, Lyon, 1889; G. Boissier, *La religion romaine d'Auguste aux Antonins*, 2 vol., Paris, 1874; G. Wissowa, *Religion und Kultus der Römer*, München, 1902; Th. Mommsen, *Römisches Strafrecht*, Leipzig, 1899; E. G. Hardy, *Christianity and the Roman government*, Londres, 1894, sect. I; P. Allard, *Le christianisme et l'empire romain*, 6<sup>e</sup> éd., Paris, 1906, chap. I; A. Linsenmayer, *Die Bekämpfung des Christentums durch den Römischen Staat*, Munich, 1905, chap. II.

C'est un des incontestables mérites de Th. Mommsen d'avoir compris cette nécessité et de l'avoir mise en relief par un article qui a fait époque dans la fameuse controverse sur la base juridique des persécutions <sup>1</sup>.

L'auteur y expose et cherche à prouver une hypothèse nouvelle : durant les deux premiers siècles, les chrétiens ne sont pas tombés sous le coup d'une loi spéciale, interdisant le christianisme. Les juges en condamnèrent peut-être quelques-uns par application de certaines lois de droit commun. La vraie base juridique des persécutions fut, en dehors de toute *loi pénale*, le *jus coercitionis*, le pouvoir discrétionnaire de police dont les grands magistrats étaient investis pour la sécurité de l'État et dont ils se sont servis notamment contre les chrétiens réputés ennemis de l'État. Afin de mieux étayer une hypothèse brillante mais peu solide, l'auteur expose à grand renfort d'érudition les traits principaux de la politique religieuse de l'État romain, et cherche à montrer que *toutes* les fois que Rome a sévi contre les cultes dissidents, elle l'a toujours fait par des mesures de coercition, jamais par de vraies lois pénales. La répression du christianisme ne devait faire exception. Rome n'a jamais porté une loi contre les chrétiens : elle a laissé librement ses magistrats se servir de leur pouvoir de police.

Les adhésions enthousiastes et presque universelles qui prônèrent pendant plusieurs années la thèse de Mommsen comme la solution nouvelle et définitive d'une controverse obscure et longtemps agitée sont devenues dans ces derniers temps moins nombreuses et plus modestes. Tandis que le nombre des adversaires augmente <sup>2</sup>, plusieurs des partisans convaincus d'autre-

<sup>1</sup> *Der Religionsfrevel im Römischen Recht*, dans *Historische Zeitschrift*, 1890, t. LXXIV, p. 389-429.

<sup>2</sup> Par ex. : L. de Combes, *La condition des juifs et des chrétiens à Rome et l'édit de Néron*, dans *Revue catholique des institutions et du droit*, années 1903 et surtout 1904 ; J. de Guibert, *Le délit de christianisme dans l'empire romain avant les édits du III<sup>e</sup> siècle*, dans *Revue théologique française*, 1905, p. 42 ss., 96 ss. Patrick J. Healy, *The Valerian persecution*, Londres, 1905, p. 37 ss. Adh. d'Alès, *La théologie de Tertullien*, Paris, 1903, p. 384-388, est visiblement favorable au système de la loi d'exception ; M. Duchesne est plus catégorique dans son *Histoire ancienne de l'Église*. Paris, 1906, p. 106, que dans ses *Origines chrétiennes* autographiées, p. 106 ss. F. Augar, *Die Frau im römischen Christenprocess* (*Texte und Untersuchungen* de A. Harnack, XXVII, 4, Leipzig, 1905), combat directement (p. 65 ss.) la thèse de Mommsen, tout en étant disciple de M. Harnack ; Att. Profumo, *Le fonti ed i tempi dello incendio Nero-*

fois en sont venus à insister beaucoup plus sur les lois de droit commun, notamment de sacrilège et de lèse-majesté <sup>1</sup>, ils mitigent leurs conclusions, consentent à reconnaître que les objections ne sont pas à dédaigner, avouent même qu'il faut renoncer à invoquer des arguments qui semblaient être des soutiens solides de l'édifice savamment érigé par Mommsen.

A vrai dire, on a répondu à une grande partie des arguments invoqués par Mommsen et ses partisans, mais personne — que nous sachions du moins — n'a examiné à fond celui que nous venons d'exposer plus haut. Bien plus, certains adversaires de la théorie de Mommsen semblent disposés à admettre que l'État romain n'a jamais appliqué que des mesures de coercition pour réprimer les autres cultes dissidents, que dès lors la persécution légale dirigée contre les chrétiens constitue une exception isolée aux règles traditionnelles suivies par Rome dans la répression des religions exotiques <sup>2</sup>.

Nous nous proposons, dans cet article, d'examiner de plus près quelle fut la politique religieuse de l'État romain et quelle place vient y occuper la législation persécutrice dirigée contre les chrétiens. Nous espérons pouvoir montrer qu'une vraie loi pénale proscrivant directement le christianisme n'apparaît pas comme une anomalie ni même comme un cas isolé dans la conduite habituelle du pouvoir romain en matière religieuse, mais que, bien au contraire, elle s'harmonise parfaitement avec cette conduite et découle tout naturellement du principe fondamental de la politique religieuse de Rome, s'inspire des mobiles qui motivaient généralement la répression des cultes dissidents, et n'est devenue une loi permanente que parce qu'une première mesure de coercition avait été inefficace. Nous basant encore,

niano, Roma, 1905, chap. II, rejette l'hypothèse de Mommsen et propose une solution nouvelle à laquelle il a obtenu l'adhésion de M. J.-E. Weis (*Literaturische Rundschau*, 1906, col. 51 ss.), autrefois un chaud partisan du droit de coercition. M. P. Lejay (*Rev. d'histoire et de littérature religieuse*, 1906, p. 258) est revenu à son opinion d'autrefois, au système de M. P. Allard.

<sup>1</sup> Par ex. Ad. Harnack, *Der Vorwurf des Atheismus in den drei ersten Jahrhunderten* (*Texte und Untersuchungen*, t. XXVII, 4, 1905); A. Linsenmayer, *Zur Frage nach der juristischen Basis der Christenverfolgungen im Römischen Reich* dans *Historisch-politische Blätter*, Munich, 1905, p. 618 ss.; A. Linsenmayer, *Die Bekämpfung des Christentums durch den römischen Staat*, Munich, 1905, chap. III; C. Lübeck, dans *Theologische Revue*, 1904, p. 516.

<sup>2</sup> Par ex. J. de Guibert, art. cité dans *Revue théolog. française*, 1905, p. 106; F. Augar, *op. cit.*, p. 68.



avant tout, sur les données de Mommsen <sup>1</sup> et de ses partisans, nous essaierons de montrer qu'une loi exceptionnelle de proscription contre le christianisme cadre parfaitement avec la politique religieuse de l'État romain, surtout sous l'Empire.

Tout d'abord, il convient d'établir une distinction fondamentale entre les citoyens romains et les étrangers.

Comme toutes celles de l'antiquité, la religion romaine était essentiellement nationale. Or, il est de la nature d'une religion vraiment nationale de ne concerner que les seuls citoyens. L'étranger résidant ou domicilié en territoire romain était exclu de l'exercice du culte national; il était donc naturel qu'il ne fût pas molesté dans la pratique de son propre culte, tant que celui-ci ne blessait pas la moralité ou ne troublait pas l'ordre et la sécurité de l'État. Aussi peut-on affirmer sans hésitation, dit Mommsen, que les Romains n'ont jamais prohibé sur leur territoire l'exercice local d'un culte étranger <sup>2</sup>. Les sujets de l'État romain, non citoyens, jouissaient donc d'une liberté religieuse pleine et entière.

La religion romaine se réduisant en définitive au culte, et le culte étant une branche de l'administration romaine, c'est l'État qui réglementait le culte et déterminait les devoirs religieux des citoyens. L'intervention de l'État, qu'elle se fit par mesures répressives transitoires ou par dispositions définitives, pouvait avoir pour but : ou bien d'urger pour les citoyens la nature *obligatoire* du culte officiel, ou bien de sauvegarder le caractère *national* de la religion romaine, en empêchant que celle-ci ne fût supplantée par des cultes étrangers ou corrompue par des cérémonies exotiques.

<sup>1</sup> Surtout *Der Religionsfrevel* déjà cité.

<sup>2</sup> Les divers municipes gardaient leur dieu et leur culte national : « Unicumque etiam provinciae et civitati suus deus est, ut Syriae Astartes [Adagartis *Fuld.*], ut Arabiae Busares, ut Noricis Belenus, ut Africae Coelestis, ut Mauritaniae reguli sui. Romanas, ut opinor, provincias edidi, nec tamen romanos deos [romani dei *Fuld.*] earum, quia Romae non magis coluntur quam qui per ipsam Italiam municipali consecratione censentur : Casiniensium Beluentinus, Narniensium Visidianus, Asculunorum Ancharia, Volsiniensium Nortia, Ocriculorum Valentia, Lutrinatorum Hostia, Faliscorum in honorem patris Curis et accepit cognomen Juno. » Tert., *Ap.*, 24. Cf. *Ad Nat.*, II, 8. Les citoyens des municipes qui allaient s'établir à Rome y conservaient leur culte national. Festus, p. 157 a : « Municipalia sacra vocantur, quae ab initio habuerunt ante civitatem Romanam acceptam, quae observare eos voluerunt pontifices et eo more facere quo adsuescent antiquitus. »

Quelle a été l'action du pouvoir romain à ce double point de vue ?

« La religion romaine était essentiellement et avant tout une religion nationale ; son objet est en premier lieu non pas l'honneur des dieux, mais le salut de l'État qui est censé dépendre de la bienveillance des dieux comme d'une condition nécessaire <sup>1</sup>. » C'est l'accomplissement des devoirs religieux qui devait assurer à l'État cette protection des dieux qui veillent sur sa prospérité <sup>2</sup> : la pratique du culte national était donc un acte et un devoir de patriotisme, et l'État devait punir les offenses faites à la divinité s'il voulait échapper au courroux de celle-ci.

Ainsi se comprend facilement qu'à l'origine, outre le délit privé comme le vol, et le crime public comme la haute trahison, il y ait eu probablement, comme troisième catégorie criminelle, le délit religieux, punissable d'après une procédure criminelle spéciale qui était de la compétence du tribunal ecclésiastique des pontifes <sup>3</sup>.

Dans les temps historiques, le délit religieux avec procédure spéciale a bien vite disparu. Le sentiment religieux s'affaissant, la religion devint de plus en plus un instrument politique entre les mains du pouvoir souverain, ce qui fit baisser l'autorité des pontifes. Depuis que le pouvoir suprême s'était réservé le droit d'infliger aux citoyens la peine de mort ou les fortes amendes, les pontifes ne pouvaient plus prononcer de sentences capitales, et bientôt leurs jugements n'eurent plus d'autre sanction que celle de la conscience. Ainsi disparut de bonne heure la procédure spéciale pour crime religieux. A peine en est-il resté quelques vestiges ; telle la punition infligée par les pontifes aux Vestales qui violaient leurs vœux.

Le délit lui-même disparut comme catégorie spéciale. Les cas spéciaux rentrèrent dans le droit commun. « La divulgation des oracles sibyllins fut punie comme parricide ; le *sacrilegium* ou vol dans le temple fut l'objet de poursuites civiles, comme le vol

<sup>1</sup> Hardy, *op. cit.*, p. 4.

<sup>2</sup> De là cette thèse païenne, réfutée par les apologistes : les Romains doivent à leur fidélité religieuse à l'égard des dieux la grandeur et la prospérité de leur Empire. Voir Tert., *Apol.*, 25, 26.

<sup>3</sup> Mommsen, *Religionsverweh.*, p. 390.

et l'inceste ou tout autre délit de droit commun <sup>1</sup>. » En dehors de ces cas, la punition directe du délit religieux ne se retrouve pas dans la législation criminelle ordinaire <sup>2</sup>. « Le droit criminel public ne s'étend pas à la conduite religieuse du citoyen <sup>3</sup>. »

Au milieu du scepticisme grandissant on finit par se persuader que les dieux avaient à venger leurs offenses eux-mêmes : *Deorum injuriae diis curae*, dit Tibère. Tertullien montre de la façon la plus énergique que personne ne peut être forcé d'honorer les dieux de l'Empire. Tout le monde a le droit de dire : « Je ne veux pas des faveurs de Jupiter : qui es-tu pour me les imposer ? Que Janus courroucé me lance les regards qu'il veut : qu'as-tu à y voir <sup>4</sup> ? » L'impiété n'entraîne plus de peines civiles <sup>5</sup> ; le faux serment prêté en invoquant les dieux n'est plus puni par la loi <sup>6</sup> ; les simples citoyens n'ont aucune obligation de participer aux actes du culte <sup>7</sup>.

Cependant, si l'État se souciait peu de châtier le scepticisme des citoyens qui ne pratiquaient pas le culte officiel, il veillait néanmoins à conserver à ce culte son caractère de religion d'État, en prenant des mesures contre les cultes étrangers ou les cérémonies nouvelles qui auraient pu supplanter ou corrompre le culte des dieux du Capitole.

Cicéron nous rapporte en substance une ancienne loi défendant aux citoyens d'honorer des divinités nouvelles ou étrangères, qui n'auraient pas été officiellement reconnues <sup>8</sup>. C'était

<sup>1</sup> L. Guérin, *Étude sur le fondement juridique des persécutions*, dans *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1895, p. 604.

<sup>2</sup> Mommsen, *Religionsfrevel*, p. 393.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 392.

<sup>4</sup> *Apol.*, 28 : « Ne prae manu esset jure libertatis dicere : Nolo mihi Jovem propitium : tu qui es ? Me conveniat Janus iratus ex qua velit fronte : quid tibi mecum est ? »

<sup>5</sup> Cic., *De legibus*, II, 8, 19 : « Pietatem adhibento.... qui secus faxit, deus ipse vindex erit ; » II, 10, 25 : « Non judex, sed deus ipse vindex constituitur. »

<sup>6</sup> *Ibid.*, II, 9, 22 : « Perjurii poena divina exitium, humana dedecus. » Tert., *Ad Nat.*, I, 10 : « Consentiant enim ipsi nihil esse quod dejerant, immo insuper et praemio afficiunt, quia publice contempserit perjurii vindices. Quanquam perjurii apud vos quotusquisque purus est ? immo jam per deos dejerandi periculum evanuit, potiore habita religione per Caesarem dejerandi, quod et ipsum ad offuscationem pertinet deorum vestrorum ; facilius enim per Caesarem pejerantes punirentur quam per ullum Jovem. » Cf. *Apol.*, 28.

<sup>7</sup> J. Marquardt, *op. cit.*, I, p. 253 ss. ; cf. Mommsen, *Röm. Strafr.*, p. 568.

<sup>8</sup> Cicér., *De leg.*, II, 8, 19 : « Separatim nemo habessit deos, neve novos sive advenas nisi publice adscitos ; privatim volunt quos rite a patribus cultos

là, semble-t-il, l'ancien principe fondamental autour duquel pivotait toute la politique religieuse de l'État romain. Mais la religion romaine n'ayant rien de métaphysique, il est tout naturel que le principe ait été appliqué avec plus ou moins de rigueur d'après les exigences politiques du moment. Les conquêtes successives, le cosmopolitisme qu'elles entraînent, l'extension du droit de cité avec la promiscuité toujours grandissante de citoyens et de pérégrins, la marée montante du scepticisme et l'engouement d'un grand nombre de Romains pour certains cultes étrangers, surtout orientaux, toutes ces causes réunies devaient nécessairement entraîner une tolérance de plus en plus grande.

Primitivement la religion romaine était très simple : une mythologie tout à fait rudimentaire, quelques cérémonies religieuses en l'honneur de divinités qui étaient la représentation des forces cachées de la nature conçues comme des volontés, tel était le noyau primitif de la religion de la ville de Romulus. Mais cette cité naissante était destinée à devenir la reine du monde antique. A chaque conquête nouvelle les dieux de Rome et du Latium se trouvaient en présence des divinités d'autres nations. Tolérer sans restriction les cultes nationaux des peuples qui entraient dans l'orbite romaine, c'était affaiblir l'unité même au point de vue politique, en faisant disparaître le caractère national d'un culte qui s'identifiait avec l'État romain. Les proscrire, c'était blesser les sentiments religieux des peuples vaincus et leur rendre la sujétion plus difficile ; c'était, en outre, dans l'esprit des Romains qui considéraient comme vraies toutes les religions nationales <sup>1</sup>, s'aliéner la bienveillance et la protection des dieux vaincus.

La sûreté du coup d'œil politique et l'extrême malléabilité du concept religieux permirent aux Romains de concilier le caractère national de la religion avec les exigences du respect qu'on

acceperint]. • En voici la raison, *ibid.*, 10, 25 : « Suosque deos aut novos aut alienigenas coli confusionem habet religionum et ignotas caeremonias sacerdotibus. » Cf. Serv., *Ad Aen.*, 8, 187 : « Cautum enim fuerat et apud Athenienses et apud Romanos ne quis novas introduceret religiones. »

<sup>1</sup> Voilà pourquoi les généraux romains invoquaient, avant la bataille, les dieux des ennemis pour se les rendre propices. Cf. Min. Felix, *Octav.*, 6 : « [Romani] dum universarum gentium sacra suscipiunt etiam regna meruerunt. »

croyait devoir aux divinités des peuples soumis. En même temps qu'elle incorporait les peuples, Rome nationalisa quelques-unes de leurs divinités : elle ouvrit plus larges les portes de son Panthéon, et à côté des anciens dieux indigènes, « dii indigites, » vinrent se ranger dans une fraternelle intimité les divinités nouvelles, les « dii novensiles <sup>1</sup>. » C'est ainsi que, soit par adjonction, soit surtout par assimilation <sup>2</sup>, les dieux de l'Italie, puis de la Grèce, finalement même ceux de l'Orient et de l'Égypte, furent successivement autorisés à venir prendre place dans le cercle des dieux du Capitole <sup>3</sup>, parmi les « sacra populi Romani. »

## II.

Sous la République, les affaires religieuses étaient de la compétence spéciale du Sénat <sup>4</sup>. Sans disparaître sous l'Empire, cette autorité du Sénat en matière religieuse fut cependant restreinte, parce que l'empereur prit, en sa qualité de *Pontifex Maximus*, la direction suprême du culte <sup>5</sup>.

Le Sénat avait d'abord la prérogative de pouvoir accorder aux dieux étrangers cette espèce de consécration publique qu'il leur donnait droit de cité dans le sanctuaire du culte romain. « Vetus erat decretum, dit Tertullien, *Apol.*, 5, ne qui deus ab imperatore consecraretur nisi a senatu probatus <sup>6</sup>. » « Status dei cujusque in senatus aestimatione pendebat, » répète-t-il au chapitre 13 <sup>7</sup>.

<sup>1</sup> Cf. Tert., *Ad Nat.*, II, 17.

<sup>2</sup> Arnobe, III, 38 : « Nam solere Romanos religiones urbium superatarum partim privatim per familias spargere, partim publice consecrare, ac ne aliquid deorum multitudine aut ignorantia praeteriretur, brevitatis et compendii causa uno pariter nomine cunctos novensiles invocare. » Cf. Hardy, p. 5 ss.

<sup>3</sup> Tert., *Ap.*, 6 : « Capitolio.... id est curia deorum; » *De spect.*, 12 : « Capitoliolum omnium daemonum templum. »

<sup>4</sup> Voir G. Sérullaz, *op. cit.*, livre II : le rôle du Sénat en matière religieuse, p. 94-131. P. Willems, *Le Sénat*.

<sup>5</sup> Le Sénat décernait ou refusait à l'empereur mort l'apothéose, qui classait définitivement le défunt parmi les dieux de l'empire.

<sup>6</sup> E. Beurlier, *Essai sur le culte rendu aux empereurs romains*, Paris, 1890, traduit mal ce passage de Tertullien, p. 55 : « C'est une vieille coutume qu'un empereur ne peut devenir dieu qu'avec l'approbation du Sénat. » Comme le prouve évidemment la suite du passage de Tertullien, il ne s'agit pas de l'apothéose d'un empereur, mais de la reconnaissance publique d'une divinité étrangère. Cf. *Ad Nat.*, I, 10; Euseb., *H. E.*, II, 2.

<sup>7</sup> Cf. J. Marquardt, *op. cit.*, I, p. 52, note 2.



Mais les honneurs de cette reconnaissance officielle n'étaient pas toujours accordés par le Sénat conservateur : ils furent probablement refusés au dieu Alburnus que M. Æmilius avait voulu faire admettre <sup>1</sup>. Souvent le peuple ne tenait pas compte des prohibitions sénatoriales et continuait à pratiquer le culte non reconnu. Bien des fois, des dieux auxquels on avait d'abord refusé la reconnaissance légale, dont on avait même expulsé le culte, finissaient par obtenir, grâce à la pression du peuple ou plus tard des empereurs, le sénatus-consulte qui consacrait officiellement leur divinité. L'histoire du culte de Bacchus et des divinités égyptiennes nous en fournit de remarquables exemples <sup>2</sup>.

En vertu du même principe fondamental, le Sénat devait surveiller l'exercice des cultes exotiques.

Dans certains cas c'était avant tout le souci de la religion nationale qui poussait le pouvoir à proscrire des religions étrangères et à défendre aux citoyens l'exercice d'une *religio* ou *superstitio externa* ou de *caeremoniae extraneae*. « Quoties hoc patrum avorumque aetate negotium est magistratibus datum, ut sacra externa fieri vetarent, sacrificulos valesque foro, circo, urbe prohiberent, vaticinos libros conquirerent comburerent-que, omnem disciplinam sacrificandi praeeterquam more Romano abolerent? Judicabant enim prudentissimi viri omnis divini humanique juris, nihil aeque dissolvendae religionis esse, quam ubi non patrio sed externo ritu sacrificaretur <sup>3</sup>. » Ainsi s'exprime, d'après Tite-Live, Postumius en 188 avant Jésus-Christ.

Les auteurs nous ont conservé brièvement la mention de quelques-unes de ces interventions. En 425 avant Jésus-Christ, on ordonne aux édiles de veiller « ne qui nisi Romani dii non quo alio more quam patrio colerentur <sup>4</sup>. » En 213, le Sénat ordonne au préteur de donner un édit « ne quis in publico sacrove loco novo aut externo ritu sacrificaret <sup>5</sup>. »

<sup>1</sup> C'est dans ce sens que nous comprenons le texte *Ap.*, 5, où Tertullien fait allusion à un fait peu connu : « Scit M. Æmilius de deo suo Alburno : » « M. Æmilius en sait quelque chose à propos de son dieu Alburnus » auquel il avait fait vœu d'ériger un temple, d'après *Ad Nat.*, I, 10. Remarquons que d'après *Ad Marcionem*, I, 18, « Deum commentatus est Metellus Alburnum. »

<sup>2</sup> Cf. Tert., *Apol.*, 6; *Ad Nat.*, I, 10. Inutile d'entrer ici dans de plus longs développements, qu'on peut trouver dans G. Sérullaz, *op. cit.*; Hardy, *op. cit.*, p. 8 ss.

<sup>3</sup> Tite-Live, XXXIX, 16.

<sup>4</sup> Tite-Live, IV, 30.

<sup>5</sup> *Ibid.*, XXV, 1.

Mais dans un État où la religion ne connaît pas d'intolérance purement dogmatique, où le spirituel et le temporel se confondent dans une commune subordination à un même pouvoir politique, il va de soi que les mesures qui restreignent, directement ou indirectement, la liberté du culte seront le plus souvent moins inspirées par le zèle de la religion que par les préoccupations politiques et le souci de l'ordre public. Et dans ces cas, il sera d'ordinaire très difficile de discerner jusqu'à quel point ces mesures restent sur le terrain politique ou s'étendent au domaine religieux. Il en était ainsi dans l'État romain. Dès que le pouvoir jugeait que l'exercice d'un culte étranger ou la pratique de cérémonies nouvelles cachait peut-être des crimes, poussait à l'immoralité, constituait un danger pour l'ordre public ou contrariait les desseins politiques, il n'hésitait pas à intervenir énergiquement. Comme exemples nous pouvons citer la suppression « turpitudinis causa » des *sacra Nyctelia* <sup>1</sup>; la fameuse répression des orgies des *Bacchanalia* <sup>2</sup>; l'interdiction des sacrifices humains en Italie <sup>3</sup> et en Afrique <sup>4</sup>. En Gaule, Auguste interdit expressément aux citoyens romains l'exercice du culte celtique <sup>5</sup>, Tibère supprima les druides « et hoc genus vatium medicorumque » <sup>6</sup>, enfin Claude abolit complètement la religion cruelle des druides <sup>7</sup>. Tibère sévit contre les Isiaques et surtout contre les Juifs, mais peut-être contre ceux-là seuls qui, en devenant citoyens romains, n'avaient pas accepté la religion nationale : quatre mille furent enrôlés et envoyés en Sardaigne, les autres expulsés de l'Italie ou du moins de Rome, « nisi certum ante diem profanos ritus exuissent » <sup>8</sup>. On décréta des peines sévères contre les astrologues, les magiciens, les diseurs de

<sup>1</sup> Serv., *Ad Aen.*, IV, 303.

<sup>2</sup> Tite-Live, XXXIX, 18 ; Val. Max., I, 3, 1. Cf. Wagener, *Observations complémentaires sur la lecture de M. Giron relative à la liberté de conscience à Rome*, dans *Bullet. de l'Acad. roy. de Bruxelles*, 1893, 3<sup>e</sup> série, t. XXVI, p. 315 ; Hardy, *op. cit.*, p. 10 s. ; Sérullaz, *op. cit.*

<sup>3</sup> Plin., *Nat. hist.*, XXX, 1, 12.

<sup>4</sup> Tert., *Apol.*, 9.

<sup>5</sup> Suét., *Claud.*, 25.

<sup>6</sup> Plin., *Nat. hist.*, XXX, 1, 14.

<sup>7</sup> Suét., *Claud.*, 25. Cf. Sérullaz, *op. cit.*, liv. III : Le druidisme, p. 132-152, qui cherche à tout expliquer par le droit sur les associations.

<sup>8</sup> Tacite, *Ann.*, II, 85. Cf. Philon, *Leg. ad Gai.*, 23, 14 ; Suét., *Tib.*, 36 ; Flav. Jos., *Ant. jud.*, XVIII, 3, 5. Voir Mommsen, *Religionsfrevel*, p. 408 ; Wagener, *op. cit.*, p. 324.

bonne aventure et autres chevaliers d'industrie de même sorte <sup>1</sup>. Les peines statuées contre la castration par la loi *Cornelia de sicariis et veneficis* <sup>2</sup> furent appliquées à la circoncision ; plus tard cependant on fit une exception en faveur des Juifs <sup>3</sup>. Marc-Aurèle fit punir de la *relegatio in insulam* ceux qui, sous prétexte de religions nouvelles ou de prophéties, excitaient les masses et corrompaient les bonnes mœurs <sup>4</sup>.

### III.

Quels étaient le caractère et la portée de ces diverses mesures d'intervention dans les affaires religieuses ?

L'ancienne loi rapportée par Cicéron <sup>5</sup> avait été peut-être primitivement une loi pénale, sanctionnée par la peine capitale <sup>6</sup>. Mais, dans les derniers temps de la République et sous l'Empire, elle n'avait plus gardé ce caractère.

Guérin, il est vrai, semble croire qu'on aurait pu l'invoquer encore pour intenter une action criminelle devant les tribunaux <sup>7</sup>. Le Blant <sup>8</sup> et plusieurs autres partisans du système des lois de droit commun prétendent encore que la *religio illicita, superstitio nova et extranea*, était un délit de droit commun que les juges pouvaient punir en vertu de cette loi. Mommsen a essayé d'établir que l'apostasie, c'est-à-dire l'abandon des *dii publici populi romani*, au moins quand on passait à une religion monothéiste, constituait pour le citoyen romain le *crimen laesae religionis* classé dans la catégorie des *crimina majestatis* <sup>9</sup>.

<sup>1</sup> Val. Max., I, 3, 2 ; Paul, *Sent.*, 5, 21 ; Suét., *Tib.*, 36.

<sup>2</sup> *Dig.*, XLVIII, 8, 4.

<sup>3</sup> Cf. Wagener, *op. cit.*, p. 316 ss. *Dig.*, XLVIII, l. VIII, 11 : « Circumcidere Judaeis filios suos tantum rescripto divi Pii permittitur : in non ejusdem religionis qui hoc fecerit, castrantis poena irrogatur. » Paul, *Sent.*, V, 22, 4 : « Judaei si alienae nationis comparatos servos circumciderunt, aut deportantur, aut capite puniuntur. »

<sup>4</sup> Modestinus dans *Dig.*, XLVIII, 19, 30 ; Paul, *Sent.*, 5, 21.

<sup>5</sup> Plus haut, p. 10.

<sup>6</sup> P. Vigneaux, *Essai sur l'hist. de la Praefectura Urbis à Rome*, Paris, 1896, p. 208.

<sup>7</sup> *Étude sur le fondement juridique des persécutions*, dans *Nouv. Rev. hist. de droit*, t. XIX, 1896, p. 605, note 4.

<sup>8</sup> Ed. Le Blant, *Les persécuteurs et les martyrs*, Paris, 1893, p. 68 s.

<sup>9</sup> Mommsen, *Römische Strafrecht*, p. 569 ss. Nous avons exposé et réfuté cette opinion avec tous les arguments allégués par Mommsen, *Revue des quest. historiques*, t. LXXVI, p. 5-28.

Mais ces opinions, que nous ne pouvons examiner ici en détail, s'appuient uniquement sur des textes qui n'ont aucune portée *juridique* ou sur des faits qui n'appartiennent pas à la *juridiction* criminelle régie par les lois pénales, mais qui relèvent soit de la *coercitio*, soit — comme pour le cas de Pomponia Graecina — du tribunal domestique, une institution ancienne dont l'action assez arbitraire n'était pas restreinte aux seuls crimes *juridiques* fixés par la loi. D'ailleurs l'histoire de saint Paul nous prouve positivement que — avant l'incendie de Rome — la profession d'une religion monothéiste, en particulier du christianisme, n'était pas considérée par les magistrats, même pour un citoyen romain, comme un délit juridique. Nous en concluons, en passant, que les lois en vertu desquelles les chrétiens ont été condamnés pour crime religieux (*superstitio nova, laesa religio*) n'existaient pas dans l'ancien droit commun, mais ont été portées nouvellement et directement contre le christianisme.

Mais si la loi enregistrée par Cicéron n'existait plus comme *loi criminelle*, elle restait certainement debout comme un *principe fondamental de politique religieuse*, comme une règle générale et traditionnelle, inspirant et légitimant toutes les mesures particulières qu'il plaisait au pouvoir de décréter en matière de surveillance religieuse <sup>1</sup>. Ce n'étaient pas les juges qui appliquaient cette loi dans leurs sentences, c'était le Sénat, ou l'empereur, ou les magistrats avec droit de coercition qui l'appliquaient, d'après les exigences du moment, par les diverses dispositions dont nous avons indiqué quelques exemples.

Ces mesures spéciales d'application, inspirées par une politique d'opportunisme, n'avaient pas toutes le même caractère. D'après Mommsen, les décisions du Sénat sous la République n'étaient que des instructions destinées à régler l'exercice de la *coercitio* : se rapportant à des cas particuliers, elles ne peuvent être considérées comme des règles législatives, bien qu'elles aient pu constituer des antécédents qui pouvaient avoir leur

<sup>1</sup> Tous les arguments invoqués par E. Le Blant, *op. cit.*, p. 68-69, ne prouvent pas autre chose, comme il l'insinue lui-même en parlant de « l'instinct de défense traditionnel » et d'applications faites « au nom du même principe. » H. Leclercq, *Comment le christianisme fut envisagé dans l'Empire romain* (Rev. Bénéd., 1901, p. 141-176), ne fait que répéter la même chose, p. 169-170.

influence sur la jurisprudence <sup>1</sup>. Le même historien reconnaît cependant que, sous le principat, les sénatus-consultes et les édits impériaux restreignent le *jus coercendi* en rattachant son exercice à un fait déterminé <sup>2</sup>. Cette restriction nous rapproche déjà de la juridiction criminelle proprement dite.

N'est-il pas permis d'aller plus loin et de considérer au moins quelques-unes de ces mesures comme de *vraies lois pénales* ? En effet, il y en a qui sont permanentes de leur nature, enchaînent la liberté des magistrats, définissent nettement le délit, fixent les peines et se trouvent enregistrées dans le code pénal <sup>3</sup>. Que faut-il de plus, à l'époque de la décadence, pour avoir de véritables lois criminelles qu'on peut invoquer, sinon devant les *quaestiones perpetuae*, au moins devant les juges statuant *extra ordinem*, auxquels étaient déferées les causes des chrétiens.

Observons enfin que, généralement, quand les Romains avaient à sévir contre une secte religieuse, « ils la proscrivaient *en bloc*, sans s'inquiéter du degré de culpabilité plus ou moins grand qui pouvait exister chez tel ou tel individu <sup>4</sup>. »

Ces données nous permettent de comprendre comment les édits de proscription du christianisme cadrent parfaitement avec l'ensemble de la politique religieuse des Romains.

1° D'abord, ils étaient basés sur l'ancien principe traditionnel que nous avons étudié. Si les nombreuses applications particulières que nous venons de rappeler n'étaient pas là pour expli-

<sup>1</sup> *Religionsfrevel*, p. 412 s.

<sup>2</sup> *Religionsfrevel*, p. 413.

<sup>3</sup> Par exemple les dispositions concernant la circoncision (v. plus haut, p. 15, notes 1-4), les devins et les auteurs de nouvelles religions. Paul, *Sent.*, 21, 1 : « Vaticinatores qui se deo plenos esse adsimulant, primum fustibus caesi, civitate pelluntur, perseverantes autem in vincula publica conjiciuntur aut in insulam deportantur vel certe relegantur. » Cf. Suét., *Tib.*, 36 ; Tac., *Ann.*, II, 32 ; Ulpien, *Coll. leg. Mos.*, XV, 2, 1 et 3 ; Tert., *Apol.*, 35 (in fine). Voir Mommsen, *Röm. Strafrecht*, l'art. *Divination*, p. 861-865. Au sujet des nouvelles religions : Paul, V, 21, 2 : « Qui novas sectas vel ratione incognitas religiones inducunt, ex quibus animi hominum moveantur, honestiores deportantur, humiliores capite puniuntur. » Modest., *Dig.*, XLVIII, t. XIX, 30 : « Si quis aliquid leves hominum animi superstitione numinis terrentur, divus Marcus rescripsit hujusmodi homines in insulam relegari rescripsit. » Voir Mommsen, *Religionsfrevel*, p. 579. Qu'on veuille bien ne pas nous objecter que ces dispositions sont basées avant tout sur des considérations d'ordre et de moralité : nous verrons que ce furent des motifs semblables qui inspirèrent les lois contre le christianisme.

<sup>4</sup> Guérin, *op. cit.*, p. 721.

quer la genèse de la proscription de la religion chrétienne, le chapitre 5 de l'*Apologétique* suffirait pour nous l'apprendre. Tertullien entreprend de retracer l'*origine* des lois de persécution. Immédiatement, il rappelle le *vetus decretum*, en vertu duquel la divinité, et par conséquent le culte d'un dieu ou d'une religion, ne pouvait être reconnue que par l'approbation du Sénat. Après avoir cité, à l'appui de son affirmation, le cas de M. Æmilius et avoir finement raillé une règle qui mettait la divinité à la merci des hommes, il en arrive à l'application de cette règle à la religion chrétienne. Tibère, dit-il, qui était empereur au moment de la naissance du christianisme, voulut faire approuver par le Sénat la divinité de la nouvelle religion ; mais le Sénat refusa ; Tibère n'en persista pas moins dans son opinion et défendit de molester les chrétiens. Après lui, au contraire, Néron, le premier, condamna le nom chrétien et tira « le glaive césarien » contre la nouvelle secte.

Nous n'avons pas à examiner ici la vérité de cette intervention de Tibère, qu'aucun autre texte ne vient corroborer et qui pourrait bien n'être qu'une anecdote légendaire, fruit d'une combinaison entre deux éléments : l'expédition vraie ou raisonnablement supposée d'un rapport de Pilate à Tibère, au sujet de la vie et de la mort du Christ <sup>1</sup>, et le fait d'une large liberté accordée aux chrétiens dans l'Empire, jusqu'au jour de l'incendie de Rome. Vraie ou fausse, cette anecdote, présentée de la manière que nous venons de voir, prouve chez Tertullien la conviction que la persécution se rattache en dernière analyse au *vetus decretum* qui renfermait le principe fondamental de toute la politique religieuse de l'État romain.

2° Ensuite, la proscription du nom chrétien était motivée beaucoup moins par l'aversion pour les opinions doctrinales nouvelles que par des considérations de moralité et de sûreté publiques se rattachant à la vie des fidèles. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler les *flagitia nomini [christiano] cohaerentia* et la *superstitio prava et immodica* de Pline <sup>2</sup>, les *christiani, genus hominum superstitionis novae ac maleficae*, de

<sup>1</sup> Cf. *Apol.*, 21. On peut voir dans A. Ehrhard, *Die altchristliche Litteratur und ihre Erforschung von 1884-1900*, erste Abteilung, Freiburg im Breisgau, 1900, p. 144-146, l'état de la question d'après les ouvrages les plus récents

<sup>2</sup> Plin., *Ep.*, X, 96.



Suétone <sup>1</sup>, et surtout le sombre tableau dans lequel Tacite <sup>2</sup> nous dépeint l'appréciation des païens de Rome sur les disciples abhorrés d'un dieu qui avait été crucifié par ordre d'un gouverneur romain. Sans doute, ce n'étaient là que des appréciations superficielles, des opinions fausses et calomnieuses, des soupçons qu'on ne se donnait pas la peine de contrôler, mais il n'en est pas moins vrai qu'aux yeux d'une grande partie du peuple et du gouvernement, le chrétien passait pour un être, sinon coupable, du moins capable de tous les crimes et digne de tous les châtimens. Voilà pourquoi les apologistes s'attachent moins à établir la vérité dogmatique de leur religion que l'innocence de la vie et la fidélité publique de leurs coreligionnaires.

L'autorité pouvait donc croire, à tort, que les motifs qui l'avaient poussée à réprimer d'autres cultes, existaient au moins au même degré, avec la haine universelle en plus, pour la proscription du christianisme. Mais, ici, il n'y avait pas de cérémonies rituelles publiques, il était difficile de préciser les faits et impossible de prouver des crimes qu'on supposait être commis dans les réunions clandestines. Quoi de plus naturel, pour un pouvoir qui ne se piquait pas de scrupules en matière de justice, que de proscrire la religion elle-même et de condamner en bloc et sans examen spécial tous ceux qui avouaient *être chrétiens*?

3° Enfin, comme nous l'avons expliqué autrefois <sup>3</sup>, la répression du christianisme a commencé par une *mesure de police transitoire*, prise à l'occasion de l'incendie de Rome, alors que Néron avait besoin de victimes pour détourner de lui-même les soupçons et les accusations du peuple. Mais, quand, à cette occasion, la police romaine eut constaté le nombre et l'obstination irréductible des accusés, les ramifications multiples de la secte et la continuation d'une propagande qui devait perpétuer les mêmes abus supposés, aucun magistrat romain n'aura été surpris de voir succéder bientôt à une mesure de police passagère et locale une disposition législative, un sénatus-consulte *général et permanent de proscription* : « non licet esse christianos. »

Bruges.

C. CALLEWAERT.

<sup>1</sup> Suét., *Nero*, 16.

<sup>2</sup> *Ann.*, XV, 44.

<sup>3</sup> *Revue d'histoire ecclésiastique* (1902), t. III, p. 338 ss. ; 347 s.

---

# UNE ABBAYE DE FILLES AU XVIII<sup>E</sup> SIÈCLE

---

## GOMERFONTAINE

(Suite)

---

### VI. — LES RAPPORTS ANNUELS DES ABBESSES DE GOMERFONTAINE

Les lignes qui précèdent nous donnent une idée générale de ce qu'était, au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'état économique de l'abbaye. Elles nous font connaître — encore que très succinctement — comment on y vivait matériellement et quelles étaient les habituelles occupations des cisterciennes de M<sup>me</sup> de La Viesville. Mais elles nous renseignent imparfaitement sur l'état moral de la communauté, sur les sentiments des vénérables abbesses qui y vécurent, sur leurs angoisses touchant les biens du ciel et ceux de la terre, sur leurs opinions concernant les affaires du royaume; en un mot, sur l'*âme* de l'abbaye de Gomerfontaine. Pour lever le voile qui dérobe à nos yeux l'état d'esprit profondément religieux et résigné de cet intérieur claustral, il nous suffira de rapporter textuellement ici quelques-uns des rapports que les abbesses adressaient, chaque année, à leurs administrées, dans la salle capitulaire de Gomerfontaine. Les exemples que nous en donnerons se présentent sous la forme qui suit :

*Rapport fait par M<sup>me</sup> de La Viesville, abbesse de Gomerfontaine, à ses religieuses, le 31 décembre 1710*

De même qu'on a fait voir, dans l'arrêté du compte de l'année

passée, la misère dont il a plu à Dieu châtier son peuple, nous sommes dans l'obligation de faire remarquer dans le présent compte que, dans la récolte de 1709 qui n'a été que dès mars, on a recueilli une si grande abondance d'orge qu'après en avoir pris toute la nourriture de la communauté (ladite communauté s'étant de bien bon cœur et dans un esprit de pénitence soumise aux ordres de Dieu, et ayant joint à cette pénitence celle de ne boire que de l'eau), il s'est trouvé que l'on a encore vendu pour 1,358 livres 7 sols 9 deniers, *quoiqu'on ait nourri chaque jour près de cent pauvres* <sup>1</sup>.

Il est à remarquer que, nonobstant une si pauvre nourriture, la santé de toutes les religieuses n'a jamais été si bonne. Cependant, on sent bien que la main de Dieu est toujours appesantie sur nous. Les guerres étant allumées partout avec une extrême violence, de telle sorte que nous sommes à la veille, si Dieu n'arrête le cours des victoires de nos ennemis, de les voir au milieu de la France, ayant pris presque toute la Flandre et faisant payer contribution jusqu'à Abbeville et Amiens, ce qui a contraint le roi à faire lever des sommes considérables sur son peuple, et à réduire les rentes de l'hôtel de ville qui étaient au denier quatorze et dix-huit au denier vingt, et à en surseoir le paiement pour la présente année, n'ayant été payées en cette année que des six derniers mois pour 1709, ce qui a rendu l'argent extrêmement rare, la misère ayant percé jusque dans les maisons les plus opulentes. Nous avons vu, avec bien de la douleur, plusieurs communautés manquer entièrement et être obligées de chercher parmi leurs proches de quoi subsister. Craignons que ce ne soit que le commencement de nos misères. Efforçons-nous de fléchir la colère de Dieu par un sérieux retour vers lui. Demandons-lui la paix avec instance, faisons en sorte qu'elle règne toujours parmi nous, et que nous puissions vivre et mourir les fidèles épouses de Jésus-Christ. Ainsi soit-il.

31 décembre 1714

Cette vie n'est pas le lieu du repos et de la tranquillité. Dieu,

<sup>1</sup> Il est à noter qu'en sus de ces charités, les religieuses de Gomerfontaine recevaient souvent auprès d'elles, en qualité d'oblats et de frères donnés, des vieillards indigents qui n'étaient plus capables de travailler.

par un effet de sa bonté, permet que les biens temporels ne se conservent et ne s'acquièrent qu'avec des peines et des difficultés propres à en faire valoir le néant, la vanité et l'inconstance, et, par là, empêcher le cœur de l'homme d'y mettre son affection. C'est, mes chères sœurs, ce que nous avons encore éprouvé très particulièrement cette année par la continuation du déficit des monnaies qui a empêché qu'on ait pu conserver dans les familles l'argent nécessaire pour les faire subsister, étant obligés de s'en défaire ou d'acheter des provisions que les marchands vendent le double des autres années, comme on le remarquera par le prix des choses nécessaires à la subsistance et à l'entretien de la vie. Nous ne sommes point encore sortis de cet embarras, le déficit des espèces continuant jusqu'au mois d'août de l'année 1715. La viande a augmenté de prix de moitié outre la raison ci-dessus. La mortalité des bestiaux, qui s'est répandue presque dans toutes les provinces du royaume, causée par une contagion qu'on peut regarder comme une peste, l'a rendue si rare qu'en bien des endroits on a cessé d'en manger et que c'est une des misères qui ont le plus obéré les communautés.

La paix générale n'a pas encore fait sentir la douceur qui doit accompagner un si grand bien, n'y ayant presque point de diminution à nos maux, mais Dieu, qui se plaît à nous faire connaître qu'il nous châtie en père plein de miséricorde, mélange ses corrections d'effets de sa bonté. Il nous humilie sans vouloir nous confondre. Il ne veut point que nous perdions la confiance que nous devons avoir en lui qui est l'auteur de tous les biens. Les blés qui avaient été, avant la moisson, d'une cherté très grande, se trouvent à présent considérablement diminués par l'abondance que sa bonté paternelle en a donnée à toute la France. Cette maison en a recueilli le double des autres années. Ce qui la soulagera beaucoup.

Les vignes ont peu donné, aussi bien que les fruits, ce qui a rendu le vin et le cidre très chers et augmenté la dépense, ne pouvant que difficilement remplacer les fruits qu'il faut pour les collations d'une maison réformée. Cette considération de la difficulté de nourrir une communauté qui fait toujours l'abstinence et qui jeûne sept mois de l'année, et le désir que j'ai qu'elle ne souffre point du peu de facilité qu'on a à trouver dans les cam-

pagnes ce qui convient à la subsistance d'un grand nombre de filles, m'a fait faire l'entreprise d'un étang qu'on a placé derrière la maison dans un espace de terre de deux arpents et demi environ, qui n'était rempli que de joncs et de fort mauvaises herbes n'étant d'aucun avantage aux pâturages....

*31 décembre 1715*

La mort est un tribut qu'il faut que tous les hommes payent selon l'ordre établi et prescrit de toute éternité dans les décrets de Dieu. Les têtes couronnées comme le reste des hommes n'en peuvent être dispensées. Il est écrit et résolu que tout homme doit mourir. C'est une loi qu'il faut subir et un arrêt dont l'exécution est inévitable. Nous avons une preuve éclatante de cette vérité dans la perte que nous avons faite le 1<sup>er</sup> de septembre dernier 1715 de très haut et très puissant prince Louis de Bourbon, roi de France, quatorzième du nom, qui, après avoir gouverné pendant soixante-cinq ans le peuple que Dieu lui avait confié, a, comme le plus simple particulier de son royaume, payé le tribut à la nature. Cette mort est arrivée dans le temps où nous pouvions compter de ressentir les doux fruits d'une paix générale que ce grand monarque venait de conclure.

Nos flatteuses espérances se sont changées en crainte et la défiance s'est emparée de tous les cœurs de ceux qui pouvaient, ou rétablir le commerce par la circulation de l'argent, ou l'entretenir par une mutuelle correspondance. Personne ne voulant risquer, chacun a resserré sa bourse, et l'argent, par cette crainte, est devenu plus rare que jamais. Mais, persuadés que nous sommes que Dieu assiste puissamment ceux et celles qui ont confiance en lui, nous avons lieu d'espérer quelques soulagements à nos maux. Nous devons sans cesse demander à Dieu ses secours et les attendre des soins continuels et de la vigilance de ceux qui nous gouvernent, qui ne tendent qu'à rétablir la confiance qui est absolument nécessaire, et sans laquelle il n'est pas possible de soulager un peuple qui se trouve accablé par de longues et fâcheuses guerres.

Les maux dont nous nous plaignons sont autant d'avertissements par lesquels Dieu nous rappelle à lui et, en nous deta-

chant des choses d'ici-bas, nous apprend qu'il mérite seul tout notre attachement.

La divine Providence nous a donné pendant cette année des marques si étendues et si particulières de sa protection que nous ne pouvons lui en rendre de trop grandes actions de grâces et, quoique nous ayons été privées des secours dont M<sup>me</sup> de Maintenon avait la bonté de nous aider par les pensions qu'elle nous faisait, le Seigneur a permis que nous ayons soutenu le pesant fardeau de faire subsister une nombreuse communauté dans des temps aussi durs et aussi difficiles que ceux-ci. Les denrées, pendant cette année, ont continué d'être très chères; les réparations dans les fermes et dans la maison sont augmentées à un point qu'il ne nous aurait pas été possible d'y subvenir si Dieu n'avait donné une ample bénédiction sur notre récolte, ce qui nous a dispensées d'acheter, comme nous avons fait les années dernières, des blés pour nourrir la communauté....

*31 décembre 1720*

Aucune de nous, mes chères sœurs, n'oubliera le pitoyable état dans lequel la France a été réduite par les divers changements qui ont été faits à son gouvernement pendant le cours de ces deux dernières années, mais celles qui viendront après nous auront peine à comprendre la triste situation où elle s'est trouvée et ce que notre maison a fait de perte sur ses revenus presque en un moment. C'est pourquoi nous en ferons une faible peinture afin d'en tracer une idée à celles qui viendront après nous, qui leur fasse connaître d'où est venue la diminution de notre temporel et qui les engage à plaindre les embarras où nous avons été.

Quoi que nous ayons pu vous dire, mes chères sœurs, du commencement de peine que nous avons éprouvé l'année dernière, des fréquentes augmentations et diminutions des espèces d'or et d'argent qui en rendaient l'usage et la garde également à charge, quoi que nous ayons pu vous dire de l'excessive cherté des marchandises, tout cela n'était que le prélude de nos maux.

La quantité de billets de banque répandus dans tout le royaume et par le remboursement des rentes de l'hôtel de ville et de toutes celles qu'on avait sur le roi et par des fortunes

immenses que des particuliers ont faites sur la Banque et la Compagnie des Indes, qui leur ont produit jusqu'à des cinquante millions, ont tellement rempli l'État de papier et les ordres du roi étaient si rigoureux sur la garde des espèces sonnantes, que ceux qui en avaient les portaient au change pour avoir des billets et que d'autres les resserraient, ce qui en a entièrement arrêté la circulation, en sorte qu'on ne voyait plus que du papier dont on se défait, ce qui a produit une quantité infinie de remboursements qui ont ruiné presque toutes les familles, les particuliers et surtout les communautés, tous leurs revenus étant demeurés entre leurs mains en papier.

Encore si les marchandises étaient restées à un prix raisonnable, on aurait été moins sensible à l'anéantissement presque complet de son revenu, mais ceux qui s'étaient enrichis par le commerce du papier, et qui avaient fait des fortunes énormes, n'ayant pas pris confiance en leurs malheureux trésors, ont mis tout en usage pour les réaliser en bons effets, s'étant mis en la place des créanciers, leur donnant toutes sortes de facilités pour acquitter leurs dettes, ce qui a fait passer entre leurs mains les plus considérables terres du royaume. Ils ne se sont pas arrêtés au seul fond, ils ont acquis de toutes mains et par toutes sortes de voies illégitimes. Tout leur était bon, argenterie, diamants, meubles, équipages, étoffes, maisons superbes qu'ils ont fait bâtir. Enfin, tout ce qui leur servait au luxe ou à la volupté, rien ne leur paraissait assez magnifique pour soutenir leur nouvelle fortune. Ils donnaient aux marchands le triple de ce que valaient leurs marchandises, crainte qu'elles ne leur échappassent, et les marchands eux-mêmes, qui ne faisaient pas fond sur le papier, vendaient également cher à tout le monde et toutes les choses nécessaires à la vie et au vêtement, en sorte que pour subsister très modiquement, il a fallu prendre une partie des fonds qu'on avait dans ses coffres, en papier qui, tout à coup, par un arrêt du conseil du roi, s'est trouvé réduit à la moitié, par des diminutions qui devaient se faire, de mois en mois, jusqu'à la fin de l'année. Quoiqu'il ait plu à Sa Majesté de rétablir, fort peu de jours après, ces billets dans leur première valeur, ils n'ont plus été regardés par tous ses sujets que comme des effets qui, tôt ou tard, deviendraient à rien. C'est pourquoi chacun s'est empressé de les changer en espèces son-



nantes ou en marchandises à plus d'un dixième de perte. L'on se trouvait heureux quand on pouvait avoir d'un billet de 1,000 livres 130 livres, à proportion des billets de 100 livres, de 50 et de 10 livres. On ne peut exprimer combien de crimes le malheureux agiotage a produits et quels horribles désordres il a apportés dans le royaume et l'extrême misère où il l'a réduit. Le roi, touché de compassion des souffrances de son pauvre peuple, a rétabli pour environ 40 ou 50 millions de rentes sur son hôtel de ville. Ce débouché n'ayant pas été suffisant, Sa Majesté a encore créé de nouvelles rentes sur les tailles. Malgré cette bonté, il demeure une si grande quantité de billets entre les mains des particuliers qu'il est impossible, ou que leur fond ne périclite, ou que le roi ne s'endette beaucoup plus que le feu roi son bisaïeul ne l'avait fait pour les guerres de l'État.

Pour nous, mes chères sœurs, quoique nous n'ayons pas retiré nos fonds de l'hôtel de ville par le conseil de nos amies, ayant différé d'en recevoir le remboursement, nous ne le trouvons guère mieux, car les rentes ayant été réduites du denier 25 au denier 40, il vous est aisé de comprendre la perte que nous faisons sur notre revenu.

Outre le renversement du temporel, le royaume s'est encore vu affliger de divers fléaux de la justice de Dieu irritée contre son peuple. Les grêles, les incendies, les maladies contagieuses, même la peste, ont désolé plusieurs villes et provinces depuis plus de six mois. Cette terrible maladie a fait des désordres affreux à Marseille et dans quelques autres villes de la Provence où elle est encore, ce qui nous rend les marchandises qui nous viennent de ce port de mer très chères. Nous avons eu notre part du mauvais air, la rougeole ayant attaqué la plupart de nos petites pensionnaires.

La récolte a été partout abondante en blé et autres grains, mais l'année a été si humide et les pluies si continuelles, qu'on a eu mille peines à faire la moisson, les blés étant serrés et si couchés par terre que les ouvriers de la campagne ont voulu avoir plus que leur paye ordinaire. D'ailleurs ils étaient si rares qu'on peut regarder comme un des plus grands embarras qu'on ait eu la difficulté qu'on a eue d'en trouver pour toutes sortes d'ouvrages. Le paysan était devenu fort arrogant, étant le seul

qui n'ait pas souffert du malheur général. Le peu d'argent qu'on avait allait à payer ceux qu'on employait, et comme le blé a été à grand marché, ils aimaient mieux ne pas travailler que d'avoir du papier ou de ne pas avoir tout l'argent qu'ils exigeaient qui était le double du prix ordinaire. Sans un régiment qui campait à Gisors, l'on n'aurait pas pu parvenir à faire la récolte dans ce pays et aux environs de Paris où l'on avait aussi répandu des troupes. Les soldats ont servi fort utilement à la récolte et aux ouvrages de la campagne. Il faut dire à la louange de notre communauté que tout ce qu'elle a pu faire de travaux, soit au jardin en cueillant les légumes ou au clos en ramassant le foin, elle s'y est portée avec un zèle digne de l'esprit de notre sainte règle qui ordonne aux moines le travail des mains.

*31 décembre 1721*

Il n'y a pas l'adoucissement, mes très chères sœurs, aux misères que la France a essuyées l'année précédente; la quantité infinie de billets de banque répandue dans le royaume par le remboursement fait par le Roi, par les particuliers et par les fortunes immenses que les agioteurs avaient faites les avait tellement multipliées que l'État s'en trouvant surchargé et beaucoup plus endetté qu'il n'était, le Roi a été obligé de décrier lesdits billets et a ordonné qu'il serait fait une déclaration des fonds qu'on avait placés, des remboursements qu'on avait reçus ou de ceux qu'on avait faits, des billets qui restaient entre les mains et d'où ils provenaient, ce qui a été exécuté par toute la France. Nous avons fait aussi notre déclaration, ayant porté au visa un récépissé sur les tailles de 4,500 fr., dont on rendra compte lorsque les affaires de l'État seront rangées. L'on attend la suite de ce rangement qui, selon les projets qui en paraissent, ira à faire prendre plus de la moitié de ses billets et à faire placer le reste, ou sur l'hôtel de ville ou ailleurs, à des deniers très bas. Il est aisé de comprendre ce qu'ont dû souffrir presque toutes les familles et communautés du royaume; surtout celles qui n'avaient pas de biens en terre et qui n'avaient que des rentes qui leur ont été remboursées en billets, l'argent étant devenu d'une rareté extrême par le peu de confiance, ce qui a été cause qu'il n'a pas circulé. L'on a eu beaucoup de peine d'en tirer de

ceux qui en devaient, et l'hôtel de ville n'a payé que la demi-année de ses rentes. Les pensions et autres charges de l'État ne le sont point du tout. Les marchandises, tant pour la nourriture que pour l'entretien de la vie, ont continué à être d'un prix excessif, surtout celles qui sont tirées de la Provence. Les ouvriers ont été très rares et très chers. On ne peut guère exprimer l'embarras où l'on s'est trouvé pour faire subsister les communautés. Il a été d'autant plus grand, surtout pour la nôtre, que nous n'avons recueilli aucun fruit, pas eu de quoi faire un muid de cidre et que notre jardin ne nous a pas fourni de légumes pour notre nourriture, en sorte que, comme on le verra par les comptes de cette année, il a fallu généralement acheter de toutes sortes de fruits servant aux collations. Enfin, notre basse-cour n'a pas mieux réussi. Dieu nous a fait sentir qu'il est maître de tout, qu'il gouverne également les créatures inanimées et les raisonnables, et qu'il s'en sert à l'exécution de sa justice.... Les maladies contagieuses ont continué dans le royaume. Elles ont fait de grands progrès dans la Provence, le Comtat d'Avignon et les pays voisins. Il a régné aussi partout des maladies moins malignes à la vérité, mais très longues. Notre communauté en a eu sa part.... Mais Dieu, qui sait mortifier par justice, soutient en père rempli de miséricorde et de tendresse ses enfants. Nous l'expérimentons avec reconnaissance, car, quoique nous n'ayons jamais eu tant de peines et de difficultés à faire subsister la maison à cause de la rareté de l'argent et de la perte de plus de la moitié de nos rentes, et qu'il nous ait fallu faire plus de la moitié du double de la dépense ordinaire à cause de la cherté des vivres, nous nous trouvons, par le secours de sa divine Providence, sans dettes. C'est à nous à travailler, mes chères sœurs, et à lui à daigner bénir nos travaux. Rapportons-lui-en toute la gloire et tâchons d'attirer, par notre gratitude, de nouveaux secours de sa bonté; humilions-nous sous sa main puissante et servons-le avec fidélité dans les diverses épreuves qu'il fait de nous. Il est juste, et nous sommes pécheurs.

Voulant laisser la connaissance à celles qui viendront après nous de ce qu'étaient les billets de banque qui ont été recherchés avec avidité par tous les Français et même par les étrangers, préférés par eux à l'argent et à toutes les autres richesses, pour satisfaire à leurs justes curiosités, je mets ici un de ces

chéris billets <sup>1</sup> que j'ai conservé à cette intention. Il y en avait de 10,000, de 1,000 et de 100. La seule différence était d'un carré de papier plus grand.

*31 décembre 1727*

Cette année doit être comptée, mes chères sœurs, pour une des meilleures qu'on ait eues depuis du temps, ayant été abondante en blé, grains et tout autre bien de la terre. Les vignes ont beaucoup produit, ce qui a rendu le vin à bon marché; les arbres ont pareillement fait merveille. Dieu a ouvert sa main, et toutes ses créatures ont été comblées de ses bénédictions. Il a répandu ses dons et ses libéralités sur les pauvres. Nous avons eu notre part de ses bienfaits, ayant eu une bonne récolte des fruits et tout ce qui nous est nécessaire pour notre subsistance. La chaleur de l'été a été si grande que peu de gens se souviennent d'en avoir vu une aussi extrême. Elle n'a pas eu d'intervalle depuis le mois de mai jusqu'à la Toussaint. On trouvait aussi peu de rafraîchissement pendant les nuits que dans la plus forte ardeur des jours, ce qui a tellement échauffé le sang par cette intempérie de l'air que les maladies ont été considérables pendant l'automne et tout l'hiver. Goutte, rhumatismes, fluxions de poitrine, petites véroles, ont presque toujours régné et ont emporté beaucoup de monde.... M. le duc de Noailles <sup>2</sup>, lieutenant général des armées du Roi, premier capitaine de ses gardes et grand d'Espagne, encore plus élevé par sa piété, nous a fait l'honneur de nous rendre visite cette année avec une bonté et une amitié qui nous a remplies toutes de reconnaissance. L'intérèssément et la bonne volonté qu'il nous a fait paraître nous

<sup>1</sup> Le billet est ainsi conçu, sur un modèle très connu :

N<sup>o</sup> 1044919

Dix livres tournois

La Banque promet payer au porteur à vue dix livres tournois en espèces d'argent, valeur reçue. A Paris, le premier janvier mil sept cent vingt.

Vu par le s<sup>r</sup> Fenellon,  
Giraudeau.

Signé par le s<sup>r</sup> Bourgeois,  
Delanauze.

Contrôlé par le s<sup>r</sup> Durevest,  
Granet.

<sup>2</sup> Adrien-Maurice, duc de Noailles, 1678-1766, maréchal de France, ambassadeur, président du Conseil des finances sous la Régence, etc., continua à l'abbaye de Gomerfontaine la bienveillance que lui avait témoignée sa tante, M<sup>me</sup> de Maintenon.

font espérer que nous trouverons en lui la même protection que nous a accordée en tout son oncle.

Toujours, mes chères sœurs, nous restera-t-il un souvenir édifiant de la piété avec laquelle le grand seigneur a rempli chez nous ses devoirs de christianisme pendant les deux jours que nous avons eu le bonheur de le posséder.

Continuez à prier pour la conservation de S. Ém. Mgr le cardinal de Noailles. La crainte qu'on a eue de le perdre au commencement de l'année par une grande et dangereuse maladie qu'il a eue jette tout son troupeau dans l'alarme à la moindre indisposition de ce saint prélat. Jamais on n'a vu une tendresse, un respect et un attachement plus universellement marqués que celui qu'on fit paraître à Paris pendant cette maladie. Les églises étaient plus remplies qu'aux jours de grande solennité, les gémissements et les larmes se mêlaient aux prières.

Chacun croyait perdre un père, un ami, une consolation dans ses malheurs, un protecteur puissant auprès de Dieu et un saint sur la terre. On vit la joie éclater avec autant de sincérité en apprenant son rétablissement que le chagrin avait été marqué pendant sa maladie.

*31 décembre 1729*

Les continuelles maladies que j'ai eues depuis près de six mois m'ont empêché, mes chères sœurs, de m'appliquer à dresser un petit détail des événements plus considérables qui sont arrivés dans le cours de l'année 1729, pour mettre à la tête des comptes, selon notre usage. Une autre raison de ce retardement a été l'obligation de vous y parler de l'affliction que m'a causée la perte que toute l'Église a faite d'un des plus respectables, des plus saints et des plus vigilants pasteurs qu'elle ait eus. C'est S. Ém. Mgr Louis-Antoine, cardinal de Noailles, archevêque de Paris. J'étais attachée à son illustre personne par des sentiments du respect le plus profond, par ceux d'une reconnaissance aussi parfaite que ses bontés, ses charités et son amitié pour moi ont été étendues et continuelles. Vous le savez, mes chères sœurs, combien ce saint cardinal m'a honorée de sa protection et les preuves qu'il m'a données d'une bonté toute paternelle. Vous les avez partagées avec moi ainsi que l'amitié de ce saint prélat. Il vous goûtait et vous vous souvenez des témoignages qu'il vous

a donnés dans la visite qu'il vous a rendue en 1727. Il m'a fait l'honneur de me dire que s'il avait une communauté comme la vôtre dans son diocèse, il en ferait ses délices. Je m'attendris en rappelant les obligations que je lui ai. Dieu m'a enlevé cet appui spirituel et temporel pour que je me tourne plus parfaitement vers lui et que je ne m'attache qu'à lui, qui est la source de toutes les bontés créées.

Je voudrais être capable de tracer ici un abrégé des vertus et de la sainte vie de Mgr le cardinal de Noailles, afin de laisser à celles qui viendront après nous une vénération profonde pour la mémoire de ce bienheureux cardinal. Je ne puis rien dire de mieux que de transcrire ce que ses grands vicaires et ses curés ont dit à sa louange en annonçant sa précieuse mort, eux qui avaient vécu sous ses yeux, qui avaient été formés par ses instructions et son exemple, étaient plus propres que les autres à rendre un témoignage véritable de la sainteté de sa vie. Il fut, dès ses plus tendres années, rempli de l'esprit de Dieu et fortifié par la grâce. Il sut conserver la modération dès sa plus tendre jeunesse. L'innocence fut le degré qui le fit monter à l'épiscopat. La sagesse, la modestie, la religion, semblaient lui être naturelles. Il s'était établi dans la piété par une douceur qui le rendait affable, accessible et aimable à tout le monde. Son caractère était une égalité parfaite, toute sa conduite fut régulière et uniforme <sup>1</sup>. Il ne fut point sujet aux irrégularités et aux changements. Pendant une longue vie ce fut un seul personnage et ce fut celui d'évêque, et d'évêque uniquement occupé de ses fonctions et rempli de l'esprit de son ministère. La simplicité faisait sa vertu dominante. Le cardinalat ne fut point, pour lui, l'occasion de paraître avec une munificence de prince. Ses meubles étaient modestes, sa table frugale, son train simple. Il n'y avait rien de grand ni de remarquable dans son palais que la vertu de l'archevêque qui l'habitait. Il gouvernait son troupeau avec une autorité pleine de modération, de douceur et de charité, chérissait ses curés, les écoutait avec bonté, les traitait avec tendresse, ne les appelait que ses frères et ses coopéra-

<sup>1</sup> L'éloge des vertus du cardinal de Noailles n'est plus à faire. Mais il semble que la reconnaissance ait emporté un peu loin M<sup>me</sup> de La Viesville dans celui qu'elle fait de son caractère. On se souvient, en effet, des indécisions du prélat dans les questions du jansénisme et du quietisme.

teurs. Il regardait le revenu de son archevêché, seul bénéfice qu'il possédait, comme un fonds étranger qui n'était dans ses mains que pour passer dans celles des pauvres. Plus de onze cent mille livres ont été employées à les soulager depuis la misérable année 1720 et pour soutenir les maisons ruinées de son diocèse, pour soulager la misère de beaucoup de nobles familles. Les hôpitaux de Paris, faits par son testament ses légataires universels, prouveront qu'il est un de ces hommes de miséricorde que Dieu avait placé sur le siège du plus riche évêché du royaume. Il est mort, digne d'être pleuré de tout le monde, le 4 mai 1729, âgé de soixante et dix-neuf ans.

Nous avons eu, la même année, au mois de novembre, la visite de Mgr le duc de Noailles, son neveu, qui a fait l'honneur à ma sœur de Bonnavet, sa parente, de lui donner le voile blanc. Il nous a donné, pendant son séjour, mille preuves de bonté et d'amitié.

Sur la fin de cette année, il y a eu des rhumes et des fluxions si considérables et si universels qu'aucune province n'en a été exempte, et fort peu de particuliers dans les familles et les communautés. Pour la nôtre, mes chères sœurs, vous savez qu'à l'exception de quatre ou cinq de vous autres, vous l'avez toutes été d'une façon si considérable qu'il est surprenant comment plusieurs n'en sont pas mortes comme ailleurs, car ce mal a emporté une infinité de personnes, et plusieurs sont mortes de mort subite dans le même temps. Du reste, l'année a été bonne, à l'exception des fruits qui nous ont encore manqué.

### *31 décembre 1731*

Si nous devons rendre grâce à Dieu de ses bienfaits, nous ne sommes pas moins obligées de regarder comme des effets de sa bonté et de sa miséricorde les croix et les afflictions qu'il nous envoie, elles doivent exciter notre reconnaissance en exerçant notre foi. Or, cette année a été abondante en visites du Seigneur.

La mort nous a enlevé plusieurs de nos religieuses. La première a été ma chère sœur Rosalie de La Viesville dont la jeunesse, la piété et les talents nous font regretter la perte, et sa mort édifiante laisse un souvenir d'elle qui porte à une confiance

entière du bonheur dont elle jouit, et l'envie d'imiter une piété tendre qui lui a mérité tant de grâces. Nous avons aussi perdu la Mère Marie-Madeleine de Roüy. La dévotion, l'exactitude à l'office divin, l'amour du travail des mains ont fait pendant une longue vie son caractère particulier. La Mère Angélique Hallé a fini aussi une longue carrière d'infirmités et de faiblesses.

La sécheresse a été excessive, en sorte que, depuis l'automne de l'année passée jusque presque à la fin de celle-ci, on n'a eu de pluies que par de violents orages, ce qui a rendu la terre si dure qu'elle n'a fourni aucunes pâtures aux bestiaux, qui ont souffert beaucoup. La viande, la volaille ont été très rares, les mars n'ont pu pousser. Ils ont manqué partout, les nourritures des chevaux ont été hors de prix. Nous avons eu huit mille bottes tant de foin que d'autres grains et gerbes moins que les années précédentes. Les blés ont été, malgré cette sécheresse, d'une beauté et d'un rapport si considérables qu'ils ont produit presque le double des autres années. Presque partout les rivières ont tari, ce qui a rendu les vivres et le bois d'une cherté excessive.

Cette extrême sécheresse, jointe à une violente et continuelle chaleur pendant tout l'été, a causé des tonnerres presque continuels et si terribles que, de mémoire d'homme, on ne se souvient pas d'en avoir entendu de si effrayants. Il y a peu d'endroits du royaume où ils n'aient fait des dégâts très considérables par leurs chutes qui ont toujours causé ou des incendies ou des renversements d'édifices. Des villages entiers ont été consumés par le feu, beaucoup de personnes ont été tuées, une infinité de familles ruinées.

La nuit du 4 au 5 de juin, après avoir essuyé depuis les six heures du soir tout ce que le vent, la grêle et la pluie ont de plus furieux, lorsque notre communauté croyait pouvoir prendre du repos, à minuit précis, il fit un coup de tonnerre qui, par son terrible bruit, nous fit comprendre qu'il était tombé sur notre maison. Nous courûmes à l'église. Notre confesseur et les domestiques du dehors étaient aussi venus par le bruit du fracas du clocher, de la charpente, de la voûte, le renversement des entablements, le brisement des fenêtres. La chaleur y était si considérable, jointe à la fumée, à la senteur du soufre et de la poudre, que nous ne doutions pas que le feu fût caché dans le



haut de l'église. Après que nous fûmes assurés de la protection que Dieu nous avait accordée, notre reconnaissance suspendit notre alarme. Nous dîmes, en action de grâces, un *Te Deum* sur l'escalier, ne pouvant entrer dans l'église où il tombait sans cesse des pierres et du bois. Il serait difficile de croire tout ce que nous avons remarqué des effets extraordinaires de ce tonnerre, ayant passé et repassé par des endroits aussi petits qu'un grain de plomb. Il a entré dans notre chapelle de nuit ayant passé par le lambris sans le brûler, ayant percé la muraille pour passer sous l'avant-chœur du cloître de l'église où il a entré dans l'habit de chœur d'une religieuse qui était accroché avec trente autres, l'a roussi depuis un bout jusqu'à l'autre, l'a percé sans y mettre le feu. Il a ensuite sorti de l'église et a été rendre dans les fenêtres de la cellule d'une religieuse sans la blesser. Le dégât a été considérable et nous a attiré une réparation qui nous a coûté 2,352 livres 15 sols 6 deniers, ayant pavé notre chœur en pierre de Liais et marbre noir de Dinan parce que le parquet ancien était brisé. Nous avons été aidées par la protection que nous a accordée M. le duc de Noailles auprès de S. Ém. Mgr le cardinal de Fleury d'une aumône de 1,000 livres et de la part de M. de Tressan, archevêque de Rouen, de la remise de nos décimes pendant cinq ans.

31 décembre 1733

Nous avons commencé cette année dans la crainte que la petite vérole, qui avait pris, sur la fin de la précédente, à une de nos sœurs, ne se communiquât à une partie de notre communauté, mais, par un effet de la bonté de Dieu sur elle, cette maladie ne s'est pas étendue plus loin que sur trois de nos religieuses qui s'en sont tirées. Les rhumes, les fluxions dans la tête et dans la gorge n'ont pas cessé dans notre maison, en sorte que, dès la première semaine de carême, presque toutes les personnes qui la composent, tant en dedans qu'en dehors, furent contraintes de rompre l'abstinence et toutes le jeûne, à l'exception de la Mère prieure. On a eu beaucoup de peine à s'acquitter de l'office divin. Cette maladie a repris à diverses fois et a été générale dans tout le royaume, où il est mort une infinité de personnes, surtout à Paris, où les viandes manquèrent et où les

boulangers eurent peine à se défaire de leur pain. Les herbes qui servaient à la tisane renchérent extrêmement, aussi bien que le sucre. Du reste, il n'y a rien eu de remarquable, aucun événement qui mérite d'être cité. L'année a été parfaitement bonne en blé et autres grains, abondance de fruits et de cidre, mais peu de vin, ce qui le rend cher. Au milieu de l'année, a été déclarée la guerre contre l'empereur en Allemagne et en Italie, Elle s'est commencée avec succès de la part des Français et des Espagnols nos alliés. Dieu veuille protéger nos armées et, surtout, mettre la paix parmi toutes les puissances. Il faut le lui demander, avec instances, par de ferventes prières.

*31 décembre 1746*

La récolte de cette année présente, tant en blés qu'en mars, n'a pas été mauvaise, surtout celle de mars qui a été abondante. La saison a été des plus favorables pour serrer les grains qui ont été mis dans la grange au sec.

Nous avons perdu cette année une de nos sœurs converses, nommée sœur Françoise, âgée de quatre-vingt-cinq ans. Nous avons eu la consolation de recevoir pour la profession ma sœur Armande de Ségur. Sa dot et l'emploi qu'on en a fait est porté dans les comptes <sup>1</sup>. Nous avons aussi associé à notre maison Louis Lecomte, notre ancien domestique, en reconnaissance des bons et utiles services qu'il a rendus à notre maison pendant plus de quarante ans, nous étant engagées, par contrat, à le nourrir tant en santé qu'en maladie selon l'usage de l'ordre pour les frères associés et n'exigeant de lui aucun service à cause de ses infirmités. Nous avons fait plusieurs réparations dans la maison qui nous ont paru nécessaires à son avantage, comme le chemin qui conduit depuis la porte du dehors dans la rue qui passe devant le moulin et conduit jusqu'au chemin de Flocourt, appelé la Cavée, ou à présent le chemin de Chambors, qui était si rompu et rempli d'eau et de boue que les chevaux et chariots n'y pouvaient passer sans risque d'y périr, et qu'on a rétabli en faisant mettre une quantité de pierres de cron et sable, rangées avec ordre. Cela a fait une dépense assez considérable,

<sup>1</sup> Cette dot s'élève à 2,000 livres.

mais qui a mis ce chemin en si bon état que la plupart de vous autres l'ont approuvé et qu'il est applaudi de tout le monde. Outre cette réparation, nous avons fait faire une petite pièce d'eau dans la cour extérieure, où nous avons fait mettre une petite quantité de poissons. On nous a assuré qu'il frairait. Nous nous en aperçûmes déjà. Ce sera, par la suite, un profit considérable pour la maison qui est obligée d'en acheter tous les deux ou trois ans pour repeupler l'étang, où il vient facilement sans qu'on ait à craindre qu'elle puisse sécher. Elle fournit aussi de l'eau dans une fontaine qu'on a fait pratiquer dans le jardin de dehors. Tous ces ouvrages se sont faits sans qu'il reste aucune dette dans la maison que celles de Messieurs des eaux et forêts.

*31 décembre 1774 (Rapport de M<sup>me</sup> de Nadaillac)*

Quand donc viendra le temps, mes chères Mères et chères Sœurs, où je pourrai vous faire un récit consolant de nos intérêts communs? Je n'ai encore à mettre sous vos yeux qu'embarras pour la régie et cherté des vivres, tristes objets dont l'habitude ne peut adoucir l'amertume. Je n'en trouve le remède que dans vos cœurs.

La récolte de l'année 1772 a été assez considérable pour le fourrage, mais le blé n'a pas été abondant, ayant peu rendu. Il s'est soutenu à un haut prix et, à proportion, toutes les denrées ont augmenté, ce qui produit une telle difficulté de subjecter qu'on ne trouve des ouvriers qu'à force d'argent. Leurs journées sont du double plus cher, ne pouvant qu'à peine gagner pour avoir du pain.... Le vin a continué à manquer. Nous en avons acheté jusqu'à 90 et 100 livres le muid, même disette pour les fruits à couteau. D'après ce détail, vous vous attendez à cette conclusion, triste et trop ordinaire, que notre dépense surpasse la recette. Il nous sera impossible de les mettre en égalité tant que les années ne seront pas plus heureuses. L'année 1774 est remarquable par la mort de Louis XV le 10 mai. Ce monarque, après un long règne partagé entre Dieu et le siècle, donna, pendant sa dernière maladie, les preuves les moins équivoques de pénitence et des sentiments de religion et de foi qu'il avait toujours conservés. Il finit sa carrière en roi très chrétien. Louis XVI, son petit-fils, aujourd'hui régnant, nous fait espérer le bonheur

de l'État par la sagesse de ses vues et par le bon choix de ses ministres. C'est ainsi, mes chères sœurs, que nous voyons les rois et les empires se succéder sous le pouvoir du temps. Rien n'est stable, tout se dissout et semble, en périssant, faire hommage à l'immutabilité du Créateur, preuve convaincante qu'il n'est de vrai bonheur qu'à le servir et à mépriser pour lui le faux éclat du monde. Passons à la seule partie satisfaisante de cette rédition. L'année s'est écoulée sans que vous ayez été atteintes de maladie ni d'accidents. En faisant comparaison de l'exemption de cette calamité avec celles qui nous affligent, je dis avoir éprouvé plus de biens que de maux. Une personne bienfaisante, qui veut être inconnue, nous a donné 1,000 livres. La Providence nous a ménagé ce petit secours et nous devons reconnaître la main qui nous protège. »

C'est sur ce dernier mot de M<sup>me</sup> de Nadaillac que nous terminerons notre essai sur l'abbaye de Gomerfontaine. Les rapports de M<sup>me</sup> de Sarcus n'ont point assez d'importance pour être rappelés ici. Ils nous renseignent mal sur les derniers jours de l'abbaye, et c'est seulement un procès-verbal de la municipalité de Trie, éloquent dans sa sécheresse, qui nous apprendra que le 27 octobre 1790 les religieuses de Gomerfontaine furent dispersées et que le couvent fut à jamais fermé où, pendant six siècles, un si grand nombre d'abbesses et de religieuses avaient prié, lutté, souffert et vaincu.

BARON DE MARICOURT et A. DRIARD.

---

---

# LE FÉDÉRALISME

EN 1793 ET 1794

---

Les causes vaincues n'obtiennent pas de l'histoire la justice. Elles n'ont pas d'apologistes, si ce n'est après un long espace de temps pendant lequel les vainqueurs, par le silence ou par de fausses et perfides imputations, cherchent à ensevelir dans l'oubli la cause et ceux qui l'ont soutenue.

Il y eut, en 1793, un mouvement insurrectionnel contre la Commune de Paris, la Commune du 10 août, pour affranchir la Convention que cette assemblée dominait. Ce mouvement a été organisé par les libéraux de la région de l'ouest et appuyé par la plus grande partie des départements français. Il a été peu connu et indépendant de la Vendée avec laquelle il a été souvent confondu.

La *Révolution française* a publié (18 octobre 1894, tome XXVIII, page 15), sous le titre : « Les deux fédérations bretonnes-angevines, » un article où sont mêlés et, par là, un peu défigurés, les deux sujets Fédéralisme et Vendée. Les principaux historiens de la Révolution, sans aller aussi loin et sans trop s'avancer, d'ailleurs, dans le détail, ont mis le Fédéralisme en commun avec les autres oppositions au gouvernement républicain, politiques, religieuses, étrangères, ce qui était précisément le contraire de la pensée des fédéralistes.

Le présent travail a été entrepris avec le dessein de retracer le caractère du fédéralisme, d'établir les intentions et de fixer les prétentions des fédéralistes.

Il a été fait, pour la plus grande partie, avec les documents manuscrits des Archives nationales et imprimés de la Bibliothèque nationale.

Le *Moniteur* a été fidèlement suivi pour les années 1793-94 et 95.

Les travaux de Duchâtellier fils, de Wallon, de Camille Rousset, de l'adjudant général Savary, de Chuquet, des contemporains Vaultier, Boivin-Champeaux et Vivie ont été utilisés.

## I. — LES ORIGINES ET LES CAUSES DU FÉDÉRALISME

La Révolution, qui n'éclata que le 20 juin au Jeu de Paume, était, depuis longtemps, à l'état latent, et les dernières des années qui précédèrent 89 furent marquées d'une grande et générale agitation des esprits et de préoccupations politiques sérieuses.

La détresse financière remontait loin. Le gouvernement était, depuis longtemps, à la recherche d'expédients qu'on essayait sans obtenir de résultats. La misère était extrême. La culture gênée et délaissée, le malaise agricole amenait à tout instant, dans les campagnes, la disette et, ce qui était plus grave, l'appréhension de la famine qui eut une influence souveraine pendant toute la durée de ces temps.

L'anxiété était générale, on vivait avec la crainte d'un danger qu'on ne pouvait définir, de quelque malheur obscur et inévitable, mais qu'on sentait imminent : de là, aux approches de 89, un besoin universel de se sentir unis pour la défense commune et, par suite, la création d'associations pour faciliter les communications, assurer l'arrivée des approvisionnements, tenir tout le monde au courant des événements ; de là, enfin, contre les bandes de mendiants armés qui brûlaient les châteaux et détruisaient les titres de propriété et les chartes nobiliaires, les armements spontanés des villes et la création des premiers corps de volontaires.

A la veille de 89, par la faiblesse du gouvernement ébranlé de tous côtés, la situation ne s'était pas améliorée et, dans les premières agitations que souleva la convocation des États généraux, ces associations, d'abord simplement sociales, n'échappèrent point aux préoccupations politiques et partagèrent les angoisses de toute la nation.

Le 15 février 90, se réunissent à Pontivy deux de ces associations spontanées et, d'abord, isolées. L'une, fondée à Rennes,

20 janvier 89 <sup>1</sup>, était composée « des jeunes gens de Bretagne et d'Anjou, » et l'autre, formée le 26 octobre 1789, par des bourgeois libéraux volontairement mêlés à des nobles et à des paysans. « Nous nous réunissons, dit le président Ruinet du Tailly, maire de Pontivy, contre les factieux et pour soutenir l'Assemblée nationale. » On signait un pacte d'union, expression de la naïve confiance et du bon vouloir de la plupart des Français à l'aurore de la Révolution, et on formait un comité chargé d'établir des relations intimes entre toutes les villes de l'Ouest. Ce comité, dit *Comité de Pontivy*, ne se dissoudra pas et ses membres présideront plus tard, sous le nouveau nom de *Comité de Rennes*, à l'organisation et au développement du fédéralisme.

Le 20 mars 90, une députation des provinces de Bretagne et d'Anjou est admise à la séance de l'Assemblée nationale. L'orateur, Delaunay d'Angers, demande à faire la lecture du *Pacte fédératif de Pontivy*. Après cette lecture : « Vos mesures pour soutenir la Constitution, dit le président, n'étaient pas inconnues à l'Assemblée nationale,.... elle voit, dans vos milices, un appui pour la liberté et un gage de prospérité pour la nation. » — « La lecture du Pacte, dit le *Moniteur*, est, plusieurs fois, interrompue par les plus vifs applaudissements et l'Assemblée en ordonne l'insertion au procès-verbal et que (*sic*) quatre exemplaires seront remis à chaque député pour les envoyer dans les provinces. »

Le 26, les Angevins-Bretons se présentent à la Commune de Paris <sup>2</sup> : « Nous venons vous prier d'entrer dans une sainte et cordiale confédération. Elle n'a pour objet que de défendre notre Constitution et l'autorité légitime de nos Rois ; » et le président répond : « Vous avez donné un grand exemple à la France....

<sup>1</sup> « Nous avons unanimement arrêté et arrêtons de former, par une coalition indissoluble, une force toujours active dont l'aspect imposant frappe de terreur les ennemis de la régénération présente. »

M. Maufras-Duchâtellier, Breton patriote et libéral, a laissé à son fils Armand-René les matériaux du livre le plus sérieux qu'on ait publié sur le fédéralisme. Il avait assisté aux premiers jours des agitations et signalait cette réunion de la jeunesse bretonne en précisant la situation par quelques lignes sinistres : « Ce fut, dit-il, non une confraternité fédérative de jeunes gens, mais un élément complet d'organisation politique, soit que le chef de l'État pût leur faire défaut, soit que l'Assemblée nationale, restant sans réaliser son œuvre, le peuple fût obligé de se régir lui-même, comme il le faisait dans ce moment même. »

<sup>2</sup> Conseil général et conseil municipal réunis.

Nous avons adhéré à votre pacte fédératif, notre adhésion sera envoyée à toutes les sections de la capitale pour les engager à s'y joindre. »

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au 14 juillet 1790, aucune autre délégation fédérative n'est mentionnée au *Moniteur*.

Peu avant, à Montauban, la garde nationale avait signé un pacte d'union avec le régiment de Languedoc. Sur un blâme de la municipalité de la ville, le fait était apporté, le 8 avril, devant la Constituante. Charles de Lameth rappelle à l'Assemblée que les applaudissements qu'elle a donnés à la démarche des Bretons-Angevins ont engagé toutes les grandes villes de province à suivre leur exemple.

Mais la France n'avait pas attendu l'approbation de l'Assemblée. Le mouvement était général. Des fédérations entre gardes nationales d'abord et, ensuite, entre ces gardes nationales et l'armée, se formaient partout. Le 23 mai 90, un pacte d'union est signé à Rennes entre la garde nationale et les quatre régiments (officiers et soldats) de la garnison. A la suite de la fête arrivent, de toutes parts, des adhésions, toutes imprégnées des plus nobles sentiments de liberté, d'ordre, de fidélité au Roi et aussi de la naïveté de ces temps. C'était bien la fin de ce siècle douteur, aimable, spirituel, généreux et aveugle.

A la fin de 91, la Constituante se retirait. Elle avait établi entre le Roi et la nation un contrat qui assurait à celle-ci une influence possible sur les actes du gouvernement et mettait la loi, consentie des deux parts, à la place de l'autorité absolue, indiscutable, du Roi de l'ancien régime. Elle avait institué l'égalité civile et la liberté politique. Ces deux conquêtes de la Révolution française étaient acquises. « La Révolution est terminée, » disait l'infortuné Bailly. C'était vrai pour les sages et les honnêtes.

Mais la Constituante, par le plus généreux et le plus malheureux de ses décrets, celui qui interdisait à tous ses membres l'éligibilité à la Législative, avait amené, dans l'Assemblée qui lui succédait, une jeunesse échauffée par deux années de débats où tous les systèmes politiques avaient été discutés, tous les principes sociaux mis en question. Le besoin d'agir, de se signaler, de faire plus, et mieux, plus surtout qu'un adversaire poli-



tique, ce besoin dégagé, certes, chez les nouveaux législateurs, de toute pensée d'intérêt personnel, pouvait néanmoins, sous l'énorme pression des événements et en présence de résistances pourtant faciles à prévoir, passer facilement à la précipitation, à la violence. C'est ce qui arriva.

Cette Assemblée néfaste, la Législative, dominée par les Girondins, donne la main au désordre, laisse organiser l'émeute permanente et les agressions contre le Roi. Bientôt débordée elle-même par ceux qu'elle avait excités et soutenus, elle disparaît au milieu des fureurs de la guerre civile. La Convention lui succède le 20 septembre 92 et proclame immédiatement la République.

Beaucoup d'esprits sages, en province, avaient sincèrement admiré les grandes réformes de la Constituante et, sans être moins épris de l'égalité établie entre toutes les classes de la nation, ils avaient cependant vu avec peine qu'on dépassât cette Assemblée. Tout ce qui s'était fait à la fin de 91 et dans les premiers mois de 92 les mécontentait ; le 10 août, enfin, leur paraissait une usurpation de la ville de Paris sur la France. Ils se contenaient, mais les actes atroces de la Commune insurrectionnelle pendant ce terrible interrègne du 10 août au 20 septembre, vinrent exaspérer la majorité des Français. Les sentiments de confiance, de loyalisme des populations, pendant la durée de la Constituante, firent place aux doutes, aux anxiétés, aux alarmes.

La séparation, une séparation profonde, incurable, existait entre les membres de la Convention, même avant leur réunion. Le côté droit arrivait avec l'horreur de tout ce qui s'était passé depuis le 10 août et était décidé à ne s'entendre à aucun prix avec les meneurs de la gauche. Aussi les débats, dès le premier jour, ne sont qu'une lutte acharnée d'ennemis animés d'une haine irréductible et la méfiance était telle que, dès le 24 septembre, Buzot proposait la formation d'une garde tirée des quatre-vingt-trois départements « pour protéger la Convention. » La Commune du 10 août ne voulait pas de ce contrôle, de cet appui donné à Paris par la province. La proposition de Buzot, vivement combattue, et, néanmoins, votée, fut ajournée et, enfin, non exécutée.

Dès 88, les villes avaient formé des corps de volontaires

armés destinés aux besoins locaux (j'ai signalé, plus haut, ces corps de volontaires) : répression des troubles ; secours aux départements voisins pour le même objet ; envois spontanés d'auxiliaires aux troupes agissant dans le voisinage. Ces corps, levés en dehors du contingent réclamé pour l'armée, étaient payés et entretenus par leurs départements et, après la création de la garde nationale (14 juillet 89), pouvaient en recevoir aide et adjonction. Dans la discussion de sa proposition qui fut reprise plusieurs fois, Buzot distinguait nettement ces volontaires des volontaires qui devaient marcher avec l'armée et c'est aux premiers, et à eux seuls, conservés à Paris, qu'il voulait confier la protection de la Convention. Au sujet d'une motion du ministre de la guerre qui déclarait son intention de les envoyer aux armées : « Celui, disait Buzot, dans la séance du 10 novembre 92, celui dont le département a fourni le contingent à annexer à l'armée et qui a quitté son foyer pour venir défendre la Convention, n'est pas engagé ; il est aussi libre dans Paris que tous les autres citoyens. On ne peut le contraindre à partir. » Ces volontaires levés par les villes, en dehors et en surplus du contingent destiné à l'armée, étaient donc, politiquement, dans une situation différente de celle des volontaires levés par le pouvoir législatif.

La Législative, en effet, et, avant elle, la Constituante, avaient ordonné la levée de nombreux volontaires réunis en bataillons et destinés à marcher avec l'armée. La Constituante, 11 et 15 juin 91, décrétait : « Il sera fait incessamment, dans chaque département, une conscription libre de gardes nationaux de bonne volonté, dans la proportion d'un homme sur vingt. » Cette conscription donnait 169 bataillons, dont 60 seulement étaient organisés le 25 septembre suivant. Le 5 mai 92, la Législative décrétait la levée de 45 nouveaux bataillons dans la garde nationale et par le même procédé. Cette levée était destinée à « achever de former les bataillons précédemment demandés aux départements par la Constituante et qu'ils n'auraient pas encore levés ou fini de lever. »

Les hommes de ces deux conscriptions et les hommes engagés isolément, spontanément, personnellement et nominativement, méritent seuls le nom de volontaires. Toutes les mesures législatives, prises en dehors de ces deux levées et en dehors des

engagements spontanés, isolés, mesures coercitives ou basées sur l'appât de primes en argent, ne donnent pas de volontaires proprement dits <sup>1</sup>.

La marche des détachements disséminés de l'armée, des bataillons de volontaires, des corps francs, des légions, etc., marche confuse et tumultueuse dans le Nord et dans l'Est, a laissé, dans l'opinion et dans les écrits, un souvenir des volontaires dont une étude superficielle et l'amour-propre national ont exagéré la valeur morale, et le mot *volontaires* est resté glorieusement appliqué à toutes les agglomérations plus ou moins militaires du temps et même à l'armée.

Mais l'élan des volontaires fut d'abord facilité par la suppression de tout commerce et de toute industrie qui avait mis tout le monde sur le pavé. Il était, en outre, sollicité par quelques avantages que n'avaient pas les troupes de ligne. Les volontaires pouvaient se retirer après chaque campagne, soit au 1<sup>er</sup> décembre, et ils ont réclamé plus d'une fois, et dans des circonstances graves, ce privilège. Ils pouvaient, en cas d'urgence, s'absenter avec permission, se faire remplacer à prix d'argent et le cas n'était pas rare. Ils élisaient leurs officiers et touchaient une solde de 15 sols par jour.

Enfin, lorsque les enrôlements personnels, vraiment *volontaires*, paraissaient, à tort ou à raison, insuffisants, des moyens plus efficaces et surtout plus éloignés de la simple invocation de l'amour de la patrie ont été mis en œuvre.

Le 27 avril 93, Cambon annonce à la Convention que les armées du Nord sont bien pourvues, mais que l'armée des Pyrénées ne l'est pas, et il ajoute : « Sur des réquisitions des habitants de ces contrées aux départements voisins, celui de l'Hérault a fourni 5,000 hommes. Vos commissaires, avec les patriotes de l'Hérault, ont pris des mesures. J'espère que la Convention les approuvera et les rendra générales à toute la République, » et il fait lecture de la pièce suivante :

<sup>1</sup> En janvier 92, la Législative invite les citoyens âgés de dix-huit à cinquante ans à s'engager avec primes : 80 fr. pour l'infanterie ; 120 fr. pour la cavalerie et l'artillerie. Le 12 septembre 93 : « une prime de 30 fr. pour chaque année d'engagement est accordée à ceux des volontaires déjà compris dans la formation d'un bataillon non encore armé et équipé, mais auxquels il conviendrait de passer dans les troupes de ligne. »

*Vues des patriotes de l'Hérault présentées au Comité de salut public, 30 germinal, an 1<sup>er</sup>*

« Pour défendre le Nord et peut-être pour écraser les ennemis de l'intérieur, plusieurs patriotes pensent qu'il faut employer des moyens révolutionnaires.... On propose donc la réquisition (de volontaires) <sup>1</sup> *sur indication*.... Cette indication sera livrée à des citoyens, membres des corps administratifs, désignés par les commissaires de la Convention et *aides par les députés des sociétés populaires* (les mots soulignés ne le sont pas dans le texte).... Les dépenses de cette levée et de son exécution seront couvertes par un emprunt forcé sur les riches.... Si l'emprunt n'est pas couvert en quarante-huit heures, il le sera sur-le-champ par injonctions impératives adressées aux riches ; il sera consacré aux dépenses de la levée et le surplus sera employé à fournir des secours à la classe pauvre. »

Plusieurs départements : le Gard, le Tarn, le Lot, le Cher, appuyaient celui de l'Hérault.

La motion de Cambon, approuvant les *vues* de l'Hérault, est adoptée à l'unanimité et le même procédé, pour le recrutement de prétendus volontaires, fut employé avec la même sérénité dans d'autres occasions et sans publicité, ce qui permet de penser qu'il le fut souvent. On l'étendit même à d'autres besoins et encore pour les volontaires. Le 10 septembre 93, la municipalité de Saint-Malo, sur le conseil du jeune Jullien (de Paris), invite les riches (*par indication*) à une souscription « à titre de prêt » pour les épouses des volontaires.

Il semble donc, après ces constatations, qu'au nom du bon sens, de la dignité nationale et du respect de l'histoire, il est temps de renoncer au souvenir théâtral de « la patrie en danger » et du canon d'alarme tiré sur le Pont-Neuf. Sans méconnaître, d'ailleurs, la bonne volonté et le désir de servir utilement le pays et, surtout, sans vouloir diminuer les services

<sup>1</sup> Il ne s'agit pas ici des réquisitions légales autorisées par la Législative en août 92 et exercées par les généraux, mais d'une réquisition de soi-disant volontaires à diriger sur les armées, réquisition spontanée et audacieusement faite, avec les procédés qu'on voit, par certains habitants d'un département qui avait déjà fourni son contingent légal.

d'une partie de ces volontaires et l'héroïsme de quelques-uns, on ne peut pas oublier que si, dans les premières rencontres, ils firent (ceux de 91), en très petit nombre, bonne figure, d'autres volontaires (ceux de 92), dont le recrutement fut moins restreint et l'action militaire plus soumise aux excitations démagogiques, se sont quelquefois, souvent, signalés, dans cette première campagne et dans les suivantes, par l'indiscipline, par des violences, par des sévices même envers leurs chefs <sup>1</sup>, et qu'en définitive, les services des volontaires ne furent vraiment efficaces et persistants qu'après leur fusion dans l'ancienne armée royale.

A ce moment, fin 92, la situation était dessinée, les illusions dissipées et les départements, tout à fait éclairés par les excès de Paris et sur l'asservissement de la Convention, lèvent, en dehors du contingent réservé à l'armée, de nouveaux bataillons exclusivement destinés à la protection de l'Assemblée.

La Législative, 2 juillet 92, avait ordonné un camp sous Paris et 20,000 hommes, réunis dans ce camp, devaient, comme délégués de la garde nationale et des bataillons de volontaires, assister à la Fédération de 92, d'où le nom de *fédérés* qu'on leur a donné et qui était synonyme de *volontaires*.

Dès le commencement de septembre, les volontaires spontanés ou atteints par la loi affluent à Paris; ils y sont, en janvier 93, au nombre de 5,601. Ils devaient, de Paris, passer à Soissons où on les organisait définitivement avant de les diriger sur Châlons. A partir du 12 octobre 92, ils sont accompagnés de nombreuses adresses, provenant surtout des régions de l'Ouest, toutes déclarant une égale répulsion pour le royalisme et l'anarchie, mais toutes, aussi, animées d'une sombre défiance de Paris. « Paris, disent ces adresses, dont je ne donne qu'un très succinct résumé, Paris n'est que la quatre-vingt quatrième partie de la France. Il ne doit pas la dominer.... vos dissensions nous font périr.... faites appel à la France.... Nous formons une garde départementale pour vous protéger et vous escorter vers la ville que vous aurez choisie pour y délibérer en sûreté. »

Quelques-unes de ces adresses, très peu nombreuses, étaient contraires à la création d'une garde pour Paris. Cette opposition

<sup>1</sup> On peut, sur ce point, voir dans Savary les plaintes unanimes des généraux.

était basée sur la préoccupation provinciale d'éviter l'influence dominante de Paris, préoccupation bien facile à comprendre à ce moment d'expansion des libertés, mais une soumission, un dévouement absolus à la Convention montraient dans toutes, même dans les adresses opposantes, la bonne volonté de ceux qui les envoyaient. Ils parlent « aux bons citoyens de Paris » pour obtenir leur aide. Ils invoquent la Commune elle-même. C'était l'abnégation, mais l'autorité qui dominait dans Paris n'en est pas émue. Elle ne voulait pas de ces témoins et elle fait maltraiter par ses souteneurs payés les fédérés provinciaux. Le 4 novembre 92, ceux-ci demandent à partager la garde de la Convention avec la garde nationale parisienne. Ils se présentent à la barre, se plaignent des injures reçues, « non de leurs frères de Paris, » mais des agitateurs : « Nous sommes, disent-ils, menacés d'être égorgés jusque dans nos casernes, » et ils ne recueillent que les insultes des tribunes.

Le procès du Roi amène une suspension, un ralentissement dans la marche des événements, mais après sa mort, les fureurs reprennent et l'émeute est en permanence dans Paris. Le 10 mars, des boutiques de boulangers, d'épiciers sont pillées. Une bande conduite par Fournier l'Américain vient assiéger la Convention. Il s'agissait, d'après les pièces recueillies par la commission des douze et publiées à Caen (28 juin 93), d'assassiner sur leurs sièges les principaux membres de la droite. Beurnonville, aidé de Kervelégan, à la tête d'une partie d'un bataillon breton, dégage l'Assemblée. Mais le même jour, des sections de Paris demandent à la barre l'exclusion de quelques députés. Le 15 avril, enfin, une nouvelle délégation des mêmes sections réclame l'expulsion de vingt-deux députés de la droite qu'elle désigne par leurs noms <sup>1</sup>. Un membre veut qu'on ajoute son nom à la liste. L'Assemblée, indignée, se lève tout entière en criant : « Nous tous ! » et, six semaines plus tard, cette même Assemblée, dont on nous vante l'intrépidité, votera lâchement le sacrifice, sous l'épouvante d'un assaut de la populace parisienne, et sans être, comme la Législative au 2 septembre, en face de l'invasion.

<sup>1</sup> Adresse du département de la Gironde, 8 mai : « Nous avons cru envoyer nos députés parmi des hommes ; ils sont environnés de tigres altérés de sang.... Peut-être ils ne sont plus. »

Dans les derniers jours de mai, la province promettait encore sa soumission si la Convention était maintenue intacte, si sa liberté était assurée par une garde départementale, et si, en cas de conflit nouveau au sein de l'Assemblée, on soumettait le différend à un tribunal composé de juges pris dans toute la France. (*Mémoires de Buzot.*)

Paris répond par le 31 mai.

Dès ce moment, et après de nombreuses protestations venues de tous les points du territoire, s'organise une résistance basée sur une garantie mutuelle et qui fut immédiatement acceptée dans les départements de l'Ouest. Les Côtes-du-Nord, l'Ille-et-Vilaine, le Finistère, le Morbihan, la Loire-Inférieure prennent l'initiative. Il ne s'agissait plus seulement de protéger la Convention, mais de l'arracher à la Commune de Paris. On était loin des idées d'aide bienveillante de la réunion de Pontivy en 90.

Le Finistère s'était prononcé le premier. L'administration de ce département montrait, le 12 octobre 92, comment elle était disposée à recevoir les agents terroristes de Paris. Un nommé Royou-Guermeur, frère des deux Royou, rédacteurs du journal *l'Ami du Roi*, avait été envoyé par Danton pour « électriser la Bretagne. » Il avait en main, d'après d'honorables témoins (*Moniteur* du 16 février 93), une pièce imprimée invitant les « frères et amis » à renouveler à Quimper les scènes de septembre. Il débarque avec fracas le 22 septembre 92 et, par ses bravades et ses menaces, réussit à se faire saisir et incarcérer. Il reste en prison jusqu'au 4 mars 93, malgré les protestations de la Commune de Paris, malgré l'insistance de Marat, malgré même un décret de la Convention (30 décembre 92).

Peu après cet acte de vigueur, le Finistère avait envoyé aux quarante-huit sections parisiennes une adresse où la Commune et ses suppôts étaient vertement flétris : « ... Nous voulons que nos représentants jouissent d'une entière liberté.... Le sang ne doit plus couler que sous le glaive de la loi.... les proscriptions doivent disparaître.... une seule ville ne peut faire la loi à toute la République.... Si la Convention ne trouve pas (à Paris) le calme nécessaire à ses travaux, il y a d'autres villes qui sauront le lui procurer, » et, le 15 décembre 92, le même département arrêlait : « Il sera envoyé à Paris, *sous le bon plaisir de la Com-*

*mune* (de Paris) *et à sa disposition* <sup>1</sup>, une force armée de 300 hommes pris parmi les citoyens dont le civisme et les mœurs sont à toute épreuve. »

Le Finistère, en même temps, invitait tous les Français à l'imiter. Cet appel était entendu. Dès les premiers jours de 93, quelques départements des provinces voisines, qui partageaient l'inquiétude et l'irritation des Bretons, se joignent à eux : la Seine-Inférieure, l'Eure, l'Eure-et-Loir, le Calvados, la Manche, l'Orne, la Sarthe, la Mayenne, l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-du-Nord, le Finistère, le Morbihan, la Loire-Inférieure, le Maine-et-Loire, la Vendée, les Deux-Sèvres, la Charente-Inférieure, la Gironde, se trouvent ainsi réunis dans une vaste confédération. De ce groupe va naître le soulèvement qu'on a appelé « le Fédéralisme. »

Deux grandes villes, Bordeaux et Caen, appuyaient, au midi et au nord, la coalition. Bordeaux y avait adhéré de bonne heure et devint rapidement le centre du Fédéralisme dans le Midi. Cette ville se montrera même, dans ses paroles et dans ses actes, plus violente que celles de l'Ouest moyen.

Un autre centre d'action, plus important que Bordeaux au point de vue militaire, s'était formé à Caen. Bien avant le 31 mai, les mécontents de Normandie s'y étaient rapprochés, et avaient établi des communications avec l'Eure, l'Eure-et-Loir, l'Orne.

Les prières, les appels au patriotisme, à l'union en face de l'étranger, les menaces n'avaient pas suffi à adoucir les hommes de la Commune de Paris. Après le 31 mai, les départements maritimes de Dieppe à Bordeaux, et le Centre, passent aux actes.

## II. — LE SOULÈVEMENT FÉDÉRALISTE

La ville de Rennes, depuis les premières agitations qui précédèrent 89, avait toujours été le centre politique de la Bretagne. Dès la fin de mai, le comité de Pontivy et son président Ruinet du Taillay sont à Rennes. Ils décident la nomination, par les assemblées primaires, de deux délégués par chacun des départements coalisés, appellent ces délégués à Rennes comme

<sup>1</sup> Ces mots sont soulignés dans le texte manuscrit que j'ai sous les yeux.



conseillers et coopérateurs et forment, avec eux, le *Comité de Rennes*.

Le 2 juin, les départements du Finistère et du Morbihan, « re-jetant les palliatifs dont l'inutilité n'a été que trop reconnue jusqu'ici, » décident : « Il sera envoyé à Paris une force armée composée de citoyens connus pour leur dévouement à la chose publique, pour, de concert avec les bons citoyens de cette ville, protéger la Convention, rétablir la liberté qui lui manque et la soustraire aux dangers dont elle est sans cesse entourée. »

La ville de Rennes, organe du comité, ordonne, le 6 juin, au bataillon d'Ille-et-Vilaine de se tenir prêt à partir. Le drapeau du bataillon porte l'inscription : « Haine à la royauté et à l'anarchie. » En même temps, elle résume les réclamations des fédéralistes et de leurs adhérents dans une adresse terrible qu'on n'osa pas insérer textuellement et qui fut remplacée par un texte lu à la Convention le 9 juin, mais complètement défigurée, amoindrie et surtout privée de la sommation impérieuse qui la terminait <sup>1</sup>.

Les Rennois, dans cette adresse, protestaient violemment contre la formation du tribunal du 9 mars, contre les nominations de « soi-disant commissaire du pouvoir exécutif et de la Commune. » — « Rappelez, ajoutaient-ils, l'odieux décret (du 2 juin, rendu sur l'injonction de la municipalité de Paris) qui met en arrestation nos plus incorruptibles défenseurs.... rendez-les à la liberté.... vous en répondez sur vos têtes.... terminez la Constitution sous deux mois, et, si l'état d'oppression où est la Convention l'empêche de prendre cet engagement, qu'elle convoque les assemblées primaires pour le 1<sup>er</sup> juillet prochain, et, si elle ne prend sur-le-champ l'une ou l'autre de ces résolutions, la nation sera provoquée à se réunir spontanément en

<sup>1</sup> (*Moniteur* du 9 juin 93.) Ces falsifications ne sont pas rares au *Moniteur*. La relation même des débats y est quelquefois infidèle et les pièces rapportées en dehors des débats ne sont pas toujours complètes. On modifiait les parties qui déplaisaient ou on les supprimait, mais, heureusement, tous ou presque tous les manifestes, adresses, discours, opinions, envoyés ou prononcés à la barre de la Législative et de la Convention, et les manifestations analogues émises dans des réunions de Sociétés populaires ou autres et en leur nom, tous documents de première importance, ont été imprimés à part par leurs auteurs ou par des Sociétés politiques et se trouvent sous cette forme à la Bibliothèque nationale ou en manuscrits au dépôt si précieux des Archives nationales.

assemblées primaires à la même époque (1<sup>er</sup> juillet), pour nommer d'autres représentants qui se rassembleront au lieu le plus convenable <sup>1</sup>.

Le 8, Saint-Malo informe le comité de son adhésion unanime et l'affirme devant la Convention en complétant la pensée des fédéralistes : « Étroitement liés à nos frères de Rennes.... non pour attaquer la ville de Paris, mais pour relever le courage abattu de milliers de bons patriotes qui n'attendent que la présence de leurs frères pour repousser l'oppression des brigands... »

La levée d'armes de l'Ouest était légitime. La tyrannie de la populace de Paris, sous laquelle pliait la Convention, ne pouvait être subie par d'honnêtes gens indignés dont la loyauté, au reste, avait égalé la patience. En janvier 93, le Finistère, alors que la force départementale dont il avait décidé l'envoi le 15 décembre « sous le bon plaisir de la Commune et à sa disposition » était déjà en marche, écrit à la Convention : « Nous espérons que Paris ouvrira ses portes à cette force armée.... si la dissolution (de la Convention) est inévitable, qu'elle ait lieu par un décret de la Convention elle-même ou par la volonté nationale librement exprimée.... Si nos réclamations ne suffisent pas, il faudra agir, mais nous ne voulons pas agir sans l'adhésion de la Convention. » Bien plus tard, le 4 juin encore (le surlendemain de la séance du 2), le Morbihan, adressant au Conseil exécutif provisoire son arrêté du 2 juin qui décidait l'envoi d'une force armée pour assurer la liberté de la Convention, ajoutait : « Il (cet arrêté) sera, sans doute, applaudi de vous comme il l'est déjà de tous les bons citoyens, une pareille mesure ne saurait obtenir trop de publicité. »

Les coalisés, dans les années qui précédèrent 89, avaient réprimé les premiers désordres ruraux : en octobre 89, à Lannion, en mars et avril 90, à Pluméliau et à Vannes, ils combattaient les émeutes de paysans au sujet des subsistances.

<sup>1</sup> Les Rennois ne conservaient pas, dans cette adresse, la réserve de Guadet qui, le 18 mai, avait proposé la cassation des autorités de Paris; le remplacement *provisoire* de la municipalité de Paris, dans les vingt-quatre heures, par les présidents de sections; la réunion des députés suppléants à Bourges dans le plus court délai « sans qu'ils pussent entrer en fonctions avant l'information certaine de la dissolution de la Convention. »

Depuis, et dès le 20 mars 93, des bataillons des départements confédérés, Loire-Inférieure, Manche, Deux-Sèvres, Charente-Inférieure (bataillons libres, levés en plus du contingent légal) étaient mêlés aux troupes républicaines contre les Vendéens. — Le 8 mai, Vergniaud annonce à la Convention que quinze cents hommes sont envoyés par Bordeaux contre les révoltés. — Biron, commandant l'armée des côtes de la Rochelle, propose, le 9 juin, de négocier avec la ville de Bordeaux pour conserver dans ses troupes « les deux excellents bataillons de la Gironde qui veulent partir. » — Nantes, le 29 juin, est défendue par sa garde nationale et des troupes auxquelles sont adjoints les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> bataillons de l'Orne, le 8<sup>e</sup> de la Seine-Inférieure, un bataillon des Côtes-du-Nord, les chasseurs de la Charente, et le 27, à Niort, le 3<sup>e</sup> bataillon de la Loire-Inférieure.

On voit que les fédéralistes, en poursuivant leur tâche contre la Commune de Paris, ne refusaient pas à la Convention leur aide contre la Vendée. Bourgeois libéraux, ils adhéraient loyalement à la République et étaient tout prêts à défendre le sol, mais en même temps, à abattre à l'intérieur l'anarchie et le terrorisme. Pas un nom de haute noblesse parmi eux et, aussi, pas un nom de quelque futur chef chouan. Le comte de Puisaye, que nous rencontrerons plus loin, n'était pas, de cœur, avec les fédéralistes, son intervention a été un prétexte, une occasion pour servir le parti royaliste.

Ils pouvaient ne pas désespérer du succès. Depuis les premiers jours de mai, un grand nombre d'adhésions leur venaient de tous les points du territoire et des plus éloignés des régions de l'Ouest. Le 11 janvier, Chaudron se plaignait déjà à la Convention de nombreuses adresses au département de la Haute-Marne proposant d'envoyer à Paris une force armée « pour défendre la Convention. » La ville de Châlons était, avec Dijon, un centre d'action pour les fédéralistes de l'Est (Doubs, Jura, etc.).

Ils avaient noué des relations avec des patriotes parisiens qui partageaient leurs sentiments et leurs inquiétudes. Le 7 juillet, deux sections, celle de Molière et Lafontaine et celle de la Fraternité, envoient des commissaires à Évreux pour s'entendre avec les fédéralistes de l'Eure. Ces commissaires rapportent des déclarations de sympathie et des engagements de

concourir avec les Parisiens à une action commune, et, le 12, trois sections de Paris publient par affiches les termes de ces engagements en proclamant leur assentiment.

Ils avaient l'adhésion déclarée d'une partie de la Convention et l'adhésion cachée de la majorité. Le 6 juin, soixante-treize députés avaient signé une protestation approuvée publiquement par quelques représentants de la Somme et de l'Aisne. Des députations de province apportaient à cet acte des soixante-treize l'appui d'un grand nombre de départements, attaquaient violemment la Commune de Paris et reproduisaient hautement les plaintes et les menaces des fédéralistes. La modestie, la bonne tenue de ces envoyés venaient se heurter aux outrages des meneurs de la Convention et des suppôts de la Commune occupant seuls les tribunes <sup>1</sup>. C'était l'accueil de Paris à la France désolée et trompée, et ces gens, dans leurs départements, jouissaient de l'estime, de la considération, du respect de tous. Que ceux qui ont vécu ou vivent à Paris se figurent ces envoyés dont la plupart n'avaient jamais vu la grande ville, débarquant à Paris avec leurs costumes bizarres, leur gaucherie, et échoués,

<sup>1</sup> Des envoyés de Maine-et-Loire sont « couverts de cris, de huées, d'injures, » pendant tout le temps de leur présence à la barre.... « Des femmes soudoyées et furieuses nous fermaient les portes des tribunes. » En sortant, ils sont « insultés par des hommes et surtout par des femmes descendus en troupe des tribunes et forcés de se réfugier dans un corps de garde pour mettre leur vie en sûreté et attendre que la clameur populaire soit apaisée. »

Deux envoyés de Laval : « Nous étions allés à la section de l'Unité pour faire viser nos passeports. La section nous envoie à son comité révolutionnaire. Nous sommes interrogés pendant deux heures et demie : Votre adresse, nous dit-on, n'a pas le sens commun, il faut être imbécile, royaliste ou contre-révolutionnaire pour la signer...., l'épuration de la Convention, après l'expulsion des 21 (sic), ne sera pas encore complète.... On nous présente une déclaration que nous nous hâtons de signer pour ne pas être arrêtés. »

Des députés de la Seine-Inférieure sont « meurtris de coups et couverts de crachats » à la barre de la Convention.

Des envoyés de Caen, partis dans la nuit du 30 au 31 mai, assistent au 2 juin et, menacés d'être arrêtés, repartent : « Nous avons été suivis dans toutes les rues par des groupes de furieux qui épiaient nos démarches et semblaient vouloir nous faire repentir de notre dévouement. Notre voiture sortit de Paris le 5, à cinq heures du soir, sous l'œil de mille espions attachés à nos pas et qui ne nous quittèrent qu'aux barrières. »

Des envoyés du Finistère visitent les députés en arrestation chez eux et s'y rencontrent avec des fédéralistes venus des Bouches-du-Rhône, de Rhône-et-Loire, de la Mayenne. Ils sont instamment invités par les représentants à partir, « leur arrestation étant imminente. »

sous les huées du dedans et du dehors, à la barre de cette Assemblée où ils auraient dû trouver, au moins, protection.

Le comité de Rennes avait répandu partout, par affiches, l'adresse du 6 juin. Il invitait les départements coalisés à compléter le comité, et l'administration du Calvados à prendre les mêmes mesures pour les départements normands. Il avait décidé, le 9 juin, la réunion, à Caen, de tous les délégués et s'y était transporté lui-même le 22, après avoir ordonné la concentration, dans cette ville, des forces fédéralistes. Il laissait à Rennes un bureau de correspondance fondé de pouvoirs. Le 28 juin, enfin, se fait à Caen la réunion des membres du comité de Rennes et des délégués des départements coalisés sous le nom *d'assemblée de résistance à l'oppression*.

Les délégués départementaux arrivent confusément et, quelques-uns, très tard, car quatre d'entre eux, deux de la Loire-Inférieure et deux de la Mayenne, sont à Caen, le 16 juillet seulement, soit trois jours après la conclusion militaire. La première séance de l'assemblée de résistance n'a lieu que le 30 juin, bien tard. Mais, dès les premiers jours de juin, l'administration du Calvados avait commencé l'action en saisissant les fonds de l'armée des côtes de Cherbourg et faisant arrêter deux des quatre députés dont nous allons voir la mission, Prieur (de la Côte-d'Or) et Romme. Après l'arrivée des Rennois, elle continue d'agir de concert et parallèlement avec eux. Les deux assemblées ne se réunissent que rarement pour délibérer en commun.

Les procès-verbaux de l'assemblée de résistance ne révèlent aucun dissentiment entre ses membres ; l'accord y régnera jusqu'à la fin. Encouragés par de très nombreuses adhésions et par des envois de contingents armés, ils nourrissent aussi quelques illusions. Ils ne redoutent pas de paraître en révolte et, dans leurs proclamations aux Français, aux Parisiens, ils ne parlent plus de soumission à la Convention, « qui a cessé de représenter le peuple français. » L'inexpérience de ces hommes peu coutumiers de l'émeute les livre à la précipitation et au désordre. Assaillis de conseils, de projets, de communications individuelles et collectives, ils perdent beaucoup de temps en formation de comités, en correspondances, en envois de courriers qui n'arrivent pas ou ne reviennent pas, en une futile fabrica-

tion d'un sceau (un œil traversé par une pique supportant le bonnet de la liberté, la pique reposant sur le livre de la loi fermé et sur lequel est une épée nue couchée, avec cet exergue : « Le Conseil général du département du Calvados »). L'assemblée de résistance retient trois régiments de cavalerie, 16<sup>e</sup> et 22<sup>e</sup> chasseurs et Dragons de la Manche, qui avaient reçu l'ordre de partir pour Versailles. Elle saisit les fonds du département du Calvados et ceux des départements coalisés. Il sera bien tentant, plus tard, en les proscrivant, de déshonorer les fédéralistes, mais ce sera impossible. Duchâtelier père, quartier-maitre, parti de Quimper avec 250,000 livres, quittera Vernon, au dernier moment, avec 94,376 livres, et les fonds réquisitionnés sur les départements se retrouveront intacts.

Le général Félix de Wimpfen, ancien constituant, s'était retiré à Bayeux après avoir heureusement défendu Thionville. Il reçoit de Paris, 23 février, l'ordre d'organiser, sous Labourdonnaye, le corps dit « armée des côtes de Cherbourg » et d'en élever l'effectif à 25,000 hommes.

Cette petite agglomération dite armée des côtes de Cherbourg était une des *quatorze* armées de la Convention, dont on a tant parlé et dont on parle encore comme on fait des volontaires. Il y en eut, en réalité, neuf, dont une, l'armée de l'Ouest, était composée de quatre petits corps : armée des côtes de Brest, armée des côtes de Cherbourg, armée des côtes de la Rochelle, armée de l'Ouest, qui furent, plusieurs fois, réunis et séparés, suivant le besoin, et le même fait s'est présenté aux armées du Nord, de la Moselle et des Ardennes en janvier et mars 1794. D'autres corps, dits armées, comme ceux des Pyrénées, étaient de petits rassemblements comparables à ceux des côtes de l'Océan que je viens d'indiquer. Ces exagérations, comme celle concernant les volontaires, établies par le chauvinisme, propagées et maintenues par l'ignorance, n'ont jamais été redressées par les écrivains révolutionnaires. Quatre députés : Prieur (de la Marne) et Lecointre, Prieur (de la Côte-d'Or) et Romme, avaient été chargés de présider à cette organisation de l'armée des côtes de Cherbourg. Ils émettent, à Bayeux, le 24 mai, un arrêté en vertu duquel le complément de cette petite armée sera recruté par les procédés de terreur et d'extorsion imaginés par le département de l'Hérault.

L'assemblée de résistance approuve les mesures prises provisoirement par l'administration du Calvados et garde en prison à Caen les deux députés que celle-ci avait saisis, les deux autres restant libres. Le 5 juillet, elle adresse au général Custine l'invitation de « rester à son poste » quand même la « faction de la Convention » ou le Conseil exécutif provisoire le destitueraient, et lui déclare qu'il mérite toujours « la confiance du peuple ». Grangeneuve, de Bordeaux, et Wimpfen qu'on va bientôt voir à la tête des troupes fédéralistes, joignent leurs instances à celles de l'assemblée de résistance. Custine ne se laisse pas détourner et envoie, un peu tard, 18 juillet, une lettre de soumission à la Convention. Wimpfen, royaliste constitutionnel, était franchement opposé à la tyrannie de la Commune de Paris, mais sans idées bien arrêtées pour la suite. Une lettre de lui, du 18 mai, *pour les besoins de l'armée des côtes de Cherbourg*, exclut, à moins de prêter au général quelque maladresse ou une grande perfidie, tout soupçon de fédéralisme à ce moment, mais le 2 juin dissipe ses hésitations, lui enlève tout scrupule et il adhère au mouvement insurrectionnel. Il accepte, le 23 juin, le commandement des forces fédéralistes, reçoit du ministre de la justice l'ordre de faire élargir les deux députés enfermés à Caen, déclare ironiquement avoir « reçu les dépêches du ministre de la justice concernant les événements de Caen qui sont plus forts que les ministres, » et répond à l'ordre de venir à Paris, « pour rendre compte de sa conduite, » qu'il « ne pourra s'y transporter qu'à la tête de soixante mille hommes. » En partant le 8 juillet, il invite les Parisiens, par une proclamation datée de Caen, à « se rallier à ceux qui veulent aider Paris à secouer le joug de la Commune et des sections révolutionnaires. » — « Je marche, dit-il, vers Paris, non contre Paris, mais pour Paris. »

A ce moment décisif, Rouen essaie d'intervenir. Sans désapprouver formellement l'assemblée de résistance, cette ville lui fait envisager la gravité de la situation. Les fédéralistes répondent dignement, par un remerciement. Ils protestent de leur fidélité, de leur dévouement à la République, mais repoussent toute transaction. « Les hommes du 2 septembre, disent-ils, du 10 mars, du 31 mai et du 2 juin ne sont pas nos frères. »

(A suivre.)

DOCTEUR MAGNAC.

---

# LINOIS A ALGÉSIRAS

(JUILLET 1801)

**Algésiras, 6 juillet. — L'affaire du détroit de Gibraltar. —  
Combat du « Formidable »**

(Suite)

---

## II.

Arrivé au mois de février à Aranjuez, l'amiral Dumanoir-Lepellety avait été avisé de la cession de six vaisseaux à la France. A Cadix, les difficultés commencèrent pour lui, tant pour le choix des navires que pour leur armement. « Au milieu des établissements les plus beaux et les plus utiles, se trouvent la misère la plus complète et l'inaction la plus cruelle <sup>1</sup>. » La vase obstrue complètement les bassins de radoub. Les ouvriers ont fui, chassés par l'épidémie qui désole l'Andalousie et par la misère : depuis quatorze mois, ils n'ont reçu aucun paiement. Les équipages et les officiers eux-mêmes vivent d'aumônes. Les Espagnols ne peuvent rien fournir et l'amiral français réclame, en vain, de son ministre, de l'argent et des hommes. Pour armer ses vaisseaux, il n'a qu'un noyau de Français noyés au milieu d'Espagnols, de Suédois, de Danois ; on conçoit ce qu'on peut espérer d'équipages composés ainsi en partie d'hommes appartenant à des nations neutres ou alliées, dont quelques-uns même connaissent peu la marine, alors qu'ils sont mal payés, mal nourris et couchent sur le pont des batteries, faute de hamacs <sup>2</sup>. Bref, le 11 messidor (30 juin), le seul *Saint-Antoine* était

<sup>1</sup> Dumanoir-Lepellety à Bonaparte, 20 germinal-10 avril. Arch. nat., AFiv, 1189, fol. 194

<sup>2</sup> 11 messidor-30 juin, *ibid.*, fol. 195 ; Nouvel à Forfait, *ibid.*, fol. 226 ; Poncet, inspecteur de la marine, à Forfait, 30 prairial-19 juin. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 109.



en rade <sup>1</sup>. Joignez-y les frégates *Libre*, l'*Indienne* et le lougre *Vautour*, et vous aurez tout ce dont pouvait disposer Dumanoir-Lepellety. La seule force réelle était la division espagnole de Don Juan de Moreno. Venue du Ferrol, elle n'avait besoin que de compléter ses vivres et, ceci fait, elle pouvait prendre le large. Elle était supérieure à la flotte anglaise, comprenant : deux superbes vaisseaux, le *Real Carlos* et le *San Hermenegildo*, de 112 canons ; le *San Fernando*, de 90, le *San Agostino*, de 84, et l'*Argonauta*, de 74 <sup>2</sup>. Malheureusement, les officiers et les hommes étaient médiocres, sans instruction, et Moreno était usé. Il avait eu son mérite, venait de bien se conduire au Ferrol, mais, avec l'âge, il était devenu hésitant quand il eût fallu être agissant. La politique de son gouvernement, la pensée de la décrépitude de la marine espagnole conspiraient, en lui, avec les années pour refroidir son zèle <sup>3</sup>.

Moreno reçoit la nouvelle du succès de Linois le 18 messidor (7 juillet), à deux heures du matin ; au lieu de sortir, ce que permettaient le jasant et les vents, et ce que demandait Dumanoir-Lepellety, il se rend près de Mazarredo, à l'île de Leon, en revient à minuit ; le 8 juillet, il ne fait que quelques signaux préparatoires et ce n'est que le 9 juillet qu'il appareille, à quatre heures du matin <sup>4</sup>, avec sa division et le *Saint-Antoine*. A neuf heures, il est hors des passes ; l'*Argonauta* s'est échoué, mais rejoindra bientôt ; et à huit heures du soir, il mouille à Algésiras, sur une ligne nord-est et sud-ouest, prêt à faire embosser ses navires. Il avait chassé devant lui le *Superb* et la *Thames*, demeurés en observation, à quatre lieues sous le vent de Cadix, et qui vinrent mouiller à Gibraltar <sup>5</sup>.

Si, dans ses nombreuses lettres, Saumarez chercha à expliquer son échec et à en réduire la portée, il en accepta la responsabilité et il ne récrimina contre aucun subordonné. Autant sa tactique pendant le combat a pu prêter à la critique, autant « sa

<sup>1</sup> Poncet à Forfait, même date, *ibid.*, fol. 112.

<sup>2</sup> A. M., BB<sup>4</sup>, 154, fol. 25, note.

<sup>3</sup> Guérin, *op. cit.*, t. VI, p. 244. Boulay de la Meurthe : *Le Directoire et l'expédition d'Égypte*, ch. v.

<sup>4</sup> Thiers : *Consulat et Empire*, t. III, p. 126 ; « Notice sur les actions d'Algésiras » (attribuée au commandant Troude). A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 150 et 153.

<sup>5</sup> Compte rendu de Linois. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 136 ; J. Ross, *op. cit.*, t. 1<sup>er</sup>, p. 387.

conduite postérieure pour forcer une défaite paraissant irréparable à se changer en succès a mérité les plus grands éloges <sup>1</sup>. » A l'officier porteur de ses dépêches il s'exprimait ainsi : « Dites à l'Amirauté que j'ai confiance que j'aurai, bientôt, une occasion d'attaquer à nouveau l'ennemi, et qu'ils peuvent compter sur moi pour en profiter <sup>2</sup>. » Après comme avant Algésiras, sa volonté est la même : prendre l'offensive, toujours, quand même. Il profitera d'une circonstance heureuse, d'une faute de l'adversaire, pour anéantir, ou tout au moins contre-balancer l'avantage stratégique que celui-ci vient d'acquérir. Apprenant par O'Hara que le bruit courait, à Cadix, d'une sortie de l'escadre espagnole pour escorter nos vaisseaux à Carthagène, il écrivait à lord Keith : « Je les suivrai de près avec tous mes navires et rallierai les eaux de Minorque, qui sera mon rendez-vous, jusqu'à ce que j'aie l'honneur d'être en communication avec Votre Seigneurie ; » à son frère : « Si l'ennemi destine ces forces à la Méditerranée, beaucoup de bien peut en résulter : une escadre est attendue d'instant en instant, venant de lord Keith, et probablement des navires d'Angleterre. Nos navires seront prêts et la jonction.... nous rendrait.... supérieurs à l'ennemi <sup>3</sup>. » Ses navires devaient, en effet, être réparés grâce au zèle de ses équipages, le *Pompée* excepté. Il avait hésité à abandonner le *Caesar*, mais ses hommes lui promirent qu'il serait en état d'aller à l'ennemi ; et il le fut, par un effort digne d'éloges. Les mâtures avaient dû être remplacées totalement, ou du moins en grande partie, sur certains. Aussi l'arrivée de la flotte franco-espagnole le préoccupa : n'étant pas en état, il eut, le 11 juillet, un moment d'inquiétude en voyant nos navires se mouvoir <sup>4</sup>, mais ceux-ci, qui avaient employé la journée du 10 à se réparer, se tenaient seulement en grande rade, pour être prêts à partir le jour suivant <sup>5</sup>.

« Il eût été facile le lendemain du combat de remorquer nos

<sup>1</sup> Mahan : *Types of naval officers, etc.*, p. 417.

<sup>2</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. 1<sup>er</sup>, p. 387.

<sup>3</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. 1<sup>er</sup>, p. 388 et 398. Saumarez à lord Keith, à Richard Saumarez, 9 juillet 1801.

<sup>4</sup> Ibid., p. 393-395.

<sup>5</sup> Extrait du « Journal nautique du citoyen Troude, capitaine de frégate, commandant le vaisseau de la République le *Formidable*, du 22 au 24 messidor an IX. » A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 42. Je me réferrai souvent à ce journal, plus détaillé, plus exact que ses rapports un peu exagérés.

vaisseaux à Cadix. Le moment favorable était passé <sup>1</sup>. » Mais n'y eut-il pas du temps de perdu, après l'arrivée de Moreno ? « N'eût-on pas pu achever de se séparer, tout en se touant ? Il ne fallait pas s'ajuster pour une campagne, mais partir promptement d'un point où des forces supérieures anglaises pouvaient arriver à chaque instant, et où des vents d'Est violents, les seuls favorables pour franchir le détroit, chargeaient en côte <sup>2</sup>. » Si l'escadre fût repartie aussitôt, elle eût gagné sans encombre Cadix, la seule force ennemie à proximité étant celle de Saumarez, dont les préparatifs, on le verra, ne furent parachevés que le 12 dans l'après-midi. Ainsi, la concentration à Cadix réussissait, et Algésiras n'eût pas été un succès stérile. Deux raisons peuvent excuser Moreno, et Linois dans sa part de responsabilité ; la première, c'est la crainte de l'arrivée des renforts, qu'espérait Saumarez ; l'autre, d'un caractère technique, c'est que Moreno, pratique de ces parages, pouvait, avec raison, ne pas oser appareiller, vu la faiblesse du vent et la force des courants, avant que nos vaisseaux n'eussent de la voile suffisante à livrer au vent <sup>3</sup>.

Le 23 messidor (12 juillet) fut le jour fixé pour prendre le large. « Le *Desaix* et l'*Indomptable* étaient réparés à pouvoir tenir la mer. Le *Formidable*.... était bien éloigné d'être en aussi bon état que les autres <sup>4</sup>.... » Moreno communiqua ses instructions aux commandants des deux nations. L'escadre devait naviguer sur deux lignes de front, la première vis-à-vis des intervalles formés par les vaisseaux de la seconde. Celle-ci comprenait l'escadre espagnole et le *Saint-Antoine*. Sauf la *Sabina*, frégate qu'il montait, aucun vaisseau n'aurait de feux. Enfin, au cas où l'ennemi attaquerait, « l'escadre formera une ligne de file, la proue soit à la côte d'Espagne, soit à celle d'Afrique, comme il sera déterminé par le signal de l'amiral ; et, afin que ce fût plus simple, dans ce cas-là, il montrera seulement le signal de route, à l'abaissement complet duquel le mouvement doit être exécuté. (Cette partie des instructions est à noter, on verra son

<sup>1</sup> Chevalier, *op. cit.*, p. 58.

<sup>2</sup> « Notice sur les actions maritimes d'Algésiras, etc., » précitée. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 153.

<sup>3</sup> Fulgence Girard et Lecomte, *op. cit.*, t. III, p. 316 (note de Linois).

<sup>4</sup> Extrait du Journal nautique, etc. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 43.

influence sur le désastre qui va suivre.) Comme leur situation, par la disposition des lieux, ne peut durer longtemps, en conséquence, soit à la voix (si elle est assez près), soit par le signal de route, l'escadre se mettra en devoir.... de former la ligne de front comme jadis <sup>1</sup>. » Ces dispositions ont été critiquées. L'ordre de front était très difficile à maintenir, impossible peut-on dire, pour neuf vaisseaux de qualités différentes ; au cas de formation en ligne de file, ceux de l'avant ne pourraient se placer dans la ligne de bataille. Ils seraient sous-ventés <sup>2</sup>. Pour réussir à exécuter ces formations classiques, il eût fallu d'autres navires et d'autres équipages.

Moreno demanda à Linois de s'embarquer avec lui sur la *Sabina*. Il n'avait pas eu le temps de transmettre aux vaisseaux français les signaux espagnols, il était donc utile que les deux chefs fussent réunis. Une équivoque dans les signaux pouvait tout compromettre ; sur le même bâtiment ils pourraient se concerter sur les mouvements à exécuter et transmettre à leurs navires « des signaux français et espagnols qui faciliteraient l'exécution des mouvements combinés. » Linois résista d'abord, mais, après une démarche inutile, Moreno lui ayant adressé une demande officielle, il crut devoir se rendre aux raisons invoquées.

Après avoir confié l'*Hannibal* à Lucas, et le *Formidable* à Troude, ayant donné à ce dernier ses instructions, il se rendit à bord du *Real-Carlos* auprès de Moreno pour se transporter avec lui à bord de la *Sabina* <sup>3</sup>.

A une heure, le signal d'appareiller fut hissé. Il était tard pour partir, mais « cette mesure avait, a-t-on dit, un double avantage : cette côte rocheuse offrait alors des eaux plus profondes, et le mouvement de reflux donnait plus de force aux courants qui portaient en mer <sup>4</sup>. » A une heure et demie, nos bâtiments coupèrent les grelins sur lesquels ils étaient mouillés ; l'*Indienne* remorquait l'*Hannibal*. Les Espagnols suivirent et formèrent l'ordre de bataille naturel au vent de nos vais-

<sup>1</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. 1<sup>er</sup>, p. 437-438.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 439.

<sup>3</sup> Linois à Forfait, 24 messidor-13 juillet. M. Dumas, *op. cit.*, t. VII, p. 278.

<sup>4</sup> Fulgence Girard et Lecomte, *op. cit.*, t. III, p. 69.

seaux qui se trouvèrent en situation, par un dernier bord, de doubler le cap Carnero, tandis que les navires alliés louvoyaient encore dans la baie <sup>1</sup>.

Bien que ses navires fussent encore en préparatifs, et que l'un d'eux enverguât encore ses voiles, Saumarez n'hésita pas à sortir. Il était inférieur à l'ennemi, n'ayant que cinq vaisseaux et une frégate ; mais « confiant dans le zèle et l'intrépidité des hommes qu'il avait le bonheur de commander, il résolut, si c'était possible, de mettre obstacle au passage à Cadix de cette puissante force <sup>2</sup>, » décidé à se jeter sur une partie quelconque de la ligne ennemie qu'il pourrait atteindre, comptant spécialement sur une action de nuit pour contre-balancer les forces ennemies <sup>3</sup>.

Il forma ses navires à une petite lieue au vent des nôtres, grâce à la brise qui manquait à ceux-ci, masqués par Gibraltar, et encore en désordre. Le *Caesar* saluant la terre, Moreno crut que c'était un signal fait à des voiles se montrant à l'horizon ; il prescrivit de rallier le mouillage, et les mouvements nécessaires étaient en cours d'exécution, quand les vaisseaux aperçus furent reconnus marchands ; la *Sabina* ordonna alors de faire route au sud, il était cinq heures du soir <sup>4</sup>. L'ennemi nous observait toujours. Deux vaisseaux espagnols étaient encore dans la baie, ainsi que l'*Hannibal*, qui avait rompu deux fois sa remorque, et auquel la frégate l'*Indienne* s'efforçait, mais en vain, de faire doubler la pointe de Carnero, l'amiral espagnol s'étant refusé, dit-on, à lui prêter son concours <sup>5</sup>. « Au soleil couchant, les deux derniers vaisseaux de la ligne parvinrent, avec difficulté, à doubler le cap Carnero. Il ne restait que le vaisseau l'*Hannibal*, qui n'avait pour mâts majeurs que des mâts de hune et, par conséquent, trop peu de voiles pour s'élever, quoique remorqué par la frégate l'*Indienne*. La nuit allant se faire, il fallait donc prendre le parti de retourner au mouillage, ce qui pouvait avoir des

<sup>1</sup> « Compte rendu de Linois » et « Extrait du Journal nautique, etc. » A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 136 et 44.

<sup>2</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. I<sup>er</sup>, p. 415. Rapport de Saumarez.

<sup>3</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. I<sup>er</sup>, p. 405.

<sup>4</sup> « Compte rendu de Linois » et « Extrait du Journal nautique, etc. » A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 137 et 44.

<sup>5</sup> Truguet à Forfait. Arch. nat., AFiv, 1189, fol. 261 ; A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 137.

suites conséquentes, l'ennemi pouvant nous y attaquer avant qu'on eût le temps d'y prendre une position ; d'ailleurs, tout retard devenait dangereux, les renforts que l'ennemi attendait pouvant lui arriver à chaque instant. La brise de l'est prenait de la consistance et nous assurait des vents pour la nuit. Nous nous déterminâmes donc à faire relâcher l'*Hannibal* à Algésiras, et à donner dans le détroit avec l'escadre combinée. On mit en panne sous le vent de l'ennemi, à une petite lieue, pour faciliter le ralliement des deux vaisseaux arriérés qui avaient été surpris par le calme. Les trois vaisseaux français qui se comportaient mieux qu'on ne devait l'espérer, sous une aussi faible voilure, eurent des postes assignés dans l'ordre de front, qui était celui projeté pour le passage du détroit <sup>1</sup>. » Ainsi Moreno, après n'avoir voulu appareiller qu'à une heure, perdit encore, par ses hésitations et ses évolutions, un temps précieux « qui fut tout à fait sans prix pour nous, a rapporté sir Jahleel Brenton, en nous permettant de compléter les préparatifs si nécessaires dans une occasion aussi importante <sup>2</sup>. » Si la nuit ne lui permettait pas d'attaquer avec les forces supérieures qu'il commandait la flotte anglaise, du moins l'amiral espagnol n'eût-il pas dû donner à sa navigation l'allure d'une retraite, encore moins d'une fuite. Or, l'escadre combinée allait naviguer sans feux, et au lieu de régler sa vitesse sur les mauvais marcheurs, adopter celle de huit ou dix nœuds <sup>3</sup>. Par une nuit obscure, ce ne pouvait que favoriser une attaque audacieuse. A huit heures, la flotte passa à l'ordre de front, et la *Sabina* ayant trois feux à la poupe et un en tête de mâl, fit route pour sortir du détroit <sup>4</sup>. Le *Saint-Antoine*, très mauvais marcheur, était obligé de forcer de voiles <sup>5</sup>, de même le *Formidable* qui démâta du mâl de perroquet lui servant de mâl de hune ; d'autres navires suivaient avec peine. Sous l'action d'un fort vent, la mer se faisait très grosse. Par suite du gros temps et de l'allure, il n'est guère douteux que l'escadre ne pût conserver son ordre de front et

<sup>1</sup> Compte rendu de Linois au ministre. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 137.

<sup>2</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. I<sup>er</sup>, p. 405 (Sir J. Brenton commandait le *Caesar*).

<sup>3</sup> « Notice sur les actions maritimes d'Algésiras, etc., » précitée. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 155 ; Truguet à Forfait, 2 fructidor-20 août, précitée. Arch. nat., AFiv, 1189, fol. 261.

<sup>4</sup> Compte rendu de Linois, précité. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 136.

<sup>5</sup> Nouvel à Forfait, 4 thermidor-23 juillet. Arch. nat., AFiv, 1189, fol. 226.

qu'elle ne naviguât en désordre. L'erreur du plan apparaissait ; mais d'autres fautes plus graves allaient être commises, autant qu'on peut s'en rendre compte de la comparaison des récits et rapports officiels ; car, dans la catastrophe finale, tout demeure obscur, les événements comme les témoignages, qui ne semblent avoir été apportés que pour taire les fautes et dissimuler les responsabilités.

Saumarez avait continué d'observer les forces franco-espagnoles. « Tard dans la soirée, inscrit-il dans son rapport, j'observai que les navires ennemis avaient franchi la pointe de Cabrita, et à huit heures, je parlais avec l'escadre, pour me diriger à leur poursuite <sup>1</sup>. » Les capitaines connaissaient ses intentions ; aucun signal n'était à faire, précaution sage pour éviter des erreurs dans une attaque de nuit. Vers dix heures, il donna l'ordre, à la voix, au *Superb*, son matelot d'avant, de forcer de voiles et de s'efforcer d'attaquer les vaisseaux de l'arrière-garde ennemie en s'interposant entre la terre et eux <sup>2</sup>.

Le vent redoublait et s'abattait en lourdes rafales sur les mâtures. De l'arrière de la *Sabina*, Linois supputait les périls et mesurait les chances de cette navigation dangereuse, cherchant dans la nuit, au milieu de la tempête, des motifs de se rassurer. « A onze heures et demie, je comptais de la dunette de la frégate tous nos bâtiments réunis, bien réunis, quoique la nuit fût très obscure.... Nous nous félicitions de nous voir aussi bien réunis et de naviguer dans un bon ordre qui nous rassurait sur les projets de l'ennemi. A onze heures et demie, la nuit était très obscure,.... nous entendimes une canonnade dans l'est-nord-est, et, peu après, nous vîmes un embrasement qui nous fit redouter que quelques-uns de nos vaisseaux, se servant de leurs canons de retraite, par le fort vent qu'il faisait, n'eussent pris feu. Nous pensions aussi que ce pouvaient être des brûlots de l'ennemi <sup>3</sup>. »

Que venait-il donc de se passer ? Sur l'ordre de son chef, Keats, commandant le *Superb*, avait forcé de voiles et gagné sur nos navires ainsi que sur les autres bâtiments anglais. Vers les

<sup>1</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. 1<sup>er</sup>, p. 415. Rapport de Saumarez.

<sup>2</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. 1<sup>er</sup>, p. 415.

<sup>3</sup> Maurice Loir, *op. cit.*, p. 122 ; Compte rendu de Linois précité. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 136.

onze heures, le *Caesar* étant seul encore en vue, à trois milles au moins à l'arrière, Keats distingua un trois-ponts, c'était le *Real Carlos*, par son travers bâbord, et deux autres navires sur le côté de celui-ci, naviguant à peu près sur une ligne de front. Sans s'inquiéter ni de la force de ses adversaires ni de l'éloignement de ses compatriotes, Keats n'hésita pas à attaquer : les succès ininterrompus de la marine britannique, le sentiment de la supériorité professionnelle, lui inspirèrent l'audace. Arrivé à une encablure et demie du *Real Carlos*, il lui lâcha sa bordée. Surpris par cette attaque brusque, le navire espagnol répondit aussitôt, mais ce qui était à redouter au cours d'une attaque de nuit, avec des équipages mal aguerris, arriva.

« J'ouvris mon feu sur eux, relate Keats à son chef.... Ceci produisit évidemment un bon effet, aussi bien sur ce navire que sur les autres en ligne avec lui, qui commencèrent à tirer les uns sur les autres, et, de temps à autre, sur le *Superb* <sup>1</sup>. » Le *Formidable* reçut une bordée en poupe ; Troude, s'élançant sur la dunette, la jugea ennemie, puis, comme il recevait de tous côtés les coups de navires qu'il croyait être anglais, et qui n'étaient, en réalité, que des navires de l'escadre combinée, demeurés en arrière, il fit hisser trois feux à la corne, comme son premier agresseur, défendit de répondre, et enfin, par une brusque embordée, changea de route, mettant à profit la fumée et l'obscurité pour se dérober. Il donnait ainsi tout à la fois une preuve de sang-froid en faisant taire son artillerie, et d'irréflexion en changeant de route et en allumant des signaux, contrairement aux instructions, ce qui ne pouvait que contribuer à augmenter le désordre et la panique.

Le *Superb* s'acharnait contre le *Real Carlos*, l'engagement

<sup>1</sup> « Vers minuit, j'essayai le feu de cinq vaisseaux anglais, qui avaient laissé arriver, comme nous...., j'échappais, le mieux qu'il me fut possible, à leur vive canonnade.... » Rapport de Troude à Linois. Cadix, 24 messidor-13 juillet. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 140. Or, il est certain qu'il n'y eut qu'un agresseur, le *Superb* (Rapports de Keats et Saumarez. J. Ross, *op. cit.*, t. I<sup>er</sup>, p. 418). En comparant le rapport de Keats, cité au texte, avec celui de Troude, on voit que, à ne pas en douter, c'étaient les vaisseaux combinés qui tirèrent. Comment le *Superb* aurait-il eu ses feux de distinction, pour se glisser au milieu des nôtres, qui n'en avaient pas ? N'était-ce pas plutôt la *Sabina* qui avait ses feux allumés et tira sur le *Formidable* ? Alors, le *Real Carlos*, l'*Hermenegildo*, l'*Agostino*, la *Sabina* et le *Superb* auraient formé le groupe de cinq navires vus par Troude.



durait depuis un quart d'heure environ, quand le mât de hune de misaine du vaisseau espagnol rompit et tomba sur les bastingages : presque aussitôt Keats apercevait le feu à bord de son adversaire ; sa destruction totale paraissant certaine, il força de voiles pour engager un autre navire <sup>1</sup>. Le *Real Carlos* continuait cependant sa route à son poste, au dire de Linois. « Nous mimes un moment en travers, mais le bâtiment en flammes nous approchait beaucoup, nous continuâmes la route, ayant toujours un feu au grand mât, signal de ralliement. Il n'y avait plus de doute que l'ennemi, sortant du détroit et doublant notre sillage, ne nous lâcherait sa bordée <sup>2</sup>. » Mais le *Superb*, ayant rejoint le *Saint-Antoine*, l'attaquait, et la canonnade reprenait de plus belle au moment où les navires atteignaient la *Sabina*. « La canonnade, continue Linois, devint à peu près générale. Nous reçûmes plusieurs bordées qui nous tuèrent un homme à bord de la frégate et en blessèrent cinq. Il y eut plusieurs boulets dans les voiles <sup>3</sup>. » Après avoir arboré ses signaux de reconnaissance, Troude avait changé de route et était en vue de l'escadre ; il se croyait hors de danger <sup>4</sup>, quand la canonnade éclata ; un trois-ponts vint au vent subitement et lui lâcha une bordée : c'était le *Real Carlos* ; le *San Hermenegildo* imita la manœuvre, mais ne lui tira que deux coups, l'ayant reconnu <sup>5</sup>. Les deux commandants, en manœuvrant ainsi, se conformaient à l'ordre que nous avons reproduit, qu'au cas d'attaque, l'escadre devait former une ligne de file à l'abaissement complet du signal de route. Or, le rapport de Linois mentionne qu'« on fit amener le feu un instant » pour que l'ennemi ne s'acharnât pas sur la frégate, puis qu'il fut « hissé, peu après, pour rallier nos bâtiments <sup>6</sup>. » Pour arrêter la panique parmi ses hommes, pour assurer le salut de la *Sabina*, non par crainte personnelle, mais dans l'intérêt de sa flotte, Moreno donnait l'exemple d'un manque de sang-froid et d'une irréflexion impardonnables. Il oubliait ses instructions, ne pensait pas à la confusion qu'il pou-

<sup>1</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. Ier, p. 418. Rapport de Keats, 13 juillet.

<sup>2</sup> « Compte rendu de Linois. » A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 137.

<sup>3</sup> « Compte rendu de Linois. » A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 137.

<sup>4</sup> « Notice sur les actions maritimes d'Algésiras, etc. » A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 154.

<sup>5</sup> « Extrait du Journal nautique, etc. » A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 44.

<sup>6</sup> « Compte rendu de Linois. » Ibid., fol. 137.

vait amener, et, finalement, devenait l'auteur, par son imprévoyance, d'une catastrophe demeurée légendaire. Imités par d'autres navires, nous avons vu que le *San Hermenegildo* et le *Real Carlos* étaient venus subitement au vent; celui-ci, avec sa mâture avariée et le feu à son bord, manqua probablement, en partie, son évolution, il *cula* <sup>1</sup> et fut abordé par le *San Hermenegildo*, dont une partie de la mâture s'abattit sur lui. Le feu s'y communiqua, la panique se mit parmi les équipages, des coups s'échangèrent; pendant ce temps, la flamme, sous l'action de la tempête, glissait comme un léger feu follet le long des cordages, gagnait les voiles et embrasait le restant des mâtures. On eût dit que les deux vaisseaux illuminaient pour une fête, et, en réalité, c'en était bien une, mais tragique, celle de la mort. Au moment de l'abordage, le *Caesar* les approchait, prêt à ouvrir le feu; au spectacle de l'embrasement, Saumarez, alors sur la dunette, saisissant son capitaine de pavillon, Jahleel Brenton, par l'habit, s'écria : « Parbleu ! Monsieur, la journée est à nous ? ! » Toute la partie étroite du détroit, dans laquelle naviguaient les deux flottes, était éclairée par ces deux torches flottantes, qui projetaient au loin, sous l'action des lames creuses, leur immense lueur vacillante; celle-ci se réfléchissait, comme dans des milliers de miroirs, à la surface des vagues. Au milieu des flammes, les navires anglais qui dépassèrent les deux vaisseaux aperçurent encore les couleurs royales d'Espagne flottant au vent <sup>2</sup>. Les mâtures se détachèrent quelque temps sur le brasier, puis, calcinées, elles s'effondrèrent, broyant de leurs débris des centaines d'êtres affolés <sup>3</sup>. Impuissants à sauver ces malheureux, dont on entendait les clameurs, les navires de toute nationalité fuyaient, redoutant ces foyers mobiles dont le vent pouvait apporter les débris enflammés ou sur lesquels les grains violents pouvaient les jeter. La panique était grande, les témoins ne peuvent la taire. Dans une lettre à Vence, Linois confessait le fait : « Nous étions alors dans la partie la plus resser-

<sup>1</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. I<sup>er</sup>, p. 422. Saumarez à son frère, 13 juillet. Il est formel sur ce point; William James, *op. cit.*, t. III, p. 118; Clowes, *op. cit.*, t. IV, p. 467.

<sup>2</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. I<sup>er</sup>, p. 407. Récit de Brenton.

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> Fulgence Girard et Lecomte, *op. cit.*, t. III, p. 74.

rée du détroit; chacun cherchait à s'éloigner des bâtiments embrasés, il en résulta de la confusion,.... nous n'eûmes d'autre parti à prendre que de continuer notre route à petites voiles <sup>1</sup>.... »

Les rapports et, à leur suite, les récits historiques ont donné une version des causes de ce drame, autre que celle que j'ai admise et qui me paraît résulter du rapprochement des documents. Je note, toutefois, que la version officielle a pour origine les dires de quelques survivants. La voici, telle que je l'extrais des rapports officiels. Les deux vaisseaux se seraient pris pour ennemis; ils se seraient canonnés avec rage; le feu aurait pris à bord du *Real Carlos*, et finalement ils auraient sauté après s'être abordés <sup>2</sup>. On voit en quoi elle diffère du récit qui précède. Il est incontestable qu'il y eut, au début, une panique et que les vaisseaux tirèrent les uns sur les autres. Mais il n'est pas plus contestable que l'incendie éclata à bord du *Real Carlos*, au moment où le *Superb* le battait à une demi-encablure; le rapport de Keats en fait foi. Les deux vaisseaux *Real Carlos* et *San Hermenegildo* auraient-ils continué à se battre sans s'apercevoir de leur erreur? Saumarez et Troude, qui eurent à vue les deux navires, un peu avant la catastrophe, témoignent le contraire. « Comme le *Caesar*, nous dit le premier, se préparait à engager un trois-ponts qui avait serré le vent, il fut aperçu en feu, et les flammes ayant été communiquées à un vaisseau au vent de lui, tous deux furent bientôt en feu <sup>3</sup>; » il ne dit rien d'un combat entre ces navires. Troude nous semble aussi probant. « Une fois que j'ai eu dépassé les deux vaisseaux précités, une canonnade fort vive a commencé..., j'ai cru que c'étaient les deux vaisseaux. » Ils ne se combattaient donc pas avant. Et plus loin : « Cet incendie m'a fait voir l'escadre ennemie continuant à faire feu <sup>4</sup>. » Il ne parle pas de combat entre Espagnols. Comment croire, d'ailleurs, que les deux commandants, qui avaient reconnu leur méprise après avoir ouvert leur feu sur le *Formidable*, se seraient

<sup>1</sup> Maurice Loir, *op. cit.*, p. 122. Linois à Vence, 12 juillet.

<sup>2</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. I<sup>er</sup>, p. 418 ; Rapport de Linois ; de Lesseps à Talleyrand, 26 messidor-15 juillet ; « Notice sur les actions maritimes d'Algésiras, etc. » A. M., BB<sup>4</sup>, 155. fol. 137, 106 et 150, et Arch. nat., AFiv, 1189, fol. 218. Rapport de Dumanoir-Lepellety.

<sup>3</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. I<sup>er</sup>, p. 415. Rapport de Saumarez.

<sup>4</sup> « Extrait du Journal nautique, etc. » A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 44.

pris pour ennemis, étant les seuls trois-ponts des deux flottes, alors que l'incendie qui le dévorait éclairait le *Real Carlos*? La méprise des survivants provint, sans doute, de ce que le *Superb* n'ayant pas été aperçu, ils crurent que le feu avait éclaté pendant qu'ils se combattaient. Quant au faux signal et à ses conséquences, il ne fut pas relaté ou pas aperçu des survivants; dès lors l'abordage ne s'expliquait que par une méprise. On fit ainsi le silence sur la faute commise.

Mais si le feu éclata à bord du *Real Carlos* pendant son action avec le *Superb*, quelle en fut la cause? Les Anglais auraient tiré à boulets rouges. « Vers minuit, dit Troude..., j'essuyai le feu de cinq vaisseaux.... qui tiraient à boulets rouges <sup>1</sup>....; » même allégation dans le procès-verbal de reddition du *Saint-Antoine* : « Entouré d'ennemis se servant de boulets incendiaires <sup>2</sup>; » enfin, Linois à Vence : « Tous les rapports s'accordent à assurer que l'ennemi s'est servi de boulets incendiaires, il le désavoue, et malgré les indices que nous avons, je ne pourrais pas l'affirmer positivement <sup>3</sup>. » Ce désaveu, et on verra plus loin si on doit l'admettre, fut formulé presque immédiatement par Saumarez : « Je saisis la présente occasion de démentir de la manière la plus formelle et la plus positive un récit si injurieux pour l'humanité caractéristique de la nation britannique.... » A cette lettre, Mazarredo répondit que ce bruit « n'a existé que parmi un public ignorant, et n'a reçu aucun crédit des personnes de condition, qui connaissent bien la manière de combattre de la marine anglaise.... » Saumarez le remercia, mais il insistait encore pour qu'un désaveu formel fût rendu public, pour ne pas laisser l'esprit public s'irriter contre le nom anglais. Ce désaveu, je le crois sincère <sup>4</sup>. La canonnade, qui éclata vers minuit, eut lieu entre navires alliés, ils ne tiraient donc pas à boulets rouges, comme le dit Troude dans le rapport que j'ai cité. Il y eût eu pour les Anglais un véritable danger à se servir de fourneaux par un gros temps. Enfin, le Journal nautique de Troude et une longue lettre de Nouvel <sup>5</sup>, du *Saint-Antoine*, sont muets sur ces

<sup>1</sup> Rapport de Troude. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 140.

<sup>2</sup> Procès-verbal. Ibid., fol. 172.

<sup>3</sup> Maurice Loir, *op cit.*, p. 124. Lettre du 12 juillet, précitée.

<sup>4</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. II, p. 11, 13 et 12. Mazarredo à Saumarez, 12 août. Saumarez à Mazarredo, 11 et 18 août.

<sup>5</sup> Nouvel à Forfait, 4 thermidor-23 juillet. Arch. nat., AFiv, 1189, fol. 226.

tentatives incendiaires; seuls, les rapports en parlent. A propos de prétendus renforts arrivés le lendemain de ces combats aux Anglais et dont il avait parlé dans un rapport, Dumanoir-Lepelley écrivait à Truguet : « Je n'y avais pas cru,.... mais il est bon d'avoir une ombre pareille, pour couvrir le mauvais côté de notre affaire <sup>1</sup>. » On doit, en lisant les rapports officiels, se souvenir de cette phrase : la pensée qu'elle traduit dut présider à leur rédaction : elle les commente et les explique. La cause réelle de l'incendie, Linois nous la fait connaître dans un passage de cette même lettre, déjà citée, où il avait cru devoir relater dubitativement la version tenue officiellement pour exacte : « Le *Real Carlos*... démâta de son mâl de misaine; le feu des canons de ses batteries mit le feu aux débris de la mâture <sup>2</sup>, » d'où l'embarquement du navire.

Il faut, maintenant, revenir au récit des derniers faits de cette nuit fatale pour l'escadre combinée. Le *Saint-Antoine*, on s'en souvient, était aux prises avec le *Superb*. A l'abaissement du feu de route, il était venu au vent, cherchant par quelques coups heureux à désenparer l'Anglais, et avait ensuite repris sa course. Le Ray, son commandant, était frappé grièvement, au moment où le *Caesar* approchait, suivi du *Vénérable*; il remit le commandement à Nouvel <sup>3</sup>. A bord du *Saint-Antoine*, il n'y avait que cinq Français par pièce, le reste se composait d'étrangers; « dès que le feu se manifesta à bord des deux vaisseaux espagnols, ces hommes, déjà anéantis par la présence de deux vaisseaux qui (les) combattaient, perdirent tout à fait courage : ceux surtout destinés pour la manœuvre disparurent aussitôt qu'ils s'aperçurent que les vaisseaux de la division (les) avaient abandonnés et qu'un troisième vaisseau les attaquait....; le désordre se mit dans les batteries <sup>4</sup>.... » Il fallut toute l'énergie des officiers pour prolonger le combat une heure et demie, et devant l'impossibilité d'une plus longue défense, Nouvel héla le *Superb* qu'il était rendu <sup>5</sup>. Au même instant, une embarcation accostait

<sup>1</sup> Dumanoir-Lepelley à Truguet, 9 thermidor-28 juillet. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 162.

<sup>2</sup> Maurice Loir, *op. cit.*, p. 124. Lettre du 12 juillet, précitée.

<sup>3</sup> Reddition du *Saint-Antoine* (réquisitoire introductif d'instance). A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 172.

<sup>4</sup> Nouvel à Forfait, 4 thermidor-23 juillet. Arch. nat., AFIV, 1189, fol. 226.

<sup>5</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. I<sup>er</sup>, p. 418. Rapport de Keats; W. James, *op. cit.*, t. III, p. 114.

le vaisseau anglais portant un élève et trente-cinq matelots du *Real Carlos*. En effet, pendant qu'amis et ennemis les fuyaient, les navires espagnols, continuant à brûler, s'étaient séparés, les flammes ayant dévoré l'enchevêtrement de débris qui les unissait; puis, vers une heure, une effroyable explosion éclaira d'une lumière plus vive le détroit; un nouveau jet de flamme s'éleva bientôt, avec fracas, dans la nuit. Du *Real Carlos* et du *San Hermenegildo* ne subsistaient que des débris flottant à la surface de la mer et d'épais nuages de fumée et de vapeur, qui, trop lourds, étaient emportés par la tempête au ras des vagues, allant porter au loin la panique. Ils cachèrent, quelque temps, l'agonie de malheureux se débattant sans espoir. La mer les prit tour à tour. De plus de deux mille hommes qui montaient les deux vaisseaux, survécurent seuls ceux recueillis par le *Superb* et quelques autres sauvés par d'autres navires <sup>1</sup>.

Tandis que Troude, séparé du gros de la flotte, dirigeait son *Formidable* au nord-ouest, puis au nord, de façon à se rendre devant Cadix au point du jour, Moreno et Linois faisaient route à l'ouest-nord-ouest, « ne voulant pas venir plus au vent, dans la crainte de compromettre la mâture des bâtiments désemparés, le vent étant alors très violent <sup>2</sup>. »

Les dernières heures de nuit furent un temps d'angoisse pour les deux amiraux, incertains qu'ils demeureraient si leur escadre naviguait réunie, si les bâtiments qu'ils apercevaient étaient les leurs ou bien ennemis. Elles furent également une période d'inquiétude pour Saumarez. A cause des mâts du *Caesar*, il avait été forcé de diminuer de voilure en arrivant à la hauteur du cap de Trafalgar et, après l'avoir doublé, masqué par la terre, il manqua de vent, alors que celui-ci soufflait en tempête dans le détroit. Le navire se mit alors à rouler énormément, faute d'être appuyé, au grand péril de sa mâture. Enfin, autre préoccupation et d'importance également, il avait perdu de vue le restant de son escadre. « Or, il était anxieux de la rassembler autour de lui pour pouvoir, avec ces forces réunies, atteindre Cadix

<sup>1</sup> *Victoires et conquêtes des Français*, t. XIV, p. 166; W. James, t. III, *op. cit.*, p. 113, fixe le nombre des sauvés à trois cents environ. Il ne dit pas sur quels renseignements il s'appuie.

<sup>2</sup> « Extrait du Journal nautique, etc., » et « Compte rendu de Linois. » A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 45 et 137.

avant le matin et couper l'ennemi du point où il pouvait trouver sécurité <sup>1</sup>. » Il ne parvint pas à réaliser son dessein. Les éléments naturels qui s'étaient faits ses auxiliaires pendant la nuit lui firent défaut; à la tempête succéda le calme. Le manque de vent et la fière résistance du *Formidable* allaient lui rappeler que la fortune ne favorise pas toujours le même adversaire.

### III.

Avec le jour naissant, le vent était tombé et la mer calmée; les deux escadres, au lever du soleil, se trouvaient ainsi réparties : dans l'ouest de Cadix, le gros des forces franco-espagnoles : les frégates *Sabina*, *Muiron*, *Libre*; les vaisseaux *San Agostino*, *Argonauta*, *San Fernando*, l'*Indomptable* et le *Desaix*, qui signala au jour une voie d'eau lui faisant « trente pouces d'eau à l'heure et demanda à reprendre ses haubans, ce qui lui fut accordé <sup>2</sup>. » Sous terre, à quatre lieues, au vent de l'escadre, se trouvait le *Formidable*. A quatre heures du matin, Troude eut connaissance, dans ses eaux, de quatre bâtiments qu'il reconnut ennemis : « Cette division était de trois vaisseaux et une frégate; alors, j'ai vu que le moyen le plus certain, pour éviter de tomber en leur pouvoir, était de serrer le vent pour rallier la terre le plus promptement possible <sup>3</sup>. » En tête de ces navires, et approchant le vaisseau français, s'avançaient le *Vénérable* et le *Thames*; à quelque distance d'eux, le *Caesar*; loin, en arrière de ce dernier, naviguait le *Spencer*. Le *Superb* et l'*Audacious* étaient hors de vue <sup>4</sup>. A quatre heures et demie, Troude eut connaissance de Saint-Pierre, proche Cadix, lui restant de l'avant. « Au nord-est, distance de deux lieues, les bâtiments aperçus continuèrent à me donner la chasse : j'ai fait tout disposer pour les recevoir <sup>5</sup>. » Le *Vénérable*, s'étant approché, hissa ses couleurs; le *Formidable* l'imita aussitôt, arborant la flamme au grand mât. Troude fit rentrer le pavillon amiral qu'il avait ordre de porter, « craignant de le compromettre, ayant des

<sup>1</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. I<sup>er</sup>, p. 408.

<sup>2</sup> « Compte rendu de Linois, » précité. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 137

<sup>3</sup> Rapport de Troude à Linois. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 141.

<sup>4</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. I<sup>er</sup>, p. 409; Clowes, t. IV, p. 467.

<sup>5</sup> « Extrait du Journal nautique, etc. » A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 45.

forces aussi supérieures à combattre <sup>1</sup>. » Le *Vénérable* laissa arriver; Troude craignit que le *Caesar* ne passât au vent pour le prendre entre deux feux : « Je fis descendre les hommes qui servaient les gaillards, pour renforcer les batteries et pouvoir, avec avantage, me battre des deux bords; il me manquait alors cent hommes de mon équipage. C'est pour cette raison que j'ai fait dégarnir les gaillards <sup>2</sup>. »

La frégate *Thames* attaqua la première, mais quelques coups de canon bien pointés de l'arrière lui firent lâcher prise; le vaisseau, étant à portée de pistolet, envoya sa bordée au navire français, « en hanche à bâbord. » Ne pouvant lui répondre dans cette position, Troude laissa arriver et riposta, la frégate continuant à le battre en poupe <sup>3</sup>. La brise manquant toujours, les deux vaisseaux furent promptement enveloppés de fumée. « Le *Caesar*, à distance d'environ un mille de l'ennemi, était complètement au calme, ses canots furent envoyés en tête dans l'espoir de le touer à portée de canon de l'ennemi <sup>4</sup>. » « Quoique désarmé de tout, et l'équipage, harassé de fatigue, n'ayant pas reposé depuis trois jours, le *Formidable* répondait avec courage à l'attaque <sup>5</sup>. » « Le vaisseau auquel je venais d'envoyer ma volée, expose son jeune commandant, étant obligé d'arriver, pour ne pas m'aborder, m'a prolongé vergues à vergues. Ses canons étant rechargés et les miens ne l'étant pas encore, il a fait sur moi le feu le plus vif, auquel j'ai bientôt répondu par un semblable. Ce vaisseau, se trouvant à l'abri de mes voiles, avait perdu l'avantage de marche qu'il avait sur moi, ce qui m'a décidé à le serrer le plus près possible pour me mettre à couvert des deux autres qui manœuvraient aussi pour me combattre. Je prêtai, en même temps, la plus grande attention à tenir le vaisseau que je combattais dans la perpendiculaire de ma route, pour ne pas perdre de temps dans le pointage <sup>6</sup>. » Pendant ce temps, la *Thames* continuait à canonner en poupe, n'étant pas obligée « de revirer de bord si souvent à cause des

<sup>1</sup> Ibid.

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> Rapport de Troude à Linois, précité. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 141.

<sup>4</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. I<sup>er</sup>, p. 409.

<sup>5</sup> Rapport de Troude à Linois, précité. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 141.

<sup>6</sup> « Extrait du Journal nautique, etc., » précité. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 45-46.



« arrivées et des olofées » que le *Formidable* était contraint de faire pour conserver son plan de défense <sup>1</sup>. La lutte se continuait entre les deux navires, se combattant à une portée de pistolet, avec le même acharnement et la même bravoure que dans leur précédente rencontre. Dès le début de ce combat, ainsi livré vergues à vergues, le *Vénérable* avait démâté de son perroquet de fougue; après une heure et demie de lutte, bord à bord, le vaisseau anglais perdit encore son grand mât, abattu par notre artillerie <sup>2</sup>. Se sentant inférieur, et comme une légère brise s'était élevée, Hood se décida à laisser arriver; la fumée étant dissipée, Troude l'imita peu à peu, « pour le canonner en poupe et en même temps canonner le *Caesar* qui ne pouvait faire feu sur lui <sup>3</sup>. » Peu après, le *Vénérable* « en venait encore au lof, » perdit son mât de misaine <sup>4</sup>, et ce malheureux navire ne fut plus qu'un ponton, faisant eau de toutes parts. Il y eut peut-être alors quelques coups échangés entre le *Caesar* et le *Formidable*, mais, en tout cas, cette canonnade eut lieu à très grande distance <sup>5</sup>. Le vaisseau anglais, ayant toutes ses voiles, marchait mieux que le nôtre, cependant Saumarez s'éloigna à son tour. « Je n'avais donc plus que le vaisseau le *Superb* (Troude fait ici erreur, c'était le *Spencer*) à combattre; il me restait, alors, par la joue de bâbord, et il m'était impossible de passer sans avoir un nouvel engagement, à quoi j'étais très disposé <sup>6</sup>. » Troude fit alors monter dans les batteries tout ce qui lui restait de boulets, pour une grande heure de combat, selon lui, puis harangua son équipage; mais, écrivait-il, « soit qu'il n'y eût pas de gloire à acquérir à combattre un vaisseau aussi désarmé que nous, soit que la leçon que je venais de donner à ses camarades ne lui plût pas, il a laissé arriver et a passé sous le vent à moi, hors de portée,.... pour aller rejoindre les autres bâtiments qui étaient dans mes eaux <sup>7</sup>. » A sept heures

<sup>1</sup> « Extrait du Journal nautique, etc., » précité. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 46.

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> Ibid., fol. 46.

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> De Lesseps au ministre. Cadix, 25 messidor-14 juillet : « Un vaisseau et une frégate ont commencé le feu sur un vaisseau français...., à six heures, le vaisseau anglais était démâté..., les deux autres vaisseaux paraissant à une certaine distance au calme.... » A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 101.

<sup>6</sup> « Extrait du Journal nautique, etc. » A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 46.

<sup>7</sup> Ibid.

du matin, il se voyait ainsi débarrassé de ses adversaires et libre d'entrer à Cadix; mais la brise de terre manqua et il demeura immobilisé à portée de canon de l'ennemi. Ayant fait rafraîchir ses hommes, il s'occupa de réparer son vaisseau. Le *Formidable* avait terriblement souffert. En outre des avaries de son gréement, les bastingages avaient été détruits depuis le grand baux jusqu'au mât d'artimon, neuf pièces étaient mises hors de service, et plusieurs boulets avaient traversé la coque <sup>1</sup>.

Du sud, les autres vaisseaux anglais approchaient. Il semblait qu'à la première brise, Saumarez allait être en mesure de réduire le navire français. Il ne tenta pas l'entreprise, il reconnut ainsi son échec. L'approche de la flotte franco-espagnole, la vue des canonnières sorties de Santi-Petri et de Cadix <sup>2</sup>, lui firent craindre qu'au cas où il prononcerait son attaque, son escadre, pouvant être entraînée sous Cadix, n'eût affaire à des forces supérieures aux siennes, car le *Vénérable* venait de s'échouer et il le croyait perdu; dès lors, il ne lui restait que quatre vaisseaux. Il jugea donc prudent de se contenter des résultats obtenus, et à l'audace succéda la timidité. Il s'arrêta devant une marine française oubliée; une marine où on savait non seulement mouvoir, mais manœuvrer. Il envoya son capitaine de pavillon, sir J. Brenton, au *Vénérable*, qui venait de perdre son mât d'artimon. Celui-ci trouva assis à l'arrière le brave Hood, exposé au feu des pièces de retraite des Français. Il lui transmit l'ordre d'évacuer le vaisseau et d'y mettre le feu, au cas d'impossibilité de se relever; la *Thames*, qui avait reçu l'ordre d'approcher le navire, recueillerait son équipage. « Rapportez à sir James que j'espère que ce n'est pas encore fini du vieux *Vénérable* ! J'espère le relever bientôt : laissez la *Thames* près de moi, prête à prendre l'équipage. Cette canaille n'aura pas mon navire <sup>3</sup>. » On commença donc à alléger le vaisseau en transportant tout ce qui était possible sur l'autre navire.

Voyant la situation anglaise, trop loin pour communiquer par signaux avec son chef, Troude expédia une felouque à Linois

<sup>1</sup> « Extrait du Journal nautique, etc. » A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 47.

<sup>2</sup> « Compte rendu de Linois; » de Lesseps à Talleyrand, 25 messidor-14 juillet, précité, A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 137 et 101.

<sup>3</sup> J. Ross, *op. cit.*, t. I<sup>er</sup>, p. 411.

pour lui annoncer son combat, la position de l'escadre ennemie et l'état du *Vénérable* <sup>1</sup>. Puis, à dix heures, le vent ayant fraîchi de l'ouest sud-ouest, il put croire que ce vaisseau, que le vent ou le courant rejetait à la côte malgré les efforts, était abandonné, l'escadre ennemie faisant route vers l'ouvert du détroit; il s'adressa alors au capitaine de frégate, commandant les chaloupes canonnières espagnoles, pour l'engager à tenter d'enlever le *Vénérable*. « A quoi, nous dit-il, il m'a répondu qu'il allait voir cela, mais il n'en a rien fait; peut-être a-t-il cru, comme bien d'autres, que l'escadre combinée qui faisait route sur moi allait s'en emparer, mais il n'en a rien été <sup>2</sup>. » L'intervention des chaloupes eût peut-être suffi à faire abandonner le *Vénérable*, celle de l'escadre eût été décisive. Moreno ne crut pas devoir tenter une attaque qui, réussie, lui eût assuré le rôle de vainqueur; il laissa son adversaire regagner, avec le *Vénérable* à la remorque, Gibraltar, où les ovations de ses compatriotes allaient le sacrer victorieux, et vint mouiller dans la rade de Cadix, où était déjà le *Formidable*, entré aux acclamations de la population spectatrice de son beau combat.

Troude méritait, ainsi que son équipage, cette ovation. Attaqué par un vaisseau et une frégate, il avait, avec un navire en mauvais état et un équipage incomplet, désarmé le vaisseau, lui mettant plus de cent hommes hors de combat, éloigné la frégate et tenu en respect le reste des forces anglaises. Qu'importe que celles-ci ne l'eussent pas engagé à fond, qu'il eût dans son rapport exagéré son exploit, la vérité suffit pour justifier la réputation qu'il acquit dans ce combat, et dont le grade de capitaine de vaisseau fut la récompense. Les historiens anglais auront beau épiloguer <sup>3</sup>; celui-là s'avoue vaincu, qui abandonne le champ de bataille, et ce fut le cas de Saumarez.

A Cadix, la désolation avait remplacé la joie; beaucoup de familles y pleuraient l'un des leurs. On avait préparé des fêtes pour recevoir les vainqueurs d'Algésiras, on ne pouvait plus les convier qu'à des cérémonies funèbres. Parmi les Français, outre la pitié pour leurs alliés, régnait la tristesse de l'échec de la campagne. Truguet écrivait: « ...Il ne faut plus compter sur la

<sup>1</sup> « Extrait du Journal, etc., » précité. A. M., BB<sup>4</sup>, 155, fol. 47.

<sup>2</sup> « Extrait du Journal, etc. » V. également rapport de Troude, *ibid.*, fol. 142.

<sup>3</sup> W. James, *op. cit.*, t. III, p. 115 et 117.

marine espagnole, la misère et la pénurie des Espagnols sont à leur comble.... Il serait imprudent de tenter, pour le moment, l'envoi à Cadix d'aucune force partielle ; elle serait nécessairement interceptée <sup>1</sup>. » Ces quelques lignes renfermaient, sans le vouloir, la critique du plan primitivement conçu.

Saumarez fut comblé par ses compatriotes : pension, ordre du Bain, épée d'honneur, remerciements du Parlement, il eut tous ces honneurs. Le désastre de la marine espagnole lui fut compté comme une grande victoire : la revanche d'Algésiras, la défaite de Linois. Les Anglais arrivèrent à faire de ces diverses rencontres une seule affaire en deux actions, dont Linois aurait été finalement le perdant. Les faits démentent suffisamment cette légende. Nous avons pleinement rendu justice à Saumarez ; mais les services rendus par lui, en cette campagne, ne sont pas de ceux qui sont de tout premier ordre <sup>2</sup>. La vérité est que, nos projets ayant été connus, l'Amirauté eut une conception très nette du point stratégique à occuper. La réussite finale est due à ce plan que Saumarez compromit plus qu'il ne le servit.

« L'avantage de la croisière de l'escadre devant Cadix, dit Mahan, se révèle par l'insuccès sur le champ de bataille d'Algésiras. A cette position était dû : 1° que le détachement de Linois ne put faire sa jonction ; 2° qu'il fut attaqué séparément, et très rudement malmené ; 3° que dans la retraite sur Cadix, les trois vaisseaux français ne furent pas en condition favorable pour combattre.... Il est évident que le trait distinctif de ces opérations fut que l'escadre britannique réduisit les divisions ennemies à recevoir le combat séparément. Elle fut capable de le faire, parce qu'elle avait été tenue devant le port de l'adversaire, s'interposant entre elles <sup>3</sup>. » D'une manière générale et en fait, on ne peut que souscrire aux conclusions de l'éminent auteur, avec cette réserve cependant que si Moreno eût compris son rôle <sup>4</sup>, l'énergie et l'habileté de Linois eussent pu produire

<sup>1</sup> Truguet à Bonaparte, 2 fructidor-20 août. Arch. nat., AFIV, 1189, fol. 260.

<sup>2</sup> Il y avait, je crois, une idée politique dans tous ces honneurs. Je citerai ce fait significatif, à ce qu'il me semble, de la véritable pensée du gouvernement anglais. Des renforts ayant été envoyés sous le commandement de l'amiral Morrice Pole, Saumarez fut placé sous les ordres de ce dernier, plus jeune que lui. Il protesta, mais en vain. V. J. Ross, *op. cit.*, t. II, ch. 1.

<sup>3</sup> Mahan : *The influence of sea power upon the french revolution and empire*, t. II, p. 64.

<sup>4</sup> « De grands revers ont succédé à la gloire d'Algésiras ; l'imprévoyance et

tous leurs résultats, et les dispositions anglaises aboutir à un échec, tout au moins partiel. Mais le vice fondamental du plan français résultait bien du rôle de la marine alliée; il ne fallait pas faire état des ressources de l'Espagne, quand son impuissance était connue; et dès lors, à la faute d'avoir livré une faible division aux risques certains d'une navigation que l'ennemi avait le pouvoir de connaître et la certitude de contrarier, s'ajoutait celle de lui avoir fait espérer une aide sur laquelle elle ne devait pas compter, et des ressources matérielles dont elle ne devait pas faire état. Et c'est ce qui fit encore que le large résultat fut, décidément, en faveur de nos adversaires <sup>1</sup>.

Si quelque chose eût pu consoler nos marins en ces jours de tristesse, c'eût été de savoir que, vainqueurs, ils n'eussent pu sauver l'Égypte qui venait de succomber, et que le sang versé ne l'avait pas été inutilement; car « l'honneur fut partagé dans cette courte campagne; mais la plus grande partie en revint incontestablement aux Français <sup>2</sup>. » Et, en outre, qui sait si Linois, par son succès d'Algésiras, Latouche-Tréville, par l'échec infligé à Nelson devant Boulogne <sup>3</sup>, ne contribuèrent pas à faire naître chez les politiques anglais un état d'esprit, inconscient sans doute, qui les disposa à apposer la signature de l'Angleterre au bas des préliminaires de la paix d'Amiens? Dans ce monde, à côté des grands faits qui en déterminent les principaux événements, il en est d'autres plus modestes qui, à l'insu des hommes, les rendent possibles.

A. AUZOUX.

l'impéritie nous ont fait perdre le fruit de la victoire la plus éclatante, ainsi que tous les avantages d'une supériorité de force, au moins momentanée.... Tels ont été, citoyen ministre, les résultats des dispositions ineptes d'un amiral espagnol qui, monté sur une frégate, en avant et hors de vue de son escadre, s'était mis dans l'impossibilité de veiller à la sûreté de ses vaisseaux, de les rallier et de les secourir, donnant ainsi à sa marche.... tout le caractère d'une fuite honteuse. » Truguet à Forfait, 2 fructidor-20 août. Arch. nat., AFIV, 1189, fol. 261.

<sup>1</sup> Mahan : *The influence of sea power*, etc., t. II, p. 64.

<sup>2</sup> Jomini, *op. cit.*, t. XIV, p. 371.

<sup>3</sup> 1<sup>er</sup> et 16 août 1801.

---

LA

# PRÉPARATION D'UNE CAMPAGNE

## DE NAPOLEON

---

### LA TRANSFORMATION DE L'ARMÉE RÉPUBLICAINE EN ARMÉE IMPÉRIALE

---

C'est à juste titre que l'on regarde la campagne de 1805 comme la plus habile et la plus glorieuse de toutes les campagnes de Napoléon.

Elle est professée dans toutes les écoles militaires d'Europe comme le modèle parfait de stratégie et de tactique. Et il est facile de retrouver dans les guerres les plus récentes de nombreuses similitudes qu'elle a inspirées, jusqu'à des applications quasi littérales de ses principes, sauf bien entendu les modifications des moyens d'exécution.

C'est la mise à jour obligée que Napoléon n'eût pas négligée s'il se fût trouvé dans les nouvelles conditions de la guerre moderne.

Malheureusement, le penchant des Français à faire des campagnes du premier Empire un récit épique et presque légendaire a longtemps faussé les appréciations sur le génie militaire de Napoléon et encore plus sur la valeur réelle de ses généraux et de ses soldats.

Nous n'hésiterons pas à dire que, sous prétexte de les exalter, on les a diminués, lui et ses sous-ordres, en passant sous silence les immenses difficultés de l'organisation et du commandement. De même, on a déprécié les soldats français en les présentant comme infiniment supérieurs, en nombre et en qualité, aux soldats qui leur furent opposés.

Cette manière d'enseigner notre histoire militaire nous a inculqué une impression admirative, mais essentiellement fausse.

On attribue tout au « génie » de Napoléon, mais à un génie qui est présenté comme un don divin, où il y aurait eu au moins autant de chance que d'habileté.

Ses généraux ne sont que des exécutants aveugles réduits à suivre ponctuellement des ordres qui ont tout prévu.

Ses soldats, admirablement armés, équipés et pourvus, ne sont que les figurants d'une manœuvre savamment combinée dont la victoire est la seule solution possible, à moins d'événement absolument extraordinaire.

En résumé, un génie favori de la fortune dirigeant une armée héroïque, enthousiaste et sûre du succès.

Abusant de cette forme légendaire — qui, malheureusement, exclut tout profit d'enseignement — n'a-t-on pas été jusqu'à nous montrer Napoléon, au début de la campagne de 1805, indiquant Austerlitz sur la carte en disant : « Je battrai les Russes là? »

Or, il avait à traverser tout l'Empire d'Autriche gardé par une armée formidable. Et, derrière cette armée, était la coalition européenne en voie de formation, la Russie et la Prusse déjà prêtes.

N'est-ce pas vraiment diminuer le génie de Napoléon que le présenter sous cette abstraction, qui serait la condamnation de tout autre général d'armée?

Loin d'amoindrir la part respective des mérites, c'est au contraire la rehausser que de montrer tels qu'ils étaient ces soldats, ces généraux et leur chef suprême; de les faire revivre avec leurs qualités et leurs défauts, peut-être moins « héroïques » mais plus humains; de révéler leur véritable état d'âme; de découvrir ces dessous qui rendaient la victoire moins facile, moins fatale qu'on l'a dit. Et ce sera donner plus de gloire à ces armées toujours glorieuses, encore plus peut-être dans leurs défaites que dans leurs victoires.

Le génie militaire de Napoléon est indiscutable, mais c'est en ravalant l'admirable ampleur que la réduire à l'expression d'un simple calcul de volonté. Il est bien autrement complexe. Et, si la volonté ferme a été sa qualité dominante, comme elle doit

l'être pour tout commandant d'armée, ce n'est pas sans avoir compté d'abord avec les moyens si différents dont il a pu disposer, et ensuite avec ceux que ses adversaires pouvaient lui opposer.

Napoléon avait un esprit vif, impétueux même, tout de prime-saut, embrassant de suite, avec une largeur de vue admirable, le projet, les moyens, le but et les conséquences. Raisonnant presque toujours par synthèse, il construisait logiquement l'édifice de ses plans par la base.

Personne ne lui refusera ses grandes conceptions stratégiques ; ses critiques les plus acharnés n'ont jamais pu en attaquer que le menu détail, et il faut avouer que les combinaisons stratégiques de Napoléon ont varié à l'infini.

Certes, il ne laissait point passer impunément une faute de l'ennemi, mais d'avance il ne tablait pas sur des suppositions ; s'il avait besoin d'une faute de l'adversaire, il la lui faisait commettre. Les exemples à l'appui de cette assertion sont trop connus pour qu'il soit besoin de les citer.

Ce qu'il savait escompter, c'étaient les erreurs fatales, celles du parti pris et des préjugés, car il connaissait à fond les forts et les faibles de ses adversaires. Avec son sens aigu des réalités, sa vision lucide et froide, il savait surprendre l'ennemi et porter à l'heure précise le coup exact au bon endroit.

Napoléon a été un merveilleux improvisateur, il a improvisé au milieu des complications politiques et militaires les plus enchevêtrées et les plus alarmantes. Il a improvisé sur le champ de bataille même, au milieu de la mitraille. Il ne s'étonnait de rien. Il n'avait aucune idée préconçue. Toujours en possession de sa lucidité d'esprit, il trouvait immédiatement la solution du problème qui se présentait.

De plus, il a fait toutes ses combinaisons tout seul ; il ne consultait personne. Il organisait les moyens, réglait les procédés, dictait lui-même les ordres et n'abandonnait même pas les détails de l'exécution. Cerveau ample et précis. Et l'on ne peut nier qu'il ait merveilleusement exploité les qualités particulières de ses généraux : énergie de Ney, calme de Davout, intelligence de Junot, fougue de Murat, méthode de Bessières, etc., etc.

Les plans de Napoléon ne sont pas seulement judicieusement



combinés, politiquement, géographiquement et militairement, mais, si bien conçus, qu'ils dirigent les événements même dans l'insuccès.

Il fait preuve d'une clairvoyance étonnante. Stratégiquement et tactiquement, il a un diagnostic sûr et agit en conséquence; ses ordres devancent les nécessités. Il suit de près l'exécution, la dirige, pare aux inconvénients, tourne les difficultés, déjoue les empêchements, observe soigneusement l'adversaire et non seulement profite de ses fautes, mais les suscite. Il compte absolument sur ses combinaisons et impose à tous d'y compter. Il prévoit de bonne heure les résultats et prend ses dispositions pour les décupler.

Avec lui, une bataille purement tactique tourne toujours en bataille stratégique, de même qu'une conception stratégique se ménage toujours un dénouement tactique, — merveilleuse combinaison de l'intelligence et de la force matérielle.

Pas d'exemple à citer, c'est le cas de toutes ses campagnes et de toutes ses batailles.

Napoléon est stratéliste et tacticien. Il commande avec autant de calme et de lucidité au milieu des émotions du champ de bataille que de son quartier général. Brave sans jactance, il est toujours au point important du combat pour que rien n'échappe à sa direction. De là, il juge froidement les péripéties de la lutte. Ménageant ses réserves pour la crise aiguë, dont il sonde le point et le moment, il résiste à l'impressionnabilité de ses subalternes qui demandent du secours, mais n'entrave jamais l'ardeur du caractère français, qu'il exploite dans le sens de l'effet moral. Et, par ce seul fait, il impose à ses généraux une initiative pondérée : s'ils sont victorieux, ils seront suivis; s'ils sont battus, ils ne seront pas secourus.

Dans toutes ses batailles, Napoléon dirige froidement l'action jusqu'au moment décisif. Ce moment venu, il met tout en œuvre pour exalter les courages et provoquer une offensive générale. Il se prodigue moralement et physiquement, exploitant jusqu'au prestige de sa présence au plus fort de l'action, insouciant du danger et violentant la fortune. C'est là qu'on peut dire qu'il a joué de son étoile avec témérité. Mais il en a joué surtout dans les mauvais jours où la victoire, lasse de lui sourire, semblait vouloir l'abandonner. Alors il se montrait soudain au milieu des

bataillons hésitants, auxquels il rendait une nouvelle ardeur et qu'il entraînait dans la mêlée. A ce moment il pouvait quitter son calme et redevenir le soldat français, en détendant ses nerfs trop contenus.

Si la chance échappait à ce spasme suprême, le général en chef reparaissait aussi froid que si rien ne se fût passé, et les soldats qu'il avait exaltés, maintenant épeurés de l'échec, s'arrêtaient presque honteux devant son attitude placide, subissant toujours son ascendant.

C'est bien à tort qu'on a attribué à Napoléon l'idée de n'hésiter devant aucun sacrifice quand il s'agissait de se créer des soldats. D'ailleurs, en admettant le penchant égoïste qu'on veut bien lui prêter, est-ce le manque de pouvoir qui l'aurait empêché de se créer un instrument plus fort par la nation armée ou la levée en masse qui en était l'expression d'alors ? N'était-ce pas le cas ou jamais de faire appel à la nation tout entière quand l'Europe se liguait contre les armées françaises ?

Il n'a jamais rassemblé qu'un contingent de troupes capable de se mesurer avec les troupes de ses adversaires, mais presque toujours inférieur en nombre.

Quant à ses généraux, ce n'est pas sans raisons qu'on a dit qu'il les avait réduits au rôle d'exécutants. Mais encore ne faut-il pas prendre l'expression à la lettre.

Les généraux subordonnés peuvent-ils être autre chose que les exécutants de la volonté du général en chef ?

Certes, il faut reconnaître que Napoléon n'aimait pas déléguer ses pouvoirs et qu'il ne mit pas assez ses subordonnés au courant de ses intentions. Il se contentait de leur envoyer des instructions formelles sans en expliquer la portée et les conséquences, aussi comprend-on qu'il ne leur ait point accordé une grande part d'initiative.

Mais peut-on lui reprocher de n'avoir pas suffi à l'ampleur de la tâche qu'il assumait ainsi ?

Après cela, ne comprend-on pas également que ces généraux se soient principalement évertués à faire acte de subordination en y mettant surtout de la volonté ?

Mais parmi les qualités maîtresses qui placent le général au sommet de la hiérarchie militaire, s'il en est une essentielle, dominante et pour ainsi dire attributive au grade, c'est bien la volonté.

Il n'y a pas de direction sans volonté, et celui qui, à l'heure du danger, doit imprimer sa direction à de grandes masses d'hommes pour les faire concourir au même but et réaliser cette union d'efforts qui, aujourd'hui comme hier, comme toujours, seule constitue la force, celui-là doit avoir une volonté ferme.

C'est seulement par la volonté qu'il maintiendra l'intégrité et l'unité de son commandement, principe primordial de toute direction.

Et l'opinion publique, en s'érigeant en juge, commet souvent la grave erreur de reprocher à un général sa dureté, son caractère entier, son esprit dominateur, autant de garanties pourtant de sa volonté.

Il faut, dira-t-on, que cette volonté soit au moins au service d'un esprit éclairé, d'une grande intelligence, sinon ce n'est plus que de la volonté brutale, de l'entêtement.

Au risque de paraître bien subversif, nous répondrons : Peu importe. Et nous répéterons : La qualité essentielle du général est la volonté ; la volonté inflexible, brutale, entêtée. Vouloir, c'est déjà à moitié pouvoir, et le plus mauvais moyen qui réunit le concours de tous a plus de chance de succès que le meilleur qui laisse une divergence d'efforts.

Pour être essentielle, la volonté n'exclut pas l'intelligence, mais la volonté est une qualité indispensable du commandement, qui prime l'intelligence.

Il faut au général la confiance en soi pour imposer aux autres la confiance en lui. Et la grande intelligence importe moins au commandement que le sens pratique.

Napoléon I<sup>er</sup>, qui s'y connaissait en qualités d'hommes de guerre, nous a donné la mesure de son choix entre l'audace et l'intelligence.

Un jour, le roi Joseph, jaloux de voir donner des grands commandements à Murat et d'en être privé, s'en plaignit à l'empereur en lui représentant qu'il avait plus d'esprit, plus d'intelligence et plus d'instruction que Murat, « qui était bête et ignorant. »

« C'est vrai, lui dit Napoléon, mais il a l'esprit de la guerre que tu n'as pas ; en face de l'ennemi c'est un héros. L'esprit de la guerre, c'est le coup d'œil militaire. »

Toutes les qualités du général, s'il reste dans son rôle de directeur, peuvent se résumer dans la volonté.

Qu'on ne sourie pas à la simplicité de cette formule, elle est grosse de conséquences.

Non seulement savoir bien ce qu'on veut et le vouloir bien n'est pas une qualité commune, mais c'est un lourd fardeau, car vouloir, c'est se charger de toute la responsabilité; c'est jouer sa réputation en refusant d'avance toutes les circonstances atténuantes de l'erreur; c'est accepter d'avance toutes les rigueurs de l'opinion publique; c'est se porter garant du succès devant le tribunal impitoyable de la postérité.

Aussi, la volonté, vue sous cette optique, est-elle vraiment une qualité maîtresse du commandement. Et c'est une vérité reconnue de tous. Que l'on consulte n'importe quel militaire, et l'on apprendra que les chefs les plus estimés, pas toujours les plus aimés, sont ceux qu'on dit avoir du commandement.

Vouloir, c'est trancher dans la volonté des autres, et chacun tient tant à son opinion qu'on ne peut la réduire sans quelque froissement. Aussi, l'esprit militaire du subordonné doit-il avoir pour première qualité la soumission.

Mais ce serait peu encore, si la volonté du chef ne se heurtait qu'à ce petit froissement d'amour-propre, à ce sacrifice de popularité.

A la guerre, il devient bien autrement difficile de vouloir en présence de toutes les considérations d'ordre moral et d'ordre physique contre lesquelles la volonté doit se barricader.

Et dans combien de circonstances le général n'a-t-il pas à défendre sa volonté contre de plus rudes assauts du cœur !

Est-il véritablement insensible au spectacle des cadavres qui s'amoncellent sur le champ de bataille ? et quand, au plus fort de la mêlée, il jette successivement des régiments qu'il voit s'écrouler comme des pans de murs, quand pour sauver les débris d'une troupe et permettre à une autre d'arriver, il jette dans la fournaise des escadrons qui ne reviendront pas, n'a-t-il pas déjà au cœur le deuil de ce sacrifice, et n'est-ce pas là surtout qu'il faut cette volonté tenace et inflexible pour vouloir malgré tout ?

Et cependant si à un moment, le cœur défaillant à ce rôle de bourreau, il disait : « C'est assez de sacrifices, sonnez la

retraite, » il deviendrait coupable, justiciable des tribunaux militaires, traître devant la nation pour avoir abandonné la victoire à l'ennemi. Tandis qu'au contraire, si à force d'énergie il conquiert le succès, toutes ces victimes du devoir gisant sur le sol se soulèveront pour le saluer à son passage et le remercier du triomphe.

Certainement les impressions du champ de bataille sont une des grandes épreuves du commandement, et c'est là qu'il est vrai surtout qu'obéir est plus facile que commander.

Il faut au général, pour garder son calme et son autorité, une sorte de fatalisme et surtout un grand empire sur lui-même. Et combien plus encore dans la défaite, quand il lui faut cacher son propre découragement.

Volonté, volonté de fer qui produit le calme contre lequel se brise l'agitation générale, comme le flot se brise contre le roc.

Faut-il parler après cela de la vigueur physique du général ? l'un ne va pas sans l'autre.

Nous n'avons pas encore parlé de la bravoure qui semble à la plupart la qualité principale du chef. C'est que si la bravoure est une qualité de premier ordre pour le soldat, c'est une qualité de deuxième plan pour le général, parce que l'un est le bras et l'autre la tête, ou plutôt la bravoure de l'un n'est pas la même que celle de l'autre.

La bravoure du général, c'est l'empire sur lui-même, c'est encore sa volonté.

Sauf de rares occasions, il n'a pas à se prodiguer, et son courage est plus difficile que l'ostentation bruyante dont on se grise si facilement.

Certes, lui aussi doit avoir fait d'avance le sacrifice de sa vie, mais il n'a pas le droit d'en faire bon marché, parce qu'il a charge d'âmes.

S'il faut ranimer les courages abattus, si un suprême effort dépend de sa présence, c'est là qu'il doit se montrer, faire œuvre de bravoure et même de bravade, parce que son exemple peut faire changer la face des choses et que sa responsabilité lui commande de tout tenter pour l'accomplissement de sa volonté, le rendant justiciable de ce qu'il aurait négligé de faire.

Dans les conditions de subordination que Napoléon avait

imposées à ses généraux, ceux-ci n'avaient pas besoin de qualités stratégiques, ils devaient se contenter d'être tacticiens et presque tous, choisis sur ses données, se sont montrés tout à fait à la hauteur de leur mission. Ils ont été d'excellents exécutants, sauf des nuances de circonstances.

Les faits, les épisodes montreront plus encore leur valeur respective.

Pour ce qui est de la troupe, on nous a laissés longtemps croire à une armée homogène, façonnée, éduquée, disciplinée, aguerrie par la longue suite des campagnes.

Il faut en rabattre, hélas ! si l'on compte les pertes. Parmi les soldats de 1803, il en reste bien peu des guerres de la République. Ceux-là sont devenus pour la plupart des chefs et forment un excellent cadre subalterne. Mais combien de jeunes ont comblé les vides, combien de recrues levées de la veille pour remplir les effectifs !

Et quelles âmes différentes que celles de ces soldats disparates ! Les uns auraient pu être les pères des autres. Quel état d'esprit différent entre les soldats d'une même compagnie, suivant qu'ils sont des vieux qui grognent, ou des jeunes qui gémissent, ou des enthousiastes qui ambitionnent l'épaulette !

Au surplus, ce sont toutes ces réalités que nous entreprenons de montrer et qui édifieront le jugement qu'on doit porter sur ces artisans de notre gloire nationale.

Il n'y a que depuis quelque temps seulement, du moins en France, que l'histoire cherche à présenter ces vérités pour en tirer la leçon réelle. Et encore s'est-on borné jusqu'ici à n'envisager que le côté technique, au point de vue de la didactique militaire.

Nous nous sommes proposé de faire plus, en pénétrant le caractère intime des hommes et des événements.

Passant rapidement sur ce qui est acquis à la connaissance de tout le monde des faits principaux de l'histoire, nous voulons nous arrêter plus spécialement sur les détails circonstanciés capables d'éclairer d'un jour nouveau l'état d'âme de l'armée et l'atmosphère de ses actes.

Ainsi nous voulons, pour bien faire comprendre l'armée d'Austerlitz, prendre son étude au lendemain de la campagne de 1800 et suivre les phases de sa transformation, de son organisation

et de son instruction, parce qu'elles fournissent une documentation foncière pour le point de vue auquel nous nous plaçons.

Il n'est pas jusqu'aux événements d'ordre purement civil qui n'aient eu leur influence dans cette transformation de l'armée républicaine en armée impériale.

Et cette orientation nouvelle de l'esprit de l'armée n'est pas la moins intéressante à observer.

En un mot, sans refuser à Napoléon ce génie militaire transcendant qui lui donna une grande supériorité sur ses adversaires, nous voulons montrer l'immense travail d'organisation qu'il a fourni pour façonner l'armée. Et si l'armée d'Austerlitz se présenta au début de la campagne, malgré bien des insuffisances subsistant encore, comme une armée déjà victorieuse par son ascendant, cela fut dû à une longue et minutieuse préparation de 1800 à 1805.

## I.

Si, en 1800, l'armée de Moreau n'avait pu rapporter de l'Allemagne une gloire aussi retentissante que celle que l'armée de Bonaparte avait trouvée en Italie, Hohenlinden du moins pouvait être mis en parallèle avec Marengò, ce qui amenait, par conséquence naturelle, le parallèle de Moreau et de Bonaparte.

Mais Moreau n'était pas premier consul.

Aurait-il eu l'envergure de Bonaparte ? On s'est plu à le dire. En tous cas, il représentait le républicain intransigeant, et tous les officiers de son armée firent longtemps bande à part à côté de ceux de l'armée d'Italie.

Cette considération n'est pas à négliger quand on prend la future armée d'Austerlitz au lendemain de 1800.

Quant aux troupes, elles se valaient dans l'une et l'autre des deux armées d'Allemagne et d'Italie, il n'y a qu'une différence de prestige qui ne tient pas seulement à l'auréole un peu tapageuse de Marengo, mais aussi à la renommée non moins bruyante de Bonaparte. Moreau est plus austère et les siens plus sombres.

Il ne s'agit point ici de réhabiliter Moreau qui n'est pas réhabilitable après sa trahison, bien qu'on ait voulu encore en cela comparer les deux ambitions en lutte. Il s'agit d'expliquer l'attitude des partisans de Moreau qui portèrent longtemps sa res-

ponsabilité aux yeux de Napoléon quand ils ne protestèrent pas pour se faire pardonner.

On peut remarquer que tous les commandements furent donnés de préférence par Napoléon à ceux qui avaient servi sous ses ordres.

Bien qu'il soit assez naturel qu'il ait récompensé en premier lieu les services dont il avait été témoin et qu'il ait poussé principalement les hommes dont il avait pu apprécier les mérites, on peut objecter que les soldats de Moreau étant Français et ayant servi la France au même titre avaient les mêmes droits à égalité de mérites.

D'ailleurs, il y eut de nombreuses exceptions, notamment en faveur de Ney et de Grouchy.

Il ne faut pas parler des généraux de cavalerie, ils furent traités en spécialistes, indispensables pour la nouvelle organisation des troupes à cheval sur une plus grande échelle.

Le rôle glorieux tenu par la cavalerie dans la campagne de 1800 avait attiré l'attention sur cette arme, que la plupart des généraux n'avaient voulu considérer jusque-là que comme un accessoire dans l'armée.

Certainement on ne pouvait nier que la cavalerie fût une troupe plus impressionnable que les autres, et cela avait été montré d'une façon plus flagrante encore par les corps de volontaires à cheval, qui n'avaient pas toujours fait preuve d'une grande solidité au feu.

Mais cela prouvait tout au plus que le désordre était plus rapide à se propager dans une troupe à cheval que dans une troupe à pied et que, le cavalier échappant plus à la direction de ses chefs que le fantassin, il lui fallait une instruction et une préparation plus complète avant d'être amené au combat.

Les circonstances pressantes des premières campagnes avaient forcé de recourir à toutes les improvisations, depuis l'enrôlement volontaire, jusqu'à la conscription et la levée en masse. De toutes ces improvisations il était naturellement ressorti que l'infanterie avait été l'arme la plus facile à improviser, et que le fantassin avait été le soldat le plus vite prêt à mettre en œuvre. De là les préférences, très justifiées au point de vue des formations hâtives.

Certainement aussi les victoires avaient été surtout gagnées



par l'infanterie, et si l'on accordait quelque part à ses auxiliaires, c'était avant tout à l'artillerie, et encore plutôt comme appui moral.

Sans disconvenir que la cavalerie ait rendu parfois de grands services, on ne cachait pas cependant que ses engagements étaient toujours très problématiques, et que ses succès restaient la plupart du temps indécis.

C'était, en somme, une arme dont l'organisation était difficile et coûteuse, la préparation lente et l'emploi très scabreux.

Et voilà que les exemples des batailles de Marengo et de Hohenlinden avaient montré que la cavalerie pouvait rendre d'immenses services si elle était bien organisée, bien préparée et bien employée !

On avait alors recours, afin d'avoir un semblant de remonte pour la cavalerie, à des marchés généraux et à des réquisitions. L'on avait institué de grands dépôts pour recevoir les chevaux de cette double provenance et les livrer aux corps ; mais tels étaient les abus, même après le consulat institué, que, pour ne citer qu'un exemple, au début de l'an IX, le dépôt de Bec-Hellouin annonçant le départ de 3,542 chevaux pour les armées du Nord et les équipages de Sampigny, il n'en arriva pas un seul à destination.

On pouvait remédier aux vols, mais comment faire tout de suite des chevaux quand il n'y en avait plus en France ? Quelque système qu'on essayât par la suite pour les remontes normales en temps de paix, on ne pouvait parvenir à se procurer ce qui n'existait pas.

En attendant, Bonaparte s'était particulièrement occupé de composer une maison militaire pour lui et les consuls, c'était bien le premier pas fait dans la transformation de l'armée républicaine en armée « prétorienne. »

Cette garde, qui avait pour origine les compagnies de guides attachées respectivement aux généraux commandants d'armée, allait sous peu devenir la garde particulière du Premier Consul auquel elle était spécialement dévouée, ayant été recrutée par ses soins ; elle allait former le noyau de la future garde impériale.

Bessières, qui depuis longtemps déjà y exerçait le commandement de la cavalerie, avait été nommé général de brigade le

18 juillet 1800 et commandant en second de la garde des consuls.

Bonaparte s'était surtout occupé de renforcer la garde consulaire, parce qu'elle était un accessoire décoratif du pouvoir et qu'il la considérait comme sa garde du corps.

Toutefois, des occupations plus pressantes absorbaient son attention.

Les armées n'étaient pas encore de retour d'Allemagne, d'Italie et d'Égypte, et il fallait attendre leur rentrée en France pour se mettre sérieusement à la réorganisation. Les contingents de l'intérieur, peu nombreux, étaient insuffisants pour maintenir l'ordre; les recrues seules pouvaient donc, pour l'instant, être engagées dans la nouvelle voie que le Premier Consul se proposait de donner à l'armée.

Le brigandage s'était encore accru à l'approche de l'hiver de 1800. On ne pouvait plus parcourir les routes sans s'exposer à être pillé ou assassiné. Les départements de la Normandie, de l'Anjou, du Maine, de la Bretagne, du Poitou, étaient encore, comme jadis, les théâtres de ces brigandages. Mais le mal s'était propagé. Plusieurs départements du Centre et du Midi, tels que ceux du Tarn, de la Lozère, de l'Aveyron, de la Haute-Garonne, de l'Hérault, du Gard, de l'Ardèche, de la Drôme, de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, des Hautes et Basses-Alpes, du Var, avaient été infestés à leur tour. Dans ces départements, les troupes de brigands s'étaient recrutées des assassins du Midi, qui, sous prétexte de poursuivre les jacobins, égorgaient pour voler; elles s'étaient augmentées des jeunes gens qui ne voulaient pas obéir à la conscription, et de quelques soldats que la misère avait chassés de l'armée de Ligurie, pendant le cruel hiver de 1799 à 1800.

Ces malheureux, une fois engagés dans cette voie criminelle, y avaient pris goût, et il n'y avait que la force des armes et la rigueur des lois qui pussent les en détourner. Ils arrêtaient les voitures publiques, ils enlevaient chez eux les acquéreurs de biens nationaux, souvent aussi les propriétaires riches, les transportaient dans les bois, comme le sénateur Clément de Ris, par exemple, qu'ils avaient détenu pendant vingt jours, faisaient subir d'horribles tortures à leurs victimes, quelquefois leur brûlaient les pieds jusqu'à ce qu'elles se rachetassent en

livrant des sommes considérables. C'est ce qui leur avait fait donner le nom de chauffeurs. Ils s'attaquaient surtout aux caisses publiques, et allaient chez les percepteurs eux-mêmes s'emparer des fonds de l'État sous prétexte de faire la guerre au gouvernement. Des vagabonds qui, au milieu de ces temps de trouble, avaient quitté leur province pour se livrer à la vie errante, leur servaient d'indicateurs, en exerçant dans les villes le métier de mendiants. Ces misérables, s'informant de tout pendant qu'ils étaient occupés à mendier, signalaient aux brigands, leurs complices, ou les voitures à arrêter ou les maisons à piller.

Il fallait de petits corps d'armée pour combattre ces bandes. Quand on parvenait à les atteindre, la justice ne pouvait sévir, car les témoins n'osaient pas déposer, et les jurés hésitaient à prononcer des condamnations dans la crainte de représailles.

On avait préparé un projet de loi pour instituer des tribunaux spéciaux, destinés à réprimer le brigandage, mais le Premier Consul n'avait pas hésité à recourir aux lois militaires en attendant l'adoption du projet alors en discussion. Comme il fallait employer des corps de troupes pour réprimer ces bandes de brigands, la gendarmerie n'étant pas assez forte pour les combattre, il assimila cette situation à un état de guerre véritable qui autorisait l'application des lois propres à l'état de guerre, et de cette façon il conserva son autorité militaire sur les affaires intérieures.

Il forma plusieurs petits corps d'armée, qui parcouraient les départements infestés, et que suivaient des commissions militaires. Tous les brigands pris les armes à la main étaient jugés en quarante-huit heures et fusillés.

On était sous le coup d'une nouvelle Terreur et il n'y avait qu'un cri pour demander répression contre les révolutionnaires. Les garnisons de l'intérieur avaient pris un véritable rôle de gendarmerie et on ne laissait à l'instruction que le strict des cadres nécessaires.

L'attentat de la machine infernale du 21 décembre 1800, dont le Premier Consul n'avait été sauvé que par la dextérité de son cocher, amena la nécessité de s'occuper des mesures de police et retarda encore les intérêts de l'armée. Mais, pour rehausser son prestige, Bonaparte ordonna la rédaction d'un histo-

rique de chaque corps et une circulaire ministérielle du 18 janvier 1801 prescrivit cette rédaction.

Puis vinrent la discussion et l'adoption de plusieurs lois de justice et de finances qui prirent encore une longue part de l'activité du Premier Consul. Et pourtant, au milieu de ses occupations politiques, il ne cessait de donner son attention aux routes, aux canaux, aux ponts, à l'industrie et au commerce.

Enfin, la paix de Lunéville étant signée, en février 1801, on allait pouvoir faire venir la plus grande partie des troupes et commencer la réorganisation projetée.

Au point de vue militaire, maintenant que la paix était faite sur le continent, tous les soins de Bonaparte se concentraient sur l'armée d'Égypte qu'il avait laissée là-bas à la continuation de ses projets et qu'il savait se plaindre si amèrement de son départ, qu'on y avait prononcé les mots d'abandon et de lâcheté.

Pendant qu'il prenait tous les soins pour soutenir le moral de cette armée d'Égypte, en lui envoyant fréquemment des nouvelles et des secours partiels, il préparait une vaste expédition, pour lui faire arriver d'un seul coup un grand secours en matériel et en troupes.

On était en mars, les armées rentraient sur le sol de la France ; elles allaient peser sur les finances ; mais, en revanche, elles présentaient au gouvernement de grands moyens pour inquiéter, peut-être pour frapper l'Angleterre. 30,000 hommes étaient restés dans la Cisalpine, 10,000 en Piémont, 6,000 en Suisse, 15,000 s'acheminaient vers le golfe de Tarente ; 25,000 se dirigeaient vers le Portugal ; 25,000 étaient stationnés en Hollande. C'étaient 111,000 hommes qui devaient vivre encore aux dépens de l'étranger. Le reste allait se trouver à la charge du trésor français, mais tout à fait à la disposition du Premier Consul. Un camp se formait en Hollande, un autre dans la Flandre française, un troisième à Brest. Un quatrième était déjà réuni dans la Gironde, soit pour le Portugal, soit pour fournir des troupes d'embarquement à Rochefort. Les corps revenant d'Italie se réunissaient vers Marseille et Toulon. La division de 15,000 hommes destinée à se rendre dans le golfe de Tarente, devait occuper Otrante, en vertu d'un article secret du traité avec Naples, y couvrir les rades environnantes de nombreuses

batteries et préparer un mouillage, où une flotte pourrait venir embarquer une division de 10,000 ou 12,000 hommes afin de les porter en Égypte. L'amiral Villeneuve était parti pour ordonner sur les lieux mêmes les dispositions nécessaires à un tel embarquement.

L'idée dominante du Premier Consul était de profiter de la paix du continent pour amener la paix maritime. Il voulait le tenter par la diplomatie, mais il était résolu à l'imposer par les armes à l'Angleterre si cela devenait nécessaire, et il entraît déjà dans ses vues de se servir des camps qu'il venait d'instituer pour y grouper une armée d'opération contre la Grande-Bretagne.

Toutefois la réorganisation des troupes qu'il avait prévue restait à faire.

Le général Curély, dans son journal, dit qu'au moment où l'armée française repassait le Rhin et les Alpes, après le traité de Lunéville, cette armée était prête à recommencer la guerre contre toute l'Europe. C'était exact à ce moment-là ; mais il ne faut pas croire que cet état de préparation eût persisté une fois la paix signée. Quelques mois avaient suffi à désorganiser les régiments.

Pour n'en citer qu'un exemple : l'effectif du 10<sup>e</sup> chasseurs à cheval à l'armée était d'environ 700 hommes ; en quelques mois de paix 306 étaient partis. Ce fait d'ailleurs n'était point particulier à ce régiment, car le gouvernement, effrayé du départ des vieux soldats, adressa une circulaire aux chefs de corps pour dire combien il tenait à les conserver. Mais c'était le résultat de causes trop profondes et trop-générales pour que de simples mesures administratives pussent y obvier.

Auguste Colbert, colonel du 10<sup>e</sup> chasseurs, expliquait cette situation en termes très précis dans un rapport adressé en 1801 à l'inspecteur général :

« L'esprit des officiers est apathique : exempts, en général, des passions vives qui donnent de l'ambition, ils calculent leurs espérances sur leurs moyens et ne font aucun effort pour reculer le but en développant leurs facultés.

« Ils ont une habitude de nonchalance et de mollesse qui nuit infiniment à l'établissement d'un système militaire vigoureux et solide. Tous ont de la bravoure et de l'honneur, ils en ont donné de fréquentes preuves à l'ennemi ; mais par l'effet de leur insou-

ciance, ils manquent de ce qu'on appelle *l'esprit de corps*. Un de leurs camarades fera-t-il une action blâmable et propre à le faire bannir de leur sein, ils attendent avec indécision l'issue de l'événement et ne seraient pas les premiers à solliciter l'exclusion de celui qu'ils mésestiment.

« On doit attribuer ces effets à plusieurs causes :

« 1<sup>o</sup> Beaucoup d'officiers, arrivés aux grades dont ils sont investis par l'effet d'un avancement rapide, fruit des premières années de la guerre, sentent bien que leur fortune est bornée, et de là ils concluent qu'il est inutile de prendre des soins trop grands pour rester après tout au terme où ils sont arrivés.

« 2<sup>o</sup> Les habitudes des chefs d'escadron sont trop familières avec les officiers et le paragraphe précédent leur est parfaitement applicable ; ils sont fort indolents pour les mêmes motifs que j'ai indiqués, et un tel exemple dans un officier supérieur est contagieux.

« Il est difficile, en six mois de paix, de changer l'esprit d'un corps, et comme tout, dans l'ordre général, finit et renaît, je ne doute pas que le régiment qui a toujours été aux avant-postes depuis le commencement de la guerre ne soit usé au commencement de la paix, et qu'il ne soit au commencement de sa régénération.

« Du reste les officiers sont pleins de subordination, ils savent en général leur métier, ils ont besoin de prendre des mœurs plus fières. Je ne négligerai rien pour développer l'amour-propre et l'ambition de ceux qui en ont. Avec ces deux moteurs on peut faire beaucoup.

« L'esprit des sous-officiers est encore plus mauvais ; nonchalants, sans vigueur, prétentieux, et la plupart ignorants, ils servent mal et semblent tout à fait usés par la guerre qu'ils ont bien faite. Ce sont des hommes de vingt-cinq à trente-cinq ans qui en ont quatre-vingts ; leurs feux sont éteints, leurs moyens sont absorbés ; dégoûtés, ils n'aspirent qu'à se retirer et leur démenche est telle que la plupart, en prenant leur congé, oublient qu'ils sont sans fortune ou avec peu de moyens d'existence.

« Depuis vingt mois que je commande le régiment, j'ai fait ou renvoyé plus de deux cents sous-officiers, y compris les réformés et les congés absolus.

« L'esprit des chasseurs est subordonné ; sages, attachés à

leurs chefs, ils ont assez d'amour-propre et d'esprit de corps, ils savent soutenir l'honneur du régiment, mais la plupart ne pensent qu'à s'en aller. L'état militaire leur paraît une captivité; égarés par leurs illusions, ils se persuadent que l'aisance et une heureuse indépendance les attendent dans leurs chaumières. De là il s'ensuit le dégoût et l'inexactitude, le chagrin, enfin tout ce qu'il y a de plus contraire au rétablissement de l'ordre et du service.

« Les causes de ces effets généraux et communs, je crois, à beaucoup de corps, sont faciles à indiquer :

« 1° La vie presque indépendante et cossue d'un chasseur victorieux, vivant en pays ennemi, est bien différente de celle d'un chasseur obligé de se nourrir et de s'entretenir avec cinq sols par jour, dans un temps où tous les comestibles sont si chers. La transition de la vie de guerre à celle des quartiers, de l'aisance à la pauvreté, de la presque indépendance à la discipline austère et à l'instruction du temps de paix, doit donc paraître bien dure à des soldats qui naguère, toujours riches, bien nourris et contents, n'avaient d'autre obligation que de bien employer leurs sabres au moment des affaires.

« Je suis tellement convaincu de la vérité de ces assertions, que je suis sûr que si aujourd'hui on avait la guerre, personne ne voudrait s'en aller et les absents reviendraient de suite.

« En ce moment, citoyen général, presque tous les sous-officiers, profitant, soit de l'ancienneté de leurs services, soit de leurs infirmités, se retirent chez eux, et, obligé de recréer un nouveau corps, je le compose, autant que possible, des jeunes gens qui ont du goût pour leur métier et semblent annoncer de la fermeté.

« Dans ce renouvellement, je chercherai par tous les moyens possibles à régénérer cette portion intéressante du corps et à lui donner l'ardeur, l'ambition et le zèle, qui sont les mobiles de l'ordre, du service et du bien; je profiterai, pour cette partie de ma réorganisation, du pouvoir que j'ai de choisir et de nommer.

« Vous sentirez par ces détails combien ma tâche est grande : il me faut, citoyen général, avec des soldats nouveaux, créer des sous-officiers nouveaux, qu'il s'agit de former tous à la fois. J'espère, avec du temps et des soins, y parvenir.

« Il y a au régiment plusieurs officiers précieux pour l'instruction ; vous savez, citoyen général, les fatigues d'un tel métier ; de tout temps les officiers qui y étaient employés étaient gratifiés par le gouvernement : ne serait-il pas d'une sage prévoyance de le faire encore ?

« Ne voulant pas dépasser le but de ces notes, qui est de vous faire connaître l'esprit du corps en ce moment, je ne donnerai pas aux causes et aux effets que j'ai fait remarquer les développements dont ils sont susceptibles ; mais je puis vous assurer que mes réflexions sont puisées dans une observation pratique, et je suis persuadé qu'elles doivent être applicables à tous les corps. »

Il faut remarquer que le colonel qui écrit ce rapport est loin d'être un pessimiste. C'est au contraire un jeune homme plutôt porté à voir tout en beau.

Cela ne l'empêche pas de juger les choses avec beaucoup de sérieux et de pondération.

Il faut remarquer également qu'il s'agit d'un régiment de chasseurs.

Les chasseurs étaient alors l'arme à la mode. Assez semblables aux houzards par l'uniforme, ils avaient généralement meilleure tenue et n'affectaient pas autant ces allures de soudards qui caractérisaient les premiers ; aussi leur reconnaissait-on plus de « comme il faut, » et c'était l'arme recherchée des jeunes gens de famille. Leur uniforme était très seyant :

Shako de feutre noir sans visière, avec flamme variant de couleur, plumet noir et écarlate en grande tenue.

Dolman vert, tressé de blanc, à cinq rangées de boutons ; parements et lisérés variant de couleur.

Ceinture verte et couleur distinctive avec glands de même couleur. Culotte hongroise verte avec ganses et bandes blanches.

Bottes à la hussarde, plissées sur le cou-de-pied, bordées en haut d'un galon blanc.

Gants à la crispin ; buffleteries blanches.

Coiffure à queue et à cadnettes.

Pelisse écarlate avec fourrures noires ou blanches.

Tout sérieux qu'il fût, Auguste Colbert savait cependant se mettre au niveau des mœurs militaires de l'époque. Il était à



peu près entendu qu'on ne pouvait être un cavalier léger sans vivre à la houzarde et en casseur d'assiettes, sans imiter plus ou moins Lasalle, qui est resté le type du genre. La légende du colonel du 10<sup>e</sup> chasseurs, telle qu'elle a été conservée pendant de longues années à Fontainebleau, ne se rapporte pas toujours au travailleur, au philosophe, au chef à la fois sévère et juste ; elle en faisait le héros d'aventures plus mondaines et plus gaies. Colonel à vingt-deux ans d'un régiment où abondaient des fils de famille, Colbert avait à l'occasion tout l'entrain d'un Lasalle, il savait très bien, par exemple, à la fin d'un déjeuner où les bouteilles de vin de Champagne avaient été débouchées à coups de pistolet, sauter par la fenêtre en disant à ses convives : « Qui m'aime me suive ! »

Un colonel de cet âge, de cette naissance, de ce physique et de ce renom, devait être et fut le bienvenu dans la société de Fontainebleau, société choisie où l'on retrouvait encore les traditions de l'ancienne cour. Mais il ne se borna pas au monde de Fontainebleau et, dans ses fréquentes excursions à Paris, il fit des connaissances et noua des amitiés plus relevées. Une de ses premières visites fut pour M<sup>me</sup> Bonaparte, la femme du Premier Consul, qui, entourée des sœurs de son mari, M<sup>mes</sup> Leclerc et Murat, et de sa propre fille Hortense, donnait alors le ton à la société officielle.

« J'ai envoyé, écrit Auguste Colbert, le plus beau petit chien possible à M<sup>me</sup> Bonaparte ; c'est un braque de la petite espèce qui chasse à merveille ; elle a donné six francs à mon valet de chambre ; ce n'est pas trop... ne rien donner eût montré plus de grandeur et de générosité. »

Joséphine passe cependant pour avoir été très généreuse ou du moins très dépensière, mais elle était souvent à court d'argent, comme le prouve cette petite anecdote.

Ceci dit, pour établir qu'Auguste Colbert ne peut pas être accusé de pessimisme, nous devons tirer de son rapport les constatations suivantes :

Après la paix de Lunéville, les régiments virent partir la plupart de leurs vieux soldats et presque tous leurs sous-officiers.

La troupe, reconstituée peu à peu avec de jeunes soldats dont il fallut également faire les gradés subalternes, était encadrée ou de vieux officiers « fatigués, apathiques et manquant d'es-

prit militaire, croyant qu'ils ne devaient plus rien qu'un acte de présence en temps de paix, ou de jeunes officiers gais viveurs, voyant avant tout dans la paix les loisirs à donner au plaisir.

Au demeurant, les uns et les autres pleins de bravoure et l'ayant prouvé, mais tous également hostiles à l'idée du travail d'instruction et de préparation.

Ils avaient fait brillamment leur devoir en campagne et se refusaient à croire qu'ils n'en seraient pas encore capables à la première occasion, sans vouloir comprendre qu'un rôle tout différent s'imposait à eux pendant la période d'accalmie, et d'autant plus qu'ils n'étaient plus secondés par ce cadre admirable de vieux sous-officiers, pour faire une troupe disciplinée et manœuvrière des jeunes soldats qui formaient maintenant la majorité de l'effectif.

Mais cet état d'esprit avait été pressenti par Bonaparte. Il avait compris qu'il fallait absolument sauvegarder la discipline et l'autorité ; tenir la troupe en haleine pour lui conserver sa trempe, et parfaire l'instruction de ses cadres pour leur donner une plus grande valeur manœuvrière. Car, loin d'abandonner ses projets militaires, il leur accordait au contraire plus d'envie et il voulait avoir un instrument bien préparé et toujours prêt dans une armée façonnée par lui.

C'est là d'ailleurs le véritable avantage qu'il eut sur ses adversaires pour avoir compris que la paix n'était qu'une période de préparation à la guerre.

C'est pourquoi, à l'époque dont nous nous occupons, il était hanté de l'idée de réorganisation de l'armée et peut-être principalement pour donner de l'unité à des éléments assez disparates, en même temps qu'il se formerait des subordonnés éduqués à ses idées et dévoués à sa cause.

Les camps d'instruction répondaient à ces intentions. Ils permettaient de conserver l'armée groupée, à l'abri des contagions déprimantes et aussi des influences politiques qui pouvaient l'éloigner de lui.

Cette réorganisation allait être hâtée par la nécessité d'en imposer à l'Angleterre, pour obtenir la paix maritime, la triste fin des événements d'Égypte ayant subitement fait tomber un des arguments sur lequel on comptait le plus.

Le Premier Consul voulait montrer une armée forte, et les préparatifs de Boulogne devaient faire craindre à l'Angleterre une descente sur son territoire.

Dans cette organisation de l'armée, Bonaparte voulait préciser les attributions des chefs des grandes unités, les spécialiser pour ainsi dire dans le commandement de leur arme, infanterie, cavalerie ou artillerie.

Il fixa plus particulièrement son attention sur la cavalerie pour les raisons que nous avons déjà mentionnées. Il avait déjà arrêté dans son esprit l'idée de donner plus d'importance aux grandes unités de cette arme en augmentant leur effectif et en leur désignant des chefs qui se prépareraient ainsi à l'avance à leur commandement.

Parmi les mesures prises au sujet des cadres de la cavalerie, il faut citer l'institution, à la date du 6 avril 1801, d'un troisième chef d'escadron dans tous les régiments de cavalerie. D'après les termes du décret, les soins de discipline, de police, la surveillance de l'habillement des hommes, de l'équipement des chevaux furent les attributions de ce nouvel officier supérieur. C'est l'origine des fonctions de major.

Bonaparte comprit mieux que personne qu'il fallait ou supprimer ou régulariser tout ce qui restait des corps francs connus sous le titre de volontaires.

C'est ainsi qu'après avoir fait la campagne de l'an VIII à l'armée de réserve et celle de l'an IX à l'armée du Rhin, disparurent les volontaires hussards qui avaient cependant le nom de hussards Bonaparte, mais qu'on avait surnommés les canaris à cause de leur uniforme jaune.

Certes ce n'étaient pas leurs états de service qui pouvaient plaider en leur faveur ; ils avaient en toute occasion montré beaucoup d'indiscipline jusqu'à lâcher pied devant l'ennemi.

Au moment où ils furent licenciés à Metz par le général Bourcier, le 25 germinal an IX (15 avril 1801), le corps présentait un effectif de 19 officiers, 601 sous-officiers et hussards et 373 chevaux, formant deux escadrons de deux compagnies chacun.

La garde consulaire est toujours l'objet d'attentions particulières.

A la fin de l'an IX, ce ne sont plus deux compagnies de chasseurs de la garde, ce sont deux escadrons, chacun de deux com-

pagnies à 130 hommes. L'état-major s'augmente de deux adjutants sous-lieutenants et d'un porte-étendard.

Les grenadiers à cheval, renforcés de deux compagnies, forment trois escadrons avec trois étendards.

De ces trois étendards de grenadiers on en connaît un bleu, avec, au centre, un soleil d'or sur lequel est brodé un faisceau de licteur, surmonté d'un casque d'or et accompagné de deux drapeaux aux couleurs bleu, blanc, rouge, et de deux étendards rouges; au-dessous du faisceau le chiffre R. F. en petites lettres; au-dessus du faisceau, la légende « Garde des Consuls » sur un ruban bleu à envers rouge; le tout est entouré d'une large broderie d'or dont les quatre angles sont formés de quatre grenades, tandis que quatre foudres occupent le milieu des côtés.

Parmi les subdivisions d'arme de la cavalerie, c'était surtout aux dragons que le Premier Consul voulait d'abord apporter ses soins.

Les dragons n'étaient ni grosse cavalerie ni cavalerie légère. On ne connaissait pas alors cette subdivision intermédiaire qu'on a appelée depuis cavalerie de ligne.

La coutume était encore de classer la cavalerie en deux espèces bien distinctes : la cavalerie légère et la cavalerie de bataille, la première pour les reconnaissances et les escarmouches préparatoires à la bataille et la deuxième principalement pour le combat, comme l'indiquait d'ailleurs son appellation.

Les dragons tenaient, entre ces deux systèmes de cavaliers, une situation intermédiaire mal définie. Et pourtant Bonaparte se souvenait de leur rôle brillant en Égypte.

La question était à trancher.

Le Premier Consul, dès son arrivée au gouvernement, n'avait pas laissé ignorer ses préventions contre les dragons tels qu'ils étaient. Tout aussitôt chacun avait voulu signaler son zèle par des projets nouveaux de réformes, par des modifications de service et des complications neuves d'exercices à pied et à cheval.

Cette réminiscence du passé sourit à Bonaparte, il voulut essayer de ramener l'arme des dragons à sa destination première.

Il fit réunir aux camps de Compiègne et d'Amiens des recrues qui devaient apprendre à monter à cheval, mais qui devaient être exercées spécialement aux manœuvres d'infanterie. Ces

jeunes soldats devaient former des régiments de dragons à la Brissac. Il aurait voulu que ces dragons fussent des cavaliers habiles comme instruction individuelle, non moins que des fantassins expérimentés pour les feux, utilisation du terrain, instruction d'ensemble ; qu'ils fussent exercés non seulement à la défense des positions, des hauteurs, des défilés, à l'école des tirailleurs, mais encore à l'école de bataillon.

Nul doute que cet organisateur par excellence, qui, en Égypte, avait déjà créé le bataillon de dromadaires, n'ait pensé en cela au problème de l'infanterie montée. Mais il ne devait pas avoir le loisir de perfectionner ce qu'il cherchait et les événements devaient modifier à l'inverse de ses vues ces dragons du xvii<sup>e</sup> siècle en les remettant à cheval.

Du reste, les instructeurs de ces jeunes dragons furent sans doute des officiers de dragons de la République, anciens sous-officiers royaux, c'est-à-dire ayant perdu la tradition des dragons de Brissac, fantassins montés, même celle des dragons de Condé et de Turenne, tantôt fantassins, tantôt cavaliers. Ils avaient l'esprit de la cavalerie, et se montraient peu soucieux de faire le métier de fantassin, ne cachant pas leur préférence pour le combat à cheval. Cette tendance des cadres devait contribuer pour une large part à faire manquer le but.

Pourtant les nouveaux dragons reçurent la baïonnette qu'ils portèrent au côté avec le sabre, ils eurent des sapeurs destinés à remuer la terre et à élever des retranchements rapides.

On leur fit faire des guêtres, et on leur incorpora une grande quantité de recrues, qu'on fit exercer avant tout aux manœuvres de l'infanterie. Ce n'étaient plus des régiments de cavalerie.

Tous les régiments de cavalerie avaient des pelotons de sapeurs depuis 1796, ces sapeurs porteurs d'outils avaient, d'après le principe de leur création, le rôle attribué aujourd'hui à nos sapeurs de cavalerie. Mais bien des colonels en avaient fait peu à peu une petite garde spécialement attachée à leur personne.

L'arrêté du 18 vendémiaire an IX (9 octobre 1800), qui avait institué dans la cavalerie les compagnies d'élite, portait que chaque cavalier de ces compagnies devait avoir un outil sur sa selle.

Une lettre d'un jeune dragon volontaire de l'an IX nous fournit quelques détails intimes de la vie du soldat à cette époque.

« Valognes le 1<sup>er</sup> jour complémentaire de l'an IX  
(17 septembre 1801).

« Mon cher papa,

« Je m'empresse de profiter des cinq jours complémentaires qu'on nous donne pour nous reposer, pour vous donner de mes nouvelles. Nos occupations infinies m'ont privé du plaisir de vous écrire aussi souvent que je l'eusse désiré; j'ai donc un moment à moi et je vous le consacre avec bien de la joie, je travaille continuellement à mon instruction. Aussi ai-je fait des progrès rapides et je passe aux yeux de mes supérieurs pour être très instruit. Les exercices les plus pénibles, les plus fatigants, ne me découragent pas, et j'y vais toujours avec un nouveau plaisir; ma bonne volonté, l'ardeur que je mets partout m'ont gagné l'amitié de mon instructeur, il me donne, preuve qu'il s'intéresse à moi, des leçons particulières. C'est un excellent écuyer, il a passé sept ans à Versailles, au manège. Ses leçons ne m'ont pas été infructueuses, je vais passer à la cinquième classe de l'école du manège qui est composée des dragons les plus instruits de notre compagnie. L'après midi je vais à la promenade avec l'instructeur; nous nous amusons à sauter des fossés, des haies. Hier nous fîmes le saut de la barrière, qui est le plus difficile. Le 1<sup>er</sup> vendémiaire, grande manœuvre à cheval; nous passerons la revue de l'inspecteur, nous ferons une charge le sabre à la main et plusieurs autres manœuvres très difficiles. Je vais m'appliquer, mon cher papa, à m'instruire de tout ce qui a rapport à mon état. Quant aux mathématiques, aux belles-lettres, à la tactique, qui sont, j'en conviens, des connaissances qu'un officier supérieur doit avoir, je me vois, dans la circonstance actuelle, obligé de les abandonner; tant que je ne serai que dragon, même brigadier, je n'aurai pas le temps de m'en occuper; une fois maréchal des logis, je m'y adonnerai, parce qu'alors mes travaux me laisseront le loisir d'y travailler continuellement. Nous attendons notre colonel; il doit être parti de Caen pour se rendre ici; j'espère qu'aussitôt son arrivée, je passerai brigadier. Je vous remercie bien, mon cher papa, des deux louis que vous avez eu la bonté de m'en-

voyer, il m'ont servi à liquider les dettes que j'avais. Le premier mois de mon arrivée à la compagnie, mon capitaine m'avait avancé un louis pour graisser la soupe. Si je ne l'avais pas fait, j'aurais été mal vu de mes camarades; l'autre louis m'a servi à payer ce que mon brigadier m'avait avancé, tant poudre que graisse, terre de pipe, pomnade, huile et cire. Il ne nous revient rien de notre prêt, nous laissons deux sols tous les jours à la masse. Nous sommes obligés d'acheter du bois, des pommes de terre, de la viande, du beurre, du pain blanc pour mettre dans la soupe, du poivre, du sel et des légumes; de plus obligés de payer notre blanchissage, et nous n'avons que sept sols de prêt pour payer tout cela. Si l'eau était encore bonne ici ! mais nous sommes obligés d'y mettre du vin. Notre nourriture n'est pas des meilleures, et cependant nous nous levons tous les matins à quatre heures et nous travaillons jusqu'à sept heures du soir. J'ai toujours appétit et je crois que je mangerais encore davantage que je ne le faisais à la maison, si nous avions du pain à discrétion. Je suis, après tout, moitié plus fort qu'il y a quatre mois, je porte mes huit boisseaux d'avoine sans me gêner. J'ai crû de six lignes depuis que je suis au régiment. Je reçois l'ordre de partir en ordonnance à Cherbourg; adieu, mon cher papa, j'attends de vos chères nouvelles avec impatience et suis, en espérant, votre soumis et respectueux fils.

« Louis V.

« Mes amitiés à mes frères et sœurs. »

## II.

Les camps constitués par Bonaparte avaient bien pour but de grouper les troupes en vue d'un débarquement en Angleterre, qui était un projet arrêté, si la paix n'aboutissait pas; la cavalerie cantonnée sur les côtes était exercée à concourir au service de la flotte. Dans la prévision de toutes les éventualités, on avait même envoyé à la cavalerie des instructeurs de l'artillerie, et, une fois par semaine, on faisait l'exercice du canon et de la bombe.

Toutefois ces camps étaient avant tout des camps d'instruction dans lesquels on devait étudier l'organisation et les manœuvres de chaque arme.

La guerre est sans contredit la meilleure école de tactique, mais en laissant aux chefs subalternes certaines initiatives qu'imposent les circonstances, elle amène forcément une divergence des principes tactiques qu'il est nécessaire de ramener à l'uniformité pour assurer à un chef d'armée la certitude d'une exécution conforme à ses intentions.

La vie du soldat en campagne entraîne également un certain relâchement dans la discipline. Toutes choses qu'il est indispensable de reconstituer.

Les préliminaires de paix avec l'Angleterre ayant été signés le 1<sup>er</sup> octobre, le projet de descente fut ajourné. Il s'ensuivit une série de traités signés coup sur coup avec toutes les puissances de l'Europe. La paix paraissait bien affermie, on allait pouvoir se remettre à l'organisation de l'armée.

Pour l'instant on était tout à la joie de cette paix maritime qui permettait enfin de jouir d'une entière sécurité. L'hiver de 1801 à 1802 fut extrêmement brillant. Toutefois une opposition presque systématique était née autour même du Premier Consul. Il la traitait par le mépris, sauf pourtant l'opposition militaire, dont il s'inquiétait au point de vue de la discipline.

Parmi les chefs se trouvaient des mécontents, les uns sincères, les autres surtout jaloux. Les premiers appartenaient davantage à l'armée d'Italie, qui avait toujours été franchement révolutionnaire; les seconds, à l'armée du Rhin, républicaine intransigeante et un peu envieuse.

Les chefs de l'armée d'Italie, généralement dévoués au Premier Consul, mais ardents de sentiments, n'aimant ni les prêtres ni les émigrés, se plaignaient qu'on voulût faire d'eux des gens d'église, et disaient tout cela dans la langue originale et crue des soldats.

Ces scènes fort exagérées par la malveillance, qui les propageait en les défigurant, produisaient un effet fâcheux sur les troupes.

Elles étaient peu sérieuses avec les officiers de l'armée d'Italie, et roulaient en somme sur des vécilles. Elles avaient quelque chose de plus sérieux avec les généraux du Rhin, plus froids et plus rancuneux.

Une division funeste avait éclaté entre le général en chef de l'armée d'Italie et le général en chef de l'armée du Rhin, entre le général Bonaparte et le général Moreau.



Tout cela n'était pas fait pour remettre de l'homogénéité dans les corps de troupe, qui en avaient pourtant grand besoin et que la paix, qu'on croyait maintenant définitive, rendait à l'oisiveté.

Les cadres y voyaient s'évanouir leurs rêves d'ambition, les soldats croyaient sincèrement leur rôle terminé.

L'état de guerre depuis 1793 jusqu'à la paix de Lunéville avait fait supprimer les congés d'ancienneté, pratiqués sous tous les règnes ; malgré les promesses faites aux gardes nationaux qui composaient les bataillons de volontaires et aux réquisitionnaires levés en 1793, et contrairement aux dispositions formelles de la loi qui créa le système de la circonscription, il n'en avait point été distribué jusqu'à la fin de 1801.

Un arrêté du 8 brumaire an X (30 octobre 1801) en accorda jusqu'à concurrence du huitième de l'effectif dans chaque corps, sous la condition que le soldat à congédier serait réquisitionnaire des levées antérieures, et qu'il aurait fait cinq ou au moins quatre campagnes. Les congés ne devaient être délivrés qu'après l'arrivée des conscrits destinés à les remplacer, ce qui fut exécuté au commencement de 1802.

Mais comme la paix semblait devoir être générale et dès lors solide, les militaires craignaient de n'avoir plus de carrière. L'expédition de Saint-Domingue servit au Premier Consul, en même temps qu'à d'autres projets, à employer quelques troupes, ce qui donna un dérivatif à leur mécontentement. Un grand nombre d'officiers demandaient à faire partie de cette expédition ou tout au moins à être inscrits dans le projet d'opérations aux Indes. Ce fut une faveur qu'on fut obligé de distribuer. Le Premier Consul choisit soigneusement ses cadres, et non pas seulement, comme on l'a dit depuis, pour déporter dans un pays fiévreux et mortel les soldats et les généraux de l'armée du Rhin qui lui faisaient ombrage.

D'ailleurs, personne ne possédait comme lui cette éloquence militaire par laquelle, sous des formes diverses, il sut flatter les uns, gagner les autres et s'assurer le dévouement de tous.

Il ne négligeait rien pour cela et savait jouer de la pompe et de l'appareil militaire dont l'éclat a toujours son effet sur les masses.

Le commandant de la garde consulaire était le général Lannes,

alors au comble de la faveur, à cause de sa récente victoire à Montebello (en 1800). Il avait engagé irrégulièrement des dépenses assez considérables pour embellir la tenue de sa troupe, et lui donner plus d'éclat. Bessières s'opposa-t-il à ces dépenses comme membre du conseil d'administration, ou s'effraya-t-il de la responsabilité qui pourrait en résulter pour lui ? Toujours est-il que la gestion irrégulière de Lannes fut dénoncée au Premier Consul et qu'on attribua généralement cette dénonciation à Murat, mis au courant de l'affaire par Bessières.

Soit que Bonaparte voulût, par un exemple sévère, faire cesser les abus de l'irrégularité des dépenses, soit qu'il fût bien aise de profiter de l'occasion pour se débarrasser d'un ami devenu trop familier et trop frondeur, il enleva le commandement de la garde à Lannes, le força de verser au Trésor la somme irrégulièrement dépensée et l'envoya comme ambassadeur à Lisbonne.

La garde fut réorganisée, elle eut quatre chefs au lieu d'un ; Bessières fut mis à la tête de la cavalerie, par arrêté du 20 novembre 1801.

Cette cavalerie de la garde s'augmenta bientôt d'un escadron de mameluks en souvenir de la campagne d'Égypte.

Un arrêté du 17 nivôse an X (6 janvier 1802) ordonna la formation d'un escadron de cent cinquante mameluks. Cet arrêté stipulait seulement que cet escadron, organisé comme un escadron de hussards, serait commandé par le chef de brigade Rapp et ne coûterait pas plus cher, pour la solde et les masses, qu'un escadron de chasseurs de la garde. Sauf deux officiers chargés, l'un de l'administration, l'autre de la police et de l'instruction, un quartier-maître français et deux secrétaires interprètes ayant le traitement de caporal-fourrier, tous les officiers et soldats devaient « être pris parmi les mameluks syriens et coptes venant de l'armée d'Orient et ayant fait la guerre avec l'armée française. » Ils conserveraient le costume de mameluks et, « pour marquer leur fidélité à l'armée française, ils porteraient le turban vert. »

On n'en constitua tout d'abord qu'une compagnie, c'est-à-dire un demi-escadron.

Rien n'était aussi oriental que le costume des mameluks. L'étendard à queue de cheval, les cymbales, les trompettes or-

nées de croissant, le harnachement complet du cheval : tout était à la turque. Les officiers et les soldats avaient le pantalon bouffant bleu, la botte de maroquin rouge et l'éperon arabe, la veste verte et le turban surmonté d'une aigrette verte avec cocarde tricolore. Les vêtements élégants, les sabres recourbés, les chamarrures d'or et de soie, faisaient rêver aux guerriers de Saladin ou de Mahomet.

Les mameluks ont été les très brillants ancêtres de nos modernes spahis.

La première formation des mameluks fut faite à Melun, où résidaient les vieillards, les femmes et les enfants réfugiés à la suite de l'expédition d'Égypte, et où ils touchaient sur la revue de l'inspecteur les secours qui avaient été attribués à chacun d'eux.

Chaim, couvert de trente-cinq blessures qu'il avait reçues à Héliopolis, fut nommé lieutenant en second.

Le capitaine Ibrahim bey était le commandant de la compagnie des mameluks. A son arrivée à Paris, il s'était égaré. Le costume oriental qu'il portait étonna les Parisiens et la curiosité ameuta une foule autour de lui. Comme le hasard le conduisait dans le quartier de la Halle au blé, il trouva là des individus qui le huèrent, le sifflèrent, lui jetèrent même de la boue, prétendant que ce n'était pas le temps du carnaval pour s'habiller en Turc. Le capitaine Ibrahim bey, qui n'entendait pas le français et encore moins la raillerie, saisit ses pistolets et, à l'instant, il étendit morts à ses pieds deux forts de la Halle. Il se préparait à continuer le combat, armé de son damas et de son poignard, lorsqu'une patrouille du guet de Paris survint et s'empara de lui non sans peine.

Le bruit de l'événement s'étant répandu aux Tuileries, le Premier Consul se fit conduire Ibrahim bey qui, dans l'interrogatoire qu'il subit, répondit qu'il avait agi comme on agissait dans son pays pour punir la populace quand elle s'ameutait sur le passage des mameluks.

« Tu n'es pas ici pour faire une pareille police, lui fit dire le Premier Consul par son mameluk qui servait d'interprète ; tu vas partir demain pour Marseille ; c'est un climat chaud ; tu y vivras avec ta solde de six mille francs que je te conserve, mais dont deux mille francs seront prélevés pour pensionner les deux veu-

ves que tu as faites ! On est habitué dans cette ville à ton costume, toutefois, je te défends de te servir de tes armes et même de les porter. »

En janvier 1802, des solennités magnifiques furent organisées à Lyon pour recevoir les députations italiennes qui venaient donner la présidence de leur nouvelle république au Premier Consul. Il n'oublia pas l'armée dans cette fête et y fit venir l'armée d'Égypte récemment débarquée. On s'était hâté de la vêtir magnifiquement et d'une manière conforme au climat de la France, qui semblait tout nouveau à ces soldats brunis par le soleil. La jeunesse lyonnaise avait été réunie, et formée en un corps de cavalerie aux armes et aux couleurs de l'antique cité.

Le Premier Consul arriva le 11 janvier. La population des campagnes, assemblée sur la route, l'attendait jour et nuit. Elle était réunie autour de grands feux, et accourait au devant de toutes les voitures qui venaient de Paris, en criant : Vive Bonaparte !

Le Premier Consul parut enfin, et fit le chemin jusqu'à Lyon, au milieu de transports continuels d'enthousiasme.

Le général des armées d'Italie et d'Égypte passa la revue de ses anciens soldats. Les demi-brigades de l'armée d'Égypte qu'on avait eu le temps de réunir avaient été jointes à la garde consulaire, à de nombreux détachements de troupes, et à la milice lyonnaise. Ce jour-là, les brumes de l'hiver s'étaient dissipées un instant, et, par un soleil étincelant et un froid rigoureux, le général Bonaparte parcourait le front de ces vieilles bandes, qui le recevaient avec d'incroyables transports de joie. Les soldats d'Italie et d'Égypte, charmés de retrouver si grand ce fils de leurs œuvres, le saluaient de leurs cris, et tenaient à lui persuader qu'ils n'avaient pas cessé d'être dignes de lui. Il faisait sortir de vieux grenadiers hors des rangs, leur parlait des combats auxquels ils avaient assisté, des blessures qu'ils avaient reçues ; il reconnaissait çà et là des officiers qu'il avait vus en plus d'une rencontre, leur serrait la main à tous, et les remplissait d'une sorte d'ivresse, dont lui-même ne pouvait se défendre en présence de ces braves gens, qui l'avaient aidé par leur dévouement à produire les merveilles dont il jouissait et dont la France jouissait avec lui. Cette scène se passait sur les

ruines de la place Bellecour, et en effaçait la tristesse, comme la gloire efface le malheur.

Ainsi Bonaparte redevenait l'idole de ces soldats d'Égypte qui, quelques jours auparavant, lui reprochaient encore de les avoir lâchement abandonnés là-bas.

L'organisation de la garde consulaire s'était poursuivie.

Elle était maintenant formée de quatre bataillons d'infanterie, forts de douze cents hommes chacun, les uns de grenadiers, les autres de chasseurs, et de deux régiments de cavalerie, le premier de grenadiers à cheval et le second de chasseurs à cheval. Les uns et les autres étaient composés des plus beaux, des plus vaillants soldats de l'armée. Une artillerie nombreuse et bien servie complétait cette garde, et en faisait une véritable division de guerre, pourvue de toutes armes, s'élevant à environ dix mille hommes. Un brillant état-major commandait cette troupe superbe. Il y avait un colonel par bataillon, et un général de brigade par deux bataillons réunis. Quatre lieutenants généraux, un d'infanterie, un de cavalerie, un d'artillerie, un du génie, commandaient alternativement le corps entier, pendant une décade, et faisaient le service auprès des Consuls. C'était un corps d'élite, dans lequel les meilleurs soldats trouvaient une récompense à leur bonne conduite et qui entourait le premier magistrat du gouvernement d'un éclat conforme à son caractère guerrier.

Tout d'ailleurs allait permettre de se donner à l'organisation militaire. Bonaparte avait fait déclarer à Londres et à Amiens que si on ne voulait pas accepter ce qu'il proposait, on devait en finir, et qu'à l'instant il allait réarmer l'ancienne flottille de Boulogne, et former un camp vis-à-vis des côtes d'Angleterre.

Les troupes souhaitaient la reprise des hostilités, mais se souciaient peu cependant de cette guerre aquatique que l'on projetait.

Toutefois, d'une façon générale, la rupture n'était pas plus désirée à Londres qu'à Paris, et, le 25 mars 1802 au soir, la paix avec la Grande-Bretagne fut signée.

Le Premier Consul voulut que tout se passât avec le plus grand appareil. Depuis longtemps il avait fait partir pour Amiens un détachement de ses plus belles troupes, habillées à neuf. Il

avait prescrit des préparatifs dans la ville même d'Amiens, pour que la signature fût donnée avec une sorte de solennité.

Le 27, à onze heures du matin, des détachements de cavalerie allèrent chercher les plénipotentiaires à leur demeure, et les escortèrent à l'hôtel de ville.

Lord Cornwallis et Joseph Bonaparte signèrent la paix et s'embrassèrent cordialement, aux acclamations des assistants émus et transportés de joie. Ils furent reconduits chez eux au milieu des démonstrations les plus bruyantes de la multitude.

Enfin, on croyait tenir la paix véritable, celle des mers, condition certaine et nécessaire de la paix du continent. Le Premier Consul voulut en profiter pour publier le Concordat et fixa la première cérémonie du culte rétabli au jour de Pâques. Ce ne fut pas sans difficultés.

Le *Te Deum* solennel qui devait être chanté à Notre-Dame, le jour de Pâques, pour célébrer la paix générale et le rétablissement du culte, fut annoncé par l'autorité publique comme une véritable fête nationale. Le Premier Consul voulut s'y transporter en grand cortège, accompagné de ce qu'il y avait de plus élevé dans l'État. Il avait donné un ordre formel à ses généraux de l'accompagner. C'était le plus difficile à obtenir, car on disait partout qu'ils tenaient un langage inconvenant et presque factieux.

Augereau, toléré à Paris, était alors l'un de ceux qui parlaient le plus haut. Il fut chargé par ses camarades de se présenter au Premier Consul et de lui exprimer leur désir de ne pas se rendre à la cérémonie. C'est en séance consulaire, en présence des trois consuls et des ministres, que le général Bonaparte voulut recevoir Augereau. Celui-ci exposa son message, mais le Premier Consul le rappela à son devoir avec cette hauteur qu'il savait apporter dans le commandement. Il lui dit que toutes les autorités avaient ordre de se rendre à Notre-Dame, les autorités militaires comme les autorités civiles, que toutes obéiraient ; que quant à la dignité de l'armée, il en était aussi jaloux et aussi bon juge qu'aucun des généraux ses compagnons d'armes, et qu'il était certain de ne la point compromettre, en assistant de sa personne aux cérémonies de la religion : qu'au surplus, ils n'avaient pas à délibérer, mais à exécuter un ordre, et qu'il s'attendait à les voir tous à ses côtés dans l'église

métropolitaine. Augereau ne répliqua point, et ne rapporta auprès de ses camarades que l'embarras d'avoir commis une légèreté, et la résolution d'obéir.

Les généraux, un peu confus, prirent rang dans le cortège. Ils avaient eu le tort de crier très haut la conduite qu'ils se proposaient de tenir et même de faire partager leur opinion à plusieurs officiers subalternes ; leur revirement fut interprété de toutes les manières. Tout cela était du plus pitoyable exemple pour la discipline.

D'ailleurs, Bonaparte avait ménagé habilement l'amour-propre de l'armée comme il l'avait dit à Augereau. On chanta un *Te Deum* à l'occasion des victoires remportées par l'armée française en Italie. Le programme détaillé se vendait dans les rues avec le nom des rues et des quais où devaient passer les consuls pour se rendre à l'église métropolitaine. Il est assez piquant de relever sur ce programme les lignes suivantes : « A cette cérémonie assistera Adélaïde Bassey, native du faubourg Saint-Marceau, âgée de vingt-trois ans, qui servait dans les chasseurs, sans être reconnue de son sexe, qui, à la reprise de Gènes, s'est couverte de gloire en faisant un général autrichien prisonnier de guerre. »

Les gloires les plus modestes n'étaient donc pas oubliées.

Cependant, le rappel des émigrés fut encore une autre source de discorde dans les rangs de l'armée. Les soldats qui avaient fait les campagnes d'Allemagne et qui avaient combattu contre les corps d'émigrés, ceux surtout qui avaient fait la guerre de Vendée, refusaient d'admettre qu'on pût pardonner à des Français qui avaient pris les armes contre leur patrie, et dans les rangs des étrangers. Malgré les exceptions des sénatus-consultes, ils englobaient dans la même rancune tous ceux qui avaient déserté le sol natal au lieu de rester pour le défendre.

Ces sentiments étaient d'ailleurs soigneusement exaltés par les meneurs qui essayaient de séparer l'armée de son général, et d'arracher au Premier Consul cette puissance militaire contre laquelle on ne pouvait rien.

Bonaparte, disait-on, n'est pas un vrai républicain, il amène peu à peu le rétablissement des privilèges. Et l'armée, qui avait vécu toutes ces années passées loin des dissensions intes-

tines de la France, étourdie, enivrée par le bruit des combats, captée par l'ascendant de ce général toujours victorieux, écoutait volontiers l'histoire de la Révolution racontée par ces interprètes qui cherchaient à lui persuader qu'elle n'avait été que l'instrument sacrifié d'avance de l'ambition de Bonaparte.

Le Premier Consul était au courant de toutes ces menées, il les avait prévues, et c'est pour cela qu'il avait voulu maintenir la plupart des troupes hors de France, autant pour alléger le Trésor de leur entretien que pour les empêcher d'être contaminées.

Il fallait bien cependant instruire les recrues dans les garnisons, et la plupart de celles-là étaient surtout dominées par le prestige glorieux de leurs devanciers et l'ascendant fascinateur de leurs chefs.

D'ailleurs, on leur imposait un travail assidu, tant pour hâter le remplacement des vieux soldats rentrés dans leurs foyers que pour rajeunir les cadres inférieurs et offrir aussi l'appât de l'ambition à ces pauvres gens avides de se distinguer dans les rangs de l'armée.

C'est ainsi que notre jeune dragon, engagé volontaire, écrivait de sa garnison :

« Bayeux, le 12 floréal an X (1<sup>er</sup> mai 1802).

« Mon cher papa,

« Mon silence depuis quelque temps n'a pas été sans cause, comme vous allez le savoir. Nous avons, depuis trois mois, recommencé notre travail que le froid et les gelées nous avaient contraints d'interrompre ; le général inspecteur Grouchy n'ayant pas trouvé notre régiment aussi instruit qu'il devait l'être, le condamna, lors de la revue, à un travail permanent jusqu'à nouvel ordre. Je vous assure qu'on a exécuté ses ordres avec la plus grande stricte et que nous n'avons pas cessé un moment de travailler à cheval et aussi à pied, aussi sommes-nous instruits. Le général est venu s'en assurer par lui-même ; ayant été très satisfait, il a suspendu notre travail pour quinze jours seulement, ce qui m'a donné la facilité de vous écrire, car avant j'étais tellement occupé qu'à peine avais-je le temps de faire mes repas. Aussi j'espère être bientôt récompensé du mal que je me suis donné, mes progrès pour l'équitation et la théorie me font croire que je vais passer à la huitième leçon. Cette



classe n'est composée que de sous-officiers destinés à remplacer les instructeurs. Il part, le 12 de ce mois-ci, douze maréchaux des logis en congé définitif, autant de brigadiers et de dragons, ce qui va donner beaucoup d'avancement au régiment. Mon cher papa, la haute paie que vous me faites est bien petite, à peine suffit-elle à suppléer au peu de nourriture que nous avons, ce qui m'empêche de me tenir aussi propre que mes camarades. Le colonel, cependant, fait beaucoup attention à la tenue et y tient beaucoup. Ayez la bonté de me l'augmenter, soyez persuadé d'avance que je ne fais pas mauvais usage de l'argent que vous m'envoyez. Le dernier m'a servi à acheter des chemises et un chapeau; le reste à payer ce qu'on m'avait avancé sur ma masse. Comme elle est incomplète, on ne me donne plus rien dessus, et à présent je suis obligé d'acheter tout ce dont j'ai besoin, j'attends de votre bonté une petite augmentation : j'aurais grand'œuvre d'un surtout et d'une culotte d'été. Je suis, en attendant de vos chères nouvelles,

« Votre respectueux et soumis fils.

« Mes amitiés à mes chers frères et sœurs.

« Nous ne fêtons plus les décades, nous faisons les dimanches. On parle beaucoup de nous faire aller à la messe. »

Ce fut une grande joie dans l'armée quand on apprit, au commencement du mois de mai, le projet du Premier Consul de créer l'ordre de la Légion d'honneur.

Cette distinction, qui devait remplacer les armes d'honneur, plaisait plus au soldat, parce qu'elle serait plus apparente et que toute vanité humaine éprouve le besoin de s'afficher. Cette marque ostensible des braves entre les braves les signalerait de loin, et tout le monde pensait que ce serait un puissant moyen d'émulation.

Déjà Napoléon avait percé sous Bonaparte quand il rétablit les distinctions et les ordres dont la Révolution avait fait table rase. En prenant une telle mesure, il s'inspira une fois de plus de cette psychologie des foules, tout ensemble profonde et perverse, qui fut le principal instrument de sa prodigieuse fortune.

L'innovation de Bonaparte fut tout d'abord de ne plus tenir, dans l'octroi de cette récompense, aucun compte de la religion,

de la naissance ou du grade de ceux qu'il en jugeait dignes, puisqu'il accrochait indifféremment le ruban rouge sur la capote usée d'un grenadier ou sur l'uniforme chamarré d'un maréchal de France.

Ce fut surtout d'en faire une récompense nationale, sans plus admettre aucune distinction entre les services civils et les services militaires. C'est sur cette question, en effet, que la lutte fut la plus vive au Conseil d'État et que Bonaparte montra le plus d'intransigeance. Réserver la Légion d'honneur aux seuls militaires lui semblait justement un retour en arrière, un rétablissement de cet esprit de caste que la Révolution venait d'abolir.

Il rencontra une vive opposition dans les assemblées, d'ordinaire plus déferentes à ses désirs : au Conseil d'État, au Tribunal et au Corps législatif.

Au Conseil d'État, malgré l'intervention personnelle de Bonaparte, la loi ne fut adoptée que par 14 voix contre 10. Elle en réunit 56 contre 38 au Tribunal et 116 voix seulement contre 110 au Corps législatif. Six voix de majorité, c'était bien maigre pour la nouvelle institution.

Deux arguments principaux firent le fond de tous les discours d'opposition. Les uns voyaient dans la Légion d'honneur la résurrection des ordres de chevalerie qu'on venait de supprimer. Les autres, acceptant la nécessité des distinctions, demandaient qu'elles fussent uniquement destinées à récompenser les faits de guerre.

« Nous sommes, répondait-il aux arguments du général Mathieu Dumas, nous sommes trente millions d'hommes réunis par les lumières, la propriété, le commerce. Trois ou quatre cent mille militaires ne sont rien auprès de cette masse. Outre que le général ne commande que par les qualités civiles, dès qu'il n'est plus en fonctions, il rentre dans l'ordre civil. Ses soldats eux-mêmes ne sont que les enfants des citoyens. L'armée, c'est la nation. Je n'hésite pas à penser, en fait de prééminence, qu'elle appartient incontestablement au civil. Si l'on distinguait les honneurs en civils et militaires, on établirait deux ordres, tandis qu'il n'y a qu'une nation. Si l'on ne décernait des honneurs qu'aux militaires, ce serait encore pire, car dès lors la nation ne serait plus rien. »

Ce que l'on critiquait surtout dans l'établissement de l'ordre nouveau, c'était la restauration à peine déguisée de l'ordre de Saint-Louis, fondé par Louis XIV en 1693.

Si l'on regarde uniquement l'extérieur, c'est-à-dire l'insigne et la hiérarchie des légionnaires, les ressemblances sont très grandes, en effet.

La croix de Saint-Louis se portait sur la poitrine, suspendue à un ruban rouge. Elle n'avait, il est vrai, que quatre branches, tandis que la Légion d'honneur en avait cinq. L'image de Bonaparte remplaçait naturellement l'image de saint Louis. Mais les deux ordres étaient à peu près constitués sur le même plan. Ils avaient tous les deux le chef de l'État pour grand maître. L'ordre de Saint-Louis comptait des chevaliers dont la pension variait de 800 à 2,000 livres et huit grands-croix dotés chacun d'une pension de 6,000 livres. La Légion d'honneur conservait à peu près la même hiérarchie, sauf un degré de plus, celui des officiers.

Mais, pour le surplus, les différences entre les deux ordres étaient aussi profondes qu'entre la société de l'ancien régime et la société issue de la Révolution.

L'ordre de la Légion d'honneur fut créé le 19 mai 1802.

Ce fut une grande déception dans l'armée quand elle apprit que cette marque honorifique serait donnée aussi bien aux civils qu'aux militaires. Elle s'en montra offensée et il s'y fit un revirement. Les armes d'honneur semblaient maintenant plus nationales. Les esprits frondeurs des régiments, surtout ceux qui n'eurent pas cette distinction, se livrèrent longtemps à de bruyants sarcasmes. Il ne fallut pas moins que les paroles chaleureuses de Bonaparte, mettant en parallèle le courage civique et le courage militaire, pour convaincre les militaires et le plus grand nombre des citoyens qui étaient de leur avis, parce qu'ils redoutaient la naissance d'une nouvelle aristocratie.

Ce que l'armée ne pouvait nier, c'était la sollicitude constante du Premier Consul pour elle, et, si les échos de la politique lui apportaient les craintes d'un renversement de la République, qui était son œuvre, si elle devait redouter d'avoir travaillé pour le retour de l'aristocratie, elle était cependant bien persuadée que cette nouvelle aristocratie sortirait en majeure partie de ses rangs, et serait avant tout une aristocratie militaire.

Bonaparte disait, en parlant de l'armée et des militaires de cette époque : « Ce qui les soutient, c'est l'idée dans laquelle ils sont qu'ils remplacent les anciens nobles. »

Toute la société qui surgissait alors avait la même pensée, celle de remplacer les anciens nobles, et dans la réaction qui se faisait contre les mœurs révolutionnaires, c'était à qui reprendrait le ton et les manières, le langage, les costumes de l'ancien régime. Tel jacobin qui avait autrefois protesté contre un vêtement considéré comme un stigmate d'aristocratie mit autant d'empressement à le reprendre et à chausser le bas de soie qu'à se parer plus tard de titres naguère encore rejetés et pros crits avec tant de dédain.

Toutefois, la troupe faisait exception à cette mode. La discipline n'avait point encore pu triompher du laisser aller contracté dans la vie guerrière, et les soldats, si l'on n'y eût remédié, auraient facilement traité la France en pays conquis.

Ils affectaient vis-à-vis du bourgeois un sans-gêne qu'il fallut souvent réprimer. La garde consulaire, quoique plus soigneusement éduquée, mais composée de vieux grognards, se montrait fort libre d'allure.

Le registre d'ordres en fait foi. On y lit en effet à la date du 4 prairial an X (23 mai 1802) :

« Le chef d'escadron commandant, prévenu que plusieurs grenadiers et chasseurs se baignent dans la Seine à la vue du public d'une manière très indécente et d'autant plus reprochable dans un militaire qu'il doit avoir de la pudeur, du respect pour lui-même, ordonne qu'à l'avenir tout chasseur ou grenadier qui sera dans ce cas soit couvert d'une chemise ou d'un caleçon.

« OULÉ. »

Bonaparte prouvait à tout instant sa sollicitude aux vieux soldats. Par un arrêté du 2 thermidor an X (22 juillet 1802), il rétablit la distinction de la haute paye d'ancienneté en faveur des sous-officiers et soldats après dix, quinze et vingt ans de service.

C'était le moyen de les retenir sous les drapeaux.

Si l'activité intellectuelle du Premier Consul se dépensait plus particulièrement aux choses politiques, toute son activité physique se tournait du côté de ses troupes dont il tenait à parfaire

l'organisation. Il en causait longuement avec les généraux, exigeant d'eux des rapports circonstanciés sur les améliorations qu'ils demandaient ou qu'il avait lui-même proposées.

Quand, le 5 août 1802, Napoléon Bonaparte fut proclamé consul à vie, les plus chaleureux applaudissements partirent de l'armée. Et quand le 15 août, 27 thermidor, fut célébré pour la première fois l'anniversaire de sa naissance, les soldats montrèrent par leurs acclamations tout leur dévouement à ce « nouveau souverain » qu'ils considéraient comme un des leurs et dont ils regardaient la cause comme la leur.

La garde consulaire est toujours l'objet de ses soins particuliers. Le 7 fructidor (24 août 1802), Davout est nommé commandant des grenadiers à pied, Soult commandant des chasseurs à pied, Bessières commandant de la cavalerie et Mortier commandant de l'artillerie et des matelots.

Ce corps d'élite se trouve dès lors constitué comme un petit corps d'armée avec des chefs choisis.

Pour ce qui est de la cavalerie, Bonaparte poursuivait méthodiquement le programme de ses réformes ; il fait donner la cuirasse aux quatre premiers régiments de grosse cavalerie. Le 8<sup>e</sup> l'avait toujours conservée.

Le penchant pour les cuirassiers devint une vogue. L'arrêté du 23 décembre 1802 porta à huit le nombre des régiments cuirassés, en donnant la cuirasse aux 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> régiments de grosse cavalerie.

Quant à l'esprit de l'armée, il s'était amélioré.

Puisque nous avons pris le 10<sup>e</sup> chasseurs, jugé par son colonel Auguste Colbert, pour en donner une idée en 1801, nous prendrons encore ce même régiment pour constater cette amélioration.

L'année 1802, le colonel Colbert ajoutait aux notes de son régiment :

« Depuis l'année dernière, il s'est généralement opéré un changement avantageux dans la manière d'être des officiers ; je trouve en eux moins d'indolence, plus de tenue, plus de zèle et d'amour de leur métier.

« Les sous-officiers n'ont fait aucun pas vers l'amélioration, ils ont encore presque tous les défauts que je leur reprochais

l'année dernière, ce qui tient plutôt à l'espèce d'hommes dont cette classe est formée qu'à toute autre cause, car ils ont été changés presque entièrement dans l'espace d'une année ; il y avait peu de sujets distingués au corps, et j'ai été obligé par la loi de la nécessité d'avancer des gens plus susceptibles de l'être dans toute autre position. Plusieurs d'entre eux sont crapuleux et négligents.

« Je dois cependant des éloges aux adjudants sous-officiers et à plusieurs maréchaux des logis chefs. Les fourriers, en général, sont d'une nullité effrayante ; ignorants et voleurs, ils croient avoir obtenu un succès lorsqu'ils ont fait sauter une dizaine de distributions ; ils ignorent entièrement la tenue de la comptabilité, et ils se fient sur l'exactitude et le zèle des maréchaux des logis chefs qui, en général, sont capables. »

En 1802, l'armée française comptait 327,150 hommes d'infanterie et 72,560 de troupes à cheval, la gendarmerie nationale comprise : en tout 399,710 hommes, sans compter 15,000 vétérans.

Malheureusement, Bonaparte, bien que très soucieux de donner des remotes solides en chevaux, n'eut pas le temps de s'occuper de l'élevage et dut utiliser les ressources du pays telles qu'elles existaient, s'en remettant aux prises de guerre pour compléter les effectifs.

En tout cas le Premier Consul, pour échapper aux pièges des fournisseurs, envoya dans les écoles vétérinaires, pour en suivre les études, des officiers dont la mission devait être ensuite de se répandre dans le pays pour faire les achats de chevaux nécessaires à l'armée. Garanties de savoir et de probité, tout se réunissait pour promettre des remotes avantageuses.

Ce fut au mois de germinal an XI (mars 1803) qu'on inaugura cette mesure.

Lieutenant-colonel L. PICARD.

(A suivre.)

---

LES DÉBUTS DU RÉGIME CONCORDATAIRE A PARIS

---

L'ÉPISCOPAT

DU

CARDINAL DE BELLOY

(1802-1808)

---

I. J.-B. de Belloy; son caractère, son attitude et ses mandements. — II. Les influences réputées prédominantes : Bernier, Pancemont, Émery, Juigné. — III. Les vicaires généraux et le chapitre de Notre-Dame. — IV. Organisation paroissiale : les curés et desservants. — V. Personnel ecclésiastique subalterne. — VI. Recrutement du clergé; le séminaire. — VII. Édifices paroissiaux. — VIII. Administration temporelle des paroisses.

I.

Quelques semaines avant la mise en vigueur du Concordat, le Premier Consul se fit présenter des listes de sujets propres à figurer dans le futur épiscopat. Sur l'une de ces listes, le nom de Jean-Baptiste de Belloy, ancien évêque de Marseille, était accompagné des renseignements suivants, donnés comme provenant de *la police* : « Pacifique — Un des premiers démissionnaires — Restera fidèle — Grand âge — Deux attaques d'apoplexie <sup>1</sup>. »

Ce dernier détail était sans doute controuvé, car la vigueur de santé du prélat nonagénaire faisait l'admiration de tous ceux qui l'approchaient : mais ses facultés morales et intellectuelles

<sup>1</sup> AFiv, 1044.

ne laissaient point que de se ressentir des atteintes de l'âge. Si son attitude était demeurée aussi correcte que digne son langage, sa modération naturelle devenait par moments de la débilité, et sa prudence de la timidité. Après la suppression de son siège épiscopal, il n'avait point émigré, et s'était fixé chez une de ses nièces, dans l'Oise, entretenant avec le clergé et les fidèles de Marseille de rares et mystérieuses communications par l'intermédiaire d'un habitant de la Ciotat <sup>1</sup>, et ne rompant officiellement le silence qu'une seule fois, sous le Directoire, pour autoriser le serment de haine à la royauté <sup>2</sup>. Comme s'il avait eu regret de cette manifestation, il ne se décidait point, au début du Consulat, à répondre à l'abbé Émery, qui l'avait consulté au sujet de la promesse de fidélité <sup>3</sup> : par contre, dix mois plus tard, malgré de signalés et courageux services, il révoquait le plus en vue de ses vicaires généraux, qui s'était autorisé de son nom pour combattre ladite promesse <sup>4</sup>. Lors de la signature du Concordat, sa démission était en effet une des premières qu'eût reçues Spina : elle exprimait à l'égard du Saint-Siège la plus prévenante et confiante docilité <sup>5</sup>.

Portalès, qui avait un faible pour les Provençaux de naissance ou d'adoption, était décidé à faire une place dans l'épiscopat concordataire à ce Nestor de l'Église gallicane. Pour tout concilier, il proposait de lui donner l'archevêché d'Aix, qui comprenait son ancien diocèse de Marseille, et de lui adjoindre comme coadjuteur l'évêque démissionnaire de Vaison dans le Comtat, Fallot de Beaumont, celui qui devint effectivement évêque de Gand <sup>6</sup>. Une décision imprévue, suggérée peut-être par un calcul d'ambition de Bernier, appela au dernier moment Belloy, sans coadjuteur, au siège de Paris, où il devait se trouver bien

<sup>1</sup> M. de Chauvigny, arrière-petit-neveu du cardinal de Belloy et possesseur de ses papiers, a bien voulu me certifier l'existence des communications en question, qu'on a parfois mises en doute.

<sup>2</sup> Sicard, *Ancien clergé de France*, t. III, p. 457.

<sup>3</sup> Émery à Bausset, 9 mars 1800 : *Papiers Émery*.

<sup>4</sup> 4 novembre 1800 : De Chauvigny, *La Mère de Belloy et la Visitation de Rouen*, p. 227.

<sup>5</sup> « Plein de vénération et d'obéissance pour ses décrets, et voulant toujours lui être uni de cœur et d'esprit, je n'hésite pas à remettre, entre les mains de Sa Sainteté, ma démission de l'évêché de Marseille. » (21 septembre 1801 : Boulay de la Meurthe, *Documents sur le Concordat*, t. IV, p. 109.)

<sup>6</sup> *Ibidem*, t. V, p. 208.



autrement dépaycé et accablé de responsabilité qu'à Aix <sup>1</sup>.

Si le vieillard eut des hésitations avant d'accepter, elles furent de courte durée, et il n'en est point resté trace. Dès son installation, qui eut lieu le dimanche des Rameaux (11 avril 1802), il adopta ou plutôt il prit naturellement une attitude qui lui valut une sérieuse et durable popularité. Pour la majorité des Parisiens de ce temps-là, même pour ceux qui applaudissaient au rétablissement du culte, l'évêque modèle était beaucoup moins un docteur, un apôtre, un conducteur d'âmes, un Athanase ou un Ambroise, qu'un « ministre de paix, » un « officier de morale, » comme Mirabeau l'avait dit à la tribune de la Constituante, « respectable » et « vénérable » sans doute, mais à la manière d'un patriarche. Par son âge, par son tempérament, par son aspect extérieur <sup>2</sup>, par la bonhomie souriante de son langage, Belloy était merveilleusement adapté à ce rôle de prélat bénisseur, qui nous paraît aujourd'hui singulièrement étriqué, mais que les circonstances exigeaient peut-être dans une certaine mesure. Comme beaucoup de vieillards, il s'attachait davantage à la vie à mesure que les bornes normales s'en reculaient pour lui : il laissa échapper les marques d'une joie naïve le jour où on lui présenta un ancien soldat plus que centenaire <sup>3</sup>. Avec cela, il aimait à parler de son âge, et s'en autorisait non sans adresse pour employer des formes de langage toutes paternelles, qu'on n'eût peut-être point passées à un évêque plus jeune. Qu'en présentant son clergé à Pie VII, il se comparât au vieillard Siméon <sup>4</sup>, l'image était classique dans une réunion de ce genre ; mais un an plus tard, en recevant à Notre-Dame la députation qui apportait une partie des trophées d'Austerlitz, il reprenait avec succès le même thème devant un auditoire tout différent <sup>5</sup> ; en novembre 1807, lors de la clôture du collège électoral du département de la Seine, dont il avait présidé en personne toutes les séances, il se faisait applaudir d'une assem-

<sup>1</sup> *Paris sous Napoléon*, t. I<sup>er</sup>, p. 364-366.

<sup>2</sup> L'impression imposante et presque majestueuse que laisse la statue de Notre-Dame doit être contrôlée et corrigée par une toile de Dabos, dans l'attique sud du musée de Versailles : c'est ici le « bon vieillard » du XVIII<sup>e</sup> siècle, un personnage de Berquin en soutanelle rouge.

<sup>3</sup> M<sup>me</sup> de Chastenay, *Mémoires*, t. II, p. 51.

<sup>4</sup> 4 décembre 1804 : journaux.

<sup>5</sup> 10 janvier 1806 : *Ibidem*.

blée où foisonnaient les voltairiens et où les défroqués ne faisaient pas défaut en déclarant, le sourire aux lèvres : « Je suis votre père à tous <sup>1</sup>. » Ses homélies pastorales s'inspiraient volontiers de l'idée qui lui était chère ; en ce même automne de 1807, comme il s'était rendu au Calvaire du Mont-Valérien pour la fête de l'Exaltation de la Croix, avant de donner sa bénédiction aux pèlerins, il leur dit : « Mes enfants, j'ai bientôt cent ans ; je le sens au dépérissement de mes forces ; mais je ne m'en aperçois pas à la tendresse paternelle que j'éprouve pour vous. Priez Dieu pour votre évêque, qui, malgré sa vieillesse, le prie tous les jours pour vous. » Ce langage eût paru touchant à toutes les époques ; en 1807, il fit inévitablement couler les larmes <sup>2</sup>.

Il courait dans les cercles royalistes des anecdotes très suspectes, d'après lesquelles le Premier Consul aurait eu avec le prélat des façons de sultan capricieux, le mandant par exemple à l'improviste pour dire la messe aux Tuileries, et le laissant à jeun jusqu'à une heure et demie de l'après-midi <sup>3</sup>. Ceci est fort invraisemblable <sup>4</sup> : si impérieux, si brutal même que le maître se montrât souvent, il se connaissait en hommes, et dès la première entrevue la déférence empressée de l'archevêque lui avait révélé que le gouvernement obtiendrait tout de lui par des attentions et des égards. Le fait est qu'à peine installé, Belloy était comblé d'honneurs, de présents, de paroles obligeantes. Le chef de l'État, qui considérait l'archevêque de Paris comme un grand fonctionnaire, et qui ne lui aurait pas permis de vivre avec la simplicité apostolique, prenait un détour délicat pour lui faire cadeau d'un carrosse tout attelé <sup>5</sup>. Il saisissait, dès l'été de 1802, les occasions de lui prodiguer les compliments gracieux, mais empreints d'un accent déjà tout monarchique :

<sup>1</sup> *Ibidem.*

<sup>2</sup> *Journal de l'Empire*, 20 septembre 1807.

<sup>3</sup> Remacle, *Relations secrètes des agents de Louis XVIII*, p. 70.

<sup>4</sup> Ce qui est exact, c'est que de loin en loin Belloy officiait dans la chapelle des Tuileries (il y dit pour la première fois la messe le dimanche 9 mai 1802 : *Journal des Débats*, 21 floréal an X) ; mais ce soin incombait d'ordinaire, sous le Consulat, à l'un des vicaires généraux, l'abbé de Mons, à qui une décision de Bonaparte attribua de ce chef la rondelette indemnité de 8,000 fr., en même temps que 1,000 fr. à chacun des deux prêtres qui l'assistaient à l'autel (3 frimaire an XII : *AFIV*, plaq. 619).

<sup>5</sup> Babeau, *Les Anglais en France*, p. 164-165.

« Je serai toujours fort aise, Monsieur l'Archevêque, de faire quelque chose d'avantageux à la religion et d'agréable à votre personne <sup>1</sup>.... Je désire, Monsieur l'Archevêque, que vous continuiez à vous bien porter, car vos vertus et votre attachement à ma personne me sont nécessaires <sup>2</sup>. » Vers la même époque, le prélat était nommé membre du conseil général des hospices de Paris, non point par un simple arrêté du ministre de l'intérieur, comme c'était la règle, mais par un arrêté consulaire précédé des considérants les plus élogieux <sup>3</sup> ; le jour où il venait prendre séance, Pastoret, qui tout enfant l'avait connu à Marseille, rappelait aimablement ce souvenir, après s'être écrié sur un mode plus pompeux : « L'association d'un homme de bien est un encouragement nouveau pour les amis de la vertu <sup>4</sup>. » — Quand, usant du privilège que lui accordait la revision constitutionnelle de l'an X, le Premier Consul commençait à nommer directement des sénateurs, l'archevêque de Paris faisait partie de cette promotion de début (28 fructidor an X-15 septembre 1802) avec deux ministres dépossédés de leur portefeuille, Fouché et Abrial, un conseiller d'État jugé trop encombrant, Rœderer, et le vieux général d'Aboville ; pour lui seul cette nomination ne déguisait point une retraite ou une disgrâce. « Le citoyen de Belloy, disait le message consulaire, a été pendant cinquante ans d'épiscopat le modèle de l'Église gallicane. Placé à la tête du premier diocèse de France, il y donne l'exemple de toutes les vertus apostoliques et civiques. » Au Sénat, comme au conseil des hospices, le prélat fut accueilli « avec beaucoup d'empressement et de considération » par les vieux révolutionnaires qui formaient l'immense majorité de ses nouveaux collè-

<sup>1</sup> 9 messidor an X-28 juin 1802 : *Correspondance*, 6148.

<sup>2</sup> 10 fructidor-28 août : *Ibidem*, 6274.

<sup>3</sup> « Les Consuls de la République, voulant témoigner à M. de Belloy, archevêque de Paris, leur haute estime pour sa personne et les vertus qu'il manifeste dans l'exercice de ses fonctions... » (2 fructidor-20 août : F 1511, Seine, 1917).

<sup>4</sup> *Journal des Débats*, 20 fructidor an X. Fidèle à son système de ne considérer aucune fonction comme purement honorifique, l'empereur, deux ans plus tard, enjoignit au prélat de faire « par lui-même » une enquête à l'hospice de vieillards de Montrouge, au sujet duquel des plaintes lui étaient parvenues ; malgré ses quatre-vingt-quinze ans, Belloy alla dans les trois jours goûter l'ordinaire et interroger les pensionnaires (Napoléon à Belloy, 25 thermidor an XII-13 août 1804 : *Correspondance*, 7922 ; Belloy à Napoléon, 29 thermidor-17 août : AFIV, 1045).

gues ; mais comme il se mettait en devoir de débiter un petit discours de remerciement, Lebrun, bourru à son ordinaire, l'interrompit en l'invitant à prêter serment sans plus de phrases <sup>1</sup>. Quelques jours plus tard, un arrêté consulaire autorisa exceptionnellement Belloy à cumuler les deux traitements de sénateur et d'archevêque <sup>2</sup>.

Dans ces conditions, nul ne dut s'étonner de voir le prélat compris dans une autre promotion, celle des cinq cardinaux français qui furent proclamés au consistoire du 17 janvier 1803. Il partagea cet honneur avec Bayanne, auditeur de rote, nommé en vertu d'une vieille tradition ; Fesch et Cambacérès, choisis pour leur illustre parenté ; Boisgelin, pour qui le chapeau était à la fois une récompense et un dédommagement. Dès le 1<sup>er</sup> février, selon l'antique étiquette, un garde-noble, le prince Giustiniani, se présentait à l'archevêché de Paris, après avoir fait halte à Lyon <sup>3</sup>. Le prélat Doria, désigné comme ablégat, apporta un peu plus tard les barrettes, qui furent solennellement remises le 27 mars ; c'est Belloy qui, dans cette occasion, harangua le Premier Consul au nom des quatre cardinaux-archevêques. Dans l'intervalle (7 ventôse-26 février), un arrêté consulaire avait attribué, à chaque cardinal français, une indemnité de 45,000 fr. pour frais d'installation, plus un supplément de traitement annuel de 30,000 fr. L'impression fut d'autant plus vive dans le menu peuple, que, depuis la mort du cardinal de Noailles (1729), aucun archevêque de Paris n'avait porté la pourpre.

Quelques mois enfin avant sa mort, le cardinal de Belloy fut, comme on l'a vu, l'objet d'une dernière distinction. A l'automne de 1807, Napoléon l'appela à présider le collège électoral du département de la Seine. Ces présidences, partout confiées à des personnages considérables, étaient, dans les départements les plus importants, le lot des grands dignitaires, à qui Belloy se trouvait ainsi assimilé. La session précédente, celle de l'an XI, n'avait eu pour président rien moins qu'un prince en expectative, Lucien Bonaparte.

A côté des honneurs officiels, l'autorité avait pour le prélat de

<sup>1</sup> Remacle, *Relations secrètes des agents de Louis XVIII*, p. 130

<sup>2</sup> 17 vendémiaire an XI (9 octobre 1802) : AFiv, plaq. 416.

<sup>3</sup> Portalis à Bonaparte, 12 pluviôse an XI-1<sup>er</sup> février 1803 : AFiv, 1044.

ces menues attentions, faites pour charmer le cœur d'un vieux prêtre. Ainsi, la police, très exacte à empêcher, à Paris, aux termes des organiques, tout ce qui aurait ressemblé à une procession proprement dite, tolérait pourtant, de temps à autre, les jours de confirmation, qu'un cortège solennel reconduisit l'archevêque de l'église au presbytère de la paroisse ; si, comme à Popincourt, les « exclusifs » s'avaient de murmurer, ils étaient énergiquement rappelés à l'ordre <sup>1</sup>. — Mais ces politesses sans grande portée n'empêchaient point le gouvernement ou ses agents de multiplier les exigences, devant lesquelles Belloy s'inclinait presque toujours <sup>2</sup>, ni de tenir pour non avenues les réclamations du prélat, dont le souriant et déferent optimisme ne se démentait point. Lors de la démolition du séminaire Saint-Sulpice, exécutée d'urgence, en dépit des bonnes paroles données au nouveau cardinal, Emery, personnellement atteint dans ses souvenirs et ses espérances, trahissait quelque impatience : « On s'est visiblement moqué de notre archevêque, qui ne s'en aperçoit et ne s'en émeut pas.... Ce n'est pas, assurément, la bonne volonté qui manque, mais avec un caractère naturellement si doux, avec tant de respect pour tout ce qui tient au gouvernement, avec un âge si avancé, etc. (sic) <sup>3</sup>. »

Le tempérament personnel de Belloy le portait, en effet, à outrer les traditions gallicanes, dans lesquelles il avait mûri et vieilli, et qui, au précepte évangélique de la déférence envers le pouvoir civil, substituaient une sorte de culte. Par gratitude autant que par conviction, le prélat avait transporté cette soumission prosternée des descendants de saint Louis au restaurateur des autels : « M. l'archevêque, pouvait-on écrire, a sans cesse à la bouche l'éloge du Premier Consul, et ses discours font beaucoup d'impression sur les prêtres de son diocèse, auxquels il ne cesse de recommander le plus profond respect et la plus vive reconnaissance pour le gouvernement <sup>4</sup>. » Ce n'étaient pas seulement les prêtres qu'il catéchisait de la sorte ; dans sa première visite au Prytanée, après que les élèves avaient militaire-

<sup>1</sup> Rapports du préfet de police, 21 prairial et 12 messidor an XI : F<sup>7</sup>, 3831.

<sup>2</sup> Il en sera question ailleurs.

<sup>3</sup> A Bonnet, 13 février 1803 : *Papiers Emery*.

<sup>4</sup> Rapport du préfet de police, 20 messidor an X : F<sup>7</sup>, 3830.

ment défilé devant lui, il leur présentait en ces termes leur aumônier : « Mes chers enfants, voilà le digne ecclésiastique que j'ai chargé du soin de vous diriger dans le chemin du salut : écoutez sa voix : il vous apprendra la vraie sagesse, celle qui consiste à aimer Dieu et à honorer ceux qu'il a placés sur la terre pour nous gouverner <sup>1</sup>. » Lorsque l'empereur eut résolu de faire annuler par les deux officialités diocésaine et métropolitaine le mariage américain de Jérôme, non seulement l'archevêque ne souleva aucune objection, mais il se prêta docilement à toutes les suggestions de Portalis, qui écrivait cette phrase naïvement significative : « J'ai pris ce matin, avec ses vicaires généraux, les mesures convenables <sup>2</sup>. »

C'était une autre tradition de l'Église gallicane que d'offrir libéralement des subsides au Trésor public, en cas surtout de péril extérieur. Malgré la différence des temps et des revenus, le prélat n'hésita point, lors de la rupture de la paix d'Amiens, à suivre l'exemple de tous les personnages haut placés et à contribuer aux dépenses de la future descente en Angleterre par un don patriotique de 2,400 fr. (cent « louis » d'autrefois) : sur quoi le chapitre de Notre-Dame, « pour témoigner au gouvernement son attachement et sa reconnaissance, » crut devoir, de son côté, offrir 600 « livres <sup>3</sup>. » — Il était moins conforme aux précédents de mettre l'autorité religieuse au service des agents du recrutement : ici, encore, Belloy s'inclina ; après l'éna, quand le fardeau de la conscription commençait à s'alourdir, il envoya à ses curés et desservants une lettre pastorale « sur les instructions à donner aux peuples relativement à la guerre <sup>4</sup>. » (C'est justice d'ajouter qu'il insistait, en termes vraiment apostoliques, sur les recommandations morales et religieuses à adresser aux conscrits.)

L'archevêque alla-t-il plus loin dans la voie des bons offices ? Prenant à la lettre la formule de son serment, se crut-il obligé

<sup>1</sup> *Journal des Débats*, 1<sup>er</sup> messidor an X.

<sup>2</sup> A Napoléon, s. d. (fin septembre ou début octobre 1806) : AFiv, 1045.

<sup>3</sup> Délibération du 5 juin 1803 : *Documents inédits*. Portalis écrivait à ce propos : « Ce don, de la part d'un clergé à la simple congrue, prouve, sinon ses moyens, au moins son zèle. C'est le denier de la veuve, qui est apprécié par le sentiment qui le fait offrir. » (A Bonaparte, 27 prairial an XI-16 juin : AFiv, 1044.)

<sup>4</sup> 23 décembre 1806.

de participer à des besognes policières ? Ceux qui l'en ont accusé ont travesti la signification de ses visites, fort peu machiavéliques, quai Malaquais ; s'il y fréquentait davantage que dans les autres ministères, c'est que M<sup>me</sup> Fouché, très flattée, lui faisait un accueil particulièrement gracieux et lui redemandait souvent, quand le temps en serait venu, de donner la bénédiction nuptiale à sa fille <sup>1</sup>. On a également abusé d'une démarche, au fond très innocente. Lors de la dramatique arrestation de Cadoudal, le cardinal passait en voiture près du carrefour de l'Odéon ; il eut l'idée d'aller incontinent offrir ses félicitations au Premier Consul, à qui il se trouva apporter la nouvelle, car les agents perdirent du temps à chercher le préfet de police qui dinait en ville. Quand Dubois, essoufflé et rayonnant, se présenta aux Tuileries, Bonaparte lui apprit que l'arrestation du chef chouan était déjà pour lui de l'histoire ancienne et ajouta d'un ton goguenard : « Vous voyez, sans reproche, que la religion est aussi une bonne police <sup>2</sup>. » Le mot était ici d'une justesse très relative, ce qui ne l'empêcha point de faire fortune. Fouché devait le développer en termes particulièrement impertinents après sa rentrée au ministère <sup>3</sup>, et Maury fut assez dépourvu de tact pour le prendre à son compte le jour de sa nomination à l'archevêché de Paris <sup>4</sup>. Appliqué à Belloy, il est tout à fait immérité : ce prélat, qui eut ses faiblesses de courtisan et de vieillard, ne compromit jamais sa dignité dans des collaborations policières, comme Bernier et Pancemont, dont il sera question tout à l'heure, ou comme Rousseau, successeur de Bernier à Orléans, qui rendait compte à Fouché de ses recherches pour découvrir chez ses prêtres des pamphlets d'opposition et qui terminait sur cette phrase, aussi servile de ton que d'inspiration : « Monseigneur conclura de l'harmonie qui règne entre

<sup>1</sup> M<sup>me</sup> de Chastenay, *Mémoires*, t. II, p. 51.

<sup>2</sup> Bibl. nat., nouv. acquis. fr., 3556, fol. 114.

<sup>3</sup> « Il y a plus d'un rapport, Monsieur, entre mes fonctions et les vôtres... Notre but commun est de faire naître la sécurité de l'Empire du sein de l'ordre et des vertus. » (Circulaire de Fouché aux évêques, 5 fructidor an XII-23 août 1804).

<sup>4</sup> Il répétait à Pasquier, nommé en même temps préfet de police (14 octobre 1810) : « L'empereur vient de satisfaire aux deux plus grands besoins de sa capitale. Avec une bonne police et un bon clergé, il peut toujours être sûr de la tranquillité publique, car un archevêque est aussi un préfet de police. » (Pasquier, *Mémoires*, t. Ier, p. 415).

M. le préfet et moi tout le bien qu'elle peut produire sans secousse et sans éclat. Nous avons l'un et l'autre le même dévouement pour le gouvernement et toujours le même empressement à le servir <sup>1</sup>. »

La destinée, clémente jusqu'au bout pour le cardinal de Belloy, le fit disparaître avant la crise violente de la politique religieuse et le dispensa de prendre parti entre les deux pouvoirs entrés en conflit. Il put, sans manquer à ses devoirs essentiels, continuer à prodiguer à Napoléon des louanges dont l'hyperbole nous effarouche ou nous amuse aujourd'hui, mais qui ne détonnaient point dans l'ensemble de la littérature épiscopale d'il y a cent ans <sup>2</sup>.

Dans ses mandements, la partie proprement religieuse, celle qui était plus particulièrement son œuvre, était inspirée, non sans à-propos ni sans éloquence, des prédications de l'Évangile : ou y retrouvait cette mansuétude apostolique qui, à Marseille, avait triomphé de dissensions invétérées. Au lendemain de la crise révolutionnaire, qui avait laissé après elle tant de désastres et de rancunes, il y avait une vraie noblesse à résumer ainsi l'enseignement du Christ : « La religion que nous professons est une religion d'amour, de concorde et de charité. Elle ne permet de se souvenir du mal que pour rendre le bien <sup>3</sup>. »

Les commentaires consacrés aux grands événements politiques comportent plus de réserves : il convient d'ajouter immédiatement que le prélat et son entourage ecclésiastique n'en avaient point l'exclusive responsabilité. Lorsqu'il s'était agi pour lui de lancer un premier mandement, antidaté du jour de Pâques

<sup>1</sup> 11 novembre 1809 : F<sup>7</sup>, 6534. C'est ce personnage qui, nommé évêque de Coutances au Concordat, répondait à une dame lui demandant comment il fallait l'appeler : « En public, *Monsieur*, mais entre amis on peut m'appeler *Monseigneur* » (Remacle, *Relations secrètes des agents de Louis XVIII*, p. 44).

<sup>2</sup> Il convient d'ailleurs, tout en critiquant la servilité du langage de l'épiscopat napoléonien, de tenir compte de cette remarque de l'un de ses membres : « Quelque chose qu'ait dit le clergé moderne, aucun de ses discours n'est descendu aussi bas que les épîtres dédicatoires de Corneille et de Boileau, et quelles qu'aient été les phrases de mauvais goût et de mauvais sens qui soient échappées à des membres du clergé, ce n'est point à un ecclésiastique, mais à un préfet gentilhomme qu'appartient ce mot, qui est sûrement le *nec plus ultra* du sot bel esprit flatteur : *Dieu fit Bonaparte et se reposa* ! » (De Pradt, *Les quatre Concordats*, t. II, p. 280.)

<sup>3</sup> Lettre pastorale pour la Fête-Dieu de 1802 : *Journal des Débats*, 3 messidor an X.



1802, Bonaparte avait demandé communication du manuscrit et l'avait renvoyé à Portalis avec une critique détaillée, curieux mélange d'infatuation, de préjugés vulgaires et d'observations judicieuses énoncées en style volontairement cavalier : « Ce mandement, déclarait-il de prime abord, ne me paraît pas d'un style assez élevé ni assez correct pour Paris. Les mots latins sont trop répétés dans la première page et ne disent rien. » Il reprochait au prélat de s'être étendu sur le bienfait de la paix religieuse, quand il eût fallu insister sur l'œuvre réparatrice d'un gouvernement fort ; sans s'embarrasser des scrupules d'une fausse modestie, le chef de l'État se déclarait mal satisfait des éloges qui lui étaient décernés à lui-même : « Le Premier Consul doit être nommé en termes plus élevés et surtout moins triviaux : ce doit être à la manière de Bossuet dans l'*Histoire universelle*, et non à celle d'un discours improvisé dans une assemblée politique. » En revanche, le maître réclamait la suppression des compliments accordés au cardinal-légat : « L'archevêque de Paris, dès sa naissance (*sic*), doit prendre le caractère de fierté qui doit lui convenir. » Il ne fallait point non plus s'attarder au souvenir gênant de Pie VI, mais célébrer seulement Pie VII, en sa qualité de pape régnant. La conclusion mérite d'être intégralement reproduite : « Comme j'attache une grande importance à ce que le mandement de l'archevêque de Paris soit comme il doit être, je ne crois pas que celui-ci remplisse le but. Faites-moi connaître celui que vous avez rédigé ou fait rédiger. Il faut qu'il soit tel, que les philosophes et les gens du monde soient obligés de convenir qu'il est bien fait, et qu'il est l'expression de la volonté de la nation. Les citations latines et le pathos évangélique doivent porter sur des choses saillantes et des préceptes éternels, qu'aucun honnête homme, quelle que soit son opinion, n'oserait nier <sup>1</sup>. »

Portalis, l'homme courtois et affable par excellence, traduisit sans doute le message, et n'eut garde de le rendre textuellement au prélat. Mais ce précédent fut désormais suivi, et il devint de règle qu'en raison de la situation exceptionnelle de l'arche-

<sup>1</sup> 3 floréal an X-23 avril 1802 : Boulay de la Meurthe, *Documents sur le Concordat*, t. V, p. 557-558.

vêque de Paris, ceux de ses mandements « dont l'objet n'était pas purement spirituel » fussent soumis à la censure préalable du chef de l'État, « qui indiquait les changements dont ils lui paraissaient susceptibles <sup>1</sup>. » Le témoin très renseigné qui nous a transmis ces détails affirme, avec preuves à l'appui, que le maître biffa plus d'une fois des passages trop adulateurs : s'il voulait être loué, il entendait l'être avec mesure et dignité, « à la manière de Bossuet, » comme il disait non sans candeur.

Parmi les tirades dithyrambiques qu'il laissa passer, beaucoup, surtout au début du régime, exprimaient avec emphase un sentiment de gratitude et d'attachement qui existait en réalité dans les milieux catholiques. Ainsi, lors du Consulat à vie et des solennités du 15 août en 1802 et 1803 : « .... Nous vous y appelons pour former des vœux ardents pour la conservation des jours précieux de notre Premier Consul, pour que vous vous écriiez, en face du Saint des Saints, comme autrefois les Hébreux : *Vivat Salomon* ! .... Que la France reconnaissante proclame l'instrument de vos miracles le pacificateur de la terre, qu'elle le nomme consul à vie <sup>2</sup>, que toutes les voix publient sa gloire, nous applaudissons à ces transports ; mais la religion nous inspire des sentiments plus sublimes, nous l'appellerons l'homme de Dieu. »

A la proclamation de l'Empire, Belloy osa mêler à ses adulations le souvenir de Henri IV et tirer de la cérémonie du sacre une leçon édifiante : « Le vicaire de Jésus-Christ en prêtant son ministère, Napoléon en le réclamant, nous prouvent que tout est grand lorsque la religion le commande, qu'il n'y a de grand que ce qu'elle consacre. » Aussi, dut-il insérer, dans le mandement qui prescrivait un *Te Deum* final, une sorte d'anathème contre les royalistes obstinés : « Loin du Dieu qui veut qu'on rende à César ce qui est à César, ces hommes inquiets et turbulents, qui...., pour avoir un spécieux prétexte de se plaindre de la puissance à laquelle la Providence les force d'obéir, affectent de regretter celle dont elle a brisé le sceptre. »

<sup>1</sup> Jauffret, *Mémoires historiques*, t. I<sup>er</sup>, p. 212 et note.

<sup>2</sup> Un des membres les plus respectables de l'épiscopat, Noé, ancien évêque de Lescar, devenu évêque de Troyes, disait dans son mandement sur le Consulat à vie : « Les sénatus-consultes, qui n'ont pu rendre le Premier Consul immortel, nous assurent du moins tous les instants de sa vie. »

Quand la guerre continentale se fut rallumée, l'archevêque célébra les victoires napoléoniennes : mettant à profit le reproche que Portalis lui avait transmis en 1802, il saupoudra de citations de Bossuet l'analyse des bulletins de la Grande Armée, et trouva un ingénieux prétexte pour s'excuser de faire entrer tant de stratégie dans une lettre pastorale : « Si nous vous avons entretenus de plans de campagne, de marches d'armées, de généraux prisonniers, c'est pour exciter votre reconnaissance envers le Seigneur notre Dieu, premier auteur de tous ces succès, et parce que le récit des œuvres du Seigneur est le plus bel hymne que l'on puisse chanter à sa gloire. »

Le vieillard n'en était pas moins obligé de forcer son tempérament, et sans doute d'emprunter l'aide d'autrui, pour emboucher ainsi la trompette guerrière. On le retrouve mieux lui-même dans la harangue dont il salua Napoléon au seuil de Notre-Dame, en cette fête du 15 août 1807 qui marqua l'apogée, sinon de la puissance impériale, du moins de l'enthousiasme et de la confiance populaires. Le petit discours où le cardinal de Belloy exprima avec chaleur le sentiment général fut son chant du cygne : « Sire, les vœux du clergé et de tous vos fidèles sujets sont remplis. Quels sentiments d'amour, de reconnaissance et de consolation nos cœurs n'éprouvent-ils pas en ce jour, en voyant Votre Majesté dans la première église de son Empire, dans laquelle Elle a reçu l'onction sainte des mains du successeur de saint Pierre, y porter le rameau d'olivier et donner à son peuple la paix, cette paix si chérie et depuis longtemps si désirée ! Sire, plusieurs fois les voûtes de ce temple ont retenti des cris d'allégresse pour célébrer vos éclatantes victoires. Aujourd'hui Votre Majesté y vient Elle-même rendre des actions de grâces à l'Éternel. Sire, nous unissons tous nos prières aux vôtres, en remerciant la divine Providence, et nous ne cesserons de la prier pour le bonheur de vos jours, de votre auguste famille et pour la prospérité de votre Empire. »

Napoléon avait résolu ce jour-là de parler en successeur des rois très chrétiens ; sa réponse fut littéralement édifiante : « Monsieur l'archevêque, tout vient de Dieu. Il m'a donné de grandes victoires. Je viens dans la première métropole de mon Empire rendre grâce à la Providence de ses bienfaits, me recommander à vos prières et à celles du clergé. » A la sortie, le ton

fut surtout gracieux : « Monsieur l'archevêque, assurez le clergé de la capitale de ma protection ; dites-lui que dans toutes les occasions je lui en ferai sentir les effets <sup>1</sup>. »

## II.

Il parut de prime abord invraisemblable qu'un archevêque nonagénaire, de caractère faible et de volonté affaiblie, pût gouverner effectivement un diocèse populeux, où presque tout était à créer, à réorganiser tout au moins. Dans les débuts de l'épiscopat de Belloy, le public, tant ecclésiastique que laïque, s'ingénia à chercher qui s'emparerait de sa confiance et régirait les affaires sous son nom.

Le premier auquel on pensa fut Bernier. Les contemporains ignoraient le détail de sa participation aux négociations du Concordat, où, à côté d'un merveilleux talent de rédaction, il avait montré « une docilité inaltérable qui seconda des exigences déraisonnables et accepta des besognes louches <sup>2</sup>. » Mais ce qui frappait tous les yeux, c'était le crédit croissant aux Tuileries de l'ancien aumônier et apôtre des chouans : on s'accordait à lui prédire une grande situation dans le futur épiscopat concordataire.

Bernier fut desservi au dernier moment, soit par la vulgarité de son physique <sup>3</sup>, qui ne répondait en rien au type traditionnel de l'ecclésiastique parisien, soit par les bruits en très grande partie calomnieux que les irréconciliables de droite et de gauche faisaient courir sur sa conduite en Vendée. Sa nomination au très important évêché d'Orléans, qui comprenait alors les deux départements du Loiret et de Loir-et-Cher, fut pour l'opinion une surprise et pour lui-même une incontestable déception. Le charitable et prudent Emery ne pouvait s'empêcher d'écrire : « Je crois B. très attrapé : il attendait Versailles ou Tours <sup>4</sup>. » On rapportait avec persistance qu'un prochain dédommagement

<sup>1</sup> *Documents inédits.*

<sup>2</sup> Cardinal Mathieu, *Le Concordat de 1801*, p. 53.

<sup>3</sup> « Court, trapu, l'œil louche, le visage rouge et plein, le poil épais et crépu. » (Thiébauld, *Mémoires*, t. III, p. 346.)

<sup>4</sup> A Bausset, 11 avril 1802 : Boulay de la Meurthe, *Documents sur le Concordat*, t. V, p. 462, note.

avait été promis à Bernier, et qu'il n'allait point tarder à être nommé coadjuteur de Paris <sup>1</sup>.

Il y avait une part de vérité dans ces racontars. Le 29 avril 1802, en vertu des pouvoirs exceptionnels qui lui avaient été conférés, le légat Caprara investit Bernier, non point de la coadjutorerie proprement dite, mais du droit peut-être plus exorbitant, tout en demeurant évêque d'Orléans, de participer à l'administration épiscopale de Paris. La décision était censée prise sur la demande de Belloy qui, en termes singulièrement humbles, aurait déclaré le fardeau écrasant pour ses forces amoindries <sup>2</sup>.

Bernier en profita très légitimement pour collaborer au travail de délimitation des nouvelles paroisses parisiennes, ainsi qu'aux nominations du personnel. Comme on pouvait s'y attendre, cette double opération souleva des mécontentements, dont l'évêque d'Orléans porta la responsabilité : il fut accusé d'avoir moins consulté « l'avantage des fidèles que celui des sujets qu'il avait le désir de placer, » et notamment d'avoir subordonné à des questions de personnes la distinction entre cures et succursales dans certains arrondissements <sup>3</sup>. Sur ces entrefaites, une polémique s'éleva au sujet de la soi-disant rétractation des évêques constitutionnels nommés à des sièges concordataires, rétractation dont Bernier et Pancemont avaient été les témoins officiels, plus complaisants que scrupuleux <sup>4</sup>. Mis en cause, les deux prélats publièrent une déclaration dont le Pape et le Premier Consul leur surent également mauvais gré, Pie VII parce qu'elle n'était pas assez nette, et Bonaparte parce qu'il lui déplaisait qu'on reparlât d'une affaire qu'il avait déclarée close <sup>5</sup>. Les vicaires généraux de Paris en profitèrent pour revendiquer leur droit à gérer les affaires avec leur chef ; la décision de Caprara, qui n'avait pas reçu de publicité, fut tenue pour

<sup>1</sup> Rapports du préfet de police, 18 germinal-8 avril et 8 floréal-28 avril : F<sup>7</sup>, 3830.

<sup>2</sup> « Quum R. D. J.-B. de Belloy, parisiensis archiepiscopus, ob nimium propectam aetatem viriūque debilitatem ad onus regiminis ecclesiae sibi commissae sustinendum se minus idoneum reputaverit.... » (Copie dans les *Papiers Emery*.)

<sup>3</sup> Jauffret, *Mémoires historiques*, t. I<sup>er</sup>, p. 85 et note.

<sup>4</sup> Dans le tome V de ses *Documents*, M. le comte Boulay de la Meurthe a publié les pièces essentielles de cette affaire.

<sup>5</sup> Jauffret, *Mémoires historiques*, t. I<sup>er</sup>, p. 75.

non avenue, et Bernier eut ordre de se fixer dans son diocèse, d'où il ne put désormais s'absenter sans l'autorisation du Premier Consul <sup>1</sup>, conformément au régime de stricte résidence auquel les articles organiques, littéralement exécutés, assujettissaient alors l'épiscopat <sup>2</sup>.

Ce séjour à Orléans fut pour le prélat une suite de déboires. Une des accusations qui se colportaient contre lui était précisément d'avoir fait massacrer en Vendée un bataillon de volontaires du Loiret : non contents de raviver un grief qui n'était rien moins que prouvé, et de déposer un seau plein de sang à la porte de l'évêché, les « exaltés » projetèrent d'assassiner Bernier lors de son entrée solennelle dans sa cathédrale. Le complot fut déjoué, et l'évêque désarma en partie les préventions par l'onction de son éloquence en chaire, par le charme de sa conversation dans le monde : mais son activité se dépensa dans les querelles déjà traditionnelles entre hauts fonctionnaires. Il ne put ignorer que Pie VII l'avait créé cardinal *in pello* <sup>3</sup> et que c'était le gouvernement consulaire, oublieux des services reçus, qui mettait obstacle à la publication <sup>4</sup>. Son zèle politique n'en fut point refroidi : considérant sans doute qu'il avait brûlé ses vaisseaux, il s'empressa à des tâches qui n'avaient rien d'épiscopal ; c'est lui par exemple qui fournit à la police ses meilleurs « indicateurs » dans les provinces de l'Ouest ; à diverses reprises, il reçut par l'intermédiaire de Portalis des listes d'anciens chouans, avec mission d'inscrire en regard de chaque nom des

<sup>1</sup> *Ibidem*, t. I<sup>er</sup>, p. 85, note.

<sup>2</sup> Combien le gouvernement était méticuleux ou plutôt scrupuleux sur ce point, combien il s'appliquait à prévenir tout rapprochement dans l'opinion publique avec les prélats peu résidants de l'ancien régime, c'est ce que montre notamment un rapport de Portalis, concluant à autoriser l'évêque de Coutances à venir à Paris : « J'ai différé de présenter sa demande à Votre Majesté jusqu'au départ de quelques évêques qui étaient à Paris par congé, afin que la présence d'un trop grand nombre d'évêques dans la capitale ne fût pas d'un mauvais exemple pour les fidèles » (27 août 1806 : AFIV, plaq. 1444).

<sup>3</sup> Trois jours après la mort de Bernier, Portalis écrivait à Napoléon : « Par une singularité assez piquante, M. l'évêque d'Orléans laisse vacante, par son décès, une place dans le Sacré Collège qu'il n'a jamais pu remplir lui-même » (4 octobre 1806 : AFIV, 1045).

<sup>4</sup> Fesch, alors ambassadeur à Rome, disait en propres termes à Consalvi : « Cet évêque est mal vu de tous les partis et sa promotion ferait très mauvais effet en France » (Caprara à Consalvi, 7 octobre 1802 ; Consalvi à Caprara, 6 juillet 1803 : Cardinal Mathieu, *Le Concordat de 1801*, p. 55-56).

renseignements confidentiels <sup>1</sup>. Dans les deux départements que comprenait alors son diocèse, Bernier traquait àprement les prêtres non soumis au Concordat : il prenait la peine de dénoncer directement au Premier Consul la faiblesse du préfet de Loir-et-Cher, qui avait volontairement manqué l'arrestation de quelques partisans de la Petite Église <sup>2</sup>.

Dans le cours de l'année 1806, une hydropisie se déclara, qu'aggravèrent les déceptions et les contrariétés. L'évêque obtint la permission de venir consulter à Paris, où il mourut brusquement le lendemain de son arrivée (1<sup>er</sup> octobre). La légende s'établit qu'il avait expiré « en vomissant une partie du sang dont il s'était gorgé <sup>3</sup>. » L'histoire doit se contenter de noter l'oraison funèbre qu'esquissait le bénin Portalis : « On parlera diversement de ce prélat. Il avait peu d'amis et beaucoup d'ennemis. Je dois lui rendre la justice qu'il administrait bien son diocèse, mais sa vie politique empoisonnait sa vie épiscopale <sup>4</sup>. »

Une autre influence s'exerça incontestablement sur les premières nominations ecclésiastiques faites à Paris : ce fut celle du nouvel évêque de Vannes, Maynaud de Pancemont, qui avait été curé insermenté de Saint-Sulpice. Moins favorisé encore que Bernier au point de vue physique, sa laideur avait jadis amusé la lourde jovialité de Louis XVI. C'était comme son collègue d'Orléans un courageux confesseur de l'orthodoxie passionnément rallié à la cause gouvernementale : ses instances avaient seules été capables d'enlever enfin la démission de l'hésitant Juigné, et il avait accepté, lui aussi, d'attester la problématique rétractation des évêques constitutionnels. Mais à la différence du curé de Saint-Laud d'Angers, Pancemont, Parisien d'adoption, connaissait à fond le personnel : s'il casa beaucoup d'entre ses amis, ceux-ci étaient pour la plupart des hommes de mérite, qui fournirent une carrière très honorable <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> AFiv, 1044, *passim*.

<sup>2</sup> 24 ventôse an XII (15 mars 1804) : AFiv, 1045.

<sup>3</sup> Thiébault, *Mémoires*, t. III, p. 350.

<sup>4</sup> A Napoléon, 2 octobre 1806 : AFiv, 1045.

<sup>5</sup> Dubois exagérait tout au moins quand il prétendait que le travail des propositions pour les cures et succursales, préparé par Pancemont, avait été refait de fond en comble dans une entrevue entre Belloy et Portalis (rapport du 1<sup>er</sup> floréal an X-21 avril 1802 : Aulard, *Paris sous le Consulat*, t. II, p. 847).

Cette action très efficace ne fut que momentanée. Une fois installé dans son diocèse, Pancemont y fut bientôt trop absorbé pour avoir le temps de s'immiscer dans les nominations parisiennes. A partir surtout de la rupture du traité d'Amiens, il ne se lassa point de dénoncer ceux de ses diocésains qui participaient aux suprêmes complots de la chouannerie ou qui servaient d'intermédiaires avec la flotte anglaise : il croyait mettre sa conscience à l'abri en sollicitant invariablement la grâce de ceux qu'il avait ainsi signalés à des foudres qui n'avaient rien de métaphorique <sup>1</sup>. Il y gagna d'être très impopulaire dans le Morbihan, et de devenir la victime d'un bizarre enlèvement, qui paraît avoir tenu autant de la mystification que de l'attentat. Mais, plus heureux que Bernier, sa faveur ne se démentit point, et quand il succomba prématurément, l'Empereur ordonna qu'un somptueux monument perpétuât sa mémoire dans sa cathédrale.

Bernier et Pancemont relégués ou cantonnés dans leurs évêchés de province, il était assez logique qu'une part d'action demeurât aux membres de l'ancien conseil archiépiscopal qui avaient été si longtemps les chefs effectifs du clergé non jureur ou rétracté. C'est en partie pour prévenir cet état de choses que le plus en vue des vicaires généraux de Juigné, l'abbé de Dampierre, avait été pourvu de l'évêché de Clermont; c'est pour cela aussi qu'Émery avait été nommé évêque d'Arras, peut-être à l'instigation de Bernier, dont il avait été jadis le supérieur au séminaire d'Angers et qui ne tenait point à le retrouver comme collaborateur <sup>2</sup>. Mais Émery, dont les instances déterminèrent à accepter l'épiscopat deux ou trois hésitants, entre autres Duvoisin <sup>3</sup>, refusa obstinément pour son compte, en invoquant

<sup>1</sup> Cf. ses nombreuses lettres reproduites ou analysées dans la correspondance confidentielle de Portalis : AFiv, 1043 et suiv. Une fois pourtant, le 1<sup>er</sup> avril 1806, comme il s'agissait d'un complice contumace de Cadoudal, Pancemont demanda à Portalis s'il serait séant d'implorer la grâce d'un si grand coupable; le ministre, aussi timide pour le moins que l'évêque, transmit la lettre à Napoléon avec ce commentaire : « J'avoue qu'il me serait impossible de prendre sur moi de donner un conseil en pareille occasion. » (Sans date : AFiv, 1045.)

<sup>2</sup> *Vie de M. Émery*, t. II, p. 78-79.

<sup>3</sup> C'est ce qu'il écrivait formellement à Bausset le 13 juillet 1802; mais Duvoisin, une fois évêque de Nantes, fut médiocrement fidèle aux exhortations qu'Émery résumait ainsi : « Je leur ai dit d'accepter en prenant la précaution de déclarer qu'ils porteront l'indulgence aussi loin qu'elle peut aller,



les traditions d'humilité de la compagnie de Saint-Sulpice. Le Premier Consul, d'abord froissé de ce qu'il prenait pour une marque d'hostilité envers son gouvernement ou sa personne, se radoucit après avoir entendu les explications de Portalis ; mais, fidèle à son système de toujours tirer parti des hommes de valeur et ignorant ou dédaigneux des petites intrigues de Bernier, il déclara à Belloy qu'il fallait faire appel au concours du supérieur de Saint-Sulpice <sup>1</sup>. Docile en apparence, Belloy délivra immédiatement à Émery des lettres de grand vicaire et le fit membre du conseil archiépiscopal avec un autre sulpicien, Duclaux <sup>2</sup>. Mais, en fait, cette collaboration se réduisit à fort peu de chose tant que vécut l'archevêque, et Émery pouvait écrire quelques mois plus tard : « Je me mêle fort peu du gouvernement du diocèse. Je vais une fois la semaine au conseil, et souvent il n'y en a pas <sup>3</sup>. »

Entre autres suppositions, suggérées par le grand âge de Belloy, on raconta que son prédécesseur, l'archevêque démissionnaire, Leclerc de Juigné, était destiné à lui succéder et que c'était pour préparer ce retour que l'abbé de Malaret avait consenti à conserver les fonctions de grand vicaire <sup>4</sup>. Les éditeurs de cette nouvelle connaissaient aussi mal les principes de gouvernement du Premier Consul que le caractère de Juigné. La démission de ce dernier avait pu être retardée par des scrupules religieux ou monarchiques : son parti une fois pris, son attitude fut un modèle de correction et de désintéressement. Rentré à l'automne de 1802, il eut soin, d'abord, de se fixer à la campagne et de ne venir à Paris que pour rendre visite à Portalis <sup>5</sup>. Quand, quelques mois plus tard, il se réinstalla dans la capitale, le souvenir de sa charité était demeuré si vivace, que les quémandeurs affluèrent à sa porte ; l'ancien bénéficiaire leur expliqua, sans

mais que sur tout ce qui intéresse la foi et la discipline universelle de l'Église, ils seraient inébranlables, et qu'ils agiraient en évêques » (*Papiers Émery*).

<sup>1</sup> « Le Premier Consul a dit samedi à M. l'archevêque de Paris que j'avais refusé, qu'il en était fâché, mais qu'il se réconcilierait avec moi si j'aidais l'archevêque dans le gouvernement du diocèse » (Émery à Bausset, sans date [fin avril 1802] : *Vie de M. Émery*, t. II, p. 88).

<sup>2</sup> *Ibidem*, t. II, p. 90.

<sup>3</sup> A Bausset, 13 février 1803 : *Papiers Émery*.

<sup>4</sup> Rapport du préfet de police, 12 prairial an X-1<sup>er</sup> juin 1802 : F<sup>7</sup>, 3830.

<sup>5</sup> Émery à Bausset, s. d. (septembre 1802) : *Papiers Émery*.

aigreur comme sans embarras, que sa situation de fortune ne lui permettait plus les largesses d'autrefois <sup>1</sup>. Napoléon, touché de sympathie, le nomma chanoine de Saint-Denis ; comme le prélat alléguait que ses infirmités l'empêcheraient de faire acte de présence au chœur, on dit que l'Empereur avait répliqué : « Je vous dispense de tout ; si je vous donne ces quinze mille livres de rente, c'est pour honorer le chapitre et reconnaître vos vertus <sup>2</sup>. » Juigné consacra le plus clair de son traitement à éteindre les dettes qu'il avait contractées en exil <sup>3</sup>. Il entretint des rapports de courtoisie avec le nouveau chapitre de Notre-Dame, qui lui demanda son portrait <sup>4</sup>, et des relations affectueuses avec le cardinal de Belloy, ce qui dénotait une abnégation plus méritoire encore. Un seul jour, il se permit une allusion au passé, en termes discrets, qui faisaient autant d'honneur à la résignation du chrétien qu'à l'esprit du gentilhomme ; à l'issue d'une visite à l'archevêché, son ancien archevêché, comme le cardinal voulait le reconduire, Juigné protesta en souriant : « Monseigneur, je connais le chemin <sup>5</sup> ! » Il poussa la condescendance jusqu'à assister, dans ce même palais, au premier dîner d'apparat que donna Maury.

Si la volonté de Belloy fut souvent vacillante, s'il s'inclina devant les ordres ou les désirs du gouvernement avec une déférence excessive même pour l'époque, aucune influence ecclésiastique ne s'exerça d'une façon durable sur ses décisions. Ses vicaires généraux, dont il va être question, ne furent vraiment pour lui que des auxiliaires ; contrairement à la légende, c'est à lui d'abord, à lui presque seul, que doit revenir la responsabilité et le mérite de son administration.

### III.

Les sujets étaient, à Paris, en nombre à peu près suffisant pour remplir les cadres du nouveau personnel ecclésiastique,

<sup>1</sup> Lambert, *Vie de M. de Juigné*, p. 93-94.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 95.

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. 170-176.

<sup>4</sup> *Journal de l'Empire*, 13 avril 1808.

<sup>5</sup> Ce mot fut cité en chaire de Notre-Dame, le 3 avril 1811, par le vicaire général Jalabert, dans l'oraison funèbre de Juigné (brochure imprimée, p. 16-17).

cadres bien réduits par rapport à l'effectif de l'ancien régime. Mais l'archevêque se heurtait à de nombreuses difficultés : manque d'homogénéité morale, car les uns, pendant la tourmente, s'étaient montrés aussi fermes que vaillants, tandis que d'autres avaient été vacillants ou avaient mis, à chercher refuge à l'étranger, une hâte qui donnait à leur émigration une couleur de désertion ; inexpérience du ministère actif chez beaucoup d'anciens religieux ou chanoines, qui avaient vécu jusqu'à la Révolution dans la retraite ou le loisir ; habitudes d'indépendance qui résultaient nécessairement d'une période de crise, mais qui prédisposaient à l'indiscipline ; disette enfin de jeunes prêtres pour occuper les emplois subalternes, car les ordinations avaient été forcément rares depuis dix ans, et on comptait les ecclésiastiques âgés de moins de quarante ans <sup>1</sup>.

Une ordonnance archiépiscopale du 9 floréal an X (29 avril 1802), remaniée le 17 floréal (7 mai), pourvut à la fois à la composition du chapitre, à l'institution des cures et succursales, à la désignation des premiers titulaires de ces emplois.

Le chapitre métropolitain comprenait, « provisoirement, » douze membres, dont les trois premiers étaient vicaires généraux. Dans le choix de ces trois vicaires généraux, Belloy fit la part de la tradition, de la politique et de l'amitié. L'abbé de Malaret, après avoir exercé les mêmes fonctions auprès de Juigné, avait été membre du conseil préposé au gouvernement du diocèse pendant la Révolution. L'abbé Barthélemy Abrial était frère du ministre de la justice ; ancien curé jureur du diocèse d'Angers, il représentait l'élément constitutionnel, pour lequel le gouvernement exigeait, au début, une place dans chaque administration épiscopale. Quant à l'abbé de Mandolx, c'était un Provençal qui avait déjà été, à Marseille, vicaire géné-

<sup>1</sup> Tout ceci a été développé de la façon la plus intéressante par M. le chanoine Pisani, dans un article de la *Revue du Clergé français* du 1<sup>er</sup> mai 1904. Disons une fois pour toutes qu'en ce qui concerne le personnel ecclésiastique, les renseignements individuels non accompagnés de références proviennent des indications si patiemment recueillies et si obligeamment communiquées par M. Pisani. Pour les personnages appelés dans la suite de leur carrière aux fonctions épiscopales, j'ai consulté aussi, en les contrôlant, les notices du recueil *L'Épiscopat français de 1802 à 1900*, récemment publié par la Société bibliographique.

ral de Belloy, et qui avait passé en Italie les années les plus dures de la Révolution.

Le corps des vicaires généraux n'allait point tarder à être entièrement renouvelé. Abrial mourut dès le 14 janvier 1803. Le 2 février suivant, Belloy donnait la consécration épiscopale à son ami de Mandolx, appelé au siège de La Rochelle sur la démission ou le refus de Lorry (il fut, à la fin de 1804, transféré à Amiens). Le 13 août 1805 enfin, Malaret succombait, à soixante-quinze ans, pleuré de tous ceux qui l'avaient vu à l'œuvre pendant la crise révolutionnaire et qui prisait son expérience des hommes et des choses <sup>1</sup>.

Pour combler ces vides, l'archevêque fit successivement et exclusivement appel à des chanoines de sa cathédrale. En 1803, il désigna Maurel de Mons, ancien vicaire général à Viviers d'un de ses oncles, puis du déséquilibré Savine, qu'il n'avait point suivi dans son adhésion à la Constitution civile ; Abrial fut remplacé par l'ancien cistercien bourguignon Lejeas, jureur comme lui, comme lui bien apparenté, puisqu'il était oncle de M<sup>me</sup> Maret. Avec l'autorisation au moins tacite du gouvernement, Belloy s'adjoignit, dès 1804, un quatrième vicaire général, l'abbé de la Myre-Mory, ancien vicaire général de Carcassonne avant la Révolution, insermenté et émigré ; la Restauration devait en faire un évêque du Mans.

Le 5 septembre 1805, la place laissée vacante par la mort de Malaret fut attribuée à un très jeune chanoine (il n'avait pas trente-trois ans), Paul-Thérèse David d'Astros <sup>2</sup>. Ordonné prêtre au cours de la Révolution, chanoine de Notre-Dame dès la création du chapitre, il devait ce brillant début de carrière d'abord sans doute à sa qualité de neveu et de secrétaire de Portalis, chez qui il habitait, mais aussi à sa grande valeur personnelle. Justice lui était rendue à cet égard non seulement par son oncle, qui mettait une hâte quelque peu indiscrete à le comprendre dans les listes de présentation à l'épiscopat, mais par des juges plus désintéressés, comme par exemple le cardinal Fesch, qui écrivait au commencement de cette même année 1805 : « L'abbé

<sup>1</sup> « Combien je regrette l'abbé de Malaret, et combien sa perte est-elle irréparable ! » (Émery à Bausset, 15 août [1805] : *Papiers Émery*).

<sup>2</sup> On écrivait souvent alors *Dastros* : j'unifierai l'orthographe dans les citations que j'aurai à faire.

d'Astros est jeune, a beaucoup de piété, il est doux, il sera très utile à l'archevêque de Paris en attendant qu'il se forme pour l'administration d'un diocèse ; dans deux ans il sera un excellent sujet <sup>1</sup>. » En dépit de ces pronostics et de ces promesses, c'est seulement après la chute de l'Empire que d'Astros devait devenir évêque de Bayonne, puis archevêque de Toulouse et cardinal : d'ici là, il allait être le héros d'un retentissant et dramatique épisode.

Toujours en 1803, Maurel de Mons fut nommé à l'évêché de Mende, d'où la Restauration devait le transférer à l'archevêché d'Avignon. Son successeur, l'abbé Jalabert, était appelé à fournir dans l'administration diocésaine de Paris, sous plusieurs archevêques et divers régimes politiques, une longue et importante carrière ; Toulousain d'origine, et ancien supérieur de petit séminaire, il avait refusé le serment, et avait vécu caché à Paris pendant la Terreur ; à l'instigation peut-être de son ami Emery, il avait publié en 1800 un écrit en faveur de la promesse de fidélité.

La désignation des neuf premiers chanoines nommés en même temps que les vicaires généraux fut le résultat d'un savant et, à tout prendre, judicieux dosage. En tête figuraient Delaunay et Leblanc, deux vétérans, membres l'un depuis 1761 et l'autre depuis 1769 de ce chapitre métropolitain d'autrefois, qui avait fait jusqu'en 1791 si imposante et, en somme, si digne figure <sup>2</sup>. A leur suite, et par manière de compensation, l'ordonnance appelait à faire partie du chapitre deux dignitaires de l'Eglise constitutionnelle, rétractés il est vrai, Corpet, curé de Saint-Germain l'Auxerrois, et Girard, curé de Saint-Landry en 1790, ancien vicaire épiscopal de Gobel. Les cinq derniers, d'origine méridionale, étaient plus directement ou du moins plus complètement les élus de Belloy : avec d'Astros et Maurel de Mons, dont nous venons de parler, c'étaient Syncholle d'Espinasse, jésuite jusqu'à la suppression de l'ordre, puis vicaire général de Mende, chanoine de Notre-Dame en 1782 et investi de la confiance de Juigné pendant la Révolution ; Arnavon, ancien prieur de Vaucluse ; Roman, ex-oratorien de Marseille, qui par la suite cumula sa stalle de Notre-Dame avec les fonctions de

<sup>1</sup> A Napoléon, 29 pluviôse an XIII-18 février 1805 : AFIV, 1045.

<sup>2</sup> Cf. Abbé Meuret, *Le Chapitre de Notre-Dame de Paris en 1790*.

proviseur au lycée de Marseille et d'inspecteur général de l'Université <sup>1</sup>.

Les autres chanoines désignés au cours de l'épiscopat de Belloy furent, outre Lejeas, la Myre-Mory et Jalabert, l'ancien jésuite Richard ; Dupont de Compiègne, jadis prévôt de Notre-Dame de Provins ; Raillon, ancien professeur et curé poitevin, ancien précepteur surtout du fils de Portalis ; Buée le Jeune, chanoine de Saint-Benoît sous l'ancien régime, secrétaire de l'archevêque depuis 1802 ; Reclesse de Lyonne, jadis aumônier du comte de Provence.

Deux nominations, l'une collective et l'autre individuelle, veulent être mentionnées à part. Le décret du 20 février 1806, qui restituait au Panthéon sa primitive destination d'église Sainte-Geneviève, statuait que cette église, dans les rares occasions où le culte y serait célébré, serait desservie par le chapitre de Notre-Dame, accru de six membres nouveaux <sup>2</sup>. La promotion de chanoines qui en résulta s'ouvrit (et c'était là un acte de justice autant que de bon goût) par le nom du dernier abbé des Génovéfains, Claude Rousselet, âgé de plus de soixante-quinze ans ; après et avec lui, Belloy appela au chapitre l'ancien chanoine Camiaille, les abbés Portal et Tinthoin, ce dernier curé des Blancs-Manteaux et jadis professeur de Sorbonne ; l'inévitable contingent des Provençaux fut représenté par le Marseillais Achard, secrétaire de l'archevêché, et par l'abbé de Coriolis, successivement jésuite, vicaire général de Vienne, conseiller-clerc au parlement d'Aix, depuis 1802 aumônier en chef des Invalides.

L'organisation de 1802 avait établi à Notre-Dame un clergé paroissial totalement indépendant du chapitre. Cette juxtaposition, sans précédents dans l'ancien régime ecclésiastique, où les cathédrales n'étaient point des paroisses, devait fatalement provoquer des conflits. Un mois à peine s'était écoulé, que déjà l'on jasait non seulement dans les sacristies, mais dans les cafés, des contestations survenues à propos de la célébration des offices et de la répartition du casuel <sup>3</sup>. Le temps ne fit que

<sup>1</sup> En 1817, pris de scrupules tardifs ou de nostalgie suraiguë, il permuta avec un chanoine de la cathédrale d'Aix (cf. *Paris sous Napoléon*, t. III, p. 382, note).

<sup>2</sup> *Paris sous Napoléon*, t. III, p. 381-382.

<sup>3</sup> Rapport du préfet de police, 7 prairial an X (27 mai 1802) : F<sup>7</sup>, 3830.

multiplier et aigrir les conflits, à Paris comme dans la plupart des cathédrales de province <sup>1</sup>. Au bout de cinq années, les autorités se décidèrent à couper le mal dans sa racine, en supprimant le dualisme. Après consultation du chapitre <sup>2</sup>, le cardinal de Belloy rendit, le 27 janvier 1807, une ordonnance, approuvée par décret du 10 mars, aux termes de laquelle le titre curial de Notre-Dame était désormais attaché « au chapitre en corps, » dont un membre, avec la qualité d'archiprêtre, serait plus particulièrement délégué au ministère paroissial <sup>3</sup>; le nombre des chanoines devait en conséquence être augmenté d'une unité. Pour sceller définitivement la paix, on nomma chanoine-archiprêtre le curé même qui était en fonctions depuis 1802, l'abbé Delaroue : c'était un septuagénaire, ancien curé insermenté et émigré de la petite paroisse Saint-Côme <sup>4</sup>; en 1791, un libelliste l'avait proclamé « le plus beau prêtre du clergé de Paris <sup>5</sup>. »

Tel que nous venons d'en indiquer la composition, le nouveau chapitre de Notre-Dame comprenait des administrateurs de mérite, dont quelques-uns firent bonne figure dans les rangs de l'épiscopat, et de respectables vétérans du sacerdoce : d'Astros mis à part, il n'y avait parmi eux aucune figure un peu saillante. Jamais peut-être la qualification traditionnelle des chanoines, « vénérable et discrète personne, » ne fut plus justement appliquée. Leur timidité répugnait aux manifestations collectives autant qu'aux initiatives individuelles : pour les faire souscrire à la fameuse adresse de 1811, il fallut les instances de Maury et les ordres comminatoires de Napoléon.

Entre eux et le chapitre d'avant la Révolution, corps nom-

<sup>1</sup> « Les prétentions et même les droits se heurtent chaque jour, et même les curés les moins exigeants se trouvent souvent dans des cas de discussions avec les chapitres » (Rapport de Portalis, 11 février 1807 : AFiv, plaq. 1626).

<sup>2</sup> Cette consultation eut lieu le 9 janvier 1807 : *Documents inédits*.

<sup>3</sup> « Cette réunion, écrivait Cambacérès, a déjà été faite dans plusieurs cathédrales; elle a produit partout un bon effet, et il serait à désirer que le décret présenté pour Paris devint l'objet d'une disposition générale » (Observations préparatoires au décret du 10 mars 1807 : AFiv, plaq. 1626). En effet, Portalis adressa une circulaire à tous les évêques de l'Empire pour leur proposer en exemple la réunion qui venait de s'opérer à Paris (20 mai 1807 : Portalis, *Discours, rapports et travaux inédits sur le Concordat*, p. 384).

<sup>4</sup> Cette paroisse avait été supprimée lors de la Constitution civile, en sorte que Delaroue n'avait pas eu à refuser le serment, et qu'il touchait encore en 1803 le tiers consolidé d'une pension de mille francs, soit 333 fr. 33 : F<sup>19</sup>, t133.

<sup>5</sup> Dulaure, *Vie privée des ecclésiastiques, prélats.... qui n'ont point prêté le serment*.

breux, opulent et influent, qui imposait à chaque nouvel archevêque le serment de respecter ses privilèges, il n'y avait guère que le nom de commun. On jugea pourtant à propos de se prémunir contre la magie de ces souvenirs; les statuts capitulaires, « approuvés, » c'est-à-dire en fait imposés par le Premier Consul et par Bellô, et mis en vigueur le 22 mai 1808, comprenaient notamment cette disposition : « Les chanoines ne forment point un corps particulier, et ne s'assemblent jamais pour délibérer sans la permission de M. l'archevêque <sup>1</sup>. »

A défaut de privilèges réels, le chapitre se passionna pour les hochets <sup>2</sup> : il autorisait gravement un chanoine honoraire à porter le camail hors du chœur de la cathédrale <sup>3</sup>, ce qui est devenu aujourd'hui une pratique absolument courante.

Plus encore que d'assister l'évêque de leurs conseils, la fonction primitive et essentielle des chanoines est de quotidiennement chanter ou réciter en commun l'office. A Paris comme ailleurs, cet usage fut assez long à se rétablir après le Concordat, soit manque de ressources matérielles, soit parce que des prêtres âgés et peu nombreux reculaient devant une sujétion dont ils étaient désaccoutumés. Pie VII en reçut une fâcheuse impression lors de sa venue, et ce grief figurait au nombre de ceux qu'il transmit confidentiellement à l'Empereur; Portalis ne fit point difficulté d'en reconnaître le bien fondé : « L'office quotidien doit être célébré dans les cathédrales : c'est aux évêques à le rétablir, et Votre Majesté peut y inviter les évêques <sup>4</sup>. » A Paris, tout au moins, l'invitation impériale se fit attendre ou demeura deux ans encore sans effet. Par scrupule de gallicanisme, Portalis ne parla point aux évêques de l'initiative de Pie VII, et attribua à Napoléon, comme s'il se fût agi d'un saint

<sup>1</sup> *Documents inédits.*

<sup>2</sup> Dans une lettre très postérieure, mais évoquant des souvenirs de ces débuts du Concordat, Rauzan disait d'un prédicateur : « Il montait toujours en chaire avec la soutane violette, que portaient encore les chanoines de Paris » (Delaporte, *Vie du T. R. P. Rauzan*, p. 36-37). M. le chanoine Pisani, à qui j'ai communiqué cette allégation, a bien voulu m'informer que dans les procès-verbaux et documents officiels il n'avait jamais trouvé la mention de la soutane violette portée par les chanoines. Rauzan, qui d'ailleurs ne nomme point le personnage auquel il fait allusion, a sans doute été victime de quelque confusion ou défaillance de mémoire.

<sup>3</sup> Délibération du 4 juin 1811 : *Documents inédits.*

<sup>4</sup> Rapport à Napoléon, 21 ventôse an XIII (et non an XII) (12 mars 1805) : Portalis, *Discours, rapports et travaux inédits sur le Concordat*, p. 294.



Louis ou d'un Joseph II, tout le mérite de ce souoi de la régularité liturgique; pendant la campagne de Pologne, il écrivait au quartier général : « Ce prélat (Belloy), à qui j'avais fait connaître que l'intention de Votre Majesté était que l'office canonial fût exactement célébré, tous les jours, dans son église métropolitaine, vient d'ordonner cette célébration, et, depuis son édit dernier, l'office canonial est entièrement rétabli, comme on le célébrait dans les plus beaux temps du christianisme.... Ainsi, sous la puissante influence du génie de Votre Majesté, toutes choses, dans l'Église comme dans l'Empire, reprennent leur état légitime<sup>1</sup>. »

Le Concordat (on le sait de reste par les misérables chicanes budgétaires qui ont signalé les vingt dernières années du dix-neuvième siècle), tout en autorisant l'établissement des chapitres cathédraux, dispensait expressément le gouvernement de l'obligation de salarier les chanoines. Bonaparte et ses auxiliaires jugèrent pourtant qu'il y avait là un devoir de convenance autant que de charité : l'arrêté du 14 ventôse an XI attribua aux chanoines de Paris un traitement de mille francs, que le conseil général fut invité à doubler par une allocation d'égale importance sur les fonds départementaux. Ce maigre subside n'était même point ponctuellement acquitté; la lettre collective que le chapitre adressait à Portalis au printemps de 1807 est un document instructif à bien des égards, puisqu'elle atteste à la fois les fâcheuses pratiques financières du régime, la détresse matérielle des chanoines et l'humilité de leur attitude à l'égard du pouvoir : « Monseigneur, notre traitement se compose de mille francs que nous donne le gouvernement et de mille francs que le département nous accorde; il se paie par trimestre sur deux mandats distincts, mais ordinairement du même jour. — Nous avons reçu pour le premier trimestre de 1807 les deux cent cinquante francs du gouvernement; nous attendons encore les deux cent cinquante francs du département. Ce retard, dont nous ignorons et respectons la cause, est un sujet d'inquiétude pour tout le chapitre et une source d'embarras pour plusieurs de ses membres; ils n'ont pu faire des réserves sur un revenu qui ne suffit pas à leurs besoins. Nous déposons dans le cœur

<sup>1</sup> 12 février 1807 : *Ibidem*, p. 383.

de Votre Excellence nos craintes et nos peines. Condamnés à solliciter une partie d'un traitement reconnu trop modique, après des promesses souvent réitérées de recevoir enfin une augmentation, avec les espérances que nous donnait celle qui a été accordée à plusieurs chapitres, nous n'avons pas à nous reprocher au moins d'avoir mis obstacle à cette faveur par un défaut de zèle, puisque nos fonctions absorbent tout notre temps et qu'il nous est impossible de chercher dans d'autres occupations un supplément à ce qui nous manque <sup>1</sup>. »

En dehors de leur traitement, les membres du chapitre profitaient de temps à autre d'aubaines exceptionnelles : quand le souverain s'était rendu solennellement à Notre-Dame, il avait pour habitude d'envoyer une gratification très importante <sup>2</sup> aux chanoines qui avaient porté son daïs. En vertu d'un usage fort équitable, cette somme était partagée entre tous les vicaires généraux et chanoines présents à la cérémonie.

C'est seulement le 1<sup>er</sup> octobre 1806 que le cardinal de Belloy institua les deux officialités diocésaine et métropolitaine, qui devaient être appelées à annuler le mariage de Jérôme avec Élisabeth Patterson, puis plus tard celui de Napoléon et de Joséphine. La première avait pour official et promoteur les abbés Boilesve et Rudemare, et pour greffier un laïque ; à l'officialité métropolitaine, l'official était Lejeas, le promoteur Corpet et le secrétaire un vicaire du chapitre <sup>3</sup>.

#### IV.

Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, la même ordonnance épiscopale qui nommait les vicaires généraux et les chanoines instituait les nouvelles paroisses et les pourvoyait de titulaires. « Il ne nous resta plus, avait soin de dire le prélat, qu'à donner à ce plan, solennellement agréé par le héros qui a daigné nous rendre, avec la paix temporelle, la paix plus précieuse encore des cœurs et des consciences, les formes canoniques exi-

<sup>1</sup> 4 mai 1807 : *Documents inédits*.

<sup>2</sup> Pour le baptême du roi de Rome, cette gratification fut de 4,000 fr. (*Ibidem*).

<sup>3</sup> Renseignement fourni par M. le chanoine Pisani, d'après les archives de l'archevêché de Paris.

gées par l'Église. » Pour déferent que fût un tel langage, Bonaparte ne s'en montra point satisfait : il se plaignit que Belloy n'eût pas transcrit textuellement l'arrêté consulaire d'approbation <sup>1</sup>.

Conformément à une distinction qui n'était point dans les traditions canoniques, mais qui devait subsister en France aussi longtemps que le régime concordataire, les paroisses se divisaient désormais en *cures* proprement dites, à raison d'une par justice de paix (c'est-à-dire par canton dans le reste du territoire et par arrondissement municipal à Paris), et en *succursales*. L'ordonnance primitive de Belloy, conformément aux articles organiques, statuait que les succursalistes ou desservants exerceraient leur ministère « subsidiairement, et sous la surveillance et la direction des curés ; » l'innovation ici était si contraire aux usages ecclésiastiques que par une ordonnance rectificative du 13 août 1802, revêtue de l'approbation de Portalis (30 thermidor an X-18 août 1802), l'archevêque réduisit cette surveillance des curés sur les succursales à une visite annuelle un jour non férié <sup>2</sup>. Bientôt appointés par le gouvernement, couramment traités de « curés » dans la société laïque et dans le monde ecclésiastique <sup>3</sup>, les desservants ne se distinguèrent plus que par la privation d'un privilège et l'affranchissement d'une sujétion : ils ne jouissaient point de l'inamovibilité, mais leur nomination n'avait pas besoin d'être soumise à l'agrément du chef de l'État.

Les douze cures primaires, choisies parmi les églises les plus importantes, furent dans l'ordre numérique des arrondissements : Sainte-Madeleine (ou plutôt *la* Madeleine, comme on disait alors même dans les documents ecclésiastiques), Saint-Roch, Saint-Eustache, Saint-Germain l'Auxerrois, Saint-Laurent, Saint-Nicolas des Champs, Saint-Merry, Sainte-Marguerite, Notre-Dame, Saint-Thomas d'Aquin, Saint-Sulpice et Saint-Étienne du Mont. Quant aux succursales, dont la complète énumération serait fastidieuse, on avait peut-être pensé, par amour de la sy-

<sup>1</sup> Note à Portalis au nom « des consuls, » 5 prairial an X-25 mai 1802 : *Correspondance de Napoléon*, 6100.

<sup>2</sup> Grente, *Le culte catholique à Paris de la Terreur au Concordat*, p. 193.

<sup>3</sup> Nous ferons comme les contemporains, et nous appellerons indistinctement « curés » tous les chefs de paroisses.

métrie, en créer uniformément trois par arrondissement <sup>1</sup> ; en fait, on en subordonna la distribution aux besoins pratiques, aux groupements religieux qui s'étaient déjà opérés. Tandis que deux arrondissements, le quatrième et le cinquième, ne recevaient chacun qu'une succursale, on en instituait quatre dans le dixième. Le nombre total en était de trente-deux ; mais certaines d'entre elles n'eurent qu'une existence éphémère, ou même purement nominale.

Il est pareillement superflu de donner ici tous les noms des curés et desservants que Belloy désigna soit lors de la première institution, soit pendant le reste de son épiscopat <sup>2</sup>. Ce qu'on se propose d'indiquer, et de préciser par quelques exemples, c'est la diversité d'origines et d'antécédents des nouveaux curés de Paris.

Tandis que s'élaboraient les articles organiques, le Premier Consul avait un instant émis la prétention de rendre obligatoire le maintien dans sa paroisse de tout curé demeuré sans interruption à son poste pendant le cours de la Révolution <sup>3</sup>. Sous une apparence d'équité, cette disposition aurait favorisé les curés de village qui s'étaient successivement prêtés à toutes les injonctions de l'autorité civile, depuis le serment constitutionnel jusqu'à la remise des lettres de prêtrise : elle eût été sans application à Paris, où, vers la fin de la Terreur, le culte paroissial avait été absolument suspendu. Bonaparte d'ailleurs n'insista point.

Parmi les curés de l'ancien régime, bien peu conservèrent leur église. Marduel, successeur à Saint-Roch, en 1787, de son oncle (qui était resté lui-même trente-huit ans en fonctions), non jureur, émigré en Suisse pendant la période la plus critique de la persécution, était une des personnalités remarquables du clergé parisien. Aux ouvertures qui venaient de lui être faites pour un évêché, il avait répondu qu'il tenait à garder sa cure, et que si on lui proposait tout autre poste il se retirerait dans sa famille <sup>4</sup> : le gouvernement et l'archevêque s'inclinèrent devant

<sup>1</sup> *Journal des Débats*, 15 floréal an X.

<sup>2</sup> Les premières nominations ayant été faites avec quelque précipitation, plusieurs des élus se refusèrent, et il fallut les remplacer de suite.

<sup>3</sup> Note à Portalis vers le 20 mars 1802 : Boulay de la Meurthe, *Documents sur le Concordat*, t. V, p. 239.

<sup>4</sup> Lettre, en date du 7 mai 1802, de son frère retiré près de lui : Le Sueur, *Le Clergé picard et la Révolution*, t. II, p. 546.

cel ultimatum. — C'était aussi un curé très populaire dans son quartier, mais d'un caractère bien différent, que l'abbé Coroller, à la tête de la paroisse de Saint-Louis-en-l'Île depuis 1785. Il avait prêté le serment, s'était rétracté en 1795, et alliait à une piété très sincère certaines originalités de langage renouvelées ou conservées de l'Église constitutionnelle ; c'est ainsi qu'en 1804, ayant à adresser une supplique à Pie VII, il entrait en matière par cette interpellation peu protocolaire : « Souverain Pontife ! »

Trois autres curés d'avant la Révolution furent changés de paroisse : dans le nombre était Delaroue, le nouveau curé de Notre-Dame, mais le plus en vue était l'ancien curé de Saint-Paul au Marais, Bossu, qui avait quelque temps émigré à Vêrone, et à qui Louis XVIII s'était confessé après la mort du petit détenu du Temple, « afin d'attirer les bénédictions du ciel sur ses opérations, sa personne et ses sujets <sup>2</sup>. » Il était rentré en 1801, et à défaut de son église tombée en ruines, avait trouvé le culte paroissial réorganisé dans deux chapelles de couvents, dont il avait immédiatement pris le gouvernement. Estimait-on en haut lieu qu'après ses manifestations royalistes, il était opportun de le dépayser ? Au contraire, la direction d'une paroisse rétrécie et réduite au rang de succursale parut-elle au-dessous de sa valeur et de sa réputation ? Toujours est-il que par une sorte de chassé-croisé, et malgré les protestations des dames de la Halle <sup>3</sup>, Bossu fut nommé curé de Saint-Eustache, tandis que l'ancien premier vicaire de cette paroisse, qui y avait ressuscité le culte après la Terreur, devenait desservant de la nouvelle succursale Saint-Paul-Saint-Louis, établie dans l'église des jésuites de la rue Saint-Antoine. Lorsqu'en 1803 le clergé de Paris eut la pieuse pensée de faire célébrer à Saint-Roch un service pour les curés morts depuis dix-huit ans, c'est Bossu qui accepta la délicate mission de prononcer le discours <sup>4</sup>. Vigilant et autoritaire selon l'ancienne tradition, il faisait expulser de l'église un boutiquier qui avait amené à la grand'messe ses fils

<sup>1</sup> Collignon, *Histoire de la paroisse Saint-Louis-en-l'Île*, p. 131.

<sup>2</sup> Bossu à Juigné, 2 juillet 1795 ; Jérôme, *Collectes à travers l'Europe*, p. 222, note.

<sup>3</sup> Rapport du préfet de police, 27 floréal an X : F<sup>7</sup>, 3830.

<sup>4</sup> Journaux.

costumés en mameluks <sup>1</sup>. Il devait demeurer plus d'un quart de siècle curé de Saint-Eustache : sous la Restauration, lors des scènes de tumulte occasionnées par la prédication des missionnaires, l'octogénaire, afin de s'accoutumer au bruit des pétards, ordonnait à ses gens d'en tirer à l'improviste dans les salles du presbytère <sup>2</sup>.

Après la crise terroriste, des prêtres zélés et souvent courageux avaient multiplié dans Paris les centres de vie chrétienne, dissimulés quand la persécution recommençait à sévir, plus ostensibles pendant les périodes d'accalmie : par une mesure de justice autant que de convenance, la plupart de ces « chefs de culte » furent maintenus comme curés dans les quartiers où ils s'étaient fait connaître et aimer. C'est en ce sens surtout que les choix antérieurs furent respectés dans une large mesure <sup>3</sup>.

Parmi ces prêtres, plusieurs étaient d'origine provinciale, et ne s'étaient fixés à Paris que pendant le cours de la Révolution. Le nombre, au contraire, fut infime, des curés venus du dehors après le Concordat, sans avoir jamais exercé le ministère à Paris. Nous n'avons pu découvrir quel patronage valut, en 1802, à un ancien curé de campagne du Bugey, Costaz, la cure déjà très importante de la Madeleine. Plus tard, en 1806, la cure vacante des Missions-Étrangères fut attribuée à un secrétaire de Caprara, jadis vicaire général de Bayeux et d'Orléans, l'abbé Desjardins : il devait avoir maille à partir avec la police impériale, et mourir grand vicaire de Quelen.

Comme il a été dit, l'influence de Pancemont fit attribuer quelques grandes cures à certains de ses anciens collaborateurs de Saint-Sulpice, tous d'ailleurs hommes de valeur : c'est ainsi que l'abbé de Pierre fut nommé à Saint-Sulpice même, l'abbé Devoisin à Saint-Étienne du Mont, l'abbé Jerphanion à Saint-Germain l'Auxerrois, l'abbé de Keravenant à Saint-Germain des Prés (sur le refus de ce dernier, il fut remplacé par un autre vicaire de Saint-Sulpice d'avant la Révolution).

Les religieux sécularisés, si nombreux dans les rangs du

<sup>1</sup> Rapport du préfet de police, 4 prairial an XII : F<sup>7</sup>, 3832.

<sup>2</sup> D'Avenel, *Les Evêques et archevêques de Paris*, t. II, p. 234.

<sup>3</sup> Quelques-uns des « chefs de culte » de la période intermédiaire furent déplacés en 1802 avec un très légitime avancement : ainsi Ramond de Lalande, qui avait rouvert la Sainte-Chapelle, reçut la cure de Saint-Thomas d'Aquin, qu'il devait échanger en 1823 contre l'évêché de Rodez.

clergé concordataire, devaient naturellement être représentés parmi les curés. Citons notamment l'ancien capucin Bonier, jadis, sous le nom de Père Raphaël, définiteur du couvent Saint-Honoré, nommé curé de Saint-Louis d'Antin, où il avait organisé le culte pendant la période intermédiaire ; l'ancien augustin Rivière, le seul de la communauté des « Petits-Pères » qui eût refusé, en 1790, d'abdiquer son état, arrêté à deux reprises pendant la Révolution, mais s'étant vaillamment obstiné à évangéliser sa future paroisse de Notre-Dame des Victoires. Le personnage le plus curieux de cette catégorie était Fernbach, naguère dominicain du couvent Saint-Honoré ; sécularisé et assermenté des premiers, il avait été vicaire constitutionnel à Saint-Paul, puis à Saint-Philippe du Roule ; incarcéré néanmoins en octobre 1793, il avait eu la faiblesse d'offrir de se marier si la liberté lui était rendue, et la chance de n'être point pris au mot ; aussi les paroissiens de Saint-Philippe du Roule, où il avait conquis de vives sympathies, l'*élurent-ils* comme curé en 1793. S'entourant de prêtres qui n'avaient marqué dans aucun parti, soigneux de n'entretenir de rapports ni avec l'évêque constitutionnel ni avec les grands vicaires de l'archevêque légitime, Fernbach réalisa cette bizarrerie d'une paroisse absolument autonome, où le curé était adoré de son peuple. Une conduite irréprochable avait d'ailleurs fait oublier ses velléités matrimoniales de 1794, et Belloy ne crut pouvoir mieux faire que de le confirmer dans sa cure. Son crédit sur ses ouailles alla toujours croissant, et ce fut une désolation quand, en 1814, Maury le transféra à Notre-Dame des Victoires, où se termina une carrière aussi accidentée dans ses débuts que justement honorée dans sa conclusion.

C'était la volonté expresse du Premier Consul que les assermentés reçussent un certain nombre de postes, et qu'on n'exigeât d'eux aucune autre rétractation que l'adhésion au Concordat. Fouché se refaisait théologien pour exposer cette application au personnel ecclésiastique du programme de réconciliation qui avait assuré la fortune du gouvernement consulaire : « L'organisation des cultes est dans l'Église ce que le 18 brumaire a été dans l'État ; ce n'est le triomphe d'aucun parti, mais la réunion de tous dans l'esprit de la République et de l'Église <sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> Circulaire aux préfets, 11n prairial an X : Journaux.

Très docile aux suggestions ministérielles, très porté de son naturel aux mesures de transaction, Belloy fit pourtant aux constitutionnels la part beaucoup moins large que tel ou tel de ses collègues. Plusieurs des curés qu'il nomma avaient bien prêté le serment au début de la Révolution, mais l'avaient rétracté plus ou moins tôt, plus ou moins ostensiblement, pour rentrer en communion avec les vicaires généraux de Juigné. Le passé le plus caractéristique à cet égard était celui du curé nommé en 1803 à Saint-Merry, Fabrègues, ancien curé du diocèse d'Alais, vicaire épiscopal à Nîmes, puis chef du culte constitutionnel dans le Gard après l'apostasie et le mariage de l'évêque; rétracté en 1796, il était venu à Paris et s'y était adonné à l'apostolat avec un zèle qui lui avait valu d'être déporté. Fernbach lui-même, le curé de Saint-Philippe du Roule, était un indépendant plutôt qu'un constitutionnel obstiné. Des tenants irréductibles de l'évêque Royer, un seul, Baillet, conserva une cure, mais il fut transféré de Saint-Étienne du Mont à Saint-Séverin. C'était un personnage singulier, dont la bonne foi et la rigidité étaient au-dessus de tout soupçon; il se prétendait miraculeusement converti au jansénisme, et avait failli, en 1800, devenir évêque constitutionnel d'Orléans. Presque tout son clergé l'avait suivi à Saint-Séverin; bon nombre de fidèles se mirent en devoir d'en faire autant, et le nouveau curé de Saint-Étienne du Mont fut obligé de rappeler en chaire les vieilles prescriptions gallicanes, selon lesquelles on était tenu d'assister aux offices dans sa propre paroisse <sup>1</sup>. Ce curé, l'abbé Devoisin, protégé du cardinal Fesch <sup>2</sup>, parvint, à force de tact, à triompher d'une opposition d'abord très marquée. Quant à Baillet, un cénacle de jansénistes impénitents et de constitutionnels peu repentis se forma autour de lui à Saint-Séverin : la période napoléonienne se passa pourtant sans incidents graves, et, en 1803, Belloy lui fit la gracieuseté d'officier pontificalement dans son église <sup>3</sup>; mais le cardinal de Périgord, d'humeur moins accommodante, devait le déposer en 1820, sans égards pour ses longs services. Les derniers jansénistes vénérèrent sa mémoire comme celle d'un confesseur de la foi.

<sup>1</sup> Rapport du préfet de police, 16 messidor an X : F<sup>7</sup>, 3830.

<sup>2</sup> Fesch à Napoléon, 24 frimaire an XIII : AF<sup>IV</sup>, 1045.

<sup>3</sup> Rapport du préfet de police, 6 pluviôse an XI : F<sup>7</sup>, 3831.



Les choix des nouveaux curés témoignaient donc d'un très sincère esprit de conciliation et du désir de respecter dans la mesure du possible les situations acquises. L'effet en fut généralement excellent <sup>1</sup>, et cette impression se confirma quand, le dimanche 23 mai 1802, la plupart des élus eurent fait leur prône inaugural, sans omettre de louer la politique religieuse du gouvernement <sup>2</sup>.

Entre eux et l'archevêque, les relations furent faciles ; de nature et d'antécédents, le prélat n'était rien moins que cassant, et il devait se montrer disposé à respecter les traditions de large indépendance auxquelles les curés de Paris avaient jalousement tenu sous l'ancien régime. Ses actes d'autorité, très clairsemés, lui furent presque toujours suggérés ou imposés par le pouvoir civil <sup>3</sup>.

Il n'y eut de sérieusement mécontent que le tout petit groupe des constitutionnels acharnés : un seul d'entre eux, en effet, Baillet, était compris comme curé dans la nouvelle organisation. Ils manifestèrent quelques velléités de résistance. Mahieu, curé jureur de Saint-Sulpice, fort d'une pétition qu'il avait fait adresser au Premier Consul par ses paroissiens, prétendait bien ne pas céder la place au curé concordataire : celui-ci, l'abbé de Pierre, sur le conseil d'Émery, se présenta à l'improviste et presque par surprise le soir du dimanche 16 mai, après les vêpres, et prit possession de l'église vide <sup>4</sup>. Le curé constitutionnel de Saint-Paul, Brugère, avec l'assentiment ou la tolérance de l'archevêque, continua d'exercer un culte étrange, où certaines parties de la liturgie se chantaient en français, dans l'église non concordataire de la Visitation, jusqu'au printemps de 1803, où l'édifice passa entre les mains des protestants <sup>5</sup>. Après avoir tenu des conciliabules, où ils se communiquaient

<sup>1</sup> Rapport du même, 21 floréal an X : F<sup>7</sup>, 3830.

<sup>2</sup> Rapport du même, 4 prairial an X : *Ibidem*.

<sup>3</sup> Faut-il croire que, peu après leur installation, les curés concertèrent un règlement commun pour l'administration intérieure des paroisses, lequel règlement fut annulé par le conseil épiscopal comme empiétant sur les droits de l'archevêque ? (Rapport du même, 17 thermidor an X : *Ibidem*.)

<sup>4</sup> *Vie de M. Émery*, t. II, p. 5-6. Au dire de Dubois, l'abbé de Pierre congédia tout le personnel subalterne et purifia l'église (rapport du 14 prairial an X : F<sup>7</sup>, 3830).

<sup>5</sup> Grente : *Le culte catholique à Paris de la Terreur au Concordat*, p. 348-349.

des dénonciations contre leurs successeurs concordataires <sup>1</sup>, les anciens curés constitutionnels résolurent, au début de mars 1803 <sup>2</sup>, d'adresser au chef de l'État un mémoire où ils tentaient de l'apitoyer sur leur détresse matérielle : mais ils enlevèrent toute chance de succès à leur démarche en faisant imprimer ce mémoire, qui fut saisi par la police <sup>3</sup>.

## V.

Le personnel ecclésiastique subalterne des différentes paroisses fut recruté autant que possible parmi les prêtres qui avaient déjà eu occasion d'exercer le ministère dans le quartier, en y adjoignant çà et là des amis personnels du nouveau curé ou d'anciens religieux. On ne comptait alors dans les paroisses de Paris qu'un premier et un second *vicaires*, rarement un troisième ; les autres prêtres, intitulés simplement *du clergé de....*, *attaché à l'église de....*, *habitué à....*, et un peu plus tard *administrateur des sacrements à....*, faisaient, en somme, le même service que les simples vicaires de la seconde moitié du xix<sup>e</sup> siècle, avec un casuel à peu près nul <sup>4</sup>. De cet état de choses, modifié seulement par Mgr Affre en mai 1848, il résulta sous le Consulat que les cadres très limités des vicaires proprement dits se trouvèrent bientôt au complet : « Les places sont remplies, » écrivait Émery un an après la mise en train de la nouvelle organisation, « et s'il est très facile d'être attaché à une église, il est assez difficile d'y être complété au rang de ceux qui ont part aux émoluments, parce que les rangs sont pleins <sup>5</sup>. »

Le bruit courut, dans certains cercles hostiles, que les anciens constitutionnels étaient systématiquement exclus des emplois de vicaires et que cet ostracisme était inspiré par les sulpiciens <sup>6</sup>. L'allégation ne résiste pas à l'examen des listes du personnel ; dans presque toutes les paroisses, dans celles même dont le curé avait bravé l'exil ou la prison plutôt que de jurer, il y avait des assermentés au nombre des vicaires.

<sup>1</sup> Rapport du préfet de police, 28 messidor an X : F<sup>7</sup>, 3830.

<sup>2</sup> Rapport du même, 10 ventôse an XI : F<sup>7</sup>, 3831.

<sup>3</sup> D'Avenel, *Les évêques et archevêques de Paris*, t. II, p. 166-167.

<sup>4</sup> Renseignements communiqués par M. le chanoine Pisani.

<sup>5</sup> A Bausset, 27 avril 1803 : *Papiers Émery*.

<sup>6</sup> Rapport du préfet de police, 23 floréal an X : F<sup>7</sup>, 3830.

Tant que le culte catholique avait été proscrit ou simplement toléré, le clergé avait vécu au jour le jour, comme en pays de mission, sans beaucoup se préoccuper de ses intérêts matériels. Du jour où l'exercice de la religion fut officiellement reconnu, les questions de casuel reprirent leur importance, pour les vicaires surtout, qui ne recevaient point de traitement de l'État et qui étaient rémunérés sur le produit des oblations. Dubois, très prompt à recueillir tous les bruits défavorables au clergé, affirmait avec insistance que, dans beaucoup de paroisses, les vicaires se plaignaient du manque de générosité des curés à leur égard <sup>1</sup>. Ce n'est qu'au bout d'un certain temps qu'intervint un règlement général et uniforme.

## VI.

La diversité d'origine et les dissentiments passés étaient des inconvénients dont on pouvait triompher à force de discipline et d'esprit de conciliation. Un autre danger, moins immédiat, était plus redoutable pour le clergé concordataire, composé de prêtres âgés ou déjà mûrs, parmi lesquels se comptaient ceux qui n'avaient point dépassé quarante ans, à savoir, la difficulté du recrutement. « C'est là, écrivait un royaliste irréconciliable, c'est là, véritablement, son côté faible; c'est par là qu'il périra, et avant qu'il se soit écoulé seulement dix années, cette vérité sera palpable pour tout le monde <sup>2</sup>. » La Révolution, qui avait suscité quelques apôtres, avait tari la généralité des vocations ecclésiastiques; la majorité des séminaristes de 1790 avaient embrassé des carrières civiles ou même militaires; dans les familles les plus chrétiennes, les enfants avaient grandi en dehors de ces habitudes de piété régulière, de ces pompes extérieures du culte qui disposent à la vie sacerdotale tant de jeunes âmes plus ferventes qu'héroïques; les parents, de leur côté, devaient hésiter à favoriser une détermination que la crise récente et l'état actuel des esprits révélaient si entourée de périls, si aléatoire, tout au moins au point de vue des avantages temporels.

<sup>1</sup> Rapports du même, 2 thermidor an X et 17 brumaire an XII : F<sup>7</sup>, 3830 et 3832.

<sup>2</sup> Remacle, *Relations secrètes des agents de Louis XVIII*, p. 443.

La mort, en effet, ne tarda point à éclaircir les rangs d'un clergé, soit vieilli, soit usé prématurément par les émotions et les souffrances. Pour combler les vides, on fut forcé, plus d'une fois, d'appeler ou d'accueillir des prêtres originaires de diocèses dans lesquels les besoins étaient moins urgents ou le personnel plus nombreux. Ces admissions, provoquées par la nécessité, furent-elles toujours précédées d'une enquête suffisamment approfondie? Il est permis d'en douter <sup>1</sup>.

Le recrutement normal, par l'ordination de sujets nés ou tout au moins formés dans le diocèse, était préférable à tous égards. Aussi, la réorganisation du séminaire fut-elle une des premières questions qui se posa. Une tradition aussi ancienne que la Compagnie de Saint-Sulpice faisait du supérieur général de cet institut le supérieur du séminaire de Paris. Dès l'accalmie de 1800, Émery avait groupé quelques jeunes gens rue Saint-Jacques, dans une maison qui était à l'enseigne de la *Vache noire*; pour reprendre autant que possible les usages de jadis, Pancemont l'avait prié de venir le dimanche avec ses élèves aux offices de l'église des Carmes, qui tenait lieu d'édifice paroissial aux catholiques de Saint-Sulpice <sup>2</sup>.

Après le Concordat, l'archevêque, se faisant l'interprète d'un désir général dans les milieux ecclésiastiques, demanda au gouvernement de remettre à sa disposition le vieux séminaire Saint-Sulpice, affecté depuis la Révolution au logement des veuves de militaires morts pour la patrie. On expulsa bien ce bruyant et encombrant personnel, mais pour raser d'urgence les bâtiments <sup>3</sup>. Le très plausible motif mis en avant fut la convenance de dégager la façade de Servandoni et de créer une grande place devant l'église; mais le chef de l'État, dans l'esprit de qui une sincère estime pour la personne et le caractère d'Émery s'alliait à des préventions déjà alors très vives contre

<sup>1</sup> Cf. les exemples allégués dans une lettre de Le Coz, archevêque de Besançon, au cardinal Maury, du 24 octobre 1813 : Le Coz, *Correspondance*, t. II, p. 377-379.

<sup>2</sup> Hamel, *Histoire de l'église Saint-Sulpice*, p. 261-262 (en effet, d'après une coutume qui remontait à Olier et qui était encore suivie à l'automne de 1906, les séminaristes assistaient et participaient, les dimanches et jours de fête, aux offices paroissiaux de Saint-Sulpice).

<sup>3</sup> *Paris sous Napoléon*, t. II, p. 142-143.

sa congrégation <sup>1</sup>, trouva sans doute l'occasion bonne pour tenter d'évincer les sulpiciens, pour effacer au moins les souvenirs attachés à l'ancien séminaire Saint-Sulpice. La même raison de proximité de l'église fit probablement écarter l'attribution au séminaire de l'ancienne *Maison des orphelins* de la rue du Vieux-Colombier, qui, depuis lors, a servi de maison mère aux Filles de la Charité, puis de caserne aux sapeurs-pompiers. Après avoir songé à l'abbaye de Sainte-Geneviève et même à la maison des jésuites de la rue Saint-Antoine (lycées actuels Henri IV et Charlemagne), le gouvernement s'arrêta à l'ancien collège des Grassins, rue des Amandiers (notre rue de l'École polytechnique) ; un rapport de Chaptal exposa que ce local, muni d'une chapelle et d'une grande cour, serait très aisément adapté au séminaire <sup>2</sup>, et un arrêté consulaire le mit à la disposition de l'archevêque (2 ventôse an XI-21 février 1803).

Comment Émery et Belloy eurent-ils le crédit d'éluder l'exécution de cet acte de l'autorité ? Ce qui est de fait, c'est que le séminaire ne s'installa jamais au collège des Grassins et ne quitta pas le voisinage de Saint-Sulpice. A la rentrée de 1803, on se logea provisoirement rue Notre-Dame des Champs, vers l'emplacement actuel de la rue Vavin, dans un bâtiment si exigü que pour les cérémonies de quelque importance, il fallait recourir à l'hospitalité des voisins <sup>3</sup>. Cependant, Émery faisait acheter par un prête-nom et acquérait pour son compte personnel, quelques mois plus tard <sup>4</sup>, l'ancien couvent des sœurs de la *Doctrina chrétienne*, rue du Pot de Fer (Bonaparte), en face la rue Honoré

<sup>1</sup> Il écrivait brutalement à Fesch, le 20 brumaire an XI (11 novembre 1802) : « Méfiez-vous beaucoup des sulpiciens, je vous le répète : ces hommes ne sont attachés ni à l'État ni à la religion ; ce sont des intrigants. » (*Correspondance*. 6420.)

<sup>2</sup> 29 pluviôse an XI (18 février 1803) : AFIV, plaq. 487.

<sup>3</sup> « Nous avons fait, le jour de la Présentation, la rénovation des promesses cléricales entre les mains de M. le cardinal de Belloy. Notre local ne permettant pas les évolutions nécessaires à la cérémonie et l'admission des étrangers, nous avons emprunté la galerie de l'hôtel de Fleury, ci-devant la galerie de l'abbé Terray [*le fort peu dévot ministre de Louis XV*]. Vous comprenez, Monseigneur, que nous avons employé la veille force eau bénite. » (Émery à Bausset, 23 novembre 1803 : *Papiers Émery*.)

<sup>4</sup> C'est le 27 ventôse an XIII (18 mars 1805) qu'Émery acquit officiellement l'immeuble d'un sieur Carvoisin, pour le prix de cent mille francs (Rapport de l'architecte Garrez à Rigot de Préameneu, 5 juillet 1810 ; AFIV, plaq. 3530).

Chevalier, c'est-à-dire sur l'emplacement du jardin du séminaire bâti sous la Restauration et désaffecté en 1906. Les préparatifs d'aménagement se firent à la hâte dans l'automne de 1804, avec le concours de quelques personnes dévouées, entre autres la jeune Sœur Rosalie, filleule du supérieur. La rentrée eut lieu le 10 octobre <sup>1</sup>. Le gouvernement approuva, il ferma tout au moins les yeux, jusqu'en 1810.

La maison ne tarda point à être pleine, c'est-à-dire à réunir plus d'une centaine d'élèves <sup>2</sup>, mais comme Portalis l'expliquait à l'Empereur en appuyant l'exemption militaire du jeune Feutrier (le futur évêque de Beauvais et ministre de Charles X), l'immense majorité des séminaristes appartenaient à d'autres diocèses, où ils devaient retourner après leurs études théologiques ; sur quarante-neuf jeunes gens groupés dès l'été de 1805, deux seulement étaient appelés à exercer le ministère sacerdotal à Paris <sup>3</sup>.

Pour remédier à la disette croissante de prêtres, on abrégéait un peu, surtout quand on avait affaire à des vocations évidemment mûries, les délais canoniques entre les degrés préliminaires du sacerdoce : ainsi le jeune Liautard, entré au séminaire âgé de vingt-huit ans en octobre 1802, recevait la tonsure et les ordres mineurs en juillet 1803, le sous-diaconat en septembre, le diaconat en mai 1804 et la prêtrise en décembre suivant <sup>4</sup>. On s'efforçait surtout de préparer un avenir meilleur en revenant aux pratiques des temps normaux, et en suscitait des vocations parmi les adolescents bien disposés. Le meilleur moyen eût été de rétablir à Paris un *petit séminaire*, comme il s'en rouvrait dans plusieurs diocèses, et comme Portalis en proclamait la nécessité dès 1806 en termes trop absolus, trop dédaigneux surtout <sup>5</sup>. A défaut d'un tel établissement, qui pour des motifs inexplicables ne fut créé qu'à la fin du régime, sous

<sup>1</sup> *Vie de M. Émery*, t. II, p. 109-114.

<sup>2</sup> *Ibidem*, t. II, p. 140.

<sup>3</sup> Portalis à Napoléon, 11 fructidor an XIII (29 août 1805) : AFIV, 1045.

<sup>4</sup> Liautard, *Mémoires*, t. I, p. 45.

<sup>5</sup> « Il serait impossible que des enfants qui auraient reçu une éducation brillante dans les collèges ou dans les lycées eussent le désir d'embrasser une carrière qui n'offre aucune ressource à l'ambition. On ne trouve de jeunes clercs que dans les classes les plus pauvres de la société.... » (Rapport à Napoléon, 12 août 1806 : Portalis, *Discours, rapports et travaux inédits sur le Concordat*, p. 355.)

l'administration de Maury, il y eut de méritoires efforts individuels : un prêtre habitué de Saint-Merry, Hubault de Malmaison, qui devait être plus tard curé de Saint-Louis-en-l'Île, se distingua notamment par le zèle judicieux avec lequel il discernait les enfants bien doués, leur donnant tout à la fois un commencement d'instruction classique et de formation religieuse <sup>1</sup>. On tâchait aussi, avec le consentement des évêques respectifs, de recruter, dans les diocèses où les vocations surabondaient, des sujets disposés à se préparer au ministère parisien ; c'est ainsi qu'après les vacances de 1808, Frayssinous amena au séminaire, de son pays de Rouergue, un adolescent de quinze ans qui s'appelait Denis Affre <sup>2</sup> ; les condisciples du futur archevêque de Paris le plaisantèrent sur sa petite taille, et le grave Emery se permit de lui dire : « Vous auriez dû amener votre nourrice <sup>3</sup>. »

La formation intellectuelle et morale, dans le séminaire de la rue du Pot de Fer, fut conforme aux traditions plus que séculaires de la Compagnie de Saint-Sulpice. Dans les sphères officielles, comme dans le monde ecclésiastique, on sentait alors plus impérieusement le besoin de relever les ruines que celui de renouveler les programmes. En rapportant au Tribunal la loi qui devait régler l'institution des séminaires métropolitains <sup>4</sup>, le politicien-poète Carrion Nisas ne trouvait à recommander aux prêtres du nouveau régime que la réserve et la mansuétude : « Dans les circonstances où nous nous trouvons, des ministres indiscrets risqueraient de rejeter l'homme naturellement religieux dans les bras de la philosophie humaine, qui répond si imparfaitement au cri de son cœur. Lévités, vous êtes maintenant auprès du voyageur blessé, vous ne souffrirez pas que ce soit le Samaritain qui verse le baume sur ses blessures <sup>5</sup> ! » Si le rigorisme janséniste ou simplement gallican était encore,

<sup>1</sup> Collignon, *Histoire de la paroisse Saint-Louis-en-l'Île*, p. 141-145. (Cet auteur qualifie l'abbé Hubault de *vicaire* à Saint-Merry, mais le curé de la paroisse, Fabrégues, le traite formellement, dans une supplique à l'Empereur, de « simple prêtre habitué » [14 septembre 1811 : F<sup>7</sup>, 6568]).

<sup>2</sup> Henrion, *Vie de Mgr Frayssinous*, t. I, p. 61.

<sup>3</sup> Cruice, *Vie de D. A. Affre*, p. 13-14.

<sup>4</sup> Comme nous le rappellerons un peu plus loin, cette création ne fut point réalisée.

<sup>5</sup> Rapport du 21 ventôse an XII (12 mars 1804).

comme nous le verrons, à la base de la direction spirituelle, Émery et ses collègues n'avaient pas besoin des conseils de Carrion-Nisas pour détourner leurs élèves des vivacités de langage ou de plume. Le respect de l'autorité établie, conformément au véritable et constant enseignement de l'Église, était également en honneur chez les sulpiciens; après une inspection inopinée rue du Pot de Fer, Portalis écrivait à son maître : « Je puis attester à Votre Majesté que dans ma visite au séminaire, j'ai été édifié du bon esprit qui y règne. J'ai d'abord causé avec les directeurs et professeurs, et ensuite avec les séminaristes. J'ai fait tomber la conversation sur tous les objets d'instruction qui peuvent intéresser le gouvernement et l'État, et je me suis aperçu qu'on y professait les principes qui doivent garantir les devoirs et la fidélité des sujets de Votre Majesté <sup>1</sup>. »

Si l'on écourtait parfois, sous l'empire de la nécessité, les délais normaux entre l'entrée au séminaire et la définitive ordination sacerdotale, on n'en mettait que plus d'insistance à rappeler aux séminaristes la gravité de la détermination qu'ils allaient prendre, la sévérité de la vie qu'il leur faudrait mener. L'un de ceux précisément qui devaient le moins prolonger leur stage préliminaire écrivait, sous l'impression des premières exhortations reçues : « Je deviens ou du moins je tâche de devenir moins amoureux de mes aises, moins, moins, moins tout ce que j'étais auparavant et que je n'aurais pas dû être.... (Il s'agit) d'un état le plus difficile et le plus terrible de tous, où il faut mépriser richesse, plaisir, considération; où la plus grande science est nécessaire, et où la vertu est plus nécessaire que la science <sup>2</sup>. »

Entre autres anciennes coutumes, Émery reprit celle de former les séminaristes à la prédication en leur confiant les catéchismes faits aux enfants de la paroisse Saint-Sulpice. Parmi les jeunes directeurs ou *chefs* de ces catéchismes pendant la période de 1802 à 1814, il y eut des hommes appelés à marquer dans le clergé de la Restauration, comme le plus jeune des Sambucy, Quelen, Feutrier, Forbin-Janson, etc. <sup>3</sup>.

<sup>1</sup> 11 fructidor an XIII (29 août 1805) : AFIV, 1045.

<sup>2</sup> Liautard à un ami, 13 octobre 1802 : Liautard, *Mémoires*, t. I, p. 42-43, note.

<sup>3</sup> *Histoire des catéchismes de Saint-Sulpice*, p. 146-198.



Même avec un nombre restreint de professeurs et d'élèves, même en tenant compte du méritoire désintéressement des sulpiciens, qui ne réclamaient ni loyer pour les bâtiments ni émoluments personnels, le séminaire constituait pour le budget archiépiscopal une charge onéreuse. La grande majorité des élèves appartenaient à des familles peu aisées : en moyenne, un dixième seulement d'entre eux payaient la modeste pension de cinq cents francs, et deux autres dixièmes acquittaient péniblement la moitié de la pension ; le reste était hors d'état de verser la moindre contribution <sup>1</sup>. Un peu contre le gré d'Émery, qui goûtait peu cette innovation, Fesch assura au séminaire une subvention déguisée, en prenant parmi les élèves les clercs de la chapelle impériale <sup>2</sup>. De son côté, Belloy fonda en 1806 une caisse diocésaine, qui, par un touchant rapprochement, était destinée tout à la fois à l'éducation des futurs prêtres et au soulagement des invalides du sacerdoce : cette caisse devait être alimentée par des souscriptions, par des legs et par une quête annuelle, faite dans les églises le quatrième dimanche de l'Avent <sup>3</sup>. Mais tout cela était encore insuffisant. Napoléon, mis au courant de la situation, manifesta d'abord l'intention de venir en aide à une soixantaine d'élèves, en leur distribuant annuellement vingt mille francs divisés en bourses et demi-bourses <sup>4</sup>. Le décret du 30 septembre 1807 étendit et généralisa cette idée : à partir de 1808, il devait y avoir dans tous les séminaires diocésains des bourses et demi-bourses à la nomination de l'Empereur ; pour Paris, le nombre en était fixé à trente-quatre bourses et soixante-huit demi-bourses.

Une loi du 23 ventôse an XII avait décidé la création, près de

<sup>1</sup> Rapport de Bigot de Préameneu à Napoléon, septembre ou octobre 1812 : AFIV, plaq. 5576.

<sup>2</sup> « Savez-vous que les élèves de la chapelle sont pris dans le séminaire et que les appointements seront versés dans la caisse de l'économe ? C'est M. le Grand Aumônier qui a imaginé cela : voilà bien des singularités ! » (Émery à Bausset, 3 mars 1805 : *Papiers Émery*.)

<sup>3</sup> Journaux. On n'usa point immédiatement à Paris des dispositions du décret du 13 thermidor an XIII, qui autorisait les évêques à prélever en faveur des prêtres âgés ou infirmes le sixième du produit des chaises dans toutes les églises : c'est seulement sous l'administration de Maury qu'il fallut recourir à cette ressource, par une conséquence indirecte de l'exclusion des sulpiciens.

<sup>4</sup> Note à Portalis fils, 9 septembre 1807 : *Correspondance*, 13136.

chaque siège archiépiscopal, d'un séminaire *métropolitain*, sorte d'école supérieure de théologie où se perfectionnerait l'élite du jeune clergé : pour installer le séminaire métropolitain de Paris, l'Empereur songea un instant à l'abbaye de Saint-Denis <sup>1</sup>, où il n'était point question alors de loger les demoiselles de la Légion d'honneur. Mais cette institution des séminaires métropolitains, sans précédent dans les traditions du clergé français, ne devait point être réalisée : le décret du 17 mars 1808 lui substitua les facultés de théologie, qui ont survécu jusqu'en 1885.

## VII.

La désignation des paroisses, des succursales surtout, s'était faite avec une certaine précipitation, sans que leur installation matérielle fût partout assurée. Si dans la banlieue, par une heureuse rencontre, aucune des anciennes églises paroissiales n'avait été aliénée, et s'il suffit d'un arrêté du préfet pour les mettre à la disposition de l'archevêque <sup>2</sup>, la situation était très différente à Paris, où sur quarante-trois paroisses reconstituées, dix-huit édifices paroissiaux avaient été vendus ou concédés à des particuliers <sup>3</sup>. Belloy, désireux de conserver ou de relever des vocables consacrés par la piété de plusieurs générations, eut la prudence, dans son ordonnance de réorganisation, de protester de son respect pour les droits des possesseurs actuels, droits que le Concordat venait de consacrer <sup>4</sup>. Moins scrupuleuse ou moins timorée, l'administration préfectorale provoqua, toutes les fois qu'elle put découvrir quelque vice de forme, des arrêtés de déchéance contre les acquéreurs. Là où le titre de possession parut indiscutable, la ville prit les édifices à bail,

<sup>1</sup> *Ibidem.*

<sup>2</sup> 15 prairial an X (4 juin 1802) : Grente, *Le culte catholique à Paris*, p. 192.

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. 197.

<sup>4</sup> « Notre intention, en fixant les titres de ces différentes églises...., n'est pas de préjudicier en aucune manière aux titres temporels que pourraient avoir les propriétaires actuels de plusieurs d'entre elles, dont les droits sont reconnus incommutables par l'Eglise....; et si l'état présent d'une ou plusieurs de ces églises ne permet pas la célébration des divins offices, nous nous réservons de transférer momentanément, du consentement du gouvernement, et de concert avec le citoyen préfet, dans une autre église du même arrondissement, l'exercice du culte.... »

sauf à les racheter successivement dans la période de 1807 à 1811 <sup>1</sup>.

Un propriétaire au moins paraît s'être refusé même à une location, et avoir, par son obstruction, empêché la création d'une paroisse. L'ordonnance de Belloy érigeait au nombre des succursales de Saint-Merry, dans le VII<sup>e</sup> arrondissement, le *Petit Saint-Antoine*, ancienne église de l'ordre de Malte, située au coin de la rue Saint-Antoine et de la rue du Roi de Sicile. Cet édifice était devenu un magasin à sel : faute d'un autre local convenable dans le quartier, la paroisse n'eut jamais d'existence, et le curé désigné, Fabrègues, demeura vicaire à Saint-Merry jusqu'au jour prochain où il fut promu curé sur place <sup>2</sup>.

Une opposition plus inattendue fut celle de la Mère de Soyecourt. Sans la consulter, l'archevêque avait érigé en succursale de Saint-Sulpice l'église des Carmes de la rue de Vaugirard, et nommé desservant l'un des collaborateurs de Pancemont, l'abbé de Sambucy. M<sup>me</sup> de Soyecourt, propriétaire de l'église comme du couvent, avait volontiers donné l'hospitalité au clergé insermenté de Saint-Sulpice exilé de son église : une fois celle-ci rendue au culte orthodoxe, elle désira rester aux Carmes seule avec ses religieuses, sans le gênant et bruyant voisinage d'une paroisse. En femme d'affaires consommée qu'elle était, elle alla montrer son contrat d'acquisition à Portalis, fit agir auprès de l'archevêque, et obtint enfin au bout de quelques semaines que la succursale fût supprimée <sup>3</sup>.

Citons enfin, comme ayant eu une existence éphémère, la succursale de la *Conception*, dépendant de Saint-Roch, et située sur l'emplacement actuel de la rue Duphot. Si l'église servit quelque temps au clergé de la Madeleine <sup>4</sup>, la paroisse ne connut pour ainsi dire point d'autonomie, et le curé désigné ne tarda point à redevenir premier vicaire de la Madeleine.

D'autres noms figurent dans l'ordonnance constitutive de Belloy, qui ne se retrouvaient plus au début du x<sup>e</sup> siècle sur la

<sup>1</sup> Des Cilleuls, *Histoire de l'administration parisienne*, t. I, p. 389-390.

<sup>2</sup> Grente, *Le culte catholique à Paris*, p. 324.

<sup>3</sup> *Vie de la R. M. Thérèse-Camille de Soyecourt*, p. 172 (ce récit gaze, ainsi qu'il convient, la résistance de la supérieure à un acte de l'autorité archiepiscopale).

<sup>4</sup> La Madeleine était pourtant la cure primaire du premier arrondissement, et la Conception une succursale du deuxième.

liste des paroisses parisiennes, soit qu'il s'agisse de circonscriptions supprimées dans l'intervalle, soit plutôt qu'une translation matérielle ait coïncidé avec un changement de vocable. En 1809, la démolition de l'église Saint-Benoît entraîna la disparition de la paroisse, sans qu'on ait donné suite au projet de lui assigner pour centre l'église de la Sorbonne <sup>1</sup>. Vers la même époque, la succursale des Filles Saint-Thomas, installée dans la nef de l'ancien couvent, fut, à cause de la construction de la Bourse, non point transférée, mais réunie purement et simplement, avec fusion des deux clergés, à celle des Petits-Pères, qui venait de recevoir le nom de Notre-Dame des Victoires. L'église du monastère de l'Abbaye aux Bois, rue de Sèvres, malgré ses proportions exiguës, servit de centre jusqu'en 1837 à une paroisse en partie fort aristocratique <sup>2</sup>.

Une succursale avait été créée dans le III<sup>e</sup> arrondissement sous le titre de Saint-Lazare : dans la pensée de l'archevêque, elle devait avoir pour siège la chapelle de l'ancienne maison des Lazaristes, au faubourg Saint-Denis, mais ce local, alors converti en magasin de subsistances, fut inopinément et obstinément refusé. On loua à la hâte un hangar rue Bleue, pendant qu'on construisait rue Montholon une église qui, en l'honneur du fondateur des Lazaristes, reçut le nom de Saint-Vincent de Paul (le monument actuel date de Louis-Philippe) <sup>3</sup>. — La succursale des Minimes perdit bientôt, elle aussi, son emplacement primitif et son nom, car la belle église des Minimes du Marais (un chef-d'œuvre de Mansart) ne tarda point à être emportée par une opération de voirie; après s'être provisoirement abrité dans une salle du couvent demeuré debout (la caserne de gendarmerie actuelle), le culte émigra dans la chapelle des religieuses du Saint-Sacrement, rue de Turenne : d'où le nom nouveau de Saint-Denis du Saint-Sacrement, qu'a gardé l'église construite de 1826 à 1835 <sup>4</sup>. — Sainte-Valère, érigée également dans une chapelle de couvent, au coin de la rue de Grenelle et du quinconce des Invalides, devait, vers le milieu du siècle,

<sup>1</sup> *Journal de l'Empire*, 16 octobre 1807.

<sup>2</sup> Cette église, réduite ou rendue à l'usage de chapelle de couvent, vient d'être démolie à l'automne de 1906.

<sup>3</sup> L. Lazare, *Bibliothèque municipale*, t. I, p. 119.

<sup>4</sup> Grente, *Le culte catholique à Paris*, p. 341-345.

être remplacée par l'église néo-gothique de Sainte-Clotilde. — La succursale dite des Missions-Étrangères demeura plus longtemps encore installée dans la chapelle de la rue du Bac, puisque l'église Saint-François-Xavier n'a été inaugurée qu'au début de la troisième République.

Dans certaines paroisses, comme « Saint-Louis des ci-devant jésuites » (Saint-Paul-Saint-Louis <sup>1</sup>), ou Saint-Germain des Prés <sup>2</sup>, l'organisation du culte fut retardée de quelques semaines ou quelques mois par la nécessité de remettre en état une église aménagée pour des usages profanes, et souvent dégradée. A Sainte-Élisabeth, une chapelle provisoire fut organisée dans l'enclos du Temple, et c'est en 1809 seulement que l'église cessa de servir de magasin à farines <sup>3</sup>. Aux Petits-Pères, jusqu'en 1809 également, le curé n'eut à sa disposition que la sacristie, tandis que l'église était affectée à la Bourse <sup>4</sup> : aussi les offices religieux étaient-ils réduits au minimum, et en grande partie transférés aux Filles Saint-Thomas bien avant la réunion officielle.

La paroisse primaire du premier arrondissement, celle qui avait dans sa circonscription le palais du chef de l'État, fut aussi, par une singulière rencontre, celle qui eut le plus de peine à trouver un abri matériel. Son titre était la Madeleine : or, l'ancienne église de ce nom était vouée à une prochaine démolition, et la construction du nouvel édifice était interrompue depuis le début de la Révolution. L'église à coupole du couvent de l'Assomption, assignée au culte paroissial, était encombrée des décors du Théâtre-Français : en attendant que ce matériel fût transporté dans une autre église, celle de l'Oratoire, on s'installa provisoirement et incommodément de l'autre côté de la rue Saint-Honoré, dans la chapelle de la Conception. Le local de l'Assomption enfin débarrassé, un arrêté soumis subrepticement à la signature de Bonaparte l'affecta à l'hospice de la garde consulaire ; mais Portalis, informé après coup, se fit le très énergique interprète des doléances du clergé : « Depuis plus d'un an que vous avez nommé curé le citoyen Costaz, il est sans

<sup>1</sup> Grente, *Le culte catholique à Paris*, p. 346.

<sup>2</sup> *Journal des Débats*, 18 messidor an X.

<sup>3</sup> Grente, *Le culte catholique à Paris*, p. 315-316.

<sup>4</sup> Dumax, *Le pèlerin à Notre-Dame des Victoires*, p. 23-25.

église, sans domicile, sans fonctions <sup>1</sup>. » En représentant que cet état de choses était particulièrement choquant pour la paroisse des Tuileries, il obtint (29 vendémiaire an XII-22 octobre 1803) la signature d'un nouvel arrêté, qui annulait le précédent et attribuait définitivement au clergé de la Madeleine l'église de l'Assomption, avec le chœur des religieuses. Réduite à une rotonde, cette église était manifestement de proportions trop restreintes pour le service paroissial d'un quartier élégant et déjà populeux : dès 1808, on parlait d'y adjoindre « une nef spacieuse en forme de basilique <sup>2</sup> ; » le *statu quo* se prolongea pourtant jusqu'en 1843, date à laquelle l'église monumentale de la Madeleine fut enfin achevée et consacrée au culte catholique <sup>3</sup>.

Les églises paroissiales, celles mêmes où l'exercice du culte avait été repris un certain temps avant le Concordat, portaient toutes les traces de la crise de vandalisme qui avait coïncidé avec la Terreur. Les moins délabrées demeuraient tout au moins dépouillées des statues, des tableaux, des ornements dont les avait enrichies jadis la piété de plusieurs générations.

Si les vases sacrés avaient presque tous disparu, vendus pour le compte de l'État ou brocantés par les pillards, si la majeure portion de l'orfèvrerie de bronze avait été fondue, les statues, plus encombrantes et de moindre valeur intrinsèque, avaient en partie échappé à la destruction. Un précurseur de l'archéologie moderne, Alexandre Lenoir, en avait sauvé un grand nombre en les revendiquant, dans un intérêt historique et artistique, pour le *Musée des Monuments français*, installé par lui dans l'ancien couvent des Petits-Augustins <sup>4</sup>.

Pour remédier à la nudité des églises, qui était un sujet d'affliction pour les chrétiens et de scandale pour tous les hommes de goût, le moyen le plus simple et le plus économique consis-

<sup>1</sup> Rapport du 28 vendémiaire an XII (21 octobre 1803) : AFII, plaq. 604.

<sup>2</sup> Legrand et Landon, *Description de Paris*, t. I, p. 82.

<sup>3</sup> Pour être complet, il faudrait mentionner aussi Notre-Dame de Lorette ; cet ancien titre d'une paroisse constitutionnelle du quartier fut attaché en 1802 à la chapelle dite jadis de Saint-Jean Porte Latine, au faubourg Montmartre ; l'église actuelle ne fut achevée qu'en 1836 (Grente, *Le culte catholique à Paris*, p. 261-262).

<sup>4</sup> Nous parlerons ailleurs de ce musée, qui, malgré ses imperfections et ses lacunes, contribua au réveil des études historiques et prépara indirectement l'avènement du romantisme.

tail à leur rendre une partie des objets d'art déposés aux Petits-Augustins : c'est le parti que préconisait le clergé et auquel s'arrêta le gouvernement. Lenoir opposa la résistance désespérée du collectionneur qui se voit arracher les trésors patiemment groupés <sup>1</sup> ; il eut une altercation homérique, dans toute l'acception du terme, avec le sculpteur Deseine, officiellement chargé de rechercher au musée les objets propres à la décoration de Notre-Dame <sup>2</sup> ; quand il fut convaincu qu'il fallait céder, il s'exécuta le plus maussadement du monde, écrivant par exemple au curé de Saint-Sulpice qu'il lui faisait remettre des statues « considérées comme inutiles au musée <sup>3</sup>. » Sur l'autorisation ou l'ordre du ministère de l'intérieur, les restitutions ne s'en succédèrent pas moins dans l'été et l'automne de 1802, ou plutôt les attributions. Moins encore par mauvaise grâce que par défaut de scrupule artistique, Alexandre Lenoir et ses collaborateurs se préoccupaient assez peu de remettre en place propre les statues qui avaient été soustraites aux différentes églises ; ils considéraient le Musée des Monuments français comme un vaste dépôt, comme une sorte de garde-meuble de sculpture religieuse, où ils étaient libres de puiser à leur gré pour répartir les largesses gouvernementales. Non contents de distribuer à l'aveuglette les objets provenant d'églises détruites ou définitivement condamnées, ils firent de cette méthode des applications particulièrement déconcertantes ; c'est ainsi que sur quatre statues mises à la disposition du curé de Saint-Germain des Prés, une seule avait appartenu à l'église du temps des bénédictins ; les autres venaient respectivement de Notre-Dame, des Jésuites de la rue Saint-Antoine et des Minimes, trois églises concordataires <sup>4</sup>. Le procédé, qui révolte nos habitudes d'esprit, n'était point d'ailleurs pour choquer les contemporains, et dans ce musée même qu'il avait aménagé avec tant de sollicitude, Lenoir s'était permis d'aussi étranges amalgames. Un peu plus tard, à son ministre du Trésor, qui proposait correctement de renvoyer à Tour-

<sup>1</sup> Sous le titre d'*Archives du Musée des monuments français*, l'archéologue Courajod avait entrepris la très intéressante publication du journal et de la correspondance de Lenoir.

<sup>2</sup> Chaptal à Lenoir, 19 thermidor an X, et réponse de Lenoir, 22 thermidor : *Archives*. ..., t. II, p. xii-xiv.

<sup>3</sup> 5 fructidor an X : *Ibidem*, t. II, p. xv.

<sup>4</sup> *Ibidem*, t. I, p. 167-171 et 173-177.

naï quatorze vases d'argent pris lors de la conquête dans la cathédrale de cette ville, Napoléon intimait l'ordre d'en faire don à Notre-Dame de Paris <sup>1</sup>.

En effet, les générosités du chef de l'État ne se limitèrent pas à la difficile période des débuts. Au plus fort des préoccupations que lui donnait la conspiration de Georges, il demandait à Portalis « un état de ce qui peut être nécessaire aux différentes églises de Paris, jusqu'à la concurrence de cinquante mille francs <sup>2</sup>. » En 1811, revenant au système des distributions d'objets d'art, il décida qu'à l'exception des « chefs-d'œuvre, » les tableaux religieux du Louvre seraient répartis entre les « grandes » églises de la capitale <sup>3</sup> : par application de ce principe, cent huit tableaux échurent aux principales églises de Paris <sup>4</sup>.

C'est surtout Notre-Dame, l'église de la cérémonie de Pâques 1802, du sacre de 1804 et du baptême de 1811, qui fut l'objet des largesses consulaires et impériales. Il faut dire que les besoins en 1802 y étaient plus considérables encore qu'ailleurs, et que l'immensité de l'église faisait ressortir l'étendue des dégradations. Si l'architecture gothique demeurait en butte à un discrédit à peu près général, et si certains visiteurs pouvaient sans scandale manifester leur préférence pour la façade de Saint-Sulpice <sup>5</sup>, la multiplicité des souvenirs attachés à la vieille cathédrale attirait bon nombre d'étrangers. Voici la désolante impression qu'en rapportait l'un d'entre eux, près de quatre mois après la promulgation du Concordat : « Par derrière (le chœur) on voit les restes de plusieurs chapelles qui ont été détruites par les violences révolutionnaires. Les confessionnaux et les plus belles sépultures ont complètement disparu, et les tombes sont encore béantes. Bref, il n'y a à voir que des

<sup>1</sup> 17 prairial an XII (6 juin 1804) : *Correspondance*, 7802.

<sup>2</sup> 5 ventôse an XII (25 février 1804) : *Ibidem*, 7565.

<sup>3</sup> En rendant compte de cette décision et en en préparant l'exécution, Montalivet avait marqué une discrète désapprobation : « Les fabriques en général ont très peu de soin des tableaux qui ornent les églises. De cent cinquante tableaux qui leur ont été distribués [surtout en province], il y a quatre ans, par le ministre des cultes, plusieurs, par suite de cette incurie, sont menacés d'une ruine totale. » (Rapport du 13 février 1811 : AFIV, plaq. 4087.)

<sup>4</sup> Décret du 15 février 1811 : *Ibidem*.

<sup>5</sup> Kotzebue, *Souvenirs de Paris*, t. II, p. 124.



murailles dénudées et les traces des plus épouvantables sacrilèges <sup>1</sup>.

Le gouvernement fit de son mieux, dans un temps où l'équilibre budgétaire était encore mal assuré, pour remédier à cette détresse. En même temps qu'une première remise en état était ordonnée, on restituait à l'église son indispensable dépendance, la sacristie, dont la Révolution avait fait une annexe de l'Hôtel-Dieu, en murant la porte de communication avec l'abside <sup>2</sup>. Le chef de l'État avait l'attention d'informer personnellement l'archevêque, dans les termes les plus gracieux, qu'on allait reconstituer dans la mesure du possible l'ensemble décoratif dispersé pendant la crise <sup>3</sup>. En effet, le sculpteur Deseigne, investi de cette mission, fit revenir du Musée des Monuments français ce qui subsistait de la *Pieta* de Coustou, de Versailles et d'autres dépôts une partie des tableaux jadis appendus dans le chœur et la nef <sup>4</sup>. Après le sacre, le ministre de l'intérieur donna ordre de remettre au chanoine d'Astros, pour la cathédrale, un carton contenant les célèbres « reliques de la Passion ; » lors de la désaffectation de la Sainte-Chapelle en 1792, elles avaient émigré à Saint-Denis, puis au cabinet des Antiques de la Bibliothèque nationale, ce qui en avait assuré la préservation. Au lendemain d'Austerlitz enfin, Napoléon, en rappelant que cette bataille avait coïncidé avec le premier anniversaire de son couronnement, annonçait à Belloy l'envoi de quarante-cinq drapeaux autrichiens et russes <sup>5</sup>. C'était la reprise d'une tradition d'ancien régime, celle qui avait valu au maréchal de Luxembourg son surnom le plus populaire <sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Lettre du colonel Thornton, 16 août 1802 : *Revue britannique*, 1894, t. II, p. 161.

<sup>2</sup> Portalis au ministre de l'intérieur, 10 floréal an X (30 avril 1802) : F15u, Seine, 1863. Il s'agit de la sacristie néo-grecque bâtie par Soufflot à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Deux ans plus tard, on mit encore à la disposition du clergé de la cathédrale la chapelle dite des Enfants trouvés, occupée par la pharmacie centrale des hôpitaux. (Fontaine et Percier à Portalis, 18 fructidor an XII (5 septembre 1804) : F15u, Seine, 1874a.)

<sup>3</sup> 9 messidor an X (28 juin 1802) : *Correspondance*, 6148.

<sup>4</sup> Cf. le manuscrit du sonneur Gilbert, publié dans la *Semaine religieuse de Paris*, du 17 février 1900, avec des notes de M. le chanoine Pisani. La remise en place des tableaux se prolongea jusqu'en 1807 (*Journal de l'Empire*, 4 août 1807) ; la plupart d'entre eux ont repris le chemin des musées lors de la restauration de l'église par Lassus et Viollet-le-Duc.

<sup>5</sup> 20 frimaire an XIV (11 décembre 1805) : *Correspondance*, 9557.

<sup>6</sup> Marquis de Ségur, *Le tapissier de Notre-Dame*, p. 401-402 et 511-513.

Napoléon ne se borna point à reconstituer et à enrichir la décoration de Notre-Dame. Lors du sacre, qui avait déjà été précédé d'importants travaux d'appropriation, il promit aux chanoines « d'affecter une somme de cent cinquante mille francs aux réparations et embellissements de la métropole <sup>1</sup>. » En exécution de cet engagement, un devis fut dressé et approuvé le 28 août 1806 <sup>2</sup>. A la veille du couronnement, un journaliste affirmait, par une préoccupation alors assez singulière, que les architectes cherchaient « à effacer les injures du temps, sans nuire au style de cet édifice gothique <sup>3</sup>. » Ce scrupule fut de trop courte durée : en 1809, sur les indications de l'Empereur, on fit disparaître les deux jubés de l'entrée du chœur, qui, selon lui, avaient l'inconvénient de masquer la vue, et on leur substitua deux estrades en marbre avec une grille fort riche, dont le fort peu gothique dessin fut fourni par Perrier et Fontaine <sup>4</sup>.

La munificence impériale s'étendit jusqu'à la *maîtrise* de Notre-Dame, institution destinée à former et à grouper les enfants de chœur. Un premier décret avait, pour cette destination, mis à la disposition de l'archevêque une maison appartenant au Petit-Pont de l'Hôtel-Dieu et détenue jusque-là par l'administration des hospices <sup>5</sup> : mais un interminable conflit s'éleva entre les deux ministres de l'intérieur et des cultes au sujet de certaine allée plantée, que l'un déclarait indispensable à la promenade des convalescents de l'Hôtel-Dieu, et que l'autre voulait réserver à la maîtrise ou à l'archevêché <sup>6</sup>. De guerre lasse, après plus de deux ans de contestations, on conclut un accord d'après lequel la maison et l'allée litigieuse seraient abandonnées à l'hôpital, tandis qu'on construirait un bâtiment neuf pour la maîtrise sur des terrains vacants dépendant de l'archevêché <sup>7</sup>. Avant même que cette maîtrise fût défi-

<sup>1</sup> Rapport de Portalis, 27 août 1806 : AFiv, plaq. 1444.

<sup>2</sup> Ibidem.

<sup>3</sup> *Journal des Débats*, 20 fructidor an XII.

<sup>4</sup> Gilbert, *Description historique de la basilique métropolitaine de Paris*, p. 20-22.

<sup>5</sup> 27 octobre 1806 : AFiv, plaq. 1505.

<sup>6</sup> Le prudent Cambacérès, tout en donnant plutôt raison au ministre des cultes, concluait : « J'ai fait ce que j'ai pu pour concilier les deux ministres ; n'y ayant point réussi, Sa Majesté voudra bien prononcer » (*Ibidem*).

<sup>7</sup> Rapport de Bigot de Préameneu, 7 décembre 1808, et décret du 30 janvier 1809 : AFiv, plaq. 2597.

nitivement installée, le gouvernement avait pourvu à son entretien. Le conseil général, dûment stylé, lui allouait annuellement douze mille francs, et comme cette somme se trouva insuffisante, l'Empereur y ajouta, à partir de 1807, un supplément de trois mille francs pris sur les fonds du ministère des cultes <sup>1</sup>.

Par une survivance des vieux usages, les églises, même paroissiales, abritaient de temps à autre des cérémonies toutes profanes. C'est ainsi que le lycée Charlemagne, établi dans l'ancienne maison professe des jésuites, rue Saint-Antoine, empruntait en 1813 encore, pour sa distribution des prix, l'église voisine, Saint-Paul-Saint-Louis <sup>2</sup>.

### VIII.

Pendant la période révolutionnaire et avant la publication du Concordat, l'administration temporelle des paroisses, réduite à fort peu de chose, ne fut point réglée partout de façon uniforme. Dans certains quartiers, le curé ou « chef du culte, » seul en évidence, centralisait tous les pouvoirs comme toutes les responsabilités. Ailleurs, des laïques de bonne volonté, en nombre variable, constituaient le corps des « administrateurs, » qui étaient chargés des quelques rapports indispensables avec le pouvoir civil, et qui, en apparence, parfois même en réalité, nommaient et salariaient les membres du clergé. On vivait alors d'expédients, et la nécessité était plus urgente de faire face aux difficultés tant bien que mal, à l'aide de solutions individuelles, que d'établir une parfaite unité d'action extérieure.

Le Concordat était muet sur cette question, et l'article 76 des Organiques ne l'abordait qu'en termes très vagues, annonçant une réglementation future sans l'édicter : « Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes. »

Comme, après la crise d'anarchie qui venait de sévir, le besoin d'autorité se faisait impérieusement sentir dans l'Église comme

<sup>1</sup> Rapport de Portalis, 29 avril 1807, et décret du 31 mai 1807, daté de Finkenstein : AFIV, plaq. 1759.

<sup>2</sup> Journaux. On a vu qu'en 1806 au moins la distribution des prix du concours général eut lieu dans l'église Sainte-Geneviève, récemment rendue au culte (*Paris sous Napoléon*, t. III, p. 382).

dans l'État, les nouveaux curés et desservants profitèrent du silence des textes officiels pour s'approprier l'exclusive direction du temporel et pour laisser dans l'inaction les administrateurs de la veille, là même où ceux-ci avaient engagé leur responsabilité pécuniaire pour l'exécution de travaux en cours. Froissés dans leur amour-propre, parfois alarmés pour leurs intérêts, plusieurs administrateurs portèrent leurs doléances à Portalis : le conseiller d'État écrivit à l'archevêque qu'en attendant « les dispositions que le gouvernement prépare pour l'établissement des fabriques, ordonné par ledit article 76, » le mieux était d'inviter les curés à respecter le *statu quo* et surtout à ménager les droits acquis <sup>1</sup>.

L'année suivante, il se produisit dans les dispositions gouvernementales une sorte de revirement, bien contraire à la tendance générale. Portalis fit valoir qu'en pareille matière l'unité sur toute l'étendue du territoire français n'était ni conforme aux précédents, ni pratique, ni désirable : le mieux serait donc de laisser les évêques libres de faire, chacun pour son diocèse, un règlement dont l'exécution devrait d'ailleurs être subordonnée à la sanction du chef de l'État. Bonaparte signa un arrêté de principe approuvant cette façon de procéder (9 floréal an XI-29 avril 1803) <sup>2</sup>.

En conséquence, Belloy publia quelques semaines plus tard (2 thermidor an XI-21 juillet 1803) une ordonnance qui, coordonnant et mettant au point les anciens usages des paroisses parisiennes, créait des *conseils de fabrique*. Outre le curé, ces conseils comprenaient dans chaque paroisse six laïques, pris parmi les fonctionnaires ou les plus imposés, et nommés pour la première fois par l'archevêque de concert avec le préfet. Le président élu et trois administrateurs formaient le *bureau des marguilliers*, spécialement chargé de l'administration. En souvenir des orages de la période précédente, il était expressément stipulé que les fabriciens n'étaient point les représentants des paroissiens, et n'avaient pas qualité pour faire des pétitions en leur nom <sup>3</sup>. En somme, c'étaient, à peu de chose près, les dis-

<sup>1</sup> 30 floréal an X (20 mai 1802) : Grente, *Le culte catholique à Paris*, p. 193-194.

<sup>2</sup> Portalis, *Discours, rapports et travaux inédits sur le Concordat*, p. 390.

<sup>3</sup> Grente : *Le culte catholique à Paris*, p. 195-196.

positions que le gouvernement, revenu après la mort de Portalis à des idées de réglementation uniforme, devait généraliser dans le décret organique du 30 décembre 1809.

Au moment où le cardinal édictait son ordonnance, le Premier Consul parcourait triomphalement la Belgique. Désireux d'augmenter sa popularité dans des provinces demeurées très croyantes, il accorda la restitution, qu'on lui demandait instamment, des biens d'Église non aliénés : mais comme il était urgent d'assurer l'administration de ces biens, et que Portalis ne l'avait point accompagné à Bruxelles, il signa sur le rapport du ministre de l'intérieur, Chaptal, un arrêté confiant la gestion à « trois marguilliers que nommera le préfet sur une liste double présentée par le maire ou le curé desservant » (17 thermidor an XI-26 juillet 1803). Cette décision, qui provoqua de sérieux conflits dans certains diocèses, demeura sans application à Paris, où le préfet Frochot, d'accord avec Portalis, considéra qu'il ne s'agissait que d'une « institution accidentelle et provisoire, qui devait cesser à mesure que les fabriques proprement dites seraient organisées <sup>1</sup>. »

Le choix des fabriciens ou marguilliers (on ne faisait guère, dans le langage courant, la distinction des membres du conseil et du bureau), leur installation dans le traditionnel *banc de l'œuvre* donnèrent à jaser, non seulement dans les réunions de dévotes, comme on pouvait s'y attendre, mais dans les cercles de jacobins irréconciliables, qui crièrent une fois de plus à la résurrection de l'ancien régime <sup>2</sup>. Les curés s'attachèrent d'ailleurs à faire désigner, dans les deux catégories indiquées par l'ordonnance archiépiscopale, les noms les plus représentatifs : à Saint-Sulpice, par exemple, les deux sénateurs Lemercier et Herwyn, un juge au tribunal de cassation et le président Séguier; à Saint-Thomas d'Aquin, le maire de l'arrondissement et Mathieu de Montmorency <sup>3</sup>; à l'Abbaye-aux-Bois, Bacciochi (l'insignifiant mari de la très influente Élisabeth), un Colbert-Maulevrier, un Nicolaï et un Brancas <sup>4</sup>. Certains curés de la rive

<sup>1</sup> Portalis : *Discours, rapports et travaux inédits sur le Concordat*, p. 398.

<sup>2</sup> Rapport du préfet de police, 24 frimaire an XII (16 novembre 1803); P<sup>7</sup>, 3832.

<sup>3</sup> *Journal des Débats*, 14 frimaire an XII.

<sup>4</sup> *Ibidem*, 22 frimaire.

droite firent appel à de plus grands personnages encore : le ministre secrétaire d'État Maret, marguillier de la Madeleine, tint à accompagner ses collègues du conseil de fabrique lors de la présentation à Pie VII, qui lui en sut le plus grand gré <sup>1</sup> ; lorsque Murat, maréchal, prince et gouverneur de Paris, se fut installé à l'hôtel Thélusson, on fit revivre pour lui à Notre-Dame de Lorette le vieux titre de *marguillier d'honneur* <sup>2</sup> ; il rendit, en cette qualité, le pain bénit le jour de Pâques 1805, et alla en personne à l'offrande, escorté de ses aides de camp <sup>3</sup>.

Ces fabriciens très décoratifs furent-ils des administrateurs modèles ? Il est permis de supposer que, par un sentiment mêlé d'insouciance et de déférente courtoisie, ils s'abstinrent de contrôler bien strictement les fantaisies architecturales et ornementales auxquelles, dans tous les temps, s'est complu le clergé français. Près d'un an après l'organisation première des conseils de fabrique, un arrêté de Frochot statuait que les travaux des églises ne pourraient désormais être effectués que sur l'ordre du préfet de la Seine, après avis de l'architecte de la ville ; un journal très sympathique à la cause religieuse expliquait ainsi la décision préfectorale : « Ce sont les travaux de mauvais goût, inconvenants et dispendieux, entrepris dans les églises Saint-Merry, Saint-Gervais, Saint-Eustache et Saint-Germain des Prés, qui ont provoqué cet arrêté <sup>4</sup>. »

DE LANZAC DE LABORIE.

<sup>1</sup> *Ibidem*, 17 nivôse an XIII.

<sup>2</sup> Portalis se trompait donc en fait quand il écrivait, très judicieusement d'ailleurs, dans un rapport de juillet 1806 : « On n'a point rétabli les marguilliers d'honneur.... Le principal objet était d'assurer de bons administrateurs aux fabriques, et pour cela de ne point dégoûter les hommes qui travaillent, en leur laissant toutes les charges et en concédant les honneurs à ceux qui ne travaillent pas. » (*Discours, rapports et travaux inédits*, p. 404).

<sup>3</sup> *Journal des Débats*, 28 germinal an XIII.

<sup>4</sup> *Ibidem*, 8 fructidor an XII.

---

# MÉLANGES

---

## I.

### LA CONDAMNATION DE JEAN DE MONZON

PAR PIERRE D'ORGEMONT

Evêque de Paris

LE 23 AOUT 1387

---

On sait avec quelle chaleur et quelle passion fut discutée au concile de Bâle l'Immaculée Conception de la très sainte Vierge, et comment, sous la violente poussée de Jean de Ségovie, elle fut définie comme vérité de foi. Après quatre années de lutte, le fougueux Espagnol emportait l'assentiment de l'assemblée, et le 17 septembre 1439, dans cette même cathédrale, de ce même ambon, témoins des scandales du 7 mai 1437, était proclamé par des révoltés et des excommuniés le décret *Elucidantibus*. Ce n'était pas le zèle de sa gloire qui inspirait ce singulier hommage à l'Immaculée, ce n'était pas le Saint-Esprit qui proclamait le dogme ; à ce titre, la soi-disant définition fut toujours et doit être regardée comme non avenue. L'œuvre des Pères de Bâle périt avec eux, non pas entière cependant.

Le long procès instruit dès 1435 fut durant un temps (mars 1436-juin, juillet) du plus haut intérêt, il nous valut les traités remarquables de Jean de Ségovie, notamment, et de Jean de Torquemada ; et peut-être, quand seront retrouvés les débris de la vaste enquête entreprise par le cardinal d'Arles, pourrons-nous dire un jour qu'il nous a valu mieux.

De cette enquête on savait qu'Aleman avait été chargé par les Pères<sup>1</sup> ; on ignorait s'il avait obéi, et si son appel avait été entendu

<sup>1</sup> Spondanus : *T. I. Contin. Annal. eccl.*, ad an. 1435, n° XII.

des universités et des églises ; quant aux rapports où devaient être consignés les témoignages de la chrétienté sur l'état actuel de la croyance et son histoire, on n'en avait gardé nul souvenir.

On peut regretter d'autant plus cette perte ou cet oubli que les rares débris retrouvés font soupçonner l'intérêt et le prix que put avoir et qu'aurait la collection, si elle pouvait être reconstituée. Nous nous proposons de revenir ailleurs sur cette question et d'étudier les pièces que jusqu'ici nous avons pu découvrir ; qu'il suffise d'attirer sur ce point l'attention des chercheurs. Il y aurait peut-être là de précieux documents à trouver, qui éclaireraient sans doute les points obscurs — et ils sont nombreux — de l'histoire de ce dogme. Nous voudrions seulement pour le moment tirer d'un rapport envoyé à Louis Aleman par l'Université de Paris<sup>1</sup> quelques pièces peu connues, et qui ne semblent pas sans intérêt ; elles préciseront quelques points relatifs aux débuts du procès de Jean de Monzon et aux premières condamnations formulées contre lui par la faculté de théologie et par l'évêque de Paris.

## I.

Les origines de la fameuse affaire qui mit si fort en émoi l'Université de Paris, en cette triste fin du xiv<sup>e</sup> siècle, sont bien connues. Les leçons tumultueuses du Dominicain, sa « resumpta » violemment provocatrice<sup>2</sup>, avaient, en mai 1387, soulevé l'indignation scandalisée de ses auditeurs ; le doyen de la faculté avait immédiatement été saisi de l'événement, et les maîtres en théologie en hâte réunis. Très ému des récits qu'on lui avait faits de l'aventure, le bon vieux doyen avait voulu en délibérer sans retard ; on sait comment se passa la séance : le solennel exorde que Pascal Glachard crut devoir à la

<sup>1</sup> Nous ne décrivons pas ici ce document ; un mot seulement suffira à le faire connaître pour l'instant. Requise, en juillet 1436, de livrer à l'envoyé d'Aleman les pièces qu'elle posséderait sur la question agitée alors à Bâle, l'Université prépara, en août et septembre, un rapport qui fut remis à Guillaume Evrard le 11 de ce mois. Parvenu à Bâle, il fut plus tard en la possession de Laurent Bureau, puis du couvent des Carmes dijonnais ; c'est là qu'au xvii<sup>e</sup> siècle, Jean Bouhier le transcrivit pour sa fameuse bibliothèque, qui a enrichi depuis le dépôt de Troyes. La copie susdite y est gardée aujourd'hui sous la cote 981. L'original semble avoir été perdu de vue. Outre des pièces connues, le traité contient plusieurs documents inédits, semble-t-il. C'est d'eux que nous voudrions nous occuper.

<sup>2</sup> On trouvera, sur le personnage et l'affaire en question, quelques renseignements dans Férét : *La Faculté de théologie de Paris*, t. III ; mais surtout dans le *Cartulaire de l'Université de Paris*, t. III, n° 1557-1583.

Les thèses qui suscitèrent les réprobations de la Faculté sont relatives à l'être nécessaire, à l'être créé, à l'union hypostatique, à l'interprétation de l'Écriture sainte, enfin et surtout à la conception de la très sainte Vierge.



gravité des conjonctures, la brutale interruption de Jean de Monzon et l'orgueilleux défi qu'il lança à ceux qui se faisaient déjà ses juges, la résolution aussitôt prise par la Faculté de faire durement expier à Monzon son insolence<sup>1</sup>; une lutte s'engageait que les partis soutiendraient avec un égal acharnement et qui ne s'achèverait qu'à Avignon sous les excommunications réitérées lancées par le Pape contre le docteur contumace et rebelle. En attendant ce dénouement, bien des combats se livrèrent et c'est de la première période de cette querelle que nous nous occuperons ici.

Le défi aussitôt relevé, la Faculté mena vigoureusement la poursuite; après deux mois d'un travail sans relâche, aux premiers jours de juillet, l'examen des œuvres de Monzon était achevé, quatorze propositions en étaient extraites<sup>2</sup> et étaient réprochées de l'avis unanime de plus de trente théologiens à qui elles avaient été soumises. Le 6 juillet, en congrégation solennelle aux Mathurins, la faculté sanctionna la sentence, approuva la cédula de condamnation qui serait présentée à Jean de Monzon; si le docteur résistait à la Faculté, les propositions incriminées seraient publiquement dénoncées aux leçons et aux sermons.

Quel était le texte de la cédula? Baluze<sup>3</sup> et d'Argentré<sup>4</sup> en ont publié une version qu'ils tirèrent des registres de la Faculté; mais récemment, le Cartulaire de l'Université<sup>5</sup> en proposa une autre qui corrigeait, au dire de ses savants auteurs, les formules publiées autrefois. Les deux textes d'ailleurs diffèrent peu: même préambule; même énoncé des propositions, même conclusion (sauf de légères variantes de détail), mais tandis que le document cité dans le Cartulaire donne *in extenso* les considérants de la sentence, on ne les trouve ailleurs que très abrégés sous cette forme: « *Attentis multis Sanctorum ac nominatim sancti Thomae auctoritatibus, in dictae facultatis cedulae iudicialiter exhibitaehomio contentis, attentis insuper quam plurimis quae in hoc facere poterant, hic brevitatis causa praetermissis, diuturna inquisitione et multiplici deliberatione praehabitis, dixerunt propositiones dicti fratris inferius annotatas sub*

<sup>1</sup> Sur tout ceci, voir surtout *Chartularium*, n° 1557-60 et 1563.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 403-405. Ces propositions furent envoyées à Bâle (ms. de Troyes, fol. 24-26 et fol. 37-39). Le texte du manuscrit de Troyes est assez fautif.

<sup>3</sup> *Vitae Paparum avinionensium*, t. II, col. 991-996, avec la note marginale: « ex veteri codice Ms. facultatis theologiae Paris. » Il est à noter que Baluze ne donne pas la pièce comme étant la cédula même de la Faculté.

<sup>4</sup> D'Argentré: *Collectio Iudiciorum*, I, col. 62-64. « Haec extraxi e primo registro mss. censurarum sacrae Facultatis Parisiensis, fol. 17, etc., rursusque fol. 63: » D'Argentré, lui aussi, donne cette pièce comme rédigée après les condamnations du 6 juillet et du 23 août.

<sup>5</sup> T. III, n° 1559.

« forma ibidem contenta et expressa fore revocandas in scolis et ser-  
monibus et aliis actibus publicis. Prima propositio... »

Une note du Cartulaire<sup>1</sup> fait remarquer que la pièce de Baluze-d'Argentré, regardée jusqu'ici comme la vraie cédule de la Faculté, n'en était qu'un abrégé communiqué à l'évêque de Paris; nous verrons dans quelles circonstances. — Il semble que cette note appelle une double correction: que le texte de Baluze-d'Argentré ne soit pas celui de la cédule elle-même, cela ressort avec évidence du passage cité plus haut; mais ce ne saurait être un abrégé communiqué à l'évêque de Paris, puisque, après l'énoncé des propositions, on y parle de la condamnation portée le 28 août par ce même évêque<sup>2</sup>. Nous verrons plus loin quel fut le texte présenté par l'Université à Pierre d'Orgemont. Pour la même raison, nous ne saurions voir dans la pièce n° 1559 la cédule de la Faculté: le document rédigé le 6 juillet ne pouvant évidemment porter mention (comme le fait la pièce n° 1559) d'une condamnation formulée six semaines plus tard par l'évêque de Paris.

Que sont alors les pièces publiées par Baluze-d'Argentré et par le Cartulaire?

Pour cette dernière, la réponse est facile, puisque les auteurs ont eux-mêmes noté qu'ils l'ont extraite de l'acte de 1403 qui rétablissait les Dominicains dans l'Université<sup>3</sup>. Le rédacteur des documents de 1403 transcrivit d'un registre de la Faculté la pièce en question; élaborée sans aucun doute après les événements d'août 1387.

Quant à la pièce de Baluze-d'Argentré, elle appartenait aussi aux registres de la Faculté; mais elle est postérieure à la pièce du Cartulaire dont elle est l'abrégé. A quelle occasion fut fait cet abrégé? Nous l'ignorons. On peut seulement remarquer que ce fut une pièce officielle portant le sceau de la Faculté. C'est en cet état qu'en août 1436, Thomas le Moine, alors doyen de la Faculté, la présenta à l'envoyé du concile de Bâle, Guillaume Evrard, et qu'elle fut copiée pour ce concile<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 496. Les titres, tels que les donnent Baluze et d'Argentré, montrent, en tout cas, qu'eux du moins ne donnaient pas leur pièce pour la cédule en question.

<sup>2</sup> Baluze, *op. cit.*, col. 995; d'Argentré, *op. cit.*, col. 63.

<sup>3</sup> C'est aussi de la sorte que d'Argentré l'avait déjà publiée, *op. cit.*, p. 148.

<sup>4</sup> Voici la description qu'en donne le manuscrit de Troyes, fol. 23: « Mag. • Thomas Monachi [michi praesentavit] tres patentes litteras, duas videlicet • simul annexas sigillisque almae universalis studii parisiensis et theologiae • facultatis in cera rubra et caudis pergamentanis duplicibus... » La première de ces pièces est celle dont nous parlons en ce moment et que le cartulaire signale (p. 496, note) comme se trouvant aujourd'hui aux Arch. nat. Paris, M. 67<sup>b</sup>, n° 50. La deuxième est celle que le cartulaire a éditée sous le

Mais cela n'est pas la cédule du 6 juillet. Nous croyons cependant que la pièce du Cartulaire la reproduit assez exactement, à la condition toutefois qu'on arrête le texte aux mots : « Super quibus » (p. 495), qui sont le début d'une conclusion évidemment étrangère et postérieure.

## II.

Or ce même jour, 6 juillet, la Faculté, qui ne s'en tenait pas aux mesures énoncées plus haut, adressait copie de la fameuse cédule à l'évêque de Paris, qu'elle informait de l'affaire et priait de songer déjà aux remèdes opportuns. Voici le préambule de cette lettre<sup>1</sup> :

REVERENDE in Christo Pater et Domine.

Nuper delatum est viris venerabilibus et discretis Decano et facultati theologiae per nonnullos fide dignos Baccalarios et scolares, regulares et seculares, in dicta facultate, quod Magister Johannes de Montesono, mag. in theologia, O. F. Praed., multas propositiones scandalizantes et pias aures offendentes in suis *Vesperis* et sua quaestione de *Resumpta*, asseruit et publice dogmatizavit in scolis fratrum praedicatorum parisiensium, supra quibus matura et diligenti deliberatione habita per solemnes magistros deputatos ex parte dictae facultatis, ut moris est, nec non per singulos magistros ad partem nedum semel sed pluries, dicti Decanus et facultas declaraverunt, prout eis in conscientia videbatur, salvo tamen in omnibus iudicio superioris Ecclesiae, quattuordecim propositiones per eundem Magistrum in scolis publice dogmatizatas, zelo fidei et scandali vitandi, per eundem Magistrum fore publice revocandas sub forma inferius contenta, quas propositiones et quam Declarationem Paternitati Vestrae dicti Decanus et facultas denunciant quatenus super his ad honorem Dei et pro zelo fidei orthodoxae de remedio salubri dignemini providere. Datum anno D. millesimo trecentesimo octogesimo septimo, die sexta mensis Julii. Salva in omnibus reverentia Sancti Thomae....., etc. (suit le texte des considérants et des propositions tel qu'il est publié dans le Cartulaire, III, p. 491-495, jusqu'aux mots : Super quibus).

Jean avait promis de se soumettre à la Faculté dans les trois jours, on attendit; mais suivant le joli mot du narrateur : « Judaei Mesiam, Arturum Britones, illum nos... exspectamus. » Jean ne reparut pas.

Décidément bravée, de plus en plus piquée, la Faculté fit appel à l'Université, qui fit sienne cette cause, et nouvelle dénonciation fut faite à l'évêque, au nom de l'Université cette fois, décidée à ne pas céder à son provocateur. Pierre d'Orgemont appela Jean de Monzon à

n° 1560, et dont l'original, muni encore du sceau de la Faculté, se trouve aux mêmes archives, M. 67<sup>b</sup>, n° 51. La troisième est la lettre de Pierre d'Orgemont dont nous parlerons plus loin.

<sup>1</sup> Nous en publions le texte tel qu'il se trouve dans le manuscrit de Troyes, fol. 34.

son tribunal pour y rétracter ses thèses; il multiplia les citations, toujours sans résultat, les fit lire au couvent des Dominicains dans la chambre même du religieux absent, afficher aux portes des églises, menaça le fugitif de le traiter en hérétique, puis, lassé, lança contre l'indomptable maître l'excommunication. Rien ne fit<sup>1</sup>. Le silence même de Jean exaspéra l'Université, égale au moins en obstination, qui le 27 juillet nommait ses procureurs chargés de faire aboutir ses rancunes contre le Dominicain et contre l'ancien chancelier Jean Blanchard qu'elle poursuivait jusque dans sa retraite<sup>2</sup>. Les lettres de procuration furent aussitôt signées, l'original en fut présenté par Thomas le Moyne en 1436 à Guillaume Evrard et copié pour le concile<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Cf. *infra* le texte de la condamnation de l'évêque.

<sup>2</sup> Cf. *Chart. U. P.*, t. III, n° 1511-1522. En 1386, le chancelier quittait sa charge, et, en septembre, Clément VII lui donnait Jean de Guignicourt comme successeur. L'Université le poursuivait, malgré tout, en décembre 1386 (cf. *ibid.*, n° 1532) et en avril 1387. La pièce que nous citons, qui est donc à ajouter au curieux dossier de cette affaire, montre qu'en juillet 1387 l'Université ne regardait pas le procès comme achevé.

<sup>3</sup> Cette pièce, citée par Pierre d'Orgemont dans ses considérants (cf. *infra*, p. 14), est reproduite en entier, après la condamnation épiscopale (ms. de Troyes, fol. 41), sous la forme qui suit :

TENOR vero litterarum procuratoriarum de quibus supra fit mentio sequitur et est talis.

UNIVERSIS praesentes litteras inspecturis Rector et Universitas Magistrorum et Sclarium Parisius studentium salutem in Domino.

Notum facimus quod nos Yvo Hélie, rector Universitatis predictae, Johannes Gouley, locum tenens decani facultatis theologiae, Henricus Bueve, decretorum, Johannes Bloignon (*sic*), medicinae facultatis decani.... (suit une longue liste de témoins) revocationem fecimus, constituimus, et ordinamus... nostros veros certos et legitimos procuratores, actores, factores, defensores, negotiorumque gestores ac nuncios tam generales quam speciales, videlicet venerabiles et discretos viros, Magistros Egidium de Campis, Johannem de Marchia, Radulphum de Harbis, Petrum de Loyaco, Gerardum de Versigniac, Johannem Manchon, Symonem de Bourich, Andream de Ulmo, Bertrandum de Rivo, Albertum de Mediolano, Johannem de Ulmonte, Reginaldum de Neny, Thomam le pourry, Auffredum Sersy, Johannem de Mailley, Johannem Carreti, Adam de Sancto Amando, Alanum Forestarii, et Galterum de Lingonis et eorum quemlibet.... specialiter in causa.... inter universitatem praedictam pro se et suis suppositis et membris ex una parte, et magistrum Johannem Blanchardi, quondam Ecclesiae Parisiensis Cancellarii.... ex parte altera; ac etiam in causa seu causis cum suis dependentibus, incidentibus, emergentibus, quam seu quas praedicta Universitas movet seu movere intendit in et contra fratrem Johannem de Montesono, O. F. P., conventus Parisiensis, ac suos complices et sibi adhaerentes et adhaesuros.... (suivent les pouvoirs); et generaliter omnia et singula faciendi, gerendi et procurandi, quae citra huiusmodi causae seu causarum prosecutionem usque ad ipsarum finalem decisionem necessaria fuerint seu etiam oportuna.... Datum et actum in Capitulo Sancti Mathurini, praedicto anno Domini millesimo, trecentesimo octogesimo septimo, Indictione decima, mensis julii die vigesima septima, Pontificatus Sanctissimi in X<sup>o</sup> Patris ac Domini N. D. Clementis divina pro-

Munis de pleins pouvoirs et requis de faire nulle trêve jusqu'à complète et absolue satisfaction, les procureurs précipitèrent les choses, poussèrent Pierre d'Orgemont aux mesures extrêmes<sup>1</sup>; ils réclamèrent la condamnation des fameuses thèses comme hérétiques et l'incarcération pure et simple du révolté.

L'évêque se résigna avec peine à ces rigueurs, il espérait encore un repentir du coupable; mais ces clémences lassant l'Université, elle se présenta un jour en masse, « in multitudine copiosa, » au palais de l'évêque; recteur et procureur en tête, celui-ci muni de ses lettres, elle réclama comme un dû la sentence finale; Pierre céda, somma une dernière fois Jean de Monzon de comparaître, puis on procéda contre lui. Les quatorze propositions furent lues de nouveau en entier avec les considérants rédigés le 6 juillet par la Faculté, puis furent prohibées, sous peine d'excommunication pour quiconque les enseignerait ou les entendrait enseigner sans les dénoncer; quant à Jean de Monzon, « si apprehendi possit, » il devait être incarcéré pour être ensuite jugé et puni. L'acte fut rédigé séance tenante, vingt-neuf témoins dont Ferry Gassinel, l'évêque d'Auxerre, y apposèrent leur signature, en présence de nombreux maîtres, licenciés, bacheliers et clercs.

Cette pièce — jusqu'ici, semble-t-il, ignorée — complète le dossier de Jean de Monzon; elle est à ajouter aux pièces que contient le Cartulaire; nous donnons ici le texte des parties inédites et nous nous bornerons à renvoyer au Cartulaire pour certain passage déjà publié<sup>2</sup>.

IN NOMINE DOMINI. AMEN. Universis praesentes litteras seu praesens publicum instrumentum inspecturis Petrus, miseratione divina Parisiensis Episcopus, salutem in Domino et praesentibus fidem indubiam adhibere.

Cum nos, ex nostri debito officii et auctoritate a iure nobis attributa, ad instantiam et querimoniam Venerabilium et discretorum

videntia pp. septimi anno nono; praesentibus discretis viris Domino Nicolao Thomae, presbitero; Symone Thomae, Gaufrido Morelli, et Egidio Imperatoris ac pluribus aliis testibus.... Et ego Joh. Mellet....»

<sup>1</sup> Cf., *infra*, la lettre de Pierre d'Orgemont.

<sup>2</sup> Cette pièce occupe, dans le manuscrit de Troyes, les fol. 31-42. C'est la troisième des lettres que Thomas le Moine présenta à Guillaume Evrard, en août 1436. Elle est ainsi décrite (ms. de Troyes, fol. 23) par le notaire Michel Hébert : « Tertiam, sigillo recolendae memoriae Domini Petri, quondam missionatione divina Episcopi Parisiensis, in cera rubra et cauda pergamentae duplici, ac signis et subscriptionibus notariorum publicorum, in eadem subscriptorum, communitas, sanas et integras.... » Copie en fut prise pour le concile; nous ne savons ce qu'est devenue la pièce possédée alors par la Faculté de théologie.

Virorum Rectoris et Universitatis Magistrorum et Scholarium Parisiensium studentium, denunciantium, et denunciando se partem facientium, citari mandaverimus et fecerimus peremptorie et personaliter coram nobis religiosum Virum Mag<sup>m</sup> Johannem de Montesono, Sanctae Theologiae professorem, O. F. P., ac de Conventu dicti ordinis Parisius existentem, ad certos et competentes dies iam elapsos, ac per plura edicta et intervalla, revocaturum publice suos errores propositos per eundem et contentos in certis propositionibus XIV numero dogmatizatis per ipsum nuper Parisius, dum in dicta facultate sua ad gradum doctoratus assumptus, in suis *Vesperis* et in quaestione sua de *resumta*, dictis publice et promulgatis, erroneis, malesonantibus in fide, piarum aurium offensivis, haeresimque sapientibus prout nobis per decanum facultatis Theologiae Universitatis praelibatae, sub eorum sigillo, iamdiu est, traditum, damnatis per eosdem, ipsis numero viginti septem in unum congregatis, tanquam talibus. Ad exaltationem fidei orthodoxae et confusionem haereticorum et malesapientium in fide, instanti ad praemissa promotore causarum officii Curiae nostrae, nomine procuratorio ipsius Curiae, et pro ipsa huiusmodi negotium promoventi et prosequenti, ad denunciationem rectoris Universitatis et facultatis antedictarum denunciantium, et denunciando se partem facientium, una cum promotore praelibato, et ultimo de et super praemissis et quolibet praemissorum processurum coram nobis et procedi visurum, prout iuris foret ac etiam rationis, et maxime in personam fratris Johannis de Mena Valentiniensis Diocesis, fratris dicti conventus Parisiensis, ac in camera dicti Magistri Johannis in dicto conventu repertus, ipso Magistro Johanne a dictis camera et conventu, ut dicebat idem frater Johannes, tunc absente, ac in personam Superioris dicti Conventus, necnon in sermonibus publicis Universitatis praelibatae publicari fecerimus, etiam per affixionem litterarum valvis Ecclesiae Parisiensis factam, [ne] de praemissis idem Magister Johannes ignorantiam praetendere valeret aliqualem, ipsi magistro Johanni in persona dictorum fratris Johannis et subprioris atque sermonibus publicis intimando et intimari faciendo: quod sive, ipsis diebus et intervallis, iamdiu est, elapsis, coram nobis compareret, sive non, nos contra ipsum tanquam contra de haeresi suspectum procederemus, via iuris, prout esset et est contra tales de iure procedendum, eius absentia seu contumacia non obstantibus, eisdem fratri Johanni subpriori et aliis religiosis dicti Conventus ac aliis quibuscumque specialiter et generaliter in persona dictorum fratrum, necnon in sermonibus publicis intimando et intimari faciendo, etiam sub poenis iuris, ne eidem magistro Johanni in praemissis vel aliquo praemissorum darent vel dent auxilium, consilium vel favorem, idemque Magister ipsis diebus indic-

tis, iamdiu est, elapsis, non comparuerat nec aliquem pro se miserat, imo se reddiderat notorie contumacem ac de praemissis erroribus notorie suspectum, cum praemissa omnia et singula potuerint et valuerint ad sui notitiam verisimiliter devenire; et ob hoc fuerit per nos, sua exigente contumacia et iustitia mediante, excommunicatus, et excommunicatus palam et publice in dicto conventu fratrum praedicatorum et alibi in sermonibus publicis palam et publice nunciatus; quam Sententiam excommunicationis ipse Magister Johannes, diu est, sustinuit et adhuc sustinet corde et animo induratis, se reddendo de praemissis notorie suspectum, prout in nostris aliis litteris<sup>1</sup> super hoc confectis ad quos nos referimus latius continetur.

Et tandem, instantibus dictis promotore, rectore Universitatis et procuratore dictae Universitatis coram nobis, dictas XIV Propositiones, per eundem Magistrum Johannem promulgatas publice ac etiam dogmatizatas, tanquam erroneas, malesonantes in fide, piarum aurium offensivas et haeresim sapientes, in eiusdem Magistri Johannis contumaciam tanquam tales per nos damnari publice ac etiam pronunciari, pro ut ex nostri debito officii ad nos spectat, etiam auctoritate a iure nobis attributa, ac etiam eundem magistrum Johannem tanquam haereticum seu de haeresi suspectum ac male sapientem in fide nuntiari per nos et nostram sententiam diffinitivam, etiam in ipsius Contumaciam nec non ad captionem, incarcerationem et detentionem, ipsius per Nos contra ipsum procedi, prout iuris foret ac etiam rationis, invocato ad hoc si opus foret auxilio brachii secularis, inhibendo etiam ac inhiberi faciendo palam et publice etiam sub eisdem poenis ne aliquis dictas propositiones seu aliquam ipsarum publice vel occulte pronuntiet, promulget vel etiam dogmatizet, Nos in praemissis distulerimus dietas plures, continuando tam per nos quam per officialem nostrum, ad hoc a Nobis specialiter destinatum et commissum, nobis tunc a civitate et dioecesi Parisiensibus notorie absentibus, credentes et sperantes eundem Magistrum Johannem ad gremium Sanctae Matris Ecclesiae reverti et reatum confiteri. Die datae praesentium comparentibus iudicialiter coram nobis dicto promotore, rectore, Universitate in multitudine copiosa cuiuslibet facultatis, nec non venerabili et discreto viro Magistro Alano Forestarii, magistro in artibus, procuratore et procuratorio nomine dictorum Rectoris et Universitatis per quasdam litteras procuratorias, seu quoddam publicum instrumentum, signo et subscriptione venerabilis viri Magistri Johannis Socii, clerici Suessionensis Dioecesis, publici apostolica et imperiali auctoritatibus notarii, ac Sigillo dictae Universitatis, ut prima facie apparebat signatum, Subscriptum et Sigil-

<sup>1</sup> Cette pièce est perdue.

latum, cuius tenor inferius est insertus, eisdem peremptorie assignata et cum instantia praemissa etiam in contumaciam dicti Magistri Johannis sibi fieri per nos, poscentibus, dicentibus hoc sibi fieri debere et de iure, Nos eundem Magistrum Johannem iterato coram nobis hac die sufficienter alta et intelligibili voce coram nobis vocatum et non comparentem, iterato et denuo reputavimus et reputamus contumacem, et sua iterata contumacia exigente, excommunicavimus et excommunicamus in his scriptis, et in ipsius contumaciam dictas XIV Propositiones iudicialiter per alterum notariorum infra-scriptorum alta et intelligibili voce coram omnibus ipsas audire volentibus legi et perlegi fecimus sub his verbis :

(Suivent : 1<sup>o</sup> la lettre de l'Université de Paris à l'évêque, citée plus haut.

2<sup>o</sup> La copie de la cédula de condamnation de la Faculté de théologie, contenant les considérants *in extenso*, puis les quatorze propositions, fol. 33-39).

Quibus sic perfectis, habito super praemissis maturo concilio cum Theologis et peritis, Nostram super ipsis, Christi nomine primitus invocato, protulimus in scriptis sententiam sub hac forma :

Habita diligenti.... (comp. *Chartular. Univ. Paris.*, III, p. 496, où se trouve reproduite exactement la sentence).

Hinc est quod nos cupientes praemissa omnia et singula ad omnium et singulorum notitiam devenire et ne quis cuiuscumque status vel condicionis existat de praemissis vel aliquo praemissorum ignorantiam praetendere valeat aliqualem, et ut idem Magister Johannes de Montesono rubore confusus ad humilitatis gratiam et reconciliationis effectum facilius inclinetur, ad gremium Sanctae Matris Ecclesiae redeundo « cum humanum sit peccare, diabolicum perseverare », omnibus et singulis presbiteris, vicariis, curatis, et non curatis, ceterisque Ecclesiarum rectoribus per civitatem et Dioecesim Parisienses et alias ubilibet constitutis, praesentes litteras seu praesens publicum instrumentum recepturis, quibus, et eorum cuilibet districte praecipimus et mandamus etiam sub poenis iuris, quatenus praesentem nostram sententiam seu ordinationem ac mandatum publice et solemniter in sermonibus publice atque scolis et alibi, ubi visum fuerit expediens, denuncient, pronuncient et promulgent, ac publicent, legant et manifestent, praefatumque magistrum Johannem de Montesono, alias per nos suis exigentibus contumaciis, excommunicatum tanquam pertinacem ac de haeresi suspectum praemissis attentis, excommunicatum auctoritate nostra a iure nobis attributa, palam et publice singulis diebus dominicis festivis et non festivis, candelis accensis, campanis pulsatis, maxime dum populus convenit ad divina audienda denuncient in sermonibus, Ecclesiis atque Scolis, adeo et



taliter quod huiusmodi nostra Excommunicatio ad ipsius Magistri Johannis notitiam possit et valeat verisimiliter pervenire; ut sic rubore confusus ad humilitatis gratiam et reconciliationis effectum facilius inclinetur; a denunciationeque huiusmodi non cessent donec ad gremium Sanctae Matris Ecclesiae redierit veniam petiturus et obtenturus de commissis, Mandantes copiam praesentium affligi in valvis Ecclesiarum quarumlibet et aliis locis publicis; in quorum omnium et singulorum testimonium praemissorum, Nos praesentes litteras, seu praesens publicum instrumentum, per notarios publicos infrascriptos, instantibus ipsis promotore, rectore et procuratore, scribi et publicari mandavimus, sigillique nostri una cum signis et subscriptionibus ipsorum notariorum facimus assensione muniri. Acta fuerunt haec in Aula domus Nostrae Episcopalis, Parisius, Anno Domini millesimo trecentesimo octogesimo septimo, Indictione decima, Mensis Augusti die vigesima tertia, videlicet die veneris, in vigilia festi B. Bartholomei, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patriae ac Domini Nostri Domini Clementis, divina Providentia, Papae septimi, anno nono.

Assistentibus nobiscum Venerabilibus et circumspectis viris Magistris, Guillelmo Martelleti, decano Ecclesiae Nivernensis, Nicolao de Rancia, consilariis regis, officiali nostro, praesentibus ad haec:

Ricardo, Abbate Sancti Maglorii.

Reverendo in Christo Patre et Domino Domino Ferrico, miseratione Divina Episcopo Autissiodorensi, Sanctae Theologiae Professore; necnon Venerabilibus et Circumspectis viris Magistris:

Symone Freron succentore Ecclesiae Parisiensis.

Galeranno de Pendref.

Hervaeo Sulven.

Stephano de Calvomonte, Sanctae Theologiae professoribus.

Hervaeo Busni(?).

Jacobo Mangon.

Johanne de Crepon.

Yvone de Karangar.

Galtero Pinguis.

Riccardo de fonte, facultatis Decretorum doctoribus.

Guidone Guerin.

Johanne Bloigon<sup>1</sup>.

Gaufrido Malapris, Magistris in Medicina; necnon:

Yvone Hugonet(?), nationis Gallicanae.

Philippo Parentis, Picardiae.

Petro Jourdain, normanniae.

<sup>1</sup> Peut-être le J. Voygnon dont parle le *Chart. U. P.*, t. III, *passim*.

Egidio Gutfas, anglicanae, facultatis artium Procuratoribus; necnon :

Johanne Vivicoxae (?).

Luca de Rivo.

Johanne Luqueti.

Petro de Novo Castro.

Johanne de Villaribus, Baccalariis in Theologia.

Guillelmo de Cauteriis.

Anthonio de Vastaxii (?).

Fratre Stephano Mercatoris, Bacchalariis in Decretis; una cum pluribus aliis Magistris, licenciatis, bacchalariis, scholaribus cuiuslibet facultatis, et clericis ibidem assistentibus, testibus ad praemissa vocatis specialiter et rogatis.

L'autorité locale, se soumettant d'ailleurs à la juridiction supérieure du Saint-Siège, avait usé de tous ses pouvoirs contre le révolté; on sait comment celui-ci en appela au Pape et comment se poursuivit le procès à Avignon.

P. DONCOEUR.

## II,

### QUELQUES LIVRES SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

*Les Clubs dijonnais sous la Révolution, par Louis Hugueney*<sup>1</sup>. — Depuis plusieurs années déjà, les clubs révolutionnaires ont attiré l'attention des historiens et certains d'entre eux ont été l'objet d'intéressantes monographies, sans parler de la *Société des Jacobins*, de M. Aulard. M. Louis Hugueney a entrepris de nous retracer l'histoire des clubs dijonnais, nous faisant connaître le but et l'organisation de ces sociétés ainsi que leur rôle politique et économique, depuis 1788 jusqu'à l'an VII. Ce travail présentait d'autant plus de difficultés que les procès-verbaux de ces clubs sont aujourd'hui perdus et que, pour y suppléer, l'auteur a dû réunir ses sources à grand'peine en consultant les journaux de Dijon, les brochures de

<sup>1</sup> Collection d'études sur l'histoire du droit et des institutions de la Bourgogne. Dijon, J. Nourry, 1905. In-8, 260 p.

circonstance et souvent aussi les pièces d'archives de la ville. Il nous fournit une nouvelle preuve que la Révolution ne fut point l'œuvre de la multitude, mais bien d'une minorité audacieuse et disciplinée qui exerça une influence décisive sur les événements. C'est ainsi que dès 1788 se constituait à Dijon la Société de la cabale, groupe mystérieux formé d'avocats mécontents, d'hommes de loi et de médecins, qui prépara et dirigea les élections. En août 1789, cette Société se transforma en *club patriotique*, composé en majeure partie d'avocats, de membres de l'Académie de Dijon, des chefs de la garde nationale et présidé par Guyton de Morveau. Au programme de ce nouveau groupe figuraient la philanthropie, la diffusion des lumières et les réformes économiques. Moins d'une année après (mai 1790), le club patriotique avait pris le nom de *Société des amis de la Constitution* et, devenu l'organe du parti révolutionnaire, prétendit jouer un rôle politique. Deux clubs rivaux, royalistes, pacifistes et libéraux, se formèrent bientôt pour combattre son influence; *les Amis de la paix*, dont faisaient partie des membres du clergé, de grands seigneurs et de petits commerçants, le *club Tussat*, composé de petits bourgeois et d'artisans. Les amis de la Constitution, orgueilleux comme il sied à des hommes politiques qui croient posséder seuls la vérité, dédaignèrent la discussion avec leurs adversaires et s'en débarrassèrent par un coup de force vers la fin de 1790. Affiliés aux Jacobins de Paris au commencement de 1791, ils reçurent dès lors le mot d'ordre du club parisien. Autour d'eux, des sociétés animées du même esprit : la *Société des jeunes amis de la Constitution*, où se rencontraient les élèves du collège Goiran, désireux de consacrer quelques heures les jours de congé à l'étude de la Constitution; la *Société des amies de la Constitution*, composée des dames citoyennes qui voulaient paraître en corps à la fête de la fédération et soutenaient le clergé constitutionnel dans le but d'unir « l'Église et la patrie. » Après la tentative de Varennes, les amis de la Constitution se détachèrent de la royauté, et, en matière économique, manifestèrent des tendances socialistes. A l'automne de 1792, le club s'est transformé en *Société populaire régénérée*, l'influence démocratique s'est substituée à l'influence bourgeoise et, aux élections, assure le triomphe des candidats du peuple sur ceux de la bourgeoisie. Cette société devient un rouage de la machine administrative et témoigne à la Convention sa reconnaissance des faveurs qu'elle en reçoit en lui donnant son appui sans réserve contre ses ennemis du dedans et du dehors. Chargée de contribuer à la déchristianisation de la ville, elle envoie ses orateurs pérorer au temple de la Raison. Foyer du sans-culottisme, elle exerce son action sur toute la Bourgogne. C'est une puissance dont les représentants en mission et les députés doivent

s'inquiéter et qui fait trembler les administrateurs du département comme les simples citoyens. Elle a un organe à elle, le *Nécessaire*, que lisent les Jacobins de Dijon, et une armée de six mille révolutionnaires prêts à marcher. Le maire, Sauvageot, qui dirige le club à son gré, est appelé « le petit roi de Dijon. » C'est l'apogée de la *Société populaire*. Après le 9 thermidor, la Société se trouve en désaccord avec la Convention ; elle prétend créer un mouvement pour prolonger le gouvernement terroriste. Mais ce fut en vain : à Dijon comme dans le reste de la France, on avait soif d'apaisement : le représentant Calès, venu à Dijon pour faire cesser la Terreur, ferma la salle des séances de la Société en décembre 1794. Les Jacobins tentèrent de ressaisir leur influence en fondant en 1795 le club Perrotte, qui devait être vivement combattu par les Muscadins ; sous le Directoire, la *Société de lecture de l'horloger Paillet* et des cercles constitutionnels qui, après avoir joui de quelque prospérité en 1798, disparurent définitivement dans les derniers mois de l'année suivante. Qu'il me soit permis, en terminant cette rapide analyse d'un travail fait avec autant d'impartialité que de conscience, d'exprimer le regret que son auteur n'ait pas su dégager plus nettement ses conclusions et que trop souvent sa pensée soit enveloppée d'une vague phraséologie. Enfin une bibliographie raisonnée des nombreuses sources auxquelles il a puisé et une table des noms propres auraient rendu grand service aux érudits qui voudront utiliser cet ouvrage.

— *La participation collective des femmes à la Révolution française, les antécédents du féminisme, par Adrien Lasserre*<sup>1</sup>. — Nul n'ignore que les femmes ont contribué puissamment au triomphe de la Révolution. Cependant, d'après M. A. Lasserre, la postérité n'a témoigné aux femmes patriotes qu'oubli ou indifférence, et une réparation leur est due qu'il essaie de leur donner, sans se dissimuler d'ailleurs qu'il le fera incomplètement, faute d'avoir pu explorer tous les champs d'investigation. Au reste, l'auteur déclare qu'il n'a pas eu la prétention d'écrire pour les érudits, qu'il a voulu seulement composer un recueil de faits et de documents capable de servir une cause qui lui est chère. Ayant à rappeler les événements révolutionnaires auxquels se rattache l'action des collectivités féminines, il s'est trouvé amené à résumer les causes, les péripéties et les conséquences des grandes journées de l'époque. Il est à regretter que son récit et ses appréciations soient presque uniquement empruntés à Michelet et à Louis Blanc, dont les œuvres, vieilles de plus d'un demi-siècle, sont en outre dépourvues de la sereine impartialité qui convient à l'histoire. Animé d'une admiration sans bornes pour la

<sup>1</sup> Paris, F. Alcan ; Toulouse, E. Privat, 1906. In-8, 349 p.

Révolution, dont il semble excuser les pires excès, M. Lasserre s'efforce de faire partager à ses lecteurs ses propres sentiments et de leur montrer que dans cet assaut livré à l'ancienne organisation de la France, les femmes montrèrent autant d'enthousiasme et de courage que les hommes.

— *Procès-verbaux des comités d'agriculture et de commerce de la Constituante, de la Législative et de la Convention, publiés et annotés par Fernand Gerbaud et Charles Schmidt*<sup>1</sup>. — Le titre de cette publication en indique suffisamment l'intérêt ; lorsqu'elle sera terminée, elle constituera un répertoire complet des questions économiques dont s'occupa le pouvoir législatif de 1789 à 1795. Ce premier volume renferme les cent soixante-dix-neuf séances tenues par le Comité d'agriculture et de commerce de la Constituante, du 3 septembre 1789 au 21 janvier 1791. Ce fut le 2 septembre 1789 que la Constituante institua ce Comité. L'élection de ses membres eut lieu le lendemain : l'assemblée choisit, de préférence des agriculteurs et des négociants ; parmi les agriculteurs, il convient de citer Héurtault de Lamerville, Hervyn, Pons de Sôulages et surtout Dupont de Nemours, le représentant le plus connu du groupe des physiocrates ; parmi les négociants : Goudard, l'un des auteurs du tarif douanier de 1701 ; de Fontenay, adversaire du traité de commerce de 1766 ; Roussillou, partisan d'un régime protecteur ; Meynier de Salinelles, qui devait présider le Comité de décembre 1789 à la fin de la Constituante. Après avoir élaboré son règlement, le Comité établit le plan de travail qu'il devait suivre. A chaque séance, le président distribuait les lettres, mémoires et requêtes transmises au Comité ; le plus grand nombre de ces pièces était gardé par les membres du Comité qui en faisaient l'objet d'un rapport, les autres étaient ou rejetées séance tenante, ou adressées aux départements, aux municipalités, aux tribunaux, ou renvoyées à d'autres comités de l'assemblée. Puis lecture était donnée des rapports sur les affaires antérieures. Le Comité étudiait avec conscience les matières soumises à ses délibérations, acceptant et provoquant le concours de toutes les compétences. Il contribua à la préparation d'une législation nouvelle et de nombreux projets qu'il présenta furent transformés en décrets par l'assemblée. Les éditeurs inclinent à penser que les procès-verbaux furent rédigés par Hervyn, secrétaire du Comité d'agriculture et de commerce depuis le 7 septembre 1789 jusqu'à la fin de la Constituante. L'annotation, suffisamment développée, a été faite avec grand soin. Les éditeurs ont pris la peine d'indiquer en note les mé-

<sup>1</sup> T. I<sup>er</sup>. Assemblée constituante (1<sup>re</sup> partie : 2 septembre 1789-21 janvier 1791). Paris, Imprimerie nationale, 1906. In-8, xxiv-774 p.

moires retenus par le Comité ou adressés par lui aux autres comités et qui sont actuellement aux Archives nationales, et, à l'occasion, de nous donner une analyse plus complète que celle des procès-verbaux ou même d'en reproduire quelques extraits.

— *Répertoire biographique de l'épiscopat constitutionnel (1791-1802)*, par Paul Pisani \*. — Il est peu de périodes de l'histoire religieuse de la France qui soient aussi mal connues que celle qui va du vote de la Constitution civile à la conclusion du Concordat. Dans les années qui suivirent l'effroyable crise où l'Eglise de France avait été en danger de mort, il y eut une véritable conspiration du silence, et, pendant un demi-siècle, l'ancien clergé réfractaire et le clergé assermenté s'entendirent pour ne pas remuer les cendres d'un passé douloureux. Lorsque, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les historiens voulurent faire la lumière sur la vie religieuse à l'époque de la Révolution, ils se trouvèrent insuffisamment armés et la plupart manquèrent d'équité dans leur appréciation du clergé constitutionnel. Aujourd'hui, bien que de nombreuses monographies faites avec méthode aient été publiées sur ce sujet, le travail n'est pas encore suffisamment avancé pour permettre de tenter la synthèse de ces éléments d'information. Les brèves notices que M. le chanoine Pisani consacre à la vie des évêques constitutionnels ne se présentent point comme une étude définitive. L'auteur a voulu seulement faciliter la tâche de ceux qui tenteront de refaire sur des bases plus solides l'ouvrage un peu prématuré de M. L. Sciout (*Histoire de la Constitution civile du clergé*). En quelques pages, cinq ou six au plus, il a su résumer les principaux événements de la vie de chaque évêque et déterminer en même temps son rôle exact, avec autant de largeur d'esprit que de sens critique. Chaque notice biographique est accompagnée d'une courte bibliographie généralement suffisante, indiquant, lorsqu'il y a lieu, le dernier travail d'ensemble. Avec raison, les *Annales de la Religion*, recueil périodique fondé par Grégoire pour la diffusion de ses idées, qui est une source historique de premier ordre, sont fréquemment citées. Si l'auteur avait eu le loisir d'étendre davantage le cercle de ses recherches, il aurait pu trouver dans les revues d'intéressantes biographies qui semblent lui avoir échappé, comme par exemple la biographie de Gay-Vernon, par M. A. Artaud (*Révolution française*, t. XXVII, p. 314, 447, 502) et la biographie de Gobel, par Gustave Gautherot (*Revolutions française*, t. XLVI). Je n'aurais pas marqué toute la valeur du livre de M. le chanoine Pisani, si je ne signalais pas la remarquable introduction qui l'accompagne et qui fut d'abord publiée dans la *Revue du clergé*

\* Paris, A. Picard et fils, 1907. In-8, xu-476 p.

*français* (décembre 1905 et janvier 1906). C'est un résumé merveilleusement clair et précis de l'histoire religieuse de la France de 1791 à 1802. Après avoir montré l'état d'esprit du clergé à la veille de la Révolution et indiqué les déplorable raisons de sa division en haut et en bas clergé, l'auteur détermine très nettement les caractères de la Constitution civile. Il explique pourquoi le pape ne put en signaler ouvertement les dangers par un appel direct à l'épiscopat, au clergé paroissial, à l'assemblée, au roi ou aux fidèles. En passant, il montre la faute que commirent les évêques opposés à cette Constitution, qui émigrèrent alors au lieu de rester dans leurs diocèses, où ils auraient pu combattre efficacement le schisme constitutionnel. Le tableau qu'il nous trace ensuite de l'Église de France, sous le régime de la Constitution civile, prouve que le gallicanisme des constituants leur avait voilé les difficultés de l'entreprise qu'ils tentaient : les nouveaux titulaires des quatre-vingt-trois sièges épiscopaux que prévoyait la Constitution, élus par les citoyens actifs, et pourvus non sans peine de l'institution canonique, se virent abandonnés de la plus grande partie de leur clergé ; aussi en 1793, le service paroissial n'était-il assuré que par 30,000 curés ou vicaires assermentés. En décrétant l'abolition de toute religion, la Convention détruisit officiellement l'Église constitutionnelle qui, sous la Terreur, se trouva sans cadres et presque sans fidèles. Grégoire, que son talent et son courage avaient fait le chef de cette Église, après avoir essayé d'en rassembler les débris, tenta de réconcilier ses représentants avec le Saint-Siège à l'époque de la négociation du Concordat. Les évêques constitutionnels reconnus par le pape durent faire amende honorable et condamner formellement la Constitution civile. Parmi les évêques non pourvus de sièges en 1802 et qui remplirent des fonctions paroissiales, le plus grand nombre furent sincères dans leur rétractation et une trentaine à peine demeurèrent attachés à la Constitution civile.

— *Histoire de la Constitution civile du clergé en Anjou, par Simon Gruget*<sup>1</sup>. — Ce fut à la fin de 1794 ou au commencement de 1795 que Simon Gruget, curé réfractaire de la Trinité d'Angers, commença la rédaction de ces annales de la persécution religieuse dans son diocèse, qu'il intitula *Récit abrégé de ce qui s'est passé de plus remarquable dans la ville et le diocèse d'Angers pendant l'année 1791*, et que publie aujourd'hui M. l'abbé P. Uzureau, sous un titre d'autant moins exact que nous possédons seulement les premiers cahiers de ce travail. L'abbé Gruget nous donne de très intéressants

<sup>1</sup> Publié par les soins de l'abbé F. Uzureau. Paris, A. Picard ; Angers, J. Si-raudeau, 1905. In-8, 233 p.

détails biographiques sur les prêtres du diocèse d'Angers, qui dans chaque district prêtèrent serment à la Constitution. Demeuré fidèle à ses devoirs, il a le droit de se montrer sévère à l'égard des confrères ou même des amis qui ne surent point résister à des sollicitations intéressées ou cédèrent à des vues ambitieuses. Il nous raconte en détail l'élection et l'installation de l'évêque et des curés constitutionnels, accompagnant son récit d'appréciations sur la valeur de ce nouveau clergé qu'il oppose au clergé réfractaire, dont il fait ressortir les mérites et les vertus. Les prêtres constitutionnels n'étant pas en nombre suffisant, l'évêque n'hésita pas à donner les ordres à des jeunes gens ignorants, renvoyés des séminaires pour incapacité, ou à de mauvais sujets d'une conduite notoire. L'abbé Gruget reconnaît d'ailleurs que parmi les jureurs, il y eut des prêtres vertueux et instruits. Un chapitre entier est consacré aux Jacobins d'Angers, dont les doctrines étaient partagées par beaucoup de femmes de la société qui s'employaient avec ardeur à en propager la diffusion. L'évêque Pelletier et ses vicaires assistaient souvent aussi aux séances de la *Société des Amis de la Constitution*. L'auteur ne manque pas de nous rappeler aussi les persécutions qu'eurent à subir les prêtres insermentés et les fidèles. Le nom de l'éditeur, dont on connaît le zèle infatigable pour l'histoire ecclésiastique à l'époque de la Révolution, est un sûr garant que les notes qui accompagnent le texte sont aussi claires que nombreuses. Nous regrettons seulement qu'il n'ait pas joint à son ouvrage un index alphabétique qui y facilitât les recherches.

— *Le conventionnel Prieur de la Marne en mission dans l'Ouest (1793-1794), d'après des documents inédits, par Pierre Bliard*<sup>1</sup>.

— Dans ce terrible Comité de salut public qui, en l'an II, gouverna véritablement la France, Prieur de la Marne occupait une place à part ; il parcourait les régions hostiles à la Révolution pour y répandre l'esprit nouveau et y assurer l'exécution des décrets rendus par ses collègues de Paris. Les onze mois que dura sa mission dans les départements de l'Ouest (octobre 1793-septembre 1794) et pendant lesquels il fit preuve d'une inlassable activité, constituent la partie la plus importante de sa vie, et le souvenir méritait d'en être rappelé. M. Pierre Bliard s'est acquitté de ce soin en véritable historien. Après avoir recherché dans les dépôts d'archives de Paris et de la province les communications officielles, arrêtés et lettres qui pouvaient éclairer son sujet, il nous a retracé dans tous ses détails l'œuvre accomplie par Prieur. A Brest, Prieur essaya de porter la lumière sur la ténébreuse conspiration qui avait éclaté dans la flotte. Sui-

<sup>1</sup> Paris, Émile-Paul, 1906. In-8, vii-450 p.



vant la méthode jacobine, il eut recours à la délation et n'hésita point à invoquer le témoignage des forçats ; après quoi les soldats furent déclarés innocents et les chefs coupables. Vannes était un foyer de fanatisme, de modérantisme, de fédéralisme, de royalisme et.... d'égoïsme. Il y avait là de quoi tenter le zèle d'un membre du Comité de salut public, muni de pouvoirs illimités. Pour régénérer cette ville, il s'empessa d'y mettre la Terreur à l'ordre du jour, d'y organiser des fêtes républicaines et de porter la bonne parole aux réunions des sociétés populaires. Cependant, en dépit de ses efforts, le décret de la Convention (du 24 février 1793) qui ordonnait la levée de 300,000 hommes, rencontra une vive opposition dans le Morbihan. Prieur triompha en partie de la répugnance des jeunes gens à servir sous les drapeaux de la Révolution en recourant aux mesures brutales : de véritables battues furent organisées dans les campagnes qui amenèrent la capture des récalcitrants. La défaite des Girondins eut son contre-coup dans le Morbihan, où Prieur destitua et emprisonna tous les membres des administrations du département, des districts et des communes soupçonnés de fédéralisme. Il fallut ensuite combler les vides, et ce ne fut point chose aisée de trouver sur place de vrais sans-culottes capables de remplir des charges publiques. Pour régénérer la Bretagne et y faire triompher la Révolution, Prieur ne se fia pas à sa seule éloquence : il considéra comme un devoir de traquer partout les contre-révolutionnaires et de les châtier. Grâce à la délation savamment organisée, trois mille arrestations au moins furent opérées en dix mois, et les tribunaux réservèrent à l'échafaud son contingent de victimes. Lorsque les Vendéens passèrent la Loire pour soulever les Bretons, Prieur essaya de faire face au danger, poussant activement l'enrôlement des recrues et donnant aux hostilités une impulsion nouvelle. L'incapable Rossignol s'étant laissé vaincre par les Vendéens à Dol (20 novembre 1793), il prit sa défense sous prétexte qu'il était *le fils aîné du Comité de salut public*, et accusa les officiers d'être la cause de son échec. La réorganisation de l'armée républicaine accomplie, il s'employa à lui rendre le courage et la confiance. Après la défaite des Vendéens au Mans et à Savenay, il poursuivit avec acharnement les vaincus, qui furent livrés à des commissions militaires ou même exécutés sans jugement. Fidèle à ses principes jacobins, il joua au 1<sup>er</sup> prairial un rôle qui lui valut quelques jours plus tard d'être décrété d'accusation. Ce fut la fin de sa carrière militante. Comme c'est son droit d'historien, M. Pierre Bliard ne se borne pas à rappeler les actes de Prieur de la Marne, il les juge sévèrement, mais sans passion ; et toutes les fois qu'il peut enregistrer à son actif un trait de courage ou d'humanité qui tranche sur les violences et les cruautés habi-

tuelles, il ne manque pas de le faire, témoignant ainsi de son désir d'être véridique et de lui rendre la justice qui lui est due.

— *Contre la Terreur. L'insurrection de Lyon en 1793. Le siège, l'expédition du Forez, par René Bittard des Portes*<sup>1</sup>. — L'insurrection de Lyon en 1793, mal jugée dans ses causes et peu connue dans ses détails, vient de trouver dans M. René Bittard des Portes un historien aussi exact qu'impartial. Le simple récit des faits suffit à prouver que ce mouvement ne fut pas une tentative de contre-révolution, comme la Convention se plut à l'affirmer pour justifier son implacable répression. En se débarrassant par la violence d'une municipalité qui les opprimait, les sections n'obéissaient ni aux encouragements des royalistes ni à un mot d'ordre des Girondins, elles n'avaient d'autre but que de rétablir l'ordre et le calme troublés par une bande de malfaiteurs et de mettre fin aux arrestations arbitraires, aux pillages et aux meurtres accomplis généralement sous l'inspiration d'un ancien religieux dominicain du nom de Châlier. Après comme avant l'émeute sanglante du 29 mai, la population lyonnaise affirma son inviolable attachement à la République une et indivisible, comme on disait alors, et rien dans ses actes n'autorisait à supposer qu'elle voulût entrer en lutte avec la Convention. Mais les Jacobins, maîtres de Paris depuis la chute de la Gironde, voulurent se solidariser avec les Jacobins de Lyon, et feignant d'ajouter foi aux rapports haineux et intéressés de Dubois-Crancé, entreprirent de replacer sous un joug odieux cette ville, trop fière de son indépendance et trop jalouse de sa liberté. Aux sommations hautaines de la Convention, la commission de salut public du département de Rhône-et-Loire, appuyée par la population tout entière de Lyon, répondit en se préparant à la lutte devenue inévitable. Les royalistes, assez nombreux à Lyon, qui avaient pris une part active à l'insurrection du 29 mai, s'enrôlèrent en masse dans la petite armée levée en hâte pour la défense de la ville. La commission départementale comprit que pour combattre avec quelques chances de succès, il fallait confier à un soldat le commandement des forces dont elle disposait. Malgré ses répugnances, elle dut s'adresser à un ancien colonel de l'armée royale, défenseur des Tuileries au 10 août, Perrin de Précý. Bien qu'il n'eût aucune illusion sur l'issue d'une lutte aussi inégale, Précý accepta le poste de dévouement que lui offraient les républicains lyonnais. M. Bittard des Portes nous le montre uniquement absorbé par ses devoirs militaires, organisant la défense avec un soin minutieux et assurant dans la mesure du possible la sécurité des habi-

<sup>1</sup> Paris, Émile-Paul, 1906. In-8, xi-586 p., avec un plan de Lyon pendant le siège.

tants. L'on a reproché à Précý son manque d'initiative : l'auteur nous montre qu'avec les faibles effectifs dont il disposait, il était condamné à la défensive, que d'ailleurs les gardes nationaux qui formaient le gros de ses forces ne voulaient absolument pas s'éloigner de la ville. Dans l'espérance de provoquer dans la région un mouvement insurrectionnel contre la Convention et aussi de ravitailler la ville assiégée, une troupe de Lyonnais aventureux parcourut le Forez et occupa Saint-Étienne, Montbrison, Saint-Chamond, Feurs, Rive-de-Gier et quelques autres localités. Mais le peuple des campagnes resta sourd aux appels des Lyonnais ; quelques gentilshommes et quelques bourgeois consentirent seuls à venir partager leurs périls. Cependant, l'investissement se faisait chaque jour plus étroit ; Dubois-Crancé et les autres représentants de la Convention, chargés de surveiller Kellermann et de pousser activement les opérations du siège, donnaient l'ordre d'incendier Lyon. Tandis qu'ils menaient joyeuse vie au château de la Pape, les batteries de la Guillotière et de la Croix-Rousse envoyaient une pluie de boulets rouges sur la ville. Ce fut en vain qu'aux combats de Sainte-Foy, de la Chaussée de Perrache et des Brotteaux, le sang-froid et l'intrépidité de Précý obligèrent les assaillants à la retraite (le 29 septembre) ; la famine exerçait ses ravages à Lyon et, malgré le courage des habitants, il était impossible de prolonger plus longtemps la résistance. Tandis que la commission négociait la reddition de la place, Précý tentait une sortie désespérée avec une poignée de braves gens qui, pour la plupart, tombèrent sous les balles ennemies. Couthon, Collot d'Herbois et Fouché, chargés d'assurer la vengeance de la Convention, livrèrent la ville à la pioche des démolisseurs et pendant de longs mois sacrifièrent tous ceux que la délation leur signalait comme des ennemis, frappant indistinctement dans toutes les classes de la société. M. René Bittard des Portes, dont les études sur l'histoire de la Révolution sont justement appréciées, a retracé avec l'ampleur nécessaire cet épisode mémorable de l'histoire de la grande cité, tout entière debout pour combattre ses oppresseurs. Avec une grande sûreté de méthode, il a su ordonner les nombreux documents que lui offraient à la fois les dépôts publics d'archives et les collections particulières. On sait combien, même aujourd'hui, après plus d'un siècle écoulé, il est difficile de se montrer impartial lorsque l'on traite un sujet touchant à l'histoire politique de la Révolution. A force de sincérité, l'auteur y est parvenu, laissant les faits parler eux-mêmes et ne sollicitant pas les textes.

— *Histoire financière de la Législative et de la Convention, par Charles Gomet. T. II, 1793-1795*<sup>1</sup>. — Ce volume continue la série

<sup>1</sup> Paris, Guillaumin, 1905. In-8, xx-576 p.

des remarquables études de l'auteur sur l'histoire financière de la France à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il embrasse la période comprise entre la chute des Girondins et la fin de la Convention. Devenus les maîtres, les Jacobins essayèrent tout d'abord de calmer le mécontentement qu'avait causé l'atteinte portée par eux à la représentation nationale, et de ne pas trop alarmer les contribuables, quitte à ne point appliquer leur programme dans son intégralité. Lorsqu'ils eurent gagné les masses populaires en leur promettant l'amélioration de leur sort, ils jetèrent bas les masques et pratiquèrent, au gré de leur fantaisie, amendes, saisies et confiscations. Dans le but d'alléger les charges de l'État et d'accroître ses recettes, Cambon n'hésita pas à remanier la dette publique au détriment des rentiers, c'est-à-dire des antirévolutionnaires, à l'égard desquels il n'y avait pas de ménagements à garder, et la création du Grand-Livre fut votée par la Convention « non pas comme une réforme importante, mais comme une mesure que les circonstances l'autorisaient à prendre au détriment des créanciers de l'État. » Les différentes lois du maximum, dont la Convention ne put, malgré son absolutisme, obtenir l'exacte observation, ruinèrent les cultivateurs, les fabricants et les commerçants, et aboutirent à une effroyable disette et au renchérissement de toutes choses. Cependant la Convention dépensait sans compter, comblant le déficit avec des assignats, et fermant les yeux sur les malversations de ses agents. La peur lui donna le courage de se débarrasser de Robespierre et de mettre fin au régime de la Terreur. Se rendant compte du mal qu'elle avait causé, elle essaya de le réparer. Aux mesures qu'elle prit alors, on reconnaît qu'elle était animée d'un esprit nouveau. De la réaction thermidorienne datent en effet la suppression des indemnités aux membres des sections et des comités de surveillance; la restitution de leurs biens aux citoyens inscrits à tort sur les listes d'émigrés; la levée du séquestre apposé sur les biens des suspects; la suppression du droit de réquisition à l'égard des marchandises importées; l'abrogation de la loi du maximum.... Mais le désordre des finances était tel que, malgré ses efforts, elle ne put restaurer la prospérité publique. Le papier-monnaie demeura la seule ressource du gouvernement qui fut amené, les impôts ne rentrant pas, à le multiplier au delà de toute mesure et, par suite, à le déprécier de plus en plus. La Convention avait abouti à la ruine de la fortune publique et des fortunes privées. Les historiens qui exaltent l'œuvre de la Révolution ont cherché des excuses à sa déplorable gestion financière et affirmé que dans les circonstances exceptionnelles où elle se trouvait, nul gouvernement n'aurait pu s'en tirer mieux qu'elle ne l'a fait; mais ils oublient que c'est précisément sa politique qui fit naître ces circonstances exceptionnelles. Si le livre de

M. Gomel est une exécution du système financier de la Convention, c'est du moins une exécution pleinement motivée.

— *Paris révolutionnaire. Vieilles maisons, vieux papiers*, par G. Lenôtre<sup>1</sup>. — Ces nouvelles études sur l'histoire anecdotique de la Révolution appellent quant au fond de très sérieuses réserves. L'auteur se contente généralement de rajeunir les récits des historiens antérieurs qu'il agrémenté d'anecdotes plus ou moins authentiques et auxquels il ajoute de temps à autre quelques menus faits. Encore ne peut-on pas toujours se fier à l'exactitude des innombrables détails qui semblent avoir été empruntés à des documents dignes de foi ou à des ouvrages connus. C'est ainsi que dans la notice consacrée à Limôelan, l'une des plus personnelles du volume, M. Lenôtre prend d'étranges libertés avec la principale de ses sources. On chercherait vainement dans le *Jugement rendu par le tribunal criminel du département de la Seine qui.... condamne à la peine de mort François-Jean, dit Carbon ... Pierre Robinault-Saint-Réjant....* (Paris, impr. de Fauville, s. d.), la plupart des détails que nous donne l'auteur, toujours renseigné sur les conversations qu'ont échangées ses personnages, les sentiments qui les animaient, le chemin qu'ils prenaient, l'heure qu'il était et la température qu'il faisait à chaque moment de son drame. Lorsque par hasard ce document lui fournit quelques-uns de ces renseignements précis, il n'est pas rare qu'il ne concorde point avec ceux qu'il lui a plu de retenir. Quelquefois enfin il cite, avec renvoi au dépôt d'archives où ils sont conservés, des actes publiés *in extenso* dans les ouvrages mêmes auxquels il s'est référé quelques pages plus haut. Si le nouveau volume de M. Lenôtre n'a pas très grande valeur au point de vue de l'érudition pure, et ajoute fort peu à ce que l'on savait déjà, il n'en est pas moins d'une lecture fort agréable, et nous trace un tableau assez exact dans son ensemble de la société française à l'époque de la Révolution.

— *L'Auteur de : Il pleut, bergère... Fabre d'Églantine*, par Henri d'Almèras<sup>2</sup>. — Fabre d'Églantine avait sa place marquée dans la collection des *Romans de l'histoire*. Après nous avoir retracé avec verve l'existence vagabonde de Fabre d'Églantine, acteur et auteur dramatique, M. d'Almèras nous le montre se jetant dans la politique dès le début de la Révolution, avec l'espoir qu'un changement de régime pourrait le conduire à la fortune. Bientôt en effet, grâce à l'ami-

<sup>1</sup> 3<sup>e</sup> série : Trois femmes. La fin de Santerre. Belhomme. La citoyenne Villirouet. La mort de Roland. Trois chouans. Les deux femmes de Billaud-Varenne. Hanriot. La Houlette. M<sup>me</sup> Bouquey. Paris, Perrin (s. d.). In-8, 399 p.

<sup>2</sup> Un nouveau chapitre du Roman comique. Le district des Cordeliers. Les tripoteurs de la Convention. De la romance à l'échafaud. Paris, Société française d'imprimerie et de librairie (s. d.). In-16, 386 p.

tié de Danton, il devint une des personnalités les plus en vue du parti jacobin, et put réaliser ses rêves de « grand seigneur du sans-culottisme. » Au début de la Convention, Fabre, besogneux encore la veille, vivait dans l'opulence, non sans que ses ennemis fissent courir des bruits fâcheux sur l'origine de sa fortune. La Révolution usait vite les hommes : enveloppé dans de calomnieuses intrigues, il fut condamné le même jour que Danton et périt avec lui. M. Henri d'Alméras a su habilement grouper tout ce que l'on savait déjà sur Fabre d'Églantine et, au cours de sa biographie, apporter quelques documents nouveaux et intéressants trouvés par lui aux Archives nationales. Son jugement sur la valeur morale de Fabre, participant à la journée du 10 août, et risquant l'apologie de Marat, est empreint d'une juste sévérité. Un appendice contient la publication d'intéressants documents, inédits ou peu connus, concernant Fabre d'Églantine.

— *De l'ancien régime à Thermidor. Une commune du Quercy pendant la Révolution, par Paul Granié*<sup>1</sup>. — L'auteur ne nous a pas donné l'histoire de Saint-Céré à l'époque de la Révolution que le titre de son ouvrage semblait promettre, mais une suite de tableaux montrant comment le contre-coup des événements dont Paris était le théâtre se fit sentir dans cette petite communauté de l'ancienne vicomté de Turenne. Il semble que l'on y vivait heureux à la veille de la Révolution, sous un régime de vraie liberté. Il y avait cependant des abus.... ailleurs, mais les députés des trois états qui se réunirent à Cahors en 1789, pour nommer les députés des États généraux, ne doutaient point que cette assemblée parviendrait aisément à les faire disparaître. D'après les procès-verbaux officiels, M. Granié nous retrace longuement l'organisation de la nouvelle municipalité en février 1790. Lors de la constitution des départements, un conflit s'éleva entre Saint-Céré et Martel, chacune de ces localités prétendant être érigée en chef-lieu de district. La première fut choisie comme chef-lieu de district, mais la seconde obtint le tribunal du district. Les touchantes effusions dont fut accompagnée la fête de la Fédération n'arrêtèrent point l'effroyable jacquerie qui désolait les campagnes, et la guerre aux châteaux. D'unanimes protestations accueillirent le mandement de la commission intermédiaire de la Haute-Guyenne qui imposait la communauté d'un chiffre d'impôts double des derniers États de l'ancien régime. De même, le Conseil général envoya une adresse de protestation à l'Assemblée nationale qui venait de déclarer que la religion catholique ne serait plus reli-

<sup>1</sup> D'après des documents inédits des archives de la mairie de Saint-Céré (Lot). Paris, H. Champion, 1905. In-8, 195 p.

gion d'État. L'année 1791 vit l'installation d'un curé assermenté, qui eut pour effet immédiat la division des habitants de Saint-Céré en deux camps hostiles. Puis ce fut bientôt la fondation d'une société populaire de sans-culottes, qui dressa des listes de suspects et fit régner la terreur. Tandis que les suspects remplissaient les prisons, les citoyens pourvus d'un certificat de civisme étaient ruinés et affamés par les réquisitions. Le livre de M. Granié se lit avec plaisir ; mais, faute d'une documentation suffisante, c'est un travail incomplet.

— *Un Conseil de paroisse sous le régime de la première séparation de l'Église et de l'État, par l'abbé J. Contrasty*<sup>1</sup>. — Cette intéressante étude nous retrace l'histoire religieuse de la paroisse de Seysses-Tolosanes, au diocèse de Toulouse, de 1790 à 1806. Fidèles aux instructions de Pie VI, les catholiques cessèrent de fréquenter l'église à partir du jour où un curé constitutionnel vint prendre la place de l'ancien curé qui, ne voulant pas prêter serment, avait dû quitter le royaume. Lorsque la Convention eut proclamé par décret la liberté du culte privé (21 février 1795), la municipalité s'empressa de rendre l'église au culte, inaugurant ainsi légalement le régime de la séparation de l'Église et de l'État. Un conseil se fonda pour l'administration temporelle de la paroisse. La Convention ayant renouvelé les anciennes lois relatives aux prêtres insermentés, Seysses allait se trouver de nouveau privé du culte public, lorsque le conseil rencontra un prêtre, que sa jeunesse avait soustrait en 1792 à l'obligation du serment, et aussitôt la vie paroissiale refleurit dans cette localité. L'auteur nous montre comment, privé des secours de l'État, Seysses, grâce à la générosité des catholiques, put dresser un budget du culte, qui attribuait un traitement convenable au curé, et assurait décentement le service du culte. Après avoir dressé la liste des commissaires nommés chaque année, l'auteur consacre quelques lignes de biographie aux ministres du culte que rétribua le conseil.

ALBERT ISNARD.

<sup>1</sup> Toulouse, impr. Saint-Cyprien, 1906. In-8, 111 p.

---

## COURRIER ALLEMAND

MOYEN-ÂGE. 1905-1906

---

HISTOIRE GÉNÉRALE. — Le tome XIV des *Auctores antiquissimi*, dans la collection des *Monumenta Germaniae historica*, nous apporte une édition critique, par M. Friedrich Vollmer, du poète Flavius Mérobaude, qui jouit, au v<sup>e</sup> siècle, d'une certaine réputation, et dont les œuvres gardent un intérêt historique, de Dracontius qui vécut au milieu des Vandales, et de l'évêque de Tolède, Eugène<sup>1</sup>.

— Les dissertations de Theodor Mommsen, que M. Otto Hirschfeld a groupées dans le tome IV de ses *Œuvres complètes*<sup>2</sup>, se rapportent, en grande majorité, à l'histoire de Rome ancienne. Quelques-unes, qui ont trait aux derniers temps de l'empire, rentrent dans notre cadre : Stilicon et Alaric; — Aëtius; — pièces du butin fait sur les Vandales en Italie.

— Dans un ouvrage qui embrasse en six cents pages l'histoire des idées et des doctrines sur l'État, depuis Hammourabi jusqu'à Ratzel et Woltmann, comme celui que nous présente M. Ludwig Gumpłowicz<sup>3</sup>, l'on ne peut s'attendre à voir chaque époque traitée avec de grands développements. Pour le moyen âge, ce sont surtout saint Bernard, Gratien, saint Thomas d'Aquin, Boniface VIII, le Dante, qui ont attiré l'attention de M. Gumpłowicz; et ce qu'il dit de chacun est généralement fort sommaire.

— L'on saura gré à M. J. Haury de nous avoir dotés d'une édition critique de Procope, qui faisait défaut, l'édition du *Corpus scriptorum historiae byzantinae* ne répondant plus aux exigences actuelles, et celle de Comparetti se limitant à quelques parties du texte de l'historien byzantin. Les deux premiers volumes de M. Haury<sup>4</sup> nous donnent le texte des huit livres du *De Bellis*; il les a fait précéder de prolégomènes dans lesquels on trouvera notamment une étude critique sur les sources de Procope.

<sup>1</sup> Berlin, G. Reimer, 1905. In-4, I-455 p. — <sup>2</sup> *Gesammelte Schriften*. IV. *Historische Schriften*, I. Berlin, Weidmann, 1906. In-8, VIII-568 p. — <sup>3</sup> *Geschichte der Staatstheorien*. Innsbruck, Wagner, 1905. In-8, XI-592 p. — <sup>4</sup> *Procopii Caesariensis opera omnia*. Lipsiae, Teubner, 1905. In-8, LXIV-552 et II-678 p. (*Bibliotheca scriptorum graecorum et romanorum teubneriana*.)



— M. Karl Güterbock étudie les relations diplomatiques entre Byzance et la Perse au temps de Justinien <sup>1</sup>.

— Dans un nouveau volume du manuel d'histoire médiévale et moderne, que nous avons déjà eu l'occasion de signaler dans ces courriers, M. Adolf Schaubé nous donne une histoire, qui sera appréciée, du commerce chez les peuples romans de la Méditerranée jusqu'aux croisades <sup>2</sup>.

— L'édition que nous donne M. Bruno Krusch des Vies de saint Colomban, de saint Vast et de saint Jean par Jonas <sup>3</sup>, pour la collection des *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum*, ne tire pas seulement son importance des corrections que le grand nombre des manuscrits nouveaux qu'il a consultés a permis à l'éditeur de faire au texte, notamment de la *Vita Columbani*, mais aussi des prolégomènes qu'il y a joints. Il cherche notamment à prouver que le baptême de Clovis a eu lieu à Tours et non à Reims.

— Dans un volume de la même collection, M. Wilhelm Levison nous offre un recueil des diverses biographies de saint Boniface <sup>4</sup>. A côté de la Vie écrite par Willibald, que Pertz avait insérée déjà au tome II des *Scriptores*, on trouvera notamment ici l'œuvre d'Otloh, pour laquelle on en était réduit au texte incomplet jadis donné par Mabillon.

— La section des *Diplomata*, dans la collection des *Monumenta Germaniae historica*, s'est accrue du premier volume des Diplômes des Carolingiens, dans lequel MM. E. Mühlbacher, A. Dopsch, J. Lechner et Michael Tangl nous donnent les actes émanés de Pépin, de Carloman et de Charlemagne <sup>5</sup>.

— La collection des *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum* nous apporte une nouvelle édition des *Annales melienses priores* <sup>6</sup>. L'éditeur, M. B. Simon, y a joint des morceaux des *Annales posteriores*.

— M. S. Hellmann nous donne une édition critique du *Liber de rectoribus christianis*, écrit par Sedulius Scottus, en vue de former au bon gouvernement un prince, qu'il croit être Lothaire II; il en fixe la composition entre les années 855 à 859 <sup>7</sup>. A cette étude sur un

<sup>1</sup> *Byzanz und Persien in ihren diplomatisch völkerrechtlichen Beziehungen im Zeitalter Justinians*. Berlin, J. Guttentag, 1906. In-8, viii-128 p. — <sup>2</sup> *Handelsgeschichte der romanischen Völker des Mittelmeergebiets bis zum Ende der Kreuzzüge*. München, R. Oldenbourg, 1906. In-8, xix-816 p. — <sup>3</sup> *Jonae vitae sanctorum Columbani, Vedastis, Johannis*. Hannoverae, Hahn, 1905. In-8, vii-366 p. — <sup>4</sup> *Vitae S. Bonifatii*. *Ibid.*, 1905. In-8, lxxxvi-241 p. — <sup>5</sup> *Die Urkunden der Karolinger*. I. *Ibid.*, 1906. In-4, xi-581 p. — <sup>6</sup> *Ibid.*, 1905. In-8, xvii-119 p. — <sup>7</sup> *Sedulius Scottus (Quellen und Untersuchungen zur lateinischen Philologie des Mittelalters*. I, 2). München, Oscar Beck, 1906. In-8, xv-203 p. Cf. *Revue des quest. hist.*, t. LXXX, p. 330.

document intéressant, qui se rattache à des œuvres analogues de Smaragde, de Jonas d'Orléans et d'Hincmar de Reims, M. Hellmann joint des recherches sur un recueil de sentences du même Sedulius, et sur le commentaire qu'il a donné de Pélage.

— M. Franz Schaub a écrit un curieux chapitre de l'histoire économique et morale du moyen âge, en nous retraçant l'histoire de l'usure de Charlemagne à Alexandre III<sup>1</sup>.

— Le tome II des écrits divers de Paul Scheffer Boichorst<sup>2</sup> contient des comptes rendus développés de quelques ouvrages et les mémoires suivants : L'Allemagne et Philippe Auguste de 1180 à 1214; les Annales antiques des Pisans; le tombeau de Barberousse; l'Électorat bavarois au XIII<sup>e</sup> siècle; les Syriens en Occident; le notaire impérial Burchard; la loi de Frédéric II *de resignandis privilegiis*.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE. — Nous rencontrons d'abord, sous cette rubrique, trois ouvrages d'un caractère général : l'un, écrit pour le grand public, abondamment illustré, se présente sous les auspices de la Leo-Gesellschaft, et offre, par les noms mêmes de ses auteurs, MM. J.-P. Kirsch et V. Lukach, les garanties que l'on peut désirer<sup>3</sup>; les deux autres sont des manuels destinés aux étudiants. Celui de M. J. Marx<sup>4</sup>, arrivé rapidement à sa seconde édition, est rédigé au point de vue catholique. L'autre est celui de M. J.-H. Kurtz, révisé par MM. N. Bonwetsch et P. Tschackert, fort estimé de l'enseignement protestant, comme le prouve le fait qu'il en est à sa quatorzième édition; les auteurs ont remanié et amélioré cette nouvelle édition, jusque dans le plan<sup>5</sup>.

— MM. K. Heussi et H. Mulert comblent une lacune par la publication de leur atlas d'histoire ecclésiastique<sup>6</sup>. Les soixante-six cartes qu'ils y ont rassemblées ne seront pas seulement utiles aux étudiants auxquels elles sont destinées, mais à tous ceux qui s'occupent d'histoire religieuse.

— M. H. Günter traite, avec une critique sûre et avisée, poussée peut-être à une extrême rigueur, la question des légendes des saints<sup>7</sup> : cinq chapitres successifs étudient l'extraordinaire dans les Actes

<sup>1</sup> *Der Kampf gegen den Zinswucher, ungerechten Preis und unlauteren Handel im Mittelalter, vom Karl dem Grossen bis Papst Alexander III.* Freiburg i. B., Herder, 1905. In-8, xiii-218 p. Cf. *Revue des quest. hist.*, t. LXXXI, p. 312.

— <sup>2</sup> *Gesammelte Schriften* (*Historische Studien*, 43). Berlin, E. Ebering, 1905. In-8, viii-439 p. — <sup>3</sup> *Illustrierte Geschichte der katholischen Kirche*. München, allgemeine Verlagsgesellschaft, 1906. In-fol., 628 p., cartes, planches et fig.

— <sup>4</sup> *Lehrbuch der Kirchengeschichte*. Trier, Paulinusdruckerei, 1906. In-8, xvi-904 p. — <sup>5</sup> *Lehrbuch der Kirchengeschichte*. Leipzig, A. Neumann, 1906. In-8, x-338, x-376, viii-372 et viii-370 p. — <sup>6</sup> *Atlas zur Kirchengeschichte*. Tübingen, J. C. B. Mohr, 1905. In-fol., 12 ff. — <sup>7</sup> *Legenden-Studien*. Köln, J. P. Bachem, 1906. In-8, ix-192 p.

authentiques; — le miracle dans la légende; — les Actes et leurs transformations; — les légendes des martyrs en Occident; — la vie des confesseurs. Les conclusions de l'auteur, conformes à celles des meilleurs critiques, c'est que le merveilleux, très rare dans les Actes authentiques, se multiplie dans les légendes postérieures et devient un élément presque nécessaire au moyen âge.

— La délicate question des origines et des débuts de l'archidiaconat a fourni à M. Paul August Leder la matière d'un ouvrage considérable, où il suit l'institution jusqu'au VIII<sup>e</sup> siècle <sup>1</sup>. Sa thèse est que, dès le début, l'évêque institua un diacre pour administrer, avec pleins pouvoirs, les biens de son église.

— M. A. Bruckner a recueilli et publié avec soin les sources qui nous éclairent sur l'histoire et les doctrines du pélagianisme <sup>2</sup>.

— Le second volume de l'histoire de saint Jérôme, par M. Grütz-macher <sup>3</sup>, embrasse les quinze années qui s'étendent de 385 à 400, et qui sont, au point de vue littéraire, les plus fécondes de la vie du grand écrivain.

— Le P. H. Brewer, S. J., rajeunit considérablement Commodien de Gaza, que l'on place ordinairement vers le milieu du III<sup>e</sup> siècle. Pour lui, l'auteur du *Carmen apologeticum* serait un laïque, né vers 400 à Gaza, émigré à Arles comme beaucoup de Syriens, et mort vers 475 <sup>4</sup>.

— On désigne sous le nom de *Fragmentum Fantuzzianum* un document publié pour la première fois en 1804 par Fantuzzi, et qui est une notice de la promesse faite à Étienne II par Pépin le Bref de lui restituer les terres prises à l'Église romaine. Depuis longtemps l'on était à peu près d'accord pour regarder ce document comme un faux, fabriqué à une date que l'on faisait varier, suivant les opinions, entre le VIII<sup>e</sup> et le X<sup>e</sup> siècle. Dans la nouvelle étude qu'ils consacrent à ce document <sup>5</sup>, MM. Gustav Schnürer et Diomedes Ulivi montrent qu'il y a là un jugement trop précipité, et que le *Fragmentum* n'est pas un acte que l'on puisse négliger. Tout en reconnaissant que sur

<sup>1</sup> *Die Diakonen der Bischöfe und Presbyter und ihre urchristlichen Vorläufer* (Kirchenrechtliche Abhandlungen, 23-24). Stuttgart, F. Enke, 1905. In-8, viii-402 p. Cf. *Revue*, t. LXXX, p. 646 — <sup>2</sup> *Quellen zur Geschichte des pelagianischen Streites* (Sammlung ausgewählter kirchen- und dogmengeschichtlicher Quellenschriften, II, 7). Tübingen, Mohr, 1906. In-8, viii-103 p. — <sup>3</sup> *Hieronymus. II* (Studien zur Geschichte der Theologie und der Kirche, X). Berlin, Trowitzsch und Sohn, 1906. In-8, viii-270 p. — <sup>4</sup> *Kommodian von Gaza, ein arelatensischer Laiendichter aus der Mitte des V. Jahrh.* (Forschungen zur christl. Literatur- und Dogmengeschichte, VI, 1-2). Paderborn, F. Schöningh, 1906. In-8, x-370 p. — <sup>5</sup> *Das Fragmentum Fantuzzianum* (Freiburger historische Studien, II). Freiburg (Schweiz), Universitäts-Buchhandlung, 1906. In-8, viii-128 p., fac-similé.

quelques points il correspond à ce qu'un pontife romain pouvait revendiquer non en 754, mais seulement trente ans plus tard, ils pensent établir que ce n'est pas un faux fabriqué de toutes pièces, mais simplement un document interpolé. Leur étude nous fournit en même temps un tableau des vicissitudes du patrimoine de l'Église romaine au VIII<sup>e</sup> siècle.

— La première partie du tome II des Conciles, dans les *Monumenta Germaniae historica*<sup>1</sup>, comprend les conciles de l'époque carolingienne, depuis celui qui se tint en Austrasie en 742, grâce à l'initiative de Carloman, jusqu'à celui que Louis le Pieux réunit à Aix-la-Chapelle aux mois d'août et septembre 816. Les conciles dont M. Alb. Werminghoff nous présente ici les notices ou les actes sont au nombre de trente-neuf ; naturellement, les décrets déjà publiés dans les *Monumenta Germaniae* ne sont représentés que par une courte mention. Lorsque les actes des conciles font défaut, M. Werminghoff y supplée dans la mesure du possible par les mentions que l'on en trouve chez les contemporains.

— M. Ernst Bernheim étudie le concordat de Worms au point de vue juridique<sup>2</sup>.

— Dans la collection de la *Wellgeschichte in Charakterbildern*, M. Gustav Schnürer consacre à saint François d'Assise un petit volume bien informé<sup>3</sup>. Nous en rapprochons la biographie par le P. G. Menge d'un des premiers compagnons du patriarche d'Assise, le bienheureux Gilles ; la biographie est accompagnée d'une traduction des *Dicta* du saint<sup>4</sup>.

— Autant les ouvrages que nous avons sous le nom d'Honorius d'Autun sont connus et ont exercé d'influence, autant la personnalité de ce théologien du XII<sup>e</sup> siècle est demeurée dans une ombre mystérieuse. Beaucoup d'érudits ont une tendance à ne pas croire qu'il ait appartenu à l'Église d'Autun, malgré le titre qu'il prend d'*Augustodunensis ecclesiae presbiter*. M. J. A. Endres<sup>5</sup> suppose qu'Honorius était un reclus de l'abbaye de Saint-Pierre à Ratisbonne. Son explication du surnom de l'écrivain est quelque peu tourmentée.

— Le petit volume dans lequel M. K. Hampe étudie la lutte entre Urbain IV et Manfred<sup>6</sup>, à l'aide de documents inédits tirés du for-

<sup>1</sup> *Legum sectio tertia. Concilia. T. II p. prior.* Hannoverae, Hahn, 1904. In-4, 464 p. — <sup>2</sup> *Das Wormser Konkordat und seine Vorurkunden (Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte, 81)* — <sup>3</sup> *Die Vertiefung des religiösen Lebens im Abendlande zur Zeit der Kreuzzüge, Franz von Assisi.* München, Kirchheim, 1905. In-8, 136 p., illustré. Cf. *Revue*, t. LXXIX, p. 667. — <sup>4</sup> *Der selige Aegidius von Assisi.* Paderborn, Junfermann, 1906. In-8, xvi-118 p. — <sup>5</sup> *Honorius Augustodunensis.* Kempten. J. Küsel, 1906. In-8, xii-159 p. — <sup>6</sup> *Urban IV und Manfred (1261-1264)* (Heidelber-

mulaire de Richard de Pofi, ne manque pas d'importance. Il éclaircit notamment un point de la conduite du pontife : si, après avoir entamé des négociations avec saint Louis et Charles d'Anjou au sujet de l'investiture, en faveur de ce dernier, du royaume de Sicile, il appelait encore Manfred à se justifier et semblait ouvrir la porte à de nouvelles négociations avec lui, c'est qu'il voulait le mettre nettement dans son tort et lever les scrupules que manifestait le saint roi de France.

— Un des cardinaux qui se montrèrent, sous Urbain IV, les plus hostiles à Manfred et les plus favorables au parti français fut Jean Gaétan Orsini, le futur Nicolas III. C'est à son rôle comme cardinal que M. R. Sternfeld consacre un assez gros volume, qui forme le tome LII des *Historische Studien*<sup>1</sup>. Le rôle du cardinal fut plus actif encore sous Clément IV.

— Le premier emploi certain, à titre officiel, d'une écriture secrète ou chiffrée dans les services de la curie romaine remonte, d'après M. Aloys Meister, aux environs de 1326. Dans un volume considérable, qui forme le tome XI des *Quellen und Forschungen aus dem Gebiete der Geschichte*<sup>2</sup>, il poursuit l'histoire des développements et des transformations que cette écriture a subis au cours des xiv<sup>e</sup>, xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles. L'ouvrage tire un intérêt plus pratique des nombreuses clefs que publie le savant auteur.

— Voilà près de trente ans que le P. Denifle a émis l'opinion que le fameux Ami de Dieu de l'Oberland, auquel Rulman Merswin aurait dû ses inspirations, n'a jamais existé et n'est qu'une invention de mystique ; et cette opinion s'appuyait sur des arguments assez forts pour entraîner la conviction presque universelle. Dans le nouvel examen, très approfondi, que M. Karl Rieder fait de la question<sup>3</sup>, il ne conteste pas la matérialité du faux, mais il combat les conclusions du savant dominicain sur la paternité de cette mystification ; au lieu que le P. Denifle l'attribuait à Merswin lui-même, M. Rieder y reconnaît la main d'un Hospitalier, Nicolas de Louvain.

— Compatriote et serviteur de Benoît XIII, Martin d'Alpartil a mis toute la piété de l'affection à écrire sur l'antipape une chronique qui est, avec celle de Jérôme d'Ochon, ce que nous avons de plus complet

*ger Abhandlungen zur mittl. und neueren Geschichte*, XI). Heidelberg, Winter, 1906. In-8, vin-101 p.

<sup>1</sup> *Der Kardinal Joh. Gaetan Orsini (Papst Nikolaus III)*. Berlin, E. Ebering, 1905. In-8, xxiii-371 p. — <sup>2</sup> *Die Geheimschrift im Dienste der päpstlichen Kurie*. Paderborn, F. Schöningh, 1906. Gr. in-8, iv-450 p. — <sup>3</sup> *Der Gottesfreund von Oberland, eine Erfindung des Strassburger Johanniterbruders Nikolaus von Löwen*. Innsbruck, Wagner, 1905. In-8, xxiii-269-268 p., 12 pl. et photot.

sur lui. Le P. Franz Ehrle, S. J., qui a eu le bonheur d'en retrouver le manuscrit original à l'Escurial, la publie avec une excellente introduction et une abondante moisson de documents recueillis principalement dans les archives de Barcelone, de Rome et de France<sup>1</sup>.

— Le cardinal Giovanni Orsini, élevé à la pourpre en 1405 et mort en 1438, a joué un assez grand rôle dans la seconde période de l'histoire du grand schisme. La biographie que lui consacre M. Erich König<sup>2</sup> ne fait pas seulement ressortir ses efforts, d'ailleurs connus déjà, en faveur de l'union, mais nous montre en lui un des partisans éclairés de l'humanisme.

— M. Eugen Jacob nous donne, comme complément à sa biographie de saint Jean de Capistran<sup>3</sup>, une série d'ouvrages du célèbre franciscain, conservés à la Bibliothèque de Breslau<sup>4</sup>. Le premier des trois ouvrages publiés ici, le *Speculum clericorum*, a été publié déjà au xve siècle; le *De erroribus et moribus christianorum* et les *Sermones in synodo Wratislaviensi praedicati* paraissent inédits; le *De erroribus* est d'ailleurs un ouvrage apocryphe, dont l'auteur véritable est Jean de Jüterbogk.

— La biographie du bienheureux Nicolas de Flûe, que nous offre M. Georg Baumberger<sup>5</sup>, est un ouvrage populaire, mais soigneusement écrit et largement illustré.

— Dans l'étude qu'il intitule : Énéas Silvius publiciste<sup>6</sup>, M. A. Meusel ne s'occupe que d'un seul ouvrage du futur pape Pie II : le *Libellus de ortu et auctoritate imperii romani*. Il en recherche l'origine et il en précise la date (1446), il en expose les idées, il en détermine les sources, il en pèse la valeur juridique, qu'il estime fort secondaire.

— Aux importants travaux dont a été jusqu'ici l'objet la règle de saint Benoît vient s'ajouter l'étude de M. H. Plenkers<sup>7</sup>, qui forme le troisième fascicule de l'excellente collection des *Quellen und Untersuchungen zur lateinischen Philologie des Mittelalters*. Ce même fascicule contient aussi des recherches sur le *Codex regularum*, de

<sup>1</sup> Martin de Alpartils *Chronica actilorum temporibus Dom. Benedicti XIII*, I (*Quellen und Forschungen aus dem Gebiete der Geschichte*, XII). Paderborn, Schöningh, 1906. In-8, xlii-616 p. — <sup>2</sup> Kardinal Giovanni Orsini (*Studien und Darstellungen aus dem Gebiete der Geschichte*, V, 1). Freiburg i. B., Herder, 1906. In-8, xii-123 p. — <sup>3</sup> Cf. *Revue des questions hist.*, t. LXXVII, p. 615. — <sup>4</sup> Johannes von Capistrano, II : Die auf der kgl. und Universitäts-bibliothek zu Breslau befindlichen Aufzeichnungen von Reden und Traktaten Capistrans. Breslau, Max Woywod, 1906. In-8, 466 p. — <sup>5</sup> Der hl. Nikolaus von Flûe. Kempten, Kösel, 1906. Gr. in-8, xii-94 p., pl. et fig. — <sup>6</sup> Enea Silvio als Publizist (*Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte*, 77). Breslau, M. et H. Marcus, 1905. In-8, 82 p. — <sup>7</sup> Untersuchungen zur Uebertieferungsgeschichte der ältesten lateinischen Mönchsregeln, I-II. München, Beck, 1906. In-8, 100 p., 2 pl.

Benolt d'Aniane, et des indications sur la *regula magistri* et la *regula Cassiani*.

— L'étude que le P. Bruno Albers, O. S. B., nous offre sur les *consuetudines monasticae* des x<sup>e</sup>-xii<sup>e</sup> siècles <sup>1</sup>, est une nouvelle preuve de l'influence énorme exercée par Cluny. Il s'est proposé surtout, en effet, d'examiner ces coutumes au point de vue de leurs relations avec le mouvement de réforme, et cet examen l'a conduit à constater cette influence clunisienne.

— Le P. Eberhard Hoffmann, cistercien, s'est attaché à éclaircir tout ce qui concerne l'institution des convers dans l'ordre de Cîteaux, qui, le premier, les a établis systématiquement <sup>2</sup>.

— Dans le petit volume qu'il consacre à l'institution et à l'expansion de l'ordre des Clarisses, M. Edmond Wauer <sup>3</sup> ne saurait avoir la prétention d'épuiser son sujet, même pour la partie relative à l'Allemagne. Ce n'en est pas moins une étude d'ensemble assez méritoire, où sont groupés des renseignements épars un peu partout.

— L'examen que M. J. Kösters a fait de quelques-uns des *ordines romani* publiés par Mabillon <sup>4</sup>, — ceux qui portent les nos 8 à 15 — l'a conduit à quelques conclusions assez neuves sur les dates de composition, les auteurs, etc., de ces documents.

— M. Franz Wieland ne croit pas qu'à l'époque préconstantinienne la confession du tombeau des martyrs ait tenu lieu d'autel <sup>5</sup>. L'église cimetériale ne servait pas à l'office divin régulier, mais seulement à la commémoration des martyrs; l'autel n'est qu'une table eucharistique qui, hors le temps du sacrifice liturgique, n'a point d'importance.

— M. Franz Falk montre, dans un excellent opuscule <sup>6</sup>, qui s'applique surtout à l'Allemagne, que la connaissance de la Bible était plus répandue dans le peuple au xv<sup>e</sup> siècle qu'on ne se l'imagine ordinairement. Assurément, la cherté des manuscrits puis des premières impressions ne permettait pas à chacun de posséder une Bible; mais, du moins, les explications orales données au peuple lui

<sup>1</sup> *Untersuchungen zu den ältesten Mönchsgewohnheiten* (Veröffentlichungen aus dem kirchenhistorischen Seminar München, II, 8). München, J. J. Lentner, 1905. In-8, xii-132 p. — <sup>2</sup> *Das Konverseninstitut des Cisterzienserordens* (Freiburger historische Studien, I). Freiburg i. B., Universitätsbuchhandlung, 1905. In-8, viii-104 p. Cf. *Revue*, t. LXXXI, p. 311. — <sup>3</sup> *Entstehung und Ausbreitung des Klarissenordens, besonders in den deutschen Minoritenprovinzen* Leipzig, Hinrichs, 1906. In-8, 179 p. — <sup>4</sup> *Studien zu Mabillon Ordines romani*. Münster, H. Schöningh, 1905. In-8, viii-100 p. — <sup>5</sup> *Mensa und confessio, Studien über den Altar der altchristl. Liturgie. I. Der Altar der vorkonstantinischer Zeit*. München, Lentner, 1906. In-8, xvi-167 p. (Veröffentlichungen aus dem kirchenhistorischen Seminar zu München, II, 11). — <sup>6</sup> *Die Bibel am Ausgange des Mittelalters*. Köln, J. P. Bachem, 1905. In-8, 99 p.

assuraient une connaissance suffisante des livres saints ; le nombre des bibles, postilles et psautiers imprimés de 1450 à 1520 est une preuve de l'intérêt qu'un public assez large prenait à la diffusion de l'Écriture sainte.

— Les renseignements que M. Fr. Falk a recueillis sur le culte de la sainte Vierge et sur la croyance à son Immaculée Conception dans le diocèse de Mayence et dans le Rhin moyen, sont naturellement plus riches pour l'époque moderne que pour le moyen âge<sup>1</sup>. Il l'étudie sous tous les aspects, dans la liturgie, dans la prédication, dans l'art.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE. — La *Quellenkunde der deutschen Geschichte* de Dahlmann-Waitz est trop connue de quiconque s'occupe de l'histoire d'Allemagne pour qu'il ne suffise pas d'en signaler ici la septième édition<sup>2</sup>. Elle a été remaniée et mise au courant par M. Erich Brandenburg, avec le concours de MM. P. Herre, B. Hil liger, H. B. Meyer et R. Scholz. A chaque édition nouvelle, le volume grossit considérablement, et au lieu de six cent quatorze articles que contenait le travail primitif, il y en a aujourd'hui dix mille trois cent quatre-vingt-deux.

— Sous la direction de M. F. Philippi, trois jeunes érudits étudient l'historiographie corveyenne : le travail de M. Gerhard Bartels embrasse tout l'ensemble du sujet, depuis les origines jusqu'à nos jours ; M. Johann Backhaus a pris pour tâche de débrouiller l'histoire des faux fabriqués aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles ; M. Franz Stentrup donne une édition critique de la *Translatio sancti Viti*. M. Philippi y a joint un *rotulus* qui donne la liste des religieux au X<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>.

— Nous avons eu souvent l'occasion de signaler la collection des *Monographien zur Weltgeschichte* que publie la maison Velhagen et Klasing, de Bielefeld. Le tome XXII est consacré à l'histoire des Romains en Allemagne<sup>4</sup>.

— M. Alb. Werminghoff se propose de nous donner une histoire de la constitution ecclésiastique de l'Allemagne au moyen âge, qui formera deux volumes. Le premier<sup>5</sup> débute par un aperçu, assez général, sur la constitution de l'Église sous les Romains dans les royaumes vandale, ostrogoth, visigoth, burgonde et franc, et forme comme une introduction à l'objet propre de M. Werminghoff, qui embrasse la période du X<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle. Réserveant pour son second

<sup>1</sup> *Marianum Moguntinum*. Mainz, Druckerei Lehrlingshaus, 1906. In-8, xii-217 p. — <sup>2</sup> Leipzig, Weicher, 1906. Gr. in-8, xvi-1,020 p. — <sup>3</sup> *Abhandlungen über Corveyer Geschichtsschreibung (Veröffentlichungen der hist. Kommission für Westfalen)*. Münster, Aschendorff, 1906. In-fol., xxii-184 p., facs. — <sup>4</sup> *Die Römer in Deutschland*. 1905. In-8, 153 p., 18 cartes, 136 fig. — <sup>5</sup> *Geschichte der Kirchenverfassung Deutschlands im Mittelalter*, I. Hannover, Hahn, 1905. In-8, vii-301 p.



volume les questions constitutionnelles proprement dites, l'auteur examine ici les rapports entre l'Église et les pouvoirs civils : empire, royauté, villes ; entre la propriété laïque et la propriété ecclésiastique et autres questions connexes.

— M. Siegfried Rietschel est arrivé, dans son étude sur le burgraviat<sup>1</sup>, à des conclusions intéressantes et qui semblent, en partie au moins, définitives<sup>2</sup>.

— Sous les auspices de la direction des *Monumenta Germaniae historica*, M. L. Schmidt donne le fac-similé du manuscrit dresdois de la chronique de Thietmar de Mersebourg<sup>3</sup>.

— M. Herm. Dannenberg achève, par un quatrième fascicule, sa publication des monnaies allemandes de l'empire au temps des maisons de Saxe et de Franconie<sup>4</sup>.

— L'évêque de Worms, Burchard I<sup>er</sup>, est célèbre par son Décret, l'une des sources canoniques les plus considérables avant le Décret de Gratien. Dans le livre qu'il lui consacre, M. Albert Michael Koeniger retrace, d'après l'ouvrage même du décrétiste, un tableau de l'Église d'Allemagne au XI<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>.

— M. Begiebing publie de curieuses recherches sur la chasse et les forêts à l'époque des empereurs saliques<sup>6</sup>.

— M. Johannes Schulte étudie les diplômes de Lothaire III<sup>7</sup>.

— M. H. Krabbo nous offre, sur la façon dont furent pourvus, au temps de Frédéric II, les sièges épiscopaux de l'Allemagne orientale, un travail analogue à celui qu'il avait donné en 1902 sur les sièges de l'Allemagne occidentale<sup>8</sup>.

— L'une des sources les plus importantes du règne de Frédéric I<sup>er</sup> est la chronique d'Otto de Freising, que l'on s'accorde à regarder comme l'un des meilleurs, sinon le meilleur et presque le seul véritable historien allemand du moyen âge. Aussi a-t-il déjà fait l'objet de nombreuses études. Celle que lui consacre M. Joseph Schmidlin a pour objet de faire connaître ses idées sur la philosophie de l'histoire et sur la politique religieuse<sup>9</sup>.

<sup>1</sup> *Das Burggrafenamt und die hohe Gerichtsbarkeit in den deutschen Bisthofsstädten während des früheren Mittelalters*. Leipzig, Veit, 1905. In-8, xii-344 p. — <sup>2</sup> Un article de M. Meister dans l'*Historische Jahrbuch* qui conteste quelques-unes des thèses de M. Rietschel a été analysé ici même, t. LXXX, p. 624. — <sup>3</sup> *Die Dresdner Handschrift der Chronik des Bischofs Thietmar von Merseburg*. Dresden, Brockmann, 1906. In-8, iv p., 385 pl. — <sup>4</sup> *Die deutschen Münzen der sächsischen und fränkischen Kaiserzeit*, IV. Berlin, Weidmann, 1905. In-4, vi p. et p. 875-1020, fig. et pl. — <sup>5</sup> *Burchard I von Worms und die deutsche Kirche seiner Zeit*. München, Lentner, 1905. In-8, xii-244 p. — <sup>6</sup> *Die Jagd im Leben der salischen Kaiser*. Bonn, Hanstein, 1905. In-8, viii-111 p. — <sup>7</sup> *Die Urkunden Lothars III*. Innsbruck, Wagner, 1905. In-8, vi-139 p. — <sup>8</sup> *Die ostdeutschen Bistümer, besonders ihre Besetzung unter Kaiser Friedrich II (Historische Studien)*. Berlin, E. Ebering, 1906. In-8, x-148 p. — <sup>9</sup> *Die Ge-*

— M. E. Höhne esquisse une nouvelle biographie de Henri IV<sup>1</sup>, qu'il juge sévèrement. Destiné au grand public, ce livre est écrit avec chaleur et intéressant, mais n'est peut-être pas assez au courant des travaux contemporains.

— On a coutume de se montrer sévère pour Adolphe I<sup>er</sup> de Berg Altena, archevêque de Cologne de 1193 à 1205, qui joua pendant son épiscopat un rôle assez considérable, sacrant empereur tour à tour Otton IV (1198), puis Philippe de Souabe (1204), trahissant ainsi au gré de ses intérêts le parti qu'il avait d'abord servi. M. Caspar Wolfschläger entreprend un plaidoyer qui, sans justifier la conduite de l'évêque, l'explique et développe les circonstances atténuantes<sup>2</sup>.

— Sur le règne de Frédéric II, nous avons à mentionner trois ouvrages nouveaux. Celui où M. W. Knebel étudie les relations de l'empereur avec Honorius III, de 1220 à 1237<sup>3</sup>, n'apporte guère de lumières nouvelles sur la question. — Sur la croisade, on trouvera quelques détails dans la biographie, par M. W. Jacobs, du patriarche de Jérusalem, Gerold, qui se montra l'adversaire déterminé du souverain germanique<sup>4</sup>. — M. Fl. Thiel a soumis à une étude critique les plaintes formulées par Frédéric II d'Allemagne contre Frédéric II d'Autriche, dans son manifeste de 1236<sup>5</sup>. Ses recherches aboutissent à une justification partielle, mais non totale, du prince autrichien, et sa conclusion est qu'il reste assez de faits à sa charge pour justifier sa mise au ban de l'Empire.

— M. J. F. Bappert essaie d'éclairer l'histoire de Richard de Cornouailles depuis son élection à l'Empire<sup>6</sup>.

— Le franciscain Berthold de Ratisbonne, le plus grand prédicateur allemand du moyen âge, continue d'attirer l'attention. Voici d'abord une étude générale, un peu sommaire, de M. E. Bernhardt<sup>7</sup>; puis la continuation des recherches savantes de M. A. E. Schönbach

*schichtsphilosophische und kirchenpolitische Weltanschauung Otto von Freising (Studien und Darstellungen aus dem Gebiete der Geschichte, IV. 2-3)* Freiburg i. B., Herder, 1906. In-8, xii-168 p.

<sup>1</sup> *Kaiser Heinrich IV. sein Leben und seine Kämpfe*. Gütersloh, C. Bertelsmann, 1906. In-8, viii-347 p. — <sup>2</sup> *Erzbischof Adolf I von Köln als Fürst und Politiker (1193-1205)* (Münstersche Beiträge zur Geschichtsforschung, 18). Münster, Cöppenrath, 1905. In-8, 112 p. — <sup>3</sup> *Kaiser Friedrich II und Papst Honorius III*. Münster. Regensburg, 1905. In-8, 151 p. — <sup>4</sup> *Patriarch Gerold von Jerusalem*. Bonn, Röhrscheid und Ebbecke, 1905. In-8, 63 p. — <sup>5</sup> *Kritische Untersuchungen über die im Manifest Kaiser Friedrichs II vom Jahr 1236 gegen Friedrich II von Oesterreich vorgebrachten Anklagen* (Prager Studien aus dem Gebiete der Geschichtswissenschaft, XI). Prag, Rohlicek und Sievers, 1905. In-8, viii-144 p. — <sup>6</sup> *Richard von Cornwall seit seiner Wahl zum deutschen König, 1257-1272*. Bonn, P. Hanstein, 1905. In-8, viii-144 p. — <sup>7</sup> *Bruder Berthold von Regensburg*. Erfurt, H. Günther, 1905. In-8, iii-ii-73 p.

sur ses Œuvres<sup>1</sup>. — On en rapprochera le travail de M. Adolf Franz sur deux autres frères mineurs du XIII<sup>e</sup> siècle, Conrad et Louis de Saxe, et sur un autre prédicateur du même Ordre, mais de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, connu sous le nom de Greculus<sup>2</sup>.

— M. J. Schwalm termine la publication du tome III des *Constitutiones et acta imperatorum et regum* par un second fascicule, qui nous conduit de 1273 à 1298<sup>3</sup>; et nous donne en même temps dans le tome IV de cet ouvrage la suite de ces constitutions de 1298 à 1313.

— M. Ludwig Schönach a entrepris dans les archives des recherches sur la jeunesse de l'empereur Charles IV, dont il nous fait connaître les premiers résultats<sup>4</sup>.

— Mathias Buchegg, archevêque de Mayence de 1321 à 1328, et qui n'a joué qu'un rôle assez médiocre, a trouvé un biographe dans M. Ernest Vogt<sup>5</sup>.

— Le combat de Nicopolis, en 1396, a prêté matière à une étude particulière de M. G. Kling<sup>6</sup>.

— La seconde moitié du tome X des *Deutsche Reichstagsakten*, que publie M. H. Herre, nous donne ce qui est relatif au règne de Sigismond, de 1431 à 1433<sup>7</sup>.

— M. Walter Stein retrace la guerre que la Hanse eut au XV<sup>e</sup> siècle à soutenir contre l'Angleterre, et qui se termina à son avantage par la paix d'Utrecht en 1474<sup>8</sup>.

— M. Robert Fellner consacre une étude intéressante à la chevalerie franconienne à la fin du XV<sup>e</sup> et au début du XVI<sup>e</sup> siècle, à ses luttes contre les impôts d'Empire et contre la puissance ecclésiastique<sup>9</sup>. Une introduction esquisse les origines et l'histoire de la chevalerie jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle.

— M. H. Hermelink étudie l'histoire de la Faculté de théologie de Tübingue à la veille de la Réforme<sup>10</sup>.

*Histoire locale.* — Les deux dernières années ont vu la conti-

<sup>1</sup> *Studien zur Geschichte der altdeutschen Predigt*, V. *Die Ueberlieferung der Werke Hertholds von Regensburg*, 2-3. Wien, A. Hölder, 1906. In-8, 112 et 162 p. — <sup>2</sup> *Drei deutsche Minoritenprediger aus dem 13. und 14. Jahrh.* Freiburg, Herder, 1906. In-8, xvi-160 p. — <sup>3</sup> *Monumenta Germaniae historica, Legum sectio IV.* T. III, p. II et t. IV. Hannoverae, Hahn, 1906. In-4, p. I-XXXI et 457-706 et XXVIII-712 p. — <sup>4</sup> *Archivalische Studien zur Jugendgeschichte Kaisers Karls IV.*, I. Prag, J. G. Calve, 1905. In-4, 42 p. — <sup>5</sup> *Erzbischof Mathias von Mainz*. Berlin, Weismann, 1905. In-8, v-68 p. — <sup>6</sup> *Die Schlacht bei Nikopolis im J. 1396*. Berlin, G. Nauck, 1906. In-8, III-112 p. — <sup>7</sup> Gotha, F. A. Perthes, 1906. In-8, p. I-VIII, CXI et 515-1142. — <sup>8</sup> *Die Hanse und England (Pfingstblätter des hansischen Geschichtsvereins)*, I. Leipzig, Duncker und Humblot, 1905. In-8, 51 p. — <sup>9</sup> *Die fränkische Ritterschaft von 1495-1524 (Historische Studien)*, 50. Berlin, E. Ebering, 1905. In-8, 311 p. — <sup>10</sup> *Die theologische Fakultät in Tübingen vor der Reformation. 1477-1534*. Tübingen, J. C. B. Mohr, 1906. In-8, VIII-228 p.

nuation régulière des grands recueils de documents qui, depuis plusieurs années, ont été entrepris sur l'histoire des diverses contrées et des villes de l'Allemagne et la mise en œuvre de ces documents dans une série de monographies plus ou moins développées.

Les Regestes des Habsbourg, que l'Institut d'histoire autrichienne entreprend d'éditer sous les auspices de l'Académie de Vienne, intéressent plus directement l'histoire des princes de cette maison que celle de l'Autriche même : on a pris soin d'y relever tous les actes où un Habsbourg figure soit comme expéditeur, soit comme destinataire, soit même comme témoin. L'histoire d'Autriche trouvera cependant à y puiser. C'est M. Harold Steinacker, qui, sous la direction de M. Oscar Redlich, a préparé le premier volume dans lequel sont répertoriés plus de sept cents actes de 950 à 1281 <sup>1</sup>. — Dans la collection des *Monumenta Germaniae historica*, la série des *Necrologia Germaniae* s'est accrue d'un tome III <sup>2</sup> qui comprend les diocèses de Brixen, de Freising et de Ratisbonne. Les documents recueillis ici par M. F. L. Baumann offrent surtout un intérêt local : l'histoire de l'Eglise et des familles bavaïses y trouvera de précieux matériaux. — Commencé par M. E. L. B. von Oefele, c'est par les soins de M. J. Petz qu'a été achevé le tome XLVI des *Monumenta boica* (*Monachii, sumptibus academicis*, 1905, in-4, 755 p.), consacré à l'évêché de Wurzburg. Nous avons, réunis dans ce fort volume, quatre cent vingt-neuf actes tant latins qu'allemands, de l'année 1097 à l'année 1400 ; c'est le second volume de supplément aux monuments wurzbourgeois. Tous les actes sont intégralement reproduits ; l'éditeur fait précéder chacun d'une brève analyse ; l'annotation est d'une sobriété presque exagérée. Il est regrettable que M. Petz n'ait pas pu joindre à ce volume les *indices* qui en faciliteraient le maniement ; espérons qu'il tiendra sa promesse de nous les donner bientôt. — Dans le quatrième volume, première partie, de ses *Monumenta historica ducatus Carinthiae* <sup>3</sup>, M. A. von Jaksch n'a pas recueilli moins de douze cent soixante-sept actes du XIII<sup>e</sup> siècle (1202-1262), qu'il donne soit par extraits, soit intégralement. — M. T. Smičiklas n'a pas publié moins de trois volumes de son cartulaire de la Croatie, de la Dalmatie et de la Slavonie, sous les auspices de l'Académie yougoslave. Ils comprennent tout le XIII<sup>e</sup> siècle et la moitié du XIV<sup>e</sup> (1100-1255) <sup>4</sup>. — Dans le tome VI du Cartulaire de la

<sup>1</sup> *Regesta Habsburgica. Regesten der Grafen von Habsburg und der Herzoge von Oesterreich aus dem Hause Habsburg*, I. Innsbruck, Wagner, 1905. In-4, ix-148 p., pl. — <sup>2</sup> Berolini, Weidmann, 1905. In-4, x-533 p., 2 pl. — <sup>3</sup> Klagensfurt, Kleinmayr, 1905. In-8, xxxix-587 p. — <sup>4</sup> *Codex diplomaticus regni Croatiae, Dalmatiae et Slavoniae*, II-IV. Agram, G. Trpinac, 1904-1906. Gr. in-8, xxxi-499, xii-538 et v-647 p.

Hanse<sup>1</sup>, M. Karl Kunze n'a pas réuni moins de onze cent deux documents qui s'échelonnent de janvier 1415 à décembre 1433, et qu'il reproduit intégralement, ou dont il nous donne une analyse succincte, mais suffisante. Les renseignements les plus variés sont fournis par cette riche moisson d'actes dont la consultation est rendue plus facile par une double table : 1<sup>o</sup> des personnes et des lieux ; 2<sup>o</sup> des matières. Les divers pays avec lesquels la Hanse était en relations, et la France notamment, sont intéressés par cette publication. — Il a paru presque simultanément deux volumes du cartulaire de la Livonie, de l'Esthonie et de la Courlande<sup>2</sup>. Dans le premier, M. Philipp Schwartz a recueilli les actes des années 1450 à 1459, au nombre de huit cent soixante-dix ; dans le second, M. Leonid Arbusow a fait pour les années 1501 à 1505 une cueillette non moins fructueuse (842 actes). Chacun de ces deux volumes est complété par de bonnes tables. — La deuxième série des actes pontificaux, relatifs à la Lorraine, que publie M. H. V. Sauerland<sup>3</sup>, n'embrasse qu'une période de moins de trente ans (1342-1370), et pour cet espace de temps relativement court, l'auteur n'a pas recueilli moins de sept cent cinquante-sept actes qu'il nous fait connaître dans leur teneur ou par une analyse. Dans la masse de renseignements qu'un pareil recueil apporte pour l'histoire tant religieuse que politique et sociale du pays, un copieux index onomastique et topographique permet de s'orienter. — M. Otto Heinemann a terminé par un second fascicule la publication du tome V du Cartulaire de Poméranie<sup>4</sup>. Cette fin de volume comprend, pour les années 1317 à 1320, quatre cent sept numéros. L'éditeur apporte toujours à son œuvre le soin le plus louable, et les excellentes tables qui terminent chaque volume en font pour le lecteur un instrument précieux. — Le troisième volume du recueil, formé par M. H. V. Sauerland, d'actes des archives vaticanes relatifs aux pays rhénans<sup>5</sup>, offre une riche moisson pour une période de dix années (1342-1352).

— M. J. Becker retrace les vicissitudes du bailliage impérial d'Alsace, de son origine jusqu'à la cession à la France<sup>6</sup>. Il distingue

<sup>1</sup> *Hansisches Urkundenbuch*, VI. Leipzig, Duncker und Humblot, 1905. In-4, vi-666 p. — <sup>2</sup> *Liv-, est- und kurländisches Urkundenbuch*, 1<sup>re</sup> Abteilung, XI ; II<sup>e</sup> Abt., II. Riga, J. Deubner, 1903. In-4, xxiv-783 et xx-760 p. — <sup>3</sup> *Vatikanische Urkunden und Regesten zur Geschichte Lothringens* (*Quellen zur lothringischen Geschichte*, II). Metz, G. Scriba, 1905. In-8, xiv-373 p. — <sup>4</sup> *Pommersches Urkundenbuch*, V, 2. Stettin, Paul Niekammer, 1905. In-4, p. 289-721. — <sup>5</sup> *Urkunden und Regesten zur Geschichte der Rheinlande aus dem Vatikanischen Archiv*, III. (*Publikationen der Gesellschaft für rheinische Geschichtskunde*, XXIII, 3). Bonn, Hanstein, 1905. In-8, xvi-lxxv-503 p. — <sup>6</sup> *Geschichte der Reichslandvogtei in Elsass*, 1273-1648. Strassburg, Schlesier und Schweickhardt, 1905. In-8, xi-256 p., carte.

les baillis des procureurs ou lieutenants royaux que l'on rencontre auparavant à titre temporaire.

— *L'Allgemeine Staatengeschichte*, que publie la maison Perthes de Gotha, vient de s'accroître, dans la section des « Histoires régionales allemandes, » d'un volume sur la Haute et Basse Autriche, jusqu'en 1283, par M. Max Vancsa<sup>1</sup>. L'auteur qui, suivant les tendances actuelles, rejette au second plan l'histoire politique pour accorder plus d'attention aux questions constitutionnelles, administratives et économiques, expose tour à tour la civilisation anté-romaine, l'action des Romains sur le Danube, l'immigration germanique et slave, la première colonisation carolingienne, qu'arrêta l'invasion hongroise, la deuxième colonisation allemande, la réforme grégorienne de l'Eglise, l'érection de la marche en duché, le développement de la féodalité, etc. — M. P. A. Macherl nous donne la troisième édition de son abrégé de l'histoire d'Autriche<sup>2</sup>. — Sur des points particuliers de l'histoire autrichienne, signalons l'historique par M. H. Uebersberger des relations entre l'Autriche et la Russie, de 1488 à 1605<sup>3</sup>; — le mémoire où M. M. Stieber cherche à déterminer la part de l'influence tchèque dans les réformes d'Ottokar II en Autriche<sup>4</sup>; — et l'étude de M. A. Winiarz sur l'emphytéose et la vente des rentes au moyen âge dans le pays autrichien<sup>5</sup>.

— Ecrite plus particulièrement en vue de l'enseignement, l'histoire de la Bavière, que nous donne M. M. Doeberl<sup>6</sup>, sera lue avec profit par tous les lecteurs désireux d'avoir un exposé clair et suffisamment complet des transformations politiques et économiques qu'a subies cette contrée. Le premier volume va des origines à la paix de Westphalie.

— Sur la Bohême, nous avons deux ouvrages d'ensemble à signaler : d'abord le tome II, qui nous conduit jusqu'au début du xvi<sup>e</sup> siècle (1526), de l'excellente histoire écrite par M. Adolf Bachmann pour la collection de *L'Allgemeine Staatengeschichte*<sup>7</sup>, puis l'ouvrage de M. Apianus<sup>8</sup>, beaucoup plus sommaire. — M. Georg

<sup>1</sup> *Geschichte Nieder- und Oberösterreichs*, I. Band, 1905. In-8, xiv-616 p. —

<sup>2</sup> *Geschichte Oesterreichs*, 3<sup>e</sup> Auflage. Graz, Styria, 1905. In-8, xv-779 p. —

<sup>3</sup> *Oesterreich und Russland seit dem Ende des XV. Jahrh.* I. Wien, W. Braumüller, 1906. In-8, xvi-584 p. — <sup>4</sup> *Das österreichische Landrecht und die böhmischen Einwirkungen auf die Reformen König Ottokars in Oesterreich (Forschungen zur inneren Geschichte Oesterreichs, I, 2)*. Innsbruck, Wagner, 1905. In-8, ix-154 p. — <sup>5</sup> *Erbleihe und Rentenkauf in Oesterreich ob und unter der Enns im Mittelalter (Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte, 80)*. Breslau, Markus, 1906. In-8, 82 p. — <sup>6</sup> *Entwicklungsgeschichte Bayerns*, I. München, R. Oldenbourg, 1906. In-8, ix-593 p. — <sup>7</sup> *Geschichte Böhmens*, II. Gotha, F. A. Perthes, 1905. In-8, xii-849 p. — <sup>8</sup> *Geschichte Böhmens*. Leipzig, H. Apian Bannwitz, 1905. In-8, iv-306 p.

Juritsch consacre une étude fort documentée à la colonisation germanique en Bohême et en Moravie au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. En appelant les Allemands dans leurs domaines, les princes de ces pays eurent bien soin de leur laisser leurs droits particuliers. M. Juritsch y voit, sans apporter de preuves bien convaincantes à l'appui de cette assertion, une marque de dédain. — M. Franz Dworsky a complété et publié les recherches de M. Gottlieb Boudy sur l'histoire des Juifs en Bohême, en Moravie et en Silésie, des débuts du IX<sup>e</sup> siècle à ceux du XVII<sup>e</sup><sup>2</sup>.

— M. Paul von Niessen nous retrace l'histoire, depuis les origines jusqu'à la fin des Ascaniens (1315), de la nouvelle marche, c'est-à-dire de cette partie du Brandebourg, au delà de l'Oder, qui fut conquise et germanisée dans le troisième quart du XIII<sup>e</sup> siècle, par les margraves Jean I<sup>er</sup> et Otton III<sup>e</sup>.

— M. Wilhelm Sahm étudie les différentes épidémies de peste qui ont ravagé la Prusse orientale dans les siècles passés<sup>3</sup>.

— Les basses juridictions du pays rhénan dans le bas moyen âge ont fourni à M. G. Grosch la matière d'une solide étude<sup>4</sup>.

— Le P. Konrad Eubel, auquel l'histoire ecclésiastique en général et l'histoire franciscaine, en particulier est redevable de travaux si importants, nous donne une histoire de la province de Cologne<sup>5</sup>, fondée dès 1224, qui prit une extension considérable, mais à laquelle la Réforme porta des coups terribles, dont elle ne se releva que partiellement et peu à peu. Aux treize couvents auxquels elle se trouvait réduite au XVI<sup>e</sup> siècle, s'en ajoutèrent treize autres, dont le P. Eubel poursuit l'histoire jusqu'à la Révolution française. Son ouvrage forme le tome I<sup>er</sup> d'une collection publiée par la Société historique du Bas-Rhin.

— Les origines et les débuts des états dans l'archidiocèse de Salzbourg sont étudiés par M. Richard Mell<sup>7</sup>, qui fait connaître tour à tour la formation de la cour ecclésiastique, et l'organisation

<sup>1</sup> *Die Deutschen und ihre Rechte in Böhmen und Mähren im 13. und 14. Jahrhundert*. Wien, F. Deuticke, 1905. In-8, viii-183 p. — <sup>2</sup> *Zur Geschichte der Juden in Böhmen, Mähren und Schlesien von 906-1620*. Prag, F. Neugebauer, 1906. Gr. in-8, xii-1.151 p. — <sup>3</sup> *Geschichte der Neumark im Zeitalter ihrer Entstehung und Besiedlung (Schriften des Vereins für Geschichte der Neumark)*. Landsberg, F. Schaesser, 1905. In-8, vi-611 p., cartes, plans, vues. — <sup>4</sup> *Geschichte der Pest in Ostpreussen*. Leipzig, Duncker und Humblot, 1905. In-8, viii-184 p. — <sup>5</sup> *Das spätmittelalterliche Niedergericht auf dem platten Lande am Mittelrhein (Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte, 84)*. Breslau, M. und H. Marcus, 1906. In-8, v-98 p. — <sup>6</sup> *Geschichte der kölnischen Minoriten-Ordensprovinz (Veröffentlichungen des historischen Vereins für den Niederrhein, I)*. Köln, Boisserée, 1906. In-8, iv-332 p. — <sup>7</sup> *Abhandlungen zur Geschichte der Landstände im Erzbistum Salzburg*, I. Innsbruck, Wagner, 1905. In-8, viii-240 p.

de la chevalerie libre, au-dessous de laquelle existait une chevalerie non libre.

— Sur l'histoire municipale, nous signalerons d'abord la réédition de l'ouvrage estimé de M. Georg von Below, sur l'organisation primitive des villes et de la bourgeoisie en Allemagne<sup>1</sup>, et l'étude de M. P. X. Künstle sur la paroisse allemande à la fin du moyen âge, et sur les droits et devoirs du curé<sup>2</sup>.

— Les recueils documentaires abondent : voici le cartulaire de l'ancienne chartreuse d'Aggsbach, sur le Danube, fondée en 1398<sup>3</sup>; — puis le tome XI des *Monumenta historica liberae regiae civitatis Zagrabiae*<sup>4</sup>, dans lequel M. J. B. Tkalcic nous donne les *Libri fassionum seu funduales* d'Agram, pour les années 1471-1526, et des inventaires et comptes relatifs aux années 1368-1521. — MM. Ludwig Haenselmann et Heinrich Mack complètent, par la publication des tables, le tome III de leur cartulaire de Brunswick, relatif aux années 1321-1340<sup>5</sup>. — La seconde partie du cartulaire d'Esslingen, que publie M. Ad. Diehl<sup>6</sup>, ne s'applique qu'à une période relativement courte (1361-1420), et cela seul suffit à montrer l'importance de la ville à cette époque. Parmi les documents reproduits ou analysés par M. Diehl, on pourra noter quelques diplômes impériaux inédits et non cités jusqu'ici. — Dans le tome II du *Codex diplomaticus moenofrancfurtanus*<sup>7</sup>, qui ne comprend guère qu'un quart de siècle de l'histoire de Francfort (1314-1340), M. Friedrich Lau n'a pas recueilli moins de neuf cents actes, intégralement reproduits ou analysés, sur l'histoire politique, économique, financière et sociale de la vieille cité impériale. — On saura gré à M. Théodore Bitterauf de nous donner une nouvelle édition des *traditiones* et *commutationes* du monastère de Freising, plus scientifique que celles auxquelles on était réduit jusqu'ici<sup>8</sup>. Son premier volume embrasse la période comprise de 744 à 926. Il l'a fait précéder d'une introduction. — M. Adalbert Fr. Fuchs ouvre la série des terriers autrichiens, par la publication

<sup>1</sup> *Das ältere deutsche Städtewesen und Bürgertum (Monographien zur Weltgeschichte, VI)*. Bielefeld, Velhagen und Klaing, 1905. In-8, 138 p. — <sup>2</sup> *Die deutsche Pfarrei und ihr Recht im Ausgang des Mittelalters (Kirchenrechtliche Abhandlungen, 20)*. Stuttgart, F. Enke, 1905. In-8, xvi-106 p. — <sup>3</sup> *Urkunden und Regesten zur Geschichte der aufgehobenen Kartäuse Aggsbach (Fontes rerum Austriacarum, 59)*. Wien, A. Holder, 1906. In-8, xxix-442 p. — <sup>4</sup> Agram, G. Trpinac, 1905. In-8, vi-xxxv-382 p. — <sup>5</sup> *Urkundenbuch der Stadt Braunschweig*, III, 3. Berlin, C. A. Schwetschke und Sohn, 1905. Gr. in-8, xiii p. et p. 529-731. — <sup>6</sup> *Württembergische Geschichtsquellen*, VII. Stuttgart. W. Kohlhammer, 1905. In-4, xxvii-643 p. — <sup>7</sup> Frankfurt a. M., J. Baer, 1905. In-4, vii-646 p. — <sup>8</sup> *Die Traditionen des Hochstifts Freising, I (Quellen und Erörterungen zur bayerischen und deutschen Geschichte, Neue Folge, IV)*. München, Rieger, 1905. In-8, cviii-792 p.



de ceux du monastère bénédictin de Göttweig du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. — M. Richard Jecht publie les comptes municipaux de Görlitz, pour le dernier quart du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle (1375-1399)<sup>2</sup>. — La quatrième partie du cartulaire de Goslar, que nous donne M. Georg Bode<sup>3</sup>, nous conduit de l'année 1336 à l'année 1365. — Le cartulaire du monastère bénédictin de Kaiserswerth sur le Rhin, fondé vers l'an 700 par saint Suithbert, ouvre la série des cartulaires des établissements ecclésiastiques bas rhénans<sup>4</sup>. M. Heinrich Kelleter nous y fait connaître, dans leur teneur ou par une analyse, huit cent sept actes, dont les trois quarts sont antérieurs au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle. — M. H. Rüther publie le cartulaire du monastère de Neuenwalde, près de Stade<sup>5</sup>. — Après une attente de plus de quinze années, M. E. Anemüller donne enfin le second et dernier fascicule de son cartulaire de Paulinzelle, qui complète le tome VII des *Thüringische Geschichtsquellen*<sup>6</sup>. C'est à l'histoire du vieux monastère bénédictin, depuis 1314 jusqu'aux ruines de la Réforme et jusqu'à la restauration de 1534, que se rapportent les documents recueillis dans ce fascicule par M. Anemüller. L'éditeur s'est imposé comme règle de donner le texte intégral et non une simple analyse des pièces inédites ou incorrectement publiées. — M. Christian Roder publie dans la collection des *Ober-rheinische Stadtrechte*<sup>7</sup> les actes relatifs aux droits et privilèges de Villingen, qui, après avoir appartenu aux comtes de Fürstenberg, passa, au début du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, dans les mains de l'Autriche pour se voir, au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, attribué au pays de Bade. Les cinquante et un documents recueillis par M. Roder sont inédits en majeure partie.

— Parmi les monographies municipales, nous relevons les suivantes : M. E. Strassburger a retracé l'histoire d'Aschersleben<sup>8</sup>, jadis centre de la puissance des Ascaniens ; — M. F. Holtze esquisse celle de Berlin<sup>9</sup> ; — M. Robert Scholten nous donne un volume documen-

<sup>1</sup> *Die Urbare des Benediktinerstiftes Göttweig von 1302 bis 1536* (Oesterreichische Urbare, 1). Wien, W. Braumüller, 1906. Gr. in-8, cclxxxii-668 p. —

<sup>2</sup> *Codex diplomaticus Lusatiae superioris*, III, 1-2. Görlitz, H. Tzschachel, 1905-1906. In-8, 328 p. — <sup>3</sup> *Urkundenbuch der Stadt Goslar und der in und bei Goslar belegenen geistlichen Stiftungen*, IV. (Geschichtsquellen der Provinz Sachsen, XXII). Halle, O. Hendel, 1905. In-8, xxxv-831 p., 8 planches de sceaux. — <sup>4</sup> *Urkundenbuch des Stiftes Kaiserswerth* (Urkundenbücher der geistlichen Stiftungen des Niederrheins, I). Bonn, Hanstein, 1905. In-8, viii-lxxviii-672 p. — <sup>5</sup> *Urkundenbuch des Klosters Neuenwalde*. Hannover, Hahn, 1905. In-8, viii-390 p., 5 pl. et 1 carte. — <sup>6</sup> *Urkundenbuch des Klosters Paulinzelle*, 2<sup>e</sup> Heft. Jena, G. Fischer, 1905. In-8, p. i-vi, 161-581. — <sup>7</sup> *Zweite Abteil.*, 1<sup>er</sup> Heft. Heidelberg, C. Winter, 1905. In-4, xviii-228 p. — <sup>8</sup> *Geschichte der Stadt Aschersleben*. Aschersleben, K. Kinzenbach, 1906. In-8, xiii-534 p., ill. — <sup>9</sup> *Geschichte der Stadt Berlin* (Tübinger Studien für schwäbische und deutsche Rechtsgeschichte, I, 3). Tübingen, Laupp, 1906. In-8, ix-146 p.

taire sur Clève<sup>1</sup>; — M. Aug. Meininghaus étudie, au point de vue de l'histoire locale, l'histoire des comtes de Dortmund, la vieille cité qui, dès les Otton, joua un certain rôle<sup>2</sup>; — M. Joseph Kremer s'est attaché à un point de l'histoire d'Eisenach, aux fondations monastiques qui s'y sont faites au moyen âge, et il nous fait connaître notamment une antique chronique du couvent des frères Mineurs<sup>3</sup>. — Fribourg en Brisgau subit, dans la seconde moitié du xiv<sup>e</sup> siècle et au xv<sup>e</sup>, une décadence économique, une décroissance de la population et une diminution de fortune dont M. Hermann Flamm cherche la cause dans la politique économique des corporations<sup>4</sup>. — Ce n'est pas seulement l'histoire locale, mais l'histoire économique qui trouve son compte dans l'étude que M. Hartmann consacre aux associations ouvrières et industrielles de la ville d'Hildesheim au moyen âge<sup>5</sup>. — En même temps qu'il expose ce que les documents, rares avant le xvi<sup>e</sup> siècle, fournissent sur l'histoire des synodes diocésains dans le diocèse d'Hildesheim (plusieurs par an jusqu'au xi<sup>e</sup> siècle, puis quatre, trois, enfin deux), M. J. Maring fait connaître les chapitres généraux des chanoines institués au xiii<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. — M. Karl Heck retrace l'histoire de Kaiserswerth<sup>7</sup>, qui doit son développement au monastère bénédictin qui y fut établi au viii<sup>e</sup> siècle. — M. J.-Fr. Knöptler consacre quelques pages au siège fameux de Kufstein par Maximilien I<sup>er</sup>, en 1504<sup>8</sup>. — M. Ernst Wustmann nous donne le t. I d'une nouvelle histoire de Leipzig<sup>9</sup>. — M. A. Jander esquisse l'histoire de Liegnitz, qui fut pendant cinq siècles (du xiii<sup>e</sup> au xvii<sup>e</sup>) la résidence des ducs de Basse-Silésie<sup>10</sup>. — Sur l'antique saline de Lunebourg, sur la façon dont elle était administrée, sur les revenus qu'on en retirait du x<sup>e</sup> au xiv<sup>e</sup> siècle, on trouvera des détails précis,

<sup>1</sup> *Zur Geschichte der Stadt Cleve*. Cleve, F. Boss' Withve, 1905. In-8, xx-512 p.  
— <sup>2</sup> *Die Grafen von Dortmund*. Dortmund, Koeppen, 1905. In-8, iv-265 p., carte, tableau généalog. — <sup>3</sup> *Beiträge zur Geschichte der klösterlichen Niederlassungen Eisnachs im Mittelalter (Quellen und Abhandlungen zur Geschichte der Abtei und der Diözese Fulda)*. Fulda, Fuldaer Aktiendruckerei, 1905. In-8, viii-191 p. — <sup>4</sup> *Der wirtschaftliche Niedergang Freiburgs i. B. und die Lage des städtischen Grundeigentums im 14. und 15. Jahrh.* Karlsruhe, Braun, 1905. In-8, 180 p. (*Volkswirtschaftliche Abhandlungen der badischen Hochschulen*, VIII, 3). — <sup>5</sup> *Geschichte der Handwerkerverbände der Stadt Hildesheim im Mittelalter (Beiträge für die Geschichte Niedersachsens und Westfalens. I, 1)*. Hildesheim, A. Lex, 1905. In-8, 89 p. — <sup>6</sup> *Diözesansynoden und Domherrn-Generalkapital des Stifts Hildesheim bis zum Anfang des XVII. Jahrhunderts (Quellen und Forschungen zur Geschichte Niedersachsens, XX)*. Hannover, Hahn, 1905. In-8, xiii-125 p. — <sup>7</sup> *Geschichte von Kaiserswerth*. Düsseldorf, E. Bierbaum, 1905. In-8, viii-236 p. — <sup>8</sup> *Die Belagerung und Eroberung Kufsteins durch König Maximilian im J. 1504*. Kufstein, Magistrat, 1905. In-8. 62 p., 8 pl. — <sup>9</sup> *Geschichte der Stadt Leipzig*, I. Leipzig, C. L. Hirschfeld, 1905. In-8, 552 p., ill. — <sup>10</sup> *Liegnitz in seinem Entwicklungsyange*. Liegnitz, Th. Kaulfuss, 1905. In-8, iii-200 p.

soigneusement rassemblés, dans un travail de M<sup>lle</sup> Luise Zenker <sup>1</sup>. — Luserna est un village du Tyrol méridional, dont les habitants, comme ceux des villages voisins de Folgaria et de Lavarone, sont allemands au milieu d'une population italienne. M. J. Bacher consacre à ce petit pays, à son histoire, à sa langue et à ses usages un volume considérable, qui forme le t. X des *Quellen und Forschungen zur Geschichte, Literatur und Sprache Oesterreichs* <sup>2</sup>. — Une des plus vieilles paroisses de Mayence, Saint-Quintin, que l'on trouve mentionnée dès le xii<sup>e</sup> siècle et qui possède une église du xiii<sup>e</sup>-xiv<sup>e</sup> siècle, a trouvé un historien dans son curé, M. Karl Firschner <sup>3</sup>. — M. L. Armbrust retrace l'histoire de Melsungen en Hesse <sup>4</sup>; — M. Karl Giannoni, celle de Mödling<sup>5</sup> en Autriche. — Ce n'est pas seulement à la ville, mais à tout le diocèse de Münster que s'appliquent les recherches de M. Carl Rixen sur l'élément judaïque de la population <sup>6</sup>. — M. J. Tille consacre à la cité bohémienne de Niemes et à ses environs, parmi lesquels se distingue le vieux château du Rollberg, une monographie spéciale <sup>7</sup>. — M. Johannes Müller nous rappelle le passé d'Osterode en Prusse, qui doit sa fondation et celle — plus ancienne, — de son château à l'ordre Teutonique (xiii<sup>e</sup>-xiv<sup>e</sup> siècle) <sup>8</sup>; — M. Vinzenz Lödl, celui de Preding en Styrie <sup>9</sup>. — La publication, par M. Philippe Schneider, du Traité canonique de Conrad de Megenberg sur les paroisses de Ratisbonne <sup>10</sup>, en 1373, n'offre pas seulement de l'intérêt pour l'histoire de l'institution paroissiale dans une ville allemande au xiv<sup>e</sup> siècle, il met encore à néant l'attribution à l'écrivain médiéval d'une chronique perdue, à laquelle André de Ratisbonne aurait, entre autres, fait de larges emprunts; car les renseignements historiques que cet auteur ou d'autres ont empruntés à Conrad ont été précisément puisés dans le *De limitibus*. — Signalons encore les ouvrages de MM. L. Eid, sur Rosenheim en Tyrol <sup>11</sup>; Deegen, sur Saalfeld en

<sup>1</sup> *Zur volkswirtschaftlichen Bedeutung der Lüneburger Saline für die Zeit von 950-1370 (Forschungen zur Geschichte Niedersachsens, I, 2)*. Hannover, Hahn, 1906. In-8, 84 p. — <sup>2</sup> *Die deutsche Sprachinsel Lusern*. Innsbruck, Wagner, 1905. In-8, xv-440 p. — <sup>3</sup> *Geschichte der Pfarrei und Pfarrkirche St. Quintin zu Mainz*. Mainz, J. Falk, 1905. In-8, 272 p. — <sup>4</sup> *Geschichte der Stadt Melsungen*. Cassel, G. Dufayel, 1906. In-8, xii-330 p., carte, pl. — <sup>5</sup> *Geschichte der Stadt Mödling*. Mödling, Verlag der Stadtgemeinde, 1905. In-4, xvi-346 p., cartes, pl. et fig. — <sup>6</sup> *Geschichte und Organisation der Juden im ehemaligen Stift Münster (Münstersche Beiträge zur Geschichtsforschung, VIII)*. Münster, Coppenrath, 1906. In-8, iv-82 p. — <sup>7</sup> *Geschichte der Stadt Niemes*. Niemes, A. Bienert, 1905. In-8, viii-540 p. — <sup>8</sup> *Osterode in Ostpreussen*. Osterode, H. Riedel, 1905. In-8, xu-542 p., plan et pl. — <sup>9</sup> *Geschichte von Preding*. Graz, Moser, 1906. In-8, 131 p. et fig. — <sup>10</sup> *Konrads von Megensberg Traktat De limitibus parochiarum civitatis Ratisbonensis*. Regensburg, Pustet, 1906. In-8, xi-164 p. — <sup>11</sup> *Aus Alt-Rosenheim*. Rosenheim, R. Bensegger, 1906. In-8, viii-372 p., 25 pl.

Prusse<sup>1</sup>; Friedrich Schmidt, sur Sangerhausen dans la Saxe prussienne<sup>2</sup>; Wörner, sur l'hôpital du Saint-Esprit à Schwäb.-Gmünd<sup>3</sup>; Franz Hutter, sur Schladming<sup>4</sup>; H. Karl, sur Staffelstein<sup>5</sup>; J.-A. Bullnheimer, sur Uffenheim<sup>6</sup>.

E.-A. GOLDSILBER.

(A suivre.)

<sup>1</sup> *Geschichte der Stadt Saalfeld*. Mohrungen; Elbing, P. Ackt, 1905. In-8, x-326 et 144 p., plan. — <sup>2</sup> *Geschichte der Stadt Sangerhausen*. Sangerhausen, Magistrat, 1906. In-8, iv-813 et vii-916 p., pl. — <sup>3</sup> *Das städtische Hospital zum hl. Geist in Schwäb.-Gmünd*. Tübingen, H. Laupp, 1905. In-8, x-308 et 265 p. — <sup>4</sup> *Geschichte Schladmings und des steirisch-salzburgischen Ennstales*. Graz, U. Moser, 1906. In-8, vi-397 p., ill. — <sup>5</sup> *Staffelsteiner Chronik*. Bamberg, Buchner, 1906. In-8, xvii-304 p., pl. — <sup>6</sup> *Geschichte von Uffenheim*. Ansbach, C. Brühl und Sohn, 1905. In-8, xii-329 p., pl.

---

## COURRIER ITALIEN

---

Les études historiques sont plus que jamais florissantes en Italie. La formation de véritables écoles dans les universités, autour de professeurs éminents et passionnément laborieux comme MM. Villari, Cipolla, Crivellucci, Gabotto, l'influence heureuse de l'*Istituto storico italiano*, celle non moins considérable qu'exerce la *Ristampa muratoriana*, la multiplication presque quotidienne des sociétés savantes et des revues locales ont rendu le travail historique intense et utile. Les résultats fournissent une matière bibliographique si considérable que, dans les étroites limites de ce courrier, il serait chimérique de prétendre l'enregistrer complètement. Je n'y prétends donc pas ; encore devrais-je me borner à des mentions de plus en plus succinctes pour les divers ouvrages et articles cités ici. C'est aux dépouillements si consciencieux, minutieux et autant que possible complets de la *Rivista storica italiana*, qu'il faut renvoyer le lecteur soucieux d'être à peu près tenu au courant de la production historique italienne.

### I.

La bibliographie historique, les sciences auxiliaires, l'euristique et la publication des textes encore inédits nous fournissent un fort appoint. Mentionnons un malheureux essai d'un débutant, la première partie (*Medievale*) d'une *Bibliografia generale di Roma*<sup>1</sup>, de M. E. Calvi, de beaucoup inférieure au travail analogue, lui-même fort incomplet, de Cerotti, publié par Celano en 1893. Il y a là un zèle incontestable, mais beaucoup d'inexpérience ; cet essai ne pourra guère être employé. Les bibliographies particulières sont bien plus utiles que ces trop ambitieuses tentatives, telles : Zdekauer, *Saggio di una bibliografia Senese moderna (1854-1900)*<sup>2</sup> ; Alinori, *Bibliografia parmense della seconda metà del sec. XIX*<sup>3</sup>. M. Felice Ceretti a appliqué à la biographie le même principe de spécialisation : il s'est borné

<sup>1</sup> Rome, Lœscher, 1906 ; in-8, xxiii-152 p. — <sup>2</sup> *Bull. Stor. Sen.*, 1901. —

<sup>3</sup> *Arch. stor. per le prov. Parm.*, 1902.

à étudier, dans les *Biografie mirandolesi*<sup>1</sup>, la vie des gens illustres de cette localité, professeurs, poètes, artistes, astrologues, etc., du xv<sup>e</sup> au xix<sup>e</sup> siècle. La *Storia degli ordini cavallereschi*<sup>2</sup> de M. Cappelletti, simple travail de vulgarisation élémentaire, sera utile comme répertoire et comme instrument bibliographique ; l'auteur y énumère deux cent quatre-vingt-dix-huit ordres de chevalerie et quatorze médailles commémoratives. L'*Atlantico di monete papali moderne a sussidio del Cinagli*<sup>3</sup>, de M. Ambrosoli, rendra aux numismates des services analogues pour la période peu étudiée d'Urbain VIII à Pie IX.

La géographie historique trouvera d'autres renseignements dans un travail de caractère historico-juridique où M. Lusini, le savant archiviste siennois, étudie un long conflit juridique entre Arezzo et Sienne : *I confini storici del vescovado di Siena*<sup>4</sup>. Salvioni publie des *Noterelle di toponomastica lombarda*<sup>5</sup>, et La Corte, examinant le nom de la province napolitaine, *Capitanata e Catapanata*, conclut que cette seconde forme serait, d'après l'étymologie, préférable.

L'histoire généalogique est très cultivée en Italie, mais ce n'est pas toujours dans un intérêt scientifique. La *Storia della famiglia Cavassa di Carmagnola e Saluzzo*<sup>6</sup>, de Curlo, a de l'importance historique ; on en rapprochera utilement d'autres études de détail publiées dans le même petit bulletin. M. Mariotti a fait une intéressante monographie de *la Baronia del Cilento*<sup>7</sup>.

La mise en lumière de leurs magnifiques archives préoccupe les savants italiens, professionnels et érudits. Si Mazzatinti, enlevé prématurément aux études qu'il honorait, n'a pas eu la joie de finir son gigantesque travail, d'autres essaient de le réaliser par fragments : ce procédé, moins grandiose, est peut-être plus pratique et donne des résultats plus immédiats. M. Messeri, comme introduction et plan d'un travail sur *le Fonti storiche faentine*, donne un mémoire *Degli archivi antichi di Faenza in generale e del archivio storico comunale in particolare*<sup>8</sup>. En Sardaigne, où il y a beaucoup à faire, on travaille activement. Solmi inventorie les *Carte volgari dell' archivio arcivescovile di Cagliari*<sup>9</sup> et publie vingt-six documents, de 1070 à 1226 ; le subtil Bandi di Vesme étudie *I diplomi Sardi dell' arcivescovado di Cagliari*<sup>10</sup>, relatifs à la succession et à la généalogie des fameux et légendaires juges d'Arborée, et examine l'authenticité

<sup>1</sup> Livorno, Giusti, 1904. Citons en passant une étude amusante pour l'histoire anecdotique, de M. Scala, *Lo Stemma del conte di Cagliostro* (Rea. R., 1905). — <sup>2</sup> Milan, Hoepli (Manuali H.), 1905. — <sup>3</sup> B. Sen., 1901. — <sup>4</sup> R. Pugliese, 1905. — <sup>5</sup> B. S. Svizz. Ital., 1901. — <sup>6</sup> P. A. m. S., 1905. — <sup>7</sup> Rome, Ripamonti e Colombo, 1904, in-8, vii-273 p. — <sup>8</sup> Faenza, Montanari, 1905. — <sup>9</sup> A. St. It., 1905. — <sup>10</sup> Bst. C. S., 1901.

de ces diplômes. Cioni se consacre à l'*Archivio vicariale di Certaldo*<sup>1</sup>; Tossetti étudie *Gli archivi e la biblioteca giovardina comunale di Veroli* et *Gli archivi comunali di Roccantica ed aspra in Sabina*<sup>2</sup>, qu'il classe par ordre chronologique de 1060 à 1680. Carlo Cipolla soumet à une fine et scrupuleuse analyse six diplômes (de 1368 à 1432) retrouvés par E. Casanova, à Sienne (*La storia scaligera negli archivi di Siena*)<sup>3</sup>. P. Egidi tire de *Soriano nel Cimino e l'archivio suo*<sup>4</sup> cent dix-sept documents, de 1244 à 1591. Les vieilles archives ecclésiastiques romaines commencent à s'ouvrir après celles du Vatican. G. Ferri retrouve des documents de Santa Maria Maggiore dans *Le carte dell' archivio Liberiano del sec. X al XV*<sup>5</sup>. L'excellent diplomate qu'est L. Schiaparelli commente *Le carte antiche dell' archivio capitolare di San Pietro in Vaticano*<sup>6</sup> et entreprend, sous les auspices de l'Institut historique italien, une publication générale des diplômes des rois italiens du ix<sup>e</sup> siècle : *I diplomi dei Re d'Italia, ricerche storico-diplomatiche*. Part. I. *Diplomi di Berengario I*. Part. II. *Diplomi di Guido e Lamberto*<sup>7</sup>. Il y établit d'abord la distinction entre la *capella regia* et la *cancellaria*, et fournit des renseignements individuels et biographiques sur certains scribes et employés ; il donne une classification générale des diplômes, étudie les formules, le protocole, le texte, l'escatocolle, les falsifications. Il a augmenté de beaucoup le nombre de ces diplômes. Tandis que Bøhmer et Dummler ne connaissaient respectivement que quatre-vingt-deux et cent cinq diplômes de Béranger, Schiaparelli en publie cent quarante, plus quinze falsifiés ; il en publie aussi vingt-trois de Guido (dont deux faux) et treize de Lambert (dont aussi deux faux). C'est un très important travail diplomatique, qui intéresse toute l'histoire médiévale. On peut encore citer, parmi les travaux importants de diplomatique, la continuation par M. Nitti di Vito du *Codice diplomatico barese*, dont le tome IV est consacré aux *Pergamene di San Nicola* (939-1071)<sup>8</sup>. M. di Cupis a donné le *Regesto degli Orsini e dei Conti Anguillara*<sup>9</sup>; Luigi Fumi, *I regesti del ducato di Spoleto*<sup>10</sup> (où il faut relever des lettres de Jean XXII de 1318 à 1324); M. A. Monaci, le *Regesto dell' abbazia di San Alessio all' Aventino*<sup>11</sup> (qui compte près de cent quarante documents de 395 à 1398). M. R. Predelli, le savant et obligeant archiviste vénitien, a retrouvé, dans les trésors des *Frari*, un trésor insoupçonné, et a inventorié quatre-vingt-deux documents, *Le reliquie dell' archivio dell' ordine teutonico in Ve-*

<sup>1</sup> *Misc. stor. Valdels.*, 1901. — <sup>2</sup> *Ass. R.*, 1904 et 1905. — <sup>3</sup> *As. T.*, 1905. — <sup>4</sup> *Ass. R.*, 1903. — <sup>5</sup> *Ass. R.*, 1904-1905. — <sup>6</sup> *Ass. R.*, 1902. — <sup>7</sup> Rome, Ferrari, 1901-1905, et *B. I. S. I.* — <sup>8</sup> Bari, 1900. — <sup>9</sup> *Bss. A.*, 1904. — <sup>10</sup> *Bs. U.*, 1901. — <sup>11</sup> *Ass. R.*, 1905.

nezia<sup>1</sup>. Carabellese a mis en ordre et publié *Le pergamene del comune di Barletta* (1234-1658)<sup>2</sup>. Savini annonce *La scoperta del Cartulario aprutino*<sup>3</sup> (XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles). Enfin M. Molfini, « archivist capuccino, » publie d'une façon très satisfaisante un travail riche en informations sur nombre de choses et de gens peu connus, le *Codice diplomatico dei cappuccini liguri* (1530-1900)<sup>4</sup>.

Après ces travaux systématiques et de caractère plus ou moins général, il faut citer, pour leur valeur intrinsèque, des études relatives à des pièces d'archives ou à des manuscrits isolés. Ainsi, V. Lazzarini a porté son attention sur les *Originali antichissimi della cancellaria Veneziana*<sup>5</sup> (quatre documents de 1099 à 1108); Cipolla étudie un très ancien document de Bobbio, un acte où l'abbé Wala distingue les revenus et fixe le travail de chacun de ses subordonnés et qui date de 834 à 836, *Una abbreviatio inedita dei beni dell' abbazia di Bobbio*<sup>6</sup>; Briginti a retrouvé *Tra i papiri di Ravenna*, le texte d'une donation faite à l'église de Ravenne par un certain Giovanni, primicerio (ou capitaine), conservé dans le *papiro Marini XC*<sup>7</sup>. Garufi fait connaître *I diplomi purpurei della cancellaria normanna* et la reine *Elvira prima moglie di Ruggero* (1117-1135)<sup>8</sup>, et G. La Mantia continue ses études de droit sicilien *Sui frammenti di due registri originali degli anni 1353-1355 di Ludovico d'Aragona, re di Sicilia*<sup>9</sup>. M. Federici n'a pas tiré de conclusions nouvelles de son étude de *Carte medievali conferme in versi* (1100-1200)<sup>10</sup>; M. Melampo commence une série d'études, de Pascal I<sup>er</sup> à Pie IX, *Attorno alle bolle papali*<sup>11</sup>; il a examiné dans les bulles originales de 817 à 1048, de Pascal I<sup>er</sup> à Damase, *la sottoscrizione benevole firma rota*. M. Roberti apporte une importante contribution à l'histoire du droit padouan dans *Un formulario inedito di un notario padovano nel 1223*<sup>12</sup>, rédigé par le notaire Ugerio. M. Savagnoni publie, sous le nom *Il diploma di fondazione della capella palatina di Palermo* (1140)<sup>13</sup>, deux documents : l'un écrit sur parchemin pourpre, en caractères d'or, qui est faux, et une copie de l'original. Sous le titre imprécis *Tra carte e membrane*, Bellucci réunit trois études de manuscrits : *Cod. Lat. Urb. 279, Cod. Rom. V. Em. 560, originale di un' opera di Bart. Orsini*<sup>14</sup>; Garufi étudie une *Miscellanea paleografica, le cod. 87* de la bibliothèque municipale de Barcelone<sup>15</sup>. Crapessoni, *Un codice della B. Universitaria di Pavia attribuito ad Incmar*<sup>16</sup>. V. Federici passe en revue *I codici dell' esposizione Gre-*

<sup>1</sup> Venise, Ferrari, 1905 et *N. A. V.*, 1905. — <sup>2</sup> *R. Pu.*, 1905. — <sup>3</sup> *R. A.*, 1905. —

<sup>4</sup> Genova, tip. Gioventù, 1904, p. 495, in-8. — <sup>5</sup> *N. A. V.*, 1904. — <sup>6</sup> *Rsb.*,

1906, I. — <sup>7</sup> *Mse.*, 1906. — <sup>8</sup> *Aa. Pal.*, 1904. — <sup>9</sup> *As. S.*, 1906. — <sup>10</sup> *Ass. R.*, 1904.

— <sup>11</sup> *Mse.*, 1905. 6. — <sup>12</sup> *Mri V.*, 1906. — <sup>13</sup> *Ar. Sic.*, 1901. — <sup>14</sup> *A. P.*, 1906. —

<sup>15</sup> *As. S.*, 1900. — <sup>16</sup> *Bs. P.*, 1905.



goriana al Vaticano <sup>1</sup>. Enfin un jeune érudit que commencent à mettre en vue ses recherches minutieuses, patientes et utiles sur l'histoire de l'humanisme, M. Ad. Cinquini, réunit des *Spigolature da cod. ms. del quattrocento* <sup>2</sup> fort intéressantes, sur le rôle des poètes latinisants à la cour de Francesco Sforza, sur les relations de Bart. Scala et de Bendido avec Federico d'Urbino, sur le Cod. Vat. Urb., 1193.

M. Lazzarini a donné une excellente contribution à l'histoire de la paléographie italienne dans son étude sur la *Scuola calligrafica Veronese del secolo IX* <sup>3</sup>. Il y a aussi beaucoup à prendre dans la recension que M. Barone a donnée du progrès et des résultats des *Studi paleografici e diplomatici in Napoli e nelle provincie Napoletane dal 1818 ai giorni nostri* <sup>4</sup>.

On sait que la chute du Campanile de Venise a réveillé l'attention publique, quant à la solidité des autres monuments de la Sérénissime. On s'est avisé qu'il y avait lieu d'évacuer de toutes choses pesantes le Palazzo ducale, et, en 1905, la Biblioteca Marciana a été transférée dans l'ancien palazzo della Zecca, à côté des Procuratie nuove et du palais royal; elle y est plus largement et plus commodément installée, et ces améliorations portent le public lettré à l'indulgence envers l'architecte qui a fait couvrir le beau cortile du palais pour en faire une salle de lecture. Ce transfert a été célébré par de grandes fêtes et par une nombreuse série de publications. Nous citerons en son lieu la belle conférence de Vittorio Cian, qui dépasse de haut l'intérêt d'un à-propos et intéresse l'histoire générale de l'humanisme. Il faut signaler sur l'histoire intrinsèque de la Bibliothèque les notes descriptives de Mantovani, *La nuova biblioteca di San Marco* <sup>5</sup>, et de G. Coggiola, une étude sur le premier transfert de la Marciana, *Dalla libreria di Sansovino al palazzo ducale* <sup>6</sup>, effectué le 29 août 1811 par ordre du vice-roi d'Italie et raconté d'après les papiers du bibliothécaire Morelli. — Pour l'histoire générale des bibliothèques, citons l'article de Sorbelli sur *La biblioteca capitolare della cattedrale di Bologna nel sec. XV* <sup>7</sup>, fondée en 1451 et enrichie par T. Parentucelli (plus tard Nicolas V), et la description par M. Moffa de la bibliothèque d'Agira, qu'il qualifie justement d'oubliée (*Una biblioteca dimenticata*) <sup>8</sup>, qui fut fondée au XVIII<sup>e</sup> siècle par le prévôt d'Agira, Pietro Miner, et compte cinq mille volumes imprimés, incunables et manuscrits. Les dantistes liront avec intérêt la description de ces *Codici danteschi*, dont M. La Coste Cailler signale l'existence in Mes-

<sup>1</sup> *Ass. R.*, 1904. — <sup>2</sup> *Cnb*, 1905. — <sup>3</sup> *Mri V.*, 1904. — <sup>4</sup> *A. a. P.*, 1903. — <sup>5</sup> *N. An.*, 1905. — <sup>6</sup> Prato, Passerini, in-8, 1905. — <sup>7</sup> *Ads. R.*, 1903. — <sup>8</sup> *Ass. O.*, 1905.

*sina nel sec. XV* <sup>1</sup>, de même que les amis de saint François prendront plaisir à feuilleter l'*Inventario dell' antica biblioteca del S. Convento di S. Francesco in Assisi compilato nel 1381* <sup>2</sup>, dont M. Aless. Leto, qui l'imprime, a identifié trois cents manuscrits, et les humanistes remercieront tous Aless. Luzio, le savant directeur de l'Archivio Gonzaga de Mantoue, d'avoir remis en lumière deux descriptions, l'une sérieuse, l'autre humoristique, du *Museo Gioviano descritto da P. Doni* <sup>3</sup>.

Il faut savoir gré spécial aux érudits qui, ayant pu pénétrer dans des parties d'archives fermées au public, font part à leurs confrères de leurs trouvailles. C'est à ce titre que je signale ici un travail méritoire de M. L. Frimi, bien qu'il se rattache plus à l'histoire contemporaine : *Indicazione ed estratti di documenti del R. archivio di Stato di Roma (1823-1860)* <sup>4</sup>. Ces documents sont des papiers politiques provenant des délégations d'Orvieto, Rieti, Spoleto, etc. Ce sont des publications de ce genre qui, en démontrant la parfaite innocuité de la lumière, donneront plus d'autorité au vœu relatif à l'ouverture des archives d'histoire moderne, jusqu'à 1848, émis par le congrès international de Rome en 1903.

Ce congrès s'était occupé d'un projet de *Corpus* des statuts italiens du moyen âge, mais la discussion était demeurée toute platonique. M. Piero Sella vient de la rouvrir en livrant courageusement au public un *Piano di pubblicazione di un Corpus Statutorum Italicorum* <sup>5</sup>. Peu d'entreprises seraient plus difficiles à mener à bien, mais il y en aurait peu de plus utiles. Le nombre des *Statuti* que l'on publie s'accroît chaque année. Dans ces derniers temps, ont été imprimés, réimprimés, commentés, édités critiquement par Predelli et Besta, *Gli statuti civili di Venezia anteriori al 1242* <sup>6</sup>; par Botteghi, une dissertation (avec textes) *Degli statuti di Padova* <sup>7</sup>, à laquelle doit se joindre un mémoire, *Clero e comune in Padova nel sec. XIII* <sup>8</sup>; par Starabba, les *Consuetudini e privilegi della città di Messina sulla fede di un codice del sec. XV* <sup>9</sup> (appartenant à la Bibl. communale de Palerme); par Gadaleta, *Gli statuti del sec. XVI per il governo municipale della città di Bisceglie* <sup>10</sup>; par V. Santini, *Gli statuti di Forlìmpopoli nel sec. XV* <sup>11</sup>, qui ne sont qu'une sélection de ceux de Forlì, appropriée à ce village; par Andriot, une dissertation sur les *Statuta di Cadubrio per illos de Camino, 1235* <sup>12</sup>, publiés précédemment par Rojom. Les *Statuti di Soncino* <sup>13</sup> ont été l'objet

<sup>1</sup> *Ar. St.*, 1904. — <sup>2</sup> Assisi, tip. franc., in-8, xlv-269 p. — <sup>3</sup> *A. Lomb.*, 1901. — <sup>4</sup> *Assr. U.*, 1905. — <sup>5</sup> Rome, Forzani, 1906. — <sup>6</sup> *N. A. V.*, 1903, et Venise, Vizentini. — <sup>7</sup> *Acad. Padov.*, 1905. — <sup>8</sup> *N. A. V.*, 1905. — <sup>9</sup> Palermo, Boccone del Povero. 1901. — <sup>10</sup> Trani, Vecchi, 1899. — <sup>11</sup> *Ad. S. R.*, 1904. — <sup>12</sup> *N. A. V.*, 1901. — <sup>13</sup> Cremona, Mandelli, 1899.

d'une publication très soignée de Giov. Rossi. On savait que ce petit village, célèbre comme lieu mortuaire d'Ezzelino, avait des statuts dès 1224, mais on n'en connaissait que le texte, réformé en 1532 par François II Sforza. M. Rossi a découvert à l'Ambrosienne un texte de 1393, et publie la rédaction vénitienne de 1506. M. Panfiliani, dont les premiers travaux annoncent un historien érudit et laborieux, a publié *Gli statuti di Portovenere* <sup>1</sup> de 1370, qu'il faut rapprocher du mémoire de Manfroni sur *Liber privilegiorum communitatis Portus Veneris* <sup>2</sup>. Citons encore : Finzi, *Gli statuti della repubblica di Sassari dell' a. 1316* <sup>3</sup>; O. d'Angelo, *I capitoli di Leonessa sull' arte della lana, 1466* <sup>4</sup>; Pardi, *Gli statuti della colletta del comune d'Orvieto (1334-1339)* <sup>5</sup>; Bisceno, *Il comune di Treviso e i suoi più antichi statuti fino al 1218* <sup>6</sup>; Fomarese, *Statuta vetera civitatis Aquis* <sup>7</sup> (Acqui), du 12 mars 1277; Santoli, *Il liber censuum del comune di Pistoia* <sup>8</sup>, de l'origine, 1297, à 1344, qui enregistre plus de neuf cents documents intéressant toute la suite des dominations de Pistoia, des comtes d'Alberti et Guidi à l'évêché, à la comunità del Distritto, jusqu'aux Angevins et à l'Église. Sous le titre *Del luogo di Arosio (près Invengo, entre Milan et la Valassina) e de suoi statuti nel sec. XII e XIII* <sup>9</sup>, M. Giov. Seregna a donné un bon essai d'histoire économique et agricole. M. R. Cessi décrit *Un codice statuario di Bassano (XIII<sup>e</sup> s.)* <sup>10</sup>, et M. Fedeinig, qui a retrouvé *Un frammento dello statuto tivolesse del 1305* <sup>11</sup> parmi les parchemins de l'Archivio comunale de Tivoli, le compare avec le statut connu de 1552. Buraggi met en lumière *Un statuto ignoto di Amedeo IX, duca di Savoia* <sup>12</sup>, réforme statutaire édictée par lui à Lausanne entre octobre et décembre 1467. M. Frola s'occupe des statuts du Canavese et les répartit territorialement, suivant les anciennes divisions politiques, en sept groupes : pays dépendant des comtes descendants des Auscarici de l'évêché d'Ivrée, du comte de Savoie, du marquis de Montferrat, de l'abbaye de San Benigno, et de divers suzerains. Son *Indice degli statuti Canavesani* <sup>13</sup> témoigne d'une très bonne méthode.

Avec celle des statuts inédits, la recherche des chroniques et des documents de toute sorte encore inconnus ou mal connus, parce que mal publiés ou publiés d'après de mauvais textes, est une des plus louables occupations, — et, du reste, des plus en faveur, — de l'érudition italienne. Le *Corpus Muratorianum* a laissé bien à glaner après lui, et d'ailleurs il s'arrête à 1500; les sociétés savantes et les efforts des particuliers sont loin d'avoir épuisé toute cette matière

<sup>1</sup> Genova, tip. Sordomuti, 1901. — <sup>2</sup> *Giorn. Lig.*, 1901. — <sup>3</sup> *A. V.*, 1905. — <sup>4</sup> *Bss. A.*, 1905. — <sup>5</sup> *Bss. U.*, 1905. — <sup>6</sup> *N. A. V.*, 1901. — <sup>7</sup> Alessandria, Jacquemod, 1905. — <sup>8</sup> *A. S. I.*, 1905. — <sup>9</sup> Turin, Paravia, 1901. — <sup>10</sup> *Bm. C. B.*, 1906. — <sup>11</sup> *Ass. R.*, 1904. — <sup>12</sup> Turin, Bocca, 1905, in-8, 32 p. — <sup>13</sup> *Bsb. S.*, 1905.

historique. Cependant chaque année voit apparaître de nombreux textes, d'inégal intérêt sans doute, mais dont aucun n'est indifférent. — P. Egidi a donné en 1901 la première édition complète et correcte des *Croniche di Viterbo scritte da frate Francesco d'Andrea* <sup>1</sup>. Molinari a réimprimé, d'après un exemplaire de la Bibliothèque universitaire de Bologne, la *Cronaca della Mirandoli* <sup>2</sup> écrite par Manfredi au xvi<sup>e</sup> siècle et dédiée en 1562 à Leonello Pio. Z. Volta communique des *Note di Bart. Morone sulla storia politica del suo tempo dal 1411 al 1449* <sup>3</sup>. Antolini, dans une collection des *Monumenta Ferriorensis Historiae*, un *De rebus Estensium (1442-1483)* <sup>4</sup>. Scalvanti, des *Frammenti di Cronaca Perugina inedita* <sup>5</sup>, des xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles, autrefois attribuée à Graziani et qu'il restitue à Purangelo di Giovanni. Tacchi-Venturi, le *Diario consistoriale di Giulio Antonio Santori, cardinale di Sanseverina* <sup>6</sup>. L'objet de la chronique du « chirurgico » Horatio Polino, que publie Carbonelli, est plus technique, — *La cronaca chirurgica dell' assedio di Casale, 1628-1629* <sup>7</sup>, — mais très utile pour l'histoire de la médecine et des mœurs. J'ai déjà parlé ici même de la *Cronaca di Piagelato dal 1658 al 1724 scritta dai contemporanei G. Merlin e G. Bonne* <sup>8</sup>, intéressant témoignage pour l'histoire des Vaudois et de la Val di Chisone. M. Arenaprimo publie le *Diario messinese del notaio Giovanni Chiatto (1662-1712)* <sup>9</sup>. G. Lenna a achevé l'impression de la *Cronaca Venosina* <sup>10</sup>. Sur un des derniers événements militaires de l'ancien régime en Italie, *l'Assedio di Tortona nel 1745*, le *Diario del notaio Carlo Fulchignone* <sup>11</sup>, publié par Cereti, est intéressant. On connaît la vive attaque dirigée naguère, non sans talent, par G. Bonacci contre Pietro Giannone. Il semblait que l'historien napolitain était fort atteint dans sa probité scientifique et dans son autorité. Mais sa défense a été vivement prise : Fausto Nicolini a pensé que le plaidoyer le meilleur était celui qu'il a écrit lui-même et a republié *La Vita di P. Giannone scritta da lui medesimo* <sup>12</sup>. Cette édition, la première intégrale, est bien supérieure à celle que le sénateur-juriste Pierantoni a laissé patronner de son nom. D'autre part, Cogo, dans un mémoire *Intorno all' istoria civile di P. Giannone* <sup>13</sup>, reprend les arguments apportés déjà pour sa défense par G. Gentile et Ben. Croce et démolit presque complètement le livre de Bonacci. Signalons encore sur ce point si vivement discuté un article de D. Pierro, *La fine di una leggenda* <sup>14</sup>, à propos du même livre. On

<sup>1</sup> *As. R.*, 1901. — <sup>2</sup> *Mirandola*, Cagarelli, 1904. — <sup>3</sup> *A. s. L.*, 1904. — <sup>4</sup> *A. d. F.*, 1901. — <sup>5</sup> *Bss. V.*, 1905. — <sup>6</sup> *Sdsd.*, 1904. Ce diaire va du 2 novembre 1575 au 17 décembre 1576. — <sup>7</sup> *Bsb. S.*, 1904. — <sup>8</sup> *Bsb. S.*, 1904-1905, et Pinerolo, tip. soc., 1905. — <sup>9</sup> *As. Mess.*, 1901. — <sup>10</sup> *R. Pu.*, 1901 et seq. — <sup>11</sup> *Ssa. T.*, 1904. — <sup>12</sup> *Naples*, Pirro, 1905. — <sup>13</sup> *Na. V.*, 1904. — <sup>14</sup> *Rn.*, 1906.

continue à publier à Naples le *Diario Napoletano dal 1798 à 1825*<sup>1</sup>. Balli a publié intégralement le *Diario Locarnese* de 1798 à 1808<sup>2</sup>. Le centenaire du siège de Turin de 1706 a provoqué de nombreuses publications de mémoires, d'articles de vulgarisation sur lesquels je reviendrai, et de documents. Jabotto a publié d'après des archives privées *Il manifesto di guerra di Vittorio Amedeo II contro i Francesi nel 1703*<sup>3</sup>, adressé à l'évêque de Saluces le 6 octobre; Staffetti, une intéressante *Lettera di V. Am. II per la guerra contro i Francesi nel 1704*<sup>4</sup>, tirée des archives de Masso, dans laquelle le duc engage le duc C. II Cybo à ne pas rompre ses relations amicales avec l'Empire. — Parmi les documents historiques divers récemment tirés de l'ombre, citons les *Ricordi di due pape*<sup>5</sup> que L. Frati a publiés d'après un manuscrit de la Bibliothèque universelle de Bologne : ce sont ceux de Paolo III au cardinal Farnèse et d'Innocent XI, rédigés sous forme de maximes morales. — L'époque de la Révolution française et du Risorgimento commence à livrer des documents inédits importants : Gallavresi donne les *Istruzioni del conte B. Arese a suo figlio, deputato alla consulta di Lione*<sup>6</sup>, des *Lettere inedite del vice presidente Melzi* (1802)<sup>7</sup>, et des *Frammenti dell' epistolario del conte G. Prina*<sup>8</sup>. Il est fâcheux que ce laborieux publicateur de textes soit obligé de disperser ainsi ses trouvailles : espérons que la revue de la naissante société de Storia del Risorgimento sera destinée pour la meilleure part à accueillir dorénavant les documents analogues. — Sorbelli publie les *Poesie di Matteo Griffoni, cronista bolognese*<sup>9</sup>, d'après ses autographes (1374-1403); elles font mieux connaître l'auteur et son temps. Sous les initiales A. B. a paru une *Istruzione per l'ambasceria di Annibale Merlani presso Filippo II, re di Spagna* (1559)<sup>10</sup>, pour lui exposer les misérables conditions économiques d'Alexandrie. De la même année sont des lettres de Giusti et Valeri, d'après lesquelles Goggiola raconte *Una ribalderia inedita del cardinale Caraffa*<sup>11</sup>.

Un précieux recueil de textes diplomatiques est celui qu'a préparé M. Pellegrini : *Relazioni inedite di ambasciatori lucchesi alle corti di Firenze, Milano, Genova, Modena, Parma, Torino*<sup>12</sup>. — Il faut signaler aussi des *Lettere da Roma ai nunzi pontifici in Svizzera negli anni 1609-1615*<sup>13</sup>, publiées sans nom d'éditeur. M. Oullari fait connaître un important *Carteggio tra i Bentivoglio e gli Estensi*<sup>14</sup>, qui est conservé dans l'*Archivio di Stato di Modena*. M. Cavicchi réunit *Alcune poesie politiche in dialetto veneziano e volgare del*

<sup>1</sup> *As. N.*, 1905. — <sup>2</sup> *B. st. Sviz.-It.*, 1901. — <sup>3</sup> *B. sb. S.*, 1904. — <sup>4</sup> *Ibid.*, 1905. — <sup>5</sup> *As. I.*, 1905. — <sup>6</sup> *Ril.*, 1905. — <sup>7</sup> *Bcr. I.*, 1906. — <sup>8</sup> *As. I.*, 1904. — <sup>9</sup> *Ads. R.*, 1902. — <sup>10</sup> *Rs. Aless.*, 1901. — <sup>11</sup> *St. Stor.*, 1901. — <sup>12</sup> Lucia, Marchi, 1900, in-8. — <sup>13</sup> *B. St. Svizz. I.*, 1901. — <sup>14</sup> *Ads. R.*, 1901.

sec. XVII<sup>1</sup>, relatives les unes à la politique des Espagnols en Valte-line en 1620, les autres à l'occupation française de Casal en 1681. M. Zenatti publie le *Poemetto di Pietro de Natali sulla pace di Venezia tra Alessandro III e Fred. Barbarossa*<sup>2</sup>. Les célèbres *Lettere Sirmiensi*<sup>3</sup> de Francesco Apostoli ont été réimprimées par M. d'Ancona, et une excellente Vie de l'auteur, émule des aventures (politiques) de Casanova, écrite pour cette édition par Bigoni. Et le laborieux Manponi, faisant trêve à ses études d'histoire maritime et municipale, a réédité la *Storia del reame di Napoli dal 1734 al 1825*<sup>4</sup> de P. Colletta. C'est une curiosité littéraire plutôt qu'un document historique que la comédie de Jacopo Nardi *I due felici rivali*<sup>5</sup>, jouée le 17 février 1513 au palais des Médicis et restée inédite. Le marquis Ferrajoli a cependant bien fait de la publier. Documents sociologiques à coup sûr aussi, ce *Libro di Cucina Bergamasco*<sup>6</sup> du xv<sup>e</sup> siècle, qu'un Allemand anonyme a recopié en 1481 sur un exemplaire conservé par une étrange fortune à Châlons-sur-Marne, et que F. N[ovati] a savamment étudié; ce *Trattatello medico per Sforzino Sforza*<sup>7</sup>, que le cardinal Ascanio a commandé en 1486 pour son neveu au médecin véronais Gabriel Terbi, et que vient de publier E[milio] M[otta], et cette *Profezia inedita della fine del quattrocento*<sup>8</sup>, que Benzoni attribue à Leod. de Rimini, prédicateur de la croisade devant Pie II, et située vers 1460-1470.

De Sicile nous viennent *Due codici inediti di Antonio Benadelli*, publiés par Natale, et d'un vif intérêt pour l'histoire du xv<sup>e</sup> siècle : l'un contient une *Oratio in Genuenses, contra Florentinos et Venetos*, l'autre les *Epistolae et legationes [per Antonium Panormitam]*<sup>9</sup>.

Nous arrivons maintenant à la série des documents épistolaires. Il en est peu de plus utiles et de plus vivants, mais peu aussi de plus innombrables et de plus abondamment publiés, en raison de leur intérêt même et aussi, bien souvent, de leurs petites dimensions qui leur assurent de la part des revues un accueil plus bienveillant. Fumi a publié une *Epistola dei Poverelli de Cristo al comune di Nurni* (1353-1355)<sup>10</sup>, plaidoyer pour se défendre contre l'accusation d'ignorance. Traversani a publié, d'après le Cod. Laur. 29, cinq *Lettere autografe di G. Boccaccio*<sup>11</sup>, de 1338 à 1348. Camposi continue la monumentale publication des Lettres de Muratori; Cipolla a donné un compte rendu important des tomes VI-VII (années 1722-1723)<sup>12</sup>. Citons encore : d'Eug. Casanova (*per nozze*), *Lettere di V. Amedeo II*

<sup>1</sup> An. V., 1900. — <sup>2</sup> Rome, Forzani, 1905, 98 p., 6 pl. — <sup>3</sup> Rome, Alberghi et Segati (*Bibl. Storic. del Risorgimento*), in-8, p. 428, 1906. — <sup>4</sup> Milan, Vallardi, 2 vol. in-8, 460, 492 p., 1905. — <sup>5</sup> Rome, Forzani, 1901. — <sup>6</sup> As. L., 1905. — <sup>7</sup> Ibid., 1905. — <sup>8</sup> At. V., 1905. — <sup>9</sup> As. Si., 1901. — <sup>10</sup> Bs. U., 1901. — <sup>11</sup> Ms. V., 1905. — <sup>12</sup> As. L., 1905.

duca di Savoia ed Anna d'Orléans, sposi <sup>1</sup>; Bustico, [24] *Lettere inedite di I. Aff.* <sup>2</sup> au cardinal L. Valenti Gonzaga (1780-1788); Nicolini, *Lettere inedite di B. Tanucci a Ferdinando Galiani* <sup>3</sup>; Manacorda, *Correspondenza fra L. Allacci ed Angelico Aprosio* <sup>4</sup>; G. Capasso, *Un manipolo di lettere di Andrea e Giannettino d'Oria* <sup>5</sup>; L. Bonfigli, *Otto lettere e una canzone di B. Pitti* <sup>6</sup>. Plus importante est la publication entreprise par M. Favaro du *Carteggio* de Galilée, sous le titre *Amici e corrispondenti di G. Galilei* <sup>7</sup>. Récemment ont paru les lettres de Giov. Cam. Gloriosi, et celles de G.-C. Agucchi. Sous le titre un peu vague et destiné au public mondain : *Per la guerra dei sette anni. Lettere dal Campo* (1756-1764) <sup>8</sup>, Amedeo Pellegriani a publié les lettres très importantes pour l'histoire des mœurs militaires de L. Baed. Cerretani, né à Sienne le 2 décembre 1730, et qui servait dans les armées impériales. Arenaprimo publie vingt et une *Lettere inedite de Maria Carolina* <sup>9</sup>, de 1808 à 1814; F. Ceretti, d'après les autographes du musée Correr, les *Lettere inedite di Pozzelle al P. Moschini e al conte Niccolo di Rio* (1802-1813) <sup>10</sup>; Verga, des *Lettere di illustri Ticinesi* [Albertolli, Francini] a *Cesare Cantù* <sup>11</sup>; C. Pariset, *Una lettera inedita di T. Mamiani* <sup>12</sup> [au poète C. Ferri, le 19 février 1830]; Vaubianchi, *Due lettere di Giovanni Berchet* <sup>13</sup> (à la marquise Arconati, 1827, et à Teresa Kramer, 1830). Les *Lettere del conte Carlo Ferri governatore di Perugia* <sup>14</sup>, publiées par Castellani, décrivent entre autres faits le mouvement du 14 février 1831. Sur les événements de 1848, on trouvera des détails dans *Una lettera inedita di Ugo Bassi* <sup>15</sup>, postérieure au 15 avril 1848, publiée par Guastalla; *Una lettera inedita di P. Giordani* <sup>16</sup> (à Mgr Muzarelli, du 6 avril 1848), publiée par Oxilia; deux lettres de 1849 de G.-P. Vieusseux a la principessa Belgiojoso <sup>17</sup>, par Ers. Michel; sous le titre *La morte di Cipriano Angioloni, detto Berliche* <sup>18</sup>, qui fut exécuté par les Autrichiens le 30 juillet 1849, est publié un récit de Bertanzy sous forme de lettre, 1<sup>er</sup> novembre 1902. Zois fait connaître la vie des Italiens *Profughi nelle sette isole* <sup>19</sup>, en publiant seize lettres de Nic. Tommaseo à Luigi Marzocchi, de 1857 à 1872. Pour l'histoire des arts et des lettres, voici d'Ozzola, *Lettere inedite del pittore G. Landi* <sup>20</sup> (1783-1788); de L.-A. Villari, *Alcune lettere inedite di D. Morelli* <sup>21</sup> (à Margherita Mignaty, 1861), *Alcune lettere inedite del P. Alberto Guglielmotti* <sup>22</sup> (1873-1882); de Bertolini, *L'epistolario inedito di L.*

<sup>1</sup> Siena, Lazzeri, 1906. — <sup>2</sup> F. a., 1905. — <sup>3</sup> As. N., 1905. — <sup>4</sup> G. lig., 1901. — <sup>5</sup> Gs. l. L., VII. — <sup>6</sup> R. Lucc., 1906. — <sup>7</sup> Ai. V., 1903-1904. — <sup>8</sup> Lucca, Pellicci, 1905. — <sup>9</sup> As. Sic., 1905. — <sup>10</sup> Carpi, Ravaghi, 1905. — <sup>11</sup> Bs. Svizz. T., 1905. — <sup>12</sup> Ro., 1906. — <sup>13</sup> Bcz. I., 1906. — <sup>14</sup> Asz. U., 1906. — <sup>15</sup> Ro., 1905. — <sup>16</sup> Genova, sec. XIX, 1906. — <sup>17</sup> Girgenti, Montis, 1906. — <sup>18</sup> As. S. U., 1905. — <sup>19</sup> Cc. El., 1905. — <sup>20</sup> Fn., 1906. — <sup>21</sup> N. An., 1906. — <sup>22</sup> Rn., 1906.

*Torti a G. Casati* <sup>1</sup> (1863-1873); de Quintavelli, *Una lettera di Torti* <sup>2</sup> (31 juillet 1869), à propos *Di Numbale Vecchi e del suo carteggio politico* <sup>3</sup>. Degli Azzi publie quarante-quatre lettres d'Arisdante Fabretti (1835-1860); Degli Azzi a publié aussi des *Lettere di Angelo Maria Ricci a Giambattista Vermiglioli* <sup>4</sup>. Signalons enfin aux amateurs de littérature française *Una lettera di A. Lamartine a G. B. Niccollini* <sup>5</sup>, du 29 mars 1840, et du P. Costa une *Stendhaliana* <sup>6</sup>, un document inédit de 1827 à propos de Rome, Naples et Florence.

Pour l'histoire du développement communal, il faut signaler des *Lettere inedite*, retrouvées et publiées par Beltrani, *Del comune Bolognese a Maghinardo Pagani da Susinara* (1289-1291) <sup>7</sup>, et une *Lettera concernente le trattative per la pace tra i Guelfi ed i Ghibellini* <sup>8</sup>, essayées après la mort de Jean XXI, lettres adressées par Gherardo, général de l'ordre des Camaldules, au cardinal Bentivenga, évêque d'Albano, publiées par Patetta. M. P. Piccolomini communique *Due lettere inedite di Bern. Ochino* <sup>9</sup> (de 1542, importantes), et deux lettres adressées à Cosme I<sup>er</sup> de Médicis en 1549, permettent à M. Dini de préciser la biographie du secrétaire ducal *M. Francesco Campana ed i Suoi* <sup>10</sup>. M. Monti éclaire celle, encore si obscure, de Paul Jove, en publiant vingt-quatre lettres de l'historien et sept autres pièces sous ce titre collectif : *Documenti Giovio inediti* <sup>11</sup>. Il faut citer aussi *Tre lettere di Aless. Tassoni* <sup>12</sup>, de 1612 à 1613 et 1617, tirées de l'Archivio di Stato de Florence par M. di Pierro.

L'histoire de la Consulte de Lyon, dont on sait l'importance pour le développement des institutions italiennes sous l'Empire, n'est pas encore faite : de bons matériaux ont été réunis par un spécialiste bien connu, T. Casini : quatre-vingt dix lettres de Bonaparte, Talleyrand, Marescalchi, Pancaldi, Melzi, pleines de détails sur l'élaboration de la constitution italienne, forment cette nouvelle série de *Fonti per la storia della Consulta di Lione* <sup>13</sup>.

A l'euristique se rattache étroitement la critique des textes historiques, et, dans les publications précédentes, elle a souvent sa part. Voici maintenant des travaux plus spécialement consacrés à la critique historiographique. Le centenaire de Paul Diacon a donné lieu à plusieurs mémoires sur cet excellent homme. Zenutto a étudié *Paolo Diacono ed il monachismo occidentale* <sup>14</sup>. Calligaris a recherché dans les documents du Mont-Cassin et dans les chroniqueurs *Alcuni fonti per lo studio della vita di Paolo Diacono* <sup>15</sup>, et y est revenu : *Ancora di alcuni fonti per lo studio, etc.* <sup>16</sup>, pour répondre à Crivellucci, qui

<sup>1</sup> *N. An.*, 1906. — <sup>2</sup> *Bcz J.*, 1906. — <sup>3</sup> *Asr. U.*, 1906. — <sup>4</sup> *B. U.*, 1901. — <sup>5</sup> *Rn.*, 1905. — <sup>6</sup> *N. An.*, 1906. — <sup>7</sup> *Rom.*, 1906. — <sup>8</sup> *A. a. T.*, 1905. — <sup>9</sup> *Ass. R.*, 1905. — <sup>10</sup> *A. St. It.*, 1905. — <sup>11</sup> *Pss. C.*, 1905. — <sup>12</sup> *A. St. It.*, 1905. — <sup>13</sup> *M. a. M.*, 1905. — <sup>14</sup> Udine, del Bianco, 1899. — <sup>15</sup> *A. S. L.*, 1899, 10. — <sup>16</sup> *Ibid.*, 1901.



avait discuté ses vues dans un mémoire *di alcune questioni relative alla vita di Paolo Diacono, storico dei Longobardi*<sup>1</sup>, et Crivellucci a examiné spécialement deux endroits du texte de Paul Diacon dans des notes *Ad Pauli Diaconi Hist. Lang. III, 16, Populi tamen adgravati*, où il propose de substituer *etiam* à *tamen*, et *ad P. D. H. Lang. II, 13, ad Martini I pontificis epistolam XV*<sup>2</sup>. Calligaris a résumé l'état actuel des connaissances sur ce chroniqueur *Dello stato presenti* (1905) *degli studi intorno alla vita di Paolo Diacono*<sup>3</sup>. Solmi démontre que la *Practica juris*, attribuée à Baldo, est un abrégé de la *Compendiosa* de Tancredi da Corneto<sup>4</sup>. Cogo vulgarise *Tre antichi annalisti genovesi*<sup>5</sup> à propos des continuateurs de Cafaro, Ottobono Scriba, Ogerio Pane et Marchisio Scriba, de Frédéric Barberousse à Frédéric II. Fl. Mannucci montre que l'encyclopédie connue sous le nom de *La Cronaca di Jacopo da Voragine*<sup>6</sup> est utile pour prouver l'ancienneté de la culture littéraire génoise (contestée par Burchardt). M. L. S. donne des observations *Intorno alla cronaca in volgare di Sant Isidoro*<sup>7</sup>, éditée en 1480. Palatini étudie l'évêque historien d'Aquila *Jacopo Donadei ed i suoi diarii* (de 1407 à 1414)<sup>8</sup>, fort intéressants pour l'histoire des Abruzzes. Neri fait revivre la figure de *P. Partenopeo*<sup>9</sup>, qui, arrivé à Gènes vers trente ans, en 1520, y fut annaliste officiel, orateur et professeur, et dont les Annales oubliées ont servi de guide à Bonfadio. Lagornaggiore décrit d'ensemble l'*Istoria Veneziana di P. Bembo*<sup>10</sup>, sa valeur littéraire et documentaire, ses sources, ses rapports avec les *Diarii* de Sanuto. V. Lazzarini a retrouvé *Il vero autore della Storia arcana della vita di fra Paolo Sarpi*<sup>11</sup>. L. Prati met en lumière l'importance de *Gli autografi di Fra Cherubino Ghirarducci*<sup>12</sup> pour apprécier la méthode de l'historien bolonais. M. Rossi disserte sur *Un poemetto sul preteso diritto di Coscialico*<sup>13</sup>, œuvre médiocre d'un certain A. Panizzi da Badalneco, publié en 1713, et qui est relatif à un fait tout à fait étranger à ce prétendu droit, le siège d'Oberto dei Conti di Vintimiglia dans son château pour des raisons économiques. M. De Rossi révèle *Un nuovo diarista pistoiese*<sup>14</sup>, Giovan Cosimo de' Rossi Melicchi (1684-1734), et Mondaini étudie *La Storia dei suoi tempi di G. B. Adriani*<sup>15</sup>. Cogo s'est lui aussi occupé, à propos du livre de Bonacci, *Intorno alla Storia civile di Giannone*<sup>16</sup>. Mazzatinti a tiré d'un énorme fatras, composant l'*Autobiografia del Canonico D. Salvali* (1796-1815)<sup>17</sup>, tous les renseignements utiles pour la biographie

<sup>1</sup> *St. Stor.*, IX, 1900. — <sup>2</sup> *St. Stor.*, 1901. — <sup>3</sup> *A. S. L.*, 1905. — <sup>4</sup> *Ag. Seraf.*, 1901. — <sup>5</sup> *Nan.*, 1902. — <sup>6</sup> Genova, Municipio, 1904. — <sup>7</sup> *Ms. C.*, 1906. — <sup>8</sup> *Bss. A.*, 1901. — <sup>9</sup> *G. lig.*, 1901. — <sup>10</sup> *Nav.*, 1904-1905. — <sup>11</sup> *At. Ven.*, 1905. — <sup>12</sup> *Ads. R.*, 1901. — <sup>13</sup> *Ms. I.*, 1906. — <sup>14</sup> Ravenna, 1901. — <sup>15</sup> Firenze, Paravia, 1905, in-8, 88 p. — <sup>16</sup> *Na. V.*, 1904. — <sup>17</sup> *Ast. U.*, 1905.

de l'auteur et d'importants détails sur le siège de Stroncone, du 10 au 28 février 1799. M. E. Greppi signale *Un' opera inedita di Aless. Verri sulla storia d'Italia*<sup>1</sup>, œuvre de jeunesse dont l'impression fut suspendue en 1767 et n'a jamais été reprise, une histoire d'amour ayant modifié les dispositions philosophiques de Verri. Verri, devenu fidèle disciple de la Curia romana, finit par désavouer complètement cet essai en 1808. Roberti raconte la vie de *Benedetto Patono di Meirano* (1763-1830) et étudie ses *Mémoires pour l'histoire de la dernière guerre des Alpes*<sup>2</sup>. L. Frati, sous ce titre : *Due cronisti bolognesi plagiarii*<sup>3</sup>, restitue à Fileno della Fuata la *Cronaca Seccadenari*, jusqu'ici attribuée à Niccolo di A. Seccadenari. Dutto classe *Le relazioni sull' assedio di Cuneo del 1557*<sup>4</sup>. De Marchi examine *I manoscritti dell' anonimo ticinese De laudibus civitatis papiae*<sup>5</sup>, et retrouve, dans le Cod. Bonetta du Museo Civico de Pavie, le chef d'une famille employée par Muratori. Carreri parle *Del libro VI inedito della storia Poliromana del Bacchini*<sup>6</sup> (de Mantoue). Lupo Gentile trouve dans *Un ragguglio di Giovanni Forteguerra*<sup>7</sup> la source de Varchi pour l'histoire de la bataille de Gavisana et de la mort de Ferrucci. M. Sanvisenti, dans son étude *Su le fonti e la patria del Curial y Guelfa*<sup>8</sup>, conclut que ce célèbre roman est non catalan, mais italien, ou du moins issu des relations italo-catalanes du xiv<sup>e</sup> siècle. Zaccagnini a fait un portrait d'*Uno storico umanista Pistoiese*<sup>9</sup> (Zembino, 1387-1458). Signalons enfin la bonne étude de Nicastro sur *I comentari della Rivoluzione francese di Lazzaro Papi*<sup>10</sup>, la seule histoire de la Révolution écrite par un contemporain italien.

On sait les polémiques ouvertes sur le sens du nom « Italie » au moyen âge. M. Salsotto, dans son étude *Sul significato del nome ITALIA presso Luitprando vescovo di Cremona*<sup>11</sup>, montre que Luitprand entend toujours ce nom dans son sens le plus étendu, et qu'il a déjà la notion de l'unité italienne au moins géographiquement.

L.-G. PÉLISSIER.

(A suivre.)

<sup>1</sup> *As. L.*, 1905. — <sup>2</sup> *Ms. I.*, 1905. — <sup>3</sup> *Ads. R.*, 1905. — <sup>4</sup> *Ms. I.*, 1905. — <sup>5</sup> *Bss. P.*, 1901. — <sup>6</sup> *Rsbén*, 1906. — <sup>7</sup> *Bs. Pi.*, 1905. — <sup>8</sup> *Sm.*, 1904. — <sup>9</sup> *S. I. L.*, 1900. — <sup>10</sup> *St. Stor.*, 1901. — <sup>11</sup> *As. L.*, 1905.

---

## CHRONIQUE

---

L'Académie des inscriptions et belles-lettres, dans sa séance du 1<sup>er</sup> mars, a entendu une communication de M. S. Reinach sur la légende de Prométhée. A l'origine, selon lui, l'aigle de Prométhée aurait été l'aigle Προμηθεύς, protecteur ou prévoyant : l'on clouait des aigles sur les portes pour se préserver notamment de la foudre. La croyance qu'un aigle avait dérobé du feu au soleil pour l'apporter aux hommes fit considérer comme un châtiment l'emploi prophylactique du corps de l'animal. Puis, quand la légende eut fait de Prométhée un homme, l'aigle, de victime, devint bourreau.

Le 15 mars, M. Perrot a donné connaissance à l'Académie des fouilles faites à Rome par M. Gauckler, et qui établissent l'emplacement du *lucus Furinae* ou *Furrinae*, où Caius Gracchus se fit donner la mort par son esclave ; la déesse, à laquelle était consacré le bois, était une nymphe et non pas, comme l'ont dit même quelques écrivains latins, une furie ; à l'époque impériale, le sanctuaire fut affecté au culte de divinités syriaques : Jupiter Keraunias, Jupiter Heliopolitain, Adadus, Jupiter Maleciabrudus. — Les 8 et 15 mars, M. Edmond Pottier a expliqué l'ornementation et le symbolisme religieux de quelques vases mycéniens trouvés en Crète et actuellement au Louvre.

Le 22 mars, M. Barth a exposé les premiers résultats de la mission en Turkestan de M. Pelliot, qui a trouvé quelques monuments bouddhiques et des sculptures de quelque intérêt historique. — M. d'Arbois de Jubainville, citant un passage de l'épopée irlandaise sur le héros Cuchulainn, dans lequel il est représenté comme jugeant indigne de lui de s'emparer des vêtements, armes et chevaux des vaincus, en rapproche ce que dit Diodore de Sicile des Gaulois, qui se contentaient de prendre les têtes des ennemis tués, laissant le butin à leurs serviteurs.

La séance du mercredi saint 27 mars a été marquée par l'annonce de la précieuse découverte faite à Carthage par le P. Delattre : celle de la pierre tombale des saintes Perpétue et Félicité et de leurs compagnons Saturne, Saturninus, Rebocatus, Secundulus ; c'est le premier document épigraphique qui nous fournisse la liste de ces confes-

seurs de la foi, si vénérés en Afrique. — Georges de Rayn ou d'Esclavonie, dont M. Léger a ensuite esquissé la figure, était un Slave qui, après avoir fait ses études en Sorbonne, devint chanoine d'Auxerre, et mourut chanoine pénitencier de Tours. Les manuscrits de ce théologien, que conserve la bibliothèque de Tours, tirent un intérêt particulier des textes glagolitiques et cyrilliques qu'ils renferment. — Dans un curieux mémoire, M. Mispoulet rattache la coutume minière du moyen âge à la coutume romaine, en établissant des liens étroits entre le règlement romain d'Aljustrel, récemment signalé à l'Académie, et les statuts miniers de nombreux endroits : Saxe, Moravie, Bohême, Trentin, Toscane, Sardaigne.

A la séance du 5 avril, M. L. Delisle a communiqué à l'Académie huit feuillets d'un manuscrit précieux du XIII<sup>e</sup> siècle, actuellement propriété de M. Pierpont-Morgan : il s'agit d'un fragment de la Bible moralisée, dont on possède un exemplaire complet, aujourd'hui scindé en trois volumes qui se trouvent à Oxford, à Londres et à Paris ; ce précieux manuscrit est orné de cinq mille médaillons en miniature, qui forment concordance de l'Ancien et du Nouveau Testament. Le fragment acquis par M. Pierpont-Morgan appartient à un exemplaire en tout semblable à celui que nous connaissons et sorti des mêmes ateliers ; mais ce qui en fait le prix tout particulier, c'est qu'il contient en plus, sur un feuillet final, une grande miniature représentant le compilateur et le scribe, et au-dessus le portrait du roi et de la reine auxquels était destiné ce somptueux exemplaire ; le roi est incontestablement saint Louis, la reine est sa mère ou sa femme ; M. Delisle pense que les deux manuscrits sont l'œuvre d'un atelier monastique parisien. — M. Babelon a établi que la croix que porte la Victoire au revers des monnaies d'or d'Alexandre le Grand n'est pas une hampe de trophée, mais la stylis, étai cruciforme qui soutenait l'aplustis à l'arrière des navires ; les Athéniens avaient décoré leurs amphores panathénaïques, dès 336, d'une Victoire tenant à la main cette stylis, symbole de puissance maritime, et c'est pour leur plaisir qu'Alexandre la leur emprunta, comme il emprunta aux monnaies corinthiennes la tête d'Athéna.

Le 12 avril, a été communiquée une lettre du P. Delattre qui revient sur l'inscription des saintes Félicité et Perpétue, en fixe la date un siècle environ après la mort des martyres et insiste sur l'intérêt qu'elle offre en permettant de déterminer la place de la basilique majeure où étaient ensevelis les corps ; il signale aussi la découverte d'une mosaïque dont il ne reste malheureusement que quelques fragments. — M. F. de Mély a cru pouvoir restituer à Henri de Bonnechose, auteur d'un Martyre de saint Denis qui se trouve au Louvre, l'exécution des miniatures des « très riches heures » du duc de Berry (à Chantilly).

La campagne de fouilles poursuivie pendant quatre mois par M. Clermont-Ganneau à l'île d'Éléphantine, en compagnie de M. Clédat, a été féconde en résultats qu'il a exposés le 19 avril à l'Académie. Il a découvert notamment un sanctuaire décoré d'obélisques en miniatures, et recouvrant une nécropole de béliers — l'animal sacré de Knoum cynocéphale — momifiés avec soin. Il a mis également au jour de nombreuses inscriptions des Juifs établis à Éléphantine dès le <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle avant notre ère ; une nouvelle campagne de fouilles ferait sans doute découvrir le sanctuaire hébreu qui s'élevait dans l'île.

Le 26 avril, M. l'abbé Breuil a mis l'Académie au courant des découvertes faites par lui, en compagnie de M. Cartailhac, dans les cavernes de Niaux (Ariège) et de Gargas (Hautes-Pyrénées) ; ils y ont trouvé des figures symboliques, des mains, des armes, des animaux, en partie percés de flèches. — M. le comte Paul Durrieu a établi que le fameux Boccace de Munich n'a pas été fait, comme on l'avait supposé, pour Étienne Chevalier, trésorier de France, dont Chantilly possède un beau livre d'heures, mais pour Laurent Gyrard, notaire et secrétaire de Charles VII.

Le 3 mai, M. le docteur Capitan a informé l'Académie que les silex égyptiens signalés par lui, il y a quelques années, comme découverts dans l'île Riou, au sud de Marseille <sup>1</sup>, par lui et par l'abbé Arnaud d'Agnel, y avaient été simplement déposés par une personne désireuse de tromper ce dernier. — M. M. Collignon trouve une preuve de l'influence attique sur l'art éginète dans une tête d'Athéné en marbre, actuellement en la possession du marquis de Vogüé. — M. Gustave Schlumberger a découvert une médaille inconnue du jurisconsulte André Tiraqueau, qui fut l'ami de Rabelais.

Le 10 mai, M. Léopold Delisle a dénoncé une falsification audacieuse qui veut faire passer pour un livre ayant appartenu à Charles V un vulgaire volume des Allégories de la Bible. — M. Clermont-Ganneau a signalé la découverte, dans les environs d'Alexandrie, d'une épitaphe sémitique qui permet de fixer à Hiahimiyé l'emplacement du cimetière juif de cette cité. — M. Charles Normand a entretenu l'Académie de la découverte du mur antique de Lutèce au boulevard du Palais, et d'un bas-relief du marché aux fleurs représentant des hommes dont l'un est coiffé du cucullus, ce qui permet de croire que le bas-relief servait d'enseigne à un cabaret.

Le 17 mai, M. Merlin a fait connaître à l'Académie la découverte à Carthage d'un vase égyptien avec cartouche au nom d'Amasis ; et M. l'abbé Leynaud celle d'un hypogée païen à Sousse.

Le 24 mai, M. de Morgan a envoyé à l'Académie le calque d'un vase

<sup>1</sup> Cf. *Revue des questions historiques*, t. LXXVIII, p. 676.

grec trouvé dans les fouilles de Suse, ce qui autorise peut-être l'hypothèse de relations commerciales entre la Grèce et la Persé avant les guerres médiques. — M. Edmond Pottier a lu une note sur un vase antique du <sup>ve</sup> siècle, qui représente une clinique chirurgicale.

A l'Académie des sciences morales et politiques, nous notons la lecture faite du 9 mars au 11 mai, par M. Henri Carré, sur les Parlements et les États Généraux et l'humiliation des Parlements (mai-juillet 1789).

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le premier prix Gobert à M. Charles Bémont pour ses *Rôles gascons*, et le second prix à M. Louis Halphen pour son *Comté d'Anjou*.

Elle a partagé le prix Allier de Hauteroche entre MM. Hugo Gaebler pour ses études sur les monnaies de Macédoine, et Georges Macdonald pour son catalogue des monnaies grecques de la collection Huster.

La plus grosse partie du prix Loubat a été attribuée par elle à M. Henri Vignaud pour ses travaux sur Christophe Colomb (2,000 fr.); M. Jules Humbert, *les Origines vénézuéliennes*, a obtenu 600 fr.

Elle a décerné sur le prix Bordin des récompenses de : 1,500 fr. à M. Paul Monceaux pour son ouvrage sur l'Afrique ; 500 fr. à M. Pichon pour ses *Derniers écrivains de la Gaule romaine*.

Le prix Estrade Delcros a été accordé à M. Joseph Halévy pour l'ensemble de ses travaux.

Le prix Saintour a été partagé entre MM. Léon Homo, *Essai sur le règne de l'empereur Aurélien* ; Merlin, *L'Aventin dans l'antiquité* (1,000 fr. chacun) ; Audollent, *Defixionum tabellae*, et Bourget, *L'Administration financière du sanctuaire pythique au IV<sup>e</sup> siècle avant Jésus Christ* (500 fr. chacun).

L'Académie a décerné une récompense de 500 fr. sur le prix Stanislas Julien à M. le commandant Lunet de Lajonquière pour son *Ethnographie du Tonkin septentrional*.

Le prix Bordin pour les études orientales a servi à récompenser, entre autres ouvrages : *Marrakech*, par M. Doutté (1,000 fr.) ; *Chronique de Morée*, par M. Adamantion ; *Bibliographie du Jâinisme*, par M. Guérinot ; *Manuel d'art musulman*, par M. Migeon (500 fr. chacun).

Le prix Prost a été partagé entre M. Alfred Grenier, *Habitations gauloises et villas latines dans le pays des Mediomatrices* (800 fr.), et la Revue *l'Austrasie* (400 fr.).

Les 2,000 fr. du prix du budget ont été attribués à M. R. Poupardin pour son livre sur *le Royaume de Bourgogne*.

Les sujets mis au concours par l'Académie des inscriptions pour le prix ordinaire (2,000 fr.) sont : la Préfecture du prétoire au IV<sup>e</sup> siè-

cle (31 déc. 1907), et Étude d'une période ancienne de l'histoire du Japon (31 déc. 1908).

L'Académie des sciences morales et politiques décernera, en 1908, le prix Victor Cousin (4,000 fr.) à une étude sur la vie de Chrysippe, ses œuvres, sa part à la fondation du stoïcisme ; — le prix Saintour (3,000 fr.), 1<sup>o</sup> à l'étude, au point de vue des effets financiers et économiques, d'une grande guerre contemporaine ; 2<sup>o</sup> au sujet suivant : La conception de l'État et de ses attributions politiques, telle qu'elle se dégage des écrits des penseurs du XVIII<sup>e</sup> siècle, et l'influence qu'elle a exercée sur la conception de l'État que se sont faite les hommes de la Révolution, sur leurs mesures législatives, sur leurs mesures de gouvernement, dans leurs assemblées, leurs comités, leurs missions. — Elle décernera en 1909 le prix Odilon Barrot (5,000 fr.) à l'histoire d'une coutume générale ou d'un groupe de coutumes locales ; origine et modifications successives ; sources, manuscrits, application ; — le prix Rossi (4,000 fr.), à une histoire économique de la soie ; — le prix du budget (2,000 fr.), à l'étude du régime de centralisation dans l'administration de la France depuis la mort de Louis XIV jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; — le prix Bordin (2,500 fr.), à un travail sur la prépondérance française en Occident sous les quatre premiers Valois ; — le prix Saintour (3,000 fr.), à l'histoire du Parlement de Paris depuis l'avènement de Charles VI jusqu'à la mort de Henri II. — En 1910, elle décernera le prix Bordin (2,500 fr.) à une étude sur Nicolas de Cuse.

C'est à Montpellier que s'est tenu cette année, du 2-au 5 avril, le Congrès des sociétés savantes. Nous en indiquerons, suivant notre usage, les communications qui rentrent le plus directement dans le cadre de nos études.

*Section d'histoire. Mardi soir 2 avril.* M. le chanoine Morel a parlé des calendriers perpétuels des diocèses de Beauvais, de Noyon et de Senlis du XIII<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle. — M. l'abbé Requin a retrouvé dans un minutier avignonnais les pièces d'une procédure dirigée en 1426 contre Leger Sapor, évêque de Gap depuis 1411, arrêté et emprisonné en 1425 au château de Tarascon par ordre de Louis III de Provence, dont il était le chancelier ; cette procédure n'eut pas de conclusion pratique, grâce à une émeute qui, en 1427, tira de prison Sapor ; de Gap, il passa à l'évêché de Marseille, où il mourut en 1431. — M. Fernand Hauser a mis en garde les érudits qui s'occupent du XVI<sup>e</sup> siècle contre la *Cronique du roy François I<sup>er</sup>* (1515-1542), publiée en 1866 par Guiffrey, simple compilation, commencée au plus tôt en 1537 par un habitant de Sens, qui n'offre quelque valeur que pour les années postérieures, et qui n'a d'originalité que les souvenirs sénonais de l'auteur. — L'étude de M. l'abbé Sabarthès sur les origi-

nes de l'abbaye de Saint-Chinion (Hérault), tend à établir la fausseté de la charte de fondation de l'abbaye (836) ; le faux aurait été fabriqué à l'extrême fin du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle par les religieux de Layrasse.

*Mercredi 3 avril, matin.* Poursuivant son étude sur saint Victor de Marsalle, M. l'abbé Arnaud d'Aguel recherche quelles ont été les possessions de la célèbre abbaye dans le Bas-Languedoc (Aude, Gard, Hérault) ; il met en lumière le rôle dans l'agrandissement de ces possessions de l'abbé Bernard, de la famille des comtes de Rodez, au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, et d'Urbain V au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> ; il fournit sur la vie des abbayes et des prieurés des renseignements intéressants. — M. Bruguier Roure a fait connaître un mémoire sur Saint-Saturnin du Port (Pont-Saint-Esprit), commencé par dom Lanteaume en 1730 et poursuivi plus tard par dom Pinière de Clavin, et d'autant plus précieux qu'il utilise des archives aujourd'hui détruites. — M. le chanoine Albert Durand a exposé l'organisation financière et le budget de la communauté de Saint-Laurent des Arbres (Gard). — Les cinq chartes de l'ancienne abbaye de Montmajour (Bouches-du-Rhône), retrouvées aux archives de Monaco par M. L. H. Labande, lui ont permis, entre autres résultats intéressants, de fixer d'une manière plus précise la chronologie des abbés successeurs d'Archipric, de supprimer de la liste des évêques de Senez un Pierre I<sup>er</sup> à la fin du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle. — M. le docteur Leblond a fait ressortir l'importance pour l'histoire locale du Beauvaisis des collections formées au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle par Dance, par Borel et par Bucquet. — Le chartrier du château de Leran (Ariège) a fourni à M. Pasquier les moyens de déterminer ce que fut la seigneurie de Mirepoix du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle à la Révolution et d'en dresser la carte. — M. le chanoine Pottier a fait connaître la charte communale donnée en 1308 à Saramon (Gers, arr. Auch) par l'abbaye du même nom, et celles qui, en 1487, furent accordées sur le même modèle à deux autres villages dépendant du monastère : Tirent et Mongausy ; c'est une dépendance de la même abbaye que regarde l'acte de partage dressé en 1287 entre l'abbé et le roi de France pour les habitants d'Aurimont, et que le même érudit fait ensuite connaître ; ces franchises, accordées alors en vue de la création d'une bastide, sont copiées sur celles de Francheville, près Gimont. — *Mercredi soir.* Les manuscrits de Christine de Suède conservés à la bibliothèque de la Faculté de médecine de Montpellier, et sur lesquels M. Louis André a fourni quelques renseignements, contiennent notamment la correspondance de la reine ; les publications d'Arckenholtz, de Claretta et de D. Bildt ne permettent pas de glaner beaucoup dans ce recueil, il fournit cependant des détails inédits sur les embarras financiers de Christine, sur sa candidature au trône de Pologne, sur ses rapports avec les cours de France et de Rome. — M. le chanoine Pottier communique



des thèses, la plupart toulousaines, imprimées sur satin ou papier de 1630 à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. — Dans le même ordre d'idées, M. Calmette signale les plus anciennes thèses professorales de l'École de médecine de Montpellier, qui se rapportent à un concours institué en 1574. — M. Chaux a fait connaître un diplôme de bachelier en médecine délivré le 17 février 1496 à Antoine Chambourel, qui joua un rôle auprès d'Alain le Grand, sire d'Albret, et mourut gouverneur et capitaine de Casteljaloux-en-Albret. — M. l'abbé Chaillan a étudié le commerce des draps en Languedoc : depuis Colbert qui s'efforça de restaurer l'industrie drapière en Languedoc, le gouvernement ne cessa de s'intéresser au progrès de cette industrie qu'il réglementa et surveilla sévèrement. — M. René Pagel nous a montré dans le P. de Turenne, Henri de la Tour d'Auvergne, un bibliophile éclairé, qui sut réunir une belle collection malheureusement dispersée au XVII<sup>e</sup> siècle. — M. Roque Ferrier, signalant l'état malheureux dans lequel les piqures de vers ne cessent de mettre la copie des procès-verbaux des États du Languedoc conservée à Montpellier, a émis le vœu, adopté à l'unanimité par le Congrès, que l'on publie ces procès-verbaux dont il subsiste deux autres copies à Paris et à Toulouse et une troisième, incomplète, à Narbonne.

*Jeudi 4 avril, matin.* M. Vaschalde a fait l'historique des phénomènes météorologiques anormaux dans l'Ardèche. — M<sup>lle</sup> L. Guiraud a raconté le procès de Guillaume Pellicier, évêque de Montpellier au XVI<sup>e</sup> siècle. — M. Coquelle a présenté la relation par l'intendant Bosquet de la sédition de Montpellier en 1645 (29 juin-3 juillet). — M. P. Gachon a exposé les modes de représentation et de députation aux États de Languedoc du XVI<sup>e</sup> siècle à la fin du XVII<sup>e</sup> : le droit d'assistance est réparti arbitrairement entre les communautés languedociennes ; l'édit de 1692, qui met les offices municipaux en vente, altère l'organisation de la représentation du tiers, représenté ainsi par des consuls qu'il n'a pas élus. — *Soir.* M. Cazalis de Maureillan a esquissé la biographie de Casimir Poitevin, vicomte de Maureillan (1772-1829), haut officier du génie dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, gouverneur de la Dalmatie après le duc de Raguse, baron de l'Empire en 1808, vicomte de Maureillan en 1822. — Un mémoire de M. P. Coquelle sur la mission d'Alquier en Suède (1810-1811) montre que c'est en grande partie à la maladresse de cet ambassadeur que fut due la rupture entre la Suède et la France. — M. Forestier a présenté un historique intéressant de la presse à Montauban depuis 1777, date de fondation de *La feuille hebdomadaire*. — M<sup>lle</sup> Houchard d'Entremont a étudié les feux de joie populaires, civils ou militaires, dans le midi de la France, au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle. — M. Jean-Baptiste Lavialle a emprunté à une corres-

pondance inédite des renseignements sur l'épuration de l'armée sous la Restauration, suivant les ordres de Clarke, duc de Feltre. — En analysant un manuscrit d'un prieur de Sennely (Loiret, canton de la Ferté-Saint-Aubin), M. Émile Huet fournit sur ce village de Sologne au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, sur ses mœurs, ses habitudes, son administration, sur la vie et les revenus des prieurs, des détails intéressants. — L'examen d'enquêtes faites pour asseoir sur les terres du domaine royal des rentes concédées par le roi a permis à M. Louis Thomas de préciser l'état de la population du Bas-Languedoc à la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle et au commencement du <sup>xiv</sup><sup>e</sup>; ses conclusions sont que les parties du pays les plus pauvres étaient aussi peuplées qu'aujourd'hui et plus qu'au <sup>xviii</sup><sup>e</sup>, et que les plus riches offraient à peu près la même densité qu'au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle; il a pu établir aussi que dans la première région, la population dans le premier quart du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle augmente de 8 pour 100, et de 30 pour 100 dans la deuxième. — M. Railhac a précisé quelques points de la biographie de l'abbé Raynal, né le 12 avril 1713 et non le 11 mars 1741, à Lapenouse, et non à la ville voisine de Saint-Geniez de Rive d'Ost.

*Vendredi matin 5 avril.* M. Bazeille a étudié les caisses patriotiques de l'Orne sous la Révolution. — M. J. Béranger a retracé l'histoire de la Société patriotique de Rouen, créée le 27 mai 1791, qui n'a pas émis moins de dix millions de billets de confiance en neuf émissions, et qui joua un rôle assez considérable. — La Société populaire, dite Société des amis de la Constitution, de Marsillargues (Hérault), dont s'est occupé M. Granier, a été fondée en septembre 1791, mais n'a été prospère que de brumaire à thermidor an II. Affiliée aux Jacobins, occupée à déjouer les complots des malintentionnés, elle joua un rôle politique assez actif. — M. E. Poupé nous a fait connaître le comité de surveillance de la Roquebrussanne ou Roquelibre (Var), qui, dans l'an III, veilla à l'exécution des lois révolutionnaires. — M. Gabriel Fleury a montré avec quelle lenteur et au milieu de quelles difficultés parvint à fonctionner, dans l'ancien district de Mamers, la nouvelle organisation municipale créée par la constitution de l'an II; les épurations successives des municipalités élues; et leur remplacement par des administrations provisoires, amenèrent le dégoût et l'indifférence parmi les électeurs. — M. V. Teissère a étudié le mouvement fédéraliste à Trets (Bouches-du-Rhône); il n'y fut que partiel et peu durable. — Le mémoire consacré par M. Pierre Vialles à Cambacérés met en lumière la vie de l'archichancelier de Napoléon I<sup>er</sup>, auquel jusqu'ici n'avait été consacrée aucune biographie développée; il le montre apprenant dès son enfance, par l'exemple de son père ruiné au service de Montpellier dont il était maire, à ne pas sacrifier ses intérêts propres à la chose publique; acceptant plus tard

la Révolution par raison plus que par enthousiasme. Soumis à l'influence de Robespierre, il sut s'en détacher à temps pour échapper à sa ruine ou plutôt pour en profiter. Il prit à la codification des lois une part importante. Sous l'Empire, son rôle fut surtout figuratif. — M. P. d'Arbois de Jubainville a étudié les registres des bureaux de contrôle de l'ancien régime, aux archives de la Meuse, et fait ressortir leur importance pour l'histoire économique et sociale. — M. Albert Vast a recueilli des documents inédits sur le voyage de Varennes, notamment sur les dépenses qu'occasionna le retour du roi. — MM. de l'Estoile et E. Dessat ont recherché, dans les archives de l'Ariège, l'origine des armées révolutionnaires et impériales.

*Section d'archéologie. Mardi soir 2 avril.* M. Boulanger a signalé un rython gallo-romain du II<sup>e</sup> au V<sup>e</sup> siècle. — M. Carrière a communiqué divers instruments trouvés dans les sépultures à incinération de Coste-Fère (Bouches-du-Rhône). — M. Jean Martin a parlé d'une Victoire trouvée à Lacrost (Saône-et-Loire), et qui est un type rare de Victoire aptère. — M. Audollent a expliqué et critiqué les textes de Pline et de Grégoire de Tours, relatifs au temple et à la statue de Mercure, sur le sommet du Puy-de-Dôme. — La dernière campagne de fouilles au mont Auxois, dont M. le commandant Espérandieu a exposé les résultats, a déblayé partiellement le théâtre, un temple, des aqueducs, des citernes, des puits, quelques bas-reliefs (Jupiter, Junon, Minerve, etc.), des bronzes (Silène, Gaulois mort, etc.), quatre cent cinquante-deux monnaies.

*Mercredi 3 avril, matin.* M. Émile Bonnet a étudié l'influence lombarde sur l'architecture romane du Montpelliérain. — M. Gabriel Jeanton considère l'église de Notre-Dame de Prayes (Saône-et-Loire) comme un édifice préroman, bâti en *opus spicatum*. — M. le chanoine Leynaud a exposé le résultat de ses fouilles dans les catacombes d'Hadrumète, où il n'a pas retrouvé moins de sept mille tombes ; dans ces *loculi*, les cadavres sont noyés dans le plâtre ; quelques épitaphes, des emblèmes chrétiens peints ou gravés constituent la décoration ; l'on n'a pas rencontré de bijoux, mais seulement quelques objets, parmi lesquels une lampe en terre cuite avec le symbole du poisson. — Des comptes inédits de 1563 à 1610 ont permis à M. Joseph Poux de retracer l'histoire des fortifications et du château de Carcassonne et des travaux qu'on y fit pendant les guerres de religion, et de restituer la topographie de la cité à cette époque. — M. Eug. Lefèvre-Pontalis a fait l'histoire de l'école gothique du midi de la France au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècle. — *Mercredi soir.* M. le chanoine Pottier a étudié les mosaïques gallo-romaines des environs de Montauban, simplement ornées de rinceaux et de dessins géométriques et non de scènes figurées. — M. Pilloy a signalé une sépulture

à incinération du <sup>ii</sup>e siècle à Berteaucourt-Ponteu (Aisne). — M. l'abbé Arnaud d'Agnel a décrit deux fragments d'un bas-relief du <sup>xiv</sup>e siècle, qui provient du mausolée de saint Elzéar de Sabran. — M. Robert Pioger a présenté un mémoire sur l'orfèvrerie religieuse dans le comté de Foix et le Couserans. — Une relation du P. Delattre, lue par M. Héron de Villefosse, a mis le congrès au courant des dernières fouilles de la nécropole de Doumès, à Carthage. — Une trouvaille de quatre cents deniers mérovingiens à Bais (Ille-et-Vilaine) a permis à MM. Prou et Bougenot de montrer, vu la multiplicité des ateliers représentés, l'intensité du mouvement commercial en Gaule à cette époque.

*Jeudi 4 avril, matin.* M. Félix Mazauric a exposé le résultat de ses recherches préhistoriques et archéologiques sur le Larzac. — M. Pezières a étudié les sépultures du causse de Roret (Hérault). — M. Ulysse Dumas a cru reconnaître dans le paléolithique du Gard une double industrie préoustérienne et moustérienne. — Des fouilles exécutées sur l'emplacement de l'église romane de Lourdes ont permis à M. Seyrès de reconnaître que ce monument se terminait d'abord par une abside en hémicycle à laquelle, au <sup>xii</sup>e siècle, on ajouta deux croisillons arrondis. On a retrouvé deux inscriptions romaines, des cercueils de pierre, une monnaie wisigothique, des poteries gallo-romaines. — *Soir.* M. Léon Maître a étudié la crypte de Saint-Aphrodise de Béziers, dont il attribue la confection au <sup>ix</sup>e siècle. — M. Berthelé précise quelles sont les cloches que l'on peut attribuer au <sup>xiii</sup>e siècle (Fontenailles, Simailles, deux du beffroi de Rouen, Sobré-le-Château). — M. J. Gauthier esquisse l'histoire de l'architecture privée à Montpellier.

*Section des sciences économiques. Mardi soir 2 avril.* M. Bligny-Bondurand a présenté un travail d'ensemble sur les cahiers de la sénéchaussée de Nîmes en 1789, montrant notamment l'influence de Rabaut Saint-Étienne et la méfiance des corporations. — Les recherches de M. Paul Moulin sur la vente des biens nationaux à Aubagne l'ont mis à même d'établir que, dans cette commune, contrairement à ce qui s'est passé dans les autres communes des Bouches-du-Rhône, les biens nationaux ont presque toujours été vendus en bloc ; l'élévation de la mise à prix de ces terres exceptionnellement fertiles, et la proximité de Marseille qui rendait désirable aux riches négociants de cette ville l'acquisition de domaines pouvant leur servir de résidence d'été, seraient les principales causes de cette anomalie. — M. Joseph Benzacar a étudié la Banque royale de Law dans l'élection de Bordeaux : les fluctuations de la cote du papier de banque chez les Bordelais comme ailleurs ont exaspéré la passion de la spéculation.

*Mercredi 3 avril, matin.* M. Pierre Boyé a étudié le régime des

eaux et forêts en Lorraine, au XVIII<sup>e</sup> siècle. Le gouvernement français travailla progressivement à la substitution (accomplie par édit de 1747) au régime des grueries de celui des maltrises. Les formalités imposées aux propriétaires, à qui l'on contestait le droit d'abattre aucun arbre sans autorisation, les exigences de l'administration qui prétendait réserver les beaux chênes pour la construction des navires, amenèrent une série de mesures vexatoires, et soulevèrent des protestations. — M. Étienne Deville a exposé les nombreuses propositions faites par des citoyens à l'Assemblée nationale en 1790 au sujet de la fonte des cloches pour la fabrication de la monnaie de billon ; invention pour rendre ductile le métal des cloches, procédé d'alliage ; opinion sur la conversion en monnaie des batteries de cuisine, sur l'emploi du zinc ou du cuir. — *Mercredi soir*. M. J. Chavanon a retracé l'histoire curieuse d'une grève d'avocats à Paris en 1602, à propos d'un article de l'ordonnance de Blois rendu exécutoire cette année par le Parlement, et qui les obligeait de signer les délibérations, inventaires et écritures qu'ils faisaient pour les parties et d'y ajouter la mention du salaire reçu par eux.

*Jeudi 4 avril, soir*. M. J. Adher a retracé l'histoire de l'École centrale de Toulouse, de 1796 à l'an XII. Comme presque partout l'École ne réussit pas ; entre autres causes d'insuccès, M. Adher insiste sur la concurrence de l'enseignement libre. — M. F. Frandon a fait l'histoire du collège d'Uzès, fondé en 1566, dont le régent, choisi par l'évêque, recevait une prébende du chapitre ; supprimé en 1793, le collège fut rétabli en 1803. — M. l'abbé Louis Blazy a communiqué les résultats d'une enquête faite en 1784 par Bertrand du Ferris, vicaire général d'Arles, sur les collèges de sa circonscription.

*Section de géographie. Mardi soir 2 avril*. M. Duffort a fait ressortir les mérites de Claude Maffu (1650-1730), dont l'œuvre cartographique est particulièrement importante pour l'étude des modifications du littoral français. — M. Auguste Paulowski a étudié ces transformations pour le Talmondaïs vendéen et pour le port de la Rochelle. — M. Antoine Vacher a signalé une carte du Berri, par Jean Jolivet, imprimée en 1545 et qui est demeurée assez peu connue.

*Mercredi matin 3 avril*. M. Joseph Fournier a retracé l'histoire des démêlés entre le Languedoc et la Provence pour la propriété du cours du Rhône. — M. Henri Cordier a exposé les vicissitudes par lesquelles a passé au XVIII<sup>e</sup> siècle le consulat de France à Canton, fondé en 1776. — M. le docteur Hamy a présenté des cartes originales du voyage de Torrès, le découvreur de la Nouvelle-Guinée et de l'Australie.

*Jeudi matin 4 avril*. M. Ernest Labadie a donné le catalogue des vues et plans de Bordeaux. — M. Malavialle a montré que l'île Otin-

ticha de la carte d'Andrea Bianco, d'où l'on a voulu tirer argument pour la découverte de l'Amérique par les Portugais avant Christophe Colomb, n'est autre que l'Atlantide fantastique de Platon. — La sentence rendue par Guilliard de Rabastens et Arnold de Campagnac en 1317, dans le conflit entre l'évêque de Toulouse et l'abbaye Saint-Sernin de cette ville, nous offre d'utiles indications pour la géographie de l'ancien diocèse de Toulouse.

*Vendredi 5 avril, matin.* M. Rampal a communiqué des extraits d'une relation du voyage de Peyssonnel en Barbarie (1724-1725). — M. Buchet a étudié les sépultures anciennes du Maroc nord-occidental.

La réunion des Sociétés des beaux-arts des départements s'est tenue, suivant l'usage, à l'École des beaux-arts, du 21 au 24 mai. Nous y relevons les communications suivantes. Le 21 mai, M. Celier a étudié l'église des Ardilliers, son histoire et ses richesses artistiques; M. Lespinasse a retracé la vie du peintre Armand Cambon, élève d'Ingres; M. Martin a parlé de la chapelle Notre-Dame de Consolation de Brienne et d'un groupe de statuaires peu connus, des *xv<sup>e</sup>* et *xvi<sup>e</sup>* siècles; M. Gabeau a fait connaître les plaques de cheminées tourangelles du *xvi<sup>e</sup>* au *xviii<sup>e</sup>* siècle; et M. l'abbé Bossebœuf a fait revivre l'atelier du sculpteur tourangeau Antoine Charpentier, *xviii<sup>e</sup>* siècle.

Le 22 mai, M. Albert Jacquot a exposé le résultat de ses recherches sur le mobilier et les objets d'art du roi Stanislas; M. Jadart a esquissé la biographie du peintre rémois Nicolas Parseval (1745-1837), et M. Delignières, celle de Laurent Borny, peintre abbeillois du *xviii<sup>e</sup>* siècle; M. Lorin a lu une note sur l'iconographie du comte de Toulouse et de sa femme, et du duc de Penthièvre. — Le 23 mai, M. Thoisan a recherché, dans les archives notariales et les inventaires, les éléments d'un curieux travail sur l'art dans l'ameublement à Nemours aux *xvii<sup>e</sup>* et *xviii<sup>e</sup>* siècles. — Le 24 mai, M. l'abbé Brune a retracé la vie du sculpteur franc-comtois François Gilis (1697-1733); M. Gandilhon a présenté quelques documents pour servir à l'histoire des arts à Bourges, provenant du chapitre de Saint-Pierre le Puellée, et allant de 1394 à 1538; et M. Joseph Poux a exposé le rôle de Gamelin dans la conservation des richesses d'art du département de l'Aude pendant la période révolutionnaire.

Une nouvelle société s'est récemment constituée à Paris, sous le titre de Société de l'histoire du costume. Présidée par M. Maurice Leloir, qu'assistent MM. Maurice Maindron, vice-président, Manceaux-Duchemin, secrétaire, et Jacques Doucet, trésorier, la nouvelle société, dont le siège est 21, passage Gourgaud, se propose de développer le goût des études archéologiques sur le costume par des cours et

conférences, par des publications et surtout par la création d'un musée destiné à réunir tous les objets propres à éclairer l'histoire du costume. Au musée sera annexée une bibliothèque, aussi complète que possible, en livres et en gravures.

La Société scientifique qui vient de se fonder à Varsovie doit être mentionnée ici, car, des trois sections dont elle se compose, l'une est consacrée aux sciences sociales, historiques et philosophiques. La société poursuivra son but par la fondation d'une bibliothèque et la publication de mémoires et bulletins.

Le séminaire historique, que dirige à Louvain M. l'abbé Cauchie, poursuit avec le même zèle et le même succès le cours de ses travaux, sur lequel on trouvera les renseignements désirables dans un rapport de M. l'abbé Joseph Lebon et des PP. Baur et Isturiz<sup>1</sup>. Nous y signalerons d'abord une série d'études sur les théories politico-religieuses de plusieurs écrivains médiévaux et modernes : Marsile de Padoue (abbé A. Brohé), Guillaume Occam (abbé Leroux), Johannes Althusius (abbé Peeters), Machiavel (abbé Ghio) ; puis des recherches de l'abbé Lebon sur les travaux scripturaires au moyen âge ; du P. de Moreau d'Andoy, sur l'histoire domaniale et financière de l'abbaye de Villars aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles ; de M. Fierens, sur quelques œuvres primitives de l'historiographie franciscaine et notamment sur le *Speculum perfectionis*, dans lequel il ne voit qu'une partie anonyme de la *Legenda antiqua*.

Nos Universités catholiques françaises n'ont pas atteint encore le degré de prospérité de leurs sœurs belges. Et l'on pouvait craindre de voir leur situation amoindrie, leur existence même peut-être compromise par la crise que traverse actuellement l'Église de France. Nos lecteurs savent déjà par quel geste généreux le Souverain Pontife est venu au secours de notre Institut catholique de Paris. La volonté nettement indiquée de Pie X, les générosités que son exemple a déjà suscitées et ne peut manquer de provoquer encore, ont assuré non seulement le maintien, mais le développement de cet établissement. Nos lecteurs s'en féliciteront avec nous, d'autant plus que l'initiative du Saint-Père a particulièrement favorisé les études historiques. L'institution notamment de cours sur l'histoire des religions répond à une nécessité de notre époque, à un besoin des esprits, et il est heureux que nous ne laissions pas sur ce terrain nos adversaires s'établir seuls en maîtres.

Le R. P. Dom J.-M. Besse, dans une petite brochure intitulée : *Études historiques. Veillons sur notre histoire* (Paris, librairie des

<sup>1</sup> Université catholique de Louvain. Séminaire historique. Rapport sur les travaux pendant l'année 1905-1906.

Saints-Pères, 1907, in-18 de 60 p.), appelle l'attention des catholiques sur la place prise dans les études historiques par les écrivains anticatholiques et révolutionnaires, sur l'influence qu'ils exercent par leurs travaux, sur l'autorité qu'ils acquièrent par leurs efforts pour perfectionner l'outillage scientifique. Il montre l'intérêt, la nécessité même pour ceux qui pensent autrement, de se former, eux aussi, aux méthodes historiques, de se livrer à des travaux qui puissent leur assurer une action décisive dans la direction des esprits, et, en se gardant bien de substituer la politique ou la religion à l'histoire, de contribuer au développement des études historiques dans notre pays et d'en empêcher l'accaparement par leurs adversaires.

Sous la date de janvier dernier a paru le huitième et avant-dernier fascicule de la nouvelle édition du *Répertoire des sources historiques du moyen âge. Bibliographie*, de M. le chanoine Ulysse Chevalier ; en sorte que l'on peut espérer que l'année présente verra l'achèvement de ce précieux répertoire, indispensable aux travailleurs. Ce fascicule, qui embrasse les colonnes 3817-4812 de l'ouvrage (Paris, Alphonse Picard et fils, gr. in-8), nous conduit jusqu'au milieu de la lettre S.

La Bibliothèque de la ville de Paris est une des plus riches, non seulement sur l'histoire locale, mais sur l'histoire de la Révolution, et il y a intérêt, pour les travailleurs, à la bien connaître et à pouvoir en profiter. Tous les efforts du conservateur actuel, M. Marcel Poète, tendent à en développer les ressources et à les rendre plus accessibles au public. C'est dans ce but qu'il a obtenu la création d'un bulletin où seront relevées les acquisitions de l'année courante, en attendant la publication du catalogue général. Le premier fascicule de ce bulletin vient de paraître<sup>1</sup>. On y trouvera, outre la liste par M. Baguenier-Desormeaux des ouvrages dont s'est accrue la Bibliothèque en 1905, un intéressant rapport de M. Poète sur le service de la bibliothèque et des travaux historiques, sur les réformes et améliorations à y apporter. Le catalogue des acquisitions est classé par noms d'auteurs ; mais une table alphabétique sommaire des matières y facilite singulièrement les recherches et en rend l'usage fort pratique.

Le recueil que publient les Bénédictins de Maredsous, et qui, après avoir commencé humblement sous le titre de *Messenger des fidèles*, a pris, sous celui de *Revue bénédictine*, une plus large extension, un caractère plus scientifique et une autorité croissante, vient de publier la table des matières qui y sont contenues depuis l'origine (1884) jusqu'en 1904 : *Revue bénédictine. Table des matières*, années I-

<sup>1</sup> *Ville de Paris. Bulletin de la Bibliothèque et des travaux historiques*. Paris, impr. nationale, 1906. In-8, xxviii p.-178 col.



XXI (Abbaye de Maredsous, Belgique, 1905, in-8, 11-254 p.). La table est divisée en trois parties : I. Table générale des articles, par ordre alphabétique des noms d'auteurs ; II. Table analytique des matières par ordre alphabétique ; III. Table de la bibliographie par ordre alphabétique des noms d'auteurs.

A l'occasion du soixante-dixième anniversaire de Mgr Friedrich Schneider, l'érudit historien de la cathédrale de Mayence, une cinquantaine d'écrivains viennent de publier un volume de mélanges : *Studien aus Kunst und Geschichte, Friedrich Schneider.... gewidmet* (Freiburg i. B., Herder, 1906, gr. in-4, 612 p., portr. et 48 pl.) Sans les énumérer ici, signalons du moins ceux qui rentrent davantage dans le cadre des études historiques <sup>1</sup>.

La *Note sur les poids du moyen âge* que nous donne M. Paul Guilhiermoz (Paris ; Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur, 1906, in-8 de 121 p. Extrait de la *Bibliothèque de l'École des chartes*) porte la lumière et la précision dans une matière obscure et compliquée. L'auteur explique que tous les anciens poids en usage dans l'Europe avaient pour base première l'once romaine. Il ne sera guère possible désormais à ceux qui ont affaire à ces poids anciens de se passer de ce travail solide comme tout ce qui sort de la plume de l'auteur.

On appelle *cisiojanus* un calendrier mnémonique : chaque mois y est représenté par deux vers, chaque jour du mois par une syllabe ; les fêtes à retenir sont figurées par leur première syllabe, parfois par une simple lettre, la place que cette syllabe occupe dans le distique donnant la date de la fête. C'est un travail de ce genre que nous fait connaître dom G. de Dartein dans un article de la *Revue Mabillon* : *Cisiojanus cistercien, calendrier de Pairis (Alsace) (XIII<sup>e</sup> siècle)* (Tiré à part, Namur, A. Wesmaël Charlier, 1906, in-8 de 34 p.). Ce calendrier est l'un des plus anciens du genre. Il fournit à dom de Dartein l'occasion de nous donner sur la liturgie cistercienne des détails intéressants <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> K.-G. Bockenheimer, *Die Mainzer Geistlichkeit während der I. französischen Herrschaft am Rhein, 1792-1793* ; — Alf. Boerckel, *Mainz als Gutenbergstadt vor 70 Jahren* ; — J.-A. Endres, *Abt Ambrosius Mairhofer von St Emmeram in seinem Verhang zur Kunst* ; — Fr. Falk, *Der Abbreviator Johannes von Marsberg* ; — Furcy-Raynaud, *Les directeurs généraux des bâtiments du roi au XVIII<sup>e</sup> siècle* ; — Erwin Hensler, *Das Königreich zu Mainz* ; — Joh. Kissling, *Kardinal Albrecht von Brandenburg und die Reliquiensammlung der Barfüßser zu Fritzlar* ; — Jul. Lessing, *Die Grabtafel des Erzbischofs Albrechts von Mainz* ; — Heinr. Schroh, *Johann von Heppenheim, gen. von Saal, ein Mainzer Domherr des XVII. Jahrh.* ; — Aloys Schulte, *Zwei Aktenstücke zum Leben des Kard. Albrechts von Brandenburg* ; — Georg Swarzenski, *Die Litanei Ludwigs der Deutschen*. — <sup>2</sup> L'auteur a l'air de croire que le *Cisiojanus* est toujours et exclusivement « rédigé en latin. » C'est une erreur ; il y a des exemples de *Cisiojanus* français ou mi-français.

C'est un travail méritoire que celui dont M. J. Martin a enrichi les *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Chalon-sur-Saône*, sous ce titre : *L'Eglise cathédrale Saint-Vincent de Chalon-sur-Saône. Pierres tombales, inscriptions et documents historiques*. (Tiré à part, Chalon-sur-Saône, E. Bertrand, 1906, in-8 de 144 p., avec plan et planches). Il n'y a pas d'inscription antérieure au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, ni de dalle funéraire plus ancienne que le <sup>xiii</sup><sup>e</sup>. Deux tables, l'une des noms de personnes, l'autre des noms de lieux, facilitent les recherches dans ce volume intéressant surtout pour l'histoire locale.

Contrairement à la généalogie élaborée il y a quelques années par MM. Bazin<sup>1</sup> et de Beauvillé<sup>2</sup>, M. Henri Gaillard, dans une étude sur les *Ascendants et descendants du prévôt de Paris Jean de Folleville* (Extrait du *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris*, t. XXXIII, Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley Gouverneur, s. d., in-8 de 12 p.), établit que Jean I<sup>er</sup> de Folleville fut le grand-père et non le père de cet officier de Charles VI, et que Philippe de Folleville fut non son grand-père mais son oncle.

Le P. Ubald d'Alençon précise l'histoire des *Franciscains de Berthaucourt et de Bethléem à Mézières et à Charleville (1342-1792)* (Extrait de la *Revue historique ardennaise*. Paris, A. Picard et fils, 1907, in-8 de 31 p., pl.). Le P. Wadding, qui avait cité pour Berthaucourt (faubourg de Mézières) la bulle d'érection de 1342, avait émis des doutes sur son exécution : le P. Ubald prouve que le couvent exista réellement dès le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, et disparut lors du siège de 1521. Établi en 1489 par bulle d'Innocent VIII et lettres patentes du comte de Nevers, le couvent de Bethléem, d'abord maison de cordeliers, fut donné en 1684 aux Récollets, qui le gardèrent jusqu'à la Révolution.

Dans la notice qu'il consacre à un personnage quelque peu apparenté à Du Guesclin, Pierre Cheval<sup>3</sup>, qui joua un rôle au siège de Saint-Sauveur-le-Vicomte, qui administra le Valois et le Vermandois pour le duc d'Orléans, et qui fut gouverneur de Blois, M. Hippolyte Sauvage lui fait honneur de la construction du château de Pierrefonds : rien ne nous semble moins prouvé. Le travail de M. Sauvage n'est néanmoins pas dépourvu d'intérêt ; il y a glissé quelques documents inédits ; il semble ignorer les travaux récents relatifs à Louis d'Orléans et à Valentine Visconti.

M. Anatole de Charmasse nous raconte un épisode curieux de la vie locale au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle ; il s'agit d'*Une grève de censitaires à Pu-ray-le-Monial en 1383* (Extrait des *Mémoires de la Société éduenne*,

<sup>1</sup> *Mémoires de la Soc. des antiq. de Picardie*, t. X. — <sup>2</sup> *Recueil de documents inédits concernant la Picardie*, t. V. — <sup>3</sup> *Les sacs de parchemin de l'Avranchin, Pierre Cheval, seigneur du Mesniltrainfray*. Avranches, impr. de J. Du-rand, 1905, in-8, 42 p., pl.

t. XXXV, Autun, Dejussieu, 1907, in-8 de 15 p.), grève causée par la prétention de l'abbé de Cluny d'exiger le paiement en monnaie forte des rentes et cens à lui dus et qui ne dura pas moins de dix années.

M. Adrien Huguet ne nous apporte aucun document nouveau, mais se borne à de simples conjectures dans son mémoire sur le *Passage de Jeanne d'Arc dans le Vimeu, décembre 1430, itinéraire du Crotoy à Eu par Saint-Valery* (Extrait du *Bulletin mensuel de la Société d'histoire et d'archéologie du Vimeu*, Saint-Valery-sur-Somme, impr. Ricard Leclercq, 1907, in-8 de 16 p.).

En republiant la relation écrite au XVIII<sup>e</sup> siècle du *Voyage de Henri IV à Angers, en 1598, par M. l'abbé Rangeard* (Extrait de *l'Anjou historique*. Angers, impr. de J. Siraudeau, in-8 de 21 p.), M. l'abbé Uzureau aurait bien fait de l'accompagner d'une annotation qui l'aurait mise au point.

Sous le titre : *Notes d'histoire contemporaine. Almanachs niver nais des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles* (Nevers, Ropiteau, s. d., in 16 de vii-155 p.), M. René de Lespinasse a réuni dans un élégant volume une série d'articles publiés par lui dans la *Revue du Nivernais*, et où il retrace l'histoire des almanachs et des annuaires de Nevers. La série commence à l'année 1755, et se poursuit jusqu'à nos jours avec quelques interruptions. M. de Lespinasse ne s'est pas contenté de nous dire comment étaient composés ces petits livrets, dont quelques-uns sont aujourd'hui de toute rareté, il leur a emprunté quelques-uns de leurs renseignements sur les multiples matières dont ils parlent, et il a dressé la liste des articles historiques ou littéraires qu'ils contiennent.

M. l'abbé F. Uzureau emprunte à *l'État... de l'Anjou avant la Révolution*, œuvre demeurée manuscrite de l'abbé Rangeard, quelques pages sur *l'Ancienne Université d'Angers* (Extrait de la *Revue des sciences ecclésiastiques*. Arras et Paris, Sueur-Charruey, in-8 de 12 p.).

Le même érudit reproduit les réponses envoyées par vingt communautés du diocèse d'Angers, suivant les instructions de l'évêque, au Comité ecclésiastique de l'Assemblée nationale, qui avait demandé, dans tous les diocèses, l'état et l'objet des communautés de femmes. Ces vingt couvents étaient loin de représenter l'ensemble des maisons de ce genre dans le diocèse. On en jugera par la liste que M. Uzureau emprunte à un manuscrit de la bibliothèque d'Angers et qui donne un total de trente-quatre pour les *Communautés religieuses de femmes dans le diocèse d'Angers en 1790* (Extrait des *Mémoires de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers*, année 1905. Angers, Germain et Grassin, 1906, in-8 de 23 p.).

Le même érudit a consacré dans le même recueil (année 1906. Ti-

rage à part. Ibid., 1907, in-8 de 25 p.) une notice aux *Religieuses de l'abbaye du Ronceray à Angers*, avant, pendant et après la Révolution. La première partie de cette notice n'est que la reproduction de ce que dit le P. Helyot dans son *Histoire des ordres monastiques*. Pendant la tourmente révolutionnaire, les Bénédictines du Ronceray furent parmi les religieuses qui refusèrent constamment le serment. Au début de la restauration, les six religieuses qui avaient survécu demandèrent, sans l'obtenir, l'autorisation de rentrer dans leur couvent.

Nous avons eu occasion de signaler les publications de M. l'abbé Uzureau sur les serments exigés des prêtres pendant la Révolution. Voici encore deux brochures qui se rapportent au même objet : *Encore le serment de liberté et d'égalité* (Extrait de la *Revue des sciences ecclésiastiques*, Lille, H. Morel, in-8 de 22 p.), et *La Promesse de fidélité à la constitution de l'an VII* (Extrait du même recueil. Ibid., in-8 de 11 p.). Dans la première, il nous fait connaître un nouvel écrit de M. Meilloc : *Éclaircissements de quelques endroits d'un petit écrit sur le serment de la liberté et de l'égalité*. Dans le second article, M. Uzureau nous montre la conduite assez large du préfet de Maine-et-Loire dans la question de la promesse à exiger du clergé.

L'interrogatoire d'Antoine Fournier, fusillé au Champ des martyrs, le 12 janvier 1794, que le même chercheur a publié dans la *Semaine religieuse d'Angers* (Tiré à part. Angers, Germain et Grassin, in-8 de 4 p.), est intéressant parce qu'il est un nouvel exemple du ferme christianisme des plus humbles Vendéens.

Plus intéressants peut-être sont les renseignements sur *Charelle et la guerre de Vendée (1793)*, que M. l'abbé Uzureau emprunte à un mémoire incomplet et inédit d'un lieutenant du fameux général vendéen, mémoire adressé au baron de Barante (Extrait de la *Revue du Bas Poitou*. Vannes, impr. Lafolye frères, 1906, in-8 de 19 p.).

Enfin, le même travailleur infatigable a recueilli sous ce titre : *Collège de Beaupréau : les exercices publics et les distributions des prix sous le Consulat et l'Empire* (Extrait des *Mémoires de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers*. Angers, Germain et G. Grassin, 1907, in-8 de 43 p.), les renseignements que les *Affiches d'Angers* contiennent sur ces cérémonies, de 1802 à 1813.

Dans *Florian et ses bandes de partisans en 1814 et 1815* (Agen, impr. moderne, 1907, in-8 de 62 p.), M. Philippe Lauzun nous fait l'histoire de quelques-unes de ces bandes qui, sous le nom de corps francs et sous prétexte de défendre le territoire contre les envahisseurs, se livrèrent aux pires excès contre l'habitant, dans le midi de la France. Il est curieux de constater qu'une bonne partie de ces pré-

tendus défenseurs du territoire français étaient des étrangers. Quant à Florian, M. Lauzun n'a pu établir son identité ni rien préciser de ce qu'il est devenu.

M. Paul Guiraud, qui est mort récemment en pleine maturité (il n'avait que cinquante-sept ans), était l'un des meilleurs historiens qu'ait produits notre école historique française. L'un des disciples préférés de Fustel de Coulanges, sur lequel il a publié un livre plein d'intérêt (1896), il avait appris à son école l'usage des méthodes rigoureuses et d'une critique sévère. Cantonné dans l'histoire ancienne de la Grèce et de Rome, il a publié quelques ouvrages d'une haute valeur scientifique, d'une forte pensée et d'un style sobre, parmi lesquels nous rappellerons spécialement : *De la réforme des comices centuriales au III<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ* (1881), avec Lacour-Gayet; *Les Assemblées provinciales dans l'Empire romain* (1887); *La vie privée et la vie publique des Grecs* (1890); *La Propriété foncière en Grèce, jusqu'à la conquête romaine* (1893); *La main-d'œuvre industrielle dans l'ancienne Grèce* (1900); *Études économiques sur l'antiquité* (1905). N'oublions pas que M. Guiraud a fortement agi sur la formation intellectuelle de notre époque par son enseignement à la Faculté des lettres de Paris, et aussi par son excellent manuel d'*Histoire romaine* (1884), auquel est venu se joindre, en 1901, un volume de *Lectures historiques*.

L'érudition catholique perd un de ses représentants les plus distingués en M. Edmond Biré, mort à Nantes, au milieu de mars. L'ampleur et la solidité de ses connaissances et la finesse d'une critique toujours en éveil, ont assuré le succès de ses ouvrages. Ses articles de la *Gazette de France* et de l'*Univers* étaient universellement appréciés. Ses études sur la période révolutionnaire (*La Légende des Girondins*, 1882; *Paris en 1793*, 1888; *Légendes révolutionnaires*, 1893; *Les Défenseurs de Louis XVI*, 1896; *Le Clergé de France pendant la Révolution*, 1901), auxquelles il faut joindre ce *Journal d'un bourgeois de Paris pendant la Terreur* (1884) qui, malgré la forme adoptée par l'auteur, est un livre d'histoire très sérieux et très documenté, sont lues et consultées par tous ceux qui s'occupent de cette époque. Est-il utile de rappeler ici les ouvrages dans lesquels il a épluché, avec une curiosité sévère, la vie de Victor Hugo (*Victor Hugo et la Restauration*, 1869; *Victor Hugo avant 1830*, 1883; *Victor Hugo après 1830*, 1891; *Victor Hugo après 1852*, 1894), et son livre sur les *Dernières années de Chateaubriand* (1903), dont il avait publié les *Mémoires d'outre-tombe* ?

E. G. LEDOS.

---

# REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

---

## I. — PÉRIODIQUES FRANÇAIS

S'inspirant à la fois des historiens et des poètes latins, M. Guglielmo Ferrero<sup>1</sup> retrace, avec une singulière intensité de vie, l'état d'esprit du monde romain et la situation particulière d'Auguste après la victoire d'Actium. Par plus d'un trait, ce tableau diffère de celui auquel on était accoutumé. La paix intérieure rétablie, l'Italie tout entière s'éprit d'une admiration sans bornes pour Auguste et pour l'ancienne Rome. Une légende se forma, attribuant au vainqueur d'Antoine tout le mérite de la situation présente et saluant en lui l'homme promis par les destins qui devait ramener l'âge d'or. Seul, peut-être, Auguste ne croyait point à cette légende, sachant que l'admiration qu'on lui portait avait pour cause un énorme malentendu et qu'il n'était pas en son pouvoir de réaliser les merveilles qu'on attendait de lui. Dans une question capitale comme la politique orientale, le désaccord entre la nation et le premier magistrat de la République était complet. Pour parer au péril oriental, les patriotes romains souhaitaient la reprise du grand projet de César et d'Antoine : la conquête de la Perse et de l'Inde qui aurait pour toujours rétabli en Orient le prestige de Rome. Auguste, au contraire, persuadé que Rome serait impuissante contre une nouvelle coalition comme celle qu'avait tentée Cléopâtre, voulait qu'elle donnât à sa faiblesse les apparences de la générosité et traitât avec humanité des provinces que la force seule ne pouvait maintenir sous sa domination. Sa modération constitutionnelle ne fut pas une comédie politique : par nécessité et par sagesse, il souhaitait d'exercer simplement le consulat à Rome et le proconsulat dans ses trois provinces, de gouverner avec le Sénat et, enfin, de ramener à de plus justes proportions l'idée que l'on se faisait de lui. Connaissant à fond la dissolution morale des classes supérieures, il ne croyait pas possible d'accomplir la restauration des mœurs qu'on attendait de lui. Il estimait d'ailleurs que le prologue nécessaire de toutes les autres réformes était la

<sup>1</sup> *Revue des deux mondes*, 1<sup>er</sup> avril et 1<sup>er</sup> mai 1907 : *Les débuts de l'Empire romain*. I. *La situation d'Auguste après les guerres civiles*. II. *Rome et l'Égypte*.

réorganisation des finances, et il s'y appliqua de son mieux. Hanté par le souvenir des tragiques destinées des quatre personnages qui avaient successivement gouverné la République, Auguste vécut dans une sorte d'appréhension continuelle de sa propre puissance. Il ne chercha pas à éblouir, mais il prétendit assurer la paix et la prospérité de l'Italie par des œuvres suivies et utiles. Rome, surtout, attira sa sollicitude : il dépensa pour elle à pleines mains et de façon à satisfaire à la fois le bas peuple et la classe moyenne. La paix, le relèvement des finances, le respect de la Constitution formaient les idées maîtresses de sa politique. Afin de donner une preuve plus évidente de sa modestie, il s'éloigna de Rome, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour empêcher que la paix n'y fût troublée en son absence. L'éloignement présentait l'avantage de maintenir intacte l'admiration dont il jouissait, de diminuer pour lui-même les occasions de commettre des erreurs et d'habituer peu à peu les magistrats et les citoyens à agir seuls. Le prétexte avoué était la conquête de la Bretagne ; le but véritable fut la conquête en Espagne d'une région riche en mines. Désireux de remettre en honneur le principe de la vieille aristocratie romaine qui confiait d'importantes missions à des jeunes gens, Auguste se fit accompagner dans son voyage de son beau-fils Tibère et de son neveu Marcellus. En traversant la Gaule, il put se rendre compte de la situation prospère de ce pays qui avait su, depuis la conquête de César, retrouver la plus grande partie de ses richesses dispersées ou détruites. Après le départ d'Auguste, Rome fut toute secouée par les accusations de Valerius Lægus contre Cornelius Gallus ; l'aristocratie s'indigna soudain en apprenant les concussions et les violences du préfet d'Égypte. L'opinion publique réclamait un châtiment exemplaire. Abandonné de tous, Gallus se donna la mort. Au printemps, Auguste, prenant le commandement de l'armée, commença les hostilités contre les Cantabres et les Astures. Son incapacité militaire et l'héroïque défense de ses adversaires le mirent bientôt dans une situation difficile ; une maladie opportune le tira d'affaire et lui permit de transmettre le commandement à ses deux légats. M. Ferrero montre comment la conquête de l'Égypte attira l'attention des Romains sur les choses égyptiennes, dans le moment même où ils prétendaient restaurer les anciennes traditions nationales, et fait ressortir les contradictions au milieu desquelles se mouvait le peuple romain ; contradictions « entre le principe latin et le principe gréco-oriental de la vie sociale ; entre l'État considéré comme un organe de domination politique et l'État considéré comme l'organe d'une culture élevée et raffinée ; entre le militarisme romain et la civilisation asiatique. »

— M. Paul Denis décrit l'église Saint-Remy d'Olley, un des spécimens les plus curieux de l'architecture romane dans le département de Meurthe-et-Moselle<sup>1</sup>. Elle fut élevée par l'abbé Walo de Saint-Arnould, sur l'autorisation de l'évêque de Verdun, Thierry, dans la seconde moitié du XI<sup>e</sup> siècle. Les piliers carrés, les petits chapiteaux cubiques des colonnettes, les arcatures de la corniche, l'absence de contreforts, la sévérité de l'ornementation indiquent qu'elle doit être rattachée à l'école germanique.

— Le péage de Lécussan, qualifié de port d'Agen dans la charte de 1049, par laquelle Guillaume de Moyrax donnait ce péage au monastère de Moyrax, était la principale voie de communication entre l'Agenais et la Gascogne. Une courte notice de M. F. Dubourg<sup>2</sup> signale l'origine monastique et l'importance stratégique du fief de Lécussan donné à un gentilhomme féal qui avait pour mission de défendre par les armes, contre des voisins usurpateurs ou des intrus, le droit féodal du seigneur-doyen de Moyrax et, en retour de ses services, recevait le tiers des droits de péage. Le fief de Lécussan, dont on ne sait la date exacte de création, existait en tout cas dans le premier tiers du XIV<sup>e</sup> siècle.

— M. Ém. Richemond publie, en l'accompagnant d'une traduction et d'un commentaire développé, un diplôme inédit de Philippe Auguste, en date de 1198, homologuant le partage, à titre d'hoirie anticipée, des biens du grand chambellan Gauthier, le fondateur de la ville de Nemours<sup>3</sup>. Ce texte, contenant les noms d'une centaine de fiefs du Gâtinais, est d'un haut intérêt pour l'histoire féodale de cette région.

— La quotité du douaire coutumier établi au profit de toute veuve, par la coutume de Bretagne, ne varia point depuis le commencement du XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin de l'ancien régime : c'était l'usufruit du tiers des immeubles du mari défunt. Il y avait un autre douaire que le mari pouvait accorder par un contrat de mariage et qu'on appela plus tard douaire préfix. Devenue veuve, la femme devait choisir l'un ou l'autre de ces douaires. Les veuves des ducs de Bretagne n'avaient point de douaire coutumier ; elles n'avaient droit qu'aux biens que leurs maris leur avaient laissés par acte de donation ou par testament. Encore ne pouvaient-elles entrer en jouissance de leurs douaires que si les successeurs de leurs maris leur en ratifiaient la possession. M. J. Trévédy étudie les douaires assignés aux épouses des ducs

<sup>1</sup> *Annales de l'Est*, avril 1907 : *L'église d'Olley, étude archéologique*. —

<sup>2</sup> *Revue de l'Agenais*, janvier-février 1907 : *Origine du fief et du péage de Lécussan* (1049-1330). — <sup>3</sup> *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, 1<sup>er</sup> trimestre de 1906 : *Un diplôme inédit de Philippe Auguste*.



de Bretagne depuis l'année 1236 jusqu'à la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle <sup>1</sup>.

— Les seigneurs pariers du château de la Garde-Guérin constituaient une sorte de milice policière, chargée d'assurer la sécurité des voyageurs et des marchands sur l'ancienne voie regordane, qui reliait Nîmes à l'Auvergne. Au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, quand le nombre des membres de la communauté se fut accru, les revenus ordinaires de la seigneurie, joints aux droits très lucratifs de péage et de guidage, ne permirent plus de faire face aux charges qu'entraînait le service de la police. Faute de ressources, l'association policière de la Garde-Guérin était sur le point de se dissoudre. Pour maintenir cette institution, les évêques de Mende, qui partageaient avec les barons de Tournel la suzeraineté du château, promulguèrent une série de règlements ayant pour but d'empêcher le démembrement du fief et dont M. Charles Porée nous donne une exacte analyse <sup>2</sup>. Les statuts de Guillaume Durand, en 1310, détruisirent ce qui avait constitué l'originalité de la communauté; l'association policière, qui s'était longtemps superposée à la coseigneurie, disparut en même temps que les clauses des statuts contenant des dérogations au droit commun destinées à assurer son maintien.

— M. Maurice Jusselin fournit d'intéressants détails sur la finance qu'en 1268 Alphonse de Poitiers imposa aux juifs, au moment de partir pour la croisade <sup>3</sup>. Avant de fixer le montant de la finance qu'il allait exiger d'eux, Alphonse de Poitiers eut soin de se renseigner exactement sur la valeur de leurs biens dans chacune des sénéchaussées dont se composait son domaine. Ce fut à Raymond Malsanc, un des agents de confiance du comte, qu'incomba le soin de faire l'évaluation de la fortune des juifs dans le Comtat-Venaissin. On constate dans ce document publié par M. Jusselin que Malsanc distingua soigneusement entre les juifs du comte et les juifs des barons. Deux fragments de parchemin qui concernent cette finance levée en 1269 nous font connaître sa répartition, et le montant des sommes levées dans quelques circonscriptions des départements de la Vendée, des Deux-Sèvres, de la Charente, de la Dordogne, du Tarn-et-Garonne et du Lot-et-Garonne.

— M. Paul Meyer publie une *lettre du roi René aux syndics et conseil de Moustiers* (13 juillet 1442) qui nous fait savoir dans quelles conditions ce prince quitta la ville de Naples prise de vive

<sup>1</sup> *Revue de Bretagne*, décembre 1906, janvier et février 1907 : *Les douaires des duchesses de Bretagne. Contrats de mariage des ducs*. — <sup>2</sup> *Bibliothèque de l'École des chartes*, janvier-avril 1907 : *Les statuts de la Communauté des seigneurs pariers de la Garde-Guérin en Gévaudan* (1238-1313). — <sup>3</sup> *Ibid.* : *Documents financiers concernant les mesures prises par Alphonse de Poitiers contre les juifs* (1268-1269).

force par Alphonse d'Aragon, le 2 juin 1442<sup>1</sup>. René, qui s'était réfugié au Castel Nuovo, à l'entrée du port de Naples, ne put s'embarquer pour Livourne qu'après avoir promis une rançon et laissé en otage son fils Jean de Calabre. Informé de ces événements, les États de Provence votèrent le paiement d'un don gracieux de 55,000 florins qui permit au roi de se libérer de ses engagements. La ville de Moustiers, taxée pour 400 florins, fut obligée d'emprunter cette somme à un taux très élevé. Sous la présidence du bailli, le conseil de Moustiers décida que la ville ne paierait sa quote-part que si toute la terre de Provence apportait sa contribution.

— *Olivier le Dain était-il marié ?* M. Henri Stein répond à cette question, que n'avait pu résoudre son dernier biographe M. Gustave Van Hoorebeke, en publiant le contrat de mariage du favori de Louis XI, qui est daté du 13 septembre 1467<sup>2</sup>. Il apporte aussi une nouvelle preuve de l'insatiable avidité du courtisan qui, à peine en possession de la seigneurie de Vayres, sollicita la possession du château de Boutigny séparé de Vayres par l'Essonne, et nous donne le texte des lettres de Louis XI qui s'était empressé d'accéder au désir d'Olivier.

— Après avoir rappelé les principales dispositions de la Pragmatique Sanction, M. Louis Madelin fait l'histoire des rapports de la France avec Rome depuis la mise en vigueur de cet acte jusqu'à la conclusion du Concordat de 1516<sup>3</sup>. Bien que les relations n'aient été rompues qu'à de rares intervalles entre le Saint-Siège et le royaume, l'Église de France n'en est pas moins considérée comme un membre séparé, ou du moins comme un membre gangrené de la catholicité. La Pragmatique avait été imposée au Roi par une aristocratie épiscopale, parlementaire et universitaire qui pensait se rendre ainsi maîtresse de l'Église de France. Le Roi ne l'admettait que comme un moyen de peser sur le Saint-Siège et d'en obtenir ce qu'il voulait. Quant au souverain pontife, il ne pouvait faire autrement que de la combattre, puisqu'elle avait été établie contre lui. Le Concordat de Bologne ne s'éloigna pas beaucoup de la Pragmatique, grâce à Duprat. Seulement le Roi devint grand électeur de son royaume, du consentement du Pape.

— La biographie de Gilbert Cousin, par M. Lucien Febvre<sup>4</sup>, ne nous fait pas connaître seulement le docte secrétaire d'Érasme,

<sup>1</sup> *Bibliothèque de l'École des chartes*, janvier-avril 1907. — <sup>2</sup> *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, 4<sup>e</sup> trimestre de 1906. — <sup>3</sup> *Revue des deux mondes*, 15 mars 1907 : *Un essai d'Église séparée en France. La Pragmatique Sanction*. — <sup>4</sup> *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, mars-avril 1907 : *Un secrétaire d'Érasme : Gilbert Cousin et la Réforme en Franche-Comté*.

mais elle nous initie au mouvement en faveur de l'humanisme et de la Réforme qui se dessina dans la haute bourgeoisie comtoise à l'époque où celui-ci vint établir son académie à Nozeroy (1535). Après avoir rappelé l'activité pédagogique de Cousin instruisant à Nozeroy les enfants des riches bourgeois et des nobles de la Comté, M. Febvre essaie de définir son attitude vis-à-vis des choses de la foi. Il ne semble pas que Cousin, chanoine du chapitre Saint-Antoine, en dépit de son admiration pour Érasme, ait jamais eu la pensée de se séparer de l'Église. Cependant un bref de Pie V (du 8 juillet 1567) le condamna comme auteur d'hérésie et il mourut en 1572 dans les cachots de l'archevêché de Besançon.

— On sait que la fin du xvi<sup>e</sup> siècle est l'époque où furent instruits le plus grand nombre des procès de sorcellerie et que nulle part la sorcellerie ne fut plus en honneur que dans le duché de Lorraine. M. Ch. Pfister esquisse rapidement la carrière de Nicolas Remy, procureur général en Lorraine (1591-1606), qui se signala par son zèle à poursuivre les sorciers <sup>1</sup>. Après avoir exposé, d'après la *Démonoldtrie* de N. Remy, en quoi consistait la sorcellerie, l'auteur fait connaître la procédure suivie contre ceux qui étaient accusés de ce crime.

— Dans les nombreux collèges qu'ils fondèrent en France, les Pères de la Compagnie de Jésus s'empressèrent de mettre en honneur les spectacles scolaires, qui depuis le milieu du xvi<sup>e</sup> siècle avaient repris leur ancienne faveur. M. Léon Lefebvre fournit d'intéressants détails sur les pièces qui furent données à Lille au collège des Jésuites (de 1592 à 1765), et au collège des Augustins (de 1622 à 1787), où l'usage des représentations théâtrales s'était également établi <sup>2</sup>.

— M. C. Oberreiner fait le récit des différents combats livrés autour de Cernay entre 1632 et 1638, insistant particulièrement sur la retraite du duc Charles IV de Lorraine enveloppé par Bernard de Saxe-Weimar (14-16 octobre 1638) <sup>3</sup>.

— M. Christian Pfister dit les effroyables malheurs qu'attira sur le duché de Lorraine et la ville de Nancy en particulier la détestable politique du duc Charles IV, allié de Gaston d'Orléans <sup>4</sup>. Il insiste principalement sur la prise de Nancy, que Charles IV ne sut pas défendre et qui, durant près de vingt-neuf ans, fut un gage entre les mains de la France (25 septembre 1633-août 1663).

— M. Adrien Dupont fait revivre la curieuse figure de Louis-Henri

<sup>1</sup> *Revue historique*, mars-avril et mai-juin 1907 : *Nicolas Remy et la sorcellerie en Lorraine à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle* — <sup>2</sup> *Annales de l'Est et du Nord*, janvier 1907 : *Le théâtre des Jésuites et des Augustins dans leurs collèges de Lille du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*. — <sup>3</sup> *Revue d'Alsace*, mars-avril 1907 : *Les combats de Cernay pendant la guerre de Trente ans*. — <sup>4</sup> *Annales de l'Est et du Nord*, janvier 1907 : *Nancy au début du règne de Charles IV (1624-1633)*.

de Loménie, comte de Brienne (1636-1698)<sup>1</sup>, qui, après avoir exercé les fonctions de secrétaire d'État et joui de la faveur de Mazarin et de celle de Louis XIV, fut enfermé à Saint-Lazare (1674) pour y expier ses écarts de conduite et ses extravagances. En 1696 il fut autorisé à se retirer à l'abbaye augustinienne de Saint-Séverin de Château-Landon, où il finit ses jours. De son grand-père Antoine de Loménie il tenait le goût des lettres et des arts et il fut un des amateurs les plus éclairés du xviii<sup>e</sup> siècle.

— Les nouveaux chapitres de l'étude de M. Degert sur *l'ancien diocèse d'Aire*<sup>2</sup> sont consacrés à l'épiscopat de Bernard de Sariae (1659-1672), de Jean-Louis de Fromentières (1673-1684), d'Armand Bazin de Besons (1693-1698), de Louis Gaston Fleuriau d'Armenonville (1698-1706), de François-Gaspard de la Mer de Matha (1706-1710), de Joseph-Gaspard de Montmorin de Saint-Hérem (1710-1713), de Gilbert de Montmorin de Saint-Hérem (1713-1723), de François de Sarret de Gaujac (1735-1757).

— Les nombreux écrits du duc de Bourgogne ayant été, pour la plupart, détruits après sa mort, il est difficile de se rendre compte jusqu'à quel point ses projets de gouvernement étaient mûris et arrêtés dans son esprit : aussi M. le comte d'Haussonville, cherchant à dépeindre ce qu'aurait été le jeune prince s'il eût succédé à Louis XIV, s'attache-t-il surtout à montrer comment, au point de vue moral, il comprenait son métier de roi, et à quelles conséquences sa conception du rôle et des devoirs de la royauté l'aurait amené<sup>3</sup>. Conscientieux jusqu'au scrupule, il était dominé par la grande idée du devoir, qui le mettait à l'abri de toute faiblesse et de toute indécision. Averti de bonne heure par Fénelon des dangers du despotisme, et pénétré de cette idée qu'un roi est fait pour ses sujets et non ses sujets pour lui, il entendait chercher une garantie contre la tyrannie ou l'erreur dans la convocation régulière des États généraux. Frappé de la prospérité relative des pays d'État, il se proposait, d'accord en cela avec Fénelon comme avec Saint-Simon, de rétablir partout des États provinciaux et de substituer aux intendants des *missi dominici*. C'eût été la fin de la centralisation excessive inaugurée par Richelieu et aggravée par Louis XIV. Le système des conseils administratifs remplaçant les ministres avait obtenu son adhésion, sans qu'il soit possible de savoir quelle eût été la composition de ces conseils. Aimant

<sup>1</sup> *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres de 1906 : *Note sur Louis-Henri de Loménie, comte de Brienne (1630-1698). Sa mort à l'abbaye de Saint-Séverin de Château-Landon.* — <sup>2</sup> *Revue de Gascogne*, janvier-mai 1907. — <sup>3</sup> *Revue des deux mondes*, 15 avril 1907 : *La duchesse de Bourgogne et l'alliance savoyarde. Projets de gouvernement du duc de Bourgogne.*

la noblesse, il entendait lui accorder une part peut-être prépondérante dans le gouvernement, mais sans que cette préférence impliquât l'exclusion de la roture ou lui fît fermer les yeux sur les fautes commises par certains seigneurs. D'ailleurs, le duc de Bourgogne n'avait pas une tendresse moins compatissante pour le peuple, dont il avait à cœur de soulager la misère. Il savait que la mauvaise administration des finances publiques était la cause principale de cette misère, d'où son indignation contre les fermiers généraux, traitants, financiers, partisans qui s'enrichissaient au milieu de la ruine publique. Il eût certainement tenté d'importantes réformes financières qui auraient diminué les souffrances du peuple, et peut-être eût-il adopté le principe posé par Vauban d'un impôt unique. Sur les questions religieuses, il partageait les idées de son temps, considérant comme un devoir d'étouffer dès sa naissance toute espèce de nouveauté en matière de religion, et de punir rigoureusement les premiers coupables pour ne pas être contraint de sévir, par la suite, contre un plus grand nombre. M. d'Haussonville conclut que si le duc de Bourgogne avait régné, la France aurait eu chance « d'accomplir tous les progrès nécessaires, sans les payer au prix de son équilibre politique. »

— Le traité de Nertchinsk marque, dans l'histoire des relations entre la Russie et la Chine, le début d'une nouvelle période d'une quarantaine d'années, que M. Gaston Cahen nous fait connaître. A partir de ce moment, des rapports diplomatiques plus fréquents, en même temps que des échanges commerciaux réguliers<sup>1</sup>, s'établissent entre les deux peuples. Si, en 1727-1728, la Russie montre plus d'assurance, c'est que la Chine, obligée de combattre contre les Kalmouks, doit chercher des appuis au dehors.

— A l'aide de la correspondance échangée entre Choiseul et notre ambassadeur à Madrid, M. Alfred Bourguet expose l'histoire des relations entre la France et l'Espagne, depuis la signature du pacte de famille (15 août 1761) jusqu'à la rupture de l'Espagne avec l'Angleterre (décembre 1761)<sup>2</sup>. Malgré l'intimité qui s'était établie aussitôt entre les deux cours, et bien qu'il eût appris la rupture des négociations entre la France et l'Angleterre au sujet de la paix, Charles III ne se hâtait point de déclarer la guerre à l'Angleterre. Choiseul s'efforçait de faire comprendre à Madrid l'intérêt qu'il y aurait, pour les deux nations alliées, de combiner leurs mouvements et de commencer

<sup>1</sup> *Revue historique*, mai-juin 1907 : *Les relations de la Russie avec la Chine et les peuplades limitrophes à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et dans le premier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle.* — <sup>2</sup> *Ibid.* : *Le duc de Choiseul et l'alliance espagnole. Après le pacte de famille.*

au plus tôt les hostilités, sans attendre le mois de mai 1762, dernier délai fixé par le traité d'alliance. L'ambassadeur britannique brusqua les événements en sommant, au nom de son gouvernement, le ministre d'Espagne de lui faire savoir si Charles III avait le dessein de s'unir à la France contre l'Angleterre. Ce fut la rupture souhaitée par Choiseul, qui prit aussitôt ses dispositions pour la campagne de 1762.

— M. l'abbé Uzureau publie<sup>1</sup> une notice sur *Mgr de Vaugirauld, évêque d'Angers* (1680-1758), écrite par M. René-Jean Bailly, curé du Plessis-Grammoire, à l'époque de la Révolution.

— On doit encore à M. l'abbé Uzureau une notice sur *le clergé de Seiches pendant la Révolution*<sup>2</sup>, qui se composait de Pierre-René Lhéritier, curé, Urbain<sup>3</sup> Quincé, vicaire, Barthélemy Abrial, prêtre habitué, et le prieur du Verger, dom Pierre-François Brenigard.

— La fin de l'étude de M. A. Hanauer sur *les faïenciers de Haquenau* contient la biographie de Joseph-Adam Hannong (1761-1782), de Pierre-Antoine Hannong (1761-1785), de Charles-François Hannong (1788-1789) et d'Ambroise Volet<sup>4</sup>.

— Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsqu'en France le public commence à discuter et à critiquer l'administration royale, la question des subsistances et du commerce des grains n'est plus seulement la grande question économique de l'époque, elle se transforme aussi en une question politique. Aussi faut-il savoir gré à M. J. Letaconnoux d'avoir, dans une substantielle étude, dressé l'état des travaux et des sources très complexes et très dispersées à consulter sur ce sujet, et dressé la liste des questions auxquelles les travailleurs doivent répondre<sup>5</sup>.

— M. Ph. Sagnac examine la question, toujours controversée, de la valeur historique des cahiers de 1789<sup>6</sup>. Il établit qu'en général les cahiers concordent avec les documents de l'époque, imprimés ou inédits, et conclut qu'il faut les considérer comme l'un des monuments les plus importants et les plus précieux de notre histoire et comme le tableau le plus authentique de l'ancienne société française. Ce travail est suivi de quelques indications utiles pour la publication des cahiers, dont il importe de déterminer toujours la valeur objective d'une manière précise.

— On doit à M. Ch. Hoffmann un récit suffisamment développé des

<sup>1</sup> *L'Anjou historique*, mars-avril 1907. — <sup>2</sup> *Ibid.*, janvier-février 1907. —

<sup>3</sup> *Revue d'Alsace*, janvier-février, mars-avril 1907. — <sup>4</sup> *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, mars 1907 : *La question des subsistances et du commerce des grains en France au XVIII<sup>e</sup> siècle*. — <sup>5</sup> *Ibid.*, février 1907 : *Les cahiers de 1789 et leur valeur*.

troubles dont la Haute-Alsace fut le théâtre en 1789<sup>1</sup>. La scission qui se produisit entre la commission intermédiaire et les bureaux contribua à déconsidérer l'administration provinciale à un moment où il eût fallu à la tête des affaires « des hommes unis de cœurs et d'idées, unis par une seule volonté et ne poursuivant qu'un seul but. » L'auteur rejette la responsabilité des insurrections qui éclatèrent dans la Haute-Alsace sur ses députés et particulièrement sur le député de Belfort, Lavie, écrivant aux maires : « Observez les nobles, les prêtres et les juges et, au premier moment, pilliez, dévastez, massacrez ! » Ces excitations au meurtre et au pillage trouvèrent un terrain trop bien préparé à Belfort, dans le val de Saint-Amarin, à Thann, à Guebwiller et dans le Sundgau.

— Dans le premier chapitre d'une fort intéressante étude sur *les opérations de la vente des biens nationaux*, M. Eugène Déprez examine comment le comité d'aliénation (17 mars 1790-1<sup>er</sup> septembre 1791), puis le commissaire du roi, administrateur de la caisse de l'extraordinaire (1<sup>er</sup> septembre 1791-1<sup>er</sup> janvier 1793), firent appliquer les décrets de l'Assemblée constituante relatifs à cette vente, organisèrent le travail des bureaux et fixèrent la marche que devaient suivre les corps administratifs<sup>2</sup>.

— Le P. Ubald consacre une notice biographique<sup>3</sup> à l'une des victimes du massacre du 2 septembre 1792 aux Carmes, sur laquelle on ne possédait jusqu'à présent aucun détail et dont le nom même avait été déformé : le P. Séverin Girault, du tiers ordre régulier de Saint-François. Georges Girault, né le 14 janvier 1728, appartenait à une famille d'ouvriers rouennais. A vingt et un ans, il revêtit la bure franciscaine au couvent de Rouen et prit le nom de Frère Séverin de Saint-Jean. Dès l'année 1766, il remplit les fonctions de secrétaire ; assistant du P. Provincial en 1769, il prend part au chapitre général de mai 1773, en qualité de capitulaire de la Custodie de Normandie. Il fut enfin nommé assesseur et examinateur et résida habituellement au couvent de Notre-Dame de Nazareth, à Paris, où il remplit aussi l'office de bibliothécaire. A l'époque de la Révolution, il était le confesseur et le directeur des religieuses franciscaines du monastère de Sainte-Élisabeth.

— M. Ad. Crémieux explique comment Marseille, pénétrée par une tradition plusieurs fois séculaire de particularisme municipal et d'autonomie communale, fut amenée, après avoir coopéré avec Paris à la fondation de la République, à s'engager dans le fédéralisme et à

<sup>1</sup> *Revue d'Alsace*, janvier-février, mars-avril, mai-juin 1907 : *Les troubles en 1789 dans la Haute-Alsace*. — <sup>2</sup> *Revue d'histoire moderne*, avril 1907. —

<sup>3</sup> *Études franciscaines*, mai 1907 : *Notice historique sur le P. Séverin Girault, mort aux Carmes en 1792*.

prendre part au mouvement contre-révolutionnaire<sup>1</sup>. Depuis l'année 1660, où un édit de Louis XIV avait détruit ce qui subsistait encore de leur ancienne organisation municipale, les Marseillais regrettaient la perte de leurs libertés. Aussi saluèrent-ils avec joie l'œuvre d'affranchissement et de décentralisation accomplie par la Constituante. Mais, lorsque la Révolution voulut reprendre la tradition centralisatrice, Marseille, qui, en 1789, avait nourri l'espoir d'être traitée comme État à part, se tourna contre elle et devint l'alliée de ceux dont elle croyait obtenir le maintien de ses anciennes libertés.

— A l'aide du registre des délibérations de Saint-Michel-de-Maurienne, M. E. de Gallo retrace, pour les années 1793 et 1794, l'histoire de ce bourg situé à cinquante kilomètres de la frontière italienne<sup>2</sup>. Lieu de passage aisé entre la Savoie, devenue française, et le Piémont, hostile, Saint-Michel fut constamment occupé ou traversé par des troupes françaises. Aussi, les réquisitions, et les difficultés de toutes sortes qui en furent le résultat, occupent-elles souvent sa municipalité. Cette commune eut aussi le souci de l'instruction et organisa une école payante dont elle fit les frais, de concert avec les hameaux environnants. L'auteur signale enfin le mouvement de déchristianisation qui se manifesta dès les premiers mois de l'an II et s'attaqua même au nom du bourg qui voulut s'appeler *le Pas du Roi*.

— En 1812, Napoléon chargea Las Cases et Belleville d'inspecter dans toute l'étendue de l'Empire les dépôts de mendicité et les maisons de détention. M. Ph. Gonnard donne une analyse développée du rapport et des notes que Las Cases rapporta de sa tournée dans la partie occidentale de l'Empire<sup>3</sup>. Dans l'ensemble, le peuple ne se montre pas hostile à Napoléon et le gouvernement est encore solide. Si la marine est ruinée, si les ports du midi sont déserts, la Normandie a recouvré son activité industrielle, l'ordre règne dans les campagnes et les populations sont satisfaites de leur sort.

— Une notice de M. Henri Bardy rappelle les menées des habitants de Thann, en 1815, pour avoir, au détriment de Belfort, la sous-préfecture de l'arrondissement et le tribunal civil<sup>4</sup>.

— Les émeutes des ouvriers lyonnais, sous Louis-Philippe, eurent leur contre-coup dans le monde ouvrier de Saint-Étienne. M. Ph. Gonnard tire cette conclusion d'une étude sur le soulèvement des

<sup>1</sup> *La Révolution française*, 14 mars 1907 : *Le particularisme municipal à Marseille en 1789*. — <sup>2</sup> *Ibid.*, 14 mars 1907 : *Saint-Michel-de-Maurienne en 1793 et 1794, d'après le registre des délibérations de sa municipalité*. — <sup>3</sup> *Revue d'histoire moderne*, février 1907 : *Les impressions du comte de Las Cases sur l'Empire français en 1812*. — <sup>4</sup> *Revue d'Alsace*, mai-juin 1907 : *Une rivalité éphémère. Belfort et Thann en 1815*.



passementiers stéphanois en 1833 <sup>1</sup>, que ce soulèvement avait une cause sociale et non politique, et était issu des souffrances matérielles des ouvriers et non de leurs idées sur la forme du gouvernement.

— On sait que, le prince Louis Bonaparte étant revenu à Arenenberg vers le milieu de l'année 1837, le gouvernement de Louis-Philippe demanda son expulsion à la Confédération helvétique. Le refus opposé par la diète à la demande de la France faillit amener la guerre entre les deux États. Le prince Louis mit fin à cette situation critique en quittant Arenenberg. Metternich, qui avait appuyé les réclamations de la France, offrit au prince un asile provisoire à Inspruck, et, pour le décider à se rendre en Autriche, il pria le comte de Saint-Leu, l'ancien roi de Hollande, d'intervenir auprès de son fils. Louis-Napoléon déclina cette offre et se rendit en Angleterre, le seul pays qui, affirma-t-il à l'envoyé de Metternich, lui eût témoigné « un véritable intérêt. » M. Alfred Stern nous fournit d'intéressants détails sur cet épisode peu connu de la vie de Louis-Napoléon <sup>2</sup>.

— C'est dans la conception particulière que se faisait de lui-même l'État prussien, et dans les rancunes qu'il affichait contre la vieille fidélité des catholiques à la maison d'Autriche, qu'il faut, suivant M. Georges Goyau, chercher la cause du *Culturkampf* <sup>3</sup>. L'Autriche qui, au temps du Saint-Empire germanique, avait assuré au germanisme une sorte de primauté dans le monde, se vit contester son droit de cité germanique au parlement de Francfort. Pour la première fois s'affirmèrent deux conceptions différentes de l'Allemagne : à l'Autriche, dépositaire du passé, tête de l'Allemagne, glorifiée par Reichensperger, Hausser opposa la vocation allemande de la Prusse, autour de laquelle devait s'opérer la cristallisation de tous les États allemands. Tandis que Frédéric-Guillaume IV accordait la liberté religieuse à ses sujets catholiques, Bismarck commençait ses manœuvres contre l'Église. Il veillait à ce que le grand-duc de Bade ne se montrât pas trop conciliant dans ses négociations avec Rome, et déjà il apparaissait « comme une sorte de commissaire d'un protestantisme politique, inflexible, intraitable. » Avant Sadowa, la Prusse travailla à conquérir « l'intelligence bavaroise » et parvint à former un parti « libéral national, » hostile à la fois au catholicisme et à l'Autriche. En même temps qu'elle accoutumait les petits États protestants à l'idée d'une politique confessionnelle, elle détachait la Bavière catho-

<sup>1</sup> *Revue d'histoire de Lyon*, mars-avril 1907 : *Les passementiers de Saint-Étienne en 1833*. — <sup>2</sup> *Revue historique*, mars-avril 1907 : *Le prince Louis-Napoléon et le prince de Metternich en 1838*. — <sup>3</sup> *Revue des deux mondes*, 1<sup>er</sup> avril 1907 : *Les origines du Culturkampf allemand*. 1. *Les catholiques et la préparation de l'unité allemande*.

lique de l'Autriche. La victoire de la Prusse sur l'Autriche, en 1866, porta un coup sensible au catholicisme. Ketteler, évêque de Mayence, proposa cependant le ralliement à la Prusse, exhortant les catholiques à ne pas s'opposer aux tendances vers l'unité germanique. Le *Culturkampf* devait être la récompense de ce ralliement.

— Dans une étude où les souvenirs personnels tiennent une place importante, M. Émile Ollivier expose la situation des différents États européens à la fin de l'année 1869, et les sentiments dont ils étaient animés à l'égard de la France<sup>1</sup>. La question espagnole était à l'ordre du jour. Prim, Silvela et Olozaga vinrent entretenir Napoléon III des candidatures au trône d'Espagne. L'Empereur se contenta de les assurer de sa neutralité bienveillante : aucun nom ne fut prononcé dans cette entrevue et il n'est point vrai, comme l'a prétendu le maréchal Randon dans ses Mémoires, que Napoléon III ait recommandé la candidature du prince Léopold de Hohenzollern. Ce nom fut prononcé à Vichy par l'agent espagnol de Bismarck, Salazar. Sans prendre aucun engagement, Prim chargea Salazar de s'enquérir de l'opinion des princes de Hohenzollern. Léopold posa à son acceptation cette condition qu'il serait élu à l'unanimité et n'aurait à combattre aucune candidature opposée. L'obstination de Montpensier rendant cette unanimité impossible, Salazar considéra sa mission comme ayant échoué. Silvela, de son côté, était informé par Mercier que l'unanimité de l'opinion publique en France attribuerait à cette candidature Hohenzollern un caractère essentiellement allemand, en dépit des liens de parenté du prince avec la maison de Bragance. Malgré l'accueil gracieux qu'il fit au général Fleury, notre nouvel ambassadeur auprès de lui, Alexandre II, pour témoigner que nous n'avions pas reconquis l'amitié russe, conféra au roi Guillaume de Prusse la première classe de l'ordre militaire de Saint-Georges, à l'occasion du centenaire de son institution. Il était évident qu'un accord réel existait entre la Russie et la Prusse. L'Italie ne nous était pas plus favorable : le ministère Lanza, qui avait succédé au ministère Menabrea (déc.), était tout dévoué à la Prusse, et son hostilité à l'égard de la France aurait eu raison, en cas de guerre, des dispositions amicales de Victor-Emmanuel, qui se croyait lié par ses engagements d'honneur. L'Angleterre entretenait de cordiales relations avec la France. Décidé à ne pas intervenir dans les conflits qui pouvaient s'élever entre les nations européennes, Clarendon tenta, du moins, d'éloigner les causes de conflit et d'obtenir un désarmement partiel. L'ambassadeur d'Angleterre à Berlin, Loftus, s'en ouvrit au roi de Prusse, qui trouva l'idée louable, mais irréalisable. Nous aurions

<sup>1</sup> *Revue des deux mondes*. 1<sup>er</sup> mai 1907 : *L'Europe à la fin de l'année 1869*.

pu compter sur l'amitié effective de l'Autriche, si Beust eût dirigé la politique de l'Empire, mais le véritable maître de cette politique était le ministre hongrois Andrassy, convaincu que la résurrection du passé germanique de l'Autriche pouvait nuire aux libertés hongroises, et décidé à s'opposer à toute velléité que Beust manifesterait d'aider la France. En Bavière, la majorité du peuple était opposée à la politique envahissante de la Prusse; mais le roi Louis, toujours plongé dans ses rêveries musicales, et abandonnant la direction des affaires à son chef de cabinet, acquis à la politique prussienne, était pour Bismarck un auxiliaire précieux. Charles de Wurtemberg partageait les sentiments antiprussiens de ses sujets et comblait d'attentions et d'égards notre ministre Saint-Vallier et les officiers français envoyés aux manœuvres des armées du Sud. La ferme volonté qu'avaient la Bavière et le Wurtemberg de rester indépendants, constituait à l'union du Nord et du Sud un invincible obstacle, malgré les bonnes dispositions de Bade où l'idée unitaire avait gagné du terrain. Aussi la Prusse ne pouvait-elle espérer une annexion volontaire ni tenter une annexion violente, sans craindre de se voir attaquer par la France, et peut-être par l'Autriche et la Russie. Bismarck comprit que cette unité, énergiquement réclamée par l'opinion publique en Prusse, sortirait nécessairement d'une guerre contre la France, s'il persuadait les États du Sud de l'imminence du péril français, et parvenait à se faire attaquer par la France. Déçu de voir que cette puissance ne réclamait pas dans le nord du Sleswig l'exécution du traité de Prague relatif aux Danois, il résolut d'appuyer de toutes ses forces la candidature Hohenzollern auprès de Prim, sans cesser de protester de ses intentions pacifiques. Notre attaché militaire Stoffel eut le tort de se laisser prendre à cette comédie, et, bien que persuadé de l'hostilité du peuple allemand à notre égard, de s'appliquer à endormir les soupçons et les inquiétudes de l'Empereur.

— On lira avec intérêt l'historique du siège de Paris et de la Commune, composé avec les lettres et les notes du baron Raphaël de Hübner, conseiller de l'ambassade d'Autriche en 1870, et de son frère, le général comte Hübner. Sans révéler de faits inconnus jusqu'ici, les fils de l'ancien ambassadeur d'Autriche en France étaient bien placés pour voir les événements et les apprécier avec justesse <sup>1</sup>.

ALBERT ISNARD.

<sup>1</sup> *Le Correspondant*, 25 mars, 10 et 25 avril 1907 : *Le siège, la Commune, souvenirs de deux frères*.

## II. — PÉRIODIQUES ANGLAIS

ANTIQUITÉS. — L'histoire se refait chaque jour, ou plutôt elle se complète. Les papyrus nous réservent encore des surprises. Ceux de la petite ville d'Assouan, dans le Haut-Nil, que l'on vient de publier, nous ouvrent des horizons nouveaux sur l'histoire des Juifs au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ <sup>1</sup>. Ce sont pour la plupart des contrats de vente, et d'autres papiers d'affaires, comme on dirait des archives d'un notaire. Ce qui fait la valeur de ces documents, c'est qu'ils sont datés et qu'ils constituent la première source authentique de renseignements sur cette colonie juive établie en Égypte au temps de Jérémie, de Xerxès et de Socrate. Ils nous apprennent que les Juifs de cette petite colonie étaient libres, qu'ils jouissaient d'une large tolérance, pouvaient vendre, acheter, avoir des esclaves et déjà se livrer à leur métier d'usurier; ils avaient aussi leur lieu de réunion et de prières. Bien plus, ils pouvaient exercer certaines fonctions civiles. Eux-mêmes ne paraissent pas avoir résisté bien énergiquement aux influences païennes. Une Juive, dont les papyrus d'Assouan nous permettent de reconstituer l'histoire, jure par une déesse des cataractes et épouse un païen. Il est vrai que ce dernier peut avoir été un prosélyte. Mais le fait n'en serait que plus intéressant. L'écrivain, qui a résumé l'histoire de cette découverte avec la science d'un spécialiste et l'humour d'un reporter, pense même que dans la reconstitution de la vie de cette dame juive, du nom de Nibhtachyah, il y aurait la matière d'un roman historique <sup>2</sup>!

— L'histoire s'enrichit d'éléments nouveaux; elle se débarrasse, d'un autre côté, de légendes. On ne songeait même pas à mettre en doute la *circumnavigation de l'Afrique par les Phéniciens* <sup>3</sup>. M. E. J. Wabb a voulu soumettre ce point d'histoire à une étude critique. Ses objections contre le texte d'Hérodote, sur lequel repose toute notre connaissance de ce fait, sont vraiment sérieuses. Sont-elles suffisantes pour nous permettre de refuser absolument toute foi au fameux *périple*?

— *Asclépiade* n'est guère connu que par quelques pièces de l'*Anthologie*; le professeur Phillimore lui consacre une étude à la fois lit-

<sup>1</sup> *Aramaic Papyri discovered at Assuan*. Edited by A. H. Sayce, with the assistance of A. E. Cowley, and with Appendices by W. Siegelberg and Seymour de Ricci (London, 1906). -- <sup>2</sup> *Church Quarterly Review*, janvier 1907, p. 380 sq. — <sup>3</sup> *The Alleged Phœnician Circumnavigation of Africa*. L'article paru d'abord dans le *Geographical Journal*, sept. 1906, est reproduit ici, *The English historical Review*, janvier 1907, p. 1, avec des additions pour répondre aux critiques qui en avaient contesté les conclusions.

téraire et historique et nous donne quelques traductions de ses meilleures pièces <sup>1</sup>.

— *Euripide* est mieux connu. Dans ces derniers temps, les critiques et les historiens de la littérature grecque sont revenus à lui, et, sans faire descendre Eschyle et Sophocle de leur piédestal, ils ne consentent pas à placer en seconde ligne leur successeur. C'est le résultat de ce travail de la critique qui nous est donné dans un bon article de D. A. Morshead <sup>2</sup>.

— Nous ne citerons sur l'Ancien Testament, comme intéressant directement l'histoire, que l'article sur les *récents développements du criticisme de l'Ancien Testament* <sup>3</sup>, qui contient une revue intéressante, écrite évidemment par un homme du métier, résume en quelques pages les travaux de Cheyne, de Wellhausen, de Winckler, et donne les conclusions nouvelles auxquelles aboutit cette critique.

ORIGINES CHRÉTIENNES. — On lira avec intérêt l'étude que le professeur R. S. Conway, de l'Université de Manchester, a consacrée à l'*Idee messianique dans Virgile* <sup>4</sup>. Il n'hésite pas à dire, avec la plupart des philologues, que le fameux passage de la quatrième églogue,

Ultima Cumaei venit jam carminis aetas, etc.

désigne un enfant qui n'avait rien de surnaturel. C'était, selon lui, l'enfant que Scribonia portait en son sein en 39 avant Jésus-Christ. Cette conclusion n'est pas nouvelle; Henry Nettleship et Warde Fowler, pour n'en pas citer d'autres, y étaient arrivés déjà chacun de leur côté. Ce qui est nouveau dans cette étude, c'est que l'auteur se demande si, indépendamment des vers de la quatrième églogue, on peut prouver que Virgile a eu une idée messianique, s'il a été, lui aussi, un prophète à sa manière, s'il a attendu un âge d'or pour l'humanité et un sauveur, héros ou Dieu, qui la relèverait, la consolerait et lui apporterait un nouvel idéal. C'est à la démonstration de cette thèse qu'est consacrée cette étude.

— Sous ce titre désormais consacré d'*Histoire de l'Évangile et de sa transmission*, l'auteur anonyme d'un article de la *Church Quarterly Review* se livre à la critique de plusieurs ouvrages dont nous avions déjà parlé dans notre *Courrier anglais*, comme ceux de Burkitt, d'Abbott, d'Harnack, etc. Il contient quelques vues intéressantes sur la date des Évangiles, sur le canon, et sur le problème synoptique <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> *Asclepiades*, *The Dublin Review*, avril 1907, p. 258 sq. — <sup>2</sup> *Euripides and his modern Interpreters*, dans la *Church Quarterly Review*, avril 1907, p. 156 sq.

— <sup>3</sup> *Recent developments of old Testament Criticism*, dans *Quarterly Review*, janvier 1907, p. 173 sq. — <sup>4</sup> *Hibbert Journal*, janvier, p. 309 sq. — <sup>5</sup> *The Gospel and its transmission*, numéro d'avril, p. 169 sq.

— C'est un autre problème, celui de l'origine des épîtres pastorales, qui est étudié dans la même Revue avec beaucoup de soin et dans un sens conservateur <sup>1</sup>. L'argument est presque complètement philologique, mais il est exposé avec beaucoup de science par un homme compétent <sup>2</sup>.

— La publication, texte et traduction, du fragment copte d'un évangile apocryphe donné par M. O. Winstedt, et attribué à Jacques « le frère du Seigneur, » n'est pas de nature à nous éclairer beaucoup sur la période évangélique. Il est trop court et de trop peu d'importance. Tout au plus y verra-t-on un témoin de la tradition professée par une secte gnostique <sup>3</sup>.

— Les *Actes de Jean* appartiennent à la même littérature. La note du Rev. R. H. Connolly a pour but de prouver que, contrairement à l'opinion commune, la langue primitive de ces actes est le syriaque, et que le texte d'après lequel l'auteur cite les Évangiles est le *Diatessaron* <sup>4</sup>.

— Le fameux texte : *Baptizantes eos in nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti*, qui a tant d'importance pour l'histoire du baptême, est étudié de nouveau par le docteur Chase, qui discute les conclusions du savant doyen de Westminster, Armitage Robinson, dont nous avons parlé dans un précédent bulletin <sup>5</sup>.

— Ce n'est pas dans cette Revue que j'ai à rappeler les travaux de M. Allard sur le martyre. C'est de ses ouvrages, et notamment de ses *Dix leçons sur le martyre*, que s'inspire un article du *Month* sur *Le témoignage du martyre*. Nous aurions voulu que l'auteur, envisageant la conception du martyre à ses divers points de vue, et à toutes les époques de l'histoire, nous donnât un travail plus complet et des notions plus originales sur ce grand sujet <sup>6</sup>.

— La note du docteur Souter sur l'*Apologétique de Tertullien*, fournit quelques bonnes variantes d'après un manuscrit du <sup>x</sup>e siècle; celle du Rev. H. Malden fixe le sens du mot *salvus esse* dans le symbole dit de saint Athanase <sup>7</sup>.

MOYEN AGE. — Dans son second article sur le *Pape Honorius*, dom Chapman raconte les divers incidents du procès de la condamnation et explique dans quelle mesure et pour quels motifs il fut

<sup>1</sup> *Church Quarterly Review*, janvier 1907. — <sup>2</sup> La plupart des articles de cette revue, comme de plusieurs grandes revues anglaises, sont anonymes. Nous avons eu l'occasion de regretter cet excès de modestie. Dans le numéro d'avril, on nous donne un commencement de satisfaction. — <sup>3</sup> *Journal of theological Studies*, janvier 1907, p. 240. — <sup>4</sup> *The original language of the Syriac Acts of John*, dans *Journal of theol. Studies*, janvier 1907, p. 249. — <sup>5</sup> *The Lord's command to baptize*, même revue, p. 161 sq. — <sup>6</sup> *The Month*, décembre 1906, p. 619. — <sup>7</sup> Les deux articles ont paru dans le *Journal of theological Studies*, janvier 1907, p. 297 et 301.

frappé, et comment cette condamnation laisse intacte la question de l'infailibilité pontificale <sup>1</sup>. La solution présentée par le docte bénédictin n'est pas absolument nouvelle ; elle avait été donnée déjà au cours des discussions si ardentes soulevées au moment du concile du Vatican ; mais elle semblait oubliée ; il était bon de la rappeler pour répondre à de vieilles objections souvent renouvelées.

— Le traité *De caeremoniis* est attribué d'ordinaire à Constantin Porphyrogénète. Mais ce jugement n'est pas accepté par tous ; et il est, dans tous les cas, des parties de ce traité qui ont été ajoutées postérieurement. C'est à l'étude de ce problème de l'histoire byzantine que s'applique le professeur Bury. Dans ce premier article, il analyse cet ouvrage et distingue les parties primitives <sup>2</sup>. Les conclusions seront réservées à un second article.

— M. W. Miller étudie un autre chapitre d'histoire byzantine. Depuis que Finlay, dans son ouvrage, a résumé l'histoire d'Athènes sous la domination franque, de nombreux documents ont été mis au jour. Les archives de Barcelone, de Palerme, de Venise, de Milan, ont révélé des pages inédites de cette histoire. L'auteur veut faire profiter de cette découverte ses compatriotes dans un article d'ensemble où il étudie l'histoire des *ducs d'Athènes* <sup>3</sup>.

— A côté de ces grands chefs féodaux, les *Barons de Castelnau* font assez petite figure. M<sup>lle</sup> E. C. Lodge a pensé avec raison cependant que l'histoire de cette baronnie durant le moyen âge ne serait pas sans intérêt et lui a consacré une bonne étude <sup>4</sup>.

— Nous n'aurons qu'à signaler une synthèse intéressante sur la vie d'*Innocent III*, mais sans point de vue nouveau <sup>5</sup>, et un article sur *Les douze conclusions des Lollards*, d'après une version anglaise peu connue et avec un préambule inédit <sup>6</sup>. L'étude sur *La courtoisie au moyen âge* est d'un intérêt plus général. La courtoisie fut un art, presque une science, à cette époque. Inutile d'ajouter que l'auteur, Darley Dale, n'a pas la prétention d'épuiser le sujet, qui demanderait un volume ; il se contente de résumer quelques-uns de ces livres qui, au moyen âge, tenaient lieu de nos manuels de civilité <sup>7</sup>.

— « La géographie et la géologie ne furent pas tolérées par l'Eglise au moyen âge. » Telle est la sentence que l'on lit dans une Histoire

<sup>1</sup> Dans *The Dublin Review*, janvier 1907, p. 42. Le premier article avait paru dans le numéro de juillet 1906. — <sup>2</sup> *The English historical Review*, avril 1907, p. 209 sq. — <sup>3</sup> *The Dukes of Athens*, dans *The Quarterly Review*, janvier 1907, p. 97. — <sup>4</sup> *The Barony of Castelnau, in the Médoc, during the Middle Ages*, dans *The English historical Review*, janvier 1907, p. 93 sq. — <sup>5</sup> *The American Catholic Quarterly Review*, janvier 1907, p. 24 sq. — <sup>6</sup> *The English historical Review*, avril 1907, p. 292. — <sup>7</sup> *The American Catholic Quarterly Review*, janvier 1907, p. 123.

des sciences. M. James J. Walsh a voulu la reviser et il n'a pas de peine à prouver que c'est précisément aux missionnaires franciscains et dominicains que l'on doit les principales notions de géographie qui permirent de constituer cette science <sup>1</sup>.

— L'étude de Mac Carmick sur *Deux éducateurs catholiques au moyen âge* peut servir de transition entre cet âge et l'époque moderne, car ces deux hommes, qui furent des humanistes remarquables, appartiennent au xv<sup>e</sup> siècle. Vittorino da Feltre, auquel est consacré le premier article, fut un vrai pédagogue en même temps qu'un humaniste distingué, et resta fidèlement attaché à l'Église <sup>2</sup>.

— Si la critique sacrifie certains domaines qui jusqu'alors avaient paru appartenir à l'histoire, parfois elle en reconquiert qui paraissent perdus pour elle. Nous avons déjà eu l'occasion de parler des beaux travaux de dom Butler sur *Palladius et l'histoire Lausique*. Le professeur W. Watson a consacré à cette question un article de la *Church Review* dans lequel il adopte les conclusions du critique et résume en quelques pages l'histoire du monachisme égyptien <sup>3</sup>.

— Le doyen de Westminster, Armitage Robinson, consacre un article à l'abbaye de Westminster, donne quelques détails historiques sur sa construction et indique les travaux préliminaires que réclamerait l'histoire de la plus illustre des abbayes anglaises <sup>4</sup>.

— Beaucoup plus modeste, l'*Abbaye de Buckfast* peut cependant se glorifier d'une haute antiquité, puisque sa fondation remonte au viii<sup>e</sup> siècle, et peut-être au delà. Dom Adam Hamilton ne consacre que quelques pages à certains épisodes de son histoire, mais elles suffisent à nous en révéler l'intérêt <sup>5</sup>.

— *L'histoire d'un couvent de Paris* est celle de la maison des Carmes, tristement célèbre par le massacre de septembre 1792, écrite à l'aide des documents récemment édités et de pièces inédites <sup>6</sup>.

— Sous le titre à effet de *La faillite des ordres mendiants* (franciscains), M. G. Coulton écrit un article, léger d'érudition, pour défendre sa thèse. Ce n'est pas dans une douzaine de pages, d'une généralisation hâtive, que l'on traite un pareil sujet <sup>7</sup>.

— Un autre article, consacré aux Franciscains, fait l'histoire de leurs plus anciennes écoles en Amérique <sup>8</sup>.

<sup>1</sup> *Geography and the Church in the Middle Ages*, même revue, p. 49 sq. —

<sup>2</sup> *Two medieval Catholic Educators*, *The Catholic University Bulletin*, oct. 1906, p. 453 sq. — <sup>3</sup> *Palladius and Egyptian Monasticism*, *The Church Quarterly Review*, avril, p. 105 sq. — <sup>4</sup> *The Benedictine Abbey of Westminster*, *The Church Quarterly Review*, avril, p. 58 sq. — <sup>5</sup> *The Dublin Review*, avril, p. 280 sq. — <sup>6</sup> Même revue, p. 314. — <sup>7</sup> *The Hibbert Journal*, janvier, p. 296 sq. — <sup>8</sup> *Early Mission Schools of the Franciscans*, par James A. Burns, *The Catholic University Bulletin*, janvier 1907, p. 25.



ANGLETERRE. — La seconde partie de l'étude de M. F.-M. Powicke, sur l'*Administration angevine en Normandie*, est aussi sérieusement étudiée que la première et contient d'excellentes notions sur le système administratif et le système féodal dans cette province <sup>1</sup>. La *Vie inédite d'Edmond Rich'* (saint Edmond) n'apporte pas une contribution bien importante à l'histoire, car les deux derniers historiens du saint, Dom Wilfrid Wallace <sup>2</sup> et la baronne de Paravicini <sup>3</sup>, l'avaient connue. Mais comme il y a discussion sur la teneur de cette source et sa dépendance à l'égard d'une autre Vie du saint, M. W. C. Davis a jugé opportun de relever dans une collation systématique les passages parallèles et les divergences avec la Vie de Pontigny <sup>4</sup>.

— On discute encore, sinon sur l'emplacement de la bataille d'*Hastings*, au moins sur quelques détails de topographie. M. F. H. Baring s'efforce, dans un article de l'*English historical Review*, de fixer le lieu du désastre de Malfosse <sup>5</sup>.

— A *Plea Roll of Richard I* fixe la date d'un document assez important de ce règne <sup>6</sup>.

— Dans l'*Assertio VII sacramentorum* de Henry VIII, M. L. O'Donovan nous donne une version originale de l'Introduction, avec quelques détails historiques sur ce livre fameux qui devait valoir à Henry VIII le titre de *Defensor fidei* <sup>7</sup>.

— Le P. Pollen, S. J., connu déjà par d'autres travaux historiques, commence, dans le numéro d'avril du *Month*, une étude sur Marie Stuart. Le premier article est consacré tout entier au docteur Parry, type de l'intrigant et de l'espion, comme il s'en rencontrait tant dans les cours à cette époque <sup>8</sup>. C'est un simple épisode de la vie de la malheureuse reine, *Le voyage en France de 1548*, que nous raconte M. W. Moir Bryce. Il nous était bien imparfaitement connu et le récit contenait des confusions et même des contradictions. L'auteur a exploité une source nouvelle, inconnue aux biographes de la reine, les lettres de Brézé, qui jettent une nouvelle lumière sur cette page de l'histoire de Marie Stuart <sup>9</sup>.

— M. Paul Mantoux nous fait connaître une série de documents nouveaux aux archives du ministère des affaires étrangères, qui éclairent l'histoire du Parlement anglais au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'auteur

<sup>1</sup> *The English historical Review*, janvier 1907, p. 15 sq. — <sup>2</sup> *St Edmund of Canterbury* (1893). — <sup>3</sup> *St Edmund of Abingdon* (1898). — <sup>4</sup> *The English historical Review*, janvier 1907, p. 84 sq. — <sup>5</sup> *The English historical Review*, janvier 1907, p. 69. — <sup>6</sup> Même revue, avril, p. 290. — <sup>7</sup> *The Catholic University Bulletin*, 1906, oct., p. 485. — <sup>8</sup> Année 1907, p. 356 sq. *Mary Queen of Scots and the Babington Plot*. — <sup>9</sup> *Mary Stuart's Voyage to France in 1548*, *The English historical Review*, janvier. 1907, p. 43.

décrit et résume ces pièces, mais il laisse aux travailleurs qui viendront après lui une ample moisson à glaner <sup>1</sup>.

— La majorité du *Parlement sous Charles II* (*The Convention Parliament*) était-elle presbytérienne comme l'ont cru quelques auteurs ? M<sup>lle</sup> Louise Fargo Brown discute la question, et, sur des témoignages précis, arrive à une conclusion négative fort bien motivée <sup>2</sup>.

— Pour les amateurs d'inédit, signalons *Deux lettres à Cromwell*, qui, du reste, ne sont pas d'un bien vif intérêt <sup>3</sup>, et un mémoire politique de Daniel de Foe : *Maximes et instructions pour les ministres d'État*, qui donne de précieux renseignements sur la politique européenne au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle <sup>4</sup>.

— Sous le titre *Le cardinal roi*, M. W. F. Denehy nous fait l'histoire un peu sommaire de Henri IX, fils de Jacques II, duc d'York, le dernier des Stuarts <sup>5</sup>.

— La biographie des contemporains ou des hommes de la génération précédente obtient toujours un grand succès auprès des lecteurs anglais. Aussi trouvons-nous dans les revues de ces derniers mois divers articles sur *Lord Lytton*, homme d'État et poète <sup>6</sup>; sur *Lord Randolph Churchill*, l'adversaire politique de Gladstone <sup>7</sup>; sur *Ruskin* <sup>8</sup>, sur *Newman et Manning* <sup>9</sup>, sur *Mailland*, un professeur d'histoire et juriste distingué, qui a laissé d'importants travaux d'érudition <sup>10</sup>, sur *Lord Acton*, dont les lettres ont soulevé récemment parmi les catholiques anglais d'ardents débats <sup>11</sup>.

— Terminons cette revue des choses anglaises en signalant quelques travaux sur l'Irlande. Dans le Bulletin de l'Université catholique de Washington, M. J. Dunn commence une savante étude philologique et historique sur l'origine et la teneur du mot *Celle*. Les textes qu'il cite en préciseront certainement la portée, sans cependant, nous

<sup>1</sup> *French Reports of Parliamentary Debates in the eighteenth Century*, *The American histor. Review*, janvier 1907, p. 244 sq. — <sup>2</sup> *The religious Factors in the Convention Parliament*, *The English historical Review*, janvier 1907, p. 51 sq. — <sup>3</sup> *The English historical Review*, avril 1907, p. 308 — <sup>4</sup> Dans *The English historical Review*, janvier 1907, p. 130 sq. — <sup>5</sup> *The American Catholic Quarterly Review*, janvier 1907, p. 1 sq. — <sup>6</sup> *The first Earl of Lytton*, dans *The Quarterly Review*, avril, p. 436, et *Robert. Earl of Lytton, Statesman and Poet*, dans *The Dublin Review*, janvier, p. 113. — <sup>7</sup> *Lord Rosebery's "Randolph Churchill"* by lord Hugh Cecil, dans *The Dublin Review*, janvier 1907, p. 139; et *Lord Randolph Churchill*, *The Quarterly Review*, janvier, p. 236. — <sup>8</sup> *Ruskin and the Gothic Revival*, *The Quarterly Review*, janvier 1907, p. 77 sq. Cf. un article sur *l'architecture gothique en Angleterre* dans *The Church Quarterly Review*, janvier 1907, p. 358. — <sup>9</sup> Même Revue, avril, p. 354 sq. — <sup>10</sup> Même Revue, avril, p. 401 sq. et *English historical Review*, avril, p. 280 — <sup>11</sup> *Lord Acton and The "Rambler"* dans *The Dublin Review*, janvier 1907, p. 1 sq.

le craignons, empêcher à l'avenir les confusions qui se glissent à la faveur d'un terme sous lequel on désigne tout ce qui, de près ou de loin, touche à l'histoire ou à la civilisation des populations de l'Irlande, de l'Armorique, de l'Écosse, du pays de Galles, des anciens Gaulois, etc. <sup>1</sup>. L'article sur *La renaissance du Gaélique* servira de complément au précédent, en montrant ce que les promoteurs de ce mouvement ont en vue <sup>2</sup>.

— Les études que nous avons eu déjà à mentionner, sur *Les forteresses normandes en Irlande*, sont continuées par M. Goddard H. Orpen, dans un savant article d'archéologie <sup>3</sup>.

— Les *Chroniques de Farmer*, dont M. C. Litton Falkiner commence la publication, sont une contribution importante à l'histoire d'Irlande de 1594 à 1613 <sup>4</sup>.

— Le projet d'*Université catholique en Irlande* inspire un bon article à l'évêque de Limerick, qui résume le débat et indique dans quelles conditions devrait se fonder cette Université <sup>5</sup>.

HISTOIRE CONTEMPORAINE. — Les questions d'histoire contemporaine tiennent naturellement une grande place dans les revues anglaises. L'*Hibbert Journal* et la *Church Quarterly Review* contiennent l'écho des plaintes d'une partie de l'Église anglicane contre le rapport de la commission royale qui a été chargée d'étudier le rituel des églises anglicanes et de signaler au Parlement les infractions au règlement. Il y a là incontestablement une menace contre la liberté de ces églises, et l'on n'est pas étonné de lire ces protestations <sup>6</sup>.

— Nous n'avons pas à discuter ici les théories récentes qui se sont groupées sous le titre de *Nouvelle théologie* et qui ont suscité en Angleterre de si vives controverses. Nous nous contentons de noter que l'*Hibbert Journal*, dans son numéro d'avril, publie un manifeste de celui qui peut être considéré comme le fondateur de cette école, le Rev. J. Campbell <sup>7</sup>.

— Dans un article critique sur la *Guerre sud-africaine*, un officier de l'armée anglaise apprécie les différentes histoires que l'on a écrites sur cette guerre, notamment celle de Conan Doyle, celle du *Times* et celle de l'état-major allemand. Depuis la publication de cet article, a été édité le premier volume de l'*History of the War in South Africa*

<sup>1</sup> *The Catholic University Bulletin*, janvier et avril, *The world Celt*. — <sup>2</sup> *The Gaelic Revival*, dans *The Dublin Review*, janvier 1907, p. 98 sq. — <sup>3</sup> *Motes and Norman Castles in Ireland*, *The English historical Review*, avril, p. 228. —

<sup>4</sup> *The English historical Review*, janvier, p. 104 sq. — <sup>5</sup> *The Dublin Review*, avril, p. 225. — <sup>6</sup> *A grave Peril to the Liberty of Churchmen*, by the Rev. Hastings Rashdall, *The Hibbert Journal*, janvier, p. 343. et : *Ecclesiastical courts*, *The Church Quarterly Review*, avril, p. 13 sq. — <sup>7</sup> *The aim of the new Theology Movement*, p. 481 sq.

par le ministère de la guerre anglais, qui répond, en partie du moins, aux désirs de l'auteur de l'article <sup>1</sup>.

— Les récents démêlés entre l'Église et l'État en Allemagne, en Espagne et en France ont attiré l'attention des écrivains anglais ou américains ; il est peu de Revues où les affaires de France n'aient été jugées, souvent, hélas ! d'une façon tout à fait partielle et avec une intelligence bien insuffisante de la situation. Nous citons en note quelques-uns des meilleurs articles <sup>2</sup>.

— Notons encore, pour être complet, l'article sur les *Mémoires du prince de Hohenlohe* <sup>3</sup>, ceux sur la *Conférence coloniale* <sup>4</sup>, celui sur le trop fameux *Education Bill* <sup>5</sup>, et l'intéressante étude du P. Mac Nabb, O. P., sur les *Eglises libres* <sup>6</sup>.

-- Quelques articles qui ne touchent pas directement à l'histoire méritent pourtant d'avoir une place dans ce bulletin. L'intérêt des lecteurs anglais a été récemment ramené vers Ronsard par le livre de G. Wyndham sur *Ronsard et la Pléiade*. M. Eccles, dans la *Dublin Review*, nous donne son jugement sur le poète, dont il conseille l'étude à ses compatriotes <sup>7</sup>. Presque simultanément, deux Revues anglaises s'occupaient des *Précieuses* et de l'*Hôtel de Rambouillet* <sup>8</sup>. M. R. E. Prothero cherche à nous expliquer pourquoi le succès revient aux *romans historiques* <sup>9</sup>, dans un bon article de critique. Les auteurs modernes Balzac, Bourget, Loti, Rod, continuent aussi à attirer l'attention de nos voisins <sup>10</sup>.

<sup>1</sup> *The Literature of the South African War, 1899-1902*, *The American historical Review*, janvier 1907, p. 299 sq. — <sup>2</sup> *The Victory of the German Centre Party*, the *Dublin Review*, avril 1907, p. 371 ; *Church and State in Spain*, *ibidem*, janvier, p. 33 sq. ; *The religious Crisis in France* (par la comtesse de Franqueville), *The Church Quarterly Review*, avril 1907, p. 198 ; *The religious situation in France*, par l'abbé Hermeline, *The American catholic Quarterly Review*, oct. 1906, p. 734 sq. ; *La crise religieuse en France et en Italie*, par Paul Sabatier, dans *Hibbert Journal*, janvier 1907 (ici il s'agit plutôt de la crise philosophique et théologique) ; *The Pope and the French Government ; who's to blame*, *The Month*, janvier, p. 1 ; *The French Persecution*, *ibidem*, février, p. 113 ; *The Catholic Church in France*, *The Catholic University Bulletin*, janvier, p. 3 sq. ; *The ecclesiastical Crisis in France*, *The Quarterly Review*, janvier, p. 295 sq. ; *René Bazin's Apology for French Catholics*, by Reginald Balfour, *The Dublin Review*, janvier, p. 150 ; *Anti-Clericalism in France*, *ibidem*, avril, p. 351 sq. — <sup>3</sup> *The Quarterly Review*, janvier, p. 250 sq. — <sup>4</sup> *Imperial Unity and the Colonial Conference*, même Revue, janvier, p. 1, et avril, p. 504. — <sup>5</sup> *The Dublin Review*, janvier, p. 128 sq. — <sup>6</sup> *The Future of the free Churches*, même Revue, avril, p. 246. — <sup>7</sup> *The Fame and Failure of Ronsard*, numéro de janvier, p. 166 sq. — <sup>8</sup> *The Précieuses*, par St Cyres, *The Dublin Review*, avril, p. 290 ; *The Hôtel de Rambouillet*, par Ida Taylor, *The Quarterly Review*, janvier, p. 216 sq. — <sup>9</sup> *The Growth of the historical Novel*, *The Quarterly Review*, janvier, p. 25. — <sup>10</sup> *Balzac et Brunetière*, *The Quarterly Review*, janvier, p. 124 sq. ; *Some modern French Literature*, *The Church Quarterly Review*, janvier, p. 322 sq.

— Citons encore quelques études de liturgie que nous ne pouvons que signaler à nos lecteurs, notamment deux articles sur la liturgie mozarabe, inspirés par la publication récente du *Liber Ordinum* par Dom Férotin <sup>1</sup>, et ceux de l'infatigable P. Thurston, *De l'influence du paganisme sur le calendrier chrétien*, sujet qui paraît de plus en plus à l'ordre du jour<sup>2</sup>, et *Le culte primitif du saint Sacrement* <sup>3</sup>.

The Abbey, Farnborough.

F. CABROL.

### III. — PÉRIODIQUES ITALIENS

Plutarque a-t-il imité, dans ses *Vies* de Galba et d'Othon, les récits de Tacite relatifs à l'an 69 ? ou Plutarque et Tacite se seraient-ils servis d'une source commune ? Voilà bien de ces questions oiseuses, qui en Allemagne font couler des flots d'encre, sans réel profit pour l'histoire ! M. Nicola Feliciani <sup>4</sup> pense que Plutarque, qui n'était plus en Italie quand parurent les *Histoires* de Tacite, ne les a vraisemblablement pas connues. Les ressemblances de détail qu'on a voulu trouver entre les deux écrivains sont très peu frappantes, et ne supposent aucune dépendance de l'un à l'autre. S'ils se ressemblent quelquefois, cela était inévitable, puisqu'ils ont traité le même sujet. Quant à l'hypothèse d'une source commune, où tous deux auraient puisé, — voir sur ce qu'on appelle « la loi de Nissen » des observations excellentes de M. Boissier, *Tacite*, p. 74-79, — elle n'est aucunement établie. Le plus probable est que Tacite et Plutarque ont travaillé chacun de son côté, en se servant des moyens d'investigation qui étaient à la disposition de l'un et de l'autre. Cette conclusion de M. Feliciani me paraît être celle du bon sens.

— Dans trois articles sur la domination romaine dans le Norique et la Pannonie, d'Auguste à Trajan, M. le professeur Manzoni <sup>5</sup> étudie successivement le Norique avant la conquête romaine, et l'expédition de P. Silius, — les vicissitudes de la Pannonie avant la conquête romaine, — la guerre d'Octavien en Illyrie de 35 à 33 avant Jésus-

<sup>1</sup> *The Mozarabic Mass*, *The Church Quarterly Review*, janvier, p. 298 sq.; *The Liturgy of Toledo*, *The Dublin Review*, janvier, p. 73 sq. Cf. aussi à un autre point de vue l'article d'Edm. Bishop, *Spanish Symptoms*, *The Journal of theol. Studies*, janvier, p. 278. — <sup>2</sup> *The Influence of Paganism on the christian Calendar*, *The Month*, mars, p. 225 sq. Je ne citerai que les ouvrages anglais du Dr Frazer et un livre paru après les articles du P. Thurston, *Les saints successeurs des Dieux*, 1 vol. in-8, Paris, 1907. Le P. Thurston a bien voulu rappeler notre récent article sur ce sujet, *Les origines du culte chrétien* (*Revue pratique d'apologétique*, 16 nov. et 1<sup>er</sup> déc. 1906), qui aborde la même question. — <sup>3</sup> *The Month*, avril, p. 377. — <sup>4</sup> *Rivista di scienze storiche*, janvier, mars 1907 : *Rapporti fra Plutarco e Tacito nelle « Vitae » di Galba e di Otho*. — <sup>5</sup> *Ibid.*, janvier, mars, avril 1907 : *la Dominazione Romana nel Norico e nella Pannonia di Augusto a Trajano*.

Christ, — les temps écoulés entre cette guerre et le soulèvement des contrées dalmates et pannoniennes de 16 à 9 ans avant Jésus-Christ. Cette série d'articles formera une monographie très intéressante quand ils seront achevés.

— M. Marucchi rend compte des fouilles entreprises dans la catacombe de Priscille, sur la voie Salaria, de janvier à juin 1906<sup>1</sup>. Ces fouilles avaient pour but principal de vérifier l'hypothèse émise par lui sur cette catacombe, qui aurait été le *Coemeterium majus*, *ubi Petrus baptizabat*, hypothèse contraire à celle de M. de Rossi, lequel reconnaissait ce lieu historique dans le cimetière Ostrien, sur la voie Nomentane (voir *Revue*, t. LXXIV, p. 267; LXXV, p. 284). Sans avoir amené la démonstration attendue, les fouilles ont été fort intéressantes, et méritent d'être poursuivies. À un autre point de vue, elles ont produit des résultats utiles, car, grâce à une inscription heureusement découverte, elles ont permis à M. Marucchi d'identifier, d'une manière qui paraît être définitive, la chambre sépulcrale du martyr Crescentio, qui est bien celle qu'avait indiquée M. de Rossi. Tout près de celle-ci était le *cubiculum clarum*, où, d'après le *Liber Pontificalis*, fut enterré le pape saint Marcellin, victime de la persécution de Dioclétien. On l'a jusqu'à ce jour vainement cherché. M. Marucchi propose de le reconnaître dans la vaste salle, attenante à l'hypogée des Acilii chrétiens, et formée d'un ancien réservoir de leur villa, où l'on avait cru voir la sépulture du consul martyr de la persécution de Domitien. M. de Rossi a supposé, avec une grande vraisemblance, que Marcellin fut enterré dans la catacombe de Priscille, parce que le cimetière de Calliste, sépulture officielle des papes et propriété de l'Église, avait été confisqué par les décrets de Dioclétien, tandis que la catacombe de Priscille, restée la propriété privée des Acilii, avait été sauvée de la confiscation. Il est naturel que Marcellin, le premier des papes qui y reçurent la sépulture, ait été déposé dans le caveau même particulier à la noble famille qui possédait cette catacombe. Ainsi avait fait, cent ans plus tôt, une autre famille patricienne, celle des Caecilii, qui consacrèrent à la sépulture des papes du III<sup>e</sup> siècle leur *area* funéraire de la voie Appienne, devenue le cimetière de Calliste. Tous ceux qui ont quelque connaissance de la Rome souterraine suivront avec grand intérêt les démonstrations et les hypothèses de M. Marucchi, sur des sujets qui touchent de si près à l'histoire des persécutions de l'Église.

— Au même cimetière de Priscille appartient la célèbre inscription de sainte Philomène, dont le tombeau fut découvert en 1802. Cette

<sup>1</sup> *Nuovo Bullettino di archeologia cristiana*, 1906, fasc. I-II : *Relazione degli scavi eseguiti nel cimitero di Priscilla dal gennaio al giugno 1906*.

inscription se composait de trois tuiles bouchant un *loculus*, et réunies par du ciment : sur elles sont écrits les mots : LUM ENA | PAX TE | CUM FI. Il est évident que les tuiles ont été mal posées, et que l'inscription doit se lire dans cet ordre : PAX TE | CUM FI | LUMENA, « la paix soit avec toi, Philomène. »

Mais une question est examinée par M. Marucchi : cette inscription convient-elle vraiment au tombeau sur lequel elle a été trouvée ? ou ne provenait-elle pas plutôt d'un autre tombeau, et n'aurait-elle pas été employée après coup pour boucher celui qui a été découvert en 1802 ? Le fait est assez fréquent, pour les tombes tant païennes que chrétiennes, de pierres ou de tuiles funéraires ayant appartenu à une première sépulture, et, après l'abandon ou la destruction de celle-ci, ayant été employées à en fermer une seconde. M. Marucchi cite plusieurs exemples de ce cas. Ce qui lui fait ranger parmi eux celui de la tombe dite de sainte Philomène, c'est précisément l'ordre mauvais dans lequel ont été placées les tuiles. Il y voit une intention, une manière de la part du *fossor*, ou de ceux qui ont fait faire la tombe, de marquer que l'inscription ne convient pas à la personne qui y est enterrée. Supposer une erreur ou une maladresse du *fossor* lui paraît difficile : les *fossores* des catacombes, qui formaient un ordre de la hiérarchie ecclésiastique, n'étaient pas des illettrés ; ils ne travaillaient pas dans l'obscurité, car les peintures ou les dessins qui les représentent les montrent toujours munis d'une lampe ; enfin, si, par une maladresse quelconque, les tuiles avaient d'abord été mal posées, rien n'était plus facile, plus rapide et moins coûteux que de réparer cette inadvertance. Pour qu'on ne l'ait pas fait, il semble bien, dit M. Marucchi, que celle-ci ait été intentionnelle.

Si cette hypothèse est admise, le corps trouvé en 1802 ne serait pas celui de la Philumena à laquelle a été consacrée l'inscription. Telle est la première conclusion à laquelle arrive M. Marucchi. En supposant qu'il se trompe sur celle-ci, il en est une seconde sur laquelle il insiste. C'est que, la tombe ouverte alors fût-elle celle de Philumena, rien n'indique que ce soit la tombe d'une martyre. M. Marucchi n'a pas de peine à démontrer que les figures peintes auprès des lettres sur les tuiles ne sont aucunement des indices de martyre : ni la palme, ni l'ancre, ni trois traits en forme de flèches placés à la suite de certaines lettres, et dont on trouverait les analogues sur d'autres sépultures qui, certainement, ne sont pas celles de martyrs. D'ailleurs, on ne pourrait citer, dans toute l'épigraphie chrétienne, une seule épitaphe de martyr offrant l'image d'un instrument de supplice.

Quant au vase de verre recueilli avec l'épitaphe, il ne saurait, cela est aujourd'hui admis par tous les archéologues, être considéré comme un indice de martyre. La question ne vaudrait d'être examinée que

s'il avait été trouvé à l'intérieur du tombeau, et si des traces de sang y avaient été véritablement constatées : mais tout fait supposer que ce vase était fixé à l'extérieur, comme on en trouve tant près de tombeaux très postérieurs à l'époque des persécutions, et comme on en a même trouvé sur des sépultures non chrétiennes.

Encore moins la formule *PAX TECUM* pourrait-elle, comme l'ont voulu quelques-uns, désigner le tombeau d'une personne martyrisée. *Pax tecum* est toujours, dans l'épigraphie chrétienne, une forme de souhait, *pax tecum sit*, et jamais ne se lit sur les tombes authentiques de martyrs, à qui il n'était pas utile, à qui il n'était même pas permis de « souhaiter » la paix éternelle, dont leur héroïque témoignage leur avait assuré la possession.

M. Marucchi tient à déclarer, en terminant, qu'il a étudié seulement une question archéologique. Quant au culte de sainte Philomène, approuvé par l'autorité ecclésiastique, et rendu si populaire en France par le bienheureux curé d'Ars, il ne prétend nullement l'atteindre par ses observations, et rien n'empêche, dit-il, que la chrétienne dont le corps a été trouvé en 1802 dans le *loculus* orné de l'inscription qui vient d'être discutée ait été une sainte, même si elle n'a pas versé son sang pour le Christ. Si elle ne s'est point appelée Philomène, elle peut être du nombre de ces élus dont parlent quelques inscriptions, *quorum nomina Deus scit*<sup>1</sup>.

— Les fouilles faites en 1901 dans la basilique de Sainte-Agnès, sur la voie Nomentane, ont mis à découvert, sous le maître-autel, le sarcophage d'argent dans lequel le pape Paul V, en 1605, avait fait déposer les reliques de la célèbre martyre et de sainte

<sup>1</sup> *Nuovo Bullettino di archeologia cristiana*, fasc. I-II, 1906 : *Studio archeologico sulla celebre iscrizione di Filomena scoperta nel cimitero di Priscilla*. — Ces observations de M. Marucchi ont été écrites en réponse à un ouvrage d'un de ses collègues de la Commission d'archéologie sacrée, le P. Bonvenia : *Controversia sul celeberrimo epitaffio di S. Filomena*, v. e m. (Rome, 1906). De l'étude qu'il a pu faire des trois tuiles, aujourd'hui conservées à Mugnano, dans la province de Naples, le P. Bonvenia conclut que l'inscription de Filomena, si maladroitement posée qu'elle ait été par le *fossor*, est bien l'épithaphe propre du *loculus* où elle a été découverte en 1802. Voir sur cette controverse un article d'un autre archéologue, le P. Jubaru, dans les *Études* du 5 avril 1907. Dans cet article, qui s'abstient de conclure, tout en inclinant plutôt vers l'opinion du P. Bonvenia, se trouve une remarque précieuse pour l'histoire des catacombes de Rome. « Au cours de ses recherches, écrit l'auteur, le P. Bonvenia est arrivé à faire d'intéressantes observations en ce qui concerne la chronologie des catacombes. Il faut revenir sur certaines normes trop complaisamment acceptées. De Rossi enseignait, par exemple, que toute l'excavation des catacombes était antérieure à 410 ; le P. Bonvenia admet que des régions entières, et même de nouvelles catacombes, ont commencé seulement à se creuser à la fin du iv<sup>e</sup> siècle pour continuer à se développer pendant tout un siècle ».



Émérentienne, retrouvées dans leur sépulcre primitif. M. Bacci<sup>1</sup> et M. Angelini<sup>2</sup> s'unissent à M. Marucchi pour solliciter de l'autorité compétente l'ouverture de cette chasse. On sait, en effet, que récemment le P. Jubaru — auteur d'une étude considérable sur sainte Agnès (Paris, Dumoulin, 1907, in-4), dont je rendrai compte dans le prochain numéro de la *Revue* — obtint l'accès du *Sancta Sanctorum* du Latran, et put étudier le chef de la sainte, conservé dans ce sanctuaire (voir *Revue*, t. LXXXI, p. 279). On reconnut dans ce crâne celui d'une enfant de onze à treize ans. Il y aurait un grand intérêt à savoir si les ossements conservés dans le reliquaire de la basilique concordent avec cette observation ; si, comme le rapporte Bosio, il ne s'y trouve point de tête, ce qui confirmerait l'authenticité de la relique du *Sancta Sanctorum* ; s'ils portent ou non la trace du feu, ou s'il y aurait, comme on l'a dit, quelque reste de sang coagulé, circonstances qui aideraient à préciser la nature contestée du supplice d'Agnès : ou la flamme, ou l'épée.

— C'est encore du *Sancta Sanctorum* que s'occupe le P. Grisar, dans une nouvelle série d'articles que publie la *Civiltà cattolica*. Après en avoir étudié les reliques (voir *Revue*, t. LXXXI, p. 279), il entreprend maintenant de décrire le célèbre sanctuaire<sup>3</sup>. Celui-ci dépendait originairement du palais de Latran, et échappa heureusement aux altérations que Sixte V fit subir à l'ensemble de l'édifice. La première mention de l'oratoire du palais de Latran, dédié à saint Laurent, que l'on considérait comme le protecteur des archives et de la bibliothèque pontificales, remonte au temps d'Étienne IV, c'est-à-dire à la seconde moitié du VIII<sup>e</sup> siècle. Mais, dans son état actuel, le *Sancta Sanctorum* est une œuvre de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle : le constructeur fut Nicolas III, et l'architecte, dont le nom est indiqué par une inscription, fut le célèbre Cosmate. Ce sanctuaire est un des rares édifices de style gothique existant à Rome ; et le gothique, animé par des peintures murales, des marbres et des mosaïques, y est d'une grâce achevée.

— L'un des objets les plus vénérés au moyen âge, dans le *Sancta Sanctorum*, est l'image achéropite du Sauveur. On appelait image « achéropite » une image que l'on croyait « n'avoir pas été faite de main d'homme. » L'icone conservée au *Sancta Sanctorum* était, disait-on, un portrait en pied de Notre-Seigneur, commencé par saint Luc, achevé par un ange, et miraculeusement transporté par mer de Constantinople à Rome, lors de la persécution des iconoclastes.

<sup>1</sup> *Nuovo Bullettino di archeologia cristiana*, fasc. I-II, 1906 : *Ulteriori osservazioni sulla basilica Nomentana di S. Agnese*. — <sup>2</sup> *Ibid.* : *Lettera sulla ricognizione delle reliquie di S. Agnese*. — <sup>3</sup> *La Civiltà cattolica*, 15 décembre 1906, 5 janvier 1907 : *L'oratorio di S. Lorenzo nell' antico palazzo di Laterano*.

Benoît XIV, en relatant cette légende, la fait précéder d'un prudent *ut dicitur*. Même les papes du moyen âge ne paraissent pas y avoir ajouté une foi entière, car, remarque le P. Grisar, dans les controverses du VIII<sup>e</sup> et du IX<sup>e</sup> siècle sur le culte des images, ils citent des peintures spécialement vénérées à Rome, mais ne disent d'aucune qu'elle ait une origine surhumaine. Ce qui est certain, c'est que, à cette époque, l'icone du Sauveur était l'objet d'une vénération extraordinaire. En 753, le pape Étienne II la porta sur ses épaules, de Saint-Jean de Latran à Sainte-Marie Majeure, lors d'une solennelle procession faite pour implorer l'aide de Dieu contre les Lombards. Pendant tout le moyen âge, l'image achéropite fut portée processionnellement d'une basilique à l'autre deux fois par an, le matin de Pâques et la nuit précédant l'Assomption. Quand on arrivait au Forum, devant l'église de Santa Maria Nova (aujourd'hui Sainte-Françoise Romaine), l'image était déposée sur les degrés en ruine du temple de Vénus et Rome, et, au chant du *Kyrie eleison* répété cent fois, on arrosait d'un baume précieux les pieds du Sauveur. Ces rites, devenus très populaires, furent supprimés par saint Pie V, à cause des abus qui s'y glissaient.

Le P. Grisar a été admis à examiner de près l'image achéropite<sup>1</sup>, ou du moins la gaine d'argent dont est revêtue la toile, de 1m50 sur 0m70, sur laquelle était peint le Christ. Cette enveloppe, œuvre curieuse de l'orfèvrerie du XIII<sup>e</sup> siècle, a deux ouvertures : l'une laisse voir la tête ; l'autre est une petite porte à deux battants, ornés de gracieux bas-reliefs, qu'on ouvrait jadis pour vénérer les pieds. Mais le visage qui apparaît aujourd'hui n'est pas l'original : c'est une toile qui le reproduit plus ou moins fidèlement, et qui offre tous les caractères d'un art en décadence. Cette copie fut probablement faite sous Innocent III et contraste, par sa grossièreté, avec les délicates ciselures de l'enveloppe. La petite porte des pieds appartient au siècle suivant.

L'examen du P. Grisar était achevé quand le savant auteur du livre sur *Les peintures des Catacombes*, Mgr Wilpert, fut autorisé par Pie X à pousser plus avant les investigations et à dégager la toile primitive de son enveloppe, afin de copier la vénérable image. Mais celle-ci a été trouvée complètement effacée : seules se voient, auprès de l'emplacement de la tête, quelques lettres peintes d'une inscription latine.

— Après la mort de saint Épiphane, dont il composa la *Vie*, Ennodius se retira auprès de Laurent, archevêque de Milan. Entre 503 et

<sup>1</sup> *La Civiltà cattolica*, 16 février 1907 : *L'immagine acheropita del Salvatore al Sancta Sanctorum*.

506, il écrivit un éloge de celui-ci. Le P. Fedele Savio en donne un savant commentaire historique <sup>1</sup>, faisant ressortir les allusions qui s'y rencontrent aux événements dont, à cette époque troublée par les invasions, fut témoin le nord de l'Italie. A propos des louanges prodiguées au soin avec lequel Laurent répara les églises ruinées de Milan, le P. Savio reproduit les divers *epigrammata* d'Ennodius relatifs aux édifices sacrés de cette ville. Il termine par le récit de la part prise par Laurent au concile qui fit prévaloir, contre les menaces de schisme, l'autorité du pape Symmaque. Ce travail forme une précieuse contribution à l'histoire de l'Italie pendant la période de la domination gothique.

— L'article de M. Felice Tocco, sur « les plus anciennes sources de la légende franciscaine <sup>2</sup>, » est un résumé et une critique du livre de W. Goëtz, *Die Quellen zur Geschichte des hl. Franz von Assisi* (1904), et de celui de N. Tamasia, *S. Francesco d'Assisi e la sua leggenda* (1906). Je l'indique à ceux de nos collaborateurs qui ont qualité pour parler des origines franciscaines, embrouillées chaque jour, il me semble, par une exégèse de plus en plus subjective.

— M. A. Gaudenzi publie la *Vie* du marquis Ugo de Toscane, fondateur au <sup>xiii</sup> siècle de l'abbaye de Sainte-Marie de Florence <sup>3</sup>. Cette *Vie* latine, écrite en 1345, par le notaire florentin Andrea, est intéressante, parce que l'auteur paraît avoir eu sous les yeux les mêmes documents que le premier historien de Florence, Villani, et parce qu'« elle représente le passage de la légende pieuse au roman chevaleresque. »

— J'ai rendu compte, au mois de janvier, d'une étude de M. Battisola sur la servitude *de masnada* en Frioul (voir *Revue*, t. LXXXI, p. 281). L'auteur la complète par un *regestum* contenant l'indication de tous les actes qu'il a pu retrouver relatifs à des serfs de cette nature, de 777 à 1476 <sup>4</sup>.

— L'extradition des criminels n'est pas d'origine romaine. La procédure romaine, en permettant avant la sentence l'exil volontaire de l'accusé, se fondait sur un principe tout contraire. Ce n'est que lentement que le droit de poursuivre un coupable hors de l'État où il a commis son crime se fit admettre des juristes du moyen âge. En réalité, c'est l'intérêt du commerce, la pensée de rejoindre et de saisir hors de sa cité le débiteur fugitif, qui donna naissance aux trai-

<sup>1</sup> *Rivista di scienze storiche*, janvier, mars, avril 1907 : *Le Geste dell' arcivescovo Lorenzo di Milano narrate da Ennodio*. — <sup>2</sup> *Archivio storico Italiano*, fasc. IV, 1906 : *Le Fonte più antiche della leggenda franciscana*. —

<sup>3</sup> *Archivio storico Italiano*, fasc. IV, 1906 : *Una romanzesca biografia del marchese Ugo di Toscana*. — <sup>4</sup> *Nuovo Archivio Veneto*, fasc. IV, 1906, fasc. I, 1907 : *La Servitù di Masnada in Friuli*.

tés d'extradition. Venise, la république commerciale par excellence, en conclut un grand nombre, soit avec les empereurs, soit, après la constitution des communes, avec celles-ci. Il est remarquable que l'arrestation du débiteur y est toujours la clause principale : les criminels ne viennent qu'en seconde ligne, et sont même fréquemment omis. « Cette institution juridique, conclut M. Rodolico, à la fin d'une étude sur *L'Extradition et la politique commerciale* <sup>1</sup>, ne doit donc pas, comme on l'a cru, son origine et son premier développement au désir de poursuivre les causes politiques, ou à la conception philosophique du délit comme offense à l'humanité, mais dérive avant tout du désir de procurer la sécurité du trafic, et du besoin de mettre fin aux immunités du droit médiéval qui paraissaient contraires à l'intérêt du commerce. »

— L'article de M. Dino Muratore sur les noces de Blanche de Savoie, qui, en 1350, à l'âge de quatorze ans, épousa le Milanais Galéas II Visconti, est une reconstitution extrêmement curieuse de la vie d'une princesse savoyarde au milieu du xiv<sup>e</sup> siècle <sup>2</sup>. Écrit à l'aide de pièces manuscrites, particulièrement de livres de comptes, des Archives de Turin, il abonde en détails pittoresques, qui font comprendre le luxe à la fois raffiné et barbare, comme aussi les opérations financières des cours de cette époque. On jugera de la manière de l'auteur par cette description : « Le matin du mercredi 22 septembre, le cortège nuptial quittait la petite capitale savoyarde, et se mettait en route, salué dans tous les lieux qu'il traversait par la population accourue en habits de fête pour admirer le défilé : Blanche de Savoie, à cheval, entre son frère Amédée et le comte de Genève, puis Jeanne de Bourgogne, la comtesse de Genève, Mahaut de Bourgogne, avec ses filles Marie et Blanche et une grande suite de demoiselles, Humbert, bâtard de Savoie, le conseiller Guillaume de la Baume, les seigneurs de Varambon, de Chandiac, de Saint-Trivier, Amédée de Beauvoir, Fourier de Tournon, Aymon de Châtillon, Humbert Richard, Philippe de Bussy, le chancelier de Savoie Georges Soler, les secrétaires du comte, Antoine Besson et Boniface de Mota, les majordomes, les maréchaux, les officiers de tous grades ; les deux plénipotentiaires des Visconti, avec l'avocat Erasmo Liprandi, le notaire Graziato Sacco et leur suite ; un grand nombre de frères mineurs et de prêtres, accompagnant l'évêque d'Ivrée ; des écuyers richement vêtus, aux armoiries de leurs maîtres ; et enfin la longue file des animaux de bât, chevaux et mules chargés de lourdes caisses

<sup>1</sup> *Archivio storico Italiano*, fasc. III, 1906 : *Estradizione e politica commerciale. Note di storia veneziana*. — <sup>2</sup> *Archivio storico Lombardo*, mars 1907 : *Bianca di Savoia e le sue nozze con Galeazzo II Visconti*.

regorgeant de vêtements, de lingerie, de riches présents, des plus précieux trésors de la nouvelle épousee; un déploiement de soie et d'or, un éblouissement de bijoux et de vives couleurs, un spectacle merveilleux, ayant pour décor les Alpes neigeuses, et rappelant à quelques-uns celui non moins beau du départ de Jeanne de Savoie, épouse d'Andronic III, empereur de Byzance, vingt-cinq ans auparavant : spectacle que nous aurions voulu voir fixé sur la toile par le pinceau de quelqu'un des élèves de Giotto, qui séjournaient alors à la cour de Savoie. »

— M. G. Saranzo analyse une « Chronique des faits arrivés en Italie de 1446 à 1448, » découverte dans la Bibliothèque Bertolini de Vicence, et œuvre d'un habitant de Vérone. Il en fait ressortir le caractère historique, et, dans une savante dissertation qui lui donne l'occasion de passer en revue un grand nombre de personnages ayant habité Vérone et Rimini dans la seconde moitié du x<sup>e</sup> siècle, il s'efforce d'en découvrir l'auteur anonyme. Celui-ci fut probablement un riche marchand plutôt qu'un noble ou un clerc, mais son nom demeure inconnu <sup>1</sup>.

— De Francesco Contarini, homme politique et littérateur vénitien du x<sup>e</sup> siècle, on possède plusieurs Discours, des Commentaires relatifs à la guerre de Sienne et de Florence (1454-1455), une Nouvelle et un assez curieux Dialogue des morts, en latin. M. A. Segarizzi publie celui-ci à la suite d'une courte notice sur l'auteur <sup>2</sup>.

— Un autre Contarini, cardinal vénitien, résidant à Rome au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, eut une carrière beaucoup plus considérable. Il fut, en 1541, envoyé comme légat par Paul III à la Diète de Ratisbonne. M. E. Solmi raconte les incidents de la nomination et les préparatifs de départ faits par le légat. Mais surtout il fait connaître l'état de Rome et de la cour pontificale à cette époque des débuts du luthéranisme. On trouvera dans son article des détails très intéressants sur les travaux de la basilique de Saint-Pierre, et une curieuse relation du carnaval romain de février 1541 <sup>3</sup>. Un second article montrera le cardinal à la Diète de Ratisbonne et donnera des détails inédits sur celle qui fut tenue à Spire l'année suivante.

— Le mont-de-piété de Pavie fut fondé à la suite des prédications données par le bienheureux Bernardin de Feltre pendant le carême de 1493. Mgr R. Maiocchi publie les procès-verbaux de plusieurs réunions du conseil communal, relatives à cette fondation. Il résulte de ces procès-verbaux que si les statuts du mont-de-piété de Pavie

<sup>1</sup> *Nuovo Archivio Veneto*, fasc. I, 1907 : *Di una cronaca sconosciuta del secolo XV e del suo anonimo autore*. — <sup>2</sup> *Nuovo Archivio Veneto*, fasc. IV, 1906 : *Francesco Contarini, politico e letterato Veneziano del secolo XV*. — <sup>3</sup> *Nuovo Archivio Veneto*, fasc. I, 1907 : *Gasparo Contarini alla dieta di Ratisbona*.

sont en grande partie l'œuvre du bienheureux, qui avait eu déjà tant de part à des fondations de cette nature, cependant il n'en a pas été le seul rédacteur <sup>1</sup>.

— Curieuse biographie, par M. G. Sommi Picenardi, de Jean de Médicis (1565-1612), fils naturel du grand-duc Cosme, ambassadeur à Venise, en Espagne, à Rome, en France, général au service de l'Empereur et de Venise. Il avait l'âpreté au gain et les mœurs dissolues des princes de sa race. On trouvera dans ce récit (qui sera continué) des détails intéressants et nouveaux sur son séjour à la cour de Henri IV et ses démêlés avec sa nièce Marie de Médicis <sup>2</sup>.

— La bibliothèque nationale de Florence, la bibliothèque d'Este de Modène, et la collection Morriison, de Londres, contiennent des lettres de Fulgenzio Micanzio à Galilée. M. A. Favaro analyse les plus importantes, qui ont trait soit aux découvertes scientifiques du grand mathématicien, soit à la publication de ses *Dialogues*, et qui témoignent de l'admiration et de l'affection que lui portait Micanzio. Celui-ci était un religieux servite, qui fut longtemps le collaborateur du célèbre théologien de la république de Venise, Fra Paolo Sarpi, et qui lui succéda dans cette charge. Il avait contre la cour de Rome une passion au moins égale à celle qui animait Sarpi : de curieux fragments de sermons, cités par le biographe, montrent les excès de langage auxquels cette passion l'entraînait <sup>3</sup>.

— Sous un titre un peu ambitieux <sup>4</sup>, M. G. B. Andrinelli étudie l'*Istoria civile del regno di Napoli*, de Pietro Giannone, et montre que cet ouvrage, considéré depuis deux siècles comme « le symbole des revendications de la pensée laïque contre les usurpations de l'Église, » est plutôt l'œuvre d'un opportuniste prudent, qui cherchait à faire passer aux mains de la royauté absolue les « usurpations » et les « abus » dont il accusait l'Église. Voir, sur le même sujet, le livre de Bonacci, *Saggio sulla Istoria civile del Giannone*, analysé dans la *Revue*, t. LXXIV, p. 321-322.

— Le P. Rinieri continue ses études sur la politique de Pie VII, en faisant connaître les efforts tentés, sous le règne de ce pontife, pour mettre en culture les *latifundia* de la campagne romaine <sup>5</sup>. Depuis la fin du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, les papes y avaient travaillé : Sixte IV, Jules II, Léon X, Clément VII, ont promulgué dans ce but diverses constitu-

<sup>1</sup> *Rivista di scienze storiche*, mars 1907 : *Il B. Bernardino da Feltre e la fondazione del Monte di Pietà in Pavia*. — <sup>2</sup> *Nuovo Archivio Veneto*, fasc. I, 1907 : *Don Giovanni de' Medici, Governatore del esercito Veneto nel Friuli*. — <sup>3</sup> *Nuovo Archivio Veneto*, fasc. I, 1907 : *Fulgenzio Micanzio e Galileo Galilei*. — <sup>4</sup> *Archivio storico Italiano*, fasc. III, 1906 : *Pietro Giannone e l'anticlericalismo Napoletano*. — <sup>5</sup> *La Civiltà cattolica*, 15 décembre 1906 : *L'agricoltura e la campagna romana sino a tutto il pontificato di Pio VII*.

tions, qui échouèrent devant la mauvaise volonté des grands propriétaires, et aussi devant la mollesse de la population. Au moins la grande œuvre de l'assainissement des Marais Pontins, entreprise par Léon X, eut-elle son accomplissement sous Pie VI. Le 15 septembre 1801, Pie VII promulgue un *motu proprio* relatif au repeuplement de la campagne romaine : il y est question de surtaxes pour les terres incultes, de détaxes pour les terres cultivées, et de primes pour celles qui auraient été ensemencées nouvellement. Des plans sont faits pour la création de villages agricoles, avec maisons, curé, médecin. En 1804, les prescriptions du *motu proprio* devront entrer en vigueur. Mais, en 1804, l'ombre de la politique napoléonienne commence à s'étendre sur les États romains : c'est d'abord le voyage de Pie VII à Paris, c'est ensuite le commencement d'invasion du territoire pontifical, ce sera bientôt l'escalade du Quirinal et la captivité de Pie VII. Après 1817 seulement, les projets d'amélioration de la campagne pourront être repris : le P. Rinieri analyse un curieux mémoire lu dans ce but à la « Congrégation économique » par son secrétaire, Mgr Nicolai. Mais l'état des finances, la nécessité de lutter contre d'incessantes conspirations, vinrent entraver encore une fois les réformes ; et il ne semble pas qu'en un siècle, malgré les révolutions politiques, la question étudiée sous Pie VII ait fait un pas décisif.

— Vingt-trois lettres de Mazzini, de la moitié d'août à la moitié de décembre 1859<sup>1</sup>. De l'aveu de l'éditeur, M<sup>me</sup> Cecchini, elles ne révèlent aucun fait nouveau, et ne jettent aucune nouvelle lumière sur les événements connus. A la suite, lettre de L. Cipriani au baron Ricasoli, indiquant des moyens tout à fait.... mazziniens de se débarrasser de cet agitateur incommode.

PAUL ALLARD.

---

<sup>1</sup> *Archivio storico Italiano*, fasc. III, 1906 : *Lettere inedite di Giuseppe Mazzini*.

---

# BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

---

## I. — BIBLIOGRAPHIE

**Meyers grosses Konversations-Lexikon.** 6<sup>e</sup> Auflage. XIV. *Mittelwald bis Ohmgeld.* XV. *Oehmischen bis Plakatschriften.* Leipzig und Wien, Bibliographisches Institut, 1906. 2 vol. gr. in-8 de 918 p. chacun, fig., planches, plans et cartes.

**Meyers geographischer Hand-atlas.** 3<sup>e</sup> Auflage. Leipzig und Wien, Bibliographisches Institut, 1905. Gr. in-8, 115 cartes, u-244 p.

Les deux nouveaux volumes de la grande encyclopédie de l'Institut bibliographique de Leipzig sont en tous points dignes de leurs aînés. La France et les choses françaises y sont assez largement représentées : citons, dans l'ordre même de l'alphabet, Molière, auquel sont consacrées trois colonnes, Murat (2 col. 1/2), Nancy (1 col. 1/2), Nantes (2 col.), les trois Napoléons (15 col.), Nice (*Nizza*, 2 col., carte), Orléans (2 col. 1/2 avec carte du combat de 1870), Paris (21 col., plan et carte des environs), Philippe (11 col., dont 4 pour les ducs de Bourgogne et les rois de France). Naturellement nous avons à relever des lacunes et des erreurs : pour Moissac, on aurait dû citer les *Études historiques* de Lagrèze-Fossat, pour Parthenay l'*Histoire de P.*, par Bélisaire Ledain, et ne pas faire de cette ville l'une des plus puissantes sei-

gneuries du Gâtinais (!); c'est la Gâtine qu'il fallait dire. On s'étonne un peu de ne trouver aucun article, si court fût-il, sur des orateurs comme le P. Monsabré et le P. Ollivier, sur un homme politique qui a joué et qui joue un rôle aussi considérable que M. Piou, sur le cardinal Perraud, sur un savant aussi connu quoique peut-être contesté que M. de Mortillet, sur l'explorateur Morgan, dont le nom même est à peine cité à l'article Perse, pourtant assez considérable (19 col. 1/2, carte).

Il est vrai que des omissions de ce genre ne se relèvent pas seulement dans les articles concernant notre pays : pour l'Italie, par exemple, Francesco Novati, l'un des maîtres de la critique contemporaine, Pascoli, l'un des poètes les plus célèbres actuellement, Pignotti même auraient bien mérité quelques lignes. Pour l'Allemagne, nous regrettons l'absence de noms assez connus, comme celui du P. Pesch.

Disons aussi qu'à l'article *Mosaik* (4 col.), on aurait dû citer le *Corpus* entrepris par notre Académie des inscriptions, et à l'article Nonce (*Nunzius*) il aurait fallu parler de la publication des papiers des diverses nonciatures que l'on poursuit tant en France qu'en Allemagne et ailleurs.



Comme articles généraux et touchant de plus ou moins près à nos études, nous citerons ceux qui sont relatifs aux monnaies (*Münzwesen*, 6 col., 6 pl. et tableaux, *Numismatik*, 5 col. 1/2, etc.); — à la musique et aux instruments de musique (22 col., portraits et pl.), aux sciences naturelles (*Naturwissenschaften*, avec portraits), qui comporte une partie historique et un tableau chronologique des découvertes; — aux ordres de chevalerie (*Orden*, 5 col., avec pl. et tabl.); — à la science pédagogique (*Pädagogik*, 8 col.); — à la paléographie (3 col. avec pl.); — aux cuirassés (*Panzerschiff*, 9 col. avec pl.); — à la philologie (8 col.), — à la philosophie (11 col., avec portraits); — à la photographie et à la physique pour l'histoire qui s'y trouve.

Quatorze colonnes sont consacrées à la papauté (*Papst*); nous avons remarqué avec plaisir que la bibliographie catholique n'y est pas négligée; il en est de même aux articles relatifs à saint Pierre et à saint Paul (*Petrus, Paulus*).

Relevons encore les noms des pays et des villes dont il est traité plus longuement dans ces deux volumes : Mongolie et Mongols (*Mongolei, Mongolen*, 7 col.), Montenegro (8 col.), Moscou (*Moskau*, 7 col., plan), Munich (*München*, 11 col., 2 plans, pl.), Mycènes (*Mykenä*, plan), Nassau (4 col.), Naples (*Neapel*, 6 col., plan; dans la bibliographie, il aurait fallu citer l'ouvrage ancien, mais traduit dans toutes les langues, de Giannone, les *Monumenta* de Capasso et le recueil de Gravier), Neuchâtel (*Neuenburg*, 5 col.), Terre Neuve (*Neufundland*, 3 col.), Nouvelle-Guinée (*Neuguinea*, 6 col., carte), Nouvelle-Calédonie (2 col., carte), Nouvelle-Zélande (*Neuseeland*, 6 col., carte), Nouvelle-Or-

léans (*New Orleans*, 3 col., plan), New-York (ville et État, 13 col., carte et plan), Nicaragua (4 col.), Pays-Bas (*Niederlande*, 36 col., carte, 6 col. 1/2 avec carte pour les colonies), Haute et Basse Autriche (*Nieder-, Oesterreich*, 5 col. et cartes), Ninive (carte), Amérique du Nord (*Nordamerika*, 28 col., 2 cartes), Norvège (26 col., la carte sera jointe à l'art. Suède), avec l'article annexe sur la littérature norvégienne (6 col.), Nuremberg (*Nürnberg*, 8 col., plan), Odessa (4 col. 1/2, carte), Oldenbourg (13 col. et carte et, pour la ville, 2 col. 1/2 avec plan), Olympie (3 col., plan), Autriche (*Oesterreich*, 69 col., cartes, tableaux), Indes Orientales (*Ostindien*, 22 col., cartes, pl.), Prusse orientale (*Ostpreussen*, 6 col., cartes), Turkestan oriental (*Ostturkistan*, 4 col.), Oxford (6 col., plan), Océanie (*Ozeanien*, 6 col., 2 pl., carte), Palestine (*Palästina*, 8 col., carte), Palerme (3 col. 1/2, plan), Paraguay (5 col. 1/2), Parme, ville et duché (4 col.), Peking (3 col. et plan), Pergame (2 col. et plan), Perse (19 col. 1/2, carte), Pérou (13 col. 1/2, carte), Palatinat (*Pfalz*, 6 col.), Philadelphie (5 col., plan), Philippines (6 col.), Phénicie (*Phönicien*, 5 col.).

Parmi les personnages notables, nous avons remarqué les articles consacrés à Mahomet (*Mohammed*), à de Moltke, à Mozart, à Muratori, à Pétrarque, aux Otto, aux Pierre, aux Pie. Nous indiquerons enfin de bons articles sur les expéditions polaires (*Nordpolarexpeditionen*, 9 col.), les ordales (1 col. 1/2), les guerres du Péloponèse et des Perses (*Peloponnesischer Krieg, Perserkriege*), les constructions sur pilotis (*Pfahlbauten*).

Nous avons sommairement parlé de l'atlas manuel publié par le même Institut. Nous avons sous les yeux

l'ouvrage complet. Cette troisième édition contient des améliorations importantes; les cartes et plans un peu vieillis ont été retouchés ou complètement changés, des cartes ou des cartons nouveaux ont été ajoutés. Sur les cent quinze cartes, le tiers environ est consacré naturellement aux pays allemands et à leurs colonies; mais le reste n'est pas négligé; quatre cartes, dont une de Paris et de ses environs, se rapportent à la France proprement dite; l'Indo-Chine française, l'Algérie, avec le Maroc et la Tunisie, ont de bonnes cartes spéciales.

Dans ses deux cent quarante-quatre pages à quatre colonnes, l'index alphabétique qui accompagne l'atlas ne renferme pas moins de quatre-vingt-huit mille noms; il rendra de précieux services; lorsque le même nom se trouve sur deux cartes différentes, il n'est fait de renvoi qu'à une seule.

Nous ne pouvons insister longuement sur cet atlas dont l'intérêt est plus géographique qu'historique, aucune carte historique n'y figurant; mais nous devons constater qu'il est d'un usage très pratique et qu'il sera un instrument précieux pour l'homme d'études.

E.-G. LEDOS.

**Die Reichenauer Handschriften**, beschrieben und erläutert von Alfred Holder. Erster Band. Die Pergamenthandschriften. (*Die Handschriften der Grossherzoglich Badischen Hof und Landesbibliothek in Karlsruhe*, V.) Leipzig, Teubner, 1906. In-4, ix-642 p.

Le catalogue où l'éminent directeur de la Bibliothèque ducale de Karlsruhe commence de présenter au public les manuscrits du célèbre fonds

de Reichenau est un modèle qu'on ne surpassera probablement jamais, et en ce sens il marque une date. Il suffit d'en rapprocher celui du fonds rival de Saint-Gall, tel que Gustave Scherrer l'a établi avec beaucoup de soin en 1875, pour apprécier le progrès accompli et comprendre que la méthode scientifique porte aujourd'hui tout son fruit. Le docteur Holder pose un principe non moins simple que fécond : laisser parler chaque manuscrit; en d'autres termes, le faire connaître pour ce qu'il est extérieurement, en tout et parties, ni plus ni moins, de telle manière qu'à distance, et par d'autres yeux, le paléographe, le philologue, l'historien puissent opérer sur ces seules données, avec certitude et confiance, leur enquête préliminaire. Dans le cas, la difficulté n'est pas seulement d'être rigoureusement exact et sincère, mais encore d'être sobre, d'attester ce qui importe et rien d'autre, de ne pas prétendre à épuiser le contenu même de la bibliothèque dont on fournit l'aperçu. Il est trop clair que l'auteur d'un catalogue n'a pas le devoir de collationner les exemplaires des œuvres qu'il signale ni d'en publier l'inédit : sa tâche se limite à une sorte de *bibliométrie* scrupuleuse, indispensable, préluant à l'exercice direct des disciplines spéciales, mais, pour autant, en remplissant d'avance les diverses fonctions; et c'est dire qu'il doit être lui-même un érudit de haute marque, non pas le professionnel vulgaire qui possède la technique des vieilles écritures, mais bien le paléographe, plus historien encore que paléographe, conscient de l'intérêt souverain de ce que le docteur Traube de Munich, qui a tant fait pour le succès de cette nouvelle direction, a

justement défini la *Textgeschichte*. M. Holder, on le sait déjà, réalise à souhait ce type.

M. Holder n'omet donc aucune des indications positives susceptibles d'éclaircir l'histoire de chacun des *codices* qu'il décrit : titres, notes marginales, essais de plume, copies d'actes datés, anciennes cotes, notices des premiers catalogues, parenté avec des manuscrits étrangers. Une innovation capitale, qui est le meilleur signe du plus minutieux des examens, est l'analyse des cahiers originaux qui composent le livre sous sa reliure actuelle. Nombre de fois, il résultera seulement de ce dépeçage que tant de *binions*, de *trinions*, de *quaternions*, etc., intacts, signés ou non, forment régulièrement l'unité littéraire qui nous a été livrée, et ceci est déjà considérable de tenir la preuve matérielle du bon ordre et de l'intégrité des parties; mais assez fréquemment, grâce à un système uniforme de grandes parenthèses concentriques qui donnent d'abord à l'ouvrage de M. Holder l'aspect d'un traité de géométrie, on constatera *de visu* que tel feuillet est adventice, que tel cahier a été déplacé par le relieur, tel autre représente une interpolation, tel autre souffre d'une lacune, que tel manuscrit n'est qu'un assemblage disparate dont les éléments doivent être rendus à la liberté. Toute cette révélation est assurément d'une portée incalculable pour la *Textgeschichte*, et il faut souhaiter que l'heureuse initiative de M. Holder serve d'enseignement.

Le présent volume décrit, d'après cette méthode, les *Augiensens* de parchemin au nombre de 267, et dans la succession traditionnelle : une bonne centaine datent de la renaissance carolingienne; une dizaine remontent

au VIII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire aux origines mêmes du monastère de saint Pirmin († 3 nov. 753, d'après Hauck); les deux *Aug. CXII* et *CCLIII* sont palimpsestes et nous font remonter jusqu'au VII<sup>e</sup> siècle et en pays franc, apportés sans doute dans l'île paisible par le fondateur. L'ensemble forme une bibliothèque ecclésiastique de premier ordre, avant tout liturgique et patristique. Cette masse de documents suscite une foule de remarques; M. Holder a eu raison de ne pas se perdre dans des explications purement littéraires : on aurait souvent donné d'autres références aux textes édités, et précisé certaines attributions factices, mais l'essentiel est toujours dit, et la tâche était immense (p. 33, *cod. XIV*, f. 109<sup>v</sup>, renvoyer à *Reg. Benedicti*, c. XLV et XLVI; — p. 61, 61 l., en bas lire *The*; p. 151, 3 l. en bas lire 143; p. 595, le *cod. CCLXI* n'a ni âge ni dimensions). Le deuxième volume comprendra les *Papier-Codices*, les fragments, les *Indices*, ainsi qu'une concordance des cotes, une table des lacunes et l'édition des anciens catalogues. M. Holder émet aussi le vœu qu'à défaut des originaux, on constitue quelque jour, grâce à la photographie, le fonds entier des manuscrits de la noble abbaye, dont plus de vingt bibliothèques en Europe, après celle de Carlsruhe, se partagent les dépouilles; mais en attendant l'exécution de ce projet, à coup sûr réalisable, pourquoi M. Holder ne recueillerait-il pas, en complément de son beau travail, les noms de tous ces frères séparés?

A. WILMART.

**Les sources de l'histoire de France, des origines aux guerres d'Italie (1494)**, par Auguste MOLINIER. VI. *Table générale*, par Louis Polain. Paris, A. Picard et fils, 1906, in-8 de vii-218 p.

Dans ce fascicule, qui clôt la première partie de l'œuvre d'A. Molinier, M. L. Polain a donné la table des cinq fascicules précédents. Nous nous bornerons à faire connaître les règles qui présidèrent à sa rédaction. Elle se compose d'une seule série alphabétique comprenant à la fois comme vedette les noms de personnages, de lieux, les événements historiques, les titres des chroniques et écrits anonymes sur l'auteur desquels on n'est pas d'accord, et d'autres rubriques encore se rapportant à des bibliothèques, des écoles, etc. Toutes les mentions dont se compose un article sont rangées d'après l'ordre alphabétique afin de permettre de les retrouver sans peine et rapidement. Les noms de personnes et de lieux sont, en général, ramenés à la forme française. Les noms de saints sont placés aux prénoms quand il s'agit de personnages canonisés, mais au mot *saint*, lorsque ce mot fait partie du nom lui-même ou lorsqu'il s'agit de noms de lieux, villes, églises, abbayes. Enfin, on n'y trouvera pas les noms des écrivains modernes, auteurs ou éditeurs de travaux relatifs au moyen âge.

Telle qu'elle est, cette table rendra de grands services et permettra de consulter facilement l'œuvre de Molinier et d'y puiser les renseignements dont on pourrait avoir besoin.

J. VIARD.

**Inventaire sommaire de la collection Bucquet-aux-Cousteaux**, comprenant 95 volumes de documents manuscrits et imprimés rassemblés au XVIII<sup>e</sup> siècle, sur Beauvais et le Beauvaisis, rédigé par le docteur Victor LEBLOND. Paris, H. Champion, s. d. in-8 de xxii-360 p. (Publication de la Société académique de l'Oise).

Vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, trois érudits de Beauvais formèrent le projet d'écrire l'histoire de leur pays. Aucun ne parvint à réaliser ce projet; mais chacun d'eux forma, grâce aux recherches auxquelles il se livra, une collection remarquable de documents précieux pour le Beauvaisis. L'une de ces collections, celle de Louis-J.-B. Bucquet, procureur du roi au bailliage de Beauvais, vint, il y a peu de temps, prendre place sur les rayons de la bibliothèque de cette ville, grâce à la libéralité de son dernier propriétaire, M. Charles Aux Cousteaux. Cette collection, à laquelle Labande puisa beaucoup pour son *Histoire de Beauvais et de ses institutions communales*, offre une mine des plus riches à exploiter pour faire connaître le passé du Beauvaisis. Dans ces quatre-vingt-quinze volumes, on trouve successivement des renseignements sur les historiens de Beauvais et du Beauvaisis, sur les institutions militaires, sur l'évêché et les évêques, sur le chapitre et les archives capitulaires, sur les églises, les abbayes d'hommes et de femmes, les collèges, les protestants, le jansénisme, les archives communales, les corporations, les manufactures, le bailliage, etc. M. V. Leblond a donné dans son travail une bonne analyse des pièces principales composant cette collection. Il l'a fait suivre d'une table générale qui permet de le consulter facilement. Aussi, malgré quelques

imperfections, cet inventaire sera un guide des plus utiles aux érudits qui voudront se livrer à l'étude du Beauvaisis.

J. VIARD.

**Mélanges de la Faculté orientale de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.** Beyrouth, impr. catholique, 1906, in-4 de viii-377 p., avec 4 planches phot. hors texte.

L'Université Saint-Joseph, dirigée à Beyrouth par les Pères de la Compagnie de Jésus, s'est complétée, il y a cinq ans, par la création d'une Faculté orientale, où sont réunis les cours de philologie, archéologie et histoire concernant toutes les langues du groupe sémitique. En juin 1905, deux étudiants arrivés au terme de leurs cours ont soutenu leurs thèses qui dénotent un travail très sérieux de la littérature arabe.

La Faculté inaugure la publication de *Mélanges*, et je ne saurais mieux faire que d'en indiquer ici le sommaire : I. Lammens, *Le Calife omayyade Mo'awia I.* — II. Mallon, *Une école de savants égyptiens au moyen âge.* — III. Falabert, *Inscriptions grecques et latines de Syrie.* — IV. Chalne, *Le cycle de la Vierge dans les apocryphes éthiopiens.* — V. Power, *Umayya ibn Abi-s Salt.* — VI. Ronzebelle, *Bas-reliefs rupestres des environs de Qabéliàs.* — VII. Lammens, *Notes de géographie syrienne.* — VIII. Hartigan, *Bisr ibn Abi Hâzim.* — IX. Cheikho, *Un dernier écho des croisades.*

Bon début qu'on ne saurait trop encourager.

P. PISANI.

**Dictionnaire des devises ecclésiastiques.** par H. TAUBIN. Paris, Lechevalier, 1907, in-18 de ix-324 p.

Réunir, classer et attribuer plus de deux mille cinq cents devises d'évêques et de prélats, les publier correctement, en y joignant une table commode, c'est rendre un réel service aux travailleurs et mettre en leurs mains un excellent outil.

Je n'irai pas jusqu'à dire qu'il ne s'est glissé aucune erreur dans ces interminables listes, et je me permets d'en signaler quelques-unes.

D'abord les devises que l'auteur n'a pas trouvées, ou qu'il a laissées de côté :

*Suaviter et fortiter* (Magnin, évêque d'Annecy) ; *Spes in Deo* (Sebastiani, d'Ajaccio) ; *Tout ainsi font anges* (Fontanges, d'Autun) ; *Ni vanité, ni faiblesse* (Duperrier, de Bayeux) ; *Nihil innovetur nisi quod traditum est* (Mathieu, de Besançon) ; *Sive per vilam, sive per mortem* (Belmas, de Cambrai) ; *Sis utrumque tuis* (Prilly, de Châlons) ; *Lilium inter spinas* (Dubourg, de Limoges) ; *Erigens pauperem de stercore* (Bouvier, du Mans) ; *Dulce et leniter pasco* (Chaffoy, de Nancy) ; *Ave, spes unica* (Dupanloup, d'Orléans).

Mgr Épivent, évêque d'Aire (1859-1876), n'était pas de la Villeboisnet, et Mgr Lamouroux, évêque de Saint-Flour (1892-1906), n'était pas de Pompignac, à la différence de son prédécesseur, Mgr Lamouroux de Pompignac (1857-1877).

Mgr Caffarelli, de Saint-Brieuc, est mort le 11 janvier 1815, et non en 1817 ; le cardinal Donnet, de Bordeaux, est mort le 26 décembre 1882, et non en 1883 ; Mgr Robin, de Bayeux, est mort le 30 décembre 1855, et non en 1856 ; Mgr Cruice, de Marseille, est

mort le 12 octobre 1865 et non en 1866.

Les évêques de la période qui suivit immédiatement le Concordat n'avaient ni armes, ni devises, comme M. Tausin le fait remarquer très exactement dans l'appendice (p. 247-262), parce que les armoiries étaient prohibées en France par les lois révolutionnaires non encore abolies. Ils timbraient leur écu des lettres initiales de leur nom en anglaise redres-

sée; M. Tausin en reproduit un certain nombre qui sont d'un joli effet.

Quant aux évêques constitutionnels, ils avaient aussi, au moins pour la plupart, adopté les initiales, mais en lettres capitales, et y joignaient des inscriptions comme celle-ci : *le Roi, la Loi, la Foi*, placées sur un écu qui, dans quelques cas, est tricolore. Mais ce n'est pas de la héraldique.

P. PISANI.

## II. — HISTOIRE GÉNÉRALE

**Weltgeschichte.** Unter Mitarbeit von Thomas ACHALIS..., herausgegeben von Hans F. HELMOLT. Zweiter Band : *Ostasien und Ozeanien; der Indische Ozean.* — Sechster Band : *Mitteleuropa und Nordeuropa.* Leipzig und Wien, Bibliographisches Institut, 1902 et 1906, 2 vol. in-8 de xvi-638 p. et de xviii-630 p., cartes et grav.

Nous avons, au cours de l'année dernière, reçu deux nouveaux volumes de la très intéressante *Weltgeschichte* publiée par le « Bibliographisches Institut » de Leipzig, sous la direction du docteur Hans F. Helmolt; l'un avait paru depuis quelques années déjà et ne nous était pas encore parvenu, tandis que le second est daté de l'année 1906 même. Comme les tomes antérieurs, ces deux volumes ont été rédigés avec un soin méticuleux sur le plan dont nous avons naguère indiqué les grandes lignes et qui est suivi d'un bout à l'autre de la publication avec une rigueur absolument remarquable; à tous les points de vue, ils sont dignes d'une attention égale à celle que méritaient leurs aînés; aussi est-il juste que nous nous arrêtions quelques instants sur chacun d'eux.

I. C'est seulement à la fin de l'année 1902 qu'a paru le tome II de la *Weltgeschichte*, non seulement après le tome I, mais aussi après quelques-uns de ceux qui, dans le plan de la publication, devaient venir derrière lui; il est consacré à l'étude de l'Asie Orientale, de l'Océanie et de l'Océan Indien (on sait que le docteur Helmolt a très justement réservé un chapitre spécial à l'évolution historique de chaque Océan) et présente, par conséquent, avec le tome I (affecté, après les chapitres préliminaires de généralités, au Nouveau Monde et au Grand Océan) et avec le tome III (qui traite de l'Asie antérieure et de l'Afrique) un tableau complet de l'évolution historique de ce qu'on appelle aujourd'hui les pays neufs du globe. Neufs, au point de vue de l'influence européenne, ces pays le sont sans doute; mais la civilisation de quelques-uns d'entre eux n'en est pas moins très ancienne et très avancée. On le savait déjà avant d'ouvrir le tome II de la *Weltgeschichte*; on le saura mieux encore après l'avoir lu et avoir étudié les pages si précises et si substantielles dans lesquelles les collaborateurs du docteur Hel-

molt ont retracé : M. Max von Brandt, le diplomate écrivain bien connu, l'histoire du Japon, de la Chine et de la Corée; le docteur Heinrich Schurtz, l'évolution historique de la Haute Asie et de la Sibérie, celle de l'Insulinde et celle de l'Océan Indien; le professeur docteur Karl Weule, l'histoire de l'Australie et de l'Océanie; le professeur docteur Emil Schmidt, l'histoire de l'Inde. Nous ne voyons aucune publication contemporaine où se trouve présentée sous une forme aussi exacte et aussi claire, dans toute sa continuité, la longue suite de faits qui constitue l'histoire de ces immenses régions de l'Asie, avec les plus orientales desquelles nous voici enfin entrés en contact permanent. On trouvera donc beaucoup à prendre dans le tome II de la *Weltgeschichte*, d'autant plus que directeur et rédacteurs, imprégnés des doctrines anthropogéographiques du regretté Friedrich Ratzel, ont eu le soin de donner à l'ouvrage entier et à chacune de ses parties une solide base géographique, le souci manifeste de ne jamais séparer des hommes la terre qu'ils habitent et de bien déterminer dans quelles conditions ils y vivent et ils la mettent en valeur.

Est-ce à dire qu'il ne soit pas possible de mordre sur telle ou telle partie du volume et d'y relever quelques lacunes ou quelques erreurs? Évidemment non. Si soigneux que fût chaque rédacteur, il ne pouvait pas connaître d'une manière également approfondie toutes les parties de son vaste sujet; de là, en tel ou tel endroit, des indications erronées, des insuffisances, ou encore des contradictions. C'est ainsi que le professeur Emil Schmidt attribue (p. 447) à la Compagnie des Indes Orientales

de 1604 la fondation des comptoirs français à Madagascar, et semble dire que les Français ont, aux environs de 1672, occupé les îles Maurice et Bourbon comme étapes sur la route de l'Inde; or, des colons sont certainement installés à Bourbon dès 1665, et le professeur Karl Weule écrit très justement (à la page 564) que la France n'a occupé l'île Maurice qu'en 1715. Par contre, le même historien fait remonter à l'an 1506 et non pas à l'an 1500 et attribue à Fernan Soarez et non à Diego Diaz la découverte de Madagascar (p. 560); il donne 1642, date où les Français se sont établis à Sainte-Luce, et non 1644, comme date de la fondation de Fort-Dauphin (p. 561); il fait évacuer l'île dès 1672 (et non pas en 1674 seulement) par le *gouverneur de la Haye* (p. 561-562). Sans doute, ce ne sont là que de minuscules taches; nous ne les aurions même pas relevées si le tome II de la *Weltgeschichte* ne nous avait pas paru, depuis la première page jusqu'à la dernière, rédigé avec un souci d'exactitude minutieuse auquel nous tenons, en terminant, à rendre encore une fois hommage.

II Le tome VI, publié il y a quelques mois, raconte l'histoire de tout autres contrées. Il devait primitivement exposer les faits et gestes des Celtes, des Romains et des Germains dans l'Europe centrale, et c'est bien là ce qu'il expose, en effet, sous un titre plus bref et plus compréhensif, mais toutefois encore incomplet (« Europe centrale et Europe septentrionale »). Ce n'est pas seulement, en effet, l'histoire de l'Europe occidentale et centrale durant l'antiquité et le moyen âge, et celle de l'Europe nord-occidentale, soit jusqu'à notre époque même (pour les pays scandinaves), soit (pour les îles Britanniques)

ques) jusqu'aux temps à peu près contemporains, — jusqu'à 1820, — que contiennent ces onze chapitres; on y trouve aussi l'histoire de la romanisation de l'Italie, un exposé des vicissitudes par lesquelles a passé cette contrée du vi<sup>e</sup> au xiv<sup>e</sup> siècle, et l'histoire des Croisades. C'est donc un des tomes les plus chargés de la *Weltgeschichte* que ce sixième volume.

Pour sa rédaction, le docteur Hans F. Helmolt a dû faire appel à d'assez nombreux collaborateurs. En manière d'introduction, le professeur docteur Karl Weule et le docteur Joseph Girsensohn ont largement retracé le rôle historique de cette mer Baltique, autour de laquelle sont encore groupés une bonne partie des peuples germaniques; puis viennent des chapitres contenant l'histoire de l'Allemagne jusqu'au milieu du xiv<sup>e</sup> siècle et celle des Celtes (par le professeur docteur Eduard Heyck) et une très brève mais excellente esquisse de la civilisation romaine (par feu le professeur docteur Karl Pauli et le docteur Helmolt). Le docteur Richard Mahrenholtz a ensuite raconté l'histoire de la France depuis l'avènement des Mérovingiens jusqu'à la fin des Capétiens directs; le professeur docteur Wilhelm Walther, l'expansion du christianisme en Occident; le professeur docteur Richard Mayr, la colonisation allemande dans l'Est jusqu'au milieu du xv<sup>e</sup> siècle, et le directeur même de la publication, le docteur Hans F. Helmolt, l'histoire de l'Italie du vi<sup>e</sup> au xiv<sup>e</sup> siècle, et même plus loin. Les trois derniers chapitres du volume sont consacrés aux croisades (docteur Clemens Klein), au « Nord germanique », c'est-à-dire aux États scandinaves, auxquels a été rattachée la Finlande (docteur Hans Schjöth),

enfin aux Îles Britanniques (docteur Alexander Tille).

Mieux que de longs discours cette table des matières permet de saisir le plan du tome VI de la *Weltgeschichte*, et de se rendre compte de l'énorme masse de faits qui s'y tiennent accumulés. Là encore, l'inspiration de Fr. Ratzel est sensible en plus d'un endroit, et nous aurions plaisir, si nous en avions la place, à montrer les liens étroits qui rattachent le nouveau volume de l'*Histoire universelle* du docteur Helmolt à l'*Anthropogéographie* et à la *Géographie politique*. Bornons-nous à signaler, comme particulièrement dignes d'attention pour le public français, le chapitre 1<sup>er</sup> et le chapitre relatif à la colonisation allemande dans l'est de l'Europe; ce dernier chapitre (le vii<sup>e</sup> du tome VI) donnera peut-être envie à quelques-uns de ses lecteurs de reprendre ensuite les *Études* de M. Lavis sur l'histoire de Prusse, dont l'intérêt demeure aussi puissant qu'au jour même de leur publication, il y a plus de vingt-cinq ans. — Dans d'autres chapitres, certains points sont sujets à discussion. Lorsque le docteur Richard Mahrenholtz, par exemple, donne pour conclusion à son exposé de l'histoire de Charlemagne (p. 170) une phrase où il insiste sur les caractères germaniques du grand empereur, nous devons nous rappeler, avec le regretté Aug. Himly, que la France, avec les forces de laquelle Charlemagne a fait la conquête politique et morale de la Germanie, a sur lui des droits pour le moins aussi considérables. « En réalité, Charlemagne n'appartient en propre ni à l'une ni à l'autre des deux nations : roi des Francs et empereur d'Occident, il résume à la fois dans sa personne la tradition de l'ancien monde



romain et l'invasion germanique qui en a triomphé. — Est-il absolument juste, par ailleurs, de comparer les moyens par lesquels Charlemagne a introduit le catholicisme en Saxe, et la conduite de Louis XIV, neuf siècles plus tard, à l'égard des huguenots (p. 163)? Poser une telle question, c'est la résoudre. — Nous avons été surpris de voir, à la page 441, assigner la Normandie comme patrie à notre Samuel de Champlain, qui est né à Brouage, en Saintonge.

Ces critiques, que nous pourrions multiplier, prouvent que, malgré tous ses efforts, le docteur Helmolt n'est pas parvenu à réaliser une œuvre absolument irréprochable; du moins, le texte de la *Weltgeschichte* n'en est-il pas très éloigné, et c'est déjà beaucoup. Quant à l'illustration, elle est digne d'éloges sans restriction; on n'y a réuni que des documents de première valeur et véritablement caractéristiques, et c'est plaisir de regarder ces belles gravures après en avoir lu le commentaire sobre mais précis. J'ai toutefois été surpris de ne pas rencontrer, dans les quelques lignes consacrées à la curieuse église de Borgund (n° 5 de la gravure intercalée aux p. 432-433), mention ni du terme norvégien *stavekirke* à côté de sa traduction allemande « holz- (stab-) kirche, » ni de cette date de 1360, où mention est faite, pour la première fois, dans les documents, de cette précieuse relique, qui date peut-être du XII<sup>e</sup> siècle.

Dans le plan primitif de la publication, la *Weltgeschichte* ne devait comprendre que huit volumes; avec les deux tomes dont nous venons de rendre compte, l'ouvrage se trouverait donc terminé, si le docteur Helmolt et les éditeurs n'avaient compris la nécessité de fournir, dans un neu-

vième volume, des indications complémentaires ou rectificatives, une liste des principales références bibliographiques, etc. Avec ce tome, qui paraîtra dans le courant de l'été de 1907, sera achevée une œuvre qui, d'ores et déjà, fait le plus grand honneur au docteur Hans F. Helmolt, qui l'a si habilement dirigée, et à l'Institut bibliographique, qui l'a publiée avec tant de soin.

HENRI FROIDEVAUX.

**Die liturgische Gewandung im Occident und Orient nach Ursprung und Entwicklung, Verwendung und Symbolik**, par J. BRAUN, S. J. Freiburg im Breisgau, Herder, 1907, in-8 de xxiv-798 p., 316 fig.

Ce livre est désormais indispensable sur la matière dont il traite : le vêtement liturgique. La méthode rigoureusement scientifique n'accueille que les documents et les monuments à l'abri de tout soupçon, de toute discussion. Il en résulte un corps de doctrine archéologique tout à fait appréciable. L'érudition est solide et généralement de première main. Le choix des monuments est très heureux, il introduit une série importante de types peu connus et permet de rectifier plusieurs autres hâtivement et inexactement reproduits par leurs premiers éditeurs. Le soin matériel apporté à l'illustration fait de ce livre un modèle à proposer. Tout au plus quelques figures sont-elles insuffisantes (p. ex 67, 68); nous sommes loin, très loin, heureusement, de l'illustration de la *Geschichte des christlichen Kunst*, de Kraus. On pourrait prolonger les éloges et ce serait justice. C'en sera une autre de remarquer quelques la-

cunes inexplicables. La période primitive du christianisme (fresques, sarcophages, stèles, mosaïques) est presque entièrement passée sous silence. On a d'autant plus raison d'en être surpris que l'auteur essaie fort justement de rattacher les origines du vêtement liturgique au vêtement des anciens; aussi ne s'explique-t-on pas qu'il ait renoncé à faire usage de monuments qui eussent gradué la transition entre un type rencontré sur une sculpture antique et une forme médiévale du vêtement. Pour l'amict, en particulier, il y avait lieu de traiter la question du *cavalliticum* introduite par M. Wünscher-Becchi, il y a peu d'années. Une lacune plus grave est celle qui touche au vêtement liturgique égyptien et copte. Les albums de Förster, les *Annales du musée Guimet*, les publications de M. A. Gayet (quant à l'illustration), quelques dissertations de M. J. Strzygowski, de M. G. Millet, de M. Ch. Diehl eussent fourni des éléments incomparablement précieux pour une étude du vêtement sacerdotal et épiscopal illustré par les reproductions déjà répandues des objets trouvés principalement à Antinôé et à Akhmim. Le titre même du livre..., *im Occident und Orient*, rend cette lacune inexplicable. Est-il bien aventureux de supposer que le vêtement liturgique en Occident n'est pas tributaire du vêtement liturgique égyptien? La riche série des ivoires des *viii* siècles de provenance égyptienne pourrait bien être autant révélatrice sur ce point particulier que sur celui des origines de l'art occidental tributaire de l'art asiatique et de l'art alexandrin. La question n'a pas été effleurée, bien plus il semble qu'elle n'ait pas été entrevue, car l'ivoire de Trèves (fig. 301) paraît n'avoir pas

été considéré comme un travail égyptien.

Ces remarques, je me hâte de le dire, laissent au livre son excellence; tout au plus devront-elles provoquer de la part de l'auteur un chapitre supplémentaire qui sera le très bien venu.

H. LECLERCO.

Andrew LANG : *Les mystères de l'Histoire*, traduit de l'anglais par Teodor DE WYZEWA. Paris, Perrin, 1907, in-12 de viii-351 p.

« Historien, philosophe, romancier, » comme le qualifie M. de Wyzewa, M. Andrew Lang a dû être naturellement attiré vers les mystères de l'histoire; car il trouvait à y exercer deux de ses aptitudes et de ses goûts. A-t-il résolu tous les problèmes qu'il a abordés? Assurément non; mais il en a bien préparé la solution. Pour le premier mystère examiné dans ce volume, le mystère si souvent étudié du *Masque de fer*, il apporte, nous ne disons pas une solution nouvelle, mais du moins un nom nouveau: l'énigmatique personnage ne serait ni un prince ni un diplomate, mais un simple valet. Quel serait le vrai nom de ce valet, quels seraient les motifs de sa rigoureuse incarcération? Il ne semble pas que sur ces points la lumière soit encore faite. L'est-elle davantage pour Gaspard Hauser, pour Jacques de la Cloche, ce fils naturel de Charles II, devenu jésuite? Bien des points restent encore obscurs. Mais si M. Lang ne se prononce pas d'une manière positive, il discute avec une remarquable perspicacité et non sans impartialité les arguments des divers systèmes, et le doute même qu'il laisse subsister, en faisant travailler l'esprit du lecteur,

est peut-être un charme de plus. Qui était en réalité le personnage qu'il intitule saint Germain l'*Immortel*? Les suppositions restent ouvertes; mais le personnage lui-même n'en est pas moins intéressant. Pour l'assassinat d'Escovodo, pour le conspirateur de Gowrie, il paraît bien que la lumière est faite: l'assassin d'Escovodo est connu, le motif de l'assassinat l'est aussi; mais un autre problème se pose, qui se greffe sur celui-là: la mort mystérieuse de don Juan; et nous espérons bien que M. Lang prendra à cœur de l'éclaircir à son tour, comme il a démêlé celle de la

conspiration de Gowrie qu'il établit d'une façon bien nette, comme il a démêlé le mystère de Campden. L'aventure d'Elizabeth Claming et le spectre de Fischer ressortent à la fois de la physique et de l'histoire. Quant à l'imbroglio Shakespeare-Bacon, c'est évidemment un paradoxe, et M. Lang n'a pas de peine à en démontrer l'ina-  
nité.

Souhaitons qu'il ne s'en tienne pas là, qu'il nous donne la clef d'autres mystères historiques et qu'il retrouve la même distinguée traduction pour les faire connaître au public français.

MAX. DE LA ROCHESTERIE.

### III. — ANTIQUITÉ. ORIGINES CHRÉTIENNES

**Die römische Timokratie**, par Francis SMITH. Berlin, G. Nauck, 1906, in-8 de 162 p.

Le titre de ce petit volume n'indique pas assez clairement son contenu; en réalité, nous avons ici sous les yeux une étude critique de la prétendue constitution de Servius; les cent premières pages ont déjà été imprimées à part, comme dissertation inaugurale. M. Smith se réclame à la fois de M. Hans Delbrück, son maître, auquel il a dédié son livre, et de M. Ettore Pais, le récent historien italien des origines romaines. Une phrase de M. Pais, mise en épigraphe, résume toute sa thèse: « Les données relatives à la constitution timocratique attribuée au roi Servius ne méritent aucune foi; » il se rallie donc aux théories négatives et radicales si brillamment exposées dans la *Storia di Roma*. D'autre part, en sa qualité de disciple de M. Delbrück, l'auteur d'une remarquable histoire de l'art militaire, il devait être attiré par l'examen des réformes

qu'aurait accomplies Servius pour fixer à Rome les cadres de la cité et les bases du recrutement de l'armée. Pour lui, la division de la population en cinq classes, d'après l'évaluation des fortunes, ne saurait remonter à une époque aussi reculée; elle apparaîtrait seulement au temps des guerres puniques. La réforme dite de Servius avait un caractère exclusivement militaire, nullement politique et social: on rapportait à la personnalité mythique de l'avant-dernier roi l'établissement du système de recrutement par *classes* en usage aux premiers siècles de la République. Plus tard, le mot *classes* prit une valeur politique, et l'on imagina que le régime censitaire du *II<sup>e</sup>* siècle avant l'ère chrétienne avait été fondé par le créateur même des plus anciennes institutions militaires. Les *Commentarii Servii Tullii*, auxquels se réfère Tite-Live et d'où dérivent toutes les indications données par les auteurs classiques sur l'œuvre de Servius, sont une falsification inspirée par l'esprit

de parti et destinée à reculer très loin dans le passé, pour la rendre plus respectable, l'organisation de la timocratie. Dans le développement de ces idées intéressantes et qui renferment certainement une grande part de vérité, M. Smith fait preuve d'une très solide érudition, en même temps que d'une réelle habileté à raisonner sur les textes pour en dégager des vues hardies et systématiques.

M. BESNIER.

**Decimus Junius Brutus Albinus, a historical study**, par Bernard Camillus BONDURANT. Chicago, University Press, 1907, in-8 de 114 p.

Dissertation de l'Université de Chicago, sur un sujet déjà traité en 1889 par M. Paulus dans une dissertation de l'Université de Münster. En s'inspirant des nombreux travaux consacrés depuis une vingtaine d'années aux derniers temps de la République romaine, M. Bondurant a repris l'examen des textes relatifs à la vie et au rôle politique de Decimus Brutus. Ses trois chapitres sont intitulés : la carrière de Decimus Brutus jusqu'en l'an 45 avant Jésus-Christ, sa participation au meurtre de César, son gouvernement de la Gaule cisalpine et sa guerre contre Antoine. Ils témoignent d'un dépouillement très consciencieux des documents anciens aussi bien que de la littérature moderne. On regrette que l'auteur n'ait pas ajouté à cet exposé purement chronologique quelques pages de conclusion, où il aurait dégagé les idées principales de son travail et montré lui-même nettement en quoi l'interprétation des faits à laquelle il s'arrête diffère de celle de ses devanciers. Un tableau des dates les

plus importantes, une bibliographie, un index des noms propres, facilitent le maniement du volume. Il est à remarquer que M. Bondurant ignore l'œuvre de M. Guglielmo Ferrero; la réputation parisienne de l'historien de Turin n'aurait-elle pas encore franchi l'Atlantique?

M. BESNIER.

**The Roman System of provincial Administration to the accession of Constantine the Great**, par W. T. ARNOLD. Nouvelle édition, revue d'après les notes de l'auteur, par E. S. SCHUCK-BURGH. Oxford, Blackwell, 1906, in-8 de xv-288 p., avec une carte.

Comme l'indique son titre, ce livre étudie l'administration des provinces romaines jusqu'à Constantin seulement : l'auteur pense que toutes les réformes introduites, à partir du règne de ce prince, dans le régime provincial étaient en germe dans celles de Dioclétien, et peuvent être considérées comme un développement logique de ces dernières. Il divise donc son étude en trois périodes : la période de la République (chap. III); la période du Haut Empire, depuis Auguste jusqu'à Marc-Aurèle (chap. IV); la période du Bas Empire, de Septime Sévère à Dioclétien (chap. V), considérant les temps qui suivent comme étant soit la suite naturelle et la continuation de cette période, soit, à d'autres égards, une ère nouvelle, qu'il laisse en dehors de son étude. Ce plan pourrait, évidemment, prêter à la critique, et les raisons qui déterminent l'auteur à s'arrêter brusquement à l'année 306 ne paraissent pas décisives.

Tel qu'il est, son livre est très intéressant et très plein, de cette plénitude de l'érudition anglaise qui n'é-

puise pas les sujets, ne se perd point dans les détails, et trace cependant des tableaux complets, où les faits sont mis dans un clair relief. Parmi les chapitres que je n'ai pas encore indiqués, — le chapitre I<sup>er</sup>, sur la manière dont se constituait une province; le chapitre VI, sur les impôts auxquels les provinciaux étaient assujettis; le chapitre VII, sur les villes provinciales, — j'appellerai particulièrement l'attention sur ce dernier. On trouvera difficilement, je crois, un meilleur résumé de ce qu'il est nécessaire de savoir sur l'organisation des diverses classes de cités, en lesquelles se concentrait toute la vie administrative et politique des provinces. On regrettera seulement que l'auteur n'ait pas poussé plus loin le tableau de leur décadence, qui se continua pendant tout le IV<sup>e</sup> siècle, et n'ait point fait connaître les efforts tentés à diverses reprises pour y remédier.

Dans la conclusion de son livre, M. Arnold indique deux causes ou, comme il dit, « deux forces centrifuges », qui menaçaient l'unité de l'Empire. L'une est l'antagonisme existant toujours, dans une mesure plus ou moins marquée, entre l'Orient et l'Occident; l'autre est la présence des chrétiens. « Les chrétiens, dit-il (p. 261), visaient à une unité non romaine; ils agissaient en commun, d'une manière indépendante de Rome; ils se regardaient comme chrétiens d'abord, sujets de Rome ensuite; et quand ils étaient requis de se conformer à cette seconde condition, ils cessaient tout à fait de se sentir sujets de Rome. Puisqu'il en était ainsi, il semble superflu de chercher les raisons qui déterminèrent Rome à proscrire les chrétiens. Si elle était conséquente avec elle-

même, elle devait exiger l'obéissance, et agir ainsi, cela signifiait la mort pour tous les vrais chrétiens. » Voilà une façon bien sommaire de justifier les persécutions! M. Arnold me paraît oublier qu'en Angleterre même, les chrétiens sont à la fois chrétiens et Bretons, sans que leur foi religieuse nuise à leur patriotisme national, et mette en péril l'unité de l'empire britannique. Et il se contredit, quand il ajoute « qu'avec Constantin, le christianisme cessa de diviser et devint plutôt un lien d'union, » *a bond of union*. L'empire romain était cependant resté le même : seule l'intolérance religieuse avait disparu.

La deuxième édition de ce livre (la première est de 1879) a été préparée, après la mort de l'auteur, par M. Schukburgh, mort lui-même avant sa publication. Ainsi s'explique comment, même après les notes longuement amassées par M. Arnold, et les recherches personnelles qu'y ajouta M. Schukburgh, on peut signaler dans leur ouvrage des lacunes. Quand on parcourt la bibliographie et les notes, on s'aperçoit que peu d'ouvrages français ont été consultés. Entre tant de travaux que nos érudits ont consacrés à l'Afrique romaine, je ne vois guère cité que le livre de M. Boissier. Celui de M. Chapot sur la province d'Asie eût permis de compléter, et même de corriger, les renseignements un peu courts donnés (p. 253) sur les *civitates foederatae* de cette région.

PAUL ALLARD.

**Les religions orientales dans le paganisme romain. Conférences faites au Collège de France en 1905,** par Franz CUMONT, professeur à l'Université de Gand. Paris, Leroux, 1907, in-12 de xxii-333 p.

Les chapitres de ce livre résument non seulement les conférences faites, en novembre 1905, au Collège de France par M. Cumont, mais encore celles qu'il a données sur le même sujet à Oxford, quelques mois plus tard, et où il a développé, dit-il, certaines questions qu'il avait seulement touchées à Paris. Je n'étonnerai personne en disant qu'on retrouvera dans son nouveau livre la science aussi exacte que profonde et le talent d'exposition claire et attrayante qui distinguent l'auteur du grand ouvrage sur les *Mystères de Mithra*.

M. Cumont montre d'abord que si Rome garda longtemps l'autorité politique, en revanche toute son histoire intellectuelle et religieuse, pendant les trois premiers siècles de l'Empire, est celle d'une « pénétration pacifique » de l'Orient en Occident. C'est le *Graecia capta ferum victorem cepit*, à condition de remplacer le nom de la Grèce par ceux de l'Asie Mineure, de l'Égypte et de la Perse. Comment se propagèrent dans le monde occidental les cultes de l'Orient ? par les circonstances extérieures, supériorité de l'industrie asiatique sur l'industrie romaine, activité du commerce oriental, exportation d'esclaves ; mais aussi par la valeur de ces cultes, qui s'adressent aux sentiments, à la conscience, au besoin de purification et à la soif d'immortalité que ressentaient les âmes, et contrastent par là avec le formalisme froid et borné de la reli-

gion romaine, sans ouverture sur le monde intérieur. Il convient aussi d'ajouter que tous ces cultes conquirent vite à Rome la faveur officielle, qui contribua beaucoup à leur propagande : tel fut le cas du culte de Cybèle, la grande déesse asiatique. Si la religion égyptienne y fut d'abord entravée, dès le règne de Caligula elle jouit de la protection des empereurs : on peut dire qu'elle fut leur religion préférée, jusqu'à ce qu'au troisième siècle elle se trouvât remplacée, dans leur affection, par les divinités syriennes. Le sémitisme syrien, aboutissant au culte solaire, devient à cette époque, avec Héliogabale et surtout avec Aurélien, la religion officielle de l'Empire romain. Mais l'influence du dieu persan Mithra finit par le supplanter : au commencement du iv<sup>e</sup> siècle, c'est à lui que Dioclétien et ses collègues adressent leurs hommages, et pendant tout le cours de ce siècle c'est en lui que semble se concentrer la force de résistance du paganisme : les derniers adversaires du christianisme, dans les rangs de l'aristocratie romaine, sont des mithriastes. Que reste-t-il, à ce moment, de l'ancien paganisme romain, ou même gréco-romain ? rien qu'un souvenir : depuis longtemps, les cultes orientaux l'ont aboli et remplacé, et eux-mêmes mêlés, confondus, allégorisés, au point de perdre peu à peu leurs contours propres, tendraient à se résoudre en une sorte de religion naturelle, si la superstition populaire ne maintenait encore un reste d'existence à des rites et à des cérémonies désormais vides de sens.

Je ne prétends pas avoir résumé dans ces lignes le livre de M. Cumont, car je n'en ai point indiqué la partie la plus intéressante et la plus

vivante, c'est-à-dire l'exposé de tout ce qui, dans les diverses religions orientales, agissait en bien ou en mal sur les âmes, et leur valut tour à tour la prépondérance. J'ai seulement voulu rappeler ce qu'il a dit lui-même, mais sans y insister peut-être suffisamment, de la faveur officielle qui aida beaucoup à leur succès. Ils n'eurent pas à subir, comme le christianisme, l'épreuve de la persécution : ils n'eurent pas non plus à braver l'impopularité par l'intransigeance de leur morale, puisque les plus spiritualistes d'entre eux, à certains égards, se montraient en même temps singulièrement indulgents aux pires faiblesses de la nature déchue, et que les purifications offertes par eux étaient surtout rituelles. Il y a là, entre eux et le christianisme, des différences profondes, irréductibles, que M. Cumont n'a point mises en lumière.

Son plan, du reste, ne comprenait pas l'étude du christianisme, et, loin de chercher des rapprochements et des comparaisons que d'autres, peut-être, auraient multipliés avec une insistance de mauvais goût, il a presque toujours donné la note juste, dans les rares occasions où son sujet l'a conduit à faire allusion au culte chrétien. Il se sépare de ceux qui veulent que ce culte ait fait des emprunts aux mystères orientaux, et, s'il y eut des emprunteurs, il les reconnaîtrait plutôt chez les païens, prêtres de Cybèle ou de Mithra. Je signalerai, dans cet ordre d'idées, les pages très intéressantes (p. 77-80) dans lesquelles M. Cumont montre les religions païennes de l'Asie Mineure subsistant, à une époque plus ancienne, l'influence du judaïsme, et cette influence encore sensible dans les fresques célèbres qui décorèrent à Rome

la tombe du prêtre phrygien Vincentius.

PAUL ALLARD.

**Les prophètes juifs.** Étude de psychologie morbide (Des origines à Étie), par le Dr BINET-SANGLÉ, professeur à l'école de psychologie (Bibliothèque de l'école de psychologie). Paris, Dujarric et C<sup>ie</sup>, 1905, in-12 de 324 p.

**La source du fleuve chrétien.** Histoire critique du judaïsme ancien et du christianisme primitif. Le judaïsme, par Édouard DUJARDIN. Paris, Société du Mercure de France, 1906, in-12 de 419 p.

Ces deux volumes ne rentrent pas dans le cadre des études propres à la *Revue des questions historiques* et je ne sais par quel hasard ils se sont égarés dans ses bureaux. Ils n'ont, en effet, rien à faire avec l'histoire de l'Ancien Testament, rien à faire, à vrai dire, avec aucune science, quelle qu'elle soit. L'un et l'autre, à des titres divers, appartiennent tout simplement à cette catégorie de pamphlets ignares et prétentieux que l'anticléricalisme contemporain se plaît à répandre. Sur l'ensemble de cette littérature misérable, le livre de M. Dujardin ne tranche guère. Par contre, celui de M. Binet-Sanglé y mérite une place d'honneur. Il est bien l'une des collections les plus ineptes de blasphèmes qu'il soit possible de rêver.

D. E. BOUVET.

**Juden und Judenverfolgungen im alten Alexandria,** par Auguste BLUDAT. Münster, Aschendorff, 1906, in-8 de iv-128 p.

Plusieurs papyrus récemment découverts contiennent le récit très

curieux de débats judiciaires entre Juifs et Grecs d'Égypte en présence d'empereurs romains. Ces documents jettent une vive lumière sur la condition de la colonie judaïque d'Alexandrie, l'une des plus importantes du monde entier, et sur l'attitude de la population hellénistique à son égard. Ils ont été l'objet déjà de commentaires approfondis de la part de MM. Wilcken, von Wilamowitz, Th. Reinach, L. Bauer, Deissmann, etc. M. Bludau, professeur de théologie à l'Université de Münster, a voulu profiter de l'intérêt qu'ils excitent et des renseignements nouveaux qu'ils apportent pour écrire l'histoire des Juifs alexandrins. Son excellente monographie, très bien informée et d'une lecture facile, est divisée en dix chapitres. Elle comprend en réalité, comme le titre l'indique, deux parties distinctes : une étude sur la vie et l'organisation de la colonie juive d'Alexandrie, une relation des persécutions dirigées contre elle. Dans la première partie, l'auteur décrit la formation de cette communauté, la situation politique, religieuse et sociale de ses membres, les manifestations de leur activité intellectuelle. Dans la seconde, il définit d'abord l'antisémitisme, aussi ancien que la *Diaspora* même, et indique les motifs de la haine des Grecs d'Égypte pour les Juifs ; puis il expose, d'après les textes littéraires, les soulèvements antisémites d'Alexandrie au temps de Ptolémée, de Claude, de Néron, Vespasien et Trajan ; enfin, il analyse et apprécie les trois textes papyrologiques, qui se rapportent, le premier au règne de Claude, le second au règne de Trajan, le troisième au règne de l'un des derniers empereurs Antonins, Marc Aurèle ou Commode. M. Bludau considère ces documents

non pas comme des comptes rendus officiels et authentiques de procès réels, mais comme des œuvres littéraires, précieuses surtout parce qu'elles nous révèlent l'état d'esprit des antisémites qui en sont les auteurs ; il faut y voir, en quelque sorte, des Actes de martyrs païens, analogues à ceux des martyrs chrétiens.

M. BESNIER.

**Jésus de Nazareth. Études critiques sur les antécédents de l'historien évangélique et la vie de Jésus**, par Albert RÉVILLE. Paris, Fischbacher, 1906, 2 vol. in-12 de x-455 et 476 p.

Quelque temps après la mort de M. Alb. Réville, professeur au Collège de France, la maison Fischbacher a publié la deuxième édition de son ouvrage sur Jésus de Nazareth. Ce recueil d'études est avant tout historique et critique ; et il faut reconnaître que l'auteur a fait tout son possible pour être objectif et impartial. Alb. Réville savait respecter les choses respectables ; sous sa plume, on ne trouve rien qui soit de nature à choquer la délicatesse du sentiment chrétien. Quoique protestant, l'auteur était pénétré d'un profond sentiment religieux, dont il ne cherche jamais à empêcher la manifestation.

Le premier volume est comme une préparation à l'histoire de Jésus. On y traite des antécédents, des sources et des préliminaires de l'histoire évangélique. Les antécédents de l'histoire évangélique correspondent à ce qu'on appelle en Allemagne : *l'histoire du peuple juif à l'époque de Jésus*. On constate d'ailleurs immédiatement que l'auteur n'a fait que résumer les travaux allemands sur la matière, notamment le magistral ouvrage d'Em. Schürer.



Dans les autres parties, l'auteur est un peu plus personnel, quoiqu'il s'approprie dans une large mesure les conclusions de l'érudition allemande. On a peut-être le droit de contester quelques-unes de ses théories critiques. L'hypothèse du proto-Marc est encore fort problématique. On a tort d'en parler comme d'un résultat définitivement acquis. On nous déclare aussi que l'évangile de l'enfance est une production postérieure. La chose n'est pas sûre, bien qu'elle présente de très grandes probabilités.

Le second volume contient l'histoire proprement dite de Jésus. Nous ne contesterons pas que l'auteur n'emploie la critique la plus sévère; mais on peut trouver que ses combinaisons des textes évangéliques sont parfois trop arbitraires, ce qui laisse planer quelque doute sur la valeur des conclusions historiques. L'auteur obéit visiblement à un canon; il élimine impitoyablement des récits évangéliques, comme inauthentiques, tout élément théologique, et même ce qui accuse une certaine profondeur de pensée ou une certaine recherche de langage. Des éléments de cette sorte seraient en opposition avec l'enseignement simple et populaire de Jésus. Je sais bien que Jésus n'est pas un philosophe de profession; mais rien ne prouve qu'il se soit interdit le domaine de la pensée; et, d'autre part, comme ce criterium, qu'on a voulu accrédi-ter dans ces dernières années, est relatif, on pourra toujours se demander où commence et où finit le domaine théologique. Au fond, on fait toujours un peu de psychologie, lorsqu'on s'attache à sérier les divers enseignements et à déterminer ce qui est compatible ou non avec les procédés didactiques de Jésus.

Un reproche que j'adresserais à l'auteur, c'est de résoudre avec une parfaite assurance des problèmes d'une extrême gravité. La plupart des miracles de Jésus sont pour lui des faits d'ordre moral. Un critique indépendant peut le penser et le dire, mais il est tenu de le prouver. Or, j'ai cherché la preuve d'une telle affirmation, je ne l'ai pas trouvée; les insinuations et les suggestions ne peuvent pas, dans les recherches historico-critiques, tenir lieu de faits et de données positives. La résurrection du Sauveur n'est pas un fait historique. Jésus n'est pas ressuscité. Les Juifs ont caché son corps. Et la preuve? On se dispense de la fournir. Je ne pense pas que l'auteur ait subi, à l'instar de Renan qu'il combat d'ailleurs mainte fois, l'influence d'une philosophie; mais il fait siennes, avec trop de confiance, les affirmations de quelques critiques allemands.

Les *Études* de Réville méritent cependant d'être lues par les catholiques, car ils ne pourront qu'en profiter, ne serait-ce qu'en prenant conscience des diverses directions de la critique contemporaine. L'auteur parle avec le plus grand respect de Jésus; il est plein d'admiration pour sa sainteté et sa grandeur morale; et il expose des idées qui se vulgarisent de plus en plus en France et que les catholiques ne peuvent ignorer sans se rendre inaptes à l'apologétique scripturaire.

V. ERMONT.

**Les dernières persécutions du****III<sup>e</sup> siècle**, par Paul ALLARD.3<sup>e</sup> édition, revue et augmentée.Paris, Lecoffre, Gabalda et C<sup>o</sup>, 1907, in-8 de xxiii-437 p.

La publication d'une troisième édition de cette belle *Histoire*, dont l'éloge n'est plus à faire et qu'un légitime succès a consacrée, se poursuit régulièrement. Le volume réimprimé en 1907, le troisième de la série, nous conduit de la mort de Dèce à l'avènement de Dioclétien; il contient le récit très documenté et très vivant des persécutions de Gallus, de Valérien et d'Aurélien. On y trouve à la fois, comme dans les précédents, l'exposé des mesures législatives prises par les empereurs contre les chrétiens et l'analyse critique des Actes des martyrs attribués à cette période. Les faits particuliers que rapporte M. Allard sont constamment rattachés à l'histoire générale et commentés à l'aide des œuvres de la littérature chrétienne primitive. Selon son habitude, l'auteur a fait son profit des travaux de l'érudition contemporaine postérieurs à ses deux premières éditions, qui datent de 1887 et de 1898; il indique en note les livres ou articles récents dont il s'est servi et dont il adopte ou conteste les conclusions. Outre les ouvrages fondamentaux de Cumont sur le culte de Mithra, de Dufourcq sur les *Gesta martyrum* romains, de Harnack sur l'expansion du christianisme, de Monceaux sur l'*histoire littéraire de l'Afrique chrétienne*, ainsi que maints articles du *Nuovo Bullettino di archeologia cristiana*, de la *Roemische Quartalschrift*, des *Analecta Hollandiana*, de la *Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain*, de la *Revue des questions historiques*, et de l'excellent *Diction-*

*naire d'archéologie et de liturgie chrétiennes*, il mentionne les thèses de M. Homo sur Claude le Gothique et sur Aurélien, les *Études sur l'Histoire auguste* de M. Lécivain, l'*Afrique chrétienne* de dom Leclercq, l'*Asie romaine* de M. Chapot, qui sont de 1904, *The persecution of Valerian* de M. Healy et les *Légendes hagiographiques* du P. Delehaye, qui sont de 1905, l'*Histoire ancienne de l'Église* de Mgr Duchesne, le mémoire de M. Zeiller sur les *Origines chrétiennes de la Dalmatie*, le volume de M. Adhémar d'Alès sur la *Théologie de saint Hippolyte*, qui sont de 1906. On voit avec quel soin méritoire il se tient sans cesse au courant et se préoccupe de faire bénéficier ses lecteurs des dernières recherches de la science historique.

Voici quelques références complémentaires, en vue d'une quatrième édition. Il faudra tenir compte désormais du *Manuel d'histoire ancienne du christianisme* de M. Guignebert, 1906. Les inscriptions latines devront être uniformément citées d'après le *Corpus* et ses suppléments, les inscriptions grecques d'après les *Inscriptiones graecae ad res romanas pertinentes*, publiées par l'Institut de France. Il y aurait grand avantage à renvoyer aux traductions françaises de la *Roemische Geschichte* de Mommsen et de la *Vervaltungsgeschichte* de Marquardt. — P. 65 : sur l'exploitation des mines à l'époque romaine, consulter la nouvelle inscription d'Aljustrel qu'a fait connaître M. Cagnat, dans le *Journal des Savants*, 1906, p. 442. Sur les chrétiens condamnés aux mines, le mémoire de dom Leclercq, *Les Martyrs*, II, 1902, p. xxviii-l. — M. Stéphane Gsell, dans le *Bulletin de la Société archéologique de Sousse*, 1904, n° 2, propose de loca-

liser le *Metallum Siguense* à Sicca Veneria, d'après la table de Peutinger, et non à Sigus ou à Siga, dont M. Allard montre bien l'impossibilité (à la 2<sup>e</sup> ligne de la note 2, il faut lire Maurétanie Césarienne, au lieu de Tingitane). — P. 88 : les domaines impériaux ont été l'objet de nombreux travaux depuis le livre de Garsonnet et le mémoire de Cuq, seuls rappelés ici. Voir principalement les articles de O. Hirschfeld dans les *Beiträge zur alten Geschichte* de 1902. — P. 126 : A propos des différents points ou monuments du territoire de Carthage nommés dans les Actes de saint Cyprien, il convenait de renvoyer à la *Carthage romaine* de M. Audollent, qui permet de les identifier avec précision. — P. 138 : Les Actes des saints Jacques et Marien sont étudiés par M. Dufourcq dans ses *Gesta martyrum*, p. 67-78. — P. 142 : sur le *praelorium* de Lambèse, voir le plan, les dessins et les planches de M. Gsell, *Les monuments antiques de l'Algérie*, I, 1901, p. 78 et suiv. Nous avons retrouvé à Lambèse une petite basilique chrétienne de basse époque, décrite dans les *Mélanges de l'Ecole française de Rome*, 1898, p. 471. — P. 144 : dans le *Recueil de la Société archéologique de Constantine*, XXX, 1896, p. 212, M. Gsell étudie l'inscription de Constantine qui rappelle le martyre des saints Jacques et Marien ; il conclut dans le même sens que M. Allard. — P. 159 : les renvois à la Colonne trajane doivent être faits d'après l'édition récente de Cichorius (1896). — P. 162 : sur les ateliers des potiers gaulois, consulter J. Déchelette, *Les vases céramiques ornés de la Gaule romaine*, 1901. — P. 187 : un jeune érudit, mort prématurément, M. A. Roger, a consacré à l'empereur gaulois Postumus une étude intéressante

et neuve, imprimée dans ses *Fragments d'histoire*, Paris, Roger et Chernoviz, sans date (1896). — P. 199 : pour la topographie d'Alexandrie, voir l'article de la *Real-Encyclopädie* de Pauly, rééditée par Wissowa, et celui du *Dictionnaire d'archéologie et de liturgie chrétiennes*. — P. 202 : la bibliographie de l'inscription contenant le tarif de Palmyre est donnée dans les *Inscriptiones graecae ad res romanas pertinentes, Asia*, n° 1056. — P. 258 : la liste des amphithéâtres romains dressée par Friedlaender, *Mœurs romaines* (traduction), est tout à fait incomplète ; la 7<sup>e</sup> édition allemande de la *Sittengeschichte* (1901) fait seule autorité. — P. 276 : sur la traversée de saint Paul, de Césarée de Palestine à Pouzzoles, le dernier travail paru est celui de H. Balmer, *Die Romfahrt des Apostels Paulus*, Bern-Münchenbuchsee, 1905. — P. 297 : les travaux de M. Labourt sur le christianisme dans l'Empire perse (1904) méritaient d'être signalés. — P. 420 : la question de la fortification des villes gallo-romaines à la fin du III<sup>e</sup> siècle vient d'être traitée dans son ensemble par M. Adrien Blanchet, *Les enceintes romaines de la Gaule*, 1907.

Pourquoi M. Allard dit-il Carus, Carinus et Numérien ? il faut : Carin et Numérien, ou mieux : Carinus et Numerianus. — A la page 252, lire : Lécivain, *Études sur l'Histoire auguste*, au lieu de : Homo.

M. BESNIER.

**Gonséric, la conquête vandale en Afrique et la destruction de l'empire d'Occident**, par F. MARTROYE. Paris, Hachette, 1907, in-8 de vi-392 p.

Le titre de ce livre paraît, à pre-

mière vue, assez compliqué, et cependant il correspond bien au sujet qu'a voulu traiter M. Martroye. Quand on regarde de près l'histoire du v<sup>e</sup> siècle, on s'aperçoit que, si les causes de la ruine de l'Empire romain en Occident sont plus lointaines et plus profondes, cependant l'occasion immédiate de sa chute doit être cherchée dans l'établissement des Vandales en Afrique. C'est la Carthage vandale qui, en réalité, tuera la Rome impériale. Sidoine Apollinaire, qui a quelquefois le sens historique, parle de la quatrième guerre punique, dont son siècle tragique était le témoin : ce fut la guerre décisive et la revanche suprême, puisque l'Empire y succomba.

Aussi le livre de M. Martroye présente-t-il — avec une grande clarté, et la plus précise abondance de détails, dans laquelle cependant les idées générales disparaissent quelquefois — l'histoire de la conquête de l'Afrique romaine par les Vandales, l'histoire des derniers empereurs d'Occident, et la répercussion de la première de ces histoires sur la seconde.

Après une introduction intitulée : *L'Afrique avant l'invasion vandale*, mais en réalité traitant seulement de l'Afrique au iv<sup>e</sup> siècle, il raconte dans un premier chapitre la *Conquête*, depuis les affaires du comte Boniface jusqu'au traité conclu entre Valentinien III et Genséric en 442. Un second chapitre, *Politique et alliances de Genséric*, conduit à la prise de possession par les Vandales d'une partie du bassin méditerranéen, c'est-à-dire à l'achèvement de la conquête africaine par l'annexion de la Tripolitaine et de la Maurétanie, et à la maîtrise de la mer par la prise de la Sicile, de la Sardaigne, de la Corse

et des îles Baléares. Le chapitre III, la *Guerre contre l'Empire*, est comme le point central du livre. Alors apparaissent successivement, passant au Palatin comme des ombres, les derniers fantômes d'empereurs, tous en lutte avec les Vandales : Avitus élu en Gaule au lendemain du sac de Rome par Genséric ; Majorien, qui prépara contre ce roi une grande expédition maritime, que la trahison fit échouer ; Sévère, dont le triste règne fut marqué par une série de succès et de défaites en Afrique ; Glycérius, Julius Nepos, Romulus Augustule, après lequel l'Empire est remplacé en Italie par les royautes barbares d'Odoacre, puis de Théodoric. C'est pendant cet effondrement du pouvoir impérial que Genséric, victorieux de tant d'adversaires, mourut en 477 à Carthage.

Les deux derniers chapitres, *L'Organisation de la conquête* et *le Gouvernement de Genséric*, contiennent l'histoire intérieure de la royauté vandale, et montrent les conquérants, campés plutôt qu'établis en Afrique, à la fois conservant la plupart des institutions romaines, seules applicables au gouvernement des vaincus, et confisquant les propriétés, exilant les membres de l'aristocratie, persécutant les catholiques. L'histoire de la persécution vandale sous le règne de Genséric est très bien racontée par M. Martroye, qui met en lumière d'admirables épisodes. Au fond, se demande-t-il en terminant, Genséric était-il beaucoup plus barbare que Théodoric, et les Vandales furent-ils beaucoup plus « vandales » que les Goths ? Théodoric n'eut peut-être qu'une supériorité, celle d'avoir régné à Rome et non à Carthage, et d'avoir rencontré chez les Italiens des panégyristes que la postérité

écoute encore avec complaisance. Tel est du moins le jugement de M. Martroye : il est permis de le trouver un peu sévère.

PAUL ALLARD.

**Histoire des conciles d'après les documents originaux**, par C. HEFELE. Nouvelle traduction française faite sur la deuxième édition allemande, corrigée et augmentée de notes critiques et bibliographiques, par un religieux bénédictin de l'abbaye Saint-Michel de Farnborough. Tome I, première partie. Paris, Letouzey et Ané, 1907, in-8 de xv-632 p.

La traduction française du premier volume de l'*Histoire des conciles*, publiée par l'abbé Delarc, avait paru en 1869 : elle comprenait les quatre premiers livres de l'ouvrage, des origines au synode de Sardique, et comptait six cent quarante-sept pages. Le premier volume de la nouvelle traduction, faite sur l'édition allemande de 1873, renferme seulement les deux premiers livres, et se termine avec le concile de Nicée : il a six cent trente-deux pages, plus compactes et de plus grand format. Ce n'est pas que le texte lui-même ait reçu beaucoup d'additions ; mais il a été partout mis au courant des

plus récents travaux de l'érudition et enrichi de longues et nombreuses notes.

Beaucoup d'entre elles ont une grande valeur historique. Je citerai en particulier celles qui accompagnent le paragraphe III de l'Introduction, et rectifient sur des points importants l'opinion d'Hefele, et celles du livre II, relatives à l'histoire de l'arianisme.

Toutes les notes nouvelles sont marquées des initiales H. L., indiquant l'infatigable travailleur dom Leclercq. Les quelques passages intercalés au courant des pages sont mis entre crochets, et signés des mêmes initiales. Il est facile, par conséquent, au lecteur de reconnaître ce qui appartient en propre à la nouvelle édition. Cette part est considérable, et a presque les proportions d'un ouvrage original. Telle qu'elle se présente, cette réédition, remarquable et très précise mise au point d'un ouvrage indispensable à quiconque étudie l'histoire de l'Église, fera le plus grand honneur à l'érudition bénédictine, et ajoutera encore à la renommée acquise, sous la direction de dom Cabrol, par l'abbaye de Farnborough, cet atelier de science française établi sur le sol de la vieille Angleterre.

PAUL ALLARD.

#### IV. — MOYEN AGE

**Les origines de l'ancien France, X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles.** Tome III : *La Renaissance de l'État, la Royauté et le Principat*, par Jacques FLACH, professeur d'histoire des législations comparées au Collège de France. Paris, L. Larose, 1904, in-8 de 580 p.

Ce volume, le troisième du grand

ouvrage de M. Flach, s'ouvre par un tableau de la renaissance de l'État après la décadence carolingienne. Le lien qui unit les hommes, au moins les hommes libres, à ceux qui les gouvernent, est, au X<sup>e</sup> et au XI<sup>e</sup> siècle, d'après l'auteur, non point la foi contractuelle, mais la foi que M. Flach appelle lige et na-

turelle, traditionnelle et symbolique. La foi contractuelle n'interviendra qu'après coup pour corroborer ou modifier les effets de la foi naturelle. C'est cette foi lige qui est le ciment des divers groupements grâce auxquels la société se reconstituera. M. Flach étudie successivement ces groupements. Il attache peu d'importance au groupement territorial, mais fait une très large part au groupement ethnique, au groupement familial (expression large qui comprend le groupement féodal), au groupement domanial et au groupement religieux.

Telles sont les questions traitées dans la première partie, intitulée : *Les bases et les éléments constitutifs de l'État*. La seconde, de beaucoup la plus considérable, est consacrée aux *organes gouvernementaux*. Réservant pour un volume ultérieur le gouvernement ecclésiastique, l'auteur porte son attention sur le gouvernement laïque ; à l'époque qui l'occupe, ce gouvernement est, à son avis, concentré en deux institutions, la royauté et le principat. M. Flach fait d'abord justice de la célèbre théorie du roi suzerain fleffeux, qui nous a été léguée par les feudistes et qui, aujourd'hui, est généralement abandonnée : au surplus, il ne pouvait l'accueillir, étant convaincu que la féodalité est une institution bien postérieure à l'époque où nombre d'historiens croient en apercevoir le plein développement. Il se livre à une étude des vicissitudes du pouvoir royal depuis le temps de l'Empire carolingien jusqu'à celui des premiers Capétiens, ce qui lui donne l'occasion de faire connaître ses opinions sur la prééminence des Carolingiens, sur la suprématie de la nation franque (quelques pages m'ont fait penser

aux idées maîtresses du livre que M. Parisot a consacré au royaume de Lorraine), et sur les royautés nouvelles qui s'élèvent ou tentent de s'élever en Gaule de la fin du ix<sup>e</sup> siècle au xi<sup>e</sup>. Il en vient ainsi à traiter de l'avènement de la maison Capétienne, dont le pouvoir vient, selon M. Flach, de ce fait qu'elle est l'héritière, sinon de la suprématie carolingienne, au moins de la prééminence de la race franque. C'est alors qu'il peut placer un chapitre, capital dans l'économie de son ouvrage, qui est intitulé *les quatre faces de la royauté*. En premier lieu, le roi capétien a la primatie sur les princes de la Gaule, à l'exception des chefs des Bretons et des Gascons plus ou moins indépendants et aussi des chefs des pays de l'Est qui finirent par être rattachés à l'Empire. Dynastes de Flandre, d'Aquitaine ou du Languedoc s'inclinent devant lui parce qu'il est le chef de la race franque à laquelle les autres races sont subordonnées, et aussi (ce point ne peut manquer d'être contesté) parce que l'héritier de Robert le Fort possède, comme *dux Francorum*, une véritable supériorité sur les autres princes et notamment sur les autres ducs. En second lieu, le roi Capétien est le vrai souverain des princes du pays franc, c'est-à-dire de cette région qu'on appelle la *Francia*, composée au xi<sup>e</sup> siècle de la province ecclésiastique de Reims (sauf la portion flamingante où la population franque a fait place à un autre élément fourni par les Saxons), d'une portion des provinces de Sens et de Rouen et de la région d'entre Seine et Loire jusqu'aux marches de Bretagne. L'auteur fait d'ailleurs observer que, soit dans la *Francia*, soit dans les régions étrangères à la

*Francia*, il est des chefs secondaires qui échappent à la domination des princes.

Ceci ne concerne que les *principes* ; quelle est la situation de la royauté vis-à-vis des populations, qu'elles habitent sur le domaine des *principes* ou sur les terres directement soumises au roi ? C'est à propos de ces populations que M. Flach fait apparaître la troisième face du pouvoir royal. Le roi tient en sa sujétion les populations des domaines princiers, compris ou non dans la *Francia*, par l'intermédiaire des princes, qui, en général, rendent au nom de leurs sujets le serment de sécurité dû au monarque. Il y a bien, dans les domaines des princes, des fiefs absolument indépendants, placés en la puissance de chefs secondaires qui ont su se rendre libres de toute suzeraineté, tel ce seigneur de Boibelle en Berry dont les successeurs surent conserver leur indépendance jusqu'au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle ; mais ces fiefs, peu nombreux, sont compensés par d'autres seigneuries, sises au milieu des pays soumis aux *principes* et reliées étroitement au roi dès une époque très ancienne, comme, par exemple, le domaine du vicomte de Bourges, qui, déjà au <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècle, est l'homme lige du roi. Quant aux populations des pays qui relèvent directement du roi sans en être séparées par aucun prince, le roi en est maître, non pas comme roi-duc ou roi-comte, mais tout simplement comme roi. Enfin M. Flach étudie longuement la quatrième face du pouvoir royal, la face religieuse. Il met en lumière le caractère sacré de la royauté et distingue les deux éléments qui, à son avis, constituent l'autorité qu'elle acquit sur l'Église, à savoir le pouvoir spirituel propre-

ment dit, s'appliquant au gouvernement spirituel de l'Église, et les pouvoirs particuliers du roi qui se ramènent à la garde des églises et au droit d'élection aux évêchés, abbayes ou autres bénéfices. Cet exposé de la situation de la royauté à l'intérieur est complété par un chapitre dont l'objet est l'indépendance des monarques français vis-à-vis du Saint-Empire romain et du Saint-Siège.

L'auteur peut alors étudier (et c'est ce qu'il fait dans une série de chapitres) les prérogatives de la royauté et ses pouvoirs : pouvoir législatif, pouvoir exécutif, pouvoir d'imposer, ban royal, pouvoir judiciaire. Il estime d'ailleurs que la souveraineté, dont il s'est efforcé d'analyser minutieusement les éléments, ne se trouvait pas concentrée en la personne du roi ; à divers degrés, deux ordres de personnes y participaient : la famille du roi (les droits acquis au roi l'étaient à sa famille ; il les exerçait en son nom et comme son chef ; le royaume était la propriété indivise de la famille du roi), et la pairie princière, composée des *principes Galliarum*, des princes étrangers à la *Francia*, liés au roi par la fidélité et non par l'hommage. C'est d'eux que devaient sortir, suivant M. Flach, les six pairs laïques du royaume, représentant les six grands groupes ethniques établis en dehors de la *Francia*. M. Flach y trouve l'occasion de faire connaître sa théorie personnelle sur l'origine des pairs de France. Il étudie ensuite les organes et les moyens d'action de la royauté, c'est-à-dire la cour du roi et les grands officiers, l'armée royale, le domaine et le trésor, et enfin les officiers locaux et agents domaniaux.

Après avoir porté son attention

sur la royauté, M. Flach se tourne vers le principat. Dans les dernières pages de ce volume il n'étudie que les princes, laïques et ecclésiastiques, de la *Francia*. Il laisse pour un prochain volume les chapitres où il traitera des principautés extérieures à la *Francia*. L'auteur compte démontrer alors que le lien qui unissait ces principautés à la royauté était « juridiquement très différent de celui qui existait entre le roi et les princes de la Francie. » A son avis, pour être dissemblable, la fidélité des princes de la Gaule n'en fut pas moins réelle ; là même où la sujétion royale se relâcha le plus, là même où elle s'évanouit, on peut découvrir, « au-dessous du principat, et chez les seigneurs, et dans l'Église, et dans les classes populaires, ces fibres multiples et vivaces qui ne cessèrent de rattacher au *rex Francorum*, au successeur de Charlemagne, du grand empereur épique, jusqu'aux parties les plus reculées de la Gaule. »

Telle est la charpente de ce livre, d'une documentation très riche et souvent très neuve, d'une inspiration très personnelle, où l'on rencontre beaucoup de vues originales et de traits lumineux, à côté d'affirmations qui semblent insuffisamment établies, sans compter que l'auteur s'exprime parfois en une langue sibylline qui dépiste le lecteur. Je ne saurais entreprendre ici la discussion critique ; toutefois je ne puis m'empêcher de faire quelques réserves au sujet d'idées émises par M. Flach sur l'histoire religieuse. Par exemple, je ne m'explique pas la comparaison que je trouve établie à la page 213 entre les douze pairs de France et les douze cardinaux (?) qui assistent, les uns le roi, les autres le pape dans l'administration de la justice. — Il est exa-

géré de dire (p. 243) que le roi franc est le chef de l'Église franque, encore qu'il y possède une grande autorité et y exerce beaucoup d'influence. L'histoire de Louis le Pieux ou de Charles le Chauve, par exemple, pas plus que celle de Hugues Capet ou de Robert, ne nous montre le roi chef de l'Église. Il n'est pas exact d'écrire (p. 246) que l'autorité spirituelle de l'évêque de Rome est loin d'être établie dans la première moitié du ix<sup>e</sup> siècle, et d'ajouter que l'Église avait fait de la royauté un sacerdoce chrétien auquel le pape en personne fut subordonné. — Le mouvement pseudo-isidorien est, à mon sens, inexactement apprécié (p. 249). Il semble, d'après l'auteur, qu'il n'ait eu d'autre but que de donner satisfaction aux évêques « qui veulent être maîtres de leur évêché et voudraient en disposer à leur gré. Leur objectif principal est la suppression des chorévêques. » — Contre la prétention qu'émettent parfois les rois de disposer en maîtres des biens ecclésiastiques, une protestation vigoureuse fut élevée à l'époque carolingienne ; par d'innombrables voix l'Église franque affirma son droit ; les Fausses Décrétales sont, pour leur part, une des manifestations variées de ce mouvement. M. Flach n'insiste pas assez, à mon avis, sur cet ensemble de protestations qui tint en échec la prétention royale (p. 257). Le texte de Geoffroy de Vendôme qu'il cite à ce propos se rapporte à une époque qui se trouve en dehors du cadre de son livre ; il y avait bien d'autres textes à citer. — Si l'expression *archidiaconatus* est étrangère à l'époque carolingienne, il ne paraît pas exact de dire que le partage du territoire du diocèse entre les divers archidiacres n'est pas fait à cette



époque (p. 102) ; je veux bien que les capitulaires n'en portent pas la trace, mais on en trouvera la preuve dans les dispositions du concile de Chalon (813) et de Paris (829) aussi bien que dans les *capitula* donnés par Hincmar à ses archidiacres. — Je ne crois pas qu'on puisse dire que l'archiprêtre se confonde avec la décanie à l'époque carolingienne (p. 102), ni que la décanie ne soit qu'une transformation de l'archiprêtre. Je ne crois pas non plus qu'en thèse générale le diocèse du x<sup>e</sup> et du xi<sup>e</sup> siècle puisse être considéré comme un groupe « ethnique » encore plus que territorial » (p. 104) : l'auteur ne me paraît pas d'ailleurs avoir tenu compte de la tendance à faire large la place du principe territorial dont les Fausses Décrétales sont l'expression.

Quoi qu'il en soit, le troisième volume de M. Flach tiendra honorablement sa place à la suite de ses aînés, et représentera avec eux une des entreprises les plus considérables et les plus méritoires qui aient été tentées pour reconstituer l'histoire des origines de la France.

PAUL FOURNIER.

---

**Les grands récits de l'épopée française**, par Louis ROCHE. Paris, Plon, 1905, in-8 de vi-291 p.

Un universitaire normalien, M. Louis Roche, a eu l'heureuse idée, qu'il a réalisée avec beaucoup de tact, de donner à nos écoliers, écolières, étudiants, étudiantes, et aussi aux gens du monde qui les ignorent, la fleur de nos vieilles épopées françaises du xii<sup>e</sup> et du xiii<sup>e</sup> siècle. Il n'a pas mutilé, il n'a pas arrangé sous prétexte de rajeunir, il a seulement abrégé les longueurs, et traduit en claire prose d'aujourd'hui. Ainsi on peut avec

agrément apprendre à connaître ces contes chevaleresques, romanesques et charmants, qui s'appellent le *Voyage de Charlemagne*, *Guillaume d'Orange*, *Ogier le Danois*, *Ami et Amile*, *Jourdain de Blaye*, *Garin le Lorrain*, *Aiol*, *Huon de Bordeaux*, *Raoul de Cambrai*, *Renaud de Montauban*, *Doon de Mayence*, *Berthe aux grands pieds*.

C'est un joli livre, si utile et si bon, qu'on s'étonne qu'il n'ait pas depuis longtemps été fait ; qui peut aller, comme les contes de Perrault, dans toutes les mains, qu'on ne saurait trop répandre puisqu'il nous remet dans nos traditions nationales, nous fait aimer l'allégresse vaillante et la poésie juvénile qui habitèrent jadis l'âme de notre race.

Il n'y a point de notes au bas des pages, et il n'y en a guère besoin, tant le texte est lumineux. Mais l'appendice historique, destiné à nous renseigner sur les vieilles chansons et leurs adaptations modernes, est par trop sommaire : je n'y vois point cité le délicieux recueil poétique de Georges Gourdon, *Chansons de geste*. Et je regrette un tout petit lexique des costumes et traits de mœurs de l'époque ; ou bien, s'il faut pour plaire qu'un livre n'ait rien de l'appareil classique, on pouvait de ci de là semer des images.

GABRIEL AUDIAT.

---

**Les Lombards dans les deux Bourgognes**, par LÉON GAUTHIER. Paris, Champion, 1907, gr. in-8 de xiii-397 p. ; fac-similé (Bibliothèque de l'École des Hautes Études, 156<sup>e</sup> fascicule).

C'est un côté très curieux de l'histoire économique de notre pays que M. Léon Gauthier a traité dans cette étude qui lui valut le titre d'é-

lève diplômé de l'École des Hautes Études et qui a été jugée digne de paraître dans la collection de cette École.

Les Lombards ont laissé en France une trace profonde. Comme les juifs dont ils étaient les rivaux, ce furent des manieurs d'argent. La race avait en eux marqué sa forte empreinte. De nombreuses villes ont conservé le souvenir de ces hôtes entreprenants et retors, qui, tels les membres d'une même tribu, se groupaient dans les mêmes parages et étendaient au loin le réseau puissant de leurs mailles.

Originaires surtout d'Asti, de Chiari et de Plaisance, ils arrivèrent dans les deux Bourgognes à la fin du *xiii<sup>e</sup>* siècle et, de là, se répandirent à travers la France, pénétrèrent dans les Flandres, le pays de Liège et le Brabant, « excitant, dit M. Léon Gauthier, par leurs succès, les convoitises déjà allumées de la nation qui, de nos jours encore, lutte avec le plus d'acharnement et le moins de scrupule pour l'empire universel. »

M. Léon Gauthier a limité son étude aux deux Bourgognes. Il étudie successivement, avec une concision remarquable, les origines de la ville impériale d'Asti, berceau de nombreux et célèbres banquiers lombards; l'introduction des Lombards au comté puis au duché de Bourgogne, leurs relations avec les ducs et les comtes, leur état social, leurs opérations financières, leur commerce et enfin leur expulsion.

A l'appui de ses dires, M. Gauthier a publié une liste des Lombards dont il a retrouvé les traces et de nombreuses pièces justificatives qui, à elles seules, remplissent les quatre cinquièmes du volume.

Parmi ces pièces, nous remarquons un document unique. Ce sont les

marques commerciales apposées au milieu du *xiv<sup>e</sup>* siècle sur les balles de laine apportées au péage de Saint-Jean-de-Losne par des marchands lombards. L'École des Hautes Études a fait reproduire en fac-similé — un peu trop réduit peut-être — ce document curieux.

M. Gauthier a apporté dans la publication de ses textes le soin que savent y apporter d'ordinaire les élèves de l'École des chartes.

FRÉDÉRIC DUVAL.

**Le servage en Bourgogne**, par Gabriel JEANTON. Paris. A. Rousseau, 1906, in-8 de 259 p.

L'ouvrage de M. Jeanton offre une bonne étude sur le servage tant au point de vue juridique qu'au point de vue historique. Après avoir exposé dans l'introduction la condition de l'esclave chez les Romains, l'influence que le christianisme put avoir sur lui, il montre comment, à l'époque de l'invasion des barbares, l'esclavage antique s'était déjà modifié. Quelques siècles après, la législation carolingienne, tout en admettant le principe de l'esclavage, introduit cependant dans ses capitulaires des dispositions plus libérales que dans les lois romaines ou barbares. Ainsi, l'esclave a droit au mariage, est protégé contre les mauvais traitements et ne doit plus être vendu comme un vil bétail. On est donc, grâce à ces dispositions, bien près du servage.

C'est au *ix<sup>e</sup>* siècle, c'est-à-dire vers le milieu de la période carolingienne, que M. Jeanton fait remonter son étude sur le servage. A cette époque, au-dessous des seigneurs et au-dessus des serfs, se trouvent différentes classes de personnes qu'il fait connaître : ce sont les hommes libres,

les *commendati*, les hôtes, les colons. Les serfs eux-mêmes se divisent en serfs domestiques ou non casés, tels que les boulangers, les cuisiniers, les céleriers, etc., et en serfs casés attachés à une exploitation agricole. Comme, au cours des siècles, bien des modifications se sont produites dans l'état des serfs, l'auteur a divisé son travail en deux parties allant du ix<sup>e</sup> siècle au xii<sup>e</sup>, puis du xii<sup>e</sup> au xvi<sup>e</sup> siècle. Dans chacune de ces parties, il étudie successivement les sources du servage, les conditions de la personne du serf, les biens et les charges du serf, et enfin les affranchissements. Un ensemble de chapitres, formant une troisième partie, est même consacré spécialement à cette question. A la fin du volume, M. Jeanton fait ressortir comment le servage disparut peu à peu en Bourgogne aux xvi<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles. La publication des textes coutumiers bourguignons concernant le servage et une bibliographie forment un excellent complément de ce travail bien complet et bien présenté.

J. VIARD.

**Le comté d'Anjou au XI<sup>e</sup> siècle**, par Louis HALPHEN. Paris, Picard, 1906, in-8 de xxiv-428 p.

Sous les premiers Capétiens, l'histoire de France ne peut guère être composée qu'à l'aide de l'histoire locale. Chaque comté ou province, presque chaque ville avait en quelque sorte son autonomie, et les seigneurs retranchés dans leurs châteaux jouissaient d'une quasi-indépendance. Bien que consacré seulement à l'Anjou, le volume de M. Halphen est donc en réalité un chapitre de l'histoire de France. Ce chapitre n'est pas inédit, car bon nombre

d'historiens se sont occupés des comtes angevins dont il retrace l'histoire ; mais aucun ne l'a fait avec l'ampleur et la critique de M. Halphen. Sans négliger ce qui pouvait mettre en relief la physionomie de ses personnages, il s'attache surtout à montrer comment se forma le comté d'Anjou au xi<sup>e</sup> siècle au point de vue territorial et au point de vue interne. Les comtes qui se succédèrent à la tête de cette province pendant ce siècle sont Foulque Nerra, Geoffroi Martel, Geoffroi le Barbu et Foulque le Réchin. Avant de raconter l'histoire de chacun d'eux, M. Halphen a, dans une longue préface, étudié les sources de son travail et fait connaître ce qu'il devait à ses devanciers.

A la mort de Geoffroi Grisegonelle, père de Foulque Nerra, l'Anjou était loin d'avoir l'étendue et la puissance qu'il eut à la fin du xi<sup>e</sup> siècle et pendant le xii<sup>e</sup> siècle. Foulque Nerra, dans ses luttes avec les comtes de Blois, avec les Bretons et avec les seigneurs voisins de l'Anjou, agrandit beaucoup son domaine. Cependant, il ne fut pas seulement un conquérant, mais encore un bon administrateur. Comme il protégeait le clergé, on vit l'Anjou se couvrir d'abbayes florissantes et de belles églises ; de plus, une sage administration lui assura, ainsi qu'à son successeur Geoffroi Martel, le respect de ses vassaux et la suprématie incontestée sur eux. Ses successeurs, et en particulier Foulque le Réchin, ne surent pas continuer d'une manière aussi suivie son œuvre. D'une nature plutôt apathique, ce dernier fit souvent preuve de mollesse ou de peu de persévérance avec les États voisins. Mais malgré tout, grâce surtout aux dissensions qui divisaient les barons, l'État angevin prit sous ses successeurs, dans le

courant du XII<sup>e</sup> siècle, une extension considérable et ses comtes purent monter sur le trône d'Angleterre. A la suite de cette étude faite avec grand soin, M. Halphen donne quelques notes sur les surnoms des comtes d'Anjou au XI<sup>e</sup> siècle, sur les pèlerinages de Foulque Nerra à Jérusalem, sur les chartes de fondation de l'abbaye de Beaulieu près Loches, sur la date du mariage de la comtesse Berthe avec le roi Robert et sur le tombeau de Foulque Nerra. Ce volume se termine par un catalogue des actes de Foulque Nerra, Geoffroi le Barbu et Foulque le Réchin, quelques pièces justificatives et une bonne table des matières.

JULES VIARD.

**Fragments d'anciennes chroniques d'Aquitaine, d'après des manuscrits du XIII<sup>e</sup> siècle. Introduction et texte,** par D. Étienne DARLEY. Bordeaux, Férét et fils, 1906, in-8 de 78 p.

Dans cet opuscule, dom Étienne Darley a publié un ensemble de textes très intéressants pour l'histoire religieuse du sud-ouest de la France. Ils existent à l'état d'interpolation dans deux chroniques anciennes, *Tote l'istore de France*, éditée par M. F. W. Bourdillon, et la chronique dite Saintongeaise du Pseudo-Turpin éditée par M. Th. Auracher. Les premiers de ces textes concernent les fondations de plusieurs églises ou monastères de Bordeaux, d'Angoulême et de Saintes; les seconds renferment des indications se rapportant à Notre-Dame en l'Île, près de Pons, à Sainte-Sone, à Baignes, à Saint-Germain de Lusignan, à Barbezieux, à Saintes, à Oléron, à Blaye et à Bordeaux. Tous ces textes sont publiés avec soin, et l'éditeur en fait

ressortir l'importance dans une bonne et longue introduction.

J. VIARD.

**Le sac de la cité de Limoges et son relèvement (1370-1404),** par Alfred LEROUX. Limoges, Ducourtieux et Gout, 1906, in-8 de 78 p. (Extrait du *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, 1906).

La prise de la ville de Limoges par le prince Noir, le 19 septembre 1370, a toujours été considérée comme un des épisodes les plus tristes de la guerre de Cent ans. Se basant sur le récit de Froissart, tous les historiens étaient d'accord pour flétrir la mémoire du prince de Galles, assez cruel pour avoir fait passer presque toute la population de cette ville au fil de l'épée. M. Leroux, qui étudie avec tant de soin l'histoire du Limousin, voulut se rendre compte de ce qu'il y avait d'exact dans Froissart. Après l'avoir soigneusement mis en parallèle avec tous les témoignages contemporains, il est arrivé à cette conclusion que le chiffre de victimes donné d'après lui dépasse de beaucoup la réalité.

En somme, la ville fut dévastée et mise à sac par les Anglais, et elle fut longtemps à se relever de ses ruines, mais le nombre de trois mille tués, fourni par le chroniqueur du XIV<sup>e</sup> siècle et ensuite par un grand nombre d'historiens, doit être mis au rang des légendes. Après avoir ainsi rétabli la vérité historique, M. Leroux donne un tableau aussi exact que possible du désastre subi par la ville, et termine son travail en montrant comment elle parvint peu à peu à se relever de ses ruines.

JULES VIARD.

**Monumenta de l'histoire des abbayes de Saint-Philibert** (Noirmoutier, Grandlieu, Tournus), publiés, d'après les notes d'Arthur Giry, par René POUPARDIN. Paris, A. Picard et fils, 1905, in-8 de LIII-137 p. (Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire.)

L'édition des *Monuments de l'histoire des abbayes de Saint-Philibert* avait été préparée par M. Giry, qui avait déjà révisé sur le manuscrit actuellement conservé à Tournus la *Vita* et les *Miracula sancti Filiberti* composés au ix<sup>e</sup> siècle par le moine Ermentaire, et le *Chronicon Trenorchienne* rédigé au xi<sup>e</sup> par Falcon. Toute une série d'actes royaux et pontificaux avaient été également recueillis par lui afin de servir d'appendice à cette publication. La mort est venue malheureusement l'empêcher de mettre cette œuvre à jour et ce soin fut confié à l'un de ses meilleurs élèves, M. Poupardin, qui a parfaitement rempli cette mission.

Dans une longue et substantielle introduction, il retrace d'abord la vie de saint Philibert. Né entre 616 et 620 environ, il fut probablement le compagnon de saint Éloi et certainement celui de saint Ouen. Entré de bonne heure au monastère de Rebais dirigé alors par saint Aile, Philibert fit plusieurs voyages avant de fonder vers le milieu du vii<sup>e</sup> siècle, sous l'invocation de Saint-Pierre, le monastère de Jumièges. On lui doit encore la fondation de plusieurs autres abbayes, entre autres de celles de Montivilliers et de Noirmoutier, où il mourut peu après 685. Si la vie de saint Philibert est intéressante à consulter pour l'histoire de la période mérovingienne, le récit de ses miracles et surtout du transfert de ses reliques à Déas, puis à Tournus,

n'offre pas moins de renseignements curieux sur une partie du ix<sup>e</sup> siècle. L'île de Noirmoutier commença à subir les incursions des Normands dès l'année 819. Pour se soustraire aux fureurs de ces païens, les disciples de Philibert se retirèrent d'abord à Déas sur la Boulogne, emportant avec eux les reliques de leur fondateur, puis à Cunault près de la Loire, ensuite à Messay en Poitou, à Saint-Pourçain en Auvergne, et enfin à Tournus, où ils purent s'établir définitivement. A la suite du récit de toutes ces translations, se trouve en appendice l'analyse de vingt-neuf diplômes carolingiens concernant les abbayes de Saint-Philibert. Un index bibliographique et une table des noms de personnes et de lieux permettent d'utiliser facilement ce volume fait avec grand soin.

J. VIARD.

**La Jeunesse de Louis XI (1423-1443)**, par Marcel THIBAUT. Paris, Perrin, 1907, in-8 de 554 p., planches.

En annonçant ici même, il y a quelques années (t. LXXIV, p. 302), un ouvrage de M. Thibault sur *la Jeunesse d'Isabeau de Bavière*, nous espérions que l'auteur achèverait de nous raconter l'histoire de la reine ; et voici qu'au lieu de cette suite attendue il nous donne une histoire de la jeunesse de Louis XI. Il est vrai qu'il ne fait que reprendre ici un sujet déjà traité par lui dans un mémoire présenté à l'Université de Paris en 1897. Il est vrai aussi que nous n'avons pas encore d'histoire complète et définitive du grand roi et qu'un ouvrage qui nous fait assister à ses débuts et à la formation de son caractère ne peut être que le

bienvenu, surtout quand l'auteur, comme M. Thibault, joint aux qualités de l'érudit celles de l'écrivain.

M. Thibault, qui sait tirer le meilleur parti de ses documents, a remis son héros dans son cadre et s'est efforcé, non sans bonheur, de démêler la part des influences exercées sur sa formation par le milieu dans lequel il vécut. Sa tendance le porte visiblement à l'étude des caractères et il n'a rien négligé pour se faire et pour nous donner une idée de celui que Louis XI manifesta dans ses premières années.

La triste situation de la monarchie au temps de la naissance du jeune prince (3 juillet 1423), le cadre où s'est écoulée sa première enfance, dans le sombre donjon de Loches, puis au château d'Amboise, l'influence que purent exercer sur sa formation la dame de La Tremoille, puis Jean Majoris, la sérieuse éducation qui lui fut donnée, son mariage à treize ans avec Marguerite d'Écosse, ses années d'apprentissage, ses premières armes, son rôle en Languedoc, la part qu'il prit à la Praguerie, sa conduite comme lieutenant du roi, au siège de Dieppe notamment, son œuvre en Suisse et en Alsace, ses querelles avec la maison de Bourgogne, ses ambitions déçues, sa mésintelligence avec une femme qu'il n'avait pas choisie et dont toutes les tendances étaient opposées aux siennes, son attitude étrange dans la maladie qui la conduisit au tombeau, nous sont tour à tour narrées par M. Thibault, qui trouve l'occasion dans chaque événement de démêler quelque trait de la physionomie morale de son personnage.

Peut-être force-t-il parfois un peu la note ; est-il bien sûr, par exemple,

que dans la Praguerie la responsabilité personnelle de Louis soit aussi tranchée qu'il le dit ? Mais cela n'infirmes point sa conclusion ; et les paroles qui terminent son ouvrage semblent caractériser au mieux son triste héros : « A considérer son âme dès lors si aride et son esprit devenu à ce point calculateur que les facultés positives seules semblaient y fonctionner, on a l'impression qu'à vingt-deux ans, Louis, au moral, était déjà entré dans l'âge mûr ; du moins, il avait arraché de son cœur la tendresse, l'enthousiasme, la générosité, la fantaisie, toutes les fleurs de la jeunesse. »

Nous ne pouvons, en terminant, que souhaiter de voir M. Thibault poursuivre ses études et donner une suite aux deux ouvrages excellents dont nous lui sommes déjà redevables.

E.-G. L.

**Der Portiuncula-Abläss. Eine kritisch-historische Studie,** par le docteur Pierre-Antoine Kirsch. Tübingen, H. Laupp, 1906, in-8 de 95 p. (Extr. de la *Theolog. Quartalschrift*, 1906, fasc. 1 et 2).

Le docteur Kirsch étudie la valeur de l'indulgence de la Portiuncule au point de vue historique, et le fondement juridique de cette indulgence dans le droit ecclésiastique. Il relève le dédain de saint François pour les privilèges et le silence des premiers écrivains (Alexandre de Halès et saint Bonaventure) au sujet de l'indulgence ; il rattache enfin l'origine historique de la Portiuncule aux années 1288-1295.

Il est clair que le silence de Thomas de Celano, en 1229, en 1247, une troisième fois en 1257, est une cause de réflexions. Mais n'avons-nous pas un témoignage de 1277, celui de Be-

noit d'Arezzo ? Ce Benoît d'Arezzo, il est vrai, est sujet à caution, en ce sens qu'il ne devait pas manquer d'imagination : la récente brochure du R. P. Golubovich est là pour le prouver (cf. *Études franciscaines*, t. XVI, 1906, p. 100 et 101). Mais cette attestation, ne la retrouvons-nous pas dans d'autres documents de la même époque ?

Et si la Portioncule doit son origine au parti de Sainte-Marie des Anges, comment expliquer alors certaines paroles prêtées au bienheureux François de Fabriano, qui n'était pas de ce bord ?

Il nous semble que le problème est à reprendre. Il est difficile, parce que là s'agit une question primitivement classée parmi les *Secreta ordinis*. Mais en s'attachant à Benoît d'Arezzo et à François de Fabriano, en refaisant le travail de Wadding, peut-être pourra-t-on éclairer cette difficulté tout à fait intéressante.

A la suite de la publication du docteur Kirsch, deux savants ont applaudi à ses conclusions : mon ami, le R. P. Van Ortoy (*Analecta Bollandiana*, 1<sup>re</sup> fasc. de 1907, cf. *Anal. Boll.*, t. XXI, p. 372 à 380), et le docteur N. Paulus (*Literarische Beiträge des kölnischen Volkszeitung*, numéro du 26 juillet 1906), auquel on devait déjà *Die Bewilligung des Portiuncula-Ablases* (dans *der Katholik* de Mayence, 1899, p. 99-125). On me permettra de me tenir pour l'heure sur la réserve, tout en faisant remarquer que si la première représentation artistique des stigmates est des environs de 1230, celle de la Portioncule, due à Puccio Capanna, n'est que du milieu du XIV<sup>e</sup> siècle (H. Thode, *Franz von Assisi*, 2<sup>e</sup> éd. de 1904, p. 174).

P. UBALD D'ALENÇON.

**Nuovi studi danteschi. Il purgatorio e il suo preludio**, par Francesco d'Ovidio. Milan, U. Hoepli, 1906, in-8 de xvi-634 p.

Dédié à la mémoire de Gaetano Negri, l'ouvrage de M. d'Ovidio est une étude minutieuse, à tous les points de vue, de la deuxième partie du poème dantesque. On y trouvera donc non seulement des considérations d'ordre général, par exemple sur les sources sacrées ou profanes auxquelles a puisé le poète, des rapprochements, parfois inattendus, avec d'autres auteurs, tels que Cervantes, Shakespeare, Milton, Manzoni, mais aussi des remarques sur les personnages et les événements cités ou visés dans les trente-trois chants du Purgatoire. Les textes des Pères de l'Eglise y sont étudiés, et l'on relève jusqu'à des recherches philologiques, comme sur l'accentuation et la valeur métrique du mot *poesis*. Toutefois, ces nombreux passages du poème qui, suivant de Sanctis, ne sont plus pour nous que des listes arides de noms et de faits ou d'insaisissables allusions politiques, ont été assez étudiés pour que M. d'Ovidio ait surtout développé le côté exégétique et se soit particulièrement attaché à l'explication et à l'interprétation du texte. Joignant aux conférences inédites qu'il a faites à Rome, à Naples, à Milan ou à Campobasso, tout ce qui a été écrit à ce propos, il nous fait passer « des considérations les plus élevées aux plus humbles ; du débat herméneutique ou de l'examen d'une variante, on retourne à une ample discussion historique ou théologique, ou à l'étude d'une source littéraire ; et les considérations psychologiques ou esthétiques, qu'elles soient synthétiques ou analytiques, générales ou particulières, de fond ou

de forme, arrivent, quand l'occasion se présente, disséminées entre choses moins aptes à émouvoir l'imagination ou le sentiment. • Signalons, entre autres, les passages relatifs à Caton, aux prières et aux cantiques, aux sept psaumes et leur origine, aux rapports entre l'Énéide et les visions antérieures à Dante, spécialement le livre de Mathilde de Hackeborn et celui de Mathilde de Magdebourg, à Stace, etc., et nous n'aurons donné qu'une idée incomplète du copieux ensemble des matériaux variés que renferme ce nouvel ouvrage.

AGG. COULON.

OTTO KARMIN. *La legge del Catasto fiorentino del 1427*. Testo, introduzione e note. Firenze, Seeber, 1906, in-8 de 79 p.

Ce volume contient : deux pages et demie de préface (p. 5-7) où il est dit que le *Catasto* florentin du xv<sup>e</sup> siècle est une des questions les plus importantes de l'histoire économique du xv<sup>e</sup> siècle ; que ce document est très mal connu et peu utilisé ; que M. Léon Say a plagié Canestrini ; — la description sommaire (p. 9-10) du manuscrit de l'*Archivio di Stato* de Florence ; — la publication des *pubbliche degli ordini del catasto facti per gli oportuni consigli*, c'est-à-dire les provisions du 22 mai 1427 ; — en appendice, des extraits des *ordini*, arrêtés pris par les premiers officiers du *Catasto* (1427-1431). Texte et extraits sont fort intéressants. Il est probable que M. Karmin a fait imprimer le texte pour servir de fondement à quelque cours d'histoire économique et qu'il se réserve de l'expliquer et de le commenter avec ses étudiants ou du moins devant eux. C'est pourquoi il n'a donné ici aucune explication et,

T. LXXXII. 1<sup>er</sup> JUILLET 1907.

sauf deux ou trois variantes, aucune note. Je me borne donc à signaler ici cette publication de texte, non moins importante pour l'histoire du droit que pour celle de Florence. Il faut attendre que M. Karmin en donne le commentaire pour y revenir utilement.

L.-G. P.

**Kreuzablass und Almosen-ablass**, eine Studie über die Fruhzeit des Ablasswesens, von Adolf GOTTLOB (*Kirchenrechtliche Abhandlungen*, herausgegeben von Doktor Ulrich Stutz, 30-31 Heft). Stuttgart, Enke, 1906, in-8 de xiv-316 p.

Impossible de s'occuper des trois derniers siècles qui précédèrent la Réforme, sans se heurter à chaque pas à l'« Indulgence ». Nous la voyons, en effet, tantôt subvenir aux frais des guerres contre les infidèles ou à soulever les peuples contre les princes et les nations rebelles à l'autorité de l'Église, tantôt favoriser l'érection de sanctuaires ou la construction d'édifices d'utilité publique. Impossible encore d'étudier la révolution produite par la révolte de Luther sans s'être d'abord préoccupé de l'origine et du développement d'une pratique religieuse à laquelle tant de reproches ont été adressés à ce propos. Il ne semble pas qu'on puisse rattacher l'indulgence aux rémissions pénitentielles dont l'ancienne Église nous fournit des exemples. L'auteur lui assigne une origine beaucoup plus récente. Pour lui, Léon IV<sup>e</sup> (847-855) semble en avoir lancé la première idée pratique en promettant le salut à ceux qui tomberaient sous les coups des infidèles. Jean VIII (872-882) développa encore cette doctrine qui, avec les croisades, va prendre une ampleur inattendue.

21



Les expéditions lointaines, on le comprend, ne permettaient pas d'accomplir régulièrement la pénitence canonique, les risques de la guerre vinrent à en tenir partiellement lieu, et c'est ainsi que s'est insensiblement fixée la discipline d'une compensation pénale réalisée par la prise de la « croix.... » ainsi également qu'allait rapidement disparaître le régime de l'ancienne expiation pénitentielle! La voie était ouverte, on allait fatalement y marcher. Les besoins d'argent se multipliaient pour l'équipement et l'entretien des armées envoyées contre les Sarrasins; il fallut donc, pour exciter la générosité, faire participer les donateurs aux avantages spirituels dont jouissaient ceux qui portaient effectivement les armes. Voilà comment l'indulgence proprement dite, accordée en vue d'aumônes, vint se substituer à la dispense de pénitence régulière primitivement accordée aux guerriers. M. Gottlob, avec une admirable patience d'investigation, découvre les premières traces de cette sorte d'indulgence type, dans les faveurs spirituelles offertes par certains évêques du Midi pour la coopération prêtée à la reconstruction de sanctuaires anéantis par les Sarrasins (Privilèges de Cuxa, Fluviano, Maria-Arulas). Il les étudie ensuite dans leur épanouissement progressif et nous les montre prenant leur entier développement sous le pontificat d'Innocent III et dans les commentaires d'Alexandre de Halès, de Raymond de Pennafort, de Guillaume de Saint-Amour et d'Albert le Grand. Respectueusement, sans doute, mais en déployant un luxe d'arguments admirablement groupés, l'auteur nous montre ainsi dans les indulgences un instrument de puissance politique au service de la papauté, qui est bien

l'aspect primitif de notre indulgence moderne, considérée uniquement dans l'état actuel de l'Église comme moyen de sanctification. Il confirme les conclusions du célèbre jésuite bollandiste Papebroch, établissant qu'avant le XI<sup>e</sup> siècle, en dépit des ébauches qui l'annoncent, l'*indulgence* était encore ignorée, et donne au travail de Karl Müller, sur la transformation au XII<sup>e</sup> siècle de l'antique discipline pénitentielle, un commentaire inattendu d'une haute portée historique. Mais, nous ne pouvons qu'indiquer quelques-unes des idées essentielles de ce livre rempli d'érudition : c'est chaque chapitre qu'il faudrait analyser en détail pour montrer avec quel soin les données documentaires ont été utilisées et avec quelle perspicacité l'auteur a dégagées ses conclusions de l'obscurité des textes et du conflit des institutions. Admirablement préparé à son œuvre par la publication d'un livre paru en 1892 sur les contributions financières destinées aux frais des croisades, et par la connaissance approfondie de la littérature spéciale qui s'est ensuite développée sur cette matière, il a éclairci divers points dont l'importance ne se confine pas uniquement au domaine historique, mais dont l'exposé doctrinal ou canonique de la question des indulgences aura désormais à tenir compte.

G. PÉRIES.

**Consuetudines monasticæ. II.**  
*Consuetudines Cluniacenses antiquiores necnon Consuetudines Sublacenses et Sacri Specus nunc primum ex variis apographis inter se collatas*, edidit Bruno ALBERS. Typis Montis Cassini, 1905, in-4 de 239 p.

Dom Bruno Albers, bénédictin de

l'abbaye allemande de Beuron, a repris en sous-œuvre le travail fort intéressant d'un autre Bénédictin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Marquart Hergott, qui avait réuni, dans un volume intitulé *Vetus Disciplina monastica* (Paris, 1726, in-4), un certain nombre de documents inédits intéressant la discipline monastique au moyen âge. Ces textes demandaient à être revus soigneusement et passés au crible d'une critique sévère. Le P. Albers commença par publier, d'après un manuscrit romain, un texte meilleur des *Consuetudines Farfenses* d'Hergott (Stuttgart, 1900, in-4). Il a reconnu depuis que ces coutumes appartenaient à un monastère clunisien du XI<sup>e</sup> siècle. De nouvelles recherches lui ont mis entre les mains des *Consuetudines* manuscrites, qui avaient échappé à ses devanciers. Il en publie quelques-unes dans le volume que nous présentons aux lecteurs de la *Revue*.

Les deux plus anciennes portent le titre de *Consuetudines Cluniacenses antiquiores*. Les premières, qui se trouvent dans deux manuscrits romains, remontent au début de l'abbatiate de saint Mayol, entre 964 et 994; c'est, de fait, le texte des coutumes clunisiennes le plus ancien que nous possédions. En l'étudiant de très près, Dom B. Albers conclut qu'il repose sur un texte antérieur, dont la rédaction remonterait au commencement du IX<sup>e</sup> siècle. Les secondes *Consuetudines* ne sont qu'un développement des premières, rédigées dans un monastère clunisien entre 996 et 1030. Viennent ensuite les *Consuetudines Sigeberti abbatis*; ce Sigebert doit être identifié, d'après l'éditeur, avec Siegfried, abbé de Gorze, disciple du célèbre abbé Guillaume, fondateur de Saint-Bénigne de Dijon, et

de Fructuaria, disciple lui-même de saint Mayol. Les trois textes se rattachent donc de très près à la tradition monastique de Cluny, telle qu'elle se montrait à la fin du X<sup>e</sup> et au commencement du XI<sup>e</sup> siècle. De très intéressantes *Consuetudines* du monastère de Subiaco et un *Officium parvum sancti Benedicti*, auquel ces coutumes font allusion, terminent ce volume.

Dom Bruno Albers annonce déjà la publication de deux autres *Consuetudines* inédites, celles de Saint-Florent de Saumur et de Fructuaria, qui ont avec celles de Cluny d'étroites relations. Ses recherches dans les diverses bibliothèques de l'Europe lui feront certainement découvrir des textes nouveaux, qui permettront de suivre le rayonnement dans les divers monastères de la vie religieuse, telle que les fondateurs de Cluny la concevaient. Ces documents sont pour l'histoire monastique de la plus haute importance. Leur intérêt va plus loin encore. Les coutumes des anciennes abbayes ne contiennent pas seulement de précieuses indications sur les observances et l'organisation des monastères; on y trouve un exposé au jour le jour de la liturgie que suivaient les moines. Elles ne sauraient tenir lieu, cela va sans dire, des documents liturgiques eux-mêmes; mais elles les commentent et les illustrent de la manière la plus heureuse, lorsqu'ils existent; s'ils n'existent plus, elles suppléent dans une certaine mesure à leur défaut. Les premières coutumes clunisiennes offrent à ce point de vue un grand intérêt.

J. BÉSSÉ.

**Cartulaire de l'abbaye de Notre-Dame de la Merci-Dieu, autrement dite de Bécheron, au diocèse de Poitiers**, publié par M. AL. CLOUZOT. Poitiers, Société française d'imprimerie, 1905, in-8 de xxiv-456 p. (*Archives historiques du Poitou*, XXXIV.)

L'abbaye de Bécheron, qui prit dans la suite le nom de la Merci-Dieu, *Misericordia-Dei*, appartenait à l'ordre de Cîteaux. Ses premiers moines vinrent de Chaalis, en 1151, année de sa fondation. Les seigneurs de Preuilley, sur les terres desquels ils s'établirent, se montrèrent généreux à leur endroit. Le domaine primitif de l'abbaye se développa vers l'ouest et le nord dans le Poitou et la Touraine par les donations, les achats et les échanges. On peut suivre ce progrès, année par année, au moyen des trois cent cinq documents que renferme le cartulaire. Ils vont de 1151 à 1291. Ce cartulaire, qui était en assez mauvais état, méritait de fixer l'attention de la Société des archives historiques du Poitou. M. l'abbé de Clisson avait commencé à en préparer la publication ; M. Clouzot a complété et terminé son travail. Rompu aux méthodes rigoureuses de l'érudition moderne, il n'a rien négligé de ce qui pouvait faire ressortir l'intérêt de ces textes et en rendre l'usage facile.

Comme dans la plupart des cartulaires, on y trouve des bulles, dont plusieurs ont naturellement échappé à Potthast, des diplômes royaux, des actes émanant de la chancellerie épiscopale de Poitiers ou de celle des sires de Preuilley, de l'Île-Bouchard, de Châtellerault et de Chauvigny. On peut, grâce à ces derniers, compléter la liste de ces divers seigneurs. La Merci-Dieu a eu des relations avec

les abbayes d'Angle et de Preuilley, et avec les principaux dignitaires ecclésiastiques de la région ; on en retrouve la trace dans le cartulaire.

L'éditeur a eu soin de signaler lui-même les usages intéressants, mentionnés dans l'un ou l'autre de ces documents. Il y a une série de pièces relatives aux oblates, qui donnaient au monastère leurs personnes, leurs biens et leur travail. Il y est question des colons ou étrangers, qui venaient exploiter les forêts, et des maîtres d'école, locataires des moines ; mais on ne sait rien de leur condition. On constate l'existence de carrières, de fabriques de tuiles et de moulins. Les moines cultivaient la vigne, l'avoine, le froment, l'orge et le seigle. Les noyers leur fournissaient des provisions d'huile. A remarquer la coutume qu'avaient les gens de l'abbaye de placer une croix sur leurs maisons.

M. Clouzot a recherché les documents originaux et les copies de l'ancien chartrier, qui ont échappé à la destruction. Ces indications seront très utiles à qui voudrait faire l'histoire de la Merci-Dieu. La liste des abbés (xii<sup>e</sup>-xiii<sup>e</sup> siècles), qu'il a dressée à l'aide du cartulaire, montre une fois de plus les lacunes de la *Gallia christiana*. Il publie en appendice la *Notice des premières donations faites aux religieux* avant le 27 septembre 1151, et une série de documents négligés par le compilateur du cartulaire ; un extrait de l'obituaire, qui est perdu, d'après une copie de Dom Estiennot, et le catalogue des livres du monastère à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, toujours d'après Dom Estiennot. Une table chronologique des documents et une table alphabétique des noms propres et des matières terminent ce volume. Il fait honneur à l'auteur et

à la *Société des archives historiques du Pottou*.  
J. BESSÉ.

**Inventaire analytique des Diversa Cameraria des archives vaticanes (1389-1500), au point de vue des anciens diocèses de Cambrai, Liège, Théroutanne et Tournai**, par Dom Ursmer BERLIÈRE, de l'abbaye de Maredsous. Paris, Champion, 1906, in-8 de ix-328 p.

On inscrivait dans les *Diversa Cameraria* tous les actes, émanant de la Chambre apostolique, qui ne pouvaient trouver place dans les séries existantes, telles que quittances des services, comptes des collecteurs, enregistrement des recettes et dépenses. C'est, remarque Dom Berlière, un fouillis de documents de tous genres, dont le dépouillement est fort ingrat; on y trouve des correspondances des camériers avec leurs agents, des nominations d'employés, des ordres de paiement, des lettres de recommandation, des passeports, etc. Ces registres embrassent la période qui s'étend d'Urbain VI à Grégoire XIII. Ils contiennent de nombreuses indications sur le fonctionnement de la Chambre apostolique, sur le personnel de la chancellerie apostolique et de la chapelle pontificale, sur les relations des prélats et bénéficiers avec la cour romaine.

Dom Berlière a dépouillé les soixante-trois premiers registres, qui vont de 1389 à 1500, pour y trouver huit cent treize actes, intéressant les anciens diocèses de Cambrai, Liège, Théroutanne et Tournai, dont il publie une analyse suffisante. Ce sont des actes relatifs à la nomination de fonctionnaires de la cour romaine, des renseignements envoyés aux collecteurs pour l'exercice de leur

charge, des nominations à un bénéfice, des prorogations de terme pour les annates ou autres redevances, des vidimus de quittances, des contrats pour des travaux à exécuter, des attestations de visite *ad limina*, des ordres de rendre compte, des mandats de paiement, des sauf-conduits, etc. Le nom des intéressés, leurs qualités, l'église à laquelle ils sont attachés ou l'ordre auquel ils appartiennent, s'il y a lieu, la charge ou l'affaire en question, tout est indiqué avec précision. La date surtout n'est jamais omise. On a donc là, sur le personnel des églises et sur les officiers ecclésiastiques, des renseignements qu'on chercherait vainement ailleurs. Pour qu'un travail de ce genre soit utile, une table des noms de lieux et de personnes est indispensable. Dom Berlière excelle à dresser ces répertoires; ce qui donne à ses publications une valeur pratique bien appréciable.

Il donne, à son volume, une annexe de cinquante-sept pièces, dont la teneur permet de se rendre compte de la nature des actes que renferment les registres dépouillés. Nous signalons l'autorisation donnée par Martin V de séculariser l'abbaye de Saint-Ghislain (1429), et la révocation de cette bulle par Eugène IV, un contrat pour des travaux à exécuter à Avignon par Husemant, tapissier (1429), un accord conclu entre le Saint-Siège et Charles, duc de Bourgogne, pour la vente de l'alun dans les domaines du duc (1466), une ordonnance du duc Charles de Bourgogne sur le monopole de la vente de l'alun pontifical dans ses domaines (1468), une bulle de Pie II relevant de l'excommunication les membres du clergé de Liège qui n'avaient pas observé l'interdit lancé par l'évêque

et confirmé par Pie II (1470), la révo-  
cation d'une bulle accordée à l'évêque  
de Cambrai (1488), et une sentence  
d'excommunication contre l'évêque  
de Cambrai, Henri, pour retard de  
paiement de sommes dues à la  
Chambre apostolique (1494).

J. BESSE.

**Untersuchungen zur Überle-  
ferungsgeschichte der äl-  
testen lateinischen Mönchs-  
regeln**, von Dr. Heribert PLENKERS.  
München, Oskar Beck, 1906, in-8  
de 100 p. et 2 pl.

M. le docteur H. Plenkens est chargé  
par l'Académie de Vienne de préparer  
l'édition des règles monastiques la-  
tines. Son travail est déjà fort avancé.  
La dissertation que nous présentons  
aux lecteurs de la *Revue des questions  
historiques* donne le résultat de ses  
recherches en ce qui concerne la règle  
de saint Benoît. Dom Schmid de Met-  
ten et le docteur Traube s'étaient  
occupés avant lui de cette question,  
sans arriver à des conclusions aussi  
rigoureuses, et, on peut ajouter,  
aussi définitives.

Les manuscrits de la règle de saint  
Benoît de la période franque (ce sont  
les seuls dont notre auteur s'occupe)  
dériver de deux sources différentes,  
un texte officiel corrigé par ordre de  
Charlemagne sur le texte même du  
Mont-Cassin et les textes en usage  
dans les monastères antérieurement  
à Charlemagne, se rattachant au texte  
primitif moyennant des changements  
motivés par des besoins locaux. Le  
texte normal de Charlemagne est re-  
présenté par une copie fidèle que  
deux moines de Reichenau, Grimald  
et Tatto, exécutèrent à Aix-la-Cha-  
pelle, et qui est conservée à la biblio-  
thèque de Saint-Gall; dom Germain  
Morin l'a publiée, en 1900, au Mont-

Cassin. Les manuscrits 2232 de  
Vienne, 19408 et 28118 de Munich,  
un codex de la cathédrale d'Augs-  
bourg et deux du Mont-Cassin peu-  
vent encore aider à la reconstitution  
du texte normal de Charlemagne. Le  
manuscrit 28118 de Munich n'est  
autre qu'un exemplaire du *Codex re-  
gularum* de saint Benoît d'Aniane,  
contemporain du saint, dont les  
lacunes peuvent être comblées grâce  
à deux copies conservées à Utrecht  
et à Cologne.

Le texte de Charlemagne peut être  
vérifié ou amélioré par la comparai-  
son avec les textes de la traduction  
dite vulgate. Le plus ancien se re-  
trouve dans le corps de la règle de  
saint Donat de Besançon, composée  
au VII<sup>e</sup> siècle. Nous avons ensuite  
ceux contenus dans les manuscrits  
d'Oxford, de Vérone, et 916 du  
Mont-Cassin. Voilà les matériaux  
dont M. Plenkens dispose pour établir  
son texte de la règle bénédictine.  
L'étude qu'il fait de chacun de ces  
manuscrits constitue par elle-même  
une contribution précieuse à l'histoire  
monastique.

Il publie en appendice une disser-  
tation sur les rapports d'Holstenius  
et des Bénédictins de Saint-Germain  
des Prés pour l'édition du *Codex re-  
gularum*; les passages de la *Regula  
Cassiani*, que saint Benoît d'Aniane  
avait mis dans sa *Concordia regu-  
laris*.  
J. BESSE.

**Die älteren Beziehungen der  
Slaven zu Türko-Tataren  
und Germanen und ihre so-  
zial-geschichtliche Bedeu-  
tung**, von J. PEISKER. Berlin, Kohl-  
hammer, 1905, in-8 de x-243 p.

Ce livre, très fouillé, est destiné  
aux spécialistes. En 1896, M. Peisker  
avait été chargé par la *Revue des*

*sciences sociales* d'analyser l'ouvrage de M. Jules Lippert sur *la Bohême avant l'apparition des Hussites*. L'étude entreprise à cette occasion prit peu à peu de vastes proportions. Il s'agissait avant tout de mettre en lumière les relations des anciens Slaves avec les Turco-Tatars et les Germains, et de déterminer l'influence exercée par ces relations sur la vie et les conditions sociales des

Slaves. Le sujet était neuf et hérissé de difficultés. M. Peisker a eu le courage de les affronter, et, au lieu d'une analyse, il nous a donné un nouvel ouvrage, où, tout en rendant justice à M. Lippert, il défend des opinions absolument contraires aux siennes. On y trouvera une masse de détails intéressants et de fines observations.

P. S. P.

## V. — RENAISSANCE. — RÉFORME

**Espagnols et Flamands au XVI<sup>e</sup> siècle.** *La domination espagnole dans les Pays-Bas à la fin du règne de Philippe II*, par Ernest GOSSART. Bruxelles, H. Lamertin, 1906, in-8 de viii-303 p.

J'ai rendu compte ici même, il y a moins de deux ans (*Revue des questions historiques*, t. LXXVIII, p. 677), du volume excellent écrit par M. E. Gossart sur *l'Établissement du régime espagnol dans les Pays-Bas et l'Insurrection*. Le présent volume, qui fait partie de cette même série consacrée par le savant membre de l'Académie de Belgique aux « Espagnols et Flamands au XVI<sup>e</sup> siècle », ne le cède point en intérêt au volume précédent. Dire, d'ailleurs, qu'il se rapporte à la fin du règne de Philippe II, alors que ce fils de Charles-Quint faisait assassiner le prince d'Orange, concevait l'idée de cette lutte contre l'Angleterre qui devait aboutir au désastre de *l'Invincible Armada*, méditait et réalisait ces interventions armées en France si curieuses pour l'histoire de la Ligue, c'est dire que le nouveau livre de M. Gossart se rapporte à l'une des périodes les plus intéressantes de l'histoire de l'Europe au point de vue spécial des Pays-Bas : on

y trouve l'histoire de leur gouvernement par les Requesens, les don Juan d'Autriche, les Alexandre Farnèse, et celle de leur cession par Philippe II aux archiducs Albert et Isabelle. Un excellent jugement sur « Philippe II souverain des Pays-Bas » termine ce livre, à tous égards remarquable, et que complète, avec une ample bibliographie, toute une série de documents inédits présentant un intérêt de premier ordre pour l'histoire de la France pendant la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle.

ARMAND D'HERBOMEZ

Antonio PILOT : **L'alchimista Marco Bragadin a Venezia.** Une brochure in-8 [extrait de *Pagine Istriane*, III]. Capodistria, Priora, 1905.

— **Filippo II di Spagna in una canzone inedita di Cello Magno.** Une brochure in-8 [extrait de la *Nuova Rassegna*]. Firenze, 1905.

— **Anche Cello Magno.** Une brochure in-8 [extrait de *l'Ateneo Veneto*, XXVIII, 1905]. Venezia, A. Pelizzato, 1905.

M. Pilot continue, dans ces diverses brochures relatives à des événements de second ordre et à des personnages peu connus, la vaste et pa-

tienne enquête qu'il a entreprise sur les mœurs littéraires et sociales de Venise au xvi<sup>e</sup> siècle. Ce n'est que par des recherches de détail, par des enquêtes sur ces infiniment petits, par la mise en lumière et par la mise en œuvre de tant de textes encore inédits, qu'on arrivera à une connaissance vraiment positive de l'histoire vénitienne, et surtout à une compréhension nette de cette complexité somptueuse et touffue que fut la vie sociale de la Dominante pendant la Renaissance. Louons donc M. Pilot de ne pas craindre de se consacrer à des études si menues et parfois si stériles en apparence. *In tenui labor, at tenuis non gloria*, et la gloire ici, c'est d'être utile aux historiens ses confrères.

A propos de Marco Bragadin qui, arrivé à Venise en 1589, prétendit faire de l'or devant les Provveditori in Zecca et le Doge, ne réussit qu'à produire un alliage d'argent et de cuivre, et n'eut que le temps de s'enfuir en Bavière pour éviter la justice vénitienne, M. Pilot publie un choix de chansons satiriques populaires, dont plusieurs sont anonymes, et qui ont pour caractère commun d'être très mordantes, très réalistes et parfois assez libres. C'est un utile petit complément au livre d'A. Medin, *La storia di Venezia nella poesia popolare*.

Les autres brochures sont consacrées à un poète lyrique vénitien, Celio Magno, *cittadino* vénitien, qui remplit plusieurs charges civiles et administratives. Il accompagna, en 1576, étant âgé de quarante ans, l'ambassadeur Badoer en Espagne comme secrétaire particulier, et il y composa, entre autres poésies, une chanson (*canzone*) sur Philippe II. Comme il est naturel, il y exprime d'une façon plaisante les mêmes opi-

nions que Badoer devait plus tard exprimer au Sénat dans sa Relation (cf. Alberi, *Rilazione*, série I, t. V). Mais la forme est amphigourique et déclamatoire. Celio Magno n'avait pas publié ce morceau et peut-être n'avait-il pas eu tort. — Ce Magno, si gracieux dans ses vers et si honnête rimeur, n'avait pas les mœurs les plus pures du monde. Il paraît qu'il faut l'inscrire sur la liste des sectateurs du *Malcostume*, non moins fréquents à Venise qu'à Rome ou à Pérouse au xvi<sup>e</sup> siècle. M. Pilot le déduit de certaines pièces en *vernacolo* d'une telle liberté de style qu'on ne peut les citer, mais il pense que d'autres vers autorisent le doute en cette matière. Le problème ne méritait peut-être pas d'être posé, mais c'a été un prétexte pour l'auteur à la publication de quelques morceaux de cette poésie spéciale, d'ailleurs pudiquement choisis. — Tout cela ne manque pas d'un certain intérêt, mais il y a des choses plus essentielles à faire connaître sur le *cinquecento* vénitien. L.-G. PÉLISSIER.

---

**Adam de Crappone et son canal**, par J.-B. BERTIN et V. AUDIER. Paris, Champion et L. Eyriez, Salon, 1904, in-8 de 340 p.

Salon, vieille petite cité provençale, à peu près à mi-chemin entre Arles et Aix, avait élevé en 1854 une statue à Adam de Crappone avec cette inscription :

*Crapponus sitientis amans miseransque Salustia rura diu laetificavit aquis. [lonae*

M. J. Bertin, ancien maire de cette ville, et M. l'abbé V. Audier viennent de lui consacrer un autre monument, que méritait bien l'ingénieur du xvi<sup>e</sup> siècle qui amena les eaux de la

Durance dans la Crau, et qui projeta d'autres travaux hydrauliques à travers la France. Ce livre écrit sur des documents inédits, après de patientes fouilles dans ces archives notariales

dont M. de Ribbe signalait la richesse en documents de science sociale, paraît ne plus rien laisser à dire ni à trouver sur le sujet qu'il traite.

J. ANGOT DES ROTOURS.

## VI. — DIX-SEPTIÈME ET DIX-HUITIÈME SIÈCLES

**Le grand siècle intime. Le règne de Richelieu (1617-1642)**, d'après des documents originaux, par Emile ROCA. Paris, Perrin, 1906, in-8 de viii-364 p.

Voilà un livre que les directeurs de maisons d'éducation ne mettront certainement pas aux mains de leurs élèves. Trop de pages de cette histoire du *grand siècle intime* devraient plutôt se nommer : *chronique scandaleuse*. Il est bon de rechercher toutefois si le volume de M. Émile Roca peut aider les lecteurs du monde, pour lesquels il est écrit, à connaître plus exactement le *règne de Richelieu*. L'auteur est familier avec les mémoires, les recueils d'historiettes et les chansons politiques ou satiriques de l'époque. Ces documents variés, il les utilise pour décrire, en maint tableau alerte et spirituel, chaque groupe d'amis ou d'ennemis, de contemporains et de contemporaines du Cardinal. M. Roca désire laisser dans la pénombre le rôle officiel des personnages historiques pour s'attacher à leur physionomie morale, pour nous introduire dans leur vie intime. Certes, le point de vue ne mérite que des louanges ; une telle méthode peut contribuer utilement, pour sa part, à la fidèle résurrection du passé. Mais nous craignons que M. Roca n'ait pas réalisé ce plan avec tout le bonheur souhaitable.

De ce livre, il résulte que le *règne de Richelieu*, quant aux mœurs pri-

vées, fut une époque de vénalité honteuse et de répugnant dévergondage. On ne nous montre pas seulement qu'il y avait alors, dans la vie et la conversation, mainte grossière crudité qui nous révolterait aujourd'hui : ce ne serait guère une découverte. On rapporte en outre, sur la plupart des personnages du temps, une série d'anecdotes égrillardes, presque toujours infamantes, empruntées à Tallemant des Réaux et à ses pareils, ou, plus encore, aux chansonnettes légères qui pullulent dans la basse littérature. M. Roca ne semble pas frappé, en général, du caractère calomnieux de ce genre de pièces, dont la seule origine est, trop souvent, la jalousie, la haine, l'amour du scandale. Si l'on accorde créance à de pareils témoignages, quelle réputation pourra demeurer intacte ? D'autre part, l'époque décrite par M. Roca vit des spectacles d'un tout autre genre : elle vit un des plus grandioses mouvements de renaissance chrétienne qu'ait enregistrés l'histoire ; la noblesse et la haute bourgeoisie rivalisèrent en zèle apostolique et charitable avec l'élite des religieux et du clergé séculier ; la Contre-Réforme catholique alla jusqu'à provoquer, parmi les hommes du monde, cette initiative originale et audacieuse que fut la Compagnie du Saint-Sacrement. A lire le volume de M. Roca, on ne se douterait de rien de pareil.



Il nous semble que l'auteur n'a que fort incomplètement tracé le portrait d'un personnage qui a bien son petit rôle dans le *règne de Richelieu* : le roi Louis XIII. M. Roca ne veut certes pas le diminuer. Il loue sa bravoure à la guerre, sa décision aux heures difficiles, notamment lors de la prise de Corbie, et sa fermeté devant la mort (p. 217, 218, 290). Il lui fait surtout un grand mérite d'avoir, pour le bien de l'État, choisi, conservé, supporté un ministre comme Richelieu (p. 134-137). Mais, dans l'existence habituelle, Louis XIII lui paraît avoir été un simple *roi fainéant*, qui abandonnait à son maire du palais toutes les affaires sérieuses. On nous présente le détail des occupations futiles, ou parfois cruelles et absurdes, qui auraient absorbé sa vie quotidienne (p. 278-289). M. Roca perpétue ici une légende que, depuis trente ans, une série de travaux documentés a complètement détruite. Nos lecteurs connaissent les lettres de Louis XIII à Richelieu : en 1876, M. Marius Toppin a publié celles qui existent aux archives des Affaires étrangères ; depuis lors, ont été signalées celles de la collection Morrisson et dix-huit autres appartenant à M. La Caille ; en 1902, le comte de Beauchamp a édité les trois cent cinquante-quatre lettres conservées aux archives de Chantilly. De tels documents, on l'avouera, sont plus authentiques et plus sérieux que les historiettes et les chansons. Or, ces documents attestent que Richelieu envoie, presque chaque jour, à Louis XIII le *paquet*, c'est-à-dire un dossier comprenant les actes soumis à la décision du souverain et les longs mémoires où le ministre expose et justifie ses projets de politique inté-

rieure ou extérieure. Louis XIII annoté en marge et répond par des lettres plus courtes, où il approuve généralement les idées de Richelieu, s'attache de préférence aux détails et aux faits, et demande les avis du Cardinal pour ses propres démarches. Or, puisque le monarque coopérait avec une telle exactitude à l'œuvre de Richelieu ; puisqu'il consacrait quotidiennement un réel travail aux affaires de l'État, il est démontré faux que Louis XIII fût un oisif et un *roi fainéant*, ou que les distractions narrées dans le livre de M. Roca aient absorbé toute son existence.

Naturellement, le côté religieux de la vie de Louis XIII est laissé de côté par M. Roca. Au sujet de M<sup>lle</sup> de La Fayette, on aurait pu cependant ne pas se limiter à quelques anecdotes un peu lestes (p. 203-214, 254), et signaler, au contraire, le document capital, relatif à cette question : la grande lettre du P. Caussin, publiée en 1861, dans les *Études*, par le P. Charles Daniel, sous ce titre : *Une vocation et une disgrâce à la cour de Louis XIII*. D'autre part, on sait combien le roi était sévère pour les escapades galantes de son ami Cinq-Mars. M. Mariéjol en a dit la raison, avec son impartialité coutumière, au tome VI de l'*Histoire de France* de M. Lavis (Part. II, p. 447) : Louis XIII « était chaste et voulait que ses serviteurs fussent chastes ». Tout autre est la conclusion de M. Roca : sur la foi de deux narrateurs au moins suspects, il juge très probable que Louis XIII et Cinq-Mars pratiquaient ensemble un vice contre nature (p. 225).

Décidément, il faut chercher ailleurs que dans le présent volume la physionomie exacte du *grand*

*siècle intime et du règne de Richelieu.*

YVES DE LA BRIÈRE.

**Prêtres, soldats et Juges sous Richelieu**, par le vicomte G. d'AVENEL. Paris, Armand Colin, 1907, in-12 de 372 p.

Le règne de Louis XIII forme comme une transition entre le moyen âge et le régime particulier aux temps modernes. Une époque qui présente des manifestations aussi variées de l'activité humaine ne peut être étudiée avec quelque détail sans que le tableau d'ensemble que l'on essaie d'en tracer ne prête à la critique. L'ouvrage de M. le vicomte d'Avenel est très documenté et savant, tout en restant clair et d'une agréable lecture. Il appelle cependant quelques réserves. L'une, la plus importante, porte sur la conclusion du livre. Sans doute, Richelieu a usé de procédés fort arbitraires dans sa lutte contre une féodalité qui menaçait l'existence même du pouvoir monarchique ; sans doute, il a usé largement des « emprisonnements sans forme de procès. » Mais, est-ce que Louis XIII ou son ministre avaient innové en pareille matière ? On citerait malheureusement de nombreux exemples de ces abus. Richelieu et Louis XIII ne sont pas plus coupables que nombre d'autres souverains, d'une faute qu'ils n'ont été ni les premiers ni les seuls à commettre, et qui, d'ailleurs, a empêché souvent de plus grands maux. *La lettre de cachet* vaut l'usage qu'en fait le pouvoir : crime ou bienfait, suivant l'intention qui l'a dictée et le résultat qui l'a suivie. Parmi les soi-disant victimes de la dureté de Richelieu, il y avait beaucoup d'ennemis qui avaient usé de moyens sans scrupule, et que la du-

reté des mœurs, l'énergie des caractères rendaient invulnérables par les moyens ordinaires de la justice. Les lignes qui terminent le volume ne sont donc pas entièrement équitables, et ne tiennent pas un compte suffisant des provocations dont le châtiment était la contre-partie, et des mœurs d'une époque fort différente de la nôtre.

En ce qui concerne « le militaire » et les dégâts que faisaient subir aux pays qu'ils traversaient les corps de troupes de passage, le fait signalé par M. d'Avenel n'est que trop souvent exact, mais le roi et son administration faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour atténuer les effets d'une organisation vicieuse du service des étapes. La correspondance conservée au ministère de la guerre renferme de nombreux exemples de recommandations adressées aux mestres de camp et à tous officiers, de veiller à ce qu'une « exacte discipline et police » soit observée. Le roi ne cesse de prendre des mesures pour « le soulagement de son peuple. » Là encore, M. d'Avenel n'a peut-être pas suffisamment mis en relief le soin et la minutie qu'apportait l'autorité royale à l'organisation de ces mesures de précaution. Le roi avait l'intention bien arrêtée, et il la poursuit avec énergie, de mettre fin aux abus.

Quant aux prisonniers de guerre, ils n'étaient pas seulement une occasion de profit pour qui en avait pris possession, mais une vraie marchandise d'échange entre les mains du gouvernement français, qui rendait un national pour un étranger. Nous avons sous les yeux une série de minutes, datées de 1639 et conservées au ministère de la guerre, dans lesquelles il est question d'un millier d'Espagnols mis en sûreté dans les

places de Basse-Normandie, et de la nourriture qu'on leur donne jusqu'au jour de la remise au représentant de leur pays d'origine. On leur donne • à chacun par jour deux pains de douze onces chacun, entre bis et blanc, une pinte ou pot de cidre, ou autre breuvage.... • Un rôle spécial est dressé de ces prisonniers, on prévoit le cas où ils seront malades; des chariots sont réquisitionnés pour leur transport. Tant de précautions annoncent que l'ordre commence à régner dans l'administration de la guerre. Les réformes que réalisa Louvois avaient été préparées par un travail persévérant de ses prédécesseurs, qu'encourageait la volonté du roi et de son ministre. Nous aurions aimé que M. le vicomte d'Avenel eût exprimé d'une façon plus explicite cette action personnelle de Louis XIII, de Richelieu et des ministres qui travaillaient avec eux.

L'auteur du livre que nous envisageons connaît admirablement son sujet. Il a recueilli une montagne de documents, qu'il a groupés avec intelligence et méthode; mais il n'a pas assigné aux deux hommes qui avaient préparé le siècle de Louis XIV une place suffisamment honorable parmi les organisateurs de la vie moderne. Au lendemain des guerres de religion, après les années de faiblesse et de gaspillage qui avaient marqué le règne de Marie de Médicis, il fallait à la France une main sévère. C'est grâce à la rigueur de ceux qui eurent, de 1625 à 1640, la direction de ses destinées, que le pays put supporter sans périr les troubles de la Fronde, et que la puissance militaire de la France put se développer à mesure que, sous une main débile, diminuait l'influence de l'Empire. Si la littérature française brilla d'un si vif éclat,

si la religion catholique vit apparaître, sous la domination de Richelieu et le règne de Louis XIII, une pléiade incomparable de saints et d'hommes de talent, c'est en grande partie à l'énergie et à l'intelligence des deux précurseurs de Louis XIV que la France doit cette gloire, déjà acquise en 1639, lorsque mourut Richelieu et que naquit Louis XIV. L'histoire ne saurait méconnaître, même par préterition, la vérité de ce fait.

GAËTAN GUILLLOT.

---

**Autour du berceau d'un enfant de France**, par H. DE LA GRIMAUDIÈRE. Paris, H. Champion, 1907, in-4 de 140 p

Dans une préface écrite d'une plume alerte, M. de la Grimaudière s'excuse de livrer au public des documents concernant la naissance du duc de Bretagne, frère aîné de Louis XV. Il nous permettra de lui dire que son livre se défend de lui-même. Rien, dans l'histoire, n'est dépourvu d'intérêt quand il s'agit de ceux qui ont présidé à nos destinées nationales. Les soins intelligents qui assuraient la santé des enfants sur la tête desquels reposait l'avenir de la dynastie, le cérémonial même par lequel se manifestait la « grandeur » de tous les membres de la famille royale, en qui s'incarnait la patrie, tout cela est digne d'attention et de respect et mérite d'être connu de la postérité. La minutie même des détails du service montre jusqu'à quel point Louis XIV entendait que sa Cour fût organisée et que l'ordre régnât dans sa dépense. Trop souvent, on a accusé le grand Roi de prodigalités inutiles. Sur quoi aurait-on voulu qu'il fit des économies? Sur l'administration de la guerre? Mais

c'est la gloire française qui en aurait pâti! Sur les bâtiments? Mais que serait devenue la suprématie incontestée de l'art français? Sur le personnel qui l'entourait? Il ne pouvait cependant traiter ses petits-fils comme l'aurait fait un bourgeois sans fortune! Il ne faut pas oublier que, quelque énormes qu'aient paru les dépenses engagées pour le personnel de la Cour, la noblesse se ruinait au service du roi, ce qui prouve que les sommes employées étaient encore insuffisantes. Les pièces publiées par M. de la Grimaudière contiennent donc un enseignement. Si jamais on étudie comme il convient l'histoire de l'administration des deniers publics sous l'ancien régime, son livre devra être consulté sur le point précis des dépenses occasionnées par l'éducation et l'entretien des fils de France.

GAËTAN GUILLOT.

**La capitation dans les pays de taille personnelle**, par Georges LARDÉ. Paris, Bonvalot-Jouve, 1906, in-8 de 480 p.

Bien que l'étude de M. Lardé soit une thèse présentée pour obtenir le diplôme de docteur en droit, elle se distingue de l'ensemble des travaux similaires par les nombreuses recherches de l'auteur, qui lui ont permis de faire une œuvre vraiment sérieuse et durable.

Ce volume offre une histoire complète et bien présentée de la capitation, de 1695 à 1791. La capitation, l'un des trois impôts directs de l'ancienne monarchie, n'était pas répartie de la même manière dans toute la France. Sans doute, toutes les classes étaient astreintes au paiement de cette imposition; mais une grande différence subsistait encore entre les

taillables et les privilégiés, entre les pays d'élection et les pays d'État, de même qu'entre les pays de taille personnelle et ceux de taille réelle. Laissant de côté ces derniers déjà étudiés par MM. Marion et Dupuy en particulier, il s'est attaché surtout aux pays de taille personnelle. Cependant, dans la première partie, consacrée à l'histoire de la capitation en général, il ne peut, pour expliquer certains faits, omettre de parler des pays de taille réelle. Après avoir esquissé les différents essais de capitation antérieurs à Louis XIV, il montre comment, vers la fin de ce règne, la monarchie, accablée par des charges de plus en plus nombreuses, dut recourir à cet impôt. Supprimé en 1698, trois ans après son établissement, il fut rétabli en 1701 et subsista jusqu'à la fin de l'ancien régime. La seconde partie du volume est consacrée à la répartition et à la levée de la capitation dans les pays de taille personnelle. M. Lardé montre successivement comment cet impôt était fixé, d'abord pour les taillables dans les pays d'élection, comment il était réparti entre les contribuables, quel était le personnel chargé de sa levée, quelle comptabilité tenait ce personnel et quel contrôle était exercé sur lui. Il examine ensuite ce que fut la capitation à l'égard des non taillables, c'est à-dire de la Cour et de la noblesse, des privilégiés, des bourgeois et des villes franches, des corps et des communautés. Enfin les derniers chapitres font connaître ce que fut la capitation en Bourgogne. Huit pièces justificatives terminent ce travail, qui fournit un excellent appoint à l'histoire financière de l'ancien régime.

JULES VIARD.

**Mémoires du comte de Souvigny, lieutenant général des armées du roi**, publiés d'après le manuscrit original pour la Société de l'histoire de France, par le baron Ludovic de Contenson. Tome I, 1613-1638. Paris, Laurens, 1906, in-8 de 367 p.

Jean Ganguières, comte de Souvigny, naquit en 1597 à Jageau (Loiret). Entré en 1613 comme soldat au régiment du Bourg de l'Espinasse, il y conquiert successivement ses premiers grades. Il prit part sous Louis XIII aux campagnes contre les grands et contre les protestants et à toutes les guerres d'Italie. Gouverneur de Quérasque en 1639, mestre de camp d'un régiment de son nom en 1641, il reçut des lettres de noblesse en 1643, fut gouverneur de la citadelle de Turin, et contribua, sous Louis XIV, aux sièges de Gravelines, de Roses, de Bellegarde et de Valence.

Pourvu d'une charge de maître d'hôtel du Roi, il fit de fréquents séjours à la Cour. En 1653, il fut chargé d'une mission diplomatique auprès du duc de Nanterre et, en 1660, nommé lieutenant général de la forteresse de Monaco, poste qu'il conserva jusqu'à sa mort, survenue en 1673.

Ses Mémoires s'étendent de 1613 à 1660. Le premier volume, qui vient de paraître, s'arrête à la fin de 1638. Il offre des détails précis et curieux sur la vie militaire dans les armées de Louis XIII et est une source importante pour l'histoire des luttes soutenues contre les grands et les protestants au commencement de ce règne. On y trouvera des détails intéressants sur les expéditions des armées royales dans le Midi de la France, sur le siège de la Rochelle, sur les campagnes dans le Piémont et le Montferrat en 1629 et en 1638, sur la prise

de Pignerol en 1630, etc. Ces Mémoires sont publiés avec soin et accompagnés de notes qui éclairent bien le texte. L'introduction paraîtra seulement avec le troisième volume.

J. VIARD.

**Georges Mareschal, seigneur de Bièvre, chirurgien et confident de Louis XIV (1688-1736)**, par le comte Gabriel Mareschal de Bièvre. Paris, Plon et Nourrit, 1906, in-8 de 600 p. et pl.

Georges Mareschal est originaire de Calais, où sa famille, venue d'Irlande, se fixa pendant quelques années. De bonne heure il se sentit un grand attrait pour la chirurgie; aussi, après quelques années de pratique dans la boutique de Simon Le Breton, maître chirurgien-barbier demeurant rue des Lombards, à Paris, il obtint, en 1692, le poste de chirurgien en chef de l'hôpital de la Charité, et, en 1703, Louis XIV l'attacha à sa personne comme premier chirurgien. La loyauté de son caractère lui valut bientôt la familiarité et la faveur du monarque. Maître d'hôtel du roi en 1706, anobli en 1707, seigneur de Bièvre en 1712, Georges Mareschal, qui avait conservé ses fonctions auprès de Louis XV, reçut, en 1723, le collier de l'ordre de Saint-Michel et mourut en 1736. Pendant ces trente-trois années qu'il passa à la cour, il fut mêlé à beaucoup d'événements et vécut dans l'intimité de M<sup>me</sup> de Maintenon, de la duchesse de Bourgogne, de Villeroy, de Dangeau, de Villars, etc. Le livre que son descendant lui a consacré est donc rempli d'anecdotes curieuses sur les personnages qui vécurent autour du Roi-Soleil. On a, en outre, faite sur le vif, une bonne histoire de la chirurgie à la fin du

xvii<sup>e</sup> et au commencement du  
xviii<sup>e</sup> siècle.

J. VIARD.

**Scarron et son milieu**, par  
Émile MAONE. 2<sup>e</sup> édition. Paris,  
Société du *Mercur de France*, 1905,  
in-18 de 381 p.

C'est un livre romantique, et, j'en  
la peur, le roman comique de Scar-  
ron plus que son histoire. Non que  
l'auteur soit de mauvaise foi ou mal  
informé, bien au contraire. Mais il a  
de l'esprit; il aime le pittoresque; il  
connait très bien, presque trop bien,  
la littérature amusante et caricaturale  
du grand siècle. Les facéties de Scar-  
ron lui-même, Tallemant, Cyrano,  
les chansons de Gaultier-Garguille,  
les Fantaisies de Bruscombille et de  
Tabarin, les Mazarinades, La Beau-  
melle et le *Segraisiana*, c'est de tout  
cela qu'il a fait sa palette, pour pein-  
dre au roi du burlesque une cour,  
un milieu digne de lui, — ou de sa  
légende.

Et qu'il promène son adolescence  
aux théâtres du Marais ou à la foire  
Saint-Germain, qu'il conte son train  
de vie en la patrie des chapons, qu'il  
l'accompagne à Bourbon-l'Archam-  
bault pour tâcher de guérir son infir-  
mité, qu'il réunisse autour de lui en  
l'hôtel de Troyes, proche le Luxem-  
bourg, pendant la Fronde, ou en l'hô-  
tel de la rue Neuve-Saint-Louis, après  
le mariage, tout ce monde bigarré et  
débraillé qui est sorti des gazettes  
et des pamphlets de la fin du règne  
de Louis XIII et de la Régence,  
ce ne sont que goinfreries, gail-  
lardises et paillardises, anecdotes  
et médisances « de haulte gresse, »  
une sarabande de reines, de princes,  
de prélats, d'abbés, de nonnes, de  
magistrats, de gentilshommes, de  
nobles dames, de bourgeois et de co-

médiens, tous joyeusement dévergondés.

Je n'en peux pas croire autant.  
Mais le conteur lui-même en croit  
moins qu'il n'en dit; et en note, au  
bas de telle infernale histoire qu'il a  
narrée d'ailleurs du ton le plus véridi-  
que, son scepticisme ajoute : « Bien  
entendu, nous ne croyons pas un  
mot de cette légende. » Alors ?

Alors, ne serait-ce pas aussi légende  
que l'aventure de Scarron, chanoine  
au Mans et secrétaire de l'évêché, se  
jetant en pleine mascarade pis que  
nu, le corps sauvagement enduit de  
miel et des plumes de son matelas?...  
Légende, que Françoise d'Aubigné  
gardeuse de dindons pendant sa jeu-  
nesse?... Et faut-il prendre au sé-  
rieux, comme semble faire M. Magne,  
la lettre bouffonne par laquelle le  
cul-de-jatte demande à l'évêque La-  
vardin de le réintégrer dans son ca-  
nonicat, lui indiquant, pour créer des  
vacances « sans rien faire contre les  
bonnes mœurs, » la façon dont « un  
châtré, » abbé de Marmoutiers,  
« empoisonna en un dîner une ving-  
taine de prieurs; » « et là-dessus, on  
fit un livre intitulé : *La méthode de  
faire vaquer les bénéfices*, mise en  
lumière par le Révérend Père en  
Dieu un tel.... »

Cependant M. Magne a mis à profit  
la thèse de M. Morillot et les travaux  
d'érudition locale de M. Chardon : ce  
qu'on a pu attraper de vrai sur Scar-  
ron, il le sait; seulement cette vérité,  
toute de quelques faits matériels et  
de quelques dates, il l'a, comme un  
bon disciple de Théophile Gautier,  
habillée d'un costume d'arlequin, mi-  
parti 1830 et mi-parti temps de la  
Fronde. L'âme, au fond, lui échappe;  
et ce que cachait le rire grimaçant  
du pauvre infirme nous demeure une  
énigme.

Il y a du style, d'ailleurs, plus que de l'orthographe; je veux dire une façon d'écrire personnelle, une langue assez peu académique, mais riche de pas mal de mots et tournures qui se sentent des livres grecs qu'a fréquentés l'auteur, précieuse à la fois et crûment réaliste, en somme fort savoureuse....

GABRIEL AUDIAT.

**Nouveaux documents sur les comédiens de campagne.** *La vie de Molière et le théâtre de collège dans le Maine*, par Henri CHARDON. T. II. Paris, Champion, 1905, in-8 de vii-202 p.

Voilà trente ans que M. Henri Chardon, du fond de sa province du Maine où il est maire, où il fut conseiller général, donne à tant de stériles agités l'exemple d'une vie sagement ordonnée, utile aux lettres, notoire à force d'être seconde. Ses travaux sur Scarron et la troupe du roman comique, sur Molière, les Béjart et M. de Modène, ont une tout autre portée que bien des livres de pure critique littéraire et même que bien des thèses de doctorat. La terre de province garde pas mal de trouvailles aux bons laboureurs....

Dans le présent volume, M. Chardon nous donne :

1° Le résumé des découvertes faites sur Molière dans ces vingt dernières années, et c'est très peu de chose : des traces de son passage à Grenoble, en 1652, à Bordeaux, en 1656, et peut-être à Poitiers, en 1648;

2° Quelques renseignements nouveaux sur M. de Modène et sa seconde femme, Madeleine de l'Hermite, une actrice de la troupe de Molière, fille d'une autre actrice, Marie Courtin, et du chevalier Jean-Baptiste Tristan de

l'Hermite: et ces renseignements, tirés du dossier de la procédure que les Modène intentèrent en 1676, après la mort de leur parent, pour faire annuler ce second mariage, ne sont favorables ni à la mère, qui fut un temps entretenue par M. de Modène, ni à la fille, qui paraît bien avoir fait casser son mariage avec Le Fuzelier, tout exprès pour se faire épouser par le comte, ni à M. de Modène, un viveur criblé de dettes qui mena longtemps vie commune avec les l'Hermite, habitant sous leur toit et les y faisant vivre;

3° La preuve authentique de la parenté de cette Marie Courtin avec Madeleine Béjart : elles sont cousines germaines; et cela explique bien des choses et notamment les tripotages d'affaires entre les deux commères, toutes deux actrices dans la troupe Molière et *amies* toutes deux du jeune comte;

4° Des documents inédits sur les comédiens du *Roman comique*; le célèbre *Filandre* (*Léandre* dans le roman), chef d'une troupe nomade, qu'on trouve aux Pays-Bas en 1656 et 1657, jouant devant le prince de Condé et la reine Christine de Suède, à la Rochelle et à Bordeaux en 1659, à Saint-Jean-de-Luz, pour le mariage du Roi. en 1660, puis en Bretagne jusqu'à ce que Condé, en 1670, l'établisse en Anjou concierge de son château de Brissac; — *Nicolas Desfontaines*, poète gascon, fournisseur de l'illustre théâtre (treize tragédies ou tragi-comédies), acteur, puis chef de troupe à son tour, et qui est l'original du « divin Roquebrune; » toutes sortes d'utiles digressions sur les comédiens français à l'étranger, et sur ces troupes nomades dont les pérégrinations et les représentations fourniront pas mal de fiches à qui voudra écrire une

histoire complète du théâtre en France au xviii<sup>e</sup> siècle;

5<sup>e</sup> Un copieux chapitre sur *Le théâtre de collège au Mans*, du xvi<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle. La première manifestation en est un mystère de la Nativité, en 1512, agrémenté d'une farce assez salée, *La farce de l'aveugle et de son valet tort*, par François Briand, maître des écoles de Saint-Benoît, dont le texte nous est donné et qui rappelle le mystère bien connu de saint Martin : *L'aveugle et le boiteux*. Après viennent les tragédies scolastiques, latines plus souvent que françaises, des récents de collège ou des lettrés du temps; mais elles sont perdues presque toutes. On en a : quatre du principal, Jean Portier, imprimées de 1619 à 1624; un *Mystère de saint Georges*, joué en 1648 au collège de l'Oratoire; puis, au xviii<sup>e</sup> siècle, beaucoup de titres ou d'affiches de tragédies profanes ou chrétiennes, de pastorales, de comédies, *l'École des jeunes gens*, *le Monde tel qu'il est*; un « drame » tiré des deux fables d'Aubert, *Fanfan et Colas*, *Cloé et Fanfan*; une *Pastorale* sur la guerre de Vendée jouée en 1793, « par ordre de l'administration du département de la Sarthe. » Et tout cela est fort instructif.

GABRIEL AUDIAT.

**Militaires fils d'acteurs**, par le baron DE CONTENSON. Ouvrage orné de 14 gravures. Paris, Plon, 1903, in-8 de xi-122 p.

C'est une idée un peu singulière que d'avoir réuni, pour nous donner leurs états de services, une douzaine de soldats, de valeur fort inégale, et qui n'ont que ce trait commun entre eux, d'être fils de chanteurs, de danseurs ou de comédiens. Cela, il est vrai, a inspiré à M. Georges Montor-

T. LXXXII. 1<sup>er</sup> JUILLET 1907.

gueil une préface pleine de verve et pétillant de mots de théâtre : « Être étoile, rêve du père; en avoir, rêve du fils. .. » — « Je n'ai pas joué que des héros, pouvaient dire ces acteurs en montrant leurs fils, j'en ai fait ! » etc., etc.... Mais quand on a de l'esprit, toutes les occasions sont bonnes à tirer le feu d'artifice.

M. de Contenson, lui, a des documents consciencieusement cherchés aux archives de la guerre et de la marine, et complétés, quand il y a lieu, par des emprunts aux *Mémoires* militaires. C'est avec cela qu'il a dressé les monographies de :

*Antoine-Constant de Brancas*, fils de Sophie Arnould, colonel de cuirassiers, baron de l'Empire, mort sur le champ de bataille d'Essling;

*Le capitaine Pigault-Lebrun*, fils de l'auteur-comédien, blessé à Iéna, mort en 1825;

*Le général Dumouriez*, petit-fils de Duperrier-Dumouriez, le laquais de Molière, devenu directeur général des pompes à feu;

*L'amiral Bénard-Fleury* (1775-1838), fils de l'acteur de la Comédie française Bénard, dit Fleury, engagé comme pilotin à dix-sept ans, sous le nom de Jarville qu'il garda jusqu'en 1816, blessé à Aboukir et au cap Finistère (combat des Quinze-Vingts), commandant la *Fleur de lis* au blocus de Cadix en 1823;

*Le commandant Gardel* (1787-1837), fils d'un danseur, maître de ballets à l'Opéra, superbement balafré au combat de Benavente en 1808, prisonnier en Russie pendant deux ans, aide de camp du général Beuret sous la Restauration;

*Le lieutenant Gavaudan*, fils d'un chanteur de l'Opéra-Comique, qui mourut héroïquement devant Blidah en 1838;



*Le capitaine de vaisseau et le commandant Talma*, officiellement Bazile du nom de leur mère, fils du grand tragédien, l'un, Paul-Louis, qui eut part à la campagne de Mogador, et prit sa retraite en 1876, l'ainé, Alphonse-Alexandre, plusieurs fois cité pendant la campagne d'Afrique; deux neveux de Talma, officiers de marine, l'un, mort enseigne de vaisseau, dans une bataille en 1812, l'autre, capitaine de frégate, complètent la famille militaire du grand acteur;

*Le lieutenant Foucault, dit Saint-Prix*, fils d'un comédien des Français, tué d'une balle à l'armée de Portugal, en 1812;

*Les deux fils de M<sup>lle</sup> Rafin-Duchenois*, l'un, lieutenant, blessé devant Bougie et emporté par la fièvre à Philippeville, l'autre mort simple sergent aux grenadiers d'Algérie en 1850;

*Le colonel Anselme*, mort des suites d'un coup de feu reçu à Tamanès (Espagne), en 1809, et son frère, *le général Anselme* (1775-1867), de la tribu des Anselme, dits Baptiste, qui composait à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle la moitié du personnel du théâtre de la rue Richelieu;

Enfin, le chef d'escadron des chevaux-légers *Salvetat* (blessé, prisonnier de guerre), frère de M<sup>lle</sup> Mars et fils, comme elle, de l'acteur Boutet de Monvel.

Que si tout cela paraît un peu monotone, c'est que la bravoure en France est banale, et que dans l'ancienne armée c'était l'ordinaire de se faire casser la tête d'une balle ou sabrer la figure.... GABRIEL AUDIAT.

**La Place Royale**, par Lucien LAMBEAU. Ouvrage orné de quatre planches hors texte et d'un plan inédit. Paris, H. Daragon, 1906, in-8 de iv-365 p.

On a souvent dit de l'histoire de Paris qu'elle était un chapitre de l'histoire de France. Il n'est pas exagéré de soutenir que, depuis sa création, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, la place Royale constitue à elle seule un chapitre — chapitre important — de l'histoire de Paris. Dès son origine, notre grand Corneille a consacré sa réputation naissante, et celle-ci ne fit que s'accroître au cours du grand siècle. M<sup>me</sup> de Sévigné l'a célébrée et elle n'a pas cessé d'être l'écho, d'être le centre de grands souvenirs littéraires, puisque, de nos jours encore, nous y trouvons les souvenirs matériels du grand poète que fut Victor Hugo.

Telles sont, en résumé, les grandes lignes du livre de M. Lambeau; c'était le programme qu'il s'était tracé, et il faut reconnaître qu'il n'y a pas failli. Description topographique, événements historiques, incidents politiques, faits littéraires, scènes de mœurs, tout se déroule sous sa plume dans un récit attrayant, étayé des recherches les plus consciencieuses et des trouvailles les plus heureuses. La lecture du livre montre que l'auteur s'était sérieusement documenté avant de commencer son travail. P. LEE.

**Le monde médical parisien au XVIII<sup>e</sup> siècle**, par le docteur Paul DELAUNAY. Deuxième édition. Paris, J. Roussel, 1906, in-8 de viii-479 et xciii p., portraits.

L'histoire de la médecine ne se constitue pas que d'éléments techniques; le côté anecdotique en est fort

curieux — je dirai presque amusant, — et l'on prendra quelque plaisir à la lecture de ce gros volume que le docteur Delaunay a consacré à certains médecins du siècle galant. Les personnages forment, à vrai dire, un monde assez disparate où se coudoient les charlatans, les ambitieux, les envieux, les satiriques. Je réunis ceux-ci dans une simple énumération, car je veux faire une place hors rang à de grands amateurs de chicane, qui, sous le moindre prétexte, trouvaient moyen de se battre à coup de factums, sans grand profit pour leurs malades, qu'ils négligeaient très souvent pour s'occuper de leurs polémiques.

L'ouvrage de M. le docteur Delaunay est divisé en quinze chapitres, parmi lesquels les plus intéressants sont, à mon avis, ceux qu'il a consacrés aux hautes personnalités médicales, depuis Fagon qui soignait Louis XIV, jusqu'à Vicq-d'Azyr qui fut premier médecin de Marie-Antoinette. D'autres chapitres nous présentent la synthèse des différentes questions qui déchainèrent de si vives discussions dans le cours du siècle : la saignée, l'inoculation, le magnétisme et les remèdes secrets. Une curieuse étude (chap. xi), d'une trentaine de pages, intéressera les amis des livres : Falconet y tient une place d'honneur, car il s'agit des médecins bibliophiles et de la bibliothèque de la Faculté. A signaler aussi le chapitre qui concerne la presse médicale ; les collections de journaux médicaux sont rares et encombrantes, mais combien riches en renseignements de toute nature sur l'histoire de la médecine et des médecins ! M. Delaunay a eu la patience d'en dépouiller les plus importants et il y a puisé de précieux renseignements

L'auteur du *Monde médical parisien* n'a pas craint de recourir à toutes les sources susceptibles de lui fournir quelque document utile : il faut lui en savoir gré. D'aucuns lui reprocheront de s'être laissé entraîner par son sujet et d'avoir surchargé son travail de trop de détails ; je n'ose ni l'en louer ni l'en blâmer, mais j'aime à rendre hommage à sa méthode. L'usage de son livre, si bourré de faits qu'il se présente, est singulièrement facilité par la *Bibliographie* détaillée et l'excellente *Table alphabétique* qui le terminent.

P. Lsg.

**Les philosophes et la société française au XVIII<sup>e</sup> siècle,** par Marius ROUSTAN, agrégé des lettres, docteur ès lettres, professeur de rhétorique supérieure au lycée de Lyon. Paris, Picard, 1906, in-8 de 455 p.

Quelle a été l'influence des philosophes sur la Révolution française ? L'esprit philosophique a-t-il créé l'esprit révolutionnaire ? Les hommes de 89 sont-ils les fils de Montesquieu et de Rousseau, de Diderot et de Voltaire ? Est-ce une légende, comme le pense M. Faguet ? La Révolution eût-elle éclaté, si les philosophes n'avaient pas écrit, comme le soutient M. Rocquain ? Un distingué professeur du lycée de Lyon, M. Roustan, a tenu à dire son mot dans la querelle et il vient de consacrer un volume fort intéressant à l'influence des philosophes sur la société française au XVIII<sup>e</sup> siècle. Pour cela, il a étudié les rapports des philosophes avec toutes les classes et toutes les puissances de la France à cette époque, avec la royauté d'abord, avec les favorites qui, sous Louis XV, étaient aussi une

royauté, avec la noblesse, avec la magistrature, avec les finances, avec les salons, avec la bourgeoisie, avec le peuple. Il laisse de côté le clergé, sur lequel il reviendra plus tard, et il soutient que si les philosophes n'ont pas créé l'esprit révolutionnaire, ce sont eux qui l'ont développé et lui ont donné sa force, en lui créant un corps de doctrine. Ils n'en voulaient pas à la royauté et leur vœu était précisément de faire décréter par le monarque absolu les réformes qu'ils rêvaient. Ils n'en voulaient pas davantage aux favorites; ils n'ont jamais hésité à flatter la Pompadour et la du Barry, et la première surtout a été leur protectrice avouée; leur morale s'accommodait très bien de cette compromission et de cette dégradation royale. Ce n'était pas le trône qu'ils attaquaient, c'était l'autel, et dans cette lutte ils acceptaient tous les auxiliaires. Ils n'ont pas créé, comme le dit le regretté M. Brunetière, « cette matière confuse de troubles et de séditions » d'où la Révolution devait sortir; mais ils l'ont exploitée. Ils n'avaient point prévu que cette Révolution éclaterait sitôt, et, à vrai dire, ils ne le souhaitaient pas. Ils ne supposaient pas que la chute de l'autel qu'ils poursuivaient entraînerait la chute du trône qu'ils ne désiraient pas et que la confiscation des biens du clergé aboutirait à celle des biens des autres propriétaires, puis à la suppression des propriétaires eux-mêmes; ils n'avaient pas calculé les conséquences logiques des principes qu'ils posaient. Et nous sommes encore de l'avis de M. Brunetière que la seule vision du dénouement eût fait reculer Voltaire « de dégoût et d'horreur. » Mais c'est la leçon de l'histoire et la revanche de la Providence. Dieu veuille que le

xx<sup>e</sup> siècle ne nous en fournisse pas de nouveaux exemples! R. M.

**Un médecin au XVIII<sup>e</sup> siècle : Théodore Tronchin, 1709-1781**, d'après des documents inédits, par Henry Tronchin, avec un portrait en héliogravure et une gravure hors texte. Paris, Plon-Nourrit, 1906, in-8 de iii-417 p.

Ce n'est pas seulement l'histoire d'un grand médecin, c'est aussi l'histoire d'un parfait honnête homme que nous raconte dans ce volume, à l'aide de ses archives de famille, M. Henry Tronchin. Le docteur Théodore Tronchin, si célèbre au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'a été surtout comme propagateur de l'inoculation contre la petite vérole; sa réputation à ce titre fut promptement éclipsée d'ailleurs par la découverte du vaccin de Jenner. Mais il avait eu un autre mérite plus durable peut-être, il avait réagi contre la routine de la vieille médecine, qui, sous Louis XV comme sous Louis XIV, en était encore au régime ridiculisé par Molière : *purgare et saignare*. Tronchin préconisa et réussit à faire accepter, malgré l'opposition souvent violente de la Faculté, la mise en valeur des forces naturelles, du grand air, de l'hygiène, de l'exercice. Sa vogue un moment fut énorme : les plus grands personnages, les hommes célèbres, les belles dames faisaient queue chez lui à Genève ou à Paris; le duc d'Orléans le nommait officiellement son premier médecin et lui donnait un appartement au Palais-Royal. Mais il avait des clients encore plus illustres : Voltaire, qui ne l'appelait jamais que son cher Esculape, et Rousseau, qui partageait son goût pour la nature. Avec tous les deux d'ailleurs l'entente ne dura pas. Profondé-

ment chrétien et profondément loyal, Tronchin ne pardonnait pas à Voltaire ses attaques contre la religion, ses mensonges cyniques et son hypocrisie qu'il avait percés à jour. Sans arriver à une brouille complète, — car il le soigne même dans sa dernière maladie — il était au moins franc avec lui, malgré les adulations dont le comblait son client. Avec Rousseau la mésintelligence fut plus prompte et plus vive; elle devint absolue à la suite de la publication de l'*Émile* et du *Contrat social*. Le médecin n'avait pas tardé à démêler la fausseté et le danger des théories du philosophe; la rupture fut activée par les attaques de Rousseau contre le gouvernement de Genève, auquel Tronchin était passionnément attaché. Mais il ne craignait pas seulement pour sa patrie; il prévoyait une prochaine catastrophe pour le monde entier : « C'est le code d'athéisme le plus éhonté qui ait jamais été fait, écrivait-il du *Système de la nature* d'Helvétius. Voilà pourtant le livre à la mode, et vous demandez pourquoi les royaumes et les républiques périssent ! Quand le premier chaînon qui tient à Dieu est détaché, ne faut-il pas que la chaîne tombe ? »

Cette révolution sanglante, qu'il prédisait, il eut du moins la bonne fortune d'y échapper. Il mourut en 1781, pleuré des princes et pleuré des pauvres : bel hommage rendu à l'intégrité de sa vie et à la noblesse de son caractère. MAX. DE LA ROCHESTERIE.

**Correspondance inédite de Victor-François, duc de Broglie, maréchal de France, avec le prince Xavier de Saxe, comte de Lusace, pour servir à l'histoire de la guerre de Sept ans. Tome II, juin-octobre 1760. Paris, Albin Michel, 1906.**

Le deuxième volume de la correspondance inédite du duc de Broglie avec le prince Xavier de Saxe est, au point de vue militaire, aussi intéressant que le premier. On remarque la netteté des rapports et la précision dans les ordres. On n'y trouve aucune anecdote n'ayant trait à la guerre elle-même; c'est le chef qui parle et l'inférieur qui rend compte. Prises çà et là, les recommandations et les observations du maréchal, classées méthodiquement, formeraient un véritable recueil d'instructions militaires. Par exemple : « A la guerre on ne saurait jamais prendre trop de précautions, » et comme Son Altesse a « le corps le plus avancé de l'armée, elle doit redoubler d'attention contre tout ce que l'ennemi ne fera peut-être pas, mais qu'il pourrait peut-être faire. » — Il faut punir sévèrement les négligences, mais surtout les prévenir par des ordres précis, — le service de reconnaissance et de renseignements doit être scrupuleusement fait. — De son côté, le prince Xavier s'exerce à ne pas juger les choses à la légère et rend compte minutieusement au maréchal : On lui a dit.... Il pense.... Ceci est certain. — Les ordres qu'il donne à son tour sont clairs et détaillés : « Vous ferez (etc.); vous entendez bien : quand je vous ordonne.... c'est que (etc.) » (p. 48). Malgré la note autoritaire que l'on trouve dans ces commandements, jamais le maréchal et le prince ne se départent de ces marques de civilité qui n'altèrent en rien la volonté d'être littéralement

obéi : « Monseigneur, j'ai l'honneur de prier Votre Altesse Royale de vouloir bien.... » — « Je reçois la lettre dont Votre Altesse Royale m'a honoré aujourd'hui.... » — « Je supplie Votre Altesse Royale de vouloir bien faire conduire.... » — On pourrait signaler également avec quelle déférence le prince s'adresse au maréchal. Beauvau, Vogué, Rougé, Caraman, Lillebonne, Solms, Vignoles, Choiseul-

Stainville, Robecq, Dillon, Narbonne, du Muy, Belle-Isle, Berchini, Besenval, Castries, d'Espè, Grandmaison, Jaucourt, Montaut, Poyanne, Saint-Victor, Seignelay, Vaux, sont les noms français qui se répètent le plus dans le cours de ce volume.

Des notes en grand nombre expliquent ou complètent le texte, mettant le lecteur au courant de la situation. Vicomte DE NOAILLES.

## VII. — RÉVOLUTION

**Gouverneur Morris : un témoin américain de la Révolution française**, par A. ESMEIN. Paris, Hachette, 1906, in-16 de 386 p.

Gouverneur Morris n'est pas un inconnu pour le public français. Un volumineux journal et une correspondance très étendue, après avoir fourni d'intéressants extraits à une biographie publiée à Boston, par Sparks, en 1832, traduite dix ans après en français par M. Gandais, ont été édités d'une manière plus sérieuse, en 1888, par une petite-fille de l'auteur, Miss A. C. Morris, en deux volumes in-8 de 600 pages chacun. Il n'en existe malheureusement pas de traduction française complète, M. Parisot ayant réduit à environ un tiers celle qu'il a donnée (Paris, Plon, 1901, in-8 de 334 p.). Malheureusement aussi, Miss Morris a cru devoir pratiquer de larges retranchements dans l'œuvre de son aïeul. C'est son édition sur laquelle M. Esmein a entrepris de nous faire connaître les idées politiques de Morris par de très intéressants extraits; il y joint ceux de publicistes d'opinions analogues, tels que Mallet-Dupan, Malouet, Moreau et Morellet, auxquels il ajoute assez discrètement ses propres réflexions.

Après avoir joué un rôle marquant, mais empreint d'un caractère avéré de prudence et de modération, dans la révolution d'Amérique, Morris débarqua en France en janvier 1789, sans mission officielle, et dans le seul but de servir des intérêts financiers et commerciaux, qui étaient en partie les siens, en partie ceux d'un certain nombre de ses compatriotes. Doué d'amabilité et d'un esprit original, il fut accueilli avec empressement dans la société la plus élégante, dont il goûtait largement tous les charmes. Mais bientôt allait se dérouler sous ses yeux un spectacle auquel il était mal préparé. Il n'y avait rien de commun entre ses sentiments et ceux des Français de 1789. Ami sincère de la liberté, non seulement de la sienne, mais de celle des autres, Morris n'avait que de la répugnance pour tout ce qui était subversion. En fait de théories politiques, il ne connaissait que celles de Montesquieu, alors oubliées en France pour celles de l'abbé Mably dans les classes privilégiées, pour celles de Jean-Jacques Rousseau chez les démocrates. Tout républicain qu'il était, il aurait voulu respecter non seulement l'autorité royale, mais jusqu'à l'existence des deux premiers ordres. Quand pa-

rait l'ordonnance du 23 juin, il ne lui reproche que de se produire trop tard, sans approfondir si elle eût obtenu du succès six semaines plus tôt.

Ce qui n'empêche qu'au 14 juillet, il applaudit dans une lettre à la lutte contre la tyrannie, bien que celle-là ne se promit à coup sûr rien de plus que la réalisation de ses propres idées. Mais Morris, homme essentiellement prudent et circonspect, veillait avec le plus grand soin à ne jamais se trouver compromis. Il est permis de supposer que cette préoccupation ne fut pas étrangère à son départ pour Londres, en août 1789, et p'us tard en 1791, au moment où allait avoir lieu le voyage de Varennes.

Ses sentiments favorables à la royauté, les prévisions sinistres dont il n'avait pas fait mystère et dont la réalisation avait mis en lumière sa clairvoyance, lui avaient donné la réputation d'un politique habile et la confiance de plusieurs conseillers de Louis XVI. Ses rapports avec le comte de Montmorin furent fréquents et prolongés. Il fut souvent consulté, mais sans grand profit; il se bornait à dire ce qu'il aurait fallu faire, en ajoutant que ce n'était plus le moment. Il semble qu'il se soit agi un instant de le faire entrer dans le ministère, mais ce n'était pas un homme à embrasser une carrière aussi périlleuse.

Dès les premiers mois de son séjour en France, Morris s'était fait l'ami intime de Talleyrand, alors évêque d'Autun, et de M<sup>me</sup> de Flahaut, depuis de Souza, qui entretenaient une liaison beaucoup moins qu'édifiante. Peut-être le soin de ses intérêts pécuniaires avait-il conduit l'Américain dans ce milieu, où l'on s'occupait d'intrigues de toutes sortes. Plus tard,

il y fut le confident d'un projet politique tendant à donner la direction des affaires à Talleyrand s'unissant à Lafayette. M<sup>me</sup> de Flahaut entraînait dans ce plan, mais elle exigeait un pot-de-vin d'un million pour sa part de prise (p. 175). Morris trouvait Lafayette et Talleyrand acceptables pour le roi, mais il n'admettait pas qu'on pût traiter avec Mirabeau. La suite devait montrer combien toutes les négociations ouvertes avec les hommes de la Révolution ne pouvaient aboutir qu'à des résultats dérisoires. Avec Mirabeau ou avec Sieyès, avec Talleyrand ou avec Lafayette, avec Lameth ou avec Barnave, avec Brissot ou avec Danton, on s'entendait facilement tant qu'il n'était question que des forts prélèvements d'argent qui épuisaient les ressources de la liste civile. Mais on exigeait ensuite que Louis XVI s'associât pleinement à toute l'œuvre de la Révolution, y compris et surtout à la guerre au catholicisme, inaugurée sous le prétexte que la constitution donnée au clergé était une partie intégrante et essentielle de la constitution française. On voulait donc forcer le malheureux roi, qui ne pouvait s'empêcher d'être un croyant, à abjurer les sentiments de la conscience et de l'honneur, que ses adversaires étaient incapables de comprendre.

En avril ou mai 1792, Morris fut nommé ministre plénipotentiaire des États-Unis à Paris, emploi qu'il accepta sans enthousiasme, et qu'il conserva néanmoins jusqu'en octobre 1794, où il quitta la France pour n'y plus revenir. Depuis le 10 août, il avait sagement suspendu la rédaction de son journal, qu'il reprit quand il se vit en lieu de sûreté. Les dépêches destinées à l'Amérique donnent seules quelque idée de ses impressions pen-

dant la Terreur. Il resta en Europe jusque vers la fin de 1798, tantôt en Angleterre, tantôt en Allemagne. Ses jugements sur la France n'offrent plus le même intérêt. Il prévoyait depuis longtemps que le rôle dominant de l'armée y amènerait la création d'un régime despotique; mais ce n'était point là un trait de rare divination. Il salua avec bonheur le retour de la monarchie légitime en 1814, et mourut dans ses foyers le 16 novembre 1816.

Le petit volume publié par M. Esmein est d'une lecture attachante, grâce à l'abondance des extraits et citations bien choisies qu'il y a fait entrer. Mais nous ne pouvons nous dispenser de remarquer qu'on y trouverait plus d'agrément s'il y régnait un peu plus d'ordre. Sans doute, la matière des divers chapitres est disposée suivant leur succession chronologique. Mais dans le détail des citations, l'auteur s'écarte à chaque instant d'un plan si naturel et si nécessaire. Sommes-nous en 1789, il nous donne des passages du journal ou des lettres sous la date de 1792, ou même de la période du Directoire. Arrivés à 1792, nous voyons revenir des extraits de ce que Morris avait écrit en 1789. L'attention du lecteur en est quelquefois fatiguée, et il ne peut se rendre un compte aussi exact des sentiments du judicieux Américain dans les diverses circonstances. Faut-il ajouter que les fautes d'impression sont par trop nombreuses dans ce volume? Il y a lieu de s'étonner que M. Esmein, et même la maison Hachette, l'aient livré au public sans avoir suffisamment pourvu à la correction des épreuves. Enfin, il est fort regrettable qu'une table des noms ne termine pas cet ouvrage, qui en serait plus utile et plus facile à consulter. L. DE N.

**Mémoires sur Louis XVII** (*Mémoires d'Eckard. Souvenirs de Naundorff*), illustrés d'après les estampes du temps. Préface de Jules Lemaitre. Introduction et notes de Maurice Vitrac et Arnould Galopin. Paris, Albin Michel, s. d., in-16 de III-235 p., fig.

Il s'est créé depuis quelques années une sorte d'agitation autour de la question de Louis XVII; et un libraire parisien a même cru trouver dans ce mouvement de quoi alimenter une revue spéciale consacrée à cette question. Ce n'est pas qu'il semble que l'on puisse ajouter beaucoup de nouveau à ce qui a été jusqu'à présent écrit par les partisans ou les adversaires de la survivance; il ne semble pas que les premiers soient près de trouver les documents ou les arguments qui appuient leur thèse ruineuse.

En faisant place à Louis XVII dans leur *Nouvelle collection de Mémoires historiques*, MM. Vitrac et Galopin n'ont cru pouvoir mieux faire que de réimprimer, à défaut de Mémoires proprement dits, le travail donné en 1817 au public par Eckard, le premier en date sur la matière et auquel ont largement puisé les historiens postérieurs. Il va sans dire que MM. Vitrac et Galopin y ont ajouté les éclaircissements et les rectifications nécessaires.

La thèse de la survivance est représentée ici par les *Souvenirs de Naundorff*: « on y verra, rapportée par lui-même, la vie du prétendu Dauphin, de 1795 à 1830; c'est, à ce qu'il semble, le plus terrible témoignage contre la cause de Naundorff. » Tel est le jugement des éditeurs sur les Mémoires qui forment la seconde partie de leur volume. Ce jugement ne pouvait être plus sévère... ni plus juste.

Quelques lignes sur les autres faux

dauphins terminent ce volume dont l'agrément et l'intérêt sont augmentés par les nombreuses gravures documentaires qui le décorent.

E.-G. L.

**Louise d'Esparbès, comtesse de Polastron (1764-1804)**, par le vicomte de Reiset, avec un portrait en héliogravure. Paris, Émile-Paul, 1907, in-8 de xii-385 p.

M. le vicomte de Reiset, après avoir publié les *Souvenirs* du lieutenant général, son grand-père (1775-1836), document d'intérêt capital pour ce qui regarde surtout le gouvernement de la Restauration, s'est attaché à l'histoire de la duchesse de Berry, de 1816 à 1830. Il a ensuite, muni de pièces extraites des archives de Mgr le duc de Parme, fait paraître : *Les enfants du duc de Berry*, où la question semble définitivement tranchée, dans le sens négatif, de savoir s'il y a eu mariage entre ce prince et miss Brown.

L'auteur, par la connaissance intime qu'il a acquise de l'époque et par l'agrément de son style, fait autorité en ce qui concerne la famille royale de France depuis la Révolution. Il étudie aujourd'hui deux femmes qu'il nomme *les reines de l'Émigration* : il commence par M<sup>me</sup> de Polastron ; il continuera par M<sup>me</sup> de Balbi.

Marie-Louise d'Esparbès, née en 1764, fille unique de Louis-François, comte d'Esparbès de Lussan, maréchal de camp, de la plus ancienne noblesse de Gascogne, et de Julie Rougeot, fille de François Rougeot, écuyer, receveur général des finances, guillotiné en 1794, était à peine âgée de six semaines lorsqu'elle perdit sa mère ; son père eut un fils et d'autres filles d'un second mariage. A douze

ans, elle fut mise en pension à l'abbaye de Panthemont. Là, elle fut distinguée par la comtesse Jules de Polignac, qui fit d'elle, en 1780, la femme de son frère consanguin, Adhémar, vicomte de Polastron. Elle fut donc présentée à la cour sous les auspices les plus avantageux : en effet, elle ne tarda pas à être admise dans le cercle intime de la Reine, où on la nommait volontiers : « la bonne Louise, » car elle joignait beaucoup de bonté à une beauté charmante. Elle ne tarda pas non plus à subir les atteintes amoureuses du comte d'Artois. Sa liaison avec un amant jusqu'à si volage eut ceci d'extraordinaire qu'elle dura bien des années, — autant que sa vie, — et qu'elle eut, pour ce prince, un dénouement aussi heureux qu'imprévu.

M<sup>me</sup> de Polastron émigra quelques jours après les Polignac, dès la fin de juillet 1789 ; elle se rendit à Berne, puis en Italie, où elle retrouva son prince. Elle le rejoignit encore en Allemagne, pour ne presque plus le quitter : on ne garda plus de ménagements extérieurs ; la vie devint commune, là et en Angleterre, où la pauvre femme expira à Londres, d'une maladie de poitrine, le 27 mars 1804.

L'abbé de Latil était l'aumônier du comte d'Artois, — de peu de service jusqu'alors. — C'était un pieux Sulpicien, prêtre de l'ancienne roche, de foi entière, de morale nette. Déjà il avait assisté la duchesse de Guiche au lit de mort, quand il fut appelé à rendre le même office à M<sup>me</sup> de Polastron : il la convertit entièrement. Il exigea de Monsieur qu'il s'éloignât ; le prince ne revint qu'au dernier moment : « N'approchez pas ! dit « l'abbé d'une voix forte. Monsieur « n'osa plus franchir le seuil de cette « porte.... Elle éleva les mains au

22.

T. LXXXII. 1<sup>er</sup> JUILLET 1907.



« ciel et dit : Une grâce, monseigneur,  
 « une grâce ! Soyez tout à Dieu ! Il  
 « tomba à genoux et dit : Je le jure !...  
 « Le récit est vrai jusqu'au scrupule,  
 « affirme M<sup>me</sup> de Gontaut. »

Avant de recevoir les sacrements, la mourante demanda publiquement pardon du scandale qu'elle avait causé ; Monsieur en fit autant et ajouta qu'il remplirait toute sa vie les devoirs d'un chrétien : il tint parole comme fit son ami, le marquis de Rivière, depuis la mort de la duchesse de Guiche.

Les curieuses lettres du roi Louis XVIII, que M. de Reiset produit, en ces douloureuses circonstances, sont d'une tendresse qu'on ne supposait pas à ce prince à l'égard de son frère.

Un fils que M<sup>me</sup> de Polastron avait eu en 1785, nommé enseigne dans le régiment suisse de Roll, à la solde du roi d'Angleterre, s'en alla mourir de la fièvre jaune, à Gibraltar, quelques mois après sa mère : elle avait complètement négligé son mari et s'était médiocrement souciée de son fils.

M. de Polastron avait fourni une carrière militaire très honorable, à l'armée de Condé, en dernier lieu. Son père était monté sur l'échafaud. Pendant les Cent-Jours, le Roi le fit maréchal de camp, mais ne le tira point de la misère où l'avaient plongé la Révolution et son dévouement à la dynastie. Il mourut dans cet état, en 1821 : il avait épousé, en 1808, à Carlsruhe, une Hongroise, Louise Becker, morte à son tour dans la plus grande détresse, après 1830, on ne sait en quelle année.

Il nous faut confesser, en terminant, notre regret de ne pouvoir aucunement partager le sentiment que nourrit, en faveur du « courage » de M. le

comte d'Artois, l'aimable auteur du livre très intéressant qu'il ne nous est permis de résumer ici que trop brièvement.

HYRVOIX DE LANDOSLE.

**Un portrait de M<sup>me</sup> de Polastron**, par Philippe LAUZUN, Auch, Léonie Cocharaux, 1906, 2<sup>e</sup> édition, in-4 de 60 p. avec 2 simili-gravures.

Il ne semble pas que M. Lauzun, qui a fait imprimer la seconde édition de son intéressante brochure en décembre 1906, ait eu connaissance des lettres de M<sup>me</sup> de Polastron, publiées dans le *Correspondant* de février dernier par M<sup>me</sup> de Reinach-Foussemagne. Il ne savait assurément pas que la jeune femme, dans sa correspondance, appelait couramment le comte d'Artois « son mari, » avouant ainsi le caractère coupable de leurs relations. Peut-être la lecture intégrale de cette correspondance aurait-elle modifié l'opinion avantageuse qu'il professe pour son héroïne, et diminué son indulgence pour les deux auteurs du roman. La pauvre Louise d'Esparbès fut sans doute victime des mœurs relâchées de son époque, victime d'une mauvaise organisation de la famille, victime de l'abandon dans laquelle M. de Polastron laissait sa séduisante jeune femme. L'on comprend très aisément qu'un *dilettante* ait pu être charmé par le style des portraits qu'ont tracés un inconnu plein de talent et l'habile Fragonard. Mais, au risque d'encourir le reproche d'un rigorisme puritain, on ne peut méconnaître que la jolie personne dont l'on a immortalisé les traits a été tout simplement une irrégulière, dont la mort édifiante a expié les erreurs. Elle était trop intelligente

pour ne pas comprendre que la manière dont elle avait organisé sa vie, l'espèce de cynisme avec lequel elle cherchait à faire passer sa liaison comme une union légitime, tout cela était indigne de sa naissance et de son éducation, quelques atténuations que l'on puisse trouver dans les détails de sa vie. Ce point de vue a-t-il été suffisamment envisagé par M. Lauzun ?

Quant à l'authenticité du portrait appartenant à M. le marquis de Gontaut Saint-Blancard, et reproduit en tête de la brochure, elle ne paraît pas douteuse. La note citée par l'auteur dispense de tout autre argument. C'est bien la pauvre comtesse dont nous avons l'image sous les yeux : ce n'est plus la florissante et svelte jeunesse que Fragonard a peinte gravant sur un arbre les initiales de son amant. Cette fois elle

nous apparaît amaigrie, les yeux attristés : on dirait déjà que la phthisie la guette. Ainsi comprise, l'effigie n'en est que plus touchante.

De qui est ce tableau ? M. Lauzun nous le dit dans sa seconde édition. Il avait d'abord pensé à un artiste anglais, et mis en avant les noms de Lawrence et de Reynolds. On pourrait d'abord écarter Reynolds, mort en 1792, et faire observer que la « pâte » paraît bien peu nourrie pour Lawrence, même à cette époque. S'agit-il d'une œuvre de M<sup>me</sup> Vigée-Lebrun ? L'auteur a la peinture sous les yeux et l'aspect de celle-ci doit jouer un rôle important dans la question. Les textes cités rendent l'attribution vraisemblable, comme aussi l'analogie de la pose avec celle du portrait de M<sup>me</sup> Molé-Raymond, au Louvre.

GAËTAN GUILLOT.

#### VIII. — TEMPS MODERNES

**Napoléon I<sup>er</sup> au camp de Boulogne**, d'après des documents inédits, par Fernand NICOLAY. Paris, Perrin, 1906, in-8 de n-455 p.

Pour un curieux à tout prix des choses boulonnaises ou de l'histoire napoléonienne, ce livre sera intéressant ; on le lira sans fatigue, même avec plaisir : mais celui qui, au vu du titre, croira y trouver une étude suivie, méthodique sur Napoléon, son armée et sa flotte en face de l'Angleterre, sera déçu. Le travail de M. Nicolay est divisé en vingt chapitres, reliés les uns aux autres par un fil bien fragile, semés de digressions et de hors-d'œuvre. Par digressions il faut entendre les pages qui se rattachent par quelque côté aux annales de Boulogne, par hors-d'œuvre

celles qui concernent d'une façon générale Napoléon. A signaler parmi les premières les « souvenirs archéologiques » sur la tour d'Ordre (p. 37-52), la dissertation sur le *Portus Icius* de Jules César (p. 216-224), le récit des exploits des corsaires boulonnais (p. 247 et seq.), y compris Thurot (qui par parenthèse est né à Nuits, en Bourgogne) ; parmi les secondes, la biographie et l'inscription tumulaire du mameluk Roustan (p. 11-13), les détails sur la garde-robe, l'écriture, les cadeaux de Napoléon, les prisonniers anglais à Nancy, etc., puis, s'écartant encore plus d'un plan d'ensemble, les notions sur Chappe, Fulton, la Constitution civile du clergé, le théâtre révolutionnaire.

On peut y chercher d'autre part

des épisodes et des citations qu'au vu de l'érudition de l'auteur on s'étonne un peu de n'y pas trouver : le récit de la désertion du général Sarrazin, le 10 juin 1810, les vers de M.-J. Chénier, déclamés aux funérailles de Hoche, sur la descente projetée en l'an VI, la pièce peu connue de Victor Hugo sur l'érection de la Colonne de Boulogne. Cette dernière pièce eût été insérée d'autant plus à propos qu'elle a été omise dans les recueils publiés par le poète, et elle eût remplacé avec avantage ici *Quand le bien-aimé reviendra* et *Veillons au salut de l'Empire*, qu'on connaît de reste et qu'on trouve partout.

Les illustrations correspondent au texte. A côté de reproductions intéressantes, on regrette des dessins enfantins comme ceux qui font face aux p. 8 et 201. Toutes ensemble ne valent pas pour le lecteur une carte d'ensemble de la côte boulonnaise, de ses contours, de ses reliefs et de ses localités, qui manque.

En résumé, M. Nicolay, comme il l'explique dans sa préface, originaire de Boulogne, y ayant vécu dans ses domaines, sous les horizons qui ont encadré le camp napoléonien, a recueilli sur place les traditions locales, les souvenirs des survivants de l'époque. Il n'a pas prétendu faire œuvre critique. Il accepte, sans la discuter, la légende qui fait dicter à Napoléon, d'une haleine, au bord de la Manche, tout le plan de la campagne de 1805. S'il s'attaque au double problème soulevé à propos du camp de Boulogne : la descente était-elle possible ? Napoléon y a-t-il songé sérieusement ? il ne discute point les objections soulevées par le commandant Desbrières dans ses quatre gros volumes et, appuyé sur la correspondance officielle de l'Em-

pereur, s'en tient à l'opinion courante. En serrant d'un peu plus près son sujet, il eût composé un livre, je ne dirai pas plus vivant, mais plus utile à la documentation des historiens.

L. P.

**Portraits militaires du premier Empire. Lecourbe (1759-1818)**, par Jules POIRIER. Paris, Albin Michel, s. d, petit in-8 de vi-248 p.

Après d'autres, tels que Bousson de Mairat et le général Philebert, M. Jules Poirier a voulu nous donner une biographie de Lecourbe ; mais son travail ne vaut pas ceux de ses devanciers : la documentation laisse beaucoup à désirer ; on croirait vraiment que l'auteur n'a visé qu'à écrire un livre de vulgarisation.

Cette publication aura du moins l'avantage de nous fournir l'occasion de rectifier un détail historique qui a son importance. Tous les biographes de Lecourbe le font naître invariablement dans le département du Jura, à Ruffey, le 23 février 1759. Or, nous renvoyons les écrivains militaires qui, dans l'avenir, auront à s'occuper de ce général, au deuxième volume de la cinquième série des *Mémoires de la Société d'émulation du Doubs* (1877). Ils trouveront là (p. xxiii-xxvi) une communication documentée, de feu Auguste Castan, alors conservateur de la Bibliothèque de Besançon, de laquelle il résulte : 1° que le 22 février 1759 (et non le 23), la naissance d'un enfant pré-nommé Claude-Jaque (*sic*) fut enregistrée à la paroisse de Sainte-Madeleine à Besançon, comme fils naturel de Tiennette [Étiennette] Vuillemot ; 2° que, cinq ans plus tard, une requête fut présentée à l'officiel de la

cour archiépiscopale de Besançon par Claude-Guillaume Courbe (*sic*), ancien officier d'infanterie, et Marie Vallette, son épouse, demeurant à Ruffey, portant que leur mariage avait été célébré le 15 août 1861 à l'église Sainte-Marie-Madeleine. Les requérants rappelaient en même temps que Claude-Jacques *Courbe* déclaré, lors de sa naissance, fils naturel d'Étiennette Vuillemot, était leur enfant et que « des raisons de bienséance les avaient déterminés à ne point faire insérer sur le registre des baptêmes leurs noms. » Ces raisons n'existant plus, ils sollicitaient le rétablissement du « véritable nom sur ledit registre. » Et les choses furent faites comme le demandaient les parents (ordonnance du vicaire général Gallois, du 18 août 1764).

Ainsi donc Lecourbe s'appelle en réalité *Courbe*; il est né à Besançon et non à Ruffey. Comme on vient de le voir, il y a longtemps déjà que cela est connu dans la province d'origine du général, et, tout récemment encore, à propos du livre même de M. Poirier, une note de chronique du *Bulletin trimestriel de l'Académie des sciences, belles lettres et arts de Besançon* (1<sup>er</sup> trimestre 1906, p. 89), relevait, d'après les sources plus haut analysées, l'inexactitude du lieu de naissance de Lecourbe.

Espérons maintenant que la *Revue des questions historiques* sera plus heureuse, en raison de sa publicité étendue, et que l'erreur signalée ici ne se renouvellera plus. Il n'en faut pas jurer cependant; toutefois, nous aimons à croire que si le présent article, paru plus tôt, fût parvenu à la connaissance du distingué général Canonge, celui-ci, dans un travail qu'il a donné au *Gaulois* le 4 décembre 1906, eût

évité de faire naître, lui aussi, Lecourbe dans le Jura.

E. CHAPUIS-GAUDOT.

**Les trois coups d'État de Louis-Napoléon Bonaparte : Strasbourg et Boulogne**, par André LEBEY. Paris, Perrin, 1906, in-8 de III-519 p.

Après le remarquable ouvrage de M. Thirria : *Napoléon avant l'Empire*, dont la *Revue* rendit compte au moment de sa publication, il semblait difficile de refaire l'histoire des coups d'État de Louis-Napoléon Bonaparte. M. André Lebey a cependant entrepris cette tâche, et, en développant les parties anecdotiques du sujet au détriment des points de vue politiques, il a fait une œuvre intéressante et dans une certaine mesure nouvelle.

Un premier chapitre est consacré aux « premiers pas » du prétendant, et l'auteur s'efforce d'élucider la question de sa naissance. Il établit qu'à l'époque de la conception, l'amiral Verhuel n'était pas encore assez en faveur auprès de Leurs Majestés hollandaises pour que sa paternité fût possible, tandis que M. Decazes, secrétaire de Madame Mère, qui se trouvait à Caunterets en même temps que la reine Hortense et faisait avec elle de quotidiennes excursions, passait à cette époque pour être son amant.

M. Thiers affirmait que M. Decazes lui avait dit un jour : « Moi seul je peux être soupçonné d'être le père de l'empereur, et je ne le suis pas; c'est véritablement Louis Bonaparte. » Mais une pareille déclaration n'a pas la valeur d'une preuve et le mystère de cette naissance ne sera sans doute jamais éclairci.

Sur l'entrée de Louis-Napoléon

dans la franc-maçonnerie, sur ses relations avec les carbonari, M. Lebey donne d'intéressants renseignements, dont plusieurs inédits; il publie même le fac-similé d'un brevet maçonnique signé par le prince.

Notons encore des détails sur la vie du prétendant en Angleterre, ses rapports avec la société anglaise.

Les équipées de Strasbourg et Boulogne sont copieusement rappelées, avec le souci de démontrer que ces deux entreprises furent mieux conçues et plus judicieusement préparées qu'on ne l'a cru jusqu'ici.

ROGER LAMBELIN.

**Le cas de Bazaine**, par Élie PEYRON. Paris, Stock, 1905, in-8 de 151 p.

M. Élie Peyron a entrepris la tâche délicate de reviser le jugement qui condamna le maréchal Bazaine.

Dans une première brochure : *Bazaine fut-il un traître ?* — dont il fut ici rendu compte — il développa la paraphrase du mot de M. Thiers : « Bazaine n'a rien vendu du tout, » et chercha à répartir de tous côtés les responsabilités de la capitulation de Metz.

Le conseil de guerre qui jugea Bazaine ne l'a pas déclaré coupable d'avoir « vendu » à l'Allemagne la cité lorraine, mais il a jugé qu'il avait pris part à des intrigues politiques susceptibles de compromettre les intérêts de la France, et qu'au point de vue militaire il avait mérité les sévérités du Code qui fixe les devoirs d'un commandant en chef.

Dans ce nouvel opuscule, M. Élie Peyron a recherché, en compulsant les ouvrages antérieurement publiés, tels que la *Légende de Metz* du comte d'Hérissou, les études militaires du

colonel Roussel, des articles de revues et de journaux, tout ce qui tendrait à atténuer la culpabilité et la flétrissure du maréchal.

A l'appui de la thèse qu'il soutient, il invoque parfois des témoignages de mince valeur, tels que celui d'un sergent de garde au procès de Trianon, dont l'identité n'est d'ailleurs pas révélée; il compare l'investissement de Metz au siège tout récent de Port-Arthur, qui n'est certainement pas encore entré dans le domaine de l'histoire, et met en parallèle Bazaine et Stessel.

Quant à la capitulation proprement dite, M. E. Peyron voudrait en faire partager la responsabilité au général Coffinières de Nordeck qui commandait la place, et à la conférence des généraux tenue le 24 octobre 1870 et qui n'approuva pas le plan d'une suprême sortie. Le double argument développé ne paraît pas convaincant. Le général en chef de l'armée du Rhin couvrait le commandant de la place; et les conseils de généraux, émettant de simples avis, ne devaient enlever au haut commandement ni son initiative ni son autorité suprême.

Pour donner quelque satisfaction au défenseur de Bazaine, je lui accorderai volontiers que les souverains et les nations vaincues aiment à choisir des boucs émissaires de leurs malheurs sur qui doit retomber exclusivement le poids des fautes commises, mais, cette concession formulée, il me semble qu'aucun fait nouveau ne permet de taxer d'iniquité le jugement du conseil de guerre qui condamna le maréchal.

ROGER LAMBELIN.

**Mon ambassade en Allemagne (1872-1873)**, par le vicomte DE GONTAUT-BIRON, avec un avant-propos et des notes par André Dreux. Paris, Plon, 1906, in-8 de xi-444 p.

Le vicomte de Gontaut-Biron, à la fin de sa vie, avait entrepris d'écrire ses *Mémoires*, d'après ses notes, les lettres, les dépêches diplomatiques ayant trait à son ambassade à Berlin. On sait que la mission fort délicate dont il s'acquitta si heureusement s'étendit du mois de janvier 1872 au mois de décembre 1877. La mort l'empêcha de continuer la rédaction de ses souvenirs au delà de l'année 1873, et ce fragment de l'œuvre projetée ne fut même pas relu et méthodiquement ordonné. C'est M. A. Dreux, archiviste paléographe, qui prit soin de le présenter au public, en éliminant les répétitions et les développements inutiles, en l'accompagnant de notes précises, mais en respectant scrupuleusement le texte original.

Il convient toutefois de noter que le fonds même de ces *Mémoires* ne contient guère de révélations inédites, car le texte en avait été communiqué à M. le duc de Broglie qui en utilisa la substance dans son livre : *La mission de M. de Gontaut-Biron à Berlin* (Paris, Calmann-Lévy, 1896). Cependant, les moindres détails conservent leur intérêt, quand il s'agit de retracer l'histoire des relations de la France et de l'Allemagne pendant la période qui suivit la guerre.

Le vicomte de Gontaut, élu membre de l'Assemblée nationale, passait avec ses enfants ses vacances en son château de Navailles, près de Pau, quand son ami le marquis de Nadaillac, préfet des Basses-Pyrénées, vint inopinément le prévenir que M. Thiers le mandait d'urgence à

Versailles. Il répondit à son appel, et accepta, non sans avoir hésité, l'ambassade de Berlin.

Le récit de son arrivée à Berlin, de ses entrevues avec le prince de Bismarck et les membres de la famille impériale, des laborieuses négociations motivées par le rapatriement des prisonniers, l'indemnité de guerre et l'occupation territoriale donnent matière aux premiers chapitres. Puis l'auteur nous initie aux pourparlers prolongés, traversés par les menées malveillantes du grand chancelier, qui aboutirent à la convention du 29 juin 1872.

L'entrevue des trois empereurs à Berlin vint encore augmenter les préoccupations de l'ambassadeur, qui furent cependant un peu dissipées par les affirmations répétées du prince Gortschakoff.

La libération du territoire, qui valut à M. de Gontaut le grand cordon de la Légion d'honneur, marqua l'heure la plus heureuse de sa mission.

La chute de M. Thiers, l'avènement du maréchal de Mac-Mahon, les essais de restauration monarchique, eurent à Berlin des répercussions dignes d'être entendues et commentées. Il est établi sans conteste que M de Bismarck voulait le maintien de la république en France, car il craignait que sous la monarchie les « instincts belliqueux de notre pays » ne fussent réveillés (p. 353), et, pour arriver à son but, il employa tous les moyens que son esprit dépourvu de scrupules put lui suggérer.

Quant à M. de Gontaut, tout en demeurant royaliste, il subit pendant longtemps le prestige de M. Thiers, et ses jugements sur les affaires intérieures de la France en sont parfois légèrement influencés.

ROGER LAMBELIN.

**Le Monde et la guerre russo-japonaise**, par André CHÉRADAME.  
Paris, Plon, 1906, in-8 de vii-561 p.

La guerre qui s'est prolongée en Extrême Orient pendant près de deux ans, et à laquelle mit fin le traité de Portsmouth, est à coup sûr un des événements les plus considérables de notre temps. Ses conséquences immédiates sont aisées à constater, mais elle aura sur tous les points du globe des répercussions plus ou moins lointaines qu'il est important de discerner et de prévoir.

M. André Chéradame, patriote averti, voyageur passionné, qui visita la Chine, la Mandchourie, la Corée, le Japon avant les débuts du conflit, écrivain déjà rompu à l'étude des questions diplomatiques, était mieux que personne qualifié pour entreprendre un travail sur *le Monde et la guerre russo-japonaise*.

Son ouvrage est, en fait, divisé en deux parties. L'une retrace l'histoire de la guerre. L'auteur y a mis en œuvre tous les documents connus et les récits émanant de témoins autorisés. Mais, du côté japonais, les sources officielles ont été soigneusement expurgées, tandis que, du côté russe, le gouvernement s'est montré très sobre de publications.

L'autre a pour objet de rechercher les conséquences de la guerre affectant l'Asie, l'Europe, les États-Unis, dans l'ordre politique et économique.

Pour dresser un pareil bilan, pour prédire les conséquences multiples de la guerre, M. André Chéradame a dû non seulement s'appuyer sur des faits, mais échafauder des hypothèses, et l'on conçoit que sous ce rapport ses dires puissent donner matière à discussion.

Cependant il est des conclusions qui semblent acquises et qu'on résu-

merait ainsi : Les conditions du nouvel équilibre européen sont sensiblement modifiées. Sur le continent, l'Allemagne est l'unique bénéficiaire du conflit, mais elle doit renoncer à ses ambitions coloniales dans les mers de Chine et à son développement maritime dans ces régions. Le triomphe du Japon a pour résultat l'arrêt de la pénétration anglaise et américaine dans le golfe du Petchili. Quant à la France, elle participe moralement à la défaite de son alliée, et ne conserve son rang en Europe que grâce au concours chèrement payé du gouvernement britannique.

Parmi les documents intéressants cités par M. Chéradame, il faut particulièrement noter les lettres du commandant de Fleurac, notre attaché militaire, qui, de 1891 à 1894, prévoyait les événements avec une étonnante précision et signalait les dangers qu'entraînerait pour la France une collaboration trop étroite avec la Russie en Extrême Asie.

ROGER LAMBELIN.

**Il Processo dell' Ammiraglio di Persano**, con una prefazione ed un appendice di documenti inediti sulla campagna navale di Lissa (1866), a cura di Alberto Lumbruso, con ritratti, facsimili e piante a cura del capitano Romolo Piva. Roma, fratelli Bocca, 1905, in-4 de cxxvii-378-348 p.

L'orgueil italien n'a pas pardonné à l'amiral di Persano la perte de la bataille de Lissa, et, de même qu'à Venise le portrait de Marin Falier a été retiré du palais des Doges, de même à Rome l'image du marin vaincu par l'Autriche ne figure pas dans la galerie des secrétaires d'État de Victor-Emmanuel. Alberto Lumbruso, dont les publications sur l'épo-

pée napoléonienne sont connues et appréciées, a voulu approfondir l'histoire de la campagne navale de 1866, reconstituer en détail tous les éléments du procès de Florence qui prit fin le 15 avril 1867, et formuler un jugement plus équitable que celui par lequel la Haute Cour condamna l'amiral à la démission et à la perte de son grade.

L'ouvrage — véritable monument bourré de récits, de documents souvent inédits, accompagné de cartes, croquis, fac-similés et gravures — est divisé en trois parties.

Dans la première, l'auteur, sous la forme d'une lettre ouverte à l'amiral marquis Gavotti, résume les opérations navales qui aboutirent au combat de Lissa, et expose avec beaucoup de clarté les divers moments de la bataille livrée au large du port de San Giorgio.

La deuxième est consacrée aux comptes rendus des audiences de la Haute Cour de justice, chargée de juger le sénateur comte Carlo Pellion di Persano, qu'elle reproduit intégralement, ainsi que le volumineux rapport de la Commission d'instruction.

Dans la troisième partie, Alberto Lumbroso a réuni tous les documents relatifs à la campagne navale qui lui ont paru susceptibles d'éclairer l'opinion du lecteur et de répartir avec plus d'équité les responsabilités de la défaite. Parmi ces pièces et sources d'information, je relève le compte rendu du procès du baron de Cosa, commandant le *Terribile*, devant le conseil de guerre maritime de Venise ; des extraits des archives du ministère de la guerre à Rome, des récits contemporains rédigés par des marins anglais et publiés dans *Army and navy Gazette* et *United Service Gazette*, des rapports émanant du

gouvernement autrichien, des études empruntées à Luigi Fincati, à Raimondo Marcia, à l'avocat Giurati, au sénateur Trombetta.

De cet ensemble de documents on peut conclure que l'opinion formulée en septembre 1868 par l'amiral Bouët-Willamez, dans un article du *Journal des Débats*, correspondait au jugement définitif de l'histoire : « L'Italie s'est montrée trop sévère envers les chefs de la flotte de Lissa » S'il y eut des fautes commises pendant le combat, si des défaillances individuelles se manifestèrent, l'erreur capitale consista dans le fait d'engager la flotte dans une lutte ingrate près d'une île rocheuse, d'accès difficile, bien fortifiée et d'une importance stratégique douteuse. Après deux jours d'efforts, la flotte était épuisée, un peu démoralisée et l'escadre autrichienne pouvait l'attaquer dans des conditions telles que l'infériorité de son matériel naval ne devait pas empêcher son succès.

Or, cette erreur capitale n'était due ni à Persano, ni même au ministre de la marine. C'est l'opinion publique qui l'avait commise ; c'est elle qui avait imposé la tentative d'occupation de Lissa.

Dans un État démocratique, l'opinion populaire étant infaillible, il fallait trouver un coupable, et l'amiral di Persano, malgré ses services antérieurs des plus honorables, fut déclaré, par un tribunal politique, seul responsable de la défaite navale.

ROGER LAMBELIN.



**Mémoires du général Guillaume Pépé (1763-1846)**, publiés d'après l'édition originale, par Léo Mouton, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale. Paris, Perrin, 1906, in-8 de viii-422 p.

Les *Mémoires* du général Pépé parurent du vivant de leur auteur, en 1847. Bien que publiés successivement en français, en italien et en anglais, ils n'obtinent pas grand succès. M. Léo Mouton a pensé faire œuvre utile en condensant ces souvenirs, en les dégagant des digressions oiseuses qui les alourdissaient et amoindrirent l'intérêt du récit. Il eût été bien inspiré en y ajoutant des notes biographiques sur les personnages cités, et en contrôlant les assertions du révolutionnaire napolitain qui sont le plus sujettes à caution.

Le royaume de Naples est le principal théâtre où se déroule l'existence si mouvementée de Guillaume Pépé, et parmi les personnages en scène figurent Joseph Bonaparte, Murat, le roi de Naples et son fils, La Fayette. C'est en 1820 que la carrière de ce général politicien atteint son apogée. Soutenu par tout le carbonarisme sud-italien, il préside au triomphe de la Révolution et devient pour un temps le vrai souverain du royaume.

Par une étrange aberration, Guillaume Pépé reproche sa duplicité au prince qui l'avait comblé d'honneurs et de dignités, alors que lui-même trahissait effrontément la confiance qui lui était témoignée.... Les révolutionnaires de tous les pays ont une mentalité spéciale.

R. L.

**Le origini del risorgimento italiano (1769-1818)**, par Francesco Lemmi. Collezione storica Villari. Milan, Hoepli, 1906, in-12 de xii-458 p.

La collection historique Villari s'est récemment enrichie d'un nouveau volume sur une période historique qui est intéressante entre toutes pour les Italiens et pour les Français, puisqu'on peut légitimement attribuer à l'intervention des idées et des armées françaises le développement et l'expansion si rapides des germes d'indépendance et de liberté qui croissaient avec difficulté dans l'Italie autrichienne ou espagnole du *Settecento*. Non pas, certes, que cette intervention ait été partout louable et pacifique : les révolutions qui se sont succédé pendant dix ans dans la péninsule, les malheurs de la guerre et la présence d'armées ennemies, les lourdes obligations matérielles du régime napoléonien, et surtout la violence faite par les idées libérales et jacobines françaises au libre et spontané développement de l'esprit municipal et patriotique italien, ont certes quelque peu diminué le bon effet de cette intervention et vicié l'influence que la France a eue à ce moment sur les destinées de l'Italie. Mais, cependant, l'immixtion continue de la France dans les affaires italiennes de ce temps a créé tant de liens entre les deux nations, que l'histoire de l'une se trouve forcément intéressée à l'histoire de l'autre. Aussi, même après les grands travaux de Sorel, de Tivaroni, de Sybel, après les essais de Debidour, de Gaffarel, de Driault, après les monographies de Dufourcq, de Madelin, de Bianchi et tant d'autres qu'il serait impossible d'énumérer seulement ici, on lira avec plaisir et profit l'élégant et éru-

dit précis de Lemmi. Six longs chapitres, disposés dans l'ordre chronologique et clairement subdivisés, nous donnent le tableau de l'Italie de 1789 à 1798 en regard de la Révolution française; la politique et l'action du général Bonaparte en Italie jusqu'à Campoformio; la constitution des républiques italo-françaises et la réaction italique de 1799: l'Italie pendant le Consulat; pendant l'Empire; les restaurations de 1814-1815.

L'auteur s'attache à montrer sous cette multiplicité de révolutions politiques et d'événements militaires, sous ces désordres permanents, le progrès lent, mais sûr, des formes modernes de la vie sociale, et la formation définitive de la conscience nationale qui se trouve mûre en 1815 pour tenter (comme en 1799) de constituer une Italie purement italienne. Les temps n'étaient pas encore venus, et l'idée unitaire avait été vaincue avec Murat à la bataille de Tolentino: on eut alors la conviction que l'Italie était destinée à une éternelle division entre les petits États et les anciens princes devenus clients et protégés de l'Autriche. Aussi, jusqu'en 1848, ce fut surtout une lutte constitutionnelle que soutinrent les patriotes, mais l'idée unitaire continua à vivre sourdement et à faire lentement la conquête des esprits. M. Lemmi dit avec raison qu'elle était née (sous sa forme politique) pendant l'Empire, au spectacle de l'unité napoléonienne.

Il est très regrettable que M. Lemmi, qui paraît s'appuyer sur une vaste érudition, n'ait pas donné une petite bibliographie critique du sujet et indiqué les sources souvent originales où il a puisé. L.-G. P.

**Bibliothèque Internationale de droit public**, publiée sous la direction de MM. Boucard et G. Jèze. — *Leçons sur les rapports entre le droit et l'opinion publique en Angleterre au cours du XIX<sup>e</sup> siècle*, par A. V. DICEY. Édition française complétée par l'auteur. Traduction de Alb et Gaston Jèze. Paris, V. Giard et E. Brière, 1906, in-8 de xv-521 p.

L'ouvrage dont le titre précède doit être mentionné avec d'autant plus d'empressement, qu'il étudie sous un aspect particulier les rapports de l'opinion et de la loi, question très générale de la plus haute importance. Le but que s'est proposé le savant auteur d'outre-Manche a été de rechercher dans quelle mesure le droit est influencé par les courants de l'opinion publique. On est porté à répondre, dans les États démocratiques, que le droit n'est autre chose que le reflet de l'opinion publique dominante, dont il ne serait, en quelque sorte, que le miroir. La réponse, pour paraître logique, ne serait cependant pas d'une exactitude irréprochable. Si, sans doute, le droit subit l'influence de l'opinion publique, encore convient-il d'analyser soigneusement les courants de cette opinion, pour peu que l'on tienne à comprendre les dispositions législatives d'une époque, dispositions qui, aux yeux d'un observateur superficiel, ne sont souvent que fragmentaires, pour ne pas dire incohérentes. Il faut tenir compte de l'influence exercée par des contre-courants ou par des courants transversaux. C'est ce qui explique la lenteur avec laquelle les réformes sont faites, comme aussi les déformations subies par les projets qui répondent directement à l'opinion publique. Ainsi que l'observe fort justement

l'éminent professeur, parfois l'opinion ne parvient pas à se faire entendre, et, d'un autre côté, l'opinion législative peut ne pas correspondre à l'opinion publique; il ne faut pas oublier non plus que l'organe législatif se trouve d'aventure incapable de traduire le sentiment de l'opinion publique.

L'étude des principaux courants de l'opinion en Angleterre au dernier siècle montre de façon très intéressante les applications des différentes opinions : le courant benthamiste, puis le courant collectiviste, lesquels ont influé sur la liberté des contrats, les obligations du patron quant aux heures de travail, à l'hygiène des ateliers, etc.

Telles sont les idées générales que le professeur Dicey développe dans son beau livre, en les illustrant par des exemples empruntés au droit anglais.

Point n'est besoin de rappeler ici la haute autorité scientifique dont jouit, à juste titre, M. Dicey. Rarement, avant lui, on s'était attaqué à un sujet rendu aussi épineux par les difficultés d'ordres divers qu'il présente et supposant autant de connaissances spéciales jointes à autant d'esprit de généralisation. Toujours est-il que cet ouvrage — et c'est le plus bel éloge que nous en puissions faire — fournira aux travaux analogues que nous souhaitons de lui voir susciter en France, en même temps qu'un modèle, un très puissant secours.

Ajoutons que l'édition française, publiée par les soins du professeur Jéze, est d'une remarquable précision. Elle est enrichie, dans un appendice final, de notes nouvelles dont plusieurs sont particulièrement instructives pour nous : celle sur le droit d'association, qui compare le droit pour les ouvriers de s'associer,

soit en France, soit en Angleterre; une étude sur le droit fait par le juge; la note sur l'effet de l'opinion publique quant au développement de la législation foncière, où l'auteur explique comment, dans la législation politique de l'Angleterre, devenue démocratique, le paradoxe d'une propriété foncière à organisation aristocratique s'est conservé; celle sur les groupements religieux en Angleterre; celle enfin de M. Alb. Tissier, qui compare la loi anglaise, telle qu'elle résulte des actes de 1870 et de 1893, et la loi française sur l'émancipation civile de la femme.

P. L.-L.

**Les Belges et leurs générations historiques**, par Ernest MILLARD. Bruxelles, Lebegue, 1902, in-8 de 350 p.

On ne saurait contester à ce livre — que nous venons seulement de recevoir, bien qu'il ait paru il y a quatre ans déjà — le mérite d'une grande originalité. Que cette originalité souvent confine au paradoxe, c'est ce qui paraît également incontestable. Mais enfin, il y a là beaucoup d'idées neuves. Celle qui domine et revient sans cesse, comme un motif conducteur, dans ces 350 pages, c'est que les Belges doivent à la « liberté germanique » tout ce qu'ils ont eu de bon, et tout ce qu'ils ont eu de mauvais au « despotisme latin. » Ainsi la Belgique aurait été, depuis César jusqu'en 1830, le champ de bataille de cette liberté contre ce despotisme. Voilà la thèse. Il me semble difficile de l'admettre. Certes, de tout temps les Belges ont été très attachés à leurs libertés, et, sans examiner la question de savoir si ce que les communiers des petites républi-

ques flamandes ou brabançonnaises du moyen âge appelaient leurs libertés n'était pas le droit pour quelques-uns d'opprimer les autres, il n'est pas douteux que les Belges de nos jours aiment et entendent la liberté tout autrement que les Français, et ne supporteraient pas dans leur monarchie ce que nous supportons dans notre république. Je ne puis cependant croire que tout ce qui s'est passé jadis dans l'histoire belge ne soit qu'une série d'épisodes d'une lutte incessante entre une prétendue liberté *germanique* et un prétendu despotisme *latin*, et pour moi les choses ont été bien plus simples. Il s'est produit en Belgique ce qui s'est passé partout; les excès d'un pouvoir trop fort y ont amené des réactions dans le sens de la liberté, tandis qu'inversement l'état anarchique qu'engendre fatalement la forme républicaine y a fait reconnaître la nécessité d'un pouvoir assez énergique pour rétablir l'ordre compromis. Quoi qu'il en soit, le point de vue d'où M. E. Millard s'est placé pour contempler l'histoire de son pays lui a permis de la voir sous des aspects nouveaux. Il a émis, je le répète, beaucoup d'idées originales. C'est dire que son livre sera lu avec intérêt par tous les historiens, surtout par ceux d'entre eux qu'attire la philosophie de l'histoire.

ARMAND D'HERBOMFZ.

**La crise du clergé**, par A. HOUTIN. Paris, Nourrit, 1907, in-18 de 347 p.

Composé d'articles écrits au jour le jour, et parus dans les journaux, ce livre ne présente pas une grande unité de composition : les redites qu'on y rencontre font voir que l'auteur ne s'est pas donné la peine de

mettre son œuvre au point avant de la présenter à un public différent de celui qui se documente dans les élucubrations hâtives de la presse quotidienne.

Si nous prenons le livre tel qu'il est, nous n'y trouvons aucune exposition doctrinale, ce qui permet à l'auteur de dire dans son introduction : « Je n'attaque aucun dogme. » Ce n'est pas cependant que sa pensée ne se trahisse par endroits. Les dogmes, M. Houtin les dédaigne; ils sont en dehors de ses préoccupations et peut-être au-dessus de ses procédés polémiques.

« Je ne prêche aucune apostasie, » ajoute-t-il, comme s'il savait qu'on l'en croit capable; et, en fait, il paraît se faire quelque illusion sur ce point. Il suffit de lire le chapitre vi : *Ceux qui restent*, et le chapitre vii : *Ceux qui s'en vont*, pour penser autrement. Nous y voyons de la sympathie, et même quelque chose de plus, pour ceux qui abandonnent leur état, et de la mauvaise humeur contre ceux qui restent fidèles à leurs engagements sacerdotaux. Ils sont rangés en trois catégories : les ambitieux, les timorés et les sincères; et ne croyez pas que, dans ce dernier chapitre, il y ait un hommage aux convaincus, c'est tout le contraire : par sincères, M. Houtin paraît entendre des hypocrites, dont la sincérité est toute de parade : « Oh ! dit-il (p. 54), qui peindra le regard de « deux prêtres se consultant sur leur « foi? » - En tant que se donnant « comme établi par Dieu incarné « dans un homme, dans un Jésus « infallible, le christianisme « orthodoxe » est démenti par l'histoire » (p. 57).

En dehors de ces affirmations blasphématoires, nous ne trouvons

dans le livre que des commérages, des historiettes qui visent à être scandaleuses, des assertions qui détonnent sous la plume d'un écrivain qui se croit le champion de la pure critique. On y rencontre aussi des attaques fielleuses contre des hommes comme l'abbé de Broglie ou le cardinal Perraud, et l'auteur s'en prend aux vivants avec le ton acerbe et gouailleur d'un polémiste qui a des rancunes à satisfaire.

Les vingt dernières pages sont une chronique complaisante des principaux défrayages des dernières années. C'est ce que M. Houtin appelle « ne pas prêcher l'apostasie. »

P. PISANI.

**Staat und katholische Kirche in den deutschen Bundesstaaten Lippe, Waldeck-Pyrmont, etc., nach amtlichen Aktenstücken rechtshistorisch und dogmatisch, dargestellt von Joseph FREISEN (Kirchenrechtliche Abhandlungen, herausgegeben von Dr. Ulrich Stutz, 27 bis 29 Heft). Stuttgart, Enke, 1906, 2 vol. in-8 de XII-409 et XII-500 p.**

Les deux gros volumes du docteur Freisen nous offrent un nouvel exemple de ces travaux patients et méticuleux dont la science allemande est coutumière. Le savant professeur étudie, avec une persévérante observation des moindres détails instructifs, la condition très diverse au point de vue ecclésiastico-civil des catholiques soumis à la juridiction de l'évêque de Paderborn. Aux anciennes limites de ce diocèse fondé par Charlemagne, la bulle du 16 juin 1821 : *De salute animarum*, ajouta d'abord les territoires de l'éphémère diocèse de Corvey, quelques parties de l'archidiocèse de Cologne, de la principauté d'Osnabrück et de l'an-

cien archidiocèse de Mayence (dans la suite Regensbourg), qui échurent au prélat en sa qualité d'*Ordinaire*. A titre d'*Administrateur apostolique* permanent, il se vit attribuer une tranche importante du vicariat apostolique des Missions du Nord, composée des principautés de Minden, Verden, Wurzbouurg; partie des anciens évêchés de Meissen, Brandebourg, Havelberg; les anciens évêchés d'Halberstadt, Mersebourg, Naumbourg-Weitz et l'archevêché de Magdebourg. Enfin, sept années plus tard, une paroisse de l'ancien diocèse de Paderborn et neuf paroisses du grand-duché de Saxe-Weimar (que le Saint-Siège n'avait pas voulu arracher au vieil évêque de Fulda qui les détenait depuis un remaniement précédent), furent canoniquement, sinon immédiatement *de facto*, restituées à Paderborn. De nombreux territoires demeurant depuis le commencement du XIX<sup>e</sup> siècle non incorporés à l'une des circonscriptions diocésaines nouvelles, et la religion s'y réveillant peu à peu ou les gouvernements civils se montrant moins hostiles, Mgr Conrad Martin, dont le zèle et l'activité étaient inlassables, se les fit en grande partie attribuer par le Saint-Siège. C'est ainsi que le gouvernement de Gotha négocia de 1849 à 1851 l'adjonction au diocèse de Paderborn des catholiques de ce pays, qui, avant 1801, dépendaient de Mayence. La situation, pour des causes qu'il serait trop long d'énumérer ici, n'est pas encore tranchée officiellement, mais, de fait, le résultat atteint est le même par suite d'une entente tacite. Le territoire d'Anhalt, où le catholicisme n'existait pour ainsi dire pas, le vit tout à coup prospérer après la conversion du grand-duc Frédéric-Ferdinand et de

son épouse Julie de Brandebourg : l'évêque de Paderborn fut encore nommé administrateur apostolique de ce pays (1868). Un rescrit de la Propagande (1869) lui adjoignit ensuite les principautés de Schwarzbouurg-Sonderhausen et Schwarzbouurg-Rudolstadt, qui continuent aujourd'hui à lui appartenir, et celles de Saxe-Altenbourg, Reuss-Greiz et Reuss-Schleiz, que des brefs ou décrets de 1874, 1877 et 1889 transmittent au vicaire apostolique de Saxe. La juridiction territoriale de l'évêque de Paderborn est devenue ainsi la plus considérable de toute l'Allemagne après celle de Breslau, mais elle se compose de deux parties distinctes dont l'une — le diocèse proprement dit — est gouvernée à titre « ordinaire » et dont l'autre se régit d'après les règles des pays de missions, en vertu d'une délégation du Souverain Pontife. Voici donc une première cause de diversité dans leur administration, au seul point de vue ecclésiastique. Si l'on considère maintenant que les sept ou huit États dont les sujets religieux du prélat de Paderborn sont citoyens ont une législation civile ecclésiastique différente, soit par l'origine même de l'aggrégation au diocèse, soit par les règlements concernant la propriété ecclésiastique, le droit de patronat, la nomination aux cures, etc., on arrivera à comprendre qu'une étude détaillée des rapports de l'Église et de l'État dans ces diverses parties du diocèse n'était pas superflue. M. Freisen l'a doctement conduite, en passant successivement en revue les principautés de Lippe et de Waldeck-Pyrmont, le duché d'Anhalt, les principautés de Schwarzbouurg-Rudolstadt et Schwarzbouurg-Sonderhausen, de Reuss-Greiz et de Reuss-Scheiz, les

duchés de Saxe-Altenbourg et de Saxe-Gotha. Établissement des paroisses, nomination des curés, droit matrimonial général, mariages mixtes, processions, cimetières, écoles confessionnelles, etc., etc., font d'abord l'objet d'un exposé historique, appuyé ensuite par la reproduction souvent intégrale des documents relatifs au sujet. Les éléments de cet ouvrage considérable ont été puisés à des sources diverses : archives diocésaines, paroissiales ou publiques, recueils législatifs ou collections privées qu'indique soigneusement le docteur Freisen dans sa préface. A la sûreté de l'information, à la précision des faits, l'auteur a su joindre une constante clarté, résultant de l'heureux agencement des divisions et surtout d'un grand esprit d'ordre qui est une des caractéristiques de son talent.

G. PÉRIES.

—  
**Questions brûlantes**, par Fernand NICOLAY. Paris, V. Retaux in-16 de 344 p.

Questions brûlantes, parce qu'elles sont très actuelles, traitées avec un ferme bon sens. L'étude qui touche le plus au domaine historique est celle qui a pour objet les biens du clergé, et qui se propose d'établir que c'est non pas à raison du décret du 2 novembre 1789 mettant seulement les biens de l'Église *à la disposition* de la nation, mais par suite du Concordat intervenu en 1801 que le clergé a perdu ses droits à la revendication en nature. Bien opportun aussi est le rappel des anciennes cérémonies de la chevalerie, en un temps où l'on n'a plus honte de la délation. Signalons aussi des pages instructives sur les résultats du divorce en France, sur la crémation,

et particulièrement un projet de réforme électorale qui respecte l'universalité du suffrage, et corrige seulement son égalité très critiquable, en accordant des voix supplémentaires aux gens instruits, aux propriétaires et surtout aux pères de famille. J. ANGOT DES ROTOURS.

**D'où vient la décadence économique de la France ?** par le baron Charles MOURRE. Paris, Plon, nouvelle édition, in-16 de 460 p.

Cette nouvelle édition d'un ouvrage dont la première édition avait paru en 1899 atteste qu'il obtient un succès mérité. L'auteur a mis au courant des documents les plus récents sa perspicace enquête sur la décadence économique de la France, la supériorité de l'Angleterre et de l'Allemagne. Il n'a point eu à modifier ses conclusions. Pour guérir notre défaut d'initiative, il recommande principalement d'engager la lutte avec vigueur contre le fonctionnarisme. Une bonne moitié du volume est consacrée à rechercher les causes de notre dangereuse atonie, causes contemporaines, causes

lointaines depuis l'invasion germanique, l'anarchie mérovingienne, jusqu'à l'absolutisme royal de l'ancien régime. C'est toute une revue et une philosophie de l'histoire de la formation française. Ce livre est l'œuvre non seulement d'un érudit très bien informé, mais d'un écrivain et d'un penseur, comme l'atteste notamment l'appendice intitulé : *Ce que doit être l'histoire*.

J. ANGOT DES ROTOURS.

**La crise maçonnique en France.** par Fr. Veuillot. Paris, A. Savaète, 1905, in-8 de 53 p.

L'auteur montre avec précision et vigueur que la campagne antimaçonnique vivement reprise en 1899 par Jules Lemaitre (articles à *l'Écho de Paris* après les poursuites intentées à la *Ligue de la Patrie française*), et par Georges Goyau à la *Revue des Deux Mondes*, ont vraiment mis cette entreprise d'exploitation politique, d'espionnage et de délation au ban de l'opinion publique. Et il invite à continuer de projeter le plus de lumière qu'il se pourra sur ces amis de l'ombre et du secret.

J. ANGOT DES ROTOURS.

*Le Gérant* : L. PIQUET.

---

## LA FABLE EN ÉGYPTÉ

---

La fable vient-elle de l'Inde?

C'est possible. Mais l'apologue est de tous les temps et de tous les pays. Il a été surtout très fréquent dans l'antiquité orientale<sup>1</sup>.

Ce qui est certain aussi, c'est que la fable proprement dite intervient souvent en Égypte à l'époque romaine.

Il est vrai que c'était le moment où les rapports avec l'Inde étaient devenus fréquents. Les Pères de l'Église, Égyptiens ou Alexandrins, des premiers siècles font sans cesse allusion à des faits, des institutions sociales ou religieuses des bords du Gange. Depuis la découverte des courants atmosphériques qui, à certaines époques, poussent les bateaux vers cette contrée et à d'autres les ramènent en Égypte, les Ptolémées y avaient envoyé leurs flottes et établi des comptoirs. On dit qu'au moment où il s'agissait de sauver le petit Césarion de la jalousie d'Auguste, il avait été question de l'envoyer dans un de ces comptoirs. L'idée, beaucoup plus malheureuse, de le confier à un roi Numide l'emporta.

Certains prétendent que la fable ésopique elle-même est fille de l'Inde, tandis que Phèdre, suivi depuis par toute la tradition classique, faisait d'Ésope l'inventeur de la fable.

Cette question soulève des difficultés de divers genres :

1° D'abord parce que les Indiens n'ont pas de chronologie (en dehors de Bouddhistes, d'ailleurs assez récents), et qu'on peut

<sup>1</sup> Voir la parabole du figuier, de la vigne et de l'olivier dans le livre des Juges et dans celui des Rois, celle du cèdre et du chardon, ou bien celle qui a été racontée à David de l'homme possesseur d'une seule brebis à lui ravie par un riche. Je pourrais citer beaucoup d'autres exemples du même genre bien antérieurs aux paraboles du Christ. Ce genre de littérature dure, d'ailleurs, encore chez nous. Voir le livre de la Jungle, de Keppling, si analogue à Kalilah et Dimnah.



attribuer l'Ésope indien Bidpay soit à deux mille, soit à deux cent cinquante ans avant notre ère, et peut-être à une autre date, comme les Vedas, dont on retarde de plus en plus la rédaction. D'après la tradition consignée par la version arabe, le philosophe Bidpay, dans lequel de Sacy a cru retrouver soit *Veidava*, « le lecteur des Vedas, » soit *Vidva*, « le savant, » aurait été d'abord la victime, puis le ministre du roi Dabschelim, contemporain d'Alexandre, et il aurait écrit Calilah et Dimnah pour donner aux sujets de ce prince une règle de conduite. Mais pour quinze fables tout au moins (en dehors de la trame romantique dont nous parlerons), l'original véritable serait l'*Hitopadesa*, puisé lui-même, d'après son propre témoignage, dans le *Pantchatantra* <sup>1</sup>, rédigé par Vichnou-Sarma pour trois jeunes princes que lui avait confiés le radjah, leur père. Dans tous les cas, jusque dans cette version arabe que de Sacy a publiée et dans les livres historiques persans, tels que le *Shahnameh*, etc., il est dit que le livre de Calilah et Dimnah aurait été traduit en pehlevi par le médecin Bourzouyeh <sup>2</sup>, qui serait allé le chercher à la suite d'une mission à lui confiée, du temps de Justinien, par le roi Khosrou-Nouschirvan ou Chosroës. C'est après la conquête musulmane, postérieure d'un siècle, qu'aurait été faite bientôt la version arabe d'Abdallah, puis la version persane moderne, la version grecque de Siméon Seth, la version syriaque <sup>3</sup> publiée par Wright, les deux versions hébraïques données par Derenbourg, la version latine de Jean de Capoue en 1262, etc.

2° Sur l'œuvre d'Ésope elle-même, il règne une égale incertitude ; car, s'il a vécu au vi<sup>e</sup> siècle avant notre ère d'après Hérodote, Héraclide, Plutarque, Diogène de Laërte et les traditions recueillies par Phèdre, qui en fait un esclave phrygien ayant habité à Athènes, où on lui a élevé une statue et où il était du temps de Pisistrate, tout le reste de la vie qu'on lui attribue est bien légendaire et souvent contradictoire.

<sup>1</sup> Voir « Le Pantchatantra, » par Lancereau. Imp. nat., 1871.

<sup>2</sup> L'histoire des Perses de Taâlibi indique pour les causes de son voyage une tradition différente de celle du prologue de Calilah et Dimnah.

<sup>3</sup> Il existe deux versions syriaques dont l'une, traduite du pehlevi par un moine persan nommé « le périodente Boud, » serait antérieure à la version arabe d'Abdallah. Le P. Cheikho a publié aussi une version arabe tirée d'un manuscrit de l'an 1339 de Jésus-Christ qui répondrait plus fidèlement à l'original sanscrit et aux deux versions syriaques. Dans la revue *Al Machriq* il en a étudié parallèlement des versions poétiques.

Il est certain qu'Ésope composa des fables. « Mais, nous dit Walckenaër, les fables citées par Aristote, Platon, Aristophane et d'autres anciens auteurs, comme étant de l'invention d'Ésope et qui sont les seules qu'on puisse considérer comme incontestablement de lui, faisaient partie de discours ou de harangues prononcés dans des occasions importantes, lorsqu'il s'agissait de diriger les résolutions d'un peuple entier, de le faire renoncer à des entreprises hasardeuses et de l'empêcher de commettre de grandes injustices ou de le mettre en garde contre les vexations de la tyrannie. Aussi les œuvres d'Ésope, s'il s'était donné la peine de les écrire, n'eussent point été un recueil de fables, mais une collection de discours, d'exhortations éclairées et fortifiées par des apologues. »

Cependant, il faut remarquer que la tradition contraire est fort ancienne, antérieure même à Phèdre <sup>1</sup> dont nous parlions tout à l'heure ; car le premier recueil de fables attribuées à Ésope a été fait deux cent trente ans après sa mort par Démétrius de Phalère, le fondateur de la bibliothèque d'Alexandrie sous Ptolémée Soter. Malheureusement il n'existe plus sous sa rédaction primitive, mais seulement, soit sous celle que lui donna au III<sup>e</sup> siècle de Jésus-Christ le rhéteur Aphthonius, soit surtout sous celle que lui donna au XIV<sup>e</sup> siècle le moine grec Planude, qui d'ailleurs nous fournit sur Ésope les renseignements les plus fantaisistes. Il est vrai que le même fonds se retrouve, cette fois mis en vers choïambiques <sup>2</sup>, dans un auteur presque contemporain de Démétrius de Phalère, c'est-à-dire dans Babrius, qui, selon Boissonnade, vivait dans le II<sup>e</sup> siècle, du temps de Bion et de Moschus. Certains, pourtant, le font descendre sans preuves jusqu'à l'époque d'Auguste, — précisément celle où vivait avec certitude Phèdre, dont tous les manuscrits portent le titre d'affranchi d'Auguste et qui fait sans cesse allusion aux événements de son temps. Phèdre <sup>3</sup>, qui avait pour Ésope un véritable culte, traduisit en latin bon nombre de ses fables, comme Babrius l'avait fait en vers grecs. Mais il en joignit bien d'autres de sa

<sup>1</sup> Phèdre lui-même a des fables politiques, ce qui n'exclut pas les autres.

<sup>2</sup> C'est Suidas dans son lexique qui a le premier enregistré ce fait, comme plus tard Avienus dans son prologue, bien longtemps avant la découverte du texte de Babrius.

<sup>3</sup> Au IV<sup>e</sup> siècle Avienus, déjà cité, a mis à son tour Phèdre en vers élégiaques.

façon dans lesquelles, victime de Séjan, il laisse déborder son fiel. Pour lui aussi, comme pour Ésope, la fable est une arme politique, Louis Havet l'a fort bien fait voir. Qu'on me permette encore de le citer : « Une chose est hors de doute par la déclaration de Phèdre lui-même, c'est qu'à ses yeux la fable n'est pas un genre pacifique. L'emploi de la fable, pour lui, est une ruse de guerre. La fable est faite pour envelopper la pensée de celui qui n'est pas libre; à l'origine, elle a été une invention de l'esclavage. Cette théorie, qui rend mal compte de l'histoire générale de la fable, est d'une justesse saisissante quand on l'applique, en particulier, aux fables de Phèdre. Chez lui, l'arrière-pensée a le pas sur la pensée apparente : le lecteur à qui l'arrière-pensée échappe n'a pas bien lu. »

Nous avons été amené à des réflexions identiques sur les fables données dans le recueil égyptien du koufi, à peu près de même date que celui de Phèdre. Là aussi il s'agit de protester contre la tyrannie romaine, cet esclavage des « grands brigands étrangers » dont il est si souvent question dans nos documents de cette époque et qui, dans notre livre, est sans cesse très nettement visé. Mais l'auteur y ajoute d'autres attaques contre la religion de son pays, je dirai même contre toute espèce de religion, car la désespérance l'a rendu athée. La fable fait donc partie de son argumentation, qu'elle rend, d'ailleurs, plus vivante.

A ce point de vue, il faut bien dire que ce livre est à comparer également avec celui de Bidpay. La comparaison a même des côtés plus séduisants encore. Et c'est ce qui m'a incliné surtout à penser, en ce qui concerne les procédés littéraires du moins, à des origines indiennes, au lieu de penser seulement à des origines grecques, — comme l'a fait, avec toute probabilité, Sylvestre de Sacy pour les fables ésopiques de l'arabe Lokman, le sage, que citait déjà Mahomet dans le Coran (sourate 31, verset 11) et dans lequel on avait voulu voir un contemporain de David <sup>1</sup> ou même d'Abraham.

Sans recourir aux divers textes originaux et aux disserta-

<sup>1</sup> Le savant Gail soutenait encore, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, cette opinion pour repousser celle qui assimilait Lokman lui-même à Ésope. Hirtius, de son côté, disait que Lokman était l'original dont Ésope a été tiré. D'une autre part, une version syriaque de Lokman citée par Basset (Lokman berbère) est attribuée à Ésope. Cherbonneau a d'ailleurs prouvé, avec tous les renvois à

tions scientifiques plus détaillées et plus approfondies que nous avons eues sous les yeux <sup>1</sup>, il suffirait au lecteur de consulter le vieux Bouillet pour constater que l'ouvrage sanscrit de Bidpay, dont nous avons indiqué ci-dessus les diverses versions ainsi que les prototypes possibles, est, dans sa forme actuelle, en dehors des fables alléguées subsidiairement, « une espèce de roman politique et moral dont les principaux personnages sont deux chacals auxquels les Indiens attribuent la même finesse que nous au renard. »

Or, précisément, je le répète, les discussions philosophiques de la chatte éthiopienne et du chacal koufi, qui nous ont conservé la fable ésopique du lion et de la souris et nous en ont fourni plusieurs autres, ont un plan très analogue. Le chacal, cet animal si fin pour les Indiens, y joue le principal rôle et c'est lui qui insère tous les apologues dans son argumentation.

Il ne faudrait pourtant pas croire que l'idée même de ces discussions entre les deux animaux est uniquement indienne. J'ai fait remarquer depuis longtemps qu'elle se rattachait à une vieille tradition mythologique égyptienne.

Ici je dois entrer dans quelques détails un peu longs et dont je demande d'avance pardon à ceux qui veulent bien perdre quelques instants avec moi.

Le chapitre cxxv du livre sacré que le mort égyptien devait emporter dans la tombe est consacré au jugement de l'âme. Le défunt, comparaissant devant la divinité, devait déclarer qu'il avait fait le bien et qu'il avait évité le mal. On avait ensuite à vérifier ses dires et, comme dans les procès actuels de canonisation en cour de Rome, il y avait « l'avocat du diable » et celui qui prenait la thèse contraire. Or ces deux avocats étaient représentés par deux animaux symboliques (animaux d'ailleurs très fréquemment visés par les écritures).

L'homme dont on jugeait la cause avait dit d'abord pour terminer sa défense :

« Je prie devant vous, ô dieux ! Je vous connais ! Je connais

l'appui, que sur les quarante et une fables de Lokman, une seule, la vingt et unième, intitulée « le buisson, » n'était pas de l'Ésope publié par Coray. Il a eu également soin d'indiquer les emprunts faits par les autres fabulistes à ce fonds pour les mêmes fables.

<sup>1</sup> Je citerai encore celles de Guidi, de Benfeh, de Nöldeke, etc.

vos noms : ne m'imputez pas d'iniquité mienne auprès de Dieu avec lequel vous êtes. Aucun péché mien n'est encore venu devant vous, puisque j'ai fait ce qui est doux au cœur des dieux et des hommes. Ma main a été occupée à cela. J'ai donné du pain à celui qui avait faim, des vêtements au nu, une barque à celui qui n'en avait pas. J'ai donné les divines offrandes aux dieux, du pain et de l'eau aux mânes. Ces choses m'ont sauvé. Vous m'avez sauvé à cause de cela, ô dieux ! parce que, pour vous, aucune accusation n'a été faite contre moi devant les grands juges ; car ma bouche est pure par les choses que j'ai dites, mon cœur est pur, mon devant est pur, mon arrière est pur. Il n'y a pas de membre en moi qui ait fait l'iniquité. »

Après cela venait dans la Vulgate hiéroglyphique :

« Il est venu en paix celui qui le voit, parce qu'Osiris a entendu la grande parole (ou l'entretien) qu'a faite (ou qu'a eu) l'âne avec le chat dans le temple de Ptah pour témoigner de lui en le voyant par devant et par derrière. »

Dans le rituel plus ancien de Nebket on lit :

« Dit à lui celui qui vient en paix : je suis venu pour le voir parce que j'ai entendu cette parole de Set avec le chat pour témoigner devant le mort à Osiris de sa pureté. »

Il n'y a pas de doute pour moi que Set, soit sous la forme de l'animal carnassier typhonien, soit sous celle de cet âne qui le remplace à une basse époque, ne désigne ici, comme d'ordinaire, le diable égyptien. Dans les rituels de période secondaire, l'âne est souvent représenté frappé du glaive à cause de cela, et Hérodote nous dit que, de son temps, par horreur de l'esprit du mal, on immolait chaque année un âne rouge (l'âne rouge que nous retrouvons jusque dans notre dicton actuel : Méchant comme un âne rouge). L'esprit du mal ou, tranchons le mot, le diable, représenté par son symbole, l'animal typhonien ou l'âne <sup>1</sup>,

<sup>1</sup> M. Boussac a récemment signalé la représentation du diable sous forme d'âne jusque dans les sculptures d'une de nos cathédrales du moyen âge. L'origine de ce fait doit être cherchée dans les documents gnostiques et magiques. En effet, dans les papyrus grecs et démotiques de ce genre, datés de l'époque romaine, Seth, l'esprit du mal, continue à prendre cette forme déjà usitée dans les rituels hiéroglyphiques de basse époque. C'est à cause de ces gnostiques valentiniens ayant, selon Tertullien, pris leur doctrine dans les vieux temples égyptiens que les Romains païens accusaient les chrétiens d'adorer une tête d'âne dans leurs mystères hideusement défigurés dans les incantations magiques coptes. Seth *onocephale* a encore le même rôle.

jouait donc tout naturellement le rôle de l'avocat du diable dont nous parlions tout à l'heure, tandis que le chat ou la chatte, en qualité de symbole solaire, a soin d'opposer le bien au mal dans le livre sacré, ainsi que dans la parodie irréligieuse qui s'en inspire. En effet, l'idée de nos entretiens philosophiques de la chatte éthiopienne et du chacal koufi se rattache certainement à ce double rôle mythique. Seulement, l'auteur ayant vu substituer l'âne comme symbole du mal à l'animal typhonien, qui est avec ses longues oreilles droites, comme l'a dit M. de Rougé, un carnassier analogue pour cela au chacal, a mis dans son récit le chacal, mais avec une nuance dont nous reparlerons tout à l'heure.

Notons que son livre, encore visé bien des siècles après par le prophète égyptien Senuti, eut le plus grand succès parmi les libres penseurs, — succès tel que les pieux païens, traducteurs du rituel démotique de Pamont, sous le règne de Néron, jugèrent plus prudent, pour éviter le scandale, de supprimer l'intervention de ces animaux sacrés dans le chapitre cxxv, et qu'ils se bornèrent à donner cette fin au passage cité :

« Tu m'as fait venir, ô Osiris! Tu m'as fait approcher, étant toi-même pacifié. Ils me saluent parce que j'ai entendu la grande parole (le grand arrêt) qu'a donnée Osiris pour établir cela (pour établir mon innocence). »

Rencontre tout au moins singulière! Les deux animaux ainsi sacrifiés par les piétistes, c'est-à-dire les deux interlocuteurs de nos entretiens, la chatte éthiopienne ou la lionne et le chacal, sont justement les héros d'une des fables de Bidpay, — qui, d'ailleurs, fait souvent du chacal un animal fort dévot, refusant, suivant l'usage religieux de l'Inde, de manger rien de ce qui a la vie <sup>1</sup>.

Encore un mot.

Nous avons dit tout à l'heure que l'auteur de notre dialogue égyptien avait pris pour héros le chacal, mais avec une nuance. Il ne s'agit pas, en effet, du chacal ordinaire, tel qu'il sert, par exemple, de symbole à Anubis (dont le rôle n'était point du tout diabolique), mais du chacal koufi, autrement dit du chacal-singe.

<sup>1</sup> Le chacal koufi, il est vrai, se vante, de son côté et par plaisanterie, auprès de la chatte, de n'avoir pas mangé le poisson *rami* en horreur chez les Égyptiens. Mais c'est là son seul acte de religion.

Ce chacal-singe, par rapport à la chatte éthiopienne ou à la lionne d'Éthiopie, peut être comparé à l'écureuil dans la fable du Léopard et de l'Écureuil. Comme celui-ci, d'après Florian, « sautant, gambadant sur un chêne, manqua sa branche et vint, par un triste hasard, tomber sur un vieux léopard qui faisait sa méridienne, » le chacal-singe (petit singe à nez pointu, analogue à ceux que Mariette possédait dans une cage à serins et qui venaient du haut Nil) était tombé sous la griffe de la lionne en question. Plusieurs fois il essaie encore de s'échapper en montant sur des arbres, mais on le rattrape et il est obligé, pour amuser son tyran, de développer sa philosophie, — très différente de celle de l'écureuil. Aussi ne faut-il pas s'étonner si, tout en niant les vertus, il fait pourtant une exception en faveur de la reconnaissance, et si, après avoir promis de donner un jour la réciprocque à la chatte éthiopienne à laquelle il demande la vie, il lui allègue pour argument et pour exemple la fable du Lion et de la Souris.

Ces réserves une fois faites, nous persistons à croire à l'influence directe de l'Indien Bidpay, ou, pour parler d'une façon plus précise encore, de Calilah et Dimnah, sur l'auteur de nos entretiens démotiques. Cette forme même d'entretiens entre deux animaux alléguant d'autres fables me semble prouver la chose avec évidence, plus encore que la transformation du rôle traditionnel du chacal égyptien.

Venons-en maintenant d'abord à la fable ésopique par excellence, à laquelle nous avons fait déjà deux fois allusion.

Si Phèdre, tel qu'il nous est parvenu, a un cadre net et précis, et constitue une œuvre bien personnelle dont Havet a fort bien pu déterminer les caractères généraux, il n'en est pas ainsi, ou il n'en est plus ainsi, des fables ésopiques. Même en admettant l'opinion contraire à celle de Boissonade, c'est-à-dire l'authenticité relative du recueil jadis colligé par Démétrius de Phalère, qui fit, du temps de Soter, à Alexandrie, pour Ésope, ce qu'Aristarque devait faire, de son côté, pour Homère, également à Alexandrie, sous Philométor, il faut avouer que depuis, et peut-être avant, bien des interpolations et des additions furent opérées, comme des soustractions et des emprunts. Tout le monde y prit et tout le monde y ajouta. Aussi ne peut-on déterminer, avec une probabilité vraiment scientifique, les limites de ce qu'on

peut appeler complètement ésopique dans les recueils de Babrius, d'Aphthonius, de Phèdre lui-même ou de Planude.

Nos lecteurs connaissent tous, dans notre *La Fontaine*, la fable du Lion et de la Souris. Mais où l'a-t-il prise? Non pas dans Phèdre, non pas dans les éditions grecques de Planude <sup>1</sup>, pas même dans l'arabe de Lokman. Parmi les recueils antiques, je ne l'ai retrouvée, quant à moi, que dans le Babrius que Minoïde Minas a découvert au mont Athos, en 1843, c'est-à-dire bien longtemps après *La Fontaine*. Il est vrai que, déjà au moyen âge, on connaissait des compilations latines analogues, de sources inconnues, et dont quelques-unes m'ont passé trop rapidement devant les yeux, ainsi d'ailleurs que les fables d'Aphthonius, publiées à Francfort dès 1610 <sup>2</sup>.

Quoi qu'il en soit, la présence du morceau en question dans notre ouvrage égyptien du commencement de l'époque romaine semble prouver qu'on le lisait déjà dans Démétrius de Phalère; car notre auteur avait certainement sous les yeux le livre grec attribué à Ésope, tout autant qu'une traduction ou une adaptation plus ou moins totale du livre indien de Calilah et Dimnah, qui, d'ailleurs, ne possède pas la fable en question.

Entre la version en prose, probablement plus moderne, que Coray a publiée sous le numéro 217 de son nouveau recueil, et le texte en vers de Babrius (fable 107), découvert par Minoïde Minas, nous n'hésitons pas et nous prendrons ce dernier pour le comparer à l'égyptien.

Le voici :

« Le lion, ayant pris une souris, voulait en souper. Le voleur domestique, étant proche, le malheureux, de son destin, suppliait la bête par ces discours :

« Il te convient de chasser les cerfs et les taureaux cornus et  
 « de t'engraisser de la chair de ces bêtes-là. Mais le souper  
 « d'une souris ne t'effleurerait pas seulement le bout des lèvres.  
 « Je t'en prie, épargne-moi. Peut-être tout petit que je sois,  
 « t'apporterai-je un bienfait en échange de celui-là. »

« La bête ayant ri, laissa s'en aller vivante la suppliante.

<sup>1</sup> Pas même dans la dernière édition du xvm<sup>e</sup> siècle, celle de 1796. Elle ne figure (sous le n° 217) que dans l'édition nouvelle et plus complète des fables dites Ésopiques publiée, d'après les manuscrits, par Coray en 1810.

<sup>2</sup> *La Fontaine* écrivit ses fables en 1668.



« Étant tombée ensuite sur des jeunes gens habiles à la chasse, elle fut entourée de filets où, ayant trébuché, elle se trouva prise et attachée. Le lion commença alors à désespérer de son salut, mais la souris secrètement sortit de son trou et, rongéant le filet avec ses petites dents, elle délivra le lion, lui permettant de revoir la lumière et lui rendant la digne réciprocque de la vie qu'il en avait reçue. »

Le texte égyptien du koufi <sup>1</sup> porte de son côté :

« Il arriva que le lion marcha désirant après (*sic*) une nourriture. Une petite souris se trouva sous sa main. Elle était petite de taille, pas plus grosse qu'un œuf. Il arriva qu'il désira la dévorer.

« La souris lui dit : O toi, cet autre bien au-dessus de moi, mon seigneur ! Si tu me manges, tu ne seras pas rassasié. Si tu me laisses, tu n'auras pas faim de moi encore. Si tu me donnes mon souffle en cadeau, je te donnerai ton souffle en cadeau à toi aussi. Si tu me sauves de ma détresse, je te ferai échapper à ton infortune aussi.

« Le lion rit de la souris. Il lui dit : Qu'est-ce que tu veux me dire ? Est-ce qu'il y a un être qui puisse lutter contre moi dans le monde ?

« La souris fit serment en sa présence en disant : Je te ferai échapper à ton infortune aussi en ton jour mauvais.

« Quand le lion eut médité aux choses que lui avait dites la souris par plaisanterie, il se fit à lui-même ses réflexions, à savoir :

« Si je la mange, je ne serai pas rassasié en vérité ! »

« Il la laissa.

« Ces choses eurent lieu.

« Or il y avait un homme chasseur qui l'emportait sur les bêtes à l'aide d'instruments. Il creusa une fosse devant le lion. Le lion tomba en trébuchant dans la fosse. Il se trouva en gage dans la main de l'homme. On le mit dans un filet. On le lia de cuirs secs. On l'attacha de cuirs frais. Il arriva qu'il était laissé dans la montagne tout triste.

<sup>1</sup> La fable du lion et de la souris a été signalée dans ce livre (duquel d'ailleurs il ne comprenait nullement l'ensemble) par le professeur Lauth, de Munich. Brugsch-pacha, sans nommer Lauth et sans comprendre davantage l'ouvrage dont elle était tirée, en donna aussi une traduction, avant mes propres études sur les « Entretiens. »

« Vint le moment de la nuit. Le destin voulut faire s'accomplir la parole joyeuse (la plaisanterie) de la souris relativement aux discours de bravade qu'avait prononcés le lion. Il fit que la petite souris se tint debout devant le lion. Elle lui dit : « Est-ce que tu ne me reconnais pas? Je suis la petite souris à laquelle tu as donné son souffle en cadeau. Je suis venue pour faire à toi ma réciprocité et pour te sauver de ta détresse après que tu as été pris en gage. Il est bon de faire le bien à celui qui l'a fait aussi. »

« La petite souris fit travailler sa bouche après (*sic*) les liens du lion. Elle dévora les cuirs secs. Elle rongea les cuirs frais par lesquels il était attaché — tous. Elle délivra le lion de ses liens. La souris se cacha dans sa crinière. Elle se sauva à la montagne avec lui en ce jour. »

Cette fable, à forme plus romantique, a identiquement le même fond, jusque dans les moindres détails, que celle de Babrius. Mais au lieu d'y joindre une morale sèche, comparable à celle de La Fontaine : « On a souvent besoin d'un plus petit que soi, » le koufi triomphe dans ses conclusions d'un apologue se reliant intimement à toute la suite de ses aventures et de ses discussions avec la chatte :

« Par la vie du roi! tu as prêté les oreilles à mon histoire. Tu as vu la petite souris, qui n'a pas d'être plus petit et plus faible qu'elle dans le monde, sauvant le lion, qui est le plus fort des animaux de la montagne. Cela est arrivé à cause des paroles de bravade qu'avait entendues le destin : pour faire être sa parole, elle est sortie, la souris, afin de sauver le lion. »

En réalité, les paroles de bravade du lion n'étaient autres que celles dont la chatte éthiopienne s'était servie lors d'une proposition du même genre faite par lui-même.

N'avait-il pas eu l'audace de lui dire un peu auparavant :

« Pour la réciprocité, moi aussi je suis avec toi. Je ne m'éloignerai pas de ta face après que tu as bien voulu sauver mon souffle. Quand tu en auras besoin, appelle-moi de cette montagne aux grottes de ton pays. »

La lionne avait dit alors : « Ton cœur s'est écarté de sa place! Ce petit chacal koufi, qui n'a point de force vis-à-vis de moi, est allé jusqu'à me dire ces choses : « Je te sauverai de ton infortune aussi. »

Sur le moment, son interlocuteur avait voulu d'abord rabaisser son orgueil. Pour cela, l'auteur, se rappelant la fable du Lion et de l'Homme qu'avait donnée Ésope (Coray, n° 219), comme devaient aussi la donner Lokman (407) et La Fontaine (III, 10), avait donc mis en plusieurs fables successives l'homme en opposition avec les animaux les plus robustes, et finalement avec le lion. Ces fables sont d'ailleurs habilement placées en série pour ne pas blesser la lionne par une opposition trop directe et trop violente. Immédiatement après la phrase de la chatte éthiopienne que nous venons de reproduire, le chacal koufi, prenant à son tour la parole, amène donc successivement sur la scène un léopard, un bœuf, un âne, un taureau, un ours, en mettant encore le lion dans un rang à part, comme spectateur. Écoutons-le.

« Il y avait un lion sur la montagne, qui était très puissant en force, chassant tous les êtres, faisant connaître sa crainte et la crainte qu'il imposait par sa vaillance.

« Il arriva un jour qu'il rencontra un léopard dont la paupière était fermée par suite d'une blessure qui avait courbé son cuir à ce point d'ignominie. Il parla avec lui et lui dit : Qu'en est-il pour toi de cette situation dans laquelle tu te trouves ? Qui donc t'a fait ta blessure par laquelle ta paupière est prise dans ta peau ? Est-ce que le léopard est tombé en gage dans la main de l'homme ? Qu'est cela ?

« Le léopard dit : L'homme se joue de nous. Toi tu n'as pas été en gage dans sa main. Le lion frappe l'homme. Le léopard s'enfuit hors de sa main. Cela, il le sait bien.

« Le lion rencontra aussi un buffle couché en un réduit et attaché par le pied. L'âne se trouvait dans le lieu où était le buffle, et il y avait un mors dans la bouche de l'âne.

« Le lion dit : Qui donc est celui qui vous a fait cela ?

« Ils dirent : C'est l'homme.

« Il leur dit : Est-ce que vous n'avez pas de force dans les bras vous-mêmes ?

« Ils dirent : Notre seigneur, point de lutte n'est puissante contre l'homme. Tu n'as pas été en gage dans la main de l'homme. Le lion frappe l'homme ; tous les autres animaux s'enfuient de sa main.

« Il en fut de même pour un taureau et une vache, dont les

cornes étaient attachées ensemble par une corde et dont le joug les fatiguait. Ils parlèrent à lui semblablement.

« Il en fut de même pour un ours, dont les griffes étaient parties et dont les dents avaient été prises. C'était encore l'homme qui l'avait ainsi opprimé.

« Le lion dit : Est-ce qu'il n'y a pas de force en ta main, à toi aussi ?

« L'ours dit cette parole vraie : Ce valet m'a fait cela, sinon il serait devenu ma nourriture.

« Il (l'homme) me dit : Tes griffes restent en dehors de les chairs; tu ne peux prendre la nourriture avec elles. Tes dents se précipitent au dehors. Elles ne saisissent pas la nourriture pour faire goûter ta bouche. Laisse-moi faire. Je t'enlèverai le souci de ta nourriture.

« Je le laissai faire. Il m'enleva mes griffes et mes dents pour qu'aucune force ne me fût laissée par leur moyen.

« Le lion frappe l'homme. Celui-ci s'en va hors de la main de l'ours au moment où il désire s'en saisir. »

Mais ce tableau, déjà très varié, ne suffit pas. Tous les animaux ont été jusqu'ici plus ou moins violentés par l'homme. Maintenant, le lion lui-même, — ce lion, qui frappe l'homme, — va se présenter à son tour pour être vaincu, et c'est un autre lion, — le lion philosophe rencontré par nous dans les fables précédentes, — qui a à le constater.

« Il (le lion philosophe) rencontra un lion qui était à côté d'un arbre de montagne. L'arbre de montagne était réuni à sa main et l'assujettissait bien, sans qu'il lui fût possible de s'en aller. Le lion (philosophe) lui dit : Qu'est-ce que signifie cette mauvaise situation dans laquelle je te trouve ? Qui donc t'a fait ces choses ?

— « Garde-toi, répond l'autre, de cette pique à l'aide de laquelle l'homme fait acte de possession pour sa main.

« Je lui ai dit à l'homme : Quel est ce prodige de force que tu feras ?

« Il me dit : Ma force est petite. Je puis te faire une farine pour que tu ne meures pas. J'ai ouvert pour toi un arbre. J'en ai fait pour toi, — pour ton ventre, — une nourriture afin que tu ne meures jamais.

« Je marchai donc avec lui. Je parvins à un arbre de mon-

tagne. Il me dit : « Mets ta main. » Je mis ma main dans l'ouverture de l'arbre (que maintenait sans doute en cet état la pique et qui se referma). Il sourit. Il comprit qu'en ma main était un lien qui ne me permettait pas de m'en aller pour le suivre. Il souffla ainsi du sable à mon œil (il m'aveugla) et il s'échappa hors de ma main.

« Il rit le lion, disant (à l'homme) : « Tu étais cependant en gage dans ma main, toi aussi. Va ! j'exciterai contre toi mes compagnons sur la montagne. »

C'est ainsi préparée qu'arrive la fable du Lion et de la Souris, pour prouver que si « le fort a plus fort que lui, » le faible aussi peut être utile.

Peut-être à cause de la présence de la lionne, le lion intervient encore dans une autre fable.

Il s'agit alors de la question des causes finales. La chatte éthiopienne, défendant les grandes vérités religieuses, avait dit :

« Quand le faible est violenté, la rétribution approche. Le méchant et le meurtrier n'arrivent point au but ; car l'homme grand et puissant ne chassera pas le grand seigneur hors de sa demeure.

« Elle dit encore : « Dieu ne donne pas la chair en nourriture à la bête féroce, car ce n'est pas lui qui fait faire violence.

« Le fort qui inflige de la peine, est plus fort que lui celui qui la supporte.

« Le ciel porte un nuage. Il amène la tempête du pays du cèdre. L'affluence des grandes eaux se met devant les apparitions du soleil. Au matin, il fera resplendir la lumière en sa place avec la joie, ses rayons avec la vie.

« Le fort qui inflige de la peine, est plus fort que lui celui qui la supporte. »

C'est contre une telle assertion que s'acharne aussitôt le koufi après une nouvelle ironie :

« Vive la reine ! Écoute les paroles qu'on m'a racontées :

« Il y avait des chacals sur la montagne qui se disputaient sur l'axiome qu'on avait dit à savoir : « On complotte contre toi dans le monde. Tu arriveras, tu feras le bien et seras généreux. » Ils ne furent pas d'accord. Chaque chacal faisait une parole avec son compagnon. Ils mangeaient, buvaient, s'excitant de cœur dans le bois de la montagne. Ils virent derrière eux un lion, qui

souvent les avait frappés, qui, chassant, se dirigeait vers eux. Ils s'arrêtèrent dans leur conversation. Ils s'enfuirent.

« Le lion força de s'arrêter deux chacals et leur dit : « Malheur à vous ! Est-ce que vous ne m'avez pas vu voulant aller vers vous ? Que signifie cette fuite devant moi que vous faites ?

« Ils dirent cette parole vraie : « Notre seigneur ! nous vous avons vu les frapper (les autres chacals). Nous avons fait nos réflexions, à savoir que nous ne fuirions pas si tu nous épargnais et ne nous mangeais pas ! Notre peau est sur nous, nous ne voulons pas la perdre, — à plus forte raison que tu nous manges. C'est la mort mauvaise qui arrive. Rugit la bête féroce qui me prendra. Il faut que je fuie loin de sa boucho. »

« Entendit le lion, la grande voix, la voix des chacals. Mais c'est comme si un grand personnage ne pouvait jamais tomber sur la vérité.

« Et c'est pourquoi je repousse cette parole aujourd'hui, madame : On complotte contre toi, tu arriveras, tu feras le bien et seras généreux. »

Cette fable est certainement aussi un écho de celle du Lion et du Renard donnée sous diverses formes par l'Ésope de Coray (n° 137), par Babrius (102), par Platon (*Alcib.*, I, § 37), par Lucilius (*Sat.*, 421), par Horace (*Epist.*, I, 73), par Phèdre (Append., 30), par Dosithée (6) et par La Fontaine (VI, 14). Mais elle a un rôle bien déterminé dans l'exposé des doctrines nihilistes du koufi.

Il en est de même, d'ailleurs, pour une autre fable dont je n'ai pas encore retrouvé les origines, et par l'exposé de laquelle débute actuellement le manuscrit très lacuneux en cet endroit des entretiens philosophiques.

C'est toujours le chacal koufi, l'Isengrin irrégulier de nos fabliaux du moyen âge, qui parle en cet endroit :

« Tu dis que tu as fait de constants efforts vers la vertu et que la destinée t'a sauvé de tout mal. Tu as reçu et accepté les infortunes ou les épreuves du monde, pour honorer tous les bons ordres divins. — Celui qui fait tort on lui fera tort. Fera tort au malfaiteur, celui sur lequel repose le monde. Belle, dis-tu, est la destinée qu'on me prépare.

« Les chacals qui ont détruit vos chairs (d'un animal précédemment nommé) parviendront au lieu de châtimement. Il court

(l'animal sacrifié) en ce lieu de vérité où est le châtiment et on lui fera à lui l'ombre de protection parce qu'ils ont médité d'en faire nourriture.

« Eh bien ! écoute-la, madame, cette histoire que je vais dire devant toi.

« Il y avait un vautour né dans les pierres de la montagne.

« Il y avait une chatte née dans les trous d'une colline.

« Il arriva que le vautour emporta les enfants de la chatte comme nourriture à ses petits, sans qu'elle (la chatte) eût fait tort au vautour. La chatte était sortie dehors lors du massacre que le vautour avait fait de ses enfants. Elle ne sut pas ce qui était arrivé. »

Ici se trouve un long morceau très lacuneux dans lequel on voit cependant mentionner, à plusieurs reprises, la chatte, le vautour, les enfants de la chatte et la rétribution qui était demandée pour le meurtre. Les deux parties comparurent devant le soleil (le dieu Ra), en présence duquel ils plaiderent leur cause. Le texte recommence à devenir intelligible au milieu du plaidoyer du vautour.

« Je me dis : Ici règne la disette, en sorte que ma gorge est desséchée. La chatte est sortie.... Que j'aie tuer ses enfants. Ils feront ma nourriture ainsi que celle de mes petits.

« La destruction viendra à ma famille ou elle frappera la vie de la chatte. Il n'y a point d'autre alternative pour moi et pour elle. »

Après avoir fait part des réflexions qui l'avaient inspiré, le vautour expose ce résumé de l'affaire devant les yeux du soleil :

« La chatte est sortie en désirant de la nourriture pour ses petits. Il en est semblablement du vautour. »

La chatte, de son côté, voulut exiger la *rétribution* (c'est-à-dire la punition) du coupable. Elle tourna sa face pour prier devant le soleil, en disant :

« Tu connais mon malheur. Est venu le vautour pour faire le massacre de mes enfants après l'établissement de tes bons ordres (c'est-à-dire malgré les bons commandements donnés par toi). Il les avait entendus. Sa voix est-elle préférable à la mienne ? Je veux te demander de faire parvenir la rétribution au vautour, puisqu'il a fait le massacre de mes enfants. »

« Parla ainsi la chatte pour obtenir la rétribution (la punition)

relativement au domaine que la destinée lui avait fixé et qui avait été violé par le vautour. »

C'était donc un procès, tant au civil qu'au criminel, entrepris par la chatte contre le vautour au sujet de la violation de son domicile et au sujet du meurtre de ses enfants. En ce qui touchait son domicile, la chatte avait invoqué la destinée (*shaï*) qui avait fixé chacun en son lieu et dans le rôle lui appartenant. La solution ne se fit pas attendre, et la destinée ainsi interpellée intervint alors bien plus que le dieu Ra. N'était-elle pas le souverain arbitre de l'univers? On lit, en effet, après les phrases que nous avons reproduites :

« Il (Ra) lui ordonna (au destin) de rétribuer le vautour suivant l'équivalence de ce qui était dû à la chatte. Mais cela fut ordonné par le destin, devant le soleil, que la chatte reçoive partage en similitude du vautour, parce qu'il avait pris dans sa bouche cinq petits lézards qu'elle avait saisis pour en faire la nourriture de ses enfants. Elle transportait cette chair dans sa bouche; car grand était désir très ardent de dévorer des chairs qui s'était allumé en elle, sans qu'elle pût remplir les ordres de Ra. Le vautour aussi tomba. Il trébucha dans le péché, parce que ses petits avaient faim. Il ignorait même qu'il était dans le domaine de la chatte, si proche du domaine du vautour. Quoi? Que feras-tu, ô soleil? conclut le destin. »

Après ce réquisitoire du *shaï*, procureur général de la cour suprême, le dieu Ra rendit son arrêt en ces termes :

« Le soleil dit : Comme tout être désire une nourriture, je pardonne le méfait du vautour, jusqu'à ce que d'autres massacrent ses petits dans une ardeur semblable. »

Telles sont les fables que j'ai recueillies dans le livre du koufi, malheureusement fort incomplet, mais dont l'ensemble actuel est étudié par moi dans un autre travail. Dans celui-ci, je me suis simplement proposé d'examiner ce que la comparaison nous fournit pour l'histoire de ces fables égyptiennes par rapport aux fables grecques et orientales.

E. REVILLOUT.



---

## LES

# IDÉES POLITIQUES DU CARDINAL BELLARMIN

---

Peu de théologiens ont été, autant que Robert Bellarmin, mêlés aux controverses politiques et religieuses de leur siècle, et peu de siècles ont été, autant que le sien, féconds en controverses politiques et religieuses. Le cardinal dut, au cours de sa longue carrière, se prononcer sur les questions les plus épineuses, les plus irritantes parfois, que soulèvent les rapports de l'Église et de l'État; et les thèses défendues, les solutions données par lui dans des cas difficiles, lui valurent de son vivant plus d'ennemis encore que d'admirateurs. Aujourd'hui même il est, pour les adversaires des idées romaines, leur représentant le plus en vue. Döllinger n'écrivait-il pas il y a quelques années « que le concile du Vatican n'a fait que définir les doctrines du cardinal Bellarmin <sup>1</sup> ? »

L'exposé de ces doctrines peut offrir quelque intérêt; notre époque ressemble par bien des côtés à ce dernier tiers du premier siècle de la Réforme qui fut la période la plus féconde de la vie du cardinal; et des questions qui s'agitaient alors la plupart sont bien actuelles encore.

### I.

Avant de résumer les thèses qui ont fait surtout la réputation de Bellarmin, un bref récit des événements qui l'amènèrent à les établir est nécessaire; il est avant tout un controversiste, et presque tous ses ouvrages sont nés d'une lutte engagée pour la défense des idées romaines <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> *Die Selbstbiographie des Cardinals Bellarmin*, p. 98. Bonn, 1887.

<sup>2</sup> Je n'ai à rappeler ici que les grandes lignes des controverses qui donnèrent naissance à quelque écrit de politique religieuse; pour le détail, les di-

A peine âgé de vingt-huit ans, le nouveau prêtre commence à Louvain des leçons sur la Somme de saint Thomas (1570-1576) qui lui donnent l'occasion de réfuter les erreurs de Michel Baïus, condamné le 1<sup>er</sup> octobre 1567 par saint Pie V <sup>1</sup>. En 1576, il est rappelé à Rome, et prend possession de la chaire de Controverses, que vient de fonder au collège romain le P. Éverard Mercurian, avec l'approbation de Grégoire XIII. Pendant douze ans (1576-1588) il professe ce célèbre cours qui reste son meilleur titre de gloire. Le premier volume paraît en 1586, le second en 1588, le troisième en 1593, à Ingolstadt; la première édition complète à Venise, en 1596, a quatre in-folio <sup>2</sup>. L'apparition de chaque tome suscite d'ardentes polémiques <sup>3</sup>. La vente du premier, qui contient les traités du Souverain Pontife et de l'Église, est interdite en France pendant plusieurs années <sup>4</sup>. Entre temps, Bellarmin lance divers ouvrages de circonstance, en réponse à des publications protestantes ou régaliennes. En 1584, le *De translatione Imperii a Graecis ad Francos* <sup>5</sup> réfute le *De translatione Imperii* de Matthias Flack Frankowitz (Illyricus), paru en 1566; Bellarmin y soutient cette thèse que par l'autorité pontificale seule l'Empire romain a été transféré, des Grecs aux Francs d'abord, puis de la famille de Charlemagne à celle des Ottons. En 1585, le *Judicium de libro quem Lutherani vocant Concordiae* <sup>6</sup> signale les erreurs du *liber Concordiae* luthérien. En 1586, sous le nom de François Romulus <sup>7</sup>, Bellarmin répond à une apologie de Pierre de

verses *Vies* du cardinal sont à consulter; la plus récente est celle du P. Couderc, 2 vol. in-8, Paris, 1893. On trouvera tous les faits essentiels, avec une abondante bibliographie, dans l'article très soigné que le P. Le Bachelet a consacré à Bellarmin au tome II du *Dictionnaire de théologie catholique*, col. 560-599. Une foule de renseignements utiles sont accumulés dans les notes de la *Selbstbiographie* de Döllinger, citée plus haut.

<sup>1</sup> Leçons conservées manuscrites aux archives secrètes du Vatican. Les *Sententiae D. Michaelis Baii*, qui en sont extraites, se trouvent à la Bibliothèque royale de Bruxelles (Le Bachelet, art. cit., col. 586).

<sup>2</sup> Dans la plus récente édition des *Œuvres complètes* du cardinal à laquelle, à moins d'indication contraire, je renverrai toujours, les *Controverses* occupent les tomes I-VI, Paris, 1870, sq.

<sup>3</sup> Dans la *Bibliothèque des écrivains de la Compagnie de Jésus*, le P. Sommervogel mentionne, à propos de chaque traité des *Controverses*, les principales réponses qui lui furent faites (t. I, col. 1165 sq).

<sup>4</sup> Döllinger, *Die Selbstbiographie*, note 21, p. 94.

<sup>5</sup> Anvers (?), 1584. *Op.*, t. VI.

<sup>6</sup> Ingolstadt, 1585. *Op.*, t. VII.

<sup>7</sup> Sommervogel, *Bibliothèque*, t. I, col. 1180.

Belloy, parue en 1585 à Paris, en faveur des droits de Henri de Navarre au trône de France; la *Responsio ad praecipua capita apologiae, quae falso catholica inscribitur* <sup>1</sup>, développe cet unique argument : Sixte-Quint a excommunié Henri de Navarre, comme hérétique notoire et relaps, et l'a déclaré déchu de ses droits à la couronne (9 septembre 1585); tout catholique doit obéissance à l'acte pontifical. En 1590, le controversiste est arraché à ses études pour remplir en France une importante et difficile mission; Sixte V le donne comme théologien au cardinal légat Henri Gaetani, chargé de veiller aux intérêts du catholicisme au milieu des partis en guerre; se renfermant dans son rôle de conseiller du légat, Bellarmin n'intervient que deux fois dans les intrigues diplomatiques qui s'agitent autour de lui; le bruit ayant couru que des évêques pensaient à tenir un concile national pour la création d'un patriarche indépendant, il compose une lettre latine, qui devait être adressée à tous les prélats français, pour les mettre en garde contre le projet; le 4 août 1590, pendant le siège de Paris par l'armée royale, il est appelé avec d'autres théologiens à résoudre ce cas de conscience : « Les Parisiens peuvent-ils, dans l'extrémité où ils sont réduits, se rendre au roi de Navarre, sans encourir l'excommunication ? » Bellarmin se prononce sans hésiter pour l'affirmative <sup>2</sup>. Le légat et son théologien rentrent à Rome après la mort de Sixte V (27 août 1590); Bellarmin est appelé successivement aux premières charges de son ordre; puis, le 3 mars 1599, Clément VIII lui donne le chapeau de cardinal. A cette époque appartient le traité de l'*Exemption des clercs*, qui excitera les colères gallicanes presque à l'égal du *De romano pontifice* <sup>3</sup>. Le nouveau cardinal est, pendant les vingt-deux dernières années de sa vie, chargé des plus importantes affaires de l'Église; son rôle dans le premier procès de Galilée, en 1616, est resté célèbre. Il trouve cependant le loisir d'intervenir dans trois importantes controverses politico-religieuses. En 1605, la république de Venise

<sup>1</sup> Rome, 1586. Non inséré dans les Œuvres complètes.

<sup>2</sup> Sur le rôle de Bellarmin au cours de la légation Gaetani, cf. P. Couderc, *Le V. cardinal Bellarmin*, t. II, chap. XII et XIII; t. I, p. 153 sq. Le texte de la décision donnée par lui pendant le siège de Paris a été publié dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, t. VII, p. 232.

<sup>3</sup> Paris, 1599. Joint au *De Clericis*, c. 28 sq. *Opera*, t. I, p. 486 sq.

ayant pris des mesures et porté des lois contraires aux immunités ecclésiastiques, Paul V lança contre elle l'interdit; le Sénat vénitien défendit à tous les membres du clergé de se conformer à la sentence pontificale; en même temps, un groupe de théologiens, surnommés « les sept fous de Venise, » rééditait des opuscules de Gerson sur la validité de l'excommunication, et publiait plusieurs petits traités contre les censures papales; en réponse, Bellarmin composa plusieurs écrits <sup>1</sup> dans lesquels il résume, en les appliquant à l'affaire vénitienne, les doctrines exposées dans les *Controverses* sur le pouvoir pontifical et les immunités ecclésiastiques.

En 1607, le cardinal se trouve aux prises avec un plus illustre antagoniste. Jacques I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, avait, à la suite de la conspiration des Poudres, imposé à tous ses sujets un serment de fidélité, où la doctrine sur le pouvoir du pape en matière temporelle était condamnée comme une hérésie; malgré un bref de Paul V, qui déclarait ce serment illicite, le principal dignitaire de l'Église catholique d'Angleterre, l'archiprêtre George Blackwell, se laissa décider à le prêter, et engagea ses subordonnés à imiter son exemple; un second bref confirma le premier, et Bellarmin, s'autorisant d'une ancienne amitié avec Blackwell, lui écrivit pour l'engager à résipiscence. Lettre et brefs ayant été saisis par la police de Jacques, le roi crut devoir les réfuter en personne, et lança, au commencement de 1608, un petit traité anonyme *Triplici nodo triplex cuneus*, où les doctrines de Bellarmin sur le pouvoir du pape en matière temporelle étaient travesties et ridiculisées. Le cardinal riposta aussitôt par une réponse <sup>2</sup>, signée de son aumônier Mathieu Torti, où il explique sa pensée sur la matière. Le roi Jacques, après quelques mois de travail, réédita son *Triplici nodo* en le signant, et le faisant précéder d'une longue préface, adressée à tous les princes chrétiens, où les principales thèses des *Controverses* sont attaquées; Bellarmin répondit par une *Apologie* <sup>3</sup> qui est comme la Somme de toutes ses doctrines <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Quelques-uns de ces traités, écrits en italien, se trouvent au tome VIII des Œuvres. Je citerai les autres d'après les éditions originales.

<sup>2</sup> Cologne, 1608. *Opera*, t. XII.

<sup>3</sup> Rome, 1609. *Op.*, t. XII.

<sup>4</sup> J'ai raconté en détail cette célèbre polémique dans plusieurs articles des *Études*, 1901 et 1903.

Toute une guerre de pamphlets s'engagea à la suite de cette polémique, des auxiliaires surgissant auprès du roi et du cardinal. Un des défenseurs de Jacques, le catholique régalien Roger Widdrington, ayant, en 1611, publié une *Apologia cardinalis Bellarmini pro jure principum*, Bellarmin reprit la plume, et composa un *Examen* de ce pamphlet. Paul V jugea plus à propos qu'il ne fût pas signé par le cardinal, et le théologien de Cologne, Adolphe Schulcken, l'édita sous son nom en 1613, avec quelques additions de son cru, et ce titre nouveau : *Apologia pro Illmo D<sup>o</sup> card. Bellarmino* <sup>1</sup>.

En 1610, paraissait, à Londres d'abord, puis à Pont-à-Mousson, un traité anonyme intitulé : *De potestate Papae*, œuvre posthume du célèbre jurisconsulte écossais Guillaume Barclai; il attaquait la thèse du pouvoir du pape sur le temporel des princes, et tout spécialement les arguments de Bellarmin en faveur de cette thèse. Pour réparer le scandale produit par ce livre, Bellarmin dut, sur l'ordre de Paul V, et malgré ses propres répugnances, développer dans un traité spécial celle de ces théories qui avait, entre toutes, le don d'exaspérer les gallicans. Le traité *De la puissance du Pape dans les choses temporelles* <sup>2</sup>, publié à Rome en 1610, fut, le 26 novembre de cette même année, prohibé par le Parlement de Paris, après un violent réquisitoire de l'avocat royal Louis Servin. Sur les réclamations indignées de Paul V, la reine Marie de Médicis suspendit l'exécution de l'arrêt. Les parlementaires prirent leur revanche trois ans plus tard, en condamnant au feu le traité de Bellarmin contre Widdrington, publié par Schulcken, dont il a été question plus haut <sup>3</sup>.

A ces ouvrages de polémique contre les adversaires protestants ou régaliens des doctrines romaines, on peut joindre un écrit d'un tout autre genre, œuvre des dernières années du cardinal, le *De officio principis christiani* <sup>4</sup>, composé à la demande des

<sup>1</sup> Longtemps on a eu des doutes sur le véritable auteur de cette *Apologia*. Le P. Le Bachelet a tranché la question en découvrant aux Archives vaticanes le manuscrit, de la main même de Bellarmin. L'*Apologia*, publiée à Cologne en 1613, fut rééditée par Rocaberti dans sa *Bibliotheca Maxima Pontificia*. Rome, 1698, t. II.

<sup>2</sup> *Opera*, t. XII.

<sup>3</sup> Sur cette affaire, cf. Prat, S. J., *La Compagnie de Jésus en France au temps du P. Colon*, t. III, p. 310 sq. Lyon, 1876.

<sup>4</sup> Rome et Anvers, 1619. *Opera*, t. VIII.

jésuites polonais, pour l'instruction du prince Ladislas, fils de Sigismond III ; Bellarmin y décrit, en s'appuyant sur de nombreux exemples historiques, les principales obligations d'un prince chrétien ; son idéal d'un bon gouvernement y est bien exprimé.

Les colères suscitées, du vivant du cardinal, par tant d'écrits qui battaient en brèche toutes les doctrines régaliennes, ne s'apaisèrent pas après sa mort. Lorsque, sous Benoît XIV, la Congrégation chargée d'examiner la cause de béatification de Bellarmin discutait sur l'héroïcité de ses vertus, l'adversaire le plus acharné de la cause, le cardinal Passionei, exposa, dans un mémoire célèbre <sup>1</sup>, que la béatification de l'auteur des *Controverses* serait considérée comme une insulte par toutes les cours catholiques <sup>2</sup>.

Ces considérations, et elles seules, arrêlèrent le procès, bien que vingt-cinq suffrages sur vingt-sept eussent été favorables à la béatification, et que le pape lui-même vit en Bellarmin « un héros supérieur au commun degré des autres hommes <sup>3</sup>. »

Ces idées du cardinal sur les deux pouvoirs, nous pouvons les discuter avec plus de sang-froid ; et nous sourions de la vertueuse indignation avec laquelle les hommes les plus modérés signalaient, en 1758, « ces doctrines révoltantes et séditieuses contre l'autorité des rois, doctrines anarchiques sur la liberté prétendue des clercs et la juridiction extérieure de l'Église <sup>4</sup>. » Aujourd'hui, hélas ! révolte, sédition, anarchie, tiennent un autre langage.

<sup>1</sup> *Voti.... nella causa della beatificazione del venerabile servo di Dio card. R. Bellarmino*, p. 107 sq. Ferrare, 1762.

<sup>2</sup> De son côté, le ministre Rouillé écrivait, le 22 septembre 1754, dans les instructions données au comte de Choiseul-Stainville partant pour Rome : « Si pendant le cours de l'ambassade dudit sieur comte de Stainville on tenoit de renouveler cette même affaire (la béatification de Bellarmin), il aura soin de représenter aux ministres de Sa Sainteté qu'il seroit de la prudence de la Cour de Rome de ne pas suivre un sujet qui seroit également critiqué dans les pays catholiques et protestants, et que jamais une pareille canonisation ne seroit reçue en France. » (*Instructions* publiées par le P. J. Brucker, *Études*, t. LXVII (1896), p. 674.)

<sup>3</sup> Cité par le P. Le Bachelet, *art. cit.*, col. 576. Cf. les lettres de Benoît XIV publiées dans l'article cité plus haut du P. J. Brucker, p. 665 sq.

<sup>4</sup> *Mémoire historique et dogmatique, contenant une idée de la vie et un examen de la doctrine du cardinal Bellarmin*, p. 259. Ce mémoire, dont je ferai souvent usage dans ce travail, est une des critiques les plus habiles qui aient été faites des idées politiques de Bellarmin. Il est de M. de Guyenne, avocat au Parlement de Paris (*Bibl. nat.*, fonds fr. 20328-9).

## II.

Pour Bellarmin, en effet, comme pour toute la tradition catholique, l'autorité politique vient de Dieu même; et quand le prince commande, c'est au nom du Roi des rois dont il est le délégué. Contre les anabaptistes et les trinitaires qui enseignaient « que le faux Christ a dans son Église rois, princes, magistrats armés du glaive, mais que le vrai Christ n'y tolérerait rien de semblable <sup>1</sup>, » il prouve, par les textes classiques de l'Ancien et du Nouveau Testament <sup>2</sup>, l'origine divine de la puissance politique. Il insiste particulièrement sur la preuve que la seule observation de la nature humaine nous fournit de cette vérité. « L'autorité politique est tellement nécessaire au genre humain que la détruire c'est détruire la nature humaine elle-même <sup>3</sup>. » L'homme, en effet, est un être essentiellement sociable; incapable de se procurer sans le secours de ses semblables les satisfactions que réclame sa constitution plus délicate et plus parfaite que toute autre; incapable d'arriver par lui-même à cette instruction sans laquelle ses plus nobles facultés restent presque inutiles, trop faible pour se défendre seul contre ses ennemis, doué par Dieu même du don éminemment social de la parole, il est fait pour la vie en commun avec d'autres hommes. « Or, si la nature humaine exige la vie sociale, elle exige, en même temps, un gouvernement et un chef; une multitude d'hommes ne peut longtemps former un corps, sans un supérieur qui la maintienne unie et qui prenne soin du bien commun, de même que le corps humain a vite fait de tomber en décomposition lorsque l'âme n'est plus là pour en ordonner les forces et les maintenir unies <sup>4</sup>. »

<sup>1</sup> « Christum falsum habere in sua Ecclesia Reges, Principes, Magistratus, gladios; Christum verum nihil tale in sua Ecclesia pati posse. » *Antitheses Christi veri et falsi*, n° 7. Albae Juliae, 1568.

<sup>2</sup> « Per me reges regnant » (*Prov.*, viii, 15). — « Reddite quae sunt Caesaris Caesari » (*Matth.*, xii, 21). — « Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit; non enim est potestas nisi a Deo » (*Rom.*, xiii, 1). — Sur ces textes et autres semblables, cf. *De laicis*, 3. *Op.*, t. III, p. 6 sq.

<sup>3</sup> « Principatus politicus adeo naturalis et necessarius est humano generi, ut tolli non possit quin natura ipsa destruat. » *L. c.*, V, p. 9.

<sup>4</sup> « Jamvero, si natura humana socialem vitam requirit, certe requirit etiam regimen, et rectorem; nam impossibile est multitudinem diu consistere, nisi sit, qui eam contineat, et cui sit curae bonum commune; sicut in uno-

L'autorité civile « vient donc immédiatement de Dieu seul; conséquence nécessaire de la nature humaine, elle a le même auteur qu'elle <sup>1</sup>. »

Mais cette autorité, nécessaire à toute société, en qui réside-t-elle? Dans le corps social tout entier, qui, ayant reçu de Dieu le pouvoir de se gouverner, se dessaisit de ce pouvoir entre les mains d'un ou plusieurs chefs? Dans un ou plusieurs membres du corps social, qui reçoivent immédiatement de Dieu le pouvoir de gouverner leurs frères? La seconde théorie, supposée et parfois explicitement énoncée par les juristes de Henri IV d'Allemagne, de Frédéric II, de Philippe le Bel, de Louis de Bavière <sup>2</sup>, fut exposée avec éclat par un royal auteur contemporain de Bellarmin. Dans son livre *Basilicon Doron*, composé pour l'éducation de son fils Henri, dans son traité *Jus liberae monarchiae*, dans les ouvrages enfin publiés contre Bellarmin lui-même, Jacques I<sup>er</sup> d'Angleterre, prenant à la lettre l'hyperbole biblique : « O rois! je vous le dis, vous êtes des dieux <sup>3</sup>, » enseigne « que les rois tiennent de Dieu seul leur sceptre et leur trône...., qu'ils sont dieux entre les hommes, placés par le Roi des rois pour commander et occuper le trône en son nom...., qu'ils occupent sur la terre le trône de Dieu même...., que leurs sujets doivent les révéler comme des juges donnés par Dieu même et responsables à lui seul.... C'est un principe de sédition que les rois n'ont pas leur pouvoir immédiatement de Dieu.... comme le pape a le sien <sup>4</sup>. » Guillaume Barclai, dans son ouvrage contre Bellarmin, défendait les mêmes thèses. « Le prince se

quoque nostrum, nisi esset anima quae contineret et conjungeret partes, et potentias, et elementa contraria, e quibus constamus, statim omnia solveretur. » *De laicis*, 5. Op., t. III, p. 10.

<sup>1</sup> « Politicam potestatem...., immediate esse a solo Deo; nam consequitur necessario naturam hominis, proinde esse ab illo, qui fecit naturam hominis. » *L. c.*, 6, p. 11. Bellarmin écrit au jeune prince de Pologne : « Admonetur reges, ut cogitent, potestatem in alios homines habere se a Deo, quocumque titulo regnent. » *De officio*, 1. Op., t. VIII, p. 93.

<sup>2</sup> Cf. Féret, *Le pouvoir civil devant l'enseignement catholique*, 3<sup>e</sup> partie. Paris, 1888. Chénon, *Théorie catholique de la souveraineté nationale* (*Revue canonique*, 1898). Sur les curieuses variations des théories catholiques et protestantes au sujet de l'origine du pouvoir, on peut consulter la thèse de Weill, *Théories sur le pouvoir royal en France pendant les guerres de religion*. Paris, 1892.

<sup>3</sup> *Ps. LXXI*, 6.

<sup>4</sup> *Jacobi Opera*. Londres, 1619. P. 128, 137, 143, 334. J'ai exposé avec plus de détails ces théories du roi Jacques dans les *Études*, 20 mai 1903, p. 632 sq.



glorifie, non sans raison, de ne devoir sa puissance qu'à Dieu et à son épée; il tient son autorité de Dieu seul, et n'est inférieur qu'à lui; il est lui-même au-dessus de toutes les lois humaines, n'ayant à rendre compte qu'à Dieu seul de son administration <sup>1</sup>.

Tout autre est la théorie du cardinal. Pour lui comme pour la plupart des disciples de saint Thomas <sup>2</sup>, sinon pour saint Thomas lui-même <sup>3</sup>, l'autorité vient au prince « de Dieu par le peuple. » Le sujet immédiat du pouvoir est le peuple, et le peuple seul. Bellarmin établit cette thèse par un argument devenu classique : « Le pouvoir civil est, comme on l'a prouvé plus haut, de droit divin. Or, le droit divin ne confère ce pouvoir à aucun homme en particulier; c'est donc à l'ensemble du peuple qu'il le confère; si l'on ne tient pas compte du droit positif, il n'y a pas de raison pour que tel individu, plutôt que tel autre, domine ceux qui étaient jusque-là ses égaux <sup>4</sup>. »

Mais ce pouvoir qu'il a reçu de Dieu, le peuple est incapable de l'exercer par lui-même; il doit donc nécessairement le transférer à un ou plusieurs individus; « on peut dire en ce sens que l'autorité du chef ou des chefs de l'État, considérée en général, est de droit naturel ou divin; car le genre humain ne pourrait, quand bien même il s'entendrait tout entier pour cela, décréter la suppression de tout prince ou chef. » Considérée dans tel ou tel cas particulier, l'autorité « vient de Dieu, mais par l'intermédiaire du choix raisonné des hommes, comme tout ce qui constitue le droit des gens. Le droit des gens, en effet, est comme une conclusion que le raisonnement humain tire du droit naturel. » Les diverses formes de gouvernement n'existent pas de droit naturel, mais de droit des gens. « C'est le consentement du

<sup>1</sup> « Principes sunt a solo Deo constituti, et solo Deo minores.... Soli Deo, et gladio, se regna et principatus debere haud vane gloriantur.... Reges supra omnes leges humanas sunt, omneque jus positivum, soli Deo administrationem reddituri. » *De pol. Rom. Pont.*, 21, 31. Goldast, *Monarchia Romani Imperii*, t. III, p. 658, 671. Francfort, 1613.

<sup>2</sup> Tous les textes des principaux scolastiques et des théologiens contemporains de Bellarmin sont réunis dans la thèse de M. Quilliet, *De civilis potestatis origine theoria catholica*, p. 183 sq., Lille, 1893.

<sup>3</sup> Sur le sens des textes discutés de saint Thomas, cf. Quilliet, *Op. cit.*, p. 182.

<sup>4</sup> « Haec potestas est de jure divino. At jus divinum nulli homini particulari dedit hanc potestatem; ergo dedit multitudini. Praeterea, sublato jure positivo, non est major ratio cur, ex multis aequalibus, unus potius quam alius dominetur.... » *De laïcis*, 6. *Op.*, t. III, p. 11.

peuple, en effet, qui constitue rois, consuls ou tous autres gouvernements <sup>1</sup>. » Telle est l'origine du pouvoir dans les sociétés qui se fondent, dans les unions librement formées de groupements jusque-là séparés. Mais Bellarmin reconnaît que, de fait, bien souvent la violence seule donne naissance à l'autorité d'un homme sur ses semblables; c'est le cas des conquêtes et des révolutions. Cette autorité, injuste et tyrannique à l'origine, ne peut devenir légitime que lorsque le libre consentement, au moins tacite, du peuple auquel elle s'est imposée, l'a validée. « Il arrive le plus souvent que les fondateurs des empires ont été des envahisseurs ou des conquérants; avec le temps, eux-mêmes ou leurs successeurs deviennent légitimes, parce que peu à peu le peuple les accepte. » Le cardinal donne comme exemple la conquête des Gaules par les Francs, celles de l'Espagne par les Goths, de la Bretagne par les Anglo-Saxons, « et l'établissement de l'Empire romain lui-même, qui, fondé par la tyrannie et l'injuste oppression de Jules César, fut ensuite si parfaitement légitime que le Christ a pu dire <sup>2</sup> : « Rendez à César ce qui est à César <sup>3</sup>. »

Bellarmin n'exige pas une longue prescription pour que le pouvoir, issu d'une conquête ou d'une révolution, devienne légitime. Dès que le consentement de l'unanimité morale des citoyens a ratifié les changements opérés dans la forme du gouvernement, le cardinal tient la forme nouvelle pour bien et

<sup>1</sup> « *Respublica non potest per seipsam exercere hanc potestatem; ergo tenetur eam transferre in aliquem unum, vel aliquos paucos; et hoc modo potestas principum, in genere considerata, est etiam de jure naturae et divino, nec posset genus humanum, etiamsi totum simul conveniret, contrarium statuere, nimirum ut nulli essent principes vel rectores.... Hanc potestatem in particulari esse quidem a Deo, sed mediante consilio et electione humana, ut alia omnia quae ad jus gentium pertinent; jus enim gentium est quasi conclusio deducta ex jure naturae per humanum discursum.... In particulari singulas species regiminis esse de jure gentium, non de jure naturae; nam pendet a consensu multitudinis constituere super se regem, vel consules, vel alios magistratus, ut patet. » *Ibid.**

<sup>2</sup> *Matth.*, xxii, 21.

<sup>3</sup> « Etiamsi initio, qui regna constituerunt, fuerint invasores, ut plurimum, tamen successu temporis fiunt vel ipsi vel successores eorum legitimi Principes, quia populi paulatim consentiunt. Hoc modo regnum Francorum nunc omnium consensu legitimum est, licet initio Franci injuste Gallias occupaverint.... et idem dici potest de ipso imperio romano, quod a Julio Caesare, patriae oppressore, constitutum est, quod tamen postea adeo legitimum esse coepit, ut Dominus dixerit : « Reddite quae sunt Caesaris Caesari. » *De laicis*, 6. *Op.*, t. III, p. 12.

dûment établie. Il va jusqu'à dire dans l'Apologie publiée par Schulcken : « Athalie avait, certes, usurpé le trône par violence ; mais puisque, pendant six années, elle avait eu un règne paisible, on doit croire que peu à peu, par le consentement du peuple, elle avait acquis un véritable droit au pouvoir <sup>1</sup>. »

Une fois que le peuple s'est librement donné un gouvernement, ou qu'il a librement accepté celui qu'à l'origine la violence lui avait imposé, il est dessaisi du pouvoir qu'il tenait de Dieu ; il doit, dans les limites fixées par la forme du régime, obéissance au chef qu'il s'est choisi, ou à ses descendants si le régime est une monarchie héréditaire. Bellarmin protesta toujours contre ceux qui confondaient ses doctrines sur l'origine populaire du pouvoir avec les théories révolutionnaires des puritains anglais ou des anabaptistes <sup>2</sup>.

« Lorsqu'un peuple s'est donné un chef, soit pour un temps, soit pour toujours, il n'a plus aucun pouvoir sur ce chef, mais c'est le chef, surtout s'il est roi, qui a ce pouvoir sur le peuple ; et ce serait un crime des plus graves que de trahir son prince légitime, ou de préparer contre lui sédition ou rébellion, » répond-il aux accusations signalées plus haut du roi d'Angleterre <sup>3</sup>.

Pour mieux faire comprendre ses doctrines sur l'origine du pouvoir civil, Bellarmin, en plus d'un passage, aime à la comparer à celle du pouvoir ecclésiastique. Voulant prouver, dans son traité des Clercs, qu'il n'appartient pas au peuple de choisir son évêque : « Sans doute, dit-il, le roi est le pasteur de son peuple ; et pourtant le peuple élit son roi. Mais autre est la condition des sociétés de la terre, autre celle de cette société céleste qui est l'Eglise. Dans une société de la terre, tous les hommes

<sup>1</sup> « Sine dubio Athalia tyrannice regnum invasit ; sed cum sex annis pacifice imperaverit, credibile est paulatim, assentiente populo, legitimum jus in regnum acquisivisse. » (*Apologia*, 12. Rocaberti, *Bibliotheca*, t. II, p. 114.)

<sup>2</sup> Cf. Jacques I<sup>er</sup>, *Basilicon Doron*, 3 : *Opera Jacobi*, p. 168. « Non mere laicus est rex ut papistae et anabaptistae somniant ; cui etiam errori puritani sunt affines. » Les jésuites, en particulier, sont pour lui « les puritains du papisme : » « puritanopapistas » (*Praef. Monit. Op. Jac.*, p. 304).

<sup>3</sup> « Posteaquam magistratus sive temporalis sive perpetuus creatus est, non habet imperium populus in magistratum, sed magistratus, ac regius potissimum, in populum ; neque licet sine gravissimo crimine a legitimo principe suo deficere, aut seditionem rebellionemve agitare. » *Apologia*, 13. *Op.*, t. XII, p. 185. Cf. les attaques du roi Jacques dans sa *Praef. Monit. Opera*, p. 334.

sont égaux par nature; et, par conséquent, le sujet immédiat du pouvoir politique est le peuple tout entier, jusqu'à ce qu'il ait transmis ce pouvoir à un souverain. Dans la société ecclésiastique, il n'en est pas ainsi; elle eut un roi, un pasteur, dès sa naissance; au moment même, en effet, où le Christ fondait l'Église, il lui donnait Pierre pour chef <sup>1</sup>. » Et ailleurs : « Il y a deux différences entre l'autorité royale et l'autorité pontificale; l'une prise du sujet en qui réside l'autorité, le pouvoir politique étant immédiatement dans la communauté, le pouvoir ecclésiastique immédiatement dans un individu; l'autre, prise de la cause efficiente de l'autorité, le pouvoir politique, considéré en lui-même, est de droit divin; considéré dans les particuliers qui en sont revêtus, il est de droit humain; le pouvoir ecclésiastique, de quelque côté qu'on l'envisage, est de droit divin et immédiatement de Dieu <sup>2</sup>. » « Sans doute, répond-il à un adversaire vénitien qui lui objectait l'élection du pape par les cardinaux, la puissance du pape a pour origine l'élection des cardinaux, comme celle des princes l'élection ou la succession; mais les cardinaux en élisant ne donnent pas la puissance; ils désignent seulement celui à qui Dieu la donne; l'élection ou succession des princes leur donne l'autorité, ou du moins fait passer en eux cette même puissance qui leur fut donnée au commencement par la multitude des hommes; ceux-ci étaient libres, de leur plein gré ils transférèrent leur pouvoir à un seul individu, et ainsi toujours ce pouvoir dérive du commun accord des hommes, ce qui ne se peut dire de celui du pape <sup>3</sup>. »

<sup>1</sup> « Respondeo aliam esse rationem terrenae, aliam coelestis, id est christianae reipublicae; nam in terrena republica nascuntur omnes homines naturaliter liberi, et proinde potestatem politicam immediate ipse populus habet, donec eam in regem aliquem non transtulerit; at christiana respublica numquam habuit ejusmodi libertatem, siquidem cum ipsa natus est rex et pastor ipsius, Christus enim simul Ecclesiam instituit, et Petrum ei praefecit. » *De Clericis*, 7. Op., t. II, p. 426.

<sup>2</sup> « Colliguntur duae differentiae inter potestatem politicam et ecclesiasticam; una ex parte subjecti, nam politica est in multitudinc, ecclesiastica in uno homine tamquam in subjecto immediate; altera ex parte efficientis, quod politica universa considerata est de jure divino, in particulari considerata, est de jure gentium, ecclesiastica omnibus modis est de jure divino, et immediate a Deo. » *De laicis*, 6. Op., t. III, p. 11.

<sup>3</sup> « Quando replica quella del Papa è mediante l'elezione de' Cardinali, come quella dei principi mediante l'elezione o successione; si risponde come pure si è risposto nell' altra scrittura che i Cardinali eleggendo non danno la potestà, ma disegnano la persona alla quale Dio dà la potestà; ma l'elezione o

On le voit facilement par les citations qui précèdent, si, comme J.-J. Rousseau, Bellarmin admet que l'autorité est, à la naissance d'une société, dans le peuple qui la délègue à ses élus, il conçoit d'une tout autre façon l'origine et la transmission de cette autorité. Exigée par la nature humaine, aussi bien que l'état social lui-même, et partant, comme la nature humaine et comme l'état social, œuvre de Dieu et non d'un contrat humain, abandonnée sans retour par le peuple au prince qu'il s'est choisi, dans le cas d'une monarchie héréditaire, l'autorité civile a, dans le système de Bellarmin, autrement de force, et s'impose autrement au respect, que dans celui de Rousseau; et l'assimilation que certains auteurs modernes ont prétendu établir entre eux prouve une connaissance bien superficielle de l'œuvre du cardinal <sup>1</sup>. • Il est facile, dit M. Lacour-Gayet, de comprendre en quoi la thèse chrétienne et la thèse philosophique diffèrent profondément l'une de l'autre; la première fait remonter à Dieu l'origine du pouvoir, comme de toute chose, la seconde organise l'état social en dehors de toute relation de Dieu avec les hommes ou de toute obligation des hommes envers Dieu ? »

### III.

En traitant de la constitution donnée par le Christ à son Église, Bellarmin a eu l'occasion de formuler ses idées sur la forme de gouvernement qui lui paraît la plus parfaite. Il est résolument monarchiste, comme ses maîtres les scolastiques, et trouve aussi contraires à la raison qu'aux enseignements de l'Écriture les prédilections de Calvin pour le régime aristocratique de Genève <sup>3</sup>. Dieu lui-même n'a-t-il pas donné au genre humain

successione de' principi, o dà la potestà, o almeno trasfonde in essi quella potestà, che fu data da principio dalla moltitudine degli uomini, i quali essendo liberi, si contentarono di trasferire la loro potestà in uno, e così sempre quella potestà del consenso umano, il che non si può dire di quella del Papa. » *Risposta, Op.*, t. VIII, p. 77.

<sup>1</sup> Une comparaison détaillée du système de Bellarmin avec celui de J.-J. Rousseau est faite par le P. Costa Rosselli dans ses *Institutiones Ethicae*, p. 540. Œniponte, 1883. Mgr d'Hulst a consacré sa première conférence de 1895 à l'origine du pouvoir, et, dans les notes de cette conférence, donne un bon exposé du système de Bellarmin qu'il oppose à celui de Rousseau (p. 326, 368, 373).

<sup>2</sup> *L'éducation politique de Louis XIV*, p. 304, Paris, 1898.

<sup>3</sup> *Instit.*, 4, 6, 9-20, 8. *Corp. Ref.*, 32, 676, 1134. Calvin s'est corrigé lors de

un seul chef et un seul père, Adam? Toutes choses sur la terre n'ont-elles pas « une tendance naturelle au régime monarchique? » La famille a son prince, le père. Les animaux eux-mêmes aiment à se grouper derrière un chef qui guide l'essaim ou le troupeau. Le gouvernement du peuple juif, constitué par Dieu lui-même, fut toujours monarchique, que le chef suprême s'appelât patriarche, juge ou roi. Si Jehovah blâma son peuple d'avoir réclamé des rois <sup>1</sup>, c'est que jusque-là lui-même gouvernait les Juifs par un représentant choisi de sa main, et regardait comme une insulte l'abandon de cette théocratie <sup>2</sup>.

La raison montre les avantages évidents du gouvernement d'un seul homme : plus d'ordre à l'intérieur, la paix et la concorde des citoyens mieux assurées, puisqu'une autorité indiscutée peut s'imposer aux partis en lutte; plus de prospérité au dedans, plus de force contre les ennemis du dehors, tous les efforts étant dirigés par le prince vers le même but de progrès pacifique ou de défense. Aussi, les plus puissantes sociétés ont voulu la forme monarchique; Rome même, aux jours de péril, se donnait un dictateur. Par contre, l'exemple des tristes divisions qui déchirèrent les républiques antiques ne montre que trop l'infériorité des autres régimes, surtout quand il s'agit d'un grand peuple <sup>3</sup>. « Dans une famille riche, lorsque de nombreux serviteurs sont chargés de la même besogne, il y a grande chance pour qu'elle soit mal faite, chacun comptant sur son collègue pour s'acquitter de la tâche commune; de même, si les gouvernants de l'État sont nombreux, chacun attend l'autre pour agir, chacun rejette sur ses collègues le fardeau commun, personne ne prête une attention suffisante aux affaires qui relèvent de tous; un roi, qui se sait responsable de l'ensemble, veille à ce qu'aucun détail ne soit négligé <sup>4</sup>. »

la dernière revision de son texte, et a inséré cette rectification importante, que le gouvernement aristocratique est le meilleur « non pas de soy, mais pour ce qu'il n'advient pas souvent, et est quasi miracle, que les rois se modèrent si bien que leur volonté ne se fourvoye jamais. » (*C. R.*, 32, 1134, note).

<sup>1</sup> *I. Reg.*, viii, 10 sq.

<sup>2</sup> *De Rom. Pont.*, 1, 2. *Op.*, t. I, p. 463 sq.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 465 sq.

<sup>4</sup> « Quemadmodum in amplis familiis, ubi multis servis idem ministerium assignatur, negligenter negotia procurantur, quod unus alii provinciam communem relinquit; sic etiam, ubi multi sunt Principes Reipublicae, unus alium respicit, et dum unusquisque in collegas onus rejicit, nemo satis di-

Mais monarchie n'est pas nécessairement absolutisme. Bellarmin, qui veut un roi maître et respecté, « commandant à tous et n'ayant pas de supérieur, » entend bien que les lieutenants du souverain, chargés de gouverner une portion plus ou moins grande du territoire, ne soient pas de simples agents, révocables à volonté, mais « de vrais princes, tenus, il est vrai, à l'obéissance envers le monarque, mais qui gouvernent comme leur territoire propre, et non comme le bien d'autrui, la province ou la ville dont ils ont la charge. » C'est qu'un vrai prince « administrera avec autrement de soin un pays qui est le sien qu'un simple agent le domaine d'un autre <sup>1</sup>. »

Pour Bellarmin enfin, il serait à souhaiter que pas plus la monarchie que les principautés subordonnées ne soient héréditaires, mais que « de tout le peuple, les meilleurs, quels qu'ils soient, puissent parvenir à tous les emplois <sup>2</sup>. » C'est le régime que Jésus-Christ a voulu pour son Église.

Le chef de l'État, quel que soit son titre, lorsqu'il a été mis en possession du pouvoir par succession ou élection régulière, se trouve, dans un pays chrétien, en présence d'une double catégorie de sujets, les laïques et les ecclésiastiques. Envers les uns comme envers les autres, il a de grands devoirs; dans le traité destiné au jeune prince de Pologne, Bellarmin les expose éloquentement; charité pour les humbles et les petits, qui voit en eux plus encore des enfants que des sujets, prudence alliée à la plus parfaite loyauté, justice qui est par excellence la qualité royale, courage, non seulement contre le danger, mais contre les jugements du monde et ses mauvais conseils; magnificence qui encourage tous les arts, mais se manifeste surtout dans des œuvres utiles; rigoureuse vigilance sur les membres de la famille du prince et de son entourage immédiat; souvenir toujours présent des responsabilités qui pèsent sur le chef d'un peuple; les meil-

ligentem curam adhibet civitati; rex autem, qui scit a se uno pendere omnia, cogitur nihil negligere. » *Ibid.*, p. 467.

<sup>1</sup> « Praesides provinciarum vel civitatum non sint regis vicarii, sive annui iudices, sed veri Principes, qui et imperio summi Principis obediant, et interim provinciam vel civitatem suam, non tamquam alienam, sed ut propriam, moderentur.... Certum est multo diligentius ac fidelius Principes res suas quam alienas vicarios procuraturos. » *L. c.*, 3. *Op.*, t. I, p. 467.

<sup>2</sup> « Ut neque summus rex neque principes minores haereditaria successione dignitates illas acquirerent, sed ex universo populo optimi quique ad eas eveherentur. » *L. c.*, 3. *Op.*, t. I, p. 467.

leurs conseils épars dans l'Écriture sainte et les ouvrages des Pères sont recueillis dans ce petit écrit. Pour lui rappeler ces devoirs, le prince a auprès de lui un homme qui est spécialement le représentant de Dieu, son confesseur; un chapitre spécial traite du rôle si délicat de ce prêtre; juge spirituel de son roi, il doit l'avertir, non seulement de ses manquements d'homme privé, mais de tout ce qui, dans son gouvernement ou celui de ses fonctionnaires, blesserait la morale chrétienne, et ne peut l'absoudre sans qu'il soit prêt à donner satisfaction à Dieu offensé et aux sujets lésés <sup>1</sup>. Pour cet emploi, il faut un grand courage; aussi « un prince vraiment prudent et soucieux de son salut éternel doit chercher avant tout un confesseur qui n'ait jamais brigué cet emploi, jouisse d'une vraie réputation de vertu et de science, ne se mêle pas des affaires de la cour, ne craigne pas de perdre sa charge, mais regarde au contraire comme un bonheur d'être délivré d'un si périlleux emploi, et soit prêt à quitter, même sans permission, son royal pénitent s'il n'a pu en obtenir les réparations exigées. Le prince devra l'avertir de ne jamais se mêler du gouvernement, des affaires de l'État, de la direction de la cour, à moins que conseil ne lui soit demandé sur ces matières; bien moins encore devra-t-il solliciter pour lui que ce soit offices ou emplois. Et si le confesseur est un religieux, le prince doit prendre tous les moyens pour qu'il reste sous l'obéissance de ses supérieurs et la discipline régulière, et qu'aucune occasion ne lui soit donnée de rechercher domination ou prélatures <sup>2</sup>. »

Si le prince a de grands devoirs, son autorité doit être indiscutée. Ses vices et ses fautes ne lui font rien perdre de ses droits. Bellarmin réfute longuement Richard d'Armagh, qui avait prétendu « qu'un prince en état de péché mortel n'a plus devant Dieu l'autorité sur d'autres créatures, mais doit être considéré

<sup>1</sup> *Op.*, t. VIII, p. 100 sq., p. 102.

<sup>2</sup> « Illud quoque necessarium esse videtur, ut confessarium princeps admoveat, ne se admisceat gubernationi aut negotiis status, vel regendae familiae domesticae, nisi ab ipso principe consilium ab eo petatur; multo minus ne officia publica, aut magistratus, pro aliquo petat.... Denique, si confessarius sit regularis, caveat princeps ne illum subducatur ab obedientia praelatorum, neque ab observantia regulari, neque occasionem ullam ei praebeat dominiandi inter suos, vel ambiendi praelaturas. » *De officio*, 6. *Op.*, t. VIII, p. 102.



comme un tyran et un voleur <sup>1</sup>, » et Wiclif qui exigeait d'un prince temporel l'état de grâce pour qu'il puisse légitimement commander <sup>2</sup>. L'Ancien Testament, comme le Nouveau, recommande souvent l'obéissance à des princes qui étaient des misérables; c'est que le fondement de l'autorité humaine « n'est pas la grâce, mais la nature. » A plus forte raison, Bellarmin réproche-t-il les anabaptistes qui refusent au magistrat chrétien le droit de prononcer des jugements, et de les faire exécuter par la force, comme contraire à la douceur et à la liberté évangélique <sup>3</sup>. Calvin ne lui semble pas non plus avoir parlé exactement. En effet, bien qu'il reconnaisse « que nous sommes tenus de garder les lois humaines en général, par le commandement de Dieu qui a approuvé et établi l'autorité des magistrats, » il affirme cependant « que chacune loy en particulier n'oblige pas la conscience, » et cela parce que « les consciences doyvent estre régies et reiglées par la seule parolle de Dieu, comme elles ont à faire à luy, et non pas aux hommes <sup>4</sup>. » Avant lui, Gerson tenait déjà « qu'aucune transgression d'une loi naturelle ou humaine, en tant qu'elle est naturelle ou humaine, ne peut être une faute mortelle <sup>5</sup>. » Contre eux, Bellarmin établit qu'un prince chrétien a, comme tout autre, le droit de donner des lois à son peuple <sup>6</sup>. L'Écriture n'affirme-t-elle pas sans restriction que Dieu est celui « par qui règnent les rois, et les législateurs décrètent le juste ? » Et les mêmes raisons qui prouvent la nécessité des lois positives pour tous les hommes ne perdent pas leur valeur quand ces hommes sont des chrétiens. L'Évangile, en effet, ne peut

<sup>1</sup> « Quantum mihi videtur, nullus existens in peccato mortali habet aliarum creaturarum verum dominium apud Deum, sed tyrannus, aut fur, sive raptor, merito est vocandus. » *Summa in quaestionibus Armenorum*, 10, 4, fol. 75. Paris, 1512.

<sup>2</sup> « Ad verum saeculare dominium requiritur justitia dominantis. » *Triologus*, 4, 19, p. 312. Oxford, 1869.

<sup>3</sup> *Antitheses Christi veri et falsi*, 7.

<sup>4</sup> *Inst. chrét.*, 4 ; 20, 2 ; 10, 5. *Corp. Ref.*, 32 ; 762, 1127. Calvin, du reste, réfute et raille également les anabaptistes, « qui ne cherchent qu'une licence desbridée, et voudroient que les hommes vesquissent peste mesle comme rats en paille » (col. 1127).

<sup>5</sup> « Nulla transgressio legis naturalis vel humanae, ut naturalis est vel humana, est de facto peccatum mortale. » *De vita spirituali. Opera*, t. III, p. 38. Leyde, 1706.

<sup>6</sup> *De laicis*, 8 sq. *Op.*, t. III, p. 14 sq.

<sup>7</sup> *Prov.*, VIII, 15.

remplacer les lois humaines, car il ne pourvoit qu'au seul bien de l'âme, et une foule de détails nécessaires à la vie des sociétés humaines y sont passés sous silence <sup>1</sup>. A l'encontre de Calvin et de Gerson, Bellarmin tient que « la loi civile n'oblige pas moins en conscience que la loi divine, bien qu'elle soit moins ferme et moins stable <sup>2</sup>. » Elle est moins ferme et moins stable, car la loi humaine peut toujours être abrogée par le pouvoir humain, la loi divine ne le peut pas. Mais tant qu'elle n'est pas abrogée, la loi humaine est aussi obligatoire que la loi divine, et cela sous peine de péché, mortel ou véniel, suivant la gravité des cas. « Il y a entre les deux la même différence qu'entre deux lois portées par un roi ou un vice-roi, par un pape ou par un légat; or toutes ces lois sont également obligatoires <sup>3</sup>. »

Le prince temporel n'est-il pas le vicaire, le légat, du Roi des rois sur la terre? Lui désobéir, c'est désobéir à Dieu même, de qui il tient son pouvoir. La conséquence est que, quoi qu'en disent les anabaptistes, un magistrat chrétien peut juger ceux qui contreviennent aux lois de l'État et sévir contre eux; faute de pareille sanction, la loi reste sans vigueur. Cette sanction peut être même la peine de mort, dont l'Écriture et les Pères ont, en plus d'un cas, affirmé la légitimité, et qui sera parfois le seul moyen efficace pour écarter de la société les maux qui la menacent; l'amputation d'un membre gangrené peut être le salut du corps <sup>4</sup>.

Pour des raisons analogues, un prince chrétien a, comme tous les autres, le droit de déclarer la guerre, lorsque l'honneur et le salut de son peuple le commandent. Les éloges que l'Écriture donne à d'illustres soldats, le nombre respectable de ceux que l'Église a placés sur ses autels, le prouvent surabondamment. Les arguments célèbres présentés contre le service militaire par Tertullien dans le *De corona militis* sont discutés, et Bellarmin s'efforce de n'y voir qu'une règle de conduite temporaire, motivée par les dangers qu'offrait aux chrétiens, à l'époque de l'apologiste, la carrière des armes sous des chefs païens,

<sup>1</sup> *De laicis*, 10. *Op.*, t. III, p. 16.

<sup>2</sup> « Lex civilis non minus obligat in conscientia quam lex divina, etsi minus firma et stabilis sit haec, quam illa. » *L. c.*, 11, p. 17.

<sup>3</sup> « ... Lex divina et humana ita differunt ut lex regis et proregis, sive lex Pontificis et ejus Legati; at istae obligant eodem modo. » *Ibid.*, p. 19.

<sup>4</sup> *L. c.*, 13, p. 20 sq.

alors que les pratiques idolâtriques pouvaient être exigées de tous <sup>1</sup>. Il se montre naturellement plus sévère contre les anabaptistes, auxquels il reproche d'abuser des paroles du Christ et des Pères, recommandant la douceur, le pardon des injures, la haine de toute violence. Les conditions auxquelles une guerre peut être légitimement engagée sont ensuite longuement exposées. Seul peut la déclarer « un prince ou peuple indépendant; ce droit n'appartient pas aux ducs et comtes qui relèvent immédiatement d'un souverain, car ceux qui ont un supérieur ne sont pas chefs, mais membres de l'État. » Il va de soi que la guerre défensive est toujours permise, et à tous, puisqu'un simple particulier peut repousser par la force un injuste agresseur <sup>2</sup>. Il faut à la guerre une cause évidemment juste et de grande importance; dès qu'il y a doute sur la justice de la cause, le prince ne peut, sans péché, rompre la paix; « la guerre, en effet, est un acte de justice punitive, or il est injuste de punir quelqu'un dont le délit n'est pas prouvé.... Les soldats, au contraire, ne pèchent pas en combattant dans ce cas, à moins qu'ils n'aient l'évidence de l'injustice de la guerre; un sujet, en effet, doit l'obéissance à son prince, et ne peut discuter ses ordres, mais plutôt présumer que son prince a le droit pour lui, à moins d'évidence du contraire <sup>3</sup>. » Ce raisonnement ne s'applique qu'aux soldats sujets d'un prince, ou à ceux qu'il tient continuellement à sa solde, même en temps de paix. Le cardinal est sévère pour ces bandes mercenaires dont il avait pu constater de ses yeux, en Flandre, en France, en Italie, les vices et les crimes. « Les soldats qui se présentent pour contracter engagement au moment d'une guerre, et ne sont pas obligés à servir un prince, ne peuvent en conscience se mettre en campagne s'ils n'ont la cer-

<sup>1</sup> *L. c.*, 14, p. 26.

<sup>2</sup> « Residet auctoritas indicendi belli, secundum communem sententiam, in omnibus, principibus et populis, qui in temporalibus superiorem non habent.... Non autem duces et comites qui subsunt regibus immediate; qui enim subsunt aliis, non sunt per se capita Reipublicae, sed potius membra. Nota tamen hanc auctoritatem non requiri ad bellum defensivum. » *L. c.*, 15, p. 29.

<sup>3</sup> « Si dubia causa sit.... princeps sine dubio peccat, nam bellum est actus iustitiae punitivae, injustum est autem punire aliquem causa nondum probata; milites autem non peccant, nisi constaret certo bellum esse illicitum. debent enim subditi parere superiori, nec debent discutere imperia ejus, sed potius praesumere debent principem suum bonam causam habere, nisi manifeste contrarium noverint. » *L. c.*, 15, p. 29.

titude que la guerre est juste; ceux qui ne s'en préoccupent pas, et sont toujours prêts à s'engager pour une guerre à qui les paie, que le droit soit ou non de son côté, ceux-là vivent continuellement en état de damnation <sup>1</sup>. » La guerre, même motivée par une cause juste et grave, ne peut être légitimement déclarée à moins que tous les autres moyens d'obtenir satisfaction n'aient été employés; le prince, en la poursuivant, ne se proposera pas d'autre but que le prompt rétablissement d'une solide paix. Prolonger une expédition dans le seul but d'augmenter son territoire, ou d'acquérir de la gloire, c'est, pour un chef d'État, manquer gravement à ses devoirs. Bellarmin estime même, contre l'opinion de certains de ses contemporains, qu'un prince, vainqueur dans une guerre juste, à qui l'adversaire offre une réparation convenable, est tenu de l'accepter, et ne peut continuer la guerre en vue des seuls avantages qu'il en attend; il y est obligé, non par justice, mais par charité, à cause des grands maux que cause la guerre aux deux peuples qui la font, et des risques d'atteindre, en la continuant, avec les coupables qui ont mérité un châtiment, une foule d'innocents <sup>2</sup>.

Dans une guerre, même juste, il y a des règles à garder; Bellarmin rappelle les lois si sages de la paix de Dieu: respect du territoire ami ou neutre, souvent ravagé à l'envi par les deux armées en présence; respect des non-belligérants, clercs, pèlerins, paysans, vieillards, femmes et enfants <sup>3</sup>. Il se croit enfin obligé à réfuter dans les formes la boutade de Luther: « Faire la guerre aux Turcs, c'est résister à Dieu qui veut, par eux, châtier nos iniquités <sup>4</sup>. »

#### IV.

Tels sont les devoirs et les droits du prince vis-à-vis des laïques ses sujets. Mais dans un État chrétien, les ecclésiastiques

<sup>1</sup> « Qui aliunde adveniunt cum est bellandum, et non sunt obligati militare, non possunt tuta conscientia ad bellum accedere, nisi sciant bellum esse justum; qui autem nihil cogitant, sed parati sunt militare, sive bellum sit justum sive non, modo stipendium habeant, ii in statu damnationis versantur. » *Ibid.*, p. 29.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> « Praeliari adversus Turcas est repugnare Deo visitanti iniquitates nostras per illos. » *Assert. art. 34. Werke*, 7, 140.

tiques forment une partie, souvent fort importante, du peuple. Quelle est sur eux l'autorité du prince séculier? A l'époque de Bellarmin, cette question était ardemment discutée; la plupart des protestants tenaient que tous les clercs sont, comme les autres sujets, soumis au pouvoir civil, soit pour le jugement de leurs causes, qu'elles soient civiles ou ecclésiastiques, soit pour le paiement de l'impôt. Calvin exceptait de cette sujétion les causes purement ecclésiastiques qu'il voulait, à l'exemple de l'antiquité chrétienne, « réservées au jugement de l'évesque et des prestres <sup>1</sup>. » Pierre Martyr, par contre, allait jusqu'à prétendre que les princes eux-mêmes n'ont pu, sans violer le droit divin, accorder aux clercs l'exemption de l'impôt ou de la juridiction des tribunaux civils <sup>2</sup>. Les catholiques admettaient généralement que les clercs sont exempts de la juridiction des tribunaux civils, et les biens d'Église exempts de l'impôt. Mais ils différaient sur l'origine de ces exemptions. Bellarmin les divise en deux écoles qu'il appelle celle des canonistes et celle des théologiens. Pour la plupart des canonistes, et pour le théologien Jean Driedo <sup>3</sup>, les immunités ecclésiastiques sont de droit divin, à la fois naturel et positif, et les princes ne peuvent les supprimer. Les théologiens tiennent plutôt que les clercs sont, de droit divin positif, exempts de la juridiction des tribunaux civils pour toutes les causes religieuses; ils ne le sont pour les causes civiles qu'en vertu du droit humain ecclésiastique, auquel se sont conformées les législations des divers États chrétiens; et l'exemption d'impôt dont jouissent les biens d'Église a la même origine. Tels François Victoria <sup>4</sup>, Dominique Soto <sup>5</sup>, et avec eux le canoniste Covarruvias <sup>6</sup>. Les juristes régaliens, ou niaient purement et simplement les immunités ecclésiastiques, ou leur donnaient pour origine la seule concession des princes <sup>7</sup>.

<sup>1</sup> *Inst. chrét.*, 4, 11, 15. *Corp. Ref.*, 32, 817.

<sup>2</sup> « Papistae isti ecclesiastici dicent reges ipsos, et publicas potestates, cessisse de jure suo, et voluisse clericos esse exemptos; verum non est spectandum quid principes hac in re fecerint, sed quid facere debuerint; non enim in illorum manu situm est ut rescindant verbum Dei. » *Commentarius in Ep. ad Romanos*, p. 604. Basileae, 1558.

<sup>3</sup> *De libertate christiana*, p. 30. Louvain, 1547.

<sup>4</sup> *De potestate ecclesiastica* (Prelectiones theologicae, p. 53 sq.). Lyon, 1587.

<sup>5</sup> *In 4<sup>um</sup> sentent.*, 25, 2, 2. Douai, 1613.

<sup>6</sup> *Liber practicarum quaestionum*, c. 31, p. 189. Francfort, 1577.

<sup>7</sup> Cf. par exemple G. Barclai, *De potestate*, c. 35 (Goldast, *Monarchia*, t. III, p. 675. Francfort, 1613).

Après avoir exposé l'état de la question à son époque et les positions des diverses écoles <sup>1</sup>, Bellarmin établit et prouve successivement plusieurs maximes qui forment un système par lequel il se flatte de concilier tous les adversaires. Tout d'abord il affirme « que dans les causes ecclésiastiques les clercs sont, de droit divin, exempts de la juridiction séculière. » Ces causes, en effet, sont de celles « qui ne relèvent pas des lois civiles, mais seulement de l'Évangile, des canons des papes et des conciles; telles les controverses sur la foi et les sacrements <sup>2</sup>. » Cette exemption est de droit divin positif, car l'Écriture montre dans l'Église une société distincte de la société civile, et supérieure; elle attribue aux seuls apôtres, et spécialement à Pierre, le pouvoir de régir cette société <sup>3</sup>. On voit de tout temps les papes et les conciles punir les clercs qui déferent une cause ecclésiastique au jugement du prince séculier, et les Pères soutenir l'incompétence de l'État en ces matières <sup>4</sup>.

« Les clercs cependant, ajoute Bellarmin, sont obligés en conscience à observer les lois civiles, quand elles ne répugnent ni aux canons de l'Église ni à la vocation cléricale. » Tels les divers règlements de police. « Le clerc ne doit pas, en effet, oublier qu'il est citoyen et membre de l'État, et comme tel doit se soumettre aux décisions du pouvoir temporel, sous peine de devenir dans la société un élément de trouble et de confusion. » L'Église, de fait, a toujours obligé ses ministres à observer les lois civiles dans les conditions indiquées <sup>5</sup>.

Mais si un clerc viole ces lois, qu'en conscience il est tenu

<sup>1</sup> *De clericis*, 28. *Op.*, t. II, p. 486.

<sup>2</sup> « In causis ecclesiasticis, liberi sunt clerici jure divino a saecularium principum potestate; vocantur causae ecclesiasticae, quarum cognitio non pendet a legibus civilibus, sed ab Evangelio, vel a canonibus Pontificum, aut Conciliorum, quales sunt Controversiae de fide, de sacramentis. » *Ibid.*

<sup>3</sup> *L. c.*, p. 487.

<sup>4</sup> *Ibid.* Bellarmin est souvent revenu sur l'incompétence du prince temporel et de ses magistrats à résoudre les questions dogmatiques et disciplinaires; les protestants de toute secte n'étaient que trop portés à faire des princes qui les protégeaient les « juges de leurs controverses. » (Cf. *de Verbo Dei*, 3, 9. *Op.*, t. I, p. 188.)

<sup>5</sup> « Non sunt exempti clerici ab obligatione legum civilium, quae non repugnant sacris canonibus vel officio clericali.... Nam clerici, praeterquam quod clerici sunt, sunt etiam cives, et partes quaedam reipublicae politicae; igitur ut tales vivere debent civilibus legibus.... alioqui magna perturbatio et confusio in republica oriretur. » *De clericis*, 28. *Op.*, t. II, p. 487.

d'observer, le magistrat civil aura-t-il pouvoir sur le délinquant? Bellarmin répond sans hésiter par la négative. « Le clerc, même coupable d'infraction aux lois civiles, ne peut être jugé par le magistrat séculier. » Les conciles ont toujours maintenu ce privilège de l'homme d'Église, et de nombreuses constitutions des princes l'ont reconnu; il est, en effet, contre le sens chrétien qu'une brebis ose, en aucun cas, se faire le juge de son pasteur <sup>1</sup>.

Enfin, « les biens, tant séculiers qu'ecclésiastiques, des clercs sont libres, et doivent le rester, de tout impôt établi par le prince temporel <sup>2</sup>. » Ici encore Bellarmin en appelle à la longue série des canons des conciles et des constitutions des princes.

Reste la question la plus discutée entre catholiques à l'époque du cardinal. L'exemption des clercs de la juridiction séculière dans les causes civiles, l'exemption d'impôt dont jouissent leurs biens, ont-elles pour origine le droit divin ou le droit humain? L'un et l'autre, répond-il.

Pour le droit humain, tant ecclésiastique que civil, la chose est rendue claire par toutes les constitutions des conciles, des papes et des empereurs qui régissent la matière <sup>3</sup>. Quant au droit divin positif, Bellarmin a fait cette prudente réserve : « Par droit divin, je n'entends pas ici un précepte formel de Dieu, consigné dans les Écritures, mais une règle qui se puisse déduire par analogie des exemples ou des témoignages des deux Testaments <sup>4</sup>. De précepte formel de Dieu, exemplant les clercs et leurs biens des charges qui pèsent sur les autres citoyens, il n'en existe pas; mais l'Écriture montre Dieu se réservant à lui seul les Lévites, et voulant qu'ils ne soient soumis qu'au seul grand prêtre <sup>5</sup>. Or, dans l'Église, les clercs sont ce qu'étaient

<sup>1</sup> « Non possunt clerici a iudice saeculari iudicari, etiamsi leges civiles non servant.... Omnino absurdum est ut ovis pastorem suum quocumque modo iudicare praesumat. » *L. c.*, p. 488.

<sup>2</sup> « Bona clericorum, tam ecclesiastica quam saecularia, libera sunt, ac merito esse debent, a tributis principum saecularium » *Ibid.*

<sup>3</sup> « Exceptio clericorum, in rebus politicis, tum quoad personas, tum quoad bona, introducta est jure humano pariter et divino » *L. c.*, p. 489.

<sup>4</sup> « Observandum est nos, per jus divinum, non intelligere praeceptum Dei proprie dictum, quod exstet expresse in sacris litteris, sed quod ab exemplis vel testimoniis testamenti veteris vel novi, per quamdam similitudinem, deduci possit. » *Ibid.*

<sup>5</sup> *Num.*, III, 9 sq.

les Lévites dans l'ancienne loi, et le pontife suprême a une autorité autrement grande que celle d'Aaron et de ses successeurs <sup>1</sup>. »

Dans l'Évangile, le Christ affirme que les enfants des rois sont exempts du tribut payé par les autres citoyens <sup>2</sup>; « or il est certain que tous les clercs appartiennent proprement à la famille du Christ, qui est le Fils du Roi des rois <sup>3</sup>. » Les Pères, interprétant ce passage, en concluent que les clercs, par honneur pour le Fils de Dieu dont ils sont les serviteurs, ne doivent pas le tribut <sup>4</sup>. Il semble bien que les papes eux-mêmes et les conciles ont ainsi compris les choses; le concile de Trente, pour ne pas parler des autres, rapporte l'institution des immunités ecclésiastiques « à l'ordre de Dieu et aux préceptes canoniques <sup>5</sup>. » Bellarmin pense pouvoir accorder ainsi les thèses, opposées en apparence, des « canonistes » et des « théologiens, » en concédant aux uns que les immunités ecclésiastiques sont en parfait accord avec les exemples et les doctrines scripturaires, aux autres que les Écritures n'en font pas mention expresse <sup>6</sup>.

Le cardinal va plus loin encore; il estime que la doctrine des immunités ecclésiastiques « peut être considérée comme une de ces vérités qui se déduisent des premiers principes du droit naturel, mais par une conséquence non absolument nécessaire ni évidente, et doivent pour cette cause être formulées par une loi humaine <sup>7</sup>. » Ces vérités forment à proprement parler le droit des gens, distinct du droit naturel et du droit civil, en ce que, comme le premier, il se déduit par voie de conséquence de la constitution même de la nature humaine, mais comme le second, il a besoin d'être formulé par une loi positive <sup>8</sup>. L'exemption

<sup>1</sup> « Constat id esse nunc in Ecclesia clericos, quod erant Levitae in Testamento veteri, et Pontificem christianorum non minoris esse auctoritatis, sed longe majoris in Ecclesia Christi, quam fuerit Aaron in Synagoga Judaeorum. » *L. c.*, p. 490.

<sup>2</sup> *Matth.*, xvii, 25.

<sup>3</sup> « Certum est clericos omnes proprie ad familiam Christi, qui filius est Regis regum, pertinere. » *L. c.*, p. 490.

<sup>4</sup> Cf. Hieron. *in loc.* *M. L.*, 26, 127. August. *lib. I. Quaest. Ev.*, 23. *M. L.*, 35, 1327.

<sup>5</sup> *De Reform.*, sess. 25, cap. 20.

<sup>6</sup> *L. c.*, p. 489 sq.

<sup>7</sup> « Tertius gradus praeceptorum naturalium, est eorum quae deducuntur quidem ex principiis juris naturae, sed per consequentiam non absolute necessariam, nec omnino evidentem, et ideo egent humana constitutione. » *L. c.*, 29, p. 492.

<sup>8</sup> *Ibid.*



des clercs peut, dans ce sens, être considérée comme de droit naturel pris au sens large, c'est-à-dire de droit des gens, et, comme les autres principes de cette catégorie, « elle ne peut être abrogée ou changée par un prince ou un magistrat particulier <sup>1</sup>. » C'est là ce que pensent, d'après Bellarmin, théologiens comme canonistes, et il se flatte d'avoir, par cette ingénieuse explication, réconcilié toutes les écoles.

Il prouve sa doctrine, d'abord par le consentement de tous les peuples de l'antiquité païenne, aussi bien que des nations chrétiennes, qui ont exempté leur clergé de tout ou partie des charges communes; « ce qui se fait partout, en effet, ne peut avoir son origine que dans la nature humaine, qui est commune à tous <sup>2</sup>. » La raison même montre qu'il en doit être ainsi. Les deux pouvoirs, temporel et spirituel, ont entre eux les mêmes rapports que l'âme et le corps. « Or l'âme, bien que n'empêchant pas l'activité légitime du corps, doit cependant le régir, le modérer ou l'exciter, comme il convient au but qu'elle se propose; la chair, au contraire, ne doit avoir aucun pouvoir sur l'esprit, ni le diriger ou le contraindre en rien; ainsi le pouvoir ecclésiastique, qui est spirituel, et par là supérieur au pouvoir séculier, doit le diriger, juger et réprimer au besoin, sans que le pouvoir séculier ait sur lui les mêmes droits <sup>3</sup>. »

Les clercs sont constamment appelés les pères et les pasteurs des fidèles; est-ce aux brebis de juger et de punir leurs pasteurs, aux fils de juger et de punir leurs pères <sup>4</sup>? Les clercs sont les ministres de Dieu, revendiqués par lui-même pour son service; or la raison nous montre, aussi bien que l'Écriture, « que

<sup>1</sup> « In hanc exceptionem consensisse omnes gentes, ac propterea non posse mutari vel abrogari a regibus et principibus. » *Ibid.*

<sup>2</sup> « Quod ubique fit, ex natura ipsa descendit, quae omnibus communis est. » *L. c.*, p. 493. Bellarmin décrit ainsi, avec la situation faite aux Lévites aux différentes époques de l'histoire du peuple hébreu, le sort des prêtres chez les Égyptiens, les anciens Gaulois, les Grecs et les Romains.

<sup>3</sup> « Spiritus ita se habet ad carnem, ut quamvis non impediatur actiones ejus, cum bene se habeat, eam tamen regat, et moderetur, et aliquando cohibeat, aliquando excitet, prout ad finem suum expedire judicat; contra vero, caro nullum habet imperium in spiritum, neque eum ulla in re dirigere, vel judicare, vel coercere potest; sic igitur potestas ecclesiastica, quae spiritualis est, ac per hoc naturaliter saeculari superior, saecularem potestatem, cum opus est, dirigere, judicare, ac coercere potest; ipsam vero a saeculari dirigi, vel judicari, vel coerceri, nulla ratione permittitur. » *Ibid.*

<sup>4</sup> *L. c.*, p. 493.

ce qui a été offert et consacré à Dieu, ce qui est devenu par là possession de Dieu même, échappe absolument au pouvoir du prince séculier <sup>1</sup>; » cet argument vaut pour les biens des clercs comme pour leurs personnes. Aussi Dieu n'a-t-il pas dédaigné de montrer, par des châtiments miraculeux, qu'il considère comme faite à lui-même toute injure aux immunités ecclésiastiques <sup>2</sup>.

En répondant aux arguments de ses adversaires <sup>3</sup>, Bellarmin s'attache surtout à démontrer que si, en mainte contrée, l'Église a laissé, sans protester, le pouvoir temporel connaître des causes civiles des clercs, ou lever l'impôt sur leurs biens, ce fut de sa part tolérance, pour éviter de plus grands maux, nullement reconnaissance d'un droit; l'Église a toléré de même, sans l'approuver, l'ingérence des empereurs dans des matières purement spirituelles et ecclésiastiques, comme on peut le voir par plusieurs lois de Justinien qui furent longtemps observées <sup>4</sup>. « Sans doute, il n'est pas absolument contre la raison que le clerc se soumette, au civil, à un prince temporel; mais cette soumission est incompatible avec l'exercice convenable de ses fonctions sacrées; ne serait-il pas honteux qu'un magistrat civil pût juger et punir celui duquel il doit attendre lui-même correction et pénitence; qui pourrait supporter qu'un jour le magistrat comparût au tribunal du prêtre, le lendemain le prêtre à celui du magistrat; comment le respect dû par le laïque au prêtre ne périrait-il pas si le premier jouissait, contre le second, du pouvoir coercitif <sup>5</sup>? »

Telle est la doctrine définitive de Bellarmin sur les immunités ecclésiastiques. Il a varié sur cette matière. En 1586, lors de la première édition du *De clericis*, il donnait pour origine aux im-

<sup>1</sup> « In ea quae sunt oblata Deo, et quasi propria ipsius Dei facta sunt, nullum jus habere possunt principes saeculi. » *Ibid.*

<sup>2</sup> *L. c.*, p. 494.

<sup>3</sup> Cf. Covarruvias, *Liber practicarum quaestionum*, p. 189 sq.

<sup>4</sup> *L. c.*, 30, p. 494.

<sup>5</sup> « Licet non repugnet rationi absolute, ut clericus subsit in rebus civilibus principi saeculari, tamen repugnat in ordine ad officium clericorum rite administrandum. Nam, ut alia omitam, turpissimum esset si magistratus episcopum corrigere vel punire posset, a quo ipse corrigendus et puniendus est. Et quis ferret, si hodie sacerdos ad suum tribunal magistratum vocaret, cras autem magistratus vocaret sacerdotem suum? Et nonne omnis reverentia, quam necessario debent laici sacerdotibus, periret, si eos pro imperio coercere possent. » *L. c.*, p. 496.

munités des clercs, au moins quant aux biens, le pur droit humain ecclésiastique, auquel se conforma la législation des États chrétiens <sup>1</sup>. En 1599, il reprit plus soigneusement le sujet dans son traité *De exemptione clericorum* et adopta alors les positions que nous venons d'exposer; ce traité remplaça, dans les éditions subséquentes des *Controverses*, les chapitres primitifs. Toujours ensuite, dans ses opuscules contre les théologiens de Venise, comme dans ceux opposés au roi d'Angleterre <sup>2</sup>, il maintint que les immunités des clercs ne sont pas de pur droit humain ecclésiastique, mais de droit divin positif entendu largement, et même de droit des gens.

Respect de la situation spéciale faite aux clercs dans tous les États chrétiens, voilà donc, d'après Bellarmin, le premier devoir d'un prince vis-à-vis de l'Église. N'en a-t-il pas d'autre? Content de laisser l'Église se régir par ses lois propres, et accomplir librement son œuvre, peut-il se désintéresser de l'application de ces lois, de l'accomplissement de cette œuvre? A l'époque de Bellarmin cette idée existait déjà chez certains protestants, d'après lesquels « le prince ne doit s'occuper que des affaires de l'État et du maintien de la paix publique, n'ayant cure des querelles religieuses, mais permettant à tous ses sujets de croire ce qu'ils veulent et de vivre à leur guise pourvu qu'ils ne troublent pas l'ordre <sup>3</sup>. » Ces idées, renouvelées des païens flétris par saint Augustin dans la *Cité de Dieu* <sup>4</sup>, les luthériens tentèrent de les faire prévaloir à la diète de Spire, en 1526 <sup>5</sup>, « et de nos jours, en Flandre, elles ont encore des partisans, » remarque Bellarmin <sup>6</sup>. La grande majorité des protestants avait, au contraire, nous l'avons vu, donné au prince, dans les matières religieuses, un pouvoir exorbitant, en faisant le surveillant, parfois même

<sup>1</sup> « Exceptio clericorum, in rebus politicis, saltem quoad bona, jure humano introducta est, et non divino. Dixi saltem quoad bona, quoniam quoad personas ea exceptio valde conformis est juri naturali et divino. » *De clericis*, 28. Ingolstadt, 1586, p. 1672 sq.

<sup>2</sup> *Opera*, t. VIII, p. 57; t. XII, p. 138.

<sup>3</sup> « Reges debere curare rempublicam suam et pacem publicam; de religione autem non curare, sed permittere singulis ut sentiant prout voluerint, et vivant prout voluerint, modo non perturbent pacem publicam. » *De laicis*, 18. *Op.*, t. III, p. 33.

<sup>4</sup> *De civ. Dei*, 18, 51. M. L., 41, 613.

<sup>5</sup> Janssen, *Histoire du peuple allemand*, t. III, p. 46. Paris, 1892.

<sup>6</sup> *L. c.*, p. 33.

l'inspirateur, de l'Église dans son enseignement. Le grand controversiste, qui avait si vigoureusement réfuté cette seconde erreur, n'est pas moins sévère pour la première. « Erreur très pernicieuse, s'écrie-t-il. Un prince chrétien est certainement tenu de refuser à ses sujets la liberté de croire ce qu'ils veulent, et d'employer toute son influence pour que cette foi seule subsiste qui est celle des évêques catholiques, et tout spécialement du Souverain Pontife <sup>1</sup>. » L'Écriture n'affirme-t-elle pas que le roi, quand il siège pour juger, doit, de son seul regard, dissiper tout mal, qu'un roi sage doit détruire les impies, que les juges de la terre doivent apprendre à servir Dieu dans la crainte ?? Les « anges » de Pergame et de Thyatire ne sont-ils pas réprimandés dans l'Apocalypse pour avoir laissé les ennemis de la vérité faire leur œuvre dans ces Églises ?? Et après avoir accumulé les textes des Pères, qui rappelèrent aux princes chrétiens leur devoir de protéger l'Église dans l'accomplissement de sa mission, les lois et les exemples des rois et empereurs qui comprirent ainsi leur rôle <sup>2</sup>, le cardinal donne, avec une parfaite netteté, la théorie qu'il a empruntée aux grands scolastiques sur l'union des deux pouvoirs. « Le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel ne sont pas, dans l'Église, séparés absolument, comme le seraient les gouvernements de deux peuples voisins; ils sont unis, au point de ne former qu'un seul corps, ou plutôt un composé comme le corps humain, l'âme étant le pouvoir spirituel, le corps le pouvoir temporel. — Donc le pouvoir temporel doit servir et défendre le pouvoir spirituel, le royaume de la terre se faire l'auxiliaire du royaume céleste ... Mais la liberté de tout croire est mortelle pour l'Église; elle en détruit l'unité, faite de l'unité de foi; les princes ne doivent donc, en aucune façon, s'ils veulent être fidèles à leur devoir, concéder cette liberté <sup>3</sup>. » Les

<sup>1</sup> « Hic error perniciosissimus est, et sine dubio tenentur Principes christiani non permittere subditis suis libertatem credendi, sed dare operam, ut ea fides servetur, quam Episcopi catholici, et praecipue summus Pontifex, docet esse tenendam. » *L. c.*, p. 33.

<sup>2</sup> *Prov.*, xx, 8, 26. *Psalm.* II, 11.

<sup>3</sup> *Apoc.*, II, 14, 20.

<sup>4</sup> *L. c.*, p. 34.

<sup>5</sup> « Potestas temporalis et spiritualis in Ecclesia non sunt res disjunctae et separatae, ut duo regna politica, sed sunt conjunctae, ita ut unum corpus faciant, vel potius ita se habent ut corpus et anima in uno homine, est enim potestas spiritualis quasi anima, et temporalis quasi corpus, ergo debet po-

princes juifs, dont l'Écriture loue le zèle, n'ont pas craint de poursuivre et de châtier, fût-ce par la peine de mort, faux prophètes, idolâtres et contempteurs de la loi; c'est seulement à l'époque de la décadence, et sous un prince sceptique comme Hérode, que les diverses sectes eurent licence de tout oser <sup>1</sup>.

La liberté de penser, en matière religieuse, est funeste à l'État lui-même et à la paix publique. « Quand les sujets gardent à Dieu la foi et l'obéissance qu'ils lui doivent, ils les gardent aussi à leur prince, car leur religion leur en fait un devoir. Au contraire, les dissentiments dans les matières de foi engendrent les divisions des âmes et des volontés; tout royaume divisé périra, l'expérience de notre temps atteste trop la vérité du fait pour que la preuve soit nécessaire <sup>2</sup>. » Enfin, la liberté de penser est nuisible à celui-là même auquel on l'accorde. « En effet, la liberté de penser n'est autre chose que la liberté d'errer, et d'errer en une matière tout particulièrement dangereuse. Puisque la vraie foi est une, la liberté de s'éloigner de cette foi est celle de se précipiter dans l'abîme de toutes les erreurs. Il ne serait pas sage de donner au troupeau la liberté de vaguer à sa guise par les montagnes, au navire celle de se laisser emporter à tout vent, délivré du gouvernail. Il n'est pas plus sage de concéder à un peuple, qui a embrassé la seule foi véritable, la liberté de penser <sup>3</sup>. »

Mais du moins, dans les pays où existent déjà les tristes divi-

testas temporalis spirituali servire, terrenum regnum caelesti famulari.... Sed Ecclesiae est exitialis haec libertas, nam vinculum Ecclesiae est una confessio.... Debent igitur Principes hanc libertatem nullo modo permittere. • *L. c.*, p. 35.

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> • Libertas credendi perniciosa est, etiam temporali bono regnorum, et publicae paci.... nam ubi servatur fides et obedientia Deo, ibi etiam servatur Principi, nam fides ipsa hoc docet et exigit; dissensio in fide parit animorum et voluntatum dissensiones, omne autem regnum, in seipsum divisum, desolabitur, et experientia nostri temporis adeo manifeste hoc ostendit, ut frustra id probare nitamur. • *L. c.*, 18, p. 35.

<sup>3</sup> • Libertas credendi perniciosa est illis ipsis, quibus conceditur; nam libertas credendi nihil est aliud quam libertas errandi, et errandi in re omnium periculosissima; nam vera fides non est nisi una; ergo libertas ab ista una fide recedendi, est libertas in errorum barathrum ruendi; sicut ergo salubriter non permittitur ovibus libertas vagandi per montes, et salubriter non liberatur gubernaculo, nec sinitur libere a quolibet vento circumferri navis, ita quoque salubriter non conceditur populis libertas credendi, posteaquam uni verae fidei se adiunxerunt. • *Ibid.*

sions religieuses dont parle le cardinal, lorsque catholiques, luthériens, calvinistes, se trouvent en présence et en armes, n'est-ce pas « le devoir d'un bon prince de chercher un terrain d'entente entre les diverses sectes, et jusqu'à ce qu'on l'ait trouvé, de laisser chacun professer librement sa foi, pourvu que tous admettent l'Écriture et le Symbole des apôtres? tous ainsi, bien que divisés à propos de dogmes particuliers, seront membres de la véritable Église <sup>1</sup>. »

Cette théorie fut formulée par le « pacificateur » Georges Cas-sander, dans son livre *De officio pii viri*, où il enseignait déjà la distinction, destinée à faire fortune, entre la piété qui unit les âmes et la passion religieuse qui les sépare, et proposait de faire une seule Église de tous ceux qui croiraient à la mort et à la résurrection de Jésus-Christ <sup>2</sup>. Cette doctrine fut attaquée à la fois et par les catholiques et par Calvin <sup>3</sup>. Bellarmin fait remar-quer que si elle venait à triompher, rien ne serait changé dans ces divisions dont souffrent également catholiques et protes-tants; c'est en effet sur le sens à donner à plusieurs articles du Symbole (constitution de l'Église, communion des saints, remis-sion des péchés, descente du Christ aux enfers) que portent les plus violentes discussions; il serait puéril de faire l'union sur les formules d'un même symbole entendues en sens contradic-toires. D'ailleurs, arrivât-on à déterminer un ensemble de quel-ques dogmes également admis de tous, la croyance à ces dogmes ne suffirait pas à transformer les disciples de Luther et de Cal-vin en membres de la véritable Église. En effet, outre la foi, il faut que les membres de la vraie Église aient une véritable sou-mission au chef légitime de cette Église, établie par le Christ en personne, et une véritable communion avec les autres membres; car la société instituée par Jésus-Christ est un corps visible,

<sup>1</sup> « Debere Principes invenire rationem pacis inter catholicos, lutheranos, calvinistas, etc.; sed interim, dum non inveniunt, debere permittere uni-cuique suam fidem, modo omnes recipiant Scripturam et symbolum Aposto-lorum; sic enim omnes sunt vera Ecclesiae membra, licet in particularibus dogmatibus dissentiant. » *L. c.*, 19, p. 35.

<sup>2</sup> « Inanis mihi eorum oratio videtur, qui his religionis studiis se a pietatis studio retardari et avocari queruntur; satis enim ampla pietatis exercendae materia in iis rebus quibus utrimque convenitur proposita est. » *De officio*, p. 28 sq. S. I., 1607.

<sup>3</sup> *De laïcis*, 19. *Op.*, t. III, p. 35 sq. Les ouvrages de Calvin contre les « pa-cificateurs » et les « libertins. » *Corp. Ref.*, t. XXXII et XXXVII.

ayant tête et membres visibles, et qui s'est séparé de la tête et du reste du corps n'a pas droit au titre de membre; autrement tous les anciens hérétiques auraient été de vrais membres de l'Église; ils erraient sur un ou deux points particuliers, et sur tous les autres étaient d'accord avec les orthodoxes <sup>1</sup>. D'ailleurs, repousser sur un seul point l'autorité de l'Église, c'est ruiner les fondements mêmes de la foi. « Prétendre à la liberté de penser en présence d'un seul dogme défini, c'est y prétendre en face de tous les autres; il n'est, en effet, qu'une règle de foi qui s'applique à tous les objets de notre croyance, la parole de Dieu expliquée par l'Église <sup>2</sup>. » Voilà pourquoi les Pères ont toujours regardé comme des hérétiques ceux qui refusaient d'admettre une seule des vérités révélées.

Si la tolérance des hérétiques est interdite au prince catholique, il devra mettre au service de l'Église la puissance séculière pour la répression de l'hérésie. Cette répression doit, avant tout, s'exercer contre les livres hérétiques; Bellarmin fait au prince chrétien un devoir de conscience d'en empêcher la propagation dans ses États, et de les détruire par le feu; telle fut la pratique constante de l'Église et des princes qui se firent ses auxiliaires. Et cette pratique se montre bien fondée en raison; les rapports avec les hérétiques sont interdits aux fidèles à cause du danger de contagion, le contact avec leurs livres, habilement composés, toujours présents pour offrir la tentation, est bien autrement dangereux. Les vérités mêmes qui se rencontrent dans leurs ouvrages ne sont pas une raison suffisante pour que cette lecture soit permise aux fidèles; ils s'entendent à merveille, en effet, à mêler l'ivraie au bon grain <sup>3</sup>. L'Église peut se montrer plus tolérante à l'égard de certains écrits des Pères, qui contiennent des propositions erronées; ces erreurs sont depuis longtemps réfutées, et le sens chrétien des Pères, qui transparaît jusque dans leurs pages les plus discutables, les rend moins dangereuses. Les écrits des païens, ceux des anciens hérétiques,

<sup>1</sup> *L. c.*, p. 36.

<sup>2</sup> « Non potest liberum esse credere in uno quolibet dogmate, quin eadem ratione liberum esse debeat in omnibus..., nam una est regula fidei indubitata, et certa in omnibus quae creduntur, nimirum verbum Dei per Ecclesiam explicatum. » *L. c.*, p. 36.

<sup>3</sup> *L. c.*, 20, p. 36.

peuvent être permis plus facilement que ceux des hérétiques contemporains; ce sont erreurs mortes, et qui n'ont plus de champions; et on peut rencontrer dans ces livres de précieux renseignements sur l'antiquité. Enfin, on peut faire aux ouvrages des mahométans et des juifs une condition plus douce qu'à ceux des hérétiques; juifs et musulmans sont les ennemis déclarés du christianisme, ils ne cherchent pas, comme les hérétiques, à introduire leurs erreurs sous un déguisement évangélique; les plus simples fidèles peuvent discerner les points qui les séparent de la vérité chrétienne; seuls des hommes de doctrine peuvent discerner l'hérésie <sup>1</sup>.

Cette sévérité que Bellarmin exige à l'égard de l'œuvre de l'hérétique, doit-elle s'étendre jusqu'à sa personne? Le cardinal aborde cette délicate question avec sa franchise ordinaire, et affirme catégoriquement que « les hérétiques condamnés par l'Église peuvent être frappés de peines temporelles, et même de la peine de mort <sup>2</sup>. »

La démonstration est dirigée contre Jean Huss <sup>3</sup> et Luther <sup>4</sup>; Bellarmin fait remarquer qu'à propos du procès de Michel Servet, Calvin <sup>5</sup> et Théodore de Bèze <sup>6</sup> affirmèrent au contraire hautement le devoir qui incombe à la puissance séculière de frapper les hérétiques condamnés par l'Église.

Le controversiste commence par rappeler les effroyables châtimens ordonnés ou approuvés de Dieu, dans l'Ancien Testament, contre ceux qui propageaient l'erreur <sup>7</sup>. Dans le Nouveau même, les exemples de la mort d'Ananie et Saphire <sup>8</sup>, de la cécité du faux prophète qui s'opposait à saint Paul <sup>9</sup>, montrent que l'erreur et le mensonge sont encore passibles de peines temporelles très graves. Le Christ et saint Paul appellent les héré-

<sup>1</sup> *L. c.*, 21, p. 38 sq.

<sup>2</sup> « Posse haereticos ab Ecclesia damnatos temporalibus poenis, et etiam morte mulctari. » *L. c.*, 22, p. 41.

<sup>3</sup> Article 14 condamné à Constance. Benzinger, *Enchiridion*, n° 535.

<sup>4</sup> « Haereticos comburi est contra voluntatem Spiritus. » Prop. 33 a Leone X damnata. *Werke*, t. VII, p. 139.

<sup>5</sup> Documents relatifs au procès de Servet dans le *Corp. Ref.*, t. XXX.

<sup>6</sup> *De haereticis a magistratu puniendis. Volumen tract. theol.*, I, 85 sq. Genève, 1582.

<sup>7</sup> *Deut.*, XIII, XVII, XVIII. III. *Reg.*, XVIII. IV. *Reg.*, X, 23.

<sup>8</sup> *Actes*, V.

<sup>9</sup> *Actes*, XIII.



tiques des loups qui viennent ravager le troupeau <sup>1</sup>; on doit les traiter comme tels. Dès le triomphe de l'Église, les empereurs chrétiens ont établi de graves peines contre l'hérésie et l'Église approuva leur zèle; depuis des siècles les lois ecclésiastiques elles-mêmes ordonnent en certains cas la remise de l'hérétique au bras séculier. Parmi les premiers Pères, si quelques-uns ont répugné aux mesures de rigueur contre les hétérodoxes, la plupart les ont approuvées; Bellarmin signale, en particulier, le changement de saint Augustin, désapprouvant d'abord les châtimens corporels infligés aux hérétiques, puis revenant sur sa doctrine <sup>2</sup>. Si Augustin, tout en estimant qu'il était bon de ramener de force les hérétiques à l'orthodoxie, a toujours excepté la peine de mort, « ce n'est pas qu'il crût que les hérétiques ne la méritaient pas; mais il pensait que la mansuétude de l'Église y répugnait, et d'ailleurs il n'existait pas encore de lois impériales décrétant cette peine <sup>3</sup>. » L'expérience a prouvé que la peine de mort devait, dans certains cas graves, être employée; l'Église n'y est venue que peu à peu, après avoir essayé tous les autres remèdes; elle a commencé par la seule excommunication, puis ajouta les amendes pécuniaires, l'exil, et enfin le supplice <sup>4</sup>. Le cardinal emprunte à Galien <sup>5</sup> trois raisons pour lesquelles il est bon parfois de supprimer un criminel particulièrement nuisible : empêcher que les mauvais nuisent aux bons, les coupables aux innocents; corriger la foule par quelques exemples vigoureux; rendre service aux coupables eux-mêmes, quand on les voit empirer de jour en jour, et qu'il n'y a aucune probabilité qu'ils reviennent à la raison; l'application aux hérétiques est facile <sup>6</sup>.

Dans ses réponses aux objections de Luther <sup>7</sup>, Bellarmin donne quelques principes nouveaux qui servent à compléter sa pensée. Il est faux que la force soit impuissante contre l'erreur; les hérésies donatiste, manichéenne, albigeoise, ont disparu à la

<sup>1</sup> *Matth*, vii, 15. *Act.*, xx, 29.

<sup>2</sup> *Retract.*, 2, 5. Cf. *Ep.* 133, 185. *M. L.*, 32; 632, 33; 509, 752.

<sup>3</sup> *L. c.*, 21, p. 42.

<sup>4</sup> *L. c.*, p. 43.

<sup>5</sup> *Quod mores animi corporis temperamentum sequantur. Opera*, t. II, p. 321. Venise, 1625.

<sup>6</sup> *L. c.*, p. 43.

<sup>7</sup> *Assertio artic. 33. Werke*, VII, 139.

suite d'une vigoureuse répression <sup>1</sup>. L'Église montre plus de tolérance envers les juifs, les musulmans, les païens, qu'envers les hérétiques; c'est qu'ils ne sont pas des enfants pervertis, révoltés contre l'autorité de leur mère. La force ne doit pas contraindre un infidèle à embrasser la foi; elle pourra y ramener de force le baptisé qui l'a abandonnée <sup>2</sup>.

Si quelques-uns des premiers Pères, saint Martin de Tours par exemple, ont désapprouvé les supplices des hérétiques, ce n'était pas qu'ils les trouvassent injustes, mais ils redoutaient les inconvénients qu'une pareille répression pouvait avoir pour l'Église <sup>3</sup>. Sans doute, la douceur est recommandée aux chrétiens, dans leurs rapports avec leurs frères égarés, mais ce ne serait pas douceur, ce serait cruauté de la part de l'Église, que d'épargner les loups qui ravagent son troupeau; ce serait épargner les loups aux dépens des brebis, ce serait manquer de pitié envers ses propres enfants <sup>4</sup>. Tout ce qu'on peut demander à l'Église en cette matière, c'est de ne pas faire prononcer par ses propres tribunaux la peine capitale, mais « après avoir essayé sans succès de réduire l'hérétique par le glaive spirituel qu'elle porte dans sa main droite, elle fera appel à son bras gauche, qui est le prince temporel, pour qu'il la délivre de l'hérétique par l'épée <sup>5</sup>. » Bellarmin reconnaît, du reste, que, dans la pratique, cette doctrine doit admettre des tempéraments, commandés par la prudence. « Quand on se demande s'il faut extirper des hérétiques, des voleurs ou d'autres malfaiteurs, il faut toujours se demander en même temps si cela peut se faire sans dommage pour les bons; si la réponse est affirmative, qu'on extirpe le mal. Mais il peut arriver que les hérétiques soient dissimulés, et en les frappant on risque de frapper des innocents. Ou

<sup>1</sup> L. c., p. 44.

<sup>2</sup> L. c., p. 44, 47.

<sup>3</sup> Bellarmin explique ainsi en particulier la réprobation dont saint Martin flétrit les évêques accusateurs des Priscillianistes (Sulpic. Sever., *Hist. sacra*, 2, fin. M. L., 20, 158) : « Duabus de causis merito accusari illos episcopos; primo quia causam ecclesiasticam ad Imperatorem deferebant.... secundo quia Episcopi illi assumpserunt officium accusatoris in causa sanguinis. » L. c., p. 45.

<sup>4</sup> L. c., p. 47.

<sup>5</sup> « Quando manus dextera gladio spirituali non potuit haereticum convertere, invocatur auxilium brachii sinistri, ut gladio ferreo haereticos coerceat. » L. c., p. 47. On reconnaît la fameuse doctrine des deux glaives sur laquelle nous reviendrons.

bien ils sont les plus forts, et la lutte engagée contre eux risque de tourner contre les fidèles. Dans ce cas, il faut se tenir en paix <sup>1</sup>.

Tels sont, d'après Bellarmin, les principaux devoirs d'un prince chrétien, auquel Dieu a conféré, par l'intermédiaire de la volonté populaire, l'honneur et la responsabilité de gouverner ses frères. Tant qu'il reste fidèle à ses devoirs de protecteur des faibles et d'auxiliaire dévoué de l'Église, tous, ecclésiastiques comme laïques, lui doivent la plus exacte obéissance. Mais si, abusant du pouvoir qu'il a reçu pour le bien, il commande à ses sujets des actes réprouvés par les lois de Dieu et de l'Église, s'il cherche — le cas se présenta plus d'une fois à l'époque de Bellarmin — à les entraîner à sa suite dans l'apostasie, quelle devra être l'attitude de ceux-ci? Cette question délicate entre toutes, le cardinal eut souvent l'occasion de la traiter; ses solutions feront l'objet de la seconde partie de cette étude.

JOSEPH DE LA SERVIÈRE, S. J.

(A suivre.)

<sup>1</sup> « Cum in particulari quaestio est vel de haereticis, vel de furibus, vel de aliis malis, an sint extirpandi, semper considerandum est, an id possit fieri sine detrimento bonorum; et si quidem potest fieri, sunt procul dubio extirpandi; si autem non possunt, quia vel non sunt satis noti, et periculum est ne plectantur innocentes pro nocentibus, vel sunt fortiores nobis, et periculum est ne si eos bello aggrediamur, plures ex nobis cadant quam ex illis, tunc quiescendum est. » *L. c.*, p. 45.

---

LES

## ANTÉCÉDENTS DU RÈGNE DE LOUIS XVI <sup>1</sup>

---

Le 1<sup>er</sup> septembre 1715, Louis XIV avait achevé son long règne, immortel honneur de la France, malgré ses excès et ses douleurs. Il laissait en face de l'Europe le pays vaincu, mais avec dignité, et doté de sérieuses perspectives de relèvement et d'ascension. Il le laissait à l'intérieur fatigué, appauvri, mais plein de ressources latentes et d'énergies à susciter. Il léguait au pouvoir monarchique, dont il avait si magistralement usé et abusé, la double tâche de continuer et de réformer l'œuvre huit fois séculaire de sa dynastie, et en particulier celle de sa branche, c'est-à-dire de Henri IV, du substitut de Louis XIII, Richelieu, et de lui-même. C'est sur un frêle héritier qu'était tombé ce lourd héritage. Rejeton d'une lignée ravagée par la mort, un enfant de cinq ans, sous le nom de Louis XV, s'était, presque inconscient, innocemment assis sur le trône du grand roi, son bisaïeul. Lasse du vieillard royal et même irritée contre lui, mais attachée de cœur à sa race, la nation entourait son jeune maître d'une tendresse quasi-maternelle. Le nouveau règne se présentait à ses regards comme une aube pleine d'espérances. L'enfant était doué d'une heureuse nature, dont il appartenait à l'éducation de tirer les fruits. Par malheur, malgré leur grand sens, Louis XIV et M<sup>me</sup> de Maintenon, sa digne compagne, en avaient pour des motifs explicables, mais trop étroits et trop personnels, confié la direction à un vieux et sot courtisan, le maréchal de Villeroy, d'un dévouement à toute épreuve, mais confit à l'égard de son pupille dans un enthousiasme niais et

<sup>1</sup> Ces pages forment le début d'un ouvrage intitulé *Louis XVI, étude historique*, en préparation à la librairie Douniol-Téqui.

dans une servilité sénile. Le choix du précepteur avait été plus heureux que celui du gouverneur. Fleury, évêque de Fréjus, avec les qualités d'un excellent maître, avait les dons secrets, qu'il devait développer un jour, d'un véritable homme d'État. Louis XV profita des premières et, au point de vue religieux et moral, en aurait profité davantage et surtout plus longtemps, si les seconds, les talents d'État, lui avaient été plus libéralement communiqués par le vieil évêque, dont la sourde, prudente et tenace ambition préféra les réserver pour son propre usage, et maintenir, au delà de toutes les bornes, son royal élève dans une dépendance aveuglement filiale. Le cardinal de Fleury ne se prépara même pas dans Louis XV un successeur viril, comme l'avait fait du moins, en une certaine mesure, Mazarin pour Louis XIV. Le duc d'Orléans, régent, n'avait pas rempli non plus, à l'égard du jeune prince, comme il aurait pu le faire, ses devoirs d'éducateur politique. Son successeur au pouvoir, le duc de Bourbon, n'avait eu d'autre souci que ses propres intérêts. Ainsi, entouré, dès son plus jeune âge, d'hommages et de flatteries comme un despote d'Orient, Louis XV, au fond, avait été habitué à obéir, ou du moins à laisser faire bien plutôt qu'à commander. On l'avait élevé en idole et non pas en roi. Mené par une cabale de cour à un mariage peu attrayant et qui n'avait même pas l'excuse d'un grand intérêt politique, Louis y était néanmoins demeuré plusieurs années chaste ment fidèle ; mais d'autres intrigues de cour l'avaient ensuite, par une séduction perfide, introduit, puis poussé de jour en jour davantage dans la voie des plaisirs coupables, d'où il avait roulé enfin dans cette dépravation honteusement insouciant où l'enchaînerent sans retour, loin de l'ardeur des passions qui avaient si longtemps dominé Louis XIV, le triste joug de l'habitude et la molle torpeur d'un implacable ennui. Au milieu des pompes de Versailles et de sa grandiose étiquette, Louis XV s'était accoutumé à mener la vie d'un gentilhomme corrompu et d'un bourgeois vicieux.

Est-ce à dire qu'il ait fait totale abstraction de ses devoirs de monarque ? Ce serait une erreur de le penser. Sa déplorable indifférence était dans sa volonté plus que dans son intelligence. Il ne s'est nullement désintéressé des affaires d'État et a toujours désiré leur bonne conduite et le bien public. Il avait l'es-

prit juste et perspicace et savait se tenir au courant des questions pendantes. Mais une décision personnelle et impérative, il ne fallait pas l'attendre de lui. Élevé à jouir sans effort et plutôt dressé à ne pas vouloir, il était devenu d'une timidité insurmontable, jusqu'à ne pouvoir opposer que par écrit un refus à ses propres enfants. Il se laissa donc mener par ses ministres, créatures de ses favorites, sans se faire illusion sur leurs erreurs ou leurs défaillances, même en se réservant de conspirer contre eux et de les congédier par un soudain caprice, mais docile en somme à leurs influences successives et contradictoires : roi seulement dans la dignité apparente, bien qu'un peu gênée, de son rôle public et de sa majesté traditionnelle et sachant au besoin les faire sentir. Engourdi sur son trône, il aurait eu pourtant la force, s'il l'avait cru menacé, de se réveiller et de se lever pour le défendre.

Faible et indécise, comme le prince qui était censé y présider, la politique intérieure du gouvernement de Louis XV ne fut pourtant pas sans mérites, ni surtout sans bonnes intentions. Ni le sentiment ni le goût des réformes à faire et des innovations à introduire pour rétablir l'équilibre, rompu par le temps et par le changement des mœurs, entre l'état social, les institutions et l'administration du pays, ne firent défaut à cette politique, mais la vigueur et la persévérance nécessaires pour les accomplir. Elle ne fut que trop sensible à la poussée de l'opinion dans certains sens, et, sous le couvert d'affirmations hautaines, laissa énerver le pouvoir royal. Exagérée par Louis XIV, la monarchie absolue, sous son successeur, se mit à douter d'elle-même. Les améliorations accomplies ou tentées, quoique notables, ne lui profitèrent point. Et cependant, malgré les abus d'un régime suranné, la prospérité matérielle de la nation s'était relevée sous Louis XV et même, à partir de 1750, avait pris un très vif essor. Mais il en fut autrement de son état religieux, moral et intellectuel.

Il n'y a qu'un esprit aveuglé par son ignorance ou son préjugé qui puisse méconnaître l'intime lien noué par l'histoire entre la France et la religion catholique. Celle-ci représente chez nous la seule base solide et durable de la moralité privée et publique, et, par conséquent, de l'ordre social. Cette base fut lamentablement ébranlée par la querelle du jansénisme, qui remplit le

xvii<sup>e</sup> puis le xviii<sup>e</sup> siècle, où elle prit le caractère d'une dissension politique et civile. Malgré les qualités d'intelligence ou de cœur admirées chez quelques-uns de ses auteurs ou de ses adeptes, la doctrine janséniste, au point de vue théologique, est certainement une hérésie, et, au point de vue philosophique, une extravagance. Dans la théorie et dans la pratique, son triomphe aurait abouti à la ruine de l'orthodoxie et du vrai culte national. Sa condamnation doctrinale par le Saint-Siège était pleinement justifiée, et il en était de même, selon le droit public d'alors, de sa répression par l'autorité séculière, car elle constitua de plus en plus, contre le principal fondement de la société française, une conjuration à la fois ardente et sournoise et une rébellion tenace. La levée en masse des parlements en sa faveur contre le pouvoir ecclésiastique et contre le pouvoir royal en fit une faction dans l'État. La guérison de cette fièvre pernicieuse demandait une fermeté habile et prudente, résolue dans la conduite d'ensemble, modérée et tolérante dans les applications particulières. Le zèle, chez les défenseurs de l'orthodoxie, fut trop dépourvu de modération et de tolérance, l'énergie fit défaut au pouvoir royal. Vaincue dans la lutte religieuse et doctrinale, la secte janséniste remporta dans le domaine social et politique une fatale victoire, quand les parlements obtinrent de Louis XV, circonvenu par M<sup>me</sup> de Pompadour et résigné à l'encontre de sa conviction propre, la ruine en France d'abord, puis, dans la catholicité tout entière, au moyen d'une inconcevable pression sur la Papauté, de la Compagnie de Jésus, cette grande institution chrétienne qui, quoi qu'on en puisse dire, était en France, depuis Henri IV, toute réserve faite sur tel ou tel abus partiel, sur les défauts ou les exagérations de tel ou tel de ses membres, une grande et féconde institution nationale.

L'échange passionné de controverses auquel donnèrent lieu, sous Louis XV, l'opiniâtre opposition des jansénistes à la très raisonnable constitution *Unigenitus*, devenue une loi de l'État, et leur prétention acharnée à se présenter, contre le Pape et l'immense majorité de l'épiscopat, comme les seuls légitimes représentants de la religion et même de l'Église, cette guerre infatigable de parole et de plume, d'invectives et d'épigrammes sur des sujets sacrés, déconsidéra la doctrine chrétienne. Elle aplanit la voie à ce scepticisme, à ce libertinage d'esprit dont

Bossuet s'effrayait déjà sous Louis XIV, mais qui, plus que jamais allié sous la Régence au libertinage de mœurs, se transforma, de Bayle à Voltaire et au delà, de jour en jour davantage, en une propagande adroitement féroce, en une diffusion multiforme et envenimée d'impiété, d'incrédulité destructive. Le *philosophisme*, si différent de la vraie et saine philosophie, s'empara peu à peu de l'opinion et empoisonna, selon des degrés divers, la masse des esprits cultivés. La licence morale grandit avec lui, encouragée d'ailleurs par les tristes exemples du roi et de la cour, et infecta de plus en plus les classes supérieures et moyennes de la nation. Par un instinct naturel d'opposition et comme pour se dissimuler à eux-mêmes le honteux principe de leur action révolutionnaire, les *philosophes* prirent en main la cause, nullement liée par essence avec la leur propre, de la réforme politique et sociale, des améliorations et des progrès auxquels aspirait vaguement, mais ardemment la nation ; ils en adoptèrent et ils en vicièrent l'idée, qui ne se confondit que trop, pour ou contre, dans un grand nombre d'esprits, avec l'antichristianisme passionné de ses brillants et habiles patrons. Cette confusion n'était pas moins dangereuse pour la monarchie que pour l'Église. Le pouvoir royal ne sut pas travailler à la dissiper. Accessible, mais sans vues, sans énergie et sans suite, à la tendance réformatrice, il se montra, en face de la propagande de destruction religieuse, morale et intellectuelle, d'une inconcevable faiblesse. Sous l'apparence d'une répression qui décorait les *philosophes* de l'auréole des persécutés, ceux-ci bénéficièrent en réalité d'une indulgence qui, chez les plus hauts agents de l'autorité souveraine, aboutit enfin à une complicité véritable. On eut le curieux, mais bien affligeant spectacle d'une administration de monarchie absolue protégeant les adversaires de l'ordre social et frappant ses défenseurs.

Par un effet naturel et réciproque, l'hostilité contre la religion profita, dans l'opinion, des coutumes abusives ou surannées, appelant une réforme décisive, que manifestait à tous les yeux, notamment dans ses conditions temporelles, l'état de l'Église de France au xviii<sup>e</sup> siècle ; et cette hostilité, d'autre part, redoubla la force du courant qui portait vers une réforme ecclésiastique et tendit à la rendre violente et abusive elle-même. Le remède existait, et tout à la main du roi très chrétien. C'était le recours



au Saint-Siège et l'organisation, d'accord avec lui, de la réforme ecclésiastique au double profit de la religion et de l'État. Par malheur, l'un des excès de Louis XIV, étendant hors de leur juste et utile portée les prises du pouvoir royal, avait été l'institution de ce gallicanisme nullement libéral, aussi peu raisonnable que certaines exagérations produites dans un autre sens ; de cette théorie et de ces pratiques régaliennes, qui, en plaçant le plus possible l'Église de France sous l'autorité du monarque et de ses agents, l'avaient soustraite, autant que cela se pouvait faire sans schisme formel, à celle de son chef légitime, de son guide, modérateur et réformateur naturel, le Pontife romain. Le prestige de Louis XIV, aidé du génie de Bossuet, avait réussi à faire pénétrer dans la conviction même du clergé français ce gallicanisme qui, en dépit d'un préjugé trop répandu aujourd'hui encore, fut en réalité doublement funeste, à l'État et à l'Église. Les réformes, ou prétendues telles, opérées dans l'ordre des choses ecclésiastiques par le gouvernement de Louis XV, avec l'aide de quelques prélats plus ou moins atteints de *philosophisme*, le furent sans autorité morale, sans effet sur l'opinion, sans profit pour l'ordre social, parfois même à son détriment. Les préventions, les passions gallicanes furent, en outre, un moyen de guerre adopté avec ardeur contre l'épiscopat lui-même par la faction janséniste, et fournirent ainsi de prétextes et d'armes les prétentions sans mesure, les usurpations audacieuses et agressives des parlements.

La longue lutte engagée et soutenue, sous tous les prétextes, par ces cours supérieures contre l'autorité royale, dont elles émanaient, mais qu'elles visaient à restreindre, en s'attribuant, avec le caractère d'assemblées politiques, une part considérable du pouvoir législatif et même du pouvoir exécutif, cet assaut véhément et cette rébellion opiniâtre remplirent le règne de Louis XV, et mirent en plein relief la faiblesse du monarque et de la monarchie. Le combat finit pourtant tout autrement qu'on ne l'aurait pensé. Sous l'impulsion d'un conseiller énergique et sans scrupules, le roi, dont on réussit enfin à éveiller les craintes personnelles et à exciter l'amour-propre, sentit se ranimer en lui le sang et l'esprit de Louis XIV. Le coup d'État du chancelier Maupeou (1771) terrassa les parlements. Malgré l'opinion hostile, le plan du ministre, fortement et habilement conçu et lié à une

utile réforme judiciaire, s'exécuta. La couronne était de nouveau hors de pair. Si elle avait su profiter de cette situation reconquise, la monarchie et la dynastie étaient sauvées.

Leur situation en Europe et dans le monde ne s'était pas relevée, comme elle l'aurait pu faire, pendant le règne de Louis XV. Ce prince avait pourtant prêté une attention personnelle à la politique extérieure, plus encore qu'à l'intérieure, et avec la même justesse, mais avec la même faiblesse. Les deux grands adversaires de la France, à la fin du règne de Louis XIV, étaient l'Autriche et l'Angleterre. Ce fut celle dernière, malgré un essai de rapprochement au début du nouveau règne, qui, sous son successeur, demeura l'ennemie capitale. L'avènement d'une branche de la maison de Bourbon sur le trône d'Espagne avait singulièrement atténué, sinon détruit, le danger qu'avait fait courir à la France, dans les deux siècles précédents, l'accumulation dans la maison d'Autriche des forces et des couronnes. Pourtant la puissance dont elle disposait encore en Allemagne et en Italie, et son alliance toujours subsistante avec l'Angleterre, explique, si elle ne la justifie peut-être pas entièrement, la politique du cabinet de Versailles, quand s'ouvrit le règlement de la succession d'Autriche, lors de l'avènement de Marie-Thérèse, et la part que prit alors la France à la croissance de la Prusse, à son ascension parmi les États de premier rang. L'ambition de Frédéric II et son entente, à nos dépens, avec l'Angleterre, achevèrent d'ouvrir chez nous les yeux clairvoyants, et en particulier ceux de Louis XV, sur le renversement menaçant des conditions de l'équilibre européen. De là l'alliance autrichienne et la guerre de Sept Ans, très justifiées dans leur principe, mais dont l'application et la conduite de notre part furent si mauvaises que le résultat en fut désastreux tout à la fois pour nos intérêts et pour notre honneur. L'Angleterre en sortit maîtresse absolue des mers, et la Prusse affermie dans sa grandeur nouvelle et avec le prestige de la première puissance militaire du continent. La monarchie française en demeura tristement humiliée devant l'opinion publique, hostile d'ailleurs par routine à l'alliance autrichienne et engouée sottement du génie et des succès de Frédéric II. La triste déchéance de l'armée et de la marine éclata devant tous les regards, et on ne sut aucun gré au gouvernement royal des efforts trop peu suivis, et par suite

infructueux, qui furent tentés pour y remédier. On ne lui en sut pas non plus, bien à tort, pour l'utile conclusion du *pacte de famille* entre les divers États soumis aux Bourbons. Mais on lui en voulut, et à bon droit, de la faiblesse avec laquelle Louis XV laissa dégénérer en vassalité son entente cordiale avec Marie-Thérèse, et de l'indifférence avec laquelle il regarda s'accomplir sous ses yeux engourdis (1772) le premier partage de la Pologne <sup>1</sup>.

La politique, extérieure et intérieure, de la monarchie était altérée, sinon dans ses grandes lignes, du moins dans ses applications et dans son action, par le milieu spécial où achevaient de s'élaborer et où se déterminaient, en fin de compte, les décisions les plus importantes du roi et de ses ministres et le choix des ministres eux-mêmes, c'est-à-dire par l'atmosphère, de jour en jour plus artificielle et plus délétère, de la cour. La cour de Versailles était un petit monde aérien, un Olympe créé par Louis XIV, avec ses idées, ses mœurs, ses intérêts propres, qui planait au-dessus de la nation, et où, sous Louis XV, déshabitué de respirer un autre air, les partis se manifestaient sous la forme de coteries et les événements d'État se produisaient en façon d'intrigues. Les ressorts capitaux du gouvernement étaient maniés en riant par les mains légères des favorites dans les « petits cabinets. » L'amitié de la marquise de Pompadour avait fait le ministère Choiseul; il fut défait par l'inimitié de la comtesse du Barry. Celle-ci, en revanche, soutint Maupeou, et le duc d'Aiguillon lui dut la direction de nos affaires étrangères. L'ambassadeur d'Autriche, M. de Mercy, fut payé de sa complaisance pour la favorite par l'abandon des Polonais. Dans ce paradis royal, peuplé de tant de beaux et caressants reptiles, les choses les plus singulières, les plus étranges rapprochements n'étonnaient plus, ou étonnaient peu. On voyait le « parti dévot, » très distinct, il est vrai, des personnes vraiment religieuses, s'allier avec la scandaleuse maîtresse du roi contre les partisans tenaces de Choiseul disgracié. Les questions d'étiquette s'élevant à la hauteur de questions d'État, on voyait les paires de

<sup>1</sup> Pour la synthèse du règne de Louis XV, nous avons trouvé un secours très appréciable dans le récent et remarquable ouvrage de M. Adalbert Wahl : *Vorgeschichte der Französischen Revolution*. Tübingen, 1905-1907, t. I, I. I<sup>er</sup>, p. 3-195.

France, outrés de la distinction accordée pour un bal paré aux princes français de la maison de Lorraine, se réunir, pour rédiger leur protestation, chez leur doyen, M. de Broglie, évêque et comte de Noyon, et ce prélat ayant gravement présidé cette contestation sur la danse, se charger de présenter la réclamation au roi. Versailles était devenu une France factice, où la vraie France était brillamment absorbée et déformée tristement<sup>1</sup>.

Dans ce délicieux Éden, dont l'entretien coûtait si cher aux finances ruinées du royaume<sup>2</sup>, et dont l'air était si funeste à la santé morale et intellectuelle de ses habitants; où l'on perdait la juste notion des choses et de leurs rapports naturels, l'histoire contemple émue, avec la perversion du gouvernement, l'étiollement de la dynastie. La vie de cour, qui occupa la plus grande partie de l'existence de Louis XV, ne fut pas d'un petit effet sur l'affadissement de son esprit et l'engourdissement de sa volonté. On avait omis dans son éducation et dans son instruction tout élément sérieusement militaire, et cette omission devint désormais une habitude, tournant à la règle et au principe d'étiquette, surtout dans la branche aînée de la maison royale. Une jalousie politique, non moins absurde, déjà née sous Louis XIV, augmenta la force dégénéréscente de ce défaut, et acheva d'enfermer les princes destinés au trône dans le cercle et la contrainte d'une vie tout automatique, machinalement ennuyeuse et sensuelle. Le goût héréditaire de la chasse demeura dans cette famille la seule marque d'activité vivante. On se sent porté à considérer comme un signe sensible de cette décadence l'embonpoint, souvent énorme, qui devint l'un des traits distinctifs de la physionomie de ses membres. Le dauphin, fils de Louis XV, plaisantait lui-même de sa pesante masse de chair<sup>3</sup>, qui enveloppait pourtant un esprit vif, une intelli-

<sup>1</sup> On trouve un vivant et solide tableau de la cour de Louis XV et de ses étrangetés dans l'ouvrage de M. Pierre de Nolhac, *Marie-Antoinette, dauphine*.

<sup>2</sup> Notons pourtant qu'au jugement de M. Wahl, les dépenses de cour, même sous Louis XV, n'ont eu qu'une responsabilité accessoire et fort limitée dans le mauvais état des finances. Ouvrage cité, t. I, p. 45.

<sup>3</sup> Le chef de la branche cadette, le duc d'Orléans, petit-fils du Régent et père de Philippe-Égalité, était énorme, lui aussi. M<sup>me</sup> du Barry l'ayant aidé à obtenir l'agrément de Louis XV pour son mariage morganatique avec M<sup>me</sup> de Montesson, lui annonça la bonne nouvelle en ces termes : « Mariez-vous, gros père. »

gence ouverte, un cœur droit, une âme vertueuse : toutes qualités rendues inutiles par l'inaction systématique où il fut retenu jusqu'à sa mort prématurée, et qui réduisit son existence, capable de beaucoup mieux, à celle « d'un brave gentilhomme, paisible et bienfaisant »<sup>1</sup>, » entretenant d'ailleurs dans sa pensée en cage une respectueuse et sourde mais tenace opposition à la conduite politique et privée du roi son père. Deux des filles de ce monarque, timidement autoritaire, ont révélé dans leurs actes, de façon diverse, la trace des grandes qualités de leurs aïeux, mais c'est que l'une et l'autre ont échappé à la contrainte amollissante de Versailles. Madame Infante, Élisabeth de France, épouse de Dom Philippe, des Bourbons espagnols, duc de Parme, déploya au profit de son mari, qu'elle gouvernait, de rares aptitudes politiques. Madame Louise, Mère Thérèse de Saint-Augustin, Carmélite en expiation des mœurs de Louis, outre ses vertus héroïques de religieuse, reçut du ciel, comme par surcroît, l'exercice actif et efficace, dans ses charges successives d'économe et de prieure, d'un talent d'administration et de gouvernement, insoupçonné chez elle et inconnu d'elle-même. Les princesses qui vécurent et vieillirent à la cour, Mesdames Adélaïde, Victoire et Sophie, en dépit des prétentions et des sursauts de la première, vite refrénés par elle-même, et qui dégénérèrent en rancunes, en intrigues, en méchancelés inconscientes de dévotion sur le retour, ces pauvres filles traînèrent en plein luxe et en plein ennui, entre les obligations gênantes de leur vie publique et les mesquineries quotidiennes, les occupations vides et les vains caquetages de leur vie privée, une existence de momies royales. Le poids de l'étiquette, devenu insupportable, poussa le roi et sa famille, dans l'intimité, à l'excès contraire, et cette intimité tendit de plus en plus à grandir son champ d'évasion hors des contraintes de la vie de cour, de sorte qu'ils en conservèrent les inconvénients et en perdirent les avantages, c'est-à-dire le prestige et le respect. La Maison de France, sous Louis XV, offre l'aspect contradictoire d'un groupe d'idoles étincelantes et d'une maisonnée de petits bourgeois, familière parfois jusqu'au débraillé. Caractéristiques à cet

<sup>1</sup> Très juste expression de M. Geoffroy de Grandmaison. *Correspondant* du 25 octobre 1906, p. 259.

égard sont les jolis surnoms dont le roi avait affublé ses filles : *Loque, Coche, Graille et Chiffe*, et cela ne s'ignorait pas.

L'influence de Versailles ne pouvait malheureusement pas ne point agir sur l'éducation du futur héritier de Louis XV, c'est-à-dire du second dauphin, son petit-fils. Celui-ci ne semblait pas d'abord destiné à ce redoutable héritage. Il avait eu deux frères aînés, dont le second, il est vrai, mort au berceau. Mais le premier, titré duc de Bourgogne (1731-1761), avait vécu près de dix années, et donné à ses parents de grandes espérances. Le troisième fils du premier dauphin fut d'abord titré duc de Berry. Il était né à Versailles, le 23 août 1754, et avait reçu les prénoms de Louis-Auguste. Il avait deux frères puînés, les comtes de Provence et d'Artois, et deux sœurs plus jeunes encore, les princesses Clotilde et Élisabeth. Leur père, le dauphin, avait obtenu de Louis XV, conscient de son indignité morale, la direction absolue et exclusive de l'éducation de ses enfants. Leurs premiers ans étaient confiés à M<sup>me</sup> de Marsan, née Rohan, gouvernante en titre des Enfants de France, très dévouée à ses pupilles, mais qui ne l'était pas moins aux intérêts de la puissante famille dont elle était issue, dame toute pleine de l'esprit de cour et intrigante de haut vol. Débile à son berceau, Louis-Auguste reçut d'elle les soins d'une excellente mère nourrice. Elle l'éleva en bon et plein air, au château de Bellevue, et il y acquit un tempérament robuste. A l'âge de six ans commença son éducation virile. Le dauphin s'était promis de conserver en personne la haute main sur le développement moral et intellectuel de ses fils, et d'y prendre même une part effective. Il leur fallait néanmoins gouverneurs et précepteurs. Malgré les nobles et fermes intentions du prince, l'air et l'esprit ambiants ne furent pas sans quelque influence sur ses choix, dictés du reste par une pensée générale de résistance à ce que cet air et cet esprit renfermaient d'immoralité et de scepticisme. Le gouverneur fut le duc de la Vauguyon, ancien ami du dauphin, vaillant officier, imbu d'excellents principes religieux et moraux, mais moins sûr dans la pratique, âme ambitieuse, esprit étroit et caractère douteux, homme de coterie et de cabale, peu scrupuleux sur les moyens d'arriver à ses fins. Il eut pour adjoint le marquis de Sinety, sous-gouverneur. Le préceptorat fut donné à Mgr de Coetlosquet, évêque de Limoges, mais la plus grande part dans

l'instruction proprement dite revint au sous-précepteur, l'abbé de Radonvilliers, ecclésiastique vertueux et bienfaisant, grammairien et humaniste distingué, jugé « candide » par les uns, par les autres « fin et délié, » en tout cas devenu fort homme de cour et entré de plain-pied, sans autre titre que sa charge, à l'Académie française (1763).

A ce haut personnel, une adjonction fut faite, qui honore le courage et le discernement du dauphin. Parmi les jésuites dispersés en 1762 par l'odieux et absurde arrêt du parlement de Paris, se trouvait l'un des hommes les plus distingués de son temps, quoique sa modestie et les sarcasmes impudents de Voltaire aient voilé son mérite aux yeux des hommes superficiels. Rédacteur principal du *Journal de Trévoux*, le P. Guillaume-François Berthier y avait, durant dix-sept années, manié la plume sur les sujets les plus variés d'érudition et de littérature, et tenu tête avec une fermeté savante, spirituelle et courtoise à l'assaut que, sous mille formes, donnait à la religion la secte dite philosophique. Il avait été chargé aussi de continuer la grande *Histoire de l'Église gallicane*, docte et vaste entreprise des jésuites français. Esprit exact, solide et fin, il connaissait bien les idées et les tendances de son époque, quoique trop porté peut-être, par une réaction naturelle contre la campagne révolutionnaire des philosophes, à rester attaché, dans le domaine politique et social, aux thèses conservatrices, aux conceptions du xvii<sup>e</sup> siècle, mais avec un élargissement de vue notable. Sur la demande du dauphin, Louis XV, plutôt favorable aux religieux proscrits en son nom, consentit sans peine à ce que le P. Berthier fût « appelé aux études de Mgrs les Enfants de France, » et quand le nouvel éducateur de ses petits-fils parut devant lui vêtu en prêtre séculier : « Je vous assure, Père Berthier, lui dit-il en souriant avec sa frivolité aimable, que cet habit ne vous messied pas. » L'action personnelle et directe de cet homme intelligent et pleinement désintéressé ne dura pas plus d'une année et demie. Ni sa conscience ni son honneur ne lui permettaient de souscrire au serment calomnieux que l'arrêt du 9 mars 1764 prétendit imposer individuellement aux jésuites, à peine de bannissement. Il ne voulut même pas de prêterition en sa faveur, et, prenant les devants, honoré des larmes du dauphin, de la dauphine et de ses élèves, il quitta la cour et prit

son refuge à Offenbourg. Toutefois, selon l'expresse volonté du prince et de sa digne compagne, il ne cessa plus, même après leur mort, d'être assidûment consulté par le duc de la Vauguyon. Mais les écrits composés par lui <sup>1</sup> pour l'éducation des Enfants de France, et notamment de Louis-Auguste, ne pouvaient avoir autant d'efficacité qu'en aurait eu sa présence. Il y a lieu de le regretter, car il semble qu'il avait mis le doigt sur un des défauts natifs, sur le principal défaut de Louis XVI, auquel il adressa un jour cette forte leçon :

« Lorsque nous restons dans la route où la Providence elle-même nous a placés, nous devons compter sur son assistance ; car, dès que c'est elle qui veut que nous soyons dans cette route, il est de sa justice comme de sa bonté de nous accorder les secours qui nous sont nécessaires pour que nous y marchions au gré de sa volonté. Ainsi, vous êtes appelé par la Providence à régner. Tant que vous régnerez par vous-même, vous êtes en droit de lui demander et vous pouvez être certain d'en obtenir toutes les lumières, tous les moyens dont vous aurez besoin pour bien régner ; mais si ce sont des favoris ou des ministres, ou la majorité, ou même l'unanimité d'un conseil qui font tout dans votre royaume, alors ce n'est plus vous qui réglez ; alors vous voilà hors de la route où la Providence vous avait placé ; alors elle ne vous doit plus rien. Ce serait une véritable impiété de lui demander de vous aider à bien régner, quand, contre sa volonté, vous refusez de régner. Sans doute, vous ne pourrez pas tout prévenir, tout connaître, tout savoir ; aussi aurez-vous un conseil : consultez-en les membres, mais souvenez-vous qu'aucun d'eux n'est roi, que c'est vous qui l'êtes ; que tout doit rouler sur votre tête. Lors donc que vous aurez appris ce que vous pensiez ne pas savoir, lorsque vous aurez recueilli les lumières que vous pensiez vous manquer, prononcez, décidez en roi, votre opinion fût-elle contraire à celle de tous, et soyez sûr que la Providence sera de votre côté <sup>2</sup>. »

<sup>1</sup> Ces écrits passent pour perdus. Mais nous croyons qu'on en peut retrouver la substance et même un certain nombre de pages textuelles dans l'ouvrage intitulé : *Réflexions sur mes entretiens avec M. le duc de la Vauguyon*, par Louis-Auguste, dauphin (Louis XVI), publié en 1851 d'après un manuscrit autographe du comte de Provence (Louis XVIII), avec une introduction du comte de Falloux.

<sup>2</sup> Montjoye, *Éloge historique du P. G.-F. Berthier*, p. 99-101.



Un autre jésuite, demeuré d'abord à la cour après la dispersion de sa Compagnie, la quitta comme le P. Berthier, en raison du serment prescrit par le Parlement. C'était le P. Croust, confesseur de la dauphine et des princes, ses enfants. Ce départ, pensons-nous, a été fâcheux pour Louis-Auguste. Le remplaçant de ce premier directeur spirituel fut, il est vrai, un excellent prêtre, l'abbé Soldini, homme d'une conscience droite et pure, et tout pénétré de ses devoirs, mais, à ce qu'il semble, d'un esprit un peu étroit, légèrement porté au rigorisme, et, en même temps, ayant, pour ainsi dire, respiré avec l'air du château, où il était attaché depuis plusieurs années déjà, certaines banalités d'un optimisme conventionnel et peut-être adopté certaines opinions de parti <sup>1</sup>. Mais la perte irréparable pour l'éducation du duc de Berry fut celle de son père et de sa mère. Le dauphin avait échappé, par une mort saintement chrétienne, dans la matinée du vendredi 20 décembre 1765, à la responsabilité d'occuper le trône après Louis XV. La dauphine, Marie-Josèphe de Saxe, princesse du plus haut mérite par l'intelligence comme par le cœur, avait pris en main, avec une douceur ferme et résolue, la direction personnelle de l'éducation des princes. Mais, peu de temps après, le vendredi 13 mars 1767, elle-même fut enlevée à cette tâche. Elle revint alors tout entière, car le roi tint sa promesse tacite de ne s'en point mêler, à l'insuffisant et présomptueux La Vauguyon. Or, celui-ci, peut-être sans se l'avouer, prit en considération capitale l'influence à gagner et à conserver sur son principal élève, devenu l'héritier présomptif de la couronne. Dans l'accomplissement de son devoir présent, il ne négligea pas la possibilité de son rôle futur. Il se garda donc bien, tout en insistant, selon les avis et les mémoires du P. Berthier, sur la nécessité de la fermeté chez un prince, de trop laisser voir à Louis-Auguste de quelle façon il lui convenait d'entendre cette qualité et en quoi elle lui manquait ; il se garda surtout de susciter et de développer pratiquement chez son royal pupille l'esprit d'initiative et de décision, la volonté propre et efficace, les vues personnelles, les vertus actives.

<sup>1</sup> Nous prenons ces indices dans une longue instruction en forme de lettre adressée par l'abbé Soldini à Louis-Auguste, dauphin, après son mariage, et dont le manuscrit autographe est conservé à la Bibliothèque nationale, sous le n° 14714 du fonds français.

Or, le défaut radical du nouveau dauphin, ayant presque chez lui le caractère d'une infirmité physique, c'était l'apathie. Il était, dans un corps robuste, victime d'une lamentable atonie nerveuse. Cœur excellent, intelligence moyenne, jugement sain et droit, ses facultés s'anéantissaient dans une paralysie morale, dont le sentiment portait au comble sa timidité, sa gaucherie naturelle. On ne pouvait pas l'accuser de paresse intellectuelle. L'abbé de Radonvilliers ne perdit aucunement ses soins avec lui. Il devint un bon humaniste, possédant bien le latin, maniant avec pureté sa propre langue, parlant et lisant l'allemand et l'anglais, aimant la lecture, instruit en histoire, passionné pour la géographie. Il aurait fait un érudit excellent. Mais il avait un douloureux penchant à se laisser convaincre de sa propre nullité, qui n'existait point. Il se croyait tout au moins un homme des plus médiocres et n'avait en soi aucune confiance. Il se jugeait lui-même très inférieur à son frère puiné, Louis-Stanislas, compagnon de ses études, qui avait manifesté de bonne heure des aptitudes au bel esprit avec une nuance de pédantisme. Un jour qu'un harangueur officiel le complimentait sur ses qualités précoces : « Vous vous trompez, Monsieur, répondit-il avec une pointe d'amertume, ce n'est pas moi, c'est mon frère de Provence qui a de l'esprit. » Il aurait fallu à une telle nature une éducation chrétiennement mais fortement excitative. Sous la direction soupçonneuse et cauteleuse de M. de la Vauguyon, celle du futur Louis XVI fut seulement préservative et d'ailleurs plutôt déprimante.

L'éducation d'un prince destiné au trône est tenue de faire, presque dès son enfance, une large part aux doctrines, aux connaissances, aux vues, aux qualités nécessaires pour le bon exercice du pouvoir suprême. Une lacune énorme à cet égard, déjà signalée chez Louis XV, s'élargit encore pour son héritier jusqu'à un vide à peu près total. Quoique son gouverneur fût un officier de mérite, éprouvé sur les champs de bataille, Louis-Auguste reçut tout au plus, en fait d'instruction militaire, quelques notions théoriques, sans application spéciale et pratique, et surtout on ne lui inspira en rien ce goût vif, ce désir ardent du manie-ment des choses de l'armée et de la fréquentation des troupes, qui avait fait le noble tourment de l'oisiveté forcée du premier dauphin, son père. Pour les doctrines et les vues d'État, le duc

de la Vauguyon était un bien médiocre instituteur. Sa part propre en cette partie a dû consister en quelques idées fausses ou mesquines. Mais, fidèle aux instructions du dauphin et de la dauphine, il s'aida en cette œuvre difficile des avis et des mémoires détaillés de deux hommes de grand mérite : le P. Berthier, dont nous avons déjà parlé, et un publiciste de remarquable valeur, tout spécialement distingué par le dauphin, Jacob-Nicolas Moreau <sup>1</sup>. Au P. Berthier revinrent surtout, ce semble, les instructions concernant les vertus royales et le rapport des choses d'État à la religion et au droit naturel ; au publiciste Moreau celles qui se rapportaient au droit public, aux traditions de la monarchie française et à ses lois fondamentales. Le P. Berthier, de son propre aveu, s'inspira surtout dans ses instructions des théories rapprochées et combinées, malgré leurs tendances plutôt contraires, de Bossuet et de Fénelon. Il les interpréta dans un sens très large et en insistant d'une façon ferme et pénétrante, non seulement sur les devoirs des rois, mais sur les droits naturels et inamissibles des hommes qui leur sont soumis. Mais ces droits ne comportaient point à ses yeux, même à titre de développement et de sanction, l'établissement, en France du moins, de restrictions positives et permanentes, encore moins d'une part effective, par le moyen de représentants, à l'exercice du pouvoir suprême, exclusivement réservé à l'autorité royale. En cela, il était un peu étroitement fidèle, comme tous les esprits conservateurs d'alors, à la tradition de la monarchie absolue, définitivement constituée chez nous par Charles VII, Louis XI, François I<sup>er</sup>, Henri IV, Richelieu et Louis XIV. C'est à la même conclusion qu'avaient abouti les recherches historiques étendues et solides, mais trop systématiques et dirigées selon un point de vue préconçu, sur lesquelles le publiciste Moreau avait appuyé ses théories de droit public, mélange de justes vues, de traditionalisme exagéré et d'utopie rétrospective. Selon l'un et l'autre des deux instituteurs principaux, bien qu'indirects, de l'intelligence et de la raison poli-

<sup>1</sup> Selon nous, à peu près toutes les pages remarquables, et il y en a beaucoup, de l'ouvrage intitulé : *Réflexions*, etc., quand elles ne sont pas du P. Berthier, doivent être reportées à J.-N. Moreau. La part effective du duc de la Vauguyon, et celle même du rédacteur nominal, le dauphin Louis-Auguste, sont à peu près nulles.

tiques du jeune héritier du trône, l'exclusion du despotisme et de l'arbitraire était au nombre des lois fondamentales du gouvernement légitime de la France, mais, d'autre part, ils rangeaient parmi ces mêmes lois incommutables le principe suivant : « Il est de l'essence de la monarchie française que toute espèce de pouvoir réside sur la tête du roi seul, et qu'il n'y ait ni corps, ni particulier qui puisse se maintenir dans l'indépendance de son autorité. Toute opinion qui tendrait à diminuer cette autorité sacrée sera toujours directement contraire aux lois fondamentales du gouvernement français <sup>1</sup>. »

Si l'éducation de Louis-Auguste s'accomplit en dehors et sans aucune intervention du roi, son grand-père, il n'en pouvait aucunement être ainsi de son mariage, dont Louis XV s'était réservé, parce qu'il s'agissait ici d'un acte politique au premier chef, de fixer souverainement l'époque et l'objet. Le jeune dauphin n'avait pas encore accompli sa douzième année, que le choix de sa fiancée était à peu près arrêté entre le cabinet de Versailles et le cabinet de Vienne. Ce projet, destiné à mettre le sceau à l'alliance de la France avec l'Autriche, était l'œuvre de M. de Choiseul, dont il devait, dans sa pensée, consolider la politique extérieure et la situation ministérielle, celle-ci assez ébranlée. L'épouse choisie, la future dauphine et la future reine, était l'archiduchesse Marie-Antoinette, née le 2 novembre 1755, sixième fille et neuvième enfant de François de Lorraine, empereur d'Allemagne, et de l'impératrice-reine Marie-Thérèse. Sa première éducation avait été négligée, car Marie-Thérèse, épouse et mère très affectueuse, était pourtant avant tout une femme d'État. Ses enfants, ses filles surtout, ne prenaient à ses yeux une importance vraiment digne d'attention qu'en raison de la place qu'ils pouvaient être amenés à occuper, sous sa ferme et habile main, pour le plus grand intérêt de son empire, sur l'échiquier, toujours présent à son esprit, de la politique européenne. Dès qu'elle considéra Marie-Antoinette comme l'épouse désignée de l'héritier du trône de France, son regard vigilant ne la quitta plus. Elle demanda pour elle à Choiseul un précepteur français. L'abbé de Vermond, bibliothécaire du collège des

<sup>1</sup> *Réflexions*, etc., p. 88.

Quatre-Nations, fut désigné par le ministre, sur la recommandation d'un prélat de son parti, l'archevêque de Toulouse Loménie de Brienne. C'était un homme distingué, qui se donna tout entier à la culture de son élève, et gagna son attachement. Mais la jeune archiduchesse, charmante de visage et d'allure, très bien douée de cœur et d'intelligence, portée à l'activité, riche de spontanéité aimable et de vivacité gracieuse, avait contracté des habitudes d'inapplication et d'étourderie et s'était abandonnée à un penchant de paresse intellectuelle, qu'aucun effort ni de son instituteur, ni d'elle-même, alors ou depuis, ne put réussir à vaincre. Ce mariage, que Louis XV et Marie-Thérèse préparaient avec complaisance, n'avait pas plu à Marie-Josèphe, qui aurait désiré pour son fils une princesse de Saxe. Après sa mort, il continua d'être mal vu, en haine de Choiseul, par Madame Adélaïde, tante et marraine de Louis-Auguste; par le duc de la Vauguyon et l'entourage habituel du jeune dauphin, dont la sauvagerie d'adolescent timide et brusque prévoyait et redoutait à cette occasion toute une longue série de contraintes cérémonieuses, et qui regardait principalement cette brillante et vraiment royale union comme une terrible corvée pour lui.

Mais il ne lui fut pas permis de s'y soustraire. Le 19 avril 1770, il épousa, par procuration, dans l'église des Augustins, à Vienne, l'archiduchesse Marie-Antoinette. Le 21, la princesse se mit en route pour sa nouvelle patrie. Le 7 mai, à Strasbourg, dans une ile au milieu du Rhin, elle fut solennellement remise à la France. Un voyage triomphal la conduisit à travers l'Alsace, la Lorraine et la Champagne, de Strasbourg à Compiègne, où elle arriva le 14 mai et où l'attendaient le roi et le dauphin avec toute la famille royale. Le lendemain 15, la cour quitta cette ville pour retourner à Versailles. La dauphine coucha au château de la Muette près Paris, après un grand souper de famille, auquel M<sup>me</sup> du Barry avait été conviée avec quarante autres dames. Le 16 mai, dans l'après-midi, l'union fut confirmée et la bénédiction nuptiale donnée aux jeunes époux dans la chapelle du château de Versailles, par Mgr de la Roche-Aymon, archevêque de Reims et grand aumônier de France, assisté du curé de la paroisse Notre-Dame. En signant sur le registre, Marie-Antoinette y fit un pâté. Les fêtes du mariage furent longues et

magnifiques <sup>1</sup>. Elles ne réjouirent guère le dauphin qu'elles intimidaient et, de plus, gênaient pour la chasse, son divertissement favori. La fête donnée le 30 mai à la population parisienne, mais sans qu'elle fût honorée de la présence du roi ni des époux royaux, fut attristée par une catastrophe. La police de la ville, revendiquée mal à propos par le prévôt des marchands, qui n'y entendait rien, fut très mal faite. Après le feu d'artifice, tiré sur la place Louis XV (aujourd'hui de la Concorde), une effroyable poussée se produisit à l'entrée de la rue Royale, alors en construction et obstruée par divers obstacles. L'écrasement fut lamentable. On releva le lendemain cent trente-deux cadavres. Le 1<sup>er</sup> juin, Louis-Auguste écrivit au lieutenant général de police le billet suivant, sorti de son cœur : « J'ai appris le malheur arrivé à Paris à mon occasion ; j'en suis pénétré. On m'apporte ce que le roi m'envoie tous les mois pour mes menus plaisirs <sup>2</sup> ; je ne peux disposer que de cela, je vous l'envoie. Secourez les plus malheureux. »

La vive et gracieuse dauphine avait, dès le premier jour, conquis tous les cœurs, mais non pas celui de son jeune époux, ni non plus l'affection du duc de la Vauguyon, jaloux de son influence possible et peu disposé à pousser le dauphin vers elle. Louis-Auguste fut d'abord à son égard d'une froideur déconcertante. Une difficulté naturelle, que la réserve très louable, mais excessive de ce prince austère, ne permit de vaincre qu'après plusieurs années, augmentait sa gaucherie et son malaise. Ses relations avec son aimable compagne étaient celles d'un frère ennuyé avec une sœur médiocrement chère et plutôt gênante. Ce fut sa profonde aversion pour M<sup>me</sup> du Barry qui, quelques semaines après le mariage, l'amena, pour la première fois, à une conversation intime avec la dauphine, dans laquelle, après lui avoir promis pour une époque ultérieure des marques plus vives de son affection, il lui en donna du moins de sa confiance et lui fit part de ses sentiments à l'égard de la favorite, du dégoût qu'elle lui causait et que lui causaient aussi les conseils de son ancien

<sup>1</sup> On en peut lire l'exact et pittoresque récit dans l'ouvrage précité de M. Pierre de Nolhac. On trouvera aussi d'intéressants et utiles détails sur les circonstances diverses du mariage au tome I<sup>er</sup> du remarquable livre de M. Maxime de la Rocheterie : *Histoire de Marie-Antoinette*.

<sup>2</sup> Six mille livres.

gouverneur, qui, engagé à fond dans la cabale contre Choiseul, s'était rapproché de la maîtresse du roi, la visitait, la flattait, et exhortait son pupille à la bien traiter. Il ne lui dissimula pas non plus son aversion pour Choiseul lui-même, créature aussi d'une favorite et ennemi du premier dauphin, son père. Peu à peu les intelligences des deux époux, sinon leurs cœurs encore, se rapprochèrent, et les entretiens particuliers se renouvelèrent entre eux. Inquiet de ce qui s'y pouvait dire, M. de la Vauguyon écoutait aux portes. Surpris un jour dans cette attitude, il acheva de perdre toute autorité sur Louis-Auguste. Obligé de vivre au milieu du réseau compliqué des intrigues de cour, qui révoltaient son âme sincère, de subir des contacts qui répugnaient à sa vertu, dédaigné des courtisans qui raillaient entre eux sa vue myope, sa démarche lourde, son manque entier d'élégance, l'héritier du trône étendit aux autres hommes la défiance qu'il avait toujours eue de lui-même. Sauf quelques efforts consciencieux pour se rendre agréable à Marie-Antoinette, il continua de s'enfermer dans sa sauvagerie mélancolique, d'où il ne sortait que par des boutades brusques, des accès de grosse gaieté ou d'humeur quelque peu brutale. Il demeurait d'ailleurs pleinement fidèle à ses sentiments chrétiens. Sa dévotion était simple et pure, éclairée, sans rien de superstitieux. Ses actes de charité étaient nombreux, souvent directs et personnels ; il les dissimulait avec le plus grand soin. Il n'avait pas cessé de lire et de s'instruire, et il se distrayait par des travaux manuels, des ouvrages d'horlogerie et de serrurerie, où il devint fort habile. Mais son principal divertissement, son grand plaisir était la chasse, exercice nécessaire à sa santé, à l'entretien de sa vigueur physique, et qui occupait dans son existence, assez triste en somme, une place considérable et une part de prédilection.

Quant aux affaires publiques, au gouvernement, il n'y avait aucune participation. Sa grande jeunesse et l'âge non encore avancé du roi ne pressaient pas de l'initier. Louis XV n'y avait nulle hâte et ses ministres encore moins. Tout se décidait à côté du dauphin, en dehors de lui. Il assista en pur spectateur à la disgrâce de Choiseul, à l'avènement du duc d'Aiguillon, à la faveur et à l'autorité croissantes du chancelier Maupeou. Il se résignait sans grande peine à cette nullité politique. Ce n'est pas qu'il n'eût son jugement propre sur la conduite actuelle du

royaume. Il ne la croyait pas bonne. Choiseul lui était antipathique, et ses successeurs, quoique amis de La Vauguyon, ne lui plurent guère davantage. Dans son for intérieur il ne se pouvait garder d'apprécier sévèrement les mœurs scandaleuses et la coupable frivolité de son aïeul. Mais il avait été élevé non seulement dans le respect, mais dans le culte de la personne et de la volonté royales, et Louis XV lui rendait ce culte facile par son indulgence aimable et sa très réelle affection de grand-père. Pour les vues d'avenir, Louis-Auguste les écartait de sa pensée. Pénétré de son insuffisance et de son inexpérience, son désir profond et sincère était de régner le plus tard possible, s'il devait régner. Sur ce règne hypothétique il n'avait pas d'idées bien précises. Mais dès lors une grande et ferme intention le dominait : faire le bonheur de son peuple et se sacrifier au besoin pour lui <sup>1</sup>.

Dans ces conjonctures, à voir les choses d'humaine vue, une prolongation du règne de Louis XV, si peu honorable qu'il fût, aurait été souhaitable. Mais la Providence, jugeant de plus haut, donna aux événements ou leur laissa un autre cours. Le mercredi 27 avril 1774, pendant un séjour à Trianon, le roi fut saisi par la fièvre. Le 28, il revint à Versailles et s'abandonna aux médecins, qui le saignèrent deux fois. Dans la nuit du 29 au 30, la maladie se déclara nettement. C'était la petite vérole, violente et infectieuse. Louis XV s'abstenait des sacrements depuis quarante ans. Un réseau serré de volontés et d'intrigues se déploya autour du lit royal pour les en écarter, même en ce cas terrible. On en redoutait l'effet pour M<sup>me</sup> du Barry et pour le duc d'Aiguillon. Le mal et le péril allaient croissant. La chambre du monarque était devenue un foyer épidémique. Le dauphin, à qui l'abord en était interdit, vivait dans une retraite profonde, s'abstenant de donner aucun ordre et de parler même à un ministre. Paris se réjouissait de la mort prochaine du prince autrefois *bien-aimé*. L'initiative d'abord hésitante, puis déterminée, de Louis, resté chrétien malgré tout, rompit le réseau coupable. Dans la nuit du 3 au 4 mai, il invitait lui-même la

<sup>1</sup> L'accueil enthousiaste qu'il reçut de la population parisienne, le jour de la visite solennelle qu'il fit dans la capitale en compagnie de la dauphine, le 8 juin 1773, fut une grande joie pour Louis-Auguste, et son habituelle froideur en parut toute réchauffée.



favorite à s'éloigner du château. Dans celle du 6 au 7, il réclamait à plusieurs reprises l'abbé Maudoux, son confesseur titulaire, et avait avec lui un entretien secret d'un quart d'heure; puis il donnait au duc d'Aiguillon ses ordres formels. Le lendemain dans la matinée, le saint Viatique lui était administré selon les règles et avec la pompe du cérémonial traditionnel, puis le grand aumônier, s'avancant à la porte, demeurée ouverte, du cabinet du Conseil, faisait publiquement amende honorable en son nom. Deux jours après, il recevait l'extrême-onction en forme privée. Son âme s'était tournée vers Dieu dans un repentir sincère; il conservait sa connaissance et répondait aux prières des agonisants. Son corps déjà tombait en pourriture et répandait une horrible odeur. Sur l'ordre de Louis-Auguste, qui ne pouvait plus douter de l'issue fatale et qui avait laissé à plusieurs reprises échapper cette plainte: « Il me semble que l'univers va tomber sur moi! » la cour devait partir pour Choisy aussitôt après le dernier soupir. Les gens des écuries attendaient le signal. Le mardi 10 mai, à trois heures un quart de l'après-midi, une bougie, disposée à cet effet à la fenêtre de la chambre, maintenant mortuaire, s'éteignit. Le duc de Bouillon, grand chambellan, parut à la porte du salon de l'Œil-de-Bœuf: « Messieurs, dit-il, le roi est mort. Vive le roi! » — Louis-Auguste s'appelait désormais Louis XVI.

MARIUS SEPET.

---

# LES MŒURS

ET

## LE GOUVERNEMENT DE VENISE

EN 1789 <sup>1</sup>

---

### I.

A la veille de la Révolution française, la République de Venise, si longtemps prospère et redoutée, était en pleine décadence. Prépondérance commerciale assurée par sa position et la supériorité de sa marine, influence politique, conquêtes nombreuses en Orient, elle avait tout perdu. Quelle transformation depuis le xv<sup>e</sup> siècle, époque de son apogée, où elle s'appelait orgueilleusement la reine de l'Adriatique et était la maîtresse incontestée de la mer, dont Gênes, sa puissante rivale, lui avait disputé l'empire dans tant de luttes meurtrières ! Mais la découverte de l'Amérique et du cap de Bonne-Espérance avait porté à Venise un coup mortel. Elle avait achevé la ruine qu'avait déjà commencée la prise de Constantinople par les Turcs, qui la privait de ses meilleurs comptoirs du Levant et la mettait en face d'un dangereux adversaire. Désormais le centre du commerce était déplacé, il passait de la Méditerranée dans l'Atlantique ; et, comme de plus une route jusque-là inconnue s'ouvrait vers les Indes, Venise cessait d'être l'intermédiaire entre l'Europe et l'Asie. Le sceptre de la navigation, le monopole du trafic allaient naturellement appartenir aux nations dont les ports étaient situés sur l'Océan. Vainement Venise aurait-elle cherché à lutter,

<sup>1</sup> Cet article est le premier chapitre d'un ouvrage que l'auteur doit faire paraître prochainement sous ce titre : *La chute de la république de Venise*.

vainement aurait-elle compté dans ses énergiques efforts sur le prestige de son glorieux passé, il lui était impossible d'empêcher des peuples plus favorisés par leur situation géographique de la supplanter. On n'impose pas au négoce des voies de convention, on ne le maintient pas éternellement dans la même zone; dès qu'il trouve devant lui de nouveaux débouchés, dont les avantages sont certains, il s'en empare immédiatement sans que rien soit capable de le retenir dans les sentiers battus.

Cependant, en dépit de sa déchéance maritime, Venise pouvait toujours demeurer un des champions de la chrétienté contre l'islamisme envahisseur. Son activité militaire, le courage de sa noblesse si disposée à courir les aventures, des intérêts multiples à sauvegarder l'invitaient à remplir ce beau rôle qu'elle ne dédaigna pas. Aussi aux *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles la voit-on continuellement en guerre avec les Ottomans. Elle contribue à Lépante, avec les flottes espagnole et pontificale, à la défaite du Croissant (1571); elle s'allie, après le siège de Vienne (1683), avec l'Autriche, et, grâce aux actions d'éclat de Francesco Morosini, reconquiert le Péloponèse, l'Égine et quelques places de la Dalmatie. Ce sont là, il est vrai, ses dernières victoires, la fin de sa splendeur. Bientôt les Turcs reprennent l'offensive; ils lui enlèvent la Morée comme ils lui ont auparavant enlevé Candie et Chypre, et le traité de Passarowitz, qu'elle est obligée de conclure le 21 juillet 1718, ne lui laisse plus que les îles Ioniennes de ses immenses possessions d'outre-mer. A partir de ce moment, la République entre dans une ère nouvelle. Elle n'interviendra plus dans les conflits armés; à la Venise belliqueuse d'autrefois succédera une Venise absolument pacifique qui, malgré toutes les pressions du dehors, refusera de sortir de sa neutralité. Les expéditions lointaines, les combats à livrer, les croisières agitées où se cueillent les lauriers n'auront plus d'attrait pour elle. Elle entend y rester étrangère, elle entend n'être point troublée dans la quiétude dont elle apprécie de plus en plus les charmes.

Certes, ce changement d'attitude n'avait en soi rien que de très rationnel. Il s'expliquait par les pertes successives de la République, la difficulté avec des forces inférieures et des ressources réduites de recouvrer les territoires arrachés à sa faiblesse et surtout l'effacement dans lequel elle était tombée.

N'étant plus que l'ombre d'elle-même, Venise avait autre chose à faire que de compromettre son existence et de sacrifier inutilement ses finances dans des entreprises téméraires. Et néanmoins le système qu'elle adopta lui fut fatal. Non que la paix soit un mal, non qu'un pays, qui a longtemps guerroyé, n'ait jamais le droit, même quand les événements le commandent, de déposer les armes. Mais il lui fut fatal, parce qu'elle négligea d'en tirer profit. Au lieu de reconstituer ses moyens de défense, de corriger maints abus, de moderniser ses institutions, bref de s'appliquer à opérer dans l'État toutes les améliorations désirables et d'y promouvoir, par une féconde émulation, la prospérité intérieure, elle ne songea plus qu'à ses plaisirs. L'histoire de Venise au XVIII<sup>e</sup> siècle est une série ininterrompue de fêtes magnifiques, de réjouissances où rien ne manque, d'amusements de toute sorte. On y joue, on y danse, on y festoie, on s'y aime, on y noue mille intrigues romanesques, mais on n'y connaît guère le labeur et le travail. Le *dolce farniente* est roi. C'est pour en tromper les heures que la vie vénitienne est devenue un carnaval perpétuel. Il n'est de réceptions splendides, de galas princiers, de bals échevelés que ne cesse d'imaginer une aristocratie oisive et corrompue; il n'y a pas de robes trop somptueuses ou de pierreries trop superbes pour parer la beauté des patriciennes; il n'existe pas de richesses d'architecture, de luxe d'ameublement, de bibelots de prix auxquels on n'ait recours pour donner aux palais un aspect enchanteur. Les vins les plus fins, les mets les plus exquis sont servis dans des festins qui se multiplient à l'infini et se prolongent jusqu'au jour. Les rires et les chansons ont remplacé les conversations sérieuses. On ne parle que de frivolités, on ne s'entretient que de ses bonnes fortunes; car, avec cette absence de retenue et cette joie de vivre, les mœurs ont singulièrement baissé. La dissolution règne partout, elle a même pénétré dans les couvents. Sous le masque, qui facilite la liberté des manières et des propos, les cavaliers gracieux et pimpants dans leurs habits parsemés de broderies s'enhardissent avec les femmes : ils leur offrent leur cœur, ils tentent de les séduire. Et celles-ci, charmées d'être autant courtisées, prêtent volontiers l'oreille à leurs discours et finissent par leur céder. Comment attendre de créatures indolentes et coquettes, qui vont elles-mêmes au-devant des flatteurs, qu'elles se mon-

trent cruelles? N'entendent-elles pas dire à l'envi autour d'elles que le mariage ne comporte aucun devoir, qu'il n'est qu'une façade permettant de dissimuler l'adultère; ne savent-elles pas que les plus grandes d'entre elles se piquent d'être infidèles à leur foi conjugale et que, si elles répondaient par l'indignation d'une vertu outragée aux propositions des galants, elles se couvriraient de ridicule aux yeux de cette société libertine dont elles tiennent à demeurer les reines? A elles les compliments, les adulations, les succès du monde, et non ses sarcasmes ou ses dédains.

Mais si l'immoralité était flagrante, jamais elle ne dégénéra en orgie, en grossière débauche, comme au temps de la décadence romaine. Le vice s'évertuait à paraître toujours élégant; il se présentait sous les formes les plus attrayantes, semblable à un nectar délicieux qui alanguit les sens, non à une liqueur forte qui enivre du premier coup. Autant qu'il était possible, même en ses dérèglements les plus notoires, Venise tâchait de sauver les apparences. L'imagination italienne, si fertile en *combinazioni* hypocrites, inventait de ces mots ou trouvait de ces explications destinés à tout idéaliser. Les amants les plus avérés étaient des sigisbées, dont le soin était d'amuser et de distraire les épouses, d'aimables gentilshommes qui avaient à cœur de les consoler du chagrin que leur causaient les maris jaloux et ennuyeux, mais nullement des corrupteurs du foyer domestique. Les courtisanes, si nombreuses un moment qu'on avait dû les chasser, étaient qualifiées par l'État de *benemerite meretrici*, parce qu'elles aidaient la police des inquisiteurs à surprendre les secrets importants <sup>1</sup>. Les répudiations, qui devenaient fréquentes, étaient la liberté rendue pour leur bonheur réciproque à des couples mal assortis, non une rupture cynique du lien conjugal si gênant pour les natures volages. C'était du moins ce qu'on répondait aux censeurs moroses qui avaient le tort de se scandaliser. Les antiques vertus qui avaient fait la grandeur de la République, amour du négoce, esprit militaire, activité gouvernementale, dignité de mœurs, s'en étaient allées. Tout ce qui exigeait un effort, tout ce qui domptait les passions, tout ce qui contrariait les volontés était pris en horreur.

<sup>1</sup> Daru : *Histoire de la république de Venise*.

Les couvents mêmes, nous l'avons dit, notamment les couvents de femmes, avaient été atteints par la contagion. Non que les religieuses y menassent une vie de désordres continuels, non que l'impudicité y eût élu domicile. Mais ils n'étaient plus des lieux de prière et de mortification. Leurs parloirs ressemblaient plutôt à de coquets salons qu'aux appartements sévères d'une maison de retraite consacrée à Dieu. Habillées d'une robe monacale assez fantaisiste qui, parfois, laissait voir la blancheur de leur gorge, montrant aussi sur leur front les frisons d'une chevelure soyeuse, les sœurs y recevaient de brillants cavaliers venus non pour discourir de pensées chrétiennes ou s'inspirer d'exemples réconfortants, mais pour se distraire en gaie et joyeuse compagnie. On y faisait de la musique, on y servait des rafraîchissements, on y riait à cœur joie et, dans les grandes circonstances, on allait jusqu'à exécuter des danses <sup>1</sup>. Quant aux conversations ayant cours, elles avaient le ton le plus enjoué et touchaient les sujets les plus frivoles. Il n'était pas rare d'y entendre parler de spectacles et de bals, de toilettes et de chiffons, de parures et de bijoux. Les moniales voulaient tout savoir des pompes mondaines; elles multipliaient les questions et n'étaient jamais lasses de prolonger ces entretiens profanes. D'ailleurs, dans une ville entièrement livrée au plaisir et étant donnée la façon dont elles étaient entrées en religion, cette curiosité de leur part s'expliquait aisément. Appartenant la plupart à d'illustres familles où régnaient le luxe et l'opulence, leur éducation les avait généralement peu préparées au recueillement du cloître. Si elles n'eussent écouté que leurs inclinations, elles se seraient mariées et auraient figuré avec avantage dans la société. Mais, afin de s'éviter l'ennui de leur fournir une dot, leurs parents en avaient décidé autrement. Des enfants à établir n'est-ce pas fort désagréable lorsqu'on ne songe qu'à soi; n'est-ce pas un sacrifice qui coûtait énormément à une aristocratie avide de jouissances et nullement disposée à réduire son train? Le couvent, au contraire, tranchait la difficulté; il permettait de se débarrasser à bon compte de sa progéniture. Aussi, en dépit de leur répugnance, l'égoïsme d'un père et d'une mère obligeait-il

<sup>1</sup> Molmenti : *La vie privée à Venise depuis l'origine jusqu'à la chute de la république*.

V. Marchesi : *Settant anni della storia di Venezia* (1798-1866).

tant de jeunes filles à revêtir le voile. Les vocations forcées étaient devenues à Venise une plaie comme elles l'étaient en France sous l'ancien régime. Personne n'en gémissait plus que les croyants sincères; car ces religieuses malgré elles, manquant naturellement de ferveur et d'enthousiasme pour la gloire de l'Église, étaient bien plus un sujet de scandale que d'édification. Tristes et mécontentes derrière les grilles de leur clôture, elles n'aspiraient qu'à en sortir et leur esprit était sans cesse tourné vers ce monde qu'elles regrettaient tant d'avoir quitté. Plus arrivaient à leurs oreilles les échos du dehors, plus s'avivait leur douleur et plus insupportable leur apparaissait la règle conventuelle.

Entre tous, le monastère de Saint-Zacharie avait la spécialité de recueillir ces patriciennes de haute naissance, dont l'orgueil et les goûts dissipés s'accommodaient mal de la simplicité évangélique <sup>1</sup>. Et si l'on cherche à pénétrer les souffrances morales auxquelles elles étaient en proie, une fois séparées des objets de leurs affections, il suffit d'évoquer ici le portrait de la Gertrude de l'abbaye de Monza, tracé de main de maître par Manzoni dans ses *Fiancés*. Quelles cruelles tortures chez une pauvre créature que la volonté impérieuse des siens a condamnée à prononcer ses vœux! Quelles alternatives de résignation et de révolte, quelle amertume, quels désenchantements de chaque instant! L'admirable écrivain a-t-il imaginé ce personnage si saisissant de vérité psychologique ou, comme d'aucuns l'affirment, l'a-t-il peint d'après la réalité? Nous ne saurions répondre. Dans tous les cas, il exista sinon en Lombardie, à l'époque fixée par le romancier, du moins à Venise, au XVIII<sup>e</sup> siècle, une religieuse de noble race, dont l'histoire est aussi lamentable. Marie da Riva, tel était son nom, avait été contrainte d'embrasser un état pour lequel elle avait une antipathie profonde. Prières, protestations, rien n'avait pu ébranler l'entêtement de sa famille. Sa nouvelle existence n'avait pas tardé à lui être un supplice et elle se morfondait au milieu des longs corridors de son couvent, quand, un jour, le comte de Froullay <sup>2</sup>, l'ambassadeur de France près la sérénissime République, l'apercevant au

<sup>1</sup> Romanin : *Storia di Venezia*.

<sup>2</sup> Froullay représenta la France à Venise de 1733 à 1743; il y fut le prédécesseur immédiat du cardinal de Bernis.

parloir, en tomba amoureux. Dès lors, il y revint souvent. Mais ses assiduités ayant donné l'éveil, on s'empressa de soustraire la jeune sœur à ses regards. Toutefois, le galant diplomate ne se déclara pas battu ; il redoubla d'audace, et la chronique scandaleuse raconte qu'il décida Marie da Riva à s'enfuir nuitamment de sa cellule pour aller le rejoindre masquée dans les redoutes. Finalement, Marie da Riva dut changer de monastère ; on l'envoya à Ferrare, où sa vocation ne s'éveilla pas davantage, et le Pape l'ayant relevée de ses engagements, elle fut trop heureuse d'épouser un gentilhomme de Bologne <sup>1</sup>.

Loin de nous la pensée, par cette anecdote et ces considérations, de prétendre qu'il n'y avait partout que des moniales si peu recommandables. Généraliser de la sorte serait évidemment injuste, et nul doute qu'on rencontrait encore à Venise, à l'heure où le relâchement avait tout envahi, des ordres monastiques où fleurissaient toutes les vertus chrétiennes, asiles vénérés de la foi, du renoncement et de la prière. C'étaient précisément ceux où on n'acceptait que des vocations éprouvées, des âmes d'élite entrées de leur plein gré au service de Dieu, et non des mondaines transformées en nonnes à seule fin de favoriser les calculs intéressés de leurs parents. Là, point de riches trousseaux à la prise de voile comme s'il s'agissait d'une mariée : pour tout vêtement, une robe de bure et du linge grossier. Là, le jeûne était austère, la clôture sévèrement observée, l'oraison continue. Et c'étaient ces pieux instituts, dont la vie de sainteté, pratiquée dans toute sa perfection, faisait mieux ressortir le désordre d'une cité corrompue.

Un des vices qui y sévissait alors avec fureur, au point de devenir un danger inquiétant, était le jeu. N'est-ce pas, du reste, la marque de la décadence d'un peuple ? Car cet amusement pernicieux exerce d'ordinaire une énorme attraction sur les oisifs et les débauchés, les uns y cherchant un moyen d'occuper leur désœuvrement, les autres l'argent nécessaire à leur soif de plaisirs. Or, oisifs et débauchés, il ne faut pas l'ignorer, foisonnaient à Venise. La fine fleur de la société ne cessait d'accourir au *Ridotto*, maison publique de jeu, jouissant d'autant plus de popu-

<sup>1</sup> Casanova de Seingalt : *Mémoires*.

Molmenti : *La vie privée à Venise depuis l'origine jusqu'à la chute de la république*.



larité qu'elle avait l'estampille du gouvernement, et était fréquentée par les fonctionnaires du rang le plus élevé. Spectacle assurément assez étrange que celui de ces graves sénateurs, de ces magistrats à la figure rigide, assis en compagnie de patriciennes masquées, autour des tables de ces salles resplendissantes de lumières ! Ducats et sequins s'entassaient devant eux ; ils les perdaient ou les gagnaient avec un flegme imperturbable. Un jour cependant, le Grand Conseil, effrayé des ruines qui frappaient tant de familles, ordonna la fermeture de cet établissement (1774) <sup>1</sup>. Mais, de toutes les passions, celle du jeu est peut-être la plus invétérée. Et, dès que l'autorité supérieure eut supprimé le *Ridotto*, il n'y eut pas de café et de casin où les cartes ne fussent en faveur. La police menaçait-elle d'intervenir, vite on se réunissait dans un endroit plus caché pour jeter l'or à pleines mains. De plus en plus Venise ressemblait à un vaste tripot où hommes et femmes rivalisaient d'ardeur. Celles-ci jouaient jusqu'à leurs diamants les plus précieux, jusqu'aux parures qu'elles étaient si fières de porter. Le pis, c'est que la contagion s'emparait des plus humbles. Non seulement les gens de fortune modeste s'empressaient d'imiter l'exemple fâcheux que leur donnait la riche aristocratie, mais le peuple, le petit peuple risquait au pharaon ou à la bassette son salaire quotidien. Au surplus, la société qui peuplait ces lieux était singulièrement bigarrée. Là, fusionnaient sans fausse honte toutes les classes et toutes les conditions ailleurs si entièrement tranchées. Le noble s'y rencontrait avec le bourgeois, la grande dame y coudoyait la courtisane, l'opulent Mécène y voisinait avec le marchand, et c'était à qui d'entre eux ferait durer plus longtemps ces séances passionnantes où l'étiquette était absente.

Les causes de cette corruption générale, à laquelle s'abandonnait l'antique république, étaient multiples. On doit noter d'abord un amour effréné du luxe. Les Vénitiens, artistes comme tous les Italiens, demandaient à l'art de satisfaire sans compter leurs caprices. Nulle part on ne voyait des palais construits avec un goût plus exquis, et la richesse qui s'y déployait à l'intérieur était inouïe. Peintures merveilleuses, statues de marbre et de bronze, meubles ravissants et rares, tentures du

<sup>1</sup> Casanova de Seingalt : *Mémoires*.

tissu le plus fin, éblouissaient les yeux. Il n'y avait pas un coin qui ne fût un chef-d'œuvre d'élégance. Les chambres et les boudoirs étaient aussi fastueux que les appartements de réception. Les femmes des patriciens, qui habitaient ces superbes demeures, se montraient à l'unisson du cadre. Pour plaire et pour séduire, que n'auraient-elles pas fait ? Non seulement elles portaient en tout temps et dans toutes les fêtes des toilettes d'une fraîcheur et d'une coupe sans égales, mais elles ne négligeaient aucun artifice, aucun raffinement de nature à relever leur beauté. A l'aide d'onguents ou d'eaux savamment composées, elles réussissaient à donner à leur chevelure la nuance éclatante de l'or, travail qui réclamait des soins continuels et les obligeait à se sécher de longues heures sur leurs balcons aux rayons du soleil. Grâce au fard dont elles étaient prodigues, elles savaient encore relever la pâleur de leur teint, désireuses de paraître devant leurs adorateurs toujours roses et jolies. Les parfums n'avaient pas davantage de secrets pour ces belles coquettes ; elles en connaissaient toutes les espèces et chaque jour elles versaient dans leur bain les essences les plus odorantes. La moindre chose leur servait de prétexte à l'exhibition de nouveaux atours. Afin de se préserver de la boue, elles chaussaient leurs pieds mignons de *calcagnetti*, patins à talons hauts qui rendaient leur marche assez difficile. Mais, au lieu d'en diminuer la hauteur, elles s'ingénierent à l'exagérer ; et, soi-disant pour dissimuler cette chaussure bizarre, en réalité pour se parer plus pompeusement, elles ajoutèrent à leurs robes une traine interminable <sup>1</sup>.

Si une telle recherche s'étalait dans le cours de la vie habituelle, qu'était-ce lorsque se produisaient les grands événements de famille ? La naissance, le mariage, la mort même étaient l'occasion de magnificences sans nom. Un enfant venait-il de naître, l'accouchée recevait aussitôt une foule de visiteuses, empressées de lui prouver leur sympathie par la remise de cadeaux splendides. La cérémonie du baptême avait perdu son vieux caractère de simplicité chrétienne. Elle n'était plus qu'un spectacle profane où l'on conduisait à l'église avec toute la

<sup>1</sup> Molmenti : *La vie privée à Venise depuis l'origine jusqu'à la chute de la république*.

Charles Yriarte : *Venise, histoire, art, industrie, la ville, la vie*.

somptuosité possible le petit être vagissant. Les noces des filles de noble maison dépassaient en opulence tout ce qu'on pouvait rêver. Les trousseaux étaient de vraies merveilles. Linge d'une finesse à nulle autre pareille, dentelles du plus haut prix, jupes et corsages de brocart, rien ne manquait à ces reines. Et que de divertissements, que de festins de gala en leur honneur, quel brillant cortège pour les mener à l'autel ! Quant aux funérailles, l'orgueil de caste les transformait en une pompe indécente d'où tout chagrin sincère était banni et où à peine une pensée pieuse allait à l'âme du défunt. Qu'on ne croie pas que ce luxe se bornât à la seule ville de Venise, il s'étendait aussi sur la terre ferme ; et, s'il était le fait d'une élite, il avait le même éclat que dans la métropole, étant déployé par les podestats chargés de gouverner les cités populeuses ou les riches patriciens en villégiature. Dans les villas de ces derniers, situées pittoresquement sur les bords des rivières ou auprès des montagnes, on retrouvait le décor des palais vénitiens, avec en plus les belles avenues des parcs et les sous-bois mystérieux. Là, les amphitryons pratiquaient une hospitalité large et princière, y conviant de nombreux invités auxquels ils offraient les distractions les plus variées. Musique, comédie, danse, poésie, chasse, le tout entremêlé de l'inévitable jeu, étaient mis à profit. Ne fallait-il pas que cette aristocratie, avide d'amusements, vidât jusqu'au bout la coupe des plaisirs ?

Un faste si outré n'avait pas été sans inquiéter le pouvoir civil, les affaires sérieuses s'en ressentaient, la moralité en souffrait, les fortunes en étaient atteintes. De là la fréquence des lois somptuaires édictées à diverses époques pour en modérer l'éclat. Successivement le gouvernement avait cherché à restreindre les dépenses qu'entraînaient l'ornementation des demeures, la parure des femmes ou la richesse des fêtes. A leur tour les patriarches, usant de leur ascendant moral, avaient recommandé plusieurs fois aux élégantes Vénitiennes plus de modestie dans leurs toilettes. Mais presque toujours ces sages prescriptions s'étaient heurtées à la force des habitudes et à la vanité des intéressés. Le luxe s'était développé surtout avec la

<sup>1</sup> Molmenti, *La vie privée à Venise depuis l'origine jusqu'à la chute de la république*.

Molinier : *Venise, ses arts décoratifs, ses musées et ses collections*.

Renaissance, lorsque Giorgione, Palma, le Tintoret, le Titien, Paul Véronèse portèrent à sa perfection la peinture à Venise. Le magique pinceau de ces maîtres au coloris incomparable enfantait des merveilles. Aussi les doges les invitaient-ils à décorer le palais ducal ; aussi les riches Mécènes leur multipliaient-ils les commandes, aussi les églises tenaient-elles à voir leurs murs et leurs plafonds embellis de leurs fresques <sup>1</sup>. A côté d'eux se distinguaient des architectes et des sculpteurs non moins illustres, tels que Sansovino, Verrocchio, Léopardi, Palladio, Vittoria qui construisaient des édifices et des monuments superbes. A ce moment les artistes étaient vraiment les idoles du public. Les grands les protégeaient, l'État les comblait de prévenances et d'honneurs, les nobles dames étaient fières et heureuses de les attirer dans leurs salons. Nulle société où ils ne fussent admis, nulle réunion où on ne les accueillit avec empressement. Beaucoup d'entre eux étaient les hôtes assidus de Véronique Franco, cette courtisane fameuse qui, touchée par la grâce, devait encore jeune renoncer aux plaisirs pour se consacrer aux œuvres de charité. Mais cet art tournait malheureusement les têtes. Chacun se piquant d'égaliser ou de surpasser en magnificence son voisin, c'était à qui dans la décoration de sa maison et le train de sa vie rivaliserait de pompe. Et, si en plein épanouissement de la Renaissance il avait tant contribué à cette débauche exagérée de luxe, il n'était pas étranger à la corruption dont la cité des lagunes donnait au XVIII<sup>e</sup> siècle le triste spectacle.

Si l'art, en effet, parce qu'il est le rayonnement du beau, élève l'âme et ennoblit l'esprit, il peut aussi, en amollissant les sens, pervertir plus ou moins les mœurs. Comme toutes les conceptions du génie humain, il est susceptible d'exercer les influences les plus opposées. Suivant la manière dont il est pratiqué et les dispositions des natures auxquelles il s'adresse, naîtront de son action des pensées salutaires ou malsaines, des impressions reposantes ou troublantes. Certes la peinture vénitienne, quand elle fut à son apogée, était admirable ; difficilement on aurait rêvé couleurs plus chatoyantes et lumière plus exquise. Et

<sup>1</sup> L'histoire raconte qu'en échange du droit d'asile que lui offrait l'église Saint-Sébastien, alors qu'il était poursuivi par la police, Paul Véronèse fut prié par les moines de peindre les magnifiques scènes religieuses qui ornent le sanctuaire.

cependant, même dans ses manifestations les plus grandioses, rarement elle parlait au cœur. Elle charmait les yeux, elle caressait la sensibilité, mais elle ne pénétrait pas l'âme. La plupart des toiles de cette école semblent peintes par d'aimables païens tout adonnés au réalisme. Quelle prodigieuse dépense, par exemple, de qualités hors ligne dans le célèbre tableau des *Noces de Cana* de Paul Véronèse ! Costumes, coloris, perspective, intensité de vie de chacun des personnages, harmonie des groupes, tout y est merveilleux, et on ne saurait dire ce qu'il faut le plus admirer. Mais le mysticisme, le sentiment religieux dans lequel l'artiste aurait dû puiser son inspiration, est absent. La figure de Jésus n'a rien de la sublimité divine qu'on s'attendait à rencontrer ; elle est celle d'un homme quelconque et partant impuissante à fixer l'attention portée plutôt à s'égayer sur les convives du festin. C'est un magnifique chef-d'œuvre qui enchante et éblouit, mais ne parvient pas à émouvoir. Combien, au contraire, la sérénité angélique des vierges sorties de la palette des Florentins, la majesté idéale de leurs Christs et de leurs saints nous remuent davantage !

Mais, à l'époque où l'art déployait ses splendeurs, il n'exerçait point sur les esprits une influence pernicieuse. Comme il était vraiment le rayonnement du beau, il épurait les idées, il affinait le goût. S'il paraissait s'adresser plus aux sens qu'à l'âme, il encourageait les aspirations nobles et grandes en enthousiasmant le peuple vénitien pour tout ce qui aidait à la gloire de la patrie. Malgré son amour du luxe, la République ne consommait pas alors le meilleur de ses forces dans la mollesse et l'oisiveté. Elle restait belliqueuse, elle jouait un rôle d'avant-garde dans le conflit de l'Europe chrétienne avec l'islamisme et consacrait également une partie de son activité aux soins du gouvernement. Le pinceau des maîtres devenait l'auxiliaire du patriotisme, lorsqu'il retraçait les exploits guerriers de Venise et portraicturait ses hommes marquants, doges, marins ou généraux. Même en représentant d'une manière trop profane les scènes évangéliques, il rendait hommage au catholicisme et attisait la flamme religieuse qui brûlait ardemment au cœur de la nation. Seulement, quand commença la décadence, quand Venise s'oublia complètement dans l'ivresse des plaisirs, les effets de l'art se firent sentir de tout autre façon. Au lieu d'y voir, à l'instar

de leurs ancêtres, la beauté esthétique, l'effort constant vers la perfection, patriciens et patriciennes ne le considérèrent plus que comme un stimulant à leurs inclinations charnelles. Avec leur sensualisme déprimant ils en défigurèrent les conceptions, ils en faussèrent l'intention, de même qu'une imagination dévergondée tend à transformer en une image obscène la plus chaste des nudités. Les Titien et les Véronèse ne furent plus pour eux que des raffinés de luxure, se complaisant dans la représentation des formes lascives ou des poses voluptueuses. Aussi recherchaient-ils, en contemplant leurs toiles, les sensations troublantes, leur demandaient-ils de provoquer cet enivrement des passions auquel aiment tant à s'abandonner les natures efféminées par une indolence continue. Et c'est à ce moment que la peinture si remarquable d'autrefois contribua dans une certaine mesure et sans l'avoir voulu à l'abaissement des mœurs. Les femmes s'en inspiraient pour découvrir un moyen d'apporter encore plus de nonchalance dans leurs allures, de folie dans leurs amusements, de romanesque dans leurs amours. Désireux pour leur part de concourir à la joie de vivre, les artistes contemporains ne négligeaient pas de flatter les penchants à la mode. C'est pourquoi ils esquisaient ces intérieurs où tout était coquetterie et futilité; c'est pourquoi ils reproduisaient ces fêtes de tout genre qui se déroulaient dans les superbes demeures d'une aristocratie frivole. Mais qu'on était loin des couleurs prestigieuses des maîtres de la Renaissance! A cette époque l'art déclinait comme toute chose dans la République. Bien qu'il y eût toujours des peintres de valeur <sup>1</sup>, Tiepolo était réellement le seul à la hauteur des grands décorateurs du xvi<sup>e</sup> siècle, le dernier, on peut le dire, de cette phalange illustre qui avait jeté tant d'éclat sur Venise. S'efforçant de marcher sur les traces de Paul Véronèse, il excellait dans ces tons vifs et chauds, dans ces figures fraîches et gracieuses si agréables à l'œil. Mais la réputation grandissante de Tiepolo allait l'arracher à sa patrie. Épris de son talent, Charles III d'Espagne le manda à sa cour, et c'est à Madrid qu'il termina ses jours.

Tous les avantages si nombreux que possédait Venise sem-

<sup>1</sup> Il faut citer notamment Pietro Longhi, Guardi, Canaletti et une pastelliste célèbre, Rosalba Carriera.

blaient d'ailleurs servir à sa perte morale. A côté de sa peinture dont elle avait raison d'être si fière et qui, mal comprise, devenait maintenant un danger. il y avait son climat contre lequel elle aurait dû mieux se défendre. Sous ce rapport Venise était privilégiée. Elle avait la chance de jouir d'une température des plus douces. Si le soleil s'y montrait souvent, il ne dardait pas comme en d'autres villes d'Italie des rayons trop brûlants ; quand l'atmosphère menaçait d'être suffocante, la brise de la mer était là pour en tempérer l'ardeur. En même temps l'azur de son ciel serein répandait sur la cité, sur ses palais et ses places, une lumière d'une limpidité admirable. La beauté de son site ajoutait encore au charme de Venise. bercée par les flots bleus de l'Adriatique, placée comme une reine au milieu des lagunes, traversée par des canaux sans nombre, elle étalait aux regards un panorama enchanteur. Faisant pendant en quelque sorte aux dômes de ses églises et à la flèche de son campanile, se dessinaient à l'horizon les cimes des chaînes montagneuses, au pied desquelles s'étendaient ses possessions de terre ferme fertilisées par les eaux du Pô et de l'Adige. Cette position, Venise s'en enorgueillissait à bon droit. C'était à elle en somme, à l'heure où la Méditerranée était la grande voie maritime, qu'elle avait été redevable de sa prépondérance commerciale, située qu'elle était à l'extrémité d'une vaste mer intérieure et à l'entrée des défilés des Alpes qui mettaient l'Italie en communication avec l'Allemagne et les Flandres. Si de ce passé il ne subsistait qu'un glorieux souvenir, elle exerçait toujours un attrait irrésistible, et telle était sa séduction que la vie chez elle s'écoulait en partie au dehors.

Bordée par les procuraties, le temple de San Geminiano <sup>1</sup>, la vieille basilique byzantine qui portait le nom du patron de la République et le palais ducal, la place Saint-Marc ressemblait au Forum de la ville. C'était là que se réunissait la population pour discuter affaires ou causer frivolités ; c'était là que se célébraient la plupart de ses fêtes, profanes ou religieuses ; c'était là vraiment que battait le cœur de Venise. Les élégantes patriennes aimaient à y paraître dans leurs riches atours ; les sénateurs et autres importants fonctionnaires s'y donnaient rendez-

<sup>1</sup> Cet édifice a disparu sous la domination napoléonienne pour faire place au monument actuel appelé *Atrio* ou *Nuova Fabbrica*.

vous; marchands et artisans se mêlaient à la foule des désœuvrés qui ne cessaient d'y flâner. Grouillement perpétuel, cet endroit unique au monde ne désemplissait pas. L'animation y était aussi vive la nuit que les après-midi. Sous le firmament parsemé d'étoiles éclataient les rires et les gais propos et retentissaient les sons harmonieux des joyeuses sérénades. Par les belles soirées d'été, lorsque pas un nuage n'obscurcissait le ciel et que l'atmosphère était embaumée des parfums de la nature, les groupes plus nombreux que jamais éprouvaient un plaisir infini à y respirer l'air pur. Véritable salon où l'on se faisait de douces confidences, où le froufrou des robes de soie et les voix argentines des femmes caressaient agréablement l'oreille. Les couples amoureux y passaient et repassaient avant de monter dans la gondole qui, glissant sur l'onde légère, les emportait au large vers les régions des rêves. Quel cadre merveilleux que cette place pour se reposer des soucis de l'existence et y deviser sur ses projets d'avenir! Comme elle convenait au déploiement des brillants cortèges ou des pompes sacrées! Chaque année, la procession du *Corpus Christi* avec les bannières des confréries pieuses, les ornements étincelants des prêtres, l'or de l'ostensoir qui contenait l'Homme-Dieu, y déroulait ses splendeurs; et c'était un spectacle grandiose que le moment où le patriarche élevait l'hostie sainte devant la multitude prosternée. On voyait également s'y embarquer le doge, suivi de son conseil, des dignitaires qui composaient sa maison, du corps diplomatique, des membres du gouvernement, lorsque, le jour de l'Ascension, il se rendait sur le *Bucentaure* au Lido, à la cérémonie du mariage de la mer.

Mais le chef de l'État n'avait pas besoin d'aller si loin pour assister à la course de taureaux, qui avait lieu le *giovedì grasso* devant sa somptueuse résidence. Sans se déranger il en contemplait du haut de son balcon les péripéties émouvantes à travers un essaim de ravissants minois et de chevelures dorées; car à toutes les fenêtres tapissées de velours et luxuriantes de verdure se penchaient de belles et nobles dames dont les exploits des toréadors soulevaient l'enthousiasme. Elles les applaudissaient sans se lasser, leur lançant, le plus gracieux sourire sur les lèvres, bouquets et éventails. C'était le début du carnaval si fameux de Venise, de ce carnaval qui, à l'instar de celui de



Rome, attirait de tous les coins de l'Europe des milliers d'étrangers. La rue durant cette semaine endiablée était maîtresse; elle disputait aux salons les plaisirs de la danse et de la musique, l'opulence des costumes, le privilège du masque. Les eaux du grand canal disparaissaient sous la flottille des barques remplies d'hommes et de femmes aux pittoresques déguisements. Et que de lazzi parlaient de cette foule bruyante, que de déclarations d'amour se chuchotaient à l'oreille, que de barcarolles charmantes se répétaient les échos d'alentour! Pas un quartier, pauvre ou riche, qui n'entendit tinter les grelots sonores des fêtes carnavalesques. On aurait dit qu'elles ne voulaient jamais finir, tant elles se prolongeaient dans la nuit. Et c'est à ces heures tardives qu'accourait la jeunesse vénitienne au théâtre de la Fenice où, dans un fouillis de rubans et de dentelles et aux sons d'un orchestre étourdissant, se livraient d'interminables batailles de fleurs. Vie joyeuse, vie facile et exemple de préoccupations, telle que l'a décrite Goldoni dans ses spirituelles comédies.

Venise, comme on le voit, était l'enfant gâtée. Pour elle le ciel et la nature avaient multiplié les dons. Mais il n'y a pas de médaille sans revers, de supériorité dont on n'ait à se défier. Rien n'invite au *farniente* comme le charme du climat. Dans les pays du Sud, la tendance à la nonchalance est plus marquée qu'ailleurs. Il faut plus de volonté, d'énergie, d'effort sur soi-même pour y résister. Le danger est qu'ayant trop cédé à la tentation on n'ait plus le courage de se ressaisir et qu'on laisse s'atrophier ses facultés. Il n'en était pas ainsi, lorsque les Vénitiens s'adonnaient au commerce et à la carrière des armes; ils trouvaient dans leur activité un moyen d'échapper aux influences d'une température émolliente. Des patriciens toujours en mouvement, toujours occupés, ne pouvaient être atteints par le mal. Si après des campagnes où ils s'étaient couverts de gloire, ils venaient se reposer dans leur cité chérie, ils n'avaient pas le temps de s'y alanguir, le désir de conquérir de nouveaux lauriers, le noble souci de combattre l'islamisme arrogant les ramenant bien vite sur les champs de bataille. De même l'engourdissement résultant d'un air trop pénétrant n'avait guère de prise sur ceux qui avaient passé de longues journées à leurs comptoirs à établir le bilan de leurs affaires. Et quand, la Répu-

bligue ayant perdu sa prépondérance sur les mers, l'aristocratie commença à considérer le négoce comme une dérogeance, bannissant de ses palais tout ce qui réveillait le souvenir de sa vocation première, elle ne se crut pas pour cela dispensée de travailler. La politique, les soins consacrés au gouvernement de la nation remplacèrent chez elle la profession marchande. On avait alors d'autre idéal que le plaisir. Promouvoir la prospérité intérieure était le but qu'elle s'était assigné et auquel on ne parvenait qu'à force de labeur et d'opiniâtreté. Rien n'empêchait du reste de chercher dans des distractions intermittentes un repos salutaire, un adoucissement à des fatigues pénibles. Mais la paix de Passarowitz habitua les Vénitiens à se désintéresser de toute chose sérieuse. Ils répugnèrent à la moindre peine, ils prétendirent n'assumer aucune tâche difficile et être déchargés de ses responsabilités gênantes. Aussi, oisifs et n'ayant plus de défense à opposer aux effets du climat, ils devinrent la proie de son action déprimante et se jetèrent éperdument dans le tourbillon des jouissances matérielles. Désormais l'amusement fut leur unique objectif, leur seule passion. Bien importuns leur auraient semblé les esprits clairvoyants, qui auraient tenté de leur ouvrir les yeux sur les périls d'une pareille manière de vivre.

Pourtant, nombreux étaient les besoins à pourvoir. Outre la marine et l'armée, les améliorations à apporter dans les différents rouages administratifs, les réformes de tout genre que réclamaient les progrès du siècle, avaient, nous avons déjà eu l'occasion de le déclarer, de quoi exciter leur émulation. Mais précisément l'oligarchie qui gouvernait la République ne voulait admettre aucun changement. Trop heureuse d'exercer un pouvoir sans contrôle, elle entendait né le partager avec personne. Et ce n'étaient pas seulement la bourgeoisie et le peuple qui se voyaient exclus du gouvernement, mais encore les nobles de terre ferme. Car, si ceux-ci étaient appelés quelquefois aux honneurs, on exigeait qu'ils fixassent leur résidence à Venise : condition souvent impossible à remplir. Seule, pour ainsi dire, l'aristocratie de la capitale constituait l'État. A elle appartenaient toutes les prérogatives ; à elle étaient réservées toutes les charges importantes. Elle édictait les lois, elle présidait à l'exécutif, elle dispensait la justice, elle administrait même les villes et les provinces, elle dirigeait la police. Et quelle police ! la plus inquisi-

toriale, la plus odieuse et, dans certains cas, la plus terrible qu'on pût imaginer. Pendant longtemps, il faut le reconnaître, les gentilshommes s'étaient montrés dignes de leur situation privilégiée par les services éclatants qu'ils avaient rendus à leur patrie. Prodiges de leur sang, ils l'avaient constamment défendue contre les attaques du dehors. A leurs bras valeureux, à leur courage intrépide étaient dues les conquêtes qui avaient fait de Venise une République si florissante. Et, quand ils n'avaient pas guerroyé, leur ardeur, leur intelligence, leurs efforts persévérants avaient contribué dans leur mesure à assurer cette hégémonie maritime, par laquelle leur nation s'était acquis aux yeux du monde un prestige incontesté. De leur sagacité, de leur zèle éclairé étaient résultés également le développement pacifique des institutions, une industrie active, une sécurité de tous les instants. En somme, s'ils tenaient jalousement à leurs privilèges, ils considéraient que ces derniers leur créaient des devoirs auxquels ils ne sauraient impunément faillir, et que, conséquemment, ils étaient obligés de consacrer leur temps, leur dévouement, et même, s'il était nécessaire, leur fortune au salut du pays.

Mais, à ce tournant de l'histoire où nous sommes arrivés, les descendants dégénérés de ce grand patriciat vénitien ne méritaient plus les honneurs dont ils usaient si mal. Si l'équité n'était pas trop souvent foulée aux pieds, d'autres plus capables, plus appliqués, mieux intentionnés, auraient dû prendre leur place. En tout cas, il était inconcevable qu'une aristocratie qui comprenait sa mission d'une façon si étrange fût à peu près l'unique corps à détenir le pouvoir, en écartant systématiquement le reste des citoyens. Mais les traditions étaient si fortes, les habitudes si invétérées et les préjugés si tenaces, que personne ne songeait à s'insurger contre un état de choses séculaire. Seuls, les nobles de terre ferme et quelques bourgeois frondeurs soupiraient après des changements. Encore, par crainte des espions officiels, se gardaient-ils d'élever trop haut la voix, se contentant de murmurer tout bas et d'attendre des jours meilleurs.

## II.

En quoi donc consistait ce gouvernement fameux, dont le

caractère était si spécial en Europe que, pour bien le saisir, il importe de remonter aux origines les plus reculées de la République? Lors de l'invasion d'Attila en 452, les Vénètes, qui depuis plusieurs siècles occupaient la contrée située aux embouchures du Pô, se réfugièrent dans les îlots des lagunes. Un peu dépay-sés par cette émigration forcée, les groupes de chacun de ces îlots ne pensèrent tout d'abord qu'à eux-mêmes et choisirent autant de tribuns pour exercer l'autorité. Mais, sentant à la longue le besoin de s'unir, ils élurent en 697 un chef unique, qu'on appela *doge*, du mot latin *dux*. Nommé à vie, le doge ressembla à un véritable monarque dont les pouvoirs étaient immenses, et peu à peu sa dignité tendit à devenir héréditaire. Maintes fois, en effet, il désignait son successeur. En parent avisé, son choix se portait naturellement sur les membres de sa propre famille : d'où des dynasties de doges comme il y avait des dynasties de rois et d'empereurs. Cependant une semblable désignation étant en opposition avec le principe qui voulait que le doge sortit de l'élection populaire, la nation, en 1033, l'interdit formellement. Mais jusqu'à la fin du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, la souveraineté du doge ne subit aucune atteinte. Celui-ci se trouvait aussi maître incontesté dans l'État qu'à l'époque de la création de la fonction, dont Paul-Luc Anafeste avait été le premier titulaire. L'établissement d'un grand conseil en 1173 vint limiter son omnipotence, et même cette assemblée eut, au commencement, une organisation démocratique, puisque, recrutée parmi les différentes classes de citoyens, elle se renouvelait chaque année. Mais il arriva pour le grand conseil le contraire de ce qui s'était passé pour le doge. Estimant que le renouvellement annuel menaçait d'affaiblir son influence, quand il était si jaloux de la conserver intacte et de l'accroître, il n'hésita pas à proclamer l'inamovibilité et l'hérédité de son mandat (1297). Si un doge trop puissant lui déplaisait, il lui convenait énormément d'attirer à lui le pouvoir en l'asseyant sur des bases que rien ne pût ébranler. Qu'il souffrit ou non de cette innovation, le chef de la république n'avait qu'à se soumettre. Tel fut le point de départ de l'oligarchie célèbre qui allait présider aux destinées de Venise.

Désormais, tout Vénitien âgé de vingt-cinq ans, dont la famille avait déjà siégé au grand conseil, en faisait partie de droit.

Aucun vote n'était nécessaire. Il suffisait d'être inscrit sur le *livre d'or*, inscription équivalant au plus précieux des parchemins, à la preuve d'un noble sang, d'une ascendance aristocratique indiscutable. Figurer au livre d'or, se rend-on compte de ce que signifiait cette chose ? C'était, comme en France, posséder une noblesse datant des croisades. Prestige et honneurs découlaient de ce titre à nul autre pareil. On était patricien de la République, un de ces personnages courtoisés et enviés devant lesquels on s'inclinait dans un respect superstitieux. On était classé dans l'élite de cette société élégante et fastueuse dont les salons s'ouvraient si difficilement aux profanes. On appartenait à ce gouvernement dont les peuples étrangers vantaient la sagesse et redisaient les gloires. On était investi d'une charge conférant des privilèges inappréciables et auxquels un malheureux mortel ne pouvait impunément toucher. Bref, on constituait une puissance.

Ayant la mission de légiférer, nommant aux emplois importants, le grand Conseil ne s'était réservé dans la pratique qu'un petit nombre de prérogatives. Il se réunissait sous la présidence du doge ; et, pour bien marquer qu'il était le corps souverain de la nation, qu'il en personnifiait l'âme et en représentait les volontés, nul idiome autre que le dialecte vénitien n'y était toléré <sup>1</sup>. A côté, existait le Sénat ou assemblée des *Pregadi*, ainsi appelée parce qu'au début, avant qu'il y eût des séances régulières, ses membres étaient *priés* par des secrétaires de se rendre au palais ducal. Outre les principaux dignitaires de l'État, tels que le doge et ses conseillers, les procureurs de Saint-Marc, les sages, les avogadors, les magistrats de la Quarantie, etc., il se composait de soixante sénateurs élus et de soixante sénateurs adjoints, de façon à compter toujours dans ses rangs environ trois cents notables. C'était à lui que le grand Conseil avait délégué la plupart de ses attributions. En conséquence, il dirigeait les affaires générales de la République tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, décidant de la paix et de la guerre, répartissant les impôts votés en haut lieu, frappant monnaie, décrétant les emprunts, choisissant les ambassadeurs <sup>2</sup>. On voit

<sup>1</sup> Daru : *Histoire de la république de Venise*.

<sup>2</sup> Daru : *Histoire de la république de Venise*.

par cette énumération l'importance des fonctions sénatoriales et quelle autorité, quelle considération elles donnaient à ceux qui les remplissaient : aussi étaient-elles fort recherchées. Comme l'aristocratie gouvernait le pays, on les confiait habituellement aux patriciens les plus illustres. Ils demeuraient même si continuellement en place, en dépit d'un roulement obligatoire, qu'une loi du xvm<sup>e</sup> siècle crut devoir fixer à trois ans la durée de leur mandat. Quant au pouvoir exécutif, il était exercé par le doge, assisté d'une seigneurie ou conseil, dont la composition était assez hétérogène. Y siégeaient six conseillers proprement dits et trois chefs du tribunal criminel, auxquels on adjoignait seize sages désignés pour six mois par le Sénat et groupés de la sorte : six sages grands, cinq sages de terre ferme, cinq sages des ordres. Dans ce cas, le conseil du doge prenait le nom de collège, et ainsi au complet, il recevait, au moment de la remise de leurs lettres de créance, les représentants des puissances accréditées à Venise, ou leurs envoyés extraordinaires dépêchés en raison de quelque événement solennel. Circonstances où la préséance du doge s'affirmait tout entière ! Car, tandis que les membres du Collège se tenaient debout, leur chapeau à la main, le premier magistrat de la république restait assis et couvert. Parfois, certains agents diplomatiques trouvaient que cette manière de déployer son caractère de prince sérénissime ressemblait singulièrement à un sans-gêne irrespectueux. Même un ministre du czar ne craignit pas de le faire remarquer <sup>1</sup>.

Mais le doge payait cher ce privilège contestable de garder sur sa tête le bonnet ducal dans les audiences officielles. Quoique chef de la nation, il n'avait pas le droit d'émettre un avis, de décacheter la correspondance, de lire un rapport quelconque hors de la présence de ses conseillers. Par contre, ceux-ci jouissaient des avantages refusés à leur maître. Le plus souvent ils ne délibéraient que quand il s'était retiré et arrêtaient entre eux le texte des réponses à fournir aux auteurs des mémoires. Qu'on était loin des temps où, arbitre de la paix et de la guerre, le doge commandait des armées, engageait des expéditions, signait des traités d'alliance ! Qu'on était loin de l'époque où seul il rendait la justice sans en référer à personne, où ses moindres

<sup>1</sup> Daru : *Histoire de la république de Venise*.

désirs étaient satisfaits aussitôt ! Aujourd'hui il ne formulait pas tant d'exigences et se serait contenté du rôle plus effacé de souverain constitutionnel. Mais il n'était pas même cela. Dépouillé successivement de toutes ses prérogatives, son autorité se réduisait à presque rien. Il vivait dans une servitude dorée, ni lui ni les siens ne pouvant sans permission sortir de Venise. Si les attributions usurpatrices des autres corps de même que des entraves perpétuelles lui enlevaient toute indépendance, toute influence politique, ses actes de la vie privée étaient aussi jalousement réglés. On surveillait sévèrement ses appartements, on lui interdisait de s'y entretenir amicalement avec les ambassadeurs, on limitait le chiffre de ses libéralités, on lui défendait de posséder des immeubles hors du territoire du dogado. En réalité, le premier citoyen de l'État en était le moins libre et le plus opprimé. Il n'avait pas même la faculté, en démissionnant, de se soustraire à une tutelle insupportable. Une fois élu, il était obligé, quels que fussent ses tracassés et quelque envie qu'il eût de passer la main à un autre, de demeurer en fonctions jusqu'à sa mort. Ainsi l'ordonnait le grand Conseil, dont maintenant quarante et un électeurs, se réunissant à la façon d'un conclave, l'élevaient aux honneurs <sup>1</sup>. Sa charge était toute de parade. Là seulement il recouvrait son prestige en apparaissant dans l'auréole d'un vrai monarque.

De toutes les cérémonies qu'il avait à présider, une des plus imposantes était celle du mariage de la mer. Symbole de la suprématie maritime de Venise, cet hymen avec les flots remontait au XII<sup>e</sup> siècle, lorsque, pour remercier le doge Sébastien Zani de l'avoir soutenu dans ses démêlés avec l'empereur Frédéric Barberousse, le pape Alexandre III lui remit un anneau d'or, qu'il l'invita, lui et ses successeurs, à jeter chaque année dans l'Adriatique. C'était reconnaître à la république l'empire de la mer. Et le pontife romain ayant déclaré qu'il fallait montrer que la mer devait lui obéir comme « l'épouse obéit à son époux », cette fête si originale fut appelée la cérémonie des fiançailles. Désormais, tous les ans le doge, monté sur le *Bucентаure*, se rendait en grande pompe au Lido. Ce jour-là, la cité était en liesse. Les cloches sonnaient à toute volée, les forts tiraient des

<sup>1</sup> Charles Yriarte : *La vie d'un patricien au XVI<sup>e</sup> siècle*.

feux de salve et des milliers de gondoles aux oriflammes multicolores entouraient le vaisseau luxueusement décoré. L'Église, elle aussi, s'associait à la joie des habitants dans la personne de son patriarche, qui bénissait l'anneau avant que le doge ne le plongeât dans l'onde bleue en prononçant ces paroles sacramentelles : « Mer, nous l'épousons en signe de véritable et perpétuelle domination. » Non moins impressionnante que cette solennité était celle du couronnement du premier magistrat de Venise à son entrée en fonctions. Porté triomphalement autour de la place Saint-Marc, au milieu des applaudissements d'une foule immense, on le reconduisait ensuite à son palais où, au haut de l'escalier des géants, il ceignait la couronne. Pendant longtemps, la dogaresse partagea avec son mari un honneur qui la grandissait aux yeux de la nation. Mais soit que la république voulût réduire des dépenses considérables, soit qu'elle ne fût pas fâchée de diminuer l'éclat de la femme de son doge, elle s'abstint de la couronner, et Élisabeth Querini fut la dernière dogaresse à jouir d'une faveur si enviée (1656) <sup>1</sup>.

Si ravalée que fût leur autorité, si humiliant que leur semblât le rôle de soliveau, auquel ils étaient fatalement condamnés, les doges se gardaient bien de secouer leurs chaînes. A défaut d'autre avertissement, la fin tragique de Marino Faliero, qu'on s'empressait le jour même de leur sacre de leur rappeler, aurait suffi à leur enlever toute velléité de s'insurger contre la constitution en vigueur. En tramant en effet une conspiration fameuse sous prétexte de venger la vertu de son épouse gravement outragée par un patricien, le doge Faliero tenait surtout à ressaisir une partie des pouvoirs arrachés à sa charge. Il s'agissait, comme on sait, de faire massacrer par le peuple, au signal du bourdon de Saint-Marc, les nobles de Venise; entreprise aussi téméraire que criminelle, dont la témérité même rendait le succès assez douteux. Quoi qu'il en soit, réalisable ou non, le complot fut découvert grâce aux révélations de l'un des conjurés, et Faliero, déclaré coupable de trahison et de forfaiture, eut la tête tranchée sur ce même escalier des géants témoin de son couronnement, tandis qu'on pendait aux fenêtres du palais ducal

<sup>1</sup> Molmenti : *La vie privée à Venise depuis l'origine jusqu'à la chute de la république*.



ses principaux complices (1355). Vainement le visiteur chercherait dans la salle du grand conseil, où sont exposés les portraits des doges, celui de Faliero. Il n'y est pas. Pour vouer sa mémoire à la malédiction de la postérité, la république décida de substituer à son image cette inscription vengeresse, qui s'étale sur la frise : *Hic est locus Marini Falieri, decapitati pro criminibus*. Ainsi se trouve perpétué par ces quelques mots le souvenir d'un des épisodes les plus dramatiques de l'histoire vénitienne <sup>1</sup>.

D'ailleurs, les doges qu'on choisissait étaient des natures peu combatives et plutôt résignées. De préférence on élisait à ce poste des vieillards fatigués, de talents médiocres, sans notoriété aucune. Les hommes de valeur et d'initiative, désireux d'affirmer leur personnalité, étaient soigneusement écartés. Eux-mêmes évitaient de briguer une place où leurs capacités n'auraient pas eu lieu de se montrer. Ils se réservaient pour les fonctions exigeant du labeur, de l'habileté, une compétence sérieuse, comme celles de sénateur, de podestat ou d'ambassadeur. Les doges, qui autrefois, soit dans le commandement des armées, soit par des services éminents de tout genre, avaient illustré la république, auraient imité leur exemple. Revenus à la vie, ils eussent certainement refusé de se laisser aujourd'hui investir d'une magistrature purement décorative, où, n'ayant rien à ordonner ni à diriger, il fallait accepter les décisions préparées à l'avance contre leur propre vœu. Privés même du droit de grâce qui appartient généralement à tout chef d'État, qu'auraient-ils fait, eux dont l'intelligente activité n'avait cessé de se déployer, dans une situation ressemblant à une annihilation complète ? Autant leur demander de désertir leur devoir, de renoncer à être eux-mêmes. Mais il n'était guère question de voir revivre ces grands ancêtres des époques héroïques. Au déclin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Venise ne comptait plus en Europe. Sa splendeur militaire s'en était allée, son influence politique avait vécu, son rayonnement artistique avait singulièrement pâli. Aussi un

<sup>1</sup> La conspiration de Marino Faliero a inspiré à lord Byron et à Casimir Delavigne le sujet d'une tragédie émouvante. Mais alors que le poète anglais se contente de demander ses effets à la vérité historique, le dramaturge français en représentant, contrairement à la tradition, la femme du doge comme une épouse adultère, a donné à son drame une intensité de passion admirable.

doge sans autorité et absolument effacé convenait-il à merveille à cette république moribonde, qui, avant de s'effondrer, voulait s'abandonner à tous les enivrements des plaisirs. Mieux valait, pour les nobles avides de dignités honorifiques, être nommés procureurs de Saint-Marc. Au moins, ces fonctionnaires n'étaient point tracassés. Jouissant de l'immovibilité, ils administraient, au nombre de neuf, les revenus de la basilique, s'occupaient de son embellissement, exécutaient les fondations pieuses : emploi peu absorbant et les plaçant, sous le rapport du rang, immédiatement après le premier magistrat.

Parallèlement au grand conseil et au sénat, fonctionnait un pouvoir redoutable, dont le nom seul évoque les plus sombres réminiscences : à savoir le conseil des Dix. Quand on parle à quelques-uns de cette institution, leur imagination se trouble, leur esprit est déconcerté, et il leur semble que, la Venise des fêtes et des magnificences disparaissant de leurs regards, ils n'aient plus devant eux que le spectacle d'une Venise sinistre où règne en permanence la terreur. Cachots affreux, juges iniques, arrestations arbitraires, noyades mystérieuses au fond des canaux, pendaisons, étranglements dans les prisons, espionnage incessant s'étendant sur une cité entière, la liberté et la vie de chaque citoyen menacées sur la moindre dénonciation anonyme, que n'a-t-on pas écrit là-dessus ? Certes, le tableau est par trop poussé au noir, l'exagération manifeste : mais, tout compte fait, la réalité ne laisse pas encore d'être assez inquiétante. Effectivement, le conseil des Dix, qui était chargé de veiller à la sûreté de l'État, accomplissait sa mission d'une façon singulière. Son existence datait de 1310, année du complot de Biamonte Tiepolo, et, pour débarrasser la république de ses ennemis intérieurs, tous les moyens lui étaient bons. Procédure à huis clos, torture arrachant les aveux, jugement secret et sans appel, confiscation des biens, divers modes de mort, de quoi n'usait-il pas ? La justice de la sorte devenait un rouage faussé, l'inculpé n'ayant point de défenseur et se trouvant privé, par l'absence de confrontation avec ses accusateurs, des garanties que tout pays civilisé doit aux criminels les plus endurcis. Comme si les Dix, malgré leur autorité discrétionnaire, ne pou-

<sup>1</sup> Daru : *Histoire de la république de Venise*.

vaient pas frapper suffisamment à leur gré les conspirateurs, ils éprouvèrent le besoin d'augmenter leur puissance; et c'est ainsi que fut établie en 1454 l'inquisition d'État, triumvirat terrible composé de deux membres choisis dans le conseil des Dix et d'un membre pris dans le conseil du doge. Encore, si le gouvernement eût été réellement en danger et si les individus punis eussent toujours été des coupables dont la faute était certaine, on eût pu s'expliquer, tout en blâmant les procédés employés, un appareil judiciaire aussi formidable. Mais il n'en était rien. Une peur irraisonnée, confinant à la monomanie, avait seule dicté la création de ces inquisiteurs à la fois policiers et magistrats, sous les griffes desquels était exposé de tomber le Vénitien le moins subversif. Comment être à l'abri, lorsque les témoignages les plus suspects étaient accueillis sans vergogne, et la délation érigée en vertu? Ne poursuivait-on pas les gens sur des billets non signés, œuvre la plupart du temps de la vengeance et de l'envie, et que leurs lâches auteurs glissaient dans les bouches de bronze installées au coin des rues? Au lieu de dédaigner de semblables papiers, le tribunal étayait sur eux ses accusations. C'est pourquoi il ne méritait que mépris, et on n'avait pas tort de se défier de ses arrêts.

Non que les inquisiteurs se fissent un jeu de condamner des innocents; non que leurs verdicts fussent inspirés par la haine ou les rancunes personnelles. Ce n'est pas ce reproche que nous leur adressons. Au contraire, ils étaient assez indulgents dans tout ce qui ne touchait pas le domaine politique. Mais, dans cet ordre, leur esprit ombrageux les portait trop à incriminer de la meilleure foi les citoyens les plus inoffensifs. Une conversation imprudente, une légère critique des institutions, une attitude quelque peu frondeuse revêtaient à leurs yeux un caractère de gravité exceptionnelle. Et il ne s'agissait pas seulement de propos publics, mais des actes de la vie domestique, dont, avec leurs émissaires qui pénétraient partout, dans la maison du pauvre comme dans celle du riche, ils connaissaient les moindres détails. N'allaient-ils pas jusqu'à se servir des courtisanes pour exercer leur surveillance? Alors, sur des motifs aussi futiles, ces hommes dépourvus de sang-froid n'hésitaient pas à sévir; et, en raison de l'impossibilité où il était de présenter sa défense, on comprend avec quelle facilité un prévenu sans tache

devenait une victime. Par exemple, l'inquisition refusait de s'incliner devant le fait du prince. Chaque fois qu'elle se trouvait en présence d'un ennemi avéré de l'État, elle se montrait impitoyable, le délinquant fût-il inscrit au livre d'or, appartenît-il au patricial le plus illustre, occupât-il la charge la plus en vue. Et c'était cette égalité de traitement dans la faute qui rendait supportable un tribunal aussi inflexible. Le peuple, la bourgeoisie, tous les gens écartés des emplois, tous les gens privés de droits, se consolaient de leur condition humiliée en pensant que les nobles ne pouvaient impunément se parjurer. Qu'ils menassent une existence dissipée et oisive, les inquisiteurs n'en avaient cure ; mais, s'ils s'avaient d'abuser de leurs privilèges pour se révolter contre la loi, vite ils étaient châtiés.

N'empêche qu'il était dur, pour tant de sujets intelligents et laborieux, de n'avoir aucune part au gouvernement. Car, rarement l'aristocratie de la république consentait à élever jusqu'à elle, partant à admettre aux places et aux honneurs les familles plébéiennes. Même celles dont les membres s'étaient signalés par d'éclatants services n'avaient pas à compter sur la reconnaissance officielle. On les remerciait, on admirait leurs exploits, on vantait leur dévouement, mais on s'abstenait de leur conférer les dignités auxquelles elles aspiraient. Quelle différence avec l'aristocratie anglaise si largement ouverte à tous les talents, si empressée à récompenser tous les mérites, si éclairée et judicieuse dans ses choix ! Si pendant des siècles elle a pu, en ayant la haute main sur les destinées de l'Angleterre, en faire l'un des pays les plus puissants, les plus prospères et les plus considérés de l'Europe, n'est-ce pas parce qu'elle n'a point voulu être exclusive, qu'elle n'a jamais rebuté les bonnes volontés ni paralysé les généreuses initiatives ? En dépit de son attachement aux traditions et aux vieilles coutumes, elle accueillit dans son sein les citoyens éminents de tout rang, quelque modeste que fût leur origine. Loin de croire par là déroger, elle s'estimait grandie par l'adjonction de ces forces nouvelles ; et, libérale sans cesser d'être conservatrice, gardant ses préséances sans se confiner derrière des barrières infranchissables, se perpétuant au pouvoir à toutes les époques et à travers toutes les crises sans verser dans l'oppression, elle est restée en communion permanente d'idées avec la nation qui lui a toujours conservé

sa confiance. On ne lui a point vu cet esprit mesquin et borné, cette étroitesse de conceptions, cet ostracisme déconcertant dont la noblesse de Venise était le prototype. Tandis que celle-ci était une caste fermée, une petite église, un de ces corps rétrogrades jaloux de toutes les supériorités autres que celles de la naissance, l'aristocratie britannique a été véritablement une grande classe favorable à toutes les réformes fécondes, n'ayant peur d'aucun progrès, ne dédaignant aucun concours. En eût-il été autrement, elle aurait couru à sa perte. En s'obstinant, en effet, à demeurer figée dans une immobilité béate, elle n'aurait pas tardé à se laisser envahir par l'oisiveté qui fatalement engendre la corruption sociale et affaiblit les peuples les plus vigoureux. Ne vivant plus alors que sur son ancienne réputation, elle aurait végété dans la médiocrité jusqu'au jour où un bouleversement l'eût emportée, avant même qu'elle eût eu le temps de se ressaisir. Heureux encore si l'État tout entier n'eût pas chancelé sur ses bases à la suite de son effondrement.

La façon dont succomba la sérénissime république n'est-elle pas la confirmation de ces vérités ? N'est-elle pas la preuve du grave danger qu'il y a pour un patriciat de se cramponner désespérément à des privilèges surannés, en refusant aux autres éléments de la société toute participation à l'administration du pays ? Pour rester actif l'émulation est nécessaire, et il n'y a d'émulation que si d'autres que vous ont le droit de se mouvoir. Ce fut la gloire des grands seigneurs d'outre-Manche de l'avoir compris. Ils furent les premiers à désirer que, les libertés parlementaires s'alliant chez eux à l'autorité de la couronne, le gouvernement de leur île fût réellement un gouvernement représentant la chose publique, et non l'omnipotence de quelques familles. Mais en allant de l'avant ils évitèrent de tomber dans l'erreur de la Révolution française, qui brusquement détruisit un passé séculaire. Ils procédèrent avec une sage gradation, redoutant les moyens précipités, les solutions hâtives, bref toutes ces témérités dont les préservaient la pondération de leur esprit et le sentiment des responsabilités puisé dans la longue pratique des affaires. Fureurs démagogiques, despotisme révolutionnaire, l'Angleterre n'a pas connu ces maux, et la raison c'est que, tout en empêchant l'aristocratie de gouverner à son seul profit, elle ne permit pas que, sous prétexte de

supprimer les abus d'un corps, on renversât la hiérarchie et préparât ainsi le règne de la populace sans frein et sans contrôle.

Pauvres patriciens de Venise, pourquoi ne savaient-ils prévoir ? Parce que personne ne faisait entendre de revendication, pouvaient-ils supposer que l'absolutisme de leur régime devait indéfiniment durer ? Parce qu'au milieu de leurs amusements et de leurs rires ils n'avaient pas le temps de diriger leur attention sur les vices de leur constitution et les besoins de la nation, croyaient-ils sincèrement qu'aucun changement ne s'imposait, que tant de sujets intéressants devaient continuer à être tenus à l'écart ? Certes, leur république avait, avec ses institutions aristocratiques, joui pendant plusieurs siècles d'une prospérité éclatante ; elle avait même dominé les mers. Mais était-ce un motif de penser que ces institutions, bonnes jadis, convenaient éternellement à toutes les époques et que, valant surtout quand la noblesse trouvait dans le commerce et la guerre un emploi à son activité, elles valaient encore lorsque, soit par l'habitude d'une paix prolongée, soit par l'absence d'émulation résultant de la possession non disputée du pouvoir, cette même noblesse avait été amenée à se lancer dans une vie de folles dissipations ? Et quel aveuglement notamment de laisser désarmées les frontières, de ne point travailler à la réfection de la flotte, de négliger de recruter des troupes ! Mais non, ces patriciens s'endormaient dans une sécurité trompeuse et préféreraient ne rien voir. Pour s'occuper sérieusement du gouvernement, pour remédier à ses défauts, pour reconstituer les forces militaires, il aurait fallu s'arracher au tourbillon des plaisirs. Or c'était, paraît-il, demander l'impossible. Tant que le danger ne serait pas à leurs portes, ces gentilshommes dégénérés s'abandonneraient à la joie de vivre, ne renonçant ni à un festin, ni à une danse, ni à une intrigue amoureuse. Aussi les femmes vénitiennes avaient-elles trop d'attraits. Quand cette brillante jeunesse les apercevait trônant dans les salons, magnifiquement parées et rayonnantes de beauté, elle sentait s'enivrer tout son être. Le cercle se formait autour de ces reines ; compliments et flatteries leur étaient prodigués ; poésie et musique s'efforçaient de leur plaire. Les avances des galants n'étaient pas repoussées ; au lieu de se défendre, ces belles co-

quettes se jetaient dans leurs bras. Du reste, à cette fin du xviii<sup>e</sup> siècle, les scrupules en matière de vertu étaient passés de mode. Courtisée, fêtée, adulée de toutes parts, la grande dame obéissait plus volontiers à ses passions qu'à sa conscience. Autrefois, malgré des tentations multiples, la religion parvenait à la préserver de la chute. Mais aujourd'hui ce frein ne la retenait plus, la foi ayant sensiblement diminué.

Non que le catholicisme ne fût plus en honneur et qu'il eût dû s'effacer devant la philosophie. Loin qu'il en fût ainsi, la république demeurerait fidèle à saint Marc, dont elle s'enorgueillissait d'avoir ramené les cendres et qu'elle avait pris pour patron. Le lion ailé, qui dans la vision d'Ezéchiel figure l'évangéliste, était son emblème ; à aucun prix elle n'en aurait voulu changer. Elle aimait aussi ses églises, elle édictait des peines contre le blasphème, elle se plaçait officiellement sous la protection du ciel, son dogme et ses hauts fonctionnaires s'empresaient d'assister aux cérémonies religieuses qui se déroulaient au dehors. Tout cela ne dénotait guère le scepticisme et l'incrédulité. Mais, si le dogme n'était pas discuté, on oubliait les obligations morales qu'il impose. Les croyances fortes et solides avaient disparu chez beaucoup pour être remplacées par des pratiques de pure apparence, d'où le véritable esprit chrétien était absent. Bien peu de Vénitiens et de Vénitienues se seraient dispensés de fréquenter les offices. Trop nombreux, par contre, étaient ceux et celles qui, sous l'empire du relâchement général, ne se considéraient plus liés par les serments du mariage et avaient les mœurs les plus libres. En somme, leur religion était plutôt de la religiosité faite de formalisme et d'habitude, qu'une conviction profonde et sincère.

Cet affaiblissement de la foi frappait tellement les gouvernants qu'ils songeaient à relever le prestige du clergé ; car, chose curieuse, dans ce pays si fermement catholique, les ministres du culte étaient traités avec assez de défiance. On les excluait des charges publiques, on restreignait arbitrairement leurs droits, on chicanait sans cesse leurs immunités. Et un jour, pour protester contre ces mesures, le pape Paul V avait fulminé l'interdit sur la république (1605). Bien que la médiation de la France eût réussi à aplanir le conflit, il en avait subsisté vis-à-vis du Saint-Siège une sorte de rancune, qui se tra-

duisait par des mesquineries. On défendait par exemple aux patriciens attachés à Rome soit par traditions de famille, soit par sentiments personnels, et désignés du nom de *Papalisti*, de participer aux délibérations du Sénat et du grand conseil relatives aux affaires de cette cour. Mais maintenant il y avait une tendance à se rapprocher de la papauté, à accepter plus docilement ses directions, et le temps était proche où l'on allait donner force de loi à une bulle de Benoît XIV destinée à rendre plus difficile l'annulation des unions matrimoniales, dont on abusait étrangement à Venise <sup>1</sup>.

Cependant, tandis que la cité était plongée dans la mollesse et fascinée par les plaisirs, des échos précurseurs de malheurs commençaient à retentir sur les places et jusque dans ces salons si frivoles, si indifférents à tout. Ne racontait-on pas que des États généraux, réunis à Versailles en vue de remédier au déficit des finances, venaient de se transformer en assemblée nationale, qu'ils réclamaient une modification complète de la législation, des coutumes, des usages de l'antique monarchie française, qu'ils prétendaient dicter au roi une Constitution ? Ne disait-on pas que Paris, cette capitale dont l'influence s'étendait sur le monde, était en pleine fermentation, qu'il s'y préparait une immense révolution dont il était impossible de calculer

<sup>1</sup> L'ambassadeur de France écrivait le 17 mars 1790 : « Peu de temps après mon arrivée à Venise, je crus de mon devoir de faire connaître au nonce combien il m'était prescrit de contribuer, autant qu'il dépendrait de moi, à ce que la plus parfaite harmonie régnât entre le Saint-Siège et la République. Le ministre de Sa Sainteté s'est empressé à son tour de me donner connaissance d'un règlement décrété par le Sénat le 13 de ce mois. Ce règlement était désiré depuis bien des années par la cour de Rome, qui n'avait pu le faire adopter jusqu'à présent, malgré l'avantage de le mettre en vigueur pour empêcher que les causes du divorce ne fussent jugées trop légèrement. Il est fondé sur une bulle de Benoît XIV publiée la seconde année de son pontificat. Je puis à cette occasion vous assurer que la République, sentant combien la religion est le premier des moyens pour contenir les peuples dans les bornes de leurs devoirs, s'attache à honorer les ministres de cette religion et à éviter tout ce qui pourrait faire naître quelques différends entre le chef de l'Église et le gouvernement vénitien. Les meilleures têtes de ce pays pensent même que l'on s'y est trompé, lorsqu'on a espéré d'enrichir le fisc aux dépens de nombre de monastères, dont l'utilité n'a été reconnue qu'après les avoir détruits. Si l'on pouvait retourner aussi aisément sur ses pas qu'on marche quelquefois promptement et inconsidérément en avant, le Sénat de Venise restituerait même une grande partie dont il le priva en le dépouillant et en le dégradant par sa composition. » (Archives Affaires étrangères, Fonds Venise, 248).



les conséquences ? Bientôt, après ces premiers bruits, on apprenait que le désordre éclatait dans la rue, qu'une populace furieuse avait renversé la forteresse de la Bastille, qu'elle en avait massacré le gouverneur et les soldats, et que les princes de la maison royale effrayés se disposaient à prendre le chemin de l'exil. Ces nouvelles sinistres étaient un réveil terrible pour ce patriciat étourdi depuis tant d'années par les fêtes et sourd à tous les avertissements. Elles lui produisaient l'effet du *Mane Thecel Pharès*, mots fatidiques qu'une main mystérieuse avait tracés sur les murs du palais où festoyait joyeusement Balthazar, quand Cyrus assiégeait Babylone. Il comprenait enfin qu'il fallait s'arracher à ses amusements s'il ne voulait pas être surpris par les événements. Mais, hélas ! Venise était condamnée à périr. La politique de neutralité, dont elle s'obstinerait à attendre le meilleur résultat, se retournerait contre elle ; et, avant qu'il fût longtemps, un jeune conquérant, apparaissant sur les champs de bataille de l'Italie, n'hésiterait pas, dans l'intérêt de ses combinaisons diplomatiques, à décréter sa ruine.

ANDRÉ BONNEFONS.

---

# LE FÉDÉRALISME

EN 1793 ET 1794

(Suite)

---

## II. — LE SOULÈVEMENT FÉDÉRALISTE (suite)

Le rendez-vous général des forces fédéralistes était à Évreux, d'où l'on devait marcher sur Mantes et, de là, sur Paris. Le comte de Puisaye, pur royaliste, et résolument attaché aux seuls intérêts de son parti, commandait sous Wimpfen. Il était venu à Évreux avec cent cinquante à deux cents volontaires de Caen, Vire et Évreux, et des fragments de deux des trois régiments de cavalerie retenus par l'assemblée de Caen, dragons de la Manche et 16<sup>e</sup> chasseurs, et s'y trouvait sans autres forces. On avait ramassé, dans les rues de Paris, quelques cents hommes pour arrêter la marche des fédéralistes. Ils étaient conduits par un tailleur nommé Sepher, officier dans la garde nationale parisienne.

Un mouvement aussi étendu, du Jura à Bordeaux par le Midi et de Bordeaux et Caen, et aussi complexe, exigeait une entente absolue et une action d'ensemble. Or, il y avait, dès le début, par défaut d'ordre et de cohésion, outre la ville de Caen, trois centres d'action et de propagande : Évreux, Laval et le Mans, et chacun de ces centres envoyait des émissaires partout et sans les faire concorder, ni pour le temps ni pour le détail des informations et des instructions, d'où d'interminables, inextricables allées et venues sans liaison, sans relation entre elles : à ce point d'amener entre gens qui, cependant, agissaient dans un but commun, des conflits où perçait quelquefois

aussi la mauvaise volonté <sup>1</sup>. On sait, de plus, que l'élément local, le Calvados, a tendu à dominer. La direction suprême était ainsi partagée, presque disputée et, par là, affaiblie, entre deux assemblées d'origine différente et de visées quelquefois dissemblables, sinon opposées. L'union complète, loyale, entre les adhérents, n'existait pas : de petits intérêts locaux, commerciaux ou politiques, nuisaient à l'action commune. Les coalisés n'étaient tout à fait d'accord que sur les points que la province avait spécifiés à la veille du 31 mai, comme conditions de sa soumission. Il y eut, en effet, on le verra, non seulement des défaillances, mais des défections et même des trahisons.

Il semble d'abord que la concentration à Caen n'a pas été opérée avec une adhésion complète de l'administration du Calvados. Elle paraît lui avoir été un peu imposée. Ce n'est pas qu'il n'y eût à Caen un parti décidé à marcher, mais il était peu nombreux. L'enthousiasme était moins grand, les résolutions étaient moins arrêtées, moins fixes en Normandie qu'en Bretagne. L'unanimité, en Normandie, manquait et, à Caen et dans toute la province, l'inquiétude au moins apparut lorsque les circonstances commencèrent à devenir graves. Une proclamation de l'administration du Calvados, bien tardive et, par là, équivoque, attestait ce malaise. On s'y déclarait, le 31 mai, « prêt, au premier signal, à organiser une force départementale « pour sauver la Convention. » La gêne, à Caen, la recherche d'appuis sont encore indiquées par l'importance que prit, pendant l'insurrection, une société dite « des Carabots, » espèce de garde nationale dont le rôle est resté obscur, mais qui se montra antianarchiste et dont, à ce titre, les administrateurs et les deux chefs militaires, Wimpfen et Puisaye, recherchèrent à l'envi le soutien et la coopération.

Quelques détails vont achever de montrer que l'entente n'existait pas complète entre tous les départements coalisés. Buzot était parti d'Évreux en septembre 1792 pour aller siéger

<sup>1</sup> Deux commissaires du Calvados viennent au Mans le 16 juin. Ils sont mal reçus : « l'un d'eux, disait-on, avait des fleurs de lis à son chapeau. » C'était vrai, mais la remarque était un peu puérile. Un débris d'une tresse décorative de l'uniforme des officiers de l'état-major de la garde nationale de Caen avait causé l'émotion. On arrête les deux envoyés, on saisit leurs papiers et, peu après, sans trop s'excuser, on les laisse partir.

à la Convention. Il y revenait le 2 juin. Il put voir alors que l'influence méritée qu'il exerçait jadis dans sa ville natale ne lui était pas conservée. Le conseil général, qu'il présidait avant son départ, avait été dépassé pendant son absence. Le conseil municipal déclare Buzot incivique, dénonce à Paris le conseil général comme fidèle encore à l'autorité de son ancien président et, parmi les propos malveillants, Buzot put entendre, avec quelle amertume ! le nom de M<sup>me</sup> Roland. Il part le 13 juin pour Caen sans avoir pu prendre aucune part aux dispositions et aux actes de la ville d'Évreux. Elle avait voté l'envoi de 4,000 hommes et élaboré « un plan d'insurrection des départements normands pour la délivrance de l'Assemblée nationale asservie. » Elle établit des communications avec le Calvados, l'Orne et l'Eure-et-Loir, envoie à Paris, 6 juin, des commissaires au nom de ces trois départements et recevra plus tard, 7 juillet, des délégués de deux sections de Paris pour « fraterniser avec les fédéralistes de l'Eure. » C'était là un centre important, non opposé certes, mais qui pouvait affaiblir, en les disséminant, les moyens d'action. Des rivalités, en outre, divisaient plusieurs villes de l'Eure : Bernay voulait devenir chef-lieu et Vernon lui disputait cet avantage ; l'entente morale même était loin d'exister. Dans tout le département de l'Eure, soixante-huit communes avaient protesté contre les arrêtés de l'assemblée de résistance. Le 12 juillet, le bourg de Pacy-sur-Eure envoie à la Convention une adresse « pour demander secours contre la force armée du Calvados (fédéraliste) qui s'est emparée de Pacy, » et, le 13, des envoyés de Vernon, des Andelys, viennent à Paris dénoncer « la conduite fédéraliste » de la ville d'Évreux.

La situation, au Mans, était complexe, et l'adhésion de cette ville peu franche. On avait eu la prétention, ainsi qu'à Laval, d'y créer un centre. Dijon, le 8 juin, Alençon, le 9, y envoient des délégués avec lesquels on concerte une adresse « à Paris. » Le Calvados même y paraît en la personne de commissaires qui, on s'en souvient, sont mal reçus des Manceaux. Le département, au reste, se tenait isolé. On sentait son intention de rester dans un état de neutralité entre Paris et les révoltés de Caen, ou, au moins, dans une adhésion douteuse. La Manche montrait de l'indifférence, de la froideur. On a vu, plus haut, quatre re-

présentants envoyés à Bayeux pour organiser avec Wimpfen l'armée des côtes de Cherbourg. Ils tombaient au milieu de l'insurrection et s'y trouvèrent, de suite, enserrés. Deux de ces représentants, Prieur (de la Côte-d'Or) et Romme, avaient été arrêtés à Bayeux pendant une absence de leurs collègues et incarcérés à Caen, on l'a vu, par l'administration du Calvados. Prieur (de la Marne) et Lecointre, restés libres, apprennent, le 7 juin, à Grandville, cette arrestation. Wimpfen était à Caen, hésitant. Il défend néanmoins aux administrateurs du Calvados d'obéir aux députés restés libres. Ceux-ci suspendent le général et vont à Coutances pour se rapprocher de leurs collègues. Le 11, ils envoient à Paris une dépêche attestant leur gêne : « Caen intercepte tout ; nous sommes cernés par les départements égarés ; notre situation est difficile. Les caisses du Calvados et de la Manche nous sont fermées, nos papiers sont tous sous scellés, nos communications avec vous sont presque impossibles. » Cependant de nombreux délégués des départements fédéralistes arrivent à Coutances : « Puisque la Convention n'est pas libre, disent-ils aux deux représentants, vos pouvoirs sont nuls, vos collègues enfermés à Caen sont les otages des trente-deux <sup>1</sup>. » Dans une réunion des autorités et de la société populaire de Coutances, provoquée par les fédéralistes, Prieur (de la Marne) et Lecointre sont fort malmenés. Ils partent, le 26 juin, au milieu d'une émeute où leur vie même est menacée. Ils destituent, en s'éloignant, toutes les autorités et n'en ont pas moins l'humiliation de voir la ville de Coutances faire partir à Caen, sous leurs yeux, une force armée pour soutenir les coalisés. Arrêtés à Vire et relâchés par ordre de l'assemblée de résistance, ils traversent Caen pendant la nuit, arrivent à Rouen et, de là, à Paris, où ils sont le 5 juillet. Leurs collègues Prieur (de la Côte-d'Or) et Romme, que l'assemblée de résistance avait retenus en prison, y resteront jusqu'au 29 juillet. La réunion de Coutances était l'œuvre de membres influents de l'administration du Calvados, mais le département de la Manche n'était pas aussi bien disposé que ceux-ci pour le fédéralisme et, en réponse à un arrêté du Calvados, daté du 9 juin, engageant l'administration de la Manche à l'imiter en arrêtant les deux députés restés libres, la Manche

<sup>1</sup> Les trente-deux Girondins mis en état d'arrestation dans la séance du 2 juin.

prend une décision pour « assurer leur liberté » et enverra, peu après, à Caen, un refus d'adhésion aux mesures (fédéralistes) prises par l'administration du Calvados.

La Seine-Inférieure montrait le même esprit et peu d'ardeur. Elle avait, le 29 mai, et un peu comme l'administration du Calvados, par précaution, invité les gardes nationales à se tenir prêtes « pour aller au secours de la garde nationale de Paris et de la Convention, » mais ce fut tout. Rouen alimentait Paris, et les terroristes menageaient Rouen, aussi bien que Rouen tenait à écouler ses blés. Garat, d'ailleurs, avait répandu en Normandie beaucoup d'argent. En passant à Rouen, dans sa fuite, Leconte assiste à une réunion. Il y trouve des Caennais très décidés et parlant fort mal de la Convention dont il prenait la défense. Le président, après une violente discussion, se borne à proposer un vote de réprobation du 31 mai que l'assemblée, entraînée par les Caennais, adopte.

Les grandes villes du Midi, Lyon et Toulon, avaient envoyé leurs adhésions et, le 15 juin, des délégués de ces villes et de plusieurs autres cités du Midi s'étaient rencontrés à Paris avec des Finistériens, mais Lyon et Toulon poursuivaient un but différent de celui des fédéralistes.

Enfin, la coopération de plusieurs départements était, à ce moment aussi, gênée par la guerre de Vendée, et Nantes surtout était paralysée par l'approche des Vendéens. Les Bretons, le comité de Rennes, avaient, comme on voit, mal assuré leurs alliances. Ils invoquaient des principes et négligeaient les intérêts. Ils se trouvèrent donc presque seuls à Caen <sup>1</sup> et, après les adhésions douteuses et les coopérations faibles ou simulées, ils durent subir l'amertume de l'abandon. Le doute du succès amenait les défaillances : la ville d'Évreux, le 7 juillet, six jours avant la solution du conflit, c'est-à-dire au moment le plus grave, révoque son décret des 4,000 hommes et arrête tout préparatif militaire. A la suite de cette défection d'Évreux, Gisors, Gaillon, les Andelys, Vernon, Rouen même, en véritable trahison, envoient des secours à Sepher et, pour tout dire, enfin, on négociait à Lisieux : des commissaires de Paris, le comédien Naudet,

<sup>1</sup> Le 10 juillet, on n'avait encore à Caen, comme délégués des départements coalisés, que ceux du Calvados, de l'Eure, de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Inférieure, du Morbihan, des Côtes-du-Nord et du Finistère.

entre autres, s'y rencontrent avec Bougon, procureur syndic du Calvados, et avec Wimpfen et à l'insu de l'assemblée de Caen.

La marche sur Caen avait été tumultueuse et confuse. Six bataillons seulement, ceux du Morbihan, de la Mayenne, du Finistère, de l'Eure, du Calvados et de l'Ille-et-Vilaine, soit un effectif de quatre mille quatre cents hommes, formaient à Caen, dans les premiers jours de juillet, la petite armée fédéraliste. La marche de Caen sur Évreux ne fut pas mieux ordonnée. Le 12 juillet, le bataillon de l'Eure était à Évreux même, seul avec ceux du Calvados et de l'Ille-et-Vilaine (celui-ci incomplet). Les autres, ou n'avaient pas dépassé Caen ou étaient encore sur la route de Caen à Évreux, de sorte que Puisaye se trouvait réduit à cet effectif incomplet augmenté du petit contingent qu'il avait, nous l'avons vu, amené à Évreux. Les Parisiens occupaient Vernon et les environs.

Puisaye part trop tôt d'Évreux avec les trois seuls bataillons qui s'y trouvaient. Le 13 juillet, au matin, à Pacy-sur-Eure, petite ville située à cinq lieues est d'Évreux, près du château de Brécourt, a lieu entre les deux troupes un engagement à peine marqué par quelques coups de fusil et de canon : un Parisien, dit-on, fut tué et quelques fédéralistes, huit suivant une version, tués ou blessés. Les Parisiens, sur un coup de canon tiré par les troupes de Puisaye, fuient, et Puisaye, souffrant d'une jambe et marchant avec peine, au lieu de continuer ce petit succès, reste immobile. Des gendarmes de la 33<sup>e</sup> division tirent le canon sur les fédéralistes. Les Parisiens reviennent. On se mêle, on crie des deux côtés : « Vive la république ! » et ces jeunes gens, portant le même drapeau, et mal maintenus dans le rang par leurs chefs, fraternisent malgré les protestations de ceux d'Ille-et-Vilaine. Les Parisiens se retirent sur Nantes et les fédéralistes sur Évreux.

Wimpfen n'était pas présent. Affligé, sans doute, par le désordre et la confusion, il avait jugé l'entreprise perdue et ne parut pas. Puisaye ne sut prendre aucune mesure sérieuse. Après les négociations de Lisieux, Wimpfen avait gagné Évreux et était revenu à Lisieux, où il licencia les bataillons fédéralistes. Il se retire ensuite à Bayeux, après une entrevue avec les mem-

bres de l'assemblée de résistance, et il y demeure caché et sauf. « Je n'ai pas quitté Bayeux d'une heure, écrira-t-il le 10 juillet 93, depuis le 22 juillet 93. » Cette lettre, qui fut publiée, paraissait un défi. Blad et Tallien, quelques jours après, envoient en vain Debelle, beau-frère de Hoche, avec mission d'arrêter le général. Un peu plus tard, et sans plus de succès, Aubert-Dubayet dépêche un des frères Caulaincourt, ses aides de camp, pour le même objet. Wimpfen resta caché, on le crut émigré. Puisaye, intrépide, infatigable royaliste, disparaît. Son château de Mémilles est incendié; sa fille, âgée de deux ans, est sauvée par une paysanne; sa femme échappe avec peine; plus de 60,000 francs de valeurs lui appartenant sont détruits ou confisqués. Il s'enfonce en Bretagne, où il sera l'âme de la chouannerie.

Après Pacy, les Rennois conjurent Wimpfen de continuer la lutte. Il hésitait, mais déjà les fédéralistes étaient abandonnés. Le conseil général du Calvados avait été plutôt entraîné par le mouvement breton que foncièrement et loyalement adhérent, et à Caen même, comme pour donner suite à la pensée de ceux des fédéralistes qui avaient indiqué jadis la possibilité de l'élection d'une nouvelle Convention, on croit ou on feint de croire que la Constitution de 93 étant terminée (27 juin), le peuple allait être appelé à élire une autre assemblée « qu'on espérait, disait-on, meilleure. » Cette attitude, peu sincère, ne dure pas. On ne tarde pas à se démasquer et, le 21 juillet, l'administration du Calvados réclame de l'assemblée de résistance les exemplaires de la Constitution reçus fin juin et retenus par les fédéralistes, pour « les envoyer aux districts du département, auxquels elle propose l'acceptation de la Constitution, c'est-à-dire la soumission. » Le comité de Rennes, « entre la guerre civile et la retraite, » ordonne aux Bretons, le 24 juillet, de se rendre à Rennes où le comité les rejoindra. Les fédérés des départements coalisés regagnent séparément leurs foyers.

La tentative honnête, légitime, républicaine des Bretons, mal conduite par deux assemblées parallèles mais non entièrement unies, mal secondée, a échoué. La France ne leur a pas répondu, à temps du moins, par inexpérience, indécision et parce qu'elle n'a pas pu créer assez vite un centre unique qu'on pût opposer à la Convention. Le 20 juillet, sept jours après Pacy, Caen, bien



pressée, envoie les rétractations de toutes les autorités de la ville, et Robert Lindet y entre avec Sepher le 2 août <sup>1</sup>. Sa tâche était facile. La peur faisait son œuvre parmi les coalisés : Lisieux, Évreux, Vernon, Rouen, Laval, etc., se soumettent. Les acceptations de la Constitution affluent de toutes parts à Paris. Lindet, en mission en Normandie avec Duroy et Bonnet, se débarrasse d'abord de Bonnet qu'il jugeait trop indulgent. Resté seul après le départ de Duroy qui suit bientôt, il réforme, surtout à Caen, les actes de l'insurrection. Un peu douteux, équivoque même pour quelques-uns, il ne sévit pas, s'oppose même aux mesures de rigueur annoncées de Paris, ce qui, après la journée de prairial (20 mai 93), lui permettra d'échapper aux thermidoriens.

Le 9 août, tout était rangé sous le joug, excepté Bordeaux, Lyon, Marseille et Toulon. Nantes avait adhéré aux premiers mouvements fédéralistes et l'avait formellement déclaré, le 26 juin, aux représentants Merlin et Gillet; mais les Vendéens, maîtres de Saumur, 10 juin, assiègent la ville le 29 et distraient les Nantais du fédéralisme. Le 13 juillet, sans connaître le résultat de la rencontre de Pacy, Nantes envoie son adhésion à la Convention, mais, le 2 août, dans une adresse où la fierté du langage était légitimée par sa résistance aux Vendéens, elle déclare persister dans sa protestation contre le despotisme de Paris et contre la tyrannie des émissaires de la Commune. Cette conduite était, de toutes, la plus digne, mais en Bretagne, que fit-on? Vannes et Rennes envoient des adresses tristes, résignées, écrites en l'absence de ceux qui avaient été à Caen, par leurs amis. Ceux-là, déjà désignés aux fureurs des vainqueurs, erraient de gîte en gîte. Quelques-uns périrent. Ceux qui échappèrent à l'échafaud subirent de longs emprisonnements, et c'est aux portes de leurs prisons, à peine ouvertes, que les proscriptionnaires viendront plus tard les solliciter de reconstituer les anciennes administrations qu'ils avaient honorées par leur intégrité et leur patriotisme.

<sup>1</sup> La Convention ne néglige pas cette occasion de lancer un de ces décrets où l'emphase le disputait au charlatanisme et qui restaient le plus souvent inexécutés : « Le donjon et le château de Caen seront démolis : on dressera sur leur emplacement un poteau d'infamie où seront inscrits les noms des députés traîtres à la Patrie.... Les matériaux seront livrés aux habitants des campagnes pour en (sic) construire des chaumières. »

Les historiens révolutionnaires ont pris prétexte du soulèvement fédéraliste pour achever d'accabler les Girondins. Ils les ont accusés d'avoir, en complicité avec les fédéralistes, provoqué la guerre civile. Cette imputation est démentie par les faits eux-mêmes. Les Girondins n'ont pas fait le fédéralisme. Ce fut une conception bretonne émanée du Finistère et, jusqu'au dernier moment, indépendante de la Vendée, acceptée de suite et soutenue dans ses premiers actes par les autres départements bretons, et dont les éléments d'exécution existaient, depuis trois ou quatre ans, dans les corps armés formés par les villes. Les Girondins avaient certainement, et la France entière avec eux, l'horreur des excès de Paris, et, par là, sympathie pour les fédéralistes, mais ils n'ont pas prémédité et concerté avec eux les actes insurrectionnels. Ils voulaient gagner Quimper et s'y embarquer pour Bordeaux. Ils furent reçus froidement, à Caen, par les fédéralistes qui étaient moins leurs amis que les ennemis de la Commune de Paris. Ils n'y sont, d'ailleurs, pas tous venus, car on n'y en voit, d'après Puisaye, que quatorze. Ils sont arrivés isolément et séparément dans la seconde et la troisième semaine de juin (Salles et Bourgoing, les deux premiers rendus à Caen, y sont le 8 et, d'après une autre version, le 10). Or, à ce moment, le mouvement de résistance organisé par le comité de Rennes était en pleine action. Aucun des Girondins ne parut à Pacy, et leur présence à côté des commissaires civils du Calvados qui accompagnaient Puisaye n'eût peut-être pas été sans effet <sup>1</sup>. Puisaye ne dissimulait pas son dédain pour eux et Wimpfen ne paraît pas avoir recherché leur coopération.

Les Girondins n'ont donc eu, à Caen, qu'une influence, pour ainsi dire, de présence et n'ont participé, ni activement ni surtout efficacement, aux actes de l'assemblée de résistance. Ils compliquaient même et aggravaient la situation en fréquentant de préférence le conseil général du Calvados et les administrateurs du département dont l'union intime, loyale, avec l'assemblée de résistance était, dès le début, peu sûre. Arrivés à Caen sans ressources, hébergés par la municipalité à l'hôtel de l'ancienne intendance, rue des Carmes, 7, en face de la maison de

<sup>1</sup> Peut-être Buzot a-t-il été influencé par les conseils de M<sup>me</sup> Roland (lettre du 7 juillet 1793, de Sainte-Pélagie) qui dissuadait les députés de se mettre à la tête des bataillons fédéralistes.

M<sup>me</sup> de Bretheville, tante de Charlotte Corday <sup>1</sup> ; délivrés tout à coup, après six mois de luttes acharnées pour sauver leur honneur et leur vie et comme reposés dans le calme de la vieille cité normande, ils prononcent des discours dans les réunions populaires de Caen et de deux ou trois villes voisines, répandent des publications plutôt littéraires que politiques, et s'oublient à l'hôtel d'Harcourt, résidence d'une famille anglaise, Shipps, au milieu de la jeunesse brillante de la ville, à des succès de salon, lisant des poésies et une pièce politique, satire de la Montagne.

Les apologistes des hommes qui ont succombé en thermidor tiennent que septembre et la Terreur étaient indispensables pour chasser l'étranger. Le dogme n'est pas absolu. On n'eût certes pas trouvé, chez les Girondins ramenés au pouvoir, l'énergie tenace déployée par les Montagnards et qui fut, d'ailleurs, heureusement et fort à propos secondée par les discordes de la coalition étrangère. Il n'est pas, il ne sera jamais prouvé que les Girondins, avec plus d'adresse, de diplomatie, soutenus par le pays entier, calme et uni, n'eussent pas arrêté l'invasion et cela, sans anarchie, sans déchirements, sans la Terreur, enfin, et les irréparables atrocités dont le souvenir domine et domînera toujours cette histoire.

Peut-être les Girondins méritaient-ils ce bonheur, au moins par leur patriotisme, mais ils avaient inspiré à la Législative,

<sup>1</sup> Le nom est ainsi écrit d'ordinaire, mais Bougon, le procureur-syndic dont je parlais plus haut, qui l'a beaucoup connue, l'appelait Cordais. Mis hors la loi et pris après Savenay, il est fusillé sans jugement à vingt-sept ans. Le matin du 5 janvier 1794, il écrit, de sa prison de Rennes, à sa mère, une lettre d'adieu : « .... encore si, dans mes derniers instans, j'avais pu, comme ma chère Cordais, m'endormir au sein d'une illusion douce et trompeuse et croire au retour prochain de l'ordre et de la paix dans ma patrie.... Mais non, j'emporte avec moi l'idée déchirante que le sang va couler à plus grands flots (c'était déjà fait).... O Charlotte Cordais, ô ma noble et généreuse amie, toi dont le souvenir occupe sans cesse ma mémoire et mon cœur, attends-moi ; je vais te répondre ; le désir de te venger m'avait fait, jusqu'à ce jour, supporter l'existence. Je crois avoir assez satisfait à ce devoir sacré, je meurs content et digne de toi. »

Bougon-Langrais est le seul homme auquel M<sup>lle</sup> de Corday d'Armont ait laissé un souvenir :

Le 16, de la Conciergerie (lettre à Barbaroux) : .... « Je vous prie, citoyen, de faire part de ma lettre au citoyen Bougon. Je ne la lui adresse pas pour plusieurs raisons : d'abord, je ne suis pas sûre que, dans ce moment, il soit à Evreux. Je crains, de plus, qu'étant naturellement sensible, il ne soit affligé de ma mort. »

qu'ils dominaient, les premières mesures terroristes : persécutions religieuses, lois contre les émigrés. Lettrés, trop lettrés, éloquentes, ils n'ont pas toujours su mesurer l'influence de leurs discours, brillants mais quelquefois terriblement meurtriers. « L'épouvante et la terreur, disait Vergniaud à la tribune de la Législative (10 mars 92), sont souvent sorties, dans les temps antiques et au nom du despotisme, de ce palais fameux (les Tuileries); qu'elles y rentrent aujourd'hui au nom de la loi, qu'elles pénètrent tous les cœurs, etc. » Ils soulevaient alors les passions dont l'explosion fut la commune du 10 août.

Ils périrent, et on ne peut que gémir sur leur horrible fin; mais combien d'autres, par les excès que les Girondins avaient provoqués et amenés, ont subi le même sort en le méritant moins qu'eux !

Le 28 juillet, la Convention met les députés fugitifs hors la loi, et le Calvados fait afficher ce décret à la porte de leur logis. Ils partent avec les bataillons bretons.

### III. — LA TERREUR DANS L'OUEST

Le 3 juin, le Morbihan fait part à Merlin et à Gillet de son arrêté du 2 que j'ai cité, décidant l'envoi d'une force armée à Paris. Les deux représentants, de Lorient, accusent réception, répondent qu'ils « déplorent, comme les administrateurs du Morbihan, les événements des derniers jours de mai, » et, demandant à Paris « s'ils doivent calmer cette inquiétude et laisser partir cette armée, » ils ajoutent : « Veuillez nous instruire promptement sur les derniers événements. » Le 14, à Lorient, Merlin, Gillet, Cavaignac et Sevestre (celui-ci, en mission à l'armée des côtes de Brest, s'était joint à ses collègues), le conseil général, les autorités, le maire Trentiniau en tête, mènent, en grande

<sup>1</sup> Une note faisant partie des papiers saisis (30 juin 1793) par Jullien (de Paris) chez M<sup>me</sup> Bouquey, belle-sœur de Guadet, à Saint-Émilion, vient à l'appui de ce que j'ai développé et jette une lueur sur la nature de la mort de Pétion et de Buzot : « Nous n'avons jamais tenté de nous rendre personnel le mouvement sublime et national de résistance à l'oppression... Nous avons vu avec douleur qu'il n'y avait ni ensemble ni concert et qu'on agissait isolément.... La lassitude, la faiblesse, l'égoïsme, la mésintelligence et la corruption détruisirent insensiblement les élans généreux qui avaient armé toute la France.... Nous n'avons pas voulu passer en Angleterre pour donner un nouveau prétexte à la calomnie.... résolus de quitter la vie...., etc. »

tendue, un cortège de patriotes et d'habitants, « pour faire conduite aux braves citoyens de *la garde départementale*. » On reçoit pendant la cérémonie les adhésions du Doubs, du Jura, de la Haute-Garonne, à la coalition. Cependant émus de bruits, de lambeaux de renseignements qui commençaient à se répandre, mais non informés exactement du résultat final de la résolution du 2 juin, les quatre députés décident le départ de Sevestre pour Paris, et, dans l'instruction délibérée entre eux et remise à Sevestre, parlent d'un « mécontentement général à la nouvelle des violences exercées sur la Convention au 31 mai et au 2 juin par la faiblesse qu'elle a montrée en accédant aux vœux d'hommes armés qui, entourant le lieu de ses séances, lui ont dicté des lois. »

Le 23 juin, Sevestre fait à la Convention un rapport qui n'est pas au *Moniteur* non plus que de nombreuses lettres de représentants en mission à ce moment, énonçant, sans les démentir, les plaintes des populations sur la conduite de la Convention <sup>1</sup>. Sorti de la situation un peu serrée où il s'était trouvé avec ses collègues (à Brest, ils avaient été menacés et violemment expulsés), Sevestre semble avoir retrouvé le calme et surtout avoir pris langue avant d'écrire. Il admet bien une coalition, mais en ajoutant : « .... C'est une frénésie, ils sont (les fédéralistes) pour la république une et indivisible. ... Ils abhorrent l'anarchie et pensent avoir trouvé le moyen de sauver la patrie, mais ils ne rencontreraient pas les heureux résultats qu'ils désirent...., etc. » Il ne touche pas le fond du débat et n'ose pas dire que le vrai différend est dans la soumission de la Convention à la Commune de Paris. Il reconnaît « qu'il y a des hommes purs dont la voix est étouffée » et termine par un aveu : « .... Il faut faire perdre le souvenir de nos funestes débats. »

Ce singulier et curieux rapport montre que, dès ce temps-là, les luttes politiques fournissaient d'habiles gens. Sevestre, en effet, après avoir, à Lorient, de concert avec ses collègues, « fait la conduite aux braves citoyens de la garde départementale, » pouvait se trouver un peu gêné en arrivant devant la Convention aplatie et dévorant sa honte, mais continuant de suivre docile-

<sup>1</sup> Le rapport et les lettres des représentants, imprimés, se trouvent à la Bibliothèque nationale

ment la Commune et les clubs de Paris. Sevestre était d'ailleurs soutenu et comme encouragé dans l'équivoque par une lettre de ses collègues à la Convention, du 12 juin : « .... Tous les citoyens qu'on a armés contre Paris sont bien intentionnés, ils sont persuadés que les représentants de la nation sont subjugués, il faut les désabuser. »

Le fédéralisme était donc à peine entrevu, soupçonné bien au delà du milieu de juin 1793.

Après Pacy, le fédéralisme était vaincu. Cette victoire bien petite, facilement et rapidement acquise, suffisait et, désormais, la Convention, tranquille, pouvait laisser les Girondins disparaître et le fédéralisme resté, pour les masses, un peu obscur, tomber dans l'oubli. Mais les terroristes ne poursuivaient pas seulement l'anéantissement des Girondins et de leurs amis. Ils voulaient au delà des Girondins et derrière eux, et dans la France entière, la perte, la ruine, la mort de tous ceux qui, sans attitude politique bien nette, avaient flétri et maudit les actes de la Commune de Paris depuis le 10 août jusqu'au 31 mai. La majorité donc de la Convention, glacée, silencieuse, ne se montre pas. La terreur va planer sur toute la France, et principalement sur l'Ouest et sur la Bretagne, terreur que thermidor même n'arrêtera pas.

Le 19 juillet, six jours après Pacy-sur-Eure, la Convention envoie dans l'Ouest, « pour étouffer le fédéralisme dans sa naissance, » Prieur (de la Marne) et André Jembon, fils d'un foulonnier de Montauban et qui se faisait appeler Jean Bon Saint-André. Les deux représentants étaient secondés et, au besoin, surveillés par de nombreux agents de toute provenance : envoyés de la Commune de Paris, de chacune des quarante-huit sections parisiennes, des sociétés populaires, adjoints aux commissaires officiels des deux comités, à ceux des ministres ou des commissions qui les remplaceront plus tard (1<sup>er</sup> avril 1794). Parmi ces agents, qui souvent, par la crainte des délations, dominaient les commissaires officiels, quelques-uns, non sans valeur et agissant de bonne foi, n'étaient pas toujours les plus accrédités. Les autres, débris rejetés de toutes les professions, aventuriers avides prêts à tout, clubistes, journalistes

faméliques, tous incapables d'un travail honnête et suivi, imposaient la tyrannie, même aux représentants <sup>1</sup>. Bien payés, logés, quand ils étaient à Paris, dans l'hôtel de quelque famille noble qui mourait de faim en Allemagne ou en Angleterre, on les retrouve quelques années plus tard, rentrés à leur échoppe ou à leur cabaret, ou disparus dans les bas-fonds de la société, ou au bagne, — ou guillotiné, — ou même pourvus de belles situations, surtout à l'étranger, et mourant paisiblement dans leur lit !

Le luxe de ces agents, les mœurs scandaleuses de quelques-uns, s'alliaient souvent à des prétentions littéraires ridicules. Ils faisaient des vers, des hymnes patriotiques, des chansons, des pièces de théâtre, des plans d'éducation <sup>2</sup>, et ne négligeaient pas de terminer leurs rapports par quelque demande d'une place de « commissaire pour l'esprit public. »

Ce monde étrange va, par les procédés jacobins, organiser dans l'Ouest une terreur fondée sur l'éternelle guerre de ceux

<sup>1</sup> Angers, 6 juin 1793 : « Combien nous devons encore être inquiets de la conduite de quelques-uns de vos commissaires ! Vous avez délégué des pouvoirs immenses à des citoyens qui auraient dû jouir de l'estime publique, mais qui en ont abusé, qui ont avili les autorités constituées, entravé la liberté de la presse et incarcéré les patriotes... Hâtez-vous de rappeler ces dangereux proconsuls. »

Baco, maire de Nantes, en mai 1793, demande publiquement aux représentants Merlin, Gillet, Cavaignac et Sevestre «.... d'où vient cette multitude de commissaires, les uns sous une dénomination, les autres sous une autre, pour lesquels on prodigue les trésors de l'État et les sueurs du peuple ; tous ces citoyens inutiles quand ils ne sont pas dangereux et qui viennent dans nos départements semer les agitations, le désordre, l'inquiétude et la défiance ? »

Dubouchet, représentant, écrit de Provins, septembre 1793 : « Deux commissaires arrivent en carrosse à six chevaux, avec une fille.... Ils sont indépendants des représentants.... ont une garde nombreuse à leur porte.... Il y a, sans doute, inconsidération ou légèreté du ministre de l'intérieur. »

Rovère et Poulthier, représentants, écrivent de Beaucaire, octobre 1793 : « C'est avilir les lois et la nation française que de déléguer une mission quelconque à des hommes pareils. »

<sup>2</sup> Chez quelques-uns une épaisse ignorance ne diminuait pas l'outrecuidance. Ils prenaient des noms de Romains, mais quelques-uns avec imprudence : l'un signe « Brutus Scævola. » Un autre, journaliste, chargé de la rédaction du « Journal de l'armée des côtes de Cherbourg, » y parle de Villate, le célèbre juge du tribunal révolutionnaire qui, en souvenir des Gracques, se faisait appeler « Sempronius Gracchus Villate. » Le malheureux journaliste écrit et imprime « Saint Pronius Gracchus Villate. »

qui ne possèdent pas contre ceux qui possèdent. La loi (12 août et 17 septembre 1793) confiait déjà aux *comités de surveillance* le soin de désigner les *suspects*. Par celle du 7 décembre 1793, « le gouvernement est révolutionnaire jusqu'à la paix. » On dégage le district de la dépendance des administrations départementales ; on conserve les conseils municipaux seulement pour les travaux publics, la voirie, les hospices, etc., en leur ôtant toute attribution politique. On remplace les anciens membres élus par des aubergistes, des bottiers, des charpentiers, des forgerons, des laquais sans place, etc., affectant de porter l'autorité en bas et sans appel. Une fois cette organisation établie, les délations, les dénonciations spontanées, suggérées par la jalousie ou la peur, ou payées, affluent aux innombrables commissions populaires, comités de surveillance, établis dans les plus petites localités, composés de nécessiteux qu'on payait tant par jour et qui, sur une simple dénonciation, livraient tout suspect aux tribunaux extraordinaires dont l'Ouest était couvert. Tout ennemi ou supposé ennemi, tout rival, tout concurrent, devient à volonté un suspect ; et les représentants en mission ne se trouvaient pas toujours déshonorés en commettant cette infamie de livrer des adversaires politiques, leurs égaux et quelquefois mieux, à des gens inférieurs par la situation sociale, l'instruction, l'éducation, la tradition.

Les deux départements du Morbihan et du Finistère sont surtout éprouvés. Le 18 septembre, Prieur prenait les premières mesures : après perquisitions, visites domiciliaires, etc., les arrestations commencent, et à quel titre ! au moins pour quelques unes : deux demoiselles de Vannes sont incarcérées « parce qu'elles pourraient continuer les soins que leur mère, âgée de quatre-vingt-quatre ans, avait donnés autrefois à une famille émigrée depuis la révolution, » et, avec ces demoiselles, Désiré Lescouble, quinze ans, « sa mère supposée émigrée ; » Éon, vingt-sept ans, « n'a pas voulu recevoir la paye de la garde nationale ; » Voyssel, « parce que, dans une perquisition, on a trouvé chez lui un fusil crevé et du lard ; » Garaudière, « fermier riche qui a du grain, » etc. Les 27-29 octobre, toutes les autorités, tous les fonctionnaires de Vannes, élus ou non, sont destitués et remplacés par des membres des comités de surveillance. La plupart resteront plusieurs mois en prison.



Le 6 novembre, Prieur peut écrire : « La terreur est à Vannes, dans quelques jours il n'y aura plus, dans le Morbihan, un seul signataire ou coopérateur d'actes fédéralistes dans aucunes fonctions publiques (*sic*). »

Mais le Finistère était, de tous les départements bretons, le plus compromis. Le 19 juillet, Jean Bon-Saint-André, dès son arrivée, installe le tribunal criminel révolutionnaire de Brest et lui délègue tous les pouvoirs, politique, judiciaire, militaire des deux représentants. Il avait amené de Paris Ragnmey, juge au tribunal révolutionnaire de Paris, Donzé-Verteuil, ex-frère hospitalier, un des meilleurs substituts de Fouquier-Tinville, et Bonnel, un de ses secrétaires. Les trente-quatre administrateurs du Finistère sont mis en jugement; les juges sont pris dans le Comité de surveillance; les jurés sont triés, terrifiés; les témoins à charge sont payés, les témoins à décharge sont entendus en masse, trois sont chassés de l'audience; les défenseurs officiels insultés, réduits au silence. On commande d'avance une seconde charrette semblable à celle qui servait d'ordinaire pour conduire les condamnés au supplice et pouvant contenir douze personnes; on les amène toutes deux à la porte du tribunal avant la délibération des jurés. Vingt-six des trente-quatre administrateurs sont condamnés et exécutés le 23 mai 1794. Trois des accusés s'étaient échappés : Expilly, évêque du Finistère, Kergariou, maréchal de camp, président du département, et Moulin, officier retraité. Ils viennent héroïquement se livrer en apprenant la condamnation de leurs amis. Peu d'instants après le prononcé du jugement, les deux charrettes arrivent ensemble; le bourreau Ance, dix-huit ans, *vengeur du peuple*, a rangé symétriquement, sur le bord de l'échafaud, les têtes des condamnés de la première charrette sous les yeux de leurs amis attendant leur tour<sup>1</sup>. Le souvenir de la conduite

<sup>1</sup> Ces grands coupables, président, juge et bourreau, ont échappé. Lors de la réaction, le 4 juin 1795, ils sont mis en jugement et punis légèrement. Dans la nuit du 20 au 21 mai 1795, après la journée de prairial, Defermon, lorsqu'on propose l'arrestation de Prieur (de la Marne), l'un des promoteurs de cette journée, s'écrie : « Jamais Prieur ne pourra se laver, aux yeux des habitants de la ci-devant-Bretagne, d'avoir fait assassiner, par une commission qu'il avait triée, les administrateurs les plus patriotes de la France, ceux du Finistère. » L'arrestation est décrétée. Prieur disparaît et bénéficie, plus tard, ainsi que les membres du tribunal de Brest et le bourreau Ance, de l'amnistie du 13 mars 1796.

atroce des membres du tribunal et celui de la mort des accusés restèrent longtemps l'épouvante des populations du Finistère. Ceux-ci étaient entourés de l'estime générale. Ils avaient été, dans leur département, les premiers représentants élus des intérêts locaux et les moyens de se faire élire n'étaient pas alors tels que nous les avons vus depuis. Leurs fonctions, non rétribuées, n'étaient pas légères : lors de la formation des corps administratifs dans toute la France en 1790, des attributions très larges et toutes nouvelles leur avaient été conférées, et l'exécution de ces attributions était une lourde charge à laquelle les administrateurs du Finistère avaient donné tout leur dévouement.

Le tribunal criminel du Finistère reçoit, le 3 août 1794, la nouvelle du 9 thermidor. Il n'en éprouve ni confusion ni embarras : « La Convention nationale, proclame-t-il, a déjoué une nouvelle faction de conspirateurs..... etc., » et il continue de siéger et de condamner suivant les procédés de cette « nouvelle faction » qui l'avait installé un an auparavant.

On a vu la ville de Bordeaux suivre les départements bretons dans leur résistance à la Commune de Paris. Dès les premiers jours de mai, elle correspondait avec ses représentants, provoquait la réunion à Bordeaux de délégués des départements voisins, nommait une « commission populaire de salut public. » composée de membres en fonction de toutes les administrations et présidée par un citoyen considéré nommé Pierre Sers. Cette commission votait l'envoi à Paris d'une force départementale et la délégation à Lyon de commissaires des départements du Midi. Le 10 juin, Bordeaux se déclarait en insurrection, envoyait, le 13, une protestation contre l'expulsion des vingt-deux, réclamée à la séance du 15 avril, protestation rejetée par la Convention, sommait l'Assemblée de faire droit aux réclamations des départements coalisés et invitait chacun de ces départements à envoyer deux députés à Bourges pour remplacer la Convention.

Le 15 juin, Bordeaux renouvelle sa pleine et entière adhésion et promet son soutien contre les décrets menaçant les fédéralistes : « Notre force s'organise, elle va partir » La veille, 24, deux représentants, Mathieu et Treilhard, arrivent en mission. Ils sont mal reçus et « insultés par tous messieurs à belles

lévites, à grosses cravattes (*sic*), à costume recherché. » On garde à vue les deux députés sans les maltraiter : « Le peuple de Bordeaux, leur dit-on, par une mordante allusion à la conduite de celui de Paris, n'est pas corrompu par un salaire journalier pour faire métier de provoquer au meurtre et au pillage, » et, malgré les sections qui voulaient retenir les deux députés comme otages, on les laisse partir. Deux autres députés, Baudot et Ysabeau, succèdent aux premiers, le 19 juillet. « Assaillis par de jeunes citoyens, jetés (*sic*) en fiacre et conduits à la municipalité, » ils se retirent à la Réole le 22.

Ces violences ne démentaient pas la conduite patriotique de la ville qui, depuis 1790, soit pour les besoins intérieurs, soit contre la Vendée, soit pour la défense extérieure, avait fourni neuf bataillons. Elle témoigne encore, à ce moment, de sa bonne foi, en décidant, le 31 juillet, dix-huit jours après Pacy, l'envoi à Paris de 1,200 hommes « pour rétablir la Convention dans son intégrité et assurer la liberté autrement que par *une charte écrite*. » Cette fière critique de la Constitution de 1793, en signalant l'indépendance des Bordelais, ne diminuait pas l'importance de l'envoi et attestait la loyale intention de ceux qui l'avaient décidé.

Mais Bordeaux paraissait braver les vainqueurs et on savait que les Girondins s'y étaient réfugiés. C'était assez pour amener les pires excès. Les deux représentants, restés à la Réole, dissolvent la commission populaire, et la Convention met hors la loi ses membres et leurs adhérents. Tallien traverse Bordeaux le 18 septembre, va à Libourne et à Saint-Émilion pour presser les poursuites contre les députés fugitifs et revient à Bordeaux le 16 octobre, en remplacement de Baudot. Il y entre avec 3,000 hommes, commandés par Brune, et les *comités de surveillance* commencent à fonctionner dans toute la région.

Bordeaux était une ville très riche et on pouvait facilement y exercer la tyrannie sous forme d'extorsions et de pillages. Le 20 novembre, après les fêtes à la déesse Raison, à l'Être suprême, au Décadi, Tallien écrit à Paris : « Nous soignons fortement la bourse des riches égoïstes, » et le 13 décembre : « Nous avons fait un emprunt forcé ; hier, on a levé 950,000 fr. ; plus de cent millions (*sic*) vont être versés par Bordeaux dans les caisses de la République.... » Deux cents négociants sont emprisonnés,

et ne recouvrent leur liberté qu'après avoir fourni de fortes rançons <sup>1</sup>. Le maire Saige, respecté de tous et qui n'avait fait que du bien à la ville, est exécuté le 25 octobre 1793 : « .... Le Capet de Bordeaux a expié...., » écrit Tallien le 29, et il ajoute, avec un horrible cynisme, digne de l'homme et du temps : « .... Sa mère (la mère de Saige) vient de mourir aujourd'hui (la pauvre femme n'avait pu survivre à son fils). Cette mort rend la nation propriétaire de plus de dix millions de bien.... » Tout cela, outre le dépouillement des églises, les confiscations d'objets précieux, argenterie, etc., était assuré, maintenu par la guillotine à la disposition d'un misérable nommé Lacombe, président d'une commission militaire installée par Tallien à son retour de Libourne. La ville de Bordeaux a subi ce régime pendant plusieurs mois, et la famine y régnait <sup>2</sup>.

Tallien est rejoint à Bordeaux par le jeune Jullien (de Paris), fils de Jullien de la Drôme, âgé de dix-huit ans. Il venait d'accomplir une mission, non en Vendée, comme l'a écrit son petit-fils, mais seulement dans les villes maritimes de l'Ouest, pour « former l'esprit public <sup>3</sup>. » Il n'avait, dans cette longue tournée, montré guère que de l'extravagance, en suivant, d'ailleurs, les bons exemples de Prieur et de Jean Bon, mais, à Bordeaux, il s'associe à Lacombe et l'appuie. C'est aussi de Bordeaux qu'il procède à une cruelle et acharnée poursuite des Girondins réfugiés dans la Gironde et à l'exécution des mesures qui amenèrent leur terrible fin. Il y eut plus de part que Tallien lui-même.

Le 3 août, sept jours après thermidor, Jullien renie « son bon

<sup>1</sup> On procède même et sans jugements, par amendes : quatre israélites nommés Raba sont condamnés par décret et solidairement à verser 400,000 fr.

<sup>2</sup> Je trouve ici une de ces naïves impudences qui échappaient souvent aux terroristes. Pinet écrit de Perpignan : « Bordeaux se plaint de manquer de pain, c'est faux. Il n'en manque pas, mais il veut du pain pour le distribuer lui-même et séduire le peuple. » Le Comité de salut public répond : « .... Vous êtes très sage.... Si le besoin de subsistances est réel, il peut être un moyen de rappeler au sein de la patrie un peuple que l'on égare pour l'en séparer. »

<sup>3</sup> Voici son itinéraire d'après lui-même. Il fait une apparition à Rennes, le 6 octobre ; reste quatorze jours (14-28 novembre) à Saint-Malo et à Dinan, y expédie des correspondances relatives à la marche des Vendéens (c'était la fin de la Vendée) depuis Granville jusqu'après les deux déroutes d'Antrain (20-22 novembre) ; passe à Brest, à Quimper, à Lorient, à Vannes ; est, le 29 janvier 1794, à Nantes, d'où il contribue au rappel de Carrier, et part enfin pour Bordeaux, où il doit « combattre le modérantisme d'Ysabeau. » Jullien arrive à Bordeaux dans la première quinzaine de février et y reste seul après le départ de Tallien et d'Ysabeau.

ami » Robespierre <sup>1</sup>. Le 25, Lacombe est exécuté pour « exactions dans ses fonctions de président de la commission militaire. » Il exigeait d'énormes sommes d'argent de malheureux qui croyaient, à ce prix, éviter l'échafaud et ne l'évitaient pas toujours. Jullien a été le complice de Lacombe pendant l'affreux régime qui a décimé Bordeaux en 1793 <sup>2</sup>, mais, heureusement pour sa mémoire, il s'est montré moins cupide.

#### IV. — ÉPILOGUE

Depuis le 19 septembre 1793 jusqu'au 25 juin 1794, il y a eu, au tribunal criminel révolutionnaire de Paris, cent quarante-trois condamnations à mort pour faits se rattachant au fédéralisme; neuf de ces jugements ont été prononcés contre des gens reconnus coupables d'actes de fédéralisme directs, personnels, et cent trente-quatre pour complicité par encouragements, correspondances, aide, approbation, adhésion. On ne trouve parmi ces condamnés que des noms de personnes subalternes, et on n'y voit aucun des principaux fédéralistes avérés et reconnus.

En province, par les tribunaux révolutionnaires et les commissions militaires, les condamnations pour fédéralisme, beaucoup plus nombreuses et appliquées à des inconnus, ont été mêlées à celles prononcées pour royalisme. On confondait volontairement les deux faits, par insuffisance d'informations ou pour atteindre un plus grand nombre de ceux qu'on appelait « les suspects. » Beaucoup d'autres griefs, à Paris et en province, sont imputés aux accusés : intelligences avec les ennemis extérieurs; attentat à la sûreté de l'État; assassinat du peuple; fabrication et distribution d'assignats; provocation à la guerre civile; fanatisme; tentative de rétablissement de la royauté. Ces définitions vagues et imprécises atteignaient tous ceux qu'on voulait frapper. On remontait même, pour trouver des délits,

<sup>1</sup> « Un homme qu'on eût pu dire l'idole de la France.... Son autorité pressurait (*sic*) la Convention elle-même.... on n'osait plus parler ni écrire.... La liberté, l'égalité n'existaient plus, elles vont renaitre.... ne nous attachons pas aux hommes.... telle est la nature de notre jeunesse révolutionnaire, qu'elle se dégage de tout ce qui est impur.... » (Adresse de Jullien à la société populaire de la Rochelle.)

<sup>2</sup> Un contemporain, Vivie, a publié les longues listes des victimes de la commission Lacombe.

jusqu'aux premiers temps de la Révolution, aux « crimes » de « La Fayette, Bailly, Dumouriez, » de « Capet, » de « la Reine, » etc. Une simple énonciation d'atteinte à « l'unité et à l'indivisibilité de la République » suffisait dans la plupart des cas. Les peines appliquées étaient la mort, l'emprisonnement, les fers, la déportation. Ces peines, accompagnées de confiscation pour les condamnés à mort, amenaient la ruine des familles et souvent le décès des proches parents ou des époux.

Beaucoup de ceux qu'on poursuivait ont reparu après la tourmente. Ils avaient échappé grâce à la touchante protection de leurs concitoyens à peu près unanimes, au moins en Bretagne, dans l'horreur des terroristes et de leurs vils instruments <sup>1</sup>. L'apogée de la Terreur, dans cet hiver de 1793 et 1794, et même au delà, a ajourné les cris d'indignation ; mais dès le printemps de 1795, lorsque les cœurs si longtemps comprimés s'ouvrirent et lorsqu'on put commencer à oser parler, les protestations des meilleurs citoyens éclatèrent <sup>2</sup> et vinrent ouvrir la série des malédictions contre l'abominable régime imposé à la France par la lâcheté des conventionnels.

En suivant, jour par jour, le *Moniteur* depuis la fin de 1794 jusqu'à la séparation de la Convention et en étudiant les longs débats de cette assemblée sur les affaires les plus graves : la rentrée des soixante-treize ; le procès Carrier ; les pacifications vendéennes ; la grande amnistie pour l'Ouest ; les émigrés ; la

<sup>1</sup> Des manœuvres et vingt-cinq administrateurs civils de la marine à Brest avaient fait partie de la force départementale. La Convention les prive de leur emploi. Bréard et Trehouard intercèdent en leur faveur (26 septembre 1793) : « Il faudrait, disent les deux représentants, punir les quatre cinquièmes du département et les plus ardents patriotes n'en seraient pas exceptés ». Un agent terroriste, Desgranges, écrit de Bordeaux (10 décembre 1793) : « Vouloir exterminer suivant le décret du 6 août (mettant hors la loi les membres de la commission populaire que j'ai signalée) tous ceux qui ont adhéré (*sic*), ce serait vouloir faire une boucherie générale, puisque l'adhésion a été à peu près complète ».

<sup>2</sup> De nombreuses pétitions arrivaient à la Convention : une d'elles, en invoquant la justice contre les membres de l'atroce tribunal de Brest, rappelait des faits d'un passé déjà lointain, lointain moins par le temps écoulé que par l'énormité des événements, et ces souvenirs peuvent trouver leur place à la fin de ce travail :

« .... Ouvrez, disaient les pétitionnaires, ouvrez les annales de la liberté ; aussitôt (*sic*) la nouvelle du 14 juillet 1789, les pères de famille souscrivent pour préparer une force armée et envoient leurs fils servir ici de remparts à la représentation nationale. Fouillez les registres de Pontivy ; les jeunes gens de Brest n'ont-ils pas été les premiers à signer le pacte fédératif ? »

conduite des membres des anciens comités; l'examen des actes des députés en mission; les proscriptions des 31 mai et 2 juin; les rapports sur les familles de ceux qui avaient péri; la grande discussion, enfin, du 26 octobre 1793, sur l'amnistie générale, on voit que les membres de la Convention ne s'occupent pas spécialement du fédéralisme, et si le mot est prononcé dans la discussion, de suite on nie l'existence du fédéralisme ou on le défend; on va même jusqu'à le glorifier. Voici les paroles qu'on entendait dans ces débats :

« Ils (les fédéralistes) ont voulu opérer par la force ce qu'a fait, depuis, la Convention; oui, ceux qu'on a proscrits, sous le nom de fédéralistes, étaient de bons patriotes; ils étaient opposés à la Commune de Paris et avaient voulu terrasser les conspirateurs. On s'est servi du mot fédéralisme pour couvrir la France de deuil et perdre la République. Vous avez voulu réparer toutes ces infortunes publiques et particulières dont le fédéralisme ne fut que l'affreux prétexte. On n'ose pas compter tous ceux qu'on a fait assassiner comme coupables de fédéralisme.... Pour ne parler ici que de ceux qui ont échappé aux poursuites, il est peut-être en France deux cent mille citoyens qui se sont vus réduits à quitter leur foyer et à chercher une périlleuse hospitalité; dix mille familles ont eu l'héroïsme de cacher les proscrits; c'est à cet héroïsme que plusieurs d'entre nous doivent la vie. Il y a un an, sous le nom de fédéralistes, on a égorgé une foule de bons citoyens confondus avec des émigrés et des royalistes éhontés. Cent de nos collègues ont été proscrits et la France a été couverte de bastilles et d'échafauds pour leurs amis. Des milliers de républicains ont été égorgés dans le Midi et dans l'Ouest, sous le prétexte ridicule du fédéralisme, qui n'a jamais existé que dans quelques brochures de leurs ennemis. »

En lisant, au *Moniteur*, ces paroles prononcées publiquement à la tribune et entendues paisiblement, on reste stupéfait. On cherche une explication. Ces protestataires mentaient-ils ou ceux à qui ils s'adressaient avaient-ils tout oublié? Le fédéralisme avait existé certainement et il y avait exagération à le nier. On niait l'importance que les terroristes lui avaient faussement attribuée pour atteindre, sous ce prétexte, des milliers de victimes.

Les conventionnels de 1793 avaient été mal éclairés, on l'a vu, sur le fédéralisme. Il y a eu, d'autre part, un fond de peur, cette peur du lendemain que la jactance n'a pas toujours suffisamment masquée. Cette peur a poussé la grande majorité à laisser faire. Beaucoup, d'ailleurs, dont on a vu plus tard la docilité, se seraient très bien ralliés au fédéralisme, s'il avait vaincu. Beaucoup aussi, comme Lindet, sentaient le besoin de se faire oublier, et quelques-uns, enfin, réussirent à peine à éviter le blâme de leurs collègues.

C'est là tout ce qu'on peut donner, non comme excuse, mais comme explication. Comment, d'ailleurs, accepter ces commisérations, cette pitié de gens qui avaient consenti à voter tout ce que demandaient les Robespierre, les Saint-Just, les Couthon, etc.? Il faisait beau les voir, alors qu'ils n'avaient pas su, jadis, balbutier un mot, élever, aujourd'hui, la voix et, pour l'honneur de l'Assemblée, c'était vraiment trop tard.

Mallet du Pan a su flétrir ces inflexibles. Il écrivait, quelques années après, à propos de Brumaire : « .... Il (Bonaparte) en sortit vivant. Parmi tant de Brutus habitués à verser le sang de la faiblesse et de l'innocence, il ne s'en trouva pas un dont le fanatisme tentât de venger l'injure commune. »

Ceux qui avaient « versé le sang de la faiblesse et de l'innocence » n'étaient pas tous à l'Orangerie de Saint-Cloud ; il y en avait pourtant quelques-uns et, avec eux, et en bien plus grand nombre, ceux qui l'avaient laissé verser.

Docteur MAGNAC.



---

LA  
**PRÉPARATION D'UNE CAMPAGNE**  
DE NAPOLEON

---

**LA TRANSFORMATION DE L'ARMÉE RÉPUBLICAINE EN ARMÉE IMPÉRIALE**

*(Suite)*

---

III.

L'hiver de 1802 à 1803 fut très calme, mais dès la fin de février les négociations avec l'Angleterre au sujet de Malte se compliquèrent et les moins clairvoyants purent prévoir une rupture.

Le 13 mars, au milieu même de la réception du corps diplomatique aux Tuileries, Napoléon eut une explication très violente avec l'ambassadeur d'Angleterre et dès lors une révolution subite se fit dans son âme mobile et passionnée. Une colère, tout à la fois personnelle et patriotique, s'empara de lui, et vaincre l'Angleterre, l'humilier, l'abaisser, la détruire, devint, à partir de ce jour, la passion de sa vie.

Il envoya des officiers visiter les côtes du Texel jusqu'au Havre, donna l'ordre de réparer les canonnières qui avaient composé l'ancienne flottille de Boulogne en 1801. Il fit procéder à l'armement des côtes et des îles depuis Bordeaux jusqu'à Anvers. En un mot, il reprit tout le plan de débarquement en Angleterre, prévoyant, avec l'ampleur de son génie, jusqu'aux plus minimes détails.

Le goût de la guerre, qu'on devait naturellement supposer au Premier Consul, l'avait rendu suspect à l'opinion publique en

France, et l'eût fait accuser peut-être de trop de précipitation à rompre, si l'Angleterre, par la violation manifeste du traité d'Amiens, ne s'était chargée de le justifier. Les Anglais coururent sur les vaisseaux de commerce français avant aucune déclaration régulière de guerre. C'était une violence peu conforme au droit des gens. La France tout entière en fut vivement émue, et au mois de juin ce fut un élan général à faire des dons volontaires pour la construction des bateaux plats qui devaient transporter l'armée française en Angleterre, car Napoléon avait arrêté le projet de terminer dans Londres même la rivalité des deux nations.

Quels que fussent les moyens de transport imaginés, il fallait d'abord une armée, et il forma le projet d'en former une, qui ne laissât rien à désirer sous le rapport du nombre et de l'organisation ; de la distribuer en plusieurs camps, depuis le Texel jusqu'aux Pyrénées, et de la disposer de telle manière qu'elle pût se concentrer avec rapidité sur quelques points du littoral habilement choisis.

Indépendamment d'un corps de 25,000 hommes réunis entre Bréda et Nimègue, pour marcher sur le Hanovre, il ordonna la formation de six camps, un premier aux environs d'Utrecht, un deuxième à Gand, un troisième à Saint-Omer, un quatrième à Compiègne, un cinquième à Brest, un sixième à Bayonne, ce dernier destiné à en imposer à l'Espagne.

Il commença par former des parcs d'artillerie sur ces six points de rassemblement, précaution qu'il prenait ordinairement avant toute autre, disant que c'était toujours ce qu'il y avait de plus difficile à organiser. Il dirigea ensuite sur chacun de ces camps un nombre suffisant de demi-brigades d'infanterie, pour les porter à 25,000 hommes au moins. La cavalerie y fut acheminée plus lentement, et en proportion moindre que de coutume, parce que, dans l'hypothèse d'un débarquement, on ne pouvait transporter que très peu de chevaux. Il fallait que la qualité et la quantité de l'infanterie, l'excellence de l'artillerie et le nombre des bouches à feu pussent compenser, dans une telle armée, l'infériorité numérique de la cavalerie. Sous ce double rapport, l'infanterie et l'artillerie françaises réunissaient toutes les conditions désirables.

Pourtant, le Premier Consul eut soin de rassembler sur les

côtes, et de former en quatre grandes divisions, toute l'arme des dragons.

Les soldats de cette arme, sachant servir à cheval et à pied, devaient être embarqués seulement avec leurs selles et être utilisés comme fantassins, en attendant qu'ils puissent l'être comme cavaliers, lorsqu'on les aurait montés sur les chevaux enlevés à l'ennemi.

On était à la moitié de l'an XI, on demanda le droit de lever le contingent des années XI et XII sans toucher à la réserve de ces deux années.

De plus, il restait à prendre une partie des contingents des années VIII, IX et X qui n'avait point été appelée, grâce à la paix dont on avait joui sous le Consulat.

L'armée fut portée ainsi à 480,000 hommes, répandus dans les colonies, le Hanovre, la Hollande, la Suisse, l'Italie et la France. Sur cet effectif, 100,000 environ, employés à garder l'Italie, la Hollande, le Hanovre et les colonies, n'étaient pas à la charge du trésor français.

Le général Mortier eut ordre d'envahir le Hanovre avec 25,000 hommes. Après quelques rencontres de cavalerie, l'armée hanovrienne se retira derrière le Weser. Quoique composée d'excellents soldats, elle savait que toute résistance était impossible, elle offrit donc de capituler, à quoi le général Mortier consentit volontiers. Il fut arrêté que les Hanovriens seraient licenciés, qu'ils laisseraient leurs armes au camp, et se retireraient dans leurs foyers, en promettant de n'être jamais ni armés, ni réunis. Le matériel de guerre contenu dans le royaume, matériel très considérable, fut livré aux Français. Les revenus durent leur appartenir ainsi que les propriétés personnelles de l'électeur du Hanovre. Au nombre de ces propriétés se trouvaient les beaux étalons de la race hanovrienne, qui furent envoyés en France.

La cavalerie mit pied à terre, et livra 3,500 chevaux superbes, qui furent employés à remonter la cavalerie française.

La nécessité de maintenir les effectifs des divers corps se faisait d'autant plus sentir, que la déclaration de guerre à l'Angleterre venait d'être publiée ; et il était impossible de prévoir où s'arrêterait le conflit qui s'engageait. Mais les régiments étaient loin d'être au complet réglementaire.

Le Premier Consul, après avoir réglé ses rapports avec les puissances du continent, se livra tout entier à ses préparatifs de descente. Se trouvant libre à la fin de juin, il partit pour visiter les côtes de la Manche.

Dans ce voyage, il s'occupa de tous les intérêts des pays qu'il parcourut, mais son attention était plus particulièrement donnée au grand objet du moment. Il inspectait les troupes qui commençaient à s'agglomérer sur la Picardie, passait en revue leur équipement, caressait les vieux soldats dont le visage lui était connu, et les laissait pleins de confiance dans sa vaste entreprise.

A peine avait-il achevé ses visites, qu'il rentrait, et, quoique accablé de fatigue, dictait une multitude d'ordres pour les préparatifs de toutes sortes.

Le camp de Boulogne était le principal objet de ses préoccupations. Il y voulait une agglomération considérable de troupes, mais il voulait qu'elles y fussent tenues en haleine sous une discipline sévère. Interdiction était faite aux femmes non domiciliées à Boulogne d'y séjourner sans une autorisation spéciale du ministre de la police.

A la fin d'août, les camps du nord se trouvaient en pleine activité. Le camp de Saint-Omer, commandé par le général Soult, avait deux divisions d'infanterie au camp de Boulogne, et une division de réserve ainsi que deux régiments de cavalerie à Saint-Omer. Le camp de Bruges, sous le commandement du général Davout, comprenait deux divisions à Ostende, une division et deux régiments de cavalerie à Dunkerque. Enfin, il y avait au camp de Compiègne, sous les ordres de Ney, trois divisions d'infanterie et deux régiments de cavalerie.

Les troupes de ces camps, auxquels sera joint plus tard celui d'Utrecht, destinées à s'embarquer sur la flottille qui devait les porter en Angleterre, étaient sous le commandement général du Premier Consul. Berthier, ministre de la guerre, était chef d'état-major. Marmont commandait l'artillerie ; Marescot, le génie.

Seize régiments de dragons allaient, en outre, être réunis en deux divisions, sous les ordres des généraux Klein et Baraguey-d'Hilliers, pour manœuvrer et se préparer à l'embarquement sans chevaux.

L'idée des bateaux plats avait été généralement admise pour

passer de Calais à Douvres. Quant aux circonstances, les calmes de l'été ou les brumes de l'hiver avaient été reconnus également propres au passage.

La flottille devait se composer de trois espèces de bâtiments : les chaloupes canonnières proprement dites, les bateaux canonnières, et les péniches.

Le port de Boulogne était susceptible de recevoir un agrandissement considérable : Napoléon y fit construire un bassin et tous les aménagements nécessaires.

Mais un seul port ne suffisait pas pour toute l'expédition, il fit arranger également le port d'Étaples. Le Premier Consul y forma un camp destiné aux troupes réunies entre Compiègne et Amiens, et en réserva le commandement au général Ney. Ce camp fut appelé camp de Montreuil. Les troupes eurent ordre de s'y baraquier, comme celles qui étaient campées autour de Boulogne.

Le centre de l'armée était supposé à Boulogne, le camp de Montreuil en fut la gauche, les ports de Wimereux et d'Ambleteuse furent destinés à l'avant-garde et à la réserve. Restait à la droite la flottille batave, destinée à porter le corps du général Davout. Napoléon donna des ordres pour la création d'un grand établissement maritime à Anvers.

L'arrêté consulaire du 1<sup>er</sup> vendémiaire an XII (24 septembre 1803) apporta de profondes modifications dans l'organisation de la cavalerie, qui devait dès lors comprendre 80 régiments, savoir : 2 régiments de carabiniers, 12 régiments de cuirassiers, 30 régiments de dragons, 26 régiments de chasseurs à cheval, 10 régiments de hussards.

Chaque régiment de cavalerie avait quatre escadrons de deux compagnies et un effectif de plus de 800 hommes.

Par cette organisation de la grosse cavalerie, qui jusque-là ne l'était que de nom, les douze premiers régiments furent armés de casques et de cuirasses à peu près à l'épreuve de la balle.

La création des régiments de cuirassiers eut une influence considérable dans les campagnes de l'Empire.

Les cuirassiers reçurent en 1803 l'uniforme sous lequel ils sont le plus connus. C'est l'habit-veste bleu avec collet, parements et retroussis aux couleurs distinctives du régiment, les

épaulettes rouges, le gilet de cuirasse sans manches, qu'on appelle aujourd'hui les matelassures, la culotte de peau blanche, les bottes fortes, les gants à la crispin, la double cuirasse, le casque à cimier de cuivre, à bombe d'acier avec bandeau de peau noire et crinière noire.

La schabraque est en peau de mouton blanche, les housses et les portemanteaux en drap bleu, galonné de blanc.

On conserva les régiments de dragons à pied toujours dans le but de la descente en Angleterre, mais il était déjà facile de voir que ces dragons à pied ne deviendraient jamais des cavaliers et resteraient de médiocres fantassins. La majorité des officiers de ces régiments demandaient à ce qu'ils fussent montés.

C'est seulement l'arrêté du 1<sup>er</sup> vendémiaire an XII qui établit définitivement la classification des armes dans la cavalerie, conformément à ce principe formulé par Napoléon : « Les besoins de la guerre réclament quatre espèces de cavalerie : les éclaireurs, la cavalerie légère, les dragons, les cuirassiers. »

Ce même arrêté consulaire du 24 septembre 1803 institua d'une manière définitive des compagnies d'élite dans les régiments de dragons et de cavalerie légère. Le recrutement en était assuré d'une façon analogue à celui des compagnies de grenadiers dans l'infanterie. Les hommes qui en faisaient partie portaient un signe distinctif.

Les hussards d'élite furent distingués par des colbacks.

Dans chaque régiment, la compagnie d'élite avait l'honneur d'escorter les étendards.

On a beaucoup critiqué le principe des compagnies d'élite aussi bien de l'infanterie que de la cavalerie. On a dit, non sans raison, que ce n'était qu'une création de luxe et de parade, obtenue au détriment de la force des autres compagnies.

Depuis 1791, il n'existait dans les régiments français aucun grade intermédiaire entre le colonel et les chefs d'escadron. Le Premier Consul, voulant combler cette lacune, qu'avait créée dans la hiérarchie militaire un décret de la Convention, consulta le Conseil d'État. On reconnut la nécessité de rétablir dans chaque corps de l'armée un officier dont le grade et les attributions fussent analogues à ceux des anciens lieutenants-colonels. Ce point arrêté, le Premier Consul demanda qu'il fût délibéré sur le

titre que porterait cet officier. Le général Berthier et quelques conseillers d'État répondirent que, puisqu'il devait remplir les fonctions de lieutenant-colonel, il paraissait tout naturel de lui en donner le titre ; mais Bonaparte s'y opposa formellement. Il fit observer que, sous l'ancien régime, les colonels étant des grands seigneurs qui passaient leur vie à la cour et ne paraissaient que fort rarement à leur régiment, l'administration et l'instruction en étaient confiées à des officiers remplaçants, toujours présents au corps ; qu'il avait donc paru juste de donner à ceux-ci un encouragement et une importance nécessaires à la dignité du commandement, en leur accordant le titre de lieutenant-colonel, puisqu'en réalité ils étaient les chefs des régiments dont les colonels étaient titulaires. Mais, depuis, les choses étaient bien changées ; les colonels étant devenus les commandants réels de leurs corps, il ne fallait pas créer une rivalité entre eux et l'officier dont on venait de rétablir le grade. Que si l'on donnait à celui-ci le titre de lieutenant-colonel, on le rapprochait beaucoup trop de son chef, parce qu'en lui parlant, les inférieurs le nommeraient par abréviation mon colonel ; or, il n'était pas convenable que, lorsqu'un soldat disait qu'il va chez son colonel, on pût lui demander chez lequel. En conséquence, le Premier Consul proposa de donner au second officier de chaque régiment le titre de major. Cette sage opinion prévalut, et, en rétablissant le grade, on ne reprit pas la dénomination de lieutenant-colonel.

Le grade de major fut créé en vertu de l'arrêté du 1<sup>er</sup> vendémiaire an XII (24 septembre 1803). Le major devint le second officier supérieur du corps. En cas d'absence ou de maladie du colonel, il devait le suppléer dans son commandement. Toutefois, il n'était pas indispensable de passer par les fonctions de major pour arriver colonel.

On se trouvait en automne, la mauvaise saison approchait, et l'une des trois occasions réputées les meilleures pour le passage du détroit allait se présenter avec les brumes et les longues nuits d'hiver. Aussi le Premier Consul s'occupait-il sans relâche de sa grande entreprise. La fin de la querelle avec l'Espagne était venue fort à propos, non seulement pour lui procurer des ressources pécuniaires, mais pour rendre une partie

de ses troupes disponibles. Les rassemblements formés du côté des Pyrénées furent dispersés, et les corps qui les composaient acheminés vers l'Océan. Plusieurs de ces corps furent placés à Saintes, tout à fait à portée de l'escadre de Rochefort. Les autres eurent ordre de se rendre en Bretagne pour être embarqués sur la grande escadre de Brest. Augereau commandait le camp formé dans cette province.

Le projet du Premier Consul se mûrissait peu à peu dans sa tête : il lui semblait que pour troubler davantage le gouvernement anglais, il fallait l'attaquer sur plusieurs points à la fois, et qu'une partie des 150,000 hommes destinés à l'invasion devait être jetée en Irlande. C'était le but des préparatifs ordonnés à Brest.

On commençait en Hollande à équiper l'escadre de haut bord, et à réunir la masse de chaloupes nécessaires pour former la flottille batave.

Mais c'est à Boulogne principalement que tout marchait avec une ardeur et une rapidité merveilleuses. Le Premier Consul, plein de cette persuasion qu'il faut tout voir soi-même, que les agents les plus sûrs sont souvent inexacts dans leurs rapports, par défaut d'attention ou d'intelligence, quand ce n'est pas par volonté de mentir, s'était créé à Boulogne un pied-à-terre, où il avait l'intention de séjourner fréquemment. Il avait fait louer un petit château dans un village appelé le Pont-de-Briques, et il avait ordonné les apprêts nécessaires pour y habiter avec sa maison militaire. Il partait le soir de Saint-Cloud et franchissait les soixante lieues qui séparaient Paris de Boulogne avec la rapidité que les princes ordinaires mettent à courir à de vulgaires plaisirs ; il arrivait le lendemain au milieu du jour sur le théâtre de ses immenses travaux, et voulait tout examiner avant de prendre un instant de sommeil. Il avait exigé que l'amiral Bruix, exténué de fatigue, quelquefois agité par ses querelles avec le ministre Decrès, ne se logeât pas à Boulogne, mais sur la falaise même, sur une hauteur d'où l'on apercevait le port, la rade et les camps. On avait construit là une baraque bien calfeutrée, dans laquelle cet homme si regrettable achevait sa vie, en ayant sans cesse devant lui toutes les parties de la vaste création à laquelle il présidait.

Le Premier Consul avait même fait construire pour son usage



personnel une semblable baraque, tout près de celle de l'amiral, et où il passait quelquefois les jours et les nuits. Il exigeait que les généraux Davout, Ney, Soult, résidassent sans interruption au milieu des camps, assistassent en personne aux travaux et aux manœuvres, et lui rendissent compte chaque jour des moindres circonstances.

Les Anglais s'étaient appliqués à troubler l'exécution des ouvrages destinés à protéger le mouillage de Boulogne. Une nuit même, s'avancant avec beaucoup d'audace dans leurs chaloupes, ils surprirent l'atelier où l'on travaillait à la construction du fort en bois, coupèrent les sonnettes qui servaient à battre les pieux et bouleversèrent les travaux pour plusieurs jours. Le Premier Consul montra un vif mécontentement de cette tentative, et donna de nouveaux ordres pour en empêcher une pareille à l'avenir. Des chaloupes armées, se succédant comme des factionnaires, durent passer la nuit autour des ouvrages.

Les ouvriers encouragés, piqués d'honneur ainsi que des soldats que l'on conduit à l'ennemi, furent amenés à travailler en présence des vaisseaux anglais, sous le feu de leur artillerie.

Les divisions de la flottille qui avaient à se rendre à Boulogne allaient partir de tous les points des côtes de l'Océan depuis Bayonne jusqu'au Texel pour venir se rallier dans le détroit de Calais. Elles devaient côtoyer le rivage en se tenant toujours à très petite distance de la terre, et s'échouer quand elles seraient serrées de trop près par les croisières anglaises. Un ou deux accidents arrivés à des bâtiments de la flottille fournirent au Premier Consul l'idée d'un système de secours aussi sûr qu'ingénieux.

Il avait vu quelques chaloupes, jetées à la côte pour éviter l'ennemi, secourues heureusement par les habitants des villages voisins. Frappé de cette circonstance, il fit distribuer le long de la mer des corps nombreux de cavalerie depuis Nantes jusqu'à Brest, depuis Brest jusqu'à Cherbourg, depuis Cherbourg et le Havre jusqu'à Boulogne. Ces corps de cavalerie, divisés par arrondissements, avaient avec eux des batteries d'artillerie attelée, dressées à manœuvrer avec une extrême rapidité, et à courir au galop sur les sables unis que la mer laisse à découvert en se retirant. Ces sables, qu'on appelle l'estran, sont en

général solides, au point de porter des chevaux et des voitures.

Ces escadrons, trainant l'artillerie à leur suite, devaient parcourir sans cesse la plage, s'avancer ou se retirer avec la mer, et protéger de leurs feux les bateaux en marche. Ordinairement, on n'attelait que du petit calibre; le Premier Consul avait poussé l'emploi de tous les moyens jusqu'à faire atteler du 16, roulant aussi vite que du 4 ou du 8. Il avait exigé que chaque cavalier, devenu propre à tous les services, se pliât à mettre pied à terre, à manœuvrer les pièces, ou à courir la carabine à la main au secours des matelots échoués sur le rivage. « Il faut faire souvenir les hussards, écrivait-il le 29 septembre au ministre de la guerre, qu'un soldat français doit être cavalier, fantassin, canonnier, qu'il doit faire face à tout. »

Deux généraux, Lemarrois et Sébastiani, étaient chargés du commandement de toute cette cavalerie. Ils avaient ordre d'être sans cesse à cheval, de faire manœuvrer tous les jours des escadrons avec leurs pièces, et de se tenir constamment avertis du mouvement des convois, afin de les y escorter dans leur marche.

Ce système produisit d'excellents résultats, il donna à la cavalerie française et aux batteries qui lui étaient adjoindues une grande valeur manœuvrière.

Nos bâtiments, marchant tantôt à la voile, tantôt à la rame, longeaient la côte à très petite distance des détachements de cavalerie et d'artillerie, prêts à les protéger. Rarement ils furent obligés de se réfugier au rivage, car presque toujours ils naviguèrent à la vue des Anglais, soutenant leur feu, et quelquefois s'arrêtant, quand ils en avaient le temps, pour faire face à l'ennemi, et lui montrer un avant armé de gros calibre. Souvent ils firent reculer les bricks, les corvettes et même les frégates. S'ils échouèrent dans quelques occasions, ce fut plutôt par l'effet du mauvais temps que par la force de leurs adversaires.

Quand cela leur arrivait, les Anglais se jetaient dans des canots pour s'emparer des chaloupes ou des péniches échouées. Mais nos artilleurs accourus avec leurs pièces sur la plage, ou bien nos cavaliers, changés tout à coup en fantassins, presque en gens de mer, venaient, au milieu des brisants, au secours des marins, éloignaient les canots anglais par le feu de leurs carabines, et les obligeaient à regagner le large, sans emmener

aucune prise, souvent même après avoir perdu quelques uns de leurs plus intrépides matelots.

Dans les camps on faisait de fréquents exercices d'embarquement : les troupes y étaient devenues très habiles.

Quant aux chevaux, on était arrivé à simplifier et accélérer leur embarquement d'une manière surprenante. Quelque grand que fût le développement des quais de Boulogne, il n'était pas possible cependant d'y ranger tous les bâtiments. On était obligé d'en disposer jusqu'à neuf l'un contre l'autre, le premier seul touchant le quai. Un cheval revêtu d'un harnais qui le saisissait sous le ventre, enlevé de terre au moyen d'une vergue, transmis neuf fois de vergue en vergue, était déposé en deux ou trois minutes dans le neuvième bâtiment. De la sorte, hommes et chevaux pouvaient être placés en deux heures sur la flottille de guerre.

On s'exerçait aussi au débarquement en simulant cette opération le long des falaises : cela consistait à balayer d'abord le rivage par un feu nourri d'artillerie, puis à approcher de terre et à y déposer hommes, chevaux, canons. Souvent quand on ne pouvait pas joindre la terre, on jetait les hommes dans les flots, par cinq ou six pieds de profondeur d'eau. Jamais il n'y en eut de noyés, tant ils déployaient d'adresse et d'ardeur.

Quelquefois même on ne débarquait pas autrement les chevaux. On les descendait dans la mer, et des hommes placés dans des canots les dirigeaient à la longe sur le rivage.

De la sorte, il n'y avait pas un accident de débarquement sur une côte ennemie qui ne fût prévu et bravé plusieurs fois, en y ajoutant toutes les difficultés qu'on pouvait se donner à vaincre, même celle de la nuit.

Le Premier Consul passait une grande partie de son temps au milieu des soldats. Et sa confiance grandissait en les voyant si dispos, si alertes, si animés de sa propre pensée.

De leur côté, ils recevaient de sa présence une excitation continuelle. Ils le voyaient à cheval, tantôt sur le sommet des falaises, tantôt à leur pied, galopant sur les sables unis que la mer délaisse, se rendant ainsi par l'estran d'un port à l'autre, quelquefois embarqué sur de légères péniches, allant assister à de petits combats entre nos chaloupes canonnières et la croisière anglaise, les poussant jusqu'à ce qu'il eût fait reculer les

corvettes et les frégates par le feu de nos frères bâtiments.

Souvent il s'obstinait à braver la mer, et, une fois, ayant voulu visiter la ligne d'embossage malgré le plus gros temps, il échoua non loin du rivage, en rentrant dans son canot. Heureusement les hommes avaient pied. Les matelots se jetèrent à la mer, et, formant un groupe serré pour résister aux vagues, le portèrent sur leurs épaules, au milieu des flots brisant sur leurs têtes.

Son impatience d'exécuter cette grande entreprise était extrême. Il y avait d'abord songé pour la fin de l'automne, maintenant il y songeait pour le commencement de l'hiver, ou au plus tard pour le milieu. Les travaux s'étendaient à vue d'œil, mais chaque jour un perfectionnement nouveau se présentant à lui, ou à l'amiral Bruix, il sacrifiait du temps à l'introduire. L'instruction des soldats et des matelots gagnait à ces délais inévitables, qui portaient ainsi avec eux leur propre dédommagement.

Bonaparte s'efforçait de tout prévoir. Les guides interprètes de l'armée furent créés par arrêté des consuls du 12 vendémiaire an XII (5 octobre 1803). Ils furent formés d'engagés volontaires auxquels on promettait simplement la solde sur le pied de celle des dragons sans aucun autre avantage particulier.

La compagnie devait être composée de cinq officiers, six sous-officiers, huit brigadiers, quatre-vingt-seize guides et deux tambours; en tout cent dix-sept hommes.

L'uniforme était : l'habit-veste vert-dragon, avec doublure rouge, revers, parements et retroussis écarlate, boutons blancs à la hussarde; veste de drap blanc, à boutons blancs, culotte de peau blanche; bottes à l'américaine, éperons noirs bronzés. Équipement en buffleterie blanche, armement composé de mousquetons à baïonnette et de sabres du modèle des dragons.

La compagnie devait se recruter par enrôlements volontaires, à Paris et dans les ports de mer, depuis Ostende jusqu'à Saint-Malo. Pour y être admis, il fallait avoir moins de trente-cinq ans, savoir parler et traduire l'anglais, avoir habité l'Angleterre et en connaître la topographie. On y recevait des Irlandais. La compagnie fut organisée à Saint-Omer, le 7 ventôse an XII (25 février 1804), et eut pour commandant le chef d'escadron Cuvelier.

Au 7 novembre, le camp d'Utrecht était complètement organisé sous le commandement du général Victor.

Bonaparte, si audacieux dans ses conceptions, était, dans l'exécution, le plus prudent des capitaines. Quoiqu'il eût 120,000 soldats réunis sous la main, il ne voulait pas partir sans le concours de la flotte du Texel, portant 20,000 hommes, sans la flotte de Brest, en portant 18,000, sans les flottes de la Rochelle, du Ferrol et de Toulon, chargées de dégager le détroit par une savante manœuvre.

On était en novembre, il s'efforçait d'avoir tous ses moyens prêts pour février 1804, et s'en flattait, lorsque des événements graves, survenus dans l'intérieur de la République, s'emparèrent tout à coup de son attention et l'arrachèrent, pour un moment, à la grande entreprise sur laquelle le monde entier avait les yeux fixés.

De son côté, l'Angleterre commençait à s'émouvoir à l'aspect des préparatifs qui se faisaient en face de ses rivages. Elle y avait d'abord attaché peu d'importance.

La guerre n'est pas pour l'Angleterre ce qu'elle est pour les autres nations. Elle avait peu à faire sous le rapport de la marine, mais il en était bien autrement pour son armée de terre. Le ministère demanda et obtint la faculté d'appeler aux armes tous les Anglais depuis dix-sept jusqu'à cinquante-cinq ans. On devait prendre d'abord les volontaires, et, à défaut, les hommes désignés par la loi. Le nombre des volontaires fut assez grand pour présenter une force importante, si elle avait été organisée ; mais on n'improvise pas des soldats, encore moins des officiers. A ces mesures, on ajouta le projet de fortifications de campagne sur les points les plus menacés des côtes. Un système de signaux fut établi pour donner l'alarme. Des chariots d'une forme particulière furent construits, afin de porter les troupes en poste sur les points les plus menacés.

Il faut le dire, les moyens préparés pour nous résister étaient peu de chose, si le détroit était franchi. Le gouvernement anglais l'avait bien senti, aussi avait-il eu recours à son moyen accoutumé : susciter en France des troubles intérieurs.

C'est ce qui avait rappelé Bonaparte à Paris.

Le 1<sup>er</sup> nivôse an XII (23 décembre 1803), la garde consu-

laire fut encore considérablement augmentée, surtout en cavalerie.

Le Premier Consul avait prescrit de changer l'organisation du camp d'Utrecht. Il nomma pour le commander le général Marmont, son ancien aide de camp, alors âgé de trente ans.

Marmont arriva à son poste le 17 février 1804. Il commença par inspecter dans leurs garnisons respectives les divers corps placés sous ses ordres. Frappé de la mauvaise installation et de l'insalubrité des casernes, il ordonna qu'elles seraient évacuées sur-le-champ et que les soldats seraient logés chez les habitants jusqu'à ce que les autorités hollandaises eussent fait les améliorations nécessaires.

Marmont conçut ensuite le projet de réunir, pendant l'été, ses trois divisions dans un véritable camp d'instruction, où elles seraient exercées sans discontinuer. Les généraux, les officiers, les soldats et lui-même compléteraient ainsi leur instruction, en même temps que les hommes reprendraient l'habitude des fatigues, des intempéries et de la vie en plein air. Le nouveau général en chef rendit compte au ministre de la guerre des résultats de son inspection et de ses projets pour l'avenir.

C'est quelques jours après l'arrivée de Marmont au camp d'Utrecht, le 21 février, que Bonaparte prit la mesure qui imposait la voie hiérarchique aux généraux, aux chefs d'état-major, aux chefs de corps et aux officiers de tous grades, soit pour la correspondance du service en général, soit pour les demandes d'intérêt particulier ayant rapport aux affaires militaires.

Depuis la Révolution de 1789, tous les militaires s'adressaient à qui bon leur semblait pour obtenir ce qu'ils désiraient, qu'il s'agit d'eux personnellement ou de matières intéressant l'administration des corps et la direction des opérations. Il arrivait fréquemment qu'un général de division et même de brigade écrivait au ministre de la guerre directement, pour lui rendre compte des opérations des troupes placées sous son commandement, pour critiquer les dispositions du général en chef, pour indiquer une autre marche à suivre, pour se plaindre des services administratifs, etc. D'autres fois, c'étaient des chefs de corps qui s'adressaient au chef du pouvoir exécutif ou à divers ministres, afin d'obtenir pour leurs subordonnés des faveurs de toutes sortes.

Le Premier Consul ordonna de suivre scrupuleusement la voie hiérarchique. De plus, il traça avec soin la règle que les généraux commandant les corps et les chefs d'état-major devaient observer dans leur correspondance.

A cette époque, nos divers camps ou corps d'armée étaient le camp d'Utrecht commandé par Marmont, celui de Bruges par Davout, de Saint-Omer par Soult, de Montreuil par Ney, de Brest par Augereau; le corps d'armée stationné en Italie, sous les ordres de Jourdan; l'armée du Hanovre, sous Dersolle; l'armée des États de Naples, avec Gouvion Saint-Cyr; enfin, la division de grenadiers et la réserve des camps, sous Junot.

Si Bonaparte se dépensait activement pour l'armée, pour la préparation de son projet de descente en Angleterre, il était obligé de tourner son attention vers l'intérieur et, pour l'instant, de grandes préoccupations politiques l'inquiétaient.

Un vaste plan de conspiration avait été tramé à Londres par Georges Cadoudal et les princes français, pour associer à leur complot les partis qui divisaient la France. Pichegru et Moreau en faisaient déjà partie.

On sait toute la polémique qui s'ensuivit, l'arrestation de Moreau et de Pichegru, l'arrestation de Georges Cadoudal et la résolution fatale du Premier Consul de faire fusiller le premier prince de Bourbon qu'il pourra saisir.

On a beaucoup écrit sur l'arrestation du duc d'Enghien, en pays neutre, à Ettenheim, le 16 mars 1804, et sur la part de responsabilité incombant aux principaux auteurs du drame qui s'ensuivit : nous ne reprendrons pas ce procès.

Cependant l'armée continuait ses préparatifs; les généraux poursuivaient l'impulsion donnée par Napoléon; c'était partout une fièvre d'organisation et de perfectionnement.

Partout, dans tous les camps, c'était la même activité; mais l'organisation et l'instruction des troupes ne s'obtenaient pas sans difficultés. Le général Colbert dit dans ses *Mémoires* qu'on ne peut se faire une idée du mal que durent se donner les généraux et les colonels pour réorganiser les régiments.

Le colonel de Gonneville nous cite l'exemple d'un M. de Marigny, colonel du 20<sup>e</sup> chasseurs dauphinois, homme de trente et

quelques années, fort bien de sa personne, n'ayant pas un sou de fortune, qui dépensait quarante mille francs par an. Aussi son pauvre régiment était pour lui une ferme qu'il pressurait de toutes les manières sans égards pour la légalité.

Une enquête eut lieu ; ordre fut donné de l'arrêter et de le juger, mais il prit la fuite, et on n'entendit plus parler de lui jusqu'au jour de la bataille d'Iéna, où il rejoignit son régiment avec un ordre fort en règle d'en reprendre le commandement. Quelques minutes après, un boulet lui emporta la tête.

La refonte des régiments n'avait pas été sans amener des désordres par la fusion d'éléments disparates dans leur origine.

Le colonel Cacotte, du 6<sup>e</sup> cuirassiers, avait laissé une telle discorde s'établir dans son régiment, que les officiers de l'ancien régiment du roi et de l'ancien 23<sup>e</sup> de cavalerie qui le composaient vivaient en ennemis et se battaient à chaque instant ; les sous-officiers et les soldats en faisaient autant et, partant, plus de discipline, plus d'instruction ni de tenue.

Quand, le 18 mai 1804, le Premier Consul fut proclamé empereur, ce fut une explosion de joie dans les camps de l'armée.

Sauf quelques petites jalousies, tout le corps d'officiers applaudit aux dignités distribuées aux généraux les plus marquants qui devenaient, les uns maréchaux de l'Empire, les autres colonels généraux. Toute la France accepta avec un sentiment d'orgueil l'appareil somptueux dont s'entoura le nouveau souverain.

La conspiration, le procès qui s'ensuivit, le changement de forme du gouvernement, avaient rempli tout l'hiver de 1803 à 1804, et suspendu la grande entreprise de Napoléon contre l'Angleterre. Mais il n'avait pas cessé d'y penser, et il en prépara l'exécution pour la fin de l'été 1804, avec un redoublement de soin et d'activité. Du reste, ce délai n'était nullement regrettable, car dans son impatience d'exécuter un si vaste projet, Napoléon s'était fort exagéré la possibilité d'être prêt à la fin de 1803.

Les expériences continuelles qu'on faisait à Boulogne révélaient chaque jour de nouvelles précautions à prendre, de nouveaux perfectionnements à introduire, et peu importait de frapper six mois plus tard, si on acquérait, en différant, le moyen de frapper un coup plus sûr. Ce n'était pas l'armée, bien en-



tendu, qui entraînait ces pertes de temps; car, à cette époque, l'armée était toujours disponible; c'était la flottille des escadres.

Les troupes, ayant achevé leur tâche, venaient d'être rendues aux exercices militaires. Elles avaient acquis une discipline, une précision de mouvements vraiment admirables; et elles présentaient une armée, non seulement aguerrie par de nombreuses campagnes, et endurcie par de rudes travaux, mais manœuvrière comme si elle avait passé des années sur une esplanade. Cette armée, la plus belle peut-être que jamais prince ou général ait commandée, attendait avec impatience l'arrivée de son chef récemment couronné.

Napoléon avait ordonné, comme nous l'avons dit, la formation de six camps de 25,000 hommes sur les côtes de l'Océan, à Utrecht, à Gand, à Saint-Omer, à Compiègne, à Brest, à Bayonne, indépendamment d'une armée à Breda et Nimègue. Toute l'arme des dragons, formée en quatre divisions, était en outre rassemblée sur les côtes.

Dans ces camps les troupes avaient parfait leur instruction manœuvrière. Et, sans modifier la tactique élémentaire, Napoléon était parvenu à obtenir dans les mouvements des brigades et des divisions un ensemble parfait et une précision jusqu'alors inconnue.

Nos généraux ajoutèrent à leur profonde expérience de la guerre la science des grandes manœuvres, qu'ils ignoraient avant les utiles exercices de ces camps dont les grands simulacres de guerre éclipsèrent les exercices des armées de Frédéric.

Le 20 prairial an XII (8 juin 1804), Napoléon ordonna que chaque régiment de dragons des divisions de Compiègne et d'Amiens soit formé de deux escadrons à cheval et de deux compagnies à pied. Ces compagnies de cent cinquante hommes, officiers, sous-officiers, tambour et trompette compris, devront, par quatre, former un bataillon commandé par un chef d'escadron. Deux bataillons composeront un régiment. La division des dragons d'Amiens, de neuf régiments, fournira par suite deux régiments à pied; la division de Compiègne trois régiments. Ces cinq régiments à pied, destinés à constituer une division, seront immédiatement organisés, embrigadés, exercés aux manœuvres d'infanterie et aux marches.

Comme on le voit, l'idée de faire des dragons une arme mixte

a pris une nouvelle forme. Cette fois le principe est celui de l'ancienne formation des chasseurs avant la Révolution, composés d'éléments à cheval et d'éléments à pied. C'est déjà une concession imposée par la difficulté de faire un soldat ayant à la fois les aptitudes et du cavalier et du fantassin.

Ce fut le 14 juillet que les premières décorations furent solennellement remises dans la chapelle des Invalides aménagée en amphithéâtre à cette intention. La cérémonie fut surtout imposante et significative par la présence des futurs dignitaires sous-officiers et soldats mélangés aux grands personnages, sans distinction de caste ni de hiérarchie, tous venant recevoir des mains mêmes de l'Empereur les insignes honorifiques qui leur étaient décernés.

Les soldats étaient placés sur des gradins, à droite ceux de la garde, à gauche ceux de la ligne ; les invalides étaient au fond en haut jusqu'au plafond. Les officiers occupaient le parterre ; toute la chapelle était pleine.

L'Empereur arriva à midi, monté sur un cheval dont le harnachement était couvert de dorures, les étriers étaient en or massif. Cette riche monture était un cadeau du Grand Turc ; on fut obligé de mettre des gardes autour pour ne pas le laisser approcher, car la selle n'était que diamants.

Le plus grand silence s'établit dans la chapelle dès l'arrivée de Napoléon. Il traverse tout le corps d'officiers et va se placer à droite dans le fond, sur le trône qui lui a été préparé ; Joséphine est en face, à gauche, dans une loge ; Eugène est au pied du trône, tenant une pelote garnie d'épingles pour attacher les rubans ; Murat porte une coupe remplie de croix.

La cérémonie commence par les grands dignitaires, qui sont appelés dans leur rang d'ordre.

Quand toutes les grand'croix sont distribuées, on fait porter une croix à Joséphine dans sa loge, sur un plat que Murat et Eugène lui présentent.

On procède alors à la remise des croix à la troupe, en commençant par la garde, qui a pour sa part dix-huit cents sous-officiers et soldats légionnaires.

Cinq jours après, l'Empereur, tout occupé de ses vastes projets, part pour Boulogne.

Il arrive le 20 juillet au Pont-de-Briques, et descend immédiatement au port de Boulogne, pour y voir la flottille, les forts et les divers ouvrages qu'il avait ordonnés. Les deux armées de terre et de mer l'accueillirent avec des transports de joie, et saluèrent sa présence par des acclamations unanimes. Neuf cents coups de canon tirés par les forts et la ligne d'embossage, et retentissant de Calais jusqu'à Douvres, apprirent aux Anglais la présence de l'homme qui, depuis dix-huit mois, troublait si profondément la sécurité accoutumée de leur île.

Napoléon s'embarquant à l'instant même, malgré une mer orageuse, voulut visiter les forts en maçonnerie de la Crèche et de la Heurt, ainsi que le fort en bois.

Le lendemain et les jours suivants, il parcourut tous les camps, depuis Étaples jusqu'à Calais, puis revint à l'intérieur pour inspecter les troupes de cavalerie campées à quelque distance des côtes, et surtout la belle division de grenadiers à pied, organisée par le général Junot aux environs d'Arras.

Cette inspection était attendue avec la plus fiévreuse impatience par tous. Beaucoup de jeunes ambitions étaient déçues de cette paix qui se prolongeait et retardait les avancements espérés. On comptait du moins se faire récompenser de son zèle en attendant de le mériter par son courage.

Le jeune dragon dont nous avons déjà parlé traduisait ainsi ce sentiment en écrivant à sa famille :

« Amiens, le 24 thermidor an XII (12 août 1804).

« L'Empereur a passé à Amiens il y a à peu près quinze jours, il doit passer incessamment pour nous faire manœuvrer ; je vais profiter de cette circonstance pour lui présenter un placet ; je sollicite de lui la grâce de m'accorder une sous-lieutenance. Voici ce que je lui dis : Je me suis engagé à l'âge de dix-neuf ans, époque où la France venait de prendre une face nouvelle ; les factions étaient calmées et mon pays devait la paix au héros vainqueur de l'Italie : dix mille jeunes gens crurent ne pouvoir mieux lui témoigner leur reconnaissance qu'en consacrant leurs bras à son service ; pensant comme eux, je fus de ce nombre et m'arrachai des bras d'un père qui m'aimait tendrement et vins rejoindre le 10<sup>e</sup> régiment de dragons. Je lui parle ensuite du peu d'avancement que j'ai eu, je finis par prier Sa Majesté de me faire la grâce de m'accorder une sous-lieutenance, en l'assurant

que je me trouverais très heureux si mon bras peut lui être utile.

« On m'a assuré que l'Empereur donnait presque toujours ce qu'on lui demande soi-même.... »

Au commencement d'août, l'Empereur vit qu'il ne pouvait pas être prêt avant le mois de septembre : il se consola de ce nouveau retard en pensant qu'on aurait l'avantage des nuits plus longues.

En attendant, il voulut donner à l'armée une grande fête, propre à relever le moral des troupes s'il était possible qu'il le fût davantage.

Il imagina de distribuer lui-même à l'armée des camps les croix qui devaient être données en échange des armes d'honneur supprimées et de célébrer cette cérémonie le jour de l'anniversaire de sa naissance, au bord même de l'Océan, en présence des escadres anglaises. Le résultat répondit à sa volonté, et ce fut un spectacle magnifique dont les contemporains ont gardé un long souvenir.

Il fit choisir un emplacement situé à la droite de Boulogne, le long de la mer.

Cet emplacement, ayant la forme d'un amphithéâtre demi-circulaire qu'on aurait construit à dessein au bord du rivage, semblait avoir été préparé par la nature pour quelque grand spectacle national. L'espace fut calculé de manière à pouvoir y placer toute l'armée. Au centre de cet amphithéâtre, fut élevé un trône pour l'Empereur, adossé à la mer, et faisant face à la terre. A droite et à gauche, des gradins avaient été construits pour recevoir les grands dignitaires, les ministres, les maréchaux. En prolongement, sur les deux ailes, devaient se déployer les détachements de la garde impériale. En face, sur le sol incliné de cet amphithéâtre naturel, devaient se ranger, comme autrefois le peuple romain dans ses vastes arènes, les divers corps de l'armée, formés en colonnes serrées et disposées en rayons qui aboutissaient au trône de l'Empereur comme à un centre. En tête de chacune de ces colonnes devait se trouver l'infanterie, en arrière la cavalerie, dominant l'infanterie de toute la hauteur de ses chevaux.

Le 16 août, lendemain de la Saint-Napoléon, les troupes se rendirent sur le lieu de la fête, à travers une immense popula -

tion, accourue de toutes les provinces voisines pour assister à ce spectacle. Cent mille hommes, les yeux fixés sur Napoléon, attendaient le prix de leurs exploits. Les soldats et officiers qui devaient recevoir la croix étaient sortis des rangs, et s'étaient avancés jusqu'au pied du trône impérial. Napoléon, debout, leur lut la formule si belle du serment de la Légion d'honneur, puis tous ensemble, au bruit des fanfares et de l'artillerie, répondirent : *Nous le jurons !* Ils vinrent ensuite recevoir pendant plusieurs heures, les uns après les autres, cette croix, qui allait remplacer la noblesse du sang. D'anciens gentilshommes montaient avec de simples paysans les marches du trône, également ravis d'obtenir les distinctions décernées à la bravoure, et tous se promettant de verser leur sang sur la côte de l'Angleterre, pour assurer à leur patrie et à l'homme qui la gouvernait l'empire incontesté du monde.

Ce spectacle magnifique remua tous les cœurs et une circonstance imprévue vint le rendre profondément sérieux. Une division de la flottille récemment partie du Havre entraînait en ce moment à Boulogne, par un gros temps, échangeant une vive canonnade avec les Anglais. De temps en temps, Napoléon quittait le trône pour s'armer de sa lunette, et voir de ses yeux comment se comportaient en présence de l'ennemi ses soldats de terre et de mer.

La fête terminée, l'Empereur retournant à Boulogne, suivi de tous les maréchaux et d'un cortège immense, s'arrêta derrière les batteries qui ripostaient à la flotte anglaise, et, appelant le général Marmont qui avait servi dans l'artillerie : « Voyons, lui dit-il, si nous nous souvenons de notre ancien métier, et lequel de nous deux enverra une bombe sur ce brick anglais qui s'est tellement rapproché pour nous narguer. »

L'Empereur, écartant alors le caporal d'artillerie chef de pièce, pointe le mortier ; on met le feu, et la bombe, frôlant les voiles du brick, va tomber dans la mer. Le général Marmont pointe à son tour, approche aussi du but, mais n'atteint pas non plus le brick, qui, voyant la batterie remplie de généraux, redoublait la vivacité de son feu. « Allons, reprends ton poste, » dit Napoléon au caporal. Celui-ci ajuste à son tour, et fait tomber la bombe au beau milieu du brick, qui, percé d'outre en outre par ce gros projectile, se remplit d'eau à l'instant, et coule majestueuse-

ment en présence de toute l'armée française. Celle-ci, enchantée de cet heureux présage, fit éclater les plus joyeux cris, tandis que la flotte anglaise s'éloignait à toutes voiles. L'Empereur félicita le caporal d'artillerie et attacha la décoration à son habit.

Napoléon se proposait de rester au milieu de ses troupes jusqu'au moment de l'embarquement. Il se plaisait à suivre leurs manœuvres et faisait ses observations sur chaque chose.

Un vieux soldat de cette époque nous a laissé le récit de son séjour au camp de Boulogne ; nous lui emprunterons quelques passages qui, mieux qu'une analyse, montreront la vie et l'esprit de la troupe.

« Une fois, j'étais monté sur une corvette, avec dix pièces de gros calibre, cent grenadiers et un capitaine couvert de blessures. J'étais servant de droite d'une pièce, car il fallait tout faire, et la moitié restait sur le pont la nuit. Lorsque mon tour arrivait de descendre pour me coucher dans mon hamac, je disais : « Allons, vieux soldat, te voilà donc dans ton hamac ! Allons, repose-toi ! »

« Le maître cambusier m'entendit : « Où est-il le vieux soldat ? — Me voilà, lui dis-je. — Où est votre hamac, je vais vous mettre dans une bonne place. »

« Et il descendit mon hamac près des caisses de biscuits, et leva une planche : « Mangez du biscuit, et demain je vous donnerai le boujaron » (c'est-à-dire la petite mesure d'eau-de-vie).

« On mangeait dans des vases de bois, avec les cuillers de même, des fèves qui dataient de la création du monde ; toutes les rations par ordinaire étaient dans des filets, c'étaient de la viande fraîche et de la salée.

« Un jour, MM. les Anglais vinrent nous faire une visite avec une forte escadre, un vaisseau de soixante-quatorze fut assez insolent pour arriver près du rivage, il s'emboîte et nous envoie des boulets à toute volée dans notre camp. Nous avions de gros mortiers sur la hauteur, un sergent de grenadiers demanda la permission de tirer sur ce vaisseau, disant qu'il répondait de le couler du premier ou du second coup. « Mets-toi à l'œuvre ! comment te nommes-tu ? dit Napoléon. — Despienne. — Voyons ton adresse. »

« La première bombe passe par-dessus. « Tu as manqué ton coup, dit notre petit caporal. — Eh bien ! dit-il, voyez celle-ci. »

« Il ajuste et fait tomber sa bombe sur le milieu du vaisseau. Ce ne fut qu'un cri de joie « Je te fais lieutenant dans mon artillerie, » dit-il à Despienne.

« Voilà les Anglais qui lèrent à poudre pour appeler à leur secours, et voilà le feu dans le vaisseau. Les Anglais sautaient dans nos barques comme dans les leurs. Notre petite flottille poursuivait leurs gros bâtiments, il fallait voir tous ces petits carlins après des gros dogues ! c'était curieux. Les Anglais voulurent revenir à la charge, mais ils furent mal reçus, nous étions en règle. Nos petits bateaux faisaient des dégâts ; tous les coups portaient, et leurs bordées passaient par-dessus nos péniches. Nous eûmes l'ordre de rentrer dans le port pour faire une grande manœuvre sur toute la ligne. Jamais on n'avait vu cent cinquante mille hommes faire des feux de bataillon ; tout le rivage en tremblait.... »

Le projet de descente en Angleterre touchait à son exécution et les troupes des camps du Nord étaient constamment en manœuvres.

Un nouveau contre-temps força encore de remettre la descente à l'hiver, ce fut la mort de l'amiral Latouche-Tréville.

L'Empereur quitta Boulogne, où il venait de passer un mois et demi. Il traversa la Belgique, arriva le 3 septembre à Aix-la-Chapelle et à la fin de ce même mois à Mayence, où de nouvelles pompes l'attendaient.

Marmont avait été chargé par l'Empereur de remettre lui-même les décorations destinées au corps gallo-batave. Les troupes du camp de Zeist furent donc réunies sous les armes, le dimanche 9 septembre, à dix heures du matin, en grande tenue, ayant les drapeaux et tous les officiers à leur tête. L'infanterie française se forma en colonne par régiment, et l'infanterie batave en colonne par brigade. Ces colonnes se placèrent en demi-cercle autour du point où devait s'élever la pyramide qui, construite par les soldats, a perpétué le souvenir de leur séjour dans ce camp.

Quand Marmont eut pris position au centre de ce demi-cercle, les généraux de division lui présentèrent les militaires promus dans la Légion d'honneur, et il leur remit leurs décorations. Après cette distribution, on fit le tour de la pyramide, et l'on exécuta une grande manœuvre avec feux. Puis les troupes ren-

trèrent au camp pour y déposer leurs armes et assister à des divertissements.

Il y eut, sur le front de bandière, des courses à pied, dans lesquelles les vainqueurs reçurent en prix des montres d'argent; puis des courses à cheval par les officiers des corps, et des courses de têtes à coups de sabre et de pistolet.

Après la soupe, chaque colonel établit des jeux dans son régiment; enfin, le soir, un feu d'artifice fut tiré sur le front de bandière.

Les membres de la Légion d'honneur dinèrent, à cinq heures et demie, chez le général en chef.

Le lendemain, 10 septembre, on commença les travaux de la pyramide. Le monument fut complètement terminé le 12 octobre. La pyramide de terre, de forme quadrangulaire, avait 2,304 mètres carrés de base et 36 mètres d'élévation. La hauteur de l'obélisque surmontant la pyramide était de 13 mètres.

Dans les premiers jours de novembre, la saison devint très rigoureuse. Les troupes durent quitter le camp de Zeist pour rentrer dans leurs quartiers d'hiver, à Utrecht, Haarlem, Amsterdam, Rotterdam, Arnheim, Nimègue, Deventer, Zutphen, etc.

Napoléon était rentré à Saint-Cloud, le 12 octobre 1804. N'ayant pu étonner le monde par sa traversée de la Manche qui était encore ajournée, il songea à se faire couronner par le pape au sein même de Paris.

La fête du couronnement fut fixée au 2 décembre. La cérémonie devait avoir une majesté imposante. Ce fut la solennité la plus somptueuse peut-être de l'histoire moderne.

Elle donna certainement à l'Empereur plus de soucis que la préparation tactique d'une campagne.

Premier Consul, il avait déjà tenté par tous les moyens d'attirer à lui ce qui demeurait de la grande noblesse ancienne, pour rétablir une étiquette à sa cour un peu hétéroclite. Empereur, il comprit qu'il avait là l'occasion de frapper un grand coup sur l'esprit populaire. Il styla lui-même sa famille, ordonna la tenue la plus digne à tous ses officiers. Rien ne lui échappa. Il est même certain qu'avant le sacre et pour étudier l'aspect décoratif du cortège, l'harmonie des couleurs, les effets des costumes, il fit exécuter des maquettes en ronde bosse des personnages



qui devaient y prendre part, des marionnettes qui furent habillées, attifées et rangées suivant ses volontés.

Il voulut que ce fût vraiment grandiose, car il sentait que le moindre ridicule lui eût été fatal.

Enfin, pour rehausser encore cette fête de sa toute-puissance, il voulut que le pape lui-même y vint présider. Et malgré son âge et la faiblesse de sa santé, malgré la saison inclemente, Pie VII ne put que s'incliner devant la volonté du maître du monde.

Au reste, on prit pour son voyage les plus minutieuses précautions. La route du Mont-Cenis fut jalonnée et aplanie; des barrières furent placées en défense des précipices. Dès qu'il fut sur le territoire français, on lui rendit les honneurs dus à un grand souverain. L'Empereur alla au-devant de lui à Fontainebleau.

Le 7 frimaire, ils entrèrent ensemble à Paris.

Le pape fut logé au pavillon de Flore où, par une délicate attention de Napoléon, il trouva son appartement arrangé sur le modèle de celui qu'il habitait à Rome : mêmes meubles, même bibliothèque, ses livres favoris à la même place. Il put se croire encore dans son palais.

On avait fait de grands préparatifs à Paris.

On ouvrait le passage du quai Bonaparte. Près des ponts des Tuileries et de la Concorde, on terminait de larges escaliers conduisant à la Seine. On débarrassait la rue Saint-Honoré d'une affreuse bicoque nommée « Barrière des Sergents » qui en obstruait le passage. On nivelait la place du Carrousel et on la garnissait de ce fameux pavé aux larges dalles qui existait encore il y a quelques années.

On faisait, en un mot, la toilette de Paris. On faisait surtout celle de Notre-Dame, et on ménageait une vaste place circulaire pour le déploiement du cortège, depuis le parvis jusqu'au pont de la Cité.

Les rues que devaient parcourir les souverains étaient repavées et sablées; et les fossés des boulevards — car les boulevards avaient encore des fossés — étaient comblés depuis la Madeleine jusqu'à la porte Saint-Denis.

L'armée devait être représentée par les députations, mais la garde impériale seule semblait devoir faire le service d'honneur et d'escorte; or, brusquement, les carabiniers, qui étaient à leur

garnison à Lunéville, sont appelés à Paris par courrier extraordinaire. Ils sont casernés à l'*Ave Maria*. L'Empereur les avait jugés trop décoratifs pour s'en passer.

L'armée, la garde nationale et les députations militaires placées sous les ordres du maréchal Murat, gouverneur de Paris, s'élevaient à plus de cent mille hommes qui seraient chargés de former la haie, d'aider la police à maintenir l'ordre, d'accompagner les députations, les voitures des princes.

Le 2 décembre, les habitants de Paris sont réveillés par le bruit du canon. Après une chute de neige, le ciel apparaît très clair, et le froid est vif, ce dimanche qui tombe, dans le calendrier républicain, le 11 frimaire an XIII.

Paris a reçu, dans les quartiers du centre surtout, une décoration qui témoigne de l'enthousiasme des habitants.

Trois cent mille étrangers sont accourus pour contempler un spectacle tel que ni Babylone ni Rome n'en avaient offert aux chefs qui dirigeaient jadis leurs destinées. Dans les tribunes élevées le long des rues que doit parcourir le cortège impérial, une place se loue cent francs. A Notre-Dame, la femme d'un fonctionnaire, tombée malade, cède sa chaise au prix de douze cents francs.

Napoléon avait tout réglé, dès le 15 novembre. Au palais de Saint-Cloud, il dit à M. de Champagny, ministre de l'intérieur : « Je vous ferai assister à une belle manœuvre. »

Une faute fut pourtant commise, un oubli plutôt, qui devait amener l'incident comique de la journée et mettre en joie les curieux échelonnés depuis le Louvre jusqu'à l'église métropolitaine.

Avant neuf heures du matin, le cortège du pape s'organisait devant le pavillon de Flore, aux Tuileries. Les dix voitures destinées à porter la cour romaine, encadrées de dragons, devaient être précédées du porte croix du Saint-Père, le diacre Salomon, qui montait ordinairement une mule blanche. Mais M. de Ségur, le grand maître des cérémonies, avait oublié de faire venir une mule, et le diacre, rigoureux observateur de l'étiquette, ne voulut monter ni un poney ni un grand cheval. Faute de mule, Pie VII devait s'attarder aux Tuileries et Napoléon se fût fâché de l'imprévoyance d'un fonctionnaire.

Trois valets furent envoyés aux recherches. L'un d'eux trouva

rue Doyenné, chez une fruitière, un âne gris, aux oreilles assez fines et bien droites et à longue queue ; bête docile qu'on attelait tous les jours à une voiture chargée de légumes. Au prix de deux louis, la fruitière consentit à louer Martin qui, amené vite aux écuries impériales, fut entouré par les piqueurs, étrillé, lavé à grande eau, habillé d'une housse très riche, bordée de galons et de glands d'or, harnaché d'une selle plate et d'une bride en cuir blanc.

Encore tout mouillé, l'âne fut amené au diacre, qui consentit enfin, moyennant l'addition d'étriers au harnachement, à s'en servir. Monté en cavalier, le diacre tenant ferme, de la main gauche, la croix papale, excita de la voix Martin qui, point accoutumé aux grandes allures et fort étonné de voir tant de soldats formant la haie, s'offrit vingt fois, durant le trajet, la fantaisie de braire.

Pie VII était arrivé à Notre-Dame lorsque Napoléon quitta les Tuileries à dix heures du matin, pour se rendre à la cathédrale par le Carrousel, la rue Nicaise, la rue Saint-Honoré, la rue du Roule, le Pont-Neuf, le quai des Orfèvres et la rue Saint-Louis.

Les huit escadrons de carabiniers, des escadrons de cuirassiers, de chasseurs de la garde, des pelotons de mameluks ouvrent la marche. Murat caracole à leur tête.

Viennent ensuite des hérauts d'armes, les grands officiers de l'Empire, les maîtres des cérémonies, l'archichancelier et l'architrésorier ; les princesses ; la voiture où se tenaient l'Empereur et l'Impératrice, accompagnés des princes Joseph et Louis, puis le grand maréchal du palais, les dames d'honneur et les officiers des maisons des princes et des princesses. Le carrosse de l'Empereur — que l'on peut voir encore à Trianon — était attelé de huit chevaux de robe café au lait (isabelle) ; les autres voitures étaient à six chevaux.

Les maréchaux, colonels généraux de la garde, étaient à cheval aux portières du carrosse impérial.

A l'archevêché qui était alors contigu à la basilique, Napoléon et Joséphine s'arrêtent pour revêtir leurs costumes de cérémonie et voient se former le cortège des trois cents personnes : princes, maréchaux, chambellans, écuyers, pages, princesses, dames d'honneur et dames d'atours qui allaient jouer chacun un rôle dans le cérémonial.

Au seuil de l'église, Napoléon reçoit l'eau bénite du doigt du cardinal de Belloy, archevêque de Paris. Joséphine la reçoit du doigt du cardinal Cambacérès, archevêque de Rouen ; et, les princes et les chambellans soutenant les manteaux des deux souverains, ceux-ci s'avancent dans la basilique, vers leurs trônes, aux accents de l'orgue et aux chants d'une musique dirigée par Lesueur.

Joséphine et sa suite pénètrent d'abord dans Notre-Dame, puis l'Empereur y entre sceptre en main.

L'église est tendue en étoffes de soie, de velours et de drap, ornées de franges et des armoiries de l'Empire, brodées en or. Vingt-quatre lustres suspendus à la voûte l'éclairent. Chaque pilier porte des anges dorés, des étoiles, des abeilles d'or et des lettres N et J surmontées d'une couronne.

Les trois rangées de tribunes élevées dans Notre-Dame contiennent 25,000 invités. On remarque aux premiers rangs : les princes des États bordant la rive droite du Rhin, le corps diplomatique étranger, le Sénat, le Corps législatif, le Tribunat, le Conseil d'État et les députations des trente-six plus grandes villes de l'Empire, qui comptait cent huit départements.

Le trône de Napoléon est placé sous un arc de triomphe à huit colonnes ; il est élevé à l'entrée même de la grande nef. Cet arc, décoré de bas-reliefs et des armoiries de l'Empereur, occupe toute la largeur de la nef. On y accède par un escalier de vingt-quatre marches : il est entouré de gradins que doivent occuper les personnages de la cour.

Plus petit, à onze marches du sol, le trône de Pie VII se trouve auprès du maître-autel. Assisté de huit cents ecclésiastiques : cardinaux, archevêques, évêques, camériers, grands vicaires, etc., le successeur de saint Pierre officie pontificalement ; et dans cette basilique dont les verrières nouvellement restaurées ne laissent filtrer qu'un jour terne, vingt-quatre lustres, à cent bougies chacun, donnent un intense foyer de lumière.

Entre les chapelles latérales masquées par des étoffes de soie, de velours et de drap, s'accomplit la cérémonie la plus grandiose que l'imagination humaine puisse concevoir. Le soldat de Lodi, d'Arcole, de Rivoli et des Pyramides, le vainqueur de dix États, coalisés en 1792 contre la France, l'homme qui en renommée a déjà dépassé César, l'avisé législateur qui a mis la dernière

main à un code destiné à régir les sociétés modernes, va du trône que lui a offert le Sénat à l'autel où l'attend le pape. Il a reçu avec aisance le sceptre et l'épée de Charlemagne ; il accepte l'onction de la papauté.

La première partie de la cérémonie se déroule dans le chœur. Napoléon et Joséphine, à genoux, reçoivent du pape la triple onction sur le front et sur les deux mains.

Puis ils se rendent au trône. L'Empereur y prend place, entouré de tous les dignitaires de l'Empire. Joséphine s'assied à sa droite, sur un fauteuil un peu plus bas.

C'est là que Napoléon, la main levée sur l'Évangile, prononce le serment solennel de maintenir l'intégrité du territoire de la république.... et de gouverner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français.

Il se couronne lui-même, et couronne Joséphine ; il domine de son regard d'aigle un monde accouru pour contempler son triomphe ; et, au milieu des acclamations de ses admirateurs, au bruit du canon, l'Empereur rentre à l'archevêché pour y reprendre son costume de ville.

Fouché, ministre de la police, demande à Napoléon qui sortait à trois heures et demie de chez le cardinal du Belloy, de rentrer aux Tuileries par le plus court chemin, tant il craint qu'un attentat ne termine en sanglante tragédie la cérémonie du couronnement.

L'Empereur était trop brave pour écouter cette recommandation. Il voulait, d'ailleurs, se montrer au peuple qui demandait à grands cris la faveur de voir l'homme extraordinaire qui allait diriger ses destinées. Aussi, le cortège impérial défile lentement rues du Marché-Neuf et de la Barillerie ; il passe le Pont-au-Change, traverse la place du Châtelet, suit la rue Saint-Denis, les grands boulevards et tourne à gauche, place de la Concorde, pour arriver au jardin des Tuileries.

Il était près de cinq heures du soir ; la nuit tombait, mais cinq cents torches éclairant le cortège, toutes les maisons illuminées et des milliers de lampions en verres de couleur placés en festons dans les arbres permettent à la foule innombrable qui se presse sur son passage d'en admirer la belle ordonnance et la somptuosité.

Un seul incident se produisit pendant le trajet. A l'angle de la

rue Montmartre, une vieille femme, en haillons, ayant pu franchir le cordon des soldats et la ligne des cavaliers de l'escorte, présentait une petite pétition à l'Empereur et lui disait : « Sire, je suis sans ressources. Pierre Baudier, mon fils unique, a été tué à Marengo. »

Napoléon fit arrêter son carrosse et dit à M. de Ségur :

« Inscrivez cette brave femme pour une pension de six cents livres qui seront payées par le service de ma cassette particulière. »

Rentré aux Tuileries à cinq heures, Napoléon regarde d'une fenêtre les illuminations de la rue de Rivoli nouvellement ouverte, des ponts, du Corps législatif et se déclare enchanté de ce qu'aucune personne n'ait été blessée dans cette journée.

D'après les comptes établis par les fonctionnaires des finances, la journée du couronnement ne coûta que 3,775,000 fr. A noter que, sur cette somme, on avait prélevé 228,913 fr. pour régler le voyage de Rome à Paris du pape et de sa suite. Une tiare offerte au Saint-Siège coûtait 181,931 fr. Les costumes des deux souverains se facturaient à 840,000 fr. ; seul, le grand aigle de la Légion d'honneur, en diamants, porté par l'Empereur, coûtait 119,254 fr.

En somme, le couronnement de Napoléon fut l'objet d'une fête unique dans les annales de l'histoire. Et cette journée précédait d'une année seulement une autre grande journée : celle d'Austerlitz.

Trois jours après, le 5 décembre, Napoléon distribua à l'armée et aux gardes nationales les aigles qui devaient surmonter les drapeaux de l'Empire.

Une députation avait été envoyée par chaque régiment. Elle se composait du colonel, de quatre officiers, quatre sous-officiers et huit soldats. Elle portait avec elle les drapeaux, étendards ou guidons de son corps, qu'elle devait déposer pour en recevoir de nouveaux des mains de l'Empereur. Ces guides de l'honneur français qui, de temps immémorial, avaient toujours été de diverses couleurs et, pour toutes les armes, d'une étoffe de soie plus ou moins grande, plus ou moins richement brodée, furent remplacés par le drapeau tricolore. Un aigle d'or couronné, aux ailes à demi déployées et tenant dans ses serres le foudre, placé

en haut de la hampe, remplace le faisceau de licteur, emblème de la République.

Cette imposante distribution des aigles se fit dans la vaste enceinte du Champ de Mars. La marche du cortège, des Tuileries à l'École militaire, fut la même qu'au jour du couronnement. Les quatre cent trente-huit députations, placées sur la droite et sur la gauche du trône qui était élevé en avant de l'École militaire, étaient en colonne par peloton, les régiments placés en face étaient en colonne serrée par division, tous ensemble décrivant une ligne demi-circulaire autour du trône. A un appel, toutes ces colonnes se mirent en mouvement pour s'en rapprocher.

Napoléon, après avoir remis les aigles aux colonels, prononça ce serment solennel : « *Vous jurez de sacrifier votre vie pour les défendre, et de les maintenir constamment, par votre courage, sur le chemin de la victoire !* »

Tous les chefs de corps répondirent : « *Nous le jurons !* »

Après le serment, les troupes défilèrent dans l'ordre où elles étaient et le cortège rentra aux Tuileries de la même manière qu'il était venu.

A dater de ce jour, le principe d'un drapeau unique pour la nation et pour l'armée fut établi ; mais l'ancien usage d'avoir plusieurs drapeaux par régiment ne disparut pas encore complètement.

On ne connaît qu'un seul des étendards de la garde impériale ; il est rouge et porte au centre un aigle couronné tenant le foudre en ses serres placé au centre d'une broderie d'or. La cravate est blanche à franges d'or.

Le peintre David avait assisté au couronnement dans une tribune, au-dessus du maître-autel, et c'est de la seconde partie qu'il s'inspira, sur l'ordre de l'Empereur, pour composer son célèbre tableau du sacre. Il avait également assisté à la distribution des aigles dont il fit un pendant.

Il mit plus de trois ans à parachever ces toiles immenses, pour lesquelles il reçut de l'Empereur une somme de 180,000 fr.

Peu après l'époque du couronnement, on chercha de nouveau à fixer la législation militaire. Le code projeté par Saint-Germain, poussé si loin par le conseil de guerre en 1788 et que l'Assemblée nationale avait eu le désir de continuer en 1791,

fut repris. Napoléon nomma une commission pour reviser toutes les lois militaires et travailla à la confection de ce code, objet de tant de vœux. C'était bien certainement son intention alors, puisque la circulaire du 15 floréal an XIII (4 mai 1805), qui déterminait de nouvelles règles pour l'avancement, annonçait que ces dispositions étaient prises en attendant le code militaire. Cependant ce projet fut de nouveau ajourné; la commission fut dissoute et la législation, composée comme auparavant d'une foule de décrets, de règlements, d'instructions et de circulaires, fut rendue si mobile, si incertaine, que souvent on n'a su ni ce qu'il fallait observer ni ce qu'il fallait rejeter.

En somme, l'avancement sous l'Empire ne fut réglé par aucune loi; l'ancienneté même n'avait pas de droits absolus. L'avancement avait été déferé au Premier Consul par la Constitution de l'an VIII; l'Empereur s'attribua toute initiative; il laissa seulement à la volonté des chefs de corps l'avancement des sous-officiers.

L'Empereur dictait toutes les nominations, et son discernement suffisait toujours : aucun service réel n'était oublié.

On voyait rarement un officier passer d'une spécialité dans une autre, tant Napoléon connaissait le prix d'une expérience spéciale.

En attendant il paraissait des arrêtés provisoires pour régler l'avancement et, parmi eux, la fixation de six ans de service pour être nommé officier, ce qui venait en travers des espérances de bien des engagés volontaires qui avaient compté sur le rapide avancement des premières armées de la République. C'est ainsi que le jeune dragon que nous avons déjà cité écrit :

« Abbeville, le 25 prairial an XIII (14 juin 1805).

« Il vient de sortir un arrêté, mon cher papa, concernant l'avancement, qui est bien foudroyant pour les jeunes militaires; je me trouve malheureusement un de ceux qui ont le plus à s'en plaindre. Il faut actuellement six ans de service et quatre ans de grade pour passer officier. Il faut convenir que je suis né sous une étoile bien malheureuse. Je suis à la veille d'être officier, tout m'assure que je vais l'être; point du tout, il faut qu'un maudit arrêté vienne me frustrer de mes prétentions, qui étaient, j'espère, très légitimes; c'est ce qui s'appelle jouer



de malheur. L'état militaire va devenir détestable: vous ne sauriez croire combien cet arrêté est terrible; il ôte tout à fait l'émulation qui entretenait le zèle et l'activité parmi les jeunes gens; chacun cherchait à se faire distinguer par sa manière de servir, on était jaloux les uns des autres, c'était à qui ferait le mieux dans l'espérance d'avancer, mais actuellement chacun fait son devoir, parce qu'il y est obligé, mais avec indifférence. Quant à moi, je continue de remplir mes fonctions d'adjudant comme de coutume et je crois que mes supérieurs n'ont pas à s'en plaindre. Il faut convenir aussi que je compte bien que le régiment ne me paiera pas d'ingratitude. »

L'armée était toujours maintenue en haleine dans ses camps.

Marmont, qui avait fait rentrer ses troupes dans leurs cantonnements pour l'hiver, les réunit de nouveau en mai, au camp de Zeist. Officiers et soldats furent enchantés de reprendre leur installation de l'année précédente; ils ornèrent le camp de leur mieux. Bien plus, le gouvernement batave ayant envoyé, sur la demande du général en chef, une grande quantité de bois de construction, des baraques en planches d'un modèle uniforme remplacèrent bientôt les tentes et donnèrent à cet établissement militaire un caractère sérieux de permanence. Il fut maintenu comme camp d'instruction pendant toute la durée de l'Empire; plus tard, il servit encore à la réunion des troupes du royaume des Pays-Bas.

Napoléon, préoccupé de projets de plus en plus grands, était allé se faire couronner à Milan; mais le bruit des acclamations ne pouvait le distraire au point de lui faire oublier son plan vis-à-vis de l'Angleterre; d'ailleurs il était venu en Italie pour cacher ses vastes projets maritimes.

Avec sa perspicacité habituelle, il avait deviné le complot de la nouvelle coalition. Quelque dissimulés que fussent les armements de l'Autriche, son regard expérimenté en avait été frappé.

Il s'agissait de savoir si on se bornait à changer l'emplacement de quelques troupes, ou si l'on recrutait véritablement l'armée, si on complétait les régiments, si on remontait la cavalerie, et plus d'un avis secret transmis par des Polonais attachés à la France commençait à rendre ces choses vraisemblables.

Napoléon envoya sur-le-champ des officiers déguisés dans le

Tyrol, dans le Frioul, dans la Carinthie, pour juger par leurs propres yeux de la nature des préparatifs qui s'y exécutaient, et demander en même temps à l'Autriche des explications décisives.

Au commencement de juillet, il était à Turin. Il feignit de s'occuper des revues, et le 8 au soir, laissant l'impératrice en Italie, il prit les devants clandestinement avec deux voitures de poste fort simples et arriva ainsi en quatre-vingts heures à Fontainebleau. Il s'y trouvait le 11 au matin. Voulant devancer l'orage qui s'annonçait sur le continent, il allait se hâter de se jeter sur l'Angleterre. Il n'avait jamais été ni plus calme, ni plus dispos, ni plus confiant.

Quelques jours suffisaient pour exécuter cette expédition. « Fiez-vous-en à moi, dit Napoléon à l'archichancelier Cambacérès, fiez-vous-en à mon activité ; je surprendrai le monde par la grandeur et la rapidité de mes coups ! »

Il donna ensuite quelques ordres pour l'Italie et la frontière du Rhin. Il enjoignit à Eugène resté à Milan, et au maréchal Jourdan, son guide militaire, de commencer les approvisionnements des places et la réunion des troupes. Il fit rapprocher de l'Adige les troupes qui venaient de parader à Marengo et Castiglione. Il achemina sur le Rhin de la grosse cavalerie qui n'était pas destinée à s'embarquer pour l'Angleterre, et dirigea sur ce même point les régiments qui ne devaient pas être compris dans l'expédition. Il ordonna surtout de commencer à Metz, Strasbourg et Mayence la formation de l'artillerie de campagne.

Il arriva le 3 août à Boulogne, au milieu des transports de joie de l'armée qui commençait à s'ennuyer de répéter tous les jours les mêmes exercices depuis deux ans et demi, et qui croyait fermement que Napoléon, cette fois, venait se mettre à sa tête pour passer définitivement en Angleterre.

Le lendemain même de son arrivée, il fit rassembler toute l'infanterie sur la laisse de basse mer. Elle occupait plus de trois lieues. Depuis qu'il commandait, il n'avait rien vu de plus beau.

L'armée réunie sur ce point, successivement accrue, présentait à peu près une force de 132,000 combattants et de 15,000 chevaux, indépendamment du corps du général Marmont, placé

au Texel, qui s'élevait à 28,000 hommes, et des 4,000 hommes de Brest, destinés à naviguer sur l'escadre de Ganteaume.

Enfin, la sixième subdivision de cette grande armée était ce qu'on appelait la réserve. Elle avait pour chef le prince Louis; elle comprenait les dragons et les chasseurs à pied commandés par les généraux Klein et Margaron, la grosse cavalerie, commandée par Nansouty, et une division italienne, parfaitement disciplinée et ne le cédant pas pour la tenue aux plus belles divisions françaises.

Ainsi, outre les 28,000 hommes de Marmont embarqués sur la flotte du Texel, les 4,000 hommes embarqués à Brest, Napoléon pouvait mouvoir directement une masse totale de 132,000 hommes, dont 100,000 d'infanterie, 7,000 de cavalerie montée, 12,000 de cavalerie non montée, et 13,000 d'artillerie.

On se figurerait difficilement l'impatience dont il était dévoré sur cette plage de Boulogne, où il attendait à chaque instant l'apparition de ses flottes, et l'occasion tant désirée d'envahir l'Angleterre. Tout son monde était embarqué, depuis le Texel jusqu'à Étaples.

C'est du 15 au 20 août qu'il fut en proie à la plus vive attente. Des signaux, préparés sur les points les plus élevés de la côte, étaient destinés à lui apprendre si la flotte paraissait à l'horizon.

Avec cette profonde et incomparable expérience de la guerre qu'il avait acquise, avec ce discernement sans pareil de ce qui pressait plus ou moins dans les dispositions à prendre, il donna ses premiers ordres pour la guerre continentale, sans rien déranger encore à son expédition maritime, qui restait toujours prête, car tout le monde continuait à demeurer ou à bord ou au pied des bâtiments. Il commença par Naples et le Hanovre, les deux points les plus éloignés de sa volonté.

Par le même courrier, il enjoignit au maréchal Marmont, au Texel, de préparer sur-le-champ ses attelages et son matériel, pour pouvoir en trois jours se mettre en marche avec son corps d'armée, lui recommandant de garder le secret, et de ne rien changer à l'embarquement de ses troupes avant un nouvel ordre. Enfin, auprès de lui, à Boulogne même, il fit une première et seule distraction des forces qu'il avait sous la main, celle de la grosse cavalerie et des dragons. Il avait réuni beaucoup plus de

cavalerie qu'il ne lui en fallait en réalité, et beaucoup plus surtout qu'il ne pourrait probablement en embarquer. Il fit porter à une marche en arrière la division des cuirassiers de Nansouty, et réunir à Saint-Omer ses dragons à pied et à cheval, placés sous les ordres de Baraguey-d'Hilliers. Il leur adjoignit un certain nombre de pièces d'artillerie à cheval, et les achemina sur-le-champ vers Strasbourg. Il ordonna en même temps de réunir en Alsace tout ce qui restait en France de grosse cavalerie, dépêcha le général en chef de l'artillerie, Songis, pour préparer un parc de campagne entre Metz et Strasbourg, avec des fonds pour acheter en Lorraine, en Suisse, en Alsace, tous les chevaux de trait qu'on pourrait se procurer. Même ordre fut donné pour l'infanterie qui était à portée de la frontière de l'Est. Cinq cent mille rations de biscuit furent commandées à Strasbourg.

Cette nombreuse cavalerie, accompagnée d'artillerie à cheval, assistée d'une espèce d'infanterie, celle des dragons, pouvait fournir un premier appui aux Bavares menacés, demandant du secours à grands cris. Quelques régiments d'infanterie devaient être très prochainement en mesure de les secourir.

Enfin Bernadotte pouvait être rendu à Wurtzbourg en dix ou douze marches.

Ainsi, en quelques jours, sans avoir rien distrahit de ses forces embarquées, rien que quelques divisions de grosse cavalerie et de dragons, il était en mesure de soutenir les Bavares sur lesquels l'Autriche voulait faire tomber ses premiers coups. Ces dispositions exécutées avec la promptitude d'un grand caractère, il reprit un peu de tranquillité d'esprit, et se mit à attendre ce que les vents lui apporteraient.

Ce fut avec une profonde douleur, mêlée de violentes explosions de colère, que Napoléon renonça enfin, le 26 août, à l'espérance de voir arriver sa flotte dans le détroit.

Tout à coup, revenu de cet emportement, il se calma d'une manière soudaine, et, avec une surprenante facilité, reportant son esprit de ces routes fermées de l'Océan vers les routes ouvertes du continent, il dicta pendant plusieurs heures de suite, avec une présence d'esprit, une précision de détails extraordinaire, le plan de l'immortelle campagne de 1805.

Lieutenant-colonel L. PICARD.

---

# MÉLANGES

---

## I.

### UN NOUVEAU MANUEL D'HISTOIRE ANCIENNE DU CHRISTIANISME <sup>1</sup>

---

M. Charles Guignebert, chargé de cours à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, a commencé la publication d'un nouveau Manuel d'histoire sur la première époque du Christianisme. Nous disons à dessein *nouveau*; car, sans parler de l'Allemagne dont l'érudition avait retourné en tous sens les origines chrétiennes, même chez nous on s'était déjà engagé dans cette voie et l'on avait abordé l'étude de ce problème capital. Je ne parlerai pas des histoires de vulgarisation, où l'esprit critique n'est pas à la hauteur du zèle apostolique et des bonnes intentions; mais les *Origines chrétiennes* de Mgr Duchesne et certaines monographies de M. Paul Allard ont placé au premier rang la science historique française. On peut regretter que l'éminent directeur de l'École française de Rome n'ait pas adopté un genre plus didactique, car un pareil procédé de rédaction lui eût permis d'exercer sur le grand public une influence à la fois plus étendue et plus profonde, et dès lors plus durable.

M. Guignebert entreprend à son tour l'exploration des antiquités chrétiennes. En elle-même, et indépendamment de toute autre considération, l'entreprise mérite d'être encouragée; les origines chrétiennes sont en effet tellement obscures et complexes, elles soulèvent tant de questions épineuses, qu'on ne saura jamais trop les fouiller, et qu'une pareille tâche ne comptera jamais trop d'ouvriers. Autre chose est la valeur des travaux, et ce domaine relève uniquement de la critique. Des enquêtes historiques, conduites dans un esprit critique, doivent forcément subir le contrôle de la critique, qui a présidé à leur fonctionnement.

<sup>1</sup> Charles Guignebert, *Manuel d'histoire ancienne du christianisme*. Paris, Picard, 1906, in-12 de xxiii-549 p.

Le savant catholique peut, moins que tout autre, se désintéresser de la publication de M. Guignebert. Sans compter que ce volume tourne tout entier autour du berceau de sa religion, il expose aussi des vues qu'on ne peut accepter les yeux fermés et qui demandent à être soumises à une discussion serrée et précise. Si l'historien catholique, pour être objectif, doit s'interdire toute visée apologétique, il a cependant le droit de suivre, dans l'étude des travaux historiques, les règles de la critique la plus sévère et la plus impartiale. On ne trouvera pas mauvais que je me contente de ce modeste rôle et que j'institue mon examen sans aucun parti pris.

Le premier volume du *Manuel* de M. Guignebert nous conduit jusqu'à la fin du premier siècle. C'est la période d'éclosion du christianisme et, par conséquent, la partie la plus importante de son histoire. Douze chapitres en embrassent tout le contenu, qui est assez complet quant aux contours du cadre et à la mise en œuvre des matériaux. Suivons les péripéties de ce récit.

Dans l'*Avertissement*, p. i, l'auteur commence par se plaindre que le grand public français ignore la véritable histoire du christianisme, d'une ignorance profonde et scandaleuse. Il ajoute que son manuel « purement laïque » aura atteint son but s'il contribue à la dissiper. On peut approuver, dans une certaine mesure, le reproche adressé au public français. M. Guignebert n'est pas le seul à déplorer l'indifférence que l'on professe chez nous pour les hautes études religieuses et le peu d'attention que l'on accorde au christianisme, qui est le plus grand fait de l'histoire humaine. Sous ce rapport, nous sommes inférieurs aux Allemands et aux Anglais. Mais encore faut-il savoir où se trouve la véritable histoire du christianisme, et nous espérons montrer que l'ouvrage de M. Guignebert n'en a pas les caractères. On formule, p. ii, les règles de la méthode historique. *L'histoire, scientifiquement entendue, ne doit plus sentir peser sur elle la sentence de saint Augustin : Nostis quia bene credidistis, ce qui revient à dire : Croyez solidement et vous saurez bien. Elle est aujourd'hui pleinement indépendante de la théologie.* Sans doute, l'histoire est une discipline autonome; mais encore est-il nécessaire de briser toutes ses chaînes. On ne l'émancipe précisément pas si, après l'avoir affranchie de la servitude théologique, on lui impose le joug de constructions et d'hypothèses qui ne reposent pas sur des bases réelles. Il est permis de voir un premier exemple de ce manque d'acribie textuelle dans la traduction, p. iii, des paroles de Notre-Seigneur, *Luc.*, xi, 23 : « Celui qui n'est pas avec moi est contre moi, et celui qui ne rassemble pas <sup>1</sup> disperse. »

<sup>1</sup> Ajoutez : « avec moi. »

L'*Introduction*, qui fait ce qu'on pourrait appeler la psychologie du christianisme, appelle quelques remarques. L'auteur débute en déclarant que « nous sommes beaucoup trop portés à considérer le christianisme comme un phénomène exceptionnel, unique et surtout spontané dans son éclosion. » Comment contester que le christianisme ne soit pas un phénomène exceptionnel et unique dans l'histoire? Voudrait-on en faire un phénomène ordinaire, comme la naissance d'un homme, et trouve-t-on dans l'histoire un phénomène de la même espèce ou qui lui soit simplement comparable? On n'a jamais dit que le christianisme soit absolument spontané dans son éclosion. Les Pères et les écrivains ecclésiastiques ont unanimement enseigné que l'Ancien Testament en a été une longue préparation. M. Guignebert ajoute : « De même sommes-nous inclinés à le croire singulier dans son développement et comme isolé dans la vie antique. La notion d'immobilité que présupposent l'immuabilité catholique, et, à un degré presque égal, l'orthodoxie protestante, ont la responsabilité de ces idées fausses. » Je ne sais pas s'il en est qui envisagent ainsi le christianisme; mais le catholicisme n'est pas responsable de ces conceptions, parce que le développement est, tout aussi bien que l'immuabilité, une des lois de sa théologie. M. Guignebert nous paraît être plus dans le vrai lorsqu'il affirme, p. xviii, que la foi chrétienne demeura à égale distance du judéo-christianisme et du gnosticisme. Si la foi chrétienne n'avait pas brisé le cadre du judéo-christianisme, elle serait restée une croyance nationale, et si elle s'était perdue dans les rêveries gnostiques, elle serait devenue une nébuleuse intellectuelle. La fin de l'introduction est vraiment étrange : « Entre le christianisme du Nouveau Testament et celui du Concile de Nicée, il y a sans doute un pont, mais il traverse un abîme. » Ces paroles surprennent dans la bouche d'un partisan de l'évolution. L'histoire du christianisme, comme toute autre histoire, ne connaît ni *ponts* ni *abîmes*; elle est une simple progression ou le développement régulier d'un germe vivant et fécond; sa marche ne franchit ni vallées ni montagnes; elle se déroule sur un terrain parfaitement uni avec la régularité de la vie et de la logique.

Nous voici au corps de l'ouvrage. Nous ne faisons aucune difficulté d'en reconnaître les qualités et les mérites. Le critique est même obligé d'y constater un sérieux effort pour résoudre les problèmes qui en forment l'objet, et, si les solutions imposent les plus graves réserves, la trame générale du récit n'en est pas moins impressionnante, et conforme à la technique moderne. L'ordonnance du livre est satisfaisante; l'auteur a su grouper, avec ordre et clarté, en un plan très naturel, tout ce qui se rapporte au premier siècle du chris-

tianisme; la distribution des matières ne laisse rien à désirer, ce qui permet au lecteur de se renseigner sans peine. La rédaction est claire, méthodique et, — pourquoi ne le dirais-je pas ? — pédagogique; on y sent d'un bout à l'autre la main du professeur, l'esprit de celui qui, obligé de parler devant un auditoire restreint, coordonne ses idées et triture la matière de ses leçons. C'est là sans doute un grand avantage, car le livre se lit avec beaucoup de facilité. L'auteur est assez au courant des problèmes et des sources; s'il n'a pas le courage de remonter aux monuments de haute érudition, il utilise assez bien la littérature contemporaine du sujet et montre qu'il a suivi de près le mouvement de ces dernières années. Le ton est généralement grave et sait respecter les croyances et les opinions d'autrui. Sauf de rares exceptions, le volume ne contient rien qui soit de nature à choquer les sentiments de ceux qui n'admettent pas les thèses de l'auteur, c'est-à-dire des catholiques et même des chrétiens sincères. La sérénité dans l'exposition est une qualité appréciable.

Mais l'ouvrage contient bien des défauts et des lacunes qu'il est du devoir de la critique de souligner. Je n'irai pas jusqu'à reprocher à l'auteur d'avoir fait une œuvre de seconde main, puisque lui-même a eu soin de nous déclarer, au début de son *Avertissement*, que « son livre ne prétend ni à l'érudition ni à l'originalité, qu'il ne s'adresse pas aux savants, mais seulement aux hommes de bonne volonté que les questions chrétiennes attirent, et qui ne savent trop comment les aborder. » Mais, même en vulgarisant, n'aurait-il pas dû tenir la balance égale entre les auteurs protestants et les auteurs catholiques? Les réserves que la critique historique ne peut se dispenser de formuler sont de diverses espèces.

Commençons par les thèses ou les idées générales de l'auteur. M. Guignebert s'approprie toutes les idées protestantes, ou plutôt du protestantisme radical, et les expose sans l'ombre d'un doute. MM. Réville, Vernes, Goguel influencent trop profondément la marche de sa pensée. L'histoire ne saurait accepter cette dépendance trop étroite que l'auteur reconnaît au christianisme par rapport au judaïsme. Sans doute, le judaïsme est le terrain sur lequel a éclos le christianisme, mais la plante a pris un essor merveilleux et a imprimé à l'humanité une orientation absolument différente. L'œuvre de Jésus dépasse le judaïsme comme l'esprit dépasse la lettre et le germe l'enveloppe inerte qui l'entoure. L'importance attribuée à Philon et au philonisme est certainement exagérée. Je laisse de côté la question du λόγος, sur lequel la critique n'a pas encore dit son dernier mot, qui, en tout cas, a toutes les chances d'avoir été emprunté à l'Ancien Testament, mais on peut douter que le philonisme ait laissé une empreinte décisive sur la genèse du christianisme. On est surpris de lire,



p. 106 : [Philon] « a précisé ses idées sur le péché; elles seront, après Paul et les chrétiens qui auront subi l'influence alexandrine, la base de la théologie de la pénitence, un des fondements de toute la théologie chrétienne. » Avait-on vraiment besoin d'emprunter à Philon la base de la théologie de la pénitence, quand cette pratique est un des éléments essentiels de la prédication de Jésus (*Matth.*, iv, 17; *Marc.*, i, 15), et forme l'unique thème de celle de Jean-Baptiste ? N'a-t-on jamais lu la Genèse pour affirmer, p. 108, que les écrits judéo-alexandrins ont introduit dans le judaïsme la doctrine du péché originel ? On serait aussi bien aise de savoir quels sont les dogmes dont les chrétiens ont puisé, *ibid.*, la matière dans le *philonisme*.

L'histoire de Jésus se volatilise entre les mains de M. Guignebert. D'ailleurs, les sources de cet enseignement n'inspirent aucune confiance; p. 47, iv : « Les renseignements que nous pouvons tirer du Nouveau Testament manquent de sûreté, de précision et de cohérence : on ne peut, pour ainsi dire, rien affirmer sur leur témoignage qui ne soit douteux; » on répétera, p. 156, que les Évangiles sont « tout à fait étrangers au souci de la précision et de la vérité objective, » « qu'en l'état actuel de nos sources il nous est impossible de nous représenter la vie de Jésus avec une probabilité suffisante d'exactitude. » Ce souci de la précision historique est certainement louable; malheureusement, on ne s'aperçoit pas que l'auteur s'en fasse une loi au cours de son ouvrage. Comment peut-on émettre de pareils jugements lorsque, après un siècle de travail acharné, la critique a proclamé, par la voix de ses meilleurs représentants, que nos Évangiles synoptiques sont, dans l'ensemble, des documents historiques dignes de foi ? Nous n'insisterons pas sur le chapitre v, relatif aux faits de la vie de Jésus, qui n'est qu'un décalque du *Jésus de Nazareth* d'A. Réville. On parle trop facilement de légendes dans la vie de Jésus, sans même essayer de les justifier. Jésus n'est pas né à Bethléem; il a eu des frères : affirmations qui demanderaient à être démontrées par des procédés rigoureusement critiques; mais on construit au lieu de prouver et de convaincre. La même méthode intuitive et divinatoire se donne libre cours dans le fait de la résurrection de Jésus. Il va sans dire que, pour l'auteur, Jésus n'est pas ressuscité; l'opinion orthodoxe « échappe à la discussion par définition, » p. 193. Et pourquoi échapperait-elle à une discussion rationnelle et éliminatoire ? Il est possible qu'on prétende imposer la maîtrise de sa propre philosophie; mais la critique, par sa nature, est indépendante de toute conception philosophique : elle examine, contrôle les documents et s'efforce de les interpréter. « La solution orthodoxe est physiologiquement inadmissible, dans l'état actuel de la science, »

p. 195. On se garde bien de nous dire pourquoi. M. Guignebert estime-t-il que toutes les sciences se réduisent à la physiologie, ou que la physiologie est la seule discipline qui puisse nous donner des certitudes? S'il en était ainsi, on devrait renoncer à cultiver les études historiques. L'alambic ne peut pas être le réservoir de toutes les vérités scientifiques, et le dynamomètre ne peut avoir la prétention de nous livrer tous les secrets de la vie. Il y a longtemps que les exégètes orthodoxes ont mis en relief les difficultés inhérentes aux récits des apparitions; mais ces oppositions rédactionnelles ne suffisent pas à ébranler le fait lui-même, et l'on n'a aucun droit de rejeter le récit de la *Première Épître aux Corinthiens*, xv, 3-8, à moins que l'on ne regarde Paul comme un esprit maladif. L'auteur termine en disant, p. 199, que nous ne connaissons de la vie de Jésus, avec quelque apparence d'exactitude, que ce qui nous est rapporté dans les *Actes*, II, 22-23; x, 38-39. On ne comprend pas, en vérité, cette position; quand on s'est montré si sévère à l'endroit des synoptiques, on tombe un peu dans l'arbitraire en accordant tant de crédit aux informations des *Actes*. La valeur historique des synoptiques n'est pas inférieure à celle des *Actes*.

M. Guignebert réduit à un atome infinitésimal l'enseignement de Jésus. Le Sauveur n'a prêché que le royaume de Dieu. C'est ce qu'on appelle depuis quelque temps l'« essence du christianisme. » Il n'aurait enseigné aucun dogme. Les Évangiles synoptiques ne porteraient aucune expression « des trois dogmes capitaux de l'orthodoxie : incarnation, divinité du Christ, rédemption, » p. 224. Il est vrai qu'on avait pris la précaution de rejeter, comme étrangers à l'Évangile de Jésus, les textes qui portent les traces de ces trois dogmes. Si M. Guignebert s'était donné la peine d'étudier tous les travaux publiés sur ce sujet, sa critique eût été mieux informée, et ses appréciations peut-être moins absolues. L'Église est aussi en dehors des intentions et de l'œuvre de Jésus. Sa méthode est toujours la même : le texte, qui la mentionne, *Matth.*, xviii, 17, est une interpolation, et on nous renvoie, sans plus, à M. J. Réville; interpolation aussi le texte qui contient les prérogatives de Pierre, *Matth.*, xvi, 18-19; quant à la prescription de Jésus à ses disciples, *Matth.*, xxviii, 19, elle n'a pas de valeur historique, parce qu'elle a été donnée *après* la résurrection. Jésus n'a institué aucun sacrement; le baptême ne vient pas de lui, parce que *Matth.*, xvi, 16, est apocryphe, et *Matth.*, xxviii, 19, ne peut être que difficilement pris en considération; la formule trinitaire ne saurait être primitive. Plus tard, nous reviendrons sur ce sujet et montrerons l'arbitraire d'un pareil verdict. Jésus n'a célébré qu'un repas : le sacrement d'Eucharistie n'a aucune attache avec lui, les paroles : « Faites ceci en mémoire de moi, » sont une invention

de Paul ! Cependant Paul nous dit, *I. Cor.*, xi, 23, qu'il a appris du Seigneur ce qu'il enseigne. Pour connaître la pensée de Paul, on nous permettra de préférer le témoignage de Paul lui-même à celui des champions de la critique contemporaine. M. Guignebert termine par cette déclaration, p. 239 : « Il n'y a dans les Synoptiques aucune trace des autres sacrements que le concile de Trente proclamera institués par Jésus-Christ. » L'exécution est un peu trop sommaire. On va éclairer notre religion : « Peut-on soutenir, par exemple, que le Maître a établi le sacrement de la pénitence parce qu'il a été dit : « Faites pénitence ? » Et, pourtant, c'est là encore le meilleur argument historique qu'on puisse avancer en faveur d'un des *sept* sacrements orthodoxes, en dehors du baptême et de l'eucharistie. » Non, ce n'est pas là le meilleur argument historique ; et aucun théologien ne s'appuie sur ces paroles pour montrer l'institution divine du sacrement de pénitence. On trouve prudent de passer sous silence les paroles de Jésus, *Jean*, xx, 22-23. La conclusion de ce chapitre, p. 241, est suggestive : « C'est pourquoi l'aboutissement de la prédication de Jésus se trouve naturellement dans des formules qu'il n'aurait pas comprises et que nous ne comprenons pas plus que lui, parce qu'elles répondent à un état d'esprit qui n'est plus le nôtre : celles qu'élaborèrent péniblement les Pères des conciles de Nicée et de Constantinople, au iv<sup>e</sup> siècle. » Tout se tient et s'enchaîne. Comme on n'a pas montré que le Royaume de Dieu est l'unique thème de la prédication de Jésus, on ne réussit pas davantage à établir que les définitions de Nicée et de Constantinople ne dérivent pas de son enseignement.

Puisque nous ne pouvons suivre M. Guignebert dans l'exposé de toutes ses thèses, qu'il nous suffise d'attirer l'attention sur le chapitre ix, qui traite du rôle de saint Paul. On retrouve ici des idées qui sont aujourd'hui démodées. Sans doute, on ne va pas jusqu'à exagérer l'influence de Paul et à le regarder, en un sens, comme le fondateur du christianisme, mais on soutient qu'il a opéré une véritable révolution ; il « a certainement altéré l'enseignement de Jésus, modifié la direction du christianisme, et, par son exemple même, ouvert la porte à la gnose, » p. 369-370. On pouvait, à la rigueur, formuler un pareil jugement il y a soixante ans ; mais aujourd'hui, où la critique revient à des vues plus saines et plus historiques, on est grandement téméraire d'y persévérer. La christologie de Paul prend des caractères insoupçonnés : « Plus rien ne subsiste chez Paul du véritable Jésus qui avait pénétré de son charme la paisible Galilée ; plus rien de celui que les vrais apôtres avaient connu. Le Jésus de Paul est une construction subjective, une combinaison de la logique et de la métaphysique d'un pharisien appliquées à quel-

ques faits réels; c'est une *gnose*, » p. 344. Que Paul soit un théologien, qu'il ait spéculé sur le Jésus synoptique, la chose n'est pas douteuse; mais qu'il ait dissipé le Jésus historique pour lui substituer un type de son invention, ceux-là seuls peuvent le penser qui n'ont jamais fait une étude comparative de la Synopse et des épîtres paulines. La théologie de Paul est sans doute une pyramide, mais une pyramide qui a sa base dans les faits synoptiques.

J'ai discuté quelques-unes des vues générales de M. Guignebert. Son livre contient aussi beaucoup d'inexactitudes. Voici celles que j'ai relevées : P. 160, on tire d'un texte du *Livre des Juges* (xiii, 5), relatif à Samson, des conclusions qu'il ne comporte pas; du temps de Samson, le *nazirat* consistait à ne pas se raser la tête; les exercices ascétiques et religieux, après un vœu solennel, attachés à cette institution, sont une formalité du *Code sacerdotal*, document postexilien. P. 161 nous apprend qu'Hérode le Grand devait avoir persécuté Jésus enfant, d'après Luc; saint Luc ne dit nulle part qu'Hérode le Grand ait persécuté l'enfant Jésus; c'est Matthieu qui raconte cet épisode. On lit à la page 163 que la nativité du Christ au 25 décembre « a été officiellement établie par le pape Libérius, en 354, et a même rencontré en Orient de vives résistances, » et l'on nous renvoie aux *Origines du culte chrétien*, de Mgr Duchesne; je me suis reporté à ce dernier ouvrage et n'y ai pas trouvé ce renseignement. La note (2), p. 274-275, confond Jacques le Majeur avec Jacques le Mineur, et place, d'après Eusèbe (*H. E.*, V, xviii, 14, et non V, 2), la dispersion des apôtres vers 62; cette date est fautive et doit être remplacée par 42; Eusèbe parle de douze ans (*ἐπὶ δώδεκα ἔτεσι*), et comme Jésus est mort vers 30, nous arrivons à l'an 42. P. 360 déclare que les deux Épîtres de saint Paul aux Corinthiens n'attestent dans l'Église de Corinthe aucun pouvoir ecclésiastique. Lorsque Paul excommunie l'incestueux de Corinthe, *I. Cor.*, v, 1-5, ne fait-il pas un acte d'autorité? P. 441 affirme que dans la *Didachè* (vii, 1-4) le baptême se présente « comme un signe de purification; » pas un mot du texte de la *Didachè* n'insinue que le baptême est un signe de purification. P. 441-442 nous apporte une interprétation vraiment déconcertante; on sait que la *Didachè* ordonne de baptiser au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, et que *II. Cor.*, xiii, 13, contient une doxologie trinitaire : « La grâce du Seigneur Jésus, la charité de Dieu et la communication du Saint Esprit soient avec vous tous ! » ces textes sont d'une remarquable précision; or, écoutons l'interprétation de M. Gui-

<sup>1</sup> Ἡ χάρις τοῦ κυρίου Ἰησοῦ Χριστοῦ καὶ ἡ ἀγάπη τοῦ Θεοῦ καὶ ἡ κοινωνία τοῦ ἁγίου Πνεύματος μετὰ πάντων ὑμῶν.

gnebert : « Il ne faudrait pas s'exagérer la portée de cette formule d'apparence trinitaire, elle n'enferme aucun dogme et n'est que la réunion de trois expressions courantes, sous lesquelles on désignait, dans la primitive Église, Dieu et les deux formes de l'action divine qui s'exerçaient sur les fidèles : par l'intermédiaire du Fils, c'est-à-dire par la grâce de Jésus glorifié, et par l'Esprit-Saint. On aura une notion claire de sa portée, si l'on veut bien la rapprocher de la salutation finale de la *Seconde épître aux Corinthiens* (xiii, 13) : « La grâce (χάρις) du Seigneur Jésus-Christ, l'amour (ἀγάπη) de Dieu et la communion (κοινωνία) du Saint-Esprit avec vous tous. » On pourra, sous de pareilles formules, trouver plus tard les dogmes du III<sup>e</sup> et du IV<sup>e</sup> siècle; mais, au vrai, c'est qu'on les y aura d'abord introduits. Le judéo-chrétien qui a écrit la *Didachè* était incapable, non seulement de concevoir, mais de comprendre le dogme de la Trinité. » Il est difficile de traiter les textes avec plus de désinvolture; aucun texte, de quelque auteur qu'il soit, sacré ou profane, ne résisterait à une telle interprétation subjective; la discussion elle-même devient presque impossible. M. Guignebert veut faire de l'auteur de la *Didachè* et de saint Paul des modalistes avant le modalisme et Sabellius; il peut s'y efforcer, mais la critique ne s'abandonnera jamais à des fantaisies de cette sorte. L'auteur de la *Didachè* n'avait pas à concevoir le dogme de la Trinité, puisqu'il le trouvait dans l'Évangile; il était sans doute incapable de le comprendre, mais, sur ce point, nous ne sommes pas plus avancés que lui <sup>1</sup>. A propos des *episcopoi* et des *diaconoi* mentionnés par la *Didachè* (xiv, 1 et suiv.), on s'exprime ainsi, p. 449 : « Je n'entends pas qu'ils sont chargés de les accomplir eux-mêmes, de faire œuvre sacerdotale à l'exclusion des prophètes ou des didascales; » la *Didachè* déclare le contraire; voici ce qu'elle dit, xv, 1 : « Ils [les *episcopoi* et les *diaconoi*] accomplissent, eux aussi, pour vous, la liturgie des prophètes et des didascales <sup>2</sup>. » P. 471, s'appuyant sur la *I<sup>e</sup> Clementis*, XLIV, 6, nous apprend que la dissension qui agita l'Église de Corinthe s'était « accompagnée d'une telle agitation que la police avait dû intervenir; » or, dans le texte signalé, il n'est nullement question d'opération de police; Clément s'y exprime ainsi : « Nous voyons que vous avez déposé quelques-uns, qui s'en acquittent bien, de la fonction dont ils étaient honorés sans re-

<sup>1</sup> L'auteur revient, p. 495-496, sur la doxologie de la *II<sup>e</sup> épître aux Corinthiens* et renouvelle son interprétation; il nous dit : « Il ne saurait s'agir du dogme de la Trinité, car aucun lien n'est établi entre les trois personnes; » voudrait-on demander à saint Paul l'analyse savante du dogme trinitaire que l'on trouve dans saint Thomas? • et, d'ailleurs, ajoute-t-il, en beaucoup d'autres passages, Paul se contente de nommer le Père et le Fils; » sans doute, mais était-il obligé de nommer toujours les trois Personnes?

<sup>2</sup> Ὅμιν γὰρ λειτουργοῦσι καὶ αὐτοὶ τὴν λειτουργίαν τῶν προφητῶν καὶ διδασκάλων.

proche <sup>1</sup>. » P. 491 (*Église à la fin du premier siècle*), nous lisons : « La tendance naturelle des fidèles fut d'exalter Jésus toujours davantage et jusqu'à la limite extrême qu'ils puissent concevoir : l'identification avec Dieu le Père, surtout lorsqu'ils se recrutèrent parmi les païens. » Ce phénomène est inconnu à la fin du 1<sup>er</sup> siècle ; au III<sup>e</sup> siècle, les Modalistes et les Patripassiens identifieront le Fils avec le Père, mais ils seront chassés de l'Église. Le jugement de la p. 494 est encore plus franc : « Matérialisation par la foi de conceptions théologiques et métaphysiques, parties de deux points différents et qui se croisaient sur Jésus, la fusion en une seule personne de Dieu et du Christ s'imposait au monothéisme chrétien. » M. Guignebert aurait mieux fait de nous dire quel est, à la fin du 1<sup>er</sup> siècle, le chrétien qui a identifié en une seule personne Dieu et le Christ. L'histoire ne vit pas d'axiomes philosophiques. P. 507, note (4) : « Rappelons que Jésus ne paraît pas avoir jeûné. » Les Synoptiques affirment le contraire. P. 511, il n'est plus de critique sérieux qui doute aujourd'hui de l'authenticité des lettres de saint Ignace. Les conclusions de Zahn <sup>2</sup>, de Funk <sup>3</sup> et de Lightfoot <sup>4</sup> sont définitives.

On peut relever aussi, dans le livre de M. Guignebert, une série de fausses références, qui ne sont guère en harmonie avec l'exactitude exigée et employée par l'érudition moderne dans la documentation des travaux historiques. P. 475, lig. 11, le chapitre LXIV de la *I<sup>a</sup> Clementis* n'a pas de n° 6 et ne mentionne nullement l'épiscopat : ni *plural* ni monarchique ; *ibid.*, lig. 29, la *I<sup>a</sup> Petri*, IV, 1-4, ne dit pas un mot de l'administration des presbytres. P. 505, lig. 6, il faut remplacer *Jean* par *Jésus*, pour que la phrase ait un sens. P. 515, notes (1) et (2), il faut remplacer : *Ad Philip.* par *Ad Philadelph.* ; Ignace d'Antioche n'a jamais écrit aux Philippiniens ; il existe une lettre aux Philippiniens, mais elle est du *pseudo*-Ignace. P. 517, note (1), lig. 2, le chapitre X de la *I<sup>a</sup> Clementis* n'a pas de n° 97 ; 7 est le dernier numéro de ce chapitre.

Me sera-t-il permis de noter certaines formes de langage à tout le moins déplacées ? P. 458, Mahomet le prophète « vint rétablir le monothéisme intransigeant en face du trithéisme chrétien et fut en un sens l'héritier imprévu, mais direct, du Christ ». La découverte du trithéisme chrétien est vraiment extraordinaire. Ce n'est pourtant pas

<sup>1</sup> Ὁρῶμεν γάρ, ὅτι ἐνίοις ὑμεῖς μεταγάγετε καλῶς πολιτευομένους ἐκ τῆς ἀμέμπτως αὐτοῖς τετιμημένης λειτουργίας.

<sup>2</sup> *Ignatius von Antiochien*, 1873 ; *Ignatii et Polycarpi epistulae*, 1876.

<sup>3</sup> *Die Echtheit der ignat. Briefe*, 1883.

<sup>4</sup> *St. Ignatius*, 1885. Cf. aussi Harnack, *Chronologie*, t. I, p. 382 ; Sandoy, *Fourth Gospel*, p. 51.

pour enseigner le polythéisme, quelque simplifié et réduit qu'il soit, que l'Eglise envoie des missionnaires dans toutes les contrées du monde. Ce n'est pas le trithéisme qui est inscrit en tête de son symbole : « Je crois en Dieu tout-puissant, créateur du ciel et de la terre, etc. » Ce n'est pas le trithéisme qu'elle formule dans la réponse à la première demande de son catéchisme : « Pour servir Dieu en ce monde, etc. » Je ne sache pas non plus que le premier commandement de Dieu, que ses enfants récitent chaque jour : « Un *seul* Dieu tu adoreras, etc., » soit une profession de foi trithéiste. A la fin du 1<sup>er</sup> siècle, le christianisme de Jésus avait complètement dévié; la page 482 annonce une défaite complète : « Bientôt, du Jésus véritable il ne restera plus guère qu'un nom, et de son enseignement qu'un vague souvenir. » Ainsi donc, au 1<sup>er</sup> siècle, on ne connaît de Jésus que le nom, et les écrivains et les Pères qui, à partir de cette époque et dans les siècles suivants, ornent leurs écrits de paroles de Jésus, n'ont qu'un vague souvenir de son enseignement. Leurs héritiers en ont perdu les traces, et il faut que la critique de nos jours vienne le retrouver et le leur apprendre. Des hardiesses de ce genre ne sont pas faites pour relever le prestige de l'histoire <sup>1</sup>.

Résumons-nous. Si cet ouvrage marque une nouvelle phase de l'évolution de la critique, il faut reconnaître que cette phase n'est pas heureuse, d'autant moins qu'elle se produit à un moment où les spécialistes deviennent de plus en plus réservés. On a assisté à tant de constructions et de démolitions qu'on n'est vraiment pas blâmable d'être prudent. Certes, nous ne contesterons pas que les recherches de M. Guignebert n'apportent des vues originales et des solutions ingénieuses, qu'elles ne répondent à une vive préoccupation des esprits et ne concourent à attirer et à retenir l'attention sur les questions chrétiennes. Mais il nous semble qu'un vice de méthode déprécie cette publication. L'auteur ne serre pas d'assez près la discussion des textes et ne s'attache pas suffisamment aux documents. Des interprétations vagues et trop élastiques, des combinaisons personnelles remplacent parfois l'exégèse réelle et littérale. La genèse d'une institution comme le christianisme ne se décrit pas sur un plan préconçu ; une telle reconstruction doit être l'œuvre des textes eux-mêmes.

<sup>1</sup> Touchant l'auteur des *Actes des Apôtres*, p. 41-42, qu'il me soit permis de renvoyer à la monographie que vient de publier M. Harnack : *Lucas, der Arzt*. — M. Guignebert en prend vraiment trop à son aise avec la langue grecque. Je signale les principales fautes d'accentuation que j'ai relevées au courant de la plume : p. 36, ἑκαστος pour ἕκαστος ; p. 224, ἀμαρτίων pour ἀμαρτιῶν ; p. 255, ἀμὼν pour ἡμῶν ; p. 301, συνέτος pour συνετός ; p. 308, ψευδαδελφοι pour ψευδᾶδελφοι ; p. 335, ἡμῖν pour ἡμῖν ; p. 343, ἀμαρτίαν pour ἀμαρτίαν ; p. 354, ἀμαρτωλή pour ἀμαρτωλή ; p. 409, ἀρχης pour ἀρχῆς ; p. 477, ἀρχόντες pour ἀρχοντες ; p. 493 et 494, πνευμά pour πνεῦμα.

mes ; on a le droit d'être d'autant plus réservé que les documents sont peu nombreux et assez souvent trop obscurs. Prenons ce qu'ils nous livrent, mais ne soyons pas tentés de leur demander ce qu'ils refusent de nous donner. L'auteur a eu aussi le tort de se rapporter avec une confiance exagérée à des travaux de seconde main, et de regarder peut-être comme des solutions définitives le système et les idées propres d'un auteur. Tous ceux qui ont fait une étude personnelle des origines chrétiennes en connaissent toutes les difficultés et n'ignorent pas combien on est exposé à y découvrir ses propres conceptions et à tirer dès lors des conclusions hâtives et prématurées. Voilà pourquoi il faut se mettre en garde contre toutes les interprétations et se tenir constamment en contact avec les textes. Si M. Guignebert avait suivi cette méthode patiente et ingrate, son ouvrage aurait eu beaucoup plus de valeur. Pour s'être trop solidarisé avec des travaux de vulgarisation, il nous a donné un livre qu'on lit avec une certaine satisfaction, où le grand public apprendra beaucoup de choses, mais que la critique est obligée de déclarer insuffisant, incomplet et défectueux dans l'état actuel de la science.

V. ERMONT.

## II.

### LES NOMS ANCIENS DES ILES BRITANNIQUES

Les noms géographiques évoluent, émigrent, s'oblitérent et tombent en désuétude, ce n'est là un mystère pour personne : « Nova urbium fundamenta iaciuntur; nova gentium nomina, extinctis prioribus, aut in accessionem validioris conversis, oriuntur <sup>1</sup>. » A l'historien, pour se garder d'erreurs, souvent graves, d'observer attentivement les mutations toponymiques <sup>2</sup>. Nous nous proposons, dans ces notes, un double objet : 1° indiquer les noms usités successivement pour désigner les pays celtiques insulaires; 2° relever, spécialement chez les auteurs de l'époque chrétienne et chez les modernes, les erreurs

<sup>1</sup> Sénèque, *Consolatio ad Helviam*, 4.

<sup>2</sup> M. d'Arbois de Jubainville a démontré, par exemple, que la Gaule dont parle Caton dans une phrase fameuse : « *Gallia duas res industriosissime persequitur, rem militarem et argute loqui*, » n'est pas notre Gaule transalpine, comme l'ont cru Mommsen et tant d'autres, mais la Cisalpine (*Un préjugé*, dans la *Revue celtique*, t. XIV, 1893, p. 11 sq.).



d'interprétation ou les confusions auxquelles ces changements de noms ont donné lieu.

## I.

L'Irlande s'appelait, à l'époque du vieil irlandais, *Eriu*. Le nom d'*Erin*, que l'on donne encore poétiquement à l'île dans nos langues modernes, n'est que le datif d'*Eriu*<sup>1</sup>. Selon M. Whitley Stokes, *Eriu* se ramènerait au thème primitif *\*Everion* ou *\*Iverion*, qui se rattacherait lui-même au sanscrit *Avara*, ayant le sens de *postérieur*, *occidental*<sup>2</sup>. Si cette étymologie est exacte, il faut avouer que Camden, généralement peu clairvoyant en ce qui touche les choses d'Irlande<sup>3</sup>, aurait pourtant eu raison en la circonstance, puisqu'il soupçonna que le nom de l'île devait signifier « contrée de l'ouest »<sup>4</sup>.

M. d'Arbois de Jubainville s'exprime un peu différemment. Suivant lui, l'Irlande avait primitivement deux noms, *\*Iuvera* et *\*Iuverna*. *\*Iuverna* aurait donné la forme grecque la plus connue, Ἰέρνη, et de *\*Iuvera* on aurait abouti à la confusion linguistique ἐρὰ νῆσος, les Grecs ayant cru reconnaître, dans le nom de l'Irlande, le thème de leur adjectif ἐρός, sacré<sup>5</sup>. M. Gaidoz a montré le premier comment cette confusion a pu s'opérer et quelles en ont été les conséquences<sup>6</sup>. Il faudrait voir là l'origine du nom d'île sacrée donné à l'Irlande, au iv<sup>e</sup> siècle de notre ère, par Avienus<sup>7</sup> et peut-être aussi, par suite, celle de l'expression d'Île des Saints (*Insula Sanctorum*) dont les hagiographes du moyen âge se sont servis si souvent pour désigner l'Irlande<sup>8</sup>. Pareille appellation convient d'ailleurs parfaitement à cette terre féconde, entre toutes, en sainteté<sup>9</sup>. Notons, au surplus,

<sup>1</sup> Voir Alfred Holder, *Alt-Cellischer Sprachschatz*, Leipzig, 1904, t. II, s. v. *Iveriu*, col. 99 sq.

<sup>2</sup> Whitley Stokes, *The Old Irish Glosses at Würzburg and Carlsruhe*, Londres, 1887, p. 67 et 159; *Three Irish Glossaries*, 1862, p. lxxiii, n.

<sup>3</sup> On a dit de Camden, à propos de sa *Britannia, sive florentissimorum regnorum Angliae, Scotiae, Hiberniae et insularum adiacentium ex intima antiquitate chronographica descriptio* (Londres, 1594) :

« Perlustras Anglos oculis, Camdene, duobus  
Uno oculo Scotos, caecus Hibernigenas. »

<sup>4</sup> Cf. J. Ware, *The History and Antiquities of Ireland*, trad. Walter Harris, Dublin, 1764, p. 1-3.

<sup>5</sup> Comme ils l'ont cru également pour Jérusalem (Jérusalem) dont ils ont fait Ἱεροσόλυμα.

<sup>6</sup> H. Gaidoz, *Du prétendu nom d'île sacrée anciennement donné à l'Irlande*, dans la *Revue celtique*, t. II, 1873-1875, p. 352 sq.

<sup>7</sup> Avienus. *Ora maritima*, v. 108 sq.

<sup>8</sup> Jocelin de Furness, *Vita S. Patricii*, § 152, dans *Act. Sanct. Boll.* (éd. de 1865), t. II de mars, p. 572. *Vita S. Wironis*, *Act. Sanct.*, t. II de mai, p. 315.

<sup>9</sup> Le Bollandiste de Buck prétend que les Irlandais peuvent mettre dans leurs martyrologes en moyenne une dizaine de saints nationaux par jour (*Études*, t. XXII, p. 433).

que beaucoup d'autres petites îles maritimes ou lacustres, illustrées par le séjour d'ascètes renommés, ont également reçu le nom d'île sainte ou d'île des Saints; telle la grande île d'Aran, dans la baie de Galway, telle Oilen na Naem dans le Lough Ree, Iniscaltra dans le Lough Derg, Eilean na Noimh identifiée avec Himba, dans le voisinage d'Iova <sup>1</sup>, Lindisfarne enfin, qui n'est plus connue actuellement que sous le nom d'Holy Island.

*Eriu* a fourni postérieurement *Eri*, *Erie*, *Ire*, d'où l'on a formé, à l'époque saxonne, les composés Eireland, Irland, qui apparaissent aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, chez Adam de Brème et Orderic Vital <sup>2</sup>.

Il faut rapprocher également d'*Eriu* le composé ethnique *Eriugena* (var. *Ierugena*, *Erigena*) dont fut qualifié, au IX<sup>e</sup> siècle, le philosophe Jean Scot († v. 877). Ce qualificatif, qui se trouve dans les plus anciens manuscrits des Œuvres de Jean Scot <sup>3</sup>, prouverait, à lui seul, son origine irlandaise, jadis contestée.

Passons aux noms latins de l'Irlande. Dans la *Confessio* et l'*Epistola* de saint Patrice, on trouve l'île exceptionnellement nommée *Hiberio* <sup>4</sup>. Ses noms ordinaires sont *Hibernia* ou *Scottia*. Ce dernier vocable a donné lieu à toute sorte de méprises et de supercheries dans le cours des siècles. Comme il induit encore en erreur, de nos jours, bon nombre d'auteurs, malgré des avertissements répétés <sup>5</sup>, il est bon d'y insister.

L'origine des *Scotti* est légendaire. Les anciens historiens les faisaient venir de Scythie par l'Espagne, opinion fondée sur la simple ressemblance des noms Scythae et Scotti<sup>6</sup>. Suivant M. Whitley Stokes, le vieil irlandais *Scuit* aurait signifié dominateur, possesseur<sup>7</sup>. Le terme ethnique de *Scotti* n'apparaît, dans les textes latins, que dans la seconde moitié du IV<sup>e</sup> siècle, à propos des incursions des Irlandais en Bretagne <sup>8</sup>. Jusqu'au X<sup>e</sup> siècle finissant, c'est exclu-

<sup>1</sup> Voir W. J. Skene, *Celtic Scotland*, Edimbourg, 1877, t. II, p. 246, et *An Gaodhal*, *The Gael* de mai 1903.

<sup>2</sup> Adam de Brème, *Gesta pontificum Hammaburgensis ecclesiae*, lib. IV, *Descriptio insularum Aquilonis*, cap. 217; Migne, *P. L.*, t. CXLVI, col. 629. (Ce texte a été corrigé par W. F. Skene, *op. cit.*, t. I, p. 5). — Orderic Vital, *Historia Ecclesiastica*, part. III, lib. X; *P. L.*, t. CLXXXVIII, col. 727.

<sup>3</sup> Bäumker, dans *Jahrb. f. Philos. u. Theol.*, t. VII, 1893, p. 346.

<sup>4</sup> Voir Newport J. D. White, *Libri sancti Patricii, The Latin Writings of St. Patrick*, Dublin, 1905, p. 283.

<sup>5</sup> Wattenbach, *Die Congregation der Schottenklöster in Deutschland*, dans la *Zeitschrift f. christ. Archäol. u. Kunst*, 1856; trad. par Reeves dans l'*Ulster Journal of Archaeology*, t. VII, 1859, p. 227 sq. — *Rev. cell.*, t. II, p. 360; t. XX, p. 106. — Ch. Plummer, éd. de l'*Hist. Eccl.* de Bède, t. II, p. 11-12, etc.

<sup>6</sup> G. Ware, *op. cit.*, p. 3.

<sup>7</sup> Voir A. Holder, *Alt-celtischer Sprachschatz*, t. II, col. 1406.

<sup>8</sup> Chez Ammien Marcellin et les panégyristes latins; cf. A. Holder, *loc. cit.*

sivement à ceux-ci qu'il s'applique<sup>1</sup>. Ce n'est qu'à partir de cette dernière époque qu'il commence à désigner les Écossais, et encore est-il parfois appliqué aux Irlandais aux XI<sup>e</sup>, XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles<sup>2</sup>.

Donc, les insulaires qui émigrent de la *Scottia* sur le continent, du VI<sup>e</sup> au X<sup>e</sup> siècle, pour des motifs d'apostolat, de piété ou de science, sont des Irlandais, non des Écossais<sup>3</sup>. Les *peregrini* irlandais essaient même alors en si grand nombre au delà des mers, que les termes de *Scottus* et de *peregrinus* sont employés quasi synonymement<sup>4</sup>. La *scriptura scottica*, bien connue des paléographes, émane de plumes irlandaises<sup>5</sup>. Les *Hospitalia Scottorum*, mentionnés dans les capitulaires et les conciles carolingiens, sont des hospices à l'usage des voyageurs irlandais<sup>6</sup>. Les *Schottenklöster* de Cologne, de Vienne, de Ratisbonne, etc., sont tous des fondations irlandaises. Ce n'est que tardivement que les Écossais, profitant de la confusion entre la *Scottia major* (Irlande) et la *Scottia minor* (Écosse), réussirent à accaparer quelques-uns de ces monastères, notamment Saint-Jacques de Ratisbonne, en persuadant au Saint-Siège qu'ils avaient

<sup>1</sup> Kuno Meyer, *Early relations between Gael and Brython*, dans les *Transact. of the honour. Soc. of Cymmrodorion*, sess. 1895-1896, p. 60.

<sup>2</sup> *Miracula S. Heriberti* (IX<sup>e</sup> s.), cap. xx, *M. G. H.*, SS., t. XV, p. 1254; Thierry de Saint-Trond, *Vita S. Rumoldi*, écrite au XII<sup>e</sup> siècle, Boll., *Act. Sanct.*, t. II de juillet, p. 215; César d'Heisterbach, *Dial.*, lib. XII, cap. xxxviii, au XIII<sup>e</sup> siècle. Ware (*op. cit.* p. 8) cite même des auteurs des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles qui appellent encore l'Irlande *Scotia*, mais généralement avec l'adjonction de l'épithète *major*. Bien mieux, M. Vacandard prétend que des Irlandais ont été nommés *Scoti* jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle (*R. Q. H.*, t. LII, 1892, p. 23, n. 2).

<sup>3</sup> J'ignore quels textes vise M. Bréhier (*L'Eglise et l'Orient au moyen âge*, Paris, 1907, p. 21) quand il dit : « D'après plusieurs écrits hagiographiques du VII<sup>e</sup> siècle, l'ardeur pour les pèlerinages entraîna beaucoup d'Anglo-Saxons et d'Écossais de cette époque à Jérusalem. » Si c'est de saint Servan qu'il entend parler pour l'Écosse, les voyages de ce personnage ne peuvent être tenus pour authentiques (cf. J. Turmel, *Revue du Clergé français*, t. XXXIX, 1904, p. 269). S'il fait allusion au texte de la *Vita Tigris virg. Mauriennensis* (*M. G. H.*, SS. *Merov.*, III, p. 533), qui mentionne des pèlerins « qui ex Hierosolymitanis partibus *Scotiam* pergere fatebantur, » il a tort de croire qu'il s'agisse là de l'Écosse (cf. Boll., jun., VII, p. 64; A. Holder, *op. cit.*, col. 1416). M. J. Tardif (*Nouvelle Revue historique du droit français et étranger*, 2<sup>e</sup> an., p. 775) a traduit, de même, inexactement le terme *Scotus*. De pareilles méprises on pourrait citer beaucoup d'autres exemples.

<sup>4</sup> Boll., *Act. Sanct.*, t. I de févr., p. 359 : *Per Gallias priscis illis seculis peregrini omnes Scoti vulgo vocitabantur*; cf. *ibid.*, p. 356-357; *Vita Alcuini*, t8, *M. G. H.*, SS., t. XV, p. 193.

<sup>5</sup> W. Wattenbach, *Anleitung zur Lateinischen Paléographie*, Leipzig, 1886, p. 28-31. M. Cucuel a tort d'attribuer à un moine écossais, dans ses *Éléments de Paléographie grecque* (p. 203), le ms. Sangallensis n° 48 et le codex Boemerianus de Dresde : ils sont l'œuvre d'un scribe irlandais.

<sup>6</sup> Cf. *Karoli II Capitularia* (*M. G. H.*, *Leges*, t. I, p. 390-391); *Concil. Meldense*, an. 845, c. 40; Einhard, *Vita Karoli Magni*, 16, SS., t. II, p. 451, etc.

été fondés par leurs compatriotes <sup>1</sup>. De cette confusion sont nées également les disputes mémorables entre historiens d'Écosse et d'Irlande, au sujet de la nationalité des saints *Scotti* <sup>2</sup>. Des écrivains écossais, comme Thomas Dempster, que le franciscain irlandais Colgan a flétri de l'épithète d'Ἀγιοκλέπτης, et David Camerarius, se sont livrés, à la faveur de cette ambiguïté de termes, à un véritable pillage du martyrologe irlandais. Camerarius, pour réussir plus aisément à soustraire les saints de l'île voisine, a poussé l'audace jusqu'à avancer, dans son *De Scotorum fortitudine*, cette proposition inouïe, que l'Écosse (*Scotia nostra*) avait quelquefois été désignée, dans le passé, sous le nom d'Hibernia <sup>3</sup>. Le pays de Macpherson nous apparaîtrait ainsi comme la terre classique des fraudes littéraires et historiques.

## II.

*Alba* n'est pas seulement, comme on l'a souvent prétendu, le nom primitif de l'Écosse, c'est le nom que portait anciennement l'île de Bretagne tout entière <sup>4</sup>. Les Grecs et les Latins disaient *Albion*. La forme *Alba* est celle du vieil irlandais, donnant *Alban* au génitif. Ce n'est que vers le XI<sup>e</sup> siècle, à ce qu'il semble, que ce nom se restreignit à la partie septentrionale de l'île, que l'on trouve aussi nommée quelquefois, dans les textes latins de l'époque, *Albania* <sup>5</sup>. L'autre dénomination latine, celle de *Scottia*, qui devait prévaloir, commençait aussi à être employée à cette époque.

Les Scots d'Irlande avaient fondé, dès le V<sup>e</sup> siècle, leurs premiers

<sup>1</sup> Wattenbach-Reeves, dans l'*Ulster Journal of Archaeology*, t. VII, p. 310 sq. Et White dit qu'il eut entre les mains une vieille chronique du monastère scot de Ratisbonne dans laquelle les trois derniers mots de la mention « *ex Scotia seu Hibernia insula* » avaient été grattés de façon à faire bénéficier la seule Écosse des actes commémorés (*Cambrensis Eversus*, cap. xxi, p. 163).

<sup>2</sup> Sir James Ware, Ussher, Thomas Messingham, David Roth, John Colgan. Etienne White soutinrent chaudement les revendications irlandaises au XVII<sup>e</sup> siècle.

<sup>3</sup> David Camerarius [Chambers], *De Scotorum fortitudine, etc., ac de ortu et progr. haeresis, etc.*, Paris, 1631, p. 221.

<sup>4</sup> A. Holder, *op. cit.*, s. v., t. I, col. 83. Egli, dans ses *Nomina geographica* (2<sup>e</sup> ed., Leipzig, 1893, p. 22), n'envisage *Alba* que comme « ältester Name Schottlands » ; Hübner ne mentionne pas la leçon irlandaise *Alba* parmi les anciens noms de la Grande-Bretagne qu'il a passés en revue dans son art. *Britanni* de la *Real-Encyclopädie* de Pauly-Wissowa. Enfin Skene adopte, dans sa *Celtic Scotland*, la leçon *Alban* de préférence à *Alba*, qu'il déclare une forme pédante mise à la mode par O'Donovan.

<sup>5</sup> *Alba* est employé dans le sens d'Écosse dans l'ouvrage irlandais intitulé *Cogadh gædhel re Gaillaibh, The War of the Gaedhil with the Gaill*, composé au XI<sup>e</sup> siècle (éd. J. H. Todd, Londres, 1867). Voir sur ce point Kuno Meyer, *loc. cit.* Le vocable *Albania* se montre dans la *Vita sancti Cadoci*, 22 (Rees, *Cambro-British Saints*, Llandovery, 1853, p. 56).

établissements au sud des Pictes, en Dalriada, contrée correspondant à l'emplacement du comté actuel d'Argyle (Aïrer-Gaidhel : district des Gaëls). Mais, trois cents ans plus tard, la colonie Dalriadique, qui cependant s'était accrue de nouveaux arrivants, n'avait pas encore acquis de dénomination propre. Le Vénérable Bède ne la désigne que par les expressions vagues de *provincia Scottorum*; *septentrionalis Scottorum provincia*, c'est-à-dire province des Irlandais établis en Bretagne<sup>1</sup>. Jamais il ne nomme cette région purement et simplement *Scottia* : c'était à l'Irlande (*Scottia vetus*) qu'était encore réservé, nous l'avons vu, ce nom. C'est seulement dans la période qui suivit l'absorption — réelle, quoique contestée récemment<sup>2</sup> — des Pictes par les Scotti émigrés, arrivée à la suite des victoires du roi Kenneth Mac Alpin (844-858), que la nationalité scotique se fonda réellement au nord de la Bretagne, et que le nom de *Scottia* commença à désigner cette contrée.

Les arrivages successifs des Brythons en Albion s'opérèrent au cours d'une période de temps considérable; mais la masse des envahisseurs paraît avoir pénétré, vers le II<sup>e</sup> siècle avant notre ère, dans l'île, jusque-là occupée par les Goidels, qu'avait anciennement attirés en ces lieux l'étain des Cassitérides<sup>3</sup>. Dès lors le pays reçut le nom de Περαιναί νῆσος, Περαιναί νῆσοι<sup>4</sup>, et, en latin, de *Britannia*, sans que, d'ailleurs, celui d'Albion disparût complètement, pas plus que ne disparaîtra le nom de *Britannia* à l'arrivée des Anglo-Saxons.

Ouvrons ici une parenthèse. Il est un personnage, né dans la seconde moitié du IV<sup>e</sup> siècle, sur l'origine duquel on a passablement discuté et dont les développements qui précèdent peuvent nous aider à déterminer plus sûrement la nationalité, nous voulons parler de l'hérétique Pélage. Saint Augustin, Paul Orose, Prosper d'Aquitaine, ses contemporains, font de lui un Breton<sup>5</sup>. De prime abord, il est clair qu'il s'agit d'un Breton insulaire, puisque c'est seulement dans la seconde moitié du V<sup>e</sup> siècle que les premiers émigrants bretons gagnèrent les rives de l'Armorique gauloise et transmirent leur nom

<sup>1</sup> Bède, *Hist. Eccl.*, I, 1 : « Haec autem [Hibernia] propria patria Scottorum est » (*P. L.*, t. XCV, col. 27). Cf. Ch. Plummer, dans son édit. de Bède, *notes*, t. II, p. 11-12.

<sup>2</sup> Par M. E. W. B. Nicholson, dans ses *Keltic Researches : Studies in the history and distribution of the ancient goidelic languages and peoples*, Londres, 1904, p. 80 sq.

<sup>3</sup> J. Rhys et D. Brynmor-Jones, *The Welsh people*, 1900, p. 10 sq.; d'Arbois de Jubainville, *Les premiers habitants de l'Europe*, Paris, 1889, t. II, p. 295.

<sup>4</sup> D'Arbois de Jubainville, *L'île Prétonique, les Brittones ou Britanni*, dans la *Rev. celt.*, t. XIII, p. 398-403.

<sup>5</sup> Aug., *Ep.* 186, n. 1, *P. L.*, t. XXXIII, col. 816. Orose, *Liber Apologeticus*, 12; *Corp. script. eccl.*, p. 620. Prosp. d'Aquit., *Carmina contra ingratos*, I, *P. L.*, LI, col. 94.

à ce pays <sup>1</sup>. Des auteurs croient en outre que l'hérétique descendait de parents scots <sup>2</sup>. Pour le prouver, ils allèguent un texte bien connu de saint Jérôme, qui offre, en effet, des traits convenant fort bien à Pélage. Ce texte est conçu comme il suit : « Ipseque mutus » latrat per Albinum canem, grandem et corpulentum, et qui calcibus magis possit saevire, quam dentibus. Habet enim progeniem Scoticae gentis, de Britannorum vicinia, etc. <sup>3</sup>. » Nous ne voulons présenter que deux remarques sur ce passage : 1° Le sobriquet de « chien d'Albion » donné à Pélage n'est pas une injure prise au hasard, dénuée de sens précis. Les chiens de race britannique, et, en particulier, ceux que l'on désignait du nom de *Scoti* ou *Scotici* étaient, au v<sup>e</sup> siècle, fort estimés des Romains comme dogues de combat <sup>4</sup>. 2° La dernière phrase, si l'on prend garde à la conjonction « enim, » doit également s'entendre de Pélage, progéniture de race scotique, au service du muet qui l'excite. Voilà le texte sur lequel on s'appuie principalement pour établir que Pélage était de race scotique. Quant à décider si ses ascendants étaient des Scots d'Irlande ou des Scots d'Alba, l'expression vague de saint Jérôme (de Britannorum vicinia) ne le permet vraiment pas. *Hucusque de Pelagio.*

À l'arrivée des Anglo-Saxons, les Bretons refoulés vers l'ouest, dans la région qui forma le pays de Galles (*Wallia* <sup>5</sup>), prirent le nom de *Cymry* (sing. *Cymro*, qui veut dire « compatriote ») <sup>7</sup> et retinrent aussi spécialement les dénominations latines de *Britanni*, *Britones*. *Britannia*, tout en continuant de désigner l'île entière, comme cela se voit par exemple dans ce texte de l'*Historia Brittonum* : « [Picti] occupaverunt eas [regiones] in sinistrali plaga Brittaniae <sup>8</sup>, » s'appli-

<sup>1</sup> Le docteur Kraus laisse encore aux lecteurs de son *Manuel d'Histoire ecclésiastique*, trad. Godet et Verschaffel (3<sup>e</sup> éd., 1896, t. I, p. 301), la liberté de penser à la Bretagne armoricaine.

<sup>2</sup> J. B. Bury, *The origine of Pelagius*, dans *Hermathena*, t. XXX, 1904, p. 296 sq. ; A. Souter, *The Commentary of Pelagius on the Epistle of Paul*, dans les *Proceedings of the British Academy*, t. II, tir. à part [1907], p. 2.

<sup>3</sup> « Ipseque mutus » désignerait Jean d'Antioche, dont Pélage serait l'*Albinus canis*, d'après Loofs, *Realencyclopädie f. prot. Theol. u. Kirche*, 3<sup>e</sup> éd., t. XV, p. 749.

<sup>4</sup> Hieron., *Comment. in Jer.*, I, P. L., t. XXIV, col. 758.

<sup>5</sup> Daremberg et Saglio, *Dictionnaire des antiquités grecques et latines*, t. I, 2<sup>e</sup> part., p. 885, 889.

<sup>6</sup> « Saxones enim, occupato regno Britanico, quoniam lingua sua extraneum omne Wallicum vocant, et gentes has sibi extraneas Walenses vocabant. Et inde, usque in hodiernum, barbara nuncupatione et homines Walenses, et terra Wallia vocitatur (Giraldus Cambrensis, *Descriptio Kambriae*, I, 7, éd. J. F. Dimock, *Rerum Britannicarum Medii aevi scriptores*, Londres, 1868, t. VI, p. 179).

<sup>7</sup> D'Arbois de Jubainville, dans la *Revue celtique*, t. XIX, 1898, p. 74 ; J. Rhys et D. Brynmor-Jones, *op. cit.*, p. 26 et 117.

<sup>8</sup> *Historia Brittonum Nennii*, 12, éd. Mommsen, *M. G. H., Chron. Min.*, t. III,

qua aussi plus spécialement au pays des Bretons de l'ouest <sup>1</sup>, tandis que les territoires anglo-saxons se nommèrent *Anglia*, *Saxonia*, *transmarina Saxonia*, parfois même *Germania* <sup>2</sup>. Asser, parlant d'un séjour qu'il fit à Saint-David, dans les Galles, puis d'un autre à la cour du roi Alfred, place le premier « in Britannia » et le second « in Saxonia. » Les Teutons d'Angleterre sont encore aujourd'hui traités de Saxons par leurs voisins celtiques, gallois ou irlandais <sup>3</sup>. Par contre, les Anglo-Saxons désignaient les Bretons insulaires, qu'ils fussent du nord, de l'ouest ou du sud, par le nom de *Wealas* <sup>4</sup>. D'ailleurs il ne faut pas chercher dans les textes anciens une application rigoureuse des termes ethniques aux agglomérations auxquelles ils répondent étymologiquement. Les souverains de l'Heptarchie varient, eux-mêmes, beaucoup sur la teneur de leur titre officiel, et, dans les textes historiques, il n'est pas rare qu'un royaume saxon soit appelé « Anglia » ou « Provincia Anglorum » et *vice versa*. Ainsi, décrivant l'itinéraire suivi par le missionnaire irlandais saint Fursy se rendant, entre 631 et 640, d'Irlande dans l'Est-Anglie, en passant par le pays de Galles, le plus ancien biographe du saint, qui écrivait à la fin du VII<sup>e</sup> siècle, s'exprime ainsi : « De Hibernia peregrina littora petens per Britannos in *Saxoniam* transvectus est, ubi honorifice a Sigeberto *Orientalium Saxonum* Rege susceptus, verbo Domini barbaro mitigat corda <sup>5</sup>. » Le Vénérable Bède, au contraire, dans le pas-

p. 154. Lettre de Laurentius, Mellitus et Justus aux Irlandais (VII<sup>e</sup> s. inc.) dans l'*Hist. Eccl.* de Bède porte : « in hanc insulam, quae Britannia nuncupatur. »

<sup>1</sup> Asser, *De rebus gestis Aelfredi*, 7, 79, éd. William Henry Stevenson, Oxford, 1904, p. 7, 63, 65. Voir dans *Concilia Scotiae : Ecclesiae Scoticae statuta tam provincialia quam synodalia*, 1225-1359 (éd. J. Roberston, Edimbourg, 1866, t. I, p. xviii sq.), une curieuse dissertation de l'éditeur intitulée : « Did North Britain in the VIII, IX and X centuries mean Scotland or North Wales. » Il y a des textes dans l'un et l'autre sens.

<sup>2</sup> *Anglia* : Camden (*Britannia*, éd. de 1594, p. 81) ne doit pas être pris au sérieux quand il prétend que le roi Egbert (802-839) aurait introduit cette appellation, sous la forme *Englelond*, par un édit spécial. — Pour *Saxonia*, voir la référ. ci-dessous de *Vita Fursei* et *La plus anc. vie de saint Riquier*, c. 7, dans les *Analecta Bollandiana*, t. XXII, 1903, p. 190. — *Transm. Sax. : Epist. Bonifacii* (an. 742) dans *M. G. H., Epist.*, t. III, p. 301. — *Germania* : Bède, *H. E.*, V, 9 (P. L., XCV, 241); M. James Tait signale dans *The English Historical Review* (t. XX, 1905, p. 140) une opinion de M. Ch. Plummer d'après laquelle *Germania* aurait, d'autre part, signifié la Norvège dans des textes gallois.

<sup>3</sup> Cf. *Adamnani Vita S. Columbae*, éd. G. T. Fowler, Oxford, 1894, p. 197 s., v. *Saxonia*.

<sup>4</sup> J. Loth, dans la *Rev. cell.*, t. XIII, p. 498.

<sup>5</sup> *Vita Fursei*, 6 (Boll., t. II de janv., p. 405). Sur la date de cette *Vie*, voir Grützmacher, *Die Viten des heiligen Furseus*, dans la *Zeitschrift f. Kirchengeschichte*, t. XIX, 1898, p. 190-196. — Hariulf a mal compris l'expression *Orientalis Saxoni*, car, dans sa *Chronique*, il dit de saint Fursy : « Britannia, quae

sage parallèle, désigne plus justement l'Est-Anglie par *Anglia* (ab ipsa quoque insula patria [Furseus] discessit et paucis cum fratribus per Brittones in provinciam *Anglorum* devenit) <sup>1</sup>. Il est à noter que l'on ne trouve qu'une fois, dans l'œuvre entière de Bède, la partie teutonique de l'Angleterre appelée *Saxonia*, et encore est-ce dans une lettre simplement insérée par lui dans son *Histoire des abbés de Wearmouth et de Jarrow* <sup>2</sup>. En fait, c'est le terme *Anglia* qui a prévalu. Déjà, dans ses lettres, saint Grégoire le Grand appelait Ethelbert I<sup>er</sup>, roi de Kent (560-616), « Rex Anglorum », titre qui lui vint peut-être de sa qualité de *Bret-walda*; et Alfred le Grand (871-901) dénomme sa propre langue *Englisc* et non *Seaxisc* <sup>3</sup>.

L'ordre de ces superpositions onomastiques a été souvent mal saisi et peu respecté par les auteurs ou les copistes du moyen âge. Par exemple, il est permis de douter de la leçon « Rex Anglorum » que l'on trouve dans une charte d'Egbert, roi de Wessex, datée de 828 <sup>4</sup>, lorsque l'on sait que dans nombre de *Passions* de saint Alban ce martyr breton du III<sup>e</sup> siècle est appelé « protomartyr Anglorum » <sup>5</sup>. « Hoc omnino dici oportet interpretative, vel per anticipationem, quia necdum Angli in Britanniam venerant, sed nec postea ducentis fere annis, » remarque le moine Thomas d'Elmham <sup>7</sup>. Un semblable anachronisme s'est produit pour le héros breton Vortigern († v. 485), qui reçut aussi *per anticipationem* le titre de *Dux Anglorum* <sup>8</sup>.

Quant au composé ethnique *Anglo-Saxon*, il n'apparut que lorsque la fusion entre les deux éléments germaniques se fut à peu près complètement accomplie. On le chercherait en vain chez Bède. Il ne donne que les assemblages à conjonction copulative « *Angli vel Saxones*, » « *Anglorum sive Saxonum gens* » <sup>9</sup>. C'est, croit-on, vers

*Anglia nuncupatur, pertransiens, in partibus Germaniae appulit* » (Boll., t. VII de mai, p. 261).

<sup>1</sup> Bède, *H. E.*, III, 19, *P. L.*, t. XCV, col. 148.

<sup>2</sup> Bède, *Vita Sancti Abbat. monast. in Wiramutha et Girvum*, II, *P. L.*, t. XCIV, col. 727.

<sup>3</sup> Gregor., *Epist.* 11, etc.

<sup>4</sup> Asser's *Life of King Alfred*, éd. Stevenson, notes, p. 149. Bède parle tour à tour de la *lingua Anglorum* et de la *lingua saxonica*.

<sup>5</sup> Kemble, *Codex Diplomaticus Aevi Saxonici*, 223.

<sup>6</sup> Cf. Th. Duffus Hardy, *Descriptive catalogue of materials relating to the history of Great Britain and Ireland*, Londres, 1862 (*Rev. Brit. medii aev. script.*), t. I, part. 1, n<sup>os</sup> 9, 10, 11, etc....; Socii Bollandiani, *Bibliotheca hagiographica latina*, Bruxelles, 1898-1899, t. I, p. 35-36.

<sup>7</sup> Thomas d'Elmham, *Historia monasterii S. Augustini Cantuariensis*, éd. Ch. Hardwick, Londres, 1858 (Rolls), tit. VI, 15, p. 182.

<sup>8</sup> Muratori, *Script. rer. italic.*, t. VII, p. 469 sq.

<sup>9</sup> Bède, *H. E.*, I, 15, 22, v, 9. Sur l'interprétation des conjonctions *vel* et *sive* dans l'*H. E.*, voir éd. Plummer, t. II, p. 73, 82, et Anscombe, *The date of the*



886 qu'Alfred le Grand adopta, le premier, le titre de « Rex Angul-Saxonum. » Asser lui décerne maintes fois ce titre dans son *De rebus gestis Aelfredi* ou son équivalent « Anglorum Saxonum rex <sup>1</sup>. » Plus de cinquante ans auparavant, comme le constate M. W. H. Stevenson, le récent éditeur de cet ouvrage, le composé *Angul-Saxo* se rencontre déjà sur le continent, sous la forme *Engel Saxo*, dans la *Vie d'Alcuin*, rédigée avant 829 <sup>2</sup>. Pourtant ce n'est pas là encore la plus ancienne mention. Nous avons trouvé la formule « Angli-Saxones » employée — chose frappante — dans l'*Historia de gestis Langobardorum* de Paul Diacre († 782), plus d'une centaine d'années avant qu'elle ne se manifeste dans un document anglais <sup>3</sup>.

Il reste à dire un mot en terminant d'une manière d'exprimer l'orientation qui, dans notre Occident, paraît propre aux écrivains celtiques des Îles Britanniques. Ce système consiste à désigner les points cardinaux d'après la posture de l'homme qui s'oriente, le visage tourné vers le soleil levant. De là les termes *anterior* (irl. *airthir*); *posterior*; *dexteralis* ou *dextralis* (vieux gallois, *i parth dehou*; irl., *dess*); *sinistralis* (v. gal., *i parth cled*; irl., *clé*, *fochla*), pour signifier respectivement l'Orient, l'Occident, le Nord et le Midi <sup>4</sup>. De la sorte l'expression *Britannia sinistralis* veut dire la Bretagne du nord et *Britannia dexteralis* la Bretagne du sud. Encore faut-il discerner, suivant la langue de l'auteur et le contexte, de quelle Bretagne il s'agit. En effet, dans un texte de l'*Historia Brittonum* que nous avons cité plus haut, la *sinistralis plaga Britanniae*, correspondant au territoire occupé par les Pictes, désigne évidemment le nord de l'île de Bretagne. Chez Asser, au contraire, les mots « *regiones dexteralis Britanniae partis* » se rapportent à la « Britannia » des Cymry et dénotent le sud du pays de Galles <sup>5</sup>. D'autre part enfin, on trouve fréquemment dans le *Liber Landavensis* l'expression *dextralis Britannia* pour le sud de l'île de Bretagne, le pays de Galles et la

*first settlement of the Saxons in Britain*, dans la *Zeitschrift f. celtische Philologie*, t. III, p. 492.

<sup>1</sup> Asser, *édit. citée*, p. 149 sq.

<sup>2</sup> Vita Alcuini, 18, *M. G. H., Script.*, t. XV, p. 193; cf. A. Molinier, *Les sources de l'histoire de France*, Paris, 1902, t. I, p. 192.

<sup>3</sup> Paul. Diac., *Historica de Gestis Langobardorum*, III, 23; *P. L.*, t. XCIII, col. 552.

<sup>4</sup> Du Cange se montre mal renseigné sur ces expressions; voir Wh. Stokes, *Urkeltscher Sprachschatz*, dans la 4<sup>e</sup> éd. de Fick, *Vergleichendes Wörterbuch der indogermanischen Sprachen* (1894), p. 145; Zeuss-Ebel, *Grammatica celtica*, p. 617 et 57; Wh. Stokes, *Tripartite Life, etc.*, glossaire latin; Adamnani *Vita S. Columbae*, éd. Fowler, p. 55, 137; *Annales Cambriae*, éd. J. Williams ab Ithel, Londres, 1860 (*Rer. Brit. medii aev. script.*).

<sup>5</sup> Asser, *De rebus gestis Aelfredi*, 80, p. 66.

Cornouailles <sup>1</sup>. J. Williams ab Ithel rattache vaguement l'origine de ces locutions à un usage rituel des bardes et des druides qui les obligeait à se tourner vers l'orient <sup>2</sup>; mais cette assertion est gratuite. Par contre, cette terminologie se remarque dans les langues sémitiques. C'était d'ailleurs la plus commode et la plus expressive avant l'invention de la boussole.

Farnborough.

L. GOUGAUD.

### III.

## AU LENDEMAIN DES CENT-JOURS

La qualité la plus indispensable à l'histoire est la recherche de l'exacte vérité. Celui qui la néglige ou qui la sacrifie à des sentiments passionnés n'aura jamais droit au titre d'historien : il ne trouvera de crédit qu'auprès des lecteurs acquis d'avance à ses opinions, et prêts à les pousser jusqu'à l'aveuglement. On ne peut que regretter de voir un écrivain prendre à tâche de souffler sur les cendres refroidies de discordes vieilles de près d'un siècle, dans l'espoir de raviver une étincelle des passions haineuses qu'un moment de lutte désespérée avait allumées.

Il est fâcheux d'avoir à constater que telle a été la seule impulsion qui a guidé M. Bonnal <sup>3</sup>. Remarquons qu'en parlant de l'armée, il n'a jamais en vue que l'armée des Cent-Jours : celle qui, déliée expressément par Napoléon, en avril 1814, de toute obligation envers lui, oublia, en mars 1815, par un revirement soudain dont il n'existe pas un autre exemple, les nouveaux devoirs qu'elle avait acceptés et les serments qu'elle venait de prêter, pour ne se souvenir que de son enthousiasme pour son ancien chef.

Qu'un pareil sentiment ne fût assez naturel et excusable chez la plupart de ceux qui l'ont subi, c'est ce que personne ne se refusera à admettre : mais c'est là un point de vue que M. Bonnal n'accepte

<sup>1</sup> Cf. J. Loth, dans la *Rev. cell.*, t. XV, 1894, p. 104.

<sup>2</sup> *Annales Cambriae*, p. 117-118.

<sup>3</sup> *Les Royalistes contre l'armée (1815-1820)*, par Ed. Bonnal. Paris, Chapelot, 1906. 2 vol. in-8; t. I, x-406 p.; t. II, xii-397 p.

pas. Il tient à ce que la révolution du 20 mars ait été exclusivement provoquée par les torts des Bourbons et de leurs partisans. Il nous faut donc examiner en quelques mots les griefs qu'il leur impute et qu'il dépeint comme impardonnables.

Il représente les Bourbons comme ramenés par les armées ennemies. C'est donner aux événements une couleur absolument fausse. S'il est un fait de toute évidence, c'est que, depuis le commencement du siècle, il n'y avait pas une seule puissance continentale qui ne fût beaucoup plus hostile que favorable à la cause des Bourbons; aucune d'elles n'avait cherché à le dissimuler. Le prince-régent d'Angleterre, depuis Georges IV, était le seul souverain de l'Europe qui leur témoignât une sympathie peu goûtée de la plupart de ses ministres. Le cabinet de Londres ne pouvait se dispenser de marcher d'accord avec ses alliés du continent; s'il préconisait le principe de la légitimité, qu'en théorie nul souverain ne se hasardait à combattre, il ne voulait s'exposer à aucune complication pour le faire prévaloir. Il y eut cela de remarquable que ce fut le monarque qui en faisait le moins de cas, l'empereur Alexandre, dont la décision en amena le triomphe. Pourquoi? Parce qu'il était impossible de prendre un autre parti. Ce que ni Alexandre ni aucun autre souverain ne voulait et ne pouvait vouloir, c'était constituer en Europe un état de guerre inévitable et permanente. Napoléon avait trop laissé voir qu'il ne signerait d'autre paix que celle où il conserverait la perspective d'une revanche. Placer sur le trône son fils âgé de trois ans, c'était lui laisser le pouvoir sans entraves. Bernadotte, qui ne dissimulait pas son désir de lui succéder, était devenu trop odieux à l'armée française pour qu'il fût possible de le lui imposer. Accepter l'établissement d'un régime républicain, c'était rendre inévitable l'action d'une propagande qui ne laisserait aux puissances coalisées ni repos ni sécurité. Le plus simple bon sens leur commandait donc d'accepter les Bourbons, et il fut d'autant plus facile à Talleyrand de le faire comprendre à l'empereur Alexandre, que son passé ne permettait pas de lui attribuer un autre sentiment que celui de la résignation.

M. Bonnal reproche à Louis XVIII de n'avoir pas conservé à la France les frontières du Rhin! Il ne paraît pas comprendre ce qu'une pareille accusation a de ridicule. Mais, dit-il, les troupes françaises occupaient encore Luxembourg et Mayence, Dantzic et Hambourg, où Davout avait 60,000 hommes; les alliés avaient à faire le siège de ces places. Pourquoi? Le blocus qu'elles subissaient ne pouvait manquer de les réduire, et la preuve que les garnisons ne pouvaient forcer ce blocus, c'est qu'elles ne l'ont jamais tenté pendant que Napoléon luttait désespérément dans les plaines de la Champagne.

Louis XVIII donne à neuf des maréchaux le haut commandement des provinces : que pouvait-il faire de mieux pour les contenter? Suivant M. Bonnal, c'était pour les disperser. Davout reste sans emploi : c'était pour le punir d'avoir défendu Hambourg. M. Bonnal ignore combien l'Europe entière était exaspérée contre cet éminent homme de guerre à cause des rigueurs exercées dans Hambourg à la rentrée des troupes françaises, après que cette ville eut proclamé son indépendance; il peut en lire le détail dans les instructions données par Napoléon, le 7 mai 1813 (*Lettres inédites*, publiées par Léon Lecestre, t. II, p. 237-238).

La princesse Catherine de Wurtemberg est dévalisée sur la grande route par quelques brigands. « Ces hommes, dit M. Bonnal, étaient des familiers du comte d'Artois, des Voltigeurs de Louis XIV. » Or Maubreuil, l'auteur bien avéré de cet attentat, appartenait, non à l'entourage des Bourbons, mais à la cour de Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie. Cet homme disait avoir reçu du prince de Talleyrand la mission d'assassiner Napoléon, ce que M. Bonnal admet très volontiers. Il ne nous dit pas que, pendant les Cent-Jours, ce même Maubreuil était en Belgique, se donnant pour chargé d'assassiner le duc de Berry. (*Souvenirs du comte de Semallé*, p. 236.)

Ce qui, aux yeux de M. Bonnal, est le crime impardonnable de la première Restauration, ce que l'armée ne pouvait se dispenser de regarder comme le plus mortel des affronts, c'est que le roi ne fermait pas la porte des Tuileries aux vieux officiers qui avaient tout sacrifié en se dévouant à sa cause, aux restes de l'armée de Condé et de la Vendée, échappés à l'extermination à laquelle ils avaient été si longtemps voués. Pouvait-il agir autrement sans se couvrir de honte aux yeux de l'univers entier? Autre grief non moins grave : la formation d'une maison militaire, ou garde personnelle du roi, recrutée parmi les hommes sur la fidélité desquels il pouvait compter. Les événements n'allaient-ils pas en démontrer la nécessité? Fallait-il que le monarque et sa famille fussent à la merci d'une poignée de conspirateurs, aux yeux desquels leur crime c'était d'exister?

L'armée n'avait-elle pas des motifs plus sérieux de mécontentement? Assurément, elle en avait, mais il n'était pas au pouvoir des Bourbons d'y remédier. Dans les rangs inférieurs on sentait qu'une paix durable excluait la possibilité de parvenir, en quelques années, aux plus hauts grades, ce dont on avait vu tant d'exemples. Dans les rangs supérieurs, on ne pouvait plus espérer joindre aux honneurs militaires les richesses, qu'aux dépens de l'étranger Napoléon leur avait prodiguées tant que la victoire avait suivi ses drapeaux, et souvent sans réussir à satisfaire des exigences par trop surexcitées. Mais ceux qui se trouvaient surtout lésés étaient plusieurs de ses

maréchaux, auxquels il avait constitué des fortunes princières, que ses revers avaient anéanties. Citons M. Bonnal : « Le maréchal Davout jouissait, depuis 1807, de 910,848 fr. de rente en dotations impériales, dont il ne subsistait plus rien (t. II, p. 70). Berthier avait obtenu en dotations, par divers décrets, en sus de la principauté de Neuchâtel, 1,254,945 fr. de rente (t. II, p. 373) ; il lui restait 29,411 fr. sur le Grand Livre, et Chambord que ses héritiers vendirent. » Qu'y pouvait Louis XVIII ? Voulait-on qu'au milieu de graves complications financières il ajoutât à la dette publique la charge de pareilles dotations ? Cela ne se pouvait, dans un ordre légal, et sous un régime de libre discussion.

Arrivons aux Cent-Jours. M. Bonnal tient à répéter que la révolution du 20 mars fut l'œuvre de la nation et non celle de l'armée : c'est là une thèse historiquement insoutenable, car il n'y a pas eu un seul point où la population ait devancé la défection des troupes. Il est vrai que dans les provinces de l'Est, les masses applaudirent au retour de l'Empire. Dans l'Ouest, dans le Midi, dans plusieurs départements du Nord et du Centre, le sentiment dominant fut celui de la consternation. A Paris même, si les habitants des faubourgs se montrèrent triomphants, la garde nationale fut loin de partager leur joie. Dira-t-on qu'il n'y eut nulle part de résistance efficace ? Comme si une population clairsemée et désarmée pouvait lutter contre une armée de 200,000 bons soldats, surtout avec si peu d'hommes en état de porter les armes, après qu'il en avait péri deux millions dans les guerres les plus sanglantes et les plus prolongées.

Selon M. Bonnal, les partisans des Bourbons étaient des traîtres en ne combattant pas l'invasion étrangère : point de vue bien singulier, puisque cette invasion n'aurait jamais eu lieu si elle n'avait pas été provoquée par leurs adversaires, et cela sans aucune chance de succès. L'armée fut induite en erreur : on lui fit croire que l'alliance de l'Autriche était assurée à Napoléon, tandis que celui-ci ne gardait plus aucune illusion à cet égard. Il envahit la Belgique, espérant qu'avant l'arrivée des armées autrichienne et russe, il aurait, par l'emploi de toutes les forces dont il pouvait disposer, anéanti les armées de Blücher et de Wellington, qui ne formaient pas le tiers de celles des coalisés. Il oubliait qu'il avait à combattre d'autres ennemis que ceux de 1805 et de 1806, qui le lendemain d'une défaite se dispersaient et mettaient bas les armes. L'expérience des deux dernières campagnes aurait dû lui apprendre qu'une bataille perdue ne les faisait plus renoncer à combattre. Une victoire à Waterloo aurait prolongé la lutte, mais ne pouvait en changer l'issue.

Comment M. Bonnal pourrait-il le comprendre, lui qui s'imagina que sous les murs de Paris les débris de Waterloo auraient pu triom-

pher des armées victorieuses, et que c'était une trahison que de ne pas le tenter? Comme si le seul résultat possible n'eût pas été de faire subir à Paris le sort que Rostopchine avait imposé à Moscou.

On ne saurait croire combien M. Bonnal a adopté contre les partisans de la royauté d'imputations odieuses, sur la foi d'assertions manifestement controuvées. Citons-en un exemple : il accuse plus de dix fois M. Tabarié, depuis directeur du personnel au ministère de la guerre, d'avoir, pendant les Cent-Jours, fait passer aux ennemis les états de situation de l'armée, en abusant de son poste de chef de bureau sous le prince d'Eckmühl. Il cite à l'appui une lettre du général Stuart à Wellington où, dit-il, M. Tabarié est désigné comme l'homme du duc de Feltre. Le texte anglais, traduit par un énorme contresens, porte : *qui est auprès du duc de Feltre* (alors à Gand), ce qui est la réfutation précise de l'accusation dont M. Bonnal s'est fait l'écho. La présence à Gand de M. Tabarié est d'ailleurs bien constatée, notamment dans la *Biographie des hommes vivants*, publiée par Michaud (t. V, p. 422).

Puis viennent les récits de la fameuse Terreur blanche. Ils débutent par l'assassinat des généraux royalistes Ramel et de Lagarde, crimes individuels dont c'est une énormité que de vouloir rendre les royalistes responsables. M. de Lagarde fut le gendre du général vendéen Charles d'Autichamp. La mort du général Ramel est fort inexactement racontée. Blessé à mort d'un coup de pistolet, il fut transporté dans son lit par quelques jeunes royalistes qui, étant sans armes, ne purent le défendre contre une populace furieuse qui acheva le général agonisant en criant : « Il a tiré sur le peuple, » seul motif allégué pour ce crime odieux.

Il est au contraire certain que le maréchal Brune fut la victime de la surexcitation délirante de la population royaliste d'Avignon, une des villes de France où, pendant la Révolution, le sang avait été le plus abondamment versé. Mais l'animosité dont Brune fut l'objet ne remontait pas à cette date; elle était causée par les récits journaliers qui parvenaient à Avignon sur les excès commis par certains corps armés dans les limites du commandement du maréchal. Le peuple d'Avignon, incapable d'une froide réflexion, l'en tint pour responsable, comme s'il lui avait été facile de faire régner l'ordre au milieu des passions déchaînées. Non moins injuste, M. Bonnal impute cet assassinat à M. de Rivière, homme hautement respecté de tous ceux qui l'ont connu, sans distinction de parti : mais il fut l'ami personnel du roi Charles X!

En condamnant les meurtres qu'un esprit de vengeance fit commettre dans le Midi contre les hommes des Cent-Jours, il ne faudrait pas oublier ceux non moins nombreux dont furent victimes les par-

tisans des Bourbons pendant cette période, sans donner alors lieu à aucune répression, ni même à aucune enquête. Par suite, ils ont été regardés comme non avenus. Quand les amis de M. Bonnal furent contraints d'y faire allusion, ce fut toujours sans un mot de désapprobation. Les royalistes coupables furent au contraire l'objet de poursuites judiciaires après la seconde Restauration, toutes les fois que des témoignages le rendirent possible. Les journaux en entretenaient leurs lecteurs, souvent en exagérant ou dénaturant les faits ; pendant les Cent-Jours, jamais la moindre mention d'un acte de ce genre n'eût été tolérée.

Et les Cours prévôtales ! On ne peut que regretter le caractère sommaire de leurs procédures. Si les prévôts étaient presque toujours des royalistes notoires, leurs fonctions étaient celles du ministère public. La sentence était rendue par cinq juges, en grande majorité anciens magistrats de l'Empire : M. Bonnal en donne la liste. Les accusés ne manquaient donc pas de garanties d'impartialité. Combien différentes étaient les commissions militaires qui, sous le Directoire et le Consulat, firent fusiller un si grand nombre de royalistes : choisies chaque fois dans ce but spécial, elles n'avaient d'autre mission que celle de donner la mort. La plupart des Cours prévôtales n'eurent jamais l'occasion d'exercer leurs fonctions. Toutes les sentences capitales prononcées par elles, quelquefois avec une rigueur outrée, sont qualifiées par M. Bonnal d'assassinats.

Cet auteur ne voit d'ailleurs partout qu'assassinat. L'Europe entière a toujours cru que Berthier, prince de Wagram, tombé dans l'abattement d'esprit le plus complet depuis le 20 mars, avait mis fin à ses jours en se précipitant d'une fenêtre à Bamberg, le 1<sup>er</sup> juin 1815. M. Bonnal affirme qu'il fut assassiné par trois émigrés ou trois chouans ; il ne peut spécifier, personne n'en ayant jamais trouvé de traces. Cette histoire fantastique est suffisamment réfutée par la présence du jeune fils du maréchal à la mort de son père.

Le licenciement de l'armée de la Loire fut une nécessité imposée par le besoin de vivre en paix avec l'Europe, qui, non sans motifs, voyait en elle un élément de guerre toujours au moment de se renouveler. Les puissances coalisées, tout en admettant la nécessité d'une amnistie que Louis XVIII tenait à proclamer, insistaient pour que les auteurs de la conspiration qui avait préparé la révolution du 20 mars en fussent exclus : énormité aux yeux de M. Bonnal, qui, en dépit de l'évidence la plus notoire, ne veut pas qu'il y ait eu de complot. C'est sur cette base que fut dressée l'ordonnance du 24 juillet 1815, qui exceptait de l'amnistie dix-neuf des principaux chefs de l'armée, et trente-huit autres personnages dont les uns devaient passer en jugement, tandis que les autres seraient exilés. Il n'est que

trop vrai que cette liste, formée en dehors de toute information sérieuse, était l'œuvre de la précipitation et de l'injustice. C'était à Talleyrand, alors principal ministre, appuyé de la confiance des puissances alliées, qu'en incombait la responsabilité; mais, dominé par l'indolence et la légèreté avec laquelle il traitait les affaires les plus graves, il ne trouva rien de mieux que de s'en rapporter à Fouché, pour ce motif qu'étant un des principaux moteurs du complot, il ne pouvait manquer de connaître mieux que personne ceux qui en avaient fait partie. Le malheur était que cet homme sans conscience était aussi disposé à servir ses rancunes, qu'étranger à tout scrupule d'équité. Après avoir échappé non sans peine à la réaction thermidorienne, il s'était bien promis de se soustraire désormais à tout danger en entretenant des intrigues avec les partis les plus opposés. Il ne s'en fit faute, ni pendant la durée de l'Empire ni à la première Restauration. Avant le 20 mars, il avait d'abord préparé le mouvement insurrectionnel de Drouet d'Erlon, qui voulait appeler au trône le duc d'Orléans, puis celui de Lefebvre-Desnouettes et des frères Lallemand, qui agissaient en faveur de Napoléon. Pendant les Cent-Jours, voyant toute l'Europe coalisée contre celui-ci, il envisagea sa chute comme inévitable, et, sans cesser de lui prodiguer des protestations de dévouement, il chercha à flatter toutes les nuances du parti révolutionnaire, non sans travailler à se procurer des appuis auprès des Bourbons et des coalisés. On sait combien ce rôle de duplicité fut couronné de succès; mais ce fut un triomphe très éphémère. Les élections amenèrent une majorité royaliste, indignée de voir au rang des ministres celui qu'elle regardait comme le grand coupable du 20 mars, et révoltée de le voir devenu l'arbitre du sort de ses complices. Fouché dut disparaître avant qu'elle ne fût réunie; Talleyrand aussi. Malheureusement les nouveaux ministres, contraints par les puissances coalisées d'apporter des exceptions à l'amnistie, répugnant à la responsabilité d'en faire le choix, ne trouvèrent rien de mieux que de s'en tenir à la liste de Fouché. Ceci les mit aussitôt en collision avec la majorité dite Introuvable, et ils ne parvinrent à lui faire voter leur projet, la loi instituant les Cours prévôtales, et d'autres mesures acerbes, qu'en lui reprochant sans cesse de compromettre par sa résistance la défense de la royauté. Combien n'est-il pas injuste d'accuser la Chambre de 1815 des catégories réclamées par M. de Labourdonnaye, ainsi que des responsabilités pécuniaires pesant sur les hommes qui y seraient compris, puisque, malgré l'action de sa fougueuse éloquence, elles furent repoussées par la majorité! La seule mesure de rigueur dont il soit juste de lui attribuer toute la responsabilité est le bannissement de ceux des régicides qui s'étaient compromis pendant les Cent-Jours;



la Chambre Introuvable crut rendre ainsi un hommage nécessaire à la morale publique, et se proposa surtout pour but de rendre définitif l'éloignement de Fouché, dont elle regardait les menées comme singulièrement dangereuses pour la royauté.

Nous ne suivrons pas M. Bonnal dans le détail des procès intentés aux généraux des Cent-Jours ; quelques-uns eurent une issue déplorable ; plusieurs se terminèrent par des acquittements. Quand des peines furent prononcées, ce fut le plus souvent en raison de circonstances aggravantes que M. Bonnal n'a pas connues, ou qu'il a préféré passer sous silence. Il avoue toutefois que remise de ces peines fut bien des fois accordée à l'intercession du duc d'Angoulême, pour lequel il ne montre d'ailleurs aucune sympathie.

Dans ses appréciations systématiquement hostiles à tous les princes de la maison de Bourbon, il invoque sans cesse l'autorité de trois écrivains auxquels il donne le titre d'historiens royalistes. Ce sont Lacretelle et Capefigue, dont le royalisme éphémère fit bientôt place à des opinions opposées ; c'est surtout Montgaillard, bien connu pour avoir été l'espion du Directoire auprès du prince de Condé, dont il avait su malheureusement capter la confiance. Ce dernier trait achèvera de faire comprendre la profonde incompétence de M. Bonnal dans le domaine de l'histoire.

L. RIOULT DE NEUVILLE.

---

# COURRIER ALLEMAND

MOYEN AGE. 1905-1906

(Suite)

---

HISTOIRE ÉTRANGÈRE. — *Angleterre*. — M. C. E. Hodgson consacre une étude consciencieuse, — plus longue peut-être que ne le méritait le sujet, — à la biographie du jeune prince Henri, second ou troisième fils de Henri II, associé à quinze ans au gouvernement par son père, contre lequel cependant, comme on sait, il se révolta à diverses reprises <sup>1</sup>. M. Hodgson fait ressortir l'insignifiance de ce prince, sans caractère, sans principes, sans grandes qualités. — Nous rapprochons de cet ouvrage une thèse de M. J. Douglas Drummond sur l'histoire militaire de l'Angleterre au XII<sup>e</sup> siècle <sup>2</sup>. — Laurent de Somercote est un chanoine de Chichester, qui florissait au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, et qui remplit quelques années les fonctions d'official de cette église. Nous ne savons presque rien de sa vie, mais il a laissé un traité sur les élections épiscopales, dont la renommée a dépassé les limites de l'Angleterre. C'est ce traité dont M. Alfred von Wretschko nous donne une édition critique <sup>3</sup>. — L'histoire de Henri VII, qui forme le premier volume de l'histoire des Tudors, par M. Wilhelm Busch, a eu les honneurs d'une seconde édition <sup>4</sup>.

*France*. — M. W. Vogel consacre un gros volume à l'étude des rapports entre les Normands et l'Empire franc jusqu'à la fondation de la Normandie, c'est-à-dire pendant un peu plus d'un siècle (799-911 <sup>5</sup>). — Comme suite à l'étude qu'il nous avait donnée sur Robert d'Arbrissel <sup>6</sup>, M. J. von Walter nous présente quelques prédicateurs am-

<sup>1</sup> *Jung Heinrich, König von England, Sohn Königs Heinrichs II, 1155-1183*. Jena, Anton Kämpfe, 1906. In-8, xiii-83 p. — <sup>2</sup> *Studien zur Kriegsgeschichte Englands im 12. Jahrhundert*. Berlin, G. Nauck, 1905. In-8, 96 p. — <sup>3</sup> *Der Traktat des Laurentius de Somercote über die Vornahme von Bischofswahlen entstanden im J. 1254*. Weimar, H. Böhlau, 1907. In-8, viii-56 p. — <sup>4</sup> *England unter den Tudors*. I. 2<sup>e</sup> Ausg. Tübingen, J. C. B. Mohr, 1905. In-8, xii-434 p. — <sup>5</sup> *Die Normannen und das fränkische Reich bis zur Gründung der Normandie* (Heidelberger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte. XIV.) — <sup>6</sup> Cf. *Revue des questions hist.*, t. LXXVIII, p. 275.

bulants des <sup>x</sup><sup>e</sup> et <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècles en France : Bernard de Tiron, Vital de Savigny, Giraud de Salles <sup>1</sup>. — M. Franz Xaver Barth étudie, au point de vue du droit canonique, Hildebert de Lavardin <sup>2</sup> : il s'agit de la grosse question du droit de patronage sur les fonctions ecclésiastiques. — M. Tegin Halusa nous donne une nouvelle biographie de saint Bernard <sup>3</sup>.

— M. Alexander Cartellieri poursuit, avec la même largeur d'information, avec la même critique, avec la même ampleur de rédaction, la vaste enquête qu'il a commencée il y a quelques années sur le règne de Philippe Auguste. Le tome II de cette étude <sup>4</sup> est uniquement consacré à l'histoire de la croisade (1187-1191). On voit quelles vastes proportions prend ce récit, le meilleur que nous ayons sur l'un des règnes importants de l'histoire de France.

— M. Karl Wenck s'est efforcé de débrouiller la personnalité un peu troublante de Philippe le Bel, de démêler son caractère et de rechercher sa part de responsabilité dans les actes de son gouvernement <sup>5</sup>. Dans ce mémoire solidement documenté, M. Wenck établit que l'éducation du roi le mettait à même de juger des choses et de gouverner personnellement. L'attitude du monarque dans les diverses questions qu'il eut à trancher permet de reconstituer les traits de sa physionomie.

— Deux thèses berlinoises, celle de M. R. Czeppan sur Crécy <sup>6</sup> et celle de M. Fr. Mohr sur Rosebeke <sup>7</sup>, étudient deux chapitres de l'histoire militaire du moyen âge, dont le premier surtout a déjà fourni matière à de nombreuses dissertations.

— Nous signalons ici, bien que l'on ne puisse s'attendre à y trouver du nouveau, le volume que lady Blennerhassett a donné dans la collection des *Frauenleben* (t. IX) sur Jeanne d'Arc <sup>8</sup>.

*Italie.* — Sous les auspices de la Société royale de Goettingue, M. Paul Fridolin Kehr entreprend de nous donner le catalogue des actes pontificaux relatifs à l'Italie jusqu'à la fin du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle <sup>9</sup>. Le

<sup>1</sup> *Die ersten Wanderprediger Frankreichs*. Neue Folge. Leipzig, A. Deichert, 1906. In-8, ix-179 p. — <sup>2</sup> *Hildebert von Lavardin (1056-1133) und das kirchliche Stellenbesetzungsrecht (Kirchenrechtliche Abhandlungen, 34-36)*. Stuttgart, F. Enke, 1906. In-8, xx-490 p. — <sup>3</sup> *Der hl. Bernhard von Clairvaux*. Dülmen, A. Laumann, 1906. In-8, xii-308 p., plan de Cîteaux et illustr. — <sup>4</sup> *Philipp II August, König von Frankreich*. II. Leipzig, Dyk, 1906. In-8, xxxi-360 p., ill. — <sup>5</sup> *Philipp der Schöne von Frankreich, seine Persönlichkeit und das Urteil der Zeitgenossen*. Marburg, N. G. Elwert, 1915. In-4, 74 p. — <sup>6</sup> *Die Schlacht bei Crécy* (26. VIII. 1346). Berlin, G. Nauck, 1906. In-8, 115 p., 2 cartes. — <sup>7</sup> *Die Schlacht bei Rosebeke am 27. XI. 1382*. Ibid., 1906. In-8, 87 p., carte. — <sup>8</sup> *Die Jungfrau von Orleans*. Bielefeld, Velhagen und Klasing, 1906. In-8, viii-226 p., 5 cartes. — <sup>9</sup> *Regesta pontificum romanorum. Italia pontificia sive repertorium privilegiorum et litterarum a romanis pontificibus ante annum 1098 Italiae ecclesiis, monasteriis, civitatibus singulisque personis concessorum*. I. Berolini, Weidmann, 1906. Gr. in-8, xxvi-201 p.

tome I<sup>er</sup> de ce recueil est consacré à Rome. Les matériaux y sont rangés non dans l'ordre chronologique, mais dans un ordre systématique : I. Cardinaux et clergé romain ; II. Latran et curie romaine ; III. Églises et monastères ; IV. Ville, sénat et peuples. Le volume se termine par un répertoire où les actes sont classés par pontificats.

— C'est à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle que fut fondée à Rome Santa Maria dell' Anima, l'église des Allemands à Rome, par Dietrich ou Thierry de Niem (Nieheim en Westphalie), abrégiateur des lettres apostoliques, évêque de Verden, qui joua dans le grand schisme un rôle assez considérable. Dans le gros volume que M. Jos. Schmidlin consacre à cette fondation <sup>1</sup>, c'est surtout l'histoire moderne qui tient une place considérable. Les relations des papes avec l'Allemagne ont notamment influé sur les conditions et sur l'histoire de l'Anima. — Une thèse de M. D. A. Winter expose la politique de Pise de 1268 à 1282 <sup>2</sup>. — M. Heinrich Kretschmayr nous offre le premier volume d'une excellente histoire de Venise <sup>3</sup>, dans laquelle le tableau de la vie économique, morale et intellectuelle accompagne toujours celui de l'évolution politique. Ce premier volume s'étend jusqu'à la mort du doge Henri Dandolo, et par conséquent jusqu'au début du xiii<sup>e</sup> siècle. — Sur la même cité vénitienne pendant le xv<sup>e</sup> siècle, on consultera le gros ouvrage que M. le comte Demetrio Minotto consacre à l'histoire de sa famille, et dont le tome III embrasse précisément les années 1394 à 1504 <sup>4</sup>.

*Suisse.* — M. Eduard von Roth nous donne une monographie de Berne au xv<sup>e</sup> siècle <sup>5</sup>. — M. R. Zehntbauer publie la charte de commune concédée en 1271 à Illens et Arconciel, par Ulrich d'Arberg, sur le modèle de celle de Fribourg, en Suisse, qu'il nous présente également comme texte de comparaison ; il les étudie, les explique et y ajoute quelques documents complémentaires et une introduction historique <sup>6</sup>. — Trois fascicules du cartulaire de Saint-Gall, préparés par MM. Plazid Bütler et T. Schiess, nous conduisent de 1412 à 1429. Les actes sont le plus souvent l'objet d'une simple analyse <sup>7</sup>. — La direction des archives de Schaffhouse entreprend de nous faire connaître les actes relatifs à l'histoire du canton. Le premier volume

<sup>1</sup> *Geschichte der deutschen Nationalkirche in Rom S. Maria dell' Anima*. Freiburg, Herder, 1906. In-8, xviii-816 p. — <sup>2</sup> *Die Politik Pisas während der J. 1268-1282*. Berlin, Mayer und Müller, 1906. In-8, 75 p. — <sup>3</sup> *Geschichte von Venedig*, I. (*Allgemeine Staatsgeschichte*, I, 35.) Gotha, F. A. Perthes, 1905. In-8, xvii-522 p., 2 plans. — <sup>4</sup> *Chronik der Familie Minotto*. III. Berlin, Behrend, 1906. In-fol., xii-368 p., ill. — <sup>5</sup> *Bern im 15. Jahrh.* Bern, A. Francke, 1905. In-8, iv-182 p., ill. — <sup>6</sup> *Die Stadtrechte von Freiburg in Uechtland und Arconciel-Illens*. Innsbruck, Wagner, 1906. In-8, 57 p. — <sup>7</sup> *Urkundenbuch der Abtei Sanct Gallen*. V, 1-3. St Gallen, Fehr, 1905-1906. In-4, v-600 p.

dressé par M. G. Walther s'étend sur les années 987-1469 <sup>1</sup>. — Le sixième volume du Cartulaire zurichois, par MM. J. Escher et P. Schweitzer <sup>2</sup>, comprend les actes des années 1238 à 1296. — La publication des registres municipaux de Zurich s'achève par la publication du tome III, qui nous donne le registre des délibérations des Deux-Cents et celui du petit conseil, et qui embrasse les années 1428-1540 <sup>3</sup>. La mort ayant surpris l'éditeur des deux premiers volumes, M. Zeller Werdmüller, c'est à M. H. Nabholz qu'est échue la tâche, dont il s'est fort bien acquitté, de publier le tome III.

— Bien que la chronique de Laurencius Bosshardt, que publie M. Kaspar Hauser <sup>4</sup>, offre surtout de l'importance pour l'histoire de son temps (il l'a rédigée entre 1529 et 1532) et par conséquent pour l'histoire de la Réforme en Suisse, elle n'est cependant pas dépourvue d'intérêt pour l'histoire antérieure de Winterthur, que Bosshardt nous raconte depuis le xii<sup>e</sup> siècle; il a utilisé, en effet, des documents aujourd'hui perdus.

*Autres pays.* — La traduction par M. Houtrouw de l'excellente histoire des Pays-Bas, de l'érudit néerlandais P.-J. Blok, nous conduit, avec le deuxième volume, du commencement du xiv<sup>e</sup> siècle à l'année 1559 <sup>5</sup>.

— L'*Allgemeine Staatengeschichte*, autrefois fondée par Heeren et qui se publie actuellement sous la direction de M. Lamprecht, s'est enrichie de deux nouveaux volumes sur l'histoire de la Roumanie. L'on s'est adressé, pour ce travail, à l'un des meilleurs érudits de ce pays, M. N. Jorga, actuellement professeur à l'Université de Bucharest, et qui s'est fait connaître, en France notamment, par de savantes publications <sup>6</sup>.

— L'éminent archéologue suédois, M. Oscar Montelius, dont les recherches préhistoriques et archéologiques sont si universellement appréciées, vient d'écrire en allemand une histoire de la civilisation en Suède jusqu'au xi<sup>e</sup> siècle <sup>7</sup>.

— M. G. Schumann traduit, à l'usage des lecteurs allemands, les mémoires de l'émir Ousama, publiés il y a une vingtaine d'années en

<sup>1</sup> *Urkundenregister für den Kanton Schaffhausen*. I. Schaffhausen, C. Schoch, 1906. In-4, vu-347 p. — <sup>2</sup> *Urkundenbuch der Stadt und Landschaft Zürich*. VI. Zürich, Fäsi und Beer, 1906. In-4, iii-414 p. — <sup>3</sup> *Die Zürcher Stadtbücher des 14. und 15. Jahrhunderts*. III. Leipzig, S. Hirzel, 1906. In-4, xv-340 p. — <sup>4</sup> *Die Chronik des Laurencius Bosshardt von Winterthur*. Basel, Ad. Geering, 1905. In-8, xxviii-403 p. (*Quellen zur schweizerischen Reformationsgeschichte*, 3.) — <sup>5</sup> Gotha, Perthes, 1905. In-8, viii-677 p. — <sup>6</sup> *Geschichte des rumänischen Volkes im Rahmen seiner Staatsbildungen*. Gotha, F. A. Perthes, 1905. In-8, xiv-402 et xiv-451 p. — <sup>7</sup> *Kulturgeschichte Schwedens von den ältesten Zeiten bis zum 11. Jahrhundert n. C.* Leipzig, E. A. Seemann, 1906. In-8, v-336 p., ill.

arabe par M. Hartwig, qui en a donné aussi une traduction française <sup>1</sup>.

— L'*Allgemeine Staatengeschichte* inaugure une série extraeuropéenne par une histoire du Japon <sup>2</sup>, dont le premier volume, seul paru, ne va pas au delà de l'an 645 de l'ère chrétienne. C'est dire que l'auteur, M. O. Nachod, a conçu son ouvrage sur un plan assez vaste.

HISTOIRE DES BEAUX-ARTS. ARCHÉOLOGIE. — M. Karl Maria Kaufmann nous dote d'un excellent manuel d'archéologie chrétienne <sup>3</sup>, très complet dans sa concision, bien informé, dont l'illustration assez soignée est neuve en très grande partie. Après une introduction sur les sources, l'histoire et l'état de l'archéologie chrétienne, l'auteur étudie tour à tour l'architecture, l'épigraphie, la peinture, à laquelle il rattache la symbolique, la sculpture, tant en pierre qu'en métal, bois ou ivoire, les objets et vêtements liturgiques ou profanes, la numismatique.

— C'est le moyen âge tout entier qu'embrasse le tome II de l'Histoire de l'art, par M. K. Wörmann <sup>4</sup>, ouvrage de grande vulgarisation, bien informé.

— M. Hans Stegmann a commencé la publication de reproductions des chefs-d'œuvre de l'art et des industries d'art, qui embrasse toute la période du moyen âge à l'époque rococo <sup>5</sup>. L'ouvrage paraît par fascicules de dix planches chacun, accompagnées de texte.

— M. Hermann Schweitzer embrasse, en un aperçu d'ensemble, toute l'histoire de l'art germanique <sup>6</sup>. — M. Georg Dehio nous donne les deux premiers volumes d'un guide précieux sur les monuments artistiques de l'Allemagne <sup>7</sup>. Le tome I<sup>er</sup> s'applique à l'Allemagne centrale ; le tome II à l'Allemagne du nord-est. — M. Heinrich Bergner a fait paraître le tome II de son excellent Manuel d'archéologie civile d'Allemagne, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler <sup>8</sup>.

— L'ouvrage que M. G. Anton Weber consacre aux catacombes <sup>9</sup>

<sup>1</sup> *Usama ibn Munkidh, Memorien eines syrischen Emirs aus der Zeit der Kreuzzüge*. Innsbruck, Wagner, 1905. In-8, 299 p. — <sup>2</sup> *Geschichte von Japan*. I. Gotha, F. A. Perthes, 1906. In-8, xxx-426 p. — <sup>3</sup> *Handbuch der christlichen Archäologie*. Paderborn, F. Schöningh, 1905. In-8, xviii-632 p., 295 fig. — <sup>4</sup> *Geschichte der Kunst aller Zeiten und Völker*. II. Leipzig, Bibliographisches Institut, 1905. Gr. in-8, xviii-719 p., 54 pl., fig. — <sup>5</sup> *Meisterwerke der Kunst und des Kunstgewerbes von Mittelalter bis zur Zeit des Rococo*. Lübeck, B. Nöhring. In-fol. — <sup>6</sup> *Geschichte der deutschen Kunst*. Ravensburg, O. Maier, 1905. In-8, xx-739 p., pl. et fig. — <sup>7</sup> *Handbuch der deutschen Kunstdenkmäler*. I-II. Berlin, E. Wasmuth, 1905. In-8, ix-360 et viii-499 p., avec 1 carte pour chaque volume. — <sup>8</sup> *Handbuch der bürgerlichen Kunsterläuterung*. II. Leipzig, E. A. Seemann, 1906. Gr. in-8, viii-644 p., ill. — <sup>9</sup> *Die römischen Katakomben*. Regensburg, Pustet, 1906. In-8, 200 p., 225 fig.

n'est qu'un résumé, mais bien fait et assez au courant des derniers travaux.

— Le P. Stephan Beissel, S. J., auquel l'histoire de l'art chrétien doit déjà tant de reconnaissance, nous apporte le résultat de ses recherches sur l'histoire artistique des évangiles dans le moyen âge, tant oriental qu'occidental, jusqu'au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle. Écritures, initiales, figures, reliures sont étudiées dans ce volume qu'illustrent une centaine de reproductions <sup>1</sup>.

— M. A. Krücke consacre au nimbe et à ses différentes espèces (monogrammatique, cruciforme) ou aux attributs analogues (auréole, etc.) une curieuse dissertation que l'on ne lira pas sans fruit <sup>2</sup>.

— Rapprochons de cet ouvrage les recherches de M. Friedrich Seesenberg sur le heaume et la mitre dans l'art médiéval <sup>3</sup>.

— L'histoire de l'architecture a donné lieu à quelques ouvrages, parmi lesquels nous citerons d'abord celui de M. H. Bogner sur les édifices à plan circulaire, octogonal et autres du même genre à double nef, jusqu'au <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle <sup>4</sup>.

— La sévérité apportée dans les usages monastiques par la réforme cistercienne se fit sentir jusque dans leurs travaux architecturaux; les églises durent avoir une grande simplicité. Cependant, lors de la diffusion de l'ordre à travers l'Europe, l'architecture cistercienne ne fut pas importée partout du premier coup. M. A. Holtmeyer nous en donne la preuve pour la Thuringe <sup>5</sup>. Les monastères féminins, dont le lien avec Cîteaux était assez lâche, et qui souvent utilisèrent des églises déjà existantes, ne tinrent que peu compte des règles cisterciennes. Mais les monastères d'hommes eux-mêmes s'écarterent parfois des traditions de l'ordre.

— M. Victor Roth consacre une instructive monographie, richement illustrée, à l'histoire de l'architecture allemande en Transylvanie <sup>6</sup>.

— L'architecture étrangère sera représentée ici par deux ouvrages sur l'art roman en Normandie, par M. Wilhelm Pinder <sup>7</sup>, et en Pro-

<sup>1</sup> *Geschichte der Evangelienbücher in der ersten Hälfte des Mittelalters*. (92-93. Ergänzungsheft zu den *Stimmen aus Maria-Laach*.) Freiburg, Herder, 1906. In-8, viii-367 p., fig. — <sup>2</sup> *Der Nimbus und verwandte Attribut in der frühchristlichen Kunst*. (Zur *Kunstgeschichte des Auslandes*. XXXV.) Strassburg, J. H. E. Heitz, 1905. In-8, 145 p., 7 pl. — <sup>3</sup> *Helm und Mitra*. Berlin, E. Wasmuth, 1905. In-fol., ii-13 p., 65 pl. — <sup>4</sup> *Die Grundrissdispositionen der zweischiffigen Zentralbauten von der ältesten Zeit bis zur Mitte des IX. Jahrhunderts* (*Studien zur deutschen Kunstgeschichte*, 72). Strassburg, J. H. E. Heitz, 1906. In-8, 36 p., 7 pl. — <sup>5</sup> *Cistercienserkirchen Thüringens*. Jena, G. Fischer, 1906. In-8, 407 p., ill. — <sup>6</sup> *Geschichte der deutschen Baukunst in Siebenbürgen*. (*Studien zur deutschen Kunstgeschichte*, 61.) Strassburg, J. H. E. Heitz, 1905. In-8, viii-127 p., fig et 23 pl. — <sup>7</sup> *Zur Rhythmik romanischen Innenräume in der Normandie*. (*Zur Kunstgeschichte des Auslandes*, 36.) Ibid., 1905. Gr. in-8, viii-65 p., ill.

vence par M. R. Bernoulli <sup>1</sup>, et par l'étude de M. Walt. Altmann sur les édifices circulaires de l'Italie <sup>2</sup>.

— M. J. Wittig nous fait connaître les anciennes sculptures chrétiennes que contient le musée germanique du Campo santo à Rome <sup>3</sup>.

— La peinture et la miniature nous offrent une moisson plus abondante. Nous commencerons par signaler la reproduction phototypique dans la collection des *Codices graeci et latini*, tome X, du fameux manuscrit viennois de Dioscoride, exécuté à la fin du <sup>ve</sup> siècle, pour Anicia Juliana, la fille d'Olybrius <sup>4</sup>. MM. Ant. de Premerstein, Carl Wessely et J. Mantuani se sont réunis pour étudier ce manuscrit.

— M. Joseph Strzygowski, aux recherches duquel la connaissance de l'art byzantin est si redevable, nous apporte une précieuse étude sur un nouveau monument de l'art alexandrin : il s'agit d'une chronique universelle dont les miniatures, œuvre vraisemblablement d'un monastère de la Haute-Égypte, ont exercé une certaine action artistique, due sans doute à la diffusion que trouvaient dans le monde romain les chroniques alexandrines <sup>5</sup>. Dans cette étude, M. Strzygowski touche à une foule de questions intéressantes : notons entre autres qu'il revendique une origine grecque pour le fameux calendrier de Filocalus.

— Les peintures murales découvertes récemment dans la petite église de Goldbach sont particulièrement intéressantes pour l'histoire de la peinture en Allemagne. Elles offrent une parenté curieuse avec le cycle des miracles du Christ d'Oberzell, que l'on s'accordait à dater, avec Kraus, de la fin du <sup>x<sup>e</sup></sup> siècle. Dans le mémoire qu'il leur consacre, et où il étudie en même temps l'art du monastère de Reichenau aux <sup>ix<sup>e</sup></sup> et <sup>x<sup>e</sup></sup> siècles, M. Karl Künstle <sup>6</sup> en rejette la date au <sup>ix<sup>e</sup></sup> siècle.

— Dans une monographie consciencieuse, dont le texte est éclairé par seize planches, M. H. Schmitz nous apporte une contribution à

<sup>1</sup> *Die romanische Portalarchitektur in der Provence*. (Même collection, 38.) Ibid., 1906. Gr. in-8, 87 p., ill. — <sup>2</sup> *Die italischen Rundbauten*. Berlin, Weidmann, 1906. In-8, in-101 p., ill. — <sup>3</sup> *Die altchristlichen Skulpturen im Museum der deutschen Nationalstiftung am Campo santo in Rom*. Roma, tip. poliglotta, 1906. In-8, 144 p., 6 pl. — <sup>4</sup> *Dioscurides. Codex Aniciae Julianae picturis illustratus*. Leiden, A. W. Sijthoff, 1906. In-fol., 284 p., 982 p. en phototypie. — <sup>5</sup> *Eine alexandrinische Weltckhronik. Text und Miniaturen eines griechischen Papyrus des Sammlung W. Goleniscev. II. Die Miniaturen und ihr Kunstkreis*. Wien, K. Gerold's Sohn, 1905. In-4, 85 p., 8 pl. et fig. (Extrait des *Denkschriften der K. Akademie der Wissensch. Philos.-hist. Klasse*, I<sup>re</sup>.) La première partie, relative au texte de la chronique, rédigée au début du <sup>ve</sup> siècle, est de M. Adolf Bauer. — <sup>6</sup> *Die Kunst des Klosters Reichenau im IX. und X. Jahrhundert und der neuentdeckte karolingische Gemälderzyklus zu Goldbach bei Ueberlingen*. Freiburg i. B., Herder, 1906. In-4, 62 p., 4 pl. et 30 fig.



l'histoire de l'école de peinture westphalienne, en étudiant ses œuvres à Soest <sup>1</sup>.

— La miniature nurembergeoise, jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle, a trouvé un historien bien informé dans M. Theodor Raspe. Son étude porte sur une cinquantaine de manuscrits <sup>2</sup>.

— Beaucoup plus considérable est l'ouvrage de M. R. Bruck sur les miniatures des manuscrits saxons <sup>3</sup>.

— Un des maîtres les plus remarquables de l'école allemande du xiv<sup>e</sup> siècle, le Hambourgeois Bertram, a fourni à M. Adolf Lichtwark la matière d'une intéressante monographie <sup>4</sup>.

— On sait que l'on désigne sous le nom de maître des cartes à jouer l'artiste auquel on doit le plus beau et le plus ancien des jeux de cartes allemands (antérieur à 1446). M. Max Geisberg nous donne une bonne reproduction phototypique de cette œuvre curieuse et qui tient une place dans l'art allemand du xv<sup>e</sup> siècle <sup>5</sup>.

— M. Friedrich Haack expose la vie et étudie l'œuvre de Hans Schüchlin, peintre ulmois, à qui l'on doit la belle décoration de l'autel de Tiefenbronn, en 1469 <sup>6</sup>.

— M. K. Escher nous donne le résultat de ses recherches sur l'histoire de la peinture murale en Suisse <sup>7</sup>, tandis que M. Hans Lehmann nous offre les premiers fascicules d'un ouvrage sur la peinture sur verre dans ce même pays <sup>8</sup>. Ce qui en a paru contient un aperçu sur l'évolution de la peinture sur verre jusqu'au xiv<sup>e</sup> siècle, puis l'étude de la peinture sur verre au xv<sup>e</sup> siècle, à Zurich, à Berne et à Biel.

— La biographie de fra Angelico da Fiesole, dont M. Max Winzenroth enrichit la collection des *Künstler-Monographien* de Knackfuss <sup>9</sup>, est un travail solide, bien au courant des derniers résultats

<sup>1</sup> *Die mittelalterliche Malerei in Soest. (Beiträge zur westfälischen Kunstgeschichte, 3.)* Münster, Coppenrath, 1906. In-8, xv-148 p. — <sup>2</sup> *Die Nürnberger Miniaturmalerei bis 1515. (Studien zur deutschen Kunstgeschichte, 60.)* Strassburg, J. H. E. Heitz, 1905. In-8, iv-78 p., 10 pl. — <sup>3</sup> *Die Malereien in den Handschriften des Königreichs Sachsen.* Dresden, C. E. Meinhold und Söhne, 1906. Gr. in-8, vii-469 p., pl. — <sup>4</sup> *Meister Bertram tätig in Hamburg, 1367-1415.* Hamburg, Kommetersche Buchhandlung, 1905. In-4, 409 p., 127 fig. (*Hamburgische Liebhaberbibliothek*). — <sup>5</sup> *Das älteste deutsche Kartenspiel vom Meister der Spielkarten. (Studien zur deutschen Kunstgeschichte, LXVI.)* Strassburg, J. H. E. Heitz, 1905. Gr. in-8, 56 p., 68 pl. — <sup>6</sup> *Hans Schüchlin, der Schöpfer des Tiefenbronner Hochaltars (Studien zur deutschen Kunstgeschichte, 62).* Ibid., 1905. In-8, 36 p., 4 pl. — <sup>7</sup> *Untersuchungen zur Geschichte der Wand- und Deckenmalerei in der Schweiz vom IX. bis zum Ausgang des XVI. Jahrh. (Studien zur deutschen Kunstgeschichte, 71.)* Ibid., 1906. Gr. in-8, viii-159 p., pl. — <sup>8</sup> *Zur Geschichte der Glasmalerei in der Schweiz, I, III. (Mitteilungen der antiquarischen Gesellschaft in Zürich, 26.)* Zürich, Fäsi und Beer, 1906. In-fol., 111 p., fig. et pl. — <sup>9</sup> T. LXXXV. Bielefeld, Velhagen und Klasing, 1906. Gr. in-8, 129 p., fig.

de la critique. — En même temps, le P. Stephan Beissel nous donnait une édition revue et augmentée de son ouvrage sur le même maître <sup>1</sup>. — Nous citerons encore les recherches de M. le baron Detlev von Hadeln sur saint Sébastien dans la peinture italienne avant le xvi<sup>e</sup> siècle <sup>2</sup>.

— Sur l'histoire de la musique, nous signalerons la réimpression de l'ouvrage de H. Bellermann <sup>3</sup> et l'histoire de la musique à Francfort de Caroline Valentin <sup>4</sup>.

— Nous donnons en note l'indication par ordre alphabétique des monographies artistiques de villes ou de pays <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> *Fra Giovanni Angelico da Fiesole*, 2. Aufl. Freiburg i. B., Herder, 1905. In-4, xii-128 p., fig. et pl. — <sup>2</sup> *Die wichtigsten Darstellungsformen des hl. Sebastians in der italienischen Malerei bis zum Ausgang des Quattrocento. (Zur Kunstgeschichte des Auslandes, 48.)* Strassburg, J. H. E. Heitz, 1906. In-8, vii-60 p., pl. — <sup>3</sup> *Die Mensuralnoten und Taktzeichen des XV. und XVI. Jahrh.* 2. Aufl. Berlin, G. Reimer, 1906. In-8, viii-135 p. — <sup>4</sup> *Geschichte der Musik in Frankfurt a. M. vom Anfang des XIV. bis zum Anfang des XVIII. Jahrh.* Frankfurt a. M., K. Th. Völcker, 1906. In-8, xii-280 p., pl. — <sup>5</sup> Féaux de Lacroix, *Kreis Arnsberg (Bau- und Kunstdenkmäler von Westfalen, 20)*. Paderborn, F. Schöningh, 1906. In-fol., vii-130 p., cartes, pl. et fig. — Otto Schulze-Kolbitz, *Das Schloss zu Aschaffenburg. (Studien zur deutschen Kunstgeschichte, 65.)* Strassburg, J. H. E. Heitz, 1905. In-8, vii-148 p., 29 pl. — Fritz Rauda, *Die mittelalterl. Baukunst Bautzens*. Görlitz, H. Tzschaschel, 1905. In-8, ix-99 p., pl. et fig. — R. Schrader, *Kreis Bielefeld-Stadt. (Bau- und Kunstdenkmäler von Westfalen, 22.)* Paderborn, F. Schöningh, 1906. In-fol., vi-14 p., cartes, pl. et fig. — Darpe, *Kreis Bochum-Stadt. (Même recueil, 19.)* Ibid., 1906. In-fol., vii-36 p., cartes, pl. et fig. — P. Clemen, *Die Kunstdenkmäler der Stadt und des Kreises Bonn. (Kunstdenkmäler der Rheinprovinz, V, 3.)* Düsseldorf, L. Schwann, 1906. In-8, vii-403 p., fig. et pl. — Oskar Doering, *Braunschweig. (Berühmte Kunststätten, 31.)* Leipzig, E. A. Seemann, 1905. In-8, 136 p., carte et fig. — P. J. Meier et K. Steinacker, *Die Bau- und Kunstdenkmäler der Stadt Braunschweig*. Wolfenbüttel, J. Zwissler, 1906. In-8, 150-m p., fig. — G. Hager, *Bezirk Amt Burglengenfeld (Kunstdenkmäler des Königr. Bayern, II, 5.)* München, R. Oldenbourg, 1906. In-8, vi-167 p., carte, fig. et pl. — Rich. Hoffmann et Georg Hager, *Bezirkamt Cham. (Même collection, II, 6.)* Ibid., 1906. In-8, vii-159 p., carte, fig. et pl. — P. Lehfeldt et G. Voss, *Die Stadt Coburg, Landorte des Amtsger.-Bezirks Coburg. (Bau- und Kunstdenkmäler Thüringens, 32.)* Jena, G. Fischer, 1906. In-8, viii-414 p., fig. et pl. — Paul Clemen, Otto von Falke, Ed. Firmenich-Richartz, Jos. Klinkenberg, *Die Kunstdenkmäler der Stadt Köln*. I, 1-2. (*Kunstdenkmäler der Rheinprovinz, VI, 1-2.*) — Franz Theodor Helmken, *Der Dom zu Köln*, 5<sup>e</sup> Aufl. Köln, J. und W. Boisserée, 1905. In-8, viii-175 p., fig. — A. Hanemann, *Schloss Corvey a. d. Weser*. Holzminden, Selbstverlag, 1905. In-8, iv-28 p., fig. et pl. — K. Frank et E. Renard, *Die Kunstdenkmäler des Kreises Heinsberg. (Die Kunstdenkmäler der Rheinprovinz, VIII, 3.)* Düsseldorf, L. Schwann, 1906. In-8, vi-171 p., fig. et pl. — Otto Gerland, *Hildesheim und Goslar. (Berühmte Kunststätten, 28.)* Leipzig, E. A. Seemann, 1905. In-8, iii-124 p., ill. — Ferd. Luthmer, *Bau- und Kunstdenkmäler des östl. Taunus. Landkreis Frankfurt, Kreis Höchst. Obertaunus, Kreis Usingen. (Bau- und Kunstdenkmäler des Reg.-Bezirks Weisbaden, 2.)* Frankfurt a. M., H. Kellen, 1905. In-8, xxxi-203 p., fig. et pl. — J. Hampel, *Altertümer des frühen Mittelalters in Ungarn*. Braunschweig, F. Vieweg und Sohn, 1906. Gr. in-8, xxxiv-

SCIENCES AUXILIAIRES. HISTOIRE DU DROIT ET DES SCIENCES. — M. Franz Steffens a publié le troisième fascicule de sa *Paléographie latine*<sup>1</sup>, qui nous fait connaître l'évolution de l'écriture latine du XIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, et M. Wolfg. Keller nous a donné une paléographie anglo-saxonne<sup>2</sup>, à la fois théorique et pratique.

— Comme préparation à une histoire de la procédure canonique romaine au moyen âge, M. Ludwig Wahrmund a entrepris de dres-

853, xvi-1,006 p. et atlas. — F. Hirsch, G. Schaumann, F. Bruns, *Die Bau- und Kunstdenkmäler der freien und Hansestadt Lübeck*. Lübeck, B. Nöhring, 1906. In-8, xii-511 p., fig. et pl. — Franz Krüger et Wilh. Reinecke, *Reg.-Bez. Lüneburg*, 2-3. *Stadt Lüneburg*. (*Kunstdenkmäler der Provinz Hannover*, 5-6.) Hannover, Th. Schulze, 1906. Gr. in-8, xvi-435 p., fig. et pl. — U. Fred, *Madrid*. (*Die Kunst*, 49.) Berlin, Bard, Marquardt und Co., 1906. In-8, 63 p., pl. et carte. — A. von Oechelhäuser, *Die Kunstdenkmäler der Amtsbezirke Mosbach und Eberbach*. (*Kunstdenkmäler des Grossherzogtums Baden*, IV.) Tübingen, J. C. B. Mohr, 1906. In-8, ii-231 p., carte, fig. et pl. — A. Wreese, *München*. (*Berühmte Kunststätten*, 35.) Leipzig, E. A. Seemann, 1906. In-8, viii-248 p. — H. Bergner, *Beschreibende Darstellung der älteren Bau- und Kunstdenkmäler des Kreises Naumburg*. (*Beschreib. Darstell. der älteren Bau- und Kunstdenkmäler der Provinz Sachsen*, 25.) Halle, O. Hendel, 1906. In-8, viii-252 p., carte, ill. — Wilh. Rolf, *Neapel*, II. (*Berühmte Kunststätten*, 30.) Leipzig, E. A. Seemann, 1905. In-8, iii-227 p., carte, fig. — G. Hager, *Bezirk-Amt Neuburg*. (*Kunstdenkmäler des Königr. Bayern*, II, 2.) München, Oldenbourg, 1906. In-8, vi-95 p., carte, fig. et pl. — H. Uhde Bernays, *Nürnberg*, 2. Aufl. (*Die Kunst*, 24.) Berlin, Bard, Marquardt und Co., 1906. In-8, iv-80 p., pl. — G. Hager, *Bezirk-Amt Oberviechtach*. (*Kunstdenkmäler des Königr. Bayern*, II, 7.) München, R. Oldenbourg, 1906. In-8, v-84 p., fig., pl. et cart. — C. Gurlitt, *Amtshauptmannschaft Oschatz*. (*Beschreibende Darstellung der älteren Bau- und Kunstdenkm. des Königreichs Sachsen*, 27.) Dresden, C. C. Meinhold und Söhne, 1905. In-8, vi-176 p., fig. et pl. — M. G. Zimmermann, *Palermo*. (*Berühmte Kunststätten*, 25.) Leipzig, E. A. Seemann, 1905. In-8, 164 p., ill. — Egon Hessler, *Alt-Paris. Historische Bauten*. (*Architektur- und Skulpturschätze aus vergangener Zeit*, I, 1.) Berlin, B. Hessling, 1905. In-fol., 36 p. et 90 pl. — F. H. Hofmann, *Bezirk-Amt Parsberg*. (*Kunstdenkmäler des Königr. Bayern*, II, 4.) München, R. Oldenbourg, 1906. In-8, vi-267 p., fig., carte et pl. — Hugo Lemcke, *Der Kreis Pyritz*. (*Bau- und Kunstdenkm. der Provinz Pommern*, II, 7.) Stettin, L. Saunier, 1906. In-8, p. 317-540, ill. — G. Hayer, *Bezirk-Amt Roding*. (*Kunstdenkm. des Königr. Bayern*, II, 1.) München, R. Oldenbourg, 1905. In-8, viii-232 p., fig., carte et pl. — B. Schmid, *Kreis Rosenberg*. (*Bau- und Kunstdenkm. der Prov. Westpreussen*, 12.) Danzig, L. Saunier, 1906. Gr. in-8, viii p. et p. 113-234; fig. et pl. — A. Ludorff, *Kreis Soest*. (*Bau- und Kunstdenkm. von Westfalen*.) Paderborn, F. Schöningh, 1906. In-fol., vii-180 p., cartes, fig. et pl. — R. Pfeiderer, *Das Münster zu Ulm und seine Kunstdenkmale*. Stuttgart, K. Wittwer, 1905. In-fol., viii-56 p., fig. et pl. — P. J. Meier et K. Steinacker, *Die Bau- und Kunstdenkmäler des Kreises Wolfenbüttel*. (*Bau- und Kunstdenkm. des Herzogt. Braunschweig*, III, 1-2.) Wolfenbüttel, J. Zwissler, 1905-1906. Gr. in-8, iv-206 et xviii-448 p., fig. et pl. — C. Gurlitt, *Amtshauptmannschaft Zittau*, I. (*Beschreibende Darstellung der älteren Bau- und Kunstdenkm. des Königr. Sachsen*, 29.) Dresden, C. E. Meinhold und Söhne, 1906. In-8, ii-268 p., pl.

<sup>1</sup> *Latéinische Paläographie*. III. Freiburg, Universitätsbuchhandlung, 1906. In-4, xl p., 105 pl. — <sup>2</sup> *Angelsächsische Paläographie*. (*Palæstra*, XLIII.) Berlin, Mayer und Müller, 1906. In-8, vi-56 p., et in-4, v p. et 14 pl.

ser un recueil critique des sources pour servir à cette histoire. Les trois premiers fascicules de ce recueil <sup>1</sup> contiennent la *Summa libellorum* de Bernard Dorna, la *Summa mimorum* et le *Cu-riialis*.

— A l'usage de ceux qui ne connaissent pas le russe, M. L. K. Goetz publie une traduction de l'histoire du droit canonique russe de Popov, qu'il accompagne de la traduction et du commentaire de divers textes canoniques du XI<sup>e</sup> et du XII<sup>e</sup> siècle <sup>2</sup>.

— L'histoire de la médecine sera représentée ici par deux ouvrages, l'un d'un caractère général et assez sommaire de M. M. Neuburger <sup>3</sup>, l'autre, beaucoup plus considérable et consacré à la seule obstétrique <sup>4</sup>.

— Dans l'excellente collection des *Quellen und Untersuchungen zur lateinischen Philologie der Mittelalters* <sup>5</sup>, M. Edward Kennard Rand étudie un commentaire de Jean Scot sur les *Opuscula sacra* de Boèce, dont il établit très heureusement la paternité. Des appendices sur les gloses de Jean à Martianus Capella, sur sa connaissance de l'histoire naturelle de Pline, sur les gloses de Heiric d'Auxerre aux écrits de saint Augustin et de Boèce; des recherches sur un commentaire de Boèce par Remi d'Auxerre, disciple de Jean Scot, complètent ce volume qui apportera quelque lumière sur les écoles philosophiques et théologiques du IX<sup>e</sup> siècle.

— M. Arthur Schneider poursuit l'étude, commencée par lui en 1903, des sources de la psychologie d'Albert le Grand <sup>6</sup>.

— En étudiant la théorie de la connaissance chez le cardinal franciscain Mathieu d'Acquasparta, M. M. Grabmann éclaire un point de l'histoire des relations entre l'augustinisme et l'aristotélisme au moyen âge <sup>7</sup>.

— Le P. Parthenius Minges, O. F. M., consacre une dissertation à établir que Duns Scot est hostile au déterminisme <sup>8</sup>.

— En même temps qu'il nous donne un aperçu de la vie et des ouvrages du philosophe anglais Thomas Bradwardine, qui fut, en

<sup>1</sup> *Quellen zur Geschichte des römisch-kanonischen Prozesses im Mittelalter*. Innsbruck, Wagner, 1905. Gr. in-8, xxiv-103, xix-58 et xi-63 p. — <sup>2</sup> *Kirchenrechtliche und kulturgeschichtliche Denkmäler Alttrusslands*. (Kirchenrechtliche Abhandlungen, 18-19.) Stuttgart, F. Enke, 1905. In-8, x-404 p. — <sup>3</sup> *Geschichte der Medizin*. I. Ibid., 1906. In-8, viii-408 p. — <sup>4</sup> *Geschichte der Geburtshilfe*. Jena, G. Fischer, 1906. In-8, xvi-1,028 p. — <sup>5</sup> 1, 2 : *Johannes Scottus*. München, Oscar Beck, 1906. In-8, xiii-106 p. — <sup>6</sup> *Die Psychologie Alberts des Grossens*. II. (Beiträge zur Geschichte der Philosophie des Mittelalters, IV, 6.) Münster, Aschendorff, 1906. In-8, vi p. et p. 293-558. — <sup>7</sup> *Die philosophische und theologische Erkenntnislehre des Kardinals Matthäus von Acquasparta*. (Theologische Studien der Leo-Gesellschaft, XIV.) Wien, Meyer, 1906. In-8, viii-176 p. — <sup>8</sup> *Ist Duns Scotus Indeterminist?* (Beiträge zur Geschichte der Philosophie des Mittelalters, V, 4) Münster, Aschendorff, 1905. In-8, x-138 p.

1325, proctor de l'Université d'Oxford, M. Sebastian Hahn étudie plus particulièrement sa doctrine du libre arbitre <sup>1</sup>.

— M. Michael Wittmann cherche à déterminer la place d'Avencebrol dans la philosophie arabe et recherche les sources de sa philosophie <sup>2</sup>.

E.-A. GOLDSILBER.

---

<sup>1</sup> *Thomas Bradwardinus und seine Lehre von der menschlichen Willensfreiheit (Beiträge zur Geschichte der Philosophie des Mittelalters, V, 2.)* Münster, Aschendorff, 1905. In-8, 56 p. — <sup>2</sup> *Die Stellung Avencebrol's (Ibn Gebirol) im Entwicklungsgang der arabischen Philosophie* (Même recueil, V, 1). Ibid., 1905. In-8, viii-77 p.

---

# COURRIER ITALIEN

(Suite)

---

## II.

Dante Alighieri appartient non moins à l'histoire politique et morale qu'à l'histoire littéraire. Mais cette littérature dantesque devient de plus en plus féconde et a ses journaux spéciaux et sa bibliographie annuelle : aussi ne citerai-je ici que quelques œuvres importantes. Del Lungo, l'illustre vétéran des études dantesques, a réuni sous le titre de *Conferenze fiorentine* <sup>1</sup> huit conférences ou discours, prononcés au Palais Vieux et dans diverses circonstances académiques, toujours notables par la forme recherchée et l'affectation de purisme *cruscante*, mais d'ailleurs intéressants. Deux sont relatifs à Dante, — Florence et Dante considérés en regard de l'évolution de l'italianité, l'exil de Dante. Les autres sont consacrés à un *Mercante del Trecento*, *Francesco di Marco Datini, mercante e benefattore*, à *l'assedio di Firenze*, à Galilée, aux Médicis grands-ducs, à *Gaetano Magnolfi, operaio e benefattore* (fondateur de la caisse d'épargne à Prato), et enfin à la moralité de l'histoire florentine. Il faut y joindre un brillant tableau de *Firenze ghibellina* <sup>2</sup> et une étude synthétique sur *Firenze artigiana nella storia e in Dante* <sup>3</sup>. L'article de Scherillo sur *Dante uomo di corte* <sup>4</sup> est resté célèbre : le brillant Napolitain conclut de l'indulgence de Dante pour Ciacco Goloso et de certaines anecdotes analogues qu'il connaissait et pratiquait la vie des cours, tandis que Colagrosso étudie les gens de cour, *Gli uomini di corte nella Divina Commedia* <sup>5</sup>, tels que Ciacco, Guglielmo Borsiere, Marco Lombardo, que Dante montre, soit lettrés, soit fonctionnaires, instables et allant de ville en ville, mais non pas vagabonds ni bouffons. M. V. Cosmo révèle dans la vision d'Edmond, moine d'Eynsham en 1196, *Una nuova fonte dantesca* <sup>6</sup>. Persichetti retrouve dans l'Ali-

<sup>1</sup> Milan, Cogliati, 1901. — <sup>2</sup> *Misc. stor. vald.*, 1901. — <sup>3</sup> Firenze, Sansoni, 1906.  
— <sup>4</sup> *N. An.*, 1901. — <sup>5</sup> *St. lett. it.*, 1900. — <sup>6</sup> *St. med.*, 1905.

ghieri *La prima idea della pace universale* <sup>1</sup>. M. Pincherle étudie *Alcuni passi astronomici della Divina Commedia* <sup>2</sup>; Bertoldi, le caractère et le personnage d'*Ulisce in Dante e nella poesia moderna* <sup>3</sup>; Scarano, le type de *Manfredi di Dante* <sup>4</sup>; Delfino, *La bolgia degli Ipocriti* <sup>5</sup>; Mini, les *Nobili romagnoli nella D. C.* <sup>6</sup>; et P. Giacosa, *Il canto XV del Paradiso* <sup>7</sup>. Les polémiques autour de l'altissimo poeta sont toujours vives. M. La Banca, dans son *Il Giubileo e la Divina Commedia* <sup>8</sup>, discute l'opinion de Mgr Pietropaoli — qui ne veut voir dans le poème dantesque que *un splendido manuale del giubileo*. Tocco consacre des *polemiche dantesche* <sup>9</sup> aux opinions de Kraus et Grauert sur la date de composition du *De monarchia*. Enfin G. A. Cesaro critique vivement l'*Ultimo Dante* <sup>10</sup>, — celui de Zingarelli, — qui n'en reste pas moins l'étude d'ensemble la plus « au courant » sur le poète et l'œuvre. — A l'iconographie dantesque, Laneri ajoute un important numéro dans ses *Alcuni affreschi e un nuovo ritratto di Dante nell' Incoronata* <sup>11</sup>, à Naples, œuvre de Mastro Simone, un contemporain de Dante. G. Piranesi détruit une légende sur *Le case degli Alighieri in Firenze* <sup>12</sup>, qui ont été démolies; la maison où lord Vernon a fait apposer une plaque commémorative n'offre à aucun degré une apparence d'authenticité. Spinelli a patiemment recherché et catalogué toutes les familles homonymes du poète avant le trecento : *Gli Alighieri danteschi nel Modenese* <sup>13</sup>, mais ce travail n'aboutit à aucune conclusion. Michele Toschi, général des minorites en 1316 et adversaire de Jean XXII, a été étudié par Finali comme *un frate romagnolo contemporaneo di Dante* <sup>14</sup>. Zaccagnini montre utilement *per la biografia di Cino di Pistoia* <sup>15</sup> qu'il a habité Pistoia de 1315 à 1320, avec des relations fréquentes à Florence et à Bologne. Volpi, reprenant *la questione del Cavalca* <sup>16</sup>, montre que rien n'autorise à ruiner sa réputation littéraire. — Pour l'histoire de la Dantologie italienne, notons le mémoire de Biadego, *Dante e l'umanesimo Veronese* <sup>17</sup>, où sont publiés six documents de 1405 à 1407, et celui de Livi, d'après les documents de l'Archivio di Stato de Bologne, sur les *Cultori di Dante in Bologna nei sec. XIII e XIV* <sup>18</sup>. Il faut signaler aussi que le volume publié sous le titre bizarre de *Tra un Congresso e l'altro* <sup>19</sup>, par Mario Mandalari, contient une étude sur *Dante in Romania*, qu'on ne songerait pas à y chercher entre d'autres mémoires sur l'histoire de l'Italie méridionale, *Sulla storia di Calabria*, par exemple, ou *Una colonia provenzale nel l'Italia meridionale*.

<sup>1</sup> *Up.*, 1906. — <sup>2</sup> *Rn.*, 1905. — <sup>3</sup> *Rn.*, 1905. — <sup>4</sup> *R. I.*, 1906. — <sup>5</sup> *Ibid.*, 1906. — <sup>6</sup> *G. a.*, 1905. — <sup>7</sup> *R. I.*, 1905. — <sup>8</sup> *R. I.*, 1901. — <sup>9</sup> *R. I.*, 1901. — <sup>10</sup> *R. I.*, 1906. — <sup>11</sup> *R. S. S.*, 1906. — <sup>12</sup> *Rn.*, 1905 et Florence, Lumachi, 1905, in-8, 63 p. — <sup>13</sup> *Ma. M.*, 1902. — <sup>14</sup> *Nan.*, 1901. — <sup>15</sup> *B. S. Pi.*, 1906. — <sup>16</sup> *A. S. I.*, 1905. — <sup>17</sup> *N. A. V.*, 1905. — <sup>18</sup> *Nan.*, 1906. — <sup>19</sup> Città di Castello, Lapi, 1905.

Pétrarque, le premier grand homme de la Renaissance, n'est guère moins étudié que Dante, souveraine incarnation du moyen âge. On a célébré son centenaire en 1904, par un concours littéraire où fut couronné le mémoire de Carlo Steiner sur *La fede nel impero e il concetto della patria italiana nel Petrarca* <sup>1</sup>. Novati a enrichi son iconographie d'*Un nuovo ritratto di P.* <sup>2</sup>, retrouvé dans un manuscrit de la Nationale à Paris. Nicola Rillo a manqué l'étude entreprise sur *F. Petrarca alla corte angioina* <sup>3</sup>. Cipolla le montre *F. P. canonico di Pisa nel 1342* <sup>4</sup>. Brizzolara revient sur les relations d'*Il Petrarca e Cola di Rienzo* <sup>5</sup>, et montre que Pétrarque comptait sur Cola pour décider le Saint-Siège au retour à Rome. Galli parcourt *le ville del Petrarca nel Milanese* <sup>6</sup>, où, sans y avoir jamais été propriétaire, Pétrarque a habité San Colombano, Monza, Garegnano, etc. Biadego fait revivre *Un maestro di grammatica amico del Petrarca* <sup>7</sup>, l'épigraphe des tombeaux des Della Scala, Rinaldo da Villafranca. L'influence de Pétrarque et ses imitateurs sont aussi étudiés, même hors d'Italie, le pétrarquisme ayant été une mode européenne : Simoni parle *Di alcuni petrarchisti Bassanesi del sec. XVI* <sup>8</sup>, et Carlo Segré de *Due petrarcheschi inglesi del sec. XVI* <sup>9</sup>. Th. Wyatt et Enrico conte di Surrey]. Batani, sous le titre *Il maggior poeta sardo*, étudie C. Bura-gna et *il petrarchismo del sescento* <sup>10</sup>. Enfin, M. Della Torre a donné une bibliographie pétrarquiesque à l'occasion d'*Il VI° centenario di Petrarca* <sup>11</sup>.

Bonne contribution à l'histoire des idées en Italie, l'étude à la fois littéraire et archéologique de V. Cian, *Il Latin sangue gentil e il furor di lassù prima di Petrarca* <sup>12</sup>, qui examine les manifestations du sentiment national en Italie et les représentations historiques de ce sentiment sur les monuments. Importante et dès longtemps classique aussi comme recueil de matériaux pour la volkespsychologie, *La poesia popolare italiana* <sup>13</sup> du professeur Aless. d'Ancona, dont il faut signaler une seconde édition augmentée, non changée dans ses lignes essentielles. Pour l'histoire des mœurs et le folklore, notons G. Balma, *I poemi Valdesi* <sup>14</sup>; B. Soldati, *La poesia astrologica nel quattrocento* <sup>15</sup>; G.-E. Boner, *Il natale nell' antica poesia italiana* <sup>16</sup>. Pour les rapports de l'Italie avec la Provence, la fine étude de De Lollis, *Dolce stil novo e noel dig de nova maestria* <sup>17</sup>, est fort intéressante.

Sur d'autres écrivains, il faut mentionner des études non moins

<sup>1</sup> Florence, Passerini. p. 102, 1906. — <sup>2</sup> *Lettura*, 1901. — <sup>3</sup> Napoli, Perro, 1904. — <sup>4</sup> *A. a. T.*, 1905-1906. — <sup>5</sup> *St. stor.*, 1899. — <sup>6</sup> *A. S. L.*, 1905. — <sup>7</sup> *A. i. Ven.*, 1906. — <sup>8</sup> *Bnc. B.*, 1905. — <sup>9</sup> *Nan.*, 1901. — <sup>10</sup> *A. S. I.*, 1905. — <sup>11</sup> Milan, Hoepli, 1905, in-8, p. 178. — <sup>12</sup> *L.*, 1905. — <sup>13</sup> Livorno, Giusti, 1906, in-8, 572 p. — <sup>14</sup> *Bsbs.*, 1904. — <sup>15</sup> Florence, Sansoni, 1906, x-320 p. (*Bibl. Storica Rinas-cimento*). — <sup>16</sup> *R. I.*, 1906. — <sup>17</sup> *S. M.*, 1904.



utiles à l'histoire qu'à la littérature : Pardi donne une curieuse biographie d'Alessandra Benucci, d'origine florentine, née à Barletta en 1480, veuve en 1513 d'un Leonardo Strozzi, devenue ensuite maîtresse d'un grand poète auquel l'unit un mariage secret (entre 1522 et 1530) et qui fut *La moglie dell' Ariosto* <sup>1</sup>; Calcaterra fait le portrait d'*Una poetessa del sec. XVI*, Livia Tornielli <sup>2</sup>; Zaccagnini celui d'*Un ignoto poeta pistoiese del sec. XVI*, Vincenzo Gatteschi <sup>3</sup>; Neri rappelle Agostino Bernucci Sarzanese <sup>4</sup>, né en 1514, lettré et fonctionnaire pontifical; Segarizzi a pour clients les poètes vénitiens de la Renaissance, tels Jacomino Badoer, *rimatore veneziano del sec. XV* <sup>5</sup>, Jacopo Languschi (*id. sec. XV*) <sup>6</sup>; Costa établit qu'Andrea Alciato e Bonifacio Amerbach <sup>7</sup> se sont connus à Avignon en 1520; Zanelli publie des documents sur Tommaso Pontano du Camerino <sup>8</sup>; Renda fait de bonnes observations, à propos d'*Il Torrismondo di T. Tasso*, sur *L'arte tragica nel cinquecento* <sup>9</sup>. Sur Boiardo il faut signaler le mémoire de Foffani sur *I precursori del Boiardo* <sup>10</sup>, et celui de Salvadori, *Su le egloghe latine di M. B.* <sup>11</sup>, où sont recueillies quelques épigrammes inédites. Zaccagnini a aussi écrit sur un rimeur toscan du xv<sup>e</sup> siècle, Bonuccorso du Montemagno il giovane <sup>12</sup>; Neri sur Federico Asinari, conte di Camerano e poeta <sup>13</sup> (xvi<sup>e</sup> siècle); Biadego décrit les relations entre Galeazzo Florimonte et il Galateo di Mons. Della Casa <sup>14</sup>. A propos d'Antonio Vinciguerra e delle sue satire <sup>15</sup>, P.-L. Rambaldi résume les travaux et les polémiques de Torre, Cian et Sopotto. Delaruelle fixe au début du xvi<sup>e</sup> siècle *Le séjour à Milan d'Aulo Giano Parrasio* <sup>16</sup>. Poggiolini indique le caractère satirique, politique et social des œuvres d'*Un poeta scapigliato*, Mario Lamberti <sup>17</sup>. U. Santi cherche à combler la lacune qu'offre la biographie de Tassoni entre la fin de ses études et sa venue à Rome, c'est-à-dire 1593-1597, et montre Alessandro Tussoni fra malfattori e parasiti <sup>18</sup>. Continuant ses études *Per la storia della cultura a Verona*, Biadego étudie Alberico da Marcolise maestro di grammatica et publie *La Congratulazione di A. D. M. per la nascita di Cune Francesco* <sup>19</sup>. Notables sont les recherches de E. Costa sur le célèbre médecin philosophe Jérôme Cardan, *Girolamo Cardano allo studio di Bologna* <sup>20</sup>, qu'il montre patronné contre le mauvais vouloir de la population par le légat Borromée, puis professeur de médecine théorique de 1563 à 1570, et enfin en lutte avec le Saint-Office. Voici maintenant douze contributions biographiques à l'histoire de l'humanisme, d'où ressort encore mieux l'éton-

<sup>1</sup> *Ad. F.*, 1901. — <sup>2</sup> *Pm.*, 1905. — <sup>3</sup> *B. S. Pi.*, 1905. — <sup>4</sup> *G. S. I. L.*, 1905. —

<sup>5</sup> Venezia, Nozz. Onestingham Alberti. — <sup>6</sup> *Ac. S. Lett.*, Rovereto, 1904. —

<sup>7</sup> *As. I.*, 1905. — <sup>8</sup> *B. S. S. U.*, 1905. — <sup>9</sup> *Ra.*, 1905. — <sup>10</sup> *R. I.*, 1905. — <sup>11</sup> *Ibid.*, 1905. — <sup>12</sup> *S. Lett. Ital.*, 1899. — <sup>13</sup> *Ac. Sc. Tor.*, II, 51. — <sup>14</sup> *Is. V.*, 1901. —

<sup>15</sup> *N. A. V.*, 1905. — <sup>16</sup> *A. S. L.*, 1905. — <sup>17</sup> *G. tig.*, 1901. — <sup>18</sup> *G. S. I. L.*, 1901. —

<sup>19</sup> *At. V.*, 1904. — <sup>20</sup> *As. I.*, 1905.

nante variété de la culture littéraire et scientifique de la Renaissance : de Simioni, *Un umanista milanese, Piattino Piatti* <sup>1</sup>, qui fut partisan de Charles VIII et de Louis XII; de Lamb. Carlini, *Girolamo Verità filosofo e poeta veronese del sec. XVI* <sup>2</sup>; de Adalgisa Benacchio, *Pio Enea II degli Obizzi letterato e cavaliere* <sup>3</sup>; de Segarizzi, *Lauro Quirini umanista veneziano del sec. XV* <sup>4</sup>; de G. Bustico, *Un ellenista baltinese del sec. XV, Urbano Bolzanio* <sup>5</sup>; de Beccaria, *Vincenzo Colocasio umanista siciliano* <sup>6</sup>, qui a raconté la campagne de Charles-Quint contre Tunis et célébré le panégyrique du vice-roi de Sicile Giov. de Vega; de Santini, *Cosma Raimondi, umanista ed epicureo* <sup>7</sup>, dont il publie une lettre de 1431; de Morici, G. B. Valentini *detto il Cantalicio* <sup>8</sup>; de Frittelli, *Gianantonio de Pandoni detto il Porcellino* <sup>9</sup>, qui poussait à l'excès les tendances de la Renaissance et qui a mal inspiré son biographe. Cessi a réuni les *Ricordi polesani* épars *nelle opere di* l'humaniste ferrarais *Ludovico Carbone* <sup>10</sup>, dont grande est la valeur historique; Marchesi étudie à propos de P. Manuzio, *talune polemiche sullo stile e sulla lingua nel 500* <sup>11</sup>; enfin, le laborieux Sabbadini réunit quelques-unes de ces *Bricciole umanistiche* <sup>12</sup> qui, commentées par son érudition, sont doublement savoureuses.

En regard de la science individualiste des humanistes se place tout naturellement la science corporative des Universités. L'histoire des Universités et de l'enseignement à ses divers degrés commence à se développer brillamment en Italie. Ainsi Sacchetti-Sassetti étudie *I maestri di grammatica in Rieti sulla fine del medio evo* <sup>13</sup>; Ferretto, sur un plan plus large, les *Medici, Melichesse, maestri di scuola ed altri benemeriti di Rappallo nel sec. XV* <sup>14</sup>. Le travail de P. Barsanti sur le *Pubblico insegnamento in Lucca dal sec. XV alla fine del sec. XVIII* <sup>15</sup> est utile non seulement pour sa valeur intrinsèque de *contribuzione alla storia della cultura nazionale*, mais aussi pour la bibliographie historique des écoles italiennes qui l'accompagne et qui comble une lacune fâcheuse. Rivera suit depuis leur fondation par Ferdinand Ier d'Aragon, en 1458, jusqu'à la fin de la période des Jésuites, *Le scuole universitarie dell' Aquila* <sup>16</sup>. M. Cesca a puisé *dalle lettere d'il P. Gerolamo Nadal* des *notizie sull' Università di Messina* <sup>17</sup> (il faut y joindre le travail d'Oliva, *Altre spigolature dalle lettere del P. Nadal* <sup>18</sup>). M. Tacchi Venturi a étudié et publié *Un ruolo inedito dell' archiginnasio Romano sotto Paolo III* <sup>19</sup>, relatif à la réouverture de l'*Ateneo Romano* en 1535, et con-

<sup>1</sup> A. S. L., 1904. — <sup>2</sup> Verona, Franchini, 1905, 38-115 p. — <sup>3</sup> Bm. civ. Pad., 1901. — <sup>4</sup> M. A. T., 1904. — <sup>5</sup> R. A., 1905. — <sup>6</sup> A. Sic., 1900. — <sup>7</sup> St. Stor., 1901. — <sup>8</sup> Ms. V., 1905. — <sup>9</sup> Firenze, Paravia, 1900. — <sup>10</sup> At. Ven., 1901. — <sup>11</sup> N. A. V., 1905. — <sup>12</sup> G. S. L. I., 1905. — <sup>13</sup> B. U., 1901. — <sup>14</sup> G. Lig., 1901. — <sup>15</sup> Lucca, Marchi, 1905, in-8, p. vi-259. — <sup>16</sup> B. S. S. A., 1905. — <sup>17</sup> A. S. M., 1901. — <sup>18</sup> Ibid., 1901. — <sup>19</sup> A. S. R., 1901.

tenant la liste des professeurs avec l'indication de leurs honoraires. M. Brugi fait un tableau pittoresque et vivant de la vie de *Gli scolari dello studio di Padova nel cinquecento* <sup>1</sup>, d'après les annales de la *Nazione Germanica dei giuristi* et de la *Nazione Germanica degli artisti* qui seront ultérieurement publiées par la *R. Deputazione Veneta di S. P. Degli Azzi*, dans son article *La Repubblica romana e l'Università di Perugia* <sup>2</sup>, raconte l'ambassade envoyée par les Pérugins à Rome pour empêcher la suppression de l'*Ateneo Perugino*. M. Piccolomini étudie *Barlolomeo Bollis da Padova e la sua fondazione per lo studio di Siena* <sup>3</sup>, du 24 juillet 1512, qui consistait en six bourses septennales. L'histoire particulière des chaires et des professeurs a donné lieu à de bons mémoires : citons Brugi, *Una cattedra di diritto pubblico ecclesiastico dello studio di Padova nella seconda metà del sec. XVIII* <sup>4</sup> (chaire de A. A. Fabbio di Valdobiane); P. Rossi, *La prima cattedra di pandette nello studio senese* <sup>5</sup> (1589); Costa, *La prima cattedra pomeridiana di diritto civile nello studio bolognese durante il sec. XVI* <sup>6</sup>, qui fut occupée successivement par Socino, Campeggi, Ruini, Alciato, F. Decco, etc. Zabrinighin a étudié *L'insegnamento universitario di Pomponio Leto* <sup>7</sup>; G. Lumbroso a montré que c'est de son surnom *P. L. il Moro*, que dérive celui de *Numida* <sup>8</sup> à lui attribué par un volume de la Bibliothèque impériale de Vienne. Costa a réuni des *Nuovi documenti su Pietro Pomponazzi* <sup>9</sup> qui, de 1512 à 1525, professa la philosophie à l'*Ateneo* de Bologne, où le remplaça Boccaferri, et montre *Andrea Alciato* appelé *allo studio di Bologna* <sup>10</sup>, en 1530, pour succéder à Ruini. Marangoni étudie *Lazzaro Bonamico e lo studio padovano nella prima metà del cinquecento* <sup>11</sup>. Dalla Santa met en lumière *Un episodio della vita Universitaria di Giasone del Mayno* <sup>12</sup>, le marchandage qui, en 1488, le fit passer, pour un accroissement de solde de deux cents florins, de Venise à Florence. Favaro prouve les relations cordiales qu'avait avec Galilée *Cesare Marsili* en étudiant *La successione di G. Ant. Magini nella lettura di matematica dello studio di Bologna* <sup>13</sup>, et publie vingt-cinq documents des années 1592 à 1670. Chiti publie deux lettres à Lorenzo di Medici (1473), *A proposito dell' insegnamento de Benedetto Colucci a Colle* <sup>14</sup>.

L'histoire de l'imprimerie se rattache naturellement à celle des lettres. Sorbelli a éclairci certaines obscurités de la vie du premier typographe bolonais : *Su la vita e su le edizioni di B. Azzoguidi, primo tipografo in Bologna* <sup>15</sup>, né en 1430 et qu'on voit travaillant après 1471. Tordi fait l'histoire de *La stampa in Orvieto* <sup>16</sup> au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle,

<sup>1</sup> Padova, Drucker, 1905, in 8. — <sup>2</sup> *A. S. R. U.*, 1906. — <sup>3</sup> *A. S. I.*, 1905. — <sup>4</sup> *Na. I.*, 1905. — <sup>5</sup> *S. Sen*, 1905. — <sup>6</sup> *Ad. S. R.*, 1904. — <sup>7</sup> *R. I.*, 1906. — <sup>8</sup> *Ass. R.*, 1901. — <sup>9</sup> *Ads. R.*, 1903. — <sup>10</sup> *Ibid.*, 1903. — <sup>11</sup> *Na. V.*, 1901. — <sup>12</sup> *Na. V.*, 1901. — <sup>13</sup> *Ads. R.*, 1901. — <sup>14</sup> *M. Stor. Vald.*, 1901. — <sup>15</sup> *Ads. R.*, 1906. — <sup>16</sup> *B. Umbr.*, 1901.

et Oliva, dans l'*Arte della Stampa in Messina* <sup>1</sup> au xvii<sup>e</sup> siècle, passe en revue les ateliers de Brea, Mattei, Bianco, Giov. F. Matarozzi, Bonacota, Costa, et autres.

L'histoire de l'art comme celle de la littérature est directement mêlée à celle des événements sociaux et politiques, et doit figurer ici parmi les sciences auxiliaires. Il y a des renseignements utiles dans le livre populaire de G. Crivellari, *Milano e dintorni, profilo storico* <sup>2</sup>.

M. Faloci Pulignani, dans *Una pagina di arte Umbra* <sup>3</sup>, étudie l'art du moyen âge à Foligno, Bevagna, Spello, Spoleto ; les sculptures de la porte du Duomo de Foligno, qui représentent l'empereur et un évêque, lui servent de preuves pour établir le gibelinisme de Foligno. Scataria donne un tableau de l'*Arte nel Montefeltro* <sup>4</sup>, Santo-Monti de la *Storia ed arte nella provincia ed antica diocesi di Como* <sup>5</sup>, où abondent les renseignements sur les peintres et sur les arts décoratifs. Cian a brillamment résumé et critiqué le livre de J. P. Supino sur l'*Arte Pisana* <sup>6</sup>. Melani a donné une nouvelle édition de son manuel d'histoire de la *Pittura antica e moderna Italiana* <sup>7</sup>. Lucchini inventorie les *Reliquie di monumenti cremonesi dell' epoca del risorgimento dell' arte scultoria* <sup>8</sup>. Lupi suit les manifestations de l'*arte senese a Pisa* <sup>9</sup>, du xiv<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle. Ricci fait la biographie de l'architecte *Giovanni da Siena* <sup>10</sup>, mort en 1440. Canestrelli étudie l'*architettura medievale a Siena e nel suo antico territorio* <sup>11</sup>, Donati *Il palazzo del Comune di Siena* <sup>12</sup>, Sant' Ambrogio détaille *Il Trittico di Macrino d'Alba nella capella episcopale di Tortona* <sup>13</sup>, qui fut peint en 1499 pour un Paléologue du Montferrat. Rondolini débrouille un sujet aride, *La pittura torinese nel medio evo* <sup>14</sup>, et montre son éveil sous Amédée V au xiv<sup>e</sup> siècle. Carotti résume des vues synthétiques sur *Le opere di Leonardo, Bramante e Raffaello* <sup>15</sup>, G. Bernardini nous promène devant *I dipinti di scuola italiana nel museo Naz. del Louvre* <sup>16</sup>. Voici encore un mémoire à la fois archéologique et sociologique, les *Cenni de Santini sulla fondazione del quartiere di San Procolo in Bologna nel 1496* <sup>17</sup>. Romano apporte une utile contribution per la *Storia della costruzione del Castello Visconteo* <sup>18</sup> en 1360, avec le concours de Plaisance. En guise de protestation contre le « Pourquérisme » d'une municipalité bolonaise qui veut abattre les remparts de Bologne fondés en 1205 et restaurés au xiv<sup>e</sup> siècle, Pantini rappelle *Per le mure di Bologna* <sup>19</sup> qu'ils sont liés étroitement à l'histoire de la

<sup>1</sup> A. Mess., 1901. — <sup>2</sup> Firenze, tip. domenic., 1906, in-16, 104 p. — <sup>3</sup> Foligno, P. Salvati, 1903. — <sup>4</sup> A. r. st., 1904. — <sup>5</sup> Como, Ostinelli, 1904. — <sup>6</sup> N. An., 1905. — <sup>7</sup> Milan, Hoepli, 1901, 2<sup>e</sup> éd., xxix-429 (Manuali Hoepli). — <sup>8</sup> Arst., 1905. — <sup>9</sup> Aa. S., 1902. — <sup>10</sup> Ibid., 1902. — <sup>11</sup> Ibid., 1904. — <sup>12</sup> Ibid., 1904. — <sup>13</sup> Tortona, Rossi, 1905. — <sup>14</sup> Ar. Soc. archeol. Torino, 1901. — <sup>15</sup> Milan, Hoepli, 1905. — <sup>16</sup> R. I., 1905. — <sup>17</sup> Ad. S. Bol., 1905. — <sup>18</sup> B. S. P., 1905. — <sup>19</sup> Nan., 1902.

ville, ayant victorieusement résisté à Innocent III, à Azzo d'Este, à Giov. Acuto, à Caldora, à César Borgia, à Louis XII. Bacile da Castiglione nous fait traverser Pérouse, en guide pittoresque et archéologue, *Dal Corso a Santa Giuliana*, et détermine *La vera porta turnea a Perugia* <sup>1</sup>, et Bellucci raconte dans son *Opera del Palazzo del popolo di Perugia* <sup>2</sup> les agrandissements de ce monument bâti en 1279 et augmenté en 1300 et en 1319. Vidal a fait une bonne monographie du *Castello di Conegliano* <sup>3</sup> bâti pour protéger le pays contre les Hongrois et devenu vénitien en 1389. G. Gatti raconte l'histoire, depuis sa construction par Le Roy en 1523 jusqu'à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, de la charmante *Farnesina ai Baullari e le sue vicende giuridiche* <sup>4</sup>. Notons les monographies suivantes : Di Giorgi, *la Cattedrale di Nardò* <sup>5</sup>, Paladini, *La Chiesa di San Francesco a Lucca* <sup>6</sup>, Sacco, *l'Arco trionfale del Re Alfonso d'Aragona* <sup>7</sup>, Simeoni, *la Torre del Gardello di Verona* <sup>8</sup> (il cite des documents de 1371 à 1421), Palmieri, *Antichi Castelli comunali dell'Appennino Bolognese* <sup>9</sup>, Marinelli, *La Rocca Brancalione in Ravenna* <sup>10</sup>, Cioppola, *Le Cuse degli Scaligeri a Venezia* <sup>11</sup>, Caviglia, *La Roccella del vescovo di Squillace* <sup>12</sup>, monument construit vers 600, Camobroco, *Il monastero di sant' Erasmo nel Celio* <sup>13</sup>, P. Fedele, *Una chiesa del Palatino, Santa Maria in Pallara* <sup>14</sup>. Romano étudie l'église de Pavie, *colum aureum o cella aurea* <sup>15</sup>, antérieure à Luitprand. Bratti catalogue et étudie les *Miniatori Veneziani* <sup>16</sup> et Giovaunoni donne de très importants renseignements sur les œuvres et les inscriptions des maîtres de 1162 à 1332, dans ses *Note sui marmorari romani* <sup>17</sup>.

Pour la peinture il faut à tous égards commencer par le discours de Mazzoni sur *Giotto* <sup>18</sup>, puis citer plusieurs bons travaux sur la pénétration et l'indépendance des écoles. Vittorio Poggi suit les *Artisti tortone i del Rinascimento* <sup>19</sup> (Anselmo da Fornaci, Gian Michel de Pantaleoni) *a Savona et a Genova*; G. Rossi retrouve au xv<sup>e</sup> siècle *Un pittore piemontese* (Giov. Canavese) *in Provenza* <sup>20</sup>. Melani rend *Nicòlo di Piero a Arezzo sua patria* <sup>21</sup>. N. retrouve un imitateur de Pérugin et de Raphaël dans *Un pittore quasi ignoto del cinquecento, Antonio Carpenino da Spezia* <sup>22</sup>. Luisa Ciaccio donne une utile contribution à l'histoire des débuts de la peinture en Piémont, avec son étude sur *Gian Martino Spanzotti da Casale* <sup>23</sup> (1481-1524). Puis viennent des biographies d'artistes, travaux documentés et originaux : F. Dini, *Cennino di Drea Cennini di Colle di Valdelsa* <sup>24</sup>; Brocchi, *Il Padovanino, Varotari* (xvii<sup>e</sup> siècle) <sup>25</sup>;

<sup>1</sup> A. P., 1906. — <sup>2</sup> B. U., 1901. — <sup>3</sup> Conegliano, stab. arti grafiche, 1905. — <sup>4</sup> Sdsd., 1904. — <sup>5</sup> R. Pu., 1901. — <sup>6</sup> R. na., 1901. — <sup>7</sup> Arst., 1905. — <sup>8</sup> Nav., 1905. — <sup>9</sup> Ads. R., 1906. — <sup>10</sup> Ibid., 1906. — <sup>11</sup> Aa. T., 1904. — <sup>12</sup> Rar., 1904. — <sup>13</sup> Ass. R., 1905. — <sup>14</sup> Ibid., 1903. — <sup>15</sup> B. S. P., 1905. — <sup>16</sup> Na. V., 1901. — <sup>17</sup> Ass. R., 1904. — <sup>18</sup> R. I., 1901. — <sup>19</sup> Gs. L., 1905. — <sup>20</sup> Arst., 1906. — <sup>21</sup> Ibid., 1905. — <sup>22</sup> Rn., 1905. — <sup>23</sup> Arst., 1905. — <sup>24</sup> Ms. V., 1905. — <sup>25</sup> Ai. V., 1901.

Bossola, *Un pittore alessandrino del sec. XV, Giovanni Mazzone* <sup>1</sup> (1431-1512); Albertino Furno, *La vita e le rime di Angioli Bronzino* <sup>2</sup>. La question si obscure encore de l'originalité et du rôle d'Antonello de Messine a été débattue avec un regain d'ardeur en ces derniers temps par les critiques siciliens. Voici ce groupe d'articles intéressants : A. d'Amico, *A. da Messina, le sue opere, l'invenzione delle pitture a olio* <sup>3</sup>; La Corte Cailler, *La pittura in Messina* <sup>4</sup>; Bellantori, *A. d. Messina* <sup>5</sup>; Arenaprimo, *A. de Messina* <sup>6</sup>; (anon.) *Nuovi studi su A. d. M.* <sup>7</sup>; (anon.) *A proposito d'un' opera di A. d. M. a Milano* <sup>8</sup>; La Corte Cailler, *Ancora per un' opera di A. d. M. a Milano* <sup>9</sup>.

Les archives de Mantoue et d'Urbino sont d'inépuisables trésors pour l'histoire des mœurs *signorili*. Aussi, les cours des Este et Montefeltre sont-elles bientôt connues dans leurs moindres détails. M. Vanzolini en apporte de nouveaux dans sa *Musica e danza alla corte di Urbino nel rinascimento* <sup>10</sup>.

Ce sont des anecdotes que M. Solmi étudie et éclaire de documents inédits *Sulla dimora di Leonardo da Vinci in Francia nel 1515 e 1518* <sup>11</sup>, le lion automate, le symbole du Plaisir et de la Douleur, les tournois pour Lorenzo de Medici, le simulacre de la bataille de Marignan. M. Ciscato a recherché les origines de *l'Arte Vetraria a Padova* <sup>12</sup> : il y date du XIII<sup>e</sup> siècle, mais n'a pu s'y développer longtemps, vaincu par la concurrence de Murano.

Dans ce pays si passionné pour les arts et si soucieux de ses chefs-d'œuvre, existe cependant, presque autant que chez nous, l'inepte vandalisme des ignares et des brocanteurs. Il faut applaudir aux virulentes protestations que M. Boni a publiées en 1905 dans la *Nuova Antologia* : *Cocodrilli archeofagi* et *Iene antiquarie* <sup>13</sup>, contre le vandalisme des antiquaires et des marchands.

Nous abordons l'histoire de la civilisation et des mœurs proprement dite avec le charmant volume de Michele Rosi, *Scienza d'amore* <sup>14</sup>, où est refondu et amélioré un *saggio sui trattati d'amore del cinquecento* paru à Recanati en 1889. L'étude des mœurs de la Renaissance vénitienne a toujours captivé les historiens. La nouvelle édition du grand et classique ouvrage de P. Molmenti, *Venezia nella vita privata* <sup>15</sup>, a suscité sous le même titre ou à peu près de bonnes études critiques de Predelli (*Storia di V. nella v. p.*) <sup>16</sup> et de Tardo (*S. d. V. nella v. p.*) <sup>17</sup>. Molmenti lui-même a traité à part des *Antichi costumi Veneziani* <sup>18</sup>, de *Gli antichi vizi nuziali del Veneto* (XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> s.) <sup>19</sup>, *I primi tempi della libertà Vene-*

<sup>1</sup> R. I. A., 1901. — <sup>2</sup> Pistoia, Flori, 1902, in-16, 112 p. — <sup>3</sup> As. M., 1904 — <sup>4</sup> Ibid., 1905. — <sup>5</sup> R. S. C., 1905. — <sup>6</sup> Arsl., 1904. — <sup>7</sup> Ibid., 1904. — <sup>8</sup> M. A., 1904. — <sup>9</sup> A. S. L., 1905. — <sup>10</sup> Bm. Pa., 1901. — <sup>11</sup> Nan., 1905. — <sup>12</sup> Milan, Cogliati, in-8, 96 p. — <sup>13</sup> Milan, Hoepli, in-8 ill. — <sup>14</sup> Na. V., 1905 — <sup>15</sup> Rn., 1905. — <sup>16</sup> Fleg., 1901. — <sup>17</sup> Rn. A., 1901.

ziana <sup>1</sup>. Gavagnin étudie *Venezia nei versi di Gasparo Gozzi* <sup>2</sup>. Teza publie le *Veni etiam* <sup>3</sup>, petit poème du xvi<sup>e</sup> siècle relatif à l'étymologie du nom de Venise, sans intérêt d'ailleurs. Dalla Santa raconte l'instructive aventure *Di un patrizio mercante Veneziano del 400 e di F. Filelfo suo debitore* <sup>4</sup>. Le perruquier-archéologue du Rialto, Giovanni Dolcetti, traite à fond des *Bische ed il giuoco d'azzardo a Venezia* (1172 à 1807) <sup>5</sup>, et apporte de nouveaux détails sur *La fuga di G. Casanova dei piombi veneziani* <sup>6</sup>. Ludovico Frati se consacre comme le Molmenti de Bologne par son érudit tableau de *la Vita privata di Bologna dal sec. XIII al sec. XVII* <sup>7</sup>. Il y passe en revue l'habitation, le costume, les baptêmes, noces et funérailles, la cuisine, les délits et les peines, les couvents, le Studio, les jeux, fêtes et carnaval, la musique et le théâtre, les *società delle arti* et les villégiatures. Il restera le guide indispensable de quiconque voudra approfondir une des questions si magistralement touchées ici. Sur des points de détail ou sur des anecdotes caractéristiques citons : Suttina, *Contribuzione alla storia del costume signorile nel medio evo italiano* <sup>8</sup>; Reich, *Barbarie passate* <sup>9</sup> (1337; plaintes adressées au comte de Tyrol par des populations pressurées); Gloi, *La comparsa d'un spirito nel 1453* <sup>10</sup> (attestée par-devant notaire); A. N., *Intorno al matrimonio di Aldo Manuzio* <sup>11</sup>, 1595; Chiattonne, *Matrimoniana nel 500 in Saluzzo* <sup>12</sup>; Celidonio, *Marco di Sciarra* (légendaire bandit du xvi<sup>e</sup> s.) *nelle contrade peligne* <sup>13</sup>; Catalano Tirrito, *Le giostre in Sicilia, notizie e documenti* (xv<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup> s.) <sup>14</sup>. On s'attache aussi à démêler les données sociologiques fournies par les œuvres littéraires et le folklore : Trauzzi décrit Bologne (au xvi<sup>e</sup> s.) *nelle opere di G. C. Croce* <sup>15</sup>; Mandalai, *la Calabria in un novelliere del 500* <sup>16</sup>; Ernesto Masi, *la Vita italiana in un novelliere del cinquecento* <sup>17</sup> (Bandello), dont il n'a pas de peine à montrer l'importance historique. Sur l'habitation et la manière d'y vivre, voir Galli, *La casa di abitazione a Pavia e nelle campagne nei sec. XIV e XV* <sup>18</sup>; Sacchetti, *La casa di un canonico del sec. XV* <sup>19</sup>, décrite d'après un manuscrit du Museo civico de Cividale; B. Croce, *La casa di una poetessa* <sup>20</sup> (Laura Ferracina, poétesse napolitaine du xvi<sup>e</sup> siècle); Lupi, *La casa pisana e i suoi annessi nel medio evo* <sup>21</sup>; Saffetti, *Due case di campagna nel XIV s.* <sup>22</sup>, d'après des inventaires de gens moyennement riches. Fedele inventorie les bijoux d'une dame romaine, *I gioielli di Vannoza* (Cattanei) *ed un' opera del Caradosso* <sup>23</sup> [Foppa]: ils devaient orner un

<sup>1</sup> *Fleg.*, 1901. — <sup>2</sup> *A. V.*, 1901. — <sup>3</sup> *Ai. V.*, 1900. — <sup>4</sup> *A. V.*, 1905. — <sup>5</sup> Venise. Libr. Ald. Manucio, 1903, in-4, xiii-287 p. — <sup>6</sup> *N. a. V.*, 1903. — <sup>7</sup> Bologna, Zanichelli, 1900. — <sup>8</sup> *Msc.*, 1906. — <sup>9</sup> *Tr.*, 1901. — <sup>10</sup> *Bmc. B.*, 1906. — <sup>11</sup> *G. S. I. L.*, 1904. — <sup>12</sup> *Pam. S.*, 1905. — <sup>13</sup> *Bss. A.*, 1905. — <sup>14</sup> *As. S. O.*, 1905. — <sup>15</sup> *Ad. S. R.*, 1905. — <sup>16</sup> *Ital. mod.*, iv. — <sup>17</sup> Bologna, Zanichelli, 1900. — <sup>18</sup> *B. Pa.*, 1901. — <sup>19</sup> *M. S. C.*, 1906. — <sup>20</sup> *Nap. nobil.*, 1901. — <sup>21</sup> *As. I.*, 1901. — <sup>22</sup> *Ap. M.*, 1900. — <sup>23</sup> *Ass. R.*, 1904.

tabernacle destiné à l'hôpital du Sauveur, mais ils disparurent pendant le sac de Rome.

Anselmi a donné une monographie bien faite sur *Il commercio delle majoliche di Castelli a la fiera di Senigallia* <sup>1</sup>. E. Rota fait des recherches *Sopra un Tentativo d'industria serica a Pavia (1549-50)* <sup>2</sup>, que l'hostilité de Venise empêcha d'aboutir. Melani découvre la plus ancienne cloche actuellement existante; elle remonte au VII<sup>e</sup> siècle et est conservée au museo Falcioni à Viterbe (*La prima campana*) <sup>3</sup>. Colasanti attaque vivement dans ses *Nuovi riscontri su la Dalmatica Vaticana* <sup>4</sup> la tradition qui la fait appartenir à Charlemagne, et qui est postérieure au XV<sup>e</sup> siècle. Melani décrit de *Piccoli avori profuni del XI, XII, XIII sec.* <sup>5</sup> et rajeunit un *Ventaglio che arrebbe un dici secoli* <sup>6</sup>, celui du Trésor de Monza, que la légende veut être celui de Téodelinde, mais qui n'est réellement que du XII<sup>e</sup> siècle. Emilio Motta publie d'importantes recherches *Per la storia della coltura del riso in Lombardia* <sup>7</sup>; il montre qu'elle y fut importée avant le XIV<sup>e</sup> siècle, soit par les Arabes, soit par les Vénitiens, mais que le riz fut d'abord considéré comme un comestible de luxe; sa culture fut répandue par Galéas Maria Sforza, et dès 1494 la production était déjà assez abondante. Pour l'histoire économique il faut noter encore : Salvioli, *Il valore della lira bolognese nella prima metà del sec. XVI* <sup>8</sup>; Colangelo, *I pesi, le monete e le misure nel commercio veneto pugliese alla fine del XII s. e principio del XIV sec.* <sup>9</sup>. L'étude de O. Roggiro, *Della attribuzione da darsi alle monete d'Asti* <sup>10</sup> [Moneta Astensis, Communitas Astensis, Civitas A], est surtout d'intérêt numismatique. Capobianchi consacre un important mémoire aux *Origini del peso Gallico* <sup>11</sup>.

On sait que l'esclavage s'est perpétué en Italie (comme dans la France méridionale) jusqu'à une fort basse époque. Verga apporte une utile contribution *Per la storia degli schiavi orientali* <sup>12</sup>. Il montre que cette nouvelle forme était très différente de l'esclavage antique et médiéval, lequel a achevé de disparaître vers le XIV<sup>e</sup> siècle. L'esclavage oriental était rare en Milanais. Verga publie quelques documents provenant de l'*Archivio della Fabrica del Duomo*, notamment un acte de 1486 qui mentionne un pauvre petit enfant de quatre ans, vendu comme esclave à Gal. Ambr. Visconti, conseiller de Ludovic le More. Pellegrini, sous ce titre *Schiavi e manumissioni* <sup>13</sup>, publie un acte d'affranchissement de 1262 et d'autres du XIV<sup>e</sup> siècle, et prétend à tort que *schiavo* signifie seulement *servo*; il faut distinguer au contraire entre l'esclave et le serf de la glèbe. Berta, pour l'*esegi di un docu-*

<sup>1</sup> Ra., 1905. — <sup>2</sup> Bs. P., 1905. — <sup>3</sup> Arst., 1903. — <sup>4</sup> Nbac., 1902. — <sup>5,6</sup> Arst., 1903. — <sup>7</sup> A. S. L., 1905. — <sup>8</sup> Ads. R., 1905. — <sup>9</sup> R. Pu., 1901. — <sup>10</sup> Bs. B. S., 1905. — <sup>11</sup> Ass. R., 1903-1904. — <sup>12</sup> A. S. L., 1905. — <sup>13</sup> Genova, Papini, 1904.



*mento cavese* <sup>1</sup> (du x<sup>e</sup> siècle), étudie la condition des époux non libres et leur manumission.

M. Felice Tocco s'est fait un domaine, où il est maître, de l'histoire de l'hérésie en Italie. Il a consacré un mémoire à *Guglielmo Boema*, hérétique du début du xiv<sup>e</sup> siècle qui croyait incarner le Saint-Esprit, *ed i guglielmiti* <sup>2</sup>, et il publie ce procès. Orsini Regani étudie, dans un « pasticcio emphatique et plein d'absurdités » (dit Umberto Cosino), *Fra Dolino nella tradizione e nella storia* <sup>3</sup>. Un autre mémoire de Tocco est relatif aux *Fratricelli* <sup>4</sup>. M. G. B. Ristori étudie *I Paterini in Firenze nella prima metà del sec. XIII* <sup>5</sup> et insiste sur l'activité inquisitoriale de saint Pierre Martyr. De l'hérésie à la sorcellerie, le pas n'est pas grand ; nous le franchissons avec Gabotto, *Le Streghe di Buriasco e di Cumiana* (1314-1336) <sup>6</sup> ; L. Fumi décrit le *Superstizioni, pregiudizi e malie in Lucca* <sup>7</sup> de 1571 à 1715 environ, et, sous le nom de *Divagazioni folkloriche* <sup>8</sup>, S. Fermi raconte l'histoire des chats dans la novellistica italienne. Comme les hérétiques et les sorciers, les juifs forment une classe à part. On les a étudiés particulièrement : D. Elia, *Gli Ebrei a Gallipoli* <sup>9</sup>, où ils ont un régime et des privilèges ; Invernizzi, *Gli Ebrei a Pavia* <sup>10</sup>, où ils s'installent en 1389, où ils sont victimes des prédications de Bernardino de Feltre (1480), d'Ubertino d'Albe en 1521, contraints par François I<sup>er</sup> à porter la marque jaune, expulsés par Philippe II en 1565 et finalement réadmis en 1633 ; G. Pansa, *Gli Ebrei in Aquila nel sec. XV, l'opera di frati minori ed il monte di pietà istituito di San Giacomo della Marca* <sup>11</sup>. Plus juridique est le mémoire de Tamasia, *Stranieri ed Ebrei nell'Italia meridionale dall'età romana alla sveva* <sup>12</sup>. Presque aussi réglementées que les juifs sont les prostituées. Zanelli publie les règlements qui, en 1345 et 1456-1462, s'appliquaient à celles qu'on appelait d'un délicat euphémisme *Le donne cortesi a Pistoia* <sup>13</sup>.

L'imagination du moyen âge a facilement confondu l'histoire et la légende. Novati, dans son mémoire *sulla Leggenda del re Teodorico a Verona*, montre comment elle dérive de sculptures mal interprétées de San Zeno et d'explications de Giovanni Diacono de Verone ; il voit d'autre part dans l'histoire de la disparition de Tetrico le Superbe, fils du diable, le reflet d'une saga germanique <sup>14</sup>. Patrucco, faisant la part de *la Storia nella leggenda di Griselda* <sup>15</sup>, montre que cette légende déjà connue en Piémont au xiii<sup>e</sup> siècle répond d'une part à un motif novellistique universel et de l'autre à des faits réels. Callegari n'a

<sup>1</sup> *S. stor.*, 1906. — <sup>2</sup> *Mem. Ac. Lincei*, 1901. — <sup>3</sup> Milan, Cogliati, 1901. — <sup>4</sup> *A. S. I.*, 1905. — <sup>5</sup> *R. S. St.*, 1905. — <sup>6</sup> *B. S. b. S.*, 1904. — <sup>7</sup> Lucca, Giusti, 1905. — <sup>8</sup> *Rn.*, 1905. — <sup>9</sup> *R. S.*, 1905. — <sup>10</sup> *B. S. P.*, 1905, et Pavia, Fusi, 1905. — <sup>11</sup> *Bss. A.*, 1904. — <sup>12</sup> *Ai. V.*, 1904. — <sup>13</sup> *B. Pi.*, 1901. — <sup>14</sup> *Ri. L.*, 1901. — <sup>15</sup> *Pams.*, 1905.

pas de peine à prouver que la réponse à la question *Re Giannino* (Giov. Baglioni di Siena), *storia o romanzo* <sup>1</sup>, doit être : roman, — un roman resté purement local et si dépourvu de popularité que Villani n'en parle pas. Lanzoni étudie la formation d'une hagiographie particulière dans *San Mercuriale vescovo di Forlì nella leggenda e nella storia* <sup>2</sup>. Quaglio illustre la *Leggenda di Chiozzi* <sup>3</sup> (et de Fede Magini), qui est analogue à celle de Faust. Milano donne un mémoire curieux sur *la leggenda e la storia del luogo di Ancabe* <sup>4</sup>, village et château entre Bra et Pocapaglia, où est née la légende d'un village peuplé de géants et semé de trésors cachés. On peut citer aussi un travail de Venturini sur la légende de *La famiglia albanese dei conti Bruti* <sup>5</sup>, qui croient par tradition descendre des Brutus romains, mais dont la filiation prouvée par pièces d'archives n'est pas antérieure à la moitié du xvi<sup>e</sup> siècle.

On a voulu attribuer l'invention de la boussole à un Ireneo Pacifico de Vérone, mort en 846. Cette hypothèse, fondée sur quelques vers de son épitaphe, est discutée par Spagnolo, *L'arcidiacono Pacifico di Verona inventore della bussola* <sup>6</sup>, et par Bertelli, *Nuovo supposto primo inventore della bussola nautica* <sup>7</sup>, qui en revient à la thèse de l'origine orientale. M. Pastore a biographié *Giovanni Caramuel de Lobkowitz* (né à Madrid en 1606, mort en 1682), *inventore della teoria della quantificazione del predicato* <sup>8</sup>. Baroncini a écrit sur *Ulisse Aldrovandi e Luca Ghini* <sup>9</sup>.

Pour terminer cette première partie du présent *Courrier*, peut-être un peu long déjà, je citerai encore quelques ouvrages relatifs à l'histoire de Venise, qui en intéressent simultanément plusieurs aspects et qu'il vaut mieux d'ailleurs ne pas disperser. M. Antonio Pilot a donné un grand nombre de menues dissertations sur des anecdotes vénitiennes et notamment sur le Broglio et le jeu des élections <sup>10</sup>. Molmenti a publié des articles *I cicisbei a Venezia*, *Le scuole sotto la repubblica di Venezia*, *Le lettere e le arti nei due ultimi secoli della R. Veneta* <sup>11</sup>, repris et refondus dans son grand ouvrage. Cavellini a publié un *Documento inedito veneto cretese del 200* <sup>12</sup> (une lettre des Candiotes au doge Pietro Ziani). Battistella étudie le *Ultimo ufficio pubblico di Baia-monte Tiepolo* <sup>13</sup> (en 1325, la capitainerie de guerre à Bologne), Berta les mesures prises par Emanuele Comneno pour *la C. ltura dei Veneziani in Oriente* <sup>14</sup>. G. Luzzato édite *I piu antichi trattati tra Venezia e le città marchigiane* <sup>15</sup>. Favaro a recueilli des *Notizie storiche sul magistrato veneto alle acque* <sup>16</sup>. Roberti étudie les *Giudici veneziani prima del 1200* <sup>17</sup> (de 912 à 1198). C. Bullo donne un mémoire définitif sur *Il cancelliere*

<sup>1</sup> *Rn.*, 1905. — <sup>2</sup> *Rss. T.*, 1905. — <sup>3</sup> *Ad. F.*, 1899. — <sup>4</sup> *Ms. I.*, 1906. — <sup>5</sup> *A. S. S. I.*, 1905. — <sup>6</sup> *Na. V.*, 1904. — <sup>7</sup> *Rg. I.*, 1904. — <sup>8</sup> *Cnt.*, 1905. — <sup>9</sup> *Ro*, 1905. — <sup>10</sup> *Riv. stor.*, 1906. — <sup>11</sup> *Nan.*, 1901. — <sup>12</sup> Padova, Tip. Seminario, 1906. — <sup>13</sup> *Nan.*, 1901. — <sup>14</sup> *An. V.*, 1900. — <sup>15</sup> *Na. V.*, 1906. — <sup>16</sup> *Na. V.*, 1905. — <sup>17</sup> *Na. V.*, 1904.

*grande di Chioggia* <sup>1</sup>. Dalla Santa sur les *Relazioni tra Venezia e terra d'Otranto fino al 1530* <sup>2</sup>.

Les comptes rendus et mémoires du Congrès international de sciences historiques tenu à Rome en 1903 ont été complétés récemment par la publication du tome I<sup>er</sup> (généralités, organisation, procès-verbaux des séances, etc.). Ils forment maintenant un recueil achevé de onze volumes qui attestent l'activité de cette grande réunion, qui fut intéressante et vraiment féconde. L'honneur de cet achèvement, comme le mérite du succès, revient pour la plus grande partie au président, M. Villari, et au secrétaire général, M. Giacomo Gorrini, que de cruelles maladies n'ont pas empêché de triompher avec une persévérance toute diplomatique de mille difficultés. Le prochain congrès doit avoir lieu à Berlin, en août 1908. On voit par les énumérations qui précèdent que la science italienne pourra s'y faire une belle place.

LÉON-G. PÉLISSIER.

<sup>1</sup> *Ibid.*, *id.* — <sup>2</sup> *Na.* V., 1905.

---

## CHRONIQUE

---

A l'Académie des inscriptions et belles-lettres, dans la séance du 31 mai, M. Eusèbe Vascel a communiqué cinq stèles puniques, en l'honneur de Tanit, découvertes à Carthage. — M. Edmond Pottier a exposé les fouilles faites à Montlaurès, près Narbonne, par M. H. Rouzaud, dans les huit dernières années : le pic rocheux de Montlaurès a dû servir de sépulture aux habitants de l'*Helyce palus* ; les poteries que l'on a retrouvées dans cette nécropole, où les produits attiques et italiotes du <sup>vi</sup><sup>e</sup> au <sup>ii</sup><sup>e</sup> siècle se mêlent aux produits ibériques, laissent soupçonner que les Grecs ont commercé dans le pays dès une haute époque. L'absence de toute trace de civilisation romaine permet d'induire que la cité disparut alors et fit place au grand port de Narbonne. — Le 7 juin, M. Th. Reinach a signalé la découverte à Constantinople, par M. Heiberg, d'un traité inédit d'Archimède, sur la méthode. — M. le général Beylié a entretenu l'Académie de ses fouilles en Birmanie, à Prome, où il a pu constater l'exercice, à l'époque ancienne, de la religion bouddhique, sous ses deux formes du Nord et du Sud. Il a ensuite exposé le résultat de ses recherches sur l'architecture musulmane du <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle, dans la région du Tigre, et notamment à Samara. — L'importance de ces recherches a été mise en évidence, le 14 juin, par M. Dieulafoy, qui a montré que M. le général Beylié avait ainsi trouvé le chaînon qui manquait pour relier les monuments iraniens préislamiques aux monuments construits après l'hégire par les Arabes. Le 14 juin également, M. Dorez a présenté à l'Académie deux œuvres d'un intérêt artistique assez considérable : un missel, exécuté vers 1500, pour le cardinal della Rovere, le futur Jules II, par deux artistes connus, Francesco et Girolamo dai Libri ; et un buste de Jean Paléologue, daté de 1439, et dû au ciseau du sculpteur à qui l'on doit les portes de bronze de Saint-Pierre de Rome, Antonio Averlino dit Filarete. — Les fouilles d'Alise-Sainte-Reine, dont le commandant Espérandieu a ensuite entretenu l'Académie, ont amené, entre autres découvertes, celle d'un aqueduc et celle de deux vases en poterie samienne, reproduisant le type de Mithra taurochtone. — Deux inscriptions

arabes, relevées à Diarbékirkir par le général Beylié et commentées par M. Hartwig Derenbourg, se réfèrent à la construction d'une tour en 1208, par le prince orlokhide Khaifa Mahmoud. — Le 21 juin, M. H. Omont a communiqué un mandement original d'Anne de Bretagne, en date du 14 mars 1507/1508, donné gracieusement à la Bibliothèque nationale par M. J. Rosenthal, et qui ordonne de payer à Jean Bourdichon 600 écus pour l'enluminure des Heures de la reine.

Le 5 juillet, M. le docteur Carton, dans une note lue par M. Cagnat, a fourni quelques indications sur la découverte, à Ghardimaou (Tunisie), d'un temple antique de Saturne. — Étudiant l'inscription gravée sur le chapiteau des lions de Mathurâ, M. Barth ne pense pas que la mention du Çakastrâna, ou pays des Çakas, qui s'y trouve, puisse être un argument favorable ou défavorable dans la question de l'existence, dans l'Inde du Nord, d'une dynastie Çaka, aux débuts de l'ère chrétienne. — Les fouilles exécutées à Suse par la mission Morgan ont amené notamment la découverte d'une statue d'albâtre de Manichtousou, contemporaine des premières dynasties égyptiennes, c'est-à-dire vieille d'environ six mille ans. Les observations géologiques de M. Morgan l'ont conduit à cette conclusion qu'à l'époque quaternaire le Caucase, l'Iran et l'Arménie étaient couverts de glaciers, et par suite inhabitables, que la masse des glaces formait, entre la Sibérie et nos territoires européens, une infranchissable barrière; et il en tire des indications sur la civilisation asiatique et sur l'origine de nos peuples d'Europe. — La découverte par MM. le docteur Capitan et Ulysse Dumas de vestiges de constructions autour des tumuli ou dolmens du Gard, dont ils ont entretenu l'Académie le 12 juillet, semble devoir modifier la conception que l'on avait jusqu'ici de ces antiques monuments. Ces murs varient de dimensions (1 mètre à 1<sup>m</sup>50 de haut, 0<sup>m</sup>80 à 1 mètre d'épaisseur), d'étendue (ils circonscrivent des terrains de 1 à 500 mètres carrés), de forme (huttes, enceintes circulaires, ovales, rectangulaires, etc.). Quant au sens de ces constructions, quant à la question de savoir si ce sont des vestiges d'habitations ou des monuments funéraires, il n'est pas encore possible de rien préciser. — Dans une reliure de manuscrit du musée Plantin à Anvers, M. Seymour de Ricci a retrouvé un fragment d'historien latin de basse époque. — M. Paul Monceaux a essayé de restituer le texte d'un traité sur le baptême, plein de haine contre l'Eglise officielle, d'une intransigeance et d'une âpreté qui rappellent Petilianus; ce traité, œuvre du donatiste Fulgence, est celui que saint Augustin réfuta dans son *Contra Fulgentium donatistam*. — Le 19 juillet, M. le chanoine Ulysse Chevalier soutient l'inauthenticité des textes antérieurs à 1472, cités en faveur de la translation de la Casa de Lorette; il appuie l'opinion qui

voit, dans la fresque de Gubbio, une reproduction non de Lorette, mais de Notre-Dame des Anges. — Dans un mémoire lu à cette séance et à celle du 26 juillet, M. Babelon expose la théorie féodale de la monnaie : le droit de battre monnaie exercé dans les premiers siècles du moyen âge, par tant de barons et d'évêques, est un démembrement du droit régalien des princes carolingiens ; la monnaie est la propriété absolue du prince qui en fait une source de revenus et exploite son atelier monétaire comme son moulin ou son four banal. Les mutations monétaires finirent par provoquer les protestations des sujets, et le nouveau droit se fait jour au début du *xiv<sup>e</sup>* siècle. — Le 26 juillet, M. Maurice Holleaux, dans une lettre à M. le duc de Loubat, communiquée par ce dernier, annonce les découvertes, à Délos, des enceintes anciennes et préclassiques du sanctuaire d'Apollon. — M. Franz Cumont a communiqué la photographie d'un bas-relief syrien, du *i<sup>er</sup>* ou *ii<sup>e</sup>* siècle, représentant un prêtre de Bel sacrifiant.

— A la séance du 2 août, M. R. Cagnat a déterminé, grâce à des inscriptions de bornes, relevées par M. L. Poinso, la limite entre la cité de Dougga et un domaine impérial. Un mur en pierres sèches, qui sert aussi de limite, suit l'ancienne frontière entre le territoire de Carthage et la Numidie. — L'interprétation de l'inscription cunéiforme bilingue d'Artaxercès II (405-362), au Louvre, a permis à M. l'abbé Louis Martin d'établir des rapports entre cette langue cunéiforme et le sanscrit de l'Inde. — M. S. Reinach a signalé sur un vase peint de Londres une reproduction de l'Athéna archaïque, exécutée vers 470, en bronze, par Hégias, le maître de Phidias. — Le 9 août, M. Salomon Reinach a vu un Mercure gaulois dans un dieu tricéphale trouvé en 1871, à Paris, et il a cru reconnaître, dans le monument dont cette divinité faisait partie, une représentation symbolique et loyaliste du désarmement général de la Gaule, ordonné par Tibère, vers l'an 15 de notre ère, et qui eut pour effet de rendre impuissant le soulèvement tenté en l'an 21 par Sacrovir et Florus. — Le 16 août, le même érudit a exposé l'opinion que, chez différents peuples de l'antiquité, le vainqueur évitait, par scrupule religieux, d'user pratiquement des dépouilles prises sur l'ennemi, en particulier des armes et des objets d'équipement. Ce scrupule a donné naissance aux trophées, et plus tard, quand il s'atténua sous l'influence du gain, il s'affirma néanmoins par la consécration aux dieux d'une partie du butin. — A la même séance du 16 août et à celle du 23, M. R. Cagnat a exposé le résultat des fouilles poursuivies à Lambèse et l'organisation des casernes romaines.

Au concours des antiquités nationales, l'Académie des inscriptions et belles-lettres a récompensé les ouvrages suivants : 1<sup>re</sup> médaille,

*Les Enceintes romaines de la Gaule*, par M. Adrien Blanchet ; 2<sup>e</sup> médaille, *Preuves de la maison de Polignac*, par M. Jacotin ; 3<sup>e</sup> médaille, *Mémoires pour servir à l'histoire des comtés de Valentinois et de Diois*, par M. le chanoine Jules Chevalier ; 4<sup>e</sup> médaille, *Épigraphie de la Mayenne*, par M. l'abbé Angot ; 1<sup>re</sup> mention, *Chronique de Jean Le Bel*, par MM. J. Viard et E. Deprez ; 2<sup>e</sup> mention, *Description des sceaux des familles seigneuriales du Dauphiné*, par M. J. Roman ; 3<sup>e</sup> mention, *Les Archives de la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier*, par M. Eug. Martin-Chabot ; 4<sup>e</sup> mention, *Cartulaire de Berdoues*, par M. l'abbé Cazauban ; 5<sup>e</sup> mention, *Les Lombards dans les deux Bourgognes*, par M. Léon Gauthier ; 6<sup>e</sup> mention, *Les Forêts de Senlis*, par M. Étienne Guillemot ; 7<sup>e</sup> mention, *Le royaume de Bourgogne sous les empereurs franconiens*, par M. Louis Jacob ; 8<sup>e</sup> mention, *L'écurie de Philippe le Hardi*, par M. E. Picard ; 9<sup>e</sup> mention, *La baronnie de Tournel*, par M. Philippe.

L'Académie française a décerné le premier prix Gobert à M. de Lanza de Laborie pour son *Paris sous Napoléon*, et le second prix au capitaine Dupuis pour son histoire de la *Campagne de 1793 à l'armée du Nord et des Ardennes*. — Le prix Théroüanne a été partagé entre MM. Émile Salone (2,000 fr.), Gigon (1,000 fr.), Brochet et Mareschal de Bièvre (500 fr. chacun). — Sur le prix Thiers, M. E. Roth a obtenu 1,500 fr. (*Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses*) ; MM. Pisani (*Répertoire de l'épiscopat constitutionnel*), A. de Calonne et P. Boissonnade, 500 fr. chacun. — Le prix Bordin a servi à récompenser M. Latreille, *Joseph de Maistre et la papauté* (1,500 fr.) et MM. Baruzi, *Leibniz et l'organisation religieuse de la papauté*, et J. Luchaire, *Essai sur l'évolution intellectuelle de l'Italie de 1815-1830* (500 fr. chacun). — Sur le prix Marcellin Guérin, l'Académie française a encore accordé des récompenses de 1,000 fr. à MM. Maurice Muret, *Littérature italienne à l'époque de la Renaissance*, et Rodocanachi, *La femme italienne à l'époque de la Renaissance*, et de 500 fr. à MM. Diehl, *Figures byzantines*, Louis Charlamu, *L'influence française en Angleterre au XVII<sup>e</sup> siècle*, et André Maurel, *Petites villes d'Italie*. — Sur la fondation Montyon les prix suivants ont été décernés à des ouvrages rentrant dans le cadre de nos études : 1,500 fr. à M. Marius Roustan, *La Philosophie et la société française au XVIII<sup>e</sup> siècle* ; 1,000 fr. à M. Edmond Ferry, *La France en Afrique* ; 500 fr. à MM. H. Druon, *Fénelon archevêque de Cambrai* ; Lunet de Lajonquière, *Le Siam et les Siamois* ; abbé H. Debout, *Jeanne d'Arc* ; Maurice Herbette, *Une ambassade sous Louis XIV*. — Le prix Juteau-Duvigneaux a été partagé entre MM. J. Aulagne, *La Réforme catholique au XVII<sup>e</sup> siècle*

dans le diocèse de Limoges (1,000 fr.); de Moussac, *Mgr de Ségur* (500 fr.); Geoffroy de Grandmaison, *Madame Louise de France* (500 fr.); M<sup>lle</sup> Madeleine, *Henriette de Ségurel* (500 fr.). — Sur le prix Fabien, 500 fr. ont été attribués à M<sup>me</sup> Laurence de Laprade, *Le point de France et les centres dentelliers au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle*. — Sur le prix Charles Blanc, M. Fournier-Sarlovèze a obtenu une récompense de 500 fr. pour ses *Peintres de Stanislas-Auguste II*.

Le Congrès international des sciences historiques qui s'est tenu à Rome au printemps de 1903 vient seulement d'achever la publication de ses actes par la mise en distribution du tome I<sup>er</sup>, qui comprend les généralités (programmes, comptes rendus des séances générales, listes des adhérents, table des auteurs et des mémoires contenus dans les autres volumes) et du tome III, qui comprend les actes de la II<sup>e</sup> section : Histoire médiévale et moderne, méthode, sciences auxiliaires (Roma, tip. della R. Accademia dei Lincei; L. Loescher, 1906-1907, in-8 de 324 et LII-719 p.). Les autres volumes des *Atti del congresso internazionale di scienze storiche, Roma, 1-9 aprile 1903*, se répartissent ainsi entre les diverses sections du congrès : section I, Histoire ancienne et philologie classique, t. II; section III, Histoire des littératures, t. IV; section IV, Archéologie, t. V; Numismatique, t. VI; Histoire de l'art, t. VII; Histoire de la musique et du théâtre, t. VIII; section V, Histoire du droit et des sciences économiques et sociales, t. IX; section VI, Histoire de la géographie et géographie historique, t. X; section VII, Histoire de la philosophie et histoire des religions, t. XI; section VIII, Histoire des sciences physiques, mathématiques, naturelles et médicales, t. XII. Il n'est pas possible de donner ici la liste des mémoires qui remplissent ces douze volumes et dont quelques-uns d'ailleurs ont fait l'objet de publications dans des recueils divers. Nous n'énumérerons pas non plus la liste des vœux auxquels s'est arrêté le congrès; ils ne tiennent pas moins de quinze pages du premier volume. Nous nous contenterons de signaler, comme particulièrement intéressant pour nos études, le suivant voté par la II<sup>e</sup> section : que, dans l'intérêt des recherches et des publications d'histoire contemporaine, on arrive à régler les limites de temps et les formalités actuellement imposées à la libre consultation et à la publication des documents des archives d'État; que comme limite de temps on adopte au moins l'année 1847; que l'on supprime l'obligation de la présentation au visa des copies et extraits. Il ne sera pas superflu d'ajouter ici que tandis que l'Autriche-Hongrie, entrant dans les vues du Congrès, a adopté comme limite la date de 1847, le gouvernement français a été au contraire parmi ceux qui s'en sont tenus aux règles actuelles et a refusé de descendre la limite en deçà de 1830.



C'est à Berlin que se tiendra, du 6 au 11 août 1908, le prochain congrès international des sciences historiques. Le comité d'organisation est sous la direction de MM. Koser, Eduard Meyer et Ulrich von Wilamowitz-Moellendorf.

Le tome CXVIII des *Travaux de l'Académie de Reims* qui, bien que formant le second volume de l'exercice 1904-1905, vient seulement de paraître (Reims, L. Michaud, 1907, in-8 de xvi-299 p., pl. et fig.), est tout entier rempli par un travail considérable de M. Henri Jadart, l'infatigable secrétaire de l'Académie, sur les *Inscriptions de Notre-Dame de Reims* : épitaphes funéraires, inscriptions des cloches, des vitraux, des tapisseries et autres qu'il a relevées dans l'église ; sur chaque personnage ou sur chaque objet auquel se rapporte l'inscription, M. Jadart nous fournit les renseignements biographiques, descriptifs et bibliographiques nécessaires. — En même temps que ce volume paraissait le tome CXIX, le premier de l'exercice 1905-1906 (Ibid., 1907, in-8 de 403 p.). De la quinzaine de mémoires qui le composent — sans compter les rapports et pièces officielles, — nous ne noterons ici que ceux qui rentrent plus directement dans le cadre de nos études. M. A. Duval a retracé l'histoire d'*Une sédition féminine à Nanteuil-la-Fosse en 1794* pour empêcher le grain de partir de la commune ; M. l'abbé Em. Bouchez a raconté la carrière d'un de ses ancêtres, *M. l'abbé Jean-Pierre Bouchez*, qui fut curé constitutionnel de Saint-Nicolas de Rethel, puis principal du collège et mourut en 1817 ; M. Henri Jadart a donné quelques notes archéologiques sur Chamery, dont l'église possède des fragments d'un retable du xv<sup>e</sup> siècle ; enfin M. Gosset a présenté un parallèle des coupes transversales d'Amiens, de Beauvais et de Reims.

Nous saluons avec joie l'apparition de l'*Archivium franciscanohistoricum* (Brozzi Quaracchi, Collegio di San Bonaventura. Abonnement annuel : 12 fr. pour l'Italie, 14 fr. pour l'étranger), recueil trimestriel dont l'ordre des Frères mineurs a décidé la publication. Les Pères de Quaracchi, à qui l'on doit notamment une excellente édition des Œuvres de saint Bonaventure et un recueil fort apprécié d'*Analecta franciscana*, en ont assumé la direction et en garantissent la valeur scientifique : il suffit de rappeler ici les noms des PP. Bihl, Golubovich, Lemmens. Ils se sont assuré d'ailleurs dans les divers pays des collaborateurs qui leur permettront notamment de tenir au courant la bibliographie des livres et des revues et la chronique littéraire de chaque numéro. Des dissertations critiques sur les sources et les institutions franciscaines, des documents inédits, accompagnés au besoin d'une traduction latine, des descriptions de manuscrits et d'éditions anciennes forment le programme du recueil.

Nous sommes heureux d'annoncer que la publication des *Annales*

de Saint-Louis des Français, qui avait été interrompue, va être reprise. Le secrétaire de la rédaction sera notre collaborateur M. l'abbé P. Richard, l'auteur de travaux justement remarqués sur l'origine des nonciatures.

M. Henri Gaidoz a fait, le 4 septembre 1906, à la Société Ramond une conférence fort suggestive, qui vient de paraître en tirage à part, des *Explorations pyrénéennes*, 3<sup>e</sup> série, t. I : *De l'étude des traditions populaires ou folklore en France et à l'étranger* (Bagnères-de-Bigorre, impr. de Bérot, 1907. In-8 de 20 p.). Avec la compétence que lui ont acquise de longues années de travail sur ces matières, l'ancien directeur de *Mélusine* fait ressortir tout l'intérêt que présente le folklore, et il esquisse à très larges traits ce qui a été fait, en France surtout, à cet égard. La *Revue des questions historiques* qui n'a jamais refusé l'hospitalité à des articles sur ces matières — il suffit de rappeler ici l'exemple tout récent de M. E. Cosquin — se plaît à signaler cette conférence dont la lecture peut contribuer à développer chez nous le goût et le sens des études folkloristes.

M. Joseph Berthelé entreprend une double série de publications, l'une sous le titre d'*Opuscules campanaires*, faisant suite principalement à ses *Enquêtes* et à ses *Mélanges*; l'autre, sous le titre de *Plaquettes montpelliéraines et languedociennes*. Des opuscules campanaires il a paru deux fascicules consacrés, le premier à la *Famille Cavillier*, qui, depuis le xvii<sup>e</sup> siècle, a joué un rôle important parmi les fondeurs de cloches et les fondeurs de cloches de Carrépuits, de Solente, d'Amiens, de Brauvais, etc. (Extrait du compte rendu du LXXII<sup>e</sup> congrès archéologique de France. Caen, Henri Delesques, mars 1907. In-8 de 13 p.) et le second à un *Essai de catalogue des cloches françaises du XII<sup>e</sup> siècle, encore existantes* (Extrait des *Notes d'art et d'archéologie*. Moutiers, F. Ducloz, mai 1907. In-8, paginé 17-24). — Les *Plaquettes* ont aussi une pagination continue. M. Berthelé y propose d'abord *Une nouvelle hypothèse sur l'origine du nom de Montpellier*, où il serait porté à voir non la montagne des jeunes filles, ni la montagne du Verrou, ni la montagne du Pilon, mais la montagne du Pastel ou du Pastellier. — Il montre ensuite que c'est à tort et par une transformation fantaisiste du mot *pazeria* en *papieria* que l'on a cru pouvoir signaler *Un prétendu moulin à papier sur l'Hérault en 1189*; il s'agit, en réalité, de moulins à blé, et pour préciser de ceux de Carabottes; la troisième plaquette nous apporte un ensemble précieux de *Quelques documents concernant les moulins de Carabottes au XIII<sup>e</sup> siècle*. (Montpellier, Société anonyme de l'Imprimerie générale du Midi, juin 1907. In-8, paginé 1-15, 19-34, 37-96. Extrait, pour le n<sup>o</sup> 1, du *Bulletin de la Société languedocienne de géographie*, et pour les n<sup>os</sup> 2-3, de la Société archéologique de Montpellier.)

Le R. P. dom Paul Cagin consacre un curieux mémoire à étudier les *Noms latins de la Préface eucharistique* (Extrait de la *Rassegna gregoriana*. Rome, Desclée, Lefebvre et C<sup>ie</sup>, 1906. Grand in-8 de 23 p.). Il y montre, entre autres, que la *Contestatio* prétendue gallicane et l'*Illatio* prétendue mozarabe ont été dans l'usage romain jusqu'au ix<sup>e</sup> siècle. Il tend à croire que l'appellation primitive ait été *Oratio*, terme assez vague, et qui embrassait plus d'ailleurs que notre préface; ce n'est que peu à peu que l'on employa des termes distincts pour désigner des parties de cette *Oratio*, et parmi ces termes *illatio*, qui répond bien à l'*ἀναστροφή* grecque, paraît être le plus ancien.

Dans une note présentée à l'Académie des sciences de Turin, le P. Fedele Savio, S. J., s'efforce d'établir très ingénieusement que ce n'est pas à une fille problématique de Constantin, Constance, vierge consacrée à Dieu, qu'est due la fondation de la basilique de Sainte-Agnès hors les murs de Rome, mais à sa fille Constantine, qui fut deux fois mariée, d'abord à Annibalien, puis à Gallus. L'auteur de ce mémoire déclare assez justement qu'il n'est pas admissible que Constantin ait participé à la fondation, puisque son nom ne figure pas dans l'inscription mise à la basilique par sa fille. Il précise la date de construction à l'époque du veuvage de Constantine et de son séjour à Rome (337-350). Un argument propre à étayer sa thèse, c'est que, tandis que l'un des deux bustes de la mosaïque représente la fondatrice, l'autre est le portrait d'Annibalien, comme permet d'en juger le rapprochement avec une médaille de notre Cabinet des estampes : *Costantina figlia dell' imperatore Costantino Magno, e la basilica di S. Agnese a Roma* (Extrait des *Atti della R. Accademia delle scienze di Torino*, t. XLII. Torino, C. Clausen, 1907. In-8 de 24 p., 2 pl. et 1 fig.).

M. Vittorio Podrecca, qui se propose l'étude des communautés rurales italiennes, nous donne, sous ce titre suggestif : *La Vicinia, proprietà collettiva e democrazia diretta, considerazioni sullo studio storico-giuridico dei comuni rurali, saggio di un codice diplomatico* (Roma, tip. V. Bicchieri, 1907. In-8 de 40 p.), une liste chronologique des mentions qu'il a rencontrées des communautés rurales, dans le Frioul, la Slavia Giulia, le Cadourais, le Trentin, le Véronais, la Val Camonica. On ne saurait évidemment juger son travail sur ce simple essai; mais, dès à présent, il semble que certains des documents qu'il allègue appellent des réserves.

M. Ferdinand Lot a fait tirer à part de la *Revue historique* l'article sur la *Question des fausses décrétales*, dont il est parlé dans notre *Revue des périodiques* (Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur, 1907. In-8 de 10 p.).

M. Jules Valéry appelle l'attention sur deux lettres, dans lesquelles

Alexandre III, reprochant aux Gênois les vexations qu'ils faisaient subir aux navires montpelliérains, et l'espèce de prétention, qu'ils manifestaient par les faits, d'interdire la navigation au commerce de cette ville, leur dit que ce sont des excès dont il ne sache pas que les palens mêmes se soient rendus coupables. Il y a peut-être quelque exagération à voir, comme M. Valéry, dans cette démarche, la déclaration d'un principe dont Alexandre III « était pénétré, et dont il aurait désiré obtenir la reconnaissance par toute la chrétienté, » et de faire ainsi du pontife un précurseur de Grotius et un apôtre de la liberté des mers : *Le Pape Alexandre III et la liberté des mers* (Extrait de la *Revue de droit international public*. Paris, A. Pedone, 1907. In-8 de 12 p.).

La charte de commune, octroyée par Philippe Auguste à Tournai, en 1187-1188, donne à une commission spéciale le soin de « custodire » « Caritatem Beati Christophori et Calidos furnos et Excubias. » On a déjà discuté sur le sens qu'il fallait attribuer à ces mots. Reprenant à son tour, dans les *Bulletins de la commission royale d'histoire de Belgique* (t. LXXVI. Tiré à part. Bruxelles, M. Weissenbruch, 1907. In-8 de 31 p.), la *Question de la Charité Saint-Christophe de Tournai*, M. Armand d'Herbomez établit, d'une manière à peu près certaine, que les Calidi furni, les Chauxfours, étaient un quartier extraurbain, et il en conclut, par analogie, qu'il en était de même des Excubiae ou Ecroëttes et de la Charité Saint-Christophe. L'absence de documents qui rendraient certaine l'existence de ces quartiers et qui en préciseraient l'emplacement s'explique, selon lui, par le fait qu'ils n'eurent qu'une existence éphémère, et que, dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, ils furent annexés à la cité.

Dans l'étude qu'il consacre à *Philippe de Valois et la maltôte à Tournai* (Extrait du *Moyen âge*. Paris, Champion, 1907. In-8 de 27 p.), le même érudit commence par exposer ses idées sur la politique du roi, dont l'incohérence apparente s'explique surtout, selon lui, par la gêne que faisait peser sur ce prince la crainte des complots sans cesse soulevés contre lui. Puis il nous fait l'histoire de la maltôte accordée en 1277 à Tournai, d'abord pour la mise en état de la ville au point de vue militaire, mais qui ne tarda pas à s'appliquer plus ou moins abusivement *aliis necessitatibus* de la cité, et qui, d'autre part, après avoir été levée sur tous objets, prit vite le caractère d'un impôt sur les liquides.

On a voulu produire *Un document en faveur de Lorette*, qui ne serait pas postérieur à l'année 1310 : c'est une bulle de Clément V, confirmative de la fondation du monastère carme de Weinheim en Bade. M. le chanoine Chevalier n'a pas de peine à démontrer qu'il s'agit là d'un faux, sans valeur historique (Extrait des *Mélanges d'archéologie*

et d'hist. vie publiés par l'Ecole française de Rome, t. XXVII. Rome, impr. Cuggiani, 1907. In-8 de 11 p.).

Dans *Les terres de Vatan et de Graçay et Jean de France, duc de Berry (1370-1405)* (Extrait des *Mémoires de la Société des antiquaires du Centre*, t. XXX. Bourges, impr. Tardy-Pigelet, 1907. In-8 de 34 p.), M. Alfred Gandilhon montre les procédés dont usait le duc pour arrondir ses domaines ; il fournit aussi d'intéressants détails sur l'administration de ces terres et sur la vie même du duc de Berry.

C'est un point débattu de savoir s'il faut prendre au sérieux une tentative de l'empereur Maximilien I<sup>er</sup> pour se faire élire pape. A deux reprises, dans la vie du souverain, il semble être question de velléités de ce genre : en 1507 et en 1511. M. Aloys Schulte, qui laisse de côté la question de la lettre de 1507<sup>1</sup>, traite au contraire à fond l'affaire de 1511 : *Kaiser Maximilian I als Kandidat für den päpstlichen Stuhl, 1511* (Leipzig, Duncker und Humblot, 1906. In-8, VII-86 p.). Il montre que la lettre à Marguerite est authentique, il en explique les contradictions apparentes avec celle à Paul Lichtenstein. Maximilien eut bien sérieusement l'intention de se faire soit élire pape, soit choisir par Jules II comme coadjuteur, soit en gardant l'Empire, soit, sous la pression de Ferdinand le Catholique, en le cédant à son petit-fils Charles, un enfant de neuf ans. Et quand le rétablissement du pape eut semblé annihiler ses plans, il ne les abandonna pas complètement et entra dans la pensée de faire déposer le pontife et de se faire nommer à sa place, ne reculant pas devant l'antipapauté.

Il y a quelques années on élevait à La Barre, dans l'Eure, une statue à Jean Le Blond et à cette occasion M. Omont faisait en quelques pages revivre la physionomie du poète normand. Mais Le Blond ne se contenta pas d'écrire des vers, il fit aussi des travaux historiques, et c'est à ce titre que M. Étienne Deville l'étudie aujourd'hui : *Un historien normand, Jean Le Blond, sieur de Branville* (Paris, H. Champion, 1907. In-8, 13 p.). Malheureusement l'ouvrage inédit qu'il a laissé, et dont le manuscrit autographe est conservé à la Bibliothèque nationale, n'est qu'une compilation sans critique et sans valeur. « Compilateur infatigable, » c'est « un historien qui fatigue son lecteur en le traînant sans cesse à travers un labyrinthe, d'où il sort lui-même assez difficilement. »

M. Jean Jaurgain nous donne une notice substantielle et bien documentée sur Diane dite *Corisunde d'Andoins, comtesse de Guiche et dame de Gramont* (Extrait de la *Revue internationale des études basques*, mars et mai 1907. Bayonne, impr. de A. Lamoignon, 1907. In-8 de

<sup>1</sup> Voir plus bas les conclusions d'un article de M. August Nägele dans les *Historisch-politische Blätter*.

53 p.), qui fut quelques années la maîtresse de Henri IV, mais qui ne lui dut pas, comme on l'a prétendu, la naissance de son fils, né plusieurs années avant qu'elle eût des relations avec le roi.

Une curieuse *Note pour servir à l'histoire de l'imprimerie à Bourges* par M. Alfred Gandilhon (Extrait du *Bulletin historique et philologique*. Paris, Impr. nationale, 1907. In-8 de 7 p.) reproduit le marché conclu en 1624 par deux libraires et imprimeurs jurés de la ville pour la publication des ouvrages du sieur de Boisrouvray : l'impression devait se faire à Lyon et M. Gandilhon a pu constater par l'examen d'un de ces ouvrages, le seul qui semble parvenu jusqu'à nous, que c'est à Lyon en effet qu'elle se fit.

Ce n'est pas à proprement parler une biographie de la sainte *Madame de Miramion*, 1629-1696, que nous donne M. le docteur L. Le Pileur (Paris, Honoré Champion, 1907. In-8 de 50 p.), mais, comme l'indique le sous-titre de son travail, une « notice sur sa santé et sa vie intime. » Sans méconnaître l'intérêt de ses observations, il nous semble légitime de faire quelques réserves sur leur certitude et sur les conclusions qu'il en tire.

Le compte qui a été rendu dans cette revue (t. LXXXVI, p. 679) du premier volume des *Mémoires de Saint-Hilaire* publiés pour la Société de l'histoire de France par M. Léon Lecestre nous dispense de nous étendre longuement sur le second volume (Paris, H. Laurens, 1906. In-8 de 455 p.). Il nous suffira de dire qu'il comprend la deuxième partie des *Mémoires*, c'est-à-dire les années 1680 à 1697, et que l'étendue de cette partie a obligé l'éditeur à rejeter les pièces justificatives au volume suivant.

Dans son étude sur la politique autrichienne depuis la paix d'Aix-la-Chapelle jusqu'au début de la guerre de Sept ans, *Kritische Forschungen zur österreichischen Politik vom Aachener Frieden bis zum Beginne des siebenjährigen Krieges* (*Leipziger historische Abhandlungen*, II. Leipzig, Quelle und Meyer, 1906. In-8, VIII-101 p.), M. Jacob Strieder est arrivé à des résultats assez neufs. Il semble bien en effet démontrer qu'en 1749 Marie-Thérèse, toute au désir de reconquérir la Silésie, accepta le plan du comte de Kaunitz qui était de préparer une alliance franco-autrichienne, en abandonnant l'ancien système de l'alliance avec les puissances maritimes. L'habileté de Frédéric II sut rendre momentanément impossible ce projet et Kaunitz en vint à songer à un rapprochement avec la Prusse dont Marie-Thérèse repoussa l'idée avec indignation. On en revint donc à l'ancien système et il fallut le non catégorique opposé par le cabinet de Saint-James à tout espoir d'une reconquête de la Silésie pour amener, au moment d'une guerre menaçant d'éclater entre l'Angleterre et la France, le retour au projet de Kaunitz de 1749.

M. Étienne Deville nous apporte quelques renseignements intéressants sur un Bénédictin, qui fut l'un des collaborateurs de Moreau pour son vaste répertoire des chartes, *Dom Jacques le Noir et son inventaire des titres normands de la Chambre des comptes de Paris* (Paris, H. Champion, 1907. In-8 de 21 p.). Il publie quelques lettres du religieux à Moreau, dans lesquelles on voit qu'il travaillait avec une certaine répugnance à ce métier de copiste, qui le détournait du grand travail entrepris par lui sur la Normandie, et qu'il avait de la peine à se faire payer son labeur.

Nous avons eu l'occasion de signaler (t. LXXXI, p. 635) les articles donnés aux *Historisch-politische Blätter*, par M. Joseph Weiss, sur un essai de colonisation allemande de la Sierra Morena par un aventurier bavarois, Jean Gaspar de Thürriegel, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Reprenant et développant ce sujet, le même écrivain nous retrace, dans un volume indépendant, qui forme la première publication, pour 1907, de la Société Görres (*Die deutsche Kolonie an der Sierra Morena und ihr Gründer Johann Kaspar von Thürriegel*. Köln, J.-P. Bachem, 1907. In-8 de 119 p., portr.), l'histoire de cette colonie et la vie du fondateur, tant avant cet essai de colonisation qu'après qu'il eut délaissé son œuvre.

L'analyse d'une douzaine de mémoires, adressés en 1783 à l'Assemblée provinciale du Berry, et conservés aux archives du Cher, permet à M. Gandilhon de nous exposer quelle était l'opinion de l'époque sur les *Causes de la dépopulation du Berry, en 1783, et des moyens proposés pour y remédier* (Paris, Impr. nationale, 1906. In-8 de 7 p. Extrait du *Bulletin des sciences économiques et sociales du Comité des travaux historiques et scientifiques*). Le même érudit nous donne des *Notes sur l'état de la propriété à Moissac, avant 1789* (Montauban, impr. de Forestié père et fils, 1906. In-8 de 12 p.), qui forment l'introduction de l'inventaire des archives de l'hospice. Un des résultats les plus curieux de ses recherches, c'est que la propriété était morcelée en France, sous l'ancien régime, beaucoup plus qu'on ne le croit généralement.

M. Émile Maufras détache, pour notre édification, *Une page de l'histoire de Pons* (La Rochelle, Impr. rochelaise, 1907. In-8 de 40 p.), en nous retraçant la fondation, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, par l'abbé Barraud et par M<sup>lle</sup> Bédouret, et les vicissitudes jusqu'à la persécution actuelle, de la communauté des Ursulines de Pons, à laquelle cette ville est redevable et du relèvement de son hospice et de l'enseignement des jeunes filles.

Notre savant collaborateur, M. l'abbé Alfred Roussel, nous donne un texte nouveau, assez différent de celui qu'a jadis publié le P. Bayonne, du *Dernier Sermon prononcé à Paris par Lacordaire*. La

*Virilité chrétienne* (Extrait de *Demain*. Lyon, 2, rue Simon-Maupin, s. d. In-16 de 30 p.). On sait que ce sermon fit d'autant plus de bruit qu'on y vit une protestation plus courageuse contre l'Empire; il en circula de nombreuses sténographies, toutes assez divergentes entre elles, et l'on publia, à cette occasion, une prétendue lettre de Lacordaire à un de ses amis, désavouée énergiquement par le célèbre dominicain, et qui, en effet, n'est pas de lui. L'intérêt de la sténographie publiée par l'abbé Roussel, qui ne peut évidemment prétendre à nous donner le texte intégral de l'orateur, c'est qu'elle ne semble pas avoir été retouchée, et que par là peut-être reproduit-elle plus fidèlement les paroles sorties de ses lèvres.

Le petit volume que M. Jules Cauvière vient d'écrire sous le titre : *Discipline militaire et obéissance passive* (Paris, P. Lethielleux, s. d. In-16 de 128 p.), n'a pas seulement l'intérêt d'actualité que lui donnent des événements présents à toutes les mémoires; l'auteur, qui traite la question tour à tour au point de vue du droit et à celui de l'histoire, a groupé dans ces pages des citations et des faits qui viennent à l'encontre de la théorie de l'obéissance passive.

Une mission officielle a mis M. le capitaine Paul Azan à même d'étudier *La frontière algéro-marocaine au début de 1907* (Tonnerre, impr. de Charles Puyfagès, 1907. In-8 de 28 p.). Les événements donnent un intérêt tout particulier aux observations qu'il a faites, et aux réflexions qu'elles lui ont suggérées.

L'on sentira vivement dans cette *Revue* la mort de M. Edmond Demolins, décédé à Caen le 27 juillet 1907. L'un des plus brillants élèves de Le Play, dont il exposait les idées dans sa revue *la Science sociale*, il a publié entre autres, sous les auspices de la Société bibliographique, une petite *Histoire de France*, en quatre volumes (1877 et années suivantes), dans laquelle ses adversaires mêmes reconnaissent un grand talent d'exposition et un souci constant de recourir aux sources et de les faire parler. Au même ordre d'idées se rattachent deux petits volumes sur *Charlemagne* et *Saint Louis* (1881). Nous rappellerons encore son livre sur *Le mouvement communal et municipal au moyen âge* (1875), auquel on peut joindre une brochure de propagande sur *Les libertés populaires au moyen âge* (1876). Des idées originales et qui ont prêté matière à discussion se font jour dans l'un de ses derniers ouvrages : *Les grandes routes des peuples* (1901-1903), dans lequel il fait ressortir l'influence du sol et de la géographie dans la formation des peuples, et explique par les migrations les modifications sociales; le sous-titre de son livre : *Comment la route crée le type social*, en marque l'esprit d'une manière tranchante. Dans ces dernières années, M. Demolins s'était efforcé d'acclimater chez nous un système d'éducation voisin du système



anglais : son école des Roches n'a pas été sans obtenir un certain succès.

L'érudition locale perd un de ses représentants les plus distinguée par la mort, survenue le 11 mai dernier, de M. René Kerviler. Son œuvre maîtresse, celle qui surtout lui a valu la reconnaissance des hommes de travail, c'est cet admirable *Répertoire de bio-bibliographie bretonne*, qu'il laisse malheureusement inachevé. Mais, en dépit du labeur considérable qu'exigeait ce monumental ouvrage, il ne suffisait pas à absorber les quelques loisirs que laissait à M. Kerviler ses fonctions d'inspecteur général des ponts et chaussées. On lui doit notamment d'importantes recherches sur l'Académie française et sur quelques-uns de ses membres, un recueil d'études sur l'archéologie, l'histoire et la biographie bretonnes, intitulé *Armorique et Bretagne* (1893), et une série de notices sur les députés de la Bretagne aux assemblées représentatives de la nation : *Recherches et notices sur les députés de la Bretagne aux États généraux et à l'Assemblée constituante de 1789* (1888-1889) et *Cent ans de représentation bretonne* (1889).

M. l'abbé Beurlier, qui est mort le 9 juin, à cinquante-six ans, était un esprit distingué. Avant d'être appelé à la cure de Notre-Dame d'Auteuil, il avait enseigné pendant quelques années à l'Institut catholique de Paris. Ses thèses sur *Le culte impérial, son histoire et son organisation, de, vis Auguste jusqu'à Justinien*, et *De divinis honoribus quos acceperunt Alexander et successores ejus* (1891), avaient été justement remarquées, et la petite *Histoire de l'Église* qu'il avait rédigée en 1894, à l'usage des maisons d'éducation, a été accueillie avec faveur.

E.-G. LEDOS.

---

# REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

---

## I. — PÉRIODIQUES FRANÇAIS

Après avoir établi que le code de Hammourabi n'est que la codification d'anciennes coutumes, « l'aboutissant de toute une antiquité juridique, » M. Jacques Flach étudie, à l'aide des inscriptions, les fondements du droit de propriété dans la Chaldée primitive<sup>1</sup>. Il montre que la naissance de la propriété y était intimement liée aux croyances animistes et au tabou qui en est la manifestation essentielle. Tout homme avait son dieu particulier, son bon démon, le *lamassu*. Cet esprit protecteur veille sur la maison et châtie ceux qui franchissent le seuil ou la borne commis à sa garde. Les statues de taureaux ailés qui se dressent à la porte des maisons, les statuettes suspendues aux linteaux, les figurines enfouies dans les fondations attestent la présence d'un dieu tutélaire, et constituent la source même du droit. La pierre animée, habitée par un dieu et protégée par lui, assurait une protection plus efficace encore. Les *kudurrus* ou stèles-limites renferment des forces vengeresses qui prennent dans un grand filet et anéantissent ceux qui franchissent les limites du champ. Les Chaldéens croient à la présence réelle de la divinité dans les *kudurrus*. M. J. Flach fait ressortir l'analogie qu'il y a entre la propriété protégée par les *kudurrus* et la *sauveté* du moyen âge.

— Dans la première partie de son étude sur la législation romaine en matière de mines, M. J.-B. Mispoulet, après avoir indiqué le caractère différent de la *lex locationis* et de la *lex metallis dicta*, découvertes toutes deux à Aljustrel (la première en 1876, la seconde en 1906), nous donne, de cette dernière loi, un commentaire détaillé en opposition formelle avec le système exposé par M. Cuq<sup>2</sup>. Le principe fondamental du statut d'Aljustrel est que la mine appartient au

<sup>1</sup> *Revue historique*, juillet-août 1907 : *Le code de Hammourabi et la constitution originaire de la propriété dans l'ancienne Chaldée*, 1<sup>er</sup> article. — <sup>2</sup> *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, mai-juin 1907 : *Le régime des mines à l'époque romaine et au moyen âge d'après les Tables d'Aljustrel*.

premier occupant qui en a pris possession d'une manière effective. L'exploitant a un véritable droit de propriété, qu'il peut aliéner par vente ou par donation. Malgré ce droit, la moitié du produit de la mine doit être réservé à l'État. C'est ainsi que les Romains n'avaient pas craint d'introduire dans leur législation une dérogation aux principes généraux du droit qui avait pour résultat de concilier les intérêts de l'État et ceux des exploitants. La mine une fois constituée, tout tendait à assurer la continuité de l'exploitation.

— Revenant, après M. Paul Fournier, sur la *Question des fausses décrétales*<sup>1</sup>, M. Ferdinand Lot conteste quelques-unes de ses conclusions, notamment l'origine mancenne du pseudo-Isidore. Le but du rédacteur des fausses décrétales était d'établir ou de restaurer l'autorité de l'évêque et de mettre fin à la tyrannie du métropolitain; or, il n'apparaît pas qu'il y ait eu la moindre hostilité, au ix<sup>e</sup> siècle, entre le siège du Mans et l'archevêché de Tours. M. Lot émet l'hypothèse que l'auteur pouvait être un clerc instruit de la cour de Charles le Chauve, qui séjournait habituellement dans la province de Reims, sans doute le savant Vulfadus, le plus éminent des clercs déposés par Hincmar, chanoine de l'église de Reims, *ministerialis* du roi.

— Dans un mémoire sur le schisme de l'église bretonne, suscité par Nominoë, M. Ferdinand Lot cherche à établir la valeur historique des sources narratives de cet événement : *Chronique de Nantes*, *Gesta sanctorum Rotonensium*, *Indiculus de episcoporum Brittonum depositione*<sup>2</sup>. Il admet avec M. René Merlet, contre l'opinion de M. Léon Levillain, que la *Chronique de Nantes*, rédigée entre 1050 et 1059, ne procède pas des *Gesta*, mais constitue une source parallèle et de valeur supérieure comme information et comme impartialité, et que l'*Indiculus* dérive de la *Chronique*.

— M. Charles Molinier étudie le catharisme envisagé comme église et comme association religieuse<sup>3</sup>. Il montre que l'église cathare eut la prétention d'être la seule authentique, la seule en qui se fût perpétuée la tradition du Christ et de ses apôtres. Comme toutes les sectes dualistes, le catharisme affirme que l'Église devant être pure et sainte, ceux-là seuls en font partie qui sont arrivés à la perfection, c'est-à-dire les *parfaits*; aussi reproche-t-il à l'Église catholique de garder dans son sein des représentants imparfaits. Selon les cathares, depuis le jour où le pape Sylvestre reçut des mains de Constantin la donation de biens et de territoires considérables, l'Église de Rome s'est montrée infidèle à sa mission; elle est devenue mauvaise, et

<sup>1</sup> *Revue historique*, juillet-août 1907. — <sup>2</sup> *Annales de Bretagne*, avril 1907 : *Mélanges d'histoire bretonne. Le schisme breton du IX<sup>e</sup> siècle*. — <sup>3</sup> *Revue historique*, juillet-août 1907 : *L'Église et la société cathares*, 1<sup>er</sup> article.

une seule Église, la leur, peut assurer le salut des hommes. L'auteur dépeint ensuite l'idéal religieux de la société cathare, dont les membres devaient mener une « vie pure, toute de renoncement au monde et à ses joies, conforme à un ascétisme qui dépasse dans son apreté les préceptes les plus rigoureux du Christ, et qui rappelle celui des solitaires de la première époque chrétienne. » M. Ch. Molinier regarde comme non fondée l'imputation d'avarice et de cupidité, adressée à la secte. Il estime que les ressources dont les parfaits étaient munis dans leurs perpétuels voyages ne leur appartenaient pas en propre, mais qu'elles étaient tirées du trésor commun de l'association, et devaient servir à pourvoir à leurs besoins.

— Après avoir constaté que l'on ne possède pas d'édition critique de *l'ancien coutumier de Champagne*<sup>1</sup>, M. Émile Chénou nous donne une étude approfondie de ce document. Ce coutumier n'est point une œuvre homogène. Il se compose de deux compilations, aujourd'hui mêlées, des *usages* et des *jugements*. La compilation des usages, qui forme le fond primitif du coutumier de Champagne, a été rédigée soit à la fin du règne de Thibaut IV le Posthume († 1253), soit au début du règne de Thibaut V (1253-1270), par le bailli de Troyes ou le bailli de Chaumont. L'auteur attribue au bailli de Champagne, Guillaume du Châtelet, la compilation des jugements jointe au coutumier à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, et grâce à laquelle nous pouvons suivre l'évolution de la justice comtale en Champagne de 1270 à 1295.

— M. Claude Faure publie, en les commentant, *trois chartes de franchises du Dauphiné*, qui remontent à la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Ce sont les chartes accordées par le dauphin Jean II, le 20 mars 1311, à la ville de Réaumont ; par Guy, seigneur de Tullins et de Rives, le 31 janvier 1312, aux habitants de la ville neuve qu'il se proposait d'établir sous le nom de Beaucroissant ; par le dauphin Humbert II, le 4 janvier 1343, aux habitants de Rives. Ces chartes de franchises, presque identiques, étaient avantageuses à la fois pour les seigneurs qui les concédaient, et pour les habitants qui les recevaient. Elles étaient pour les seigneurs un moyen d'attirer de nouveaux habitants dans leurs villes et par suite d'accroître leurs ressources, et donnaient aux habitants la libre disposition de leurs personnes et de leurs biens, l'usage des bois et des champs, le droit de chasse et de pêche.

— M. L. Stouff publie *deux documents relatifs à Catherine de Bourgogne*, fille du duc Philippe le Hardi<sup>3</sup>. Le premier est un long

<sup>1</sup> *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, mai-juin 1907. —

<sup>2</sup> *Ibid.* — <sup>3</sup> *Annales de l'Est et du Nord*, avril 1907.

mémoire, de décembre 1421 à janvier 1422, par lequel Catherine, dépossédée par son beau-frère Frédéric, à la mort de son mari, Léopold le Superbe, duc d'Autriche, après avoir fait le récit de ses tribulations, expose ses droits et propose un accommodement. Grâce à l'intervention de Rodolphe, margrave de Bade, et de la ville de Bâle, Catherine put recouvrer ses terres d'Alsace en 1423. Le second est le compte allemand des dépenses de son hôtel, dressé en septembre 1423 et janvier 1424, à l'époque de sa réintégration.

— Après saint Louis, sur les traces duquel il s'efforçait de marcher, Louis XIII fut, de tous les princes de sa dynastie, celui qui mérita le plus complètement le titre de roi très chrétien. Par une sorte de pudeur, il s'en tenait publiquement à ce que le protocole lui imposait, mais sa piété intime faisait l'édification de tous ceux qui l'approchaient. Dans un travail très étudié sur les sentiments religieux du roi et sa conduite à l'égard des protestants<sup>1</sup>, M. Louis Batiffol remarque que sa vie exemplaire n'était pas moins le résultat d'un effort constant de sa volonté que de la froideur de son tempérament. En dépit des conseils de son entourage, il adopta à l'égard des protestants, dans les années qui précéderent immédiatement l'arrivée définitive de Richelieu au pouvoir (1620-1624), le principe de liberté de conscience, largement compris. Au milieu du déchainement des passions religieuses, il garde son sang-froid. S'il prend les armes contre les protestants, c'est uniquement pour châtier leur rébellion et les contraindre au respect de l'Édit de Nantes, qu'il considère comme une loi fondamentale de l'État. Non seulement il leur laisse la libre pratique de leur religion, mais encore il pourvoit au service matériel de leur culte, en subventionnant leurs pasteurs, leurs écoles et leurs académies, au grand scandale de beaucoup.

— Dans une étude sur l'Histoire de Charles III de Lorraine<sup>2</sup>, conservée en manuscrit à la bibliothèque municipale de Nancy, M. Louis Davillé attribue cet ouvrage à François Rosières de Chaudeney, archidiacre de Toul, et conseiller d'État de Charles III, et à Nicolas de Gleysenove, sieur de Marainville, conseiller et secrétaire des commandements du même duc de Lorraine, François de Rosières, prévôt de Saint-Mihiel et neveu de l'archidiacre, s'étant borné à en refaire le début et peut-être à en composer la fin. Il fait ressortir la valeur historique de cette œuvre, faite en grande partie sur des documents inédits, et d'une remarquable précision chronologique. Toutefois, à cause de son caractère officiel, les renseignements qu'elle fournit doivent être contrôlés.

<sup>1</sup> *Revue de Paris*, 15 juillet 1907 : *Louis XIII et la liberté de conscience*. —

<sup>2</sup> *Annales de l'Est et du Nord*, avril 1907 : *Rosières de Chaudeney et l'Histoire de Charles III*.

— M. le comte d'Haussonville clôt ses belles études sur *la duchesse de Bourgogne et l'alliance savoyarde*, par le récit détaillé des derniers jours et de la mort de la duchesse et du duc de Bourgogne <sup>1</sup>. Est-il besoin de rappeler le grand exemple qu'ils donnèrent l'un et l'autre dans cette suprême épreuve ? Frappée en pleine jeunesse, la duchesse se sentit aussitôt perdue, et fit sans regret le sacrifice de sa vie. Ses dernières paroles montrent sa connaissance profonde du monde qu'elle allait quitter : « Aujourd'hui princesse, demain rien, et dans deux jours oubliée. » La fin du duc de Bourgogne, suivant le témoignage de M<sup>me</sup> de Maintenon, fut celle d'un saint. On sait que sans l'expédient dont s'avisa le P. Martineau, ce prince aurait risqué de mourir sans sacrements. Les médecins ne croyant pas à un danger imminent, Louis XIV refusait de donner satisfaction au désir de son petit-fils, pour ne pas répandre inutilement l'alarme dans le royaume. Malgré la peine qu'il en ressentait, le prince avait accepté le cruel sacrifice que l'on exigeait de lui : « O mon Sauveur, s'écriait-il, puisqu'on ne veut pas me croire, il faudra donc que je quitte ce monde sans la consolation des secours que vous avez établis pour les mourants. Vous voyez les désirs de mon cœur. Que votre volonté soit faite ! »

— La quatrième partie du remarquable travail de M. Henri Sée sur *Les Classes rurales en Bretagne, du XVI<sup>e</sup> siècle à la Révolution* <sup>2</sup>, est consacrée aux divers modes de location des terres et à la main-d'œuvre agricole. La plupart des paysans sont propriétaires, mais, ne possédant pas une propriété suffisante pour les faire vivre, doivent s'engager comme fermiers, métayers ou journaliers. L'auteur examine les clauses et la durée des baux, la rente fixe ou fermage acquittée en argent ou en nature, la rente à moitié fruits ou métayage, le bail à détroit, montre combien était précaire la condition des fermiers et des métayers, et explique comment les propriétaires, profitant de la hausse générale des prix dans la dernière moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, élevèrent aussi les rentes de leurs fermes.

— M. Henri Carré retrace les origines du conflit qui s'éleva entre les tiers et les parlementaires à propos de la convocation des États généraux de 1789 <sup>3</sup>. Attachés aux formes du passé, les parlementaires ne voulaient pas que les États pussent niveler et confondre les classes : à la déclaration royale fixant la réunion de cette assemblée au mois de janvier, le parlement de Paris répondit par l'arrêté du 25 septembre 1788, réclamant que les élections se fissent

<sup>1</sup> *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1907. — <sup>2</sup> *Annales de Bretagne*, avril 1907.

— <sup>3</sup> *La Révolution française*, 14 juillet 1907 : *Les Parlements et la convocation des États généraux*.

suivant la forme adoptée en 1614. On vit là une preuve que le Parlement, de connivence avec les privilégiés, était opposé aux réformes. Quelques magistrats, d'Eprémèsnil en tête, préoccupés d'entrer aux États comme députés du tiers, comprirent le danger et résolurent de se réconcilier avec l'opinion. Avec l'appui du premier président d'Ormesson et du président de Fleury, ils obtinrent du Parlement le vote de la déclaration du 5 décembre 1788, admettant par préterition le doublement du tiers, réclamant la périodicité des États, la suppression des impôts distinctifs, la responsabilité des ministres, le droit pour les États de traduire ces derniers devant les cours, la liberté individuelle et ce qu'on appelait « la liberté légitime de la presse. » Ces concessions étaient trop tardives, et le Parlement, corps privilégié, ne pouvait plus prétendre au rôle d'arbitre entre le roi et ses sujets.

— Dans un nouvel article sur *Les troubles de 1789 dans la Haute-Alsace*<sup>1</sup>, M. Ch. Hoffmann explique pourquoi ni l'autorité militaire ni l'administration provinciale n'étaient prêtes à les réprimer. Attribuant cette jacquerie rurale au seul désir des paysans d'obtenir l'abolition des droits féodaux, la commission intermédiaire crut apaiser le mouvement en annonçant que les députés avaient réclamé cette abolition. Le peuple se méprit sur le sens de la proclamation, dans laquelle il vit une invitation pour lui à faire valoir ses droits, même par la violence, et l'insurrection en reçut une force nouvelle. Sans s'occuper des nombreuses victimes qu'elle avait faites, l'Assemblée crut avoir rempli tous ses devoirs en déclarant, par décret, que les juifs étaient placés sous la sauvegarde de la loi.

— Dans une notice sur *Le serment à la constitution civile du clergé, en 1791, dans la région du Nord (Nord et Pas-de-Calais)*<sup>2</sup>, M. Ph. Sagnac dresse la statistique des prêtres réfractaires dans chacun des districts de ces deux départements qui comptèrent parmi les plus opposés à la politique religieuse de la Constituante. Dans la région du Nord, il y eut environ quatre cinquièmes de réfractaires, c'est-à-dire une proportion atteinte seulement en Bretagne et dans la Basse-Alsace. Dans des *Notes complémentaires*<sup>3</sup>, M. C. Richard établit que, par contre, le district d'Avesnes fournit une majorité de constitutionnels.

— M. Jules Claretie nous rappelle le succès éclatant obtenu, en 1791, par une pièce inédite d'un nommé Harny, dont il nous donne l'analyse<sup>4</sup>. L'œuvre ne valait pas *Le Cid*, et cependant « tout Paris

<sup>1</sup> *Revue d'Alsace*, juillet-août 1907. — <sup>2</sup> *Annales de l'Est et du Nord*, avril 1907. — <sup>3</sup> *Ibid.* — <sup>4</sup> *La Révolution française*, 14 mai 1907 : La « Liberté reconquise » à la Comédie française en 1791.

eut les yeux de Chimène pour la *Liberté reconquise*. » C'est qu'alors, comme le remarque l'auteur, « il suffisait de parler de patrie, de liberté, de frontière défendue, de civisme et d'héroïsme pour avoir un succès! »

— Bien que Édouard Grimaux ait eu à sa disposition les papiers de Lavoisier et s'en soit servi pour la biographie de l'illustre chimiste, certaines notes intitulées : *Réflexions sur le plan d'instruction présenté par M. Talleyrand-Périgord* lui avaient échappé. M. J. Guillaume les publie aujourd'hui, non sans en faire ressortir l'intérêt<sup>1</sup>. Contrairement à ce qu'avait cru Grimaux, Lavoisier élevé dans une famille pieuse n'en avait point gardé les croyances, et fut au contraire un adversaire du christianisme, un apôtre de l'émancipation de la raison humaine. Cette constatation a délivré M. Guillaume d'un cauchemar, et, pour préserver de l'anéantissement ce témoignage irrécusable des opinions philosophiques du savant, et empêcher dans l'avenir les défenseurs de l'Église de le proclamer un des leurs, il a pris soin de faire photographier les passages caractéristiques du précieux manuscrit. A côté de la tirade sur « les erreurs et les préjugés » que les ecclésiastiques ont intérêt à propager, les lecteurs de ces *Réflexions* apprendront, non sans étonnement, que l'enseignement de la langue latine n'avait d'autre but que de former des prêtres, des moines et des théologiens, et que pendant seize siècles (le xvii<sup>e</sup> et le xviii<sup>e</sup> compris) « presque entièrement perdus pour la raison et la philosophie.... les progrès de l'esprit humain ont été entièrement suspendus. »

— Avant d'exposer, d'après le Manuel des missionnaires, rédigé par l'abbé Jean-Noël Coste, en 1791, mais publié seulement en 1801, le programme des partisans de la séparation de l'Église et de l'État, qui était celui de la majorité du clergé réfractaire dans les cinq ou six dernières années de la Révolution, M. Alfred Leroux retrace, dans un premier chapitre, la biographie assez mal connue de son auteur, curé de Hautefeuille, en Bas-Limousin<sup>2</sup>.

— L'étude de M. Édouard Chapuisat sur *L'affaire du 15 brumaire an IX*<sup>3</sup> montre l'importance capitale que les questions douanières prirent à Genève pendant la domination française. Entravés dans leur commerce, les Genevois nourrissaient plus de sympathie pour les contrebandiers que pour les agents de la régie. Les atteintes por-

<sup>1</sup> *La Révolution française*, 14 mai 1907 : *Lavoisier anticlérical et révolutionnaire*. — <sup>2</sup> *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, janvier-mars 1907 : *Un programme de restauration du catholicisme en 1795, d'après le « Manuel des Missionnaires » de l'abbé Jean-Noël Coste*. — <sup>3</sup> *La Révolution française*, 14 juin 1907.



tées à leurs intérêts les poussèrent à réclamer avec instance leur indépendance qu'ils recouvrèrent en 1813.

— Le désir de rendre complète la pacification de la France avait seule pu déterminer Pie VII à donner son approbation à l'article 3 du Concordat, exigeant la démission de tous les membres de l'épiscopat français. A l'aide de leur correspondance, M. Paul Dudon recherche les raisons qui déterminèrent un petit nombre d'entre eux à refuser le sacrifice imposé, la grande majorité à l'accepter<sup>1</sup>. Les insoumis accusèrent le pape d'excès de pouvoir et invoquèrent les prescriptions sacrées des canons. La plupart d'entre eux cependant nourrissaient des arrière-pensées politiques et, ne pouvant se décider à séparer les intérêts de l'Église de ceux de la royauté, tenaient à donner une dernière preuve de fidélité aux Bourbons. Pour ceux qui avaient démissionné se posa la question, non moins difficile à résoudre, de savoir s'ils pouvaient accepter de faire partie de la nouvelle Église gallicane. Là encore, la politique joua son rôle, avec ses intrigues et ses sophismes. Les partisans de la royauté ne voulaient point être présentés au pape par l'usurpateur ; quelques-uns rejetaient les offres qui leur étaient faites, par une peur exagérée des responsabilités, sous le pouvoir précaire du Premier Consul et lorsque les Jacobins étaient encore tout-puissants. « Ceux-là méritent d'être applaudis, — conclut M. Dudon — qui, des rangs de leurs collègues irrésolus ou hostiles, se détachèrent virilement, sans nul souci de l'opinion, prêts à surmonter toutes les difficultés.... sûrs de la grâce de Dieu qui bénissait leur confiance courageuse, en leur donnant la joie de cueillir des moissons nouvelles. »

— Une intéressante notice de M. René Girard précise la nature et l'importance du rôle joué pendant les Cent-Jours par Carnot dans la question de l'enseignement primaire<sup>2</sup>. Ainsi que le prouve un projet de décret, publié pour la première fois par l'auteur, l'ancien conventionnel rêvait d'une réorganisation complète de l'enseignement au moyen de l'éducation mutuelle.

— Après Waterloo, le comité royaliste de Marseille, dans la crainte d'une agression possible de l'armée impériale du Var, profita du voisinage des Anglais qui bloquaient les côtes de Provence pour leur confier la garde et la défense de Marseille. M. Paul Gaffarel fait un exposé très neuf de cet épisode de l'occupation étrangère en France au début de la Restauration<sup>3</sup>.

— Le congrès d'Aix-la-Chapelle, réuni à l'instigation du tsar pour

<sup>1</sup> *Études*, 5 et 20 juillet 1907 : *Autour des démissions épiscopales de l'an X*.

— <sup>2</sup> *La Révolution française*, 14 mai 1907 : *Carnot et l'éducation populaire pendant les Cent-Jours*. — <sup>3</sup> *Ibid.*, 14 juin et 14 juillet 1907 : *L'occupation étrangère à Marseille en 1815*.

statuer sur la libération du territoire français, attira dans cette ville, en dehors des souverains et de leurs plénipotentiaires, quantité de diplomates, d'hommes politiques, de banquiers, de femmes de tous les mondes, d'artistes et de marchands. C'était un devoir pour Louis XVIII de se renseigner exactement sur tout ce qui se passerait en dehors des délibérations officielles. A cet effet, le ministre de la police organisa une escouade d'informateurs secrets dont les rapports ont permis à M. Ernest Daudet de reconstituer la chronique courante du Congrès<sup>1</sup>. Ce qui frappe tout d'abord les agents français, c'est l'antipathie des habitants de l'Allemagne rhénane pour leur nouveau souverain, antipathie qu'ils manifestent en toute occasion; ils regrettent la domination autrichienne, voire même la domination française qui leur semblait douce à côté du joug prussien. Les deux empereurs et le roi de Prusse mènent une existence simple et retirée, quoique, à l'occasion, ils fréquentent dans un monde interlope. Les fêtes sont mal réussies : quand il y a un bal, on s'y écrase et le buffet est exécrable. Les intrigues de M<sup>me</sup> de Vitrolles sont connues des agents français: C'est en vain d'ailleurs que la femme de l'ancien ministre d'État plaide auprès des souverains la cause de l'ultra-royalisme et leur soutient que Louis XVIII est « en état d'imbécillité. » Ils la tiennent elle-même pour une folle. On trouve encore dans le travail de M. E. Daudet d'intéressants détails sur M<sup>me</sup> Récamier, à qui le prince Auguste de Prusse promit le mariage, sur M<sup>me</sup> Sophie Gay, dont la fille, la gracieuse Delphine, attire déjà l'attention du tsar, sur l'accueil fait au général Maison par le tsar et enfin sur les excentricités du grand-duc Constantin.

— Cabet, arrêté le 5 janvier 1848, sous la double inculpation d'association illicite et d'escroquerie, dut au gouvernement provisoire de 1848 l'abandon de toutes les poursuites commencées contre lui. Des papiers saisis chez lui par le commissaire de police, l'on tira les éléments d'un rapport qui fut adressé au ministre de la justice et que publie aujourd'hui M. P. Caron<sup>2</sup>. On y trouve des renseignements précis sur le personnel et la répartition géographique des groupes icariens en France.

— Dans un nouvel article sur *les origines du Culturkampf allemand*, M. Georges Goyau examine comment, de 1848 à 1870, s'opéra la formation sociale des catholiques allemands<sup>3</sup>. L'Église catholique, qui n'avait pris aucune part au mouvement révolutionnaire de 1848, ne songea pas à tirer parti de son loyalisme et à réclamer de l'État de nouvelles libertés en échange des services politiques qu'elle

<sup>1</sup> *Le Correspondant*, 10 juillet 1907 : *Autour du congrès d'Aix-la-Chapelle (1818)*. — <sup>2</sup> *Revue d'histoire moderne*, mai 1907 : *Cabet et l'Icarie en 1847*. —

<sup>3</sup> *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> juillet 1907.

pouvait encore lui rendre. Se contentant des libertés présentes, prêtres et laïques n'eurent qu'une pensée : se dévouer tout entier aux masses ouvrières et rurales. Chaque année de vastes congrès encouragés par l'épiscopat réunissaient les représentants de toutes les associations catholiques et étudiaient certaines questions nettement fixées, s'abstenant rigoureusement de toucher aux questions de foi, de discipline ou d'administration diocésaine. Les associations de compagnons, fondées par un ancien compagnon cordonnier, devenu vicaire à Elberfeld, Adolphe Kolping, et les associations de paysans dues à l'initiative d'un ancien officier, Schorlemer Alst, firent pénétrer la foi dans le peuple et aidèrent à la reconstitution d'une société où toutes les professions auraient leur représentation corporative. Ketteler travaille de toutes ses forces à répandre le christianisme social, encouragé par un grand nombre de catholiques et soutenu par la revue catholique de Gœrres, *les Feuilles historico-politiques*. Il cherche les moyens immédiats de relever la situation du travailleur ; il jette les bases d'un plan complet d'organisation professionnelle et va jusqu'à détailler les revendications que les ouvriers doivent présenter aux pouvoirs publics. L'épiscopat tout entier s'intéresse à la question sociale : réuni à Fulda (septembre 1869) pour préparer les travaux du concile du Vatican, il trouve le temps de s'occuper aussi du prolétariat. Au fond, l'esprit d'entreprise des catholiques allemands, avec ses allures parfois révolutionnaires, n'était que la conséquence de leur intransigeance chrétienne.

— Des nouveaux chapitres de l'histoire du second Empire par M. Émile Ollivier, nous font assister à la transformation du gouvernement autoritaire en une monarchie libérale<sup>1</sup>. Les réformes constitutionnelles semblaient avoir rendu l'opposition plus ardente. Il apparaissait nettement que Rouher n'était point l'homme qui pût mettre en pratique la responsabilité ministérielle et arrêter le flot qui menaçait d'emporter le régime impérial. M. Émile Ollivier, à qui songeait alors Napoléon III, nous rappelle dans tous ses détails les longues négociations qui se poursuivirent entre le souverain et lui et devaient aboutir à la formation du ministère du 2 janvier. Il proclame qu'il n'accepta le pouvoir que pour obéir à une injonction du souverain vis-à-vis duquel il était l'otage de ses idées. Napoléon lui donna pour mission de « sauver la liberté par l'affermissement de l'autorité et de sauver l'autorité par l'affermissement de la vraie liberté. » Bien qu'il lui eût laissé pleine liberté sur le choix de ses collaborateurs, exigeant seulement le maintien de Le Bœuf et

<sup>1</sup> *Revue des Deux Mondes*, 15 mai : *La fin de l'Empire autoritaire* ; 1<sup>er</sup> juin : *Le ministère du 2 janvier 1870*.

de Rigault de Genouilly, comme ministres de la guerre et de la marine, les prétentions du centre gauche et d'une partie du centre droit, alors unis, rendirent difficile la formation d'un ministère. Lorsque celui-ci fut enfin constitué, Magne, qui aspirait à prendre la place d'Ollivier, exigea que l'on fît une place au centre gauche. Ollivier qui, pour maintenir Magne au ministère, s'était aliéné le centre gauche, se débarrassa de ce personnage et se rapprocha en effet du centre gauche. Daru et Buffet entrèrent dans la combinaison, mais, par une inconséquence étrange chez des hommes qui avaient le culte du régime parlementaire, ils exigèrent qu'il n'y eût pas de chef de cabinet. Le centre gauche manifesta hautement sa joie à la pensée que Daru, Talhouët et Buffet, grâce à leur importance personnelle, échapperaient à l'influence de M. É. Ollivier et que celui-ci serait relégué au second plan. M. Ollivier, de son côté, se promettait bien que le ministère du 2 janvier serait le ministère Ollivier.

— M. Henri Welschinger s'élève avec raison contre la thèse soutenue récemment par MM. E. Bourgeois et E. Clermont, d'après laquelle Napoléon III aurait pu, en abandonnant Rome en 1870, obtenir l'alliance de l'Italie et de l'Autriche et assurer ainsi la victoire à nos armes<sup>1</sup>. La véritable faute fut commise par Gramont, persuadant à l'empereur que l'Italie et l'Autriche étaient prêtes à s'unir à la France, tandis que ces deux puissances étaient décidées, au contraire, à se tenir en dehors du conflit et se trouvaient d'ailleurs dans l'impossibilité de mettre une armée en campagne avant six semaines ou même davantage, et exigeant enfin, sans pouvoir compter sur aucune alliance, des garanties écrites après le retrait de la candidature Hohenzollern. Au reste, à la fin de juillet, l'Italie n'entendait pas se contenter de l'évacuation de Rome par les troupes françaises; il lui fallait la possession de Rome capitale. L'auteur prouve que les pourparlers engagés après le 25 juillet n'étaient, en réalité, que des atermoiements qui devaient permettre à l'Autriche d'attendre et à l'Italie de se retirer. La débâcle de Wœrth, comme Victor-Emmanuel appela notre héroïque défaite, mit fin aux hésitations. Comme il le promettait, le souverain italien intervint diplomatiquement, mais ce fut pour provoquer avec l'Angleterre la ligue des neutres, qui devait permettre l'écrasement final de la France.

— Dans un premier article sur *La Vénus de Quinipily*, M. le docteur de Closmadeuc rappelle, en les critiquant, les différentes opinions émises par les archéologues sur cette antique statue, objet de vénération pour les habitants de la paroisse de Bieuzy<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> *Le Correspondant*, 25 juillet 1907 : *La France, l'Autriche et l'Italie en 1870*. — <sup>2</sup> *Annales de Bretagne*, avril 1907.

— Charles Colbert, commissaire du roi aux États de Bretagne en 1663, avait chargé le général des finances Babin de lui dresser un tableau sommaire de cette province. M. S. Canal nous donne l'analyse de ce document encore inédit<sup>1</sup>.

— M. l'abbé Achard retrace l'histoire des foires de Trescléoux<sup>2</sup>. Jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle, une foire dont l'origine coïncidait sans doute avec la fondation du prieuré érigé sous le vocable de Notre-Dame de Bellevue, en 1075, se tenait chaque année dans la localité, les 16, 17 et 18 août. Après avoir été privé de foire pendant deux siècles, Trescléoux obtint enfin, en 1720, grâce à l'inlassable activité du prieur Jean Anglès de Veynes, l'établissement de deux foires ayant lieu le lundi dans l'octave de l'Ascension et le 21 novembre.

— M. J. Michel décrit les fêtes qui eurent lieu à Gap le 9 juin 1811, à l'occasion de la naissance du roi de Rome<sup>3</sup>.

— M. Max Prinnet étudie avec autant d'exactitude que de soin les sceaux franc-comtois décrits dans un récent ouvrage de M. J. Roman (Description des sceaux des familles seigneuriales de Dauphiné), nous fournissant en même temps d'intéressants détails biographiques sur les personnages qui possédèrent ces sceaux : Richard d'Auxelles, Guillaume de Vergy, seigneur de Mirebeau, Hugues d'Antigny, comte de Vienne, Philippe et Jean de Vienne, ses fils, Jacques de Vienne, seigneur de Longwy, Camille d'Hostun, comte de Tallard, gouverneur du comté de Bourgogne<sup>4</sup>.

— L'étude du manuscrit français 22542 de la Bibliothèque nationale, renfermant le *Songe du vieux Pèlerin*, roman allégorique, composé par Philippe de Mézières pour l'instruction du futur Charles VI, permet à M. Max Prinnet d'établir que ce manuscrit fut écrit et enluminé pour Louis de Crussol et Jeanne de Lévis, sa femme, dont il contient les armoiries, et non par Arthur de Richemont<sup>5</sup>. De l'avertissement du copiste il ressort seulement que celui-ci exécuta son travail d'après un manuscrit appartenant au connétable.

— On sait les calamités de toutes sortes qu'entraînait, pour les villes et les bourgades, le logement des gens de guerre au xvii<sup>e</sup> siècle. M. René Fage nous rappelle<sup>6</sup> les violences exercées à Saint-Autoine, en août 1635, par les cheveu-légers du baron de Saint-Au-

<sup>1</sup> *Annales de Bretagne*, avril 1907 : *La Bretagne au début du gouvernement personnel de Louis XIV*. — <sup>2</sup> *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, 1<sup>er</sup> trimestre de 1907 : *Historique des foires de Trescléoux*. — <sup>3</sup> *Ibid.* : *Les fêtes gapençaises de la naissance du roi de Rome*. — <sup>4</sup> *Bulletin de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Besançon*, 2<sup>e</sup> trimestre 1907 : *Sceaux franc-comtois décrits dans un ouvrage de sigillographie dauphinoise*. — <sup>5</sup> *Le Bibliographe moderne*, 1907, numéro 1 : *Un manuscrit armorié du Songe du vieux pèlerin*. — <sup>6</sup> *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, janvier-mars 1907 : *Exactions des gens de guerre dans le bas Limousin*.

laire ; à Saint-Hilaire et à Chameyrat, en mai 1638, par les soldats du régiment de Ventadour ; dans les paroisses d'Ussac et de Malemort, par les troupes du duc de Candale. Le vicomte de Turenne, qui jouissait d'une exemption de logement, put, à la vérité, faire évaluer l'étendue des dommages causés sur ses terres, mais non en obtenir réparation.

— On doit à M. Paul Denis une étude archéologique sur l'église Saint-Remy d'Olley, élevée, dans la seconde moitié du XI<sup>e</sup> siècle, par l'abbé Walo de Saint-Arnould, église d'autant plus intéressante que le département de Meurthe-et-Moselle est assez pauvre en monuments de cette époque<sup>1</sup>. Par ses piliers carrés, les petits chapiteaux cubiques de ses colonnettes, la sévérité de son ornementation, les arcatures de sa corniche et l'absence de contreforts, ce curieux spécimen de l'architecture romane se rattache à l'école germanique.

ALBERT ISNARD.

## II. — PÉRIODIQUES ALLEMANDS

De l'important article que M. Otto Hirschfeld consacre aux milliaires romains<sup>2</sup>, nous tirerons ce qui suit : les plus anciens milliaires que l'on ait conservés datent de la première guerre punique ; au temps des Gracques l'usage s'en généralisa, même dans les provinces (Asie Mineure, 139 av. J.-C.) ; les grands travaux entrepris sous l'Empire pour la construction des routes amenèrent naturellement la multiplication des milliaires. Il est curieux de noter qu'il n'y a pas un milliaire gaulois qui porte le nom d'Auguste, bien qu'il soit notoire que c'est sous son principat qu'ont été créées les grandes voies de ce pays. En Gaule, comme en Germanie, dès le III<sup>e</sup> siècle, la mention des *leugae* remplace sur les milliaires celle des milles romains. C'est sur un milliaire de l'an 237 que se trouve le premier exemple sûr d'une ville désignée sous le nom de *civitas* suivi de l'ethnique (*civitas Redonum*).

— L'authenticité, assez généralement contestée, des *Epistulae duae de virginitate* de saint Clément de Rome trouve un défenseur dans M. H.-F.-Jos. Liell<sup>3</sup>, qui d'ailleurs partage l'avis de ceux qui de ces deux lettres n'en font qu'une. Les arguments qu'il fait valoir en faveur de l'authenticité et surtout sa réfutation des objections de Funk méritent de retenir l'attention.

— Dans une étude sur le *Gloria in excelsis Deo*, le P. Clemens

<sup>1</sup> *Annales de l'Est et du Nord*, avril 1907 : *L'église d'Olley*. — <sup>2</sup> *Sitzungsberichte der kgl. preussischen Akademie*, fasc. VIII-X de 1907 : *Die römischen Meilensteine*. — <sup>3</sup> *Der Brief des hl. Clemens von Rom an die Jungfräulichen : Theologisch-praktische Quartalschrift*, 2<sup>e</sup> trim. 1907.

Blume, S. J. <sup>1</sup>, par l'examen des manuscrits et des traditions, arrive à ces conclusions : dès le <sup>1</sup><sup>er</sup> siècle, les paroles angéliques trouvèrent leur application dans la liturgie ; l'Église grecque y ajouta, avant le milieu du <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle, des chants de louange à Dieu le Père, dont le texte était emprunté à l'Écriture sainte. Les luttes doctrinales au sujet de la divinité du Christ amenèrent un remaniement de cette prière, qui devint un hymne de louanges aux trois personnes de la Sainte Trinité. L'attribution du *Gloria* à saint Hilaire de Poitiers ou à saint Ambroise de Milan ne se peut justifier.

— Le P. Johannes Stuffer, S. J., combat vivement <sup>2</sup> l'opinion de ceux qui veulent que dans les premiers temps de l'Église d'Occident, et au moins jusqu'à Calixte, l'on n'ait point admis à la pénitence et à la réconciliation les chrétiens qui, après le baptême, seraient tombés dans l'apostasie, l'homicide ou la fornication. Il nous semble établi en effet par l'examen des faits et par celui des textes que dès avant ce pontife l'Église n'a point fermé ses bras à ceux qui revenaient à elle, même après plusieurs chutes.

— M. A. Baumstark expose aux lecteurs de la *Römische Quartalschrift* <sup>3</sup> les résultats des fouilles faites par MM. C. M. Kaufmann et J. C. Falls dans le sanctuaire de Saint-Ménas au désert maréotique. La basilique est particulièrement intéressante parce qu'elle nous offre un spécimen de l'architecture orientale sous Arcadius, à l'époque où Honorius faisait construire la basilique, aujourd'hui détruite, de Saint-Paul hors les murs de Rome. Un autre résultat, assez inattendu, des fouilles est de montrer que les fameuses ampoules de saint Ménas étaient destinées non pas — ou du moins non pas seulement — à recueillir de l'huile des lampes du sanctuaire, mais l'eau d'une fontaine sacrée.

— Les fouilles du chanoine Cavazzi dans la chapelle souterraine de Sainte-Marie in via Lata de Rome, siège antique d'une des premières diaconies, ont permis à Mgr de Waal de reconnaître que le saint Paul qui est figuré n'est pas l'apôtre, mais le martyr romain, et de constater combien sont faibles et d'origine récente les traditions qui rattachent à cette église l'apôtre des Gentils <sup>4</sup>.

— Poursuivant son étude sur le Missel romain, le P. Beda Kleinschmidt nous parle tour à tour <sup>5</sup> du Sacramentaire de Gélase et du Missel grégorien. Le premier, dont l'état primitif ne semble con-

<sup>1</sup> *Stimmen aus Maria Laach*, 3 juillet 1907 : *Der Engelhymnus Gloria in excelsis Deo*. — <sup>2</sup> *Zeitschrift für katholische Theologie*, 3<sup>e</sup> trim. 1907 : *Die Bussdisziplin der abendländischen Kirche bis Kallistus*. — <sup>3</sup> 1<sup>er</sup> trim. 1907 : *Die Ausgrabungen am Menasheiligtum in der Mareotiswüste*. — <sup>4</sup> *Römische Quartalschrift*, 1<sup>er</sup> trim. 1907 : *Das Oratorium unter der Kirche S. Maria in via Lata*. — <sup>5</sup> *Theologisch-praktische Quartalschrift*, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trim. 1907 : *Das römische Missale*.

servé dans aucun manuscrit, marque un progrès sur le *sacramentarium leonianum* : il est mieux ordonné, ne contient par exemple qu'une messe pour chaque fête (à l'exception des messes votives). Avec Probst, dom Bäumer et dom Plaine et contrairement à Mgr Duchesne, l'auteur croit que l'on peut attribuer à Gélase la paternité de l'ouvrage ; il en étudie l'extension en Gaule et dans d'autres pays. Grégoire le Grand entreprit une réforme du missel, supprimant notamment toutes les messes doubles. Celui-ci ne pénétra en Gaule que tardivement et avec des modifications de Hadrien I<sup>er</sup>. Un liturgiste de l'entourage de Charlemagne, Alcuin peut-être, y fit à son tour quelques additions. Une refonte postérieure de l'ouvrage, qui fut la base du missel actuel, sépara les messes en trois parties : *de tempore*, *de sanctis*, *commune sanctorum* et messes votives. L'usage s'en généralisa au XIII<sup>e</sup> siècle. Peu à peu aussi se fit l'union dans un seul livre, qu'on appela le *Missale plenarium*, des différents livres dont on se servait pour la récitation de la messe : le sacramentaire, l'évangélaire, l'antiphonaire ou graduel et l'ordo. Les différentes églises locales qui acceptèrent le missel romain, ne le firent pas sans y introduire des modifications, contre lesquelles on dut lutter jusqu'à notre époque.

— L'on a débattu la question de savoir si Tertullien avait été prêtre. M. Hugo Koch se déclare nettement pour la négative, en faisant principalement état, pour la période catholique de la vie du célèbre écrivain, d'un passage du *de exhort. cast.*, c. 7 : *Nonne et laici sacerdotes sumus* <sup>1</sup> ?

— L'on connaît la scène dramatique dans laquelle saint Ambroise, après le massacre de Thessalonique, refuse à l'empereur Théodose l'entrée de l'église de Milan. L'historicité du fait, qui a des défenseurs, comme le feu duc de Broglie, trouve aussi de vifs adversaires, comme C. P. Van Ortruy. C'est parmi les derniers que se range M. Hugo Koch <sup>2</sup> : à elle seule, la lettre du saint évêque à l'empereur semble bien démentir la possibilité de la scène, qui n'a pour garantie que des récits postérieurs, où visiblement les sources primitives ont été amplifiées et développées.

— Le P. Beda Franz Adlhoeh examine la *Vita* de saint Romain de Dryes, compagnon de saint Benoît, dont la première partie au moins a pour auteur Beuve ou Bovo, abbé de Saint-Remi de Sens, à la fin du IX<sup>e</sup> siècle, et la défend notamment contre les critiques du hollandiste Henschen <sup>3</sup>.

<sup>1</sup> *Histor. Jahrbuch*, 1<sup>er</sup> trim. 1907 : *Was Tertullian Priester ?* — <sup>2</sup> *Die Kirchenbusse des Kaisers Theodosius des Grossen in Geschichte und Legende* : *Ibid.*, 2<sup>e</sup> trim. 1907. — <sup>3</sup> *Studien und Mittheilungen aus dem Benediktiner- und dem Cistercienser Orden*, 2<sup>e</sup> trim. 1907 : *Zur Vita S. Romani Dryensis*.



— M. F. Falk nous fait connaître quelques chorévêques mayençais du ix<sup>e</sup> siècle <sup>1</sup> : Humbert, Brunward, qui fut abbé d'Hersfeld, Reginbald, Thiotmar, Reginher et Folchard.

— Dans l'article qu'il consacre aux recluseries alsaciennes du moyen âge <sup>2</sup>, M. Luzian Pfleger s'occupe surtout de Strasbourg et plus particulièrement de la recluserie de Sankt Gallen, à Königs-hofen (aujourd'hui faubourg de Strasbourg).

— Nous citerons sans pouvoir l'analyser, — un tel travail se prête difficilement à une analyse — un article de l'*Historisches Jahrbuch* <sup>3</sup>, dans lequel M. Gustav Schnürer discute les dernières publications relatives à saint François d'Assise.

— Le P. Michael Bihl combat énergiquement les conclusions de M. Hampe dans un article signalé ici <sup>4</sup>, sur les stigmates de saint François d'Assise <sup>5</sup>, et s'en tient à l'opinion traditionnelle.

— L'habitude de briser à la mort du pape les bulles de plomb qui servaient à sceller les actes de la chancellerie pontificale remonte au moins au xiv<sup>e</sup> siècle. Le plus ancien exemple qu'en ait relevé Mgr Paul Maria Baumgarten <sup>6</sup> remonte à Clément V. Il a rencontré des mentions plus anciennes (1241) de la *Bulla defectiva*, c'est-à-dire de l'emploi par le pape élu, avant son couronnement, d'une bulle ne portant que le type des apôtres Pierre et Paul, l'autre face du sceau demeurant unie. Tous les papes d'ailleurs, au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> siècle, ne se conformèrent pas à cet usage.

— L'on a présenté sous les jours les plus différents l'opinion de Wiclif sur la papauté; et à l'appui de ces conceptions fort divergentes l'on a pu citer des phrases caractéristiques du célèbre réformateur. L'on a prétendu expliquer ces contradictions à l'aide d'une évolution qui, sous l'influence du grand schisme, se serait produite dans les sentiments de l'auteur. M. J. Loserth met en pleine lumière <sup>7</sup> que l'on peut relever tout à la fois les attaques les plus virulentes contre la papauté et les expressions les plus louangeuses soit pour l'institution, soit pour certains pontifes dans les ouvrages de Wiclif postérieurs au grand schisme, comme dans ceux qui ont précédé. Et ce n'est pas là une incompréhensible incohérence : Wiclif distingue entre la vraie et la fausse papauté, entre celle qu'a instituée Jésus-

<sup>1</sup> *Hist. Jahrbuch*, 3<sup>e</sup> trim. 1907 : *Die Mainzer Weihbischöfe (Chorbischöfe) des 9. Jahrh.* — <sup>2</sup> *Zur Geschichte der Inklusen am Oberrhein am Ausgang des Mittelalters : Historisch-politische Blätter*, 1<sup>er</sup> avril 1907. — <sup>3</sup> 1<sup>er</sup> trim. 1907 : *Neuere Quellenforschungen über den hl. Franz von Assisi.* — <sup>4</sup> T. LXXX, p. 626. — <sup>5</sup> *Historisches Jahrbuch*, 3<sup>e</sup> trim. 1907 : *Die Stigmata des hl. Franz von Assisi.* — <sup>6</sup> *Römische Quartalschrift*, 1<sup>er</sup> trim. 1907 : *Das päpstliche Siegelamt beim Tode und nach Neuwahl des Papstes.* — <sup>7</sup> *Historische Zeitschrift*, t. XCIX, fasc. 2 : *Wiclifs Lehre vom wahren und falschen Papsttum.*

Christ et dont il reconnaît la nécessité et celle que le pouvoir temporel et l'influence impériale ont, selon lui, défigurée et transformée ; c'est contre cette dernière que sont dirigés ses traits les plus sanglants, ses violences et ses injures.

— Le P. Franz Bliemetzrieder republie un acte que nous connaissons déjà dans sa teneur définitive par M. Noël Valois (*Mélanges Havel*, p. 458 et suiv.), mais en nous en faisant connaître la rédaction primitive : il s'agit des instructions données en octobre 1378 par les cardinaux résidant en Avignon à Gilles Bellemère envoyé auprès de Clément VII <sup>1</sup>.

— Le grand autel de la cathédrale de Cologne est orné d'un triptyque du milieu du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, qui représente dans sa partie centrale l'adoration des mages. Le P. Stephan Beissel, S. J., si compétent dans tout ce qui touche à l'art chrétien, nous expose <sup>2</sup> la façon dont l'artiste, un certain Étienne Lochener, a compris son sujet, l'impression qu'il produisit sur les contemporains d'abord et depuis sur ceux qui ont pu admirer cette œuvre.

— C'est un article de vulgarisation, intéressant d'ailleurs, que M. Joseph Herbeck nous donne sur *Martin von Behaim* <sup>3</sup>, né à Nuremberg en 1459 d'une famille de marchands, qui lui-même se livra longtemps au commerce, alla en Portugal à ce titre, et dut à ses connaissances astronomiques (il était disciple du fameux Jean Müller dit Regiomontanus) d'être adjoint par le roi de Portugal à l'expédition envoyée sous les ordres de Diego Cao le long des côtes africaines. Il a laissé un globe célèbre, dressé en 1492, et est mort en 1507.

— Dans deux articles de l'*Historisches Jahrbuch* <sup>4</sup>, M. August Nägele s'efforce d'établir qu'il ne faut pas prendre à la lettre les paroles de Maximilien à l'évêque de Trêves Georges von Neideck le 10 juin 1507, dans l'instruction où il manifeste son intention d'aller à Rome pour devenir pape et empereur : « gen Rom zu ziechen und Papst und Kaiser zu werden. » Dans la lutte d'influence sur le pouvoir pontifical entre le roi de France et l'empereur d'Allemagne, celui-ci voulait seulement l'emporter sur celui-là ; c'est moralement plutôt que réellement qu'il voulait être pape.

— Revenant sur la question de la concession à Albert de Brandebourg de l'archevêché de Mayence et de la fameuse indulgence de 1514, M. Heinrich Schrörs nous paraît établir avec assez de justesse que, si l'on peut et doit blâmer les négociations et les opérations qui

<sup>1</sup> *Studien und Mittheilungen aus dem Benediktiner- und dem Cistercienser-Orden*, 1<sup>er</sup> trim. 1907 : *Ein Aktenstück zu Beginn der abendländischen Schisma*. — <sup>2</sup> *Stimmen aus Maria Laach*, 3 juillet 1907 : *Das Dombild zu Köln*. — <sup>3</sup> *Historisch-politische Blätter*, 16 mai 1907. — <sup>4</sup> 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1907 : *Hat Kaiser Maximilian I im J. 1507 Papst werden wollen ?*

ont trait à cette affaire, le reproche de simonie, que tant d'écrivains acceptent, n'est du moins pas fondé <sup>1</sup>.

— Dans le mémoire où il retrace les relations entre André Bodenstein de Karlstadt et Luther et les événements qui ont amené la prépondérance du second sur le premier dans la Réforme allemande, M. Herrmann Barge <sup>2</sup> montre assez nettement, entre autres choses, l'influence exercée sur Luther par Bodenstein. Il observe, d'ailleurs, que l'originalité des idées de Luther est contestable sur plus d'un point; c'est ainsi que ce qu'il dit du culte des saints est largement influencé par Érasme; lorsqu'il imprima les *Decem praecepta*, il y introduisit, sous l'inspiration de Bodenstein, d'importantes modifications; mais, dès 1519, il dessine un mouvement de retraite. L'accord entre Luther et Bodenstein, sur nombre de points dogmatiques, ne tarda pas d'ailleurs à être rompu par suite des tendances excessives et révolutionnaires de ce dernier. On sait comme, au retour de la Warthburg, Luther prit nettement position contre son ancien ami et annihila son influence; c'est que celui-ci voulait faire dans l'Église nouvelle une part bien plus considérable que celui-là à l'élément laïque et populaire contre l'élément théologique et princier.

— M. Friedrich Lauchert établit que l'auteur de l'anonyme *Revocatio Martini Lutheri ad Sanctam Sedem*, parue en 1519, est le dominicain Isidoro Isolani ou d'Isolano <sup>3</sup>.

— Par des citations des Œuvres de Luther, disposées suivant l'ordre chronologique, M. N. Paulus met hors de contestation que le célèbre réformateur n'a pas cessé un moment, dans le cours de sa vie, de croire et de répandre la croyance à la sorcellerie <sup>4</sup>. Il va plus loin et met hors de conteste <sup>5</sup> que le célèbre réformateur n'a pas été sans influence sur les poursuites judiciaires exercées contre la sorcellerie; ses propos de table notamment, l'énergie avec laquelle il marque son désir de brûler les misérables, dont il réprouve les sortilèges, ont exercé une action décisive sur les doctrines des juristes protestants.

— L'on a prétendu que Michel-Ange avait des tendances au protestantisme; sa poésie sur la mort de son père, quelques expressions de ses lettres, semblaient des arguments à ceux qui soutenaient cette thèse. M. Julius Gava <sup>6</sup> n'a pas de peine à démontrer qu'elle ne tient

<sup>1</sup> *Leo X, die Mainzer Erzbischofswahl und der deutsche Ablass für S. Peter im J. 1514: Zeitschrift für katholische Theologie*, 2<sup>e</sup> trim. 1907. — <sup>2</sup> *Historische Zeitschrift*, t. XCIX, fasc. 2: *Luther und Karlstadt in Wittenberg*. —

<sup>3</sup> *Historisches Jahrbuch*, 1<sup>er</sup> trim. 1907: *Wer war der sogenannte Cremonese, der Verfasser der Revocatio Martini Lutheri ad Sanctam Sedem?* — <sup>4</sup> *Historisch-politische Blätter*, 16 avril 1907: *Luther und die Hexen*. — <sup>5</sup> *Ibid.*, 1<sup>er</sup> juillet 1907: *Luther und die Hexenprozesse*. — <sup>6</sup> *Ibid.*, 16 juillet 1907: *Michelangelos religiöser Glaubensbekenntnis*.

pas debout, pas plus que l'étrange assertion que Michel-Ange évitait de représenter des saints.

— Le P. A. Zimmermann expose assez heureusement les causes qui ont provoqué l'éclosion et celles qui ont amené l'arrêt du mouvement huguenot en France<sup>1</sup>. Il montre bien en quoi les doctrines de Calvin répugnaient au caractère français ; comment, peu à peu, mais assez vite, le peuple, la noblesse, le roi passèrent de la réserve à l'hostilité.

— Ce ne sont guère que les menus incidents de la vie d'un couvent bavarois au XVII<sup>e</sup> siècle que l'on trouve narrés dans le journal de Magdalena Heidenbucher, abbesse de Frauenchiemsee, à en juger du moins par les fragments et l'analyse que la sœur Gertrude, du même monastère, nous donne pour les années 1609-1618<sup>2</sup>.

— Le centenaire de la mort d'Anne Amélie, duchesse de Saxe-Weimar († 10 avril 1807), a fourni l'occasion à M<sup>me</sup> Eléonore von Bojanowski d'écrire quelques pages sur cette princesse qui a tant contribué à faire un centre intellectuel et artistique de la petite cour où elle régna<sup>3</sup>. Ce n'est pas une biographie, c'est une esquisse de caractère appuyée de quelques morceaux inédits.

— Un écrivain militaire estimé, le baron von der Goltz, s'efforce de prouver qu'après Iéna et Auerstädt, la situation de la Prusse n'était pas aussi désespérée qu'il le semble aujourd'hui encore à beaucoup<sup>4</sup>. L'armée dont disposait Napoléon n'était pas si considérable qu'on ne pût lui opposer des forces peut-être supérieures ; Blücher, dans sa retraite, aurait peut-être remporté un succès sur Bernadotte, s'il avait suivi sa pensée au lieu de s'abandonner aux conseils des soldats de la vieille école ; et, à diverses reprises, dans les journées qui ont précédé Tilsitt, les Prussiens joints aux Russes auraient pu arrêter, entraver la marche du vainqueur, peut-être même, s'ils avaient su préparer les événements avec sang froid, l'eussent-ils acculé à la défaite.

— On connaissait un récit de la conduite de Napoléon à Waterloo par Jean-Baptiste de Coster qui lui servit de guide dans cette journée. M. Julius von Pflugk Harttung a retrouvé une seconde relation, rédigée également sur la déposition de Jean-Baptiste de Coster et qui diffère assez sensiblement de la première. Bien qu'elle n'ait été faite

<sup>1</sup> *Römische Quartalschrift*, 1<sup>er</sup> trim. 1907 : *Die Ursachen des Aufkommens und Niederganges der hugenottischen Bewegung in Frankreich*. — <sup>2</sup> *Studien und Mittheil aus dem Benedictiner- und dem Cistercienser-Orden*, 1<sup>er</sup> trim. 1907 : *Aus dem Tagebuch der Aebtlissin Magdalena Heidenbucher, O. J. B. von Frauenchiemsee, 1607-1650*. — <sup>3</sup> *Deutsche Rundschau*, avril 1907 : *Anna Amalia, Herzogin von Sachsen Weimar*. — <sup>4</sup> *Deutsche Rundschau*, juillet 1907 : *Ein Mahnwort zur Erinnerung an den Tilsiter Frieden*.

que le 8 janvier 1816, tandis que l'autre est du 15 août 1815, et par conséquent beaucoup plus proche des événements, M. Pflugk Hartung<sup>1</sup> la publie intégralement, jugeant qu'elle mérite davantage créance, parce qu'ici De Coster ne répond plus seulement à un particulier curieux, mais à des questions précises d'officiers belges, et qu'il a dû par suite se surveiller davantage.

— La fondation, dans l'automne de 1831, par Radowitz, Jarcke, les frères Gerlach, Haller, G. von Raumer, Leo, de la *Berliner politische Wochenschrift*, à laquelle le roi de Prusse ne refusa pas son appui moral et pécuniaire, et qui était destinée à combattre « les forces géantes de la Révolution, » ne donna pas satisfaction à tous les membres du gouvernement prussien. Plusieurs, parmi lesquels Bernstorff, étaient choqués d'idées qui leur semblaient d'un romantisme par trop réactionnaire. Ils désiraient voir les intérêts de l'État soutenus d'une autre manière dans la presse. C'est là ce qui donna naissance à l'*Historisch-politische Zeitschrift*, dirigée par Leopold von Ranke pendant quelques années (1832-1839). Ranke présenta au gouvernement un plan fort séduisant, que M. Varrentrapp nous fait connaître dans sa teneur primitive<sup>2</sup> : le programme mis en tête du premier numéro subit naturellement certaines modifications. Mais l'exécution de ce plan n'allait pas sans difficultés : Ranke avait peine à se procurer les collaborations nécessaires ; c'est ainsi que Pfizer déclarait que toute collaboration avec la Prusse serait, « dans l'état actuel des choses, considérée de sa part comme un abandon de la cause de la liberté des peuples, » le ruinerait aux yeux de ses concitoyens et détruirait pour lui tout espoir d'agir sur leurs pensées et leurs sentiments ; il ajoutait que la conduite de la Prusse vis-à-vis de la Pologne avait augmenté le mécontentement contre elle dans de telles proportions qu'on ne prononçait plus son nom « sans une expression d'horreur ou de mépris. » La revue de Ranke, sur la vie de laquelle M. Varrentrapp nous apporte de précieux renseignements, ne vécut pas au delà de 1836 ; le *Berliner politische Wochenblatt* ne se soutint jusqu'en 1841 que par la volonté du gouvernement, mais sans exercer aucune influence réelle.

— Les douze lettres de Frédéric-Theodore Vischer, que publie M. Gottlob Egelhaaf<sup>3</sup>, sans apporter sur le Parlement de Francfort des renseignements très nouveaux, sont intéressantes parce qu'elles représentent bien l'état d'esprit d'un député de la gauche modérée — Vischer avait été député au Parlement par le Würtem-

<sup>1</sup> *Historisches Jahrbuch*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> t. im. 1907 : *Napoleon während der Schlacht bei Belle Alliance*. — <sup>2</sup> *Historische Zeitschrift*, t. XXIX, fasc. 1 : *Ranke's hist.-pol. Zeitschrift und das Berl. polit. Wochenblatt*. — <sup>3</sup> *Deutsche Rundschau*, août 1907 : *Briefe F. T. Vischers aus des Paulskirche*.

berg — qui regardait la république comme un idéal, tout en ne croyant pas que le peuple allemand fût mûr pour ce gouvernement. Il est amusant de voir Vischer traiter le fameux Ketteler de prêtre fanatique ; on ne lira pas sans curiosité son opinion sur les rapports entre l'Église et l'école, sur la nécessité d'élever de plus en plus haut l'instituteur pour le mettre sur un pied d'égalité avec l'ecclésiastique ; on remarquera aussi ce qu'il dit contre le mandat impératif et sur la confiance qui doit exister entre les électeurs et leur représentant.

— Les souvenirs personnels de M. Paul Güssfeldt sur la guerre de 1870<sup>1</sup> n'ont pas et ne sauraient avoir la prétention de nous apprendre beaucoup de nouveau sur cette époque. Simple engagé volontaire dans les dragons de la garde, l'auteur, qui a pris part au combat de Mars-la-Tour et y a été blessé, a surtout voulu nous faire revivre, en précisant ses souvenirs par ses lettres à sa mère et par son journal, les impressions produites par les péripéties de la guerre sur un homme d'esprit cultivé. C'est donc un simple récit de détails, non dépourvu d'intérêt d'ailleurs, où la personnalité de l'auteur apparaît surtout, trop peut-être, et peut-être aussi le contentement de soi perce-t-il dans ces lignes avec quelque naïveté.

E.-G. LEDOS.

### III. — PÉRIODIQUES BELGES

Il vient de se fonder dernièrement, à Bruxelles, une « Association des archivistes et bibliothécaires belges. » Les statuts ont été publiés par la *Revue des bibliothèques et archives de Belgique* qui lui sert d'organe. Le R. P. van der Gheyn<sup>2</sup> fait ressortir tous les avantages que l'Association peut procurer, et tandis que M. Cuvelier expose *Le programme des archivistes*<sup>3</sup>, M. Nélis fait connaître à ses confrères belges « L'Association amicale professionnelle des archivistes français<sup>4</sup>. »

— *Le néolithique de la Flandre occidentale*<sup>5</sup> de M. l'abbé Claerhout est un article de synthèse, exposant la nature des trois groupes de stations explorées, avec une esquisse ethnographique sur la culture, la race, la provenance ethnique des néolithiques de la Flandre.

— D. Donatien De Bruyne signale à l'attention des érudits un *Manuscrit complet du IV<sup>e</sup> livre d'Esdras*<sup>6</sup>, conservé à la bibliothèque de Bruxelles, et contenant quelques bonnes leçons uniques.

<sup>1</sup> *Deutsche Rundschau*, avril, mai et juin 1907 : *Meine Kriegserlebnisse im deutsch-französischen Feldzug*. — <sup>2</sup> *Revue des bibl. et arch. de Belg.*, 1907, p. 75-85. — <sup>3</sup> *Ibid.*, p. 86-94. — <sup>4</sup> *Ibid.*, p. 205-210. — <sup>5</sup> *Annales de la Société archéologique de Bruxelles*, 1907, p. 161-177. — <sup>6</sup> *Revue bénéd.*, p. 254-257.

Il publie, avec variantes et parallèles, un *Prologue inédit de Pélagé à la première lettre aux Corinthiens*<sup>1</sup>.

— Dom Chrysostome Baur nous fait assister à l'*Entrée littéraire de saint Chrysostome dans le monde latin*<sup>2</sup>. Saint Jérôme, le premier, l'annonça en 392 et 404. Bientôt après, les Pélagiens l'introduisirent parmi les Latins et voulurent le faire passer pour un des leurs. Pélagé lui-même le cite, et un certain Anien, partisan des Pélagiens, traduit une partie de ses œuvres vers 420. Mais, dès l'année suivante, saint Augustin le rendit aux catholiques : il défendit sa doctrine contre Julien d'Eclane, traduisit lui-même des fragments d'une homélie grecque de saint Jean Chrysostome, et fit usage de traductions latines des Œuvres du grand docteur.

— D'après un ouvrage récent de Dom Cagin, *Te Deum ou illatio*, le *Te Deum* est congénère des anaphores ou formulaires eucharistiques, remontant, dans sa rédaction primitive, à l'époque où l'uniformité liturgique des diverses Églises n'était pas encore rompue. Type originel et ancêtre légitime des anaphores latines que nous connaissons, il leur a fourni plusieurs traits caractéristiques, et avait une destination exclusivement eucharistique. Plus tard, il a été désaffecté, réduit, allongé, défiguré pour devenir notre *Te Deum* actuel. Sûrement antérieur à saint Cyprien, il ne peut être attribué à Niceta de Remesiana; bien plus, comme il ne contient presque rien qui lui appartienne en propre, la question de son auteur ne peut pas même se poser. Le R. P. Morin<sup>3</sup>, qui le premier a mis en avant le nom de Niceta, combat vivement cette thèse. Le *Te Deum* ne manque pas d'originalité; il n'a pas été cité par les Pères des quatre premiers siècles, notamment par saint Cyprien et Prudence, mais l'auteur s'est inspiré des écrits de ceux-ci; la cinquantaine de documents où le *Te Deum* nous est donné sous le voile de l'anonymat n'enlève pas toute valeur aux quatorze témoignages qui l'attribuent à Nicet, et, d'après un ensemble remarquable de probabilités, le Nicet des manuscrits est l'évêque de Remesiana, et l'auteur du *Te Deum*. La présence, dans cette hymne, du *Sanctus* eucharistique, ne prouve pas que le *Te Deum* ait été, à l'origine, une anaphore, mais qu'il a été calqué sur l'anaphore, comme d'autres formules de louange, citées par Dom Morin, et qu'il était destiné à la liturgie matutinale du dimanche. Puisqu'il est prouvé par Dom Cagin que le *Te Deum* est sûrement d'origine latine, bien qu'il admette, dans une harmonieuse unité, des éléments empruntés à la liturgie orientale, il ne faut pas

<sup>1</sup> *Revue bénédict.*, p. 257-263. — <sup>2</sup> *Revue d'hist. ecclésiastique*, 1907, p. 249-265. — <sup>3</sup> *Le Te Deum, type anonyme d'anaphore latine préhistorique?* dans *Revue bénédict.*, p. 186-223.

s'étonner qu'on en attribue la paternité à saint Niceta de Remesiana, évêque, latin de naissance et d'éducation, qui a été en contact facile et habituel avec l'Orient.

— Le R. P. Delehaye publie une série de textes grecs inédits concernant les *Saints de Chypre*<sup>1</sup>. Ils sont tirés du ménologe de Néophyte le reclus (xiii<sup>e</sup> siècle), dont le seul codex existant est conservé à Paris (ms. grec 1169). Le texte est suivi d'une étude sur les sources de l'hagiographie cyprïote : hagiographes, synaxaires, historiens, tradition populaire, toponymie. Enfin l'auteur s'attache à faire connaître la vie de Néophyte et sa principale œuvre hagiographique : le *Panegyricon* ou recueil de discours pour les fêtes de Notre-Seigneur et des saints.

— La biographie du pape Urbain V, connue sous le nom de *Vita prima Urbani V auctore anonymo*<sup>2</sup>, continue à exercer la critique des hagiographes. Le R. P. E. Hocedez estime, à l'encontre des opinions de MM. Lindner et Schmidt, « qu'il semble difficile de placer la rédaction de la *Vita Urbani* avant 1388 ; selon toute probabilité, il faut même la porter au delà de 1390, et l'hypothèse la plus naturelle est que l'ouvrage fut composé d'un trait après la mort de Clément VII († 1394). Mais il ne serait pas sans inconvénient de reculer la date de composition au delà de 1400 et impossible de la différer jusqu'en 1404. » D'ailleurs la seconde partie de la *Vita*, considérée jusqu'ici comme la plus originale et la plus intéressante, n'est que le résumé d'un mémoire rédigé en 1392 par Pierre Olivier de Falgar, pour le procès de canonisation d'Urbain V.

— Les questions de chronologie médiévale ayant été examinées et discutées avec beaucoup d'ardeur depuis quelque temps en Belgique et en Hollande, M. P. Shéridan fait ressortir que les données chronologiques des chartes même originales contiennent assez souvent des erreurs auxquelles on n'attachait d'ailleurs que peu d'importance. « Il est donc peu sûr d'édifier tout un système chronologique sur les dates apparentes de deux ou trois chartes seulement<sup>3</sup>. » Nous avons cependant pu, par de nombreux exemples, montrer que dans les chartes du comte de Flandre, Philippe d'Alsace (1161-1191), on a suivi régulièrement le style de Noël et l'indiction impériale commençant au 24 septembre<sup>4</sup>. M. H. Nelis vient de présenter au congrès de Gand une excellente bibliographie analytique et critique de quarante et une publications belges et hollandaises traitant de la chronologie médiévale<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> *Analecta Bollandiana*, 1907, p. 163-301. — <sup>2</sup> *Ibid.*, 1907, p. 305-316. — <sup>3</sup> *Revue des bibliothèques et arch. de Belgique*, 1907, p. 101-117. — <sup>4</sup> *Annales de la Soc. d'émulation de Bruges*, 1907, p. 150-158. — <sup>5</sup> *Rapport sur les travaux de chronologie publiés en Belgique et en Hollande depuis 1830*.



— Dom U. Berlière vient de publier la liste complète et très documentée des *archidiaques de Liège au XIV<sup>e</sup> siècle*<sup>1</sup>, en retraçant brièvement le *curriculum vitæ* de chacun d'eux.

— M. P. Fredericq avait publié l'an dernier quelques documents concernant une discussion soulevée vers 1470, au sein de l'Université de Louvain, au sujet des futurs contingents. Nous faisons remarquer (*Revue*, t. LXXX, p. 639) que l'introduction de M. Fredericq ne nous apprenait rien sur l'objet précis du débat. Nous voici complètement édifiés à ce sujet par un article de M. le chanoine Laminne, professeur à l'Université de Louvain<sup>2</sup>. Aristote enseigne que les propositions au futur énonçant des choses contingentes ne sont ni vraies ni fausses : si une telle proposition est vraie, la chose qu'elle énonce arrive nécessairement et dès lors elle ne sera plus contingente. Dans une discussion quodlibétale sur la prédiction du reniement du Christ par saint Pierre, le professeur Pierre de Rivo reprend et applique à la prophétie en question le fond de la doctrine et des arguments d'Aristote. Plusieurs professeurs de théologie y voient une erreur contre la foi qui oblige de croire comme vraies les prophéties divines. Henri de Zomeren attaque l'opinion de de Rivo avec violence, la discussion s'envenime ; le débat est soumis aux facultés de Paris et de Cologne, et la cour de Rome intervient à plusieurs reprises, d'abord pour imposer silence, enfin pour condamner une série de propositions soutenues par de Rivo, qui finit par se soumettre sincèrement. C'est l'histoire de ce débat — un épisode se rattachant à la grande controverse des Nominalistes et des Réalistes — que M. Laminne expose et dont il fait ressortir la portée philosophique et théologique.

— M. l'abbé A. Tichon publie les *Comptes d'une collecte* faite dans une partie des provinces de Liège et du Luxembourg, pour subvenir aux frais de la *restauration de l'église collégiale de Dinant, en 1472*<sup>3</sup>. Le compte détaille les noms des donateurs et la nature des dons. Une indulgence était accordée aux donateurs par l'évêque de Liège.

— Une des merveilles de l'admirable exposition de la Toison d'Or, ouverte en ce moment à Bruges, c'est le magnifique triptyque de l'Annonciation, attribué au « maître de Mérode » ou « maître de Flémalle. » Le musée de Prado, de Madrid, vient d'envoyer, pour faciliter les études comparatives, deux panneaux qui sont évidemment de la même main et dont l'un est daté. L'histoire de ce maître « inconnu » jusque dans ces dernières années, et qui n'est autre que

<sup>1</sup> *Bull. de la Comm. roy. d'hist.*, 1906, p. 137-211. — <sup>2</sup> *Bullet. de l'Acad. royale de Belgique*, 1906, p. 372-438. — <sup>3</sup> *Bull. de la Commission royale d'histoire*, 1907, p. 3-38.

*Jacques Daret, peintre tournaisien du XV<sup>e</sup> siècle*<sup>1</sup>, vient d'être retracée par M. Maurice Houtart.

— Quelques *Fragments d'une chronique inédite de D. Martin de Remonchamps, abbé de Florennes*<sup>2</sup>, publiés par M. l'abbé F. Baix, et se rapportant aux années 1554 et 1555, fournissent d'intéressants détails sur la campagne de Henri II, roi d'Angleterre, en Belgique.

— L'importance croissante attribuée à l'histoire économique porte tout naturellement l'attention des travailleurs vers les questions relatives au régime monétaire. C'est une importante et suggestive contribution à l'histoire de la monnaie que M. H. Lonchay nous offre dans ses *Recherches sur l'origine et la valeur des ducats et des écus espagnols*<sup>3</sup>. Lorsqu'au XII<sup>e</sup> siècle, on reprit le monnayage de l'or, la principale monnaie fut le florin (de Florence) ou le ducat (du *ducat* de Venise), qui fut bientôt adopté comme monnaie nationale dans la plupart des pays de l'Europe, à l'exception de la Castille et de la France. L'Espagne eut successivement le *maravédis*, le *castellano* et l'*excelente de la granada*, équivalant au ducat. Mais tandis que toutes ces monnaies portaient l'effigie du prince, et étaient émises au titre de vingt-quatre carats ou à peu près, la France non seulement introduisait un nouveau type en remplaçant l'effigie du prince par l'*écu* royal, mais encore cherchait à mettre sa monnaie d'or en rapport avec sa monnaie d'argent, diminuait la valeur intrinsèque du ducat et abaissait le titre de vingt-quatre à vingt-trois et même à vingt-deux carats. Cet avilissement des écus de France fut très préjudiciable aux États qui frappaient des ducats de vingt-quatre carats : à peine émises, ces monnaies d'or pur — d'après la loi dite de Gresham, qui veut que la mauvaise monnaie chasse la bonne — étaient fondues et converties en écus à vingt-deux carats. Aussi, dès le XVI<sup>e</sup> siècle, tous les autres États, même Charles-Quint, durent suivre l'exemple de la France et frappèrent des écus au titre et au type de l'écu de France : l'écu devint à son tour une monnaie internationale. L'auteur s'attache ensuite à déterminer la valeur intrinsèque, c'est-à-dire leur poids et leur titre d'après le système décimal, en prenant pour base d'évaluation la monnaie d'argent, le réal espagnol dont la valeur intrinsèque est restée invariable de 1497 à 1642. Enfin M. Lonchay étudie les principales monnaies de compte qui dérivèrent du ducat et de l'écu espagnol. Cette remarquable étude, complétée par une série de tableaux comparatifs, fournit une foule de renseignements précieux pour faciliter l'intelligence des textes de l'histoire financière.

<sup>1</sup> *Revue tournaisienne*, 1906 et 1907. — <sup>2</sup> *Bull. de la Commission royale d'histoire*, 1907, p. 39-60. — <sup>3</sup> *Bull. de l'Acad. royale de Bruxelles*, 1906, p. 517-614.

— *Rubens jugé d'après sa correspondance*, par M. M. Rooses<sup>1</sup>, nous fait pénétrer dans la vie intime et les goûts du grand maître, et nous montre en lui un admirateur passionné de l'art antique, plein d'estime pour les artistes modernes, un diplomate influent, mêlé activement à la politique de son temps, un ami dévoué, au cœur tendre, au jugement net, à l'esprit pratique, à la tenue modeste, à la culture raffinée.

— M. H. Lonchay a été envoyé par le gouvernement belge aux Archives de Simancas, en Espagne, pour y rechercher les sources de notre histoire nationale. Il annonce la découverte de documents importants qui permettront de « boucher ce qu'on peut appeler deux trous béants de notre histoire<sup>2</sup>, » l'époque des archiducs Albert et Isabelle (1600-1621) et la fin du régime espagnol, le gouvernement de Maximilien-Emanuel de Bavière (1692-1700). Déjà il vient de publier un important inventaire des papiers de Flandre du xvii<sup>e</sup> siècle, conservés à Simancas<sup>3</sup>.

— Les *Relations inédites sur la mission du prince d'Orange à Anvers au mois d'octobre 1830*<sup>4</sup>, publiées par M. A. Stern, comprennent une lettre de M. Charles White, émissaire du consul anglais à Ostende, et six lettres adressées de Bruxelles et d'Anvers, par M. Th. Carturight, premier secrétaire de la légation anglaise à la Haye, à lord Aberdeen, ministre des affaires étrangères à Londres. Ces lettres jettent un jour nouveau sur le rôle du prince d'Orange, notamment sur sa célèbre proclamation du 16 octobre 1830.

Bruges.

C. CALLEWAERT.

---

<sup>1</sup> *Bull. de l'Acad. royale de Belgique*, 1906, p. 477-494. — <sup>2</sup> *Bull. de la Commission royale d'histoire*, 1906, p. xxiii. — <sup>3</sup> *Ibid.*, 1907, p. xiii-lv. — <sup>4</sup> *Ibid.*, 1906, p. 105-136.

---

# BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

---

## I. — HISTOIRE GÉNÉRALE

**Das Papattum, Seine Idee und ihre Träger**, von Prof. Dr. Gustav KRÜGER (Giessen). Tübingen, J. Mohr, 1907, in-16 de 160 p. (Religionsgeschichtliche Volksbücher herausgegeben von Fr. Michael Schiele, IV Reihe, 3/4 Heft).

Les publications populaires de la collection de Tübingen, auxquelles appartient ce volume, ont la prétention de n'être pas tendancieuses : elles ne se défendent cependant pas de vouloir dissiper le prétendu fatras théologique au moyen des données chaque jour plus précises de la « science. » Nous aurons suffisamment caractérisé l'esprit de ce livre quand nous aurons dit que l'auteur discute jusqu'à la réalité des paroles de Jésus à saint Pierre, et ne voit que légende dans les faits les plus universellement admis relatifs à la fondation de l'Eglise de Rome. M. Krüger est tout imprégné des préjugés protestants et rationalistes, et semble ignorer les réfutations précises ou les mises au point récentes apportées par les catholiques aux objections de leurs adversaires. Sévère jusqu'à l'injustice pour quelques-unes des plus grandes figures qui ont illustré le siège de saint Pierre, il ne manque pas de rendre à Léon XIII le douteux hommage qu'il est dans la destinée du défunt pape

de recevoir de tous les ennemis de l'Eglise. L'auteur clôt son travail par une prophétie « évangélique » annonçant l'anéantissement prochain de la papauté. Œuvre de troisième main, inspirée par un visible parti pris, ce livre est pourtant un précieux document en ce qu'il révèle la mentalité de toute une classe de nos contemporains d'outre-Rhin, et nous explique certaines inconnues qui nous arrêtent parfois dans l'interprétation de tendances qui nous semblent contradictoires.

G. PÉRIES.

**Das Devolutionsrecht, vornehmlich nach katholischen Kirchenrecht**, von Dr. J. U. Godehard Jos. ECKAS, Referendar. (Kirchenrechtliche Abhandlungen herausgegeben von Dr. Ulrich Stutz, 37 und 38 Heft). Stuttgart, F. Enke, 1906, in-8 de xxiii-448 p.

L'Eglise dut, au cours des siècles, déterminer de façon appropriée aux circonstances politiques et sociales les qualités requises pour l'obtention de ses charges et la forme officielle de leur collation. La violation de ces règles fut punie de la privation de l'exercice des ordres, de suspension, d'excommunication et surtout par la « dévolution » au supérieur du droit

de procéder à la nomination faite contrairement au droit par l'autorité inférieure. L'expression « devolvere » se rencontre pour la première fois dans le sens précis où le droit canonique l'a depuis employée, dans une lettre d'Innocent III à l'archevêque de Milan, en avril 1198. Le docteur Ebers commence par nous présenter l'histoire de cette législation avant d'en aborder la théorie. La trace la plus ancienne qu'il en découvre se trouve dans le sixième canon du concile de Sardique (344). Le droit canonique contemporain de l'Empire romain offre certainement quelques données sur la matière : ainsi la transgression des règles donne naissance à une nouvelle élection ; le métropolitain intervient si le clergé et les « optimaux » ne peuvent s'entendre après six mois pour présenter trois candidats ; en cas de double élection on recourt à la décision de l'empereur ou du concile. Ces données prennent même un caractère plus précis quand il s'agit de charges ecclésiastiques inférieures à l'épiscopat. L'auteur poursuit ses investigations sous les Mérovingiens et les Carolingiens jusqu'à la réforme ecclésiastique qui s'opéra du ix<sup>e</sup> au xii<sup>e</sup> siècle. La véritable constitution du droit de dévolution date de l'année 1179, où se tint le onzième concile œcuménique, troisième de Latran (canons 3, 8, 17). Cette importante et bienfaisante législation, remède à de si graves abus, reçoit dans le solide ouvrage du docteur Ebers le développement qui convient. La période de son épanouissement, qui s'étend de 1179 à 1312, est surtout consciencieusement étudiée. Nous suivons ensuite les phases diverses du déclin de la dévolution jusqu'au xix<sup>e</sup> siècle, tant dans le droit commun que dans les droits particuliers de

France, de Pologne, d'Angleterre, d'Irlande et d'Écosse, d'Italie et de Sicile, de Portugal, de Hongrie et de l'Empire. Une seconde partie renferme l'exposition systématique de l'institution juridique dont les fastes divers viennent d'être indiqués : nature et fondement, entrée en exercice de ce droit, sujet, fonctionnement, étendue, d'après les meilleurs auteurs : Rebuf, Leuren, Schmalzgrueber, Reiffenstuel, Ferrari, Hinschius et Kremser. L'ouvrage se termine par de substantiels chapitres sur l'importance actuelle du droit de dévolution en Allemagne et dans l'Église évangélique.

Sujet abstrait s'il en fut, dont l'aridité est heureusement rachetée par une érudition très informée, la question de la dévolution ainsi traitée jette d'utiles clartés sur maint événement obscur du passé et comble un vide dont l'histoire du droit canonique était péniblement affectée jusqu'ici. La Faculté de droit de Breslau a reconnu la valeur de ce savant travail sur la matière bénéficielle en l'honorant d'une de ses récompenses.

G. PÉRIES

—  
**Atlante numismatico Italiano (monete moderne)**, da Solone Ambrosoli. Milano, Ulrico Hoepli, 1906, in-18 de xvi-403 p., 1,746 grav.

La grande collection milanaise des *Manuels Hoepli* vient de s'enrichir d'un excellent atlas de numismatique dû à la sagacité de M. S. Ambrosoli, auteur de divers ouvrages sur cette science un peu spéciale, mais qui intéresse à la fois l'histoire et les arts. Après un avertissement de l'auteur sur les difficultés qu'il a rencontrées pour former cette collec-

tion de vulgarisation, qui ne comprend pas moins de neuf cent trente monnaies et médailles, et une bibliographie sur la matière, vient une table alphabétique des lieux indiqués, puis un tableau des ateliers monétaires de l'Italie moderne, auquel on a joint l'indication de ceux de la Corse, la Sardaigne, la Sicile et Malte, et aussi la liste des monnaies fabriquées par des Italiens hors de la péninsule et des îles, à Candie, Corfou, Céphalonie, Zara, Avignon, Carlopoli, l'Erythrée et Raguse. La même division se retrouve pour les reproductions des pièces,

généralement lisibles; quelques-unes malheureusement, et c'est la seule remarque que nous regrettons de faire ici, sont absolument frustes, ainsi le Urbain VIII (n° 538) tout noir, à côté d'un très bel Innocent X (n° 539), etc. Des tables alphabétiques très précieuses terminent l'ouvrage, celle des saints représentés (p. 391-392), celle des devises (p. 392-400), enfin le catalogue par ordre géographique de tous les monuments reproduits (p. 404-428). Ce livre rendra de grands services pour la numismatique italienne depuis le xv<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours. JOSEPH DENAIS

## II. — ANTIQUITÉ. ORIGINES CHRÉTIENNES

**Canaan**, d'après l'exploration récente, par le P. H. VINCENT, O. P. Paris, Gabalda, 1907, in-8 de xii-495 p., 310 gravures et 11 planches hors texte.

Établi depuis longtemps en Palestine, le P. Vincent, professeur d'archéologie biblique à l'École dominicaine de Saint-Étienne à Jérusalem, a parcouru le pays en tous sens, il en a visité tous les chantiers de fouilles et suivi toutes les découvertes dont il rend compte au jour le jour dans la *Revue biblique*; les archéologues rendent hommage à la précision de ses relevés, à l'exactitude de ses descriptions, à la sûreté de ses renseignements. Dans ce livre sur *Canaan*, dont le titre a semblé le vocabulaire le moins inadéquat pouvant caractériser, vaille que vaille, la contrée et ses habitants depuis les origines jusqu'à l'installation définitive des Israélites, il a résumé et synthétisé les résultats de l'exploration poursuivie depuis vingt années en Palestine et qui, pour n'avoir pas

eu le retentissement des grandes découvertes faites en Égypte ou à Suse, a été cependant féconde en résultats qui intéressent beaucoup plus directement la Terre sainte et les peuples qui l'habitaient avant et depuis la conquête israélite. Cette exploration, l'introduction nous indique les divers points où elle a porté, du nord au sud de la Palestine, et les résultats des fouilles nous sont méthodiquement exposés, le document graphique, photographies ou croquis, fournissant le contrôle facile du texte. Le chapitre I<sup>er</sup> reconstitue avec mille détails essentiels la physionomie générale de ces villes antiques, forteresses campées sur un éperon saillant, à l'extrémité d'une rampe de colline, ou sur un monticule isolé dans la plaine; l'examen consciencieux des matériaux, de leur aménagement et de leur structure bouleversera des opinions qui semblaient de tout repos et que répétaient à l'envi les ouvrages classiques, en nous faisant constater sur place de réels travaux

d'ingénieurs bien avant la conquête du pays par les Hébreux.

Les chapitres sur les lieux de culte, sur les idoles, les objets cultuels et les pratiques religieuses, sur les sacrifices, sur les morts, intéressent l'histoire des religions. Il ne s'agit point de tirer ici de nouvelles déductions plus ou moins ingénieuses des renseignements à nous transmis par des textes difficiles à interpréter : on voit l'appareil du sacrifice, l'ameublement des sanctuaires, les divers modes de sépulture employés, qui nous permettent de dégager un concept plus net de la mort chez les Cananéens et chez les anciens Hébreux.

La céramique nous introduit dans la vie privée et nous étonne par le souci qu'elle témoigne chez ces peuples anciens de reproduire les formes naturelles.

Deux chapitres sur les notions géologiques et l'archéologie préhistorique et sur Canaan dans l'histoire générale terminent ce volume, qui est une importante contribution non seulement à l'histoire de la Terre sainte, mais encore à l'histoire générale. C'est un monde nouveau qui nous est révélé et dont la connaissance nous aide à mieux comprendre ceux qui l'ont suivi.

R. L.

**Sur la divinité de Jésus-Christ.** *Controverses du temps de Bossuet et de notre temps*, par le comte H. DE LACOMBE. Paris, Téqui, 1907, in-8 de viii-431 p.

L'avouons-nous à M. H. de Lacombe ? Malgré l'impression favorable que son nom ne peut manquer de produire, nous n'avons pas ouvert son livre sans quelque méfiance.

Sauf certaines vocations exceptionnelles, nous ne goûtons pas beaucoup les incursions des laïques dans le domaine de la théologie et de l'exégèse, non plus que celles des ecclésiastiques dans celui de la politique militante et de la polémique quotidienne. Mais nous avons été rassuré très vite et bientôt conquis, d'abord par le talent de M. de Lacombe, et ensuite parce que l'histoire littéraire et même l'histoire générale, s'il est vrai que l'histoire des idées y ait droit à une place considérable, tiennent en réalité dans son ouvrage la part principale et l'espace le plus étendu. On jugera de l'intérêt varié qu'il offre pour nos études par cette énumération des matières qu'il contient : Livre premier. *L'Eternelle question*. I. Jésus-Christ est-il Dieu ? II. Écriture et Tradition. III. Crise du christianisme en dehors de l'Eglise. IV. La clarté des évangiles. V. L'harmonie des évangiles. VI. La gradation des évangiles. VII. Le rayonnement de la divinité dans Jésus-Christ. — Livre II. *La Science religieuse au siècle de Bossuet*. I. Bossuet serait-il incompétent ? II. Le génie et la méthode de Bossuet. III. Renaissance scientifique préparant le grand siècle de foi. IV. Henri IV et l'édit de Nantes. V. Rome donne à la France l'exemple des études orientales. VI. Richelieu et Bossuet. VII. Zèle de science dans la société française. VIII. Dépouillement de l'Orient par la science française. IX. Un souffle de croisade au xvii<sup>e</sup> siècle. X. Du contre-coup qu'aurait eu la révocation de l'édit de Nantes sur le génie de Bossuet. — Livre III. *Bossuet et les études bibliques*. I. Première rencontre de Bossuet avec la Bible. II. Bossuet à Metz confère avec les rabbins. III. Bossuet à Paris est en rapport

avec tous les grands centres d'érudition. IV. La commission des études bibliques, dite le « Petit Concile. » V. Travaux bibliques de Bossuet. VI. Le *Discours sur l'histoire universelle*. — Livre IV. *Bossuet et la critique sacrée*. I. Latitudes et limites dans l'interprétation des Écritures. II. Pourquoi le *Discours sur l'histoire universelle* n'a pas vieilli. III. Bossuet et le peuple de Dieu. IV. Bossuet et Richard Simon. V. Ce que sa vie avait enseigné, Bossuet l'a confirmé par sa mort. — Livre V. *Science et christianisme*. I. Ce n'est pas la science qui fait la guerre au christianisme. II. Le baron d'Eckstein. III. Silvestre de Sacy. IV. Le surnaturel proclamé par la science. V. Ce que pensait Buffon de l'accord du christianisme et de la science. VI. Le christianisme a-t-il à demander grâce ou à rendre grâces à la science? VII. Nos origines et nos fins, d'après le christianisme et la science. VIII. On ne détruit que ce qu'on remplace. IX. Le péril du christianisme est dans l'ignorance, non dans la science.

Notre impression d'ensemble, après une lecture attentive du livre de M. de Lacombe, a été excellente. Nous lui souhaitons un succès qui serait salutaire à beaucoup d'esprits. Le culte de l'auteur pour Bossuet repose sur de si justes fondements que c'est à peine si l'on ose y noter un peu d'excès. Nous regrettons davantage un certain excès de sévérité pour Richard Simon, tout en adhérant aux justes réserves de M. de Lacombe sur les tendances de cet exégète. La rhétorique nous a fait et nous fait encore tant de mal, que nous redoutons les objections trop véhémentes, trop oratoires, à la science critique et technique, malgré ses écarts. Mainte-nue dans ses justes bornes et dans

son *objectivisme* nécessaire, c'est d'elle que nous pourrions tirer le plus ferme obstacle aux extravagantes fantaisies du *subjectivisme* néo-kantien, en train de ravager non seulement de beaux esprits, mais de belles âmes. Nous souscrivons de tout cœur à cet égard aux vigoureuses, aux éloquentes protestations de M. de Lacombe. Nous avons admiré, avec la vaillance de sa foi et la fermeté de sa pensée, les belles qualités de son style, où nous voudrions toutefois un peu moins d'images, et qu'elles fussent toujours, comme dans Bossuet, pleinement adéquates à la pensée et à l'expression. Nous aurions bonne opinion d'un homme, voire d'une femme du monde, qui se plairait au livre de M. de Lacombe. M<sup>me</sup> de Sévigné l'aurait goûté. Elle en aurait écrit à M<sup>me</sup> de Grignan. M. S.

**Les saints successeurs des dieux**, par L. SAINTYVES, Paris, E. Nourry, 1907, in-8 de 416 p.

Le livre de M. Saintyves est une amplification de celui de Lucius. Il développe la même thèse, mais avec plus d'érudition et de clarté. En les comparant, on saisit sur le vif la différence qui existe entre l'esprit français et l'esprit allemand. C'est sans doute une question de méthode, mais la méthode influe beaucoup sur l'érudition elle-même. Elle ne la remplace pas, mais elle la systématise, la dirige et la rend par là même plus utilisable et plus apte à impressionner les esprits.

Certes, on ne pourra reprocher à M. Saintyves ni de dissimuler ses idées ni de reculer devant les conclusions les plus hardies. Le volume que j'ai sous les yeux n'est que le premier d'un vaste travail. D'autres



le suivront, et compléteront l'enquête. Le titre en indique nettement le contenu : le culte des saints dans l'Église chrétienne provient du culte des divinités païennes. On comprend ainsi qu'on nous parle de *mythologie chrétienne*. Dans cette hypothèse, que peut être le culte des saints, sinon une mythologie transposée ? C'est à montrer cette lente et laborieuse transformation que l'auteur consacre son étude.

L'ouvrage se divise en trois parties. La première s'occupe de l'origine du culte des saints. C'est le nœud même de la question. Le culte des saints provient du culte des héros et des morts. C'est la thèse même de Lucius. Nous ne contestons pas l'érudition de M. Saintyves. L'auteur est bien documenté. Il a lu tout ce qui a été écrit sur la question et en tire habilement parti. Les rapprochements qu'il met sous nos yeux donnent parfois à sa thèse une valeur apparente. On aurait tort de s'en étonner. Qu'il existe, en certains cas, de frappantes analogies entre le culte des héros païens et le culte des saints, ceux-là seuls peuvent être tentés de le contester qui ne se sont jamais donné la peine de faire une étude comparée de la mythologie païenne et du culte chrétien. On ne saurait douter que l'Église n'ait parfois imité, ne se soit même approprié le culte païen pour l'appliquer à ses saints. Il n'en aurait pu être autrement, et lorsqu'on connaît les transformations des sociétés et des institutions, lorsqu'on sait qu'on ne détruit que ce qu'on remplace, on trouve la chose naturelle. M. Saintyves force malheureusement la note. Sa thèse a un caractère trop absolu et trop intransigeant. Il s'acharne à réduire aux rites païens

tout le culte de nos saints et à faire de l'Église une simple plagiaire. Aussi quelques-uns de ses rapprochements sont-ils problématiques et d'autres trop forcés. Le sens du relatif est une qualité historique très appréciable, et les érudits qui voient dans le christianisme une simple continuation du paganisme sont aussi dans le faux que ceux qui ne verraient entre l'un et l'autre aucun point de contact. Si l'Église a fait quelques emprunts rituels au paganisme, elle a aussi introduit des pratiques et des rites absolument nouveaux et inconnus du monde romain.

La deuxième partie de l'ouvrage de M. Saintyves traite des légendes hagiographiques. On nous parle des sources ou plutôt on nous décrit le mode de formation de ces légendes. Quand on a lu l'ouvrage si sincère et si précis du P. Delehaye, on est suffisamment informé sur ce point, et l'on est aussi prévenu contre les surprises. M. Saintyves ne modifie en rien la thèse du savant bollandiste, auquel il se plaît d'ailleurs à rendre hommage et qu'il cite même bien souvent. Il entre dans plus de détails et systématise davantage les données historiques. Si, à proprement parler, il ne complète pas le savant belge, il précise et il éclaircit avec beaucoup de perspicacité. Cette partie contient également une part de vérité qu'il appartient à la critique de délimiter. L'imagination populaire est partout la même, et obéit partout aux mêmes lois. Ce serait à coup sûr s'abuser que de croire que chez les chrétiens des premiers siècles elle a été à l'abri de ses propres infirmités ou de ses entraînements. On sait d'autre part que l'imagination populaire, surtout en

matière religieuse, crée, amplifie et déforme. Rien donc d'étonnant qu'il se soit formé des légendes hagiographiques. Et comme l'imagination est féconde, on s'explique fort bien qu'elle ait employé des procédés multiples. Que ce soit par une fausse lecture des épitaphes, par une interprétation abusive des images, par l'utilisation du temps et du mobilier liturgiques, par les fables et les paraboles, par les traditions populaires et les mythes, on arrive toujours au même résultat : l'introduction de la légende dans le culte des saints. L'auteur développe avec adresse tous ces procédés et les appuie de nombreux exemples. Il faut pourtant assigner des limites à ce pouvoir créateur de l'imagination populaire. M. Saintyves va trop loin dans l'art d'établir des généalogies cultuelles. Certes nous sommes loin de méconnaître ce que ses inductions ont de fondé et même de certain. Mais quand, dominé par le souci d'une symétrie impeccable, on s'abandonne sur cette pente, on arrive inévitablement à des conclusions exagérées. Je signalerai notamment le chapitre VII qui s'occupe du culte solaire, parce que ma faible compétence en égyptologie me permet d'en contrôler les applications. Il m'est impossible d'admettre que le thème solaire, sous ses formes variées, ait exercé une influence profonde sur le culte chrétien. Il est vrai que l'auteur se borne presque continuellement à utiliser les témoignages d'autrui ; mais encore eût-il fallu les serrer de plus près et en examiner la valeur. L'affirmation des savants et même des spécialistes n'est pas toujours suffisante à établir une thèse de cette envergure, et il n'est pas sûr qu'en alignant des citations, on force le juge-

ment de la critique. J'eusse souhaité, pour ma part, un peu plus de discussion personnelle.

La troisième partie est consacrée à la mythologie des noms propres. C'est un sujet intéressant, et, ajouterai-je, fécond en légendes hagiographiques. Le langage est un puissant auxiliaire de la pensée. On voit combien les combinaisons verbales ont donné naissance à de faux cultes. Avec sa rigueur habituelle, M. Saintyves groupe et classe les différents exemples ou les différents cas. Quelques assimilations sont certaines. Nos meilleurs apologistes eux-mêmes n'ont aucune difficulté à le reconnaître. Il s'est produit, dans le cours de l'histoire, des fusions ou des confusions de personnages. On a identifié quelques saints avec des héros du paganisme uniquement parce que c'étaient des homonymes. Les exemples de M. Saintyves sont démonstratifs. Mais, une fois de plus, on force sans doute la note par amour de la symétrie. Prenez les légendes de sainte Marguerite et de saint Hippolyte, l'épiphanie d'Harpocrate et l'épiphanie du Christ. Isis et sainte Geneviève ; je doute fort que la critique, même la plus indépendante et la plus objective, ratifie les interprétations de M. Saintyves. Avec une pareille méthode, et en s'appuyant sur des ombres d'analogie, on arriverait à tout identifier, et à rattacher même Jésus-Christ au roi supplicié, comme l'a tenté M. S. Reinach. Ajoutons une autre observation. M. Saintyves dresse impitoyablement le bilan de la critique. Certes il a raison contre certains de nos historiens et de nos hagiographes, chez qui l'esprit critique laisse à désirer. Mais nos meilleurs érudits avaient déjà fait leur devoir et rejeté comme fausses un

grand nombre de ces dévotions. On avait donc pris position et sauvé l'honneur de la science catholique.

L'ouvrage de M. Saintyves soulèvera, je le prévois, bien des discussions. Il touche à un problème trop délicat pour laisser l'opinion indifférente. On l'appréciera différemment.

Nous-même, au cours de ce compte rendu, nous en avons signalé les points faibles. Il n'en reste pas moins vrai que nous avons là un ouvrage d'une haute valeur scientifique, qui a, quoi qu'on puisse en penser, sa place dans la bibliothèque de tout hagiographe sérieux. V. ERMONI.

### III. — MOYEN AGE

H. GRISAR, S. J. : **Il Sancta Sanctorum ed il suo tesoro sacro. scoperte e studi dell' autore nella cappella palatina Lateranense del medio evo**, con 62 illustrazioni. Rome, *Civiltà cattolica*, 1907, gr. in-8 de viii-199 p.

Le P. Grisar vient de réunir en un beau volume, orné de 61 héliogravures, les articles publiés par lui dans la *Civiltà cattolica*, en 1906 et 1907, sur les trésors d'art du *Sancta Sanctorum*. Comme nous avons déjà analysé ces articles (voir *Revue*, t. LXXXI, p. 279, t. LXXXII, p. 282), nous nous bornerons aujourd'hui à annoncer le volume. Il se divise en deux parties, dont l'une décrit la chapelle palatine de l'ancien Latran, et l'autre les reliques et les reliquaires qu'elle contient. Mais le livre qui vient de paraître n'est pas une simple reproduction des articles publiés dans la *Civiltà*. L'auteur les a complétés, et, quand il l'a fallu, corrigés. C'est ainsi qu'après avoir dit, dans l'article du 16 février 1907, que Mgr Wilpert, autorisé à dégager de sa gaine d'argent la célèbre image achéropite du Sauveur, l'avait trouvée complètement effacée, il rectifie dans son livre (p. 66) cette assertion. L'image achéropite fut, à l'origine, peinte sur une toile de chanvre, appliquée elle-même sur une tablette

de bois de noyer : elle représentait le Christ assis sur son trône, la main droite levée, la main gauche tenant un volume. Le nom latin *Emmanuel*, peint des deux côtés de la tête, prouve sa provenance romaine ; la peinture est antérieure à l'époque byzantine, mais le nimbe crucifère ne permet pas de la faire descendre plus bas que le milieu du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle. Elle fut restaurée une première fois sous le pape Jean X (911-928) : sur la peinture originale on colla une tête peinte sur toile, entourée d'un nimbe d'or et de pierres précieuses ; le reste de l'image fut recouvert d'un voile. Innocent III (1198-1216) donna encore à l'image une nouvelle tête, revêtant le tout d'une gaine d'argent doré décorée d'ornements en relief, et protégeant la tête par un verre. C'est cette gaine d'argent qu'avaient pu seule étudier le P. Grisar et M. Lauer (*le Trésor du Sancta Sanctorum*, dans les *Monuments et Mémoires* de la fondation Eugène Piot, Paris, Leroux, 1906), avant que Mgr Wilpert ait été autorisé à examiner l'image elle-même. Celui-ci a exposé les résultats de son examen dans le journal *l'Arte*, 3<sup>e</sup> fascicule 1907.

PAUL ALLARD.

**Codex diplomaticus Ordinis Eremitarum sancti Augustini Papiae**, auct. Rod. MATIOCCI et Naz. CASACCA. Roma, Loescher, 1907, 2 vol. in-fol. de LII-447 et XXXIII-418 p.

Les Ermites de Saint-Augustin avaient trois maisons à Pavie, Saint-Mistiola, Saint-Augustin du Ciel d'Or et Saint-Paul hors les murs. La première existait au commencement du XIII<sup>e</sup> siècle; la deuxième fut fondée sous le pontificat de Jean XXII en 1327; la troisième, vers 1470. Les documents contenus dans ces deux volumes les concernent toutes trois; les éditeurs les ont distribués suivant l'ordre chronologique, comme si ces couvents n'en avaient formé qu'un. Ils ont dû les rechercher dans les divers dépôts où les révolutions les ont dispersés : aux Archives d'État à Milan, à la bibliothèque des universités de Pavie et de Bologne, à Rome et ailleurs. Ceux qu'ils viennent de livrer au public atteignent le chiffre respectable de 646, s'échelonnant de 1558 à 1800. Ils étaient presque tous inédits. On y compte un certain nombre de bulles. Les auteurs du recueil ne se sont pas renfermés dans le cadre adopté pour les cartulaires ou les recueils de chartes. Tout ce qui leur a paru susceptible d'intéresser l'historien dans les épaves des archives de ces maisons augustiniennes a été soigneusement édité. Les travailleurs leur en sauront gré.

Cette publication est d'une importance exceptionnelle. Elle n'éclaire pas seulement le passé de quelques maisons religieuses et d'un Ordre prospère. On y trouve encore des documents auxquels devront recourir ceux qui s'occuperont, à un titre quelconque, de l'histoire religieuse, municipale, politique et artistique de

Pavie et de son université. Cette importance est due au rôle joué par les Augustins durant cette période de près de deux siècles et à la célébrité du plus connu de leurs couvents, celui de Saint-Augustin. Il va sans dire que le plus grand nombre des textes publiés le concernent.

L'église autour de laquelle il s'était constitué remontait au VII<sup>e</sup> siècle. Elle conservait le tombeau de Boèce et celui de Luitprand. Elle porta, ainsi que le monastère affecté à son service, le titre de Saint-Pierre au Ciel d'Or. Cette abbaye tint une place considérable dans la vie religieuse du nord de l'Italie pendant la période carolingienne et durant les X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles. Le culte de saint Augustin, dont les reliques y étaient gardées, contribua pour une part très grande à sa prospérité. Les Bénédictins, qui avaient desservi cette basilique pendant plusieurs siècles, cédèrent la place aux chanoines réguliers, en 1213. Les Ermites de Saint-Augustin obtinrent à leur tour d'avoir un couvent auprès de l'église de leur saint législateur. Il y eut ainsi deux maisons religieuses autour d'une même basilique. Ce fut l'occasion d'irréconciliables conflits, qui durèrent longtemps. Il en reste, dans le *Codex*, un certain nombre de documents, qui sont des plus curieux.

Les Ermites de Saint-Augustin prirent à cœur le culte de leur saint patron. Il se fit, par leur initiative, de nombreux et importants travaux d'embellissement dans la basilique. On leur doit le sarcophage de saint Augustin. Ils eurent à se faire construire un couvent. C'était au XIV<sup>e</sup> et au XV<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire à une époque de grande effervescence artistique. Les amis et protecteurs qu'ils avaient à Pavie appartenaient aux

premières familles; ils contribuèrent largement à leurs pieuses entreprises. Le temps et les hommes ont respecté une partie des œuvres exécutées alors. On retrouve dans le *Codex diplomaticus*, avec de nombreux actes de donation relatifs à ces travaux, les comptes du monastère. Le recueil ne renferme rien de plus intéressant. On suit ainsi l'une des phases de la vie artistique d'une cité italienne.

Les chrétiens de Pavie aidèrent les Augustins des trois couvents à assurer leur existence par leurs offrandes et leurs fondations pieuses; beaucoup demandèrent à être ensevelis dans leurs églises. Les actes, témoins de leurs générosités, portent des noms d'hommes et de femmes ayant appartenu à des familles qui jouèrent un rôle. Les religieux eurent des ventes et des échanges à contracter. On peut, avec l'ensemble de ces actes, reconstituer la situation économique de ces trois communautés. Ils s'occupèrent de leurs bibliothèques. On le voit aux beaux manuscrits qui nous en restent. Il y eut parmi eux des copistes qui travaillèrent pour le dehors.

L'ordre des Augustins n'eut guère de maison plus florissante. L'élite de ses sujets y a passé. La présence du corps de saint Augustin suffisait pour l'attirer. Du couvent du Ciel d'Or, il sortit des hommes qui exercèrent dans l'ordre les premières charges. D'autres se signalèrent aux habitants de Pavie par leurs vertus et leur science, et par l'action qu'ils exercèrent. L'université leur dut des maîtres éminents. Les noms de tous ces religieux se trouvent dans les documents du recueil avec les actes qui concernent leur vie publique.

Cette publication fait grand honneur à l'ordre de Saint-Augustin. La

maison qu'il a rétablie à Pavie n'avait pas de meilleur moyen de lier son avenir à un passé glorieux. On nous annonce l'apparition d'un troisième volume. Puisse-t-il ne pas se faire trop attendre!

J. BESSE.

—  
**Études sur les fausses Décrétales**, par P. FOURNIER. Louvain, bureaux de la *Revue d'histoire ecclésiastique*, 1907, in-8 de 121 p.

Les controverses soulevées par la question des fausses Décrétales n'excitent plus d'aussi ardentes passions qu'autrefois, mais la détermination exacte de leur date et de leur patrie, la conduite observée par le Saint-Siège lors de leur apparition, font encore l'objet d'intéressants débats. M. P. Fournier qui, à plusieurs reprises déjà, a traité ce sujet délicat, met aujourd'hui au point les résultats des travaux récents et de ses incessantes recherches personnelles.

La collection du Pseudo-Isidore est une *Hispana* complétée par des apocryphes qui nous livrent assez clairement la pensée du faussaire. Des divers points doctrinaux mis en lumière, il ressort que l'auteur ne semble touché que des controverses appartenant à la première moitié du ix<sup>e</sup> siècle. Les textes relatifs à la discipline s'inspirent des pensées habituelles des hommes qui voulaient à la même époque réformer l'Église. Comme l'accusation, prélude de la spoliation, était alors l'arme empoisonnée dont les puissants se servaient contre les évêques dont ils convoitaient les biens, « Isidore » met en relief la gravité d'une accusation portée contre un supérieur, réclame une procédure équitable, repousse les vexations inutiles, et déclare la péni-

tence compatible avec la conservation des fonctions. Mais, pour échapper ainsi à l'influence du pouvoir séculier, il fallait trouver un point d'appui. Rome seule pouvait le fournir. Jamais les fausses Décrétales n'auraient pu être rédigées dans les termes où nous les possédons, si le Saint-Siège n'eût été, au temps de leur rédaction, en possession d'une autorité dont il était indispensable d'obtenir le concours afin d'assurer l'indépendance nécessaire à l'Eglise dans l'Empire franc (p. 43) Et pour arriver à ces résultats, il était en même temps nécessaire d'empêcher l'anarchie de l'intérieur par la destruction de l'influence des chorévêques, et l'oppression du dehors par les attributions bien déterminées d'une hiérarchie de métropolitains et de prélats. Telles sont aussi les préoccupations sensibles qui se retrouvent dans tout l'ensemble des textes forgés.

L'auteur détermine ensuite les dates extrêmes entre lesquelles on peut placer la composition des fausses Décrétales, et il arrive, au moyen de comparaisons de textes et de déductions sur lesquelles nous ne pouvons nous étendre ici, à fixer approximativement l'année 850. Quant à la patrie des documents isidorien, M. P. Fournier, après avoir écarté les provinces de Mayence et de Reims, démontre que ces textes conviennent à la situation de la province de Tours entre 846 et 852, relève l'existence d'un atelier d'apocryphes de la même facture dans la région mancelle, et attribue nettement à cette association la paternité de la compilation qui nous occupe.

Que reste-t-il maintenant des calomnies répandues sur la Papauté à l'occasion de l'œuvre du faussaire

manceau? M. P. Fournier en démontre l'inanité d'une façon magistrale. L'autorité des fausses Décrétales, en effet, n'a guère été reconnue en Italie que vers la fin du ix<sup>e</sup> siècle. Nicolas I<sup>er</sup> et ses successeurs, sans répudier l'œuvre d'Isidore, ont observé vis-à-vis d'elle une grande réserve, dont ils ne se sont départis qu'au xi<sup>e</sup> siècle, au temps de la réforme de Grégoire VII. Il est donc juste de conclure que le mouvement de concentration autour du Saint-Siège ne s'est pas du moins produit sous l'influence des textes isidorien, et que, s'il en a reçu une certaine accélération, il ne lui est pas redevable de son origine.

G. PÉRIES.

**Hildebert von Lavardin und das kirchliche Stellenbesetzungsrecht**, von Dr. Jur. Franz X. Barth (*Kirchenrechtliche Abhandlungen*, 31 bis 36 Heft). Stuttgart, Enke, 1906, in-8 de 20-489 p.

Des pages de ce beau et substantiel volume, une conclusion se dégage, dont il faudra désormais tenir compte, c'est que l'histoire du droit canonique a beaucoup à apprendre dans les Œuvres d'Hildebert de Lavardin, évêque du Mans, puis archevêque de Tours (1056-1133). Sans doute ce prélat est inférieur comme canoniste au fameux Yves de Chartres, mais, observateur averti, mêlé à diverses luttes politiques et à d'innombrables affaires religieuses, il nous présente dans ses écrits un véritable miroir de son temps. M. Paul Fournier avait déjà composé un minutieux travail pour indiquer toute une série d'emprunts faits par Hildebert au Décret et aux Panorinies, et dont ce dernier émail- lait sa correspondance. Le savant

évêque avait au reste une pratique très étendue des collections connues et d'autres sources que nous soupçonnons seulement; on lui attribue même la confection d'une des nombreuses collections qui furent alors composées. Son domaine principal fut la matière si compliquée de la collation des bénéfices et des dépositions (c'était aux <sup>x</sup><sup>e</sup> et <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècles la question à l'ordre du jour), et celle de la réforme de l'Eglise. Ses écrits nous le montrent d'ailleurs toujours dévoué au Saint-Siège mais sachant, quand le bien général l'exigeait, parler ferme au Pape et à ses légats, en évêque conscient de son autorité. Le docteur Barth, sans insister sur le côté littéraire des écrits de son héros, l'envisage surtout comme canoniste. Il signale ainsi dans les épîtres d'Hildebert le commentaire de vingt-neuf irrégularités entravant l'avancement aux ordres, avec la théorie de leurs rémissions et dispenses; il évoque ensuite les discussions relatives au célibat et à la simonie, puis il examine l'intervention des laïques ou des personnages ecclésiastiques dans les élections aux bénéfices, pour aborder enfin la question de la promotion à l'épiscopat. Toute la doctrine juridique du prélat apparaît ainsi fortement groupée autour de l'idée centrale qui lui était imposée par les préoccupations politiques de la société au milieu de laquelle il vivait. L'histoire de l'élévation d'Hildebert sur le trône épiscopal du Mans, puis au siège métropolitain de Tours, d'autres exemples encore, jettent un jour bien curieux sur la sombre querelle des investitures dans notre pays. Cette sèche énumération des chefs principaux de l'activité juridique d'Hildebert ne nous permet guère de mettre dans le relief voulu

tout l'intérêt qui se dégage, pour l'historien et le canoniste, de cette noble vie; nous résumons pourtant notre impressions en disant que du livre de M. Barth ressort la grande figure d'un prélat trop peu connu, et qui travaille sans défaillance pour le droit, la liberté et la pacification. Ce fut une connaissance éclairée des lois de l'Eglise qui dirigea et soutint toujours l'énergie d'Hildebert et le fit poursuivre la grandeur de l'Eglise et de son pays dans une harmonie sincère des forces sagement modérées et des volontés guidées par sa prudence.

L'auteur s'est justement passionné pour son sujet. Il en possède à fond la littérature, et complète par des aperçus personnels dignes de retenir l'attention les travaux récents sur les élections épiscopales, la querelle des investitures, le rôle considérable d'Yves de Chartres, et la politique générale du Saint-Siège dans les deux siècles qui ont immédiatement précédé la Réforme. Il faut lui rendre ce témoignage qu'il aura largement contribué à faire restituer à son héros la place à laquelle il a droit, et que l'injuste oubli lui a fait perdre au cours des siècles. Hildebert fut vraiment un grand évêque, un canoniste de valeur, disons mieux, empruntant le jugement de l'auteur, « un homme digne d'être rangé parmi les plus éminents et les meilleurs de son temps. »

G. PÉRIES.

---

**Robert le Fort et les origines de la race capétienne**, par L. DE BEAURIEZ. Paris, Perrin, in-12 de 162 p.

Certes, s'il est une période du passé où la tâche de l'historien soit ardue, c'est bien celle des Carolingiens.

Les splendeurs du règne du grand empereur d'Occident font ressortir les ténèbres qui leur succèdent. Le génie de Charlemagne a épuisé les vitalités de sa race, qui décline et s'effondre. Malgré ces difficultés, M. de Beauriez a heureusement résolu le problème. Au milieu de ce pays déchiré par les factions intérieures, inondé par les invasions formidables des Normands et des Hongrois, auprès de cette suite de rois de plus en plus incapables et méprisés, qui ne savent qu'acheter à prix d'argent une trêve honteuse, il nous montre la race de l'avenir qui s'élève, qui s'impose par les services rendus, par les nécessités du danger national. Sur ce fond ténébreux et sanglant, sous la plume de M. de Beauriez se détachent bien vivants, bien accentués, ces *ducs de France* qui se succèdent et se ressemblent. Ils se passent les uns aux autres, avec leur formidable épée, leurs traditions de vaillance, de loyauté et de patriotisme; ils constituent ainsi le patrimoine de leur race, en qui vont s'incarner pendant des siècles la gloire et la prospérité de la France. A l'aide des quelques chroniques contemporaines, M. de Beauriez fait revivre ses héros. Nous suivons le chef de la race, Robert le Fort, aussi sage dans le conseil qu'indomptable sur le champ de bataille, dans ses luttes homériques contre les Normands qui, étonnés, s'enfuient : de ces populations qu'il vient de sauver, il reçoit le surnom de Machabée; et, comme le libérateur d'Israël, il meurt dans son triomphe. Et puis, Eudes et le siège de Paris; Robert II et ses triomphes sur les inlassables ennemis à qui la lassitude royale abandonne une partie du territoire; enfin, la figure vaillante et loyale de Hugues le Grand.

T. LXXXII. 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1907.

Le tout se termine à l'élection de Hugues Capet comme roi de France. M. de Beauriez fait des efforts pour prouver la légitimité de cette élection à un trône moralement vacant. En tout cas, les Capétiens étaient tout aussi légitimes que les Karlovingiens, deux siècles auparavant; et au même titre, à celui que la Providence leur conférerait successivement pour les missions de l'avenir. Toute cette histoire est exposée d'une manière claire, élevée, et dans un style très vivant.

A notre avis, l'ouvrage devrait s'arrêter là. Malgré son intérêt, le tableau que l'auteur ajoute de la race des Capétiens et de ses diverses ramifications en Europe n'a qu'un attrait secondaire, et est disproportionné à la première partie. On a aussi besoin de se rappeler que M. de Beauriez a mis sur la couverture que cet ouvrage est une « Introduction à l'histoire des saints de la maison de France, » pour découvrir les rapports qu'il peut y avoir entre Robert le Fort et le traité sur la canonisation des saints, figurant en appendice à la fin du volume.

Malgré ces critiques de détail, nous ne pouvons que rendre hommage au talent et aux sentiments de l'auteur et à l'intérêt de son œuvre.

Dom du BOURG.

**Innocent III; la question d'Orient**, par Achille LUCHAIRE. Paris, Hachette, 1907, in-16 de 303 p.

Dans ce nouveau volume, M. Luchaire poursuit, avec tout le talent que nous avons déjà signalé dans les précédents, son histoire d'Innocent III. En quatre chapitres, il nous décrit la politique suivie par ce pape en Orient, ses projets de croisade en Terre sainte, traversés à deux re-



prises par l'égoïsme politique des Vénitiens et des nobles croisés, l'expédition de Constantinople et l'établissement de l'Empire latin, les relations du Saint-Siège avec les princes qui se partagèrent les dépouilles des Grecs, avec le clergé latin qui essaya de supplanter, dans ces régions, le clergé byzantin, avec les prélats et les princes grecs qui maintenaient soit au sein de l'Empire franc, soit dans les pays hellènes restés indépendants, la haine du nom latin; enfin il nous raconte les efforts infructueux qui furent faits par le pape et ses légats pour amener entre l'Eglise romaine et l'Eglise grecque l'union toujours poursuivie et jamais réalisée.

Ainsi conçu, ce volume est peut-être le meilleur de ceux que M. Luchaire a consacrés à Innocent III; en tout cas, c'est celui qui paraîtra le plus nouveau aux lecteurs auxquels il s'adresse. Ils y découvriront un Innocent III que l'enseignement traditionnel ne leur avait pas montré jusqu'ici. Au lieu du pape fier, orgueilleux même, faisant plier sous sa suzeraineté universelle les empereurs et les peuples, ils verront un politique sage et prudent, adaptant aux circonstances son idéal surnaturel, poussant jusqu'aux dernières limites la patience à l'égard des rebelles et témoignant aux Grecs, qu'il voulait ramener à l'unité, une condescendance pleine de miséricorde. En humanisant ainsi ce grand caractère, M. Luchaire nous le rend plus sympathique; en nous montrant les difficultés que son œuvre rencontra à chaque pas et les oppositions de toutes sortes qui l'entravèrent, il fait encore mieux ressortir la beauté de l'idéal religieux que, malgré tout, le pape ne cessa de poursuivre; et ainsi, Innocent III

nous apparaît plus grand dans ce livre qui raconte les résistances à son œuvre et l'échec final de ses projets de croisade et d'union. M. Luchaire a été sensible le premier à ce spectacle grandiose d'une belle intelligence, d'une âme surnaturelle se heurtant à l'égoïsme, aux intérêts matériels et aux vues mesquines; car dans aucun de ses volumes précédents, il n'avait parlé avec autant d'admiration et de respect d'Innocent III.

Il serait intéressant d'examiner, sous la conduite de M. Luchaire, la politique que suivit Innocent III en Orient; nous n'en relèverons qu'un trait qui a conservé encore de nos jours toute son actualité. Comment fallait-il traiter les Grecs qui acceptaient l'union avec l'Eglise romaine? « Tu voudrais savoir, écrivait le pape à l'archevêque latin de Patras, quelle mesure il convient de prendre à leur égard. La révolution qui vient de s'opérer en Orient est si récente et l'avenir encore si incertain qu'il ne faut procéder en cette affaire qu'avec la plus extrême prudence. » Aussi conseillait-il « de mettre des évêques grecs dans les diocèses de population exclusivement grecque; » il prenait leur défense contre les abus de pouvoir des métropolitains latins et établissait une égalité absolue entre les prélats des deux rites. « Tu jouiras, écrivait-il à l'évêque grec de Rodosto, de la même liberté qui est accordée à tous les évêques latins de la Romanie et tu auras sur tes sujets la même juridiction. » (p. 235). Il reconnaissait la validité des rites byzantins et ordonnait de laisser en paix les fidèles et les clercs qui s'y étaient conformés.

Innocent III montra la même tolérance, même envers les Grecs qui

restaient séparés de l'Eglise romaine. On en a pour preuve les négociations qu'il engagea avec l'empereur de Nicée Lascaris, le patriarche grec de Constantinople et les évêques de son obédience. En le constatant, M. Luchaire rend un bel hommage à la politique d'Innocent III : « Il faut, dit-il, lui rendre cette justice que, s'il a essayé de rallier à ses idées et à sa foi le peuple schismatique d'Orient, son esprit de modération et de tolérance lui a permis de comprendre qu'il n'obtiendrait rien par la force. Il n'y a pas eu de persécution religieuse, au moins de son fait, après la fondation de l'Empire latin » (p. 244).

Léon XIII n'a pas agi autrement dans ses rapports avec l'Orient; lui aussi, il a respecté ses rites, son autonomie; lui aussi, il a traité avec une fraternité vraiment chrétienne les prélats schismatiques groupés autour du patriarche de Constantinople; lui aussi, il a essayé de conquérir l'Orient par les armes de la controverse et de la charité. N'est-il pas curieux de constater, à plus de six siècles de distance, la même politique chez le pape en qui on veut incarner la théocratie orgueilleuse du moyen âge et chez celui qui a poussé jusqu'aux dernières limites l'esprit de conciliation ?

Sans les chercher le moins du monde, le livre de M. Luchaire suggère beaucoup d'aperçus et de comparaisons du même genre; et c'est là ce qui donne à cette étude sur un pape du moyen âge un intérêt vraiment actuel.

JEAN GUIRAUD.

**Lettres de Louis XI, roi de France**, publiées par Joseph VASEN. [Société de l'histoire de France.] T. VIII (1479-1480) et IX (1481-1482). Paris, Renouard, 1903 et 1906, in-8.

Au prix d'un labeur toujours soutenu, M. Vaesen poursuit régulièrement sa publication des *Lettres de Louis XI*; les tomes VIII et IX embrassent une période particulièrement intéressante, car, si le roi commence à vieillir, l'activité de son esprit demeure toujours aussi grande, et les événements que suscitent la liquidation de la succession de Charles le Téméraire et la lutte avec Maximilien d'Autriche donnent lieu à une abondante correspondance. Comme dans les volumes précédents, on voit Louis XI non seulement s'occuper lui-même très directement des négociations diplomatiques et de l'administration générale du royaume, mais encore intervenir dans les moindres détails de tel procès auquel il s'intéresse personnellement, ou provoquer la solution de telle affaire de minime importance; il est avant tout un homme pratique, il reste volontiers dans le domaine des faits concrets, et l'on ne trouve guère dans ses billets l'exposé de doctrines ou de théories sur la politique intérieure ou extérieure.

Son style, bref et incisif, reflète bien son caractère : en refusant au Parlement de réintégrer dans leurs offices les conseillers destitués pour avoir manifesté trop d'indulgence à l'égard du duc de Nemours, il s'étonne que cette haute juridiction « deust faire si bon marché de [sa] peau; » il ne craint pas de traiter tout crûment ses ambassadeurs de « bêtes, » et il leur enjoint de ne jamais faire les premiers aucune

proposition. Son cynisme ne cherche pas à se dissimuler, quand il escompte la mort prochaine du roi René pour retarder et, par suite, éviter le paiement des 50,000 écus dont il lui est redevable; à l'égard des prisonniers de guerre, il n'entend pas que ses capitaines victorieux le traitent « à l'avarice, » et il ne se prive pas de faire « empoigner par force » ceux qui pourraient lui nuire et qu'il veut réduire définitivement à l'impuissance.

L'annotation est toujours aussi abondante et aussi soignée que dans les précédents volumes : aucun personnage n'est mentionné sans que M. Vaesen ne nous retrace les phases importantes de sa vie et ne nous indique les sources manuscrites ou imprimées de son information; il n'est fait allusion à aucun événement, sans que M. Vaesen cherche à en rétablir les circonstances, et, comme personne ne connaît mieux que lui l'histoire du règne de Louis XI et la documentation de cette histoire, on peut dire que sa publication, quand elle sera achevée et munie de tables alphabétiques, sera une véritable encyclopédie de cette période de l'histoire de France et même de l'histoire de l'Europe.

C'est à peine si, dans ces deux forts volumes, nous relevons une ou deux inexactitudes de détail : le nom de lieu cité au t. VIII, p. 52, n'est pas Merviller (Meurthe-et-Moselle), mais Marville (Meuse, arr. et cant. de Montmédy), ville dont la possession appartenait par moitié aux ducs de Bourgogne et de Lorraine; sur Jean d'Esne (*ibid.*, p. 65), M. Vaesen aurait sans doute trouvé quelques renseignements complémentaires dans la *Notice sur le village d'Esnes*, de Le Glay (*Mém. de la Soc. d'émulation de*

*Cambrai*, t. XIV [1833]); enfin, malgré le soin avec lequel il a conduit ses investigations, M. Vaesen a laissé échapper une lettre adressée par Louis XI le 27 janvier 1480 (n. st.) à l'échevinage de Péronne, pour lui demander le prêt de 400 écus d'or, lettre transcrite dans le registre aux Résolutions des années 1465-1484, fol. 251 v° (Arch. municip. de Péronne). Mais ce sont là de bien faibles taches qui n'enlèvent rien de sa valeur à cette importante publication.

ANDRÉ LESORT.

**Geschichte des deutschen Volkes vom dreizehnten Jahrhundert bis zum Ausgang des Mittelalters**, von Emil MICHAEL. IV Band. *Deutsche Dichtung und deutsche Musik während des dreizehnten Jahrhunderts*. Freiburg im Breisgau, Herder, 1906, in-8 de xxvii-457 p.

On n'a pas oublié ce qui a été dit (voir *Revue*, LXIII, 316; LXIX, 356; LXXV, 691) des trois premiers volumes de ce grand ouvrage. Avec le quatrième, exclusivement consacré à la poésie et à la musique, le P. Michael aborde l'art allemand au moyen âge, ce qui en promet au moins un autre pour les arts plastiques.

Les précédents volumes constatent déjà l'influence française sur le développement de la civilisation en Allemagne. C'est de France ou d'Irlande que l'Allemagne a reçu ses premiers missionnaires; c'est de France que partit, au x<sup>e</sup>, au xi<sup>e</sup>, au xii<sup>e</sup> siècle, le mouvement de réforme qui, avec Cluny et Cîteaux, renouvela la vie religieuse avant la création des Ordres mendiants; ceux-ci à leur tour trouvèrent en France leur principal point d'appui. C'est à l'Université de Paris pour la théologie comme à

celle de Bologne pour le droit, que les jeunes Allemands venaient compléter leur instruction ; et si l'une des plus grandes figures du moyen âge, dans les sciences naturelles comme dans la philosophie et la théologie, Albert le Grand, fut un Allemand, son séjour prolongé à Paris ou à Cologne, mais en fréquente relation avec Paris, n'a pas nui à sa notoriété. Même influence en littérature : c'est en grande partie à la littérature française que se rattache la poésie allemande du *xii<sup>e</sup>* siècle.

« Il faut, écrivait-il y a près de quarante ans Léon Gautier, que l'ingrate Europe en prenne son parti : nous possédions tout une littérature quand elle savait lire à peine. » C'est à notre matière épique,

De France, de Bretagne et de Rome la grant,

mais surtout à notre matière de Bretagne, que les premiers poètes allemands empruntent leurs sujets. Ils travaillent sur commande, pour le compte des princes qui veulent égayer leurs cours de ces récits. Le curé Conrad, qui vers 1131 écrivit le *Ruolandes Liel*, et auquel le P. Michael ne consacre qu'une ligne, est traité par Léon Gautier avec plus d'égards : le poème, nous apprend ce dernier, lui fut commandé par Henri le Lion ou par son père. Il « s'est bien gardé de rien changer à la lettre du modèle qu'il avait sous les yeux, et qui se rapprochait beaucoup de notre texte d'Oxford ; mais il s'est donné toute liberté quant à l'esprit. Il débute par une belle invocation « à Dieu très puissant et très bon, » et, dans tout le cours de la chanson, il christianise tout ce qu'il touche. Ce n'est pas, sans doute, la petite dévotion superstitieuse et étroite de la chronique

de Turpin ; non, c'est la large, forte et mystique piété allemande. La beauté est absente de l'œuvre apocryphe du faux Turpin, mais non pas du *Roland* allemand, qui est majestueux et grave, et dans lequel on signale à bon droit des morceaux d'une précieuse originalité, tels que la « Communion, » et le « Miracle de la Rosée. »

Même fidélité, pour la matière de Rome, à s'inspirer des modèles français : Henri de Veldeke, dans l'*Enéide* qui l'a rendu célèbre, n'a pas imité Virgile, mais le *Roman d'Enée*, d'un auteur français inconnu.

La matière la plus en vogue est celle de Bretagne, ce vaste ensemble d'aventures se rattachant au cycle d'Artus, sans cesse remaniées par les trouvères des cours d'Angleterre et de Champagne, et dont Chrétien de Troyes fut chez nous le plus grand interprète. Cela plait mieux à la galanterie des cours que l'austérité franke du cycle de Charlemagne.

S'il y a place à côté de cette triple matière française pour les vieux héros de la légende nationale, c'est encore sous l'influence française que cette légende prend au cours du *xiii<sup>e</sup>* siècle, notamment avec les *Nibelungen* et *Gudrun*, sa forme définitive. On a soutenu que notre Roland procède de Sigurd ; autant dire que la rédaction actuelle des *Nibelungen* procède du *Roland* de Conrad, qui lui est antérieur au moins d'une génération. Ce qu'on ne saurait nier, c'est que, pour la transformation des légendes primitives, le style et la versification, les derniers rédacteurs de la matière germanique ont été à l'école de nos trouvères.

On voit aux substantielles analyses de Henri de Veldeke, d'Hartmann d'Aue, de Gottfried de Strasbourg,

de Conrad de Wurzburg, de Conrad de Fussesbrun, et du plus grand de tous, Wolfram d'Eschenbach, l'auteur du *Parzival* allemand, telles que nous les présente le P. Michael, que même dans les sujets empruntés aux auteurs français les Allemands demeureraient originaux : on n'a pas craint de nommer *Parzival* le *Faust* du xiii<sup>e</sup> siècle, et si l'appréciation peut paraître exagérée, elle est à coup sûr plus près de la vérité que la boutade du roi de Prusse Frédéric II, déclarant que tout le poème ne vaut pas un coup de fusil. Ce n'est pas lui d'ailleurs qui à ses soupers eût fait représenter la *Nuit de Walpurgis*. Il n'en est pas moins à regretter que tant d'Allemands s'en soient tenus aux sujets étrangers, et qu'à l'école de la poésie française, avec l'élégance de la forme, ils aient pris la galanterie et la frivolité. C'est ce qu'on retrouve, en dehors des grandes épopées, dans les contes, souvent licencieux, et dans la poésie lyrique.

De tous ces contes, le plus réussi est le *Curé Amis* d'un poète nommé Stricker, qui tenta aussi l'épopée et la poésie didactique. Ce curé Amis est un Anglais qui use de son caractère sacerdotal pour escroquer aux naïfs leur argent : vraie composition picaresque, sans autre but apparent que l'amusement du lecteur, mais avec l'intention cachée de flétrir les vices du clergé : l'avarice, la simonie, le commerce de reliques apocryphes, les faux miracles. Ce sont les mêmes abus que l'inquisiteur anonyme de Passau, à la même époque et dans le pays où vécut Stricker, en Autriche, signalait comme une occasion pour l'hérésie d'ébranler la vraie foi.

Les nouvelles allemandes du xiii<sup>e</sup> siècle sont en grand nombre excel-

lentes, tant pour le fond que pour la forme : la langue est formée, la technique du vers supérieure, le récit bien conduit. Celles qui blessent la morale sont presque toutes de la seconde moitié du xiii<sup>e</sup> siècle et d'origine romane : faut-il y voir l'influence française ou l'influence italienne des entours de Frédéric II ? De plus en plus le genre dégénère vers l'immoralité : au xv<sup>e</sup> siècle ce ne fut souvent, même en Allemagne, qu'une matière où l'ordure ne se rachetait par aucun trait d'esprit.

A plus d'un égard les nouvelles ont un côté didactique : la fable pourrait être considérée comme l'intermédiaire entre les deux genres. Nous retrouvons Stricker fabuliste, et ses fables portent le cachet humoristique de ses nouvelles, tout en mettant plus en relief la leçon morale que l'auteur prétend tirer de son récit. Cette morale n'est pas la plus relevée ; on y retrouve les déceptions du jongleur que paient mal ceux qu'il a fait rire : tel le morceau intitulé *Des seigneurs d'Autriche*. Mieux inspirées sont les pièces où il met en scène des animaux : c'est là l'éternel élément de la fable. Tel le *Chat qui veut se marier*. Il demande à la femme du renard quelle peut être la plus digne. « Le soleil, rien de plus puissant, répond-elle, ou la nue qui cache le soleil, ou le vent qui chasse la nue, ou la maison qui résiste au vent, ou la souris qui ronge la maison, ou la chatte qui ronge la souris. » Et le chat finit, avec l'affront en sus, par où il aurait dû commencer.

A la fable se rattache la grande épopée du Renard. *Le Reinhart Fuchs* allemand remonte dans sa première forme à 1180. C'est l'œuvre d'un Alsacien, Henri de Glîchezâre, qui s'inspira d'une de nos versions françaises

de *Renart le Goupil*; elle fut remaniée au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle. Les versions allemandes ultérieures proviennent du *Reinaert* hollandais de Willem, travail du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle qu'un Hollandais, Jan te Winkel, proclame le chef-d'œuvre de toutes les épopées d'animaux en langue européenne : rangeons-nous à l'appréciation d'un homme dont la nationalité nous garantit le sang-froid.

Dans la matière didactique proprement dite, il y a de curieux documents à recueillir sur toutes les classes de la société : il ne s'agit plus seulement, comme dans les épopées chevaleresques, des idées et du monde des cours, ou, si on en parle, ce qui arrive encore souvent, c'est pour en montrer la réalité. A cet égard le *Convive welche* de Thomasin de Zirclara est curieux : il traite Walther von der Vogelweide de calomniateur pour avoir soutenu que le Pape s'est enrichi de l'argent recueilli pour la croisade. « C'est la courtoisie et la haine qui l'ont poussé à dire cela. » On voit à quel ton montait déjà la polémique. Freidank, autre poète nomade, gentil-homme sans doute, et qui finit par se croiser, ne voit que trois états créés par Dieu : paysan, chevalier, prêtre, et cela, pour les trois grands services, nourrir, défendre, enseigner. Un autre état, qui se rend maître des autres, est l'œuvre du diable : c'est l'usure. Et il est à croire que la plupart des usuriers rencontrés par Freidank étaient de la bourgeoisie, un état que Dieu n'a pas établi comme les autres.

La lyrique, dit le P. Michael, est la poésie du cœur, qui par nature chante tout ce qu'il sent. Mieux que les épopées et les poèmes didactiques, mieux même que ce qui s'offre

d'actualité dans un conte satirique, les œuvres lyriques conservent comme un rouleau de phonographe les impressions d'une époque.

L'amour qui envahit et qui gâte parfois tant de longs récits du moyen âge se retrouve dès le <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle dans les *Minnelieder* des chevaliers autrichiens. On veut voir l'influence française ; peut-être serait-il plus exact de parler d'influence romane et provençale. Ce sont les troubadours provençaux qui donnèrent les premiers à la poésie d'amour un caractère licencieux : on sait que beaucoup d'entre eux firent cause commune avec les Albigeois, et quand Marie de Champagne, fille de Louis VII et d'Alienor de Guyenne, posait en principe qu'il n'y a pas d'amour en mariage, ce qui parlait en elle ce n'était pas le sang de la France du nord, la France franke qui avait vu naître à la génération précédente le cycle de Charlemagne. Comme le fait remarquer le P. Michael, le culte de la femme, *Frauentienst*, varie du sud au nord de la France, et de la France à l'Allemagne. Toutefois, il garde dans la France du nord une élévation et une pureté qui le rapprochent de la conception allemande. En Allemagne, du reste, les influences étrangères, peut-être aussi la vieille concupiscence commune à toutes les races, arrivent parfois à le corrompre.

De toutes les figures qui brillent dans cette mêlée de chanteurs, celle qui tient le premier rang est sans aucun doute Walther von der Vogelweide. Sa réputation subsiste encore, et c'est peut-être le seul qui jouisse même en France d'une certaine popularité. On a vu déjà que sa figure n'est pas seulement curieuse au point de vue littéraire : c'est un

de ces gentilshommes qui mettent leur plume comme leur épée au service de qui les paie. Avant l'imprimerie il représente la presse, restreinte à un public de cour, mais déjà puissante sur l'opinion. C'était peut-être, comme le Parzival de Wolfram, un de ces cadets quittant après la mort du père comme un étranger le fief où, dès l'enfance, il avait été traité en maître ; les aventures qui devaient le conduire à la fortune furent des volées de vers contre les ennemis de ses maîtres gibelins. Parzival pourfendait d'autres géants.

Nombre d'œuvres poétiques du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle en Allemagne sont de pures compositions religieuses. Elles ont pour la plupart dans la langue originale un charme que l'idiome moderne est impuissant à rendre.

Ce sont d'abord les recueils de légendes. On en compte deux principaux, le *Buch der Väter*, imité des *Vitae Patrum* attribuées à saint Jérôme, et le *Passional*, tiré de la *Légende dorée* de Jacopo de Voragine. Ce n'est pas de l'histoire, la critique n'a rien à en dire, ce sont de gracieux symboles où, comme d'un ciel étoilé, les justes glorifiés envoient de la patrie céleste des saluts et des signes d'intelligence à ceux qui poursuivent encore ici-bas leur pèlerinage. Nous n'avons rien de tel en France : notre genre d'esprit n'y prête pas.

Ce sont ensuite les allégories religieuses. Les œuvres didactiques en foisonnent. Le célèbre dialogue entre la Justice, la Miséricorde, la Vérité et la Paix a passé du premier sermon de saint Bernard pour l'Annonciation dans une foule d'œuvres religieuses du moyen âge : saint Bonaventure, ou l'auteur quel qu'il soit des Méditations sur la Vie de Jésus-

Christ placées sous son nom, le cite et le reproduit en abrégé ; on retrouve plus tard quelque chose de pareil dans le *Triomphe de la Passion* de saint Laurent Justinien. En Allemagne, ce fut au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle un passage de la *Rédemption*, œuvre d'un poète hessois dont le style orné rappelle celui de Gottfried de Strasbourg. La célèbre méditation des deux Étendards, de saint Ignace de Loyola, est donnée d'avance avec de longs développements par l'œuvre presque inconnue d'un chevalier de l'ordre teutonique, *Das Büchlein des lieben Christus*, où se montre l'âme d'un poète, « chevalier de Dieu, » qui veut faire retentir dans toutes les âmes « le clairon de la chevalerie céleste. »

Viennent enfin les poésies lyriques des mystiques, celles de Mechthild de Magdebourg, par exemple, et les poésies religieuses dont les poètes qui ont commencé par chanter les joies terrestres se plaisent, après avoir éprouvé la vanité du monde, à couronner leur carrière.

La musique au moyen âge compte parmi les sept arts libéraux, et, dans les idées du temps, conformes à la conception antique transmise par Boèce, on y rattache tout mouvement réglé par une mesure : celui des corps célestes, ceux de l'âme et du corps, aussi bien que les vibrations sonores de l'air et de la voix.

Progrès de la théorie musicale ; chant d'Église, séquences, tropes, chœur, enseignement du chant ; chant religieux populaire, chant d'église, instruments de musique ; musique récréative, minnesingers, jongleurs, chant populaire profane, jeux liturgiques, commencements du drame : le P. Michael passe tout cela en revue.

On peut dire que la musique est par excellence un art allemand. Un Romain, Jean Diacre, se moque, il est vrai, des gosiers germaniques, mais en marge de cette critique un moine de Saint-Gall écrit : *Vide jactantiam Romaniscam erga Teutones et Gallos*. Le chant grégorien fleurit dans les monastères allemands dès l'origine, et c'est vers 860, à Saint-Gall, que Notker Balbulus, sur les indications d'un antiphonaire apporté de Jumièges par un moine qui fuyait les Normands, inventa les séquences ; il s'agissait de soutenir la voix dans l'émission des notes venant à la suite du graduel.

Naturellement musicien, l'Allemand, plus que les autres peuples, s'est toujours plu à chanter. Il chante dans les fêtes religieuses, et, par son chant, prend part à l'office ; il chante dans les pèlerinages, le long de la route ou à l'arrivée ; il chante dans les fêtes mondaines. On parle du chant des héros dans les longues épopées : tel le chant de Horrand dans *Gudrun*. A l'encontre de la prétention des protestants à soutenir que Luther a été le premier à faire participer le peuple aux chants d'église, on peut citer un grand nombre de documents, et notamment la liturgie de Seckau, telle que la reproduit un manuscrit de 1345, actuellement à la bibliothèque de l'Université de Graz : on y voit les prières et les chants en usage tous les jours, à cette époque et d'après une vieille coutume, dans l'Église de Seckau. C'est à bon droit que le P. Michael fait une mention spéciale de cette pièce.

On voit au xiii<sup>e</sup> siècle des chants exécutés sans instrument, des exécutions de musique instrumentale sans chants, des chants joints à de la

musique instrumentale. Longtemps cette musique, du moins la musique profane, fut lettre morte pour les modernes. On lisait les mélodies des minnesingers, telles par exemple qu'elles ont été écrites au commencement du xiv<sup>e</sup> siècle dans le manuscrit d'Iéna, comme un chant mesuré sur des unités de temps : on voyait que ce principe ne pouvait s'appliquer rigoureusement, mais on ne savait pas s'en départir. C'est dans ces derniers temps qu'on trouva la clef de cette notation ; elle n'a rien à faire avec le chant mesuré. C'est une branche mondaine du choral religieux, on doit en général les chanter d'après les mêmes principes. Les signes des notes n'ont pas une valeur rigoureusement métrique. L'enchaînement musical de la strophe et du vers n'est donné que par le mot qui porte l'accent, et dont la suite régulière est fixée par le mètre que le poète a choisi. Il est donc clair que la mélodie d'un *Minnetied* n'est pas soumise uniquement aux lois d'un choral construit sur un texte en prose, elle se rattache aux séquences dont le texte est métrique.

L'Allemagne fournissait de musiciens le reste de l'Europe, notamment la France : Julien de Sprive, qui passa une partie de sa vie à Paris, d'abord à la cour comme maître de chapelle, puis dans le couvent des frères mineurs où il fut maître de chœur, ajouta au choral une perfection nouvelle ; il sut fondre le mot et l'air dans une merveilleuse unité, en donnant à l'idée l'expression musicale la plus appropriée. On l'a comparé à Richard Wagner. Ni l'un ni l'autre, dit Weis, ne s'arrête à développer le motif musical, à le tisser, à le joindre à d'autres, mais ils cherchent à incorporer dans le ton le sens du mot. •



On ne voit pas dans le drame liturgique en Allemagne une influence française. De part et d'autre on travaille sur un fonds commun, le texte sacré; mais à ne voir que les analyses du P. Michael, il semblerait qu'au point de vue musical et lyrique, les compositions allemandes ne sont pas inférieures aux nôtres. Telle pièce, le mystère de Muri par exemple, serait un chef-d'œuvre.

La plupart de ces pièces viennent des monastères, elles ont un but d'édification et de récréation.

On s'amusait au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, on s'amusait au <sup>xiii</sup><sup>e</sup>, et l'Église, tout en condamnant les excès des jongleurs, ne voyait pas plus de mal aux représentations dramatiques qu'à celles des arts plastiques.

J.-A. DE BERNON.

#### IV. — RENAISSANCE. — RÉFORME

**Guerres de religion dans le sud-ouest de la France, et principalement dans le Quercy, d'après les papiers des seigneurs de Saint-Sulpice (1561-1590).** Documents transcrits, classés et annotés par Edmond CABIÉ. Paris, Champion, 1906, in-4 de <sup>xvii</sup> p. et 940 col.

La famille Hébrard de Saint-Sulpice, l'une des plus notables du Quercy, a joué un rôle important, au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, dans notre histoire. Jean de Saint-Sulpice, après avoir combattu sous Montmorency, fut ambassadeur de Charles IX en Espagne, de 1562 à 1565; puis gouverneur du jeune duc d'Alençon, de 1569 à 1575. Il prit part aux négociations fameuses de Bergerac, en 1577, et de Nérac, en 1579, où triompha la politique de conciliation. Bertrand, son fils aîné, fut sénéchal du Quercy et du Rouergue, et son autre fils, Antoine, fut évêque de Cahors. Tous furent adversaires des ligueurs comme des protestants, et demeurèrent fidèles simultanément à l'Église et à la couronne. M. Edmond Cabié reproduit ou analyse environ 1,600 pièces, conservées aux archives de cette famille et concernant les guerres de religion. Près de 170 lettres émanent de Catherine de Médicis, de Charles IX, de Henri III, du roi et de la reine de

Navarre. En outre, 520 missives appartiennent à la correspondance des hauts dignitaires de l'État. Il est facile de comprendre quel précieux instrument de travail et de contrôle forme ce volumineux répertoire. L'édition est faite avec méthode et avec soin. On regrette seulement quelques lacunes bibliographiques, et l'auteur lui-même s'en excuse. Tout au moins, une excellente *table chronologique des principaux faits rapportés dans les pièces du présent recueil* facilite beaucoup les recherches à travers cette forêt de documents inédits.

YVES DE LA BRIÈRE.

**Le Saint-Siège et la Suède durant la seconde moitié du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle. Études politiques. I. Origines et époque des relations non officielles (1570-1576),** par Henry BIAUDET, docteur ès lettres. Paris, Plon - Nourrit, 1907, in-8 de <sup>xii</sup>-580 p.

Les cinq volumes, dont la série commence ici, ont pour objet d'établir une des causes déterminantes qui ont provoqué l'essor de la puissance suédoise au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire les projets de la papauté et des États catholiques ses alliés contre l'indépendance du pays, dont les Wasa de Pologne, puis la maison d'Autriche se firent les exé-

cuteurs. Rome voulut d'abord convertir la Suède, puis, celle-ci faisant la sourde oreille, la conquérir. Voilà pourquoi Gustave-Adolphe se jeta sur l'Allemagne, et la parcourut dans tous les sens pour s'abattre sur le champ de bataille de Lutzen. De Grégoire XIII au combat suprême, il s'écoula soixante années, dont les quarante premières furent remplies par l'attaque, et les vingt dernières par la contre-attaque.

M. Biaudet s'est réservé la première période, et il en donne aujourd'hui les préliminaires. Depuis l'œuvre de séparation d'avec l'Eglise catholique entreprise par Gustave Wasa, et que l'auteur résume dans son introduction, Rome et la Suède s'ignoraient à peu près complètement. Ce furent les deux élections au trône de Pologne, de 1572 et 1575, et surtout le riche héritage de Bona Sforza, une descendante des ducs de Milan, devenue reine de cette même Pologne, qui les remirent en contact, et leur prouvèrent qu'elles pouvaient avoir besoin l'une de l'autre. L'aventureux Jean III, fils du grand Wasa, qui comptait sur le fabuleux héritage, un Eldorado napolitain, pour réaliser ses rêves d'ambition, s'aperçut un peu tard de quel secours la papauté lui serait auprès des électeurs polonais, et de Philippe II, gardien jaloux du lointain trésor. Quant à la curie, absorbée par des intrigues électorales, qui mettaient encore une fois aux prises les maisons de France et d'Autriche, elle ne voyait dans ce candidat des brouillards du Nord qu'une quantité négligeable, et ne répondait à ses avances trop dissimulées et bien vagues que par une demi sommation d'avoir à reconnaître, dans une mission non déguisée, officielle, la suprématie de l'E-

glise romaine. Il fallut bien que le renard malhabile fit le saut, et, en 1576, l'ambassade suédoise partit pour la cour pontificale.

Je ne ferai pas à M. Biaudet une querelle parce qu'il prétend que la politique du Saint-Siège à l'égard de la Suède fut le point de départ de la grandeur de cette monarchie. L'ambition de Gustave-Adolphe et de ses successeurs y contribua bien pour quelque chose, ainsi que l'appel de Richelieu et des coreligionnaires d'Allemagne. Une autre idée plus discutable, qui, servant aussi de point de départ à la thèse, jette un peu d'indécision sur la manière dont elle est présentée, serait le contraste, tout à l'avantage de la première, que l'historien ramène assez souvent entre la politique de recueillement de Gustave Wasa et la politique d'expansion poursuivie par Jean III. M. Biaudet traite celle-ci d'aventureuse, dans la manière dont elle fut conçue et exécutée sans doute. Mais, en elle-même, n'était-elle pas la seule qui pût développer, agrandir la vie de la nation? La politique de Gustave Wasa s'imposa pour un temps, l'autre devait la suivre forcément, comme il arrive chez un peuple qui prend conscience de ses forces, veut les employer et les étendre. D'ailleurs, on reconnaît l'arbre aux fruits, et les rêves chimériques, maladroitement poursuivis par Jean III, n'ont-ils pas préparé le rapide progrès qui a fait de la Suède une des premières puissances de l'Europe au XVII<sup>e</sup> siècle?

Ces réserves faites, on ne peut que louer M. Biaudet de la manière tout à fait heureuse dont il a réalisé la première partie de son programme. Son œuvre, bien qu'abordée déjà par des historiens comme le P. Thei-

ner, n'en est pas moins neuve et originale, non seulement parce qu'il l'expose plus au point de vue diplomatique qu'au point de vue religieux, mais surtout par l'abondance des aperçus nouveaux qu'il ouvre sur l'histoire du *xvi*<sup>e</sup> siècle, un des moins connus, quoique des plus étudiés. On connaissait l'élection de Henri III au trône de Pologne, que nous ont racontée je ne sais combien d'annalistes. Ici, on rajeunit encore le sujet, en mettant aux prises deux diplomaties, la française et la pontificale, et deux diplomates consommés, des meilleurs dans les écoles qu'ils représentent, l'évêque de Valence Monluc et le cardinal Commendone. Je dois passer rapidement sur tout ce que l'auteur nous dit de la Suède, à demi régénérée par les Wasa, de son état social surtout, de cette curieuse noblesse, qui dépendait de la richesse, au point que les privilèges s'éteignaient le jour où le noble ne pouvait plus mettre un homme d'armes au service du roi.

Mais c'a été surtout une bien heureuse trouvaille que cet héritage Sforza, trésor égaré dans les montagnes des Abruzzes par une princesse italienne qui l'avait ramassé en plein pays slave, après lequel on court des montagnes du Septentrion aux steppes de la Lithuanie, et qui sert à rapprocher pendant des années tous les États de l'Europe, la Suède et l'Espagne, la Pologne, l'Empire et la France, les Wasa et les Habsbourg, les Jagellons et les Valois, Philippe II, Henri III, Grégoire XIII. Il faut voir avec quelle dextérité M. Biaudet fait évoluer vers cette nouvelle Toison d'or les Argonautes de la diplomatie

moderne, aventuriers non moins douteux que l'antique Jason.

Ainsi il débrouille, non sans aisance, l'imbroglia très compliqué d'intrigues qui se nouent autour de cette expédition d'un genre tout particulier. A cet art, qui est une qualité maîtresse en histoire, il joint l'impartialité. Les Français ne lui pardonneront peut-être pas d'avoir fait ressortir la mauvaise foi insigne avec laquelle la diplomatie des Valois mena l'affaire de l'élection de 1572. A l'égard de la politique pontificale, il se montre un critique éclairé, un connaisseur bienveillant. Il ne voit dans Pie V que l'inflexible dogmatisme, mais la diplomatie patiente de Grégoire XIII ressort bien en face des sombres menées de Philippe II, dont le vieux pape sut deviner les exigences, écarter doucement la tutelle accaparante. Et ce qui met encore mieux cette diplomatie en relief, c'est l'insuffisance, l'incohérence d'adversaires plus forts et mieux armés, les Wasa, les Valois, les Habsbourg, etc.

Les archives de Suède, de Finlande et de Pologne ont joint leurs contributions à celles du Vatican; M. Biaudet en a fouillé bien d'autres, et son travail est le résultat de longues années de recherches à travers l'Europe. Habitué à parler des dialectes très différents, il écrit le français comme sa langue maternelle, avec facilité, élégance. Les résultats qu'il vient de publier font naître de belles espérances, et, s'il ne nous donne pas une apologie à la Theiner, du moins, grâce à lui, la diplomatie pontificale ne pourra que gagner à être mieux connue dans une de ses plus grandes entreprises.

P. RICHARD.

## V. — DIX-SEPTIÈME ET DIX-HUITIÈME SIÈCLES

**Vie de la bienheureuse Marguerite-Marie**, par Auguste HAMON. Paris, Beauchesne, 1904, gr. in-8 de xxxix-537 p.

L'abondante richesse de la bibliographie du culte du Sacré Cœur et de la bienheureuse qui en fut le providentiel agent et l'apôtre, témoigne de la place légitime et immense qu'occupe cette dévotion dans les temps modernes. .

M. Auguste Hamon, qui a depuis longtemps consacré à l'histoire de ce culte son talent et son érudition, et qui a publié sur cet objet, dans diverses revues, des articles consciencieux et remarquables, a cru le moment venu de l'étudier à fond. Les circonstances sont en effet propices, car, de jour en jour, la question devient plus actuelle; et nul n'est plus préparé que lui à entreprendre une telle tâche. Cette tâche, c'est *l'histoire de la dévotion au Sacré Cœur de Jésus*. De cette histoire, il publie aujourd'hui le premier volume : *La vie de la bienheureuse Marguerite-Marie*. On n'a qu'à lire la préface, l'étude des sources, l'index bibliographique que l'auteur a placés comme introduction à son ouvrage, pour se convaincre de la valeur de ce dernier, de la profonde connaissance du sujet, des recherches consciencieuses, de la profondeur des vues, des charmes de style, dont a fait preuve son auteur. On ne pourra, dans l'avenir, faire sur ce sujet rien de plus complet, ni de mieux.

Comme dit M. Hamon dans sa préface : « La mission de la bienheureuse n'est sans doute pas toute sa vie; mais toute sa vie est pour sa mission. » De là le plan naturel de l'ouvrage.

Dans la première partie, intitulée *La préparation*, l'auteur nous montre l'action divine façonnant la créature pour la mission qu'elle lui destine, disposant le cadre de famille, d'habitation et de situation où cette jeunesse doit s'épanouir, les épreuves et les luttes qui doivent la dépouiller de l'humain, et la grâce divine qui s'impose, qui prend possession, par ses secrètes influences et par ses faveurs exceptionnelles, de cette âme de vierge. C'est elle qui conduit sa servante dans les sentiers de la vie, à la vocation religieuse, au cloître, où Jésus la veut. Là, nous assistons aux épreuves du noviciat, à l'action du divin Maître entraînant sa créature dans les voies extraordinaires, la comblant de consolations, mais exigeant d'elle de crucifiants sacrifices, et la servante répondant par l'énergie de sa bonne volonté aux exigences divines.

Dans la seconde partie, intitulée *Les grandes révélations*, nous assistons aux scènes inoubliables où le divin Sauveur dévoile à l'humble religieuse de Paray-le-Monial les merveilles de l'amour divin et la dévotion au Sacré Cœur, les promesses de salut. Nous voyons les épreuves que Dieu permet et envoie à son épouse bien-aimée, les malveillances de ses compagnes, les mépris apparents et les défenses de ses supérieures, la maladie; mais, au milieu de tout cela, les consolations et les réconforts d'en-haut. C'est alors que pour la guider et la soutenir dans la rude voie, Jésus-Christ lui envoie le vénérable P. de la Colombière.

Nous voyons dans la troisième partie les supérieures successives du

monastère de Paray, la Mère de Soumaise et la Mère Greytié, recevoir de la Visitandine communication des révélations dont elle a la faveur, et des ordres qu'elle reçoit de son divin Maître, étudier devant Dieu la conduite à tenir, éprouver, quelquefois durement, leur fille pour s'assurer de sa vertu et de la réalité de ses voies, et enfin amenées, par des lumières surnaturelles et des moyens providentiels, à mettre au service du Sacré Cœur leur dévouement et leur sainteté.

Puis la bienheureuse Marguerite-Marie est nommée directrice du noviciat. Dès lors elle peut se faire, comme elle en a reçu l'ordre, l'apôtre du Sacré Cœur, non seulement auprès de ses novices, mais dans tout son Ordre. A cet apostolat se joint celui de la Compagnie de Jésus. Et le culte du Sacré Cœur envahit la terre.

Une cinquième partie nous fait assister au spectacle béni des derniers jours, de la sainte mort de la bienheureuse.

De charmants dessins à la plume, de bonnes gravures viennent augmenter le charme de ce bel ouvrage, et un répertoire alphabétique des noms propres y facilite les recherches.

Dom A. du Bourg, O. S. B.

**Les assemblées du clergé sous l'ancien régime** (Collection *Science et Religion*), par M. BOURLOX. Paris, 1907, in-16 de 128 p.

Quelle place l'Église a tenue jadis en France, ou plutôt, comment sa vie et son action se manifestèrent dans les assemblées du clergé, de la fin du xvi<sup>e</sup> siècle à la Révolution, voilà ce que nous font connaître ces pages nourries de faits et brillam-

ment écrites. Dans une première partie l'auteur décrit la physionomie générale des assemblées, en disant leurs origines et leurs diverses sortes, nous présentant leurs députés et leurs officiers, décrivant leurs actes, ou évoquant les cérémonies auxquelles elles prenaient part. Une seconde partie nous initie au travail qui s'élaborait dans les commissions des affaires temporelles (contrat décennal, don gratuit), des affaires de l'Église, et de la doctrine. Un excellent chapitre est consacré aux cahiers de doléances du clergé, à la question de l'approbation et de la censure des livres. Il y a de nobles souvenirs et d'encourageants enseignements à recueillir dans cette rapide étude où le lecteur trouvera tout ensemble plaisir et profit.

G. P.

**Ven. Innocentii PP. XI de probabiliismo Decretum historia et vindictae....**, auctore Francisco TER HAAR, C. ss. R. Paris, Castermann, 1904, in-8 de viii-165 p.

**Das Decret des Papstes Innocenz XI über den Probabilismus**, von Franz TER HAAR. Paderborn, Schöningh, 1904, in-8 de xu-204 p.

Dieu nous garde de prendre personnellement parti dans la campagne assez vive où, après les attaques préalables des protestants Harnack, Herrmann et autres, se sont engagés quelques moralistes éminents! Nous voulons nous efforcer de donner une idée du livre publié en latin et en allemand par le P. François Ter Haar, sans trop pencher du côté de la sévérité apparemment justifiée de certaines de ses pages, et sans méconnaître par ailleurs la valeur des

arguments qu'on y peut opposer, comme l'a fait doctement depuis le P. A. Lehmkuhl dans son *Probabilismus vindicatus*. L'auteur trace d'abord une courte histoire du Probabilisme avant Innocent XI, pour nous amener aux curieux épisodes des rapports de ce pape avec Thyrsus Gonzalez, auteur d'un travail serré contre cette doctrine. On ne saurait nier que le récit ne soit plein de piquant et d'intérêt. Le Pape, hostile à des principes qu'il juge à bon droit relâchés, commande d'enseigner une doctrine plus sévère, et pendant des années la Compagnie lui résiste. Le décret du Souverain Pontife n'est que partiellement exécuté, le pieux Gonzalez n'ose même pas laisser publier son mémoire à Rome par l'autorité du Pape qui presse et qui commande, sans la permission de son supérieur ! Par un coup de maître, le Pape fait élire général de son ordre Gonzalez lui-même, mais les difficultés naissent partout sous ses pas et entravent la diffusion de l'enseignement qu'il s'efforce de substituer à l'opinion acceptée dans sa Compagnie. Ce savant et saint homme eut cependant la consolation de voir la doctrine relâchée qu'il combattait perdre de plus en plus de sa force ; par réaction on en vint même à l'exagération du *probabiliorisme*, jusqu'à ce qu'un système moyen se formât, et devint l'*æquiprobabilisme* de saint Alphonse de Liguori : « Seguito la via di mezzo, » disait le sage évêque dans une de ses lettres. L'ouvrage du P. Ter Haar a paru à la fois en latin et en allemand. Il met à la portée du lecteur les éléments de discussion fournis par des textes intelligemment extraits des écrits des divers auteurs intervenant dans le débat,

cite presque mot à mot les documents importants, et permet ainsi de se former une opinion personnelle, sans se laisser influencer par les passions théologiques momentanément excitées de part et d'autre. On peut lui donner comme commentaire ce texte du P. Mandonnet auquel se réfère quelque part l'auteur : « L'Église, qui regarde surtout aux réalités, laisse en circulation une doctrine qui n'expose pas d'ordinaire à de notables dangers, l'honnêteté de la conscience humaine étant l'antidote suffisant aux nocivités de la moindre probabilité. »

G. P.

**Studien über Agrarzustände und Agrarprobleme in Frankreich von 1700 bis 1789**, von Fritz Wolters. Leipzig, Duncker et Humblot, 1905, in-8 de ix-438 p.

Étude consciencieuse et documentée, avec indications nombreuses et précises de sources. Après avoir indiqué quelle était la répartition de la propriété à la veille de la Révolution, propriété déjà très divisée, et à laquelle les paysans avaient part, propriété souvent inaliénable quand elle appartenait aux ordres privilégiés, l'auteur retrace le développement, pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle, des théories qui, sous prétexte de ramener à la nature, tendent au partage ou à la communauté des terres. On nous renseigne ensuite sur le mouvement agraire et agricole de 1750 à 1789. Enfin on fait voir quel travail d'idées prépara la confiscation des biens ecclésiastiques par le décret du 2 novembre 1789.

Baron J. ANGOT DES ROTOURS.

**Les abeilles, la cire et le miel en Lorraine jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Étude d'histoire économique,** par Pierre Boré. Paris et Nancy, Berger-Levrault et C<sup>e</sup>, in-8 de 108 p.

Jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire durant toute la période florissante de l'apiculture en Lorraine (car ses succès et son développement actuels ne remontent pas au delà d'une cinquantaine d'années et sont venus après une longue période de décadence), c'est l'abeille sauvage, recueillie dans les arbres et principalement dans les forêts, qui alimentait seule les ruches : très variable était la condition juridique des essaims, considérés tantôt comme des épaves sans maîtres, tantôt comme des trésors fortuitement découverts ; variable aussi était l'administration des ruches domaniales, tantôt mises en réserve chez les particuliers, sous la surveillance des « maîtres des mouchettes », tantôt louées soit à cheptel, soit à bail. Généralement entretenues selon des méthodes fort rudimentaires, elles étaient loin de fournir tout le produit dont elles étaient susceptibles et les abeilles périssaient en grand nombre. Cependant le miel et surtout la cire formaient un important appoint dans les recettes du budget ducal ; c'est en cire que se payaient nombre de redevances correspondant à des privilèges garantissant les personnes ou les biens, à des exemptions d'impôts, à des droits d'usage sur les eaux courantes, à des autorisations en faveur de l'établissement de moulins et de fours, à la possession de certains offices ; il y avait même, surtout aux xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles, une certaine catégorie de bourgeoisie, dite « bourgeoisie de chambre, » « bourgeoisie de

marche, » ou même « bourgeoisie de cire, » répandue surtout dans la prévôté de Gondreville, et qui, moyennant le versement de six gros comme droit d'entrée et d'une chopine de cire chaque année, garantissait les aubains des dominations voisines et notamment des terres évêchoises contre les vexations de leurs légitimes seigneurs, en leur permettant de s'avouer bourgeois du duc de Lorraine.

Les produits des ruches ainsi accumulés dans les magasins ducaux étaient employés au service de l'hôtel, par les soins des receveurs, des gruyers et du fruitier ; le surplus, lorsqu'il y en avait, était vendu au profit du domaine, mais presque toujours après prélèvement des cires accordées comme dons pieux aux églises et aux maisons religieuses.

De cette source de richesse publique et privée, et, par suite, de toute cette administration spéciale, il ne resta presque plus rien après les horreurs de la guerre de Trente ans, et ce fut à peu près en vain que furent préconisées au xviii<sup>e</sup> siècle des méthodes plus fécondes, notamment la ruche à tiroirs mobiles de Palteau, et que des économistes, des administrateurs, comme François de Neufchâteau, alors lieutenant général au présidial de Mirecourt, tentèrent une rénovation de l'apiculture en Lorraine.

Tel est, brièvement résumé, le contenu du travail fort documenté et très agréablement écrit que vient de publier M. Pierre Boyé ; c'est un nouveau chapitre, nullement indigne de ceux qui l'ont précédé, ajouté aux études, si justement appréciées du monde savant, déjà consacrées par le même érudite à l'histoire administrative et économique de la Lorraine au xviii<sup>e</sup> siècle. ANDRÉ LESORT.

**Femmes galantes du XVII<sup>e</sup> siècle : M<sup>me</sup> de Villedieu (Hortense des Jardins) [1632-1692]**, par Émile MAGNE. Paris, *Mercur de France*, 1907, in-18 de 436 p.

C'est une curieuse figure de femme de lettres que celle d'Hortense des Jardins, dame de Villedieu. Elle est peu connue, et elle l'est surtout par des anecdotes scandaleuses du genre de celles que Tallemant rapporte sur son compte dans ses *Historiettes*. M. Émile Magne, en compulsant avec diligence les écrits des contemporains et les travaux des érudits, s'est efforcé de réunir et d'examiner à peu près tout ce qui a été dit sur cette héroïne, sans pourtant se flatter d'éclaircir toutes les parties obscures et de remplir tous les vides de sa biographie. Née vers 1640, à Alençon ou près d'Alençon (la date et le lieu sont contestés), de Guillaume des Jardins, avocat au Parlement, et de Catherine Ferrand, suivante de la comtesse de Vertus, Marie-Catherine-Hortense des Jardins fut également précoce dans les lettres et dans la galanterie. Continuels désordres des sens, production littéraire abondante, telle sera l'histoire de sa vie. Séduite à dix-huit ans par un sien cousin, elle va cacher sa faute à Paris, sous la protection de la célèbre duchesse de Montbazou. Puis on la trouve en Languedoc, et M. Magne admet qu'elle joua quelque temps dans la troupe de Molière. De retour à Paris et modestement installée aux environs de l'Arsenal, elle fréquente les précieuses (parmi lesquelles elle porte le nom de Dinamise), et force gens de lettres, tels que Colletet, Gilles et Nicolas Boileau, Sauval, Patru. Elle s'prend d'un capitaine au régiment Dauphin : Boesset de Villedieu, dont

elle portera désormais le nom, bien qu'il soit déjà marié : leur liaison, souvent interrompue et reprise, fut féconde en orages. Cependant Hortense des Jardins publie *Alcidamis* (1661), long roman à clef où elle a transposé les aventures de Tancrède de Rohan; elle fait jouer à l'Hôtel de Bourgogne son *Manlius Torquatus*, qui provoque une assez vive polémique entre son ami l'abbé d'Aubignac et le grand Corneille. Sa comédie *le Favory* est représentée par Molière devant le roi (1664). Un procès mal connu l'entraîne en Hollande et son voyage, presque triomphal, tant on s'empresse à la bien accueillir, lui inspire des lettres pittoresques. De retour en France, elle publie des romans, des nouvelles, dont les titres disent assez le sujet : les *Annales galantes de la Grèce*; le *Jaloux par force*; le *Roman galant*; les *Désordres de l'amour*; les *Galanteries grenadines*. Le roi la pensionne. Une velléité de conversion la conduit au couvent : mais on n'y veut point d'une personne de mœurs aussi suspectes. Un marquis Claude Nicolas de Chaste, sieur de Chaalons, l'épouse : mais elle le perd bientôt et va terminer ses jours près d'Alençon, à Clinchemore, où elle a retrouvé son cousin : un bruit fâcheux l'accuse de s'être adonnée, sur la fin, à l'ivrognerie. Tels sont les principaux épisodes de cette bizarre existence, telle que M. Em. Magne l'a contée. Il a entendu nous donner non pas une étude littéraire des œuvres et du talent de M<sup>me</sup> de Villedieu, mais une biographie, ou plutôt une étude de mœurs, et de mœurs légères. Les épisodes scabreux ou les citations gaillardes abondent dans son livre : à peindre les écarts de son héroïne il consacre avec complaisance toutes



les ressources d'un style très moderne. Il a du moins étoffé ce sujet un peu spécial en décrivant dans des digressions abondantes les milieux et les personnes que M<sup>me</sup> de Villedieu avait fréquentés : ses tableaux (la ville d'Alençon ; le quartier de l'Arsenal ; le carrousel de 1662 ; certains coins de la société précieuse ; la Hollande ; la ville de Spa, etc.) ont le mérite d'être tracés d'après les documents contemporains. L'auteur cite toujours consciencieusement ses nombreuses références : elles montrent le soin qu'il a pris à se renseigner.

LOUIS COQUELIN.

**Règne de Charles III, roi d'Espagne (1759-1788)**, par François ROUSSEAU. Paris, Plon, 1907, 2 vol. in-8 de xxviii-423 et 451 p., avec une carte.

On ne peut mieux parler de cet ouvrage qu'en résumant l'excellente *Introduction* que lui a consacrée M. Alfred Baudrillart.

Le règne de Charles III, passé du trône de Naples à celui d'Espagne, est le dernier qui ait jeté quelque éclat sur la monarchie de Philippe II. Quoiqu'en réalité ce fils cadet de Philippe V ne fasse guère que bénéficier, devant l'histoire, « de l'insuffisance de son prédécesseur et de son successeur, » entre son frère, Ferdinand VI, et son fils, Charles IV, « il fait presque grande figure. » Il s'est montré, à l'extérieur, pacifique autant que les circonstances lui ont permis de l'être, et il a, en somme, « maintenu le rang de l'Espagne entre les puissances de l'Europe. » Quant à son œuvre réformatrice, à l'intérieur, « ce n'est pas sa faute si elle n'a produit que des fruits peu nombreux et peu durables : elle a été

compromise par les erreurs de son fils et par le bouleversement général, qui partout, en quelques années, fit succéder à l'ère des réformes celle des révolutions, » c'est-à-dire, pour préciser davantage, celle de la Révolution impie dont la France porte la responsabilité devant Dieu et devant le monde entier, et dont elle subit aujourd'hui le châtement dans le chaos où nous la voyons se débattre.

Charles III n'était pas sans voir le danger de l'infiltration des perverses doctrines de nos philosophes à travers les Pyrénées : sincèrement pieux, très vertueux, il entendait s'opposer au torrent ; et cependant, en proie à une aberration dont l'impératrice Marie-Thérèse nous fournit dans le même temps un même exemple, il s'abandonna aux ministres ennemis de l'Eglise les mieux faits pour préparer l'avènement de la Révolution en Espagne, et qui, sous prétexte de sauvegarder l'autorité absolue du prince, l'amènèrent à commettre l'acte le plus contraire à l'intérêt véritable de la monarchie qui se pût imaginer, en faisant du Roi Catholique le persécuteur des Jésuites.

M. Rousseau, tout en exposant les torts de la Compagnie, dont plusieurs membres, au reste, furent, en Espagne, « régalistes » (I, 147-148), comme tant de leurs confrères furent gallicans en France, ne manque pas de montrer la cruelle injustice dont ils furent victimes. Nous estimons cependant, avec M. Baudrillart (I, xi), qu'il n'a pas blâmé avec assez d'énergie « l'odieuse conduite des ministres qui, très certainement, ont trompé leur maître et ont formé une véritable conjuration pour perdre ceux qu'ils détestaient. »

Il faut noter aussi que la majorité

de l'épiscopat d'Espagne se fit en cela complice du ministère, puisque quarante-deux prélats sur soixante se prononcèrent contre ces religieux (I, 327).

Quant à la suppression définitive de la Compagnie, M. Baudrillart, ainsi que M. Rousseau, lave le pape Clément XIV du reproche de s'être engagé, avant son élection, envers les cours bourboniennes à sacrifier cette ancienne milice du Saint-Siège, et il n'attribue qu'à la faiblesse de ce pontife — à la vérité « faible et ambitieux » — une résolution qu'il n'a prise que « bien malgré lui. » Néanmoins l'éminent recteur de l'Institut catholique de Paris ne craint pas d'ajouter, avec la sévérité que comporte l'histoire vraie, même envers certains papes : « Il y a du Pilate, et beaucoup, dans la conduite de Clément XIV » (I, xv).

Nous avons publié, en 1894, dans le journal *la Vérité* du 5 mars (p. 4), un curieux document extrait des archives de Fribourg-en-Suisse, qui a trait au dernier confesseur jésuite de l'impératrice Marie-Thérèse; ce même document et les notes dont nous l'avons accompagné, tirées, en partie, du *Journal* inédit du comte de Diesbach, sont aussi d'un certain intérêt pour l'histoire de l'expulsion des Jésuites d'Espagne.

HYRVOIX DE LANDOSLE.

**La fin du régime espagnol aux Pays-Bas**, par Franz van KALKEN, docteur en philosophie et lettres. Thèse présentée à l'Université libre de Bruxelles. Bruxelles, J. Lebegne et C<sup>ie</sup>, in-8 de 291 p.

L'auteur vise la période qui s'étend de l'avènement de l'électeur de Bavière au gouvernement des Pays-Bas catholiques, en 1691, jusqu'à la con-

clusion du traité de la Barrière, en 1716.

Max-Emmanuel de Bavière s'était distingué de bonne heure, par sa vaillance et son génie militaire, à la guerre contre le Turc. En 1685, l'Empereur lui avait donné en mariage sa fille Marie-Antoinette, désignée par Philippe IV comme héritière éventuelle de la monarchie espagnole; mais l'archiduchesse, ainsi que l'électeur, avaient renoncé à cette succession en faveur de Léopold; par contre, ce prince s'était engagé à céder à son gendre la souveraineté des Pays-Bas, à la mort de Charles II, et à faire en sorte que le roi, de son vivant, accordât à l'électeur la vice-royauté de ces provinces. Mal secondé par son beau-père, Max-Emmanuel n'obtint pourtant que le titre de gouverneur général, à la fin de 1691.

Les Espagnols ont été, à une époque, de glorieux instruments de la Providence pour la préservation de la catholicité dans une grande partie de l'Europe. Nulle part cependant, hors des Espagnes, les Espagnols ne se sont fait aimer, et là où leur domination s'est exercée librement, elle a été, en général, fort dure. Personnellement, ils ne furent pas plus goûtés aux Pays-Bas qu'ailleurs; mais là comme en Franche-Comté, — c'eût été un rapprochement intéressant à faire, — leur domination se fit nécessairement douce, et les habitants de ces provinces la préférèrent, avec raison, à toute autre. Les peuples des Pays-Bas du sud, demeurés ardemment catholiques, conservèrent une profonde gratitude aux rois d'Espagne, qui les avaient arrachés à l'hérésie triomphante dans les provinces du nord, et ils leur savaient gré d'avoir res-

pecté leurs franchises et leur autonomie communale et provinciale.

L'électeur, quoique animé de bonnes intentions, tendit à restreindre ces franchises et cette autonomie d'un pays, à la souveraineté duquel il visait toujours. Il s'aliéna toutes les classes de la société, et il fut détesté, lorsqu'au commencement de la guerre de la succession d'Espagne, il s'allia au roi de France et aux *Fransquillons*, odieux pour avoir tant favorisé l'hérésie autrefois, dans ces parages, et pour avoir fait de cette région un perpétuel champ de bataille. Au reste, Louis XIV visait à la domination des Pays-Bas pour lui-même, et il y devint le véritable maître, sous le nom de son petit-fils, Philippe V.

La centralisation française s'exerça sans ménagements, sous la forme de ruineuses mesures fiscales, de conscription militaire, etc. Les agents du grand roi ne voyaient, dans les franchises et coutumes des Pays-Bas, qu'usurpations et abus. « établis par le caprice et l'insolence des peuples et la faiblesse du gouvernement, » comme le disait Boufflers. L'irritation était au comble ; aussi, le 25 avril 1702, le duc de Bourgogne fut-il reçu à Bruxelles aux cris de : « Vive Charles d'Autriche ! » et dut-il se hâter de quitter la ville.

A la fin de 1703, Philippe V avait perdu les duchés de Gueldre et de Limbourg : l'archiduc Charles y fut reconnu roi d'Espagne et des Indes et souverain des Pays-Bas avec enthousiasme. En 1706, après Ramillies, les alliés sont maîtres du Brabant, de Malines et d'une grande partie de la Flandre ; les Bruxellois ne permettent pas à l'électeur de défendre leur ville, et il est obligé de se retirer à Mons. Après Audenarde, les frontières du royaume sont ouvertes, et

Max-Emmanuel se réfugie, en 1709, à Compiègne.

Les traités qui mirent fin à cette guerre assurèrent la souveraineté des Pays-Bas catholiques à la maison d'Autriche ; mais les Hollandais, qui occupaient les places fortes, en vertu de celui de Ryswick, ne laissèrent pas, de longtemps, l'empereur Charles VI paisible possesseur de son nouveau domaine : ils achevèrent la ruine du pays, par leur politique d'insatiables marchands, et leurs agissements calvinistes méritèrent l'aversion du peuple catholique.

M. Franz van Kalken est libre penseur, et, à ce titre, il n'éprouve rien moins que « de l'admiration » (p. 228) pour la « généreuse » politique des Hollandais contre l'Eglise ; à ce titre encore, il se fait le champion de la secte « austère » des jansénistes (p. 178), qui prospérait en Brabant, surtout à l'université de Louvain ; et il prodigue aux catholiques la qualification de « fanatiques, » au point que tout critique impartial ne se peut dispenser de retourner l'épithète contre lui-même. Enfin, en bon libéral de nos jours, il méprise consciencieusement le moyen âge et il est opposé à toutes les bonnes et réelles libertés d'autrefois (p. 75, 263, 276), bien qu'il ait été obligé de reconnaître, à la première page, que l'ère de prospérité des Pays-Bas fut celle « de l'épanouissement des communes, de la cour des ducs de Bourgogne et du règne de Charles-Quint. »

Sans parler de plusieurs *belgicismes* et de plusieurs incorrections de style, dont l'une (p. 263) fait dire à l'auteur le contraire de ce qu'il entend évidemment, nous avons à relever certaines erreurs plus ou moins graves : (p. 9) *Beauveau*, pour *Beauvau* ; (p. 31) *Marcellis*, pour *Marcellus* ;

(p. 149) c'est par sa sœur, et non par sa seconde femme, que Max-Emmanuel de Bavière était beau-frère du Dauphin, fils de Louis XIV; (p. 163) c'est le duc de Bourgogne, et non le « fils de la Montespan, » qui est venu à Bruxelles, en 1702; (p. 255) ce n'était point l'abbé de Clairvaux, mais celui de Cîteaux, qui était général de l'Ordre de ce nom.

Malgré ces défauts, et quoique la composition y laisse beaucoup à désirer, sous le rapport de la clarté et de l'ordre chronologique, l'ouvrage de M. van Kalken, bien documenté, est une utile contribution à l'histoire des Pays-Bas.

HYRVOIX DE LANDOSLE.

—  
**La traite négrière aux Indes de Castille. — Contrats et traités d'Assiento**, par Georges SCELLE. Paris, librairie de la Société du recueil J.-B. Sirey et du *Journal du Palais*, 1906. 2 vol. in-8 de xii-845 p. et xvii-715 p.

L'Assiento est un contrat synallagmatique de droit public et, spécialement, en ce qui concerne le commerce des noirs, c'est un contrat par lequel un particulier ou une compagnie s'engage, vis-à-vis du gouvernement espagnol, à le remplacer dans l'administration du commerce de la main-d'œuvre noire, aux Indes ou dans une région des Indes occidentales. Ce contrat, dès le début, c'est-à-dire dès les premières années de colonisation espagnole dans le Nouveau Monde, joua un rôle considérable dans le développement économique de la métropole et de ses colonies. Tout d'abord, des Espagnols furent seuls les bénéficiaires de ces contrats, puis, par suite de l'affaiblissement de l'activité de ses nationaux, l'Espagne dut s'adresser

à l'étranger, aux Portugais en premier lieu, et ensuite, peu à peu, aux Hollandais, aux Anglais, aux Français. Les gouvernements étrangers s'entremirent bientôt entre les Assientistes et le gouvernement espagnol, et celui-ci ne tarda pas à voir les résultats diplomatiques qu'il pouvait retirer du prix attaché à la conclusion de ces contrats, qui devinrent alors des traités internationaux. Le dernier signé le fut à Utrecht : les Anglais y reconnaissaient à Philippe V, pour le prix de l'Assiento, le droit de se maintenir sur le trône d'Espagne.

Ce court exposé suffit à montrer l'importance du rôle de l'Assiento en Espagne d'abord, dans l'histoire internationale diplomatique ensuite. C'est dire toute la reconnaissance que mérite M. Scelle pour avoir étudié les transformations successives des contrats, puis des traités d'Assiento. Un volume est consacré aux contrats; deux autres — le dernier n'est pas encore paru — renferment l'histoire des traités. Pour écrire cette œuvre considérable, l'auteur a compulsé un nombre infini de documents de tous genres et de toutes langues : il semble qu'il n'ait rien laissé derrière lui, qu'il ait tout lu, tout étudié. Et cependant, cette masse de matériaux n'écrase pas l'œuvre; au contraire, ces documents, par leur variété, par les mille détails qu'ils apportent, rendent ces nombreuses pages — près de seize cents — singulièrement intéressantes et faciles à lire.

Pour terminer, un regret et une critique, d'ailleurs bien légère. M. Scelle est un érudit, mais il n'est pas un marin. L'aurait-il été, qu'il aurait su que les reflets glauques de l'eau ne peuvent paraître à travers les écoutilles, qui sont percées dans les

ponts, mais bien par les hublots qui s'ouvrent dans la muraille, et aussi, que les latitudes ne sont pas déterminées par les méridiens, mais bien par les parallèles. J. C. T.

**Die Kolonisation des Mississippi-  
pitaes bis zum Ausgange  
der französischen Herr-  
schaft**, par Alexander Franz.  
Leipzig, Wigand, 1906, in-8 de  
xxiii-464 p., 1 carte.

Cette étude historique sur la colonisation de la vallée du Mississippi, jusqu'à la fin de la domination française, est une œuvre en réalité considérable par l'importance des documents consultés par l'auteur et dont la liste termine le volume. Elle condense et complète les nombreux écrits traitant de la colonisation et du développement de la civilisation européenne dans la vallée du Mississippi. L'érudition de M. Franz a été heureusement servie par une connaissance approfondie de la langue française dont l'influence se fait sentir dans le style même de l'ouvrage et dans l'emploi toujours judicieux de très fréquentes citations empruntées à des auteurs français.

L'ouvrage débute par l'étude nécessaire et intéressante, quoique peut-être un peu brève, de la situation géographique, du climat, de la flore et de la faune de la vallée du Mississippi. Dans les chapitres suivants se déroule l'histoire de la découverte du pays par les Espagnols, puis de sa colonisation par les Français, soit sous le régime de la Compagnie des Indes, soit comme colonie de la couronne. Les différentes périodes de cette histoire, les variations dans le développement et la prospérité de la colonie sont exposées avec les détails nécessaires, qui font de ces pages un récit singulièrement vivant. Les derniers chapitres, qui traitent de l'administration de la colonie, du caractère et du résultat de la colonisation française, sont particulièrement intéressants ; l'auteur y est quelquefois sévère pour notre façon de procéder, mais il s'efforce d'être toujours juste ; ses appréciations sont établies sur de nombreux extraits d'auteurs et de rapports contemporains renfermant maintes vérités qui sont de tous les temps, et dont nous pourrions et devrions même faire aujourd'hui encore notre profit. J. C. T.

## VI. — RÉVOLUTION

**Figures de martyrs**, par Henri Chérot, de la Compagnie de Jésus. 2<sup>e</sup> édition, revue d'après les corrections de l'auteur et augmentée de nombreux documents nouveaux, avec un fac-similé inédit des signatures des Carmélites, par E. Grisselle. Paris, Beauchesne et C<sup>ie</sup>, 1907, in-8 de xii-310 p.

Entre tous les livres édifiants qui ont été publiés de nos jours, je ne sais s'il en est un autre qui puisse égaler l'histoire du martyre des Carmélites de Compiègne, de ces douces

et héroïques victimes de la Révolution, si éloquemment racontée par le R. P. Henri Chérot et par M. Victor Pierre, enlevés à l'affection des catholiques ici-bas, où ils continueront cependant de vivre par leurs œuvres aussi solides que pieuses.

M. Eugène Grisselle nous donne aujourd'hui une deuxième édition du livre du P. Chérot, en y joignant les nombreuses *pièces justificatives* que ce très érudit religieux avait rassemblées, et à l'aide des indications

précises et des corrections exécutées en marge de son exemplaire de travail. »

Bien plus, M. Griseille enrichit son édition de travaux du même auteur, qui n'avaient encore paru que sous forme d'articles de Revue et qui intéressent, à un aussi haut degré, la piété et la science historique.

Il s'agit d'abord d'autres victimes de la Révolution française : *L'abbé Noël Pinot*. — *L'abbé Jean-Baptiste Botteux*. — *La sœur Marguerite Rutan*. — *Les trente-deux religieuses guilloténées à Orange*. — *Les Carmélites de Compiègne et Denys Blot*. — *Jean-Antoine-Joseph de Villette*. — *La famille Bernard de la Bernadaye*. — *Le R. P. Apollinaire Morel de Posat*. — *L'abbé Joseph Volonat*. — *Martyrs et confesseurs au diocèse de Meaux*. — *Les Filles de la Charité d'Arras*.

Enfin nous est ici retracé le martyre, au commencement du xviii<sup>e</sup> siècle, de trois jésuites hongrois, béatifiés, le 15 janvier 1904, par Pie X.

M. Griseille nous promet la *Correspondance* inédite des Carmélites de Compiègne, dont nous nous promettons une nouvelle joie.

HYRVOIX DE LANDOSLE.

#### **Lendemain révolutionnaires.**

**Les régicides**, par Eugène WELVERT. Paris, Calmann-Lévy, 1907, in-8 de xlii-399 p.

Une très savante, très intéressante et très suggestive *Introduction*, sur les « Votants » après la Révolution, précède les quatorze chapitres où l'auteur trace le portrait de quatorze régicides échappés à la tourmente politique. A

côté de remarques d'ensemble tout à fait piquantes et fort impartiales, on trouvera dans ces pages des détails très instructifs, par exemple sur l'extraordinaire longévité des « juges » de Louis XVI.

Ceux dont M. Welvert analyse l'histoire sont : Barrère, Charles, Carnot, Panis, Isnard, David, Grégoire, Merlin de Thionville, Tallien, Courtois, Merlin de Douai, Pointe, Sergent, Isabeau. Il les peint sans animosité, sous des couleurs pittoresques, dans un récit vivant et primesautier. Cette modération n'atténue pas, appuie au contraire le sévère verdict de l'histoire contre ces coupables énergumènes, chargés d'un crime national irrémissible.

Il serait facile de témoigner au gouvernement royal de la Restauration plus de confiance et plus de sympathie que M. Welvert ne lui en accorde, et la justice n'y perdrait rien ; mais même avec cette réserve et en remarquant combien la « société » est autorisée à écarter des criminels semblables aux régicides, il est facile de partager les sentiments de l'auteur quand il souhaite l'apaisement des discordes civiles, au prix de beaucoup de mansuétude. — Le rôle de Grégoire, dans le meurtre du 21 janvier, est parfaitement mis au point et l'odyssée des « papiers » de Courtois éclaircie. Ce sont des modèles de narration historique, légère, pimpante, attachante. Un des mérites de ce volume est de s'appuyer sur les documents les plus authentiques, puisés aux Archives, et dont les exactes références sont apportées à la fin de chaque chapitre. GEOFFROY DE GRANDMAISON.

## VII. — TEMPS MODERNES

**La vie religieuse en France sous la Révolution, l'Empire et la Restauration. Monsigneur du Bourg, évêque de Limoges, 1751-1822, par Dom du Bourg.** Paris, Perrin, 1907, in-12 de 472 p.

Philippe du Bourg était le quatrième des vingt enfants de Valentin du Bourg, président à mortier au Parlement de Toulouse. Malgré la grande situation de celui-ci, sa figure semble assez effacée; mais celle de « la présidente » apparaît dans un vif relief. Cette mère admirable avait, malgré ses vertus, ouvert son âme au vent d'incrédulité qui soufflait dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle : elle admirait absolument Voltaire et Rousseau; elle subissait même l'influence maçonnique et était devenue une adepte de l'illuminisme martinien. Il fallut le veuvage d'abord, puis les horreurs et les angoisses de la Révolution pour la détacher de ses erreurs, abattre ses illusions et refaire d'elle une fervente chrétienne.

Telle était alors la confusion des idées, que Philippe du Bourg lui-même, quoique prêtre exemplaire, se laissa un instant séduire par la franc-maçonnerie. Il fit, à Toulouse, partie de la loge *l'Encyclopédique*, où l'on affectait de grands dehors de dévotion. Mais il reconnut vite le piège et brisa résolument avec la loge, malgré les instances et même les menaces dont il fut l'objet.

On devine l'immense intérêt d'un livre comme celui-ci, écrit d'après des souvenirs de famille. C'est de l'histoire, qui a l'accent de mémoires personnels et vécus. On y rencontre des épisodes du plus poignant effet. Je ne sais s'il y a, dans les annales de

la Révolution, un trait plus émuvant que celui-ci. Le fils aîné du président du Bourg, Mathieu, conseiller au Parlement de Toulouse, et lui-même père de famille, vient d'être arrêté, en même temps que vingt-neuf de ses collègues. Un de ses fils, le voyant emmené par les gardes, meurt de saisissement. Le transfert des magistrats toulousains à Paris, pour y être jugés par le tribunal révolutionnaire, est ordonné. Six sont déjà partis et vont être guillotines; Mathieu est compris dans le second convoi. Son second fils, Armand, suit à pied, jusqu'à Paris, la voiture qui emmène le conseiller. Le jour de l'exécution, cet enfant de quinze ans est au pied de l'échafaud : d'un bond il escalade celui-ci, se prosterne devant Mathieu, reçoit sa dernière bénédiction; on l'emporte évanoui. L'émotion produite à Toulouse par cet héroïsme filial fut telle, qu'on le voit célébré, en 1795, dans un discours prononcé au Temple de la Raison.

Pendant la Terreur, l'abbé du Bourg, qui a refusé le serment, vit à Toulouse, changeant sans cesse de retraite pour échapper aux persécuteurs. Il administrait le diocèse au nom de l'évêque émigré, Mgr de Fontanges, et devint en même temps le représentant des évêques de plusieurs diocèses voisins. Sa vie est celle d'un confesseur de la foi aux pires temps des persécutions. Quand, après Thermidor, il sort un peu de sa retraite, le prêtre se fait en même temps journaliste, afin de maintenir par ce nouveau moyen la foi dans les âmes demeurées fidèles. Après Fructidor, il est inquiété de nouveau, traduit devant un jury, acquitté, et il conti-

nue sa vie de périlleux dévouement. Au lendemain du Concordat, il est nommé évêque de Limoges.

Les chapitres qui suivent font voir de très près la vie d'un évêque sous Napoléon, obligé de réorganiser un diocèse en ruines, et se heurtant sans cesse aux défiances et au mauvais vouloir de l'autorité administrative. Le mauvais vouloir est ici d'autant plus marqué qu'après l'enlèvement de Pie VII, Mgr du Bourg rompit à peu près tous rapports avec le monde politique, et, au concile de 1811, se rangea parmi les intransigeants. Aussi la Restauration est-elle pour lui une ère de paix et de joie, joie mêlée, cependant, des inquiétudes que lui causent les idées impies, renouvelées du dernier siècle, qui se répandent encore par les livres, par l'enseignement public et par la presse. Il meurt saintement en 1822.

Le charme puissant de ce livre est dans le récit lui-même, écrit par dom du Bourg avec une émotion qui atteint souvent l'éloquence; mais il est aussi dans les nombreuses pièces inédites qui y sont insérées. Pour l'histoire de la Révolution, pour l'histoire religieuse du premier Empire, la biographie de Mgr du Bourg est pleine de renseignements nouveaux.

PAUL ALLARD.

**Un préfet du Consulat : Jacques-Claude Beugnot, organisateur des préfectures au ministère de l'Intérieur (1799-1800), préfet de la Seine-Inférieure (1800-1806),** d'après les papiers légués récemment par son petit-fils aux Archives nationales, par Étienne DEJEAN, directeur des Archives. Paris, Plon, 1907, in-8 de xv-452 p.

Quand on vient de lire, dans le *Journal des Débats* du 8 juillet, l'ar-

ticle étincelant de M. Louis Madelin, intitulé : *Dossiers de préfets*, on est tenté de trouver un peu terne la prose de M. Dejean. Mais c'est un bien curieux « dossier de préfet » qu'il nous donne : curieux pour l'histoire locale, car la réorganisation administrative du département de la Seine-Inférieure y est minutieusement décrite, et nous y retrouvons à chaque page des noms de connaissance; plus curieux encore pour l'histoire générale, car ce qui se passait au commencement du xix<sup>e</sup> siècle, dans la Seine-Inférieure, se passait de même dans tous les départements d'une France plus grande alors qu'elle n'est de nos jours, et partout heureuse de voir l'ordre matériel et moral succéder au désordre et aux ruines de la Révolution.

Ce qui ressort avec évidence du livre de M. Dejean, c'est que l'œuvre administrative du Consulat est moins une création nouvelle qu'un retour aux institutions de l'ancien régime, relevées sous d'autres noms. Les préfets de Bonaparte ont les pouvoirs des intendants; Beugnot est un administrateur de l'école de Turgot, dont il a les méthodes et les idées. En le voyant agir, « on saisit sur le vif, dit M. Dejean, comment le Consulat restaura et refit beaucoup plus qu'il n'établit et n'instaura, et comment le nouveau régime se relie administrativement à l'ancien. » On trouve même, chez un administrateur intelligent comme Beugnot, un sentiment de réaction contre quelques-unes des idées les plus chères à la Révolution; il voit avec regret l'émiettement des grandes propriétés, il redoute pour l'agriculture et pour l'industrie les effets du partage égal, il voudrait restaurer l'autorité paternelle, et donner au chef de famille, par l'extension de la quotité disponible, le droit d'assu-



rer plus efficacement l'avenir de son patrimoine.

Par d'autres côtés, il est vrai, l'ancien procureur syndic de Bar-sur-Aube se rattache à la Révolution. Il se vante d'avoir les deux tiers de sa fortune en domaines nationaux. Quand il participe, avec le ministre de l'intérieur, Lucien Bonaparte, à l'organisation des préfectures, il apuie de préférence la candidature des possesseurs de biens nationaux, de même qu'il voudrait faire entrer beaucoup de ceux-ci dans les conseils généraux et les conseils d'arrondissement, alors à la nomination des préfets. Au point de vue religieux encore, il reste dans la tradition révolutionnaire : ses sympathies vont au clergé constitutionnel, ses défiances aux prêtres insermentés, et il écrit en 1801 : « Doit-on continuer d'admettre en France les prêtres qui se présentent de toutes parts ? Je ne crois pas, je l'avoue, que la rentrée des prêtres soit un moyen de consolider le gouvernement. » Heureusement, Bonaparte jugea autrement, et Beugnot, qui, selon le mot du duc Victor de Broglie, « avait un peu l'épine dorsale brisée, » se prêta docilement à l'application du Concordat, tout en regrettant que les prêtres ne fissent pas en chaire l'éloge de la conscription.

Sur cette question des biens nationaux, dont nous venons de parler, signalons une contradiction de M. Dejean. « Les biens nationaux, dit-il (p. 126), dans cette riche portion de la France, ont été, dès la première heure, de vente facile : on les a particulièrement à cœur... Grands, moyens et petits propriétaires ne se sont pas lassés d'arrondir leurs domaines, sans ardeur immodérée et gloutonne, écrira plus tard Beugnot,

mais d'un mouvement continu et réglé, à la normande. » Cependant, un rapport de 1798, cité plus haut (p. 117), dit que dans la Seine-Inférieure « partout des acquéreurs de biens nationaux sont inquiétés, » ce qui indique que le sentiment populaire, dans son instinctive probité, leur est défavorable.

Résumant les résultats de l'administration intelligente et habile de Beugnot, M. Dejean dit qu'en 1802, au moment du voyage de Bonaparte en Normandie, « la population de la Seine-Inférieure commençait à jouir du bienfait matériel de la Révolution. » Le mot ne me paraît pas heureux. Il serait plus vrai de dire que cette population, que la Révolution avait découragée, dégoûtée et ruinée (voir p. 103-117), et qui, de l'aveu du rapporteur de 1798, « regrettait l'ancien régime, parce qu'alors elle faisait mieux ses affaires, » se trouva peu à peu replacée dans la situation qu'elle avait connue à l'époque prospère du règne de Louis XVI. Cela est particulièrement sensible pour l'instruction publique. Beugnot se plaint de ne trouver que quelques écoles ouvertes, et fait de louables efforts pour recruter des maîtres et des élèves. Qu'on se rappelle l'état des mêmes régions vingt ans plus tôt, alors que tous les villages et beaucoup de hameaux avaient leurs écoles, et que la haute Normandie était remplie de grands et de petits collèges. Je renvoie, sur ce sujet, au beau livre de M. Ch. de Beaupaire : *Recherches sur l'instruction publique dans le diocèse de Rouen avant 1789* (3 vol., Évreux, 1890).

PAUL ALLARD.

**M<sup>me</sup> de Souza et sa famille. Les Marigny, les Flahaut, Auguste de Morny (1761-1836)**, par le baron DE MARICOURT. Paris, Émile Paul, 1907, in-8 de x-399 p.

M<sup>me</sup> Filleul fut la maîtresse du financier Bouret, et peut-être de Louis XV; M<sup>me</sup> de Flahaut, sa fille (qui devint en secondes noces M<sup>me</sup> de Souza), eut un fils, Charles de Flahaut, dont le père, au su de tous, était Talleyrand; Charles de Flahaut fut l'amant de la reine Hortense, et le père du duc de Morny. Il ne semble pas que le souvenir de ces désordres, la pensée de ces filiations adultérines, aient jamais altéré l'humeur égale de M<sup>me</sup> de Souza : elle se montra pour tous, comme pour elle-même, d'une extrême indulgence. Le trait le plus curieux de cette femme d'un esprit naturel et charmant, qui fut même un écrivain, et dont les romans ont été loués par Sainte-Beuve, c'est son inconscience absolue. On ne découvre à sa vie aucune base morale. Eut-elle un sentiment quelconque de religion? Rien ne l'indique, si ce n'est un mot d'une de ses lettres. A soixante-quatorze ans, elle relisait le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire. « Je n'aime point, dit-elle, ses articles contre la religion, parce que, tout en détestant comme lui les fanatiques et les intolérants, j'ai sous les yeux une pauvre parente ruinée, malade, que la religion console et a rendue excellente. Ce topique-là est fort à considérer. »

M. le baron de Maricourt a tracé d'une plume très fine, avec son ordinaire abondance de documents, le portrait de cette grande dame du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui mourut en 1836, sans avoir, semble-t-il, rien appris de notre temps, ni rien oublié du sien. PAUL ALLARD.

**Bonald**, par Paul BOURGET, de l'Académie française, et Michel SALOMON. Paris, Bloud, 1905 (collection : *La Pensée chrétienne*), gr. in-16 de xxxvii-332 p.

Parmi les intelligents recueils de textes et d'études qui permettent de suivre le développement de la pensée chrétienne, voici l'un des mieux composés; j'ajouterais que c'est l'un des plus utiles, parce que je ne crois pas calomnier notre temps en disant que nous lisons peu Bonald. L'introduction de M. Paul Bourget nous avertit que c'est un tort, si nous avons souci de politique expérimentale et scientifique. L'accord apparaît fréquent entre ce gentilhomme philosophe, penseur vigoureux, issu d'une vieille famille du Rouergue, et des esprits très ouverts du XIX<sup>e</sup> siècle, très différents de tendances métaphysiques ou de foi religieuse. En de précieuses annotations, M. Michel Salomon relève ces rapprochements, et en même temps, par des *arguments* préliminaires, il permet de coordonner et de situer dans l'œuvre totale de l'écrivain les extraits qu'il a très heureusement choisis. Ceux-ci sont groupés en six chapitres très substantiels : *Souveraineté du point de vue sociologique*; *Philosophie et sociologie expérimentale*; *Conception de la société*; *Tradition*; *Pouvoir*; *Famille et hiérarchie sociale*. La grande leçon que me semble donner Bonald, c'est de voir toujours l'homme comme il est dans la réalité, c'est-à-dire comme faisant partie et dépendant de l'humanité, laquelle ne comprend pas seulement les générations d'aujourd'hui. « Bonald, écrit M. Michel Salomon (p. 3), eût avoué cette pensée que nous avons recueillie de la bouche de Paul Bourget : l'individualisme tue l'individualité ou plutôt

l'empêche de naître. L'individu n'est fort, en effet, que de la sève qu'il puise dans la famille et dans l'État. »

Baron J. ANGOT DES ROTOURS.

**Mémoires de la comtesse de Boigne, née d'Osmond**, publiés d'après le manuscrit original, par M. Charles NICOLLAUD. T. I (1781-1814); t. II (1815-1819). Paris, Plon-Nourrit, 1907, 2 vol. in-8 de xxvi-505 et 434 p., avec portraits en héliogravure et fac-similés.

Rendre compte en deux pages d'un tel ouvrage n'est guère possible : c'est un tissu d'anecdotes qu'il faudrait citer presque toutes, pour le piquant intérêt que présente chacune. Ce tissu d'anecdotes n'en est pas moins de l'histoire en son genre, car nous pensons, avec l'éditeur (t. II, p. 47), qu'il y a toujours au moins un fond de vérité dans ce que l'auteur avance. Au reste, M<sup>me</sup> de Boigne elle-même prend soin de déclarer, à plusieurs reprises, qu'elle ne se pique pas de se rappeler exactement toutes choses. Avec une égale franchise, elle avoue « avoir modifié fréquemment ses opinions, » et elle ajoute plaisamment : « Mais j'ai toujours eu le courage de celles du moment. »

La médisance va quelquefois grand train sous sa plume, au point qu'on a jugé convenable de laisser deux ou trois blancs dans la présente édition. Ses portraits ne sont que d'une ressemblance trop frappante quand elle peint la rusticité de Louis XVI et l'incapacité de ce pauvre prince, qui n'a grandi qu'au Temple; la frivolité, les imprudences de la Reine; le caractère des frères du Roi et la triste attitude de leurs épouses délaissées; l'indécent entourage de la pieuse Madame Elisabeth, etc.

Les traits abondent, hélas! de la

déplorable conduite de nos princes, — Condé à part, — pendant l'émigration. Nous ne sommes pas disposé à rire de la scène rapportée au lendemain de Quiberon, touchant Monsieur; la manière dont son capitaine des gardes croit devoir le couvrir de son corps est pourtant du plus haut comique (t. I, p. 141).

Pour ce qui est des émigrés, en général, chez la noblesse de cour, « les mœurs étaient encore beaucoup plus relâchées qu'avant la Révolution; » mais « la masse des émigrés menait une vie irréprochable; et il faut bien que cela soit, ajoute notre auteur, car c'est de leur séjour prolongé en Angleterre que date le changement d'opinion du peuple anglais en faveur du peuple français.... La conduite du clergé a été de nature à se concilier l'estime et la vénération de ce peuple, bien peu disposé en faveur des prêtres papistes. Chaque famille bourgeoise avait fini par avoir son abbé français de prédilection, qui apprenait sa langue aux enfants et souvent assistait les parents dans leurs travaux.... » (t. I, p. 138-139).

Arrivant à la chute de Napoléon, M<sup>me</sup> de Boigne écrit : « J'en demande bien pardon à la génération qui s'est élevée depuis dans l'adoration du libéralisme de l'Empereur; mais, à ce moment, amis et ennemis, tout suffoquait sous sa main de fer et sentait un besoin presque égal de la soulever. Franchement il était détesté; chacun voyait en lui l'obstacle à son repos, et le repos était devenu le premier besoin de tous. *Abbiamo la pancia piena di libertà*, me disait un jour un postillon de Vérone en refusant un écu à l'effigie de la liberté. La France, en 1814, aurait volontiers dit à son

« tour : *Abbiamo la pancia piena di gloria*, et elle n'en voulait plus. » (T. I, p. 319. Voir aussi : p. 291-292 ; 340, 341.)

Touchant la Révolution, nous citons une page (t. I, p. 368-369), qui demeure d'un vif intérêt : sous l'Empire, et naturellement plus encore en 1814, « on aurait vainement cherché, en France, un homme qui eût voulu se reconnaître ouvrier en cette œuvre ; les régicides mêmes s'en défendaient.... Le livre posthume de M<sup>me</sup> de Staël : *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française*, changea tout à coup cette disposition en osant parler honorablement de la Révolution et des révolutionnaires. La première, elle distingua les principes des actes ; les espérances trompées des honnêtes gens des crimes atroces qui souillèrent ces jours néfastes et ensevelirent sous le sang toutes les améliorations dont ils avaient cru doter la patrie. Enfin, elle releva tellement le nom de révolutionnaire que, d'une cruelle injure qu'il avait été jusque-là, il devint presque un titre de gloire. L'opposition ne le repoussa plus. Les libéraux se reconnurent successeurs des révolutionnaires et firent remonter leur filiation jusqu'à 1789.... Dès que le livre de M<sup>me</sup> de Staël en eut donné l'exemple, les hymnes à la gloire de 1789 ne tarirent plus.... »

Ce n'est pas seulement une série d'anecdotes que présentent ces *Mémoires*, mais bien aussi une succession de tableaux finement peints de l'état de la société de chaque pays, de la cour de Turin, par exemple, où le roi Victor-Emmanuel I<sup>er</sup> veut, avant tout, rétablir toutes choses comme avant le *Novant' Ott*, si bien que les pages d'alors, âgés maintenant d'une qua-

rantaine d'années, se retrouvent pages comme devant avec les adolescents nouvellement institués. Nous pénétrons ensuite, grâce à l'auteur, dans l'intimité du prince-régent d'Angleterre. Mais il faut nous arrêter ici : qu'il nous suffise de dire que l'intérêt ne languit jamais à cette piquante lecture.

Pour ce qui est de M<sup>me</sup> de Boigne personnellement, un point choque l'honnêteté, et même, semble-t-il, la justice : c'est la manière dont elle traite son mari. Au reste, et cela s'accorde bien avec cette désinvolture anticonjugale, elle raille volontiers la piété de certaines personnes très respectables et elle parle à tort et à travers de la *Congrégation*, comme tous les libéraux du siècle. Sous le rapport politique, c'est en faveur de l'orléanisme que ses opinions paraissent se « modifier » de plus en plus, quoique, avec sa franchise habituelle, notre auteur ne dissimule pas le rôle déloyal que Louis-Philippe a joué dès le commencement de la Restauration, préparant de longue main la révolution aussi stupide que bourgeoise de 1830 (t. II, p. 157, 314).

Nous nous plaisons à ajouter que M. Nicoullaud corrige, par quelques notes conçues dans le meilleur esprit, le texte de l'auteur. Nous ne doutons pas que l'estimable éditeur ne compte nous donner, à la fin du dernier volume, une bonne table alphabétique.

HYRVOIX DE LANDOSLE.

**Campagne de l'empereur Napoléon en Espagne (1808-1809)**, par le commandant BALAÏNV. T. IV. *La course de Benavente*. — *La poursuite de la Corogne*. Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1907, in-8 de 552 p.

Ce quatrième volume couronne

heureusement la vaste enquête menée par les trois premiers ; même méthode heureuse de travail, même richesse de documentation. Cinq croquis, trois grandes cartes hors texte accompagnent le récit et sont d'un réel intérêt. Des tableaux, des « situations » fournissent des chiffres, relatent les emplacements des différentes troupes des armées française et anglaise. Trois grandes divisions partagent ce volume pour remplir le cadre tracé : la course de Benavente, c'est-à-dire la marche précipitée de l'Empereur à la recherche des Anglais, du 24 décembre 1808 au 2 janvier 1809, jour où il s'arrête brusquement, rappelé en France par les armements de l'Autriche, et où il confie la direction de l'armée au maréchal Soult, pour achever cette « poursuite de la Corogne » (2-16 janvier 1809) qui doit chasser d'Espagne les troupes britanniques commandées par sir John Moore.

La première de ces divisions (p. 1 à 195) concerne la présence de Napoléon. La seconde (p. 195-413), la marche du II<sup>e</sup> corps (duc de Dalmatie), les opérations du maréchal Ney, VI<sup>e</sup> corps, en Galice. La troisième (p. 414-546), les opérations des troupes espagnoles avec La Romana et de l'armée anglaise elle-même.

Lettres, ordres, rapports chronologiquement rangés fournissent ces éléments ; ils sont appuyés par des notes nombreuses qui indiquent une abondante lecture et une parfaite connaissance des événements. Le commandant Balagny ne saurait être trop félicité et remercié pour cette magistrale enquête qui, poursuivie sur place, étayée des pièces originales françaises, anglaises et espagnoles, présente un tout complet de cette campagne mémorable. Le savant of-

ficier a, modestement, préparé les matériaux des historiens futurs. Si de semblables travaux étaient achevés sur les différentes guerres du premier Empire, l'histoire militaire de l'Empereur à travers l'Europe serait prête à être écrite.

GEORGEY DE GRANDMAISON.

**Étude sur les guerres d'Espagne**, par le commandant BAGÈS. T. I<sup>er</sup>. Paris, Lavauzelle, 1907, in-8 de 147 p.

L'œuvre du commandant Bagès, tout en affectant une forme plus littéraire, est infiniment plus simple. L'auteur, à larges traits de plume, donne la vulgarisation de la guerre impériale dans la péninsule. Ses premiers chapitres reprennent, pour l'instruction du lecteur, la question de plus haut : « L'Espagne, le Portugal et l'Angleterre au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle ; » « Les erreurs de Napoléon : » « L'invasion du Portugal » en 1807 ; « L'occupation de Madrid ; » « l'abdication des Bourbons, » etc., jusqu'à la manœuvre de Talavera, en juillet et août 1809 ; moment où s'arrête ce premier volume.

La besogne du commandant Bagès se trouve singulièrement facilitée par l'ouvrage même du commandant Balagny ; elle garde aussi son mérite propre, et donne des choses un récit, auquel on reprocherait sans doute quelque tournure romanesque de style. Cette histoire présente une lecture très appropriée aux bibliothèques régimentaires ; beaucoup d'autres encore y trouveront profit. Il faut espérer que l'auteur saura continuer sa tâche, même quand il deviendra seul à la poursuivre : il a dépouillé beaucoup d'imprimés, ses notes le manifestent ; on doit lui

souhaiter bonne chance dans la condensation des événements très embrouillés qu'il va étudier.

Un fascicule important contenant trente-trois croquis accompagne et complète très heureusement ce tome I<sup>er</sup>. La majorité en est empruntée, — en réduction, — aux cartes de Balagny ou aux plans de la *Vie de Wellington* par le général Brialmont. Le récit est mis de la sorte en meilleure lumière et la consultation de ces croquis est fort utile et commode.

G. DE G.

**Le vice-amiral Bergasse du Petit-Thouars**, d'après ses notes et sa correspondance (1832-1890). Paris, Perrin, 1906.

Depuis quelques années, beaucoup de *Mémoires* de personnages plus ou moins connus ont été publiés. De telles œuvres ont le très grand inconvénient de falsifier presque toujours la vérité. Ceux qui écrivent leurs impressions pour les voir se transmettre à la postérité le font en général avec une flagrante partialité, suivant leur humeur et leurs sympathies, avec haine et passion ou avec trop d'indulgence. Tout autre genre de récit sont les notes et les correspondances intimes. N'étant pas destinées à la publicité, elles donnent mieux l'expression de la réalité; on y juge mieux le caractère de celui dont elles émanent et leur lecture laisse une plus profonde impression de sincérité.

L'amiral Bergasse du Petit-Thouars est un des marins dont la carrière fut le mieux remplie. Né en 1832, il entra dans la marine en 1847 et mourut, le 14 mars 1890, commandant en chef de l'escadre de la Méditerranée, après une existence toute de dévouement à son pays. Il fit diverses campagnes qu'il raconte

avec simplicité. La partie la plus intéressante de sa correspondance est certainement celle qui a trait à l'insurrection du Japon en 1868 et 1869. Il touche du doigt les institutions anciennes de ce peuple, aujourd'hui si moderne, si plein de civilisation, qui dans l'espace de quarante ans s'est assimilé la science et les habitudes des Occidentaux.

Les tableaux sont vivants. « Avant chaque exécution, un officier vient, portant lentement un petit tabouret en bois sur lequel se trouve le poignard qui doit servir au condamné pour s'ouvrir le ventre. Il se retire après l'avoir déposé sur le linceul, et le coupable paraît; un officier semble constater son identité et lui lire sa sentence; il s'incline profondément devant lui: alors, celui qui a porté le tabouret vient, le salue et lui montre le chemin de la place de l'exécution; tous les deux s'acheminent lentement, et celui qui doit couper la tête les suit par derrière. Arrivés au bord des nattes, l'officier s'incline de nouveau devant le condamné en lui montrant le poignard et la place où il doit s'agenouiller; celui-ci fait un signe d'acquiescement, se relève tout droit et s'avance lentement. Arrivé au milieu, il s'agenouille. Si c'est un officier, il plante devant lui le drapeau de son maître qu'il portait à la main, place le tabouret à portée, puis, lentement, tranquillement, enlève successivement tous ses vêtements du haut, prend le poignard et s'ouvre le ventre horizontalement.. Le bourreau, qui se relève derrière dès que le condamné prend l'arme, tenant son sabre à deux mains, lui en assène alors sur la nuque un coup, qui généralement sépare la tête du tronc.... »

Que de détails inédits dans la

mission diplomatique du *Desaix* au Japon, sur le mouvement général contre les étrangers et le triomphe du parti du Mikado, racontés en un style simple et avec un intérêt constamment soutenu ! Des *notes sur le siège de Strasbourg* et le *journal* de la captivité de Bergasse du Petit-Thouars à Rastadt forment la seconde partie de cet ouvrage, aussi intéressant qu'instructif, et dont il reste, lecture faite, un sentiment du vrai, de droiture, d'affection filiale et de respectueuse déférence hiérarchique.

Vicomte DE NOAILLES.

**Récits d'Afrique : Sidi-Brahim,**  
par Paul AZAN. Paris, Lavauzelle,  
gr. in-8 de 811 p.

Après avoir servi au 2<sup>e</sup> zouaves, avoir tenu garnison à Nemours, exploré en tous sens la province d'O-ran, le lieutenant Paul Azan fut appelé à la section historique de l'état-major de l'armée. Les archives de la guerre, dont les cartons relatifs à l'Algérie sont très riches et encore imparfaitement connus, lui permirent de se documenter utilement sur l'histoire de la conquête d'une région dont il avait étudié sur place la topographie, et c'est pourquoi il entreprit la publication de ces *Récits d'Afrique*.

Le présent ouvrage est entièrement consacré aux opérations qui entraînèrent le massacre de Sidi-Brahim — de glorieuse mémoire pour nos chasseurs à pied.

M. Paul Azan en a reconstitué les moindres détails en faisant appel aux témoignages contemporains, en contrôlant les narrations déjà publiées, mettant en pleine lumière les actes d'héroïsme, les initiatives heureuses,

les fautes, les défaillances qu'on doit relever dans cette page dramatique de la conquête de l'Afrique du Nord.

Le chapitre qui a pour titre « Les Responsabilités » révèle une maturité d'esprit remarquable chez un jeune officier. L'auteur y établit que les lieutenants-colonels de Montagnac et Barral commirent tous deux des fautes lourdes, le premier en engageant une action téméraire contre l'ordre de ses chefs, le second en ne poussant pas sa reconnaissance jusqu'au lieu même du combat de Kerkour. Quant au capitaine Coffyn, qui commandait Djemmaa-Ghazaouet (aujourd'hui Nemours), il doit porter la responsabilité du massacre des derniers débris de la compagnie de Géraux.

La deuxième partie du livre reproduit une série de documents contemporains, pour la plupart empruntés au dépôt du ministère de la guerre : lettres, rapports, instructions de généraux et de commandants supérieurs.

Dans la troisième, une série de récits et mémoires, publiés antérieurement ou inédits, sont partiellement reproduits ou analysés.

De nombreuses gravures, deux cartes, une bibliographie très complète et un index alphabétique complètent cet intéressant ouvrage, qui mérite d'être mis en bonne place dans les collections historiques et les bibliothèques militaires.

ROGER LAMBELIN.

**Une Année de politique extérieure,** par René MOULIN. Préface de M. Jules Godin, ancien ministre. Paris, Plon-Nourrit, in-16 de vii-355 p.

L'année 1904 est assurément une de celles qui seront spécialement

marquées dans les annales mondiales. Une foule de jalons y ont été posés, plus ou moins solides, j'en conviens, mais qui serviront à limiter ou à orienter pour un temps les ambitions des puissances.

L'accord franco-anglais, la convention franco-siamoise, le rapprochement commercial franco-italien, les affaires de Macédoine, la pénétration anglaise au Thibet, la révolution de Panama suscitée par les États-Unis, la guerre russo-japonaise, la crise intérieure de la Russie : tous ces graves problèmes, toutes ces questions diplomatiques compliquées ont été résolus ou agités au cours de l'année 1904.

M. René Moulin expose les faits avec clarté et méthode; il émet des jugements réfléchis, consciencieusement raisonnés, mais que des événements nouveaux ont déjà sur certains points infirmés. Il s'est fait beaucoup d'illusions sur les avantages que la France pourrait retirer de la convention signée à Londres le 8 avril 1904, et considère avec une bienveillance et un optimisme exagérés les actes et les tendances de la diplomatie républicaine. La conférence d'Algésiras a suffisamment établi les mécomptes que devait nous ménager la question marocaine, et ce sont uniquement les intérêts anglais que favorisa la convention en Égypte, à Terre-Neuve, au Siam.

Quoi qu'il en soit, le livre de M. R. Moulin mérite d'être lu et médité; il donne en appendice, outre la convention franco-anglaise, la déclaration complémentaire concernant l'Égypte et le Maroc, le traité du 13 février 1904 conclu avec le roi de Siam, le protocole du 29 juin et le traité anglo-thibétain.

R. L.

T. LXXXII. 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1907.

**Manuel historique de politique étrangère. Tome III : Le Temps présent.** par Émile Bourgeois. Paris, Belin, 1905, in-12 de 866 p.

A quiconque s'intéresse à l'histoire contemporaine et aux questions de politique étrangère, ce manuel rendra d'inappréciables services. M. Émile Bourgeois a tour à tour étudié : Louis-Philippe et la Belgique après 1830, l'Europe en 1831, la question d'Orient, les révolutions d'Espagne et de Portugal, l'Europe et le monde en 1840, les révolutions de 1848 et 1849, Napoléon III et les Lieux Saints, le Congrès de Paris, qui préluda au réveil des nationalités et des races, l'expansion de l'Europe dans le monde de 1856 à 1866, la politique extérieure de Napoléon III, la fondation de l'Empire allemand, l'Europe de la conférence de Londres au traité de Berlin.

Chaque chapitre forme une vraie page d'histoire, méthodiquement exposée, et est suivi d'une bibliographie très complète.

Les considérations développées par M. Émile Bourgeois peuvent donner matière à discussion. Nous ne saurions partager sa manière de voir en ce qui concerne l'expansion catholique et la politique des nationalités; nous nous consolons moins aisément que lui de l'abandon des traditions de grandeur et de prépondérance, legs glorieux de la monarchie à la France.

Mais nous reconnaissons le mérite d'un ouvrage savamment élaboré, soigneusement documenté, et qui sera toujours consulté avec profit.

M. E. Bourgeois a publié à la fin de ce volume une *Table générale par pays*, qui permet au lecteur qu'une nation intéresse particulièrement d'isoler en quelque sorte son histoire



et d'en suivre le développement à travers les liens qui la rattachent à l'évolution générale.

ROGER LAMBELIN.

**L'émancipation de l'Égypte.**  
par A. L., traduit de l'anglais.  
Paris, E. Guilmoto (s. d.), petit  
in-8 de 251 p.

La thèse de l'auteur, ingénieusement soutenue d'ailleurs, consiste à préconiser l'autonomie administrative de la Basse-Égypte. Solidement établie au Soudan, souveraine maîtresse de la haute vallée du Nil, l'Angleterre pourrait sans grand inconvénient laisser au gouvernement khédivial une certaine indépendance. Un accord international neutraliserait au point de vue politique la terre des Pharaons.

Ces combinaisons procureraient aux Anglais de sérieux avantages ; ils se débarrasseraient du contrôle de la dette, des juridictions consulaires, des tribunaux mixtes, supprimeraient ce qui peut subsister de la suzeraineté morale du sultan, et l'auteur envisage même la possibilité d'utiliser l'Égypte affranchie pour la civilisation de l'Afrique musulmane.... L'Angleterre a toujours su merveilleusement exploiter les idées civilisatrices pour le plus grand bien de ses propres intérêts.

Je ne crois pas que cet ouvrage ait été inspiré par lord Cromer ou par de hauts fonctionnaires du khédive, mais la tendance très accusée à supprimer les capitulations et les conventions financières mérite d'être retenue.

Seule, la France pouvait efficacement contrecarrer à cet égard les projets britanniques. Mais, en 1882, elle abdiqua virtuellement tous ses

droits, et, par le traité du 8 avril 1904, elle renouvela son abdication « de la façon la plus formelle et la plus catégorique » pour me servir de l'expression de l'auteur.

Le gouvernement du roi Édouard a donc les coudées franches ; il peut à son gré modifier la constitution de l'Égypte pour donner satisfaction aux jingoïstes et aux plus audacieux tenants de l'impérialisme.

Le gouvernement de la République française s'incline, par avance, devant sa volonté.

R. L.

**Bismarck et la France.** par  
Jacques BAINVILLE. Paris, Nouvelle  
librairie nationale, 1907, in-8 de  
xviii-299 p.

On connaissait depuis longtemps, par le procès du comte d'Arnim, par l'ouvrage du duc de Broglie et par les Mémoires de M. de Gontaut-Biron, quel secours le parti républicain français avait trouvé chez le prince de Bismarck pour conquérir le pouvoir après 1870. La publication des Mémoires du prince de Hohenlohe vient d'ajouter de nouveaux éléments au dossier de ce grand procès historique, qu'on peut considérer aujourd'hui comme définitivement jugé contre la République et aussi contre le parti bonapartiste. Après 1870 les vainqueurs de la France n'ont redouté que le rétablissement de notre monarchie nationale. Ils considéraient toutes les autres combinaisons comme également propres à maintenir la France dans l'état d'abaissement où ils l'avaient précipitée, et ils n'avaient que trop raison. Il n'y a pas d'argument plus décisif pour soutenir la cause de la restauration royaliste. Il faut louer hautement tous les écrivains qui contribuent à

le mettre en lumière ; le livre de M. Bainville donne à son auteur une brillante place parmi eux.

Malheureusement certaines exagérations nuisent à la valeur de plusieurs de ses arguments. Ainsi, dans son ardeur légitime à combattre la politique extérieure du parti républicain français et à faire l'apologie de la politique extérieure de la monarchie, M. Bainville arrive à dire dans sa préface : « Plus un homme est blanc, plus une idée est de droite, plus on peut être assuré que la France se trouvera bien de l'homme et de l'idée. » C'est extrêmement contestable et il serait facile de démontrer que les exagérations de droite sont aussi pernicieuses que les exagérations de gauche. L'horreur pour le faux libéralisme de la République ne doit pas nous conduire à l'admiration pour le système turc ou le système russe ; on peut avoir la plus grande admiration pour la politique extérieure de Charles X et regretter la révolution de 1830 comme le plus grand malheur de la France dans le dernier siècle, sans pour cela avoir la moindre admiration pour la politique intérieure du ministère Polignac.

De même M. Bainville s'attache à combattre le principe des nationalités et à montrer combien ont été funestes à la France les applications qu'en a faites Napoléon III. Il a mille fois raison, et la partie la meilleure de son livre est peut-être celle qu'il a consacrée à la critique violente mais trop juste de la politique du second Empire. Mais là encore il ne faut pas aller trop loin ni oublier que le principe des nationalités, qui n'est pas un principe, mais qui n'est que la formule d'une tendance naturelle de la politique mondiale, a été appliqué avec beaucoup de succès à la France

par notre monarchie nationale. Du jour où dans un État naît la conscience nationale, des tendances et des aspirations se développent (dont les gens à idées abstraites ont bien vite fait des principes), qui favorisent la réunion des cités et des provinces ayant entre elles des affinités. Si l'intérêt économique s'en mêle, si la gêne causée par les barrières douanières devient intolérable, on assiste aux grands mouvements unitaires, dont sont nécessairement victimes les gérants des petites souverainetés qui se figent dans le culte de leurs droits sans penser à leurs devoirs envers les peuples. L'unité politique de l'Allemagne a commencé par une union douanière. Si au contraire on crée des unités factices, elles se désagrègent comme la Grèce et la Turquie, comme les États balkaniques, comme la Belgique et la Hollande, comme la Suède et la Norvège.

La nation française a profité du phénomène unitaire avant les autres nations. Il est impossible de dénier à ces autres nations le droit de ressentir à leur tour les mêmes aspirations et de chercher à leur donner satisfaction. Ce n'est donc point en thèse absolue qu'il faut combattre ni l'esprit national ni les tendances unitaires des peuples qui consciemment ou inconsciemment veulent réunir leurs forces politiques et économiques. Si l'on veut ne donner au principe des nationalités d'autre portée que d'imposer à la diplomatie le devoir étroit de ne pas disposer des peuples comme un fermier dispose de troupeaux de moutons et de ne pas procéder au partage politique des territoires comme on partage un domaine entre des cohéritiers, on n'aperçoit pas bien pourquoi il serait l'objet d'un anathème absolu,

Cela n'implique pas, bien entendu, l'absolution des gouvernements français qui en ont fait une application tragiquement funeste aux intérêts de la France. Rien ne les obligeait à favoriser sans discernement la formation de l'unité allemande et de l'unité italienne, et il a fallu la plus coupable imprévoyance pour que, quand la France était la plus forte, ils permissent des remaniements de territoires menaçants pour elle. Sans refaire l'histoire, il est permis de dire que la monarchie française n'aurait sans doute ni pu ni voulu s'opposer à la formation d'agglomérations allemandes et italiennes moins artificielles que celles qui résultaient des traités de Vienne. Mais elle n'aurait pas laissé naître ces forces nouvelles sans accroître en proportion la force de l'État français, et assuré sa bienfaisante et traditionnelle hégémonie. Je pense que l'argumentation de M. Bainville aurait gagné en force et en autorité s'il avait borné là son raisonnement et s'il n'avait pas fourni aux étrangers qui liront son livre l'occasion de penser que les autres nations ne doivent rien tant redouter que de voir se rétablir la puissance de la France.

Aussi bien les derniers chapitres du livre de M. Bainville apportent eux-mêmes la contradiction aux thèses absolues que l'auteur soutient dans les premiers. Ces derniers chapitres, qui se réfèrent aux savantes études de M. Matter sur la formation de l'Allemagne, sont consacrés à la jeunesse et aux premières armes du prince de Bismarck et à l'histoire de la formation de l'unité allemande. Ils nous montrent un homme de droite fort peu soucieux des principes et ne craignant pas d'appliquer des idées de gauche quand il les juge

utiles à la grandeur de son pays, — et un royaliste rigoureusement fidèle à sa dynastie nationale, foulant aux pieds la « légitimité » des couronnes pour placer une nationalité sous l'égide du prince capable de comprendre ses devoirs envers son pays. Dans cette histoire d'hier il ne faut pas chercher seulement des motifs d'anathème contre les Français qui ont failli ; il faut aussi y trouver des leçons et des exemples.

EUGÈNE GODEFROY.

**Kultur und Katholizismus.**  
Band V. Das deutsche Zentrum,  
von Martin SPAHN. Kirchheim'sche  
Verlagsbuchhandlung, Mainz und  
München, in-8 de 117 p.

Sous l'impulsion du professeur Martin Spahn, une série de petites publications d'un aspect bien moderne dans leur élégance typographique, et dont le titre général est : *Civilisation et catholicisme*, a déjà commencé à fixer l'attention du public allemand. Le présent volume est dû à la plume du professeur de Strasbourg lui-même, et l'on peut reconnaître que, terminé à la veille de la dissolution inopinée du Reichstag, il vient véritablement à point. L'exposition très informée des origines lointaines, de la lente formation et du glorieux développement d'un parti que la crise du 13 décembre 1906 et les élections récentes ont mis dans un tel relief, ne peut manquer de piquer la curiosité d'un pays où l'opposition fait si vaillamment son devoir. Si l'on ajoute à ces motifs d'actualité le fait que l'auteur est le fils d'un des membres les plus éminents du célèbre parti, qu'il est peut-être plus.... gouvernemental que son père, l'intérêt croitra

peut-être encore. M. Spahn a fait un résumé bien instructif, pour nous surtout, qui avons quelque peine à nous retrouver dans l'histoire de la politique intérieure allemande des environs de 1848, des luttes des partis, de la nature du « libéralisme » d'outre-Rhin et des tâtonnements qui précéderent la première constitution du Centre. La figure de Windthorst se dégage avec une singulière précision au milieu de ces groupes où il apparaît d'abord solitaire. La politique soupçonneuse de Bismarck et le Kulturkampf qui en fut la suite sont relatés avec une évidente modération, que nous serions peut-être tentés de trouver excessive, mais l'influence exercée par le Centre pour l'épanouissement complet de l'Empire est par contre noblement affirmée, en termes chaleureux qui semblent être d'abord sortis du cœur de Spahn l'ancien, avant de passer par les lèvres et sous la plume du fils. Heureuses les nations qui possèdent dans leur Parlement un parti de patriotes ardents, aussi fidèle aux vastes plans d'un chef de génie, si intelligemment en contact avec les forces sociales du pays, si puissamment outillés, surtout par la cohésion de ces forces, pour la grandeur de la patrie !

G. PÉRIES.

**L'évolution du clergé anglican**, par H. BRÉMOND. Paris, Bloud (collection *Science et Religion*), in-16 de 63 p.

M. Brémond nous donne dans ces pages deux monographies de personnages secondaires, mais qui reflètent, dans une certaine mesure, quelques tendances significatives de l'évolution du clergé anglican. — Ame naturelle-

ment grave et religieuse, le doyen Lake (1817-1897) nous laisse entrevoir la marche incessante des idées religieuses déterminée par le mouvement d'Oxford. Libéral et orthodoxe, il est pour le progrès sans cesser pourtant de sauvegarder, au milieu des modifications profondes, les traditions du passé. Grâce à leur sincérité souvent illogique, mais néanmoins fidèle aux lumières grandissantes de la doctrine, les anglicans de son caractère se rapprochent chaque jour de l'idéal catholique, et, sans s'en douter, hâtent l'heure de la réunion.

A un pôle tout opposé, Green (1837-1883) évoque en sa personne la « Broad-Church », cette Église large dont l'incohérente puissance est pourtant sortie de la force des choses. L'anglicanisme, en effet, s'accommode de tant de divergences dogmatiques, qu'il peut aller jusqu'à accueillir la négation du dogme, pourvu qu'elle s'exprime encore de façon religieuse. Green, entré dans l'Église anglicane dix ans plus tôt, « aurait joué jusqu'à sa mort de quelque prébende ; dix ans plus tard, il ne serait pas entré dans les ordres.... Il entre dans l'Église pour en sortir.... après quelques années d'une expérience loyale et généreuse.... » Une religion aussi vague doit fatalement conduire au rationalisme absolu en passant par l'indifférence !

M. Brémond narre avec une sympathie peut-être trop accentuée pour les lecteurs ordinaires de la collection *Science et Religion* ces phases attristées d'atténuation religieuse. De tels portraits formeraient d'intéressants chapitres dans une histoire d'ensemble de l'évolution du clergé anglican : ils risquent, dépourvus d'introduction ou privés de conclusion générale, de laisser les esprits peu

informés incertains sur le véritable sens de l'étude qui leur est proposée.

G. PÉRIES.

**Actes de S. S. Pie X. Encycliques, Motu proprio, breves, allocutions, etc.** T. II. Paris, éditions des *Questions actuelles*. In-8 de 325 p.

La maison de la Bonne Presse continue avec zèle et succès l'entreprise de la publication des actes pontificaux. Cette mise à la portée du public des *régestes* des papes de nos jours a une importance et une actualité incontestables. Depuis que la société civile a proclamé brutalement sa rupture avec la société religieuse, elle n'a fait que resserrer les liens qui unissent les catholiques de France au Vicaire de Jésus-Christ. Il est donc de plus en plus indispensable que les fidèles soient tenus au courant des actes de leur Père; qu'ils puissent aller y puiser les lumières et les énergies pour guider leur vie chrétienne et pour résister aux entreprises violentes ou sournoises de l'erreur.

En lisant ce recueil que les éditeurs ont publié avec beaucoup d'ordre et de méthode et ont accompagné de tables facilitant les recherches, on ne peut s'empêcher de rendre grâce à Dieu, qui a donné à son Église le saint pape Pie X.

Dom A. du Bourg, O. S. B.

**Les syndicats industriels en Belgique**, par G. DE LEENER. 2<sup>e</sup> édition. Bruxelles, Misch et Thron, 1904, in-8 de xxxii-348 p.

Par syndicat industriel, l'auteur entend tout groupement temporaire ou permanent de chefs d'industrie, unis dans le but de substituer, en tout ou en partie, l'action collective

à la libre concurrence dans les conditions de la production industrielle. On voit quelle est l'importance du sujet, qui jusqu'ici n'avait guère été étudié pour la Belgique. Pourtant ces intéressantes tentatives de régularisation de la concurrence professionnelle sont nombreuses dans l'industrie houillère, dans l'industrie métallurgique, dans l'industrie textile. Ce livre est publié dans la collection des travaux de l'Institut de sociologie fondé à Bruxelles, en 1902, par M. Ernest Solvay.

Baron J. ANGOOT DES ROTOURS.

**Rois sans couronne. Conquistadores et roitelets**, par le baron Marc DE VILLIERS DU TERRAGE. Paris, Perrin, 1906, in-8 de vi-474 p., avec gravures et cartes.

Qu'est ce volume, dont la couverture bleu clair attire les regards? Un livre d'histoire ou un recueil de contes? Un roman d'aventures et de voyages extraordinaires? Peut-être même un ouvrage de philosophie? Il est un peu de tout cela, avec la réserve toutefois que, seuls, des documents authentiques ont été mis à contribution pour écrire ces pages si captivantes, pour peindre ces portraits de personnages dont le nom a été tracé sur le sable alors que ceux de tant d'autres, de valeur peut-être moindre, mais de bonheur plus grand, sont gravés sur le socle de statues de conquérants, d'empereurs ou de rois. Du conquistadore au conquérant, l'écart est souvent minime; de l'aventurier qui échoue sur la dernière marche d'un trône déjà ébranlé sous ses coups, au guerrier entreprenant qui fonde une dynastie royale ou impériale, la différence est peut-être faible. A quoi tiennent, en ce monde,

l'insuccès et le succès, la réussite et l'échec ? C'est pourquoi ce livre d'aventures si variées, qui pourrait avoir été inspiré par l'imagination d'un Alexandre Dumas ou d'un Jules Verne, s'il n'était écrit par un historien consciencieux, est en même temps un ouvrage digne de faire penser. Les jeunes gens le liront avec plaisir et suivront l'auteur avec intérêt à travers les mers et les continents ; les hommes d'âge mûr y trouveront, en même temps qu'un délassement de l'esprit, matière à réfléchir sur les hasards de la vie et la vanité des grandeurs de ce monde.

J. C. T.

**Mélanges d'histoire litté-  
raire**, publiés sous la direction  
de M. le professeur LANSON ; fasci-  
cule 21 de la Bibliothèque de la  
Faculté des lettres de l'Université  
de Paris. Paris, Alcan, 1906, gr. in-8  
de 200 p.

Ce sont trois devoirs d'élèves qu'on nous offre pour 6 fr. 50, prix fort, et très fort : trois de ces travaux de philologie micrographique, de collation de textes et de manuscrits, de statistique, comme il est de mode, et très commode, pour ces messieurs de la Faculté, d'en donner à faire à leurs étudiants. Et je trouve excellent qu'on dresse les jeunes gens à la curiosité, aux investigations personnelles, aux études précises, et que soient faites par les apprentis plutôt que par les maîtres des recherches minutieuses, ordinairement stériles, dont il peut cependant sortir parfois de très intéressantes découvertes. Et ces messieurs le trouvent excellent aussi, qui sont de cette manière documentés à peu de frais et se voient apporter au jour le jour des matériaux à composer de

bons articles ou de beaux livres.

Le premier mémoire, signé E. Fréminet, est une édition, annotée avec le texte d'Hérodote, du poème des *Trois Cents* de Victor Hugo.

Et de ces coups de fouet il fit trois cents sol-  
[dats,  
Gardiens des monts, gardiens des lois, gar-  
[diens des villes,  
Et Xercès les trouva debout aux Thermopyles.

Tous les détails sont notés et jusqu'aux moindres mots que le poète emprunta au conteur grec, probablement par la vieille traduction de Du Ryer. Il a pris, on devait s'y attendre, tous les traits de pittoresque un peu bizarre : « les boucliers couverts de peaux de grues, » les Macrons « qui ont pour casque une peau de tête de cheval, » les Daces « qui ont la moitié du corps peinte en blanc, l'autre en rouge, » etc.... Mais, comme on le devine, il en a ajouté, il a grossi, multiplié, et aussi confondu ; et c'est bien là le *réalisme romantique*.

M. H. Dupin a étudié, lui, la *Chronologie des Contemplations*. On sayait déjà, surabondamment, que Victor Hugo était un falsificateur effronté. M. Edmond Biré avait, par exemple, bien démontré que la pièce « Réponse à un acte d'accusation » était certainement postérieure au mouvement d'idées de 1848, très probablement de 1854, et que le poète l'avait datée de 1846 exprès pour faire croire qu'il était déjà révolutionnaire avant la révolution. C'est en effet la date de 1854, 24 octobre, que porte le manuscrit, et janvier 1834 l'édition.

Mais M. Dupin ne s'est pas borné à relever sur les manuscrits les différences de dates, qui sont constantes, et souvent considérables. Ces manuscrits pouvaient être des copies posté-

rieures à l'édition, ou les dates, quelquefois, marquer l'achèvement d'une pièce conçue et commencée deux, dix, vingt ans plus tôt. Il a par une étude subtile, quelquefois un peu trop subtile, du fond et de la forme, c'est-à-dire de l'évolution du sentiment de l'amour chez Hugo de 1820 à 1865, de sa versification et de son style, confirmé les dates manuscrites qu'Hugo pour toutes sortes de raisons, de politique, de convenance ou d'élégance, a changées, même celles des pièces qu'il a écrites sur la mort de sa fille. C'est un travail d'expert très ingénieux, et qui a, heureusement, une base solide dans le manuscrit.

Le plus volumineux travail, et le plus sûr de tous, est celui de M. J. des Cognets qui, par un déchiffrement des carnets de poche et des albums de Lamartine (*Nouvelles méditations et Harmonies*), a saisi sur le vif le génie du poète jetant d'abord sa pensée et ses images en plusieurs esquisses successives où le vers peu à peu se dessine, où la rime apparaît, où les mots se corrigent, et le plus souvent, pas toujours, gagnent en justesse et en précision. Et, dit très bien le jeune et distingué critique, « il s'en dégage une impression unique de facilité, de sincérité et de puissance. »

GAB. AUDIAT.

#### VIII. — GÉOGRAPHIE. MONOGRAPHIES LOCALES

**Les Puys de Pallnod de Rouen et de Caen**, ouvrage posthume d'Eugène DE ROBILLAND DE BEAUREPAIRE, publié par Charles de Beaurepaire, et précédé d'une lettre de M. Léopold Delisle Caen, Delesques, 1907, in-8 de xvii-403 p., avec trois photographies d'après un manuscrit de la Bibliothèque nationale.

Les Puys de Palinod sont une institution particulière à la Normandie : il y en eut à Rouen, à Caen, à Dieppe, à Évreux. On désignait sous ce nom des confréries à la fois littéraires et religieuses, qui récompensaient chaque année des poésies composées en l'honneur de l'Immaculée Conception, cette dévotion si populaire dans la province, qu'on la désigna parfois sous le nom de Fête aux Normands. C'est au xv<sup>e</sup> siècle que des prix de ce genre commencèrent à être distribués à Rouen ; le Puy de Caen fut établi seulement en 1520. M. Eugène de Beaurepaire, — l'éditeur du *Journal du sire de*

*Gouberville* et l'auteur d'un grand ouvrage historique et archéologique, *Caen illustré*, — n'avait cessé de recueillir des notes sur ces Jeux floraux de la Normandie. Son frère, M. Charles de Beaurepaire, correspondant de l'Institut, vient de publier les parties de ce travail relatives aux Puys de Rouen et de Caen. Le sujet était déjà très considérable, puisqu'il embrassait l'existence de deux institutions littéraires qui, à travers des vicissitudes diverses, ont duré jusqu'à la Révolution.

Un premier chapitre donne des notions générales sur les origines des Puys, c'est-à-dire le mouvement de piété et de poésie qui, dès le commencement du moyen âge, s'attacha à la croyance en l'Immaculée Conception de Marie, et vint aboutir à la fondation de confréries destinées à récompenser les vers composés en l'honneur de ce mystère. Dans un second chapitre sont étudiées les transformations successives du Puy de

Rouen, ses règlements, ses officiers, ses divers ordres de récompenses, son influence sociale et littéraire. Un troisième chapitre analyse les plus anciennes poésies palinodiques : parmi les concurrents du xvi<sup>e</sup> siècle est Clément Marot, à qui, dit finement M. de Beaurepaire, la théologie porta toujours malheur. Un quatrième, très curieux, décrit les miniatures dont étaient décorées les pièces présentées aux concours. Un cinquième, qui est aussi d'un piquant intérêt, fait connaître le rôle du grotesque dans les concours palinodiques, les pièces bouffonnes lues en manière d'intermède, les improvisations très gauloises qui égayaient le festin offert à la confrérie par le prince de Palinod, c'est-à-dire par son président annuel. Un sixième chapitre analyse les poésies des xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles : on voit, à cette époque, beaucoup de femmes concourir à Rouen, et parmi elles Jacqueline Pascal : on assiste à la transformation du Puy primitif en une sorte d'académie, qui, en plus des poésies traditionnelles, met au concours des sujets de morale ou même d'histoire. Le dernier sujet de ce genre proposé à Rouen en 1787, 1788, 1789, sans que le prix ait pu être décerné, est celui-ci : « Quelle a été l'influence du siècle de Jeanne d'Arc sur le jugement et le supplice de cette héroïne ? »

Le Puy de Rouen cessa au commencement de la Révolution, celui de Caen (auquel est consacré le chapitre vii) dura jusqu'en 1792, mais confisqué par l'esprit révolutionnaire : la sainte Vierge y fut remplacée par la République : la dernière pièce couronnée est une *Épître aux sans-culottes*.

PAUL ALLARD.

T. LXXXII. 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1907.

**Le château royal de Vincennes, de son origine à nos jours**, par Ernest LEMARCHAND. Paris, Daragon, 1907, in-8 de n-326 p.

Histoire rapidement conduite, brièvement écrite et assez légèrement documentée. M. Lemarchand effleure les sujets sur des renseignements de seconde main, la bibliographie même qu'il donne le prouve et la « science » n'aura pas grande satisfaction à le voir consulter les *Confessions* de Rousseau, les *Mémoires* de Linguet ou l'*Histoire de la Commune* de Lissagaray. C'est donc là un récit hâtif, presque purement chronologique et peu charpenté. Il n'est pas ennuyeux. Les choses religieuses sont abordées, à l'occasion, sans malveillance mais avec une profonde ignorance ; les historiettes abondent, insuffisamment contrôlées ; des erreurs typographiques déparent plus d'un nom : à propos des prisonniers espagnols du donjon, sous le premier Empire, les données sont bien inexactes (p. 272), et sur les « Cardinaux Noirs » l'auteur fait d'étranges confusions ; un passage relatif à la présence supposée de Louis XVII à Vincennes (par conséquent en adoptant la version de sa sortie du Temple) n'est pas très concluant ; la conduite des Volontaires royaux en 1815 est travestie complètement et celle des communards en 1871 embellie. Ces erreurs multiples viennent de ce que l'auteur s'est contenté de prendre des renseignements çà et là sans les contrôler.

L'ensemble du livre est attrayant : quatre planches hors texte l'illustrent de manière agréable. On regrette un plan du château et un index alphabétique.

G.



**J.-D. HAUXONTI : Plombières ancien et moderne, édition refondue et augmentée, avec gravures et plans, par Jean PARISOT. Paris, Champion, 1905, in-8 de 433 p.**

Le présent ouvrage, publié sous les auspices de la Compagnie fermière des thermes de Plombières, constitue à coup sûr ce qui a été écrit de plus complet jusqu'à ce jour sur cette ville et ses environs, spécialement au point de vue historique. Les savants auteurs de la présente monographie n'ont laissé passer aucun document écrit, aucune inscription même, sans en tirer parti et le mettre à profit. Nous ne pourrions, sans dépasser les bornes d'un simple compte rendu, les suivre pas à pas sur ce terrain. Qu'il nous suffise de relater quelques-uns des faits les plus importants. Les nombreux vestiges de constructions élevées par elle prouvent l'estime que faisait la population gallo-romaine des eaux de Plombières. Se trouvaient-elles déjà en vogue à l'époque précédente, celle de l'indépendance gauloise ? C'est ce qu'il semble bien difficile d'établir, les renseignements à cet égard faisant entièrement défaut. Une raison toutefois nous porterait à en douter : c'est que toute la région vosgienne restait encore couverte de vastes forêts, asiles préférés des ours, loups, aurochs, sangliers.

Quoi qu'il en soit, nous avons lieu de penser que l'invasion barbare elle-même n'effaça pas complètement la vogue dont jouissaient les sources thermales de la localité. D'après la tradition, le nom de *Bain de la Reine* donné à l'une des piscines contiendrait une allusion à des séjours faits par Brunehaut dans le pays. Des textes assez nombreux prouvent que, dès les <sup>xii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècles, de

nombreux malades venaient demander leur guérison à ses sources bien-faisantes.

Un mot seulement en passant sur le récit de démêlés entre les dames de Remiremont et les ducs de Lorraine. L'amateur de recherches historiques y trouvera de nombreux détails, qui l'aideront à comprendre l'esprit et la législation de l'époque.

Nous nous ferions un reproche de ne pas dire un mot au moins du règne du duc Stanislas Leczynski. Cet ancien roi de Pologne et beau-père de Louis XV fut un bienfaiteur pour tout le pays, et les populations ont longtemps gardé de lui un souvenir reconnaissant.

Passant à une période plus récente, rappelons brièvement les séjours faits à Plombières par l'impératrice Joséphine et plusieurs princesses de la famille Bonaparte, aussi bien que par la duchesse d'Orléans.

En tout cas, Napoléon III est certainement celui de nos chefs d'État qui s'est le plus préoccupé de cette ville et a le plus contribué à son développement. C'est même là qu'il eut avec Cavour le fameux entretien, prélude de la campagne d'Italie.

Toutefois, quelque intérêt qu'offre ce que nous pourrions appeler la partie historique du livre de M. J. Parisot, ce n'est pas là peut-être ce qui attirera le plus l'attention du public lettré. La partie intitulée *Appendices* nous semble surtout curieuse à consulter. On y trouvera tour à tour une pièce de vers latins de 1540, due à Joachim Camerarius : *De thermis plumbariis*, un assez long poème en vers libres allemands sur le même sujet avec traduction française, etc.

Ajoutons que la beauté de l'impression, l'abondance et le caractère artistique des nombreux plans et gra-

vures ornant ce livre, en rehaussent encore la valeur. Elles le rendent digne de figurer dans la collection des bibliophiles les plus raffinés.

Comte DE CHARENCEY.

**Abbé Méresse : Histoire du Cateau.** Cambrai, Deligne, 1906, in-8 de xvi-267 p.

S'il est vrai que les peuples heureux n'ont pas d'histoire, il est malheureusement aussi véritable que l'histoire des peuples infortunés est souvent la plus difficile à reconstituer : tel est le cas de l'industrielle cité du Cateau-Cambrésis, que sa position stratégique a maintes fois rendue victime du pillage et de l'incendie, et qui, depuis Charles le Téméraire jusqu'à la dernière guerre franco-allemande, n'a jamais vu s'écouler un siècle sans être plusieurs fois soumise aux vicissitudes d'une occupation militaire. Naturellement, les archives de la ville, des établissements hospitaliers et de la puissante abbaye de Saint-André en ont éprouvé des pertes considérables, qui rendent singulièrement malaisée pour l'érudit la tâche de retracer les événements dont le Cateau a été le théâtre et plus encore de faire revivre ses institutions administratives et son activité économique. Mais M. l'abbé Méresse, curé-doyen du Cateau, ne s'est pas laissé arrêter par cette difficulté, et il a su tirer le meilleur parti possible des ressources qu'il avait à sa disposition : toutefois — et c'est la seule critique sérieuse que nous puissions adresser à son livre — il a laissé de côté certains fonds d'archives qui n'auraient pas manqué de lui fournir de précieux renseignements, tels que les papiers de l'intendance et ceux des États du

Cambrésis, ceux du département et ceux du district de Cambrai, les uns et les autres aux Archives départementales du Nord ; dans le fonds de l'archevêché, notamment dans les pièces de comptabilité, et dans les collections municipales de Cambrai, il n'a peut-être pas épuisé toutes les indications relatives au Cateau.

L'histoire des origines du Cateau est assez bien connue : en vertu d'un diplôme octroyé en 1001 par l'empereur Otton, l'évêque de Cambrai Erluin construisit dans un domaine qui, depuis le ix<sup>e</sup> siècle au moins, appartenait à son Église, un château destiné à protéger les laboureurs contre le pillage et le vol ; un marché s'y établit bientôt et, avec lui, toute une administration fiscale. Vingt ans plus tard, l'évêque Gérard de Florines y fonda l'abbaye de Saint-André ; en 1133 il y a déjà trois églises, et, au début du xiii<sup>e</sup> siècle, les documents laissent apercevoir un certain développement de la vie commerciale et de la richesse privée. Mais la ville eut fort à souffrir des guerres privées et des luttes entre les évêques de Cambrai et les comtes de Flandre ; il semble que la guerre de Cent ans ne lui ait pas occasionné de grands dommages, mais la succession de Charles le Téméraire, la rivalité de François I<sup>er</sup> et de Charles-Quint, les luttes religieuses du xvi<sup>e</sup> siècle, la guerre de Trente ans, les campagnes de Louis XIV et de la Révolution apportèrent périodiquement la ruine dans le pays.

Le récit de ces événements est clair, précis, complet ; sur la vie politique des Catésiens, principalement à l'époque révolutionnaire, sur les institutions religieuses, charitables et scolaires de la ville, on trouvera

également dans cet ouvrage des détails très circonstanciés, mais peut-être plus intéressantes encore sont les pages consacrées par l'auteur à l'histoire administrative et économique du Cateau. Le rôle et les fonctions des officiers municipaux, dont la nomination appartenait à l'évêque de Cambrai jusqu'en 1789, sont étudiés avec le plus grand soin : nous voyons les efforts tentés par le châtelain et par le prévôt pour se rendre indépendants, l'organisation de la police des métiers et de la justice échevinale, le fonctionnement de la juridiction abbatiale de Saint-André avec la participation et sous le contrôle du corps municipal, la gestion des deniers de la ville et de l'évêché ; sur ce dernier point, M. l'abbé Méresse aurait sans doute pu entrer davantage dans le détail, notamment en ce qui touche le contrôle des dépenses, la vérification des comptes et la participation de la ville dans les divers chapitres du budget de l'archevêché. Quand le traité de Nimègue eut réuni le Cambrésis à la France, les intendants de Flandre et de Hainaut essayèrent maintes fois, mais toujours en vain, d'exercer au Cateau leurs pouvoirs administratifs ; de semblables tentatives de la part des fermes générales n'obtinrent pas plus de succès, et, jusqu'à la Révolution, le Cateau continua à dépendre uniquement de l'archevêché au point de vue administratif.

De bonne heure, l'industrie avait pris un essor assez considérable au Cateau : en 1462, un procès intenté devant le magistrat de Cambrai par la corporation des drapiers à un teinturier qui faisait le commerce du drap (*Arch. comm. de Cambrai*, FF 99) montre l'activité commerciale des Catésiens ; au XVIII<sup>e</sup> siècle,

c'est la *meulquinerie* ou fabrication des fils fins, des batistes, des linons et des gazes, et aussi la confection des gros fils qui occupent le plus d'ouvriers ; nous savons même par les *Mémoires* de l'abbé Coquelet que la Révolution n'arrêta pas cette industrie et qu'en 1794 elle était assez florissante, mais il est regrettable qu'aucune autre source ne fournisse sur ce point des détails plus circonstanciés. C'est surtout depuis la Restauration que les peignages, les filatures et tissages de laine, de coton et de lin se développèrent considérablement et que de nouvelles manufactures furent établies, principalement par des étrangers ; c'est en grande partie aux frères Seydoux, arrivés de Vevey en 1824, qu'est due la prospérité moderne de la ville du Cateau. Dans ce milieu industriel, la question ouvrière eut toujours une grande importance, et les économistes consulteraient avec beaucoup de fruit les indications fournies par M. l'abbé Méresse sur la condition des ouvriers du Cateau, la progression des salaires, les institutions sociales et philanthropiques créées en faveur de la classe laborieuse ; un court exposé du mouvement syndical et de la propagation des idées socialistes eût heureusement complété cette étude, mais pouvait-on l'essayer sans soulever d'ardentes polémiques ?

On ne peut que féliciter M. l'abbé Méresse d'avoir, malgré le peu de loisirs que lui laissent son lourd ministère et les œuvres religieuses et charitables dont il a assumé la charge, entrepris d'écrire l'histoire de son industrielle paroisse : son livre, d'un style toujours clair et précis, est bien au courant des travaux de l'érudition contemporaine ; les sources y

sont toujours employées avec critique et discernement et les opinions exprimées avec une grande modération et une parfaite impartialité. Il est heureusement complété par un bon index des noms de personnes et de lieux et par des pièces justificatives tirées pour la plupart des matériaux réunis au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle par dom André Potier, prévôt de l'abbaye de Saint-André, et d'une compilation, aujourd'hui perdue dans son ensemble, et que cet érudit avait rédigée sous le titre de *Historia chronographica abbatum monasterii Sancti Andreae de Castello simul Castellii Cameracesii*.

ANDRÉ LESORT.

**Archives historiques du Poitou**, t. XXXV. Poitiers, Société française d'imprimerie et de librairie, 1906, in-8 de XLIII-545 p.

Le tome XXXV des *Archives historiques du Poitou* forme le dixième volume du recueil des documents concernant le Poitou contenus dans les registres de la chancellerie de France, publiés par M. Paul Guérin. Les actes qu'il renferme vont de 1456 à 1464 et s'étendent, par conséquent, sur les cinq dernières années du règne de Charles VII et les quatre premières années du règne de Louis XI. Au nombre de cent trente, dont quatre-vingt-un pour Charles VII et quarante-neuf pour son fils, ils offrent en général un grand intérêt pour cette région et pour un certain nombre de familles.

Comme dans les volumes précédents, ce sont encore les lettres de rémission qui occupent une place prépondérante. On en a quatre-vingt-douze qui font parfaitement connaître les mœurs de cette époque.

Avec les lettres de rémission, on peut encore signaler des lettres d'anoblissement, de légitimation, de naturalisation, des permissions d'élever des fortifications accordées à des particuliers, etc. M. Guérin a placé en tête de son recueil une bonne introduction, dans laquelle il fait ressortir l'intérêt des principaux actes. Une table bien complète termine ce volume et permet de le consulter facilement. Pour ce qui est de la manière dont M. Guérin a compris cette publication, nous n'avons plus à en faire l'éloge; les pièces sont transcrites avec la plus grande fidélité, accompagnées de sommaires et de notes qui fournissent d'excellents éclaircissements sur un grand nombre d'événements et de personnages.

J. VIARD.

**Histoire de l'ancienne Université de Provence ou Histoire d'une université provinciale sous l'ancien régime**, d'après les manuscrits et les documents originaux, par F. BELIN. Deuxième période, première partie (1679-1730). Paris, Picard, 1905, in-8 de XIX-338 p.

Le premier volume de cet ouvrage, paru il y a dix ans, retraçait l'histoire de la première période de l'Université, depuis sa fondation en 1409 jusqu'à l'édit de 1679. Le deuxième volume, que nous signalons aujourd'hui, embrasse une période beaucoup moins étendue et s'arrête en 1729, après la publication de l'arrêt qui, avec celui de 1712, resta, jusqu'à la suppression des universités par la Convention, l'unique règle de l'Université d'Aix. Pendant ce demi-siècle, M. Belin peut étudier les résultats de l'édit de 1679, qui ouvrit une ère nouvelle pour l'en-

seignement supérieur en France. Jusqu'alors, l'enseignement du droit avait été donné avec une certaine indépendance par les diverses universités du royaume. A partir de cet édit, cet enseignement devint un véritable service public; ce fut le roi qui en arrêta les programmes, qui fixa la durée de la scolarité, édicta les obligations de nature diverse imposées désormais tant aux professeurs qu'aux écoliers. Si, à la suite de ces prescriptions, l'enseignement perdit au point de vue de l'indépendance, il gagna en unité. Nous ne pouvons dans ces quelques lignes résumer ce volume, dans lequel l'auteur fait revivre la vie intime de cette université à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle et au commencement du xviii<sup>e</sup>. On y retrouve l'écho de tous les conflits et de toutes les querelles qui surgissaient alors fréquemment entre les différentes facultés, entre l'université et le clergé tant séculier que régulier, entre l'université et la ville, représentée par ses consuls. On trouvera dans cet ouvrage, fait à l'aide de documents de premier ordre, muni de bonnes pièces justificatives, un excellent tableau de l'enseignement supérieur en France avant la Révolution, car ce que l'on constate à Aix se reproduisait dans les autres centres universitaires de notre pays.

J. VIARD.

**RÉGNault de BEAUCARON : Souvenirs anecdotiques et historiques d'anciennes familles champenoises et bourguignonnes, 1178-1906**, par un de leurs descendants. Paris, Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1906, in-8 de 169 p.

Ce volume renferme beaucoup plus de souvenirs anecdotiques que de

faits historiques; il ne pourra donc pas être consulté avec fruit par les érudits recherchant surtout la précision dans un récit et des dates exactes. Cependant, l'ouvrage de M. Régnault de Beaucaron ne manque pas d'intérêt. On suit avec curiosité toutes les péripéties de sa famille, qui, tout en appartenant à la petite noblesse, fut mêlée à quantité d'événements importants, soit directement, soit indirectement.

Dans la partie antérieure à la Révolution, l'auteur fait bien revivre la vie généralement simple et patriarcale des petits seigneurs de province, vivant au milieu de leurs fermiers et de leurs domestiques du produit de leurs terres. La deuxième partie, qui va de 1789 à 1800, contient des renseignements intéressants sur le chevalier d'Éon, sur Hue, le valet de chambre de Louis XVI, sur Chauveau-Lagarde, le défenseur de Charlotte Corday, des Girondins, de M<sup>me</sup> Roland et de Madame Élisabeth. Après la Révolution et après les guerres de l'Empire, une partie de la famille émigra au Mexique. On trouve dans plusieurs chapitres de curieux détails sur la vie des émigrants dans ce pays. La guerre de 1870 et les sombres événements de cette triste année et de 1871 suffirent à remplir les derniers chapitres de l'ouvrage, qui se lit facilement et pourra quelquefois fournir un bon appoint à l'historien, surtout dans les derniers chapitres.

J. VIARD.

**Les seigneurs, le château, la terre de La Mothe-Saint-Héray**, par le docteur PROUDET. Paris, Champion, 1906, in-8 de 138 p. et pl.

La Mothe-Saint-Héray est actuelle-

ment un chef-lieu de canton du département des Deux-Sèvres, arrondissement de Melle. Cette petite ville fut formée par la réunion de deux bourgades primitivement distinctes ; l'une groupée autour de son église, Saint-Héray, l'autre, La Mothe, construite à l'ombre du château fort bâti sur les bords de la Sèvre. Ces deux bourgs, de La Mothe et de Saint-Héray, quoique enclavés l'un dans l'autre, n'en restèrent pas moins, sous le rapport féodal, deux seigneuries distinctes qui jusqu'à la fin de l'ancien régime rendirent hommage à deux suzerains différents.

Les premiers seigneurs qui possédèrent ces fiefs furent les Lusignan. Après les Lusignan on trouve successivement, comme possesseurs de la Mothe, les Brienne, les Thouars, les Craon. Les principales familles qui possédèrent Saint-Héray furent également, après celle des Lusignan, celles des d'Harcourt, des Mello, des Craon, des Sully, des La Trémoille. Au commencement du *xv<sup>e</sup>* siècle, Jean de Torsay réunit les deux seigneuries, qui passèrent successivement aux Beaumont, aux Vivonne, aux Laval, aux Rochechouart, aux Montmorency, aux Baudéan, aux Carvoisin. Le dernier des possesseurs de ce domaine, le comte de Carvoisin, le vendit à Murat, qui le céda à Napoléon. Celui-ci en forma un majorat pour le maréchal Lobau. A la mort de ce dernier, le domaine fit retour à l'État, qui le fit vendre en 1840. Le château, acheté par des marchands de biens, fut démolí complètement, et actuellement le sol qu'il occupait est transformé en champs. Quelques notes réunies à la fin de ce volume font connaître l'étendue et l'importance du domaine attaché au château de La Mothe-Saint-Héray. J. VIARD.

Alfred LEFORT : *Histoire du département des Forêts* (Le duché de Luxembourg de 1795 à 1814), d'après les archives du gouvernement grand-ducal et des documents français inédits, avec une préface de Godefroid Kurth. T. I. Paris, Picard, Bruxelles, O. Schepens, 1905, in-8 de viii-350 p. et pl.

Depuis de longues années déjà, M. Lefort s'intéresse à l'histoire du duché de Luxembourg. Il était donc tout désigné, par ses nombreuses recherches sur ce pays, pour nous en faire connaître les vicissitudes pendant la période révolutionnaire. Quand le grand-duché de Luxembourg fut réuni à la France, il porta le nom de département des Forêts, et fut administré comme les autres départements. Dans la première partie de son travail, M. Lefort fait connaître comment et à la suite de quelles circonstances les armées de la Convention envahirent le Luxembourg. Il retrace avec détails toutes les péripéties du blocus et du siège de la forteresse de Luxembourg, du 21 novembre 1794 au 7 juin 1795, et montre comment la Convention transforma l'organisation de ce pays.

Dans ce volume qui s'étend jusqu'à l'an V, c'est-à-dire qui embrasse la période la plus mouvementée de la Révolution, M. Lefort a su garder la plus grande réserve. Soucieux de ne jamais se départir de l'impartialité la plus absolue, il se contente d'enregistrer les faits. Il faut dire aussi qu'ils suffisent bien à faire apprécier le régime auquel le Luxembourg fut assujéti. A peine le gouvernement révolutionnaire y est-il installé, que toute l'ancienne administration est bouleversée, et de nouvelles charges, souvent écrasantes, sont imposées aux habitants : contributions militaires, emprunt forcé, réquisitions, etc. A

ces charges il faut encore ajouter les mesures prises contre les émigrés, et la persécution religieuse qui sévit là comme dans le reste de la France. L'exposé de tout ce que ce département eut à subir et de la manière dont il fut organisé est fait avec grand soin et en grand détail. On ne peut donc que désirer voir bientôt paraître les deux volumes suivants qui doivent comprendre le Consulat et l'Empire.

J. VIAND.

**Les cahiers de la Flandre maritime en 1789**, publiés avec une introduction et des notes par A. DE SAINT-LÉGER et Ph. SAGNAC. Tomes I et II (1<sup>re</sup> partie). Paris, Picard, 1906, 2 vol. in-8 de XLIII-472 et 571 p., avec une carte et deux fac-similés.

Il est impossible d'apprécier une publication comme celle que MM. de Saint-Léger et Sagnac, tous deux professeurs d'histoire à l'Université de Lille, ont entreprise sous les auspices de la Société dunkerquoise pour l'encouragement des lettres, des sciences et des arts, alors que cette publication demeure incomplète, puisqu'il y manque des annexes, un glossaire et des tables que l'on nous promet, et qui formeront la seconde partie du tome II. Nous ne voulons cependant pas attendre l'apparition de ce complément pour signaler le livre de MM. de Saint-Léger et Sagnac aux lecteurs de cette Revue. Ils y trouveront une excellente Introduction due à M. Sagnac et comprenant un chapitre sur « La Flandre maritime sous la domination française (1669-1789) », écrit d'après le livre de M. de Saint-Léger : *La Flandre maritime et Dunkerque sous la domination française*, et un autre sur « Les cahiers de la Flandre maritime en 1789 ». Cette Introduction

précède immédiatement la publication totale, plus souvent partielle, de ces cahiers eux-mêmes.

ARMAND D'HEBROMEZ.

Frédéric BARBEY : **La route du Simplon**. Illustrations de Fréd. Boissounas. Genève, Atar, 1906, in-4 de 157 p., fig.

Après le Saint-Gothard et le Mont-Cenis, le col du Simplon est maintenant traversé par un tunnel, et les vallées du Rhône et de la Dovéria, délaissées par le commerce international depuis que le chemin de fer avait détourné par d'autres voies les marchandises, voient de nouveau passer le long de leurs pentes les convois se rendant de l'Europe occidentale et centrale dans la Péninsule.

Frayée dès l'époque romaine, la route du Simplon fut de tout temps une voie de transit très fréquentée. Les Barbares y passèrent pour conquérir la Lombardie. Pendant le moyen âge, les marchands qui se rendaient aux foires de Champagne franchissaient le col, et l'évêque de Sion, chargé de l'entretien et de la surveillance du chemin, tirait de gros bénéfices des péages. La petite ville de Brigue, située à l'aboutissement de la route dans la vallée du Rhône, garde encore des traces de la richesse qu'apportaient dans le pays les nombreux voyageurs. L'énorme bâtisse du palais Stockalper témoigne de l'opulence que faisait régner l'affluence des commerçants.

Avec Napoléon s'ouvrit une ère nouvelle dans l'histoire du Simplon. Frappé des avantages que lui donnerait une nouvelle voie d'accès vers l'Italie, Napoléon fit construire à travers la montagne une route large qui permit aux troupes, aux convois, à l'artillerie de se transporter facile-

ment dans la vallée du Pô. Les travaux, commencés en 1801, étaient achevés en 1806, et la nouvelle chaussée servit aux voyageurs et au roulage jusqu'au jour où le chemin de fer ne lui laissa plus que les touristes.

M. Barbey a fait revivre avec intensité l'histoire de ce chemin; sa grande connaissance des lieux — qu'il décrit avec talent — lui a été d'un précieux secours; les archives qu'il a fouillées lui ont permis d'apporter sur la question maints aperçus nouveaux. Le portrait qu'il donne de Stockalper, le maître de la route au xv<sup>e</sup> siècle, est des plus intéressants. Toutefois, ce qui l'a surtout arrêté et sur quoi il insiste, c'est l'entreprise gigantesque de Napoléon, transformant en voie carrossable une route muletière, les difficultés de cette œuvre gigantesque et l'inlassable activité de l'ingénieur Céard, qui réussit à terminer le travail dans un délai relativement très court.

Les nombreuses vues qui illustrent le texte méritent, par leur choix heureux et leur excellente exécution, une mention toute spéciale.

HENRI LEMAITRE.

**Forum Turolli regnante in Aragonia Aldefonso rege anno dominee nativitate MCLXXVI.** Transcripción y estudio preliminar de Francisco AZNAR Y NAVARRO, doctor en filosofía y letras. Zaragoza, Cecilio Gasca, 1905, in-8 de xlv+300 p. avec 3 fac-similés.

Rédigée en 1176, la charte municipale latine de Teruel demeura en vigueur jusqu'au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle (1564), pour être définitivement abolie en 1597. Deux publications par-

tielles en ont été faites en 1530 et 1565. M. Francisco Aznar y Navarro, qui prépare depuis plusieurs années une étude d'ensemble sur les communes aragonaises au moyen âge, a jugé utile de la publier dans son intégrité. Il reproduit le manuscrit conservé aux archives de la ville de Teruel, en indiquant les rares variantes d'un second manuscrit qui est à la Biblioteca nacional de Madrid. Il a voulu donner une édition aussi fidèle que possible. J'ai relevé cependant, en comparant les premières lignes de son texte avec le fac-similé qui les accompagne, quelques inexactitudes de lecture. Ainsi, au second paragraphe, il faut lire *Donativum* au lieu de *Donatum*; et un peu plus loin : *libencius habitent et alii venire desiderant*, au lieu de : *libencias habitent et alius*, etc. Je ne saisis pas non plus pourquoi, au début de ce même paragraphe, le mot *aragonis* a été transporté de la fin de la seconde ligne à la fin de la première. Dans une introduction bien documentée, le savant éditeur nous montre d'abord l'origine, l'application et l'abolition du *fuero* de Teruel; il étudie ensuite les rapports de cette charte avec celles de Cuenca et de Sepulveda, pour établir la priorité de celle-là sur celles-ci.

Ce volume est le second d'une *Colección de documentos para el estudio de la historia de Aragón*, publiée sous la direction de D. Eduardo Ibarra y Rodriguez, professeur d'histoire à l'Université de Saragosse. Les documents et les monographies qu'elle éditera rendront un appréciable service à la science historique, si nous en jugeons par le *Forum Turolii*. ERNEST-M. RIVIÈRE.

Le Gérant : L. PIQUET.



---

# TABLE DES MATIÈRES

DU

## QUATRE-VINGT-DEUXIÈME VOLUME

---

### LIVRAISON DU 1<sup>er</sup> JUILLET 1907

|        |                                                                                                                   |                                                |
|--------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| Pages. |                                                                                                                   |                                                |
| 5.     | Les persécutions contre les chrétiens dans la politique religieuse de l'Empire romain.                            | C. CALLEWAERT.                                 |
| 20.    | Une abbaye de filles au XVIII <sup>e</sup> siècle. Gomerfontaine (fin) . . . . .                                  | DE MARICOURT & A. DRIANT.                      |
| 38.    | Le fédéralisme en 1793 et 1794. . . . .                                                                           | D <sup>r</sup> MAGNAC.                         |
| 57.    | Linois à Algésiras (juillet 1801) (fin) . . .                                                                     | A. AUZOUX.                                     |
| 79.    | La préparation d'une campagne de Napoléon. La transformation de l'armée républicaine en armée impériale . . . . . | Lieut <sup>t</sup> -colon <sup>l</sup> PICARD. |
| 120.   | Les débuts du régime concordataire à Paris. L'épiscopat du cardinal de Belloy (1802-1808) . . . . .               | DE LANZAC DE LABORIE.                          |
| 176.   | Mélanges : La condamnation de Jean de Monzon par Pierre d'Orgemont . . . . .                                      | P. DONCOEUR.                                   |
|        | Quelques livres sur la Révolution française.                                                                      | ALBERT ISNARD.                                 |
| 201.   | Courrier allemand . . . . .                                                                                       | E.-A. GOLDSILBER.                              |
| 222.   | Courrier italien . . . . .                                                                                        | L.-G. PÉLISSIER.                               |
| 236.   | Chronique . . . . .                                                                                               | E.-G. LEDOS.                                   |
| 255.   | Revue des recueils périodiques : français.                                                                        | ALBERT ISNARD.                                 |
| 269.   | Anglais . . . . .                                                                                                 | F. CABROL.                                     |
| 278.   | Italiens . . . . .                                                                                                | PAUL ALLARD.                                   |
| 289.   | Bulletin bibliographique.                                                                                         |                                                |

### LIVRAISON DU 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1907

|      |                                                          |                    |
|------|----------------------------------------------------------|--------------------|
| 361. | La fable en Égypte . . . . .                             | E. REVILLOUT.      |
| 378. | Les idées politiques du cardinal Bellarmin.              | J. DE LA SERVIÈRE. |
| 413. | Les antécédents du règne de Louis XVI : .                | MARIUS SEPET.      |
| 435. | Les mœurs et le gouvernement de Venise en 1789 . . . . . | A. BONNEFONS.      |

# TABLE DES MATIÈRES DU QUATRE-VINGT-DEUXIÈME VOLUME. 683

|        |                                                                                                                                                                            |
|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Pages. |                                                                                                                                                                            |
| 467.   | Le fédéralisme en 1793 et 1794 (fin) . . . D <sup>r</sup> MAGNAC.                                                                                                          |
| 490.   | La préparation d'une campagne de Napoléon.<br>La transformation de l'armée républi-<br>caine en armée impériale (fin) . . . Lieut <sup>e</sup> -colon <sup>l</sup> PICARD. |
| 526.   | Mélanges : Un nouveau manuel d'histoire<br>ancienne du christianisme. . . . . V. ERMONI.                                                                                   |
| 537.   | Les noms anciens des Iles Britanniques. . . L. GOUGAUD.                                                                                                                    |
| 547.   | Au lendemain des Cent-Jours . . . . . L. RIOULT DE NEUVILLE.                                                                                                               |
| 555.   | Courrier allemand (fin). . . . . E.-A. GOLDSILBER.                                                                                                                         |
| 567.   | Courrier italien (fin). . . . . L.-G. PÉLISSIER.                                                                                                                           |
| 580.   | Chronique . . . . . E.-G. LEDOS.                                                                                                                                           |
| 595.   | Revue des recueils périodiques : français. ALBERT ISNARD.                                                                                                                  |
| 607.   | Allemands . . . . . E.-G. LEDOS.                                                                                                                                           |
| 615.   | Belges . . . . . C. CALLEWAERT.                                                                                                                                            |
| 621.   | Bulletin bibliographique.                                                                                                                                                  |

## OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

### I. — *Bibliographie*

|                                                                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Meyers grosses Konversations-Lexicon. T. XIV et XV (E.-G. Ledos) . . . . .                                              | 289 |
| Meyers geographischer Handatlas (E.-G. Ledos) . . . . .                                                                 | 289 |
| A. Holder. Die Reichenauer Handschriften. T. I : Die Pergament-<br>handschriften (A. Wilmar) . . . . .                  | 291 |
| A. Molinier. Les sources de l'histoire de France, des origines à la<br>guerre d'Italie, 1494. T. VI (J. Viard). . . . . | 293 |
| V. Leblond. Inventaire sommaire de la collection Bucquet-aux-<br>Cousteaux (J. Viard) . . . . .                         | 293 |
| Mélanges de la Faculté orientale de l'Université Saint-Joseph de<br>Beyrouth (P. Pisani) . . . . .                      | 294 |
| H. Tausin. Dictionnaire des devises ecclésiastiques (P. Pisani) .                                                       | 294 |

### II. — *Histoire générale*

|                                                                                                                                                  |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| H.-F. Helmott. Weltgeschichte. T. II et VII (H. Froidevaux) . .                                                                                  | 295 |
| J. Braun. Die liturgische Gewandung im Occident und Orient<br>nach Ursprung und Entwicklung, Verwendung und Symbo-<br>lik (H. Leclercq). . . . . | 298 |
| A. Lang. Les mystères de l'histoire (M. de la Rocheterie) . . .                                                                                  | 299 |
| G. Krüger. Das Papstum. Seine Idee und ihre Träger (G. Péries). .                                                                                | 621 |
| J.-U. Godehard, J. Ebers. Das Devolutionsrecht, vornemlich nach<br>katholischen Kirchenrecht (G. Péries). . . . .                                | 621 |

III. — *Antiquité. Origines chrétiennes*

|                                                                                                                               |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| F. Smith. Die roemische Timokratie (M. Besnier) . . . . .                                                                     | 300 |
| B.-C. Bondurant. Decimus Junius Brutus Albinus (M. Besnier). . . . .                                                          | 301 |
| W. T. Arnold. The Roman System of provincial Administration to the accession of Constantine the Great (Paul Allard) . . . . . | 301 |
| F. Cumont. Les religions orientales dans le paganisme romain (Paul Allard) . . . . .                                          | 303 |
| Binet-Sanglé. Les prophètes juifs (D. E. Bouvet) . . . . .                                                                    | 304 |
| E. Dujardin. La source du fleuve chrétien (D. E. Bouvet) . . . . .                                                            | 304 |
| A. Bludau. Juden und Judenverfolgungen im alten Alexandria (M. Besnier) . . . . .                                             | 304 |
| A. Réville. Jésus de Nazareth (V. Ermoni) . . . . .                                                                           | 305 |
| Paul Allard. Les dernières persécutions du III <sup>e</sup> siècle. 3 <sup>e</sup> édition (M. Besnier) . . . . .             | 307 |
| F. Martroye. Genséric, la conquête vandale en Afrique et la destruction de l'empire d'Occident (Paul Allard). . . . .         | 308 |
| C. Hefele. Histoire des conciles. Nouvelle traduction française. T. I, première partie (Paul Allard) . . . . .                | 310 |
| H. Vincent. Canaan (R. L.). . . . .                                                                                           | 623 |
| H. De Lacombe. Sur la divinité de Jésus-Christ. Controverses du temps de Bossuet et de notre temps (M. S.) . . . . .          | 624 |
| L. Saintyves. Les saints successeurs des dieux (V. Ermoni) . . . . .                                                          | 625 |

IV. — *Moyen âge*

|                                                                                                                                     |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| J. Flach. Les origines de l'ancienne France, X <sup>e</sup> et XI <sup>e</sup> siècles. T. III (Paul Fournier) . . . . .            | 310 |
| L. Roche. Les grands récits de l'épopée française (G. Audiat). . . . .                                                              | 314 |
| L. Gauthier. Les Lombards dans les deux Bourgognes (F. Duval). . . . .                                                              | 314 |
| G. Jeanton. Le servage en Bourgogne (J. Viard). . . . .                                                                             | 315 |
| L. Halphen. Le comté d'Anjou au XI <sup>e</sup> siècle (J. Viard) . . . . .                                                         | 316 |
| D. E. Darley. Fragments d'anciennes chroniques d'Aquitaine, d'après des manuscrits du XIII <sup>e</sup> siècle (J. Viard) . . . . . | 317 |
| A. Leroux. Le sac de la cité de Limoges et son relèvement, 1370-1464 (J. Viard) . . . . .                                           | 317 |
| R. Poupardin. Monuments de l'histoire des abbayes de Saint-Philibert (J. Viard). . . . .                                            | 318 |
| M. Thibault. La jeunesse de Louis XI. 1423-1445 (E.-G. L.) . . . . .                                                                | 318 |
| P.-A. Kirsch. Der Portioncula-Abläss (P. Ubald d'Alençon). . . . .                                                                  | 319 |
| F. d'Ovidio. Nuovi studii Danteschi. Il Purgatorio e il suo preludio (A. Coulon) . . . . .                                          | 320 |
| O. Karmin. La legge del catasto fiorentino del 1427 (L.-G. P.). . . . .                                                             | 321 |

TABLE DES MATIÈRES DU QUATRE-VINGT-DEUXIÈME VOLUME. 685

|                                                                                                                                                                                                    |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| A. Gottlob. Kreuzablass und Almosenablass (G. Péries).                                                                                                                                             | 321 |
| B. Albers. Consuetudines monasticae. T. II (J. Besse)                                                                                                                                              | 322 |
| A. Clouzot. Cartulaire de l'abbaye de la Merci-Dieu (J. Besse).                                                                                                                                    | 324 |
| D. U. Berlière. Inventaire analytique des « Diversa Cameraria »<br>des archives vaticanes (1389-1500) au point de vue des anciens<br>diocèses de Cambrai, Liège, Thérouanne et Tournai (J. Besse). | 325 |
| H. Flenkers. Untersuchungen zur Überlieferungsgeschichte der<br>ältesten lateinischen Moenchsregeln (J. Besse)                                                                                     | 326 |
| J. Peisker. Die älteren Beziehungen der Slaven zu Turko-Tata-<br>ren und Germanen und ihre sozialgeschichtliche Bedeutung<br>(P. S. P.)                                                            | 326 |
| H. Grisar. Il « Sancta Sanctorum » ed il suo tesoro sacro (Paul<br>Allard)                                                                                                                         | 628 |
| R. Maiocchi et N. Cazacca. Codex diplomaticus ordinis Eremita-<br>rum S. Augustini Papiæ (J. Besse)                                                                                                | 629 |
| P. Fournier. Étude sur les fausses Décrétales (G. Péries)                                                                                                                                          | 630 |
| J. Franz, X. Barth. Hildebert von Lavardin und das kirchliche<br>Stellenbesetzungsrecht (G. Péries).                                                                                               | 631 |
| L. de Beauriez. Robert le Fort et les origines de la race capé-<br>tienne (A. du Bourg)                                                                                                            | 632 |
| A. Zacharie. Innocent III. La question d'Orient (Jean Guiraud).                                                                                                                                    | 633 |
| J. Vaesen. Lettres de Louis XI. T. VIII et IX (A. Lesort)                                                                                                                                          | 635 |
| E. Michael. Geschichte des deutschen Volkes von dreizehnten<br>Jahrhundert bis zum Ausgang des Mittelalters. T. IV (J. de<br>Bernon).                                                              | 636 |

V. — Renaissance. Réforme

|                                                                                                                     |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| E. Gossart. Espagnols et Flamands au xvi <sup>e</sup> siècle (A. d'Herbomez).                                       | 327 |
| A. Pilot. L'alchimista Marco Bragadin a Venezia (L.-G. Pélissier).                                                  | 327 |
| A. Pilot. Filippo II di Spagna in una canzone inedita di Celio<br>Magno (L.-G. Pélissier)                           | 327 |
| A. Pilot. Anche Celso Magno (L.-G. Pélissier)                                                                       | 327 |
| J.-B. Bertin et V. Audier. Adam de Crappone et son canal (J. An-<br>got des Rotours).                               | 328 |
| E. Cabié. Guerres de religion dans le sud-ouest de la France et<br>principalement dans le Quercy (Y. de la Brière). | 642 |
| H. Biaudet. Le Saint-Siège et la Suède durant la seconde moitié<br>du xvi <sup>e</sup> siècle. T. I (P. Richard)    | 643 |

VI. — Dix-septième et dix-huitième siècles

|                                                                                           |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| E. Roca. Le grand siècle intime. Le règne de Richelieu. 1617-1642<br>(Yves de la Brière). | 329 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| G. d'Avenel. Prêtres, soldats et juges sous Richelieu (G. Guillot).                                                                | 331 |
| H. de la Grimaudière. Autour du berceau d'un enfant de France<br>(G. Guillot) . . . . .                                            | 332 |
| G. Lardé. La capitation dans les pays de taille personnelle<br>(J. Viard) . . . . .                                                | 333 |
| L. de Contenson. Mémoires du comte de Souvigny (J. Viard).                                                                         | 334 |
| G. Mareschal de Bièvre. Georges Mareschal, seigneur de Bièvre,<br>chirurgien et confident de Louis XIV (J. Viard) . . . . .        | 334 |
| E. Magne. Scarron et son milieu (G. Audiat).                                                                                       | 335 |
| H. Chardon. Nouveaux documents sur les comédiens de campagne.<br>T. II (G. Audiat). . . . .                                        | 336 |
| Bon de Contenson. Militaires fils d'acteurs (G. Audiat).                                                                           | 337 |
| L. Lambeau. La place Royale (P. Lbe).                                                                                              | 338 |
| P. Delaunay. Le monde médical parisien au XVIII <sup>e</sup> siècle (P. Lbe).                                                      | 338 |
| M. Rostan. Les philosophes et la société française au XVIII <sup>e</sup> siècle<br>(R. M.) . . . . .                               | 339 |
| H. Tronchin. Un médecin au XVIII <sup>e</sup> siècle. Théodore Tronchin<br>(M. de la Rocheterie) . . . . .                         | 340 |
| Correspondance inédite de Victor-François, duc de Broglie, avec<br>le prince Xavier de Saxe (V <sup>te</sup> de Noailles). . . . . | 341 |
| A. Hamon. Vie de la bienheureuse Marguerite-Marie (A. du<br>Bourg) . . . . .                                                       | 645 |
| M. Bourlon. Les Assemblées du clergé sous l'ancien régime<br>(G. Péries). . . . .                                                  | 646 |
| F. Ter Haar. Ven. Innocentii PP. XI de Probabilismo Decreti his-<br>toria et vindiciae (G. Péries) . . . . .                       | 646 |
| F. Ter Haar. Das Decret des Papstes Innocenz XI über den Proba-<br>bilismus (G. Péries) . . . . .                                  | 646 |
| F. Wolters. Studien über Agrarzustaende und Agrarproblem in<br>Frankreich von 1700 bis 1790 (J. Angot des Rotours). . . . .        | 647 |
| P. Boyé. Les abeilles, la cire et le miel en Lorraine jusqu'à la<br>fin du XVIII <sup>e</sup> siècle (A. Lesort) . . . . .         | 648 |
| E. Magne. Femmes galantes du XVIII <sup>e</sup> siècle : M <sup>me</sup> de Villedieu.<br>1632-1692 (L. Coquelin) . . . . .        | 649 |
| F. Rousseau. Règne de Charles III, roi d'Espagne. 1759-1788 (Hyr-<br>voix de Landosle) . . . . .                                   | 650 |
| F. Van Kalken. La fin du régime espagnol aux Pays-Bas (Hyrvoix<br>de Landosle) . . . . .                                           | 651 |
| S. Scelle. La traite négrière aux Indes de Castille. Contrats et<br>traités d'Assiento (J. C. T.). . . . .                         | 653 |
| A. Franz. Die Kolonisation des Mississippitales bis zum Ausgange<br>des franzoesischen Herrschaft (J. C. T.). . . . .              | 654 |

VII. — *Révolution*

|                                                                                                     |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| A. Esmein. Gouverneur Morris (L. de N.). . . . .                                                    | 342 |
| M. Vitrac et A. Galopin. Mémoires sur Louis XVII (E.-G. L.). . .                                    | 344 |
| V <sup>te</sup> de Reiset. Louise d'Esparbès, comtesse de Polastron (Hyrvoix de Landosle) . . . . . | 345 |
| P. Lauzun. Un portrait de M <sup>me</sup> de Polastron (G. Guillot) . . . .                         | 346 |
| H. Chérot. Figures de martyrs (Hyrvoix de Landosle) . . . .                                         | 654 |
| E. Welvert. Lendemain révolutionnaires. Les régicides (G. de Grandmaison). . . . .                  | 655 |

VIII. — *Temps modernes*

|                                                                                                                                            |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| F. Nicolay. Napoléon I <sup>er</sup> au camp de Boulogne (L. P.). . . . .                                                                  | 347 |
| J. Poirier. Portraits militaires du premier Empire. Lecourbe (E. Chapuis-Gaudot) . . . . .                                                 | 348 |
| A. Lebey. Les trois coups d'État de Louis-Napoléon Bonaparte (R. Lambelin). . . . .                                                        | 349 |
| E. Peyron. Le cas de Bazaine (R. Lambelin). . . . .                                                                                        | 350 |
| V <sup>te</sup> de Gontaut-Biron. Mon ambassade en Allemagne (R. Lambelin) . . . . .                                                       | 351 |
| A. Chéradame. Le monde et la guerre russo-japonaise (R. Lambelin) . . . . .                                                                | 352 |
| A. Lumbroso. Il Processo dell' amiraglio di Persano (R. Lambelin) . . . . .                                                                | 352 |
| L. Mouton. Mémoires du général Guillaume Pépé (R. Lambelin). .                                                                             | 354 |
| F. Lemmi. Le origini del resorgimento italiano (L.-G. P.). . . .                                                                           | 354 |
| A. Dicéy. Leçons sur les rapports entre le droit et l'opinion publique en Angleterre au cours du xix <sup>e</sup> siècle (P. L.-L.). . . . | 355 |
| G. Millard. Les Belges et leurs générations historiques (A. d'Herbomez) . . . . .                                                          | 356 |
| A. Houtin. La crise du clergé (P. Pisani). . . . .                                                                                         | 357 |
| J. Freisen. Staat und katholische Kirche in den deutschen Bundesstaaten Lippe, Waldeck Pyrmont, etc. (G. Péries). . . . .                  | 358 |
| F. Nicolay. Questions brûlantes (J. Angot des Rotours). . . . .                                                                            | 359 |
| C. Mourre. D'où vient la décadence économique de la France? (J. Angot des Rotours) . . . . .                                               | 360 |
| F. Veuillot. La crise économique en France (J. Angot des Rotours). .                                                                       | 360 |
| D. du Bourg. La vie religieuse en France sous la Révolution, l'Empire et la Restauration. Mgr du Bourg (Paul Allard). . .                  | 656 |
| E. Dejean. Un préfet du Consulat : Jacques-Claude Beugnot (Paul Allard) . . . . .                                                          | 657 |
| Bon de Maricourt. M <sup>me</sup> de Souza et sa famille (Paul Allard). . . .                                                              | 659 |
| Paul Bourget et Michel Salomon. Bonald (J. Angot des Rotours). .                                                                           | 659 |

|                                                                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| C. Nicoullaud. Mémoires de la comtesse de Boigne. T. I et II (Hyrvoix de Landosle). . . . .                             | 660 |
| C <sup>e</sup> Balagny. Campagnes de l'empereur Napoléon en Espagne. 1808-1809 (G. de Grandmaison). . . . .             | 661 |
| C <sup>e</sup> Bagès. Études sur les guerres d'Espagne. T. I (G. de Grandmaison). . . . .                               | 662 |
| Le vice-amiral Bergasse du Petit-Thouars, d'après ses notes et sa correspondance (V <sup>te</sup> de Noailles). . . . . | 663 |
| P. Azan. Récits d'Afrique : Sidi-Brahim (R. Lambelin). . . . .                                                          | 664 |
| R. Moulin. Une année de politique extérieure (R. Lambelin). . . . .                                                     | 664 |
| E. Bourgeois. Manuel de politique étrangère. T. III (R. Lambelin). . . . .                                              | 665 |
| A. L. L'émancipation de l'Égypte (R. L.). . . . .                                                                       | 666 |
| J. Bainville. Bismarck et la France (E. Godefroy). . . . .                                                              | 666 |
| M. Spahn. Kultur und Katholizismus. T. V : Das deutsche Zentrum (G. Péries). . . . .                                    | 668 |
| H. Brémond. L'évolution du clergé anglican (G. Péries). . . . .                                                         | 669 |
| Actes de S. S. Pie X. T. II (A. du Bourg). . . . .                                                                      | 670 |
| G. de Leener. Les syndicats industriels en Belgique (J. Angot des Rotours). . . . .                                     | 670 |
| M. de Villiers du Terrage. Rois sans couronne (J. C. T.). . . . .                                                       | 670 |
| Mélanges d'histoire littéraire (G. Audiat). . . . .                                                                     | 671 |

IX. — *Géographie. Monographies locales*

|                                                                                                                                |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| E. de Robillard de Beaurepaire. Les Puy de Palinod de Rouen et de Caen (Paul Allard). . . . .                                  | 672 |
| E. Lemarchand. Le château royal de Vincennes (G.). . . . .                                                                     | 673 |
| J.-D. Haumonté. Plombières ancien et moderne (C <sup>te</sup> de Charencey). . . . .                                           | 674 |
| Méresse. Histoire du Cateau (A. Lesort). . . . .                                                                               | 675 |
| Archives historiques du Poitou. T. XXXV (J. Viard). . . . .                                                                    | 677 |
| F. Belin. Histoire de l'ancienne Université de Provence. Deuxième période, 1679-1730 (J. Viard). . . . .                       | 677 |
| R. de Beaucaron. Souvenirs anecdotiques et historiques d'anciennes familles champenoises et bourguignonnes (J. Viard). . . . . | 678 |
| D <sup>r</sup> Prouhet. Les seigneurs, le château, la terre de la Mothe-Saint-Héray (J. Viard). . . . .                        | 678 |
| A. Lefort. Histoire du département des Forêts (le duché de Luxembourg de 1795 à 1814). T. I (J. Viard). . . . .                | 679 |
| A. de Saint-Léger et P. Sagnac. Les cahiers de la Flandre maritime en 1789. T. I et II (A. d'Herbomez). . . . .                | 680 |
| F. Barbey. La route du Simplon (H. Lemaître). . . . .                                                                          | 681 |
| F. Aznar y Navarro. Forum Turolii (E.-M. Rivière). . . . .                                                                     | 681 |







B18-11 B

### ALDERMAN LIBRARY

The return of this book is due on the date  
indicated below

---

DUE

DUE

---

Usually books are lent out for two weeks, but there are exceptions and the borrower should note carefully the date stamped above. Fines are charged for over-due books at the rate of five cents a day; for reserved books there are special rates and regulations. Books must be presented at the desk if renewal is desired.



